UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01148898 8

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mondeslave01pari

P
HSlav
M

LE MONDE SLAVE

523285
4.6.51

Notre Programme.

Depuis plusieurs années, quelques personnes, préoccupées de maintenir et d'étendre l'influence française, songeaient à fonder une revue qui se consacrerait à l'étude de l'Europe orientale et plus particulièrement des nations slaves qui en forment la population principale. La guerre actuelle nous a convaincus que cette publication était plus urgente que jamais et les sympathies qu'a trouvées la « Nation Tchèque » nous ont décidés à ne pas nous laisser arrêter par les difficultés de l'heure présente.

L'œuvre que nous entreprenons sera avant tout une œuvre nationale. Bien entendu, nous ferons appel à des étrangers et nous ouvrirons largement nos colonnes aux écrivains russes, polonais, serbocroates ou tchèco-slovaques. Mais la direction est exclusivement française et dans l'étude des divers problèmes que nous aborderons, nous nous placerons toujours au point de vue français. Bien que, sans doute, une semblable déclaration puisse paraître un peu superflue, surtout aux heures graves que nous traversons, il est nécessaire d'insister sur ce point et d'écarter d'avance les malentendus.

L'amour vibrant, réfléchi, passionné de la patrie est le premier devoir du citoyen et les intérêts du pays ne sauraient être subordonnés à aucune considération de parti ou de doctrine, à aucun entraînement de l'esprit et à aucune affection sentimentale. — « Autres sont les intérêts d'État qui lient les princes, et autres les intérêts du salut de nos âmes qui nous obligent pour

nous-mêmes », — écrivait le grand cardinal qui a donné l'Alsace à la France. Nous inspirant de lui, « nous n'estimons en matière d'Etat, que ceux qui haïssant l'Allemagne, font particulièrement état d'être bons Français. » Nous avons parmi les Slaves des amis qui nous sont chers. Nous savons qu'ils mettent toujours au premier rang de leurs préoccupations l'avenir de leur peuple et c'est pour cela que nous les tenons en haute estime. Ils se détourneraient de nous avec dédain, s'ils n'étaient persuadés que la liberté, la grandeur et la richesse de la France sont l'objet permanent, essentiel, de nos pensées, je dirais l'objet exclusif, si ce mot ne risquait d'être mal compris, parce qu'il sous-entend une idée d'égoïsme étroit, qui, contraire au génie de notre race et aux plus glorieux souvenirs de notre passé compromettrait rapidement l'influence à laquelle nous avons des droits incontestables.

Nous voulons renouer la vraie tradition nationale, faussée depuis un siècle par l'éphémère et somptueuse épopée de Napoléon Ier et par le romantisme nébuleux et mystique de Napoléon III. C'est dans cette pensée, et en nous pénétrant encore de l'enseignement de Richelieu, que nous croyons nécessaire de travailler à empêcher « qu'une puissance contraire s'élève de telle sorte qu'elle soit pour le monde un objet permanent de danger », et que nous désirons protéger l'avenir « qui est plus considérable que le présent », contre le retour des dangers immenses auxquels nous avons échappé si difficilement et au prix de terribles sacrifices.

Par quels moyens y parviendrons-nous? Quels sont les procédés les plus sûrs et les meilleurs de garantir à l'Europe la liberté qu'elle exige et la paix dont elle a soif?

*
**

Il serait vain de compter sur une conversion rapide de l'Allemagne. Nous ne prononçons pas de condamnations éternelles et nous n'ignorons pas que les hommes

se transforment suivant les circonstances. Ne nous laissons pas cependant duper par les mots. On répète souvent que les Allemands sont un peuple plastique et qu'ils se soumettront rapidement à leur sort. C'est une redoutable illusion contre laquelle il est prudent de nous tenir en garde. Depuis 1870, ils ont goûté les deux joies qui laissent dans les âmes les traces les plus profondes: l'orgueil de la richesse et la volupté souveraine de la toute puissance. Ils ne guériront pas si vite de ces ivresses et seront longtemps tourmentés par la nostalgie de leur puissance évanouie. Songeons de plus que la victoire aura hésité plusieurs années et que nous ne l'aurons obtenue qu'au prix d'efforts prolongés; il n'aura pas fallu moins pour les écraser que la coalition de l'Univers entier. Leur orgueil ne sera donc pas abattu par un désastre qu'ils attribueront à un concours inouï des circonstances et à une conjuration du destin ; la paix à peine conclue, ils appliqueront le ressort de leur volonté à préparer leur revanche en suscitant parmi leurs adversaires des divisions qui leur permettraient de reprendre le combat dans des conditions moins défavorables. Ne nous berçons sur ce point d'aucun espoir chimérique. Les dix ou vingt années qui suivront la fin des hostilités seront pour nous une période particulièrement dangereuse et, quelque minutieuses et effectives que soient les précautions que nous prendrons pour déjouer les projets de nos ennemis, nous aurons à redouter les soubresauts de leur misère et les révoltes furibondes de leur haine.

Pour prévenir ou déjouer ces attaques, nous n'aurons pas trop de tous les moyens dont la prudence humaine nous suggèrera la combinaison. Un des plus naturels et des plus sûrs consiste à grouper autour de nous des Alliés qui aient le même intérêt que nous à surveiller les desseins de l'Allemagne, parce que son triomphe serait la ruine de leur indépendance.

Quand, au XVI^e^ siècle, l'équilibre européen fut menacé par la formation de l'empire des Habsbourgs, nos souverains cherchèrent un appui dans l'est de l'Eu-

rope, et s'ils réussirent à contenir d'abord, et par la suite à mater l'ambition autrichienne, ce fut grâce au secours que leur apportèrent la Suède, la Pologne et la Turquie. — La Suède de Gustave Adolphe et la Turquie de Soliman ont cessé d'exister. A leur place d'autres puissances sont nées ou vont se constituer, la Russie, la Pologne ressuscitée, l'État tchèco-slovaque, le royaume serbo-croate. — C'est vers ces peuples, à qui s'ouvre l'avenir, que nous devons nous tourner. L'entente sera facile: nous serons rapprochés d'eux par les souvenirs des souffrances communes, des gloires partagées et du sang versé sur le même champ de bataille; leurs âmes brûlent des mêmes rancunes qui ne s'effaceront pas de sitôt et ils redoutent les mêmes périls.

Si l'Allemagne songeait de nouveau à nous sauter à la gorge, — et c'est une hypothèse qu'il est sage de ne jamais perdre de vue dans nos calculs. — il serait bon, pour rappeler la parole de Salisbury, qu'on lui appliquât dans le dos un fort vésicatoire; la seule pensée de cet énergique traitement calmerait ses téméraires ardeurs.

La mode intervient dans les domaines les plus divers, en politique aussi bien qu'ailleurs; nous ne nous dissimulons pas que les Slaves sont aujourd'hui moins populaires qu'il y a quelques années. L'opinion est mobile et ses fluctuations sont fréquentes et passagères. Le remous actuel s'explique d'ailleurs par des raisons parfaitement naturelles.

L'alliance russe n'a pas donné par le passé les résultats que nous en avions attendus, et par une réaction fatale, bien que déraisonnable, les mêmes enthousiastes qui en célébraient les vertus dans l'hystérie de leurs dithyrambes, lui dénient aujourd'hui la moindre valeur. Ne soyons pas ingrats envers le passé. L'explosion de joie exubérante qui salua en France la visite d'Alexandre III à la flotte de l'amiral Gervais en 1891, avait sa raison d'être et l'instinct du peuple qui acclamait dans notre rapprochement avec la Russie comme une seconde libération du territoire ne s'égarait pas. Nous cessions de vivre

sous la terreur d'une invasion brusquée; nous sortions de l'angoisse dans laquelle nous haletions depuis vingt ans et qui, à la longue, aurait anémié nos cœurs et nous aurait enlevé jusqu'au désir et à la volonté de vivre. 1891 reste dans l'histoire de l'Europe une date libératrice, puisqu'à ce moment et par la résolution du Tsar, la tyrannie de Bismarck a trouvé sa limite. Si nous sommes par moment disposés à railler avec une amère ironie les rêves dorés que nous avions alors caressés, c'est que notre ignorance naïve se plaisait aux châteaux en Espagne et que nous ne connaissions ni les conditions dans lesquelles s'était opéré notre rapprochement avec la Russie ni l'état véritable de l'empire avec lequel nous traitions. Notre ignorance nous a coûté cher et il ne faut pas que nous retombions dans de semblables erreurs. Pour cela, et puisque, par la force même des choses, nous sommes liés aux peuples de l'Europe Orientale par l'histoire et par une communauté de périls et d'intérêts, il est indispensable que nous entrions en contact plus intime avec eux.

Quelques mois avant la guerre un écrivain [illegible] nais, un des plus illustres et des plus remarquables historiens du siècle, M. Askenazy, me disait l'admiration que lui causaient l'abondance et l'exactitude des renseignements de notre diplomatie au XVII^e^ *et au* XVIII^e^ *siècles, et il est vrai que les* mémoires et documents *des archives du Quai d'Orsay renferment à ce point de vue de véritables chefs-d'œuvre; grâce à ces études méthodiquement accumulées, nos ministres s'avançaient à coup sûr sur un terrain solide, et ils évitaient sans trop de peine les faux pas et les erreurs. Est-il vrai, comme le prétendait M. Askenazy, que notre curiosité se soit fâcheusement rétrécie et que nous nous inquiétions assez peu de nous renseigner exactement sur ce qui se passe au-delà de nos frontières? Sans fausse modestie, avouons que les reproches traditionnels qu'on adresse à notre légèreté et à notre ignorance nous paraissent au moins singulièrement exagérés; si nous admettons sans amertume la définition classique du Français*

qui ne sort jamais de chez lui et ne sait pas la géographie, cela tient peut-être à ce que nous sentons que cette boutade est plus amusante qu'exacte. Sur les pays slaves en particulier, je ne crois pas que dans aucun pays du monde, il ait paru autant de travaux remarquables que chez nous et je ne vois pas quelle institution mériterait d'être comparée, même de très loin, à notre École des Langues Orientales. Il est fâcheux seulement que les livres les plus importants ne pénètrent que lentement dans le public éclairé et n'aient pas toujours le retentissement qu'ils mériteraient. Il serait sans doute fort exagéré de dire que les œuvres de Rambaud ou d'Anatole Leroy-Beaulieu, pour ne pas parler que des morts, ont été accueillies avec indifférence ; il n'est pas sûr qu'on en ait apprécié pleinement le rare mérite et la haute portée. Notre Revue voudrait éclairer et retenir la curiosité du public, le préparer et l'encourager à la lecture des ouvrages spéciaux, lui fournir au jour le jour les renseignements nécessaires sur les problèmes courants et les questions actuelles.

Après la publication du livre célèbre du vicomte Melchior de Vogué sur le roman russe, sous le couvert de la mode qui, pendant quelques années, s'attacha à Dostoïevski et à Tolstoï, quelques conceptions un peu fantaisistes et étranges se sont répandues et ont été acceptées sans critique par la moyenne des lecteurs. J. Lemaître raillait alors doucement, avec la finesse de son bon sens et sa spirituelle pénétration, les plongeurs intrépides qui avaient découvert dans le mystère des flots la perle de l'âme slave et qui revenaient de leur exploration pénétrés d'une religieuse extase. Il était bien inspiré en signalant les dangers d'une admiration plus enthousiaste que clairvoyante et en nous mettant en garde contre un snobisme qui a causé souvent quelque agacement à nos amis de Moscou. Les Slaves, qui sont nos cousins-germains, ne sont pas si différents de nous et, à les juger uniquement d'après leurs romanciers, nous nous exposons

à de lourdes erreurs. Il n'en demeure pas moins vrai qu'ils se distinguent par quelques traits essentiels: ils n'ont eu ni les mêmes maîtres que nous ni la même histoire ; ils ont moins subi l'influence de l'antiquité classique et beaucoup plus celle de Byzance et de l'Orient; leur climat et la nature du sol ont favorisé chez eux l'éclosion de certaines qualités, retardé le développement d'autres facultés intellectuelles ou morales. Sans doute, nous n'ignorons pas que les peuples sont composés d'individus distincts dont chacun a son caractère propre, son tempérament particulier, ses tendances et ses vertus personnelles; sous ces divergences, vous retrouvez cependant des traits communs, des éléments primordiaux, qui ont leurs racines dans le passé et il est indispensable de dégager ces ressemblances fondamentales pour prévoir de quelle manière la masse de la nation réagira à un moment donné en face de certaines circonstances. Pour que les rapports qui doivent s'établir entre les Slaves et nous, soient faciles et sûrs, il faut qu'ils nous deviennent familiers et l'amitié ne suffirait pas à éviter le retour de malentendus que nous épargnera seule une intelligence avertie.

***

Il n'y a d'histoire que du présent. Je veux dire que, dans le passé, les seules choses nous intéressent qui ne sont pas complètement mortes, qui ont fécondé l'avenir, et qui se continuent dans les générations nouvelles qu'elles ont formées. Le reste n'est que luxe d'érudition. Ce luxe, dont nous ne nions certes ni la légitimité ni même le charme un peu pervers, nous ne sommes ni assez riches ni assez de loisir pour nous le permettre.

Nous écarterons de parti pris ce qui n'aurait qu'un intérêt anecdotique ou de pure curiosité. En revanche nous ferons une large place aux études historiques proprement dites, religion, philologie, ethnographie, géographie. Même dans les pays où l'évolution est rapide comme en France, aujourd'hui ne s'explique que par hier. Mais cette vérité générale est bien plus exacte en-

core pour les Slaves où les transformations ne se produisent d'habitude que par des transitions presque insensibles, chez lesquels les traditions sont durables et qui ne se dégagent que lentement de l'emprise des siècles écoulés. Sous le flux mouvant des formules éphémères, nous nous appliquerons à rechercher les courants persistants, les idées directrices et les doctrines permanentes, à dégager les influences essentielles qui, brusquement, dans les heures graves, remontent à la surface en enportant les foules.

⁂

De nos jours, la politique ne se sépare plus des intérêts, et, pour connaître un pays, l'étude de ses ressources et de ses méthodes agricoles et commerciales n'est pas moins indispensable que celle de la diplomatie. Le régime capitaliste et le développement de la grande insdustrie ont transformé les rapports des peuples. La conquête même a pris des apparences nouvelles. Autrefois, le conquérant soumettait au tribut les nations vaincues ou les emmenait en esclavage. Les Allemands ont eu le triste honneur de faire revivre ces aspects de civilisations primitives que nous espérions définitivement dépassées. Mais ils ne dédaignent pas de combiner avec ces réminiscences barbares des moyens plus raffinés. Avant d'envahir un pays, ils le ligotent dans le réseau de leurs banques, l'engluent de leurs filiales et de leurs manufactures, et l'armée de leurs ingénieurs, de leurs courtiers et de leurs contre-maîtres fraye la voie à leurs hordes dévastatrices. En Russie, en Serbie, en Pologne, — pour ne rien dire de la Bohême, où depuis des siècles, ils occupent une partie du sol et qu'ils espéraient bien rattacher définitivement à leur fortune, — à la veille de la guerre, ils avaient réussi à fonder leur domination économique et ils avaient réduit les habitants à un vasselage à peine dissimulé. Au lendemain de la paix, ils s'efforceront de reprendre le terrain qu'ils ont un moment abandonné; ils s'y préparent déjà avec une farouche et impudente acti-

vité. Ne nous fions pas trop, pour déjouer leurs plans, aux révoltes de la conscience. L'homme pardonne difficilement, mais il oublie vite. Les catastrophes les plus effrayantes et les souvenirs les plus douloureux s'évanouissent. Dans dix ans, cinq ans peut-être, — dans tous les cas au bout d'une période infiniment courte, l'horreur qu'inspirent les infamies allemandes se sera atténuée; ils contesteront l'authenticité des forfaits qu'on leur impute, en rejetteront la responsabilité sur leurs chefs, et leurs apologies rencontreront des oreilles complaisantes.

Déjà chez nous, des économistes ne manquent pas de nous mettre en garde contre des représailles imprudentes: — la colère, nous disent-ils est mauvaise conseillère; à vouloir écarter les Allemands, nous nuirions à nos propres intérêts. Si nous achetions leurs marchandises, c'est probablement que nous y trouvions profit et pourquoi payerions-nous plus cher un article qu'ils nous offrent à meilleur compte? — Ces paralogismes spécieux seront d'autant plus facilement acceptés chez les Slaves qu'ils chatouillent adorablement l'indolence commune et qu'ils répondent à de très vieilles habitudes. Le commis voyageur reparaîtra avec qui l'on avait lié jadis amitié; on retrouvera l'article que l'on préférait. Que de tentations insidieuses, auxquelles trop souvent succomberont nos alliés, si facilement ouverts aux paroles de pardon et enclins à une résignation un peu fataliste!

Si nous voulons tirer de notre victoire les avantages qu'elle doit légitimement entraîner et si nous comprenons le besoin de développer notre activité économique, nous devons nous préparer à défendre nos amis contre une invasion pacifique qui mettrait vite en question leur indépendance et notre propre sécurité. Notre adversaire est redoutable, laborieux, patient, adroit, obséquieux: il ne se décourage pas au premier échec et il se contente au début de modestes profits. Contre ses attaques insidieuses, nous n'aurons pas trop de toute notre énergie et de toute notre application. Nous ne

l'aurons définitivement écarté que le jour où nous nous serons substitués à lui. Pour cela, il faut que nous connaissions les causes de ses succès et que nous étudiions de près le terrain; le commerce à notre époque doit être organisé scientifiquement; les Allemands nous l'ont prouvé. Leurs progrès, quelque large que l'on fasse la part à leurs procédés frauduleux, ne s'expliquent uniquement ni par le dumping ni par les combinaisons des tarifs de chemins de fer; il faut en chercher les causes essentielles dans leurs études patientes et méthodiques, dans la sûreté de leurs informations, dans la manière dont ils avaient établi leurs services d'exploration. Nos relations commerciales avec la Russie et les divers peuples slaves étaient déjà, avant la guerre, beaucoup plus importantes en réalité que ne l'indiquent les statistiques officielles, parce que beaucoup de nos marchandises arrivaient en transit par l'Allemagne et qu'elles grossissaient ainsi artificiellement le total de ses exportations; son prestige n'y perdait rien. Mais, même en tenant compte des inexactitudes douanières, il n'est pas douteux que nos échanges avec l'Europe orientale peuvent prendre un très rapide développement, à condition que nous ne perdions pas de temps et que nous nous efforcions d'avance de déterminer les points sur lesquels notre activité s'exercera le plus utilement. Nous n'aurons nul besoin pour cela de recourir à des procédés artificiels. Les peuples slaves et la France sont en effet des nations complémentaires, *qui trouveront un avantage égal à multiplier leurs échanges. La Russie, la Yougo-Slavie, la Pologne, la Bohême seront des clients excellents pour nos industries de luxe, nos livres, nos primeurs, nos machines agricoles, nos automobiles; nos ingénieurs, nos chimistes, nos ouvriers qualifiés y prendront la place des Allemands; elles nous fourniront en retour des matières premières, des céréales, des hommes même qui nous aideront à relever les ruines entassées sur notre sol. Les ressources qu'elles trouveront chez nous, l'Allemagne serait évidemment en mesure de les leur offrir; mais nos alliés savent par une cruelle expérience de quel prix ils paieraient les services qu'elle*

leur rendrait. Les Germains n'ont jamais regardé les Slaves comme des égaux; quand ils s'établissent chez eux, c'est en conquérants et en maîtres. Nous n'avons aucun désir de domination et nous ne prétendons imposer ni nos goûts ni nos traditions. Favorisés par le climat et les circonstances, nous avons en quelques points une certaine avance sur nos amis; nous voulons partager avec eux notre expérience, que nous avons payée à beaux deniers comptants, et nous leur tendons une main fraternelle pour les aider à franchir les premières étapes qui ne sont pas les moins dures. Encore faut-il, pour qu'on accepte nos conseils, que nous sachions de quel côté il convient de diriger notre attention.

A aucun degré, notre Revue ne sera un journal d'affaires. Sans parler du goût, l'expérience nous manquerait pour ce rôle. Mais des études sur la géographie, le climat, le régime des fleuves, l'évolution industrielle, les chemins de fer, les conditions du travail, les désirs des ouvriers et leurs besoins, ne sauraient être inutiles pour nos industriels et nos commerçants.

Par la force des choses, la Russie prendra naturellement la première place dans nos articles. Mais notre attention ne négligera aucune des nations de l'Europe orientale. A la veille de la guerre, la Pologne était déjà un très grand pays industriel et avec quelque tenace férocité que les hordes envahissantes aient poursuivi leur œuvre de ruine, elles n'ont pas exterminé la race, active, alerte, vaillante, dure à l'épreuve, saine et robuste; elle se relèvera vite de sa misère. La Bohême, possède d'admirables richesses naturelles: mines, sources thermales, produits agricoles, etc; le peuple y est laborieux, instruit, discipliné, entraîné aux méthodes de la grande industrie: affranchie de l'écrasante oppression des races ennemies qui la saignaient à blanc, elle atteindra rapidement une remarquable prospérité; elle est attirée vers nous par de vieilles sympathies et elle ouvrira à notre commerce un riche champ de travail. Dans les pays yougoslaves de même, les liens que créera entre nous une communauté de gloire et de malheurs, prépa-

reront à notre influence un merveilleux terrain d'action, pour peu que notre inertie ne recule pas devant la tâche qui nous appelle.

⁂

L'alliance politique avec les pays slaves, qui sera une garantie de notre sécurité, sera d'autant plus sûre qu'elle s'appuiera sur d'actives relations économiques. Elle sera rendue plus complète et plus stable par une intime pénétration intellectuelle. Quand on étudiera de plus près la révolution russe, on se convaincra que nos idées ont été la semence généreuse d'où elle est sortie. Les décembristes de 1825, les premiers précurseurs de la jeune République, étaient des élèves de Voltaire, de Rousseau et des Constituants; sous le règne de Nicolas Ier, c'est à l'école de Saint-Simon, de Pierre Leroux, de Victor-Hugo et de George Sand que se sont formés les Biélinski, les Tchernychevski, les Dobroljoubov et les Pisarev qui ont porté les premiers coups à l'autocratie, — et les plus redoutables. C'est de la Déclaration des Droits de l'Homme que se sont inspirés les prophètes de la renaissance illyrienne ou tchèque. Nous avons là des titres de gloire que nous ne devons pas laisser perdre et, depuis Doubrovnik (Raguse) jusqu'à Varsovie et Pétrograd, en passant par Zagreb, Lioubliana et Prague, nous recueillerons les traces héroïques et fécondes de nos écrivains, de nos philosophes et de nos soldats.

⁂

Comme on le voit par un tableau qui ne peut être que sommaire et qui n'indique que les points les plus saillants, le champ d'exploitation qui s'ouvre devant nous est immense et la moisson qui nous attend est magnifique; les bras ne nous manqueront pas pour l'engranger.

Notre Revue est spécialement réservée aux peuples slaves. Elle ne saurait cependant faire abstraction de

la Roumanie qui forme un îlot latin au milieu de l'océan slave. En dehors même de l'intérêt que nous avons à la connaître, la reconnaissance nous ferait un devoir impérieux de ne pas la négliger. Elle est venue à nous dans une admirable révolte de son instinct de race et elle n'a pas hésité à s'exposer aux plus terribles souffrances pour protester au nom du droit et de la liberté des peuples contre la victoire de la force brutale. Nous avons contracté envers elle une lourde dette d'honneur et nous nous souviendrons avec une émotion pieuse de son héroïque fidélité.

*
**

L'esprit de nos études sera rigoureusement scientifique. Le mensonge est un art trop difficile: les Allemands, malgré leur longue habitude, n'y ont en somme trouvé aucun profit. Nous ne fausserons pas l'histoire, nous ne tronquerons pas les documents, nous ne solliciterons pas les textes. Les Slaves, comme les autres peuples, ne sont pas incapables d'erreurs et ils ont commis plus d'une faute. Nous ne sommes pas des hagiographes, et nous ne présenterons pas comme des œuvres supérieures des essais imparfaits et des répliques médiocres. Nous chercherons du moins à montrer ce que ces essais incomplets présentent de curieux et de nouveau et les germes d'avenir que recèlent certaines inexpériences. Nous nous appliquerons à faire comprendre plus encore qu'à juger.

Notre désir serait de prouver que la science n'est pas nécessairement ennuyeuse et nous croyons demeurer ainsi fidèles à la vieille tradition française. Depuis assez longtemps, quelques-uns de nos écrivains, sous l'influence tudesque, ont pris plaisir à éloigner les profanes, et ils prétendaient réserver à une élite professionnelle l'étude de l'histoire, de la critique littéraire ou artistique, de l'économie politique. Nous sommes convaincus au contraire qu'un livre est mauvais, qui n'intéresse pas le lecteur. Un des traits permanents de

la littérature française n'est-il pas précisément d'avoir ouvert à un large public l'intelligence des questions qui étaient auparavant réservées à quelques spécialistes ? Calvin, Descartes, Bossuet, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, ont été des vulgarisateurs de génie, et ils ont obéi, en popularisant la théologie, la philosophie, l'histoire, le droit, la morale, la pédagogie et la politique, à l'instinct démocratique de la race. Ce sont là de bien grands noms, et nous nous excusons de les citer à propos de l'œuvre très modeste que nous entreprenons; mais le poète a dit qu'il n'est pas défendu de rapprocher les petites choses des grandes et il n'est pas d'une mauvaise méthode ni d'une inutile préparation morale de mettre haut son idéal et de se choisir d'illustres modèles.

Rechercher dans le passé les racines du présent, dégager de l'histoire les éléments encore vivants, retrouver dans les œuvres littéraires les parcelles actives de l'âme nationale, suivre dans les agitations quotidiennes les besoins essentiels des peuples et leurs désirs persistants, dégager dans les réclamations des partis les commandements immuables de l'instinct populaire, essayer de prévoir l'avenir et en faciliter la naissance, tel est notre but, et c'est dans ce sens que sera dirigé notre effort. Nous comptons sur l'indulgence de nos lecteurs pour nous aider dans notre tâche et pour excuser des tâtonnements qui sont inévitables et que seule l'expérience nous permettra de corriger.

Au début, il est bien évident que notre attention devra se diriger avant tout sur la guerre et les questions multiples et diverses qui s'y rattachent. Nous ne saurions ici avoir d'autre intention que de compléter l'œuvre de la grande presse quotidienne. Avec elle, nous nous appliquerons à démontrer que le conflit actuel dans lequel se joue à la fois le salut de la France, l'avenir du monde et la liberté des peuples, ne saurait se terminer que par l'écrasement complet de l'Allemagne. Nous comprenons et nous partageons le désir universel d'échapper le plus tôt possible à l'hor-

rible cauchemar qui depuis trois ans écrase les âmes. Mais toute paix prématurée serait la plus dangereuse des folies et le plus impardonnable des crimes. Depuis quelques mois, l'Allemagne essaye de nous attirer à un traité qui lui permettrait d'organiser sa revanche et de reprendre les projets de domination qu'elle avait lentement ourdis et qu'elle a brusquement affichés. Elle met en avant l'Autriche qu'elle nous présente comme disposée à s'arracher aux influences germaniques. Quelques personnes prennent au sérieux ce bloc enfariné. Nous avons le devoir de dénoncer ces combinaison d'un machiavélisme enfantin et, avec quelque adresse que l'on nous camoufle l'Autriche, nous dénoncerons sans nous lasser les aventures louches dans lesquelles quelques pseudo-diplomates voudraient nous entraîner. Nous n'aurons pour cela qu'à suivre l'exemple qui nous a été donné par la vaillante revue anglaise The New Europe *qui a conquis une si rapide et si légitime autorité.*

***

Le Monde Slave *comprendra trois parties.*

Il publiera d'abord des articles de fonds assez développés: — Histoire, — Économie politique, — Géographie, — Histoire littéraire. — Nous ferons une part assez large aux œuvres purement littéraires: romans, théâtre, nouvelles, folk-lore.

Les variétés seront consacrées aux questions d'actualité ; nous y nous y donnerons les pièces officielles importantes qui seront traduites avec le plus grand soin, de manière à ce que notre revue devienne une source de renseignements sûrs, et qu'il soit toujours facile d'y retrouver les textes nécessaires. Nous commençons dans ce premier numéro la publication des textes qui se rapportent à la Révolution russe.

La troisième partie sera consacrée à la bibliographie et aux chroniques. Dès que les événements nous le permettront, nous comptons lui attribuer un très grand développement. Nous voudrions qu'aucun des

livres importants parus dans les pays slaves, de quelque nature qu'il soit, ne passât inaperçu. Il y a dès aujourd'hui une science slave, dont les Allemands ont jusqu'ici dissimulé l'existence. Le meilleur moyen de prouver à nos lecteurs l'intensité de la vie intellectuelle de nos alliés sera sans doute de leur présenter le résumé succint, mais complet, des œuvres intéressantes qu'ils publient.

***

Notre programme est si vaste qu'il dépassera peut-être nos forces. — Peu importe. — A l'heure où nous sommes, personne n'a le droit de s'occuper des difficultés, de mesurer le chemin à couvrir et de se demander s'il ne tombera pas en route. Le devoir de chacun est clair: concentrer son énergie entière et se donner sans calcul à l'œuvre qu'il croit bonne. Nous n'avons tous qu'un désir: le triomphe de la France; qu'une passion, la victoire et la grandeur de la patrie. Notre foi dans sa fortune est absolue et notre vœu est de la servir et de lui rendre la place qui appartient à son génie.

Nous faisons appel à tous ceux qui ont au cœur le même culte et la même flamme. Sans leur aide, nous serions vite réduits à l'impuissance. Nous comptons sur leur sympathie pour nous soutenir, nous guider, nous aider à triompher de l'indifférence et du scepticisme. Nous sommes les modestes pionniers de l'avenir. Quand, à l'heure claire qui ne manquera pas de sonner, on fera l'appel de tous ceux qui auront en quelque manière travaillé pour la France, la Justice et le Droit, nous voulons que l'on puisse dire de nous: — Ils furent de bons soldats du pays.

Ernest Denis — Robert de Caix.

Le problème slave dans la crise européenne.

160 millions de Slaves, qui, dans un quart de siècle — demain — en seront 200, deviendront-ils, dans l'Europe prochaine, le réservoir d'où l'Allemagne tirera le matériel humain et les ressources, la triple armée de soldats, d'ouvriers et de cultivateurs et le double trésor de denrées alimentaires et de matières premières qui lui permettront de reprendre, et cette fois d'accomplir son dessein d'hégémonie mondiale? Ou au contraire, affranchis par la guerre de la séculaire emprise du germanisme, seront-ils, dans cette Europe nouvelle, des peuples libres, égaux, alliés et amis des peuples libres de l'Occident et de l'Amérique, unis avec eux dans la grande ligue internationale pour la sauvegarde de la liberté du monde et du progrès de l'humanité? — Tel est, dans toute sa simplicité et sa netteté comme dans toute son ampleur et sa gravité, le problème slave dans la crise européenne, ou, plus justement, dans la crise mondiale.

C'est bien ainsi qu'il se pose, ainsi et non autrement. Depuis que l'Allemagne a vu se briser, sur la Marne et sur l'Yser, l'effort qui devait, d'un seul élan, la porter à l'empire du monde, elle s'est rabattue sur le plan de la victoire en deux étapes : l'Europe Centrale d'abord, le monde ensuite. Mais l'Europe Centrale, ce *Mittleuropa* dont Naumann s'est fait l'apôtre et dont, à Berlin, à Vienne, à Budapest, à Sofia, les rouages se construisent chaque jour, qu'est-ce d'autre que l'organisation par le germanisme et à son profit de tout ce qui, dans le monde slave n'est pas russe : Slaves d'Autriche-Hongrie définitivement courbés sous le joug, Slaves des Balkans entraînés dans l'orbite de l'Allemagne, Pologne privée de la Posnanie et vassale de l'Empire bismarckien? Quel

serait le sort de la Russie, quand elle sentirait, le long de toute sa frontière, de la Baltique à la Mer Noire, sur mille ou quinze cents kilomètres, la pression de cette masse formidable de 150 millions d'hommes, Germains, germanisés ou esclaves du germanisme? Quel serait le destin des Slaves, quand la barrière compacte de *Mitteleuropa,* de la côte flammande au golfe de Finlande et de la lagune de Venise au liman du Dniestr, les séparerait de l'Occident dont l'exemple, les leçons, l'alliance, ont jusqu'ici soutenu leur courage et doublé leurs forces dans la lutte contre un tenace ennemi? Mais quel serait aussi l'avenir de l'Occident lui-même au jour où se dresserait devant lui, pour la lutte décisive, une Europe Centrale, militarisée et industrialisée par la Prusse, derrière laquelle il n'y aurait plus qu'une Russie pénétrée, infiltrée, gangrenée par l'influence germanique?

Les problèmes européens, aujourd'hui, ne peuvent plus se scinder, ou plutôt il n'y a qu'un problème européen, le problème de l'existence d'une Europe qui soit autre chose qu'un fief allemand. Le problème slave en est l'un des éléments esentiels, dont la solution décidera de la liberté de l'Europe et du monde. Dégager les données fondamentales de ce problème slave, montrer comment la guerre en a modifié la position, en indiquer les solutions désormais indispensables, voilà ce qu'on s'est proposé de faire ici.

I

Les Slaves sont une race, qui se divise en cinq nations. La personnalité, l'individualité, l'indépendance morale de chacune de ces cinq nations sont aussi nettes, aussi tranchées que celles de n'importe quelle nation latine ou germanique. Mais elles sont toutes unies par le sentiment de leur solidarité de race, Indépendance nationale et solidarité, patriotisme national et sentiment slave sont, dans le problème slave, deux données également essentielles.

Jusqu'à la guerre, l'organisation politique de l'Europe a été la négation même de cette double aspiration slave. Pas une de leurs nations qui ne fût incomplète, divisée entre plusieurs Etats parfois ennemis, atteinte dans son unité naturelle. Leur solidarité, suspecte, mal comprise même de leurs amis, en butte à toutes les calomnies et à toutes les manœuvres de l'influence germanique. Il semblait que le grand principe d'organisation politique de l'Europe du XIX^e^ siècle, le principe des nationalités, valût pour tous les peuples, mais non pour eux et qu'ils dussent se résigner à n'être jamais, parmi les races et les peuples de l'Europe, que des inférieurs, des sacrifiés, des opprimés.

Le contraste entre leurs aspirations légitimes, leur instinct irrésistible, et la condition où ils étaient réduits domine toute la position du problème slave à la veille de la guerre européenne.

Les 160 millions de Slaves d'Europe se divisent entre leurs cinq nations fort inégalement : 110 millions de Russes, 24 de Polonais, 12 de Yougo-Slaves, 10 1/2 de Tchéco-Slovaques, 5 1/2 de Bulgares (1). Certaines de ces nations se subdivisent en plusieurs groupes : les Russes, en 70 millions de Grands Russes, 33 de Petits Russes, 7 de Blancs Russes, les Yougoslaves, 10 1/2 millions de Serbes et de Croates, 1 1/2 de Slovènes, les Tchéco-Slovaques, 7 1/2 millions de Tchèques, 3 de Slovaques : mais ces subdivisions, qui se fondent parfois sur des caractères physiques ou sur la religion, le plus souvent simplement sur le dialecte n'ont guère qu'un intérêt ethnographique ; seule, la question petite russienne pourrait prétendre, dans certaines conditions, à une importance politique. En fait, on peut admettre que chacune de ces cinq nations est une unité ; surtout, chacune a sa langue, différente de celle des autres, sa langue qui fonde son individualité nationale,qui est la garantie de sa personnalité et de

(1) Le chiffre de 160 millions est approximatif, comme on l'a déjà indiqué. Le dernier recensement russe est de 1897 ; les chiffres donnés ci-dessus pour les Russes sont obtenus par calcul. On sait d'autre part que les statistiques autrichienne et hongroise ne favorisent guère les Slaves.

son unité. Ces cinq nations sont les éléments irréductibles, les facteurs premiers du monde slave.

Le sentiment de solidarité qui les unit est comme un patriotisme de race, moins précis, moins défini, plus purement spirituel sur leurs divers patriotismes nationaux. Il ne s'oppose point à ceux-ci, d'ailleurs, et ne les absorbe pas, mais se superpose à eux pour les achever, aussi inconcevable sans eux qu'ils sont eux-mêmes incomplets sans lui. La fraternité des nations slaves est restée plus étroite que celle des nations latines ou des nations germaniques, car leur séparation, leur individualisation est plus récente : les ressemblances encore très profondes entre leurs langues attestent que la rupture de leur unité ne remonte pas à bien longtemps. D'autre part, les conditions difficiles où ont vécu les peuples slaves, les épreuves qu'ils ont subies en commun, la concience des dangers qu'ils couraient, de la force de leurs ennemis, de leur insuffisance à se défendre isolés, ont entretenu chez eux un sentiment très vif de la nécessité de cette solidarité. Son rapport avec le patriotisme national, la conciliation de l'individualité nationale avec la communauté de race et la solidarité qui en découle, est l'élément original, l'élément caractéristique du problème slave.

Entre cette solidarité slave et le panslavisme de la légende, encore que parfois l'ignorance et souvent la mauvaise foi les confondent, il n'y a rien de commun. Le panslavisme dans l'opinion vulgaire est la tendance de tous les Slaves à se réunir en un Etat, qui, tout naturellement, par la logique des chiffres et celle de l'histoire, ne pourrait être que la Russie ; panslavisme signifierait donc en réalité panrussisme. Le seul malheur est que ce panslavisme, auquel on attribue une si irrésistible action sur le monde slave, n'en a en vérité qu'une à peu près insignifiante. Aucune des autres nations slaves n'a jamais songé à immoler son individualité nationale à ce rêve d'un panslavisme nuageux. Les Polonais et les Bulgares l'ont pour leur part, surabondamment prouvé. Les Tchèques n'ont

jamais manqué de bien spécifier qu'ils étaient Tchèques d'abord, Slaves ensuite; et c'est M. Masaryk, leur plus profond philosophe politique qui a écrit que ses compatriotes ne pourraient pas plus accepter d'être absorbés par la Russie que par l'Allemagne et que la Bohême ne saurait devenir une satrapie russe. Les Yougoslaves ne pensent pas autrement. Mais, en Russie même, la doctrine panslaviste, dont l'évolution est d'ailleurs si curieuse, et le caractère philosophique et religieux si prédominant, a-t-elle jamais prétendu à donner une règle de conduite politique, surtout pour la politique extérieure? Les écrivains qui l'ont conçue, approfondie, modifiée, cherchaient-ils autre chose qu'à se rendre compte de la nature du problème russe, envisagé surtout comme problème intellectuel et moral, et, en quelque sorte, à rassurer la conscience russe? Les applications qui se dégageaient des résultats de leurs réflexions restaient naturellement bornées presque exclusivement à la politique intérieure de la Russie. Si parfois elles paraissaient impliquer des conséquences dans l'ordre extérieur, celles-ci se heurtaient au respect de la légitimité si fortement ancré dans l'esprit de la Russie officielle : Nicolas Ier objectait au panslavisme son air révolutionnaire ; et la politique officielle de la Russie, on l'a bien vu, n'a jamais été mise au service de la pure idée panslaviste. Qu'il y ait eu, après cela, surtout au voisinage des tsars, certains esprits qui, poussant à l'extrême la rigueur de la doctrine russe, aient vu la mission de la Russie et le seul avenir du slavisme et même de l'Europe dans la réunion du monde slave tout entier sous un Tsar, un Synode et un Tchin, c'est un fait sans doute curieux à noter, et d'où l'on peut, pour l'histoire des idées, tirer des conclusions intéressantes. Mais pour édifier, sur ce fragile fondement, la légende d'un panslavisme officiel, conséquent et agressif, il faut toute la mauvaise foi des ennemis des Slaves, et toute la crainte qu'ils éprouvent de la force qui est en réserve dans le monde slave.

Car les Slaves, par leur nombre et la rapidité avec

laquelle il grandit, l'étendue du territoire qu'ils occupent, leurs énergies ethniques, sont appelés à prendre dans la vie de l'Europe une place toujours plus grande. Leur coefficient moyen d'accroissement annuel, supérieur à 1, 5 0/0, dépasse celui des Allemands, qui se tenait en dernier lieu à 1, 4 0/0 avec tendance constante à décroire. Dès aujourd'hui, avec leurs 160 millions d'hommes, ils forment à eux seuls le tiers de la population de l'Europe; et l'aire qu'ils couvrent occupe plus de la moitié de la superficie du continent, un peu plus de 5 millions de kilomètres carrés sur un peu moins de 10. De l'extrêmité septentrionale à l'extrêmité méridionale de ce territoire, c'est-à-dire de la mer Blanche à l'Archipel, il y a 40 degrés de latitude; et il y en a 45 de longitude entre ses limites occidentale et orientale, l'Isonzo et l'Oural. La place matérielle que les Slaves tiennent en Europe est donc énorme: et, depuis un siècle environ, ils travaillent sans relâche à élargir le rôle économique et intellectuel qu'ils y jouent. L'industrie tchèque et polonaise, l'agriculture et la marine des Yougoslaves, les ressources immenses de la Russie sont loin de donner encore à la civilisation européenne tout ce qu'elles pourraient lui donner. L'esprit slave ne s'est guère encore mis au premier rang que dans la littérature : mais il lui suffirait d'être libéré pour révéler ses dons dans le domaine des arts et de la technique. Aussi bien le monde slave, dans son ensemble, est encore aujourd'hui un monde presque vierge. Pour une Europe que la loi de la concurrence et du progrès contraint à un effort incessant de développement et de rénovation, il est le plus précieux et le plus riche réservoir de force et d'énergie : et, ne se bornant pas à donner, mais recevant aussi, fécondé à la fois et fécondant, il tient en réserve, peut-être, tout l'avenir de la civilisation européenne.

Mais tous ses dons, ses richesses, ses énergies resteront stériles tant qu'il n'aura pas conquis sa liberté de mouvements et d'action. il ne saurait les mettre en valeur, s'il devait continuer de craindre chaque jour pour son existence même, s'il s'acquérait la conscience de ses

nations sont les égales de toutes les autres nations civilisées et comme elles libres, indépendantes, certaines du lendemain. L'avenir du slavisme n'est assuré que si les diverses nations slaves voient reconnaître enfin leur unité nationale, leur droit de nations et s'établir entre elles une libre, franche et confiante solidarité. Pour porter à la Russie, par exemple, les expériences de la civilisation de l'Europe occidentale, et lui en faire accepter sans péril ce qu'elles ont pour elles d'utile et de salutaire, pour transmettre aussi à l'Occident ce qu'il peut puiser en Russie de leçons et de sève, est-il intermédiaires plus naturels, plus qualifiés, plus sûrs que les Tchèques, les Polonais, les Yougo-Slaves, tous occidentaux déjà par les caractères essentiels de leur culture, par leurs affinités, par leur tournure d'esprit, et tous en même temps profondément slaves? C'est par le monde slave extra-russe que sera résolu ce grand problème de l'européanisation de la Russie, sur lequel les meilleurs esprits slaves ont porté depuis longtemps leur attention passionnée, problème essentiel du slavisme, dont la solution déterminera l'avenir des Slaves, de l'Europe, peut-être même de l'humanité.

Or les conditions politiques du monde slave, à la veille de la guerre, rendaient impossible la solution de ce problème. Devant elle se dressaient deux obstacles essentiels: par le tracé des frontières d'Etat, les unités nationales slaves étaient morcelées, déchiquetées, découpées toutes vives; et le monde slave tout entier était maintenu sous l'influence du germanisme, par la politique de l'Autriche-Hongrie et par l'emprise allemande sur la Russie.

***

A la veille de la guerre, les peuples Slaves se partageaient politiquement, entre trois grandes puissances et trois petits Etats. Les petits Etats et l'une des grandes puissances étaient slaves : les deux autres grandes puissances, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne germaniques. Or, si fort que puisse sembler le paradoxe, c'est

l'influence, la volonté, l'intérêt de ces deux puissances germaniques qui, durant le dernier demi-siècle, ont été décisives dans le monde slave : et jusqu'à la guerre, le destin des Slaves en Europe a été ce que voulaient qu'il fût l'Autriche-Hongrie germanique et l'Allemagne prussienne.

Des cinq unités nationales slaves, il y en avait une, une seulement qui était à peu près réalisée. Une seule nation était, sinon entièrement, du moins à très peu près épargnée par le morcellement, et eût pu, par une politique d'entente et de solidarité slave, arriver à sa pleine unité : c'était la Bulgarie. Partout ailleurs, les frontières politiques tranchaient dans la chair vive des nations. Si la Russie ne voyait lui échapper que les Petits-Russes de Galicie et Bukovine et de Hongrie, 4 millions d'hommes environ, un rien au regard de son immense population, elle n'en ressentait pas moins cruellement la blessure, et tous les Petits Russes, ceux de Russie et ceux d'Autriche-Hongrie, la ressentaient avec elle. Les Tchéco-Slovaques — si l'on néglige les Vendes de Lusace, que les Tchèques revendiquent comme leurs frères — se trouvaient tous réunis sous le sceptre des Habsbourg : mais une coupure historique, consacrée et avivée encore par l'arrangement dualiste de 1867, isolait des 7 1/2 millions de Tchèques autrichiens les 3 millions de Slovaques sujets du royaume de Hongrie, affaiblissant ainsi la nation, l'atteignant dans sa force de résistance et d'expansion, aux sources mêmes de sa vie. La condition des Yougoslaves était encore pire : ils vivaient eux, non sous deux, mais sous cinq régimes, sous cinq lois : indépendants au Monténégro (un demi-million d'hommes) et en Serbie (4 millions, sujets de seconde classe en Autriche (2 millions) et en Hongrie (3 millions), peuple colonial en Bosnie-Herzégovine (1.800.000). Mais le plus dur destin était celui des Polonais, partagés entre la Russie (14 1/2 millions), l'Autriche (5 millions) et la Prusse (4 1/2). Leur sort, à peu près tolérable en Autriche, pénible en Russie à cause des déplorables malentendus qui, depuis un siècle, les séparaient des Russes, était ter-

rible en Allemagne. Ils étaient le seul des peuples slaves dont une fraction considérable eût le malheur de vivre sous le joug de la puisance germanique par excellence: et la persécution des Yougoslaves en Autriche-Hongrie, si cruelle et odieuse qu'elle ait été, n'a jamais atteint les raffinements de méthode et d'hypocrisie, la barbarie organisée et doctorale de la persécution des Polonais en Allemagne.

Au bout de leurs rêves, dans un avenir lointain, les Slaves opprimés entrevoyaient peut-être l'image d'une libre Confédération slave, formée des cinq Etats qui se seraient constitués sur la base des unités nationales, magnifique conciliation du principe des nationalités et de la solidarité slave. Mais, pour longtemps, ce beau rêve, ils le savaient, n'était qu'un rêve : et peu gâtés par le destin, ils n'espéraient pas un bouleversement si complet de la carte de l'Europe; peut-être même certains d'entre eux l'eussent-ils redouté; ils comptaient donc avec le maintien des frontières politiques existantes. Leur aspiration à l'unité et à la solidarité se limitait au domaine intellectuel et moral. Qu'il fût permis aux fragments épars de chaque nation slave de communiquer librement, et d'avoir ainsi une vie spirituelle, nationale, de prendre conscience de l'unité de la nation, d'enrichir son trésor de civilisation et de développer ses forces morales; qu'entre ces nations la solidarité établit de libres et féconds échanges d'idées; que les Slaves ne fussent plus, par une politique d'ancien régime, contemptrice des droits des peuples, exposés à se heurter frères contre frères, dans des armées ennemies, pour des intérêts étrangers; que les gouvernements auxquels ils étaient soumis et restaient fidèles tinssent compte de leurs sentiments légitimes, c'est à cela, et à cela seulement, qu'ils prétendaient. Or c'est cela justement que ne voulait pas et que, logique avec elle-même, ne pouvait pas leur concéder la politique germanique; car, par instinct et par calcul, c'est dans les Slaves qu'elle voit ses plus dangereux ennemis.

Tout a été dit, depuis trois ans bientôt que la folle légèreté de l'Autriche-Hongrie a jeté l'Europe dans la

guerre, sur la politique qui l'a mise, instrument aveugle et jouet fragile, aux mains de l'Allemagne. Germanique, la monarchie des Habsbourg l'était de naissance ; les souverains dont l'ambition dynastique l'a fondée étaient des Allemands, et aucun d'eux n'a jamais démenti la tradition allemande de la maison. De 1526 à 1866, dissemblables de caractère, de clairvoyance et d'énergie, mais uniformément asservis à leur idéal héréditaire, ils ont travaillé à fondre leur monarchie et l'Allemagne, à faire, sous leur sceptre, à leur profit, un puissant bloc germanique. A Sadowa, Bismarck brise cette politique. C'est pour l'Autriche, le moment de s'affranchir, de revenir à sa mission historique trop longtemps méconnue. Et c'est le moment juste, où après une imperceptible hésitation, François-Joseph reprend la politique germanisante traditionnelle de sa maison, sous une forme nouvelle, qui d'ailleurs, en rend d'emblée le succès impossible. De la monarchie habsbourgeoise,peuplée plus qu'à moitié de Slaves, et contrainte et résolue, dès le lendemain de Sadowa, à chercher dans l'Orient balkanique,dans l'Orient slave, une compensation aux échecs et aux pertes qu'elle vient de subir en dix ans, l'arrangement dualiste de 1867, conception hongroise réalisée par l'allemand Beust, fait une puissance germano-magyare. Beust, qui tenait aux formes, a protesté contre les deux paroles qu'on lui a prêtées : « Il faut presser les Slaves au mur », et l'invite aux Magyars : « Gardez vos hordes (les Slaves, naturellement), nous (les Allemands d'Autriche) garderons les nôtres. » Un démenti de Beust est de peu de poids : mais, admettant même qu'il n'ait pas prononcé textuellement ces paroles, elles valent ce que valent la plupart des mots historiques : elles définissent et résument exactement le sens de sa politique. Le dualisme austro-allemand a été fait contre les Slaves. Andrassy, qui en était l'un des inventeurs, et qui fut le premier chargé de l'appliquer, ne s'en cachait point, et toute son action, durant les douze années qu'il occupa le pouvoir, en fournit la preuve éclatante.

Les Magyars, depuis quelque mille ans, sont habitués

à régner sur des populations slaves. Ils les ont conquises. Ils se sentent leurs maîtres, seigneurs féodaux, propriétaires de serfs de race étrangère et naturellement inférieure. Entre les conquérants et les sujets conquis, il ne s'est fait aucun mélange, aucune assimilation. La race magyare n'est pas prolifique : les Slaves qui l'entourent (tout comme les Roumains de Hongrie), le sont infiniment plus, et il faut aujourd'hui tous les artifices de la statistique officielle pour diminuer l'écart des coefficients d'accroissement et procurer même — sur le papier — une légère supériorité aux Magyars. Sur ce territoire qu'ils tiennent pour leur domaine légitime, ils se sentent donc ou se croient menacés. Dans leur imagination inquiète, ils voient ces tribus slaves, épaulées, au-delà des frontières de l'univers hongrois, par les masses formidables de la Russie, marcher, du Nord et de l'Est comme du Sud et du Sud-Ouest, à l'assaut des grands fleuves, Danube et Tisza, qui défendent le « Pays-Bas », cet Alfold, terre d'élection, réservoir de force et refuge des Magyars. Isolés dans cet océan slave, les fils d'Arpad s'y estiment perdus, engloutis, s'ils ne réussissent à diviser et à dominer les Slaves, à les contenir et à des contraindre. La tâche dépasse leurs seules forces ; elle exige des alliés. L'Allemagne s'est offerte à eux. Non qu'entre le Magyar et l'Allemand qui, pendant près de trois siècles et demi, a travaillé à l'opprimer et à l'absorber à l'égal des Slaves, et qui, depuis cinquante ans, ne supporte qu'avec une impatience souvent mal déguisée la prétention du barbare touranien à être indépendant et son égal, il y ait jamais eu, jusqu'à la guerre, ombre de vraie sympathie ; et, si l'Europe nouvelle ne devait différer radicalement de l'actuelle, il serait curieux de voir ce qu'il adviendrait de l'amitié éternelle dont, sous l'action de la guerre, Magyars et Allemands se sont prodigué les promesses. Mais la communauté des haines, des craintes, des ambitions, de l'orgueil, est un ciment puissant. Par-dessus toutes les répugnances sentimentales, par-dessus toutes les rancunes héréditaires, elle a lié les Magyars aux Allemands, d'un lien étroit d'intérêt. L'alliance austro-

allemande, qui, pendant trente-cinq ans, a rendu irrespirable l'air de l'Europe, et d'où est sorti le conflit universel,est depuis l'origine solidement assise sur une association d'ambitions et de craintes, sur l'étroite et aveugle haine des Slaves où communient Allemands et Magyars.

Le chétif successeur des Habsbourg était d'avance acquis à ces idées. Le règne de François-Joseph, c'est le règne de la peur. Il a eu peur de l'Allemagne, peur des Magyars, peur des Allemands, peur des Russes, peur de tous les Slaves.Il a, toute sa vie, tremblé pour son trône, que compromettait sa peur même. Il n'a jamais entrevu ni l'abîme où l'entraînait nécessairement une politique anti-slave, ni les perspectives de grandeur et de force qu'eût ouvertes à sa monarchie une politique, toute naturelle, de confiance et de générosité envers les Slaves. Catholique sans souffle et sans esprit, il vivait dans la terreur des progrès de l'orthodoxie, qu'il identifiait avec la Russie : et les vues profondes d'un Strossmayer lui semblaient à la fois apostasie et lèse-majesté. Autoritaire borné, il détestait chez les Tchèques l'esprit de révolte et d'hérésie. C'est ainsi qu'il a personnellement sa large part de responsabilité dans l'incroyable et dangereux paradoxe qu'on a vu s'étaler depuis le Congrès de Berlin et l'occupation austro-hongroise de la Bosnie et de l'Herzégovine : une Autriche-Hongrie tournée toute désormais vers l'Orient, cherchant dans le Balkan slave l'élargissement de son influence politique, l'expansion de sa puissance économique sur les Slaves du Balkan, une pénétration, provisoirement pacifique, dans la Macédoine et vers l'Egée, et obstinée cependant à conserver, dans son organisation constitutionnelle, dans son système militaire, dans toute la direction de sa politique, des principes qui impliquaient que la majorité slave de ses sujets fût livrée en proie à la tyrannie inquiète, jalouse, avide, haineuse,des deux minorités associées pour l'oppression. De ces deux minorités d'ailleurs, la magyare n'était elle-même, quelque illusion qu'elle se fît, que l'instrument inconscient de l'allemande ; et toutes deux, au fond, n'étaient que les

marionnettes dont jouait, derrière le rideau, le meneur qui tenait les fils, l'Empire allemand.

La politique orientale de l'Autriche-Hongrie a toujours été germanique. Mais elle pouvait être à la fois germanique et autrichienne au temps où dans le Saint-Empire, les Etats des Habsbourg étaient en contact étroit avec l'Allemagne, et où leur souverain empruntait à l'Allemagne le plus haut et le plus compréhensif de ses titres, sa couronne impériale. Aussi bien l'Allemagne d'alors, flottante et molle, ne ressemblait guère à l'Allemagne qui est sortie de la forge de Bismarck. La poussée germanique vers l'est et le sud se faisait, jusque vers le milieu du XIX^e^ siècle, au service de l'Autriche, germanisée de surface, mais non point au fond allemande : et le grand changement survenu depuis quarante ou cinquante ans dans la position du problème est que désormais c'est l'Autriche, devenue l'Autriche-Hongrie, qui est au service du germanisme. C'est que, dans les cinq quarts de siècle qui séparent les deux grandes guerres allemandes, la guerre de succession d'Autriche et la lutte de 1866 pour la primauté en Allemagne, l'équilibre du monde germanique s'est entièrement modifié. De l'irruption de Frédéric II en Silésie jusqu'à la paix de Prague, l'évolution est régulière, continue : et dans l'obstination de Marie-Thérèse a reconquérir le duché perdu, dans l'inconsolable regret de ses successeurs, dans les velléités de revanche qu'a pu avoir, à certains moments, même un François-Joseph, s'exprime le juste instinct des conséquences que devait entraîner ce premier recul accompli en Allemagne devant la nouvelle puissance rivale. Mais, par-dessus cette rivalité de l'Autriche et de la Prusse, la politique du germanisme conserve une étonnante unité. A l'esprit qui ne considérait point les faits d'assez haut, il a pu paraître que, de l'ancien Saint-Empire au nouvel Empire protestant d'Allemagne, l'un vague et universel, l'autre précis et national, la coupure était nette, la différence tranchée, l'opposition essentielle. Mais, de bonne heure, des observateurs perspicaces et profonds, M. Bryce, par exem-

ple, dans son livre justement célèbre sur *le Saint-Empire romain germanique et le nouvel Empire d'Allemagne,* ont suggéré un rapprochement dont l'évolution des dernières années a révélé la prophétique justesse. Ce second grand interrègne, les soixante-cinq années sans empereur qui séparent 1806 de 1871, la fin du Saint-Empire et la naissance du nouvel Empire allemand, n'a pas rompu la continuité des ambitions impériales du germanisme. Qu'elle suive l'Autriche catholique ou la Prusse protestante, l'Allemagne ne renonce point à ses prétentions, à l'héritage de la domination universelle. La seule différence est que, pour les Habsbourg,ces prétentions n'étaient que prétexte à se perdre dans un rêve supraterrestre, et qu'aux mains de la Prusse, dure et réaliste, elles sont devenues fort terrestres et fort pratiques, tout à fait définies et singulièrement redoutables.

Du plus loin qu'il ait pris contact avec les Slaves, et de quelque côté qu'il cherche à mordre sur eux, croisades baltiques du Moyen-Age, dragonnades impériales dans la malheureuse Bohême de la guerre de Trente ans, invasions à la moderne depuis le XVIII[e] siècle, le germanisme a toujours considéré la terre slave comme terre coloniale, terre de conquête, et la race slave comme horde taillable et corvéable ou, suivant l'odorante expression allemande, comme « engrais de la civilisation ». Le préjugé de race contre les Slaves est, chez les Allemands, extraordinairement fort, et jamais il ne leur entrera dans la tête que des Slaves soient faits pour autre chose que pour subir leur loi. Aujourd'hui encore, dans toutes ces combinaisons d'Europe centrale auxquelles ils essaient parfois de les gagner en leur en faisant miroiter tous les avantages, ils se réservent toujours, soit par sous-entendu soit expressément, la suprématie. Quand les Slaves d'Autriche et de Hongrie réclament une transformation de l'Autriche-Hongrie dans le sens d'une confédération d'Etats et de peuples, c'est au nom de l'intérêt allemand — et, à un rang plus modeste, de l'intérêt magyar — qu'on la leur refuse : la destinée naturelle des Slaves est de servir

l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie d'aujourd'hui est organisée, dans ses grandes lignes, comme l'Allemagne veut qu'elle le soit : elle est la camisole de force germanique passée aux peuples slaves; elle les maintient dans l'obéissance, et rend impossible leur résistance à la marche du germanisme vers l'Orient. L'infiltration germanique dans la monarchie s'est faite lentement, méthodiquement, discrètement depuis quelque cinquante ans. La guerre en a fait apparaître la profondeur et lui a permis de s'achever. L'Autriche-Hongrie d'aujourd'hui n'est plus qu'un appendice de l'Allemagne : mais il y a cinquante ans qu'elle a commencé d'être attirée dans l'orbite germanique et dix ans au moins qu'elle tournait comme un satellite autour du soleil de Berlin.

Quelle était, sur la Russie, l'emprise de l'Allemagne, on le sait du reste, par une trop longue histoire et par des exemples récents qui n'ont eu que trop d'éclat. Dans la Russie qu'il rénovait, Pierre le Grand avait déposé un germe de mort, l'influence allemande : depuis lors, avec de rares arrêts, et malgré de brusques, mais éphémères ressauts du sens national, l'infiltration n'a cessé de gagner, le mal de s'entendre, le poison de contaminer le corps gigantesque de la Russie. Byzantin et tartare, tartare surtout, dans ses origines, le tsarisme, en s'européanisant, s'entoura d'une bureaucratie allemande d'organisation, d'esprit et souvent aussi de personnel. C'est sur elle que pèse la plus lourde responsabilité des maux dont la Russie a souffert au XIX^e^ siècle et a tant de peine à s'affranchir aujourd'hui : car c'est elle qui a dévoyé l'Etat russe et le peuple russe, pour le plus grand profit de son égoïste et ambitieux voisin. Depuis que Frédéric II fut si malencontreusement, et si malheureusement pour l'Europe et le monde, sauvé par l'arrivée de Pierre III au trône, l'Allemagne n'a jamais oublié quelle menace serait pour elle une Russie vraiment slave, et libre de l'être. La fameuse « alliance conservatrice » des deux cours de Berlin et de Pétersbourg peut, aux yeux mysticisme russe, paraître l'union sacrée des champions du principe monarchique et de l'autorité légitime insti-

tuée par Dieu : pour les Hohenzollern, qui sont pratiques, elle est une garantie réelle contre les velléités d'indépendance d'une Russie affranchie, de même que pour les Junker elle est une assurance contre les ravages des idées démocratiques et libérales dont ils ont une horreur intéressée. Le coup de maître de la Prusse a été le partage de la Pologne. Peut-être Frédéric II, quand il en prit l'initiative, quand il insista pour gagner la Russie à son dessein, en entrevoyait-il les conséquences lointaines, mais il ne pouvait les mesurer dans toute leur ampleur. Non seulement la Russie s'est trouvée soudée à la Prusse par la solidarité de ce crime, mais durant près de cent cinquante ans, toute la politique du grand empire slave, tout le monde slave en ont senti le poids : car l'hostilité des Polonais et des Russes, irréconciliable tant que restait irréparé le triple attentat de 1772, 1793 et 1795, a été la plaie toujours ouverte qui, depuis le début du réveil des peuples en Europe, a rongé la force vitale du slavisme ; et n'est-il pas significatif qu'à peine acquise la rupture des deux cours de Berlin et de Pétersbourg, contre laquelle Bismarck avait tant mis en garde ses maîtres, le premier effet en ait été, dès le mois d'août 1914, la proclamation par la Russie de sa volonté de résoudre la question polonaise par une restauration de la Pologne ?

***

Tel était, à la veille de la guerre l'état politique du monde slave. Dans les Balkans, de petits Etats, purement slaves sans doute, mais faibles, divisés, ballottés au gré des grands, et l'un déjà gagné, par l'action d'un souverain étranger, à la cause du germanisme, éternel ennemi des Slaves. En Autriche-Hongrie, une majorité slave réduite à l'impuissance par tous les artifices de la Constitution et toutes les violences de l'oppression : le frère séparé du frère, le Tchèque de Bohême du Slovaque de Hongrie, le Serbe et le Croate de Dalmatie du Croate de Croatie et du Serbe de Bosnie ; toutes les forces de peuples qui sont parmi les plus

avancés des Slaves mises par la contrainte au service des ennemis du slavisme. La Pologne coupée en trois, les Polonais de Prusse persécutés et martyrisés, ceux de Russie maltraités et suspects, ceux de Galicie, seuls, en possession d'une autonomie d'ailleurs limitée et précaire. Et la Russie, le géant slave, ligottée et aveuglée, prise au piège de l'astuce germanique, espoir sans doute des Slaves opprimés, mais oppresseur elle-même, et incapable sans une transformation profonde de donner satisfaction à l'idéal slave, où la nationalité ne se conçoit pas sans la liberté et sans la solidarité de tous les Slaves.

II

La guerre a profondément modifié cette position du problème slave. Ce serait déjà beaucoup qu'elle l'ait mis en plus vive lumière, et qu'elle en ait fait apparaître, en même temps que l'importance, la nature véritable. Mais encore, elle en a éliminé les deux facteurs les plus embarrassants, en transformant l'aspect de la question polonaise et en faisant disparaître le tsarisme; et surtout, en même temps qu'elle découvrait au monde la puissance et l'étendue des ambitions pangermanistes, elle lui révélait la profondeur de l'emprise allemande sur la Russie et l'irrémédiable inféodation de l'Autriche-Hongrie au germanisme.

***

Il y a quelque vingt cinq ans que la presse occidentale s'occupe assidûment des questions slaves. Mais peut-être la place qu'elle leur accordait dans ses colonnes a-t-elle un peu fait illusion sur l'intérêt qu'elle avait pu y faire prendre au public et l'intelligence exacte qu'elle avait su lui en procurer. Ce monde slave est bien loin, bien différent de nous : nous n'aimons guère tant étendre notre horizon. Et puis des préjugés traditionnels, la crainte du changement, le souci aussi d'intérêts

dont certains pouvaient paraitre respectables, contribuaient à masquer la vérité, et surtout à empêcher qu'on ne la dît. Les questions slaves, après tout, n'était-ce pas un peu la question d'Orient? Or il est admis que la question d'Orient est épineuse, pleine de pièges, et qu'il convient de s'en tenir là-dessus à un certain nombre de maximes admises, en laissant, pour le reste, les spécialistes s'en casser la tête. La francophilie et la germanophobie des Slaves, leur mysticisme (comme s'ils étaient tous des Tolstoï!) l'incomparable puissance du Tsar fondée sur l'adoration religieuse du moujik — notre science des choses slaves allait-elle bien plus loin? Si nous en croyons nos amis les Anglais, la leur était encore plus mince.

La guerre a rendu au monde slave le service de le mettre au premier rang de l'Europe. C'est une question slave qui a servi de prétexte aux agresseurs : mais tout l'Occident, aussitôt, a senti qu'en réalité c'était la guerre de l'appétit de domination germanique, résolu à briser d'un coup toutes les résistances, à le séparer à jamais des Slaves, et à fonder son empire sur leur isolement, garantie de leur future impuissance. De sentimental et littéraire, l'intérêt qu'en deça du Rhin on prenait jusqu'alors aux Slaves est devenu réaliste et politique. L'alliance russe, dont le prestige et la popularité avaient quelque peu souffert du temps et d'un maniement vraiment trop malhabile, a du coup révélé son plein sens et sa valeur politique. La nécessité permanente à laquelle elle répond, tant qu'au centre de l'Europe siègera une nation avide de conquête et de domination, est apparue en pleine lumière. La profonde signification de la Triple-Entente, qui s'est fondée sur elle, la communauté d'intérêts qui unit les Slaves et le monde occidental pour la défense commune de leur existence et de la liberté, se sont nettement dégagées. La guerre a démontré à tous les yeux l'importance des problèmes slaves dans la politique de l'Europe.

Elle en a en même temps montré la vraie nature. Elle a révélé le caractère jusqu'alors trop souvent méconnu

du mouvement national des Slaves, légitime revendication de liberté et d'affranchissement national. Sans doute, il se rencontre encore des esprits qui se refusent à en comprendre le sens, et qui trouvent ces demi-barbares bien exigeants. Il y a encore de petits Metternich qui traitent avec une ironie supérieure le principe des nationalités et ne peuvent se faire à l'idée qu'après une guerre comme celle que nous vivons, il n'y aura pas place pour un congrès de Vienne. Seuls les faits pourront les ôter de leur complaisante illusion. Mais, à cette exception près, la guerre a montré à toute l'Europe que les Slaves, aujourd'hui, représentent le droit des peuples, principe du monde politique contemporain. La guerre a rendu publique la violence qu'ils ont trop longtemps subie; et leurs ennemis, d'ailleurs, ont désormais démasqué leurs véritables fins.La guerre a illuminé toute la crise européenne qui durait depuis le conflit russo-japonais : l'affaire de Mandchourie, où l'on connaît la part de responsabilité de l'Allemagne, Tanger et Algésiras, Casablanca et Agadir, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et les guerres balkaniques, la semaine critique de juillet 1914, autant d'étapes de la marche du germanisme vers la réalisation de son grand dessein. Le rôle qu'y joue l'oppression du slavisme est évident. Il fallait que les Slaves fussent tenus dans une éternelle vassalité, divisés, impuissants, proie toute prête à être dévorée, ici par lente succion, là par soudaine et brutale surprise. A ce prix seulement, l'Allemagne devenait maîtresse de son Hambourg-Bagdad, qui lui eût donné, avec la domination sur les trois vieux continents, la certitude de commander bientôt à tout l'univers. Elle ne pouvait parvenir à l'hégémonie mondiale, dont le rêve la fascinait, que sur le corps des nations slaves. En défendant leur liberté, en revendiquant leur indépendance, c'est la liberté et l'indépendance de toutes les nations libres du monde qu'elles ont défendues. La guerre a révélé la place que tient le slavisme dans les destinées de l'humanité.

*
**

Dans l'Europe d'avant la guerre, la position de la question polonaise était en un rapport étroit avec l'existence du tsarisme en Russie. La solution slave du problème de la Pologne, mûre depuis longtemps, ne se heurtait qu'au préjugé anti-révolutionnaire et orthodoxe dominant dans les milieux gouvernementaux de Petrograd. D'avoir ouvert la voie à cette solution, d'avoir ainsi assuré la guérison de la plaie qui rongeait le monde slave, c'est l'un des grands bienfaits de la Révolution qui a aboli à jamais en Russie le tsarisme.

Le traitement fait à la Pologne par la Russie tsariste a tourné contre le grand empire slave, souvent même contre l'idée du slavisme, compromise par la politique de russification, toutes les sympathies que valaient à la Pologne sa gloire et ses malheurs, le souvenir de ses héros et l'action de ses émigrés, l'excès de ses souffrances et l'indomptable énergie de son espoir qui semblait braver le sort. Il a attiré à l'Autriche-Hongrie les sympathies des Polonais : sollicitées déjà par la communauté de religion, comment ne seraient-elles pas allées à celle de leurs trois patries provisoires où les Polonais rencontraient l'abri le plus hospitalier, la moindre restriction à leur liberté, le plus de ménagements pour leurs sentiments, où il leur était permis de conserver et d'exprimer la confiance en un avenir plus heureux? La malentendu russo-polonais, né de l'idéal et des méthodes bureaucratiques et militaires de compression et de répressions brutales, a longtemps troublé les relations de la Pologne même avec la Russie libérale, empêchée de se faire et d'exprimer une opinion nette et juste sur la question, et peut-être même contaminée, elle aussi, à son insu, par cette sorte d'impérialisme russe. Par contre, en Galicie, le gouvernement de Vienne, expert en l'art diabolique de diviser pour régner, a balancé ses faveurs selon les moments, des Polonais aux Petits-Russes, qu'il appelait Ruthènes: et, par ses manœuvres, la concorde nécessaire entre ces deux nations slaves s'est trouvée troublée, au grand profit du germanisme. La politique des Polonais d'Autriche, subtile jusqu'à paraître parfois machiavélique, prudente, balan-

cée, d'un opportunisme qui semblait à certains moments friser l'égoïsme et le cynisme, tournée à la fois vers le passé et l'avenir, aigrie par la rancune et ménagère de toutes les chances qui pouvaient s'offrir, internationale à force d'être nationale, cette politique qui s'explique après tout par la situation faite à la Pologne tronçonnée vive, déroutait souvent les Tchèques, tout pénétrés de solidarité slave, tout disposés à former toujours et en tout avec les Polonais un bloc slave au Reichsrat de Vienne; plus d'une fois ils se sont étonnés et indignés d'être abandonnés dans des moments décisifs par ces frères slaves qu'eux-mêmes n'auraient pas abandonnés : n'ayant ni griefs contre la Russie, ni ménagements à garder pour la Prusse, concentrés en Autriche-Hongrie, d'ailleurs profondément démocrates, toujours révolutionnaires et hérétiques· ils comprenaient mal, parfois, la diplomatie conservatrice des Polonais. Si les malentendus entre les Polonais et eux n'ont jamais atteint l'acuité de ceux qui séparaient Polonais et Ruthènes,s'ils n'ont jamais senti s'ébranler leur fidélité à l'idéal de la solidarité slave, ils ont parfois douté qu'elle fût tout à fait réciproque: et la réserve des Polonais, leur affectation de n'être que Polonais n'a pas peu contribué à assurer longtemps, dans le Parlement de l'Autriche qui est plus qu'à moitié slave, la majorité ou l'influence dominante aux Allemands.

Mais la question polonaise, en outre, par le lien d'association, de complicité qu'elle créait entre la Russie et la Prusse, fortifiait en Russie l'emprise germanique et à Pétersbourg l'influence allemande. On sait quel parti Bismarck, en particulier, a su tirer de cette situation. Pendant que la Russie se compromettait aux yeux du monde par le traitement qu'elle infligeait à la Pologne russe, et que cette discorde entre les deux plus grandes nations slaves entretenait dans le monde slave une cause de faiblesse, la Prusse avait les mains libres pour germaniser la Posnanie, et ne se privait pas, en même temps, de dénoncer les dangers du panslavisme. Les Polonais, de leur côté, étaient naturellement plus sensibles à la

persécution de 14 millions des leurs dans le royaume que de 4 en Posnanie. Leur instinct malgré tout slave leur faisait paraitre plus scandaleuse et criante l'oppression de la Russie slave que celle de la Prusse. Le plaintes toujours se sont élevées plus vives contre le tsar que contre le roi de Prusse. Situation douloureuse et troublante pour le monde slave tout entier. L'opposition de la Pologne contre la Russie, Bismarck l'a bien noté dans ses *Souvenirs,* est une opposition contre un système de gouvernement ; mais l'opposition contre l'Allemagne est une opposition de race. L'une pouvait disparaître du jour au lendemain, par un simple changement de système; la seconde est inexpiable : elle ne prendra fin que par la victoire définitive, la mise hors de combat d'un des deux adversaires. Il a fallu la guerre, et même la dernière phase de la guerre, pour que cette vérité, si évidente, et si salutaire au slavisme, réussit à se faire reconnaitre et proclamer.

L'évolution de la question polonaise durant ces trois années montre mieux qu'aucun raisonnement et aucun exemple à quelles difficultés ce problème, le plus délicat et complexe de tous les problèmes slaves, exposait le monde slave tout entier. Malgré les promesses sincères que le grand-duc Nicolas avait adressées aux Polonais dès le mois d'août 1914, malgré l'intérêt témoigné à la cause polonaise par les Alliés occidentaux, malgré le refus par Berlin de toute atténuation au régime de la Posnanie, malgré la terreur militaire que les armées coalisées ont fait régner en Galicie, et dont les procédés et les ravages viennent d'être révélés au Reichsrat, la crainte de la Prusse, la sympathie, non point désintéressée sans doute, mais d'autant plus forte pour l'Autriche, la rancune contre la Russie ont, jusqu'à la Révolution russe, dominé les sentiments de la plupart des milieux influents de la Pologne. Les peuples de l'Entente ont eu peine à comprendre qu'entre la Pologne tronquée, prétendue indépendante, en réalité vassale, que leur offraient les coalisés et la Pologne

intégrale autonome, promise par la Russie sous la garantie des Alliés, les Polonais aient pu même hésiter. C'est méconnaître la force des préjugés historiques. Mais, depuis la Révolution de Petrograd, les termes du problème sont changés, et c'est un symptôme plein de promesses que de voir, au Reichsrat, le Club polonais revendiquer la reconstitution de la Pologne intégrale, avec accès à la mer. Seule des anciennes puissances partageantes, la Russie veut et peut réaliser ce programme : il est donc la déclaration de rupture des Polonais aux puissances centrales. Tous les Slaves l'ont fait leur, et il est une des conditions de paix des Alliés d'Europe et d'Amérique. Du coup la question polonaise a cessé d'être, dans le monde slave, un élément de trouble, un germe de discorde et de division ; et l'on n'aura plus jamais le déplorable spectacle d'une nation slave opprimée par une nation slave, éclatant démenti au droit national de tous les Slaves, outrage quotidien à l'idée et au devoir de solidarité qui fait l'unité du monde slave.

Plus importante peut-être encore pour l'avenir du slavisme que la solution désormais acquise de la question polonaise est la disparition du régime tsariste à la suite de la Révolution russe. Aussi bien y a-t-il entre ces deux événements une étroite connexité, et une Russie tsariste n'aurait jamais envisagé le problème polonais comme peut le faire la nouvelle Russie démocratique. L'abolition du tsarisme modifie de fond en comble les rapports de la Russie avec les autres nations slaves. Le sentiment slave qui attirait vers la Russie les autres nations slaves, n'est plus comme intimidé par la crainte que leur inspirait, pour les libertés dont elles sont légitimement jalouses, la tutelle du Tchin et du Synode. De plus, la Révolution a fait disparaître quelque chose de l'inégalité qui viciait l'équilibre du monde slave : si la Russie nouvelle n'est pas moins grande que l'ancienne, le monde slave non-russe, grandi de la Pologne reconstituée, est plus fort, et se sent moins menacé d'être dominé ou écrasé.

Les alliés d'Occident ont éprouvé plus qu'une gêne morale à se trouver, dans l'Entente, en face du tsarisme. Que de négociations poursuivies, que de conventions conclues depuis la guerre ont été rendues difficiles, délicates, parfois gênantes, par une différence fondamentales de conceptions qui, à la longue, aurait pu mettre en cause même l'accord même des Alliés et sa durée. Le lendemain de la guerre n'était pas sans inspirer quelque inquiétude : et, sans chercher si loin, qui sait quels obstacles eussent surgi devant l'intervention des Etats-Unis, résolus pourtant à se ranger aux côtés des défenseurs de la liberté du monde, si la Révolution russe n'était survenue pour trancher la difficulté? Bien des choses peuvent surprendre l'Occident dans la Russie nouvelle; et certains jugements sévères tiennent vraiment trop peu de compte de l'énormité et de la soudaineté du changement, des oscillations qui suivent nécessairement une telle rupture d'équilibre. Il n'y a point à craindre, en tout cas, que l'alliance avec la Russie nouvelle provoque jamais les inquiétudes morales et les conflits de conscience qui souvent ont tourmenté des esprits scrupuleux et sincères à l'idée d'une communauté d'action et de buts avec le tsarisme. Il serait injuste d'oublier qu'Alexandre III a pratiqué l'alliance franco-russe avec fermeté et loyauté, et que Nicolas II y a été fidèle autant que le permettait la faiblesse de son caractère. Mais, quels qu'aient été les tsars, le jugement sur le tsarisme même n'en saurait être affecté. La chûte de ce régime byzantin, tartare et allemand est, en vérité, une délivrance et une promesse de salut pour la Russie et le monde slave.

*
**

Ce n'est que grâce au tsarisme que l'emprise allemande a pu devenir en Russie ce que la guerre a révélé qu'elle était. Les facilités qu'il donnait à l'Allemagne, les faveurs qu'il accordait aux Allemands, les rigueurs et la compression qu'il faisait peser sur les Russes con-

couraient également a ce résultat. Il est assez vain de recourir ici à la théorie des races : les explications qu'elle offre sont évidemment séduisantes, mais presque toujours superficielles et assez faibles, parfois même directement inexactes. Opposer le tempérament indolent, mystique, anarchique du Slave à l'activité, au sens pratique, à l'esprit d'ordre et de discipline de l'Allemand, c'est fort bien : mais est-ce résoudre le problème, ou seulement le poser en d'autres termes? Est-ce bien le tempérament originel qui est ici en jeu, ou seulement une sorte de tempérament acquis, effet de la longue habitude et d'une séculaire éducation? Les Tchèques, les Polonais, les Yougoslaves, non pas seulement les individus isolés, mais les nations dans leur ensemble ont donné à maintes reprises, et tout récemment encore, de magnifiques exemples d'énergie, de méthode et de discipline. Le Russe est autre, c'est entendu : mais l'est-il si radicalement, si absolument? Deux siècles, durant lesquels, presque sans cesse, les Allemands ont été préférés aux Russes et parmi les Russes les moins bons aux meilleurs; un régime destructeur de toute liberté, ennemi de toute initiative, jaloux de toute indépendance, effrayé de toute nouveauté, plus ami de la « sainte » ignorance que des lumières: fallait-il plus que cela pour livrer la Russie à l'Allemand, souple et rusé, instruit et habile, adroit à s'insinuer, humble en apparence devant les grands, méprisant et dur aux faibles? D'instinct et d'expérience, la masse du peuple russe l'a toujours cordialement haï. Mais la Russie officielle, par paresse, par affinité naturelle, souvent par corruption, lui a livré l'Empire. Le résultat nous l'avons eu sous les yeux depuis le début de cette guerre : un énorme effort national, doublement méritoire puisqu'il se faisait non seulement sans l'aide du pouvoir, mais presque toujours directement contre lui, a tout au plus réussi à détourner de la Russie des épreuves plus dures que celles qu'elle a subies : et l'immense Russie, la Russie aux possibilités illimitées, la Russie dont les armées se chiffrent par dizaines de millions d'hom-

mes, a été vaincue, a été envahie, a été par la trahison mise à deux pas d'une paix honteuse, qui eût scellé son abdication définitive. Parmi les causes de la Révolution, la plus puissante peut-être, celle en tout cas qui lui a assigné sa direction, celle qui a balayé la cour, asile et foyer des influences allemandes, et la haute bureaucratie allemande ou germanisée de personnel, d'esprit, de méthodes et d'idéal, c'est la révolte du sentiment national. Sur ce terrain, la défaite de l'Allemagne est définitive, car la Russie s'est vue trop près de sombrer dans le gouffre du germanisme. Les hésitations, les tâtonnements, les contradictions même de l'heure présente ne sauraient voiler la vérité : la Russie désormais est slave, et elle ne voudra plus être que slave : elle voudra être elle-même, et non point la colonie, le domaine d'une race étrangère. Née de la guerre que l'Allemagne avait déchaînée pour assurer définitivement son empire sur le monde slave tout entier et spécialement sur la Russie, la Révolution a pour toujours soustrait la Russie à la mainmise du germanisme.

En Autriche-Hongrie, par contre, la guerre a achevé l'œuvre d'infiltration et d'absorption depuis longtemps poursuivie par l'Allemagne. Elle a fourni l'éclatante démonstration de cette vérité qu'aussi longtemps que les deux empires centraux resteront territorialement et politiquement ce qu'ils sont, la monarchie des Habsbourg ne sera plus jamais, ne peut plus jamais être que la vassale et l'instrument de l'Allemagne. Il y a soixante-dix ans, lors de la Révolution de 1848, il y en a cinquante, à l'issue de la guerre austro-prussienne, il y en a même peut-être encore dix, lors du congrès slave de Prague où s'affirma, dans le néoslavisme, la tenace confiance des Slaves d'Autriche envers la dynastie, l'espoir était possible, ou tout au moins l'illusion, d'une Autriche-Hongrie qui se transformerait pour offrir, non moins qu'aux Magyars et aux Allemands, une patrie aux Slaves. Ils n'étaient pas seuls à souhaiter cette conversion : et c'est un des plus effrontés mensonges de la polémique

officielle ou officieuse, en Autriche-Hongrie comme en Allemagne, que de dénoncer les menées et les complots qui, de toutes parts, se seraient tramés contre la monarchie danubienne. La vérité est que nulle puissance en Europe, peut-être, n'était entourée d'une sympathie aussi générale ; qu'aucune ne rencontrait chez les autres tant d'égards à ses intérêts légitimes, et même tant d'indulgence à ses caprices ; et qu'à aucune époque peut-être de l'histoire on n'a vu les voisins et les bénéficiaires éventuels de la succession d'un Etat aussi occupés d'en retarder l'échéance et d'assurer la paisible transmission de l'héritage. L'Europe, depuis un bon quart de siècle, s'est, si l'on peut dire, cassé la tête à la recherche d'une solution pacifique et juste de la question d'Autriche. Elle en a été récompensée par les folies de l'Autriche-Hongrie depuis vingt ans, son retour à une politique de germanisation, le coup de tête qui, en juillet 1914, a mis le feu aux quatre coins du continent, et l'absorption mi-forcée, mi-volontaire, de la monarchie dans l'Allemagne.

L'histoire des variations de la politique austro-hongroise durant la guerre n'a pas encore été écrite, et c'est fort dommage. Il est vrai que, pour la bien connaître, il manque encore certains documents essentiels. Nous sommes mal instruits du mystère de ces entretiens de Konopist, sur lesquels, même après les articles de M. Steed, il continue à régner quelque obscurité ; et nous ignorons pour ainsi dire tout de la correspondance diplomatique qui s'est échangée entre Berlin et Vienne durant les douze jours critiques d'où est sortie la guerre européenne. Vienne a observé là-dessus un silence absolu, et les pièces qu'a publiées Berlin, d'ailleurs en nombre infime, sont ou sans intérêt ou suspectes. Des révélations comme celles de M. Giolitti ont montré à l'Europe que, dès 1913, l'Autriche-Hongrie jouait avec l'idée de la guerre. Mais dans quelle mesure, à aucun moment des dernières années qui se sont écoulées depuis l'initiative bosniaque de M. d'Aehrenthal, a-t-elle agi, on ne peut même dire à l'insu ou indépendamment de l'Allemagne, mais

même autrement que sur l'instigation directe de l'Allemagne? Evidemment, les preuves tangibles manquent pour établir qu'elle ait toujours été menée par Berlin et fait le jeu de la politique impériale : mais toutes les présomptions, toutes les preuves morales ne parlent-elles pas en ce sens? Elle a peut-être eu le 31 juillet 1914 un moment de révolte, ou simplement d'hésitation : mais cette velléité d'indépendance, en tout cas, n'a pas tenu devant l'ultimatum de Berlin à la Russie. Depuis, les faits ne sont que trop connus ; et l'on sait comment après son effondrement militaire des tout premiers mois de la guerre, la monarchie ne tient que par l'appui qu'elle prend sur l'Allemagne; on connait la dépendance financière où elle est tombée, l'amalgame militaire auquel elle a dû consentir, et l'on a chaque jour les preuves répétées de sa totale subordination économique et politique.

Le prétexte que la monarchie a choisi pour déclarer la guerre à la Serbie et pour l'imposer ainsi à l'Europe, c'est un prétendu complot panserbe. Elle s'est proclamée menacée par le panslavisme dans son existence même. Pour qu'on l'en crût, il eût fallu qu'elle n'eût pas fait auparavant le procès d'Agram, et qu'elle ne publiât pas son *Livre Rouge*. En vérité, son agression contre la Serbie n'a été que le dernier coup tenté pour sauver le dualisme aux abois. Usée par cinquante ans d'une vie difficile, désormais incapable de maintenir sa tutelle et sa tyrannie sur les Slaves de la monarchie, fortifiés, enhardis, résolus à conquérir les droits dont les avait frustrés depuis 1867 l'association germano-magyare, l'Autriche-Hongrie a fait la guerre pour sortir d'embarras, comptant sur la force de l'Allemagne, qu'elle croyait irrésistible, pour briser toutes les résistances et assurer l'avenir de sa traditionnelle politique d'oppression. Avoir de longues visées ou beaucoup d'idées, ce n'est pas le genre de la politique de Vienne. L'Allemagne pouvait chercher dans la guerre le succès d'un dessein de vaste envergure, et l'envisager en fonction de la politique universelle. Pour l'Autriche-Hongrie, elle a été une

nécessité politique intérieure.

Peut-être certains des politiques de la monarchie pensaient-ils qu'une guere victorieuse diminuerait la distance qu'il y a entre elle et l'Allemagne. Après tout, il n'y avait pas encore dix ans que d'Aehrenthal avait inauguré sa politique orientale, inspirée, elle aussi, de fierté autrichienne et du désir ardent de rétablir entre les deux alliés de 1879 une égalité que la pratique de l'alliance avait transformé en stricte subordination. Ni lui ni ses successeurs n'ont vu qu'une Autriche-Hongrie germanisante, ou une Autriche-Hongrie dualiste, ce qui est en gros la même chose, était d'avance, par une inéluctable nécessité logique, condamnée à être serve de l'Allemagne. Pour devenir indépendante, il lui fallait se faire une personnalité et une âme d'Etat; elle ne le pouvait qu'en se réconciliant avec ses Slaves. Mais c'est ce que l'Allemagne — même si à Vienne, on se fût élevé à semblable conception — n'eût pas permis. Si la guerre avait dû finir par une victoire complète et éclatante de l'Allémagne,la vassalité de l'Autriche-Hongrie était chose irrémédiablement faite. Si, contre toute apparence, la guerre finissait encore par la paix blanche, le résultat d'ores et déjà acquis, c'est l'Europe centrale germanique, *Mitteleuropa*. Or, *Mitteleuropa* c'est une réédition en grand du Zollverein, et on sait où le Zollverein a mené la Prusse, l'Allemagne et l'Europe. Certes, le morceau est cette fois plus dur à avaler; mais aussi les dents de l'Allemagne sont devenues plus longues et plus aiguisées. Tous les peuples de l'Autriche-Hongrie, sauf les Allemands — même les Magyars — ne s'y trompent pas, et se méfient de ce bloc. L'Allemagne cherche à les rassurer et à les allécher : Naumann lui-même va en Autriche et en Hongrie expliquer et atténuer son projet; il n'est plus question, comme au début, de créer un « Etat supérieur », un *Oberstaat* auquel les Etats-parties devraient naturellement céder les attributs les plus essentiels de leur souveraineté; non plus que d'une prépondérance de l'Allemagne et de privilèges réservés aux Allemands et à leur langue. Au contraire, toutes les nations seront res-

pectées, égales en droit : et toutes pourront se développer plus largement, toutes enrichir leur vie, à l'abri de cette vaste confédération purement économique — ou presque — et qui possédera l'autarchie économique. Mais ces belles promesses viennent trop tard : c'est le plan primitif, le programme développé dans le livre de Naumann qui révèle la vrai pensée des tenants de l'Europe centrale : et c'est un plan qui vise expressément à l'hégémonie politque. N'a-t-on pas vu, d'ailleurs, sans conventions particulières, sous le couvert d'une simple alliance défensive, l'Autriche-Hongrie tomber dans le vasselage de l'Allemagne? Peut-on méconnaitre quelle serait, dans *Mitteleuropa*, la prépondérance nécessaire de l'Allemagne, qui disposerait à elle seule de la majorité de la population, d'une supériorité militaire écrasante et consacrée par le succès, de la seule force financière encore debout ? Et peut-on croire que, la guerre terminée, quand elle ne serait plus obligee de garder des ménagements et de déguiser son but pour l'atteindre plus sûrement, elle se tiendrait pour liée même par les engagements qu'elle aurait souscrits? Tant que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne resteront ce qu'est chacune d'elles, qui donc admettra même une seule minute, que Vienne — et Budapest d'ailleurs — puissent jamais dire non à un ordre venu de Berlin?

Mitteleuropa, c'est la germanisation définitive, irrémédiable de l'Autriche-Hongrie. C'est la fin des Slaves austro-hongrois comme nations, comme peuples slaves indépendants, c'est leur réduction à la condition de peuples servants, dans la dépendance des peuples maîtres, les Magyars et, au degré supérieur, les Allemands. C'est leur condamnation à n'être que du « matériel humain ». C'est le triomphe final assuré à jamais à l'idéal impérial allemand. Durant des siècles, l'Empire allemand a gravité autour de l'Autriche. Avec Frédéric II, son équilibre a commencé à se déplacer vers le Nord. 1866 et 1870 ont consolidé la prépondérance prussienne, par l'exclusion de l'Autriche. Si la guerre actuelle se terminait selon l'espoir des Allemands, elle referait, sous quelque nom et quelque forme que ce soit,

l'intégrité de l'empire germanique : elle y ferait rentrer ses « marches orientales », momentanément détachées en 1866; elle créerait cette Grande Allemagne qui n'a jamais cessé d'être le rêve des Allemands, encore que, par nécessité d'opportunisme, elle ait dû, en 1848 et en 1866, s'effacer devant la Petite Allemagne. Mais la Grande Allemagne d'avant 1866 eût été autrichienne : la nouvelle Grande Allemagne — simple extension de la Petite Allemagne — serait prussienne.

Encore si elle n'était qu'allemande! Mais elle étendrait la domination allemande sur des peuples étrangers, plus loin que l'Allemagne n'avait jamais osé l'espérer depuis les débuts de son mouvement d'unité nationale. Le Zollverein a tracé, vers 1830 un cadre qu'a rempli en 1870 l'empire allemand. *Mitteleuropa,* à son tour, tracerait le cadre que ne tarderait sans doute guère à remplir la future plus grande Allemagne. Mais celle-ci ne saurait exister, sûre de son lendemain, que si l'Autriche-Hongrie était indissolublement rivée à l'Allemagne. Aussi longtemps que subsisteront en Autriche-Hongrie l'influence et la tradition allemandes, aussi longtemps qu'il y aura en Autriche, pour les maintenir et les servir, un groupe compact de population allemande, 8 ou 10 millions d'hommes, qui revendiqueront et grâce à l'appui de l'Allemagne impériale, pourront se faire reconnaître des privilèges spéciaux et le monopole de la direction des affaires publiques, ce serait se leurrer volontairement que d'admettre que la monarchie puisse ou qu'elle veuille même se dégager de l'emprise. Qu'elle ait imposé à ses peuples slaves, qui sont la majorité de sa population, cette guerre à leurs yeux impie, sacrilège, et qui les oblige à contribuer à la ruine de leurs espérances et comme à leur suicide, n'est-ce pas assez déjà pour montrer jusqu'où elle est engagée dans l'hostilité au slavisme, dans l'asservissement au germanisme. L'accueil qu'elle a fait aux répugnances et aux protestations de ces Slaves, les traitements qu'elle leur a infligés durant cette guerre, l'avenir auquel les vouerait irrémédiablement sa victoire, achèvent de prouver assez clairement qu'entre le rôle de

vassal germanique, bélier de l'Allemagne et bourreau des Slaves, et celui d'Etat libre, fondé sur le principe de l'égalité des nationalités et d'une même justice envers tous, foyer de concorde et garantie d'équilibre en Europe, son choix est fait depuis longtemps au profit du germanisme et contre les Slaves.

***

Du seul fait de l'ouverture de la guerre européenne, la position du problème slave se trouvait profondément modifiée. Les événements politiques des trois années écoulées depuis cette date l'ont complètement transformée. Ils ont démontré que, pour être stable et assurer la paix future, la reconstruction nécessaire de l'Europe implique une solution complète et heureuse du problème slave ; et en même temps, par les situations nouvelles qu'ils ont créées et les leçons qui se dégagent d'eux, ils ont précisé les conditions indispensables de cette solution, et ils l'ont rendue possible.

(*A suivre.*)

LOUIS EISENMANN.

Les causes de la Revolution Russe.

Quand les journaux, qui depuis plusieurs jours n'apportaient aucune nouvelle de Russie, nous ont appris soudain, dans la soirée du 16 mars, que l'autocratie russe venait d'être renversée et que quelques journées avaient suffi au peuple de Pétrograd pour accomplir cette besogne, le public français a été partagé entre la crainte et la surprise. Il a craint — et c'était bien naturel — que les désordres qui ne pouvaient manquer d'accompagner une transformation aussi radicale de la vie intérieure de notre alliée de l'Est, ne fussent mis à profit par nos ennemis communs. Quant à sa surprise, comment ne la pas comprendre, puis qu'il était, depuis longtemps, soigneusement privé, par une censure jalouse, de tout moyen d'information? Il savait bien que la Douma et le gouvernement vivaient en assez mauvais termes; il devinait bien que les fréquents changements ministériels de Pétrograd devaient cacher de grosses difficultés intérieures. Mais il n'avait pas pu mesurer ces difficultés, de sorte que, les craintes patriotiques aidant, la France de la Révolution n'a pas fait à la Révolution russe l'accueil que l'on pouvait attendre.

Voici un événement de nature à changer le monde, à le faire prodigieusement avancer dans la voie que la France révolutionnaire a ouverte aux hommes, et cette France hésite à dire sa joie et à reconnaître les siens dans les révolutionnaires de Pétrograd.

De ce pénible spectacle, la censure du temps de guerre n'est d'ailleurs pas la seule coupable. Il faut tenir compte aussi de l'ignorance où nous avons toujours été touchant l'empire des tsars. Quelques banalités sur la grossièreté des moujiks, le fanatisme des nihilistes, le

mysticisme slave, la toute-puissance du tsar, la corruption des tchinovniks, faisaient l'essentiel de nos idées sur la Russie. Comme elles convenaient aux desseins des diplomates et des brasseurs d'affaires et qu'elles rassuraient les nombreux créanciers français du gouvernement russe, les journaux et les publications destinées au grand public ne se préoccupaient guère de les préciser, de les rectifier et de les enrichir. S'ils l'avaient fait, la France n'aurait pas été comme prise au dépourvu au moment de formuler un jugement sur la révolution qui vient de s'accomplir, parce qu'elle en aurait connu les causes lointaineset proches.

On voudrait ici rappeler ces causes.

I. — LA QUESTION AGRAIRE.

Dans ce pays essentiellement agricole qu'est la Russie, il est plus nécessaire encore que partout ailleurs de descendre jusqu'à la terre pour y trouver une explication partielle des crises que les révolutions dénouent.

Les trois quarts de la population de la Russie vivent directement de la terre. Mais ils en vivent très mal. Quand les serfs furent émancipés, il fallut prendre aux propriétaires du sol (la couronne et les seigneurs), pour la donner aux paysans, une partie de ce sol. Il fallut aussi, pour que les paysans fussent obligés de s'employer sur les terres de leurs anciens maîtres, que leurs lots fussent insuffisants. On leur donna les terres les plus mauvaises et on leur en donna peu. On les leur fit en outre payer bien plus cher qu'elles ne valaient par de longues annuités de rachat. La terre paysanne était ainsi, dès sa constitution, grevée de la façon la plus lourde.

Il y a de cela plus d'un demi-siècle. Pendant ce temps la population a beaucoup augmenté, mais non l'étendue des terres d'où cette population doit tirer sa subsistance. La dimension moyenne des lots de chaque famille paysanne a donc sensiblement diminué (environ de moitié).

Certes, le perfectionnement de la technique agricole aurait pu corriger ce vice; mais ce perfectionnement a été si peu marqué que ses effets ont été presque insensibles. Ne disposant d'aucun capital d'établissement, payant en travail les avances du grand propriétaire foncier voisin, souvent gêné par les décisions du *mir* dans ses essais de culture plus intensive, le paysan russe n'a généralement pas pu renoncer aux méthodes les plus surannées. Il en est encore, presque partout, au système de la jachère tous les trois ans, après une année de blé d'hiver et une année de blé de printemps ou de culture industrielle. Le rendement du sol est donc resté très faible. Il égale à peine la moitié de celui de France pour le seigle et l'avoine et en dépasse un peu le tiers pour le froment. Tel qu'il est, il est supérieur à ce qu'il était au moment de l'émancipation; mais, comme le prix des blés a baissé, le paysan russe n'a pas tiré grand avantage du léger perfectionnement de sa technique agricole.

La misère des campagnes russes est donc très grande. La mortalité y va en augmentant (24 à 29 pour 1.000 au commencement du XIX^e^ siècle, 35 au commencement du XX^e^). L'arriéré des impôts fonciers grandit. Le nombre moyen des chevaux par hectare de terre cultivée (dans un pays sans machinisme agricole, ce nombre est un signe précieux du degré de prospérité) est plus faible en Russie que partout ailleurs en Europe; en cinquante ans (de 1846 à 1898), la proportion du nombre des chevaux à la population a diminué de moitié (40 pour 1.000 et 19 pour 1.000).

La vie des paysans est si difficile que beaucoup d'entre eux cherchent à s'employer à d'autres travaux ou émigrent, soit temporairement, vers les régions de la Russie d'Europe où de grands propriétaires fonciers ont besoin de main-d'œuvre, soit définitivement en Sibérie.

En résumé, les paysans russes souffrent cruellement de deux grands maux : ils manquent de terre, ils manquent aussi des moyens d'améliorer rapidement leur technique.

Qu'a fait pour eux le gouvernement des tsars? Rien

ou presque rien. Les tsars, qui aimaient à se dire « les premiers gentilshommes russes », c'est-à-dire les plus grands des grands propriétaires fonciers, ne pouvaient pas aborder la question agraire par le seul biais où elle peut l'être efficacement : l'élargissement des terres paysannes. Il eût fallu, pour cela, toucher aux terres de l'Etat, de la famille impériale, des couvents et des grands propriétaires. Les tsars ont donc écarté cette solution, et leur gouvernement s'est borné à des mesures inopérantes touchant l'émigration en Sibérie, le crédit rural et la réglementation du *mir*.

Rien d'aussi variable que la politique du gouvernement impérial en matière d'émigration, avant 1900. Tantôt il facilite, par des secours et par l'attribution de lots de terre assez étendus, le peuplement de la Sibérie ; tantôt, au contraire, il laisse revenir sur la Russie d'Europe le flux d'émigration dirigé vers l'Asie. A partir de 1900, et surtout après les jacqueries de 1901 et de 1902, le gouvernement jugea prudent de clairsemer la population rurale des régions où elle était la plus misérable et la plus agitée : la loi du 6 juin 1904 et l'édit du 10 mars 1906 favorisent l'émigration. Mais les meilleures terres sibériennes sont déjà occupées, la vie en Sibérie est difficile. Aussi les quatre cinquièmes des délégués que les paysans envoient comme éclaireurs reviennent-ils sans avoir rien trouvé. Au reste, le taux annuel de l'émigration atteint avec peine, dans ses meilleures années, le quart du taux d'accroissement de la population de la Russie d'Europe. L'émigration n'a rien résolu.

En matière de crédit rural, le gouvernement des tsars n'a guère fait qu'autoriser la *Banque rurale*, fondée en 1883 pour faciliter l'achat des terres, à prêter sur hypothèques aux paysans dont les terres n'ont pas été acquises par son entremise. Mais cette institution s'est à peu près bornée à acheter et vendre des terres. Surtout à en acheter. C'est ainsi que du 3 novembre 1905 au 1er novembre 1907, elle est autorisée à acheter près de 5 millions de déciatines ; dans le même laps de temps, elle en vend moins d'un million et demi. En gros, les opérations de crédit restent fort limtées. Son principal

office semble avoir été de permettre à de gros propriétaires fonciers de se débarrasser à bon compte des domaines que grevaient de lourdes hypothèques. Le bien-être de la classe paysanne n'en a pas été sensiblement accru.

Reste la réglementation du *mir*. On peut discuter sans fin sur les avantages, les inconvénients et l'avenir de la commune rurale. Adversaires et partisans du *mir* se renvoient de volumineuses statistiques qui semblent obscurcir le problème au lieu de l'éclairer. Pendant longtemps le gouvernement des tsars maintint fortement le *mir*, instrument commode de perception des impôts. Après 1900, il sembla gagné par les arguments de ceux qui reprochaient au *mir* de retarder les progrès de la technique agricole, en ôtant au paysan le goût d'amender soigneusement une terre qui lui serait enlevée au prochain partage. Les désordres de 1901 et 1902 contribuèrent aussi beaucoup à discréditer aux yeux du gouvernement une institution qui n'avait pas empêché les campagnes de faire écho aux protestations contre le régime intérieur de la Russie. Cette attitude nouvelle des pouvoirs publics aboutit à l'édit du 9 novembre 1906, aux termes duquel n'importe quel membre de la commune rurale peut en sortir. Les lots de terre qui lui étaient échus au dernier partage deviennent sa propriété; bien plus, il peut exiger que sa part soit d'un seul tenant. Quand a éclaté la guerre, il était encore trop tôt pour mesurer les effets de cette législation. On avait cependant pu constater que les demandes de sortie du *mir* émanaient surtout de ceux qui se trouvaient avoir une part plus avantageuse que celle qu'un nouveau partage leur eût réservée, et aussi de paysans déjà à demi détachés de la commune et qui voulaient pouvoir revendre leur lot. Au lieu donc d'améliorer les conditions de vie de la majorité, l'édit de 1906 n'avait guère fait, jusqu'en 1914, que consolider les faibles avantages de certains et augmenter le trouble des campagnes. Pas plus que les autres, cette mesure gouvernementale n'avait résolu la question.

Aussi le mécontentement des paysans allait-il en

grandissant. Il s'exprimait par des jacqueries, par de la sympathie pour les partis d'extrême-gauche, notamment pour le parti socialiste-révolutionnaire, qui inscrivait à son programme la nationalisation du sol confié à la gestion des communes rurales; il s'exprimait aussi par le mandat radical donné aux députés paysans de la première Douma, dont la dissolution fut un grand coup porté au loyalisme de la classe paysanne.

La guerre ne pouvait que rendre désespérée la situation de la paysannerie russe. En Russie plus qu'ailleurs, puisque les paysans y sont proportionnellement plus nombreux, la campagne a douloureusement ressenti la guerre. La mobilisation a diminué le rendement déjà si faible de la terre et montré, mieux encore que par le passé, l'insuffisance des lots paysans; la désorganisation des transports a gêné la vente des produits du sol, ce qui a raréfié la monnaie dans les campagnes au point de rendre les échanges très difficiles. Si l'interdiction complète de la vente de l'eau-de-vie a d'abord permis aux paysans de réaliser quelques économies, elle a aussi singulièrement augmenté leur clairvoyance; elle les a rendus plus sensibles à l'injustice de leur sort et plus habiles à voir d'où venait le mal. Une armée faite de ces hommes ne pouvait plus ressembler aux armées d'avant la guerre. Et comme celles-ci s'étaient fondues sur les champs de bataille de la Prusse Orientale et de la Pologne, le gouvernement, au moment où les troubles ont éclaté, n'a plus eu pour le défendre, que cette armée de paysans qui avaient perdu toute foi en lui. Aussi quand les ouvriers de Pétrograd firent appel à l'armée, celle-ci répondit avec la promptitude qu'on sait, et le gouvernement s'écroula d'un coup. La victoire de la révolution russe sortait ainsi de la détresse paysanne.

II. — LA MISERE ET LES REVOLTES DU PROLETARIAT DES VILLES.

Ce qui frappe le plus dans le développement industriel de la Russie contemporaine, c'est la forte proportion des grandes entreprises. Dans de vieux pays comme la France et l'Angleterre, la grande industrie s'est formée lentement, au détriment de la petite et de la moyenne, mais en laissant subsister pourtant beaucoup d'entreprises de dimensions relativement faibles. En Russie, où l'industrie n'existait guère, le capitalisme a pris tout de suite ses formes les plus poussées, de sorte qu'on a pu souvent rapprocher, à cet égard, la Russie de l'Amérique et parler de l'américanisme du capitalisme russe. Au commencement de ce siècle, plus des trois quarts des ouvriers de l'industrie russe appartenaient à des entreprises ayant plus de 1.000 ouvriers chacune.

La prolétarisation d'une partie de la population de Russie a été, dans ces conditions, d'une extrême rapidité. Dans les seules dix dernières années du XIX^e^ siècle, le nombre des ouvriers de l'industrie doublait presque, passant de 1.300.000 à 2.100.000. Et ce mouvement n'a fait que s'accélérer depuis lors. La proportion des ouvriers de l'industrie gardant des attaches avec leurs communes rurales d'origine n'a pas cessé de décroître. Les paysans transformés en ouvriers d'occasion sont devenus tout à fait des ouvriers. Le haut degré de perfectionnement technique qui caractérise la grande industrie a eu pour résultat, en Russie comme ailleurs, d'appeler au travail de l'usine les adolescents et les femmes, qui se contentent de plus bas salaires.

Ainsi s'est constitué un prolétariat régulier et nombreux.

On ne peut pas se faire une idée des conditions de vie de ce prolétariat d'après celles de l'ouvrier de l'Europe centrale ou occidentale. Pour ne parler que des

salaires — et tout le reste est à l'avenant — il était, en 1904, de 18 roubles par mois en moyenne (moins de 50 francs) ; de 5 roubles dans certaines régions ; de 30 roubles à Pétrograd, où les ouvriers sont mieux payés que partout ailleurs. Les journées de travail sont longues ; les réglements d'ateliers, draconiens ; la législation du travail, à peu près nulle ; le groupement professionnel dans les syndicats, pratiquement interdit ; les grèves brutalement réprimées et suivies de représailles sans jugements, par voie administrative.

Un tel prolétariat ne pouvait manquer d'accueillir avec faveur la propagande des diverses fractions du parti social-démocrate russe, dont la tâche a été, au milieu des difficultés venant d'un régime politique suranné, d'organiser la classe ouvrière et de donner à ses révoltes instinctives une direction plus sûre et une une efficacité plus grande. Le prolétariat russe, dès les premières années de ce siècle, a compris que la chute de l'autocratie était la condition préalable d'une action vigoureuse pour l'amélioration de ses conditions de vie. Il fallait abattre le tsarisme, afin de trouver, dans un régime politique de démocratie et de liberté, ce minimum de garanties sans lequel la classe ouvrière ne peut pas aborder franchement la solution de ses problèmes à elle. Ainsi les énergies du prolétariat russe ont été tournées contre le tsarisme, et surtout depuis la sanglante journée du 9/22 janvier 1905, où le gouvernement répondit à une manifestation pacifique de pétitionnaires par des fusillades qui tuèrent 500 personnes et en blessèrent 3.000.

On se rappelle comment, à la suite de cet événement, qui ôta au prolétariat le peu qui pouvait lui rester de confiance en le tsar, un grand mouvement de grèves se déchaîna par tout l'empire, et comment ce mouvement aboutit aux insurrections de la fin de 1905. On se rappelle aussi avec quelle rigueur ces insurrections furent réprimées. Le prolétariat était contraint de refouler pour un temps ses aspirations. Pour un temps seulement, car il ne renonçait pas. Bientôt, le travail souterrain d'organisation et de propagande reprenait. Les militants

ouvriers dispersés se regroupaient. Des militants nouveaux prenaient la place de ceux qui avaient disparu dans la tourmente. Dans les quelques mois qui ont précédé la déclaration de guerre, tous ceux qui avaient quelque autorité en la matière étaient unanimes à penser qu'une révolution était imminente en Russie : le prolétariat s'était redressé. Le printemps et le commencement de l'été 1914 étaient marqués par un mouvement de grèves qui allait s'accentuant et s'élargissant dans tous les grands centres industriels. La presse ouvrière, malgré toutes les persécutions, se développait et prenait une influence nouvelle. Les représentants des ouvriers à la Douma et les autres députés démocrates pouvaient maintenant s'appuyer sur les organisations ouvrières reconstituées. « On voyait se dessiner les perspectives d'une lutte contre le tsarisme, pour la liberté et le pouvoir, plus grandiose et mieux organisée que celle de 1905 »(1).

Cette poussée a été arrêtée par la guerre, qui, en posant de nouveaux problèmes, a retardé la date d'une échéance inévitable. Beaucoup semblent croire que la révolte du prolétariat russe est sortie de la guerre. S'ils veulent dire que la guerre a créé des conditions favorables au triomphe de la révolution, ils ne se trompent pas — et nous avons montré plus haut comment, parmi les causes de la victoire révolutionnaire, il faut ranger l'existence d'une armée nouvelle de paysans détachés du tsarisme. Mais s'ils veulent dire que le prolétariat de Russie a attendu la guerre pour saisir la nécessité d'en finir avec le gouvernement des tsars, ils se trompent. La révolution guettait le tsarisme quand la guerre a éclaté. Sans la guerre, elle se serait déchaînée plus tôt.

Mais il est vrai que la guerre, après avoir retardé le déploiement des forces du prolétariat révolutionnaire, a créé ensuite une situation telle que ce déploiement ne pouvait plus ne pas se produire. C'est à Pétrograd qu'il faut chercher le nœud de cette situation. Les ouvriers, qui, depuis la guerre, suivent de près les débats de la

1) Rapport du 8 juillet 1916 du groupe «Prizyv».

Douma, assistent impuissants à l'arrestation et à la condamnation de cinq députés social-démocrates faussement accusés de manœuvres anti-patriotiques. Ils voient, chaque jour, l'impuissance du gouvernement à résoudre les problèmes les plus impérieux. Entrés dans les comités techniques de l'industrie de guerre pour contribuer plus efficacement au ravitaillement et à l'armement du front, ils s'y heurtent constamment au mauvais vouloir des pouvoirs publics. Bien mieux, on jette en prison leurs délégués, malgré les protestations de leurs patrons eux-mêmes, qui viennent déclarer à la Douma que cet emprisonnement prive les comités techniques d'une collaboration nécessaire. Cependant les conditions matérielles de la vie ouvrière deviennent chaque jour plus lourdes. Les salaires augmentent dans des proportions énormes, mais le coût de la vie augmente bien plus vite, de sorte que la misère va grandissant. Le renchérissement de la vie vient de la raréfaction des vivres sur le marché de la capitale. Cette raréfaction vient de la désorganisation des transports. Celle-ci est l'œuvre du gouvernement. Un moment vient où le prolétariat doit choisir entre mourir de faim et renverser un gouvernement dont l'incurie — ou pis encore — l'affame. C'est alors que la révolution éclate, démontrant par sa promptitude à s'étendre qu'elle est prête depuis longtemps et qu'elle ne peut plus, pour ainsi dire, résister davantage à elle-même.

III. — LA REVOLTE DU SENTIMENT NATIONAL.

Si bien que le tsarisme eût pris ses précautions pour que l'assemblée délibérante que lui avait arrachée le mouvement révolutionnaire de 1905 fût en majorité composée d'éléments modérés et conservateurs, il eut la désagréable surprise, quand se réunit la première

Douma, de la trouver nettement orientée à « gauche », avec ses 100 travaillistes démocrates, ses 180 cadets et sa quinzaine de socialistes. Aussi ne vécut-elle pas trois mois. Six mois après sa dissolution, une nouvelle assemblée, que l'opinion publique de l'Europe avait rendue nécessaire, déçut encore davantage le gouvernement : les cadets y étaient un peu moins nombreux, mais les travaillistes y gardaient tous leurs sièges et les socialistes en gagnaient 85. Elle ne vécut guère plus que la première.

Cette double expérience avait démontré au gouvernement qu'il n'aurait une Douma « raisonnable » qu'en limitant encore des droits électoraux déjà peu étendus. Des dispositions nouvelles remanièrent les collèges électoraux, de façon à assurer la majorité aux propriétaires fonciers et aux grands capitalistes. Tel est le régime sous lequel ont été élues la troisième Douma et la Douma actuelle. Quelques cadets, un certain nombre de travaillistes et une poignée de socialistes y formaient une opposition impuissante en face d'un centre nombreux et d'une droite plus nombreuse encore. Le gouvernement avait donc bien l'assemblée qu'il souhaitait.

Aussi faut-il expliquer comment une telle Douma a pu, au cours de ces trois dernières années, perdre son loyalisme gouvernemental et passer de la docilité à la révolte.

Lorsque la guerre a éclaté et que le tsar a demandé à tous ses sujets de « se lever comme un seul homme » et de « repousser l'insolente attaque de l'ennemi » (*Manifeste impérial* du 2 août 1914), la Douma, dans quelques séances mémorables, a marqué sa volonté unanime de collaborer de toutes ses forces à la défense nationale. Les représentants de tous les partis ont voulu répondre à l'appel du gouvernement. Ceux de la droite crient : « Vivent le tsar, le peuple russe et la victoire! » Les octobristes déclarent qu'ils sont « prêts à sacrifier leurs biens, leurs vies et celles des leurs pour lutter contre un ennemi qui veut affaiblir et asservir la patrie ». Au nom des cadets, M. Miljukov demande que tous les autres

questions soient écartées devant celle de la défense du pays. « D'autres soucis, dit-il, s'imposent à nous tous ; une autre tâche nous appelle, redoutable, auguste, et qui doit être résolue sans délai. Nous devons concentrer toutes nos forces dans la défense du pays contre un ennemi qui prétend nous écarter de sa route vers la suprématie mondiale. Notre cause est juste..... Dans cette lutte, nous sommes unanimes. Nous ne posons pas de conditions, nous ne formulons aucune revendication. Nous jetons simplement dans la balance notre ferme volonté de vaincre l'agresseur ». Les députés socialdémocrates, tout en se refusant à voter les crédits militaires, marquent comme suit le devoir du prolétariat : « Le prolétariat, perpétuel champion de la liberté et des intérêts du peuple, défendra toujours contre tous les attentats, d'où qu'ils viennent, le trésor de civilisation amassé par le peuple ». Quant aux travaillistes, leur déclaration est particulièrement expressive: « Nous avons, disent-ils, la conviction inébranlable que la grande démocratie russe, unie à toutes les autres forces du pays, fera une résistance décisive à l'ennemi qui nous attaque et défendra la terre où elle est née et la culture que des générations ont créée de leur sueur et de leur sang. Nous croyons que sur les champs de bataille, dans les souffrances, la fraternité de tous les peuples de Russie s'affermira et qu'il y naîtra une volonté qui rompra les chaînes à l'intérieur... Paysans et ouvriers, rassemblez toutes vos forces et, après avoir défendu le pays, libérez-le. A tous ceux de nos frères qui versent leur sang pour le pays, notre profond respect et notre fraternel salut. »

Mais l'accord ne s'est pas fait seulement entre les partis politiques, il s'est fait aussi entre les nationalités diverses qui composent l'Etat russe. Le porte-parole des députés polonais déclare que « l'importance mondiale des événements que nous vivons doit reléguer au second plan les dissensions intestines ». Oubliant tous leurs griefs légitimes contre la Russie, les Polonais vont défendre la patrie russe. Les Arméniens soutiendront aussi la Russie dans sa guerre contre l'Allemagne.

Leurs voisins du Caucase, les Géorgiens, déclarent qu' « une amélioration de l'état de choses existant au Caucase, et en particulier en Géorgie, n'est possible que par les efforts de la population unie à la population russe ». Un représentant des provinces baltiques s'exprime en ces termes : « Au nom de mes amis politiques, j'ai l'honneur de déclarer que la population allemande des provinces baltiques, de tout temps fidèle sujette, est toujours prête à se lever pour défendre le trône et la patrie. Nous ne nous contenterons pas de voter les crédits militaires, mais nous sommes, comme nos ancêtres, prêts au sacrifice de notre vie et de nos biens pour la grandeur de la Russie. » Les Esthoniens et les Lettons, qui souffrent cruellement de la servitude où les tiennent les Allemands des provinces baltiques, annoncent qu'après la guerre ils demanderont à la Douma d'examiner leurs doléances. Pour l'instant, ils écartent cette question. « Présentement, dit un de leurs représentants à la Douma , il y a une tâche qui passe avant tout : c'est de repousser l'ennemi commun. A cette heure historique, je déclare, au nom des députés Lettons et Esthoniens, que nous, Lettons et Esthoniens, marcherons avec le peuple russe jusqu'au bout de la guerre actuelle, qui est sainte et juste. Non seulement nos fils, nos frères et nos pères combattent dans les rangs de l'armée, mais chez nous, dans chaque chaumière, à chaque pas, l'ennemi rencontrera un adversaire acharné; on pourra nous ôter la vie, mais on n'entendra de la bouche des mourants qu'un cri, celui de: « Vive la Russie! » Les Juifs enfin, que le tsarisme persécute avec un acharnement inlassable, auxquels il est interdit de quitter un certain nombre de gouvernements de l'Ouest et du Sud-Ouest, d'acquérir de la terre, d'exercer certains métiers, d'envoyer leurs enfants dans les écoles, que l'on fait assommer et piller par des bandes dirigées par la police, eux aussi donnent à l'œuvre de défense nationale leur adhésion complète.

Toute la Russie s'est donc levée à l'appel du gouvernement. La Douma, qui exprime cette unanimité, prend soudain, dans la vie du pays, une importance et une place

qu'elle n'avait pas avant. La résolution par le vote de laquelle elle clôt sa séance d'adhésion à la guerre manifeste clairement son sentiment de s'être mise au niveau que la situation exigeait : « La Douma exprime la ferme conviction qu'à l'heure de l'épreuve, devant la menace qui s'avance, tous les peuples de Russie, unis dans un sentiment commun de patriotisme et pénétrés de la justice de leur cause, sont prêts à se lever à l'appel de leur souverain pour défendre leur patrie, son honneur et ses richesses. Ce sentiment remplit la Douma d'une tranquille confiance en la force invincible et en l'avenir glorieux de la Russie ». La conviction de la Douma ne sera pas démentie.

Dans ces conditions, il semble que le gouvernement n'avait pour garder la confiance de la Douma et la fidélité de la nation, qu'à éviter tout ce qui pourrait rappeler aux nationalités « allogènes » le double joug d'avant la guerre et à apporter à la défense nationale un peu du zèle qu'il avait demandé à tous les partis. C'était facile, puisque les moyens d'accomplir ce double devoir, la nation, par son élan unanime, les fournissait amplement. Il ne fallait aux pouvoirs publics que de la bonne volonté: tout le reste viendrait d'ailleurs. Or, il s'est trouvé que cette bonne volonté justement a fait défaut.

Cela n'apparaît pas dès le lendemain de la déclaration de guerre. Les toutes premières actions du gouvernement méritent et obtiennent l'approbation de toute la Russie. Il commence, en effet, par interdire la vente de l'alcool, réalisant ainsi le vœu des meilleurs des Russes et donnant aux autres Etats un exemple salutaire. Quand les municipalités et les zemstvos veulent organiser le service de santé et une partie du ravitaillement, le ministre de l'Intérieur leur assure un peu plus de liberté d'action qu'en temps de paix: leur dépendance à l'égard des gouverneurs de provinces est rendue moins étroite. Le grand-duc Nicolas promet la renaissance et la liberté de la Pologne « dans sa religion, sa langue et son administration locale ». Le tsar fait aux Arméniens des promesses semblables: « Votre fidélité séculaire me garantit que vous saurez, en ces jours solennels, accom-

plir tout votre devoir..... Unis à vos frères de sang sous le sceptre des tsars, vous connaîtrez enfin les bienfaits de la liberté et de la justice ». Les Juifs reçoivent par la circulaire du prince Scerbatov le droit de résider dans presque toutes les villes de la Russie d'Europe.

Et c'est tout. Le gouvernement est au bout de sa clairvoyance patriotique et de son ardeur à défendre le pays.

Trois mois après la déclaration de guerre, un édit vient mettre le comble aux injustices dont la Finlande est accablée. Désormais, les délits commis par des fonctionnaires civils finlandais ne relèveront plus des tribunaux finlandais, mais de ceux de l'Empire; les fonctionnaires finlandais n'auront plus le droit d'appartenir à des partis politiques; la police et la gendarmerie finlandaises n'auront plus la même autonomie nationale; le droit de contrôle du ministre russe de l'instruction publique sur les écoles finlandaises sera étendu; les écoles orthodoxes de Finlande seront soumises à l'autorité du Saint-Synode; les droits de douane de Finlande et de Russie seront unifiés; l'entrée des denrées russes en Finlande sera privilégiée; une même loi régira, en Finlande et en Russie, l'acquisition et la perte de la nationalité russe. En somme, le gouvernement russe semble avoir attendu la guerre pour tirer, de sa politique de russification, les conséquences les plus extrêmes.

La Pologne, qui a reçu du grand-duc Nicolas des promesses précieuses, attend en vain qu'elles soient suivies d'effet. Ni les interventions pressantes des députés polonais et des démocrates de la Douma, ni les instances de M. Sazonov et des gouvernements alliés, ni le geste de Guillaume II accordant à la Pologne occupée des semblants de libertés locales, ne peuvent déterminer le gouvernement russe à dire clairement comment il conçoit l'autonomie polonaise, quelles limites il prévoit à la Pologne de demain et quelles libertés il entend assurer à ses habitants.

Les Juifs ont fait à la Russie envahie le sacrifice de leur sang et de leurs biens. Sur les champs de bataille,

les soldats juifs rivalisent de bravoure avec les autres, comme l'attestent les nombreuses distinctions honorifiques qui leur sont décernées; à l'arrière, ils fondent de leurs deniers des hôpitaux que leur jeunesse emplit de médecins, d'infirmiers et d'infirmières; ils subventionnent les œuvres de défense nationale et mettent leur sens des affaires au service de l'organisation de l'armement et du ravitaillement. Voici comment on répond à leur dévouement: on les accuse de pactiser avec l'ennemi et de trahir. Toutes les fois qu'ils obtiennent les enquêtes qu'ils réclament, ces accusations tombent d'elles-mêmes devant les faits. N'empêche qu'on les maltraite, tout comme si elles étaient fondées. On procède à des exécutions martiales; on livre leurs biens au pillage: on prélève des otages parmi eux; on les déporte en masse vers les gouvernements éloignés du théâtre des hostilités; on les y concentre dans des baraquements malsains où la maladie les décime et où la faim les torture; on empêche les parents des soldats juifs blessés de se rendre auprès d'eux, sous prétexte que les hôpitaux où on les soigne se trouvent dans des villes dont l'accès est interdit aux Juifs; on fait des perquisitions en masse — vraies chasses à l'homme — pour contrôler d'ineptes formalités de passeports et de permis de séjour; on essaie de fomenter des pogromes; on interdit toute correspondance particulière en langue juive; on supprime la presse juive, et l'on va jusqu'à empêcher la publication de la Bible en hébreu. La Douma s'empare à plusieurs reprises de ces faits et proteste. Les plus notoirement antisémites de ses membres proclament que la conduite des Juifs est exemplaire. Les plus éclairés font remarquer l'embarras des représentants de la Russie, lorsqu'ils vont chez les alliés parler de la guerre du droit, au moment même où la Russie persécute plus durement que jamais un peuple de six millions d'âmes. D'autres insistent sur la difficulté du commerce et de l'industrie russe à fournir l'effort nécessaire à la satisfaction des besoins de l'armée, tant qu'une législation inique interdit aux Juifs d'entrer dans les sociétés par actions. Ils mon-

trent aussi combien le régime imposé aux Juifs éloigne de la Russie les sympathies des neutres, des Etats-Unis d'Amérique principalement, et compromet le succès des emprunts à l'étranger. Protestations et remontrances restent sans effet: le gouvernement accentue pendant la guerre sa politique antisémite du temps de paix.

On dirait qu'il s'ingénie, par son attitude provocatrice à l'égard des « allogènes », à briser l'union que les représentants de toutes les nationalités de la Douma avaient scellée le 8 août 1914 et à laquelle les peuples ont sacrifié, sans marchander, leurs plus précieux biens.

Mais les Russes de sang russe ne sont pas mieux traités que les autres. A tous les efforts qu'ils font ou veulent faire pour tenir leurs engagements envers la nation attaquée, le gouvernement met obstacle. D'abord, ce n'est peut-être que la conséquence de son impuissance à tirer parti des forces vives du pays. Ensuite, c'est la volonté manifeste de trahir.

Les villes et les zemstvos réussissent à arracher à une bureaucratie incompétente et malhonnête l'organisation du service de santé. On les empêche de se concerter librement. Les besoins de l'armement exigent une réorganisation de la production, la création d'usines, le perfectionnement de l'outillage et un rendement élevé du travail dans les ateliers. Des comités techniques, groupant patrons et ouvriers surgissent spontanément dans les centres industriels. Ils régulariseront la production, éviteront les conflits aigus du capital et du travail. Le gouvernement les voit d'un mauvais œil: pour choisir leurs délégués au sein de ces comités, il faut que les ouvriers se réunissent et discutent; pour orienter leur effort dans le meilleur sens, il faut que les patrons soient renseignés sur les besoins de l'Etat. Dangereuses nécessités aux yeux d'un gouvernement qui prend ombrage de tout ce qui semble porter atteinte à son autocratique souveraineté. Il restreint donc tant qu'il peut l'activité de ces comités; il fait défense aux ouvriers de se réunir ; il arrête

leurs délégués; parfois même, par des provocations policières, il suscite des grèves dans les usines travaillant pour la guerre. A l'égard des coopératives, il suit la même politique. Les nombreuses coopératives de production, de consommation et de crédit rural qui existaient avant la guerre pouvaient rendre d'immenses services dans le difficile problème de l'échange et de la répartition des ressources alimentaires du pays. Il fallait, pour cela, qu'elles pussent créer des organismes supérieurs de régulation et de contrôle. Elles essaient de le faire. Les congrès coopératifs sont interdits. Cependant l'administration des chemins de fer fait preuve d'une criminelle impuissance: les stocks s'enflent démesurément ; les vagons ne sont pas où il les faudrait, quand il les faudrait; la vie renchérit dans des proportions inimaginables; les villes manquent des produits de la campagne; la campagne, de ceux des villes; le sucre est en surabondance dans les régions à betteraves et fait, ailleurs, complètement défaut; le blé reste chez le paysan qui ne trouve pas preneur, ou dans les magasins du marchand, d'où les moyens de transports manquent pour le faire sortir. Autant de défis au bon sens et de raisons, pour les Russes, de se demander quelles « influences ténébreuses » dirigent le gouvernement.

Ces « influences ténébreuses » viennent, à n'en pas douter, des plus hautes sphères de la cour. L'Allemagne y a de nombreuses intelligences. Elle y poursuit, avec la ténacité qu'elle met à travailler à ses intérêts, la conclusion d'une paix séparée avec la Russie. L'entourage immédiat du tsar est acquis à ces desseins. C'est dans cet entourage que s'édifie la scandaleuse puissance d'un Raspoutine, et c'est là que se choisissent les ministres. Quelques-uns de ces derniers — un Sazonov, par exemple, ou un comte Ignatiev — viennent sans doute d'ailleurs et doivent leurs fonctions à de plus honnêtes patronages. Mais la plupart sont des créatures des forces « ténébreuses ». Leurs actes en font foi. Soukhomlinov, ministre de la guerre, est convaincu de haute trahison et de prévarications. Les

Sceglovitov et les Khvostov n'ont d'autre titre que leur improbité au poste de ministre de justice : on le leur confie. Sturmer est chargé du ministère des affaires étrangères et de la présidence du conseil. Il y fait la politique germanophile traditionnelle des réactionnaires russes ; ils s'emploie à faire la paix avec l'Allemagne ; il refuse d'importantes offres des alliés pour l'armement des soldats ; il laisse écraser la Roumanie ; il a déjà rédigé les minutes du traité russo-allemand. Par bonheur, M. Miljukov le démasque devant la Douma et le contraint à quitter le pouvoir. Ses successeurs ne valent guère mieux que lui. Du reste, il laisse au tout-puissant ministère de l'intérieur une autre créature des hautes sphères de la cour : M. Protopopov, qui est décidé aux pires besognes. Cet ancien vice-président de la Douma, qui, au cours du voyage en Occident de la délégation parlementaire russe, a pris le masque d'un homme de progrès, se hâte, quand il est devenu ministre, de renforcer les pouvoirs de la police et de courber tout le pays sous un joug plus pesant.

Mais il est trop tard. La Douma et tout le pays ont désormais compris que les intérêts de la nation et ceux de l'autocratie ne peuvent plus se joindre. Il faut choisir entre la patrie et le gouvernement du tsar, des Raspoutine et des hommes d'affaires de l'Allemagne. Le choix de la Douma est fait : c'est la patrie. Elle fait ses dernières demontrances. L'orateur de la droite, M. Puriskevic, reproche avec véhémence au gouvernement de se méfier du pays, au lieu d'y puiser sa force. M. Sidlovski, du bloc progressiste, affirme « qu'il est impossible de résoudre le problème du ravitaillement du pays sans transformer radicalement le pouvoir exécutif ». Ckhéïdzé, au nom des social-démocrates, dit que « rien ne peut plus combler l'abîme qui sépare le gouvernement et le pays ». M. Jefrémov affirme « que la nation ne peut plus attendre et que la pratique d'un régime parlementaire régulier est la condition *sine qua non* de la victoire ». M. Miljukov adjure le gouvernement « de ne pas contraindre le pays à vouloir la victoire malgré et contre lui ». Comme

aux jours de la déclaration de guerre, tous les partis sont unanimes. Mais au lieu de se serrer autour du gouvernement, ils se dressent contre lui.

La longue crise est à son dénouement. M. Protopopov le précipite. Tandis que Pétrograd affamé demande du pain, il prononce la dissolution de la Douma. Celle-ci lui répond en se réunissant malgré sa défense et en nommant, le soir même, son Comité exécutif, premier organisme d'action du mouvement révolutionnaire. L'ancien régime a vécu.

J.-B. Séverac.

Les Tchécoslovaques et la guerre.

I

La guerre a surpris les Tchèques dans une situation sous certains rapports très difficile. Cependant ils y étaient, en général, beaucoup plus préparés que les autres nations slaves. Après avoir, aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, subi le désastre que l'on connaît, ils avaient, vers 1830, achevé la rénovation de leur langue. La renaissance littéraire débute avec le premier poète moderne K. H. Macha en 1836, la renaissance politique date de 1848 et, vers 1870, commence l'émancipation économique. Depuis 1867, ils menaient une vigoureuse campagne pour reconquérir l'ancienne indépendance de l'Etat bohême, et ils avaient, au cours de cinquante années de luttes, acquis une véritable expérience politique. Vers 1900, on pouvait considérer leur affranchissement économique comme complet et définitif.

Cette résurrection nationale est un exemple unique dans l'histoire des peuples. Les Tchèques travaillèrent sans relâche pendant un siècle, petit à petit, jour par jour, avec une méthode scientifiquement élaborée et érigée en un véritable système. Ce fut d'abord un travail linguistique, littéraire et intellectuel : à la veille de la guerre, les Tchèques possédaient des centaines d'écrivains de mérite, qui cultivaient tous les genres littéraires. L'activité tchèque, à ce point de vue, dépassait de beaucoup celle des Allemands d'Autriche et de toutes les nations austro-hongroises. Cette littérature tchèque donne la preuve manifeste de l'exis-

tence d'une civilisation qui, pour être jeune, n'en est pas moins élevée, d'une civilisation en plein développement, à qui sourit un magnifique avenir.

En même temps que cette évolution littéraire s'accomplissait une évolution intellectuelle dans l'ensemble du peuple tchèque. Les luttes furieuses et incessantes menées depuis 1848 et surtout depuis 1867 pour l'établissement d'un enseignement national tchèque aboutirent à la constitution d'une véritable école tchèque. En 1914, nous avions, en Bohême, Moravie et Silésie près de 6.000 écoles primaires tchèques (soit à peu près une école pour 1.200 habitants tchèques), 110 gymnases et écoles réales, 27 écoles commerciales, 12 écoles industrielles secondaires, 19 écoles agricoles et 46 écoles agricoles de saison, 15 lycées pour les jeunes filles, des académies d'art (peinture et sculpture) et de musique, une Université et deux Ecoles techniques supérieures. Ces écoles ont fait du peuple tchèque un peuple instruit (il n'y a presque pas d'illettrés) et conscient de son individualité. Si on a pu dire qu'en 1866 ce fut l'instituteur prussien qui battit l'Autriche, on peut dire avec raison aujourd'hui que c'est l'instituteur tchèque qui, dans la guerre actuelle, bat le gouvernement de Vienne. Au point de vue intellectuel, le peuple tchèque à la veille de la guerre avait une psychologie assez semblable, dans un certain sens, à celle des Allemands d'Allemagne. On sentait, en effet, en Bohême qu'une crise terrible approchait. On voyait partout les Allemands se préparer et s'armer jusqu'aux dents ; et donc, sans même se rendre compte des raisons et du moment pour lesquels ils se préparaient, les Tchèques, de leur côté, s'armaient aussi. Leurs seules armes étaient les armes intellectuelles ; aussi travaillaient-ils dans ce sens avec une énergie inouie, avec une fureur instinctive, et cette anxiété qui étreint les cœurs quand on pressent quelque chose de formidable. L'âme de la nation, pleine d'angoisse s'orientait dans une seule direction : être prête pour la lutte à mort contre l'Autriche. Ainsi s'explique l'unanimité sur la question de la

guerre, qui se forma en Bohême, parmi les Tchèques, le jour où éclata la grande catastrophe.

L'état économique n'était pas moins satisfaisant. En 1848, le peuple tchèque se composait d'une masse agricole assez forte, mais assez obscure et dont le rôle n'avait pas encore grande importance, d'une classe ouvrière exploitée par la bourgeoisie allemande (il n'existait pas de bourgeoisie industrielle tchèque) et d'une poignée d'intellectuels, instruits dans les écoles allemandes. Mais en 1860 déjà on rencontre une classe bourgeoise tchèque, encore peu nombreuse; et en 1878 le parti socialiste tchécoslovaque se crée en face de la bourgeoisie tchèque. En 1890, l'industrie et le commerce tchèques sont en plein développement. Dix ans plus tard la naissance du parti agrarien tchèque montre que la bourgeoisie agricole est définitivement formée. La haute finance tchèque suit le mouvement, et prépare son avènement. Dans une période de cinq années seulement (1907-1912) huit grandes banques tchèques se fondent. En même temps le capital, la finance ainsi que l'industrie et le commerce tchèques créent un nombre considérable d'entreprises industrielles, commerciales et bancaires en Galicie, en Autriche, en Hongrie et dans les Balkans (Lwow, Cracovie, Tarnopol, Przemysl, Czernovice, Vienne, Budapest, Trieste, Zagreb, Belgrade, Bucarest, Sofia, etc.) Le progrès de ce mouvement qui créa une vie économique proprement tchèque vaudrait d'être suivi dans tous ses détails. On verrait comment l'ouvrier tchèque est devenu peu à peu un petit bourgeois, le petit bourgeois s'enhardissant aux entreprises un commerçant, puis un capitaliste et un financier; on pourrait constater comment cette évolution s'est faite suivant un plan systématique, qui comprenait deux moyens: 1° le boycottage national des entreprises allemandes, habilement et inplacablement pratiqué jusque dans les plus petits villages de Bohême et de Moravie; 2° l'épargne tchèque érigée en système et défendue âprement par tous les moyens, pour conserver aux entreprises financières tchèques le moindre centime de provenance tchèque.

Pendant qu'on créait dans les travaux quotidiens un esprit tchèque, une littérature tchèque, une économie nationale tchèque, on nettoyait les villes tchèques de l'élément étranger. C'est ainsi que, dans les dernières quarante années, on a pu en Bohême et en Moravie arrondir les territoires tchèques et même, grâce à ce merveilleux développement économique, faire d'entreprises économiques auparavant allemandes des entreprises tchèques, par une conséquence nécessaire de cet encerclement par les nationaux de tout ce qui était étranger.

Ainsi fut obtenu le résultat étonnant qu'en Autriche les Tchèques avaient à la veille de la guerre une position sur plusieurs points prépondérante; car leur situation économique et leur force intellectuelle avaient facilement contrebalancé la puissance allemande qui en 1848 et encore en 1867 paraissait à jamais assurée. On peut constater aujourd'hui que certaines branches de l'industrie autrichienne étaient presque entièrement entre des mains tchèques, que la finance tchèque était entièrement émancipée de la place de Vienne, encore qu'avant la guerre celle-ci jouât malgré tout un certain rôle parmi les marchés internationaux, et que les banques tchèques, qui avaient réussi à faire concurrence aux Allemands jusqu'à Vienne, possédaient un capital entièrement tchèque qui dépassait en 1914 cinq milliards de couronnes. Une telle force économique, appuyée sur tant de conscience nationale et de puissance intellectuelle et morale, n'était pas négligeable au moment où l'Autriche se préparait à provoquer le conflit mondial.

Le progrès de la renaissance tchèque s'acheva par la rénovation des rapports étroits entre les Tchèques et les Slovaques. On sait que les Slovaques, au XIX^e^ siècle, se séparèrent des Tchèques au point de vue littéraire tout en leur restant intimement attachés pour tout le reste. Le fait qu'ils appartenaient à l'Etat hongrois et étaient par suite politiquement séparés des Tchèques les contraignait à avoir une autre politique que les Tchèques, ce qui était une cause d'éloignement. Mais, autour de l'année 1900, un vaste travail d'approche

commença. De grandes sociétés se fondèrent en Bohême pour resserrer les liens entre Tchèques et Slovaques. Dans les écoles, les instituteurs tinrent pour leur devoir sacré d'apprendre aux enfants à connaître les Slovaques et de les persuader que ces deux rameaux slaves ne sont qu'un seul et même peuple. Des spécialistes, en grand nombre, voyagèrent en Slovaquie pour fortifier les sympathies mutuelles par les relations personnelles. Finalement, les Tchèques s'attachèrent à introduire dans les écoles des pays Tchèques l'enseignement de la littérature, de la vie politique, sociale, artistique, économique des Slovaques. Malgré les résistances de Vienne et de Budapest, ils y réussirent six ans avant la guerre. — Ces faits ont été d'une importance capitale pour la politique des Tchèques durant la guerre. Tout ce travail a porté ses fruits ; car, du premier moment où les Tchèques ont pu parler publiquement, ils ont aussitôt proclamé que le but auquel ils entendaient absolument parvenir était l'unification avec les Slovaques.

*
**

On peut être surpris de constater que l'évolution politique n'a pas marché du même pas que l'évolution littéraire, intellectuelle et économique. Le programme politique des Tchèques est bien connu. Depuis le VII[e] siècle, ils formaient un Etat national indépendant. Les derniers restes de cette indépendance sombrèrent, en 1749, sous les coups de l'absolutisme de Vienne, alors incarné par Marie-Thérèse. Mais le programme de l'indépendance fut repris aussitôt que les Tchèques essayèrent de nouveau de concevoir une politique tchèque. Dans l'ère révolutionnaire de 1848, il fut proclamé par Palacky, Havlicek et Rieger, et, depuis lors, il n'a jamais été abandonné. C'est le programme qu'on appelle généralement en Bohême le programme du droit historique de la Bohême.

Malheureusement, depuis 1848, les Tchèques ont éprouvé dans leurs luttes politiques force désillusions.

D'abord l'échec de la Révolution, l'absolutisme, la fin tragique de Havlicek, le régime de Bach. Puis les vaines promesses de l'empereur François-Joseph, en 1860, 1861, 1867, 1871 ; l'opposition des Magyars, des Allemands autrichiens et de Berlin à leurs revendications ; surtout la défaite complète de toute leur tactique de 1848 à 1878, tactique radicale, imitée de la tactique magyare, et qui visait les mêmes résultats ; tactique d'opposition passive, qui, pour forcer Vienne à transformer le dualisme austro-hongrois en un trialisme austro-hongrois-tchèque, refusait de reconnaître le Parlement centraliste de Vienne et d'y prendre part au travail législatif.

La guerre actuelle a montré que dans leurs luttes politiques pour l'indépendance les Tchèques se heurtaient à des obstacles beaucoup plus forts et beaucoup plus grands qu'ils ne le pensaient eux-mêmes, car, on le voit aujourd'hui, pour triompher de ces obstacles, il faudra abattre à la fois l'Etat autrichien et l'Allemagne. Ils ne se rendaient pas compte exactement de cette vérité dans a première période de leur politique ; mais, en 1878,ils se virent forcés de changer de tactique, d'entrer au Parlement de Vienne et au lieu d'obtenir d'un seul coup tous les droits qu'ils revendiquaient comme les Magyars en 1867, et de constituer ainsi leur Etat national, ils durent procéder par de petits progrès incessants, conquérir peu à peu les droits électoraux, la liberté d'instruction, la liberté de l'usage de leur langue, marcher par étapes, grâce au bulletin de vote, à travers une longue période de luttes, vers la constitution de leur Etat indépendant.

Cette nouvelle tactique politique correspondait admirablement à la méthode du travail de résurrection nationale que nous avons vu plus haut appliquée aux autres domaines de la vie nationale. On l'appela la tactique réaliste. Mais autant elle pouvait être efficace sur le terrain intellectuel et économique, autant elle était dangereuse sur

le terrain politique, car elle aboutissait nécessairement à l'opportunisme, qui est toujours un danger, et surtout pour une minorité.

Il s'en suivit naturellement que les progrès intellectuels et économiques des Tchèques furent continuels et surprenants, tandis que leurs progrès politiques furent minimes, insignifiants. Car s'il était presque impossible aux Allemands et au gouvernement d'arrêter le lent et énergique travail intellectuel et économique de la nation, il leur restait toujours d'innombrables obstacles à dresser devant les Tchèques dans leur lutte politique. L'insuccès politique entraina, comme toujours, de véhémentes discordes au sein de la nation entre ceux qui voulaient revenir à l'ancienne tactique radicale et ceux qui acceptaient la tactique opportuniste.

Les Vieux Tchèques, qui avaient d'abord suivi l'orientation radicale, se rallièrent en 1878 devant son insuccès à la tactique opportuniste ; mais ils furent renversés en 1891 par les Jeunes Tchèques, qui jugeaient leur opportunisme excessif et dangereux. Eux-mêmes, entrés au Parlement pour y faire une politique plus radicale, finirent d'ailleurs dans le même opportunisme.

De 1867 à 1890, le développement économique des pays Tchèques avait atteint un tel degré qu'une énergique politique économique et sociale s'imposait. La nation qui, en 1867, ne connaissait guère la division en classes sociales, était en 1890 déjà très différenciée. La Bohême de 1890 ressemblait à une ruche immense, où s'accomplissait un travail formidable dont le but confusément senti par tous les Tchèques — la conquête de la liberté politique et nationale — était commun à tous, bien que parfois, les divers classes sociales, ardentes à la satisfaction de leurs intérêts immédiats, le perdissent de vue.

De cette évolution sortirent les nouveaux partis politiques. Après n'avoir connu qu'un seul parti, vieux tchèque, puis jeune tchèque, la nation vit

se former une foule de jeunes partis politiques, très actifs et très bruyants, expression vivante de cette âpre lutte entre les intérêts collectifs de la nation tendant vers la politique radicale de l'indépendance et les intérêts matériels immédiats de diverses classes sociales. En 1889 le parti socialiste est officiellement constitué ; en 1893 se forme le parti radical-progressiste, qui continue la politique radicale d'indépendance; en 1897, le parti ouvrier national-social (national-radical) qui essaye de combiner les deux tactiques; en 1900 le parti réaliste de Masaryk, expression scientifique de la combinaison de ces deux tactiques; enfin, en 1901, le parti agrarien, né pour une part d'une sécession du parti jeune tchèque.

L'unité de la politique nationale se relâcha ainsi. Pour satisfaire les intérêts économiques de leurs électeurs, les partis étaient souvent obligés d'abandonner les luttes et les revendications nationales. D'autre part, le gouvernement de Vienne savait fort bien exploiter cette situation en Bohême pour paralyser les efforts séparatistes des Tchèques. Pour attirer les socialistes, il leur promit les retraites ouvrières; pour détourner les Jeunes Tchèques de la politique radicale nationaliste, il fit entrevoir à leurs électeurs, industriels et commerçants, des lois économiques favorables à leurs intérêts; pour corrompre les agrariens, il leur offrit des subventions et des tarifs protectionnistes. Ce régime entrainait des conflits à l'intérieur des partis eux-mêmes, et répandait dans la nation un esprit de corruption et de méfiance favorable aux luttes intestines, créant un milieu où les querelles personnelles ne trouvaient que trop de prétextes à éclater. Mais il favorisait l'esprit d'entreprise du peuple et augmentait puissamment sa force intérieure, son importance sociale et son influence dans les affaires de l'Etat.

Ainsi se formaient, dans le peuple et parmi les électeurs, deux courants opposés : le *courant de la politique radicale nationaliste,* qui tendait à paralyser com-

plètement le fonctionnement de l'Etat autrichien par le sabotage du Parlement et l'effort pour la révision constitutionnelle avec reconnaissance des droits historiques de la Bohême, mais qui impliquait la renonciation aux petits avantages économiques de la vie courante, que les électeurs exigeaient avant tout de leurs députés et de leurs chefs de partis; et le *courant de la politique économique et sociale,* avide précisément de ces petits avantages matériels quotidiens, mais qui entrainait le sacrifice des grands intérêts nationaux et l'abandon de la lutte décisive pour l'indépendance.

Ce grave dilemme de la politique tchèque était rendu plus tragique encore par la politique de l'Autriche à l'intérieur et à l'extérieur.

A l'intérieur, la politique autrichienne était le dualisme, c'est-à-dire la prédominance des Allemands et des Magyars. A l'extérieur, c'était la politique de conquêtes dans les Balkans, de banditisme contre la Serbie, la Triplice telle qu'on la comprenait à Vienne. C'était l'inféodation complète à la Prusse, et l'hostilité agressive contre la Russie. A l'intérieur comme à l'extérieur, donc une politique farouchement anti-slave. Fallait-il poursuivre la politique de bouleversement, c'est-à-dire la dissolution de l'Autriche-Hongrie, ou une politique fédéraliste qui supposait la confiance en une transformation prochaine de la monarchie et en un réglement juste et équitable du sort des nations austro-hongroises ? Entreprendre de persuader à l'Autriche-Hongrie d'abandonner la Prusse, de se reconcilier avec la Serbie et de pratiquer à l'égard de la Russie une politique slavophile, ou bien préparer systématiquement la nation au dangereux, mais inévitable conflit du germanisme conquérant et du slavisme toujours opprimé, d'où pouvait sortir pour les Tchécoslovaques la libération définitive?

*
**

La grande majorité des hommes politiques tchèques accepta loyalement la politique de con-

ciliation avec l'Autriche. Sans abandonner leur idéal, c'est-à-dire l'indépendance complète de la Bohême (dans une union personnelle avec l'Autriche), les partis tchèques essayèrent de collaborer avec l'Autriche pour fédéraliser la monarchie. Tous les partis inscrivaient toujours, en tête de leur programme l'indépendance de la Bohême; mais les nécessités de la politique quotidienne les forçaient à s'occuper surtout des problèmes économiques et sociaux. Il semblait, après tout, que la résurrection de la nation tchèque dût s'achever par cette politique sociale réaliste, dont la conséquence sur le terrain international serait la fédération de la monarchie, son détachement de la Prusse et l'orientation de sa politique étrangère vers la Russie, la Serbie et les Slaves en général. Slaviser la politique intérieure de la monarchie en la socialisant et en la démocratisant, n'est-ce pas, au fond, l'idée que tous nos grands hommes politiques, Palacky, Rieger, Matus, Masaryk, Kramar, ont soutenue dans les cinquante dernières années? On nourrissait manifestement en Bohême, avant la guerre, d'agréables illusions. La renaissance tchèque touchait, semblait-il à son couronnement. Masaryck, par ses théories, par son œuvre personnelle et par le groupe qu'il forma autour de lui, fut le dernier des éveilleurs de la nation; il symbolise le travail méthodique et incessant, énergique et acharné de la rénovation intellectuelle. La renaissance économique battait son plein. Un des meilleurs économistes tchèques, un ancien ministre, le professeur A. Braf avait été, avec l'aide de ses élèves, de ses amis, et particulièrement du chef politique actuel de la Bohême, aujourd'hui octogénaire, Karel Matus, le théoricien du vaste mouvement économique pratique qui embrassait toute la Bohême.

Presque sans exception, les partis politiques s'imaginaient que cette force intérieure qu'ils sentaient dans la nation tchèque, renforcée par la conquête quotidienne de petits avantages politiques, finirait par modifier complètement l'Autriche-Hongrie actuelle, changerait sa politique absolutiste, centraliste et antislave en

une politique démocratique, fédéraliste et slavophile, à l'intérieur comme à l'extérieur, la transformerait en un groupement d'Etats confédérés, où la Bohême aurait son entière indépendance d'Etat.

C'est que les Tchèques étaient pleins de fierté nationale, de conscience de leur force, de confiance en eux-mêmes. Mais leur vie publique était trop renfermée en elle-même, concentrée dans un cadre trop étroit. Leur travail intérieur de résurrection les absorbait; et tendant leur action vers la conquête de fortes positions politiques en Autriche, pour bouleverser complètement la monarchie du dedans, ils n'avaient pas d'yeux pour la politique internationale. C'est ainsi qu'ils négligèrent de nouer de solides relations avec leurs amis à l'étranger, et de s'assurer des appuis pour le jour de la catastrophe.

Le gouvernement de Vienne exploitait cette situation, et en particulier le dilemme de la politique nationale-radicale et de la politique sociale, où les Tchèques se trouvaient pris dès qu'ils passaient de la théorie à la pratique. On se demande souvent pourquoi la vie politique intérieure tchèque fut toujours si mouvementée, pourquoi les luttes y furent si âpres, les bouleversements des partis et les changements de personnes si brusques. C'est surtout que les hommes politiques tchèques, à voir les vastes résultats intellectuels et économiques de leur travail national, avaient des regrets et des remords à constater que dans l'ordre politique, pour la réalisation de l'indépendance nationale, le succès était incomparablement moindre. Ils en restaient d'autant plus troublés que la situation économique et sociale les portait à faire une politique d'opportunisme, et qu'ils ne manquaient jamais de censeurs pour la leur reprocher. Puis l'orientation de plus en plus nette de la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie dans le sens anti-slave leur inspirait des doutes toujours plus cruels sur le succès final. Telles sont les causes du trouble constant qui agitait les partis et les groupes parlementaires tchèques en de furieuses querelles. Telle est la source des luttes farouches qui avant

la guerre éloignaient de la vie politique les hommes les plus cultivés de la Bohême, rebutés par ces conditions et ces mœurs, et réduits à se cantonner de plus en plus étroitement dans le travail économique et intellectuel.

La psychologie nationale à la veille de la guerre est certes étrange. Économiquement, les Tchèques sont forts, satisfaits· sur le point d'être les maîtres chez eux. Socialement, la nation est divisée en une classe ouvrière fortement organisée, une classe paysanne riche et fière de ses traditions glorieuses, une bourgeoisie enrichie et consciente de sa force, une haute finance et un haut commerce puissants; enfin la classe intellectuelle, très nombreuse, est sincèrement nationale, anti-allemande et anti-autrichienne. Intellectuellement, le peuple est arrivé à sa maturité : il possède une haute culture, sa vie est facile, sa civilisation fortement nationale, même nationaliste. Car il faut bien se rendre compte que toute cette résurrection ne s'est pas accomplie sans lutte : c'est contre la résistance des Allemands et du gouvernement de Vienne qu'elle a dû se faire. Les souvenirs et les traces de cette lutte glorieuse se retrouvent dans tous les esprits; à l'école d'abord, car c'est par l'enseignement de l'histoire nationale que l'instituteur tchèque a fait de tous les citoyens tchèques les ennemis mortels de la monarchie, dans les sociétés de Sokols et dans les innombrables sociétés d'éducation, de sports, économiques, commerciales, artistiques, qui, toutes sans exception, entretiennent dans les couches profondes du peuple les sentiments anti-allemands et anti-autrichiens et l'idée de la solidarité nationale.

Les Tchèques du XIX[e] et du XX[e] siècles n'ont aucun sentiment dynastique, aucun loyalisme, et à la veille de la guerre moins que jamais. Ils sont Autrichiens par nécessité, mais ils supportent l'ennemi avec dégoût et avec haine.

Quand la guerre éclate, cette situation ambigue devient tragique. Prêts en tout autre domaine à redevenir maîtres d'eux-mêmes, conscients de la force irrésistble de leurs sentiments et sûrs de leur volonté, les

Tchèques se sentaient politiquement faibles, ou plutôt hésitants ; déchirés par leurs luttes continuelles, ébranlés par leurs insuccès, dégoutés des éternelles alternatives de batailles et de compromis avec Vienne, et craignant d'être ses dupes, mais sincèrement décidés pourtant à l'aider à s'émanciper de Berlin et à lui faire si elle le voulait, adopter une politique slavophile, anxieux de l'avenir, ils redoutaient la guerre entre les Germains et les Slaves, et ils ne cessèrent d'avertir Vienne que, si elle éclatait, et que l'Autriche y fût du côté des Allemands, elle les trouverait contre elle. Ils répétaient la phrase célèbre de Palacky : « Nous étions avant l'Autriche nous serons encore après elle », comme un avertissement aux gens de Vienne pour le cas où, malgré les efforts des Tchèques, et malgré leur travail désespéré pour amener l'Autriche à une politique slave fédéraliste, ils déchaineraient la catastrophe, au service de la Prusse.

Dans ce cas, ils n'en faisaient pas mystère, les Tchèques et leurs frères les Slovaques se rangeraient du côté de la Russie et de la France. Le voyage de Palacky en Russie, en 1867, et celui de Rieger en France en 1869, entre les deux guerres de 1866 et de 1870, avaient souligné avec éclat l'orientation durable de leur politique étrangère. Ils n'en esquissèrent jamais d'autre, et, bravant l'Autriche, marquèrent toujours leur volonté de s'atacher à la Russie et à la France. C'avait été la politique de Palacky et de Rieger ; c'était dans les dernières années avant la guerre, la politique affirmée en toute occasion par Kramar.

C'est dans cette situation qu'éclata le coup de revolver qui, tuant l'archiduc François-Ferdinand, donna prétexte à l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie.

Ed. Benes.

(A suivre.)

Les Mouvements métanastasiques dans la Péninsule des Balkans.[1]

La grande invasion des tribus slaves, au début du Moyen-Age, est le point de départ de la distribution et de la formation des peuples des Balkans, de même que la grande invasion des Barbares le fut pour l'Europe centrale et occidentale. Mais la Péninsule balkanique connut une seconde invasion, celle des Turcs, à la fin du XIV^e^ siècle. Elle en fut bouleversée : et il en résulta de nombreuses migrations des peuples balkaniques, qui tantôt restèrent dans le cadre de la Péninsule et tantôt le débordèrent, principalement du côté du Nord. Ces migrations se produisirent pendant toute la durée de la domination turque, c'est-à-dire pendant plus de quatre siècles.

Au début de l'invasion turque, une partie de la population chrétienne des plaines et des bassins se retira dans les régions montagneuses. Mais, en même temps, et plus tard, les migrations prirent des directions différentes et souvent toutes contraires. Elles commencèrent à la fin du XIV^e^ siècle, prirent toute leur ampleur à la fin du XV^e^ et au XVI^e^ et atteignirent leur maximum aux XVII^e^ et XVIII^e^. Elles ne cessèrent pas après la libération des Etats balkaniques, mais reprirent au contraire, surtout après l'affranchissement de la Serbie au début du XIX^e^ siècle. Elles affectèrent toute la population balkanique, mais, en général, les régions méridionales moins que les contrées septentrionales et centrales.

1. *Reproduction d'une des leçons du cours professé à la Sorbonne, durant l'année* 1916-17, *par M. Cvijic, professeur de géographie à l'Université de Belgrade.*

C'est chez les Serbes qu'on constate la plus grande mobilité. On peut distinguer les grandes migrations, avec plusieurs dizaines de mille émigrants, et les petites, qui se faisaient par familles. Ces dernières étaient continues. Sur l'emplacement d'une population qui avait émigré, s'installaient de nouveaux venus, parfois d'une autre langue et d'une autre nationalité. Les pays de population très dense se transformaient, par l'émigration, en pays de population clairsemée ; les villages et les églises délaissés étaient parfois envahis par des forêts et des broussailles. Tous les groupes ethniques de la Péninsule étaient presque constamment en mouvement. Quelquefois les migrations se rassemblaient et se concentraient: on vit alors se former ces courants puissants qui franchirent les frontières de la Péninsule et de l'empire turc pour se déverser sur les pays chrétiens avoisinants. Le plus grand nombre se dirigea vers les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie et vers la Dalmatie; les autres, moins puissantes et moins nombreuses, aboutirent en Transylvanie et dans la Russie méridionale. Quelques courants serbo-croates et albanais traversèrent l'Adriatique et s'installèrent en Italie. Depuis un siècle et demi, la plupart de ces migrations se sont dirigées vers la Serbie moravienne, qui constitue ainsi avec la Croatie, la Dalmatie et la Hongrie méridionale, une région de colonisation récente. Dans chacun de ces pays, une grande partie de la population, souvent plus de la moitié, est venue du Sud et de l'Ouest. En Serbie, l'ancienne population n'entre que pour une partie insignifiante dans le total de la population d'aujourd'hui.

Pour caractériser les migrations dont je parle, pour les différencier d'une part, des invasions et des grandes migrations du début du Moyen-Age, de l'autre, des migrations qui s'opérèrent au cours des conquêtes et de l'agrandissement territorial des Etats balkaniques, entre le IX^e^ siècle et l'invasion turque, et pour en mieux faire ressortir le caractère et la grande importance ethnique, je les désignerai d'un nom spécial : mouve-

ments métanastasiques (du mot grec *metanastasis*, qui signifie changement d'habitats).

*
**

Au cours de mes voyages d'études dans la Péninsule, j'ai constaté la grande importance de ces mouvements métanastasiques pour l'ethnographie balkanique et pour la composition des groupes ethniques au sein d'un même peuple. Il est clair qu'aucune étude sur l'homme et les groupes ethniques (géographie humaine, anthropologie, ethnographie, dialectes) ne peut être entreprise avec fruit sans une connaissance préalable des origines de la population. Les documents historiques ne fournissent sur ces migrations que des renseignements insuffisants. Mais les traditions sur l'origine de la population sont encore partout très vivantes. En remontant à quelques générations, on connaît très bien ses aïeux, leur origine et leurs déplacements. Il existe même des livrets de famille (*citulja*) où sont inscrits les noms des ancêtres et notés les événements importants de leur vie. C'est dans les pays où s'est maintenu le régime patriarcal de la tribu et de la *zadruga* (communauté de famille) que ces traditions se sont le mieux conservées. On a pu compléter les renseignements ainsi fournis par ceux qui résultent de l'étude de la *Slava* (la fête du patron des familles,) des prénoms, des dialectes, des coutumes, etc... Ces recherches ont été poursuivies et organisées, en connexion avec d'autres études de géographie humaine et d'ethnographie, à l'Institut de Géographie de l'Université de Belgrade. De nombreux collaborateurs ont fait des enquêtes en Serbie, en Herzégovine, au Monténégro, en Bosnie, en Macédoine, dans les pays yougo-slaves de l'Autriche-Hongrie.On s'est proposé de faire le « levé » des changements d'habitats, comme on fait un levé topographique ou géologique. Cette grande enquête s'est continuée pendant vingt années, de sorte que nous connaissons aujourd'hui l'origine de la plupart des familles des régions centrales et occidentales de la Péninn-

sule. Une carte a été dressée, à l'échelle du 200.000 (1), montrant l'origine de chaque famille dans presque tous es villages de la Serbie.

Nous commenterons les résultats ainsi obtenus en parlant de l'ethnographie et de la psychologie des peuples balkaniques, et nous rechercherons aussi alors les causes de ces déplacements. Pour le moment, nous ne nous proposons que de déterminer les principaux courants métanastasiques, et de dégager l'influence des caractères géographiques sur ces changements d'habitat et sur la répartition nouvelle des peuples et des groupes ethniques de la Péninsule.

*
**

Les déplacements et les changements d'habitat les plus nombreux qui se soient produits dans la Péninsule, la Grèce exceptée, ont eu lieu vers le Nord, moins par les routes longitudinales que par les routes transversales (2).Ces dernières, parcourues par de nombreux essaims d'émigrants, se transformèrent à l'époque turque en véritables *voies de migrations*. On connait bien les vallées transversales et les *cols métanastasiques* par où se déversèrent vers le Nord les populations des régions centrales et dinariques. Ces voies dessinent les courants de migrations. Mais les émigrants se dirigeaient rarement d'une seule traite des pays d'origine ou *pays-ruches*, d'où la population essaimait comme d'une ruche, vers ceux où ils voulaient s'installer, vers les *pays de colonisation*. Pour des causes multiples, ils s'arrêtaient un ou deux ans, parfois une dizaine d'années, dans quelque contrée intermédiaire, près des routes transversales, et parfois même un peu à l'écart de ces routes: ce sont les *pays de séjour temporaire*. Telles furent les contrées de Sjenica et de l'Ibar supérieur (région de Kolasin) pour les émigrants des pays dinari-

(1) *Cette carte est restée dans une ville de la Serbie envahie.*

(2) *Les communications longitudinales sont les lignes: Morava-Vardar, Morava-Marica, et les routes de Bosnie (Mitrovica-Kossovo vers Sarajevo); les communications transversales, celles de l'Adriatique vers la Péninsule et les cols des Balkans.*

ques ou ceux de Kossovo qui se dirigeaient vers la Serbie moravienne. Cette partie de la Serbie, le pachalik de Belgrade, fut d'autre part une étape pour ceux qui passaient la Save et le Danube. Mais presque tous évitaient les routes de la Morava.

*
**

Régions dinariques et centrales. — Dans les pays occidentaux et centraux de la Péninsule, on peut distinguer quatre principaux courants de migration :

1° *Le courant dinarique,* le plus puissant de tous. Il prenait naissance dans les pays dinariques. Son origine était en général dans les territoires de la Raska et de la Zeta du Moyen-Age ; mais les régions les plus actives, les vrais pays-ruches, étaient l'Herzégovine, le Monténégro et la contrée de Sjenica. Le courant dinarique se ramifiait en trois branches. La principale se dirigeait vers la Serbie moravienne par les routes transversales et se déversait dans ce pays par les cols et par les portes métanastasiques de Mokragora, de Kokin Brod, de Javor et de Raska. De moindre importance étaient les passages de la Drina, ceux de Raca, de Sepak, de Zvornik et de Bajina Basta, parce que la traversée de ce fleuve puissant et rapide était difficile. Ce sont surtout ces émigrants dinariques, qui ont peuplé la Sumadija, le pays entre Morava et Drina. Ce pays, d'un relief peu accusé, mais assez varié, un des plus fertiles de la Péninsule, était couvert de grandes forêts de chênes et de hêtres. On le nomma pour cette raison Sumadija (*Suma*, forêt). Il fut moins opprimé à cause de sa position périphérique, éloignée de Constantinople, et à cause de sa population ardente et vigoureuse, quoique clairsemée : elle n'admettait pas au milieu d'elle l'établissement des Turcs. A la fin du XVIII[e] siècle, le pachalik de Belgrade jouissait même d'une sorte d'autonomie. De nombreux immigrants s'installèrent dans les clairières de la Sumadija. Ce fut, dans la Péninsule, le premier pays

qui se libéra des Turcs. Au début du XIX[e] siècle, il attira presque tous les courants de migration du bloc continental de la Péninsule. Mais le courant dinarique ne peupla pas la vaste plaine de la Morava : cette contrée, en partie marécageuse, ne convenait pas à ces montagnards ; elle fut occupée par d'autres courants de migration. Les dinariques franchirent la plaine de la Morava sans s'y arrêter, et se dispersèrent dans quelques régions montagneuses de la Serbie orientale, entre la Morava et le Timok.

Une autre branche, presque aussi puissante que celle qui aboutissait en Serbie, se dirigea par des vallées longitudinales de la Bosnie, franchit la Save et se déversa dans la Croatie-Slavonie et partiellement dans la Syrmie. Il atteignit Zumberak aux frontières de la Croatie et de la Carniole, puis Ptuj (1) et même les environs de Ljubjana (2) en Carniole, où ces émigrants, isolés, se convertirent, comme d'ailleurs beaucoup d'autres en Croatie et en Dalmatie, à la religion catholique. Les descendants de ces émigrants dinariques forment aujourd'hui plus de la moitié de la population de la Croatie-Slavonie. Les anciens habitants slaves de la Slavonie et de la Croatie actuelles se retirèrent en partie dans la Carniole. Les autres, avec les émigrants dinariques, franchirent la Drave, se dispersèrent dans la Hongrie occidentale, atteignirent même les environs de Vienne et pénétrèrent jusqu'en Moravie.

Une troisième branche moins importante que les précédentes, se dirigea vers l'ouest sur la Dalmatie, en utilisant les routes transversales et les cols et les portes métanastasiques de Prolog, de Narenta, de Krstac, et d'autres encore. Elle atteignit les îles de l'Adriatique et l'Istrie. Presque toute la population des Bouches de Cattaro provient des émigrants du Monténégro et de l'Herzégovine. Favorisés par les Vénitiens qui avaient besoin de ces Uskoks (réfugiés) pour protéger leurs frontières dalmates contre les Turcs, ces émigrants

(1) *En allemand Pettau.*
(2) *En allemand Laibach.*

renforcèrent considérablement la population serbo-croate de Dalmatie. Plus tard, ces Serbo-Croates pénétrèrent dans les villes de la Dalmatie et s'assimilèrent les derniers groupes de population vénitienne ou slave superficiellement italianisée.

Enfin, une branche très faible du courant dinarique se dirigea par la route de Bosnie et par des cols et les vallées transversales de Zleb, de Bistrica, de Pec et de Decani vers les grands bassins de Metohija et de Kossovo, d'où avait émigré la majeure partie de la population serbe.

2° Dans ces dernières contrées se forma le *courant métanastasique de Kossovo*, un des plus anciens de la Péninsule. Ses migrations commencèrent vers la fin du XVI° siècle et ne cessèrent que de nos jours.

Ce que nous appelons le courant métanastasique de Kosovo embrasse les migrations de toute la région entre Skutari et le Kopaonik, c'est-à-dire celle de l'ancienne population serbe de la Zeta inférieure, de Metohija, des environs de Prizren et de Kosovo. Ce courant, jusqu'à la vallée de la Morava, suivit exclusivement les routes transversales, surtout la route de Zeta. Il pénétra dans la Serbie moravienne par de nombreux cols situés entre la vallée de l'Ibar et celle de la Morava méridionale, surtout ceux de Pilatovica et de Blazevo dans le Kopaonik, de Prepolac et de Mrdare qui unissent la vallée du Lab et de la Toplica, le col de Lisice, d'autres encore. Les émigrants d'une partie de la Metohija (la contrée de Pogdor) s'écartèrent de cette direction principale en franchissant le col de Mokragora et en s'arrêtant dans le pays de Kolasin (l'Ibar supérieur), région montagneuse, en dehors des communications, bien abritée et habitée par une vigoureuse population dinarique. De là, ils passèrent les cols de la montagne Rogosna, pour éviter le groupe de population islamisée de la vallée de l'Ibar, en aval de Mitrovica, et atteignirent Raska sur Ibar ou les cols du Kopaonik. Avant que les Albanais ne se fussent installés dans la vallée du Lab (en 1878), le principal courant de

migration se dirigeait par cette vallée et la vallée supérieure de la Toplica. Là, il se ramifiait en deux branches. La principale rejoignait les courants des cols du Kopaonik en formant un courant puissant qui a peuplé une série de bassins de la Serbie moravienne : la contrée de Zupa du Kopaonik, celles de Temnic et de Levac et jusqu'à un certain point la vallée de la Morava. Ce dernier fleuve fut franchi lui-même par les émigrants qui s'installèrent dans la vallée de Resava et dans tous les bassins de la Serbie Orientale, au Nord de la montagne Rtanj. Au contraire des émigrants dinariques, ceux de Kosovo n'occupèrent que les plaines et les pentes des bassins, et ne pénétrèrent que rarement dans les hautes vallées des montagnes. Ce courant puissant a donné encore quelques dérivations insignifiantes qui se dispersèrent dans la Sumadija et jusqu'à la Drina.

Les émigrants de Kosovo qui se séparèrent des précédents et qui furent renforcés par ceux qui traversèrent les autres cols au Sud du Lab ne formèrent pas à proprement parler un courant spécial. Ils se dispersèrent dans les vallées des affluents de la Morava méridionale (Toplica, Jablanica, Pusta Reka, Veternica) et autour de ce fleuve en particulier entre Leskovac et Vranje. Ils franchirent même le fleuve et s'installèrent dans les environs de Nis et surtout à l'est de Nis dans le bassin de Zaplanje.

3°. — Le courant de Kosovo se confondait dans la vallée de la Morava avec le courant *vardarien* ou méridional, qui s'est dispersé en particulier dans cette vallée. Il était formé par des émigrants du bassin du Vardar, au Nord de Djevdjeli (au sud de Djevdjeli, la population resta presque fixée au sol), mais surtout par des émigrants de la Macédoine Occidentale, originaires de Prilep, de Monastir, d'Ohrid, de Debar (1). On y trouve associés des réfugiés serbes d'Albanie, qui s'étaient installés dans ce pays à l'époque de l'invasion slave et pendant la domination serbe, surtout au XIV^e^ siècle. Et enfin il comprenait aussi une grande partie de l'ancienne population de la Morava méridionale.

(1) Dibra *en turc et en albanais.*

Il suivait la route Vardar-Morava. Mais, à l'inverse des courants précédents, il ne se propagea, sauf quelques exceptions insignifiantes, que par des mouvements lents. Les émigrants n'étaient ordinairement que quelques familles, qui changeaient d'habitat en s'avançant toujours vers le Nord, jusqu'à Belgrade — où ils forment encore aujourd'hui la majorité de la population du faubourg de Palilula, — Smederevo (1), Grocka et Gradiste sur le Danube. Ils ne s'éloignaient que rarement de la vallée de la Morava pour pénétrer dans les larges vallées inférieures de ses affluents.

4°. — Les deux courants de Kosovo et du Vardar, formèrent avec l'ancienne population de la Serbie moravienne de nouveaux courants très puissants qui franchirent la Save et le Danube et se déversèrent dans la Hongrie méridionale parmi l'ancienne population serbo-croate établie dans cette région depuis le temps des grandes invasions et renforcée par quelques migrations serbes insignifiantes du Moyen-Age.

Les documents historiques font mention de huit migrations principales depuis la fin du XIV^e^ siècle jusqu'à la fin du XVIII^e^. Toutefois, la migration la plus importante de la fin du XVII^e^ siècle, qui se composait de 37.000 familles, se forma sur le territoire de Metohija et de Kosovo; mais, en traversant la Serbie moravienne, elle entraîna, avec une partie de l'ancienne population, celle qui provenait des nouveaux courants métanastasiques, même du courant dinarique. Ce sont ces migrations qui ont peuplé le Banat, la Backa, la Syrmie et une partie de la Slavonie orientale. A l'est de la Hongrie, ces émigrants traversèrent même le fleuve Moris (2) et s'installèrent dans les environs d'Arad, de Vilagos, de Batanja, de Pecka, etc... à Lugos et Karansebes. Un groupe très ancien d'émigrants serbes, originaires de la Crna Reka en Serbie, s'est conservé jusqu'aujourd'hui à Krasova, dans le Banat oriental. Au nord de la Hongrie, ils se fixèrent non seulement à

(1) *Le* Semendria *de la littérature historique.*
(2) Maros *en magyar.*

Budapest et sur l'île de Czepel, mais encore à Szent-Endre au nord de Budapest et à Komorn. Le premier chef civil des Serbes émigrés, nommé par l'empereur d'Autriche (11 avril 1691), fut un Serbe de Komorn, originaire de Monastir. De la fin du XVI^e^ jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle, on désigna ces contrées de la Hongrie sous le nom de Rascia, Raska, pour indiquer l'origine de la population (Czoernig, *Ethnographie*, p. 161).

Il y a donc eu deux courants, différents jusqu'à un certain point, qui ont peuplé les pays situés au delà de la Save et du Danube. Dans le Banat, la Backa et la Syrmie se sont principalement installés les émigrants venus avec les courants de Kosovo et du Vardar, et ceux qui appartenaient à l'ancienne population de la Serbie, parmi lesquels il faut compter un grand nombre de dinariques. D'autre part, dans la Slavonie occidentale, en Croatie et dans la partie méridionale de la Carniole, pénétrèrent surtout les dinariques de la Bosnie et de l'Herzégovine, sans passer par la Serbie moravienne. Mais ces courants métanastasiques n'étaient pas précisément séparés. Des émigrants de la Serbie moravienne s'établirent même dans la Slavonie occidentale, tandis que les dinariques de Bosnie-Herzégovine, et spécialement dans les dernières dizaines d'années ceux de la Lika, pénétraient dans les plaines de Syrmie, de la Backa et du Banat. Un groupe important d'émigrants catholiques de l'Herzégovine, du fleuve Buna et des autres régions, les *Bunjevci*, s'est fixé dans la Backa septentrionale, aux environs de Sombor, de Baja et de Subotica (1). Il forme avec les Serbes orthodoxes a majorité de la population dans cette ville.

En abandonnant les contrées où s'étaient déroulés les faits les plus glorieux de l'histoire serbe pour passer dans la Hongrie méridionale, ces émigrants y apportèrent leurs traditions historiques, un sentiment national

(1) Szabadka *en magyar*, Maria-Theresiopol *dans les atlas français de jadis.*

très vif et une haine profonde des Turcs. C'est d'eux et de l'ancienne population serbo-croate que l'Autriche forma les Confins militaires.

Il est intéressant de noter que, de 1750 à 1752, de nombreuses familles serbes du Banat émigrèrent dans la Russie méridionale, surtout dans les gouvernements de Kherson et Jekaterinoslav. On appela ces contrées la Serbie nouvelle et la Slavo-Serbie. Une partie insignifiante de ces émigrés retourna dans la Serbie orientale, les autres sont aujourd'hui complètement russifiés. Enfin, depuis la libération de la Serbie moravienne jusqu'à nos jours, une migration en sens contraire s'opéra : un certain nombre de familles serbes de la Hongrie méridionale et de la Croatie retournèrent en Serbie. C'est le courant de migration inverse de notre carte.

Il faut enfin noter, parmi les courants de migration intérieure qui ne débordèrent pas les frontières de la Serbie, les déplacements de la population serbe du Timok et du Pek vers la vallée de la Morava inférieure, ainsi que les déplacements des Sopi ou Torlaci vers la vallée de la Morava méridionale et les vallées de ses affluents.

*
**

Plate-forme bas-danubienne et bassin de la Marica. — Les courants métanastasiques dans la partie orientale de la Péninsule ne sont pas suffisamment étudiés. D'après ce que nous en connaissons, ils furent moins importants, et presque insignifiants en comparaison des migrations de la partie occidentale et centrale. Les grandes dépressions et les grandes routes du pays bulgare, que pouvaient suivre les migrations, se dirigent vers la Thrace et Constantinople, à travers des contrées habitées par une importante population turque et grecque, et placée, par suite de la proximité du gouvernement central, sous l'étroite influence de l'administration turque. Au Nord, sur la

rive gauche du Danube, il n'existait pas de population bulgare qui eût accueilli facilement les nouveaux venus, et ces pays, d'ailleurs, étaient aussi sous la domination turque. Enfin, la partie orientale de la Bulgarie actuelle était habitée par les masses compactes de la population ottomane, qui se trouvaient en outre disséminées dans presque toute la Bulgarie. Il manquait, dans cette partie orientale, une vaste région, sans population turque et abritée par des forêts, comme était la Sumadija pour les Serbes. Certains villages et villes de la Srednja Gora et du Balkan central, qui jouissaient de quelque liberté, ne pouvaient cependant attirer une population très nombreuse par suite de leur altitude et de l'insuffisance des moyens d'existence. Ce furent ces causes qui empêchèrent, dans la partie orientale de la Péninsule, les mouvements métanastasiques de se fondre en un courant unique, comme ils le firent à l'ouest.

Ils ne furent que de moindre importance. La migration caractéristique du pays bulgare fut la migration intérieure, d'un village à l'autre. En outre, les Balkandzis, les habitants des Balkans et de la Srednja Gora, descendirent par les cols et par les routes transversales sur la plate-forme bas-danubienne et dans le bassin de la Marica, et ce mouvement métanastasique n'a pas cessé même de nos jours. Un courant moins important que le précédent se dirigeait le long de la route longitudinale, vers la Thrace et vers la Serbie moravienne, ou dans le sens opposé .C'est par ces migrations que les jardiniers bulgares se sont installés çà et là jusque dans la vallée de la Morava. Au contraire, on trouve des familles originaires de la Serbie moravienne dispersées jusqu'à la ville d'Ihtiman; de plus, un certain nombre de familles serbes du bassin de Metohija furent transplantées dans la Thrace, aux environs de Kechan et de Malgara (groupes de Bajramic et de Karadzagora).

On a noté une migration bulgare vers la Transylvanie au XIII[e] siècle. Il est probable que de petits groupes bulgares ont franchi le Danube dans les siècles suivants. Mais les mouvements métanastasiques de quel-

que importance s'opérèrent surtout à partir du début du XVIII[e] siècle et ne cessèrent qu'avec l'occupation russe de la Bulgarie en 1877. Presque toutes ces migrations furent la conséquence des guerres russo-turques et se dirigèrent vers le Banat, la Roumanie, la Bessarabie, la Russie méridionale et vers la Dobrudza.

De la libération de la Bulgarie (1878) jusqu'à nos jours, se développent deux courants métanastasiques qui se dirigent de la Thrace, des régions macédoniennes et de la Dobrudza vers la Bulgarie. Il s'opéra dans la partie orientale de la Péninsule le même processus de peuplement qu'en Serbie après la libération, mais sur une moindre échelle.

*
**

Région épiro-albanaise. — A l'inverse des Bulgares, les tribus albanaises opérèrent des mouvements métanastasiques de grande envergure pendant la domination turque. Après l'invasion slave du VI[e] siècle, les Albanais se retirèrent dans les montagnes et sur le littoral de l'Albanie; ils y restèrent isolés, sans aucune manifestation de vie propre. A cette époque, ils ne franchissait que par endroits la vallée du Crni Drim (1) à l'est et la frontière septentrionale de l'Epire au sud. Même l'Albanie, ainsi limitée, subissait l'infiltration de nombreux immigrants serbes, qui s'y installèrent durant la longue domination serbe, surtout dans l'Albanie du Nord. Mais, à l'époque turque, les Albanais témoignèrent presque soudain une force d'expansion considérable. Je ne puis qu'indiquer ici les causes principales de ce phénomène intéressant. Tout d'abord, on remarque, chez les peuples balkaniques, le fait suivant : aux époques où ils restent à l'écart de la civilisation et où ils se replient sur eux-mêmes, ils deviennent plus prolifiques. Ce fut le cas des Albanais, qui restèrent une dizaine de siècles sans relations avec l'extérieur. En outre, dès le début de la suzeraineté turque, la majorité des Albanais se conver-

(1) *Le* Drin noir *de nos cartes. Les Turcs, les Albanais et les Grecs disent* Drin, *mais les Serbes* Drim.

tit à l'Islam. Seuls musulmans parmi les peuples balkaniques, ils acquirent une liberté presque absolue et devinrent dominateurs et oppresseurs. C'est par ces deux causes réunies, fécondité et islamisme, que peut s'expliquer la force d'expansion des Albanais.

Les Serbes d'Albanie furent albanisés, excepté ceux du pays de Golobo sur la rive gauche du Drim noir et ceux qui se réfugièrent dans l'intérieur de la Péninsule. En même temps commencèrent les grandes migrations albanaises. On y peut distinguer quatre courants principaux :

1. *Le courant malissore* embrassant les tribus malissores d'origine mixte serbo-albanaise qui habitent les vallées des Prokletije entre Skutari et le bassin de Metohija. Ce courant se ramifia en deux branches, dont l'une se dirigea dans les plaines de Metohija où la population serbe, à la suite de l'émigration vers la Serbie moravienne et vers la Hongrie, était clairsemée. L'autre branche passa par les cols des Prokletije dans la vallée de l'Ibar supérieur entre Rozaj et Ribaric : de là, elle se dispersa à l'ouest de Novi-Pazar et de Sjenica et s'assimila à la population serbe. Quelques groupes de Malissores de religion catholique se convertirent à l'Islam ; mais, mêlés avec les Serbes islamisés, ils adoptèrent la langue serbe, qui d'ailleurs ne leur était pas inconnue. Seuls les Klimenti de Pester, qui s'y installèrent vers 1700 et se convertirent à l'Islam, parlent encore albanais et serbe.

2. Plus important fut le *courant de Dukadjin* qui embrassait la population albanaise du Drim, avec les Mirdites, et celle des contrées de Mati et de Lurja. Ce courant, suivant les routes transversales, surtout la *via di Zenta*, pénétra dans la contrée de la Ljuma, en partie dans les autres vallées de la Sarplanina, dans les environs de Prizren, dans la Metohija et vers Kosovo. Presque tous les émigrants de ce courant ont dû passer par deux ponts, le Vezirov Most sur le Drim et le Ljumski Most près de Ljum-Kula. Dans les pays de colonisation, la plupart des Mirdites catholiques se convertirent à l'islam.

3. Le *courant de Skumbia* embrassait la population de l'Albanie centrale et pénétra par l'ancienne voie romaine, la *Via Egnatia,* dans la Macédoine occidentale. Mais ici, les Albanais trouvèrent une population plus dense et des contrées moins fertiles qui n'exercèrent sur eux qu'une faible attraction. En dehors de la *Via Egnatia,* au nord de Struga et d'Ohrid, les pasteurs albanais franchirent le Drim noir et les montagnes élevées et prirent possession de quelques contrées montagneuses autour de Debar en expulsant ou en assimilant les Serbes qui s'y trouvaient Ils pénétrèrent dans le bassin de Tetovo et dans les environs de Skoplje, et en groupes dispersés jusqu'au Vardar.

4. Enfin, le *courant des Tosques,* qui comprenait en particulier les Albanais orthodoxes de l'Albanie méridionale et de l'Epire, se dirigea par la route longitudinale de l'Epire vers la Grèce centrale et même vers le Péloponèse. Il semble que ç'ait été le plus puissant courant de migration albanaise.

Jovan Cvijic.

La révolution à Petrograd.

(Notes d'un temoin.)

Le samedi 25 février, je note dans mon journal: « Les coups de revolver du grand-duc Dimitri Pavlovic et du prince Jusupov, qui ont tué Rasputin et qui marquent le commencement de la Révolution de 1917, viennent d'avoir leur suite logique. Aujourd'hui sur le Nevski, (1) l'on vient de tirer sur la foule, et de tuer plusieurs dizaines de personnes, en face de l'Hôtel de Ville..... J'ai pu en sortir indemne en tournant dans la rue Michel (Mikhaïlovskaïa) et en montant chez des amis, à l'Hôtel de l'Europe. »

Mais ne précipitons pas, et procédons par ordre.

14-24 *février* (vieux style). — On attendait des troubles pour le 14 février, jour de la réouverture de la Douma. Protopopov, le ministre de l'intérieur, avait décidé, d'accord avec Carskoïe Selo (2), d'en finir avec la Révolution. A cet effet, il avait concentré à Petrograd autant de troupes qu'il avait pu, et armé tous les gorodovoïs (sergents de ville), outre leurs revolvers, de mitrailleuses, placées en différentes parties de la capitale, de préférence sur les toits, les clochers des églises et cathédrales, et les tourelles de certaines maisons des principales places et voies publiques. Mais malgré l'inquiétude et l'angoisse générales, ce jour-là se passa sans incident.

Près de 300.000 ouvriers étaient en grève, mais sans descendre dans la rue. Il n'y eut que des manifestations partielles : des groupes d'ouvriers essayaient de marcher vers la Perspective Nevski, en chantant des chants révolutionnaires. Protopopov reçut des remerciements de Nicolas II pour « l'heureuse issue » de la journée du 14 février.

(1) La Perspective Newski, la grande avenue de Petrograd.
(2) Résidence de la cour.

Les résultats de cette journée furent cependant tout le contraire de ce que Protopopov en avait attendu. Les « préparatifs » et la possibilité d'une effusion de sang devinrent le sujet de toutes les préoccupations et de toutes les conversations dans le peuple et dans l'armée : la « propagande » se faisait automatiquement et allait en grandisant. La question du ravitaillement et la crise de pain, qui se traduisait par l'attente souvent inutile devant les boulangeries de foules de femmes et d'enfants, augmentaient le mécontentement général du peuple.

La journée du 19 février marque le tournant dans l'attitude de la population. Dans les « queues » où stationnent les femmes, on commence à entendre des malédictions et des menaces.

Le 21, nous apprenons que des boutiques viennent d'être pillées dans le « quartier de Petrograd » (Petrogradskaïa Storona), ainsi que dans d'autres quartiers.

L'attitude insensée prise à la Douma par le ministre de l'Agriculture, Rittich, et celle du fonctionnaire préposé par lui au ravitaillement, un nommé Weiss, fut la dernière goutte qui fit déborder la coupe. Lorsque, le 22 février, la direction des usines Putilov proclama la fermeture des ateliers, sous prétexte des troubles imaginaires, les manifestations, d'ailleurs paisibles, reprirent au cri de ralliement: « du pain! »

Le 23 février, (un jeudi), des masses compactes d'ouvriers se mirent à converger vers le centre de la ville. Pas de chocs et d'effusion de sang à signaler.

Mais le 24 février commencent déjà les rencontres sanglantes au Nevski près du Liteini et en face de l'Hôtel de Ville. Ici 12 personnes sont tuées et un grand nombre blessées.

La foule, traitreusement fusillée par les mitrailleuses invisibles, saccage le café et la boulangerie « Pekar » (en face de l'Hôtel de Ville et de l'Hôtel de l'Europe), d'où était partie la fusillade. Des milliers de personnes envahissent la place de Kazan (1), toute proche, et entonnent les chants révolutionnaires. Surviennent les cosaques. La foule les accueille aux cris : « Vivent les cosaques ! Du pain ! du pain ! »

Les officiers et les cosaques supplient la foule de se disperser, car ils ont l'ordre de tirer. La foule obéit en fraternisant avec les cosaques. Presqu'au même moment, un peu plus bas, près de la

(1) De la Cathédrale.

gare Nicolas et de la place Znamenskaïa, un policier frappe dans la foule un étudiant; mais un cosaque, d'un coup de fusil, abat le policier... Cela suffit pour que dans la foule et ensuite dans toute la ville naissent spontanément l'espoir d'abord et bien vite la certitude que « l'armée ne tirera pas sur la foule », ne marchera pas contre le peuple soulevé. Le moral de la population des quartiers excentriques est du coup relevé. Les ouvriers ne font plus aucune attention aux ordres de la police et se préparent à lui résister.

Le même soir, des rencontres ont lieu entre la foule et la police. Plusieurs policiers sont blessés, dont un des chefs, le colonel Chalfeïev.

Des troupes qui se rendent à la gare pour partir au front traversent les quartiers où l'on manifeste. La foule les acclame et leur crie : « Dites à nos frères dans les tranchées ce qui se passe ici, à l'arrière ».

Cette fraternisation de la foule et des troupes est encore toute morale, mais déjà symbolique. Elle va se transformer, les jours suivants, en alliance et en union réelles, pour l'assaut final contre la tyranie et les traitres. Le soir, la réunion des ministres et des présidents des deux chambres, convoquée d'urgence par Rodzianko, remet à la municipalité le ravitaillement de la capitale.

25 *février*. — Ce jour est marqué, dès le matin, par l'apparition des troupes dans les rues. La ville est divisée en secteurs, à la tête desquels sont mis les chefs des régiments. A Vasili Ostrov, un officier tue d'un coup de revolver un ouvrier qui s'était mis à haranguer les soldats. Mais ces derniers se comportent amicalement avec la foule, refusant de tirer ou tirant en l'air.

Dans le quartier de Vyborg (Vyborgskaïa Storona), on tire sur la foule, tuant et blessant beaucoup de monde : on a su après que c'étaient des gorodovoïs invisibles qui tiraient sur la foule des lucarnes des maisons au haut desquelles ils étaient postés à l'avance, selon le plan infernal de Propopov.

Même fusillade près de l'Hôtel de Ville par les gorodovoïs déguisés (que la foule surnomme « Pharaons »). Des fenêtres de la salle de lecture de l'Hôtel de l'Europe, où je me trouve en ce moment avec mon ami de M., un Français, homme de lettres distingué, nous sommes — à deux pas du lieu de la fusillade — témoins de la panique de la foule, prise en traître par les policiers

apostés par Protopopov. Nous voyons les gens courir, les chevaux emballés galoper en emportant dans leur course folle des traîneaux renversés, une vague humaine d'ouvriers, de collégiens, d'étudiants, de jeunes filles, de femmes, inonder la chaussée et les trottoirs de la Mikhaïlovskaïa...

De M. me demande: « Qu'en pensez-vous?.....

— Mon ami », lui dis-je, « c'est la Révolution qui sort dans la rue et qui ne s'arrêtera plus tant que l'« Allemande » (la tsarine Alexandra Fedorovna) restera au pouvoir, et interviendra non seulement dans le gouvernement du pays, mais aussi dans le commandement suprême. C'est la trahison placée en permanence à la tête et au cœur du gouvernement, avec Protopopov, remplaçant Rasputin, comme exécuteur des hautes œuvres de l'impératrice et de sa clique allemande des Fredericks, des Grünwald, des Voeïkov etc.

— Alors, c'est sérieux?

— C'est tragique, et j'entends déjà les craquements du trône des Romanov... »

On apporte une femme ramassée sur la chaussée. Nous la croyons morte : elle n'est qu'évanouie de frayeur.

Je rentre chez moi à pied, car il n'y a plus ni voitures, ni tramways, et je me mets au téléphone pour me renseigner.

C. me dit qu'on vient de donner l'ordre de sévir le lendemain : on conseille de ne pas sortir dans les rues.

Les journaux du matin, *Den, Birjevya Védomosti* et *Ruskaïa Volia* n'ont pas paru.

Nous sommes réunis tous à la rédaction du *Vetchernee Vremia* avec le directeur politique du journal, Boris Souvorin, arrivé en permision du front, où il fait son devoir comme engagé volontaire. Le journal ne peut pas paraître, les ouvriers étant partis.

Le directeur du *Novoe Vremia,* Michel Souvorin, le frère de Boris, vient aux nouvelles.

On est unanime à reconnaître que la seule chance de salut pour le régime, c'est de renvoyer le gouvernement actuel et d'en nommer un qui soit « responsable devant la Douma » — Pourvu que cette concession n'arrive pas trop tard! dit quelqu'un.

On est d'accord aussi pour reconnaître que les ouvriers commettent une faute en empêchant la publication des journaux. Il serait dans leur intérêt, au contraire, de les faire paraître et

de ne pas laisser la population sans nouvelles au moment où se déroulent des événements de cette envergure. Je ne sais si dans ce raisonnement n'entrent pas pour beaucoup, ou du moins pour une certaine part, l'instinct et le sentiment professionnels; je tiens toutefois le raisonnement pour juste. Boris Souvorin convient, par téléphone, avec Gessen, directeur de la *Retch*, de convoquer le lendemain l'Association des rédacteurs en chef des journaux de Petrograd. Mais les événements se précipitent.

A l'Hôtel de Ville, les conseillers municipaux tiennent séance, sous la présidence du maire. Les délégués des patronages municipaux et des inspecteurs municipaux d'alimentation (créés pendant la guerre) assistent à la réunion.

Celle-ci, tout de suite, prend le caractère d'une séance de protestation. Les députés Singarev, Kerenski et d'autres prononcent des discours enflammés, dénonçant les assassinats de la journée, en réclamant la cessation, exigeant des garanties que toute promesse du gouvernement sera tenue.

Finalement on décide à l'unanimité :

1° d'accepter la direction générale du ravitaillement, dont le gouvernement lui-même s'est dessaisi la veille en faveur de la municipalité, à condition d'en écarter complètement toute ingérence gouvernementale ; 2° de s'adjoindre les organes électifs existants et, en général, toutes les organisations publiques, municipales et privées, qui s'occupent de la matière ; 3° de demander la cessation des fusillades et la mise en liberté de tous les citoyens arrêtés pendant les derniers jours, et de déléguer d'urgence auprès du prince Golitzyn, président du conseil, le maire Lelianov et le député Singarev, pour lui soumettre ces trois points.

Vers une heure du matin, Lelianov et Singarev peuvent causer avec le prince Golitzyn, qui prétend ne pas même savoir que des arrestations aient eu lieu! C'est probablement l' « Okhrana » (sûreté politique spéciale) qui les a faites, dit-il. Quant à la fusillade, il s'en déclare l'adversaire résolu.

Le président du conseil ne pouvait cependant pas ignorer les préparatifs de Protopopov, assisté de toute la police et du préfet de la ville, le général Balk : c'est donc qu'il a menti aux délégués.

La réunion très montée, très indignée contre le gouvernement, se sépare vers 2 heures du matin. Mais Protopopov furieux

contre la réunion qui s'est tenue la veille au Palais Marie, sur l'initiative de Rodzianko, pour remettre à la municipalité le ravitaillement de la capitale et où étaient convoqués tous les ministres, excepté lui, fait de violents reproches au président du conseil.

— « Mais c'est Rodzianko qui nous a convoqués, le président de la Douma...

— Je me f.. de votre Rodzianko. Je dissoudrai la Douma, et Rodzianko ne sera plus rien, et je le ferai arrêter. »

Et, en effet, Protopopov obtient, par la tsarine, le renvoi de la Douma jusqu'à une date à fixer, « pas avant le 1er avril ». Il espère jusque là « noyer le pays dans le sang », comme il l'a promis, et « en finir avec la canaille ». Cette même nuit, il ordonne à un de ses fonctionnaires de parcourir la ville, de voir si toutes les mesures sont bien prises et de lui en rendre un compte exact le lendemain matin.

Le *26 février*, le président de la Douma qui se multiplie pour prévenir qui de droit et sauver « la patrie et la dynastie », envoie au tsar le télégramme suivant: « Situation grave. L'anarchie règne dans la capitale. Le gouvernement est paralysé. Le transport, le ravitaillement et le chauffage sont complètement désorganisés. Le mécontentement général grandit. Dans les rues a lieu une fusillade désordonnée. Les troupes tirent les unes sur les autres. Il est indispensable de confier à un homme jouissant de la confiance du pays la formation d'une nouveau gouvernement. Aucun retard n'est plus possible. Tout retard vaut la mort. J'implore Dieu qu'à cette heure suprême la responsabilité n'en retombe pas sur le monarque ».

Ni cet appel suprême, qui reste inconnu de la foule, ni une résolution analogue du « bloc progressiste » de la Douma n'est entendu.

La foule converge toujours vers le Nevski. On ne voit plus de cosaques ; ils ont été envoyés vers les points excentriques de la capitale, pour y prévenir la population de ne pas aller vers le centre. Là, dans le centre, des policiers revêtus de l'uniforme des soldats des régiments Volinski et Litovski tirent de temps en temps sur la foule: c'est l'œuvre de Protopopov et de son complice le préfet Balk. Les « pharaons » tirent en même temps, invisibles, des lucarnes, des toits, des tourelles des maisons. Je subis une de ces fusillades près de la Karavannaïa. Il y en a de

formidables au coin du Liteini et de la Baseinaïa. Vers le soir, eles deviennent plus fréquentes et plus générales, gagnant même les petites rues. La ville tombe dans un silence morne. Partout le vide, excepté dans les quartiers voisins du Nevski, d'où la foule, sous la presse de la force armée, se retire vers la Perspective Souvorov. La Place Znamenskaïa, en face de la gare Nicolas, est occupée par les mitrailleuses. Protopopov prépare une journée sanglante, une journée terrible.

Le 27 février. — De grand matin je suis réveillé par des coups de fusil. La cuisinière et la femme de chambre accourent effrayées.

« — Monsieur, les soldats se sont révoltés, ils remplissent les rues, ils les parcourent en tirant, ils arrêtent les gens, les militaires, ils arrêtent les automobiles et les réquisitionent... Monsieur, les derniers jours sont arrivés... Qu'est-ce qui nous attend? ». Je n'écoute plus les lamentations de ces pauvres femmes. Je cours au téléphone, et je commence à m'informer, de droite et de gauche. Et j'apprends ceci : Dans la nuit, les soldats du régiment Volinski, révoltés de la besogne qu'on leur imposait — tirer sur le peuple qui souffre de la faim et de la trahison allemande installée au pouvoir — et indignés de ce que Protopopov ait fait revêtir leur uniforme aux agents de police et aux gendarmes, sont sortis de leur caserne, complètement armés, et se sont rendus à la caserne du régiment Litovski. Ils ont désarmé leurs officiers, en en tuant quelques-uns, et sont repartis pour « descendre » les autres régiments dans les casernes, et aller dans les rues, où ils tirent en l'air en guise d'alerte et de ralliement.

Bientôt les comités socialistes, qui, la veille, avaient siégé un peu partout en secret, apprennent le soulèvement des Volinci et Litovci (1), et se joignent aux soldats. Les soldats et sous-officiers des régiments de la garde Preobrazenski et Pavlovski, ces derniers révoltés du rôle qu'on a fait jouer la veille à leur uniforme, le même qu'à celui des Volinci, rejoignent vite le mouvement. Les officiers sont désarmés et arrêtés, Un petit nombre seulement tués. Pas d'organisation, pas de mot d'ordre, pas de centre de la Révolution. Heureusement la Douma siége. Quelqu'un lance le mot d'ordre : « A la Douma! ». C'est le salut.

(1) Soldat des regiments Volinski (de Volhynie) et Litovski de Lithuanie).

Le gouverneur militaire, le général Khabalov, a fait afficher la menace d'envoyer sur le front les ouvriers qui ne reprendraient pas le travail. Elle ne produit aucun effet. Les rues se remplissent d'ouvriers, d'étudiants, de citoyens de toutes classes, qui commencent à se mêler aux soldats révoltés..... Les flots de ce peuple et des soldats se dirigent vers la Douma.

A la Douma, les députés sont réunis. L'inquiétude et le désarroi sont dans toutes les âmes. Les plus exaltés veulent qu'on descendre dans la rue, qu'on se mêle au peuple. Miljukov est d'un avis contraire : « tant que nous sommes ici, réunis, nous représentons la Douma ; une fois dans la rue, nous ne sommes que des particuliers sans force morale, sans prestige politique et sans autorité légale ».

Rodzianko adresse un second télégramme au tsar: « La situation empire. Il faut prendre des mesures immédiates, car demain il sera déjà trop tard. La dernière heure a sonné, le sort de la patrie et de la dynastie se décide ».

Cependant le régiment des Semenovci, avec des mitrailleuses entoure le régiment des Volinci. Mais ceux-ci les convainquent de se joindre au mouvement et de collaborer à l'affranchissement du peuple. Les régiments révoltés, musiques en tête et drapeaux rouges déployés, marchent vers la Douma, après avoir envoyé dans tous les autres régiments des émissaires, soldats et civils. Dans les rues, les fusillades de la part des pharaons se multiplient.

Enfin les soldats sont à la Douma et réclament les députés, le président. Des ouvriers, des sous-officiers, des soldats, des intellectuels envahissent la Douma.

Elle vient de recevoir l'ukase de dissolution selon la formule de Protopopov.

Que va-t-elle faire?

« Résister » — s'écrie-t-on de toute part. Le « conseil des doyens » se réunit et décide ceci:

« La Douma ne se sépare pas. Tous les députés restent à leur poste. »

La force armée afflue aux ordres de l'Assemblée.

« Nous sommes 25.000 fusils » disent les révolutionnaires — « et les nôtres amèneront les retardataires. Nous nous mettons à la disposition de la Douma pour libérer le pays et le peuple. For-

mez un gouvernement provisoire, et organisez le pouvoir révolutionnaire. »

Du tsar, pas de réponse ; le gouvernement, disparu... Rodzianko, avec les leaders, n'hésite plus.

A 2 heures et demie de l'après-midi, il réunit les députés de la Douma, et met à l'ordre du jour la question de la constitution d'un « comité provisoire pour assurer l'ordre à Pétrograd et établir les rapports entre différentes institutions et personnes. » Immédiatement après, dans le cabinet de la présidence a lieu l'élection du Comité Provisoire.

Rodzianko, Kerenski, Ckheidze et d'autres, pâles, émus, reçoivent la foule des soldats et les haranguent. L'armée révolutionnaire acclame les députés et leur président. Le pacte est conclu, la Douma se met à la tête du mouvement. La Révolution dès lors a une tête, un centre, dans le corps qui jouit de la plus grande autorité dans le pays ; sa cause est ainsi sauvée.

Vers le soir, le comité s'organise et devient officiel.

Les troupes passent les unes après les autres à la Révolution et « au peuple .»

Les prisons sont prises, et tous les prisonniers relâchés, le Palais de Justice brûlé, l'ancien ministre de la justice, le président actuel du Conseil d'Empire, Sceglovitov, le cerveau de la réaction, arrêté par les membres des comités socialistes et les soldats et conduit à la Douma. La forteresse Pierre et Paul — la Bastille russe — se rend sans résistance au Comité Provisoire de la Douma, qui est le nouveau gouvernement de la Russie. Telle est la première journée victorieuse de la grande Révolution russe.

E. Séménov.

Documents sur la Révolution russe.

Les documents dans le Monde Slave *commence aujourd'hui la publication ont été choisis parmi ceux qui semblaient le plus propres à faire comprendre par des textes authentiques les motifs, l'esprit et le cours de la Révolution russe, dans sa première période, jusqu'à l'abolition du tsarisme et la proclamation de la République. Le choix a été fait sans aucune idée préconçue, sans aucune tendance, pour de simples raisons d'intérêt historique. Ils ont été traduits sur les textes originaux, sans souci d'élégance littéraire, simplement avec exactitude et fidélité.*

Le premier de ces documents est le compte-rendu de la séance de la Douma qui a été comme l'avant-propos de la Révolution.

Séance de la Douma 23 février (9 mars 1917)

(D'après « *Novoje Vremja* », 24 février.)

Le 23 février (8 mars) 1917, à la Douma, on continue à examiner le rapport du ministre de l'agriculture sur le ravitaillement dans l'Empire.

*
**

DEFENSE DU GOUVERNEMENT.

Le député paysan *Gorodilov* rend la Douma responsable de la situation.

— La taxe peu élevée du blé, dit-il, a ruiné le pays, arrêté le commerce et tout le travail agricole. Dans ces conditions, un village ne sèmera de blé que pour ses propres besoins. On nous dit que nos administrations locales sont responsables des prix

fixés. En réalité, c'est la Douma elle-même qui a édicté la loi relative à l'abaissement de la taxe, sur les instances du bloc progressiste soutenu par Miljukov, Sulgine et Sidlovski. On n'a pas admis nos paysans à la discussion; le bloc progressiste y a envoyé des cadets qui ne connaissent absolument pas la vie de la campagne. Messieurs — *Gorodilov* élève la voix — vous accusez les ministres, mais voyez qui fomente l'insurrection dans le pays : c'est le bloc progressiste (voix à droite : *bravo, bravo*). Vous avez — continue *Gorodilov* .. asservi les paysans pour la seconde fois, et vous voulez les contraindre à vendre leur blé à perte. Vous avez introduit une anarchie complète et excité les classes les unes contre les autres. (Voix à droite: *bravo!*). Les paysans voient que les autres classes veulent vivre à leurs dépens et par conséquent, ils ne veulent rien vendre à la ville. Les taxes n'existent ni pour les marchands, ni pour les fabricants; elles ne sont instituées que pour les malheureux paysans. En abaissant le prix du blé, le bloc progressiste a préparé un soulèvement dans le pays. Quand le ministre de l'intérieur Protopopov a compris cette faute et renforcé la police, vous avez tous crié: à bas Protopopov! Au lieu d'accuser le gouvernement, il faut nous regarder nous-mêmes. Avez-vous agi sagement — conclut *Gorodilov* — en choisissant comme fondés de pouvoir pour le ravitaillement des hommes de votre milieu? Le pays en est terriblement mécontent. Croyez-vous donc qu'il n'y a pas sur place des hommes qui sauraient s'en occuper? Les mandataires de la Douma ne devraient servir d'inspecteurs. (*Appl. à droite*).

DISCOURS DE SINGAREV

Singarev répond au ministre de l'agriculture.

— Les faits communiqués par le ministre de l'agriculture au sujet du ravitaillement, des transports et du combustible — dit *Singarev* — ne me satisfont pas entièrement. Qu'a-t-il dit du fond même de la question? Il a indiqué les fautes passées. Naturellement, il y a eu des fautes, et l'on imaginerait difficilement que les gens qui sont à la tête des affaires dans un Empire aussi énorme, puissent ne jamais se tromper.

Quel est le coupable?

La faute la plus grave, à mon point de vue, a été commise par les autorités elles-mêmes, et a consisté en l'absence de direc-

tion et de méthode constante. Ce qui a le plus nui au ravitaillement, ce n'est pas telle ou telle mesure de taxe, mais les variations du principe. On a eu d'abord Naumov, puis Bobrinski, qui pendant un mois entier se sont préparés à prendre connaissance des questions qui ressortissaient de leur ministère; à la place de Glinka, directeur expérimenté depuis deux ans, on a eu ensuite Neviérov, qui n'avait aucun rapport avec la question, et qui, lui aussi, l'a étudiée longuement. Un mois se passe, puis un autre, des discussions s'engagent; le ministre de la guerre, le ministre des finances, le contrôle, l'état-major, le ministre de l'agriculture, tous discutent. Enfin Bobrinski disparaît; il est remplacé par Rittich. Messieurs, qui a fait tout cela? Qui a écarté Naumov, Glinka, Krivoséin, Bobrinski? Dans tous les cas, ce n'a pas été le commissaire de l'Union des villes.

Lorsque, dans la commission, on a soulevé la question de savoir qui était responsable de l'arrêt des offres de blé, l'un des mandataires, un membre de la Douma a dit : « Je n'ai vu aucun commissaire agitateur; mais il y avait un agitateur contre lequel je ne pouvais rien, parce qu'il n'était pas de mon ressort; il a fait plus de mal que n'importe quel autre. C'est Protopopov. Il a déclaré dans la presse et à la Douma que la liberté du commerce était nécessaire, qu'il fallait s'assurer le concours des banques, leurs capitaux, etc. »

Erreurs de répartition.

Pour ce qui est de la répartition même faite par le ministre, je ne peux que regretter la hâte extrême avec laquelle elle a été fixée et introduite dans tel ou tel gouvernement. Le ministre espérait la terminer vers le 31 décembre, et au lieu de cela, on ne l'a entreprise dans les cantons (*volost*), que maintenant, de sorte qu'au lieu du 31 décembre, le dernier jour de la répartition cantonale sera, j'en ai peur, le 31 mai. Le ministre fait remarquer avec raison qu'il fallait hâter la répartition; mais rien ne le forçait à introduire cette mesure dans les 24 heures en s'appuyant uniquement sur son cabinet et non sur ses collaborateurs les plus proches.

S'il avait réuni ne fût-ce qu'une vingtaine de ses fondés de pouvoir dans les différents gouvernements et s'il avait conféré

avec eux, la répartition aurait été mieux faite, à mon avis. Maintenant, au contraire, le gouvernement de Tambov, qui, même dans les années d'abondance, n'a jamais exporté plus de 17 millions de pouds, s'en est vu imposer 23 millions, tandis que le gouvernement de Penza qui exportait 6 millions, n'a reçu l'ordre d'en fournir que 3.

La répartition devait être faite; mais nous regrettons que le ministre ne se soit pas adressé à des gens des différentes provinces et ait laissé passer des chiffres de répartition erronés, ce qui a rendu plus difficile la répartition elle-même et a par endroits suscité de l'opposition à son égard.

Le ministre de l'agriculture aime à citer la formule du serment français: ne dire que la vérité, et toute la vérité. Mais assez souvent, s'il ne dit que la vérité, il ne la dit pas toute.

Par exemple, le Ministre dit: « Je n'ai pas imaginé moi-même la répartition; je l'ai introduite avec l'approbation et suivant le désir de la Douma. Pourquoi donc m'attaquez-vous? »

Effectivement, au début de décembre, la Douma a adopté un ordre du jour très large. Je suis heureux que le Ministre connaisse cet ordre du jour et le cite. Mais quelle partie en a-t-il réalisée? Uniquement cette répartition. L'ordre du jour dit ceci: « Pour le ravitaillement de l'armée et de la population civile, il est nécessaire de suivre pour tout l'empire, aussi bien sur le front qu'à l'arrière, un plan uniforme pour la préparation des stocks, la manufacture, le transport, la distribution des produits, mis en action par le gouvernement homogène et obligatoire pour tous les organes de l'empire. » Eh bien! le ministre a-t-il exécuté ce programme? Non. A la base de ce plan unique doit être placée, après discussion spéciale, l'idée de transports méthodiques et de taxes étudiée à propos du ravitaillement. Les principes fondamentaux de la répartition doivent être discutés et adoptés après une discussion spéciale au sujet du ravitaillement et ne peuvent en aucun cas être abandonnés à la décision des autorités locales. Le ministre au contraire a fait cela sans demander de discussion particulière. Si donc, M. le ministre, vous nous renvoyez la balle, si vous dites que nous sommes coupables ensemble, convenez que vous n'avez presque rien réalisé de notre formule.

Si, M. le ministre, — continue *Singarev* — vous parlez de

la formule de la Douma, ayez la bonté, à l'avenir, de dire toute la vérité et de rappeler toute la formule et non pas seulement un point sur douze. Quand un seul point a été exécuté et que les onze autres ont été oubliés, il vaut mieux, M. le ministre, ne pas mettre la Douma en cause. (Cris: c'est juste. *Applaudissements.*)

Importance de l'élan patriotique.

Le ministre a dit qu'au début le succès des mesures prises dépendait du sentiment patriotique. Et son indignation a été extrême lorsqu'il lui a semblé ici que quelqu'un n'était pas de son avis. Oui, c'est vrai, l'élan patriotique a joué son rôle; mais il faut que je rectifie M. le ministre. Cet élan patriotique a existé et existe depuis le début de la guerre. C'est grâce à lui que, depuis juillet 1914 et jusqu'à ce jour, l'État se maintient et que la lutte se poursuit contre l'ennemi. (*Cris à gauche:* « c'est vrai »). C'est uniquement grâce à l'élan patriotique que la Russie est sauve,c'est grâce à lui seul que la lutte se poursuit encore. (*Une voix à gauche :* « c'est vrai »). Il semble que le ministre n'ait pas eu connaissance de cet élan ou qu'il croie qu'il n'existe plus actuellement. Oui, toute l'activité du pays, cet énorme effort de l'armée qui parfois est terriblement lourd, cet énorme effort créateur de l'arrière tranquille maintenant encore, qu'est-ce donc, sinon un patriotisme d'État conscient et profond? C'est notre grand bonheur, que peu avaient prévu, le contre-poids magnifique de toutes nos faiblesses, de nos fautes, de l'insuffisance de nos stocks et de notre préparation militaire, de la désorganisation de notre gouvernement, de la paralysie de notre autorité; — l'élan patriotique de la population soutient et corrige tout aujourd'hui encore! Mais qui donc a éteint cette flamme patriotique dans le pays? Pourquoi Ignatiev a-t-il disparu? Pourquoi n'avons-nous pas de cabinet homogène? Pourquoi l'ancien ministre de l'hygiène publique n'a-t-il pas osé paraître aujourd'hui ici? Qui a machiné l'épuration du Conseil d'Empire, faisant par là à de respectables vieillards la plus cruelle des offenses? Beaucoup des actes du Conseil d'Empire n'ont pas mon approbation; mais peut-on échanger comme des pions ou des mannequins des hommes d'État, des hommes d'action expérimentés, des gens respectables qui ont consacré de longues années

de leur vie au service de l'État? Qui a fait cela? Qui a, par là, rompu l'unité du pays? Je crois que M. le ministre s'est trompé d'adresse.

Personne d'entre vous n'irait dire une chose aussi absolument en désaccord avec la réalité que celle-ci: quelqu'un dans les provinces cherchait à détruire l'élan patriotique du pays. Le ministre vient ici, et, dès les premiers mots, il le dit. Ce n'est pas prudent, M. le ministre, et cela ne correspond pas à la réalité.

Parmi les mesures prises, le Ministre, et c'est étrange, a omis les comités locaux. Lorsqu'on lui a demandé de la salle comment agiraient les comités locaux pour la préparation des stocks et l'achat du blé, il a répondu :

— J'ai parcouru vingt-quatre gouvernements et je n'ai jamais vu et jamais entendu parler de ces comités.

Je regrette beaucoup que M. le ministre ait conversé si brièvement sans doute avec les organes locaux et soit si peu au courant de leurs affaires; car s'il s'était mieux renseigné il aurait trouvé des comités déjà organisés dans toute une série de gouvernements. Ce même publiciste Gilkin, ancien membre de la Douma, dont M. le ministre désirait tant invoquer le témoignage à propos du congrès de Samara, écrivait dans un article: « Si M. le ministre, au congrès de Samara, n'a pas entendu parler d'un comité local, c'est sans doute parce qu'il parlait lui-même, laissait peu parler les autres, et les écoutait mal. (*Rires à gauche*). Mais ici même, à Samara, le lendemain du congrès, il a été décidé dans une séance particulière de l'assemblée de la noblesse de Samara qu'il était impossible de se passer d'organes locaux et qu'il fallait les constituer à tout pris. »

Le ministre n'a pas cessé de prêcher l'unité; il voulait qu'on le dit à la population. Mais où le dire? à qui le dire? le ministre lui-même avec le collègue de Protopopov, Kukol-Jasnopolski, a signé une circulaire dans laquelle on donnait l'ordre suivant: n'admettre aux réunions cantonales aucune personne du dehors. Sous la pression du bureau de la police, le ministre a peur des gens, il a peur de tout élément « du dehors ». Mais qui donc, dans l'Empire russe, est « du dehors » par rapport à la guerre? (*Approbation à gauche*). Sur qui le ministre veut-il s'appuyer? Les comités de canton? Ce n'est pas possible; il faut n'y laisser pénétrer personne, il ne faut pas réunir de congrès. Sur qui donc s'appuiera-t-il?

Un trait profondément marqué du ministre, c'est la peur du travail coopératif et le désir de faire tout par ordres écrits, par règlements bureaucratiques. Mais il me semble qu'il lui faudra cependant en venir à la constitution des organes locaux, s'il veut corriger sa faute.

Dans sa réponse à M. Miljukov, le ministre a montré que cette année, on apporte plus de blé que l'année dernière. C'est vrai; mais si vous prenez l'apport de blé non pas absolument, mais par rapport au stock qui l'année dernière était deux fois moins grand, vous verrez qu'en décembre et janvier dernier, pour les deux mois, on a apporté 0,16 1/2 de tout ce qui était prêt, et cette année 0,13 1/2. De cette manière, je pense que celui qui s'est trompé, c'est le secrétaire du ministre et non le secrétaire de Miljukov.

Opposition entre les consommateurs et les producteurs.

Permettez-moi de passer à la question suivante: les approvisionnements pour la population civile et pour l'armée doivent être mis en commun. Le ministre a commis une faute en soulignant l'écart qui existe entre les consommateurs et les producteurs. Il est vrai qu'il existe toujours un désaccord entre les intérêts du producteur et ceux du consommateur; mais l'État doit considérer les intérêts de l'État en général. Si le ministre avait décidé d'agir en véritable gouvernement, il ne déclarerait pas avec une pareille insistance qu'il faut nourrir exclusivement l'armée et les ouvriers de la défense nationale. On ne peut pas admettre que le pouvoir souverain affirme que l'approvisionnement de la population ne regarde que la population et que les villes doivent se nourrir comme elles voudront. Le ministre aurait dû dire: de par mon service, je suis tenu de préparer le nécessaire pour tous les éléments de la population. Je dois veiller aux intérêts de l'Empire; je suis tenu de ne pas laisser se produire dans les villes des émeutes, des agitations, provoquées par la faim. Et maintenant, dans la salle, on comprend ceci, ou plutôt on interprète ainsi le silence du ministre: rien pour les villes et rien pour le reste de la population; tout pour l'armée. Ce mode de distinction est dangereux et inadmissible. Malheureusement, souvent le gouvernement ne comprend pas. Il faut fournir du pain

à l'armée, à la population civile, aux ouvriers qui travaillent pour la défense nationale, aux villes, — c'est le devoir que la loi impose au ministre de l'agriculture.Il a raison lorsqu'il dit: aidez-moi, vous aussi, à le remplir.

De même que la Douma a donné des soldats et de l'argent, elle doit dire: donner du pain, c'est notre devoir, notre obligation. (*Applaudissements*). Jusqu'ici le pays et nous, nous avons fait religieusement notre devoir. Que le ministre n'adresse pas à nous seuls son appel à l'unité. Qu'il dise devant le Conseil des ministres: ne semez pas la discorde, n'excitez pas le pays, marchez avec lui, ne raillez pas les décisions de la Douma ou l'esprit de la population. Qu'il dise aux mauvaises langues qui veulent vous disperser en tous sens: ne faites pas de folies pendant la guerre. Que sa voix résonne aussi simplement là-bas qu'ici. Qu'il y tape du poing sur la table et qu'il crie: ne m'empêchez pas de faire arriver du blé. Ne rendez pas vaines les mesures que j'ai prises, ne faites pas intervenir ici votre politique insensée.

Attaques contre les Unions des zemstvos et des villes.

Les attaques du Ministre contre l'Union des zemstvos et celle des villes m'ont fait une impression pénible. Savez-vous que ces organisations ont réalisé un travail énorme pour les questions dont vous vous occupez? Le ministère qu'il dirige a-t-il fait un travail comparable? Nous a-t-il exposé son plan? Ne se souvient-il pas que dans un bureau il a utilisé les données de l'Union des zemstvos au sujet de la viande et du lait? Sait-il quelle organisation monstre s'est formée dans le gouvernement de Moscou?

Le ministre, échauffé par la discussion, n'a pas conservé tout le sang-froid nécessaire à un des dirigeants de l'État, et surtout il s'est écarté des forces locales qui seules peuvent l'aider dans cette entreprise considérable et de première importance. La question de la préparation des semences pour la récolte prochaine est extrêmement sérieuse, non seulement à l'intériur du pays, mais sur le front. J'ai lu dernièrement une ordonnance d'un de nos plus grands héros, le général Brusilov, relativement à la Galicie et à la Bukovine; il ordonne d'y procéder aux semailles. Là-bas on a déjà chargé l'Union des zemstvos de faire ensemencer les champs. Pourquoi donc le ministre, arrivé ici, au lieu de faire de la polémique, ne nous a-t-il pas exposé les mesures qu'il

prendra pour étendre les surfaces cultivées et organiser la culture?

Le ministre a la louable habitude de communiquer les renseignements très intéressants du conseil privé du ravitaillement. Que n'y trouve-t-on pas! Des renseignements sur la France, sur l'Italie, l'Angleterre, et même sur l'Allemagne. Et l'on éprouve un sentiment d'angoisse, de découragement, d'amertume en lisant ces plans de travail gouvernemental sur la marche à suivre pour organiser le ravitaillement pendant la guerre. Et chez nous?

La politique est-elle utile?

La politique s'est mêlée à cette question sacrée du ravitaillement et l'a terriblement embrouillée. Le ministre vous a conseillé d'abandonner complètement la politique, de vous occuper du ravitaillement et de l'aider en cela. Ce n'est pas lui que nous devons aider, mais l'Empire russe; nous l'avons fait et nous continuerons à le faire. Mais peut-on se passer de politique? Votre assemblée est une assemblée politique; vous n'êtes pas un comité de ravitaillement, des courtiers, des mandataires. Nous sommes les représentants politiques du pays et parler d'exclure la politique de cette institution politique est un grave contresens. De plus, la politique c'est la vie même de l'État. Si vous supprimez la politique, que vous restera-t-il? Ne s'occupent-ils pas de politique, eux? Ne s'occupent-ils pas de politique, ceux qui ont remanié le Conseil d'Empire? Et le ministre des Finances, lui aussi, ne voit pas à quoi la politique peut servir pour l'emprunt? Le ministre des communications a peut-être oublié comment la funeste politique de ses prédécesseurs a bouleversé les transports et conduit maintenant l'Empire à sa ruine? Le ministre du commerce pense peut-être que l'on peut résoudre la question ouvrière sans politique? Et le ministre de la guerre, qui refuse de répondre à une interpellation sur la censure militaire, en se dérobant derrière des raisons mythiques de situation illégale, lui non plus ne s'occupe pas de politique? Et lorsque le président du Conseil des ministres s'occupe de faire traduire en justice les députés en vertu des articles du Code pénal, ou de se préparer à les faire traduire en justice, ce n'est pas de la politique, M. le ministre de l'agriculture? Et A. Rittich lui-même, lorsqu'en arrivant ici, il a engagé une polémique avec l'Union des zemstvos,

renié les comités de cantons, redouté la coopération des associations libres et dit bien d'autres choses encore, est-ce que ce n'est pas de la politique, une politique tout à fait nette et très ancienne? (*Une voix à gauche:* la politique de Protopopov?) Peut-être ne remarque-t-il pas lui-même qu'il s'occupe de politique. La politique est l'essence même de la vie de l'État. Mais il y a politique et politique: il y a une politique néfaste, dangereuse, redoutable; il y en a une raisonnable, créatrice, utile. Nous ne discutons pas avec ce ministre seul, mais avec le gouvernement entier, et voici ce que nous disons: les uns font une politique d'État saine, raisonnable, indispensable; les autres, en insensés, sapent la puissance de l'État, dépensent ses richesses, son ten désaccord avec le peuple, en désaccord avec les institutions législatives; ils mécontentent la population, sèment la discorde et surexcitent les esprits. Quelle est la politique nécessaire, quelle est la politique utile? Voilà toute la question.

(... — Ici *Singarev* rappelle combien il est difficile d'effacer des fautes passées par une conduite irréprochable.....)

Lorsque Levasev dit avec l'extrême droite, qu'une dictature pour le ravitaillement est nécessaire, je vois que sa politique elle aussi attaque l'état de choses existant. Eux aussi, à ce qu'il paraît, ils constatent un désordre extrême dans le ravitaillement, puisqu'ils veulent avoir recours à une dictature.

Oui, une volonté unique, une pensée unique est nécessaire au pays pour le conduire à la victoire en un moment pareil, et pour utiliser toutes ses ressources. Mais il y a chez nous une dictature, quoique le professeur Levasev ne s'en doute peut-être pas — c'est la dictature de l'insanité qui ébranle l'Empire aux moments de danger les plus graves, qui n'en utilise pas toutes les forces et qui étouffe l'enthousiasme du peuple. C'est cette dictature de l'insanité qui fait la politique néfaste dont le ministre de l'agriculture apparemment commence à être contaminé.

Singarev termine son discours un peu après une heure de l'après-midi, heure à laquelle a généralement lieu une suspension de séance. Cependant le ministre de l'agriculture désire faire une déclaration. Des bancs, s'élèvent des exclamations:

— La suspension, la suspension! — C'est un manque d'égards envers la Douma!

***

Le président donne la parole à A. A. Rittich.

DISCOURS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

Messieurs, j'ai entendu avec une grande satisfaction, je dirai même sans détour avec joie, le passage où le député Singarev parle avec une telle sincérité de l'appel qu'il est nécessaire de faire au peuple pour qu'il se rappelle et qu'il n'oublie pas un instant le devoir civique qui incombe à tous et à chacun à l'époque que nous traversons. Messieurs, j'ai écouté avec une attention extrême ce que M. Singarev a dit relativement à notre exploitation agricole et aux mesures que le ministère de l'agriculture doit prendre pour réduire le plus possible la surface des terres qui seront laissées en jachère cette année. Je dois dire que le ministère de l'agriculture a déjà beaucoup travaillé dans ce sens, qu'il a obtenu quelques résultats, et que ce qu'il a fait sera indubitablement l'objet d'un rapport. Je pensais seulement que l'on ne pouvait pas exposer cette question à la Douma, en une fois, dans toute son ampleur. Elle est présentée à la commission d'exploitation agricole de la Douma, où l'on donne toutes les explications voulues, et où, s'il est nécessaire je donnerai encore des explications complémentaires. Mais, Messieurs, j'ai entendu avec tristesse, avec une tristesse profonde, toutes les autres parties du long discours de M. Miljukov... de M. Singarev. (*Novicki de sa place :* « C'est la même chose ! »). C'est, Messieurs, le second porte-parole d'un parti qui, apparemment, occupe une place importante dans la vie politique du pays; et que nous disent-ils l'un et l'autre? Il me semble que, lorsqu'ils parlent de la question du ravitaillement, ils ne se rendent pas un compte exact de l'importance tragique qu'a cette question pour le pays pendant la troisième année de la guerre, d'une guerre d'épuisement. Que nous disent-ils, Messieurs? Rappelez-vous ce que disait M. Miljukov. C'étaient, vous vous le rappelez, des chiffres, un amas de chiffres, qui contenaient, je le répète, de graves erreurs. Ensuite, parlant une seconde fois, il a dit: « on m'a mal compris, voici comment il faut me comprendre »; et pourtant je l'avais entendu assez clairement, et j'avais lu ensuite son discours sténographie. Vous vous rappelez ces petites choses ces attaques purement personnelles contre moi dans son premier discours; il y montrait du doigt mon coupable optimisme, si je

me souviens bien, puis, s'apercevant sans doute que l'erreur crevait trop les yeux et était trop incompréhensible, je pense, pour tous ceux qui avaient entendu mon discours, il m'a dans sa seconde réponse, traité de pessimiste, coupable ou non, je ne m'en souviens plus. Vous voyez bien, Messieurs, que tout cela indique le désir de prouver par de petits détails à cette heure grave la même chose qu'a voulu prouver M. Singarev: le ministre de l'agriculture est coupable et tout ce qu'il a fait est mal fait; or, M. Singarev lui aussi, dans l'espèce, a fait au point de vue des chiffres une erreur grave, parce qu'il en a passé certains sous silence. Par exemple, en défendant M. Miljukov, il a dit que celui-ci avait signalé une courbe, et que le ministre de l'agriculture avait dit que cette courbe ne se rapportait qu'à l'achat du blé sur le papier, mais que l'entrée du blé dans la ville était tout autre chose, et il a ajouté: « mais si vous examinez les entrées, il n'y en a en septembre et en août qu'une quantité minime et en octobre brusquement une quantité énorme, deux fois plus considérable », etc. etc. Mais il n'a pas dit qu'il y a eu en novembre une chute brusque, et en décembre et janvier un surplus considérable par rapport au mois maximum dont il a parlé. Vous voyez d'ici, Messieurs, ce que c'est que ces procédés. A quoi tendent-ils? A prouver, dans cette question sérieuse, que le ministre de l'agriculture est coupable de ne pas avoir suivi les règles stéréotypées que les adeptes de certaines tendances considèrent comme la panacée universelle (*une voix à gauche:* « la formule de la Douma! »), règles qu'il suffira de suivre, à ce qu'il paraît, pour que la question du ravitaillement soit immédiatement résolue. Je ne crois pas à ces principes stéréotypés et je considère qu'il n'est pas si facile que cela de résoudre la question du ravitaillement. Pourquoi donc m'accusent-ils, et cherchent-ils sans cesse à démontrer que je suis coupable? Je dois dire qu'il n'y a pas ici matière à discussion: je me sens infiniment plus coupable qu'ils ne pensent et qu'ils n'essayent de le prouver par des chiffres, par des rapprochements inexacts, par des réticences de toute espèce, etc. Oui, Messieurs, je me considère comme coupable; à cette heure historique terrible que nous traversons, chacun, et un ministre plus que tous les autres, se sent coupable. Moi, au moins, j'en conviens absolument; nuit et jour, la pensée me harcèle que je n'ai pas fait la centième, la millième partie de ce que j'aurais dû faire à cette minute terrible. (*Applau-*

dissements, voix à gauche: « c'est vrai! ») Messieurs, je certifie à mes adversaires que je me considère comme beaucoup plus coupable, plus criminel qu'ils ne pensent, mais, par malheur, je ne suis qu'un homme, un simple mortel et, à cette heure, la Russie devrait mettre en avant, partout et surtout pour la direction des affaires, de véritables Titans. Je suis coupable de ne pas en être un; je l'avoue tout à fait sincèrement. (*Adzemov :* « Allez-vous en! »)

Le Président : Je vous prie instamment de mettre fin à ce tumulte. (*Miljukov :* Il y a de la place ailleurs sur la terre!)

Le ministre de l'agriculture : Mai pouvons-nous, Messieurs, à l'heure actuelle, nous dépenser en balivernes, nous absorber dans une politique de personnalités? Mais c'est absolument épouvantable, Messieurs; il me semble, et peut-être le sentez-vous tous, que nous traversons en ce moment une époque historique solennelle; c'est peut-être la dernière fois que la main du destin soulève la balance où se pèse l'avenir de la Russie. Sur l'un des plateaux est écrit: avenir victorieux, avenir prospère de la Russie par la victoire. Vers ce plateau sont tendus, dans le monde invisible, les regards des millions d'être qui ont déjà péri pour cet avenir. Des millions d'ouvriers s'efforcent de remplir ce plateau de toutes les masses de munitions nécessaires à l'armée. Il faut faire affluer vers ce plateau de la balance tout ce qui est nécessaire pour assurer la vie de ceux qui sont destinés peut-être, oui, qui sont encore destinés à périr. (*Des voix à gauche:* « ne plaisantez pas avec les choses sacrées! ») Et c'est à cette heure solennelle où se décide le sort de la patrie, c'est à cette heure que nous allons faire des personnalités et chercher à montrer qui a tort et qui a raison! Messieurs, je cherche unautre mot, que je veux adresser à la Douma : je désire, je souhaite ardemment qu'un homme monte ici, non pas un orateur, mais simplement un homme qui pousse l'amour de la Russie jusqu'à l'oubli de soi-même, je dis bien, jusqu'à l'oubli de soi-même, qui oublie qu'il appartient à tel ou tel parti et qui lance un appel au sentiment du devoir, qui l'écrive avec son sang même, appel qui ralliera non pas les fractions diverses, mais la Douma tout entière, et avec elle, le pays entier. Voici, Messieurs, ce qui est nécessaire pendant la crise que nous traversons. (*Applaudissements à droite*).

*
**

DISCOURS DE STEMPKOVSKI.

Lorsque, en novembre, — dit le représentant des octobristes des zemstvos, — j'ai parlé de la situation du ravitaillement dans l'Empire, j'ai déclaré que la campagne des agrariens qui a eu lieu pendant la fixation des prix a joué un rôle capital, en arrêtant l'acquisition du blé nécessaire à l'armée et à la population civile. Sur ce point, notre opinion n'a pas varié. Il nous a toujours semblé qu'au point de vue du ravitaillement il ne devait pas y avoir entre nous de désaccord parce que les désaccords seraient d'autant plus funestes que la politique du gouvernement avait en grande partie arrêté l'organisation de notre entreprise. Maintenant encore le gouvernement ne veut pas entendre notre voix ferme sur ce point: le seul moyen de régler la question du ravitaillement est d'unir dans un travail commun et amical les forces de l'État et de la société.

Vous savez qu'il est devenu dangereux de rappeler certains actes du gouvernement. Lorsqu'on a exposé certains faits, il y a quelques jours, quelques-uns d'entre nous n'ont pas pu conserver leur sang-froid en apprenant certains gestes insensés du pouvoir; ceux qui n'ont pas eu la force de réfréner leur juste indignation, ont dû subir des violences — Rappelez-vous l'incident regrettable de Maklakov. Ces rapports entre la Douma et le pouvoir ne font qu'arrêter la marche vers la victoire. Mais cette victoire nous est nécessaire, et nous devons l'obtenir, malgré le gouvernement lui-même.....

Le ministre a tort lorsqu'il attribue l'échec des mesures qu'il a prises à je ne sais quelle agitation. Mais il a raison lorsqu'il dit que la répartition a eu à vaincre des obstacles considérables, du fait de la situation qui était établie. A ce point de vue, une partie de la faute retombe sur la population. Je ne suis pas d'accord avec Singarev et Miljukov lorsqu'ils affirment que la taxe du blé a augmenté les arrivages de blé sur le marché. Vous vous rappelez comment la taxe a été introduite. En la fixant, on voulait arriver au prix par une formule morte, par des raisonnements arithmétiques. L'effort pour abaisser les prix jusqu'au prix minimum de revient a joué lui aussi un rôle fatal. Il faut dire en général qu'un malentendu étrange s'est produit. Miljukov a accusé notre ministère d'être l'ennemi de l'économie politique. Mais il me semble que l'économie politique prônée par

Miljukov est erronée. Si nous avons besoin de pain, il faut absolument que nous le payions un prix correspondant au prix de revient maximum. Il faut que nous renoncions à toute autre économie politique parce que, non seulement elle fera amasser le blé dans les caves et les silos, mais qu'elle influencera aussi les semailles prochaines.

De même, je proteste contre l'économie politique de Groman, qui trouve qu'il faut payer le prix le plus bas pour que le paysan couvre ses frais par la grande quantité de blé qu'il vendra. Mais cette politique conseille en vérité de créer la misère dans les villages pour les forcer à fournir une quantité suffisante de blé. Je crois que c'est un raisonnement faux, car ce qui fera la force de la Russie, c'est une classe paysanne riche, et non une classe paysanne misérable. Il faut renoncer à toutes ces divagations pour donner à la population l'assurance qu'à l'avenir son travail sera rémunéré. Dans le discours de Singarev, j'ai déjà entendu comme un écho de cette idée.

— Vous discutez vos propres élucubrations — remarque *Voronkov* de sa place.

— La situation, — conclut *Stempkovski,* — est devenue réellement inquiétante.Le commerce clandestin a pris des proportions invraisemblables. La fleur de farine se vend près de 10 roubles le poud. Sans doute, si l'on taxe uniformément le blé, certaines régions, les régions fertiles surtout, gagneront; mais nous ne pouvons pas fixer deux prix sur le marché.

Il faut sans retard prendre une série de mesures réglant les semailles. Il faut réunir des conseils, des commissions locales. Il faut que nous révisions notre politique d'exploitation et que chacun de nous termine son discours par un appel à la population: que, sans considérations d'aucune sorte, elle apporte son blé, car il est nécessaire à l'armée et aux villes qui, comme les villages, travaillent à la défense de la patrie.

Jagodynski critique le système des taxes et reproche aux partis de gauche de les avoir fait instituer. Il attaque les Juifs et est rappelé à l'ordre par le président. Il trouve qu'il est nécessaire de supprimer les taxes.

*
**

DISCOURS DE BOGDANOV.

Bogdanov convient que pour maintenir l'élan patriotique, il faut lui fournir une atmosphère convenable, il trouve qu'à ce point de vue il y a chez nous extrêmement peu de bon sens.

— Malheureusement, dit-il, la première preuve en est l'attitude de la Douma vis-à-vis des questions que nous traitons. Depuis plus d'un an on nous dit que la lutte avec le gouvernement est la question la plus importante; qu'elle est indispensable pour faire apparaître du blé, pour faire disparaître les queues (à la porte des boulangeries), pour résoudre toute la question du ravitaillement. Je ne le crois pas – dit *Bogdanov;* – je serais prêt à accepter qu'il est nécessaire de conquérir la confiance du gouvernement, si on me le démontrait d'une manière assez probante. Mais cette idée est exprimée par les mêmes groupes qui ont fait preuve pendant la 3e et la 4e Douma d'une myopie si surprenante. Ils n'ont absolument pas prévu le danger allemand et ont saboté de toutes façons l'augmentation des crédits nécessaires à prévenir ce danger.

Peut-être ces groupes politiques se sont-ils transformés maintenant; *Bogdanov* en doute. Il en doute à cause même de la motion du bloc dont Singarev a parlé aujourd'hui au ministre de l'agriculture. Cette motion a été votée à la majorité insignifiante de cinq voix; beaucoup de membres du bloc ont refusé de la voter parce qu'ils en sentaient l'absurdité et savaient que plusieurs points ne répondaient pas aux besoins du ravitaillement.

Bogdanov donne des exemple qui montrent à quel point les mesures prônées par le bloc sont impratiques. Il ne craint pas la spéculation qui peut se produire à la suppression de la taxe. Le blé ne manque pas; il peut manquer l'année prochaine. Les paysans pourront ensemencer toutes leurs terres si on leur achète leur blé à un prix suffisant, et si on leur fournit de la main-d'œuvre. Il faut s'en occuper dès à présent, sans quoi il sera trop tard.

*
**

DISCOURS DE VISNJEVSKI.

Visnjevski aussi indique les inconvénients de la taxation du blé; il proteste contre l'accusation qu'on lance contre les populations agricoles de manquer de patriotisme.

— Il n'y a pas moins de patriotisme dans la population agricole que partout ailleurs; mais les représentants de l'autorité font tout ce qu'ils peuvent pour le détruire. On a fait appel au peuple pour qu'il fournisse tel ou tel produit et on laisse ensuite les produits se gâter sans les utiliser; on a interdit l'exportation d'un gouvernement à l'autre, ce qui a fait monter les prix, etc... A Petrograd, il y a abondance de produits de luxe, mais le pain noir manque. Il faut que cette situation révoltante change; qu'on interdise le transport des produits de luxe et qu'on fasse passer avant tout le pain. Et s'il est impossible de fournir du pain à Moscou et à Petrograd, il faut en évacuer la population oisive qui est le consommateur le plus important de tous les produits.

Adzemov (de sa place) : Il n'y a pas de trains.

Visnjevski : — On dit que s'il n'y a pas de trains c'est peut-être à cause du manque de charbon. Mais là aussi, il y a peut-être un remède: on peut diminuer l'éclairage de Petrograd, fermer les magasins deux heures plus tôt, supprimer les cinématographes.

J'affirme, conclut *Visnjevski,* que le blé ne manque pas, que la population est prête à en fournir mais veut être assurée que ces ressources qui sont peut-être les dernières ne seront pas gaspillées. La population veut voir qu'on ne laisse pas le blé pourrir ou le bétail mourir de faim, et pour cela, il est indispensable que les actes des ministres en matière de ravitaillement soient publiés sans retard.

***

DISCOURS DE SIMANOV.

Simanov prend la parole en dernier.

— A un moment de crise aiguë comme celui que traverse la Russie, dit-il, tous doivent être unis dans un même effort: soutenir l'exploitation agricole. Le gouvernement et vous, devez prendre toutes les mesures nécessaires dans ce sens. Il est inexact que les campagnes ne sentent pas toute la gravité du moment. Elles la sentent admirablement, et payeront leur tribut de blé. Cependant le ministre doit manifester de l'inquiétude sur un autre point: il doit tourner son attention vers la désorganisation du pouvoir, vers ce fait qu'on n'a pas encore compris que le front

et l'arrière doivent être unis. Dans les provinces, il n'y a ni unité d'achat, ni unité de distribution; les ministres n'arrivent pas à s'en tirer et les fondés de pouvoir risquent toujours qu'un mandataire d'un autre bureau, armé de pouvoirs plus grands que les leurs, ne vienne se mettre sur leur chemin.

Je veux indiquer encore un danger plus grand: c'est la politique du ministre des voies et communications, grâce à laquelle il y a des vagons là où il n'y a pas de blé, et pas de vagons là où il y a du blé.

Simanov insiste ensuite sur la nécessité de fournir aux exploitations agricoles le nombre d'ouvriers nécessaires, et conclut:

— Dans tous les autres pays on a déjà reconnu la nécessité de fonder la puissance de l'Etat sur la production. En Russie, tous étaient convaincus que la Russie était inépuisable et pouvait se maintenir sans se préoccuper d'économie. Mais le moment est venu où il faut parler d'économie; il faut appeler la population à l'économie.

Messieurs, nous continuerons à semer du blé avec notre peuple qui aime la terre. Si on le place dans des conditions équitables, l'homme du peuple russe, soyez-en sûrs, est un aussi bon citoyen de son pays que ceux qui sont ici le plus haut placés! Aidez-les, et la Russie sera sauvée. J'ai foi dans les laboureurs russes et je crois qu'ils conduiront la Russie à la moisson prochaine, à la gloire de notre patrie. (*Applaudissements*).

Sur ce discours, les discussions à propos du ravitaillement s'arrêtent.

*
**

INTERPELLATION DES DÉMOCRATES, SOCIALISTES ET DES TRAVAILLISTES

La fin de la séance est consacrée à la discussion de l'interpellation de la fraction socialiste-démocrate et du groupe travailliste.

Skobelev, *Kerenski* et *Singarev* parlent à ce propos. La Douma accepte l'interpellation et la motion proposée par Miljukov: que les capitales et tous les centres importants reçoivent des approvisionnements, ainsi que les entreprises qui travaillent pour la défense nationale; que le gouvernement local des villes,

les sociétés organisées et les Unions soient chargés de la répartition des produits, et, dans les entreprises qui travaillent pour la défense nationale, les syndicats d'ouvriers aussi.

Toute la Douma, sauf Krupenski et Ziline, vote cette motion.

Kerenski y apporte un amendement. *Sulgine* proteste contre cet amendement. Cependant la Douma accepte l'addition de Kerenski par 117 voix contre 111.

La copie sténographiée des discours prononcés à la Douma par le président de la Douma est retenue temporairement (1).

La prochaine séance doit avoir lieu le vendredi 24 février.

---

(1) *Par la censure.* (Note des traducteurs.)

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Deux faits dominent la situation internationale au moment où nous commençons cette chronique : la Révolution russe et l'intervention des Etats-Unis. Ils ont eu des effets contraires sur la campagne pacifiste que les Empires du Centre ont menée ou plus exactement redoublée depuis les dernières semaines de 1916, moment jusqu'où nous devons faire remonter notre revue pour exposer la situation au commencement de l'été 1917. L'intervention américaine est venue contrarier gravement les menées qui tendaient à faire accepter à la lassitude et aux illusions des peuples une paix allemande. Mais, en même temps les développements de la révolution russe ont donné de nouveaux encouragements au pacifisme menteur des puissances germaniques. Les empires qui, depuis cette révolution, sont les dernières forteresses de l'autocratie, s'ingénient à faire les gestes et à élaborer les formules qui leur permettraient de tromper la démocratie russe. Leur dernier espoir est de lui faire accepter quelque solution équivoque qui consoliderait et étendrait la domination des Allemands et des Magyars sur les peuples slaves et roumains asservis, c'est-à-dire une paix qui soumettrait l'Europe à l'hégémonie germanique.

A la fin de 1916 les Austro-Allemands ont voulu profiter de la cruelle déception que les Alliés, en grande partie par l'effet de leurs fautes, ont trouvée dans l'intervention roumaine. Ils ont pensé que l'état moral de leurs adversaires leur permettrait un premier geste public et précis pour amener l'Entente à accepter une paix allemande, geste que l'extrême fatigue de leurs peuples leur commandait en même temps de faire. De là les notes adressées le 12 décembre par l'Allemagne et ses associés aux neutres, pour que ceux-ci les communiquassent aux puissances de l'Entente.

Après un pathos humanitaire aussi impudent que l'invocation de la Sainte Trinité dans le préambule des traités les plus malhonnêtes de jadis, après un péan sur la force invincible de la coalition centrale et le mensonge de rigueur sur la guerre défensive imposée à la pacifique quadruplice, la note disait : « Les qua-

tre puissances alliées proposent d'entrer dès à présent en négociations de paix. Elles sont persuadées que les propositions qu'elles y apporteraient et qui viseraient à assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de leurs peuples seraient propres à servir à l'établissement d'une paix durable. »

De ces propositions honnêtes, pas un mot précis. Ce vague suffisait à dénoncer la manœuvre. Il s'agissait de raffermir l'opinion austro-allemande en la convainquant que la continuation de la guerre n'est que le fait d'ennemis égarés et pervers. Il s'agissait en même temps d'énerver l'opinion des pays de l'Entente par une espérance de paix, de l'atteindre par-dessus les gouvernements, de faire exercer sur ceux-ci ou tout au moins sur les plus faibles d'entre eux une pression populaire qui les contraindrait à accepter une réunion autour d'un tapis vert sur lequel on déballerait les offres allemandes. Les bons apôtres de Berlin et de Vienne comptaient bien que leurs ennemis ne pourraient plus se retirer de ce tripot diplomatique. Les moins forts, de peur de rompre et de se trouver ensuite devant une opinion affaissée, dont l'esprit de guerre serait tombé dans cette attente de la paix, se verraient entraînés de concessions en concessions, ils arriveraient par là soit à se brouiller avec leurs partenaires plus résolus, soit à les faire, eux aussi, fléchir. Et cette paix au rabais, décevant, irritant, divisant l'Entente, consolidant une bonne partie de la fameuse « carte de guerre » sur laquelle l'Allemagne espère traiter, serait la paix allemande qui doit asservir l'Europe.

La manœuvre était trop visible : elle est tombée à plat. Elle n'a servi qu'à convaincre de la vaine perversité d'ennemis qui se refusent à reconnaître leurs défaite l'opinion allemande habituée à se laisser docilement cuisiner par ses maîtres : depuis le 12 décembre, la presse germanique ne cesse de répéter, comme un mot d'ordre, que l'Entente a refusé les « offres loyales » qui lui étaient faites. Mais ailleurs personne n'a été dupe. Le vague où l'Allemagne est restée, en ce qui concerne ses propositions de paix, a certainement contribué à orienter l'opinion américaine vers la guerre. La note du 12 décembre n'a pas réussi à poser à ses yeux les empires du Centre en victimes qui ont le droit d'employer tous les moyens pour se défendre, et notamment la guerre sous-marine sans merci à laquelle les dictateurs de l'Allemagne actuelle, c'est-à-dire Hindenburg et Ludendorf, voulaient préparer diplomatiquement le terrain, comme seule arme qui leur restât pour remporter une victoire que les champs de bataille leur refusent. Dans les pays de l'Entente elle a agacé l'opinion par son ton de victorieux, elle l'a irrité par ses mensonges sur les origines de la guerre, elle l'a confirmée dans sa méfiance par le vague où elle restait. En France notamment il a été évident que de toute la manœuvre il restait surtout l'impression que l'Allemagne et ses acolytes avaient grand besoin d'en finir.

Et c'est ainsi que la note du 12 décembre a raffermi l'opinion qu'elle avait pour but d'énerver.

Les gouvernements de l'Entente n'ont fait qu'exprimer le sentiment public de leurs pays en remettant le 30 décembre aux neutres que l'Allemagne avait pris comme intermédiaires une note qui dénonçait les mensonges de l'ennemi, l'impossibilité de fonder « sur la parole de l'Allemagne la paix rompue par elle » et dont la conclusion se résumait dans cette phrase : « Une suggestion sans conditions, pour l'ouverture de négociations, n'est pas une offre de paix. La prétendue proposition, dépourvue de substance et de précision, mise en circulation par le gouvernement impérial, apparaît moins comme une offre de paix que comme une manœuvre de guerre. »

*
**

Entre temps une intervention du Président Wilson avait donné l'occasion de confirmer l'impression de fourberie produite par le vague où restait l'Allemagne. Le 21 décembre, dans une note d'une phraséologie assez obscure, il avait déclaré que les Etats-Unis étaient très affectés par la guerre et demandé que les belligérants fissent connaître, au moins en gros, les conditions auxquelles ils étaient disposés à la cesser. « Le Président Wilson, disait cette note, ne propose pas la paix, il n'offre même pas une médiation. Il propose seulement que des sondages soient effectués afin que nous puissions apprendre, les neutres comme les belligérants, à quelle distance peut se trouver encore le havre de la paix vers lequel toute l'humanité tend dans une aspiration intense et croissante. Il croit que l'esprit dans lequel il parle et le but qu'il poursuit seront entendus par tous les intéressés et il exprime en toute confiance son espoir d'une réponse qui apportera une nouvelle clarté dans les affaires du monde. »

Cette intervention du Président Wilson produisit d'abord un effet très pénible dans les pays de l'Entente. Ils furent froissés de voir le Président confondre, au moins en apparence, les victimes et les agresseurs en mettant sur le même pied les déclarations des uns et des autres qui, disait la note, révélaient des objets « virtuellement les mêmes. » On ne prit pas garde que cette impartialité, qui semblait ignorer si fort les faits, pouvait fort bien n'être qu'une attitude de rigueur pour amener la nation américaine, encore indifférente et très peu informée, à désirer contribuer à donner au conflit une fin favorable à la justice c'est-à-dire à l'Entente. Quand le Président Wilson parlait de créer une société des nations fondée sur le droit, quand il affectait de croire que tous les belligérants voulaient sincèrement finir « la présente guerre dans des termes qui sauvegarderont d'une manière certaine l'indépendance, l'intégrité ter-

ritoriale et la liberté politique et économique des nations impliquées », il tendait à rallier la politique américaine à l'idéal de l'Entente et à l'opposer aux objets de l'impérialisme austro-allemand. On peut croire qu'il avait dès lors réfléchi au danger qu'un succès de cet impérialisme ferait courir même à l'indépendance des peuples du Nouveau Monde et qu'il voulait acheminer les Etats-Unis par les voies acceptables pour l'opinion américaine, vers une intervention qu'il jugeait nécessaire pour assurer les libertés dans le monde entier.

Mais la suite de sa politique n'était pas encore venue éclairer cette première démarche et l'opinion des pays de l'Entente resta inquiète et amère au moins jusqu'au moment où les puissances centrales, qui voulaient leur paix mais pas celle qu'esquissait le Président Wilson, éconduisirent ce dernier. La presse allemande, conformément à toute la doctrine professée par la Prusso-Allemagne de Bismarck à Bernhardi, avait immédiatement déclaré impraticable, contraire aux faits, une paix que l'on voudrait fonder non sur des forces mais sur des droits. Le 27 décembre l'Allemagne répondait à M. Woodrow Wilson par une note qui n'ajoutait rien à la note du 12 : « Le gouvernement impérial, disait ce document, offre, dans le sens des déclarations qu'il a faites le 12 décembre, déclarations qui tendaient à des négociations de paix, de proposer la réunion immédiate des délégués des Etats belligérants dans une ville neutre. » C'était toujours proposer de « causer » sans vouloir préciser sur quoi ; c'était de plus, écarter les neutres de bonne volonté, puisque seuls les belligérants devaient se rencontrer. — La note autrichienne qui flanquait la note allemande avait même soin de parler « d'un échange direct de vues entre les belligérants. » Cette dérobade de l'Allemagne n'eut d'autre effet que de contribuer à bien disposer l'opinion américaine envers l'Entente.

La réponse de celle-ci à la note du Président Wilson fut arrêtée à Paris le 10 janvier et remise aussitôt après. Les gouvernements alliés acceptaient l'idée proposée par le Président Wilson d'une société des nations fondée sur le droit, mais ils déclaraient que d'abord la guerre devait être liquidée conformément à la justice; ils relevaient très courtoisement, mais aussi très nettement, l'assimilation qu'avait semblé faire le Président Wilson entre les puissances qui subissent la guerre et celles qui l'ont provoquée. Puis, parlant de leurs objets, ils disaient: « Ces buts impliquent de toute nécessité et en première ligne la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro et les dédommagements qui leur sont dûs; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie avec de justes réparations ; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondée aussi bien sur le respect des nationalités et sur le droit à la pleine sécurité et la liberté de développement économique que possèdent tous les peuples petits et grands que sur des

conventions territoriales et des réglements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées ; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains, des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère ; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs..... Les intentions de Sa Majesté l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées. »

Dans l'ensemble la réponse de l'Entente fut bien accueillie en Amérique : si elle posait vigoureusement, mais sans spécifier de modalités, lesquelles peuvent être variées, les principes selon lesquels doivent être résolus tous les problèmes européens, elle les posait dans un esprit de liberté qui devait plaire à la démocratie américaine. Par là même elle devait inquiéter les gouvernements du Centre qui tendent à une paix de marchandages mais redoutent une paix fondée sur les principes. Voyant le mouvement pacifiste qu'ils avaient eux-mêmes tout fait pour déchaîner tourner ainsi, ils se rejetèrent dans le redoublement de la guerre qu'ils avaient d'ailleurs voulu se faciliter diplomatiquement auprès des neutres par leur note du 12 décembre ; le 31 janvier ils notifiaient que leurs sous-marins couleraient sans avertissement tout navire rencontré dans des zones maritimes très vastes qu'ils interdisaient autour des pays de l'Entente.

Il est probable que l'Allemagne espérait faire bientôt subir de telles privations à l'Angleterre et à la France que les peuples de ces pays imposeraient aux gouvernements une capitulation devant les exigences allemandes. Elle comptait que les navires des pays neutres, terrorisés, n'osant plus naviguer, le blocus serait plus rapidement efficace. Elle s'attendait même sans doute à amener ces neutres trop gênés dans leur existence à exercer une pression grandissante pour imposer la paix à tout prix, c'est-à-dire la paix allemande. Mais elle n'obtint que la guerre avec les Etats-Unis et par là la disparition à peu près totale des neutres comme élément politique, puisque le seul d'entre eux qui fût assez fort et assez indépendant pour grouper les autres se rangeait parmi les ennemis des empires du Centre.

*
**

Dès le 3 février l'Allemagne put voir où elle allait avec les Etats-Unis. A cette date le Président Wilson lui adressa une note dans laquelle il lui rappelait, avec une implacable logique de juriste, les étapes de la discussion relative à la guerre sous-marine et les engagements pris par le gouvernement de Berlin

à la demande des Etats-Unis puis outrageusement violés par les pratiques allemandes et enfin par la déclaration du 31 janvier. Le Président constatait que, par là, l'Allemagne avait rompu les relations avec les Etats-Unis et, en conséquence, son ambassadeur à Washington, le comte Bernstorff, reçut ses passeports.

Peut-être s'illusiona-t-on encore à Berlin sur la fermeté de la volonté américaine, comme on s'était illusionné déjà sur celle de la France et de l'Angleterre et sur le sentiment de l'honneur national qu'auraient le roi des Belges et son gouvernemnt. On ne sut pas discerner ce qu'on a appelé depuis le « dollar idéaliste »; on crut peut-être trop au nationalisme et à l'influence des Germano-Américains. Beaucoup de ces derniers, cependant, sont complètement pris par leurs intérêts, leurs habitudes et même leurs idées américaines qui vont souvent jusqu'à leur inspirer de l'aversion pour le militarisme prussien. Nombreux sont ceux d'entre eux qui partagent le sentiment exprimé par M. Otto Kahn, un des grand banquiers New-Yorkais d'origine allemande, lorsqu'il dit à une réunion de la Merchant's Association de New-York : « Je déclare comme ma conviction solennelle que plus clairement, plus cordialement les Américains d'origine allemande se lanceront dans la lutte où s'est engagé ce pays pour sauver l'Allemagne elle-même non moins que le reste du monde de ces forces sinistres qui, selon le Président Wilson, sont les ennemies de toute l'humanité, et mieux ils sauvegarderont la réputation du vieux nom allemand et les vrais intérêts de la nation allemande. »

Mais quelles que fussent les illusions régnantes en Allemagne sur l'Amérique, ceux qui y représentent les « forces sinistres », c'est-à-dire les classes qui mènent et exploitent le militarisme prussien, savent qu'ils doivent vaincre ou abdiquer. Pour que leur règne continue il faut que la guerre se justifie par la victoire. Il faut donc qu'on emploie jusqu'à la dernière extrémité n'importe quel moyen de vaincre : c'est-à-dire que la dictature Hindenburg-Ludendorf qui représente ces exploitants ne pouvait reculer devant l'avertissement du Président Wilson. Des navires américains furent coulés sans avertissement et, le 2 avril, le Président Wilson demandait par un message au congrès une déclaration reconnaissant que l'état de guerre existait entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

Ce message est un document de très haute allure. Il dépasse la controverse sous-marine qui n'y apparaît plus que comme la cause immédiate de la guerre. Pour justifier l'entrée en ligne de la grande République américaine, le Président Wilson n'invoque pas seulement l'offense reçue mais encore l'idéal de la liberté à défendre. Il avait pu juger le danger que lui faisait courir cette machine complexe, d'ordre moral aussi bien que

matériel, que l'on a pris depuis la guerre l'habitude d'appeler le « militarisme prussien ». Il avait même visiblement cherché à faire toucher ce danger à une opinion encore trop ignorante et indifférente, surtout dans la plaine du Centre et dans l'Extrême Ouest, en publiant l'appel adressé par le secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, M. Zimmermann, au Président Carranza, pour demander que le Mexique se fit le courtier d'une alliance entre lui-même, l'Allemagne et le Japon contre les Etats-Unis qui devraient céder à la République Mexicaine le Texas, l'Arizona et le Nouveau Mexique. La révélation d'une pareille machination devait exaspérer l'Ouest, directement menacé, et toujours hanté par la question japonaise.

Devant une opinion ainsi préparée, le Président Wilson, après avoir montré que la guerre sous-marine allemande mettait les Etats-Unis dans l'état de belligérant « qui nous est imposé » déclarait que l'Union entrait dans une guerre de défense de la liberté contre l'autocratie.

C'est en effet ainsi que le Président posait les choses dans son message. Après avoir montré que la façon dont l'Allemagne conduisait sa campagne sous-marine était en réalité une guerre contre l'humanité, « notre objet, dit le Président, est de soutenir les principes de paix et de justice dans la vie du monde contre l'égoïsme du pouvoir autocratique et de créer parmi des nations vraiment libres et se gouvernant elles-mêmes une telle unité d'objet et d'action qu'elle assurera l'observation de ces principes. La neutralité n'est plus possible ni désirable lorsque la paix du monde est en question et lorsque la menace contre cette paix et cette liberté vient de l'existence de gouvernements autocratiques soutenus par une force organisée, dirigée entièrement par leur volonté et non pas par la volonté de leurs peuples. » Et après avoir montré comment l'autocratie est capable de desseins secrets poursuivis pendant longtemps et servis par tous les moyens souterrains dont il avait dû constater l'emploi jusqu'en Amérique, pendant et même avant la guerre, et après avoir rappelé à cette occasion l'affaire mexicaine qui avait eu lieu quelques jours plus tôt, le Président se résumait ainsi : « Nous devons maintenant accepter la bataille contre cet ennemi naturel de la liberté et nous dépenserons, s'il le faut, la force entière de la nation pour réduire à rien ses prétentions et sa puissance. Nous sommes heureux, maintenant que nous voyons clairement les faits sans qu'ils nous soient cachés par aucune fausse interprétation, de lutter ainsi pour la paix définitive du monde, y compris les peuples allemands, les droits des nations grandes et petites et le privilège des hommes de déterminer partout leur manière de vivre et leur gouvernement. Le monde doit être rendu sûr pour la démocratie. Sa paix doit être fondée sur la base éprouvée de la liberté politique. Nous n'avons pas de fin égoïste à poursuivre. Nous ne désirons ni con-

quêtes ni dominations. Nous ne cherchons pas d'indemnités pour nous-mêmes, ni de compensations matérielles pour les sacrifices que nous allons faire librement. Nous ne sommes qu'un des champions des droits de l'humanité et nous serons satisfaits lorsque ces droits seront aussi assurés que peut les rendre la liberté des nations. »

Et le Président donnant toute sa valeur pratique à cette déclaration de principes avait commencé par esquisser le concours que les Etats-Unis donneraient aux Alliés, concours impliquant l'emploi entier de leur force financière, militaire et navale.

***

Cette intervention américaine dans les affaires de l'Europe en dehors de toute ambition politique et pour un idéal, est sans doute le fait le plus grand et le plus nouveau que la guerre ait déterminé. Avec les allures de croisade démocratique que lui imprimait le langage du Président, elle a achevé de donner à la guerre dans le sentiment des peuples de l'Entente et d'une grande partie de l'opinion des neutres le caractère qu'elle avait eu dès le début : une lutte pour la défense de la liberté. La Révolution russe avait, dans l'intervalle, achevé de dégager ce caractère et beaucoup facilité la tâche du Président Wilson qui pouvait plus nettement entraîner le peuple américain en invoquant l'idéal dont il est imbu. Jusque là, en effet, malgré son caractère foncièrement démocratique en comparaison des empires germains, la Russie du tsarisme bureaucratique avait été moralement un poids mort pour les alliés. Elle ne cessait de nuire à leur cause dans l'opinion américaine et de les empêcher de se rallier complètement certains impondérables.

La seule autre hypothèque morale qui pesât sur les alliés était l'Irlande que les nombreux Irlandais d'Amérique ne cessaient de reprocher à l'Angleterre. Le gouvernement britannique fait en ce moment même un nouvel effort pour régler cette éternelle question. Il a décidé au mois de mai de confier à une Convention composée d'Irlandais désignés par lui, mais comprenant jusqu'à des Sinn Feiners, c'est-à-dire des révolutionnaires irréductibles, le soin de trouver une solution acceptable à la fois pour la majorité catholique et pour l'Ulster protestant. Avant même la réunion de cette Convention irlandaise, les représentants des deux partis ont tenu des propos qui font douter d'une entente, surtout prochaine. Nous aurons certainement à revenir sur cette question. Qu'il nous suffise de constater que moins que jamais depuis que, en 1912, l'Angleterre a voté le Home-Rule et diminué le pouvoir de la Chambre des Lords pour lui imposer cette mesure, on ne peut objecter à l'Entente,

pour la « mettre dans le même sac » que les Empires germaniques, la persistance d'une question irlandaise qui ne dure plus que par l'effet des divisions des Irlandais eux-mêmes.

*
**

La Révolution russe a certainement commencé par causer beaucoup de désarroi et d'inquiétude aux gouvernements impériaux du Centre. Elle achevait de donner à la guerre le caractère le plus détestable pour des pouvoirs qui respectent fort peu les droits de la personne humaine et pas du tout ceux de la nationalité d'une quarantaine de millions d'hommes traités comme une simple matière première à faire des Allemands ou des Magyars. Adossés à la Russie autocratique, ces gouvernements pouvaient espérer faire face au libéralisme occidental. Mais si la contagion venait aussi de l'est, elle pouvait tout emporter. La Révolution russe en donnant à la Pologne des espérances qu'elle ne pouvait attendre du Tsarisme rendait beaucoup plus malaisée la construction de l'homme de paille polonais sous le couvert duquel Berlin voudrait annexer à l'impérialisme germanique de vastes territoires arrachés à l'Empire russe. Elle tranchait tout le fil des intrigues qui semblaient nouées avec certains milieux russes, et en particulier avec M. Protopopov, pour aggraver la disette de Pétrograd et causer des troubles qui apeureraient Nicolas II et l'acculeraient à la paix séparée dont il ne voulait certainement pas.

Mais très vite Berlin et Vienne se ressaisirent. On retourna sa veste, on affecta d'être comme le peuple russe lui-même, des victimes du Tsarisme, seul responsable de la guerre. On profita de la haine et de la méfiance inspirées par le régime déchu pour essayer d'accréditer les plus impudents mensonges sur l'origine du conflit. Les puissances qui s'étaient toujours appuyées sur le Tsarisme commencèrent dès le lendemain de sa chute à tenir au peuple russe à peu près ce langage : « maintenant que nous nous sommes tous débarrassés de l'impérialisme de votre ancien gouvernement, il n'y a plus rien entre nous. »

Il nous est impossible de suivre tous les développements de ce sophisme, ce serait presque répéter les journaux quotidiens, tant le chœur discipliné des organes de l'opinion allemande et austro-hongroise lui a donné d'expressions. Tandis que les socialistes majoritaires allemands, bien en mains, servaient à parler d'une « paix sans annexions », qu'ils sont d'ailleurs bien incapables d'imposer à leur gouvernement soutenu par des partis qui ne cessent de réclamer la « paix allemande » avec tout ce qu'elle comporterait, les organes officieux déclaraient que la nouvelle Russie et les empires du Centre sont virtuellement d'accord sur les buts de guerre. La *Nordd. Allegemeine Zeitung* écrivait: « Les

empires du Centre ne désirent pas que le peuple russe sorte de la lutte diminué ou ébranlé dans ses fondements vitaux. Ils n'ont aucune intention de toucher à l'honneur ou à la liberté du peuple russe. Leur unique désir est de vivre dans l'amitié d'un voisin satisfait de son sort..... Si le peuple russe veut longtemps encore supporter des pertes sanglantes au lieu de consacrer dans la paix toutes ses forces à organiser sa vie intérieure dans le sens de la liberté, la faute n'en sera pas à l'Allemagne. Les coupables seront ceux qui sont intéressés à la continuation de la guerre, en particulier les Alliés de la Russie..... Le peuple russe restera fidèle à ses obligations envers ses alliés, personne n'en doute, mais le peuple russe doit savoir que ses fils sont contraints de continuer une lutte à mort uniquement pour que ses alliés réalisent leurs plans de conquêtes et d'annexions. »

De Vienne venaient des protestations et des insinuations analogues. Le ministre austro-hongrois des affaires étrangères, comte Czernin, faisait dire que la Russie n'était pas tenue par le pacte de Londres signé par le gouvernement du tsar. En même temps que les Empires germaniques lançaient cette invite à la déloyauté et à l'anarchie internationale ils faisaient passer en Russie des apôtres capables de prêcher une telle doctrine. Des extrémistes russes, entre autres le fameux Lénine, trouvaient auprès du gouvernement autoritaire de Berlin les facilités les plus édifiantes pour traverser l'Allemagne et gagner la Russie où ils allaient répandre un évangile qui faisait si bien l'affaire du Kaiser et de ses associés. Au lieu d'émissions de gaz asphyxiants on organisait des fraternisations de soldats sur le front russe. L'objet restait le même : la paix séparée, mais pour les procédés on avait ouvert un nouveau magasin. Cependant aucune précision ne venait à l'appui du mot « paix honorable » que l'on ne cessait de répéter aux Russes. Le comte Czernin ayant parlé d'une paix sans annexions, l'officieuse *Reichspost* crut même bientôt nécessaire d'expliquer qu'il ne s'agissait que de la Russie et que la monarchie austro-hongroise ne pouvait « absoudre » la Roumanie, le Monténégro, ni la Serbie. Ainsi la démocratie russe, comme don de joyeux avènement à l'Europe et comme première mesure pour sa propre sécurité, devait permettre aux Empires du Centre d'allonger le cortège des populations asservies et de les obliger demain comme aujourd'hui à fournir des soldats pour attenter à la liberté de nouveaux peuples dont le premier serait la Russie. Le vague où restait le gouvernement allemand, tandis qu'il laissait une presse censurée et même inspirée proclamer avec la plus grande netteté la nécessité d'annexions, achevait de montrer que les protestations d'amitié faites à la Russie n'étaient que des effusions de crocodile.

Le 15 mai, le chancelier de Bethmann-Hollweg, opportunément interpellé au Reichtag par M. Scheidemann, le leader des socialistes majoritaires, qui réclamait une paix sans annexions,

se gardait bien de se prononcer et de décourager la campagne pangermaniste qui redouble depuis quelques semaines pour raidir la volonté du peuple allemand. Il se bornait à déclarer : « Il ne peut y avoir pour moi qu'une seule ligne de conduite : rechercher une fin rapide et en même temps heureuse de la guerre. Je ne dois rien faire et rien dire au-delà. » Après avoir prêté à l'Angleterre et à la France des « buts extravagants de conquête et d'anéantissement de l'Allemagne » — le chancelier a jugé bon pour sa thèse de passer sous silence l'intervention de l'Amérique — M. de Bethmann-Holweg a répété à peu près, à l'usage des Russes, ce qu'avait dit la *Nordd. Allegemeine Zeitung* d'une paix honorable, de la fin des sacrifices que la pauvre Russie ne faisait plus que pour les appétits de ses alliés. Mais des conditions de cette « paix honorable » toujours pas un mot, de telle sorte qu'elle pouvait toujours consister à combler les vœux des pangermanistes, c'est-à-dire à annexer directement ou indirectement a l'impérium allemand la Courlande, la Lithuanie, la Pologne, pays que la démocratie russe peut bien renoncer à lier à son sort, même par les liens fédéraux les moins pesants, mais qu'elle ne désire sans doute pas voir passer de l'autoritarisme tsariste à l'oppression germanisante.

*
**

On a essayé en même temps de faciliter la « paix allemande » en habillant la Prusse en pays libéral. Là, sans doute, on avait aussi un autre objet : éviter par une anodine vaccine la contagion de l'esprit révolutionnaire qui soufflait en Russie et que l'intervention, évidemment désintéressée, de l'Amérique, devait exciter. Le 8 avril, Guillaume II adressait à M. de Bethmann-Hollweg un rescrit recommandant la préparation d'un régime électoral plus libéral pour le Landtag prussien et un rajeunissement de la Chambre des Seigneurs. Le souverain disait qu'après les sacrifices gigantesques de la nation..... « il n'y a plus de place, à mon avis, pour une loi électorale de classes ». Mais il n'était question de rien qui ressemblât à la responsabilité ministérielle. Bientôt même les partis de droite qui sont le soutien du trône prussien se sont émus, peut-être s'est-on aperçu que la contagion russe n'opérait guère au sein d'un peuple solidement gouverné et la commission chargée de préparer la réalisation du rescrit à été ajournée aux calendes grecques.

Les deux moitiés de la monarchie austro-hongroise se sont efforcées elles aussi, pour l'usage externe et pour l'usage interne, de faire figure d'Etats libéraux. Il s'agissait d'essayer de démontrer que les buts de guerre de l'Entente, demandant la libération des Tchéco-Slovaques, des Yougo-Slaves et autres nationalités opprimées dans les Etats des Habsbourg sont d'une super-

fluité impudente, tous ces peuples jouissant des libertés nécessaires. Sans doute a-t-on pensé que l'avènement d'un souverain nouveau, l'empereur et roi Charles, qui a succédé à François-Joseph mort le 21 novembre, rendrait plus facile à la double monarchie de changer de visage.

Le comte Tisza, qui était premier ministre de Hongrie, avec toutes les allures d'un dictateur, depuis juin 1913, a donné sa démission à la fin de mai. On ne sait exactement ce qui a déterminé cette retraite. Les uns ont prétendu que le Premier hongrois avait résisté aux projets allemands de reconstitution de la Pologne. D'autres ont cru qu'il s'opposait à la sujétion durable de la Hongrie à un *Mitteleuropa* économique créé au profit de l'Allemagne. Tisza, grand partisan de l'alliance allemande aurait été trop acharné à défendre, même contre les empiètements de l'allié, l'indépendance économique de la Hongrie. Tout cela est fort douteux. Il est plus probable que le ministre autoritaire, un des principaux auteurs de la guerre, devenait gênant au moment où la Couronne croit nécessaire d'esquisser une évolution de l'Etat hongrois vers le libéralisme, peut-être en promettant une loi électorale donnant plus de droits aux nationalités non magyares et aux paysans magyars eux-mêmes. Si tel est le dessein du roi, il faut croire qu'il était difficile de trouver dans le personnel politique hongrois, des hommes disposés et aptes à le réaliser. La crise a été longue. Elle a abouti à appeler au ministère un homme de second plan, le comte Esterhazy, qui n'a que très péniblement réussi à constituer son cabinet. Il parle d'élargir le droit de suffrage, de rendre le scrutin secret et quoiqu'il déclare que la loi électorale doit être avant tout « hongroise » il a vu de nombreux chefs de groupe lui refuser leur appui. Pour s'en étonner, il faudrait ignorer les traditions et les intérêts fortement établis qui tendent à maintenir le caractère féodal et étroitement magyar de l'Etat hongrois.

En Autriche, on a pensé qu'une réunion du Reichsrat, qui n'avait pas siégé depuis mars 1914, serait une manifestation opportune. Bien qu'elle eut été préparée avec toutes les précautions possibles, que les représentants les plus ardents des peuples slaves soient en prison ou en exil et que les autres eussent reçu l'avis qu'ils n'auraient pas beaucoup à faire pour être inculpés de haute trahison, cette manifestation a été surtout celle des incompatibilités que des traditions d'hégémonie et d'oppression germaniques ont créées entre les Allemands et les autres nationalités. Le 30 mai, lorsqu'on réunit le Parlement cisleithan, à qui on n'avait pas demandé de voter la guerre ni la moindre fraction des crédits de guerre, l'antagonisme éclata immédiatement. Seuls les Allemands participèrent à l'élection du président. M. Gross, nommé par 215 voix en présence de 195 abstentions. Les radicaux Tchèques avaient, dans une réunion préparatoire, élu pour président de leur union M. Klofac, qui est en

prison. Leur leader, M. Stanek, a dénoncé le dualisme, réclamé non pas seulement la restauration des droits du royaume de Bohême, mais le changement de la monarchie en une fédération d'Etats nationaux libres, dont l'un comprendrait tout le peuple tchéco-slovaque. M. Korosec, au nom des Slaves du Sud, a fait une déclaration analogue, demandant que tous les pays de la Monarchie habités par des Croates, des Serbes et des Slovènes soient réunis en un Etat autonome libre de la domination de toute race étrangère et ayant une constitution démocratique sous la dynastie de Habsbourg-Lorraine. Même avec cette affirmation de loyalisme, ces déclarations des Tchèques et des Yougo-Slaves ont été singulièrement courageuses et inspirées par un sentiment national remarquablement fort puisqu'elles n'ont été empêchées ni par l'exemple de tant de patriotes slaves jetés en prison, ni par des prières, presque des menaces que le premier ministre avait adressées aux députés des nationalités opprimées avant l'ouverture de la séance. Cette attitude des Tchèques et des Yougo-Slaves a entièrement justifié la manière dont les Alliés ont parlé des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie en répondant à la question du Président Wilson sur les buts de guerre des belligérants.

La réponse des partis allemands ne laisse pas espérer que le peuple jusqu'ici maître, se prête le moins du monde à la réalisation de ces aspirations nationales. On ne pouvait d'ailleurs rien attendre de tel, de gens dont le programme a été, tous ces derniers temps, de faire de l'allemand la seule langue d'Etat des pays autrichiens et de séparer la Galicie de la Cisleithanie pour permettre à un majorité allemande de dominer désormais les Tchèques et les Slaves méridionaux de l'Autriche — notons en passant que la séparation de la Galicie ne suffit pas aux Polonais d'Autriche: le 30 mai ils ont réclamé l'union de cette province à tous les pays polonais et signifié qu'ils ne pouvaient soutenir le gouvernement. Dans cette séance d'ouverture du Reichsrat, il a été déclaré au nom des partis de l'Union allemande et des Chrétiens-Sociaux que toute tentative pour remettre en vigueur les droits politiques de la Bohême et toutes les tendances autonomistes des députés sud-slaves se heurteront à l'opposition résolue des Allemands d'Autriche.

Pour imposer à ces Allemands le respect des droits des autres nationalités, c'est-à-dire leur faire accepter de n'être qu'un peuple libre et égal aux autres libres comme lui et ses pairs, il faudrait ou le sentiment de la défaite ou une volonté souveraine très forte. On a vaguement dit que le nouvel empereur et roi aurait cette volonté. Personne ne peut, a priori, déclarer qu'il n'a pas le désir de faire enfin régner la justice dans les Etats des Habsbourg, mais rien encore n'est venu montrer que les bonnes intentions qu'on lui prête soient autre chose qu'un des éléments de ces rumeurs et de ces déguisements qu'une foule de

courtiers et d'agences cherchent à accréditer pour inspirer aux pays de l'Entente des illusions créant un milieu favorable à la paix allemande. Ce n'est pas, en tous cas, le discours du trône adressé le 31 mai aux membres du Reichsrat qui pourra convaincre un observateur réfléchi que, avec le nouveau souverain, les vieilles allures de la machine autrichienne auront changé. L'empereur Charles a été à peu près aussi précis que « l'offre loyale » de la paix allemande faite le 12 décembre. Si les convenances l'obligeaient peut-être à dire qu'il gouvernerait « selon l'exemple de son illustre prédécesseur » il aurait pu du moins fair les premiers gestes d'une politique s'écartant de ce qu'il y a de détestable dans cet exemple. Il a parlé de « respecter inviolablement les libertés constitutionnelles » ; on sait qu'un tel serment n'a jamais gêné son prédécesseur, notamment en ce qui concerne la Bohême. « Je suis convaincu, a-t-il dit, que l'heureux développement de la vie constitutionnelle..... n'est pas possible sans l'élargissement des fondations constitutionnelles et administratives de notre vie publique à la fois dans l'Etat et dans les divers royaumes et pays, notamment en Bohème. » L'empereur a dit qu'il voulait créer avec l'aide du Reichsrat, « des conditions qui permettront, dans l'unité de l'Etat, en sauvegardant sûrement ses fonctions, le libre développement national et culturel de peuples également privilégiés. » A côté de ces formules, qui semblent avoir été conçues pour balancer soigneusement les contraires, il n'y avait dans le discours de l'empereur Charles que le mensonge de rigueur sur la guerre défensive, l'affirmation, non moins inévitable, de l'invincibilité des Empires du Centre, disposés malgré leur force indestructible à conclure la paix, et des amabilités pour la Russie « le grand peuple voisin de l'est, auquel nous unit une vieille amitié et qui devient graduellement conscient de ce qui est véritablement son objet et sa tâche. »

C'était peu pour annoncer une ère nouvelle dans la politique autrichienne. On peut dire, il est vrai, qu'il faudrait à un souverain de vingt-huit ans un sentiment bien fort de l'indépendance de ses Etats et une bien vigoureuse personnalité pour annoncer fermement une politique nouvelle, contraire aux traditions de la puissante bureaucratie autrichienne et aux passions de la race dominante, et cela au moment où l'armée austro-hongroise est soutenue et tenue par un enchevêtrement savant de troupes allemandes. Cela est vrai, mais il n'en reste pas moins que l'empereur Charles n'a encore montré ni le sentiment de ce que devrait etre l'Autriche-Hongrie pour devenir satisfaisante pour la majorité de ses peuples ni une vigoureuse personnalité. Son discours lui aurait été dicté par la vieille chancellerie et par l'allié de Berlin qu'il n'aurait pas été autrement conçu. Il lui reste encore à commencer à s'affirmer, s'il en a l'étoffe. En attendant, les manifestations de tout genre qui ont accompagné l'ouverture du Reichsrat ont rendu presque superflue la protestation lancée au nom des

Tchèques par M. Masaryk pour dénoncer cette réunion parlementaire comme une comédie destinée à tromper le monde, et la déclaration faite par le Comité Yougo-Slave à l'occasion du couronnement de l'empereur et roi et dénonçant la duperie de toute annonce d'une réorganisation de la monarchie de Habsbourg. Ni en Hongrie ni en Autriche on n'a vu jusqu'ici esquisser le moindre geste ayant plus de précision et de sincérité que les diverses opérations de camouflage que nous avons vu faire en Allemagne et ailleurs par la politique qui s'efforce de duper l'opinion universelle pour l'incliner à la paix allemande.

*
**

La Révolution russe a-t-elle été beaucoup influencée par les tentatives faites pour déguiser à ses yeux l'essence et les objets des autocraties du Centre? Il n'est pas nécessaire de le croire pour expliquer les tendances inquiétantes qu'elle a manifestées. A cet égard les gestes publics de Vienne et de Berlin ont eu sans doute moins d'effet que l'action souterraine de provocateurs et de corrupteurs allemands dont plusieurs ont été démasqués et même arrêtés malgré le manque de défense et l'incapacité où le peu de goût de réprimer qui caractérisent la jeune démocratie russe. Des causes internes suffisent d'ailleurs à expliquer dans la plus large mesure l'attitude prise par la Révolution russe en présence de la guerre. Celle-ci devait lui paraître un legs de l'impérialisme tsariste, un fléau appelé à disparaître avec sa cause pour peu que les autres peuples imitassent l'exemple révolutionnaire donné par la Russie. L'impossibilité de la révolution en Allemagne, la responsabilité unique et écrasante de l'impérialisme germanique, sont des contingences dont n'a cure l'absolutisme simpliste d'esprits qui dénoncent l'impérialisme en soi, en dehors de toutes les particularités nationales et de toutes les circonstances qui montrent à des esprits moins abstraits où est la culpabilité et où doit être le remède. L'esprit mystique naturel aux Russes, leur tolstoïsme pacifiste, le fait que beaucoup de meneurs révolutionnaires ont passé leur vie à secréter de la doctrine en prison et en exil, sans contact avec la réalité, devaient contribuer à faire marcher la révolution russe au-dessus de faits qu'elle estimait avoir abolis et à lui imprimer une candeur de miraculé.

Cette allure religieuse, qui caractérise d'ailleurs presque tous les grands mouvements humains, ne pouvait s'accommoder de l'esprit politique que conservaient les ministres du gouvernement provisoire tirés de la Douma. Ce gouvernement faisait cependant largement les choses pour la liberté ; il proclamait le 30 mars l'indépendance de la Pologne et peu après la France, l'Angleterre et l'Italie répondaient : « les gouvernements alliés

se sentent solidaires de la Russie dans la pensée de faire revivre la Pologne dans son intégrité ». Mais M. Miljukov continuait à vouloir une politique nationale, il maintenait les buts de guerre traditionnels de la Russie. Il s'était empressé de déclarer le 19 mars, dès le lendemain de la Révolution, que le gouvernement provisoire « observera fidèlement toutes les alliances qui lient la Russie aux autres puissances et tous les accords passés ». C'était rester sur un plan d'esprit étranger au Comité de Tauride et inacceptable pour lui. Le ministre des Affaires étrangères, qui voulait maintenir ces accords passés, entachés d' « impérialisme », dut se retirer le 16 mai, quelques jours après le ministre de la guerre, M. Guckov, qui ne pouvait se résoudre à voir la discipline, très spéciale, inaugurée par la révolution effriter l'armée.

Il fallut réorganiser le gouvernement que le Comité de Tauride ne voulut d'ailleurs pas prendre directement. On y introduisit un certain nombre de révolutionnaires, notamment MM. Kerenski, Terescenko et Cernov, qui prirent la guerre, les affaires étrangères et l'agriculture. Comme toujours dans les révolutions, les révolutionnaires chargés des responsabilités et ayant acquis les vues que donne le pouvoir firent pour l'établissement de l'ordre des efforts plus vigoureux que les hommes plus modérés qu'ils avaient débordés. M. Kerenski osa, dans une proclamation, parler d'établir dans l'armée une « discipline de fer » et il s'en fit l'apôtre dans une longue tournée au front. Ces personnages s'efforcèrent d'interpréter, avec l'aide de MM. Albert Thomas, Henderson et Vandervelde, socialistes dépêchés par la France, l'Angleterre et la Belgique auprès de la Révolution, la formule des délégués ouvriers et soldats qui préconisaient l'ouverture de pourparlers de paix « sur la base de la renonciation aux annexions et indemnités. »

Cette formule peut servir selon l'application qui en sera faite, soit à assurer les libertés de l'Europe soit à asseoir définitivement sur leurs ruines la domination de l'impérialisme germanique. Malheureusement les délégués ouvriers et soldats ne voient guère la menace de celui-ci.

L'Allemagne s'efforce de la leur dissimuler : comme nous l'avons dit, elle fait patte de velours à la Révolution russe. Elle se sert non seulement de déclarations comme celles que nous avons citées et de fraternisations sur le front, mais encore elle feint de ne plus mener sur le front russe qu'une guerre défensive qu'elle ne continue plus que bien contre son gré. Les Allemands ont été jusqu'à publier des communiqués dans lesquels ils paraissaient s'excuser de canonnades présentées comme une simple réplique à des canonnades russes qu'ils affectaient de trouver bien incompréhensibles de la part de la Russie nouvelle. Toutes leurs opérations sur le front russe ne sont que des « représail-

les » auxquelles les Russes devraient bien éviter de les contraindre. Ils oublient que ce front a été poussé par eux en plein territoire arraché à la Russie.

*
**

Mais la grande ressource de l'Allemagne, pour faire servir la révolution russe à ses desseins, est la mobilisation de la Sozialdemokratie. Non seulement cette force est, à l'intérieur de l'Allemagne, très docile, dans son ensemble au Kaiser, mais encore à l'étranger, elle est souvent dominée par des influences allemandes. L'Allemagne, berceau du marxisme est restée comme la Mecque du socialisme doctrinaire. Ce parti y a une organisation admirée ailleurs. Il a même des ramifications directes dans quelques pays étrangers ; certains organes de la Socialdemokratie suisse ont récemment reconnu qu'ils recevaient des subventions allemandes. En Russie le parti social-démocrate qui a ses adeptes parmi les ouvriers, est d'importation et de tradition allémande, contrairement au socialisme révolutionnaire, dont se rapprochent les paysans, et qui est beaucoup plus russe.

Tout cela explique que, au mois d'avril, les socialistes hollandais, ayant à leur tête M. Troelstra, dont les accointances allemandes sont connues, aient lancé l'idée de tenir une conférence socialiste internationale à Stockholm. Cet appel se faisait d'ailleurs en dehors de l'organisation régulière de l'Internationale. Les services qu'il devait rendre à l'entreprise de domination allemande, qui pèse déjà sur tant de nationalités asservies apparaissaient au programme annoncé par M. Troelstra pour la conférence laquelle, disait ce personnage « devra ne pas s'arrêter aux questions nationales..... » et ne pas approfondir la « question de culpabilité ».

Une paix établie sur ces bases affermirait l'oppression des peuples de l'Europe Centrale qui ont toutes les raisons de désirer que l'on s'arrête à leurs questions nationales ; elle consoliderait moralement l'emprise des gouvernements autocratiques en passant l'éponge sur leurs formidables responsabilités. C'est dire que le programme tendancieux de M. Troelstra n'était pas acceptable pour les socialistes de l'Entente, ceux de France en particulier, dont un nombre infime consentiraient à jeter ainsi par-dessus bord la question d'Alsace-Lorraine.

Ils n'admettent pas, comme l'écrit le 1er juin M. Renaudel dans l'*Humanité*, qu'une pareille crise se termine par un compromis qui impliquerait que la question de la liberté des peuples et l'établissement d'une paix durable restent en suspens.

Cependant, malgré la répugnance d'un grand nombre d'entre eux à rencontrer M. Scheidemann et ses majoritaires, serviteurs du Kaiserisme, ils venaient de voter la participation du socialisme français à la conférence de Stockholm. Beaucoup espéraient y démasquer aux yeux des Russes l'attentat de l'Allemagne et même la complicité des socialistes majoritaires allemands. Ils comptaient y soulever utilement la question d'Alsace-Lorraine ; c'était notamment l'espoir déclaré de M. Longuet, un des minoritaires français. De fait, des hommes résolus, n'étant pas dominés par la superstition de parti, pouvaient espérer faire éclater aux yeux des socialistes russes tout ce qu'il y a de contradictoire dans l'essence même du régime des Empires du Centre aux principes les plus élémentaires de liberté. La présence des socialistes des nationalités opprimees d'Autriche — notamment des Tchèques qui ont récemment déclaré se solidariser avec leurs compatriotes des autres partis, — pouvait devenir singulièrement gênante pour les porte-parole inavoués du Kaisérisme à Stockholm. M. Branting, le leader socialiste Suédois n'était sans doute pas disposé à faciliter le rôle de ces derniers puisqu'il a déclaré que la paix sans indemnités ni annexions ne devrait pas signifier le retour au *statu quo ante* qui comportait de si criantes injustices.

Mais la question de Stockholm a été très mal posée en France. On en a trop parlé comme d'une manifestation pouvant rapidement imposer la paix. Certains commentaires, peut-être systématiques de quelques journaux sournoisement pacifistes, représentaient le voyage de socialistes français à Stockholm comme une manière de démarche officielle pouvant engager la France. C'était peut-être donner naissance à des illusions dangereuess dans la lourde atmosphère de la fin de la troisième année de guerre. Ce danger a été nettement senti au Parlement en même temps qu'on y éprouvait une certaine irritation à l'idée que le gouvernement régulier put avoir l'apparence d'être dessaisi, au profit des représentants d'un parti, de la conduite des affaires du pays, surtout dans une matière aussi vitale que la conclusion de la guerre. M. Ribot eut très nettement conscience de ce sentiment du Parlement. Il le résuma au Palais-Bourbon, avec son éloquence habituelle dans la séance du 4 juin. Et, par 467 contre 52, la Chambre des Députés vota l'ordre du jour suivant :

« La Chambre des Députés, expression directe de la souveraineté du peuple français, adresse à la démocratie russe et aux autres démocraties alliées son salut.

« Contresignant la protestation unanime qu'en 1871 firent entendre à l'Assemblée nationale les représentants de l'Alsace-Lorraine, malgré elle arrachée à la France, elle déclare attendre

de la guerre qui a été imposée à l'Europe par l'agression de l'Allemagne impérialiste, avec la libération des territoires envahis, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie et la juste réparation des dommages.

« Eloignée de toute pensée de conquête et d'asservissement des populations étrangères, elle compte que l'effort des armées de la République et des armées alliés permettra, le militarisme prussien abattu, d'obtenir des garanties durables de paix et d'indépendance pour les peuples, grands et petits, dans une organisation, dès maintenant préparée, de la société des nations. »

Le vote de la Chambre, suivi, quelques jours plus tard, par le vote d'un ordre du jour encore plus énergique au Sénat a été très utile pour donner de l'ordre et du ton à l'opinion française. Mais ces manifestations de raison et de volonté ne réglent pas la question russe.

Presque au moment où le Parlement français se prononçait, le Conseil des délégués des ouvriers et soldats manifestait en faveur d'une conférence socialiste qui préparerait la fin de la guerre pour organiser la lutte contre « les gouvernements et les classes impérialistes ». Il règne dans ce milieu un état d'esprit très clair pour quiconque suit avec attention les gestes des révolutionnaires russes et a l'occasion de causer avec quelques-uns d'entre eux. Ils confondent volontiers ennemis et alliés dans le bloc des « gouvernements capitalistes » également responsables de cette guerre. De la catastrophe et des conséquences qu'elle a eues en Russie ils attendent, avec une sorte de foi mystique qui ignore toute nuance, l'affranchissement du genre humain. Pour eux la tentative révolutionnaire russe de 1905 a été cause des révolutions chinoise et jeune turque — ils ne s'attachent pas à examiner les caractères et les conséquences de ces mouvements —; la crise décisive de mars 1917 doit avoir des conséquences autrement grandioses. Que chaque pays se tourne contre son gouvernement, qu'il imite le grand exemple de la Russie et, après les destructions nécessaires, un ordre parfait s'établira entre les hommes. Cet état de religion absolutiste ne voit guère de degré dans l'hétérodoxie. Il méprise les pâles démocraties de l'Occident sans se rendre compte que, si elles ne réalisent pas son idéal, c'est qu'elles sont depuis longtemps arrivées à la période de l'application, et que les choses se tassent nécessairement quand les doctrines entrent en contact avec les réalités ; les Russes ne se disent pas que les démocraties de l'Occident sont ce qu'elles sont avec le consentement de la majorité à qui des élections périodiques permettent de voter n'importe quelle réforme, ou, s'ils se le disent, quelques-uns pensent peut-être qu'une minorité devrait imposer l'idéal révolutionnaire à cette majorité embourgeoisée.

L'intervention américaine, si éloquente par elle-même et d'un désintéressement si éclatant pour quiconque raisonne, n'arrive

même pas à leur faire comprendre à tous quel est le problème pratique que pose pour la liberté des peuples l'impérialisme allemand. Et il n'est pas certain que beaucoup d'entre eux, suivant leur idée fixe, ne restent pas non seulement sceptiques mais même soupçonneux de quelque impérialisme sournois, en présence du message du Président Wilson au peuple russe que les journaux ont publié le 12 juin et qui rappelait un certain nombre de vérités élémentaires. Il dénonçait l'emploi que l'impérialisme allemand fait des socialistes : « le gouvernement impérial allemand, disait-il, et les hommes qu'il emploie pour leur propre perte, cherchent à obtenir des gages que la guerre finira par la restauration du *statu quo ante bellum*. C'est ce statu quo d'où est sortie la guerre inique, d'où est sorti le pouvoir du gouvernement impérial dans l'empire, sa domination sans limites et son influence en dehors de l'empire..... c'est pourquoi ce *statu quo* doit être modifié de façon à empêcher qu'un pareil état de choses puisse se renouveler..... les questions concrètes ne peuvent être réglées que par des moyens concrets. Ce ne sont pas des phrases qui donneront ce résultat. » Et après avoir annoncé la société pacifique des nations qu'il veut créer, le Président ajoutait..... « si nous ne versons pas *maintenant* notre sang et notre argent, si nous ne réussissons pas *maintenant*, il se peut que nous ne puissions jamais réaliser cette union..... »

Et tandis que les révolutionnaires russes suivent leur rêve, l'Amérique a pris les moyens concrets de réaliser son idéal. C'est d'après tous ceux qui suivent le mouvement russe, et notamment d'après M. Masaryk qui écrivait au *Times* qu'il ne faut pas s'attarder à interpréter les formules de pacifistes visionnaires, le seul moyen de sauver le monde du danger que lui fait courir l'abstention militaire de la Russie. Cette abstention a beaucoup contribué à permettre aux Allemands de tenir relativement en échec l'offensive franco-anglaise du printemps dernier en lui opposant des divisions et surtout du matériel tirés du front russe. Cependant l'Amérique agit : elle s'est imposé la conscription, elle a inscrit sans difficulté 10 millions et quart d'hommes en état de porter les armes. Son intervention a arrêté tout l'approvisionnement de l'Allemagne par les neutres qui craignent de ne plus rien recevoir eux-mêmes. Elle tend à atténuer la guerre sous-marine qui, on le voit maintenant, est une gêne pour l'Entente mais pas une arme décisive pour l'ennemi. Elle annonce l'entrée en ligne de nouvelles forces fraîches contre la force déclinante de la coalition germanique.

Au moment où le *Monde Slave* commence à paraître, tout fait espérer le succès de la politique de liberté européenne qu'il préconise : la domination germanique n'a plus qu'une espérance : la révolution russe et les contagions qu'elle pourrait avoir. L'Allemagne, avec son gouvernement fort, resterait le seul point

fixe, la seule organisation au milieu d'une poussière révolutionnaire qu'elle balaierait à sa guise. Sa caste régnante consoliderait son empire sur un peuple à qui elle donnerait la satisfaction, escomptée par toute l'Allemagne en 1914, de dominer et d'exploiter les autres, et à qui elle montrerait les perdants dans une mauvaise paix comme des ilotes, comme l'exemple de ce que révolution fait de nations qui n'ont pas la chance d'avoir un empereur obéi et un mouvement résolu. Là est le seul danger qui reste. Nous sommes arrivés au quart d'heure où il suffit de tenir pour vaincre : il n'est pas paradoxal de dire que l'autocratie n'a plus d'espoir que dans la révolution et le militarisme dans un pacifisme illusoire.

*
**

Nous ne voulons pas parler, à la fin d'une première revue, nécessairement longue, de la politique italienne en Albanie ni de la déposition du roi Constantin. Ce sera pour le mois prochain. Il nous fallait seulement, cette fois, résumer ceux des événements de la dernière période qui déterminent dans ses plus grandes lignes la situation internationale actuelle.

Robert de Caix.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages essentiels en français sur la Russie nouvelle.

I. GÉOGRAPHIE

Elisée Reclus. — *Nouvelle géographie universelle.* Hachette 1880 — tome V, pages 228-918, *La Russie d'Europe;* tome VI, l'*Asie Russe,* (890 pages). — Quoique un peu vieille déjà sur bien des points, la géographie universelle d'E. Reclus demeure l'ouvrage classique auquel doit se reporter quiconque désire connaître à fond la Russie. Elle indique d'abord les traits essentiels de l'ensemble du pays, puis elle l'étudie par provinces, de la Finlande à la Crimée. Dans chaque région, une place importante est faite à l'ethnographie, souvent si complexe; les villes sont décrites avec beaucoup de détails. Il convient de ne plus se fier aux statistiques: trop de changements sont survenus en près de 40 ans, dans un pays dont le développement depuis un demi-siècle tient du prodige. Le volume consacré à l'Asie russe est divisé en trois parties: pays du Caucase, Asie centrale russe, Sibérie. Il ne le cède en rien au premier. De nombreuses gravures et des cartes rehaussent la valeur de l'œuvre, et un index soigné en rend le maniement facile, malgré ses vastes proportions.

J. Legras. — *Au pays russe.* Colin 1910 (360 pages). — Le volume de M. Legras n'est pas à proprement parler une étude géographique. Il contient des impressions de voyage, des descriptions de Varsovie, Odessa, Kiev, Arkhangel, Petrograd. De ces impressions, l'auteur déduit les traits principaux du caractère russe. Très animé, pittoresque, le récit, qui volontairement se tient à la surface des choses, laisse cependant au lecteur l'impression d'avoir fait en Russie un voyage, trop rapide mais suffisant pour lui permettre, lorsqu'il le recommencera, d'approfondir sans peine sa connaisance du pays et des gens.

J. Legras. — *En Sibérie.* Colin, 1899 (380 pages). — Ce second volume de M. Legras complète le premier. C'est aussi un carnet

de route, vivant, pittoresque, animé. Il fait connaître une partie seulement de la Sibérie, mais d'une manière très agréable. Quand on le ferme, on garde au fond des yeux comme le reflet d'un voyage que l'on aurait fait soi-même, et quelques jolies illustrations d'après les clichés de l'auteur lui-même rendent l'illusion complète.

La plupart des ouvrages consacrés à l'histoire de la Russie sont précédés d'une introduction géographique.

II. HISTOIRE

A. Rambaud. — *Histoire de la Russie depuis les origines jusqu'à nos jours.* 6e éd., revue et complétée jusqu'en 1913 par E. Haumant, Hachette 1914, (959 pages). — Œuvre de premier ordre, qui donne une vue exacte et précise de l'évolution de la Russie et une connaissance suffisamment détaillée de tous les faits principaux de son histoire. Elle se divise en sept grandes parties: *Les origines* (en tête, un chapitre consacré à la géographie), *La Russie princière, Les invasions du* XIIe *au* XIVe *siècle, La Russie moscovite, Pierre le Grand, Les Impératrices du* XVIIIe *siècle, Les Empereurs.* Le dernier chapitre, qui est de M. Haumant, moins développé que les précédents, est tout aussi remarquable par la clarté de l'exposition, la netteté des vues, la rapidité du récit. Il s'étend jusqu'à la veille de la guerre et donne un récit impartial et vivant de la révolution de 1905. Une bibliographie complète termine l'ouvrage. Le lecteur novice aura peut-être quelque peine à s'orienter au milieu du labirynthe de noms et de titres qu'elle lui présente. Mais à tous ceux qui ont quelque habitude du travail, elle sera extrêmement utile.

Soloviev. — *Histoire de la Russie,* traduite par la princesse Souvorov, E. Dentu, 1879. (680 pages). — Ce volume, si peu répandu en France qu'il n'est cité dans aucune bibliographie, est la traduction d'une œuvre classique en Russie, le *Manuel d'histoire russe* de S. Soloviev, publié pour la première fois en 1859, et qui, malgré ses proportions assez considérables, en était déjà en 1880 à sa huitième édition. Il ne faut pas le confondre avec l'*Histoire de la Russie* du même auteur, qui comprend 29 volumes et dont il n'existe pas de traduction. C'est une œuvre de vulgarisation, qui se termine à la mort d'Alexandre Ier (1825). La traduction, correcte, arrête cependant parfois le lecteur. La période ancienne jusqu'à Pierre le Grand, est relativement beaucoup plus développée que la période moderne. Ce livre peut à certains points de vue compléter l'histoire de Rambaud, en y ajoutant un tableau plus pittoresque des événements. Mais

il est moins détaillé, moins documenté, et ne contient ni notes, ni bibliographie, ni table des matières un peu développée.

E. Haumant. — *La culture française en Russie* (1700-1900). Hachette, 1910 (530 pages). — Ce remarquable ouvrage est une histoire de l'influence française en Russie depuis les origines jusqu'à nos jours. Il montre le rôle toujours plus considérable que la culture française a joué en Russie jusqu'aux premières années du XIXe siècle. Vers 1815, la Russie s'éveille à une vie indépendante, et commence à secouer le joug intellectuel de l'étranger. Péniblement, mais sans relâche, elle lutte contre lui pendant près d'un siècle. Sans s'affranchir complètement des idées françaises, vers lesquelles elle se tourne toujours dans les moments de crise, elle ne s'en contente plus désormais et cherche au-delà d'elles la route nouvelle qu'elle doit ouvrir à l'humanité. Très documenté, très précis, accompagné d'un index et d'une bibliographie détaillés, le volume de M. Haumant est en même temps très vivant, coloré et pittoresque. Les lecteurs français mal au courant des choses russes ne sauraient choisir un meilleur guide pour les initier à l'histoire de la civilisation russe. Les constants rapprochements avec la littérature française, qu'ils connaissent, les aidera à se retrouver dans la nouveauté des faits russes, et ils prendront ainsi une idée d'ensemble du développement intellectuel de la Russie.

M. Kovalevski. — *Institutions politiques de la Russie. Naissance et développement de ces institutions, des commencements de l'histoire de la Russie jusqu'à nos jours.* Traduit de l'anglais par Mme Derocquigny. Giard et Brière, 1903 (967 pages). — C'est une histoire de l'évolution politique de la Russie, depuis les origines jusqu'à l'époque actuelle. Destinée aux gens du monde et non aux spécialistes, elle montre comment la Russie, d'État oriental qu'elle était, est devenue une nation européenne. Elle a accompli cette transformation en empruntant leurs institutions politiques à la Suède, à l'Allemagne, à la France et à l'Angleterre, tout en conservant cependant le principe des siennes. Cette situation ne peut durer; l'autocratie, en face du self-goverment local qu'elle-même a jugé nécessaire, ne peut pas se maintenir. Des libertés doivent être toujours plus largement accordées aux sujets russes, aux Polonais, aux Finlandais. M. Kovalevski ne tire pas lui-même ses conclusions, il les laisse s'imposer au lecteur. L'esprit général en est que la Russie n'était pas faite pour subir un régime autocratique; ce régime lui a été imposé par les Romanov; mais il perd du terrain depuis Alexandre Ier, et il finira par disparaître complètement.— Les événements qui se sont déroulés en Russie à partir de 1905 et ceux qui s'accomplissent sous nos yeux depuis les derniers jours de février ont donné au livre de M. Kovalevski une singulière actualité.

P. Chasles. — *Le Parlement Russe, son organisation, ses rapports avec l'Empereur,* préface d'Anatole Leroy-Beaulieu. Rousseau, 1910 (210 pages). — M. Chasles rappelle d'abord dans une introduction historique la formation de l'autocratie en Russie, l'affaiblissement des forces aristocratiques et démocratiques, l'éveil des idées constitutionnelles sous Catherine II et Alexandre Ier, la création, en 1801, du Conseil d'empire. Il montre comment les idées constitutionnelles ont pris une extension toujours plus grande au cours du XIXe siècle, et comment elles ont entraîné l'établissement entre 1905 et 1909, d'un pouvoir représentatif, constitué, depuis l'élection de la troisième Douma, par la Douma et le Conseil d'Empire, l'une octobriste dans sa majorité, l'autre réactionnaire. Il étudie ensuite dans le détail, avec une méthode rigoureuse, la composition des deux Chambres, leur organisation, leurs fonctions, qui sont législatives et financières, mais ne leur donnent aucun droit de contrôle sur les actes du gouvernement. Il montre enfin comment la révolution de 1905, tout en marquant un grand pas dans l'évolution politique de la Russie, n'a pas résolu d'une façon radicale les questions les plus graves qui agitent le grand empire. Le mouvement de transformation de la Russie n'est que commencé, il faut en attendre le développement. — Les événements récents ont prouvé que M. Chasles n'était pas seulement un excellent juriste, mais un historien perspicace, qui sait voir juste dans les faits politiques.

Dr. Adolf Tœrngren. — *L'Evolution de la Russie pendant les années* 1904-1907. Traduit du suédois par Mlle F. Pluche. Plon, 1911 (310 pages). — Le récit que donne M. Tœrngren de la révolution russe et des événements qui l'ont accompagnée est intéressant en ce qu'il nous montre l'opinion d'un libéral sur la révolution russe de 1905. Il est assez curieux de comparer cette opinion à celle du réactionnaire Poléjaief, dont il sera question plus loin. Adoptant un ordre purement chronologique, M. Tœrngren décrit les progrès de l'idée constitutionnelle jusqu'à la loi Bouligin, les premières journées révolutionnaires et la réaction qu'elles ont suscitée, les réformes du ministère Witte, les nouvelles lois fondamentales de Goremykin. Il montre ensuite la première Douma à l'œuvre, bientôt dissoute sous le ministère Stolypin; il indique les problèmes difficiles qu'avait à résoudre le gouvernement, question agraire et balance du budget. Enfin il expose l'activité de la seconde Douma, et s'efforce de discerner les conséquences que pourra entraîner le nouveau coup d'état et la réforme de la loi électorale. S'il n'était pas parfois confus et quelque peu obscur, le volume de M. Tœrngren serait un document des plus précieux. Tel qu'il est, il demeure un instrument de travail utile, très nourri de faits, et accompagné d'une bibliographie des meilleurs ouvrages sur le sujet. La traduction de Mlle Pluche est excellente.

Paul Miljukov. — *La crise russe. Ses origines, son évolution, ses conséquences.* Edition revue, corrigée et mise à jour, avec un chapitre additionnel par l'auteur. Traduction de Mme Marie Petite. Librairie Universelle, 1907 (435 pages). — Ce volume contient une série de conférences faites par M. Miljukov à Chicago et à Boston en 1903 et 1904. Seul, le chapitre final a été écrit lorsque les événements eurent prouvé que le bouleversement prévu par l'auteur ne pouvait pas être évité. Les six autres traitent successivement de l'idée nationaliste, de la tradition religieuse, de la tradition politique, de l'idée libérale, de l'idée socialiste, de l'urgence des réformes ; ils visent à donner un tableau de la situation matérielle et surtout de la situation morale de la Russie en 1904. Quoique libéral ardent, M. Miljukov s'efforce de rester d'un bout à l'autre de son ouvrage un juge impartial, et il s'arrête précisément au moment, où, entraîné lui-même dans la lutte, il sent qu'il n'écrira plus en historien, mais en homme d'action. Sa sincérité est indubitable ; cependant il ne faut pas oublier que juger une crise avant qu'elle soit terminée est une tâche à peu près impossible. Si donc l'œuvre de M. Miljukov n'est pas la véritable histoire de la crise russe, elle reste du moins un des documents les plus complets, les plus circonstanciés, les mieux présentés sur la première partie de la grande révolution dont le second acte se joue sous nos yeux.

M. Kovalevski. — *La crise russe. Notes et impressions d'un témoin.* Giard et Brière, 1906 (300 pages). — M. Kovalevski attribue, avec raison, une importance mondiale à la lutte de la Russie pour la liberté. Il a assisté à la première partie de la révolution. Sans en donner un récit complet, il s'efforce d'en rappeler les scènes qui l'ont surtout frappé et d'expliquer au public d'Occident, très ignorant de toutes les choses russes, les principaux problèmes posés et leurs solutions possible. Pour ne pas effrayer ses lecteurs, il a divisé son ouvrage en chapitres dont chacun étudie séparément une question, depuis les origines jusqu'à nos jours. Ce procédé de composition entraîne une certaine lourdeur dans le développement. Mais le travail est très intéressant : il nous présente l'opinion d'un témoin oculaire de la révolution qui, malgré ses tendances libérales, s'efforce de rester impartial et le plus souvent y réussit.

P. Polejaief. — *Six années. La Russie de* 1906 *à* 1912. Adapté du russe et précédé d'une introduction par Gaston Dru. Plon, 1912. (250 pages). — Avec le volume de M. Polejaief, nous abordons la période des réformes qui a suivi la crise russe de 1905 et qui s'est en fait prolongée jusqu'à la déclaration de guerre. L'excellente introduction de M. Dru met le lecteur en garde contre l'esprit réactionnaire dans lequel est écrit ce livre ;

il ne faut évidemment pas chercher sous la plume de M. Polejaief un exposé impartial de la question ; les faits qui sont rapportés sont exacts, mais ils sont présentés sous un jour que la plupart des lecteurs, et non sans raison, jugeront faux. Pour tirer de ce volume tous les renseignements qu'il contient, il faut avoir lu soigneusement cette préface, où M. Dru décrit de façon claire et vivante les différents partis politiques russes en 1912. Grâce à elle, on peut situer exactement l'auteur dans son milieu, et attribuer à ses idées et à ses jugements leur véritable valeur. D'après M. Polejaief, les réformes introduites dans ces six années en Russie dépassent tout ce qu'on aurait pu espérer ; on s'est occupé de la question agraire, de l'industrie et du commerce, des finances, de l'armée et de la marine, des écoles, des libertés civiques (liberté de la presse, droit de réunion et d'association, etc.), de l'administration. A vouloir précipiter les réformes, on aurait risqué de tout compromettre et de ruiner à jamais la prospérité matérielle du pays. Cette prospérité, c'est le but que vise essentiellement le gouvernement; et les révolutionnaires cherchent à l'empêcher de l'atteindre, pour mieux pouvoir pêcher en eau trouble. Si irritant que soit parfois l'optimisme de M. Poléjaief, on a profit à lire son livre; car il est bon de ne pas se contenter de l'opinion de l'un des partis, et de ne pas risquer ainsi de juger avec une sévérité excessive des hommes qui se sont sans doute souvent trompés, mais qui étaient animés d'une indiscutable bonne volonté et d'un patriotisme sincère.

III. ÉTUDES GÉNÉRALES SUR L'ÉTAE ACTUEL DE LA RUSSIE

I. Politique intérieure.

A. Leroy-Beaulieu. — *L'Empire des Tsars et les Russes.* Hachette, 1897-1898 (3 vol., 587, 625 et 661 pages). — Le grand ouvrage de M. Leroy-Beaulieu reste encore aujourd'hui le livre classique dans lequel tous les esprits curieux de connaître la Russie doivent commencer à l'étudier. Son premier volume a été publié pour la première fois en 1881 ; plusieurs éditions se sont succédé jusqu'en 1897; depuis, l'auteur n'a plus voulu en laisser paraître, parce que les changements considérables survenus dans l'administration et la politique russes auraient rendu nécessaire un remaniement complet. On ne peut donc se le procurer que d'occasion ou dans les bibliothèques. — Le premier volume, intitulé : *Le pays et les habitants,* est divisé de la manière suivante : la nature, le climat et le sol ; les races et la nationalité ;

le caractère national et le nihilisme; les éléments de la civilisation; les classes sociales; les paysans et l'émancipation; le mir. — Le second volume, *Les institutions,* traite de : l'administration centrale et locale ; la bureaucratie ; la police ; les assemblées provinciales et municipales ; la justice et les tribunaux ; la presse et la censure; le parti révolutionnaire des réformes politiques. — Le troisième est consacré à *La religion:* le sentiment religieux et le mysticisme slave; l'orthodoxie orientale en Russie; l'Église, l'État et le tsar; les deux clergés : moines et popes; le raskol et les vieux-croyants; sectes rationalistes, sectes mystiques, protestants, catholiques, juifs, musulmans. Malheureusement, la lecture de l'*Empire des Tsars* est assez pénible, par la faute d'une certaine lourdeur de style, qui effraie les esprits ennemis de l'effort. Mais quiconque veut avoir sur la Russie des idées précises, raisonnées, mûrement pesées, n'en peut trouver une mine plus riche que ces trois volumes. D'autres historiens sont venus depuis, qui ont envisagé de manières diverses les questions étudiées par Leroy-Beaulieu ; ils ont écrit des ouvrages de lecture plus facile ; mais lorsque leurs conclusions sont différentes des siennes, elles sont presque toujours discutables ; ils renvoient tous à l'œuvre du maître, à laquelle peu d'entre eux ont ajouté quelque chose d'important.

Louis Leger. — *Russes et Slaves.* 1re, 2e et 3e série. Hachette 1890. — *Le monde slave,* 1re, 2e série. Hachette 1897. — *Etudes slaves, Nouvelles études slaves.* Leroux 1875-86. — Les volumes charmants de M. Louis Leger forment avec l'œuvre d'A. Leroy-Beaulieu un contraste frappant. M. Leger, l'un des initiateurs et aujourd'hui le doyen des études slaves en France, a su donner au travail ardu qu'il entreprenait tant de simplicité et de naturel que ses livres ont pénétré partout et qu'ils ont rendu d'éminents services à la cause pour laquelle s'enthousiasmait leur auteur, en éveillant vis-à-vis de la Russie la curiosité de tous, lettrés et ignorants. Très riches de couleur, vivants et animés, ils présentent de plus cet intérêt pour nous, de nous montrer la Russie, non pas isolée, mais placée, comme il convient, au milieu des autres pays slaves. Voici quelques-uns des sujets que traitent ces excellents recueils d'articles : Les Slaves et la civilisation; la formation de la nationalité russe; la femme et la société russe au xvie siècle, les premiers diplomates russes à l'étranger. La fin de *Russes et Slaves* est consacrée aux Serbes et aux Bulgares; ailleurs une place importante est faite à la Pologne et à la Bohême. A signaler entre autres: les origines du panslavisme (le *Monde Slave,* 1re série); l'expansion des races Slaves (ibidem); l'art de voyager en Russie, (le *Monde Slave,* 2e série). L'œuvre entière de M. Louis Leger ne saurait trop être recommandée; la lecture en est facile et du plus haut intérêt.

V. Berard. — *L'Empire russe et le tsarisme.* Colin, 1905, (350 pages). — Pendant la révolution russe de 1905, M. V. Bérard juge qu'il convient d'expliquer au public français, qu'indigne la sanglante réaction tsariste, les raisons de l'alliance franco-russe. Son livre est un essai de faire connaître la Russie à la France. Il étudie rapidement la terre russe, son histoire, les nationalités qui s'y rencontrent et les religions qu'elles professent Il expose ensuite la politique de russification qui a été adoptée par le gouvernement à partir du règne d'Alexandre I^er^, et qui a abouti au régime actuel, intolérable pour tous les esprits indépendants. Revenant en arrière, il reprend le tsarisme à son origine, montre l'autocratie s'établissant de plus en plus puissante depuis Pierre le Grand, mais ne parvenant cependant pas à empêcher la nation de prendre une conscience toujours plus nette de son individualité. Elle exige désormais certaines réformes, et elle finira par les obtenir. Une carte en couleur est jointe au texte. La langue riche et colorée retient l'attention; l'intérêt du volume est encore rehaussé par de nombreuses et longues citations, choisies avec art et qui ont l'avantage de faire voir la Russie à travers ses écrivains eux-mêmes.

La Russie. Revue encyclopédique, n° 24, 1^er^ décembre 1891, Larousse. (70 pages). — Ce numéro de la *Revue encyclopédique* contient les éléments de tout ce qu'un homme cultivé devait savoir de la Russie à la date où il a paru. Les articles, en sont signés par les plus grands slavisants français: L. Leger, Melchior de Vogüé, Rambaud, A. Leroy-Beaulieu, A. Vandal, d'autres encore. Des études sur la littérature, l'art, la musique et la caricature russes y précèdent des articles de caractère plus austère : formation de la Russie, rapports de la Russie et de la France, les Russes en Asie, le gouvernement, le mir et la commune russes, la Russie économique, l'instruction publique. La troisième partie traite des nationalités en Russie, de la géographie physique du pays, décrit Saint-Pétersbourg et Moscou, et donne un aperçu rapide de l'état de l'armée, de la marine et de la science russes. Quelques paragraphes supplémentaires contiennent des renseignements précieux sur certains points de détail, alphabet, calendrier, mesures et monnaies, décorations, religions, etc... Plusieurs cartes, quelques tableaux et de nombreuses photographies contribuent à faire de cette publication une œuvre des plus utiles.

A. Yermoloff. — *La Russie agricole devant la crise agraire.* Hachette, 1907, (343 pages). — M. Yermoloff, qui fut longtemps ministre de l'agriculture en Russie, était mieux que personne à même d'exposer d'une manière claire et précise la crise agraire que traverse la Russie. Libéral, mais conscient des réalités, il trace de la situation un tableau fidèle : mérite rare,

et service réel rendu au lecteur français. Il étudie d'abord l'organisation du mir; la situation misérable des paysans et de l'exploitation agricole; il montre le rapport de cette situation avec les premiers désordres de 1905. Il indique certains procédés qui pourraient améliorer le sort des paysans : utilisation de l'eau des neiges et des pluies, transformations du mode de boisement. Il continue son tableau de la Russie agricole, et termine en indiquant les revendications des agriculteurs et les réformes qui lui paraîtront le plus efficaces. Sans un léger flottement dans le plan, son œuvre serait une des meilleures qui aient paru sur ce sujet. Elle abonde en renseignements précieux, et est d'une lecture extrêmement instructive pour quiconque s'intéresse non seulement à la Russie, mais à la question agraire dans tout autre pays.

Marchand. — *Les grands problèmes de la politique intérieure russe.* Alcan, 1912. (264 pages). — M. Marchand expose rapidement et d'une manière très claire les principales questions qui se posent en Russie : question agraire, questions polonaise et finlandaise, défense nationale, situation politique. Il y joint, dans un appendice, la loi électorale de la Douma du 3 juin 1907, deux plans relatifs à la question agraire et une carte de Pologne. On pourrait reprocher à l'auteur un optimisme exagéré. Pour faire comprendre les grandes lignes d'une situation délicate, il a été amené à la schématiser et elle paraît ainsi presque brillante. Les lecteurs qui se préoccupent moins de trouver des remède aux maux dont souffre la Russie que de se faire une idée claire du pays russe, liront son livre avec un grand profit.

G. Alexinsky. — *La Russie moderne.* Flammarion, 1912, (380 pages). — *La Russie et la guerre.* Colin, 1915, (360 pages). — *La Russie et l'Europe.* Flammarion, 1917, (350 pages). — Les trois volumes de M. Alexinsky ne peuvent être séparés. Quoique d'une valeur inégale — les deux derniers sont incomparablement supérieurs au premier — ils forment un tout complet, inspiré des mêmes idées directrices. On pourrait reprocher à la *Russie moderne* et à *la Russie et l'Europe* un plan trop morcelé ; l'auteur étudie chaque question depuis les origines jusqu'à nos jours, de sorte qu'il se trouve amené à des répétitions et à des redites. Dans *la Russie moderne,* il indique comment la Russie s'est développée à l'écart des autres pays d'Europe, quelle a été son histoire, la formation de son organisation, l'évolution de l'idée nationale et religieuse, de la littérature et de l'art. Dans *la Russie et l'Europe,* au contraire, il étudie l'influence de l'Europe sur le développement de la Russie, les liens matériels qui unissent l'une à l'autre, leur contact armé, enfin l'européanisation de l'État, de la littérature et des idées. Ce sont, d'ailleurs, des volumes très nourris, et la lecture du dernier surtout est intéressante et facile.

La Russie et la guerre, elle, suit l'ordre chronologique, et par là convient mieux au public français, toujours sensible aux mérites de la composition et de la forme. Trois parties : avant la guerre, pendant la mêlée, après la guerre, nous exposent la situation de la Russie en 1914, son activité depuis l'ouverture des hostilités, et ce qu'elle peut espérer retirer du traité de paix. Non seulement M. Alexinsky, ancien député à la Douma, connaît admirablement son pays, dont il donne une description très fidèle, mais il a pour la France une admiration ardente qui touchera le lecteur français et lui fera apprécier mieux encore les incontestables qualités de l'écrivain.

II. Politique extérieure.

A. Leroy-Beaulieu. — *La France, la Russie et l'Europe.* Calmann-Lévy, 1888, (361 pages). — Comme l'*Empire des Tsars* pour la politique intérieure de la Russie, ce volume pour la politique extérieure, malgré les transformations qui se sont produites depuis trente ans, tiendrait lieu, à lui seul, de toute une importante bibliothèque. Ce n'est en réalité qu'un article de la *Revue des deux Mondes*, remanié et complété. Il étudie la Russie vis-à-vis de la France, puis vis-à-vis de l'Angleterre, et à propos de chacune d'elles, il examine l'attitude que la Russie doit adopter vis-à-vis des autres puissances, Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Chine, Italie. Quelques-unes de ses conclusions ont vieilli. Cependant, pour un lecteur averti, le profit de cette lecture est encore très grand.

E. Simon. — *L'Allemagne et la Russie au* XIX^e^ *siècle.* Alcan 1893. (350 pages). — Dès 1893, M. E. Simon se rend compte de l'antagonisme qui a de tous temps existé entre la Russie et l'Allemagne. Il montre comment le peuple russe et le peuple allemand ont eu l'un pour l'autre une animosité croissante, et comment seule la volonté acharnée des souverains a pu maintenir une alliance entre les deux États. Rapprochées par leur complicité dans le partage de la Pologne, la cour de Pétersbourg et celle de Berlin se sont insensiblement écartées l'une de l'autre par une succession de discussions aigres, coupées de rapprochements factices; enfin, au lendemain de la guerre russo-turque, l'alliance s'est rompue, et le changement a été d'autant plus net que les sympathies du tsar, d'accord avec celles du peuple, l'ont amené à conclure l'alliance avec la France. Les événements des trois dernières années ont remis à l'ordre du jour ce livre, paru il y a vingt-quatre ans, et dont l'intérêt n'a pas varié.

Dr Rouire. — *La rivalité anglo-russe au* XIX^e^ *siècle en Asie. Golfe persique, frontière de l'Inde.* Avec une carte hors texte.

Colin, 1908. (296 pages). — Au moment où la convention de 1907 venait de mettre fin à la rivalité anglo-russe en Asie, il a paru à M. Rouire qu'il était utile de rappeler les différentes phases de cette rivalité. Son livre retrace les progrès des dominations anglaise et russe en Arabie, en Perse, en Afghanistan, au Thibet; il marque la situation respective de l'Angleterre et de la Russie en Asie avant le traité et les motifs qui ont amené les deux puissances à un accord; il montre enfin la portée que peut avoir cette alliance et les conséquences de la bonne entente des deux grands empires coloniaux au cas d'un conflit à main armée en Europe. La carte qui est jointe au volume éclaire les faits, situe les noms étranges au milieu desquels le lecteur aurait, malgré la clarté de l'exposition, quelque peine à se retrouver, et ajoute un intérêt scientifique précis à l'intérêt historique et littéraire de l'ouvrage.

La vie politique dans les deux mondes, — publiée sous la direction de M. A. Viallatte et M. Caudel, Paris, Alcan, 1907 et suivantes, un volume par année — contient d'excellents résumés de la vie politique de la Russie, dûs à M. P. Chasles.

MARGUERITE DENIS.

ALEXANDRE BRÜCKNER: *Die Slaven und der Weltkrieg.* (Tubingen, 1916.)

Alexandre Brückner est un des slavistes contemporains les plus connus et les plus féconds. Il a écrit une histoire de la littérature polonaise (1902) et une histoire de la littérature russe (1905), qui prouvent qu'il ne redoute pas les travaux d'ensemble et se plaît aux généralisations rapides. Il y joint le goût des études de détail et il est un des principaux collaborateurs de l' *Archiv* de Jagic. Les érudits estiment en général que son renom dépasse un peu son mérite; il travaille vite, ce qui n'est pas toujours un éloge; il a une imagination ardente et rapide, qui l'entraîne à des conclusions contestables ; on lui rerpoche de tenir à ses opinions plus qu'à la vérité, de s'y attacher avec d'autant plus d'obstination qu'elles sont plus contestées et de montrer dans la discussion plus de véhémence et de souplesse que de sincérité. A diverses reprises, il a paru que ses passions qui sont impérieuses et ses haines qui sont farouches infléchissaient quelque peu la droiture de son esprit. Dans le livre qui nous occupe ici, il prend à partie un de ses adversaires qui lui avait reproché son chauvinisme polonais et son dédain transcendant des faits. — Quel plus ignominieux reproche, dit-il avec amertume, pourrait-on adresser à un professeur qui s'efforce

avec toute sa science et sa conscience de servir la vérité! (p. 142). Peut-être se serait-il senti moins offensé, si le coup avait porté moins juste. Peut-être aussi est-il dupe de ses préjugés, ce qui ne rend pas son cas meilleur. Quand quelqu'un ment et sait qu'il ment, a écrit Paul Bourget, on peut encore espérer quelque chose de lui; mais qu'attendre de l'homme qui ment sans s'en apercevoir?

Vaniteux et avide de distinctions, facilement impressionné par les influences ambiantes, avec le besoin du succès et le respect de la force, Brükner était prédestiné à devenir le séïde et le courtisan de l'Allemagne. C'était une des formes de la conquête prussienne; elle appelait dans ses Université des érudits connus, leur fournissait largement les ressources nécessaires à leur enseignement, encourageait et subventionnait leurs travaux de manière à étendre leur réputation et à les enchaîner à sa fortune : ils attiraient au pied de leur chaire des élèves qui répandaient au loin, avec leur gloire et leurs méthodes, le culte de la Germanie. Parmi les hommes qui aujourd'hui encore font en Russie le jeu de Guillaume, combien ont été les élèves de l'Université de Berlin et ne vivent que des doctrines que leur ont inculquées les maîtres qui réunissent dans un large éclectisme les Hohenzollern, Hegel et Karl Marx.

Reconnaissons d'ailleurs que l'Allemagne choisissait ses appeaux avec soin et discernement. Brückner est un écrivain d'une réelle valeur; son livre se lit sans ennui, sinon toujours sans dégoût; il a de la verve et le sens de la composition, il connaît de longue date les sujets qu'il aborde; ses articles sont ainsi de nature à faire illusion aux naïfs, — et sans doute le gouvernement ne demande pas davantage à ses agents. Il a habitué ses lecteurs à ne pas examiner de trop près les assertions qu'il leur débite et il compte sur leur admirable docilité. — *Sancta simplicitas!* — C'est une littérature fragile qui supporte mal le voyage et l'examen.

« Ici, nous dit Brückner, pas un enfant qui ne sache quel est l'objet de la guerre; l'Allemagne se bat pour défendre son existence menacée; on ne trouverait pas au contraire un seul Russe capable d'indiquer une raison quelconque qui le pousse au combat. (p. 18) ». La nation russe entière, écrit-il ailleurs, est portée par une unanimité que nous ne soupçonnions pas. Pour trouver un élan pareil dans le passé, il faudrait remonter jusqu'aux années 1612-1613 où les Russes vainquirent à la fois les étrangers, Polonais et Suédois, et les ennemis du dedans, les Cosaques..... En réalité même, l'unanimité est plus absolue aujourd'hui qu'alors, plus complète qu'en 1812 ou en 1858..... Elle supprime non seulement les divisions de partis, mais les haines nationales. On a répandu en Allemagne la légende que la Russie n'était pas un État uni, un État national, que parmi les nationalités opprimées la révolte couvait sous la cendre et que ce

feu éclaterait en incendie au premier souffle de vent. La vérité nous démontre au contraire que les représentants de toutes ces nationalités si diverses de l'Empire russe, même les Tatares mahométans de Kazan, en dépit de la « guerre sainte prêchée par le Kalife, — se sont placés sans hésitation sur le terrain de l'Etat russe et lui apportent leurs forces entières ». Le témoignage est intéressant, et nous l'acceptons avec joie d'un homme qui n'est pas suspect de sympathie exagérée pour les Slaves orthodoxes. N'est-il pas cependant un peu extraordinaire que, quand un pareil élan, si unanime, emporte 150 millions d'hommes, il soit impossible d'en trouver parmi eux un seul capable d'expliquer la raison de son enthousiasme?

Bien d'autres affirmations aussi tranchantes nous causent quelque surprise. Ainsi, l'assurance tranquille et hautaine avec laquelle l'auteur nous garantit qu'il n'y aura pas de révolution en Russie : il ne peut pas y en avoir : les Russes ont le despotisme dans le sang, ils aiment leurs chaînes, des siècles de servitude leur ont enlevé jusqu'au désir de la liberté. Difficile métier que celui de prophète, et particulièrement dangereux en temps de guerre. Les augures jadis, quand ils prédisaient l'avenir, s'enveloppaient de formules mystérieuses et équivoques. Brückner a trop de tempérament pour un pareil rôle.

Est-il beaucoup mieux inspiré quand d'une voix joyeuse il entonne un *de profundis* triomphal sur la solidarité slave dont il constate le décès. C'est là un de ses vieux ennemis, qu'il a combattu avec une acrimonie persistante. Non moins que par le sans-façon avec lequel il dédaigne les faits qui le gênent, il a mérité ses lettres de grande naturalisation allemande par la fidélité de ses haines. Depuis de longues années, il s'escrime avec une inépuisable colère contre les apôtres Cyrille et Méthode, ces perfides et subtils agents de l'intrigue byzantine qui, par l'appât d'une liturgie nationale, ont essayé de séparer à jamais les Slaves de l'Église romaine. Malheur aux peuples qui ne se sont pas dégagés de ce lourd et dangereux héritage et n'ont pas repoussé les dangereux présents des Achéens. Ils se sont condamnés ainsi à une longue somnolence morale, où ils croupissent encore. Échapperont-ils jamais aux conséquences de ce péché originel? Brückner ose à peine l'espérer. Dans tous les cas la rédemption sera singulièrement lente et les Slaves devront l'acheter par de lourds sacrifices.

Tout d'abord, il faudra qu'ils coupent leurs membres gangrenés. C'est pour cela sans doute que les Tchèques sont purement et simplement passés sous silence, ce qui ne laisse pas que de paraître quelque peu étrange. Brückner était jadis moins intransigeant, et je me souviens d'avoir lu de lui un travail où il parlait avec éloges du professeur de Prague Pekar. Malheureusement, les Tchèques ont toujours été les champions de la

solidarité slave, et ce n'est pas en Allemagne qu'ils cherchent des alliés. Qu'attendre d'une race si obtuse et pervertie? — Les Serbes et les Slovènes ne sont pas d'ailleurs beaucoup mieux traités.

Que restera-t-il? — Les Polonais, et en effet les deux tiers du volume leur sont consacrés. Après tout, ne nous en plaignons pas, puisque les pages qui leur sont réservées renferment des idées vraiment curieuses, — exactes ? c'est une autre affaire. Il paraît que les Slaves de la Vistule ont pour mission de propager vers l'est la culture occidentale et de défricher le sol dont prendra ensuite possession la race germanique. Leur malheur, c'est de ne pas avoir compris la tâche que leur réservait l'histoire et d'avoir trop difficilement abandonné leurs possessions occidentales. De là, leurs échecs et leur servitude. Brückner n'est pas un ingrat et il en donne au gouvernement prussien pour son argent : il prépare la théorie que, sous le couvert de son autorité, répandront les manuels officiels ; les instituteurs et les professeurs pourront ainsi, en pleine sécurité de conscience, enseigner à leurs élèves que les seuls souverains polonais qui aient bien mérité de leur peuple sont ceux qui ont livré la Silésie aux colons étrangers et établi les Chevaliers Teutoniques aux embouchures de la Vistule, puisque cette poussée germanique vers l'est le forçait à refluer vers la Russie rouge ou la Lithuanie et préparait ainsi la grandeur de la Pologne.

L'œuvre commencée au XIII^e^ siècle, il convient de la poursuivre à l'avenir. A lire certaines pages consacrées aux Lithuaniens et aux Petits Russes, on s'imaginerait volontiers par moments que Brückner est animé d'un patriotisme polonais intransigeant. Étrange patriote vraiment, qui ne fait même pas allusion à la politique prussienne en Posnanie, en Silésie et dans la Prusse occidentale! Brückner est sans doute trop pris par ses multiples travaux pour avoir entendu parler d'un certain Bismarck qui conseillait insolemment aux gentilshommes polonais d'aller jouer leurs terres à Monaco et insultait les paysans polonais coupables de pulluler comme des lapins. Peut-être pourrait-il demander à ses collègues de l'Université de Berlin quelques renseignements sur les Hakatistes et sur les enfants que leurs maîtres rouent de coups parce qu'ils se refusent à prier en allemand et qu'ils ne reconnaissent pas leur père et leur sauveur dans le vieux Dieu dont Guillaume II a fait son humble chapelain. Ignore-t-il aussi le nom de ce Frédéric-Guillaume II qui, après avoir promis son appui aux régénérateurs de 1791, a déchiré le traité qu'il leur avait offert pour lier partie avec Catherine II et François II? De semblables oublis sont tout de même un peu inquiétants chez un érudit de marque.

Le livre de Brückner n'en est pas moins instructif, et, de sa lecture il sera bon de tirer quelques leçons.

Tout d'abord, la nécessité pour les Slaves de s'affranchir une fois pour toutes de la dépendance intellectuelle où les avaient insensiblement réduits les Allemands. En 1908, lorsque Jagic quitta sa chaire de Vienne, l'Université, contrairement aux usages, ajourna le choix de son successeur, jusqu'au moment où il aurait pris définitivement sa retraite, de manière à ce qu'il ne pût pas prendre part au vote. Pourquoi? — Pour écarter les candidats que désignaient en premier lieu leurs services et leur âge, Murko, Vondracek et Resetar. Leurs titres étaient des plus remarquables, mais ils avaient un défaut rédhibitoire : Slaves, ils restaient fidèles à leur race. On leur préféra Berneker, dont je ne conteste pas d'ailleurs les très réels mérites, mais qui n'avait sur ses concurrents qu'un avantage, sa naissance allemande. Que demandent les Universités? Des hommes sûrs, qui comprennent que leur tâche essentielle consiste à glorifier la race germanique. Le procédé est bien connu, c'est celui qu'appliquent les professeurs de langues romanes dans les Universités d'outre-Rhin. Leur érudition est solide et, tant qu'il s'agit d'étymologie et de syntaxe, ils respectent la vérité; mais leur science, qui est réelle, ils la prostituent à une idée fixe qui est le culte fanatique de l'Allemagne. Heureusement, le moment approche où dans les universités de Varsovie, de Cracovie, de Prague, de Brno, de Ljubljana, les élèves trouveront enfin des maîtres dont l'enseignement sera pénétré de l'esprit slave. La science ne suffit pas où manque la conscience.

On a souvent reproché aux Polonais de n'avoir pas l'esprit slave, ce qui est une exagération extrême. Il y a plus d'un quart de siècle, je me trouvais à Varsovie, on parlait de Napoléon : — Elle lui a tout de même offert sa rose, dit quelqu'un. Elle, c'était la reine Louise. Et dans ces paroles, quel éclat de haine, quelle joie de l'humiliation de la Prusse! Je compris le sens complet de l'adage célèbre : jamais le Slave ne sera l'ami de l'Allemagne.

Mais il est vrai que les Polonais avaient de sérieuses raisons pour ne pas aimer les Tsars et leurs bureaucrates. Aujourd'hui, l'obstacle a disparu. Les Slaves, à quelque groupe qu'ils se rattachent, n'ont plus qu'un ennemi : c'est la Prusse. Tant qu'elle n'aura pas été écrasée, leur liberté sera en péril et leur situation, menacée. Ils le savent et ils ne pardonneront pas aux renégats qui, à l'heure décisive, ont été contre leur peuple, les courtisans des Hohenzollern et se sont faits les complices de leurs perfidies.

Prückner aurait mérité une fin moins lamentable. Il avait du talent. Le cœur lui a manqué. On ne vit pas impunément à Berlin.

E. Denis.

Les Serbes héroïques.[1]

Je me rappelle avec quels sentiments notre détachement partit au début du mois de novembre 1915 pour la lointaine et mystérieuse Macédoine.

Pour la Macédoine! Comme au Moyen-Age pour de nouvelles croisades, car c'est bien une croisade que nous menons!

Qu'est-ce donc qui nous attirait alors vers ce pays lointain, inclément, vers cette meurtrière Macédoine? L'amour de l'aventure, l'attrait de l'inconnu? Peut-être, mais dans une mesure insignifiante; quoique, il faut le reconnaître, quinze mois de guerre eussent beaucoup transformé la psychologie des masses. La peur de la mort, la crainte d'une vie pénible, l'effroi devant une situation nouvelle avaient disparu. L'homme

---

(1) Il y a quelques mois, j'avais l'honneur de recevoir la visite d'un Russe qui portait l'uniforme d'officier français. M. Lebedev, socialiste militant, s'était engagé dans les rangs de notre armée dès le début de la guerre. Blessé, il avait demandé, après sa guérison, à partir pour Salonique; il avait pris part à la terrible retraite de 1915 et à la magnifique offensive qui a ramené les Alliés à Monastir. Il venait me prier de présider une conférence où il se proposait de raconter les souffrances et l'héroïsme serbes. Naturellement j'acceptai avec enthousiasme.

Sur ces entrefaites, les événements de Russie imposèrent à M. Lebedev de nouveaux devoirs. Au lendemain de la Révolution, il est retourné dans son pays. Aujourd'hui, à côté de M. Kerenski, dans un poste qui correspond à peu près à celui de ministre de la marine, il travaille à organiser la défense nationale et à combattre les éléments anarchiques dont le triomphe pourrait retarder la défaite de l'Allemagne et menacerait des plus graves périls la jeune liberté russe. M. Lebedev n'a renié aucune de ses convictions; comme jadis, il a horreur de la guerre; il la préfère cependant à la servitude et il n'ignore pas qu'il y a des biens supérieurs, c'est à dire l'honneur, la dignité humaine, l'indépendance de la patrie. Puissent ses généreuses et viriles paroles réveiller de leurs songes malsains ceux de ses concitoyens qui, dupes de funestes chimères, font le jeu de l'Allemagne et oublient la dette qu'ils ont contractée vis-à-vis de la Serbie!

En France, où la cause serbe est chère au peuple tout entier, nous sommes convaincus que l'émouvante conférence de M. Lebedev aura un profond retentissement. *Le Monde Slave* est fier de pouvoir la publier, et il exprime sa plus sincère reconnaissance à M. Paul Boyer, qui a bien voulu la lui transmettre.

E. D.

était devenu hardi et il se sentait attiré par tout ce qui est imprévu, inédit, surtout après un séjour d'un an dans les tranchées.

Ce n'est pourtant pas cette soif de nouveauté qui jouait le principal rôle dans l'esprit des hommes qui partaient pour la Macédoine, c'est autre chose, quelque chose d'élevé et de lumineux.

Il y a en France deux mots magiques : Belgique, Serbie! Le Français est fier, il aime tout ce qui est fier, hardi, il adore les beaux gestes. Un exploit héroïque, voilà son idéal. Il en a le culte, et le sublime sacrifice de la petite Serbie qui a préféré périr plutôt que de s'incliner devant les puissantes armées austro-germano-turco-bulgares a soulevé dans l'âme des Français une vague d'enthousiasme et de dévouement.

Celui qui connaît le Français, son attachement à *sa* terre natale, à *son* foyer, à *sa* belle France, celui-là seul peut apprécier comme elle le mérite l'ardeur avec laquelle les Français sont allés au secours de la Serbie.

Le contingent ne reviendra peut-être pas! Mais la Serbie n'a pas été abandonnée et, ce qui vaut plus que la vie, — l'honneur — est sauf. Avec ce sentiment le soldat français s'en est allé, alerte et vaillant, mieux que cela, joyeux, vers ce pays étranger et lointain. Si proche pourtant, parce que c'est la Serbie, la petite, l'héroïque nation qui restera légendaire dans les annales de la vaillance humaine.

Macédoine! Pays de la tristesse et de la mort, pays où le martyre d'un petit peuple stoïque appelle tous ceux dont le cœur est vibrant!...

***

C'est avec ces mêmes sentiments que nos troupes arrivèrent et débarquèrent à Salonique. La Grèce, trompant sa récente alliée la Serbie et ses anciens protecteurs et créateurs, les Alliés, nous reçut avec froideur; plus que cela — avec hostilité. Nos premiers con-

tingents, souvent fatigués et épuisés après toute l'horreur des Dardanelles, se précipitèrent en avant aussitôt débarqués, vers cette Serbie succombant sous les coups de son ennemi, vers cette « Princesse lointaine » qui a été l'étoile conductrice de notre croisade. Derrière nous se dressait la Grèce mobilisée, nous savons aujourd'hui contre qui. A l'avant, entre les Serbes et nous s'avançaient traîtreusement les troupes bulgares. Nous étions une poignée d'hommes dans les interminables montagnes de Macédoine. Les combats commencèrent...

Mais hélas!... le secours arrivait trop tard. Entourée de trois côtés, l'armée serbe avait déjà dû, après une résistance héroïque, commencer sa retraite sans exemple tant pour la difficulté que pour les souffrances endurées, vers l'Adriatique à travers l'Albanie. Et il nous fallut aussi revenir en arrière par les fameuses « Portes de Fer » par Démir-Kapou, dans les étroites gorges du Vardar, par l'unique et étroit sentier qui serpente le long de la corniche au-dessus de la rivière tumultueuse. Dans la tempête, dans la neige, dans le brouillard, en combattant continuellement, nous avons reculé devant la poussée d'un ennemi plus fort que nous, jusqu'à la mer Egée. Ainsi se dispersèrent de divers côtés les Serbes et leurs amis et alliés.

En nous retirant, nous commençâmes la fortification du camp retranché de Salonique qui devait servir de point de départ à la future offensive des alliés et recevoir dans la suite cette armée serbe à laquelle il ne nous avait pas été donné de nous réunir sur le sol de sa patrie. Dans la suite... mais alors nous arrivaient des bruits étranges et confus sur les souffrances surhumaines, sur les pertes effroyables subies par cette armée pendant sa retraite à travers les sauvages montagnes d'Albanie, souvent au milieu d'une population hostile. Elle fuyait sans route, sans ravitaillement, et ceux qui ne pouvaient marcher tombaient victimes du froid, de la faim, de la fatigue, ou succombaient aux brigandages de la population. Seuls les Albanais demeurés

fidèles à Essad Pacha accueillirent bien les Serbes ; ne connaissant pas leur langue et pour les tranquilliser, ils se touchaient la poitrine du doigt en prononçant les mots magiques : « Essad Pacha ! ».

Devant ces malheureux débris d'une héroïque armée il y avait un avenir inconnu et un présent lamentable. Et derrière eux restait exposée aux outrages des ennemis leur patrie, leur Serbie...

Combien de Serbes purent se sauver en de pareilles conjonctures ? Quarante mille, disaient les uns, soixante à soixante-dix mille, affirmaient les autres, jusqu'au jour où une déclaration officielle nous apporta la nouvelle à la fois heureuse et désolante : ils étaient cent-vingt mille. Mais c'était tout ce qui restait d'une armée de trois cent cinquante mille hommes..., d'une armée qui en était à sa troisième guerre, et qui se battait à cette époque depuis plus de trois ans. C'étaient les survivants, épuisés non seulement par la lutte incessante et par les privations physiques surhumaines qu'ils venaient de supporter, mais aussi par les souffrances morales. Et de nouveau, en même temps que l'annonce de la réorganisation de ces troupes miraculeusement sauvées, nous arrivaient des bruits de maladies et de morts innombrables se multipliant à Corfou par suite d'un complet épuisement... Quelle tragédie du sort ! Mourir d'épuisement dans l'éternel printemps de Corfou...

Déjà nos ennemis avaient décidé que l'armée serbe était anéantie. Et, même à beaucoup des amis de la Serbie, il semblait qu'un miracle seul pourrait rappeler à la vie cette armée après tout ce qu'elle avait enduré !...

Mais si invraisemblable que ce soit, elle ressuscita, l'armée héroïque de cette race forte et fière.

Elle ressuscita, et, quelques mois seulement plus tard, débarqua en Macédoine pour devenir la principale force combattante, le bélier de l'armée aux langues variées, aux races diverses qu'est l'armée d'Orient.

Salonique, la tour de Babel moderne, s'emplit de Serbes.

***

Leur silhouette élevée, élancée et musclée, leurs traits réguliers les distinguaient avantageusement de la population locale, de petite taille, à la tête trop petite. Les officiers, aisés, forts, les soldats graves et tristes se déversèrent, nouveau torrent qui se mêlait, sans s'y confondre, avec la masse militaire multicolore de Salonique. De tous côtés on entendait parler serbe.

Nous les contemplions, et nous ne pouvions en croire nos yeux, lorsque défilaient devant nous, régiment après régiment, les puissantes divisions serbes, toutes prêtes déjà à la bataille.

Elles ne restèrent pas longtemps à l'arrière : dès le mois d'août 1916 les Serbes quittèrent le camp retranché de Salonique pour s'avancer vers la frontière gréco-serbe, vers ces monts sacrés où commence leur patrie...

Il nous arriva bientôt d'entrer en contact immédiat avec eux. Un beau jour notre brigade fut remplacée par les Anglais. Cette relève était prévue depuis longtemps, et, presque tous les jours, de jeunes généraux et colonels anglais venaient inspecter les positions; cependant, dans sa soudaineté, elle fut une surprise.

Il en est toujours ainsi lorsqu'il faut quitter une position que l'on a longtemps occupée. C'était là que, poste d'avant-garde, nous nous étions creusé des tranchées, après avoir chassé l'ennemi vers le nord, là qu'un printemps féérique nous avait ravis, là que, pendant l'été torride, nous avions souffert de la terrible malaria — beaucoup d'entre nous y avaient succombé — qui a valu à ce coin le nom de « Cimetière de la Macédoine ».

Les Anglais vinrent, ils inspectèrent tout, s'émerveillèrent et approuvèrent.

Et voici que soudain s'élèvent au pied de la montagne les tentes d'un camp; on attache à des piquets des mulets et des chevaux splendides: de tous côtés parais-

sent de grands beaux gaillards en jupes courtes, les genoux nus, en chemises kaki, les manches retroussées jusqu'au coude, cravatés de même couleur, en chapeaux de feutre ou casqués de liège drapés d'un voile kaki. La pipe aux lèvres, souriants, admiratifs, complimenteurs.

Et voici qu'au pied de ces montagnes bleues, dans la pittoresque petite ville aux maisons d'une architecture bizarre, un véritable ouragan de nouvelles s'abat sur nous. La Roumanie a déclaré la guerre à la Bulgarie, à l'Autriche et à l'Allemagne; les Grecs ont rendu sans combat un corps d'armée aux Bulgares; à Salonique a éclaté la révolution...

Le monde entier perdait la tête. La guerre avait atteint sa plus haute période de tension et distinctement tournait la roue de l'histoire. Du moins, ce n'était pas en vain que nous avions souffert, et que nous succombions dans le cimetière de feu de la Macédoine. Nos effectifs fondaient, s'éclaircissaient, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Et les malades travaillaient aux retranchements, les malades marchaient à l'attaque. Un peu en arrière, les cimetières grandissaient auprès des accueillantes églises macédoniennes. Et ils s'élargissaient aussi sur les aimables rivages de la Méditerranée, là-bas en France, où parvenaient parfois les malheureux que la guerre avait mis à la merci de la terrible fièvre de feu de Macédoine...

Sacrifices terribles, mais féconds. Cette armée diminuée, mais ferme, a sauvé l'honneur des alliés; elle a montré au monde que la Serbie n'était pas abandonnée à l'injure et au pillage. Elle a conservé aux Alliés Salonique et la Macédoine ; elle a empêché la Grèce officielle de jeter tout son peuple dans les bras de l'Allemagne pour augmenter le nombre de nos ennemis. C'est elle qui a attiré, qui a entraîné à sa suite les Anglais, les Russes, les Italiens. Elle qui a donné aux Serbes exténués le temps de se réorganiser, la possibilité de revenir à l'assaut tout près de leur patrie, presque sur le territoire serbe. C'est elle qui a tenu enchaînés au front macédonien des centaines de mille de

soldats ennemis, qui a anéanti l'espoir de l'Allemagne de compléter avec des Bulgares ses rangs clairsemés sur les autres théâtres de la guerre. C'est elle... C'est le poilu français, joyeux malgré toutes les épreuves et les souffrances, qui a été le pivot et l'âme du mouvement immense qui s'est communiqué cette fois à tous les Balkans. L'invincible, le légendaire poilu...

Et maintenant que les jours noirs, que les jours les plus noirs sont passés, maintenant qu'est accomplie, réalisée cette œuvre gigantesque, il peut se retourner avec orgueil, avec des larmes aussi, vers ce long calvaire qu'il a gravi en Orient, depuis les Dardanelles jusqu'à Florina, vers l'interminable rangée des tombes qui portent cette inscription: « Mort pour la France! » A présent s'offre à lui une autre tâche qui sera peut-être encore plus rude; mais, quoi qu'il puisse obtenir avec ses amis à l'avenir, ce qu'il a déjà réalisé prendra place, immortel, dans l'Histoire...

***

C'est avec ce sentiment que nous sommes entrés dans les montagnes bleues et que nous en avons surmonté les crêtes. Une large, une sauvage liberté y règne.

A chaque pas, le long des talus, des dalles de marbre avec des inscriptions: « Chemin de Serbie », ou bien : « Chemin de la patrie bien-aimée »...

Ce sont de rudes bras serbes qui ont taillé dans les montagnes de granit et de marbre ce chemin prodigieux, qui ont lancé les ponts et abattu les arbres centenaires. En six jours un régiment serbe a établi cette route cyclopéenne qui s'élève jusqu'aux cimes des plus hauts massifs et court sur leurs sommets! Et maintenant, par cette route passent et passeront des bataillons, des batteries, des convois, toute une armée aux langages variés qui apportera la délivrance à leur pays. Jour et nuit, les Seliaki (les paysans), ont travaillé à ce chemin de la Patrie. Là où retentit le dernier coup de pic

sur la pierre, entre deux arêtes granitiques, se dissimule un étroit vallon ; ils n'ont qu'à le traverser, puis à monter sur la crête opposée, abrupte et dénudée, pour que se découvre à leurs yeux ravis leur chère Serbie natale, à la fois proche et lointaine. La voici, ils y arrivent... Avec une ardeur nouvelle les bras vigoureux lancent le pic de fer, les étincelles volent du rocher : tel un ruban interminable, la nouvelle route peu à peu s'approche des frontières sacrées. Et leur pensée déjà les emporte en Serbie.

Qu'importe que, de l'autre côté de l'étroit vallon, soit embusquée une armée adverse ; que, sur les crêtes dénudées et dans les forêts profondes, dans les tranchées et les redoutes, se dresse, vivante muraille, un ennemi sanguinaire et menaçant!... Ils sont là, sur le seuil de leur patrie épuisée de souffrances, ruinée, dévastée, de leur patrie qui les attend, qui les appelle, qui croit en eux!...

Voilà pourquoi les bras serbes ont pu tailler en six jours cette route de Titans : elle mènera leurs régiments en Serbie. Et c'est elle aussi qui nous y mène, nous autres, les Français, empoignés par des impressions confuses de tristesse, d'enthousiasme, de radieuse espérance...

Nous sommes venus par cette route relever les Serbes. Tous ne sont pas partis. Certaines unités restent avec nous.

Et là nous pouvons nous convaincre des grandes qualités du soldat serbe.

La première qui nous saute aux yeux, c'est leur discipline exceptionnelle, leur surprenante capacité de travail, la gravité qu'ils apportent à leur tâche. Le soldat serbe, même sans ordres, sait ce qu'il doit faire sur ce difficile terrain macédonien. Pour les qualités physiques, je doute qu'il puisse être surpassé. Grands, agiles, trempés par la lutte ininterrompue, et avant la guerre par le sain travail des champs, les Serbes se détachent nettement sur le fond général du tableau. A première vue, on devine en eux une race forte et jeune.

Mais l'expression des soldats est grave, triste. Leurs conversations roulent presque toujours sur les souffrances endurées, sur la Serbie ruinée, sur leurs familles qu'ils y ont laissées. Et leurs espoirs même se teintent d'une mélancolie poignante. Ils savent, ils croient que le jour viendra où les rayons de la liberté luiront de nouveau sur leur patrie si éprouvée; ils savent aussi que beaucoup d'entre eux ne doivent plus la revoir. Dans l'état d'esprit de ces soldats approchant enfin des frontières de Serbie, il y avait quelque chose d'infiniment émouvant, de solennel et de sombre.

Et je me rappelle quel fut mon étonnement, un jour que je disais mon enthousiasme des qualités du soldat serbe, d'entendre un colonel serbe me répondre:

— Qu'est-ce que cela?... Il aurait fallu voir notre armée au début de la guerre: Mais à présent, nous sommes comme un citron exprimé. La fleur de la nation a péri, toute la jeunesse est tombée, tout est mort...

En effet, il n'y a presque point de jeunes soldats dans l'armée serbe.

J'essayai de protester contre le « citron exprimé », mais le colonel avec un faible sourire me dit :

— Oui, oui, évidemment. Seulement vous n'avez pas vu ce qu'était notre armée il y a un an! Voilà ce qu'ils ont fait de nous, les maudits...

Les maudits, ce sont les Bulgares.

Quelques jours plus tard, je pus voir moi-même la fermeté véritable, exemplaire, avec laquelle ce soi-disant « citron exprimé » marche à l'attaque.

Le soleil se couchait derrière les montagnes voisines, et leurs faîtes dénudés, les blancs minarets, la rivière rapide, tout s'enveloppait de violet... L'automne mourait sur les champs non moissonnés, oubliés... A travers ces champs les colonnes des Serbes avancèrent jusque tout près d'un village occupé par l'ennemi. Ils firent halte et dînèrent. C'est là que je les rejoignis. Là que, peu de temps avant l'attaque, je les écoutai avec émotion parler, joyeux ou désolés, du présent, du passé,

de l'avenir. De la Serbie, de leur chère Serbie si proche et si lointaine. Oh ! oui, avec quel amour et quelle tendresse infinis ils parlent de leur pays qui est là tout près, tout près, derrière ce massif granitique vêtu de pourpre et de violet, de leur chère Patrie pour laquelle ils ont supporté tant d'insupportables souffrances et pour laquelle encore, dans un instant, ils affronteront la mort, la mort au moment d'y entrer.

Et je fus envahi d'une étrange et folle satisfaction à la pensée de marcher dans un instant avec ces hommes qui ont tant souffert. Et je n'avais au cœur ni rancune ni haine contre l'ennemi, ni aucun sentiment autre que l'amour et la pitié et le bonheur de marcher côte à côte avec de tels hommes vers ce village à peine blanchissant dans le crépuscule, d'aller avec eux au combat pour ce qui est plus cher à l'homme que tout au monde, pour leur patrie, leur famille, leur liberté...

Et lorsque le soleil eut complètement disparu derrière les montagnes voisines et que la nuit tiède tomba d'un coup dans la plaine, derrière nous les canons se mirent à tonner et leur vacarme se résolvait en colonnes de feu aux lisières du village énigmatique...

« Le campagnard fait de la bonne besogne », disaient les Serbes en parlant de leur artillerie de campagne, et ils regardaient, les yeux avides, comment le fer bien pointé battait de feu ardent les maisons de pierre. En un instant s'écroulaient avec fracas les naïves constructions orientales. Seuls les blancs minarets restaient fièrement debout comme auparavant, irradiés par les incendies naissants. Alors, d'au-delà du village, grondant et sifflant, la réponse bulgare arriva, volant vers nos montagnes à la recherche du « campagnard ». Nous nous trouvions entre deux feux et nous suivions, avec intérêt et avec calme, la lutte déchaînée de l'artillerie. Et ce fut seulement lorsque nos batteries et les leurs se turent, comme fatiguées, que d'un coup et rapidement nous nous lançâmes en avant. Marchant courbés en cordons de tirailleurs, les soldats avançaient au milieu du maïs, s'arrêtaient, se portaient tous à

l'alignement des plus avancés, se couchaient et vite, vite, se creusaient un trou. Pas de bruit, pas de cris, pas de conversation. Les commandements, sans bruit, couraient le long des rangs, d'un soldat à l'autre; les hommes étaient sérieux, songeurs. Et mon cœur comprit qu'ils pensaient toujours à leur Serbie, là, derrière la montagne.

Tout était calme et beau, le ciel bleu étoilé et les montagnes bleues proches, mais indistinctes, et les minarets blancs rougeoyants de la lueur des incendies.

Mais quand nos premières patrouilles atteignirent « leurs » fils de fer, soudain la nuit paisible s'anima, gronda. Les montagnes voisines s'allumèrent sur plusieurs lignes étagées, ainsi que les abords du village, et les tranchées cachées dans la verdure des jardins. Des fusées multicolores s'élevèrent en tournoyant, l'artillerie se mit à rugir, les mitrailleuses crépitèrent à qui mieux mieux; les balles sifflèrent d'un sifflement aigu.

Le combat commençait. A côté de moi, un vieux Serbe, très sérieux, se creusait en hâte son trou. Il me regarda et me dit:

— Couche-toi à côté de moi, tu seras mieux.

Je m'étendis auprès de lui.

— Qu'est-ce que tu es? Officier français, Français!

— Je suis officier français, mais je suis Russe...

— Ah! un frère russe...

Il se tut un moment, puis reprit tout en maniant activement sa pelle.

— Les Russes, ils se battent partout, les Russes, déclara-t-il d'un ton péremptoire. En Russie, en France, et ici aux Balkans. Elle est grande, frère, la Russie.

La tranchée était terminée, le Serbe se mit à charger sa carabine avec emportement, à tirer sans arrêt sur l'ennemi invisible. Nous avions cessé de parler, absorbés par la bataille grandissante.

Ensuite, nos Serbes nous quittèrent pour aller là-

bas, vers l'Ouest où dans un suprême élan leur armée s'était lancée en avant et avait déjà pénétré en Serbie.

*
**

Et vous comprenez avec quelle joie j'allai les visiter sur leur front, lorsque l'occasion s'en présenta.

Au sortir du camp retranché de Salonique, nous suivons le chemin de l'offensive serbe, ce chemin dont parle leur chanson: « C'est là le seul chemin des troupes serbes ». Le chemin de la gloire et du sacrifice.

Au loin nous apercevons Vodena, toute blanche de cascades et de minarets, surplombant les gorges, puis Ostrovo au bord de son lac bleu, et nous arrivons déjà à Gornicev où l'armée serbe a brisé d'un choc furieux la première résistance de l'ennemi et l'a chassé au nord, vers les retranchements de Kénali. Partout des fils de fer arrachés, des tranchées, des camions démolis.

Non loin de là, les Serbes ont laissé, avec leur sang-froid naturel, un fameux escadron de uhlans de la Garde pénétrer dans leurs lignes pendant une attaque nocturne. Et les *Boches,* ne soupçonnant rien, avançaient, avançaient toujours et s'étonnaient de ne jamais rencontrer l'ennemi. Et lorsqu'enfin ils comprirent, il était trop tard. Derrière eux grondait... l'artillerie serbe...

Voici le poteau frontière. Nous sommes en Serbie!

Les Bulgares avaient effacé l'inscription et il rappelle des espérances prématurées vite évanouies.

De tous côtés, des ruines, lamentables traces du passage de la guerre. D'interminables convois, des automobiles, des camps. Nous sommes dans la zone d'opération de l'armée serbe.

Quel mélange de peuples... Russes, Italiens, Français, et comme fond de tableau les Serbes. Ici les prisonniers, Bulgares et Allemands, circulent librement, Ils réparent la route, mais leur principal « travail » se résume, selon toute apparence, en un amical bavardage avec leurs surveillants serbes.

Un matin, à l'aube, nous arrivons à la Cerna. De loin déjà, nous avions pu distinguer sa fameuse boucle, dont les communiqués et les journaux du monde entier ont parlé continuellement pendant deux mois. Ici la Cerna semble s'accouder au village de Brod, pour courir ensuite vers le nord se joindre au Vardar.

A droite brille au soleil la tête neigeuse du « voleur de crême », le Kaïmakcalan; plus près, tel un gigantesque mausolée, se dresse le « Starkov Grob », le Tombeau des Vieillards; à gauche, pareil à un dragon fantastique, s'élève la côte 1212, « douze-douze », et plus loin au pied de Kalamarica, dans l'éloignement bleuâtre, on aperçoit les minarets de la ville sainte... C'est Monastir. Non, pas Monastir, Bitoli.

C'est ici que s'est déroulé un des plus glorieux et des plus tragiques épisodes de l'histoire serbe. Ici, par un effort surhumain, les débris de l'armeé serbe ont réalisé l'impossible et chassé de positions inexpugnables un puissant ennemi.

La boucle de la Cerna. Représentez-vous d'interminables chaines de montagnes sauvages, séparées les unes des autres par des défilés profonds aux parois souvent à pic, toujours recouvertes de roches hérissées comme les baïonnettes. De la pierre, de la pierre, toujours de la pierre... Aucun signe de végétation, pas un arbrisseau, pas un buisson. De loin en loin un pauvre hameau, relié au reste du monde par un sentier à peine tracé... Puis de nouveau les montagnes, toutes plus hautes, plus sauvages les unes que les autres.

Ces montagnes étaient tenues depuis longtemps par les Bulgares et les Allemands. Leurs clefs stratégiques et tactiques avaient été fortifiées avec un art consommé. Leur garnison était nombreuse et supérieure en nombre à l'armée assaillante.

A l'ouest de la boucle de la Cerna commence immédiatement une large vallée. A son autre extrémité, au pied d'une autre crête, s'étend Monastir, le but immédiat de l'offensive des Alliés.

La vallée était gardée par les fameux retranchements de Kenali. Si nous avions réussi un type classique d'art militaire dans le camp retranché de Salonique, les retranchements de Kenali n'étaient pas moins remarquables. Etablis suivant le dernier mode de la science militaire, avec des tranchées et des abris bétonnés, de puissantes redoutes et des barrages de fil de fer, pourvus de tous les perfectionnements techniques, les retranchements de Kenali dominaient en outre et prenaient de flanc le massif de la boucle de la Cerna. L'attaque de front était presque impossible, et, tant que le massif demeurait aux mains des Bulgares, Monastir était proche, mais restait un rêve insaisissable.

Cette rude tâche, la prise de la boucle de la Cerna, tâche qui paraissait d'abord de la folie, les Serbes l'assumèrent. De la folie?... Bien sûr. Comment s'attaquer à ces interminables chaînes de montagnes sauvages, ces dix kilomètres de pierres vomies des entrailles de la terre? Pour se décider à une telle entreprise, il aurait fallu avoir à sa disposition, non pas deux ou trois divisions, mais une armée entière. Cependant les Serbes se décidèrent.

Toute l'offensive dura environ trois mois. En ce temps, ils firent un bond en avant de près de 50 kilomètres, prirent une série de lignes fortifiées, délivrèrent une partie du territoire serbe avec la ville de Monastir. Toute leur armée se trouve maintenant sur la terre de son pays. Ils prirent en combattant 63 mitrailleuses, 85 pièces de tous calibres, une quantité de munitions et toute espèce de matériel. Les pertes infligées à l'ennemi furent énormes. Il suffit de dire qu'elles dépassèrent en nombre les forces avec lesquelles les Serbes avaient engagé l'offensive. Ils firent prisonniers environ neuf mille hommes, et en mirent hors de combat cinquante-cinq mille, dont quatorze mille tués.

*
**

Mais de simples chiffres ne disent rien. Il faut avoir vu soi-même les montagnes à pic, presque verticales, semées de rochers, dont chacune forme à elle seule une redoute, un réduit; il faut avoir vu ces chaînes infranchissables, fortifiées avec tout l'art dont sont capables les Allemands et les Bulgares, pour comprendre ce qu'ont réalisé les Serbes.

Et comme les Allemands ont su dresser les Bulgares! Déjà, près de Brod, aux premières pentes du massif de la Cerna, nous rencontrons leurs tranchées modèles. Tous les abords du village étaient défendus par des tranchées; chaque maison, chaque recoin, chaque pouce de terrain était entouré de tranchées, de réseaux de fils de fer. Les tranchées, établies avec une perfection mathématique, reliées à l'arrière par de larges boyaux, séparées par des traverses, étaient merveilleusement dissimulées. Et cependant, avant la guerre, dans les règlements bulgares, le chapitre de la fortification de campagne n'existait pas! Ces tranchées battaient tous les environs, toute la rivière.

Sous le feu acharné de l'infanterie, des mitrailleuses et de l'artillerie ennemie, les Serbes ont traversé la Cerna, dans l'eau jusqu'à la ceinture, et après l'avoir franchie, se sont emparés de ce village fortifié de Brod, situé au bord même de la rivière.

Non moins célèbre la traversée de la rivière par un régiment de cavalerie serbe marchant à l'attaque de Monastir! Les Bulgares faisaient un tir de barrage; quelques hommes tombèrent; le régiment continua d'avancer furieusement. Un cavalier resta en arrière et se mit à transporter ses camarades blessés hors de la zone battue par le tir de l'ennemi. Cinq fois le sergent Saveliec pénétra dans la zone meurtrière, tandis que, dans une rage impuissante, les Bulgares décuplaient leur feu.

De Brod, les tranchées courent à droite et à gauche dans le sens de la vallée. Elles escaladent la montagne, bouchent tous les défilés et les ravins, couronnent les

hauteurs, se dérobent dans les redoutes. D'interminables rangées, d'interminables tranchées dans les interminables chaînes de montagnes.

Ici il a fallu au soldat et au chef des qualités spéciales. Chaque pierre, chaque rocher pouvait acquérir une énorme signification tactique, et l'initiative d'un chef d'escouade avait une influence décisive sur l'issue de telle ou telle bataille. Devant le chef s'ouvrait aussi un vaste champ de manœuvre. Ne disposant pas de considérables masses d'hommes, il ne pouvait réussir l'opération, uniquement, que par l'intelligence et le calcul, par la juste estimation, puis la prise des points essentiels à l'ennemi, par l'action sur ses communications, par l'enveloppement. Les difficultés étaient presque insurmontables: absence complète de routes sur ces montagnes escarpées, insuffisance des moyens de ravitaillement, éloignement de la base, manque de réserves, absence de quoi que ce soit sur place, et souvent temps défavorable.

Plus d'une fois, les soldats, exténués par cette offensive sans précédent, après avoir passé des mois, sans être relevés, en première ligne sous la pluie, sous la neige et dans le vent, au milieu des pierres, sans même un arbre pour faire du feu, se battant et en même temps construisant des routes dans les rochers et montant sur leurs épaules leur artillerie, s'endormirent en chaînes de tirailleurs sous le feu de l'artillerie... Et toujours ils avançaient, chassant devant eux l'ennemi démoralisé. Vers le milieu du deuxième mois, les Bulgares, saisis d'une terreur panique, s'enfuirent vers le nord. Leurs nombreux régiments étaient anéantis, et ils auraient fui, au dire des officiers bulgares prisonniers, bien au-delà de Skopl (Uskub), s'ils n'avaient été arrêtés par les Allemands ramenés en hâte de tous les fronts. Et si grande était la frayeur inspirée aux Bulgares par ce « spectre » de l'armée serbe, qu'ils croyaient déjà enterrée, que les Boches furent obligés de verser leurs cadres dans les rangs bulgares démoralisés.

Certaines opérations déterminées ont été accomplies par les Serbes avec une rapidité vertigineuse. La position inaccessible de Cuke a été prise en un combat de deux jours, les 28 et 29 octobre. La hauteur 1212, qui affectait la forme d'un dragon des contes de fées, en plusieurs endroits absolument à pic, ne tint pas quatre jours. Et si impétueux fut l'élan des Serbes que parfois ils allèrent très loin en avant, laissant de côté et derrière eux des positions ennemies menaçantes, ne s'occupant que d'une chose, la progression en avant. Devant leurs yeux, obsédant, se dressait Monastir, et ils marchaient, comme hypnotisés, vers lui.

Après la prise de la côte 1212, les Serbes avaient poussé rapidement par les défilés jusqu'au village de Brnik, laissant loin derrière eux sur la rive droite de la Cerna la hauteur de Grunist. Ce puissant massif, magnifiquement fortifié, avait pour garnison un régiment bulgare et un régiment allemand, avec de l'artillerie lourde, de l'artillerie de campagne et de montagne. Surplombant la Cerna, il en dominait la rive gauche et non seulement battait nos communications, mais prenait à revers nos troupes avancées qui arrivaient déjà à Brnik. Poursuivre le mouvement en avant devenait impossible.

La prise de la hauteur de Grunist fut confiée à un des régiments de la division du Drin et au régiment de volontaires du Voïévode Vuk. Le Voïévode Vuk!... Le vrai nom de ce héros national serbe, le plus célèbre, le plus aimé, était Voin Popovic. « Vuk » est son nom de guerre. Vuk signifie loup.

Il avait été amené, pauvre petit garçon, de la Macédoine serbe, et mis à l'école de préparation militaire. Mais la vie, paisible à cette époque, d'officier de troupes régulières ne put satisfaire le bouillant jeune homme qui rêvait d'unir sa Macédoine natale à la patrie serbe. C'était au temps du joug turc. Il quitte l'armée et entre comme simple comitadji dans une tcheta, bande macédonienne. Bientôt Voin devient lui-

même le chef de sa teheta, se transforme en Voïevode Vuk.

La guerre des Balkans développa singulièrement les talents militaires de Vuk et ses exploits sont véritablement stupéfiants. J'en indiquerai un. Chacun se rappelle, certainement, la bataille de Kumanovo, où, contre l'avis de ses généraux, le jeune commandant, le prince Alexandre, livra bataille à toute une armée turque, avec ses quelques divisions dispersées par une marche rapide. Ce combat se termina par une victoire des plus brillantes, mais le début en avait été plus que critique. La bataille avait été engagée par les volontaires de Vuk qui, un jour entier, soutinrent seuls le poids de la lutte, trompant les Turcs par une habile manœuvre et donnant ainsi le temps aux troupes régulières serbes d'arriver jusqu'au lieu du combat...

Le régiment du Voïevode était composé des plus braves soldats de l'armée serbe qui avaient demandé à servir sous les ordres du chef fameux. Il y régnait une discipline implacable. Sa devise était : « Rien d'impossible ». Le régiment de volontaires était toujours en avant, attaquait les points les plus dangereux. Après les combats de Kaïmakcalan, du Dubroc Pale, il attaqua la hauteur de Grunist ; la bataille dura vingt jours. Sur ce point, les Bulgares et les Allemands se défendirent avec une énergie et un acharnement particuliers.

J'ai vu ces hauteurs entourées de plusieurs rangées de tranchées avec des abris blindés, ceinturées de réseaux de fils de fer. Les tranchées de l'offensive serbe qui, rares et peu profondes, grimpent vers les puissantes redoutes permettent de reconstituer toute l'affaire. Et même lorsqu'on en connaît l'issue on ne peut croire que ces pitoyables tas de pierres, que ces petits boyaux éparpillés ont pu enfoncer les lignes redoutables des défenses de fils de fer, de tranchées, de redoutes ; qu'ils ont pu, sous les effroyables feux d'aujourd'hui, atteindre le faîte, en déloger l'artillerie

déclanchée contre eux. Et ils ont avancé, pénétré, ont enlevé tous les sommets, se sont rendus maîtres de la garnison, des armes...

Dans cette lutte sans merci, Vuk périt. Il a d'abord le coude broyé par une grenade. Après un pansement sommaire, il est de nouveau sur la ligne de feu, de nouveau il dirige le combat. Mais quelques minutes plus tard, une balle tirée de derrière un rocher, presqu'à bout portant, lui transperce le côté.

La dernière prière de Vuk fut que l'on transportât ses cendres dans son pays natal. Ses derniers mots : « Prenez Grunist... »

Et les volontaires prirent Grunist, mais d'eux il ne reste presque plus personne.

Pourquoi le corbeau croasse-t-il et vole-t-il
Au-dessus de la montagne à côté du village de Grunist?
Il y aura du sang, il y aura une bataille,
Car la main terrible du voïévode Vuk,
S'abaisse sur les pierres de la Cerna.
Là on entend le crépitement de la fusillade,
Là tombent soldat sur soldat,
Là sont tombés des milliers d'agresseurs,
Là a péri héros après héros.
Le puissant régiment du voïévode Vuk
Fit trois attaques qui furent repoussées.
Lorsqu'il commença la quatrième attaque,
Lorsque l'ennemi fut dispersé par les bombes,
Quand les faucons dégaînèrent leurs poignards,
Alors s'abaissa la main du voïévode Vuk.
Réjouissez-vous, sauvages Bulgares,
Il n'est rien de plus haut que ce héros.
Rien de meilleur que son casque, que son bâton de commande-
Vous êtes sauvés pour des centaines de fois [ment.
Des formidables coups du voïévode Vuk...

Ainsi, sur un rocher à pic, au-dessus de la rive de la Cerna, mourut le héros favori de la Serbie, et ses yeux virent à ses derniers instants une autre gloire du peuple serbe, le Kaïmakcalan, que les Serbes ont appelé le « Verdun Serbe », honorant par là à la fois la noble France et leur propre héroïsme.

Le Kaïmakcalan, c'était la clef stratégique des positions bulgares, un infranchissable massif de 2.500 mètres d'altitude. Et aujourd'hui encore les Serbes eux-mêmes ne peuvent comprendre comment ils l'ont pris. Un témoin de l'attaque de la cime même la décrit en ces termes :

« Le silence régna de nouveau. Puis tout à coup un « hourra » profond, sauvage, effréné et effroyable retentit comme le tonnerre à travers le brouillard épais de l'automne. Ce « hourra » unique et terrible, le premier et le dernier qui fut entendu à l'occasion de la prise du Kaïmakcalan, produisit une impression que ni la plume ni le pinceau ne seront jamais en état de rendre. Ce n'était pas le cri des assauts auxquels nous nous sommes habitués; c'était le cri d'un peuple asservi et ruiné qui, arrivé au seuil de son foyer dévasté, clame de la voix de l'homme désespéré: « Ennemi, je vis encore; fuis de mon foyer ».

« Cette voix avait, semble-t-il, terrifié l'ennemi beaucoup plus que toute l'artillerie qui pendant des jours, voire même des semaines avait fait pleuvoir sur sa tête une pluie continuelle de projectiles. Et quand ils sont arrivés au sommet du Kaïmakcalan, ils ont trouvé les cadavres. »

Que peut-on ajouter à ces mots?

***

Avec stupéfaction et enthousiasme, nous parcourons les fameuses positions, nous suivons les phases des combats qui s'y sont déroulés, et nous ne pouvons en croire nos yeux. Vraiment, n'est-ce pas seulement un beau songe, un conte merveilleux?

Et dans cette course des petites tranchées solitaires sur les montagnes abruptes on peut voir ce qui constitue le trait fondamental du peuple et du soldat serbes, une fière, une indomptable volonté.

Ici ont passé des hommes d'une race forte, des hommes qui ne connaissent pas le mot *impossible,* des

hommes décidés à mourir ou à vaincre et qui en mourant ont vaincu. Oui, cette volonté puissante, inflexible, qui a mis son empreinte ineffaçable sur le triste visage du « guerros » serbe, se devine ici à chaque pas.

Et cette volonté déjà exceptionnelle a encore été fortifiée par un patriotise élevé.

L'armée exilée, l'armée qui incarne en soi toute la Serbie, son passé, son avenir et son présent, a atteint les frontières sacrées, au-delà desquelles s'est dressée devant les yeux des soldats la patrie dévastée et outragée. Là-bas, derrière ces montagnes terribles, inaccessibles, sont leurs enfants, leurs mères, leurs femmes, leurs familles et leurs maisons, leurs villages et leurs villes, leur liberté, leur indépendance, toute leur chère, leur bienaimée Serbie. Et l'armée a pénétré comme un puissant, un invincible bélier...

Peu importe qu'elle périsse tout entière. La Serbie ressuscitera. Le dernier cri d'appel du soldat mourant résonnera comme une promesse de délivrance, et les montagnes lointaines apporteront en un libre écho la voix du canon serbe; elles diront à la patrie que ses fils sont près, tout près...

Et devant cet élan infiniment élevé et pur, les tranchées ennemies merveilleusement aménagées n'ont pu résister; devant cette volonté inflexible les Bulgares n'ont pas pu ne pas reculer.

A notre gauche s'élève un noir nuage de corbeaux. Il s'envole et comme un voile noir s'abat avec un croassement sur les gorges étroites. Nous nous retournons vers ce point. Les corbeaux se sont posés et ils becquètent ensemble. Ce sont des cadavres bulgares. Il n'en reste presque plus rien. Des débris d'uniformes qui gisent auprès d'eux, des bottes aux pieds des squelettes rappellent qu'il y a peu de temps encore ils étaient soldats. La mort et la solitude aux alentours; de misérables restes humains. La guerre a passé là...

Ecoutez ce que dit un Serbe des sentiments avec

lesquels les Serbes ont engagé ces combats cruels, avec lesquels ils ont pénétré sur le sol de leur pays.

« De l'autre côté de la crête s'étendait notre chère Serbie. Un sentiment particulier, profond, envahit nos cœurs, notre conscience et y versa un désir inextinguible, une volonté farouche d'arriver à n'importe quel prix de l'autre côté, où étaient nos maisons, les tombes de nos ancêtres, de nos pères, de nos frères, de nos enfants. Nous sentions que, là, la mort nous serait plus douce que ne l'était la vie à l'étranger, en exil. Nous croyions au succès, comme nous croyions à notre droit. Ah! comme nous avions souffert, quelles tortures nous avions endurées!... Et tout cela disparait d'un coup de notre souvenir, comme une fumée, comme une idée remplacée par une autre, splendide et lumineuse. La nostalgie de notre pays nous possède tout entiers, tombe profondément, lourdement dans notre âme, dans notre cœur, dans notre conscience, dans notre sang, envahit jusqu'au dernier atome de notre être. Nous voulions être là-bas, à quelque prix que ce fût ; nous voulions voir notre patrie libre et grande comme nos pertes. Ah! mère, père, femme, enfants, où êtes-vous? Nous voulons aller à vous. Nous nous battons pour vous, nous allons hardiment à la mort pour vous faire la vie plus belle, plus douce, plus libre. Vous souffrez, vous êtes anxieux de nous, nous le savons, nous le sentons. Oh! mon Dieu... mon Dieu... nous voulons... nous avançons... »

Et ensuite, raconte-t-il, lorsqu'après un combat cruel les Bulgares s'enfuirent, « nos soldats volèrent derrière eux comme avec des ailes, avides de l'air de leur pays, de leur chère Serbie.

« Le soleil parut et dora de ses rayons les cimes des hautes montagnes. Le feu de l'artillerie, ouvert de nouveau, semait la panique dans les rangs ennemis. Nous avancions sans rencontrer de résistance. Soudain, mon ami Dusan, que tous nous aimions tant, et que l'on écoutait toujours, s'arrêta, montra quelque chose du doigt, et tombant s'écria : La Serbie!

« Machinalement, comme si cela avait dû se produire, comme s'il fallait accomplir son ordre coûte que coûte, nous nous regardons, et, un pas en arrière, nous marquons d'une pierre, indiquant la frontière, le seuil de notre Patrie, de notre Serbie.

« Et tous tombent à genoux, quittent leurs casques, se signent et baisent la terre, la terre sainte de Serbie. Et nous pleurons de joie, et à travers nos larmes dont nous arrosons notre terre sainte, nous prononçons une brûlante, une sincère prière de guerre :

O Serbie, tendre mère
Reçois-nous dans tes bras.

« Beaucoup d'entre nous possèdent des bougies, nous les sortons, comme sur un commandement, nous les allumons et les fichons en terre à côté de nous et devant nous, comme c'est le plus facile. Et alors, comme un seul homme, nous levons nos fusils et prononçons ce serment sacré :

Nous te jurons, Serbie, notre mère,
De ne jamais t'abandonner,
De te défendre jusqu'à notre dernier soupir!!

Et Dusan restait toujours étendu, pressant ses lèvres sur la terre. Quelqu'un le touche, on l'appelle. Il ne remue pas, immobile dans son amour pour la terre, pour le sol natal. Et tout à coup nous remarquons du sang... Nous l'appelons, nous lui soulevons la tête. Nous regardons ses yeux. Ils étaient fermés, ses lèvres couvertes de la terre de sa Patrie. Une balle ennemie l'avait frappé en plein front... »

*
**

Ce patriotisme, cet amour de la patrie résume tout, et remplit l'âme entière des soldats serbes. Où qu'ils soient, quoi qu'ils fassent, toujours et partout ils pensent à elle. Toute leur poésie, toute leur littérature,

leurs journaux et leurs livres, leurs conversations et leurs chansons ne parlent que d'elle, d'elle seule.

Un soir, après un jour entier de bataille, nous étions réunis au milieu d'officiers serbes, et nous écoutions avec une curiosité avide le récit du voïévode X... qui venait seulement d'arriver jusqu'à nous en traversant les lignes allemandes.

Le voïévode, un des chefs les plus renommés des comitadjis serbes, racontait ses aventures extraordinaires pendant son séjour de cinq mois dans la Macédoine prise par les Bulgares, il nous disait la triste vie de la population, les violences des ennemis.

« Cent ans de notre suzeraineté n'auraient pu obtenir en Macédoine l'effet qu'a produit la domination bulgare en un an. Ils ont prouvé, les Bulgares, qu'ils sont étrangers à la population, qu'ils ne sont pas Slaves, qu'ils ont peur de la Macédoine derrière eux. Ainsi ils ont envoyé 10.000 familles en Bulgarie. La population de « propagande » qu'ils avaient installée autrefois en Macédoine, les « Boulgarasi », se sont tournés maintenant vers nous, vers la Serbie. Ainsi du mal est sorti le bien. Seulement la Macédoine est devenue silencieuse, triste. Plus de chansons, plus de rires, plus de gaieté ».

Le voïévode se tut un instant.

« Et ma famille souffrant du froid et de la faim, ils l'ont emmenée en Bulgarie. Mon père, un vieillard de quatre-vingt-cinq ans, ils l'ont tué. Tout ce que je possédais, ils l'ont pillé. »

Il se tut de nouveau.

« Eh bien, ce qui est affreux, reprit-il et ses yeux étincelaient, c'est que je ne pourrai jamais me venger des Bulgares, jamais jamais je ne pourrai leur rendre ce qu'ils m'ont fait. Jamais ma main ne se lèvera sur des femmes, sur des enfants, sur des vieillards... »

Un murmure de sympathie et d'approbation générale s'éleva de tous côtés. Et ensuite tous se mirent à chanter la mélancolique chanson sur leur pays : « Là-bas, au loin... »

⁂

Un des traits de caractère les plus frappants de ces soldats qui ont tant souffert, c'est leur absence d'animosité, leur humanité envers leurs ennemis. Quelle haine doit brûler dans leur cœur pour les Bulgares qui leur ont planté le poignard dans le dos, pour l'ennemi qui a promené le fer et le feu à travers la Serbie, qui les a chassés de leur pays! Et cependant voyez ces troupes oisives de prisonniers, qui, au lieu de travailler, causent tranquillement avec leurs gardiens serbes. Comparez la manière dont les Serbes les traitent, leur nourriture, leur tenue, avec la captivité même en Allemagne...

Cette bonhomie, l'un des traits les plus remarquables de la nature slave, provoque assez souvent des scènes à la fois comiques et touchantes. Il arrive qu'un Serbe, ayant fait prisonnier un Bulgare, découvre avec ravissement que son prisonnier porte des bas brodés au dessin précisément de son village. En Macédoine et en Serbie, chaque village a son dessin. Et, oubliant tout au monde, l'heureux vainqueur demande à son adversaire :

— Tu as été dans mon village?

— Oui, j'y ai passé.

— Peut-être as-tu vu les miens?

Il ne lui vient pas à l'esprit que ces bas sont le fruit de rapines, que son prisonnier est peut-être un de ceux qui ont réduit en ruines son village, violenté ses proches...

Il est heureux, il donne à son prisonnier du tabac, du pain, tout ce qu'il possède, et conduisant son Bulgare à l'officier, il déclare avec orgueil:

— Il a été dans notre village. Il porte les bas de notre village.

Observez les scènes entre blessés se traînant ensemble vers l'ambulance. Deux blessés marchaient un jour en camarades, ils arrivent à l'étape, s'asseoient et un dialogue s'engage :

— Eh bien, combien as-tu de pain? demande le Serbe

— Point, répond le Bulgare.

— Comment donc, les Allemands ne vous donnent même pas de pain, les canailles! — Et le voilà qui régale son prisonnier blessé de pain « français », de conserves.

On voit les prisonniers en capotes serbes, en chaussures serbes.

Une semblable conduite n'aurait rien d'étonnant de la part des Bulgares et des Autrichiens envers les Serbes, puisque ce sont eux qui ont envahi toute la Serbie et qui ont anéanti la nation. Ils n'ont plus de raison de haine... Mais ce qui est tout à fait admirable, c'est l'attitude des Serbes envers leurs bourreaux. Attitude non d'individus isolés, mais de la masse des soldats serbes. Parfois, on entend avec un étonnement involontaire un Serbe appeler en ces termes un prisonnier bulgare:

— Eh! viens par ici, frère...

Ecoutons ce que dit la chanson serbe, composée dans la dernière guerre, que chante toute l'armée, tout ce qui reste de la Serbie.

« Là-bas, au loin, loin au-delà de la mer, là-bas au loin est mon village, là-bas ma Serbie. Là-bas, au loin, au bord du Danube bleu, là est ma chérie, là est ma bien-aimée. Triste à Corfou, je m'afflige sans Patrie et je chante: Vive la Serbie... »

Cette chanson lui parle en mille variantes de sa Serbie, de ce qu'il y a laissé. Mélancolique comme sa vieille mélodie russe, il n'y a dans cette chanson rien que de l'amour et de la tristesse, rien que le patriotisme le plus pur, le plus élevé. Et quelle comparaison peut-on faire entre cette chanson et le nouvel hymne bulgare, tout animé de ressentiment et de rage : « Les Alliés brigands » ou le chant allemand « L'hymne de la haine »... Deux races, deux morales, deux caractères sont aux prises.

⁂

Un matin de neige et de gelée, nous partons avec le commandant de la division pour une revue des régiments qui ont pris les montagnes inaccessibles. Ils sont debout sous les armes, superbes régiments, superbes restes d'une armée invaincue, avec leurs drapeaux, solennels et tristes. En avant, de côté, en arrière d'eux, s'élèvent les positions enlevées par eux, rochers démantelés par les obus, tranchées, tombes de leurs camarades, tombes de leurs ennemis. Au loin se profile le Kaïmakcalan. L'un de ces régiments est celui même qui, quelques mois auparavant, a participé à une attaque avec nous. J'y connaissais tous les officiers et presque chaque soldat... Combien il en reste peu aujourd'hui!...

Mais ceux qui restent sont forts comme des éclats de marbre, et la même volonté indomptable se lit sur leurs visages. Le colonel leur dit quelques mots émus et touchants sur leur gloire, sur leur Patrie, sur leur passé et la grandeur future de la Serbie. Et de la main il montre les montagnes, les montagnes, les montagnes qui s'élèvent en avant et qui restent encore à prendre. Interminables montagnes!

Calmes et sérieux, les visages de ces hommes hardis, visages empreints d'une tristesse solennelle. Il ne s'est pas alors écoulé plus de vingt jours depuis les terribles combats de la Cerna, depuis ces fatigues surhumaines; restes splendides d'une armée invincible, toujours au poste, ils demeurent inébranlables, prêts à de nouveaux exploits, à un nouveau Golgotha.

Nous avons devant nous une immense force morale qu'on peut anéantir, mais qu'on ne peut ni faire plier, ni ébranler. Les survivants d'une race virile sont précieux. Ils sont inestimables. Lorsqu'enfin l'armée alliée entrera vraiment dans la vraie Serbie, personne ne saura réorganiser la nation en partie délivrée, persone, sauf ceux qui resteront d'entre ses héros. Et c'est pourquoi il faut à tout prix les préserver, les conserver au nom de la justice, de la nationalité, dans l'intérêt de la cause commune. C'est tout ce qui reste de la fleur de la nation, en eux est le gage de l'avenir.

Ce sont eux qui devront réunir autour d'eux toutes les forces vives de la nation, et créer la Grande Serbie.

Les Serbes ont tout donné. Ils ont donné plus qu'ils n'ont pu.

*
**

Ici, dans la boucle de la Cerna, s'est mêlé fraternellement le sang des peuples alliés. La célèbre cote 1050, où coule maintenant le sang italien, a vu sur sa cime des régiments serbes, français et russes. C'est ici qu'ils sont morts ensemble et c'est ici qu'ensemble ils ont vaincu. C'est ici que, dans ces combats, s'est taillé une immense gloire le 2e bis régiment de zouaves, dont les attaques irrésistibles se sont gravées dans la mémoire de ceux qui en furent témoins. Ce fut le premier régiment français qui marcha d'abord avec les troupes russes, puis avec les troupes serbes. Et il n'y a pas un Serbe qui ne songe à lui avec enthousiasme et reconnaissance.

Le régiment avait déjà tenu longtemps les premières lignes et participé à de rudes combats, lorsqu'il reçut l'ordre de se réunir aux troupes russes. Et voici ce qu'en raconte le général Ditrikhs, commandant les troupes russes :

« Nous devions attaquer les tranchées bulgares au nord de Negocam, lorsqu'arriva le régiment de zouaves. Considérant son état de fatigue après les combats qu'il venait de soutenir et des marches très dures, je le plaçai en réserve. Mais, dès le lendemain, le commandant du régiment, le lieutenant-colonel de Chiselle, me déclara que ni lui ni son régiment ne voulaient rester en réserve, alors que tous les Russes étaient en avant. Je dus me rendre à ce désir, et le lendemain de Chiselle était tué ». Les attaques du régiment furent stupéfiantes. A l'une d'elles, il ramena plus de neuf cents prisonniers.

Les zouaves, les marsouins, les biffins, presque toute l'artillerie française prirent part aux combats sous Monastir et dans la boucle de la Cerna.

Les régiments russes marchèrent avec une vaillance folle à l'attaque des défenses de fils de fer encore intactes. Leur marche sur Bigla, montagne inaccessible, dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Là, les soldats marchaient sans avoir touché de pain depuis quatre jours. Mais la principale force, le bélier de toute l'offensive, ce furent les Serbes.

Macédoine, Macédoine... Quand on pense à toi, combien d'interminables cimetières se dressent devant les yeux. Comme la terrible malaria nous a fauchés là-bas!... Cimetières français, serbes, anglais! Maintenant s'y sont ajoutés les cimetières russes et italiens. Et ces souffrances communes pour un but commun, pour un noble idéal — la délivrance du pays serbe — ont uni les Alliés par des liens qui ne sauraient être tranchés.

***

Il y a encore entre eux un lien puissant, ce sont les enfants serbes.

Je me souviens qu'un soir, au sommet d'une sauvage montagne serbe, où se nichait le « marabout » de commandement, un colonel serbe, endurci dans les combats, me disait avec tendresse :

« Je viens de recevoir une lettre de ma petite fille. Elle est en France, ma petite fille, dans un lycée français. Elle m'écrit: Papa, réponds-moi en français. Voilà qu'elle me force à travailler dans mes vieux jours! »

Et le colonel montrait sa lettre et un dictionnaire, une grammaire, et, dans ses yeux, il y avait des larmes.

Les malheureux enfants serbes sont dispersés dans tous les États alliés, mais il y en a surtout en France. Que de misères ils ont supportées! La terrible retraite d'Albanie, où périssaient leurs pères et leurs mères, où moururent de faim et de froid des dizaines de mille de malheureux; où, à leurs yeux naïfs, tout grands ouverts, se sont révélées des horreurs dont la vue a rendu fous des hommes faits, où ils ont dû supporter des souffrances qui tuaient des guerriers éprouvés...

Cette précieuse petite partie de la Serbie, qui a pu être sauvée, partie la plus charmante, la France, maternelle, l'a accueillie à son foyer. Plus de trois mille enfants sont dispersés dans ses écoles et peut-être sera-t-il donné à leur mère adoptive de consoler la peine de leurs cœurs enfantins, jusqu'au jour où ils retourneront dans leur Serbie.

Mais, si tout ce qu'ont dû supporter les enfants sauvés de Serbie est atroce, combien plus cruel encore le sort de ceux qui y sont restés... Quelle enfance lamentable et désolée que celle d'enfants sans pères, d'enfants qui ont vu l'humiliation de leur patrie, qui ont même été privés de leur langue maternelle, d'enfants qui sont aux mains des Bulgares, qui ont faim, qui ont froid...

Maintenant, nous sommes impuissants à leur venir en aide... Mais lorsque l'heure sonnera, quand sera rejeté le brigand qui s'est emparé de leur patrie, quand la liberté et la justice, le soleil de la vérité et de l'amour luiront de nouveau sur la terre de Serbie, alors incombera au monde entier le devoir dont parlent en mourant les soldats serbes: « Nous voulons voir notre patrie libre et grande, comme grandes sont nos pertes ».

A tous incombera le devoir de faire à ces enfants une patrie puissante, leur Grande Serbie, dans laquelle ils ne risqueront plus de subir une seconde fois les horreurs qu'ils ont traversées. La Serbie elle-même a tant souffert, tant donné à la cause commune, que ses souffrances sont devenues nos souffrances et ses soucis nos soucis, et il faut avoir confiance que les mots « Grande Serbie » ne seront pas des mots vides et que tous les enfants de nationalité serbe, sous quelque domination qu'ils se trouvent actuellement, pourront vivre à l'aise et en joie dans leur nouveau et vaste domaine commun.

Les Serbes, par leurs tortures, ont conquis ce droit.

Cela, c'est l'avenir. Mais à présent... Je me rappelle les derniers jours passés sur la hauteur de Grunist. Dans le lointain bleuté s'élevaient les innombrables

gradins de montagnes rocheuses et désertes. Tout ce que le regard pouvait embrasser n'était que chaînes et massifs, tous plus élevés, plus sauvages les uns que les autres. De-ci, de-là, gisaient les pitoyables restes du combat. Au milieu des pierres se dressait un bras humain, arraché au coude, noirici. Et un instant le désespoir me saisit. Comment traverser tout cet immense désert de montagnes que la vue même ne pouvait découvrir en entier! Mais je regardai derrière moi. Là aussi se dressaient, tout aussi hautes, les chaînes de montagnes déjà conquises, tout aussi infranchissables, tout aussi sauvages que celles qui restaient à prendre. Au loin, à gauche, se dessinait la ville sainte de Monastir, et à droite, pure et fière, s'apercevait la cime du Kaïmakcalan. La neige recouvrait de son linceul toute l'horreur des batailles déroulées en ces lieux, et à la claire lumière du soleil il brillait, immaculé, dans sa blancheur... Immaculé et pur, comme la gloire éternelle des Serbes...

V. Lebedev.

Le Reichsrat.

Quand, pendant la révolution de 1848, le 10 juillet, eut lieu la réunion préparatoire du premier Parlement autrichien, on constata avec un certain étonnement que plus de la moitié des députés ne savaient pas l'allemand. La proportion eût naturellement été bien plus forte si tous les pays de la monarchie avaient été représentés.

La conséquence logique aurait dû être de donner à l'Autriche une constitution fédérale, en essayant de tenir compte à la fois des souvenirs historiques qui sont restés très vivants et des caractères ethniques des divers peuples. Cette conception ne fut même pas sérieusement discutée. Les hommes qui se trouvaient alors à la tête des affaires, Schwarzenberg, Stadion et Bach, étaient ou des grands seigneurs qui dédaignaient la foule et n'avaient d'intérêt que pour la politique étrangère, ou des libéraux allemands qui, grandis à l'école de l'Aufklærung du XVIII[e] siècle et convaincus de l'excellence de leurs théories, n'admettaient d'autres formules que celles de Joseph II et du germanisme centralisateur. Ils évoquaient les traditions et les intérêts apparents de la dynastie: les Habsbourgs qui, depuis le XVI[e] siècle, travaillaient à établir leur domination en Allemagne et qui à plusieurs reprises avaient paru près d'y réussir, se seraient certainement aliéné les partisans assez nombreux qu'ils comptaient encore dans la Confédération germanique s'ils avaient favorisé à l'intérieur de leurs États une évolution qui eût rapidement abouti au triomphe de la race slave dans le bassin moyen du Danube. La grande trahison des Habsbourgs

était dès lors la thèse préférée des historiens prussiens; allait-on fournir de nouvelles armes aux Haüsser et aux Droysen? La race germanique, orgueilleuse et conquérante, réservait ses faveurs aux dynasties qui avaient étendu ses frontières. La lutte était dès lors engagée entre les Margraves du nord (les Prussiens) et les Margraves de l'est. Si ceux-ci passaient à l'ennemi, le sentiment national allemand se soulèverait avec fureur contre eux; une Autriche fédéraliste, c'était le triomphe des Hohenzollern.

Dès le moment où s'ouvre en Autriche l'ère constitutionnelle, se pose ainsi le problème dont les Habsbourgs n'ont pas cessé depuis de chercher la solution. De 1848 à 1914, les termes n'en ont pas varié. Il s'est toujours agi de donner à un pays où les Allemands représentent moins d'un quart de la population une physionomie germanique et d'organiser le pouvoir de façon à ce que l'autorité réelle appartienne à la race la moins nombreuse (1). Les constitutions si diverses qui ont été tour à tour essayées n'ont jamais eu d'autre but et elles ont toujours été viciées par cette pensée fondamentale; la question est devenue de plus en plus compliquée à mesure que les races non-allemandes se sont instruites et enrichies et qu'elles ont opposé à la domination étrangère une opposition plus irréductible. Les maitres du pouvoir n'ont jamais voulu reconnaître qu'ils poursuivaient un but impossible à atteindre et qu'à un moment leur obstination absurde les acculerait à une catastrophe. Les procédés ont varié, les apparen-

---

(1) Autriche — Autriche-Hongrie

(Recensement de 1910; j'arrondis les chiffres).

Allemands	8.700.000	10.700.000
Magyars		9.000.000
Juifs	1.300.000	2.300.000
Tchécoslovaques	6.500.000	8.500.000
Polonais	5.000.000	5.000.000
Ruthènes	3.500.000	4.000.000
Yougo slaves	2.200.000	5.100.000
Roumains	300.000	3.300.000
Italiens	800.000	800.000
Divers	600.000	1.000.000
	28.900.000	49.700.000

ces ont changé; les formes de vote ont été différentes; mais que l'Autriche fût absolutiste ou constitutionnelle, que le vote fût restreint ou universel, il ne s'agissait jamais que d'aboutir à un résultat fixé d'avance: créer une majorité artificielle allemande.

***

Le système qu'adoptèrent Schwarzenberg et Bach après la dissolution du Parlement de Kromeriz (Kremsier) (mars 1849) était au fond le plus rationnel et le plus simple; ils supprimèrent le Parlement et rétablirent l'ancien absolutisme. Soutenus par l'armée, la bureaucratie et l'Église, ils réussirent pendant dix ans à se maintenir au pouvoir. Comme Joseph II, dont ils étaient en somme les médiocres plagiaires et les héritiers dégénérés, leur fortune fut brisée par leurs échecs diplomatiques et militaires. On a cité bien souvent, pour la flétrir, la formule fameuse de Clausewitz « que la guerre est une simple continuation de la politique par des moyens d'un autre genre ». Bien comprise, elle serait pourtant de nature à éviter aux gouvernements de très lourdes erreurs. La faute cardinale des hommes d'État en Autriche a toujours été de vouloir faire de la conquête extérieure la base de leur système de gouvernement. Ils se sont toujours débattus dans un cercle vicieux: ils se sont refusés à voir que des armées ne sauraient être victorieuses que si elles combattent pour une cause qui leur est chère et qu'il était absurde de supposer qu'à la longue le mécontentement des nations à l'intérieur de la monarchie ne se traduirait pas par des défaites au dehors. A la rigueur, il n'eût pas été impossible, si l'on tient compte de la puissance de la tradition, de la force de la bureaucratie, de l'influence du clergé et de l'autorité de la dynastie, que le régime absolutiste se prolongeât assez longtemps, à condition de ne pas l'exposer à de trop redoutables secousses. La monarchie unitaire autrichienne ne pouvait durer qu'à condition de ne pas agir. Metternich l'avait parfaitement com-

pris, et il avait mis tous ses soins à ne pas courir les aventures. Ses successeurs furent moins prudents, et le château de cartes qu'ils avaient laborieusement construit s'effondra au premier choc.

I

En dépit de la bonne volonté et des efforts de l'administration et de la police, les résultats de la révolution de 1848 n'avaient pas pu être complètement supprimés. Les paysans, affranchis du régime féodal, s'instruisaient et s'intéressaient davantage à l'avenir de leur peuple; leurs fils pénétraient peu à peu la bourgeoisie et y fortifiaient le sentiment national et libéral; bien que le gouvernement se souciât assez peu de favoriser le développement de l'industrie et du commerce, la monarchie n'avait pas complètement échappé au mouvement capitaliste qui, à ce moment, transformait l'Europe entière; la production de la houille et du fer augmentait dans des proportions importantes; l'industrie du coton se développait. Une génération nouvelle naissait qui supportait avec une impatience croissante la tutelle d'une bureaucratie négligente et poussive. Le budget était en déficit (280 millions de florins pour 1860); depuis plusieurs années le trésor ne vivait que d'expédients et les prêteurs se dérobaient. Le ministre Goluchovski, qui avait succédé à Bach en août 1859, convoqua un conseil de l'Empire renforcé, une sorte d'Assemblée des notables (mai-septembre 1860). Par 34 voix contre 16, les délégués demandèrent que l'on rendit quelque vie aux « individualités historiques », c'est-à-dire que l'on adoptât un régime fédératif. L'Empereur leur donna une satisfaction partielle par le diplôme du 21 octobre 1860, qui devait « concilier les souvenirs, les aspirations et les droits des différents peuples avec les besoins réels de l'Empire ».

Quelque insuffisantes que fussent les concessions de François-Joseph, elles jetèrent la consternation dans le camp allemand. Il n'a pas fallu moins d'un demi-siècle

pour que l'on comprit en France le sens exact de la question d'Autriche et il n'est pas bien sûr que les préjugés répandus à ce sujet aient aujourd'hui encore complètement disparu. La confusion qui a longtemps régné s'explique par des raisons diverses. — Les unes sont extérieures: l'habitude de presque tous les publicistes de demander leurs renseignements aux journalistes allemands de Vienne et l'influence de la presse juive qui est à peu près sans exception au service des centralistes. — D'autres tiennent à des coïncidences fortuites et mal interprétées: en 1848, les Slaves, pour combattre les tentatives d'hégémonie des Magyars et des Allemands, avaient été amenés à se grouper autour de la dynastie; ils comptaient dans leurs rangs un certain nombre de grands seigneurs, qui poursuivaient la restauration des anciennes diètes. Leurs adversaires eurent ainsi beau jeu à jeter sur eux le soupçon et à flétrir en eux les suppôts de la réaction et les complices de la féodalité. Les partis progressistes dans l'Europe occidentale se prononcèrent pour les hommes qui se présentaient comme libéraux, sans se demander ce que recouvrait cette étiquette. Des expériences récentes nous ont heureusement appris à n'attacher aucune importance au nom et à ne pas même nous inquiéter trop de la lettre des programmes; nous jugeons désormais les peuples sur leurs actes et les factions sur leurs exigences.

Les hommes qui étaient à la tête du parti libéral en Autriche, Schmerling, Lasser, Perthaler, Lichtenfels, et par la suite le président de l'académie de Vienne, le célèbre géologue Suess, avaient une conception particulière du libéralisme; pour eux, il signifiait le progrès des lumières, qui se confondait avec le triomphe de l'Allemagne; ils ne nourrissaient aucune haine pour leurs concitoyens des autres races, mais les considéraient comme des enfants entêtés qui ne comprennent pas leur intérêt réel et se révoltent contre leurs amis naturels; ils avaient la mission de les élever à un degré supérieur de civilisation et ils s'indignaient de leur

sottise, quand ils les voyaient s'obstiner à poursuivre un idéal suranné. — Peut-on être Persan! demandent les Parisiens. Ils s'étonnent d'une semblable bizarrerie, mais ne vont pas jusqu'à s'en irriter et en prennent assez vite leur parti, parce qu'après tout ils ont beaucoup de choses en tête et qu'ils ne se croient pas tenus de travailler à tout prix au succès de la civilisation. Les Allemands sont plus tenaces. Ils représentèrent à François-Joseph que l'Autriche se disloquerait du jour où l'on s'écarterait de la vieille tradition centraliste. Et l'armée! Que deviendrait-elle, si l'on reconnaissait les mêmes droits à tant de dialectes différents? — Surtout ils reprirent leur argument essentiel et qui était de nature à agir particulièrement sur le souverain: il allait d'un seul coup ruiner son influence dans la Confédération.

L'Empereur fut facile à convaincre, et Schmerling, qui avait remplacé Goluchovski, se hâta, sous prétexte de compléter et d'expliquer le diplôme d'octobre, de publier la patente de février 1861 qui, en dépit de toutes les modifications qu'elle a subies depuis, a donné son caractère distinctif à l'Autriche contemporaine.

Tout le système de Schmerling se ramenait à deux idées maîtresses: établir un régime constitutionnel qui, en paraissant accorder au Parlement des droits étendus, laissât intacte l'autorité du souverain, de manière surtout qu'il conservât une entière liberté dans toutes les questions de politique extérieure, — et assurer aux Allemands une prépondérance incontestée dans le Parlement. — Le baron de Lasser, à qui Schmerling remit le soin difficile de préparer la loi électorale, agença subtilement les combinaisons les plus diverses et mit sur pied une machine compliquée et délicate, qui avait au moins le mérite de donner à tous les ministères la réponse qu'ils désiraient. Bien entendu, elle était si adroitement équilibrée que, livrée à elle-même, elle assurait automatiquement la majorité aux Allemands. — Pour cela, les régions allemandes reçurent un nombre de représentants supérieur à celui que leur aurait

valu leur population. En Bohême, par exemple, les circonscriptions rurales allemandes avaient un député par 10.000 habitants, les Tchèques par 12.000; les districts urbains allemands avaient 40.000 habitants, les districts tchèques 53.000. Comme la bourgeoisie était encore en majorité allemande, les villes furent particulièrement favorisées, et on attribua une représentation distincte aux Chambres de commerce. Surtout on accorda un nombre considérable de députés à la curie des grands propriétaires, si bien que la grande majorité des Diètes provinciales et du Parlement central dépendit presque exclusivement de leur vote. Comme beaucoup d'entre eux étaient Allemands et qu'ils étaient en général extrêmement accessibles à l'action du pouvoir central, il dépendait du ministre de déplacer la majorité à sa guise, et en effet, pendant un quart de siècle, les Parlements reflétèrent docilement, non pas les désirs de la population, mais les caprices de la volonté flottante du souverain, centraliste avec Schmerling, fédéraliste pendant la courte direction de Hohenwart, allemande de nouveau avec Auersperg.

Les droits de l'Assemblée élue restaient d'ailleurs illusoires. La Constitution de 1861 ne proclamait ni la responsabilité ministérielle ni l'immunité des députés, et l'article 13 autorisait le ministre à prendre pendant l'absence de la Diète les mesures qui lui paraîtraient urgentes; quand un député demanda que ces ordonnances d'urgence fussent au moins soumises au Reichsrat au moment où il se réunirait, la Chambre des Seigneurs repoussa sa réclamation. En 1863, comme la majorité avait fait mine de repousser le budget, Schmerling la menaça de le fixer par ordonnance. La presse essaya de protester: on la persécuta et on maintint le système des avertissements et des confiscations. La presse est libre, mais non les journalistes, répondait le procureur général Lienbacher aux plaintes des mécontents.

Les Allemands se résignaient sans peine à un régime qui était dirigé contre leurs adversaires. — « Je

suis avant tout Autrichien, disait François-Joseph (septembre 1862), mais nettement Allemand, et je désire l'union la plus intime de l'Autriche et de l'Allemagne. » La direction appartenait dès lors au Casino allemand de Prague et aux Allemands de Bohême qui ont toujours été dans la monarchie les représentants de l'idée pangermaniste et qui sont, avec les Magyars, les véritables destructeurs de la monarchie autrichienne; avec les Junker prussiens, ils portent la principale responsabilité de la guerre actuelle.

Les Tchèques refusèrent d'accepter la « funeste » Constitution de février et organisèrent aussitôt la résistance. Depuis un demi-siècle, à travers les péripéties multiples d'un combat inexpiable, ils sont demeurés fidèles au mot d'ordre qu'ils avaient adopté dès le premier jour: Ne nous rendons pas! — Le 17 juin 1863, ils quittèrent solennellement le Parlement et motivèrent leur départ par la célèbre « déclaration » où ils réclamaient le droit de l'État bohême et l'autonomie nationale. Comme les Magyars avaient dès le premier jour refusé de paraître au Reichsrat, le Parlement n'était plus qu'une sorte de conseil supérieur des Allemands; il traîna une existence inutile et humiliée jusqu'au moment où en 1865, François-Joseph s'en débarrassa.

Il reparut cependant sous une forme à peine modifiée après la guerre de 1866. Les Allemands avaient tiré de leurs expériences précédentes la conclusion qu'à eux seuls ils étaient hors d'état de maintenir leur domination dans l'ensemble de la monarchie. Ils firent la part du feu. Par le Compromis de 1867, ils achetèrent l'appui des Magyars qui, en retour de la prépondérance qu'ils recevaient en Hongrie, devaient les aider à maintenir les Slaves de Cisleithanie dans une demi-servitude.

Jusqu'à présent, la politique a toujours été déternée par deux passions cardinales: la volonté de domination et la peur. Peut-être même la peur est-elle le facteur capital des actions humaines, puisque la crainte de subir le joug étranger est souvent à l'origine des tentatives de domination. Les Magyars ont peur des Slaves

qui les entourent de presque tous les côtés. En 1867, leurs terreurs étaient avivées encore par le souvenir récent de 1849 et de l'intervention de Nicolas I, au moment de leur insurrection contre les Habsbourgs. Comme il arrive si fréquemment, pour éviter d'être mouillés, ils étaient tout disposés à chercher un abri sous la gouttière; pour se défendre contre les périls problématiques d'une conquête russe, ils sollicitaient la redoutable protection des Hohenzollern et ils se firent dès lors les instruments des ambitions germaniques dont ils seraient les premières victimes.

Le Compromis ne modifia pas grand chose à la situation de l'Autriche propre: le fameux paragraphe de la dictature fut modifié: — il devint l'article 14 au lieu de l'article 13. Quelques esprits chagrins refusèrent de reconnaître l'importance de ce nouveau numérotage. La loi électorale ne fut pas modifiée et elle continua à fonctionner à la plus entière satisfaction des ministres.

Peu à peu cependant, l'opposition grandissait. Les philosophes discuteront éternellement sur la puissance effective de la force contre le droit, et il est certain qu'assez souvent la violence a triomphé des idées. — Encore faut-il qu'elles soient prises à temps et qu'elles ne trouvent pas un appui dans une population trop nombreuse. Le XIX^{e} siècle dans l'ensemble n'a pas été favorable à l'absolutisme: après un siècle d'oppression, la Pologne est plus vivante que jamais et toutes les mesures d'exception en Alsace y ont surtout abouti à exalter le sentiment français. On achète ou on exécute quelques chefs, on désagrège et on terrorise un petit groupe; il est extrêmement difficile d'exterminer un peuple. Les Slaves peu à peu s'organisaient et devenaient de plus redoutables adversaires; ils envahissaient la bourgeoisie, conquéraient les chambres de commerce, étendaient leur influence; à mesure qu'ils devenaient plus indépendants, ils subissaient moins docilement la pression ministérielle. Ils avaient à la diète de Prague une majorité compacte qui manifestait son opposition

en refusant d'élire les députés du Reichsrat et leur absence collective diminuait singulièrement le crédit d'un Parlement dont le prestige était déjà médiocre. Le ministre Adolphe Auersperg essaya de briser la résistance en enlevant aux Diètes le droit de désigner les députés du Reichsrat et en instituant les élections directes (1873).

La loi nouvelle laissait d'ailleurs subsister les abus les plus criants de l'ancien système : inégalité entre les diverses circonscriptions, répartition arbitraire des sièges ; les grands propriétaires et les Chambres de commerce envoyaient au Reichsrat 106 députés, presque autant que l'ensemble des villes (118) et que les campagnes (129).

Avec les élections directes, le système d'abstention qu'avaient jusque-là suivi les Tchèques perdait sa raison d'être. Beaucoup d'électeurs se lassaient d'ailleurs d'une tactique qui laissait le champ libre à leurs ennemis. L'arrivée au ministère du comte Taaffe, que l'on disait moins docile aux suggestions de Berlin, décida les Tchèques à renoncer à l'opposition passive ; en 1879, leurs députés, tout en maintenant leurs protestations de principe, prirent leur place dans le Reichsrat. Groupés avec les Slaves du sud, les Polonais et les Allemands des régions alpestres, ils y formèrent la majorité. Elle vota en 1882 une loi électorale qui, sans supprimer le privilège exorbitant des grands propriétaires, rendait un peu moins facile l'intervention officielle et qui abaissait à 5 florins le cens nécessaire pour être électeur dans les curies des villes et des campagnes.

La majorité slave est si forte en Autriche que le nouveau système électoral, quelque bizarre et inique qu'il demeurât, aurait permis cependant à l'opposition d'exercer une influence prépondérante si le régime parlementaire n'avait pas été faussé par l'autorité excessive que la constitution laissait à la Couronne. En réalité, le pouvoir continuait à appartenir à l'Empereur seul, et, pour ne pas s'aliéner ses bonnes grâces, la majorité était condamnée à ajourner ses revendications les plus

urgentes. Comme elle ne vivait que par la grâce de la Couronne, elle devait acheter par des complaisances humiliantes les plus infimes concessions.

De là une double conséquence. — Tout d'abord, les électeurs s'éloignaient peu à peu de leurs représentants dont ils ne comprenaient pas la timidité et qu'ils accusaient de ne pas défendre avec assez de vigueur les intérêts publics. — Ensuite, les partis se corrompaient, parce qu'ils avaient pour unique programme de mériter les largesses gratuites et bénévoles du souverain qui récompensait leur soumission par des pourboires. Condamnés ainsi à des compromissions humiliantes, et réduits à pratiquer une politique de marchandages, ils oubliaient les principes, qui les eussent réunis, pour se disputer aigrement les miettes que les gouvernants laissaient dédaigneusement tomber sous la table. Ils tendaient ainsi à se morceler en fractions égoïstes qui ne songeaient qu'à leurs profits immédiats. Un des résultats les plus funestes de cette situation fut de jeter la division entre les Polonais et les Tchèques; jusqu'à ces derniers jours, ces dissensions intestines sont demeurées la cause essentielle de l'impuissance des Slaves en Autriche.

Les Polonais, que rapprochaient des Tchèques leurs intérêts vitaux, étaient éloignés d'eux à la fois par des préjugés sentimentaux et des différences graves de tactique. Fiers de leur passé, pleins de confiance dans leurs forces et dans les revanches de l'avenir, le sentiment national était si puissant chez eux qu'il ne laissait guère de place dans leurs conceptions pour l'idée de la solidarité slave. Très justement irrités contre l'administration russe qui soumettait leurs frères de Varsovie aux plus absurdes persécutions, ils étaient plus exaspérés encore par l'hostilité qu'ils rencontraient en Galicie même chez les Ruthènes et dont ils rendaient responsable le gouvernement moscovite. Les Tchèques, assiégés de tous les côtés par les Allemands, avaient besoin pour se soutenir d'un appui moral extérieur et ils le cherchaient à Pétersbourg. Bien qu'à diverses reprises

ils n'eussent pas hésité à manifester leurs sympathies polonaises, au risque de mériter la rancune de la bureaucratie russe, les Polonais ne leur pardonnaient pas leur effort d'impartialité et les accusaïent de pactiser avec le tsarisme. Les Tchèques répondaient en se plaignant de leur égoïsme particulariste.

Au fond, les Slaves de Bohême et de Galicie avaient un même programme, qui était leur indépendance nationale, et un même désir, qui consistait à être délivrés de la domination étrangère que représentaient les Habsbourgs. Mais le but paraissait si éloigné que les espérances communes ne suffisaient pas à effacer les froissements quotidiens et les dissentiments secondaires qui naissaient des divergences de tempérament et de condition. Les Tchèques sont une nation démocratique et la noblesse ne joue parmi eux qu'un rôle tout à fait secondaire; les partis y sortent directement du peuple et en partagent les instincts simplistes et les passions élémentaires. Laborieux, méthodiques et obstinés, ils unissent au sens de l'organisation et à une invincible ténacité une imagination ardente et ils se laissent volontiers séduire par les rêves de leur esprit; ils se consolaient de leurs déboires par les perspectives grandioses qu'ils apercevaient dans l'avenir et ils attendaient d'un jour à l'autre la fanfare de délivrance qu'entonnerait le Tsar libérateur. Les Polonais au contraire mêlent à leurs exaltations les plus fantasques le sens aigu de la réalité. Ils connaissent le monde et ils n'ont aucune raison de le juger avec un optimisme excessif; de dures épreuves leur ont appris ce que valent les progammes et que d'habitude les intérêts ont plus de poids que les idées. Ils se sont habitués à vivre au jour le jour, à ne jamais se donner sans espoir de se reprendre, et à tirer d'une situation les avantages momentanés qu'elle comporte. Ils étaient dirigés par une oligarchie, peu nombreuse, étroitement unie par les traditions et les mœurs, très âpre dans la défense de ses intérêts et disposée à leur sacrifier tout ce qui n'était pas le salut de la patrie; — cette aristocratie, un peu vaine de son ancienne

fortune, de l'élégance de ses manières, de l'antiquité de sa civilisation, ne frayait pas volontiers avec les bourgeois de Prague ou les paysans de Moravie. C'est une question de savoir si les convictions sont plus puissantes que les habitudes et il n'est pas démontré que des hommes puissent jamais se comprendre parfaitement qui ont des manières trop diverses et une éducation trop différente.

Une seule affaire intéressait les Galiciens: la restauration d'une Pologne indépendante. Puisqu'elle n'était pas possible pour le moment, il ne restait qu'à attendre l'occasion favorable en rassemblant ses forces pour l'heure du combat décisif et à tirer des circonstances le meilleur parti possible, sans se préoccuper de vaines questions de principes. Uniquement préoccupés des avantages qu'ils arrachaient peu à peu aux ministres, ils n'avaient aucune haine personnelle contre les Habsbourgs dont ils étaient accoutumés depuis des siècles à rechercher l'appui; rapprochés de François-Joseph par la sincérité de leur catholicisme, par leurs idées conservatrices et par leur condition sociale, pourquoi auraient-ils compromis une situation qui leur rapportait des bénéfices appréciables? Une coalition trop étroite avec les autres Slaves de la monarchie leur paraissait plus gênante que profitable. — A leur point de vue, leur tactique était parfaitement naturelle. Unis solidement aux Tchèques, il est possible qu'ils eussent fini par imposer aux Habsbourgs une politique de modération qui, à la longue, eût conduit la monarchie au fédéralisme. Mais cette consolidation de l'Autriche, c'était en même temps le maintien du statu quo européen, c'est-à-dire du morcellement de la Pologne. Le triomphe des Allemands devait au contraire un jour ou l'autre aboutir à un conflit d'où pourrait sortir une reconstruction de l'Europe. Sans doute les chefs du kolo polonais ne voyaient pas les questions aussi nettement et il serait tout à fait ridicule de leur attribuer la responsabilité réfléchie du conflit actuel; ils en avaient du moins une sorte de pressentiment obscur. Dans tous

les cas, le sort de leurs frères de servitude les intéressait assez peu. Ils n'étaient pas en contact direct avec les Allemands; ils ne redoutaient pas leur invasion et ils se croyaient assez forts pour y résister si elle se produisait jamais. Indifférents aux luttes quotidiennes qui exaspéraient les Tchèques ou les Slovènes et qui les maintenaient dans un état de mobilisation permanente, ils se rapprochaient des Slaves de temps en temps, mais par tactique et uniquement pour que le gouvernement leur payât leur défection. Chaque ministre était sûr d'obtenir leurs voix s'il y mettait le prix, c'est-à-dire s'il accordait à la Galicie quelque nouveau privilège et s'il garantissait aux Polonais la situation privilégiée qu'ils possédaient vis-à-vis des Ruthènes.

Naturellement, les ministères exploitaient ces dispositions et, grâce à ces connivences et à ces divisions, la Couronne manœuvrait l'opposition à sa guise et lui imposait sa volonté. Quand Taaffe fatigué abandonna le pouvoir en 1893, les hommes qui le remplacèrent, de médiocre valeur personnelle, sans majorité solide, gouvernèrent au jour le jour; le seul ministre qui ait prouvé une certaine intelligence politique, le comte Badeni, fut presque aussitôt renvoyé par l'Empereur (1897).

Depuis la chute de Badeni, le bruit des luttes constitutionnelles frénétiques dont l'Autriche n'a jamais cessé d'être le théâtre a rempli les journaux de l'Europe. — Beaucoup de bruit pour rien, puisque l'Empereur est toujours libre de ne tenir aucun compte des votes du Parlement: ce tumulte, assez vain, a contribué du moins à exalter les passions et à porter les haines nationales à leur paroxysme.

En 1896, une nouvelle loi électorale avait élevé le nombre de députés de 353 à 425 et créé à côté des grands propriétaires, des chambres de commerce, des villes et des campagnes, une cinquième curie, qui nommait 72 députés et qui comprenait tous les citoyens âgés de 24 ans et domiciliés dans la commune depuis six mois; en même temps, le cens pour les électeurs des villes et des campagnes était abaissé à quatre florins.

Étrange conception que ce mélange de cens et de suffrage universel et qui ne pouvait naître que dans le cerveau malade de politiques habitués à ne vivre que d'expédients saugrenus! A ce moment, le régime électoral autrichien présentait le tableau le plus extravagant et le plus confus qu'il soit possible de se figurer; il n'était égalé — ou même surpassé — que par le régime électoral hongrois. Même en Autriche, qui est le pays des contradictions et des incohérences, il parut impossible de supporter longtemps un semblable désordre.

L'empereur François-Joseph se croyait volontiers un grand politique, parce qu'il avait emprunté à Bismarck quelques axiomes, que d'ailleurs il comprenait mal. Il vieillissait, et les affaires intérieures, auxquelles il n'avait jamais entendu grand'chose, ennuyaient de plus en plus sa paresse somnolente. Les criailleries du Reichsrat ne l'inquiétaient ni ne le gênaient; elles l'agaçaient et l'énervaient; il eût voulu n'avoir pas sans cesse à chercher de nouveaux ministres, et les éternelles querelles des Allemands et des Tchèques lui devenaient intolérables. D'ailleurs, elles nuisaient au prestige de la monarchie à l'extérieur et, fait plus grave, elles commençaient à avoir un certain retentissement dans l'armée. On lui avait dit, et il croyait, que les luttes de races étaient entretenues par les intrigues et l'ambition de quelques chefs de partis: les masses populaires se souciaient peu des droits d'État et de balivernes historiques semblables; pourvu que les salaires fussent suffisants et la bière fraîche, elles accepteraient docilement la volonté du souverain. Guillaume II rappela sans doute à son allié que le Chancelier de fer, qui n'avait pas pu venir à bout de l'opposition de la bourgeoisie, avait aisément domestiqué le Reichstag élu par le suffrage universel et qu'avec son appui, il avait triomphé des résistances particularistes. Pourquoi le procédé qui avait si admirablement réussi en Allemagne ne donnerait-il pas en Autriche des résultats aussi satisfaisants? — Le raisonnement ne péchait que sur un point: c'est que l'Autriche ne ressemble pas à l'Allemagne. En

Allemagne, l'opinion publique demandait l'unité; en Autriche, les diverses races réclamaient leur indépendance. En Allemagne, la foule avait soif de domination et appelait un maître qui la conduisît au combat; en Autriche, elle ne désirait que la liberté et répudiait les ambitions du souverain.

François-Joseph était absolument incapable d'apercevoir ces différences. Il accepta sans discussion les conseils des hommes qui lui promettaient le calme qu'il désirait; en 1907, le Reichsrat céda à la pression de la Couronne et établit en Autriche le suffrage universel.

Après tout, la recette eût peut-être réussi si elle eût été loyalement appliquée. Malheureusement la loyauté a toujours été le moindre défaut des Habsbourgs; ils ont les vices des faibles, la perfidie et la ruse. Incapables de comprendre le sens de l'adage classique: donner et retenir ne vaut, quand ils se résignent à quelques concessions apparentes, ils les annulent aussitôt par des réserves plus ou moins insidieuses. Les Allemands n'avaient accepté le suffrage universel qu'à condition que la nouvelle loi électorale respectât dans une large mesure leur situation antérieure et les titres supérieurs qu'ils doivent à leur naissance : dans aucun cas, ils ne consentiraient à paraître dans une assemblée où la majorité appartiendrait à leurs rivaux. Leur présomption sembla parfaitement naturelle à François-Joseph et les ministres s'ingénièrent à trouver une combinaison qui, sous le voile de l'égalité, permît à la minorité germanique de conserver sa prépondérance. Ils firent observer qu'il convenait de tenir compte, non seulement du chiffre respectif de la population des diverses provinces, mais de leur richesse, des impôts qu'elles payaient et de leur degré de civilisation. Bien entendu, ils tirèrent de ces prémisses les conclusions qui leur agréaient. En dernière analyse, les régions allemandes reçurent une représentation proportionnellement beaucoup plus élevée que celle qui leur serait régulièrement revenue. A la rigueur, les Latins et les Slaves pouvaient réunir 283 voix sur 516 députés,

mais l'entente était singulièrement difficile entre les groupes hétérogènes dont se composait la majorité, et les Allemands, sûrs de l'appui de l'administration, demeuraient maîtres du terrain. La répartition des circonscriptions électorales ne pourrait être modifiée à l'avenir que par une majorité des deux tiers, de sorte que les Slaves n'avaient même pas l'espoir de sortir un jour de la condition subordonnée qui leur était faite.

L'empereur avait-il vraiment pensé qu'un semblable régime apaiserait les haines nationales? — Dans ce cas, l'événement le détrompa rapidement. — Peut-être après tout avait-il plutôt voulu affaiblir encore l'autorité du Parlement et discréditer le régime parlementaire. A ce point de vue, il put se féliciter de son œuvre. Par définition, le nouveau Reichsrat, issu du suffrage universel accommodé à la sauce habsbourgeoise, était partagé en deux camps à peu près égaux, incapables par conséquent de faire aboutir la moindre réforme et qui se reprochaient mutuellement leur impuissance. On enfermait les adversaires dans un champ clos où ils n'avaient d'autre distraction que d'échanger des invectives et quelquefois des coups. Ces combats incessamment renouvelés, dont aucun ne pouvaient avoir de résultat décisif, maintenaient les passions dans un état d'excitation fébrile et créaient dans tout l'Empire une exaltation maladive. De temps en temps, le cabinet changeait, sans que ces crises ministérielles, dont on n'apercevait ni le sens ni la cause, améliorassent ou même modifiassent le moins du monde la situation. A intervalles irréguliers, on convoquait l'assemblée pour la renvoyer bientôt, après quelques semaines de débats tumultueux et stériles. Le président du conseil, la conscience satisfaite par cet effort platonique, recourait alors à l'article 14 et proclamait l'état ex-lex, c'est-à-dire qu'il gouvernait par ordonnances. Résultat général: démoralisation, intrigues mesquines, abaissement des caractères, désaffection universelle. La vieille monarchie peu à peu tombait en morceaux. Quand on parle aujourd'hui de la dissolution de l'Autriche, on se borne à constater un fait qui

était manifeste depuis plusieurs années pour tous ceux qui suivaient l'évolution politique. Bien avant la guerre, l'opinion était générale que la situation ne pouvait plus se prolonger et que le moment approchait où la machine qui depuis si longtemps, grinçait sans fonctionner, se disloquerait. Chaque fois que les journaux annonçaient que le vieil empereur avait éternué, les marchés de l'Europe entière s'effondraient, — non qu'ils éprouvassent une sympathie particulière pour le pauvre fantoche que Guillaume II avait attelé à sa fortune, — mais parce qu'il était évident que sa mort serait le signal d'une liquidation de l'Empire austro-hongrois.

Les Allemands et les Magyars n'avaient aucune illusion sur le sort qui les attendait et ils vivaient dans une terreur perpétuelle. Ils notaient chaque jour les progrès continus de leurs concurrents. Les fictions législatives ne sauraient à la longue prévaloir contre les réalités. En 1867, les Allemands compensaient dans une certaine mesure leur infériorité numérique par leur richesse et leur instruction; depuis lors, chaque jour avait diminué la distance qui séparait d'eux leurs rivaux. Même au point de vue économique, ils étaient dépassés. Les Tchèques en particulier avaient créé des banques puissantes et une industrie prospère; ils envahissaient rapidement la bureaucratie et l'armée; l'une après l'autre, les vieilles barrières sur lesquelles s'était si longtemps appuyé le despotisme centraliste craquaient sous leur pression. Bientôt ils exigeraient victorieusement la révision de la Constitution de 1867 et ils obligeraient le souverain à reconnaître leurs droits légitimes.

Cette perspective jetait les Allemands dans une sorte de désespoir et de folie furieuse. Ils se jugeaient atteints dans leur dignité, menacés dans leur honneur; à la seule pensée qu'ils seraient les égaux d'une race inférieure et méprisable comme celle des Slaves, ils ressentaient une exaspération qui ne saurait être comparée qu'à celle des aristocrates les plus bornés de la Constituante en face des revendications du Tiers-État.

Pour échapper à une transformation qui leur apparaissait comme le plus intolérable des abaissements, un seul moyen : se rattacher plus étroitement à l'Empire germanique, se fondre dans l'État des Hohenzollern. Quand, après les guerres balkaniques, Bethmann-Hollweg parlait au Reichstag de la lutte imminente entre les races slave et allemande, il pensait surtout à l'Autriche, puisque l'Allemagne proprement dite n'était menacée ni dans son indépendance ni même dans son hégémonie. C'est aussi de l'Autriche qu'en 1908 est parti le signal du conflit actuel, au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégoine, et c'est elle qui a déchaîné la guerre mondiale. Il n'est pas impossible que, dans les derniers jours de juillet 1914, M. de Berchtold, à la vue du péril qui menaçait la monarchie, ait eu une minute d'hésitation et ait esquissé un geste timide pour éviter la rupture. Remords tardifs. L'Autriche avait ouvert la crise par son ultimatum sauvage à la Serbie ; elle avait tiré les premiers coups de canon ; elle avait repoussé brutalement les offres de médiation de l'Angleterre et de l'Italie. L'eût-elle voulu, elle n'était plus maîtresse d'arrêter la tempête ; il fallait que ses destinées s'accomplissent.

Les Slaves n'avaient aucune raison de désirer un dénouement sanglant, puisque la force des choses leur assurait la victoire dans un délai assez rapproché. Ils le redoutaient au contraire, parce qu'ils en prévoyaient les tristesses et les terribles péripéties. Depuis plusieurs années, ils dénonçaient avec obstination le danger de la politique agressive qu'avait inaugurée d'Æhrenthal et que son successeur poursuivait avec plus de résignation que d'ardeur. Leurs avertissements s'étaient toujours heurtés à l'entêtement des Magyars et des Allemands pangermanistes de Cisleithanie qui ont leur centre dans les districts de l'ouest et du nord de la Bohême, c'est-à-dire des deux groupes dont les intérêts et l'orgueil étaient le plus directement menacés par les progrès des autres peuples de la monarchie.

II

Au moment où, en 1909, François-Joseph parut sur le point de déclarer la guerre à la Serbie, ce qui eût sans doute provoqué dès lors une conflagration générale, ses projets d'agression avaient soulevé chez les Slaves une réprobation universelle. Cette révolte de la conscience populaire fut si menaçante que les séides de Guillaume II s'effrayèrent et crurent prudent d'ajourner leurs desseins criminels. La leçon leur servit et, pendant la période qui précéda la rupture, les Allemands qui la prévoyaient et la préparaient s'arrangèrent pour ne pas se heurter à de semblables résistances. En Hongrie, le pouvoir était entre les mains d'un ministre à poigne que suivait docilement une majorité domestiquée. En Bohême, la Diète n'avait pas été réunie depuis plusieurs années, les pouvoirs réguliers avaient été suspendus et le pays était soumis à une sorte d'état de siège. En Galicie, une propagande active avait attisé la haine des Polonais contre le tsar, et le ministère distribuait sous main des fusils aux légions qu'il allait lancer sur les provinces russes.

Avec quelque habileté qu'ils eussent manœuvré, les agents de l'Allemagne n'avaient gagné ni les Tchèques, ni les Slovènes, ni les Italiens. Depuis longtemps inquiets des progrès du pangermanisme, sans illusion sur la gravité du péril dont les menaçait le triomphe de Guillaume II, leurs sympathies allaient à la Russie, à la France et à l'Angleterre, qui représentaient la cause de l'indépendance des peuples. Si le Reichsrat eût été réuni, ils se seraient opposés avec un désespoir farouche à la déclaration de guerre, et les révélations d'un Kramar ou d'un Masaryk, dénonçant à la conscience humaine les infâmes complots des Tisza et des Tschirschky, les auraient forcés à reculer. Forgach sentait encore sur son visage les coups de cravache dont, en pleine Délégation, Masaryk les avait cinglés, lui et son digne chef, le comte d'Æhrenthal, et il ne désirait pas s'exposer de nouveau à pareille rencontre. Heureusement pour ces

diplomates à tout faire qui n'avaient même pas le courage de leurs crimes, le Parlement avait été ajourné au mois de mars. On se garda bien de le rappeler. Pendant près de trois ans de guerre, François-Joseph a gouverné sans lui. Les ennemis de l'Autriche en triomphaient, et il était en effet difficile d'avouer plus ingénument que la guerre était impopulaire. Les alliés des Habsbourgs en éprouvaient quelque confusion. Les Chambres se rassemblaient à Berlin, à Budapest, même en Bulgarie et en Turquie; à Vienne seulement, on n'osait pas réunir les représentants du peuple. On accusait le premier ministre, le comte Stürgkh, de maladresse ou de poltronnerie. Ce n'était pas un homme supérieur, mais il ne manquait pas de bon sens et il connaissait assez bien la monarchie. En dépit des railleries qui pleuvaient sur lui, il persistait dans son attitude. Les tristes expériences de ses successeurs ont prouvé que son abstention était sage.

Eût-il pu cependant y persister jusqu'à la fin? — Au moment où François-Joseph est mort, trop tôt pour subir le juste châtiment de ses crimes (21 novembre 1916), la monarchie était aux abois. Dans toutes les rencontres, ses armées avaient été honteusement battues et leurs désastres s'expliquaient moins encore par l'ineptie des archiducs que le favoritisme avait placés à leur tête que par la défection des régiments slaves qui refusaient de combattre les Russes. Pour échapper à une capitulation honteuse, l'empereur n'avait eu d'autre ressource que de livrer l'État aux généraux allemands qui avaient partout pris en mains la direction. Les emprunts ne donnaient que de piètres résultats, parce que les Tchèques refusaient d'y souscrire. La grève perlée désorganisait l'administration. La disette, chaque jour plus terrible, achevait d'exaspérer les populations. Dès le premier jour, toutes les libertés avaient disparu: les journaux étaient supprimés qui osaient ne pas approuver tous les actes du gouvernement. Des centaines d'exécutions avaient été ordonnées par les conseils de guerre; des milliers, des dizaines de milliers

de malheureux mouraient dans les camps d'internement. Un diplomate neutre bien informé affirmait à Rome, il y a déjà quelques mois, que depuis le mois d'août 1914, plus de 80.000 personnes avaient été exécutées, au mépris de toute justice, en Autriche et en Hongrie, en Bosnie, en Serbie et dans la Crnagora. L'Autriche était arrivée à un tel état de décomposition qu'il suffisait d'un accident pour provoquer une suprême catastrophe.

L'assassinat du comte Stürgkh, le président du conseil des ministres (21 novembre 1916) révéla la démoralisation universelle des esprits. Ainsi qu'il arrive toujours, elle favorisait l'éclosion des manœuvres louches et des basses intrigues. Le cabinet était depuis plusieurs mois sourdement miné par quelques ambitieux, pressés d'arriver au pouvoir, Bilinski, le ministre des finances, qui gouvernait la Bosnie au moment du meurtre de François-Ferdinand, le comte Andrassy, qui voulait se venger de Tisza, M. Sieghart, directeur d'une des plus puissantes banques autrichiennes, la Bodenkreditanstalt. Frédéric Adler, en frappant Stürgkh, avait espéré provoquer une crise qui mettrait fin aux hécatombes contre lesquelles s'indignait son humanité. Il ne réussit d'abord qu'à pousser au pouvoir les représentants les plus fougueux du germanisme, mais par là-même, il provoqua la péripétie décisive qui ouvre la dissolution de l'Empire habsbourgeois.

François-Joseph, après la disparition de Stürgkh, appela à la présidence du Conseil Ernest de Kœrber, qui, après avoir fait ses premières armes avec Gautsch et Clary-Aldringen, avait dirigé les affaires de 1900 à 1904. Il s'était montré dès lors l'adversaire passionné des Tchèques, prêt à ne reculer devant rien pour les écraser. La guerre l'avait convaincu de plus en plus que l'Autriche ne pouvait vivre qu'en se livrant pieds et poings liés à l'Allemagne. — « Notre vieille machine bureaucratique est vermoulue, disait-il quelques mois plus tôt à un journaliste viennois; nous sommes trop vieux pour nous régénérer et nous n'avons

d'espoir que dans Berlin. Notre empereur est usé et fini; le jeune archiduc est un nigaud qui ne comprend rien à rien; il se pliera docilement à la volonté du Kaiser. Là est notre unique salut. » Sa nomination annonçait le début d'une ère de nouvelles violences et d'une politique de germanisation à outrance. Il se mit aussitôt à l'œuvre, prépara une étroite union diplomatique, militaire et économique avec l'Allemagne, la reconnaissance de l'allemand comme langue d'État, la division de la Bohême en deux régions, de manière à détruire les espérances des Tchèques; en même temps, profitant de la pseudo-indépendance que Guillaume II venait de reconnaître à la Pologne, il annonçait l'intention d'accorder à la Galicie une très large autonomie; ses députés cesseraient de siéger au Reichsrat; la Dalmatie serait de même séparée de la Cisleithanie. Isolés, les Tchèques et les Slovènes, en face d'une majorité allemande compacte, seraient réduits à une complète impuissance et ils seraient trop heureux d'accepter les conditions que leurs ennemis définitivement victorieux voudraient bien leur offrir.

Les Tchèques s'attendaient depuis longtemps à cet assaut suprême et ils se préparaient à une résistance acharnée. Les divers groupes se fondirent dans une Union nationale qui rassemble dans un même sentiment de défense les partis les plus éloignés, et ils lancèrent le manifeste du 19 novembre 1916 où ils protestaient avec indignation contre le coup d'État dont on les menaçait. Deux jours après, François-Joseph mourait.

Nous n'avons aucune raison sérieuse de supposer que les idées et les sentiments du nouveau souverain soient très différents de ceux de son prédécesseur. — Quelques jours avant son avènement, il révélait ses véritables intentions à Tesin, dans une déclaration que les journaux allemands ont reproduite avec enthousiasme et où il donnait libre carrière à ses dispositions intimes: « Les Allemands d'Autriche, disait-il, ont le droit d'être fiers de leur attitude avant et pendant la guerre. Ils ont prouvé une fois de plus qu'ils sont les

seuls soutiens de la monarchie; en Autriche, nationalité allemande et fidélité à la dynastie et à l'État, sont des termes synonymes. »

Tant de maladresse effara ses confidents. Ils s'attachèrent à lui faire comprendre que toute vérité n'est pas bonne à dire, et ils lui représentèrent que François-Joseph s'était toujours appliqué à dissimuler son jeu. La situation était dangereuse et délicate. Le président Wilson demandait aux belligérants de préciser leurs buts de guerre et il manifestait une étrange sympathie pour les peuples opprimés. Le moment était vraiment mal choisi pour exaspérer les Slaves et pour les pousser peut-être à un éclat. Sans doute les émeutes, s'il s'en produisait, seraient réprimées; mais le scandale parmi les neutres serait énorme, les partisans de l'Autriche en seraient déconcertés et discrédités; la répression enfin achèverait de briser les faibles liens qui pouvaient attacher encore les peuples au souverain.

Les conseils de dissimulation et de réserve qui lui arrivaient de Berlin, furent soutenus auprès de Charles par les quelques confidents qui attendaient son avènement pour arriver au pouvoir. Il exécuta docilement la volte-face qu'on lui ordonnait, écarta les personnages les plus compromis, Forgach, Maccio, Burian, le ministre des affaires étrangères, et appela au pouvoir le comte Czernin, le docteur Bærnreither et le comte Clam-Martinic, dont le nom, assurait-on, serait agréable aux fédéralistes. Le nombre est beaucoup plus considérable qu'on ne le suppose des gens qui n'ont rien compris à la guerre actuelle et qui croient toujours à la vérité des vieilles panacées et des grossières finesses de jadis. Les peuples ont traversé de trop dures épreuves pour être encore les dupes des mots et des formules, mais les souverains s'imaginent toujours qu'on les conduit avec des grimaces ou des paroles vagues et creuses!

Les nouveaux ministres avaient reçu une mission nettement définie: désarmer les haines, apaiser les défiances, réconcilier les peuples et les grouper autour

du souverain. Il s'agissait en somme d'appliquer à l'intérieur de la monarchie la politique que Bethmann-Hollweg essayait à la même époque de faire accepter de l'Europe,et d'obtenir une paix blanche, un traité sans annexion ni indemnité. A certaines heures, on demeure stupide devant la naïveté des Allemands et elle vous désarme. Rien ne montre mieux qu'ils sont encore des Barbares; ils en ont la férocité, l'impudence dans le mensonge et aussi une sorte de candeur; ils sont toujours prêts à oublier les crimes qu'ils ont commis et sans difficulté ils pardonnent les offenses dont ils se sont rendus coupables.

Clam-Martinic, tout fier d'une importance à laquelle rien ne le préparait, partit en campagne. Il avait étudié les bons auteurs et il appliqua docilement les règles du jeu: l'intimidation et la flatterie. D'abord, on effrayerait les Slaves par la perspective d'une entente complète avec les Allemands et par la menace d'un coup d'état qui modifierait radicalement la constitution de 1867. Il est aisé de reconnaître là la tactique habituelle de Berlin, qui consiste à terroriser l'adversaire. Il semblerait que trois ans d'échecs continus auraient dû avertir Guillaume II et ses complices de l'inanité et des périls de leur méthode ; des expériences répétées auraient dû leur démontrer que des peuples qui combattent pour leur existence et qui ont fait dès la première heure le sacrifice de leur vie, sont inaccessibles à la crainte; les exécutions les plus criminelles ont pour unique résultat d'accroître leurs haines et de les convaincre qu'ils ne doivent attendre leur salut que de l'écrasement d'une race de proie. Mais les Allemands sont incapables d'observation psychologique et leur stratégie se borne à se ruer sur l'obstacle, jusqu'à l'épuisement de leurs forces. Ils supposaient que l'opposition en Autriche était désorganisée par les mesures de rigueur qui depuis trente mois s'abattaient sur elle; ses chefs les plus influents étaient en exil, en prison, condamnés à mort; dans tous les rangs du peuple, les patriotes les plus ardents, prêtres, institu-

teurs, avocats, journalistes, avaient été traqués, internés, pendus; les jeunes gens étaient aux armées ou en captivité. Quel courage serait assez ferme pour supporter tant d'épreuves! Le pays, affirmait-on à Charles Ier, avait été réduit à un tel état de misère et de prostration qu'il était mûr pour les plus honteuses capitulations. Un dernier effort suffisait pour que les âmes pantelantes criassent merci.— Alors, au moment où dans une morne résignation, les Slaves s'attendraient à un redoublement de persécutions, on leur offrirait un compromis en apparence favorable. Comment, après tant d'épreuves, lorsqu'ils se croyaient à la veille d'être dépouillés des quelques droits qui leur restaient encore, les Tchèques ne saisiraient-ils pas avec empressement l'occasion inespérée qui se présenterait à eux de se réconcilier avec la Couronne?

En dehors des indices nombreux qui nous révèlent que ce plan mirifique venait de Berlin, il porte en lui-même sa marque d'origine allemande. *Made in Germany*. — En Belgique, en Pologne, en France même, Guillaume II l'a renouvelé dix fois. On essaye d'affoler l'adversaire, et quand on suppose que ses nerfs sont à vif, on lui propose un traité qui, à première vue, semble acceptable, et que l'on se réserve naturellement d'interpréter par la suite, une fois que les difficultés du moment seront écartées. C'est la manœuvre éternellement répétée de la paix blanche.

Dans la circonstance, la presse d'outre-Rhin manqua de prudence et, pour prévenir les inquiétudes qu'une manœuvre d'apparence aussi compliquée risquait de susciter parmi leurs lecteurs que les récents déboires avaient rendus singulièrement chatouilleux, les journaux inféodés à la Wilhemstrasse révélèrent avec une naïveté candide que Clam-Martinic, avant de négocier avec les Slaves,avait obtenu l'approbation de Bethmann-Hollweg et que, d'accord avec lui, il travaillait par un détour à réaliser le projet de Naumann, le célèbre protagoniste du Mittel-Europa. Personne en Allemagne ne compte plus sur la victoire intégrale et immédiate

que l'on avait espérée au début. On y accueillit avec faveur le nouveau plan de campagne. Où la violence avait échoué, on recourait à la ruse. A défaut de conquêtes directes et avouées que l'Europe repoussait, on s'arrangeait pour arriver au même but par des annexions déguisées, en gardant les positions conquises depuis le début des hostilités. L'Autriche était devenue, par une infiltration subreptice, une colonie de l'Allemagne: il s'agissait d'y conserver la domination en sauvant à tout prix l'intégrité de la monarchie et la dynastie des Habsbourgs. Dans un péril extrême, on n'allait pas sans doute s'arrêter devant quelques promesses; l'heure venue, on les retirerait. Même en admettant que le souverain hésitât par la suite à violer ses engagements, que pèserait sa volonté! Elle avait tout juste autant de valeur que celle d'un rajah de l'Inde; il ne vivait que par la grâce des Hohenzollern et sous leur tutelle; il serait bien obligé de subir leurs conseils et d'adopter l'attitude qu'ils lui imposeraient. Pour le moment, on lui demandait de donner une satisfaction apparente aux Alliés et de faciliter la paix en se réconciliant avec ses peuples.

Singulière revanche de la fortune! Les destinées de l'Autriche, et par conséquent du monde, entre les mains des races qu'écrase depuis des siècles le despotisme des Habsbourgs! Devant elles, Charles I^er^ se présente en suppliant pour leur demander un témoignage de libéralisme. — Le principe des nationalités! avaient déjà dit les ministres hongrois; mais nous en sommes les défenseurs les plus sincères. Quel autre État dans le monde a autant de titres à se réclamer du titre d'État national? — La plaisanterie avait paru d'un goût douteux et cette impudence excessive avait soulevé une risée générale. Mais que répondraient les Alliés si on leur montrait les divers groupes de la monarchie habsbourgeoise rassemblés autour de l'héritier de François-Joseph pour lui jurer fidélité? — Que réclamez-vous, se préparait déjà à répondre Charles I^er^? — Le droit des peuples? — Nous le reconnaissons comme vous. Nos sujets sont satisfaits de leur sort, et la

preuve, c'est que le Reichsrat acclame notre autorité.— Le président Wilson serait sans doute ému jusqu'aux larmes par un spectacle si touchant et il ne refuserait pas sa bénédiction à ce père qui, entouré de ses fils repentants, élèverait vers lui les mains suppliantes le conjurant de lui accorder la paix et le rétablissement de l'heureux ordre de choses qu'avaient un moment troublé la perfidie serbe et l'égoïsme britannique.

III

Ce machiavélisme enfantin était condamné d'avance à un échec piteux; et, que Guillaume II et Clam-Martinic ne l'aient pas prévu, rien ne prouve mieux combien ils sont incapables de comprendre l'évolution démocratique actuelle. Nous ne sommes plus à l'époque de Metternich; les roueries traditionnelles et classiques sont aussi démodées que pourraient l'être les mécaniques dont l'on faisait usage avant l'invention de la vapeur. Aujourd'hui, ce sont les nations entières qui se battent et elles seules, de plus en plus, dicteront la politique. Dans la lutte, elles apportent, à défaut d'adresse et de subtilité, des idées simples, des volontés fermes et des sentiments irréductibles. Avant la guerre, quand la direction appartenait à un petit nombre d'hommes politiques, Clam-Martinic eût peut-être réussi, en exploitant les rivalités et en caressant certaines influences, à négocier un compromis plus ou moins factice. Aujourd'hui, les préférences individuelles et les calculs personnels ne comptent plus, roulés par le flot des passions nationales. En face des entremetteurs louches, les peuples se dressent pour repousser avec une indignation exaspérée les promesses fallacieuses et les concessions incomplètes et suspectes.

A la veille de la réunion du Reichsrat, un manifeste admirable, signé par 150 écrivains et artistes tchèques, dictait aux députés les ordres de leurs commettants. Les Tchèques, il importe de ne pas l'oublier, sont une nation jeune et un peuple démocratique; les artistes et

les écrivains y plongent par leurs racines directes au cœur même de la foule: fils de ces paysans ou de ces ouvriers qui, depuis des siècles, résistent sans défaillance à l'invasion germanique et ont gardé intacts au milieu des plus dures épreuves l'orgueil de leur race et la pureté de leur langue, leur appel était le cri de la conscience publique. Sur la liste des signataires, aucun nom ne manque de ceux qui ont porté si haut le renom de la Bohême: à côté des grands poètes Machar, Dyk et Brezina, les journalistes les plus réputés, les critiques les plus populaires, le Directeur du Théâtre National, et plus de 80 professeurs de l'université de Prague; parmi eux, le continuateur de Safarik, Niederlé, que ses travaux sur l'antiquité slave ont placé au premier rang des érudits contemporains.

— Nous sommes arrivés, disait le manifeste, à un moment décisif de notre histoire. Nous nous sentons le droit et le devoir de parler au nom de l'immense majorité de la classe intellectuelle, — ou plutôt de la nation entière, qui ne peut pas exprimer elle-même sa volonté. Le Parlement va se réunir à Vienne. Nous ne reconnaissons pas sa compétence; seule, la glorieuse Diète du Royaume de Bohême serait autorisée à discuter les désirs et les besoins de notre race. Malheureusement, aujourd'hui, il n'y a pas de Diète bohême, et le Reichsrat est la seule tribune où les députés puissent exprimer la volonté de la patrie. Au nom de cette patrie, dites à tous nos concitoyens et dites au monde entier ce que la nation exige. Notre destinée va se décider pour des siècles; dans cette heure capitale de notre histoire, que votre voix s'élève, sans hésitation et sans faiblesse. Le programme de notre peuple a pour fondement son histoire, son unité ethnique, son évolution politique moderne. Le moment n'est plus des ajournements ou des palliatifs; les circonstances vous imposent au contraire le devoir de tirer de la situation actuelle les conséquences extrêmes qu'elle comporte et de réclamer devant l'Europe la réalisation complète de notre programme intégral. Ce programme, les Tchèques ne l'ont

jamais abandonné et ils n'ont jamais désespéré de le faire triompher. La guerre actuelle l'a mis à l'ordre du jour. L'Europe de demain doit être l'Europe démocratisée, l'Europe des nations libres et indépendantes. —

Le manifeste des 150, publié le 10 mai par toute la presse tchèque, souleva un enthousiasme universel. Presque toutes les municipalités de Bohême, de Moravie et de Silésie, les associations littéraires et scientifiques, les étudiants, les organisations ouvrières votèrent des adresses d'adhésion. Le 23 mai, à Prague, une assemblée grandiose présidée par un ancien ministre, Fiedler, acclamait une résolution où elle exprimait la certitude que le nouveau droit public « garantirait au peuple tchécoslovaque le droit de disposer de lui-même et de gérer librement ses propres affaires, de manière à écarter à jamais toute domination étrangère. »— Le 28, plus de 15.000 ouvriers se portaient vers le palais du gouverneur, pour lui présenter leurs revendications. Refoulés par la troupe, ils se rassemblèrent sur la grande place de la cité, où la police ne les dispersa qu'à grand peine.

En présence de cette insurrection morale, Clam-Martinic, désorienté, ahuri, eût certainement renoncé à rassembler le Reichsrat s'il eût été libre de sa décision. Mais comment revenir en arrière! La Révolution russe, en même temps qu'elle avait enflammé les espoirs des Slaves, avait radicalement modifié la situation générale. Une paix immédiate pouvait seule empêcher une dislocation de l'Autriche et, pour l'obtenir, il était indispensable que les radicaux de Petrograd reçussent au moins une apparence de satisfaction. Les extrémistes les plus fermés à la réalité et les plus disposés à prendre au sérieux les fantasmagoriques concessions des Hohenzollern et des Habsbourgs auraient refusé de traiter avec une Autriche absolutiste et, s'ils s'y étaient essayés, ils auraient perdu aussitôt leur influence sur les masses. Les socialistes autrichiens qui se préparaient à partir pour Stockholm, Adler, Seitz et Renner, exigèrent du ministre qu'il convoquât le Parlement. Peut-être pensa-

t-il aussi qu'éloignés de leur pays les députés se montreraient moins intraitables et que l'intervention personnelle du souverain les déciderait, sinon à abandonner leur programme, du moins à en atténuer l'expression. — Ridicules illusions qui ne durèrent pas longtemps.

Les députés tchèques, dont les divers groupes s'étaient rassemblés et avaient constitué l'*Union nationale*, manifestèrent immédiatement leurs intentions en choisissant pour président Klofac, qui a toujours été un des chefs les plus intransigeants du parti radical et qui est en prison depuis près de trois ans. Les Allemands de leur côté élisaient président du Reichsrat le docteur Gross, qu'appuyaient les pangermanistes les plus notoires, Hermann Wolf, Iro, Pacher, etc. Les deux camps étaient en présence, implacables, prêts à en venir aux mains pour une lutte sans merci.

Jusqu'à la dernière minute, Czernin et Clam-Martinic essayèrent d'amadouer l'opposition: promesses, menaces, supplications, ils ne négligèrent rien. Nous ne connaissons encore le détail de ces négociations *in extremis* que d'une manière un peu incomplète. Les communications ne sont pas faciles avec Vienne, et la censure autrichienne est rigoureuse. Ce qui a transpiré de ces pourparlers suffit cependant à nous donner une idée du désarroi du cabinet, de l'impuissance de l'empereur, de l'exaspération des Allemands et de l'inflexible résolution des Slaves. A toutes les sollicitations ils ne répondirent que par le verdict impitoyable des révolutions triomphantes: il est trop tard.

Quand s'ouvrit enfin la séance historique du 30 mai, les orateurs désignés par les divers partis nationaux étaient à leur poste. Ils allaient prononcer en présence de l'Europe la déchéance des Habsbourgs et la fin de l'Autriche.

D'abord le docteur Stanek, le président de l'Union des députés tchèques:

— La Constitution de 1867, dit-il, a créé, au détriment de l'intérêt public, des peuples dominateurs et des peuples opprimés. Il est désormais nécessaire que

la monarchie dualiste fasse place à des États nationaux libres et égaux en droit. A cette heure historique, nous nous plaçons sur le terrain du droit naturel des peuples de disposer d'eux-mêmes ; nous réclamons la fusion dans un seul État démocratique de toutes les parties du peuple tchèque, sans oublier bien entendu le rameau slovaque, dont la destinée ne saurait être séparée de celle de notre patrie historique. —

Après lui, le député slovène Korosec parla au nom des Yougo-Slaves : — En vertu du principe des nationalités et des droits de l'État croate, nous voulons que toutes les régions de la monarchie habitées par les Slovènes, les Croates et les Serbes, soient rassemblés en un État indépendant, organisé d'après le principe démocratique et libre de toute domination étrangère. —

Le député Petrouchevitch, au nom des Ukrainiens de Galicie, demanda que la nation ukrainienne recouvrât complètement ses droits dans l'ensemble de son territoire national.

Enfin les députés polonais Lazarski et Stapinski rappelèrent que le Club polonais avait convoqué à Cracovie un Parlement polonais, composé des députés polonais au Reichsrat, à la Chambre des seigneurs et à la Diète de Galicie, et que ce Parlement, auquel s'étaient joints plusieurs membres du Conseil d'État de Varsovie et divers représentants autorisés de l'opinion polonaise, avait décidé (28 mai), d'exiger la reconstitution de la Pologne intégrale et indépendante. « Les Polonais, dit Stapinski, sont unanimes à affirmer que tous les territoires habités par des Polonais doivent être réunis. » —

Naturellement les députés de l'opposition avaient en général enguirlandé leurs déclarations de formules obscures où il était vaguement question de la dynastie des Habsbourgs. Précautions transparentes qui ne trompaient personne ; il fallait bien ne pas fournir de trop faciles prétextes aux conseils de guerre et surtout ne pas offrir au président le moyen d'enlever la parole aux orateurs. Ces déclarations pseudo-loyalistes

n'avaient aucun sens, parce qu'elles étaient en contradiction flagrante avec les programmes nettement énoncés ; elles avaient tout juste autant de valeur que les réticences de Gambetta, quand il parlait devant le Corps législatif impérial.

Avec une étrange maladresse, qui s'explique par leur exaspération, les ministres et les Allemands s'attachèrent à souligner la gravité des déclarations des Slaves. — Votre langage, dit aux Tchèques Clam-Martinic, confirme les bruits que nos ennemis répandent sur la monarchie ; vous pactisez avec nos adversaires. — Le parti progressiste allemand de Bohême invitait le gouvernement « à prendre les mesures les plus sévères contre les députés tchèques qui ont osé prêcher ouvertement à la tribune du Reichsrat le démembrement de la monarchie et se sont ainsi avoués solidaires de la propagande de haute trahison poursuivie depuis la guerre par les émigrés tchèques à l'étranger » : La *Gazette de Francfort* qui, pour l'édification de la galerie, mène aujourd'hui une campagne pseudo-libérale contre les Junker prussiens, s'indignait « des tristes manifestations qui avaient signalé la séance du 30 mai », et elle invitait le peuple viennois à répondre à ces provocations par des émeutes. « La proclamation des Tchèques et des Yougoslaves, écrivait le *Budapesti Hirlap*, est une déclaration de guerre », et *Az Est* : « Sommes-nous à la Chambre française ou à la Chambre des Communes ? S'agit-il vraiment d'une séance au Reichsrat ? Les Tchèques loyaux veulent démembrer notre royaume, nous arracher les Slovaques. Que sera-ce donc quand reviendront de l'exil les chefs du mouvement ? Et quand les meneurs emprisonnés ou condamnés à mort profiteront de l'amnistie ? Dès maintenant, les Tchèques sont passés dans le camp de nos ennemis. » —

« Tout craque dans la monarchie sous la pression des Tchèques », écrivait encore *Az Est*. Il n'exagérait pas. Le système laborieusement élaboré par Schmerling et péniblement maintenu par ses successeurs.

s'effondrait sous la force de la réalité. Les Allemands avaient faussé l'organisme de la monarchie autrichienne, en prétendant en faire l'instrument de l'hégémonie germanique; la réaction était d'autant plus violente que la tyrannie sous laquelle la majorité languissait avait été plus longue et plus dure.

En lisant, même sous leur forme incomplète et défigurées par la censure, ces dramatiques séances du Reichsrat, il est impossible de ne pas éprouver un sentiment d'admiration et de joie. Depuis plus de trois ans, la terreur la plus effroyable s'est abattue sur les Yougo-Slaves et les Tchèques; leur jeunesse est en fuite ou anéantie; les tribunaux militaires ont envoyé au supplice des milliers d'innocents, uniquement parce que leur dévouement à la dynastie était suspect. En dépit de toutes les persécutions, malgré les deuils et l'horrible misère qui, en usant les forces physiques, semble devoir ruiner l'énergie morale, à l'heure dite, quand la Nation appelle, personne ne manque dans les rangs; députés, écrivains, étudiants, rouges ou blancs, catholiques ou indifférents, conservateurs ou radicaux, tous sont à leur poste de danger et d'honneur.

En 1872, je venais d'arriver à Prague et je faisais une de mes premières visites à Ladislas Rieger. Nous parlions de l'Alsace; à un moment donné, les larmes me montèrent aux yeux. Rieger posa sa large main sur mon épaule et, de sa voix sonore et prenante, il me dit: — Il ne faut pas être triste, jeune homme, parce qu'il faut espérer. Voilà trois siècles que nous portons le deuil de nos martyrs et trois siècles que nous attendons la revanche. L'heure sonnera de la justice et de l'indépendance. — Le 30 mai, l'heure prédite par Rieger a sonné; les bras vigoureux qui ont soulevé la pierre sous laquelle on avait enseveli les Slaves d'Autriche ne la laisseront pas retomber.

En présence de ces millions de héros obscurs qui sont prêts aux plus durs sacrifices pour acheter l'affranchissement de leur patrie, les politiques attardés font pauvre figure qui s'en tiennent aux misérables pra-

tiques de la diplomatie conventionnelle et qui songent à radouber cette vieille galère autrichienne, qui se disloque planche à planche. Pauvre Autriche! Sur quelles bases va-t-on la reconstituer? Lui laissera-t-on la Galicie, après qu'on a solennellement proclamé la restauration de la Pologne libre et intégrale? Après avoir entraîné les Roumains et les Italiens dans la lutte, les récompensera-t-on de l'appui qu'ils ont apporté à nos armes en ramenant leurs frères dans la geôle habsbourgeoise? Contraindra-t-on les Yougoslaves qui, dans les termes les plus formels, ont demandé à être réunis aux Serbes, à reprendre leur existence de misère sous la férule de Vienne et de Berlin et à courber leur front sous la main dégouttante de sang des bourreaux de leurs frères? ou bien, en affranchissant les Roumains, les Slovènes et les Polonais, livrera-t-on les Tchèques en proie à l'Allemagne? Qui est maître de Prague, disait Bismarck, est maître de l'Europe. Abandonnerons-nous à nos ennemis une semblable position, que depuis un millier d'années ils assiègent sans pouvoir l'occuper? Ils ont souillé leurs mains et leurs âmes de crimes abominables; les cris de rage et de douleur de nos provinces dévastées et de nos frères déportés déchirent nos cœurs, et nous irions, oublieux de tant de forfaits, abandonner à nos adversaires la clef de la forteresse qui leur assurerait la domination du monde!

Les résistances que rencontre encore çà et là la pensée de la destruction de l'Autriche, rationnellement inexplicables, sont parfaitement naturelles au point de vue psychologique. Toutes les solutions logiques et radicales causent aux timides un sursaut de surprise et elles épouvantent les misonéistes qui sont partout la majorité. Ce qui est plus singulier, c'est qu'elles effraient même certains politiques avancés qui d'habitude n'ont pas peur des mots. Leurs hésitations ont en partie pour origine la confusion qui s'établit dans leur esprit entre les deux empires du centre. — Nous avons cent fois déclaré, diraient-ils volontiers, que nous ne voulions pas détruire l'Allema-

gne ; pourquoi traiter plus durement ses complices, dont les torts ne sont pas plus lourds et qui sont pour nous de moins redoutables adversaires ?— Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils rapprochent deux choses absolument dissemblables. L'Allemagne est une réalité ; une personne vivante ; en ne pas la supprimant et en ne pas la morcelant, nous respectons en elle nos propres principes ; elle est protégée contre nos rancunes par nos doctrines mêmes. L'Autriche au contraire n'existe pas ; nous ne la supprimons pas, nous reconnaissons seulement le rétablissement de l'ordre régulier, violé jusqu'ici par la volonté arbitraire des Habsbourgs. Les mêmes principes juridiques, les mêmes traditions révolutionnaires qui nous empêchent de morceler l'Allemagne nous contraignent à reconnaître les droits des Polonais, des Tchèques, des Yougo-Slaves, des Italiens et des Roumains. Nous ne violons aucun droit, nous ne lésons aucune autorité légitime, en rendant à eux-mêmes des peuples qui réclament à grands cris leur indépendance.

IV

Les séances ultérieures du Reichsrat allaient plus nettement encore marquer l'opposition irréductible des peuples qui ont composé jadis le capharnaüm habsbourgeois. Elles ont mis en évidence l'impuissance absolue de la dynastie et aussi son inintelligence radicale.

Le discours du trône (31 mai) fut écouté avec une égale indifférence par les divers partis et ce pauvre verbiage, où le médiocre souverain battu par la tempête révélait la misère de sa pensée et la débilité de son cœur, ne méritait pas autre chose. Formules balancées et équivoques, promesses vagues et contradictoires, révérences à l'Allemagne et sourires à la Russie, tout l'arsenal usé d'une vieille coquette sur le retour, dont les charmes ont trop servi et ne retiennent plus personne.

L'Empereur déclarait qu'il gouvernerait à l'instar de son illustre prédécesseur.— Sans doute pour justifier

ces paroles, il se mit en quête de nouveaux ministres. Tâche ingrate et laborieuse, qui nous rappelle les inutiles tentatives de Charles X, après qu'il eut été forcé de renvoyer Polignac, ou de Louis-Philippe, quand il dut se séparer de Guizot.

Il fallait d'abord se débarrasser du comte Tisza. L'organisateur et le chef du parti national du travail avait mérité la confiance des Magyars par son énergie furibonde, son implacable insolence et l'impitoyable rigueur de ses répressions. Il avait derrière lui une majorité dévouée, qui avait été élue par son influence et à laquelle il distribuait largement les dépouilles des victimes. Son successeur, quel qu'il fût, allait se heurter aux résistances d'une opposition formidable, et même de nouvelles élections, sans parler de l'agitation qu'elles entraîneraient et des périls qu'elles comporteraient, ne modifieraient probablement guère la situation. Ces inconvénients parurent cependant secondaires aux confidents de Charles Ier devant les nécessités de la politique extérieure. Chez les Alliés, quel cabinet aurait consenti à négocier avec le ministre qui avait été un des principaux fauteurs de l'intrigue scélérate ourdie contre la Serbie, avec le bourreau des Yougo-Slaves, des Slovaques et des Roumains? Tisza se cramponnait au pouvoir. Comme Bethmann-Hollweg, il fallut l'en arracher. Depuis Strafford et Charles Ier d'Angleterre, les ministres qui sacrifient leur conscience à l'ambition de leur souverain devraient savoir le sort que leur réserve la reconnaissance des monarques. L'heure n'est pas loin, a dit au Reichsrat le député tchèque Stransky, où la prison Saint-Pierre et Saint-Paul autrichienne ouvrira ses portes aux prisonniers qui y sont enfermés aujourd'hui en dépit de toute justice et où ils y seront remplacés par leurs accusateurs. Le moment approche où sa prédiction s'accomplira et où le comte Tisza aura à répondre de sa conduite devant une haute cour indépendante et loyale. On pourra percer alors les ténèbres qui enveloppent encore aujourd'hui le meurtre de Sérajevo et la préparation de l'ultimatum à la Serbie.

En attendant, on alla chercher pour le remplacer un certain comte Maurice Esterhazy, un des plus jeunes membres du parti du comte Andrassy. Il faut croire que Charles Ier n'est pas superstitieux, ou bien peut-être est-il peu instruit de l'histoire de son pays. Sans cela, il eût reculé devant ce nom fatidique. C'était un comte Esterhazy qui, dans les coulisses, dirigeait la politique de François-Joseph durant les années qui précédèrent la rupture avec Bismarck, la défaite de Kœniggraetz et la paix de Prague. Quelles raisons ont déterminé le choix de l'Empereur? — L'illustration d'une famille qui compte parmi les plus illustres de la Hongrie? — Ou les relations que, à ce qu'on affirme, le comte Esterhazy a conservées en Angleterre? Il a été en effet élève de l'Université d'Oxford et il se donne volontiers pour un ami de la Grande-Bretagne, parce qu'il a toujours montré beaucoup de goût pour les courses de chevaux. Je doute cependant que ces considérations touchent beaucoup Lloyd George. — Peut-être après tout l'empereur n'a-t-il désigné Esterhazy que parce qu'il lui a été impossible de découvrir un meilleur candidat, puisque les chefs de partis, Andrassy, Karolyi, Apponyi, fort avides de pouvoir cependant, ont décliné avec un ensemble touchant la lourde succession de Tisza. Quand la bataille est perdue, les chefs influents se dérobent et ils laissent généreusement à de pauvres comparses l'honneur douteux de signer une capitulation à merci.

Le comte Maurice Esterhazy affecte volontiers des idées démocratiques, à condition qu'elles ne mettent pas en question la domination magyare. « Il est bien entendu, a-t-il déclaré, qu'en Hongrie la démocratie ne peut être qu'une démocratie magyare. » Les allogènes recevront toutes les libertés qu'ils réclament, moins la seule qui leur importe, la liberté nationale; le suffrage universel sera proclamé, mais de manière à ce que l'unité de la Sainte Couronne ne soit pas compromise et les Magyars continueront à former une race privilégiée et à exploiter leurs serfs. Le voulût-il, Esterhazy n'obtiendra jamais de ses compatriotes qu'ils renoncent

à la Transylvanie, à la Croatie, à la Slovaquie. Comme les Prussiens et les Bulgares, les Magyars ne combattent pas pour la liberté, mais pour la domination. Avec eux, aucune conciliation n'est possible. Quand ils seront à bout de forces, et les symptômes les moins trompeurs prouvent clairement que leur résistance est épuisée, on leur dictera les conditions qu'exigent la justice, l'intérêt général de l'Europe et les nécessités de la civilisation.

En Autriche, Clam-Martinic n'avait guère d'appui que l'Empereur. Détesté des Slaves qu'il avait trahis et qu'il avait essayé d'entrainer dans un guet-apens, les Allemands, qui avaient suivi avec méfiance ses premières négociations, lui reprochaient ses tergiversations et ses équivoques ; bien qu'ils eussent eux-mêmes réclamé la convocation du Reichsrat, ils le tenaient pour responsable des scènes qui s'y étaient produites ; ils l'accusaient d'avoir énervé l'autorité et discrédité aux yeux du monde la monarchie. Il essaya de les apaiser dans la séance du 12 juin, dont l'importance n'est guère inférieure à celle du 30 mai. Dès le début, les spectateurs remarquèrent son agitation, son impatience, sa pâleur livide. Il s'apprêtait à livrer une dernière bataille, ou plutôt l'ancienne Autriche, déjà frappée à mort, tendait ses forces dans une suprême angoisse pour se redresser en face de l'ennemi. Il commença par reconnaître les fautes du régime précédent qui avait laissé s'exaspérer les rivalités ethniques, en négligeant de développer le sentiment de l'unité de la monarchie. Cette unité, elle était nécessaire pourtant, et elle existait ; n'était-elle pas démontrée par le dévouement égal dont les divers peuples soumis aux Habsbourgs avaient fait preuve pendant la guerre actuelle ? — Pendant qu'il parlait, le ministre des finances calculait que, dans les divers emprunts émis depuis 1914, tandis que les Allemands avaient souscrit pour 13 milliards, la pression la plus éhontée n'avait arraché aux Tchèques qu'un peu plus d'un milliard. Quelques jours plus tard, le ministre de la guerre, le baron Georgi, si nous en croyons la *Nouvelle Presse Libre* du 23 juin, apportait à une Com-

mission du Reichsrat des révélations stupéfiantes sur l'attitude des soldats slaves: des régiments entiers s'étaient volontairement rendus à l'ennemi; des milliers de prisonniers avaient sollicité l'honneur de servir dans l'armée russe, des centaines de volontaires combattaient dans les rangs des Alliés. Parmi les soldats de la légion étrangère que Paris acclamait le 14 juillet, les volontaires tchèques ont toujours été au premier rang et dans plus d'une rencontre leur impétuosité a décidé la victoire. Leurs rangs, hélas! sont singulièrement éclaircis aujourd'hui, mais leur sang n'aura pas été versé pour rien.

Le mensonge est une arme difficile et il n'est pas donné à chacun de la manier utilement. Certaines affirmations sont si ouvertement contraires à la vérité qu'elles compromettraient les démonstrations les plus rigoureuses. Mais Clam avait vu quelque temps auparavant Bethmann-Hollweg qui lui avait sans doute répété son axiome célèbre: *Not kennt kein Gebot;* on se défend comme on peut. — Les fondements solides, continua-t-il, sur lesquels repose la monarchie n'ont heureusement pas été ébranlés; nos amis comme nos adversaires en ont admiré la vigueur. Nous ne permettrons pas qu'on les ébranle. Nous protestons avant tout contre les projets d'unions qu'ont présentés les Polonais, les Yougoslaves ou les Tchèques; réalisés, ils mettraient en jeu l'existence des puissances alliées ou la souveraineté de l'autre État de la monarchie. Les déclarations qui se sont produites dans cette assemblée nous ont surpris. C'est un triste héritage de l'exaltation maladive que des luttes antérieures à la guerre avaient laissée dans les âmes. Les programmes que les divers orateurs nous ont apportés sont contraires aux besoins de l'ensemble de la monarchie; ils sont en opposition avec des droits imprescriptibles et ils sont inconciliables entre eux (!). C'est un autre programme que le gouvernement vous propose; il diffère des programmes des nationalités parce qu'il les rassemble et qu'il embrasse tout ce qu'ils renferment de réalisable et d'utile; il a

pour base la réalité, cet état commun, que, dans la profondeur de vos âmes et en dépit de l'amertume des paroles qui ont été prononcées ici, vous aimez tous, pour lequel vous éprouvez tous, non pas une mystique exaltation nationale, mais l'amour de fils reconnaissants et confiants. Notre programme, c'est l'Autriche, telle qu'elle est sortie d'un magnifique développement historique, l'Autriche dont cette guerre a révélé la force indestructible, l'Autriche, la forteresse illustre, fière et éternelle de ses peuples. Soyons tous avant tout Autrichiens. —

En d'autres termes, soyons tous Allemands, soumettons-nous à Berlin, sacrifions-nous pour la gloire des Hohenzollern. Les seuls applaudissements qu'ait recueillis la harangue ministérielle, ce sont en effet ceux des Allemands. Au premier rang des députés qui l'entouraient et l'encourageaient, les chefs les plus connus du célèbre mouvement *Los von Rom*, les hommes qui, un quart de siècle avant la guerre, prêchaient la destruction de la monarchie et faisaient le jeu de Guillaume II.

Les Tchèques avaient désigné pour répondre au président du Conseil un de leurs plus remarquables orateurs, le docteur Stransky. Sans s'arrêter à réfuter les étranges affirmations du ministre, d'un mot il renversa le château de cartes autrichien.

Ce n'est pas à moi, dit-il en commençant, qu'aurait dû revenir l'honneur de répondre au ministre. Un orateur était tout naturellement désigné pour cette tâche. — C'est Kramar. Il est en prison, condamné à mort. Où sont ses compagnons de lutte, Rasin, Klofac, Choc, Burival, Vojna, Netolicky? — Emprisonnés, condamnés. — Qui les a frappés? — Des tribunaux incompétents, qui pour les atteindre ont violé sans pudeur les formes les plus saintes de la justice. Quel crime ont-ils commis? — Ils ont été fidèles à leur peuple et à leur patrie. Le Parlement que vous avez rassemblé sous la pression des circonstances n'est qu'un Parlement croupion. Au moment même où vous le convoquiez,

vous parliez de coup d'État et de constitution octroyée. Que vaut pour nous une constitution que nous n'avons jamais acceptée et qui ne garantit aucun de nos droits essentiels? Le voile de l'avenir n'est pas encore déchiré, mais un monde nouveau se dessine où les intérêts des souverains devront s'adapter aux intérêts des peuples. La faillite du dualisme est manifeste et le souverain lui-même a été forcé d'en faire l'aveu. Contre un système inique et brutal qui nous condamne à une situation humiliante, le peuple tchèque n'a jamais cessé de s'élever. C'est une grande tristesse pour nous que de voir parmi nos adversaires un Czernin et un Clam-Martinic. Ce sont des noms que nous étions habitués à respecter; ils figuraient au premier rang des signataires de la Déclaration qui protestait contre l'injustice dont nous avons été victimes. Après tout, qu'ils s'arrangent avec leur conscience et leurs aïeux; le peuple, lui, n'oublie pas et ne trahit pas. Nous réclamons le droit au bonheur, nous voulons être délivrés de toute oppression, de toute domination étrangère; nous réclamons le droit de fixer nous-mêmes la forme de notre existence politique. Nous réclamons pour les Polonais, les Slovaques, les Petits-Russiens, les Roumains, les Italiens et les Yougo-Slaves le droit de disposer librement d'eux-mêmes. Nous demandons la transformation de la monarchie autrichienne en une société d'États libres et égaux. —

Les paroles de Stransky furent aussitôt confirmées par l'orateur des Slovènes, Korosec:— Tous les Yougo-slaves, dit-il, Slovènes, Croates et Serbes, sont unis dans l'inébranlable volonté de n'avoir au-dessus d'eux aucune domination étrangère, pas plus en Carinthie qu'en Dalmatie, en Croatie, en Bosnie ou en Herzégovine. On nous accuse de haute trahison. Soit. Dans ce cas, il n'y aura jamais assez de potences pour supprimer tous les coupables. Nous supplions les Polonais, les Tchèques et les Petits-Russiens de nous soutenir dans notre combat et nous leur promettons de demeurer fidèles à leur côté.

Nous avons posé au Reichsrat, écrivait quelques jours plus tard Stransky, dans le *Journal du Peuple*, la question tchèque et la question de l'indépendance de notre peuple entier, mais nous n'en attendons pas la solution du Parlement de Vienne ou de n'importe quel cabinet de coalition. Nous avons combattu trois cents ans: trois ans n'épuisent pas notre patience. De quoi s'agit-il? — De ne pas nous rendre, de ne pas capituler, de ne pas transiger. Nous avons de nouveau affirmé nos volontés, mais personne ne suppose qu'une entente est possible avec les Allemands. — Au fond des choses, il était d'accord avec Stribny qui, au milieu des injures et des hurlements de la majorité, réclamait la république tchéco-slovaque.

Quel singulier mépris d'ailleurs faut-il que les Allemands éprouvent pour leurs adversaires s'ils s'imaginent qu'une réconciliation est possible après leurs férocités bestiales! Dans la séance du 15 juin, Stransky a révélé des actes d'une brutalité si révoltante et si stupide que même les députés ministériels en ont éprouvé un moment de gêne. La censure a supprimé la plus grande partie des accusations du député tchèque, ce qui est déjà un aveu accablant. Ce qu'elle a laissé subsister, paraîtrait invraisemblale, si la conduite des chefs allemands en France et en Belgique n'avait démontré aux plus incrédules qu'aucun crime n'épouvante la conscience de nos ennemis. — Dès le début des hostilités, a dit Stransky, les régions où les Slaves étaient en majorité ont été mises hors la loi et hors du droit des gens; les autorités militaires acceptaient sans critique les dénonciations les plus stupides et procédaient aux arrestations les plus extravagantes. Les prisonniers, et parmi eux des femmes en grand nombre, des jeunes filles, des vieillards, ont été traînés d'étape en étape, livrés au caprice de leurs geôliers; un convoi de 43 internés a été arrêté sur la grande route par un détachement de réservistes magyars et massacré. Arrivés au camp de Talerhof, près de Gratz, les internés étaient battus jusqu'au sang, entassés pêle-mêle dans

des hangars infects, laissés sans couverture par des froids de 15 à 20°. Sous prétexte de désinfecter le linge, on forçait les prisonniers à dépouiller tous leurs vêtements et, en plein hiver, on les laissait plusieurs heures, nus, pêle-mêle; dans le cimetière seul de Talerhof, 2.000 victimes sont enterrées. — En Moravie, un ordre du jour de l'armée déclare suspects les instituteurs tchèques; on en relègue 300 dans un village, près de Neuwaldeg; on les parque derrière une barrière de fil de fer, on les soumet aux travaux les plus durs et les plus répugnants; on confisque les lettres et les paquets qui leur sont destinés. Dans toutes les prisons, le typhus et la faim font d'innombrables victimes. En Bosnie, en Dalmatie, la persécution revêt une forme plus abominable encore; les Allemands et les Magyars rivalisent de raffinement et de cruauté pour exterminer la race serbe. —

A défaut d'autre esprit, Clam-Martinic a l'esprit de suite. Tant d'expériences — et si probantes — n'avaient pas suffi à le convaincre de son échec irréparable. Il continuait à négocier, imaginait de nouvelles concessions, protestait de la pureté de son cœur, et, d'un geste engageant, offrait à qui voulait l'entendre un siège dans son ministère. Bien que les Polonais, ironiques et dédaigneux, lui eussent déjà clairement signifié son congé, il ne croyait pas que leur refus dût être définitif. De nouveau il leur proposa de constituer un cabinet de conciliation et de coalition. — Les Polonais sont gens de cour et ils pratiquent volontiers l'ironie. — Ils ne déclinèrent pas l'invitation de Clam-Martinic; comme condition de leur collaboration, ils demandèrent seulement l'adhésion des Tchèques. Le pauvre comte fut bien obligé de comprendre que son rôle était terminé et, le 21 juin, l'Empereur acceptait sa démission.

Suivant la pratique usuelle en Autriche, puisqu'il était impossible de former un ministère qui fût accepté par la majorité du Reichsrat, on appela quelques bureaucrates, et Seidler se chargea de remettre à flot la

barque échouée. En fonctionnaire bien élevé, il accepta l'honneur imprévu qui lui tombait sur la tête, prêt à se retirer dès que l'empereur ou ses confidents auraient inventé une meilleure combinaison. Le prestige de la Couronne sortait des premières séances du Reichsrat assez éprouvé. Seidler reçut la mission de lui rendre quelque éclat. Le 27 juin, le socialiste polonais Daszynski demanda au président du Conseil de faire connaître ses conditions de paix. — Après en avoir conversé avec le ministre des Affaires étrangères, répondit Seidler, j'ai le devoir de dissiper les doutes qui semblent s'être glissés dans les esprits. Le député Daszynski paraît supposer que le gouvernement est disposé à prendre pour base d'une paix durable le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. C'est une erreur. Le gouvernement ne saurait s'éloigner de l'article 5 de la Constitution du 21 décembre 1867. CET ARTICLE RÉSERVE A L'EMPEREUR SEUL LE DROIT DE CONCLURE LA PAIX. En vertu de la Constitution, c'est à lui seul, dans cette heure décisive, qu'appartient la mission de défendre les intérêts et les besoins des peuples de l'Autriche. Sous la réserve formelle des droits de la Couronne, le gouvernement impérial et royal est prêt à chaque instant, *d'accord avec ses alliés*, à accepter des négociations sur la base d'une paix honorable; mais il repousse nettement toute autre forme de négociation. — A défaut d'autre mérite, la déclaration de Seidler avait celui de la netteté. Du coup les équivoques laborieusement accumulées disparaissaient. Lourdement, le Reichsrat était remis à sa place: tout au plus l'autorisait-on à présenter ses doléances, sans que ses résolutions eussent aucune valeur en face de la volonté impériale. Le despotisme habsbourgeois se redressait dans son intransigeance entière. Après avoir essayé de gagner les complaisances de l'opposition par des concessions de pure forme, Charles Ier reprenait en face du Parlement les prétentions de la monarchie traditionnelle, féodale et absolutiste. Digne conclusion de la comédie que Czernin et Clam-Martinic avaient laborieusement organisée!

La seule solution naturelle eût été de dissoudre le Reichsrat. Charles recula devant une mesure qui, après les agitations des dernières semaines, aurait été interprétée par le monde entier comme un lamentable aveu d'impuissance. Qu'il n'ait pas vu que les paroles de Seidler rendaient désormais toutes les tractations inutiles, puisqu'en se réservant une autorité prééminente il enlevait d'avance l'ombre même d'une garantie à ses promesses futures, rien ne montre mieux son inintelligence radicale des volontés populaires et de la politique contemporaine. Son excuse, c'est que, dans la situation désespérée où il est désormais acculé, il est difficile de trouver un expédient raisonnable. Le seul parti logique qu'il aurait à prendre serait d'abdiquer en faveur de Guillaume II, — le seul qui eût l'avantage de répondre à la réalité.

Peut-être aussi a-t-on soufflé de Berlin à Charles Ier un plan d'une complication plus subtile : En prolongeant la session du Parlement, ne réussirait-on pas à atténuer l'impression produite par les premières discussions? Sans doute, il était désormais évident que les Slaves de la monarchie avaient brûlé leurs vaisseaux et qu'après avoir proclamé leur droit à l'indépendance ils ne se contenteraient pas d'un compromis; mais les ennemis de l'Allemagne s'étonneraient de ne pas les voir quitter bruyamment le Reichsrat; la presse officielle et officieuse répandrait adroitement le bruit que les négociations n'étaient pas rompues et les partisans de l'Autriche, oublieux des scènes récentes, recommenceraient à affirmer que les peuples de la monarchie résignés, à leur sort, sont tout disposés à remettre de nouveau leurs destinées à la dynastie des Habsbourgs. La diplomatie des Alliés en deviendrait moins nette et moins ferme; les courtiers plus ou moins autorisés qui circulent entre Berne, Madrid et le Vatican, recommenceraient à parler d'une paix séparée et on se servirait de ces racontars pour inquiéter les Slaves et les amener à une politique plus conciliante. Pour parler net, un double chantage : peser sur la France et l'Angleterre

en leur rendant suspects les Slaves d'Autriche et sur ceux-ci, en leur dénonçant les incertitudes des Alliés. —

La manœuvre serait habile, si elle n'était pas tardive. Les Polonais, les Tchèques et les Yougo-Slaves ont reçu dans les termes les plus précis et dans les circonstances les plus solennelles des promesses qu'ils n'ont pas oubliées. Il est vrai que depuis lors de graves événements ont modifié le tableau du monde : mais je ne suppose pas que Charles Ier compte pour le sauver sur l'intervention du président Wilson ou sur les sympathies des radicaux russes. Forts des déclarations explicites qu'ils ont reçues, les peuples révoltés contre les Habsbourgs dédaigneront les mielleuses sollicitations dont ils sont l'objet comme ils ont bravé les persécutions. On ne les ramènera ni par des amnisties qui, proclamées à grand fracas, sont hypocritement retirées en partie le lendemain, ni par des concessions qui se heurteraient toujours à l'implacable orgueil des Allemands et des Magyars, ni même par des ordonnances qui dureraient tout juste le temps qu'il plairait à l'Empereur.

Pourquoi donc l'opposition n'a-t-elle pas simplement repoussé le budget? — Parce qu'elle n'y trouvait aucun avantage, puisque les impôts n'en auraient pas moins continué à être perçus en vertu de l'article 14, — et qu'elle tenait à se conserver une tribune d'où elle peut dénoncer à l'Europe les crimes de la dynastie et ses desseins funestes. La présence du Reichsrat oppose un frein à la folie furieuse des massacreurs pangermanistes, et, quand tant de victimes ont déjà arrosé de leur sang précieux la moisson de la liberté prochaine, il n'est pas indifférent d'en arracher quelques-unes à la potence.

***

Le Parlement qui, dans l'esprit de François-Joseph, de Schmerling, de Beust et de Kœrber, était destiné à être le réduit de l'hégémonie germanique, n'est plus

désormais qu'une forteresse où flotte le drapeau de l'insurrection antihabsbourgeoise et d'où les Slaves appellent à leur aide les peuples qui combattent pour l'affranchissement du monde et l'indépendance des nations. La guerre a précipité une évolution qui était inévitable. L'Autriche était un organisme féodal, qui ne pouvait se maintenir que tant que l'autorité exclusive appartenait à l'armée, à l'Eglise et à la bureaucratie. Les pseudo-libéraux de 1848 et de 1860 se sont donné beaucoup de mal pour adapter les formes du régime constitutionnel à l'ancienne monarchie des Ferdinand II et des Metternich, sans rien abandonner du système traditionnel, qui avait pour caractéristiques essentielles l'absolutisme du monarque et la prédominance de la minorité allemande. Ils se sont imaginé qu'ils supprimeraient les réalités en les dissimulant. Un moment devait toujours arriver où leurs combinaisons subtiles craqueraient sous la pression des faits. Ils n'ont réussi qu'à surexciter les haines nationales qui ont peu à peu fait éclater les barrières. En face des progrès constants des Slaves, les Allemands et les Magyars, menacés de perdre la prépondérance factice qu'ils avaient péniblement conservée pendant un demi-siècle par la violence et la fraude, plutôt que de se résigner à une égalité qu'ils considéraient comme une catastrophe, ont préféré déchaîner un cataclysme universel et ils se sont faits les agents provocateurs de l'Allemagne. Le Reichsrat, qui eût pu devenir pour la monarchie un élément de rajeunissement et d'union, n'a été qu'un germe de dissolution et d'anarchie, parce qu'il a été faussé dans son principe par un système électoral frauduleux. La dynastie habsbourgeoise a vécu par le mensonge, et elle meurt du mensonge.

La monarchie danubienne n'est plus aujourd'hui qu'un conglomérat de peuples ennemis qui, si on essayait désormais de les contraindre à une existence commune, s'épuiseraient dans des luttes sans issue, et qui seraient condamnés par leurs querelles intestines à devenir la proie de la Germanie. Le Reichsrat a pu durer quelque

temps, tant que l'opinion publique était filtrée par des procédés alambiqués qui en faisaient une simple émanation de la Couronne; du jour où le suffrage universel a été introduit, son rôle était terminé.

Le 3 juillet, le communiqué officiel russe parlait de la brigade tchécoslovaque qui, avec la 4e division finlandaise, s'était emparée des positions ennemies puissamment fortifiées sur les hauteurs à l'ouest et au sud-ouest du village de Sborov, après avoir enlevé trois lignes de tranchées ennemies. « La brigade tchécoslovaque, ajoutait le Communiqué, — qui a été outrageusement défiguré dans les traductions françaises, — a fait prisonniers 62 officiers et 3.150 soldats; elle a conquis 15 canons et un grand nombre de mitrailleuses qui ont été en majorité tournées aussitôt contre l'ennemi. » — On ne saurait désirer un plus éloquent commentaire des discours de Stanck et de Stransky. Dès aujourd'hui, le Reichsrat a virtuellement cessé d'exister. — Les Diètes de Varsovie, de Prague et de Belgrade se partageront son héritage, — sous bénéfice d'inventaire.

E. Denis.

Les Tchécoslovaques et la guerre.

(*Suite et fin.*)

II

La déclaration de guerre est survenue au moment où les luttes politiques intérieures des Tchèques étaient à leur paroxysme. Les deux courants de la politique tchèque, courant radical et courant positif, étaient à ce moment engagés l'un contre l'autre dans une lutte décisive et sans merci qui déjà prenait la forme de conflits personnels entre les divers chefs des partis.

Dans les premiers jours de la guerre, le désarroi fut ainsi complet. Les chefs politiques n'étaient pas préparés à cette situation nouvelle; la population, surtout la bourgeoisie, était consternée, car la déclaration de guerre déchaina immédiatement une crise économique et les bourgeois, comme les paysans riches, se demandaient avec anxiété ce qu'il adviendrait des résultats de leur labeur de plusieurs dizaines d'années, qui étaient eux-mêmes le fondement de la future existence politique et nationale du peuple tchécoslovaque tout entier. En outre, Vienne, voyant ce désarroi, s'empressa de chercher à le transformer en complète désorganisation, et, dès les premiers jours, inaugura le régime de la terreur.

La censure sévit implacablement. Les individus dont le loyalisme était suspect disparurent mystérieusement; le bruit courut que 1.200 personnes marquantes de la vie publique tchèque allaient être immédiatement internées. On vivait à Prague dans l'attente fiévreuse de quelque chose d'inconnu, abattus, consternés, silencieux.

Mais les premières nouvelles des champs de bataille de Serbie provoquèrent un revirement, bientôt accentué encore par les nouvelles de Galicie. L'instinct du peuple commença dès lors à se manifester : la résistance des soldats tchèques fut le premier symptôme de ce que la nation allait entreprendre. On connaît (1) cette histoire des redditions de régiments tchèques sur les fronts méridional et oriental, des mutineries dans les villes tchèques, du sabotage administratif et économique dans les Pays tchèques, de la résistance passive des Tchèques à l'emprunt de guerre, etc. On sait aussi le sort que valut à la Bohême cette conduite antiautrichienne : presse supprimée, livres confisqués, chansons interdites, journalistes et publicistes incarcérés ou internés, hommes politiques condamnés à mort, emprisonnés et exilés. La Bohême devint comme un cimetière. Quand l'amnistie fut accordée par l'empereur Charles, au mois de juin 1917, ce furent des légions entières d'intellectuels qui sortirent des geôles, et on resta frappé du nombre vraiment effrayant des patriotes qui avaient gémi dans les cachots de l'empereur. Inutile de citer de nouveau les cas de Kramar, de Klofac, des écrivains Machar, Bezruc et Dyk, des députés nationaux-socialistes. Une chose est sûre : le régime qui a été appliqué à ces malheureuses victimes de l'Autriche a dépassé en horreur tout ce que l'on pouvait imaginer. Les débats du Reichsrat, réuni à la fin du mois de mai 1917, ont révélé d'incroyables horreurs. Lorsque, pendant les deux premières années de guerre, les journaux pouvaient dévoiler un peu de ce qui se passait derrière les frontières autrichiennes, hermétiquement fermées au reste du monde, on ne voulait pas les croire. On voit aujourd'hui combien pire encore était la véritable situation, et qu'en parlant alors des crimes de l'Autriche on n'en connaissait qu'à peine la centième partie.

Cette épouvantable terreur força les Tchèques à

(1) Toutes ces questions ont été largement traitées dans les deux premières années de la *Nation Tchèque*, et dans ma brochure, *La Bohemia contro Austria-Ungheria*, Roma, Ausonia, 1917.

l'inaction politique. Autant qu'ils pouvaient parler, les partis et les journaux donnèrent comme mot d'ordre le silence. Et le silence fut gardé en Bohême pendant près de deux ans et demi : pas une seule déclaration de loyalisme, pas une seule manifestation ouverte des revendications nationales. Ce silence était impressionnant.

Au moment où les Allemands triomphaient, la Serbie écrasée, la Russie envahie, la Roumanie abattue, on essaya de faire pression sur les Tchèques. Ils restèrent impassibles. Certes, il y eut parmi eux des hésitations. Les catholiques étaient fortement travaillés de Vienne, et on essaya d'agir par eux sur la Bohême. Les socialistes, d'autre part, sceptiques sur l'issue de la guerre, et adversaires surtout de la Russie tsariste, conseillaient la modération et prêchaient, par la voix de deux ou trois de leurs chefs opportunistes, la conciliation avec l'Autriche qui se fédéraliserait. Par contre, la masse des ouvriers socialistes restait toujours nettement antiautrichienne et réclamait pour la Bohême l'indépendance pure et simple.

La haine de l'Autriche et l'opposition aux Allemands est, dans la nation tchèque, si forte et instinctive que dès le premier jour de la guerre, elle se dressa toute contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Depuis des dizaines d'années, nos radicaux criaient que l'Autriche était pourrie, incapable de vivre, toute de désordre, empoisonnée par l'incapacité de ses bureaucrates, de ses militaires et de ses aristocrates, en pleine dégénérescence. Tout le monde s'attendait donc à la voir très vite s'effondrer pour toujours. Voyant que c'était elle qui avait provoqué la guerre, les Tchèques comptaient que c'était contre elle uniquement que se tournerait l'opinion publique des pays de l'Entente ; connaissant l'importance des Pays tchèques en Autriche-Hongrie, ils étaient convaincus que l'Entente ne penserait qu'à la Bohême et aux Tchécoslovaques. Fidèles à la vieille tradition russophile de la politique nationale, ils ne doutaient pas que la Russie ne considérât comme son

véritable devoir politique de délivrer la Bohême du joug autrichien.

Telles étaient les illusions des masses profondes du peuple, et même de beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques. En Bohême, on croyait que la question tchécoslovaque était presque le centre de toutes les pensées de l'Entente et des délibérations sur les conditions de la paix. Ainsi se créa comme une foi mystique en la nécessité de démembrer l'Autriche-Hongrie et en la fatalité des événements qui ne sauraient manquer d'apporter au peuple tchèque la libération définitive. On plaisantait donc sur la misère qui régnait dans les masses, à Prague, à Plzen, à Ostrava; on supportait la famine avec un sarcasme résigné; on travaillait avec impatience à sa propre ruine économique, un sourire ironique aux lèvres. Sûrs que l'Europe pensait à la Bohême, on supportait avec allégresse les persécutions, et quand l'un après l'autre nos hommes disparaissaient dans les prisons, on se disait philosophiquement : Un pas de plus vers la victoire et la libération.

Dans les quatre grands partis politiques, les opinions furent au début assez divisées : chez les catholiques et les agrariens, comme chez les Jeunes Tchèques et les socialistes, il se trouva deux ou trois députés opportunistes pour conseiller la modération et faire, de temps en temps, des manifestations publiques, soit pour obéir à une exigence du gouvernement, soit, spontanément, à titre de manœuvres jugées habiles en vue d'éviter la persécution trop brutale de telle ou telle classe et de tel ou tel parti. Mais ces opportunistes, exécrés par la population, sont aujourd'hui au ban de la société. Cependant le gouvernement avait espéré se servir d'eux au moment opportun pour provoquer un revirement de l'opinion en Bohême. Il suivit au moins en partie leurs conseils, en évitant certaines brutalités criantes et des massacres. Ces courants de compromis persistent encore, surtout chez les socialistes et chez les catholiques, soit par l'effet d'un certain pessimisme

au sujet de la victoire finale de l'Entente, soit par peur que « la bête n'essaye de nous étrangler dans ses dernières convulsions ». Les socialistes surtout combattent le radicalisme antiautrichien dans la crainte d'un renouveau de terrorisme de la part de Vienne et de Berlin.

*
**

La grande masse du peuple restait donc dans l'attente. Mais nos hommes politiques commencèrent dès la déclaration de guerre leur travail. Un certain nombre d'entre eux savaient combien le problème tchécoslovaque était mal connu en Europe, combien l'espoir d'être sûrement sauvés par la Russie victorieuse risquait d'être déçu, combien la foi naïve et mystique du peuple tchécoslovaque en une libération qui serait le résultat fatal de cette guerre pouvait être trompeuse.

Voyant l'esprit de la population et surtout les sacrifices inouïs auxquels étaient prêts nos soldats, qui se laissaient massacrer plutôt que de tirer sur leurs frères serbes et russes, ces hommes se mirent aussitôt à l'œuvre. En général, dans notre monde politique, on n'attendait la guerre que pour beaucoup plus tard, aussi était-on sans aucune préparation pour le travail politique qu'il fallait maintenant accomplir à l'étranger. Vers la mi-août 1914, les pourparlers commencèrent entre des représentants de presque tous les partis. En septembre, M. Masaryk partit pour la Hollande, où il entra en relations avec ses amis politiques anglais, français et russes et tâta le terrain. Il revint à Prague. Les pourparlers recommencèrent, il retourna en Hollande, dressa à son retour, d'accord avec quelques hommes politiques, un plan de travail et partit pour l'Italie.

Ne pouvant désormais plus rentrer en Autriche, il resta en relations avec la Bohême à l'aide d'une organisation qui bientôt fonctionna régulièrement. A Prague se fonda un comité révolutionnaire, qui entretint constamment le contact avec l'étranger. On se renseignait

sur la situation politique et militaire dans les pays de l'Entente et l'on tenait nos amis de l'étranger au courant de la situation politique de la Bohême et de l'Autriche. On faisait connaître à la Bohême tout ce que l'on entreprenait à l'étranger, et l'on n'entreprenait rien qui fût politiquement important sans en avertir l'étranger et se mettre parfaitement d'accord avec lui.

A l'étranger les Tchécoslovaques avaient deux tâches à accomplir : 1° commencer leur œuvre de propagande qui n'était qu'ébauchée à la fin de 1915 ; 2° organiser celles de leurs forces qui se trouvaient à ce moment dans les pays de l'Entente.

Ces forces sont, en vérité, assez considérables. Aux Etats-Unis il y a un million et demi de Tchèques et de Slovaques, qui sont fort bien organisés au point de vue politique et économique. Ils possèdent plus de 20 journaux politiques quotidiens; ils comptent des groupes de « Sokols » dont l'effectif égale celui des « Sokols » de Bohême. Ils ont leurs propres écoles nationales, des associations économiques très importantes, leurs banques, leurs caisses d'épargne, leurs corporations professionnelles ; ils occupent au point de vue social une situation assez importante, ayant leurs délégués dans les Parlements, dans les universités, dans les entreprises économiques, dans l'administration publique. En Russie aussi nous avons une colonie très importante, de près de 250.000 personnes. Au point de vue social, nos compatriotes de Russie sont dans la même situation que les Tchécoslovaques d'Amérique. En France la colonie tchécoslovaque n'est guère que de 2.000 âmes, et en Angleterre de 1.200.

Toutes ces colonies ont, dès le début de la guerre, compris leur devoir et se sont attachées à travailler activement, même fiévreusement, contre les Empires Centraux. En France et en Russie, des légions de volontaires ont été formées; en Amérique une intense propagande a été organisée dans notre milieu pour paralyser la propagande germanique et pour aider par tous les moyens possibles les Alliés. Une Alliance Nationale

Tchèque fut créée à Chicago, une Ligue Slovaque fut formée à Pittsburg. Elles s'efforçaient de réunir dans leurs organisations tous les Tchécoslovaques. Connaissant bien les méthodes de travail des Austro-Allemands aux Etats-Unis, elles combattirent avec un succès surprenant la néfaste propagande germanique. On serait surpris si nous pouvions raconter tout ce que les hommes qui dirigent ces organisations ont accompli en faveur des Alliés pendant les deux premières années de guerre. Et si, au printemps dernier, l'Amérique est entrée en guerre, la propagande tchécoslovaque, la lutte que nos compatriotes ont menée contre les Austro-Allemands devant l'opinion publique américaine ne sont certainement pas sans y avoir eu leur part.

En Russie, l'effort de nos compatriotes n'a pas été moindre. Fortement paralysé par l'ancien régime et d'ailleurs beaucoup moins dirigé dans le sens de la propagande que dans celui de l'action militaire, il a obtenu cependant de grands succès car il a posé les bases de notre action militaire postérieure et commencé le travail parmi les prisonniers de guerre tchécoslovaques. Les colonies tchèques de France et d'Angleterre — outre leur action pour déterminer des engagements volontaires dans les armées alliées — ont accompli une œuvre très active pour faire connaître au grand public le problème tchèque.

Le mouvement national prit une toute autre tournure quand, à la fin de 1915, les représentants du Comité révolutionnaire de Prague et des partis politiques tchèques vinrent dans les pays Alliés. Alors fut fondé à Paris le Conseil National des Pays Tchèques, qui devait être l'organe politique central de tout le mouvement tchécoslovaque ; toute l'action fut concentrée dans ses mains et en reçut un caractère nouveau d'unité, d'ordre et d'homogénéité. M. Masaryk, fort de sa grande autorité de politique et de savant, devint le président du Conseil National, et dirigea tout le mouvement.

Le principe de la division du travail fût aussitôt appliqué. Les colonies commencerent à s'occuper uniquement de la propagande quotidienne et de la défense des intérêts moraux et matériels de leurs membres. La grande colonie des Etats-Unis reçut une tâche spéciale, celle de fournir les fonds nécessaires à la lutte contre les Empires Centraux. La colonie de Russie devait en outre aider le Conseil National dans la question des prisonniers de guerre, qui était au premier plan des préoccupations du Conseil National.

Toute l'action du Conseil se fondait sur la mission politique qu'il tenait des partis politiques et des hommes politiques de Bohême. L'action tchécosolvaque à l'etranger avait nécessairement le caractère d'un mouvement conduit d'accord avec la population de la Bohême : et elle l'eut encore bien plus lorsque, bientôt, le Conseil National eut réussi à entrer en relations intimes avec les prisonniers de guerre en Russie (où il y en a plus de 300.000), en Italie (une vingtaine de mille) et en France (5.000 à peu près). Ces prisonniers — *qui représentent les électeurs et la nation tchécoslovaque* — se sont rangés immédiatement du côté de l'Entente. Le Conseil National, étant constamment en contact avec la Bohême, dirige ainsi, de son centre, tout le mouvement national, ayant derrière lui tous les émigrés, et avec lui l'imposante armée (350.000 hommes environ) des soldats tchécoslovaques prisonniers de guerre, qui bientôt, en grand nombre, prendront comme combattants une part active aux opérations de guerre. L'action est unie, homogène, et dirigée en accord complet avec le Comité révolutionnaire de Bohême. Elle répond aux sentiments unanimes de la population des Pays Tchèques, elle se poursuit méthodiquement, vers des buts clairs et précis, suivant la direction politique que nous dictent nos traditions, la situation du peuple tchécoslovaque avant la guerre et les événements politiques et militaires accomplis durant la guerre. Des organes spéciaux de travail ont été fondés à Paris, à Londres, à Rome, à Petrograd, à New-York et à Chicago; des bureaux de

presse, des revues et des journaux, des commissions de propagande et des commissions militaires, ont été organisés, surtout au centre de tout le mouvement, à Paris. Cette action systématique et forte, consciente de son but final, témoigne et de la claire compréhension des fins qu'il faut atteindre, et de la maturité politique de ceux qui soutiennent le mouvement, à l'étranger comme en Bohême.

Le couronnement de toute cette action révolutionnaire du peuple tchécoslovaque sera la constitution de l'armée tchécoslovaque, composée de tous les éléments tchèques et slovaques qui se trouvent actuellement dans les pays alliés et aux Etats-Unis. Le Conseil National qui, au point de vue politique, serait à la tête de cette armée, fait tout pour réaliser ce grand rêve, pour obtenir cette consécration définitive de toute l'œuvre qu'il a accomplie jusqu'ici. Il réussira sûrement et nous ne sommes certainement pas très éloignés du moment où cette nouvelle armée alliée prendra sa place dans les tranchées, aux côtés de celles de l'Entente, en face de ses ennemis héréditaires.

Le travail d'organisation qui incombait ainsi aux Tchécoslovaques de l'étranger pour coordonner toutes ces forces, assez disparates au début, était formidable. La durée de la guerre nous a permis de vaincre toutes les difficultés. Sans aucun pouvoir exécutif, sans aucun moyen coercitif, nous avons réussi à mener à bonne fin une si grande entreprise.

***

Si nous rapprochons ce travail de propagande et d'organisation politique et militaire à l'étranger de la lutte que nos compatriotes ont menée en Bohême contre l'Autriche-Hongrie, nous pouvons constater avec satisfaction que, dans cette guerre, nous avons fait nos preuves de maturité politique, d'énergie et de valeur, et que nous avons manifesté avec éclat nos sentiments démocratiques, ententophiles et antiallemands.

Au moment où elle a déclaré la guerre, l'Autriche n'attendait pas sans quelque inquiétude les répercussions de cet acte en Bohême. Il est difficile de dire dès aujourd'hui quels étaient en Autriche les éléments opposés à la guerre, et ceux qui y poussaient. Toujours est-il que tous ceux des hommes d'État autrichiens qui connaissaient tant soit peu la situation en Bohême et parmi les Tchèques déconseillèrent cette décision. Nous savons par exemple de façon sûre que l'ancien gouverneur de Bohême, le comte Thun, se refusait à considérer la guerre comme une entreprise heureuse pour l'Autriche.

En tous cas les cercles de Vienne prirent leurs mesures, dès le début du conflit, pour réprimer toute velléité de révolte chez les Tchèques ; mais ils restaient anxieux du résultat de ces répressions éventuelles. Ce ne fut qu'au moment de la Marne, lorsque la marche des Prussiens sur Paris fut arrêtée, que les Russes eurent écrasé les Autrichiens et les Magyars en Galicie et que les Serbes leur eurent infligé une défaite honteuse, que l'effervescence commença en Bohême, et surtout en Moravie.

Certains hommes politiques tchèques de Prague ont eu, à ce moment, la possibilité de voir de près les négociations menées entre le comte Stürgkh et le prince Thun. Ils ont pu lire leur correspondance officielle, les lettres, par exemple, où Stürgkh relatait à Thun, la fureur avec laquelle l'empereur suivait le développement de l'attitude antiautrichienne des soldats et de la population tchèques, l'insistance avec laquelle il voulait être renseigné en détail sur le cas de Kramar, ses recommandations à Stürgkh d'être absolument implacable envers toute défaillance du loyalisme. Ces rapports — dont il nous est possible de parler aujourd'hui que les deux hommes d'État sont morts — ne se trouvent pas seulement aux archives de Vienne : ils existent en mains sûres, et seront publiés un jour. On y voit la doctrine de Thun sur la politique à faire envers les Tchèques. « Les Tchèques », aimait-il

à répéter, « se tairont tant qu'ils seront menacés par les armées des coalisés et tant que nous serons suffisamment vainqueurs. Ne vous faites pas d'illusions sur leurs sentiments. Tâchez donc de vaincre, autrement la situation sera dure en Bohême. Et surtout, pas de persécutions ! Cela exaspérerait les Tchèques, ferait une mauvaise impression à l'étranger, causerait des difficultés à l'intérieur et ne vous servirait à rien. »

C'est le langage de tous ses rapports à Vienne. Tant qu'il fut au pouvoir il réprima sévèrement, mais adroitement et sans bruit tous les actes antiautrichiens des Tchèques. Il s'entendait admirablement à ce travail, et il faut lui rendre cette justice qu'il fut le seul véritable serviteur de l'empereur, le seul homme en Autriche qui comprit la tactique qu'il fallait suivre pour sauver la monarchie, la dynastie, et aussi les intérêts de la classe à laquelle lui-même appartenait. Peut-être a-t-il été un des rares hommes d'État autrichiens.

Pendant un certain temps, il eut une réelle influence. Ses rapports officiels à Stürgkh et au ministre de l'intérieur Heinold amenèrent peu à peu ceux-ci à adopter ses vues et à suivre pendant quelque temps sa tactique. Il ne cachait ni à Stürgkh, ni à l'empereur que le grand grief des Tchèques contre les gouvernants de Vienne était d'avoir trahi les peuples autrichiens au profit de l'Allemagne. Il décrivait minutieusement les divers incidents qui se produisaient à Prague et dans d'autres villes tchèques, surtout les scènes qui montraient l'indicible joie des Tchèques à la nouvelle des défaites autrichiennes en Serbie et en Galicie. Et les Tchèques en étaient d'autant plus joyeux qu'ils étaient au courant de l'état d'esprit qui régnait à Vienne. Ils savaient que, si Thun suivait cette tactique, c'est qu'il avait peu de confiance dans la victoire de l'Autriche. Les hommes politiques tchèques n'ignoraient pas ce qui se passait dans les conseils des ministres ; ils connaissaient l'effet sur l'empereur de la bataille de Lvov et du désastre de Kolubara comme de la reprise de Belgrade. A ce moment, au commencement de décembre

1914, les ministres autrichiens étaient si déprimés qu'ils ne savaient que faire. Au premier conseil qu'ils tinrent après la reprise de Belgrade par les Serbes, le ministre de l'intérieur déclara textuellement : « La reprise de Belgrade est la plus grande catastrophe de la monarchie dans cette guerre. » Il fut assez maladroit pour raconter cet incident à certains hommes politiques, en disant que son journal, le jour de la reprise de Belgrade, ne contenait que cette phrase. Elle est doublement juste : non seulement l'orgueil de l'État autrichien a été blessé à mort par la victoire de la petite Serbie, mais c'est cette défaite qui a mis définitivement l'Autriche-Hongrie entre les mains de l'Allemagne.

Dans les cercles politiques de la Bohême, on savait tout cela, et on se préparait à fêter l'arrivée prochaine des Russes qui se trouvaient déjà près de Cracovie. Thun sentait le danger et conseillait la prudence. Mais les radicaux allemands, et surtout les militaires, ne voulaient voir dans les terribles défaites des Autrichiens que l'effet des défaillances et des trahisons des troupes tchèques et de la population tchèque. Ils exigèrent de l'Empereur l'autorisation de procéder à une sévère répression, soit dans l'armée, soit à l'arrière, en Bohême et en Moravie.

La lutte entre ces deux courants politiques commença dans les derniers jours de 1914. Elle battait son plein à la fin de février, quand l'Allemagne envoya les premiers renforts dans les Carpathes et assura qu'elle pourrait sauver l'Autriche. De ce moment, Thun était vaincu. A Vienne, on s'était rendu compte que rien ne pouvait changer la situation en Bohême, qu'il fallait tout simplement vaincre, et en même temps se montrer impitoyable envers les Tchèques. On essaya de le faire. On s'assura de l'aide effective de l'Allemagne et on organisa dans les Pays Tchèques une terreur systématique. En même temps les radicaux allemands, forts de l'appui de l'Allemagne, commencèrent à agir contre Thun et à réclamer un rapprochement plus intime avec

l'Allemagne, c'est-à-dire la prédominance complète de Berlin sur Vienne.

Ils ne tardèrent pas à réussir : la fameuse rupture du front russe sur la Dunajec et le recul des armées du tsar assurèrent le triomphe de leur politique et de celle des militaires autrichiens. On profita de la dépression que ces événements provoquèrent en Bohême. Stürgkh céda. L'empereur se contentait d'obéir au généralissime qui voulait inaugurer une nouvelle tactique à l'égard des éléments hostiles à la monarchie ; il disait lui-même que, comme soldat, il devait obéir au généralissime. Thun fut débarqué, Heinold le suivit de près, et le régime de la main de fer contre les Tchèques fut inauguré. Le généralissime, l'archiduc Frédéric, envoya vers le milieu de mai 1915 un rapport détaillé sur la conduite des Tchèques dans l'armée et à l'arrière. Il exigeait l'arrestation de Kramar et de Scheiner, président des Sokols, la proclamation de l'état de siège en Bohême, la punition de certaines unités militaires tchèques, et d'autres mesures (1).

Les Russes reculaient toujours, les Allemands tenaient toute la Belgique et se vantaient de venir bientôt à bout de la résistance de la France et de l'Angleterre. C'est alors que, par l'inauguration de la terreur contre les Tchèques et les autres Slaves, commença l'application pratique du plan pangermanique. Les desseins de l'Autriche et de l'Allemagne se dessinaient clairement : annexion de la Serbie, nouveau partage de la Pologne avec exclusion des Polonais du Reichsrat, de façon à anéantir la résistance des Tchèques, transformation complète de la Cisleithanie en un État allemand homogène et centralisé, où les droits des

(1) Il est intéressant de constater comment les milieux de Vienne ont essayé d'épouvanter les Tchèques par ce fameux document du généralissime. On l'avait montré au commencement du mois de juin 1915 aux hommes politiques tchèques à Vienne comme preuve des trahisons de nombreux régiments tchèques, en invoquant pour punir la Bohême les mêmes raisons que Frédéric, en parlant mystérieusement de mauvais jours qui allaient commencer pour le peuple, égaré par les chefs et victime d'une criminelle propagande anti-autrichienne.

Slaves seraient en fait réduits à rien. De plus, on préparait l'union économique des deux Empires, pour permettre à l'Allemagne de soutenir économiquement l'Autriche politiquement reconstituée. Un Mitteleuropa politique, économique, militaire, financier, tel était le projet que la victoire sur les Serbes permit d'afficher ouvertement.

Cet événement militaire, d'une importance capitale, amena le bouleversement définitif de la situation politique en Autriche. La Serbie écrasée, Berlin-Bagdad se trouvait pratiquement réalisé. Les Allemands en éprouvèrent un véritable délire. Une longue série de congrès et de conférences politiques et économiques commença. On prépara des plans pangermaniques de chemins de fer, de voies fluviales (Rhin-Danube-Oder-Vistule), on élabora de savants systèmes d'union économique entre la Quadruplice, on étudiait même des projets d'armée commune. Ce fut dans les Empires Centraux un vrai déluge de livres et de brochures mitteleuropéens.

Le véritable danger de ce Mitteleuropa pangermaniste n'apparut à l'opinion publique des pays Alliés (quelques spécialistes exceptés) qu'après le déchaînement de cette propagande effrénée (à la fin de 1915 et au commencement de 1916).

En même temps, les Allemands et les Magyars préparaient leurs plans de réorganisation intérieure de l'Autriche-Hongrie. Il serait superflu d'entrer dans les détails de toutes ces questions, du reste très compliquées. Nous en avons parlé longuement ailleurs (1). On peut en résumer l'ensemble en ces quelques mots : La guerre a démontré que les seuls éléments sur lesquels on peut sérieusement compter en Autriche sont les Allemands et les Magyars. Ces deux nations vont donc se partager la domination de l'Europe Centrale. La Hongrie a été sauvée par son centralisme, qui supprime tous les droits des nationalités: on n'y a pas vu se produire les défections dans l'armée et à l'arrière qui

(1) Voir la *Nation Tchèque*, IIe année.

ont désorganisé l'Autriche. Il faut donc réorganiser l'Autriche suivant l'exemple de la Hongrie, donner à Galicie la place qu'occupe la Croatie en Hongrie, mettre ainsi en éternelle minorité les Tchèques et les Yougoslaves, enlever aux Tchèques leurs droits et toutes leurs positions politiques et intellectuelles, anéantir leur force et leur résistance, centraliser la Cisleithanie en en faisant un État homogène dominé complètement par les Allemands. — Telle a été la conception qui a dirigé la politique en Autriche-Hongrie depuis novembre 1915. Si l'éventualité de l'annexion de la Serbie, du Monténégro ou d'une partie de la Pologne pouvait entraîner certains changements dans les détails de cette conception, l'idée générale subsistait toujours ; c'est en elle que se résume toute la politique intérieure de l'Autriche-Hongrie depuis l'automne de 1915.

*
**

Nous voyons donc depuis deux ans se poursuivre deux mouvements parallèles dans la politique extérieure et intérieure de l'Autriche-Hongrie. D'une part on favorise par les moyens indiqués plus haut, la réalisation du Mitteleuropa pangermanique (1) et d'autre part on opère la germanisation de l'Autriche. Cette seconde politique était impossible sans l'appui de Berlin, surtout si l'on se décidait encore à annexer de nouveaux territoires yougoslaves. Aussi était-on, par une inéluctable logique, arrivé à la fin de 1915, à la résolution d'accepter la tutelle prussienne sans laquelle ni les conquêtes extérieures de l'Autriche-Hongrie, ni les conquêtes intérieures des Allemands et des Magyars ne pouvaient être opérées et maintenues.

On vit donc se marquer les étapes du plan : germa-

---

(1) Il serait trop long de montrer comment ce mouvement s'est étendu à toutes les classes et tous les partis allemands et magyars d'Autriche-Hongrie. M. Fournol en a donné quelques exemples dans ses remarquables études du *Mercure de France*. Il a démontré d'une manière définitive qu'à un certain moment il n'y avait dans les milieux allemands aucune opposition au plan pangermanique.

nisation de l'administration, des écoles, des postes et télégraphes, d'établissements publics ; privilège de l'allemand comme langue d'État ; confiscation des livres, des revues, des journaux tchèques ; nouvelle division administrative des districts ; nouvelles décisions relatives aux chambres de commerce, sociétés et organisations publiques, etc., etc. Les hommes politiques autrichiens et magyars qui, avant la guerre, étaient les ennemis décidés d'une telle politique s'y sont peu à peu ralliés. Nous savons nous-mêmes, et tous les hommes politiques de la Bohême le savent, qu'avant l'automne 1915 Stürgkh n'admettait pas cette politique ; que les aristocrates de Bohême, soi-disant autonomistes et « Autrichiens » par excellence, avaient toujours été considérés comme le dernier et le plus sûr appui de la vieille Autriche antiprussienne. Or, disparues peu à peu sous les coups formidables des canons de Hindenburg et de Mackensen, leurs idées avaient dû abandonner le terrain. Stürgkh lui-même, personnage d'ailleurs faible et insignifiant, subissant complètement l'influence des milieux militaires, n'avait aucune idée personnelle et aucune espèce de politique indépendante. Ainsi le gouvernement se trouva bientôt prisonnier des radicaux allemands (du *National Verband*) qui dictaient leur loi à l'Autriche et préparaient, avec les fameux pangermanistes Pacher et Wolf, la réalisation du grand plan germanique.

Les Tchèques, dans cette situation, étaient réduits à la défensive. Déprimés par les succès militaires allemands, découragés par l'audace des Allemands et des Magyars, ne voyant toujours pas les Alliés prendre en mains leur cause, ils se confinèrent dans ces deux idées : 1° L'Autriche a toujours prétendu être un État juste envers toutes ses nations ; mais toute sa politique de guerre est la négation de cette justice. Qu'elle revienne donc sur tout ce qu'elle a fait contre les Tchèques depuis la guerre. 2° Toute idée d'union économique avec l'Allemagne est antiautrichienne ; il faut que l'Autriche reste maîtresse chez elle et indépendante à l'égard de l'Alle-

magne. — Ils se montraient donc — à contre-cœur et en apparence — plus Autrichiens que l'Autriche elle-même. C'est qu'ils voulaient de cette façon sauver tout ce qu'on pouvait sauver pour le cas où l'Entente ne serait pas victorieuse. Toute la politique tchèque, pendant la difficile période des succès allemands, a tenu dans cette double thèse.

En automne 1916 un premier changement survient. L'Autriche, se sentant à bout de forces, mais pourtant préparée à triompher soit à l'extérieur, soit à l'intérieur si, par une manœuvre habile, elle réussit à conclure la paix, sent le besoin de démontrer au monde qu'elle est juste à l'égard de ses nations. En outre, la complète suspension de la vie constitutionnelle l'a mise dans une situation embarrassante. Elle monte donc — poussée par l'Allemagne — sa première offensive de paix. Stürgkh commence à négocier avec les Tchèques pour la convocation du Reichsrat. Il leur demande une déclaration de loyalisme et la promesse d'une conduite raisonnable et modérée au cours de la session. Il les croyait trop déprimés pour essayer de résister à une sommation si directe et si résolue. On connaît leur réponse : Avant de convoquer le Parlement il faut faire cesser le régime de terreur en Bohême, libérer les députés emprisonnés, supprimer la censure et assurer la complète liberté de paroles. — Ils annonçaient ainsi qu'ils useraient pleinement de la tribune parlementaire. Stürgkh, craignant de donner plutôt le spectacle d'un déchirement intérieur que celui de l'homogénéité et de la communauté d'intérêts des diverses nations dont parlaient constamment les communiqués officiels, se décida à ne pas convoquer les Chambres.

C'est à partir de ce moment que les Tchèques ont essayé de relever la tête pour recommencer la vie politique. Ils ont compris la nécessité d'une union nationale complète. Tous les partis se sont donc mis d'accord pour fonder *l'Union Tchèque*, qui réunit les députés de tous les partis, sur un même programme et une

nue une arme puissante contre les Allemands. C'est elle qui en mai 1917 dirigea au Reichsrat le grand assaut contre l'Autriche. En outre, on créa à Prague le *Conseil National*, qui réunissait aussi tous les partis et en face des ennemis de la nation veillait surtout au maintien de l'union sacrée entre toutes les fractions et toutes les classes. Le Club parlementaire tchèque (Union Tchèque) ainsi que le Conseil National de Prague entrèrent immédiatement en relation avec les Slovaques de Hongrie pour mener une politique commune.

Ainsi tout était préparé pour la lutte, lorsque Frédéric Adler, poussé à bout par la politique de Stürgkh, et plus encore par celle du parti socialiste autrichien — débarrassa l'Autriche de l'homme politique routinier et incapable qu'était le comte Stürgkh. Kœrber, qui lui succéda, ancien ennemi des Tchèques, toujours en opposition avec les Magyars, avait jadis la renommée d'un vieil Autrichien. Mais il était désormais complètement sous l'influence des courants radicaux de Berlin et plein de haine contre ceux qui manifestaient leur opposition à la monarchie. Il voulait gouverner avec le Parlement; mais bien vite il se rendit compte qu'il n'y réussirait pas à cause des Tchèques, d'autant que les Magyars ne cachaient pas leur hostilité à l'égard de l'homme qui avait jadis manifesté tant de méfiance et d'hostilité envers eux.

La marche des événements militaires et l'évolution de la politique internationale donnaient à la nation tchécoslovaque une importance sans cesse grandissante. L'indépendance de la Pologne, proclamée le 5 novembre, et la promesse par François-Joseph de l'autonomie de la Galicie devaient porter un coup terrible aux Tchèques : ce fut le contraire qui arriva : le coup frappa l'Autriche elle-même. On voulait, par ces manœuvres isoler les Tchèques en Cisleithanie, ils s'allièrent aux Polonais pour réclamer que l'autonomie de la Galicie fût le premier pas fait en vue de la reconstitu-

tion non seulement de la Pologne, mais encore de la Bohême.

Ainsi l'acte des deux empereurs, au lieu d'affaiblir la position des Tchèques, l'avait renforcée. Il fut suivi, en Autriche, de beaucoup d'autres erreurs que la situation intérieure rendit fatales à l'Empire. Kœrber se débattait dans d'inextricables difficultés. Il songea, pour y remédier, à convoquer le Parlement. Il voulait obtenir de lui certaines réformes constitutionnelles exigées par les radicaux allemands (autonomie de la Galicie, introduction de l'allemand comme langue d'État, etc.). Mais il ne put se mettre d'accord avec les Tchèques, qui le menaçaient de provoquer à la Chambre des scènes scandaleuses. La mort de François-Joseph vint encore augmenter le trouble. Les Tchèques, supposant que le jeune empereur manquerait d'autorité, s'en trouvèrent encouragés.

On connaît la politique qu'inaugura l'avènement au trône du nouvel empereur. Les manœuvres destinées à extorquer à l'Entente une paix blanche commencèrent. Clam-Martinitz fut appelé à la présidence du Conseil ; Burian fut congédié et remplacé par Czernin aux Affaires étrangères. On s'évertua à duper la presse ennemie en présentant Clam-Martinitz et Czernin comme deux Tchèques et en laissant croire à un revirement dans le régime intérieur de l'Autriche.

Cependant l'Allemagne et l'Autriche se croyaient alors assez fortes pour imposer leur paix. Elles le croyaient d'autant mieux que l'Allemagne intriguait avec la Russie tsariste pour obtenir une paix séparée, dont elle était sûre. Clam-Martinitz se montra donc dur envers les Tchèques. Il annonça solennellement qu'il acceptait, à l'intérieur, une politique de germanisation et de centralisation, et, à l'extérieur, l'union économique, politique et militaire avec l'Allemagne. Il jeta un défi aux Tchèques en faisant publier le texte de la

fameuse condamnation de Kramar (1) et en faisant voter par son parti — la noblesse de Bohême — des résolutions où l'on déclarait aux Tchèques et à leurs revendications une lutte à outrance. Il fut d'une suprême maladresse et d'une surprenante incohérence. Comptant sur l'idée fausse que certains milieux de l'Entente se faisaient des sentiments de l'empereur et surtout de l'impératrice, il travaillait pour la paix séparée, en même temps qu'il se prêtait au jeu de l'Allemagne et des radicaux de Vienne. Tantôt il voulait convoquer le Parlement, et tantôt appliquer par la voie de décrets le programme pangermaniste. Cette politique incohérente mit l'Autriche dans un état de désarroi complet. Les Tchèques ne tardèrent pas à en profiter. Malgré la terreur et les menaces, ils sentaient en effet s'accroître leurs forces. Un jour, on devra constater que Clam-Martinitz fut, par sa misérable politique, le véritable fossoyeur de l'Autriche-Hongrie.

C'est lui d'ailleurs qui, par son offre de paix, a provoqué le 10 janvier 1917 la célèbre réponse des Alliés au président Wilson. En effet, c'est cette note qui décida finalement les Tchécoslovaques à dévoiler publiquement tous leurs désirs et tous leurs plans. *Elle était le premier document diplomatique qui montrât manifestement aux hommes politiques tchécoslovaques que les efforts des amis de la Bohême à l'étranger et des émigrés politiques tchécoslovaques avaient porté leurs fruits. Ils virent que l'Entente pensait aux peuples opprimés par l'Autriche-Hongrie.* Aussi a-t-elle causé en Bohême une joie indescriptible. C'était, pour les populations, une preuve que leurs aspirations à l'indépendance tchécoslovaque ne seraient pas déçues. Au point de vue tchèque, le sort de la Cisleithanie en fut décidé.

Les événements qui suivirent ne firent que renforcer ces nouvelles dispositions de la politique tchécoslovaque. La révolution russe porta un rude coup à l'édi-

(1) Voir la *Nation Tchèque*, II[e] année.

fice vétuste qu'est l'Autriche-Hongrie. L'idée d'une démocratie triomphante, le principe de la liberté des nations, tout faisait croire que la Bohême ne serait pas abandonnée. Les déclarations de divers hommes d'État, comme Wilson, Miljukof, Pasic, eurent sur les esprits en Bohême une profonde répercussion. Il est difficile de montrer aujourd'hui les conséquences graves et lointaines qu'a eues la révolution russe en Autriche-Hongrie. Il est sûr néanmoins que les Slaves de la Monarchie y ont vu le dernier coup porté à l'existence de l'Autriche. En attendant les effets qu'elle pourra produire encore, on peut affirmer que c'est à la révolution russe qu'est dû le changement de régime qui se manifesta par la convocation du Parlement, l'amnistie des condamnés politiques et la restitution d'une certaine liberté. On craignait certainement de voir, à la suite de la révolution russe, éclater, comme en 1907, des troubles graves en Autriche.

La situation était à tel point favorable aux Tchèques que, vers le milieu de mars, un mouvement populaire commença à se faire sentir. Paysans, ouvriers et intellectuels comprenaient que le moment de parler était venu. Le gouvernement ne put réagir. Il en était empêché par la révolution russe. D'autre part son désir de traiter avec les maximalistes russes d'une paix séparée l'obligeait à un simulacre de libéralisme qui lui liait les mains. Par des manifestations et des émeutes dans les rues, par les déclarations des groupes, aussi bien ouvriers que bourgeois, par des articles de journaux et de revues, la nation affirmait hautement, pour la première fois, ce que, depuis trois ans, son silence et sa conduite laissaient entendre au monde entier. Enfin quand le Reichsrat fut convoqué, l'*Union tchèque* de Vienne lança sa fameuse déclaration qui restera comme un document historique (1).

---

(1) Voir à ce sujet, dans ce même numéro, l'article de M. Denis sur le Reichsrat

Un revirement complet s'était produit dans la politique tchèque. Les deux courants de la politique nationale, courant radical et courant réaliste, se fondirent pour marcher de pair et exiger immédiatement l'indépendance de la Bohême unie à la Slovaquie. Les socialistes, d'autre part, qui jusque-là avaient un programme autrichien et étaient tout à fait opposés au programme « du droit historique de la Bohême » parce qu'ils ne croyaient pas à la possibilité d'un état tchécoslovaque, modifièrent radicalement les idées politiques qu'ils défendaient depuis vingt-cinq ans. Les catholiques se rallièrent entièrement à la politique antiautrichienne. L'unité de la nation était complète.

Les déclarations du Reichsrat ont été renforcées plus tard par les déclarations plus explicites encore de l'ancien ministre agrarien Prasek, par celles du chef des radicaux de Moravie, Stransky, et enfin par celles du chef des radicaux tchèques Stribrny ; ces manifestations mettent hors de doute que, pour les Tchèques, il ne s'agit plus aujourd'hui d'une autonomie quelconque, mais bien de l'indépendance. Il s'avérait une fois de plus que le mouvement tchécoslovaque de Bohême et celui des pays Alliés poursuivent le même but, qu'ils ont de même nature antiautrichienne, démocratique et antiallemande.

Il convient de noter encore, à cause de son importance capitale dans l'histore politique des Tchécoslovaques, un des points de la déclaration des députés tchèques au Reichsrat. *Ils y proclamaient leur désir d'être unis aux Slovaques*, et cette proclamation a été faite d'accord avec les Slovaques eux-mêmes. Une lutte à mort était, par là, déclarée aux Magyars. Les Tchèques ne pouvant, vu la situation de la Bohême, revenir sur cette décision, c'est la fin de la Hongrie actuelle.

C'est une ère nouvelle dans la politique tchèque. Les Tchèques pensaient toujours aux Slovaques, mais ils ne croyaient pas pouvoir obtenir à la fois l'unification et l'indépendance. Les événements actuels leur ont été plus favorables qu'ils ne l'espéraient. Du reste, les Slo-

vaques l'ont compris, et commencent à faire eux aussi des difficultés aux Magyars, qui répriment avec brutalité toutes leurs tentatives d'action commune avec les Tchèques.

*
**

Telle est l'évolution de la politique tchécoslovaque pendant la guerre. On le voit, elle n'a jamais eu, au fond, le moindre fléchissement ou la moindre hésitation. Les Tchèques se sont rangés d'emblée du côté de l'Entente. Ils ont poursuivi cette politique dans les jours les plus difficiles pour l'Entente. Ils ont aujourd'hui une telle force qu'ils arriveront certainement à briser finalement le joug qui pèse encore sur eux. Ils collaboreront ainsi, au dernier moment, et efficacement au désastre des Empires Centraux. A l'intérieur, la Monarchie souffre déjà terriblement de leur lutte. Nous recevons toutes les semaines des nouvelles de Bohême. Elles nous décrivent la situation comme critique au point de vue autrichien. Elles nous disent la foi inébranlable de la population tchécoslovaque dans la victoire complète. Elles nous font prévoir qu'au moment décisif l'Autriche ne sera plus capable de résister au désastre définitif provoqué avant tout par la décomposition intérieure. Elle n'aura plus la force de contenir une population qui pendant trois ans s'est préparée pour ce moment décisif.

Ainsi les Tchécoslovaques ont remis définitivement leur sort entre les mains de l'Entente. Les députés tchèques l'ont déclaré publiquement au Reichsrat, et les journaux d'Allemagne l'ont, à plusieurs reprises, constaté avec fureur.

Est-il possible de ne pas réaliser les espérances d'un peuple de dix millions d'habitants, qui a eu une telle conduite durant trois années de guerre? Est-il possible de ne pas comprendre ses revendications et de ne pas se rendre compte de ses désirs, après tout ce qu'il a fait en Autriche et dans les Pays de l'Entente? *Est-il*

possible de manquer à la parole qu'on lui a donnée par la note au président Wilson et qui a été la raison décisive de son action publique contre les Empires Centraux, malgré les terribles sacrifices qu'il devait subir ? Est-il possible de ne pas apprécier ses efforts, surtout quand sous peu *l'armée tchécoslovaque, combattant à côté des Alliés, s'exposera à de nouveaux sacrifices pour arriver à l'indépendance et à la liberté désirées?* Est-il possible enfin d'abandonner des amis si sûrs, si sincères et si éprouvées, au moment où il suffirait d'être seulement un peu adroit et de continuer à donner aux Tchécoslovaques restés dans les Pays Tchèques l'appui moral grâce auquel ils finiront tout seuls par détruire complètement l'édifice délabré de la Monarchie dualiste?

Les choses en sont aujourd'hui à un point tel que fatalement, inéluctablement, cette guerre apportera aux Tchécoslovaques la définitive et pleine réalisation de leurs aspirations nationales.

Edouard Benes.

L'Albanie dans la politique européenne.

L'Albanie occupe tout l'espace entre la Macédoine et l'Adriatique, entre le Montenegro et la Grèce. Elle forme, par sa masse montagneuse, un énorme château fort qui domine d'un côté la côte Adriatique, de l'autre la série de bassins fermés qui constituent la Macédoine occidentale. Historiquement elle a toujours été un pôle de répulsion ; les civilisations se sont développées autour d'elle, sur la côte de l'Adriatique ou dans les vallées macédoniennes, jamais sur ses plateaux dénudés et sauvages. Le caractère géographique du pays, l'absence de routes naturelles et de voies navigables, l'enchevêtrement de ses montagnes abruptes, stériles ou couvertes d'un épais maquis de chênes rabougris, sa pauvreté en ressources de toutes sortes, en ont fait une sorte de conservatoire des vieilles populations et des mœurs antiques. La population albanaise d'aujourd'hui est encore, à beaucoup de points de vue, ce qu'elle était aux temps anciens. A l'époque romaine, l'Albanie était traversée par quelques routes très fréquentées qui étaient, jusqu'à la guerre actuelle, les seules voies à peu près carrossables de la région. La *via* Egnatia, entre Dyrrachium (Durazzo) et Thessalonique (Salonique), était la grande route qui conduisait en Grèce et en Orient les armées et les marchands. Il est probable que les montagnards ne furent jamais très profondément latinisés puisqu'ils ont gardé leur langage ancien. De fait, il n'y a peut-être pas en Europe de population plus particulariste et plus rebelle à toute assimilation (1).

(1) Sur l'Albanie et les Albanais, voir notre ouvrage : *L'Europe et la Jeune Turquie*, Chapitre VI. Perrin 1911, 1 volume in-8°.

Avec les grandes invasions, arrivèrent les Slaves, qui submergèrent l'Albanie et atteignirent la mer ; la domination serbe, au temps d'Étienne Douchan, s'étendit jusqu'à la mer, mais elle ne laissa dans le pays que des colonies qui, plus tard, se replièrent vers l'Est ; les Albanais gardèrent leur personnalité. Ils luttèrent avec leur héros national Scanderbeg contre l'invasion turque ; après sa mort ils durent subir le joug et une grande partie d'entre eux adopta l'Islam. Les Albanais y gagnèrent de pouvoir, même sous le régime turc, garder une indépendance relative et conserver le droit de porter des armes. Musulmans, catholiques ou orthodoxes, ils demeurèrent fidèles à leur organisation par familles, clans, tribus et groupes de tribus. Trop pauvres pour vivre nombreux dans leurs montagnes, ils prirent l'habitude d'aller à Constantinople et dans les grandes villes de l'empire s'engager au service des Sultans. Ils formèrent des corps d'élite dans les armées ottomanes et nombreux furent ceux d'entre eux qui s'élevèrent aux plus hauts honneurs, jusqu'au grand-vizirat. Protégés par les Sultans, ils devinrent, tout en gardant une certaine indépendance, les instruments de la domination turque en Macédoine et les ennemis héréditaires des Slaves. Sur la raïa serbe, les Albanais possédaient l'avantage d'être armés et bien en cour auprès des fonctionnaires turcs ; ils empiétèrent peu à peu sur le pays peuplé de Slaves, les refoulant ou les albanisant. En maints endroits, le Serbe pour échapper à la balle de l'Arnaoute et acquérir le droit de porter lui aussi des armes, se fit musulman et prit le costume albanais.

Le long de l'Adriatique, l'avance albanaise s'arrêta net au pied des montagnes de la Tchernagora ; les Serbes monténégrins se défendirent énergiquement sur leurs hautes terrasses et maintinrent leurs positions ; la Bojana et le lac de Scutari marquent la limite entre les deux peuples. Entre Albanais et Monténégrins, tout est différent, la race, la langue, la religion, les mœurs ; la rivalité et la guerre devinrent traditionnelles et endémiques entre les tribus de la frontière ; les Monténé-

grins descendaient pour opérer des razias dans la plaine et les Turco-Albanais les poursuivaient jusque dans leurs montagnes ; l'état de vendetta, de guerilla, devint permanent aux confins des deux races.

Du côté de la Macédoine et de la Vieille Serbie, au contraire, les Albanais, avec l'appui avéré des fonctionnaires turcs, n'ont cessé d'avancer et de refouler les Slaves. Souvent on les voyait arriver, individuellement ou par petits groupes, dans un village chrétien, réclamer, le fusil à la main, l'hospitalité, s'installer dans une maison slave, sur des champs slaves, parler et agir en maitres, et bientôt expulser ou tuer l'ancien propriétaire. Réclamations ou procès étaient inutiles : l'Albanais avait toujours raison. C'est ainsi que, par une lente infiltration, les Albanais arrivèrent à dominer dans la Métochia et même dans le Kossovo. Souvent le berger ou le cultivateur chrétien désarmé servait de cible à l'Albanais qui pillait son troupeau ou sa récolte. Si, par hasard, les chrétiens exaspérés tentaient une vengeance, ou si un fonctionnaire turc, ami de l'ordre, tentait de mettre à la raison le fier seigneur Arnaoute, celui-ci se réfugiait dans son *coulé,* derrière les créneaux de sa tour fortifiée ; mais en général le chrétien se soumettait et le Caïmakan (sous-préfet) partageait avec l'Albanais le profit de ses rapines. Dans les années de troubles qui précédèrent la révolution turque et la guerre de 1912, les Albanais pénétrèrent ainsi jusque dans la vallée du Vardar, et même franchirent ce fleuve. Cette migration albanaise était presque uniquement musulmane, les Albanais catholiques du Nord (Malissores, Mirdites, etc.) restant dans la région de Scutari, et les Albanais orthodoxes demeurant dans la région méridionale où ils sont en lutte avec les éléments helléniques.

Les phénomènes de migration albanaise et de recul des Slaves, qui constituent un chapitre si curieux des rivalités ethniques dans la péninsule des Balkans, ont été étudiés de très près par le professeur Cvijic, de

l'Université de Belgrade (1), et par le regretté Gaston Gravier, lecteur français à la même Université, mort au champ d'honneur pendant cette guerre (2). Aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, au temps de la dynastie serbe des Némanides, la Métochia et le Kossovo étaient en pleine prospérité; les marchands de Venise et de Raguse y venaient chercher les produits d'un sol fertile et de riches mines. C'est l'époque où la piété d'Etienne Douchan et de ses successeurs élevait les superbes monastères de Detchani et de Gratchanitza. Après le désastre de Kossovo (1389), une grande émigration serbe se dirigea vers le nord pour échapper à la domination turque; il en résulta dans le pays une première migration de colons albanais. Les Serbes, pour résister à l'envahisseur, adoptèrent la forme de vie communautaire en Zadrugas, ou familles agrandies, groupées autour d'un chef, chaque maison abritant jusqu'à 50 ou 60 personnes.

En beaucoup d'endroits les Serbes, pour échapper à la balle et aux exactions du *bey* albanais, se firent musulmans et adoptèrent le costume et les mœurs de leurs persécuteurs. Dans la Métochia, plus proche de la Haute Albanie, les Serbes se sont réfugiés au pied de la muraille montagneuse qui ferme à l'ouest et au nord la haute plaine; ils s'y groupent, par petits villages de 10 à 20 maisons au plus, dans la région d'Ipek ; « leurs petites maisons se serrent les unes contre les autres, avec leurs toits de chaume, sans cheminées, avec leurs doubles portes qui se font face pour assurer toujours une issue en cas d'attaque; elles offrent un contraste saisissant avec les *coulé* albanais, superbes et isolés ». Les chefs de grandes familles albanaises ont été, jusqu'à la guerre de 1912, les vrais maîtres du pays; les murs de leurs châteaux forts abritaient parfois jusqu'à une centaine de gens armés avec lesquels ils terrorisaient les pays slaves. En 1900, la ville d'Ipek,

---

(1) Voir notamment le précédant numéro de cette revue.

(2) Voir notamment l'article de G. GRAVIER : *La Vieille Serbie et les Albanais* dans la *Revue de Paris* du 1^er^ novembre 1911.

ancienne métropole religieuse des Serbes, sur 2.258 maisons, en comptait 519 habitées par des Serbes orthodoxes, 334 par des Serbes islamisés parlant les deux langues serbe et albanaise, 1.204 par des Albanais musulmans et 130 par des Tziganes. Prizrend qui, vers 1840, était encore pour quatre cinquièmes serbe, était devenue, en 1900, pour quatre cinquièmes albanaise et ne comptait plus que 4.350 Serbes orthodoxes sur 30.285 habitants.

Dans le Kossovo, l'élément serbe a un peu mieux résisté; il formait, avant 1912, une bande qui s'allongeait dans l'axe de la plaine, rejoignant au nord la masse serbe du Sandjak de Novi-Bazar, mais enserrée à l'est et à l'ouest par deux longues zones albanaises parallèles qui menaçaient peu à peu de l'étouffer. Après le traité de Berlin, 30.000 Albanais, qui vivaient dans les régions turques cédées à la Serbie, vinrent s'établir dans le nord du Kossovo et se vengèrent, par des pillages et des meurtres, de l'exil auquel les avaient contraints les Serbes du royaume. Beaucoup de Serbes allèrent chercher la sécurité au-delà de la frontière. Gaston Gravier estimait en 1911 à 260.000 le total des Serbes vivant au nord du Char-Planina. De ce nombre très peu étaient propriétaires du sol qu'ils cultivaient; la plupart labouraient comme colons ou serfs la terre du *bey* ou de l'*agha* albanais. En Macédoine, la situation des Slaves était moins précaire, mais d'une façon générale ils reculaient devant l'infiltration albanaise.

Dans les années qui précédèdent la guerre 1912, les Albanais se firent de plus en plus les fourriers de l'influence autrichienne. Les journaux austro-hongrois étendaient couramment l'appellation d'Albanie à toute la Vieille-Serbie. Mais la révolution turque, favorisée d'abord par les Albanais, ne tarda pas à entrer en lutte avec eux. Ce fut sa perte. La masse musulmane des Albanais était, dans la péninsule, comme le clou solide auquel s'accrochait la domination turque ; du jour où les campagnes de Turkhan-pacha et de Djavid-pacha eurent ravagé les hautes vallées albanaises, détruisant

les *coulé*, faisant tomber des têtes albanaises, les Turcs cessèrent de trouver un appui parmi les Arnaoutes. En vain le Sultan fit, au printemps 1911, le voyage du Kossovo pour se concilier leurs sympathies; il ne fit qu'accroître la haine des Serbes sans réussir à apaiser les rancunes des Albanais. Quand survint la guerre de 1912, la bataille de Koumanovo vit d'un seul coup s'écrouler la domination turque en Macédoine, en Vieille Serbie et en Albanie.

Ici commence une phase toute nouvelle de l'histoire du conflit séculaire des Serbes et des Albanais. Du désastre de Kossovo, en 1389, à la victoire serbe de Koumanovo en 1912, c'est l'ère de la domination musulmane ; les Serbes luttent péniblement contre leurs oppresseurs arnaoutes; ils émigrent ou se font eux-mêmes musulmans ; ils ne parviennent à survivre en tant que peuple que grâce à leur extraordinaire prolificité, à leur organisation communautaire et à une émigration descendue de la Tchernagora et du Sandjak de Novi-Bazar. Mais, depuis 1912, une ère nouvelle a commencé dans laquelle la guerre actuelle ne sera même pas une interruption puisqu'elle ne rétablira pas la domination turque en Macédoine et en Vieille-Serbie. Je me trouvais, au printemps 1914, dans ces régions; partout, à Pristina, à Ferizovich, à Skoplie (Uskub), on voyait des trains remplis d'Albanais émigrants; ils refusaient avec obstination de vivre égaux dans un pays dont ils avaient été les maîtres et les oppresseurs; et ils s'en allaient vers Stamboul et l'Anatolie pour fuir les revanches de l'histoire.....

*
**

L'hostilité permanente des Albanais contre les Slaves a, dans la politique actuelle, des repercussions importantes.

Jusqu'à ces dernières années, l'Albanie était restée impénétrée, interposant comme un écran opaque sa masse montagneuse et ses populations inhospitalières entre l'Italie et la Macédoine. A quelques heures des côtes ita-

liennes, l'Albanie, sous la domination turque, restait aussi fermée à la civilisation et au commerce européen que la côte marocaine du Rif. L'Autriche et l'Italie, alliées, étaient d'accord pour ne pas soulever la question albanaise qui ne pouvait manquer de devenir, entre elles, un brandon de discorde. Mais, la révolution turque et la guerre de 1912 firent entrer l'Albanie dans la grande histoire et mirent en relief l'importance qu'elle doit naturellement à sa position géographique. Du haut de ses montagnes, comme du haut d'un épais bastion, elle commande la grande route de Belgrade à Salonique par la Macédoine, elle domine les ports de l'Adriatique et les voies qui y conduisent. On savait, depuis longtemps, à Vienne, que l'on ne tiendrait jamais solidement le chemin de Salonique si l'on ne s'assurait d'abord de l'Albanie ; on connaissait la valeur de ces populations sauvages; on les regardait comme des alliées futures qui auraient l'avantage de prendre à revers la masse serbe; une propagande largement subventionnée travaillait les tribus, particulièrement les tribus catholiques du Nord, Mirdites et Malissores. De son côté la politique italienne avait ses visées sur l'Albanie; elle ne pouvait sans péril permettre aux Autrichiens de s'y établir et de tenir par là toute la côte orientale de l'Adriatique, y compris Valona. Le statu quo en Albanie était une condition formelle de l'alliance austro-italienne. La propagande italienne contrebattait en Albanie la propagande autrichienne, les « lire » de Rome y livraient bataille aux « couronnes » de Vienne. Les Arnaoutes, eux, touchaient des deux mains, mais gardaient leur particularisme farouche et leur esprit d'indépendance irréductible. Bien qu'ils aient trois religions, plusieurs dialectes, des luttes violentes entre tribus, les Albanais, qu'ils soient Guégues ou Tosques, n'en ont pas moins une notion instinctive de leur unité ethnique qui, en ces dernières années, s'est précisée jusqu'à prendre la forme d'un sentiment national en voie de développement.

Pendant la guerre de 1912, les troupes serbes, à la

poursuite des Turcs battus à Monastir, traversèrent l'Albanie, soumirent les tribus et parvinrent jusqu'à Durazzo. L'Autriche s'émut. L'intervention diplomatique de Vienne et de Berlin fit admettre par l'Europe qu'une Albanie indépendante serait créée. Les conséquences de cette faiblesse de l'Entente furent très graves. La Serbie perdit l'espoir d'atteindre la mer Adriatique et de trouver le débouché dont elle a besoin ; dès lors sa politique tendit à chercher ce débouché vers la mer Egée par une entente avec la Grèce contre la Bulgarie à qui le traité serbo-bulgare de 1912 attribuait la plus grande partie de la Macédoine. Le traité d'alliance de mai 1913 entre la Grèce et la Serbie consacre cette situation nouvelle d'où sortit la rupture de l'entente balkanique et la guerre serbo-bulgare de juin 1913.

La conférence des ambassadeurs à Londres a proclamé le 10 avril 1913 l'indépendance de l'Albanie et a fixé son « Statut organique ». L'Entente poussa même l'amabilité à l'égard de l'Autriche jusqu'à accepter son candidat au trône d'Albanie : ce fut l'inénarrable prince Guillaume de Wied qui devint « mbret ». L'Europe lui fit rendre la ville de Scutari dont la prise avait coûté tant d'héroïsme et de sang aux Monténégrins. L'Albanie, à peine indépendante, devenait, entre les mains des hommes d'Etat autrichiens, une arme dirigée contre cette Grande Serbie que les guerres de 1912 et de 1913 avaient commencé de réaliser.

Mais si la souveraineté, qui devait être si éphémère, du prince de Wied sur l'Albanie fut reconnue sans peine par l'Europe, elle ne le fut pas aussi aisément par les Albanais eux-mêmes. Chaque région voulait donner un chef au nouvel Etat, et surtout garder ses privilèges et son autonomie locale. C'est alors qu'on vit s'élever au premier plan Essad-pacha Toptani. Il appartient à une ancienne et puissante famille de la région de Tirana et d'Elbasan. Il a fait sa carrière en Turquie et, durant la guerre de 1912, il était général et servait à Scutari comme second d'Izzet-pacha, puis

comme commandant en chef. Après la chute de la domination turque, il resta dans son pays d'origine et ne tarda pas, grâce à sa haute intelligence et à son énergie, à y prendre une grande influence surtout sur les musulmans de l'Albanie centrale. Il consentit cependant par patriotisme à servir le prince de Wied et devint son ministre de la guerre et de l'intérieur. Le bon accord ne dura guère. Le prince et la princesse donnaient leur confiance au ministre d'Autriche Lœwenthal, tandis que les sympathies d'Essad étaient pour la Serbie et l'Italie. Un beau jour, le 19 mai, le « mbret » fit tirer une batterie de canons, commandée par des officiers autrichiens, sur la maison d'Essad qui n'échappa que par hasard et se rendit. L'intervention du ministre d'Italie lui permit de se retirer de l'autre côté de l'Adriatique. Sa revanche n'allait pas tarder à venir.

Survint la grande guerre. Le prince de Wied disparut le 3 septembre 1914 et, à partir du 6 octobre, Essad exerça le pouvoir en Albanie en qualité de Président du gouvernement. M. Venizelos et M. Pachitch, ainsi que tous les gouvernements alliés, le reconnurent et lui prêtèrent leur appui. Rejetant toutes les sollicitations de Vienne et de Sofia, Essad, sans défaillance, resta fidèle au parti que ses sympathies et l'intérêt de son pays lui avaient fait adopter. Il eut à lutter contre les intrigues autrichiennes qui excitaient contre lui les catholiques du Nord, et contre les appels turcs à la guerre sainte qui soulevèrent plusieurs tribus musulmanes. Assiégé dans Durazzo, il fut délivré par une intervention énergique de l'armée serbe (hiver 1915). Quand, en octobre de la même année, l'armée serbe dut opérer sa terrible retraite à travers les montagnes albanaises, c'est à la fidélité d'Essad et à son loyal concours qu'elle dut de n'être pas anéantie par les tribus albanaises dont un petit nombre seulement se montrèrent hostiles. Essad accueillit à Durazzo le prince Alexandre et ce fut lui encore qui, au moment où les Italiens décidèrent, ...(Censuré).....

d'abandonner Durazzo, protégea la retraite et tira les derniers coups de fusil avant de se retirer en Italie avec ses fidèles partisans. De là, Essad passa à Salonique où il reste prêt à seconder les efforts des alliés si leurs troupes venaient à pénétrer en Albanie. Il est toujours, en droit, le chef légitime du gouvernement albanais reconnu par les alliés, à telles enseignes que le gouvernement français a maintenu, auprès de lui, une mission diplomatique confiée au vicomte de Fontenay.

***

Un événement nouveau est venu récemment modifier l'aspect de la question albanaise. Le 3 juin, jour anniversaire du Statuto, le général Ferrero, au nom du roi d'Italie, lançait solennellement, à Argyrocastro, une proclamation au peuple albanais ; l'Albanie, y était-il déclaré, verra réaliser son unité et son indépendance « sous l'égide et la protection de l'Italie ».

Que signifie cet acte du cabinet de Rome ? L'Albanie est occupée presque entièrement par les troupes autrichiennes et bulgares, mais, en droit, son indépendance et son unité sont reconnues et son statut politique établi par la Conférence de Londres de 1913. M. Sonnino, dans son discours du 21 juin, a donné quelques explications : il ne nomme pas Essad, mais il promet aux Albanais que, selon les principes communs à tous les alliés, les Albanais auront le droit de se donner, *à l'intérieur*, le gouvernement de leur choix. Le ministre italien des Affaires étrangères a ajouté que la proclamation du 3 juin ne signifie pas que l'Italie veuille établir son « protectorat » sur l'Albanie ; il a pris, a-t-il dit, le mot « protection » dans le sens du dictionnaire sans tenir compte de son acception diplomatique. Comme le cabinet de Rome n'a pas parlé pour ne rien dire, la proclamation signifie donc que l'Italie n'entend laisser à aucune autre puissance le soin de protéger l'Albanie, c'est-à-dire, de la défendre, de l'aider dans son développement économique et dans son organisation politi-

que : le discours de M. Sonnino ne laisse pas de doutes à cet égard. Il a, en outre, l'avantage de dissiper le malentendu qui aurait pu se produire si certains de nos alliés, les Russes et les Américains notamment, y avaient découvert une entreprise de conquête et un attentat à la liberté des petites nations. Il est entendu maintenant que tel n'était pas le sens de la proclamation. On se demande alors à quoi elle servait.

L'Albanie est le point de passage nécessaire pour que le commerce et la civilisation italienne puissent pénétrer dans les Balkans. Rien donc de plus naturel que la volonté des Italiens de n'avoir pas, en face de leurs côtes, une puissance hostile, et même d'y posséder des bases navales, telles que Valona, qui compensent, pour eux, l'infériorité où les place la configuration de leurs côtes basses, sans anfractuosités et sans ports. Il est légitime, et même nécessaire, que le gouvernement italien ait le ferme dessein d'empêcher l'Albanie de rester en des mains ennemies ; il aurait été peut-être, pour cela, plus expédient de l'empêcher d'y tomber quand il en était temps. Que l'influence italienne soit prépondérante dans une Albanie libre, les alliés n'y ont pas d'objection, au contraire ; mais il faut, dans l'intérêt de l'Italie et de la paix générale, que la déclaration du 3 juin soit la préface d'une politique d'équilibre qui assure aux Serbes un débouché sur l'Adriatique et le respect de leur nationalité là où elle est prépondérante. Il est temps d'en finir avec ces polémiques irritantes et intempestives qui ont mis trop longtemps aux prises les journaux nationalistes italiens et la presse serbo-croate.

L'Albanie rentre à peine dans la grande histoire et dans le mouvement de la civilisation européenne ; mais sa population énergique, intelligente et fière lui assurera une place importante dans cette confédération des Etats démocratiques des Balkans dont la réalisation est peut-être moins éloignée qu'on ne le pense.

René Pinon.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

J. S. MACHAR.

[La littérature tchèque contemporaine compte de nombreux écrivains. Les poètes y abondent et beaucoup mériteraient que l'on traduisit leurs œuvres en français. Il n'en est pas un, peut-être, de plus intéressant pour nous que Machar. Sans se restreindre au nationalisme exclusif que l'on vit briller au XIX[e] siècle dans la littérature tchèque, il résume admirablement les tendances de sa nation. Sans ouvrir toutes grandes à l'influence étrangère les portes de son inspiration, il y laisse souffler le vent des grandes idées qui dominent le monde.

J.-S. Machar est Tchèque et bien Tchèque. Il l'est d'autant plus que, né dans une ville de province, il s'est vu, de bonne heure, transplanté dans un milieu allemand, à Vienne, où son amour pour la Bohême natale a grandi de toute sa nostalgie. « J'éprouve de la nostalgie, écrit-il en un sonnet. Je garde en mon âme ce qu'ici j'ai apporté de mon pays: le ton d'amertume, la douce élégie que mon pays natal exhale au loin. Cette élégie résonne dans nos plaines, dans nos forêts, dans nos villes, dans nos villages, dans nos cimetières... J'éprouve de la nostalgie: dès l'aube cette élégie chante en mon âme, cette amertume s'est fondue dans mon sang. Et Vienne l'accompagne de ses valses! »

C'est ce goût pour l'élégie et ce fond d'amertume qui ont conduit le poète à étudier, dans des œuvres comme *Magdalena* ou *Ici devraient fleurir des roses*, le triste sort de certaines femmes; qui l'ont porté à méditer dans *Golgotha*, le douloureux problème qui se pose à l'homme d'aujourd'hui : croire ou ne pas croire. L'amertume, chez Machar, prend souvent aussi une autre forme: l'ironie. Elle perce dans son *Tristium Vindobona* où apparaît son pur patriotisme agrandi par la frivolité de Vienne. Elle se fait plus mordante dans les feuilletons qu'il donne régulièrement au quotidien *Cas*, de Prague, dans lesquels les ciseaux de la censure autrichienne taillent souvent. Dans la capitale des Habsbourgs, il voit l'Autriche à l'œuvre et, de la pointe acerbe de sa plume, il la cloue au pilori. Il a aussi le recul favorable pour juger les mesquines querelles politiques qui agitent sa nation, ou le vide

d'un nationalisme déclamatoire. Il n'hésite pas à crever d'un coup de plume les phrases boursouflées des rhéteurs, à refroidir d'une douche d'ironiques invectives les faux enthousiasmes ou les fâcheuses ardeurs des partis.

Il y a, dans cette tendance à l'ironie, à la fois du Voltaire, du Renan, du Heine et, parfois, du Musset. C'est que Machar avait lu Vrchlicky, ce génie qui avait su faire passer en Bohême un si large courant d'influence étrangère. C'est, aussi, que Machar se sentait à l'étroit dans ce milieu de nationalisme fermé où la littérature tchèque avait planté ses racines. Il alla donc, dans une *Excursion en Crimée*, se tremper aux sources russes du slavisme. Il alla réchauffer son âme *Aux rayons du soleil hellénique* pour, plus tard, affermir ses haines cléricales dans un voyage à *Rome*. Ensuite, l'esprit plus large, plus ouvert aux aspirations de l'humanité, il s'efforça de compléter la *Légende des Siècles* en montrant « la conscience des siècles » dans les *Barbares*, les *Flammes du paganisme* et les *Apôtres*. Quelque influence qu'aient eue sur lui les étrangers, Machar reste profondément Tchèque et les plus belles pages de ses dernières œuvres sont celles où il conte les épopées religieuses que le hussitime créa dans l'histoire de sa patrie.

Machar est, en résumé, un solide écrivain; ses idées d'homme moderne, de démocrate sincère, le classent parmi les grands poètes et si, à côté de poèmes d'une harmonie supérieure, il n'avait parfois des vers prosaïques, il serait un poète parfait. Tel quel, il mérite plus qu'une attention passagère. Il faut l'avoir lu; il faut le méditer.

Jules Chopin.]

La Gloire de l'Autriche.

I

De la gare François-Joseph, à Vienne, je gagnai Wetzdorf en une heure et demie par train omnibus.

Wetzdorf est un petit village parmi des clos de vigne. Tout proche la gare, le château se cache dans un verger touffu, d'où émergent seuls le toit de tuiles et une tourelle. Je laissai le château sur la gauche pour monter vers le parc par un chemin boueux. Plusieurs marches usées, cassées. Après quoi s'ouvre une longue avenue de vieux mélèzes. Une allée de statues la double intérieurement : bustes de fonte se faisant vis-à-vis sur des socles de pierre moussus, à quelques pas les uns des autres. La voûte sombre des mélèzes diminue la lumière, la rend mélancolique ; les aiguilles tombées depuis plusieurs années font un tapis brun pâle qui craque sous les pas. Les bustes se regardent, une expression naïve sur leurs faces noires, de ressemblance douteuse. Chacun a heureusement son épigraphe : Shakespeare s'apparie à Molière; Mozart, à Haydn, Gœthe, à Schiller; Leibniz, à Newton ; Talma, à Garrick. Mais je n'avais cure de ces célébrités ; je poursuivis sans retard, indifférent à ce qui n'était point « la gloire de l'Autriche..... »

Le craquement des aiguilles continuait sous mes pas. La montée s'accentuait. Puis les bustes cessèrent, ainsi que les mélèzes. Une barre jaune et noire ferme la route aux voitures; un passage latéral est ménagé pour les piétons. A gauche, un poteau également jaune et noir porte un écriteau : « *K. K. Heldenberg* », « Mont Impérial-Royal des Héros ». Je pénétrai. De chaque côté, des arbres bas, mal alignés. De distance en distance, des socles de grès moussus, disposés deux par deux, mais sans effigies. Le chemin, maintenant sablé, montait toujours.

Je m'arrêtai soudain, ébaudi de ce que je voyais. Peu de choses m'ont fait aussi comique impression. Il semble, au premier abord, que, sur une vaste esplanade sablée, sont établis deux carrousels. Au lieu de barques et de chevaux de bois, des bustes de toutes sortes paraissent virer autour de deux énormes colonnes surmontées d'une femme, une couronne à la main. Ces bustes, à vrai dire, ne sauraient tournoyer, fixés qu'ils sont sur des socles lourds. Socles et bustes sont soigneusement enduits d'une peinture jaunâtre. La femme qui se tient au sommet de chacune des colonnes est la déesse Gloire; elle couronne de laurier les crânes revêtus de jaune. J'étais donc au K. K. Heldenberg.....

Comme j'allais me glisser entre les héros, je vis sur la gauche, dans un boqueteau, une tombe entourée d'une grille : Constantin baron d'Aspre. 1850.

— Ha! ha! Feldzugmeister (1), le soudard qui s'illustra sur les divers champs de bataille d'Italie et mourut à Padoue. L'archiduc Albert fit transporter le corps ici, près de Radetzky et de Wimpffen, afin que les vieux camarades fussent réunis même après leur mort. — Passons.

Une exacte symétrie règle l'agencement. Colonne de la Gloire, flanquée de quatre sapins; à l'entour, cercle de bustes; au-delà, en pied sur son socle, un général chauve en grès enduit de rouge. Et un côté reproduit l'autre, rigoureusement. Une maison spacieuse fait fond sur une terrasse. Un large perron y accède. Une balustrade, en bordure de façade, porte des bustes, rien que de généraux. Sur chacun des côtés, de même, une balustrade, des bustes de généraux. Avant que l'on gravisse les marches, une statuette de la muse Clio appelle l'attention ; sur le piédestal se développe cette définition classique : « L'armée est la réunion des hommes qui prêtent leur force, afin de faire respecter les lois à l'intérieur comme à l'extérieur ». Texte allemand, il va de soi : « *Die Armee ist die Vereinigung jener Maenner,* etc..... »

Je m'approchai du carrousel de gauche. Sur le socle de la colonne où s'érige la Gloire, aux quatre faces du dé, des noms sont gravés en lettres d'or, — les noms des chevaliers de l'ordre

(1) Maréchal de camp.

de Marie-Thérèse, qui méritèrent cette distinction pendant la campagne d'Italie, 1848-1849. La gloire de l'Autriche..... Qui aujourd'hui connaît ces noms?

J'examinai les bustes enduits de jaune. Généraux aux moustaches conquérantes, caporaux, simples soldats, tous réunis. Benedek en général-major, futur héros tragique de 1866 ; lieutenant-colonel Kopal, défenseur de Santa Lucia ; d'Aspre, dont je venais de voir la tombe ; et, parmi eux, les visages sincères, plébéiens des sous-officiers, des sans grade. Quelques noms tchèques sous des faces bien tchèques. Vous tous qui, là-bas, sous le ciel bleu de l'Italie, risquâtes votre vie pour « votre grande patrie », qui opposâtes vos poitrines à l'inéluctable volonté de l'Histoire, visage peinturés de jaune, quel sens a eu votre vie? Perdue, la Lombardie; perdue, la Vénétie. Et pourtant tant d'ossements y gisent ; la terre y a bu tant de sang ! Vous garottâtes un pays, vous assassinâtes la liberté d'une nation contre laquelle vous n'aviez nul grief, que vous ne connaissiez pas, dont les désirs étaient pour vous lettre morte. — Résultat? Aujourd'hui, rien d'autre qu'une simple phrase, dans un livre d'histoire, sur la gloire des armes autrichiennes! Pas davantage.

Je m'approchai du général en pied, colorié de rouge. Maréchal Radetzky! L'orgueil de l'Autriche au dix-neuvième siècle, sur le piédestal: « Soldats, la lutte sera courte. Une fois encore, suivez votre vieux chef à la victoire! » La lutte, en effet, ne dura que six jours et renversa Charles-Albert de son trône. Le maréchal mourut en 1858. Un an plus tard, l'Autriche était dépossédée de la Lombardie si furieusement défendue par le nonagénaire Radetzky; huit ans après, de la Vénétie.

Sur la balustrade courant devant la maison: Daun, le prince Eugène, l'archiduc Charles, Laudon..... Sur combien de milliers de vies fut fondée leur gloire?

J'allai au carrousel de droite. Sur le socle de la colonne où s'érige la Gloire, aux quatre faces du dé, des noms sont gravés en lettres d'or, — les noms des chevaliers de l'ordre de Marie-Thérèse, qui méritèrent cette distinction pendant la campagne de Hongrie, 1848-1849. En tête le maréchal russe Paskiévitch.

Je regardai les bustes. Haynau, « le chien sanguinaire d'Arad », que Radetzky disait avec raison, être « tranchant

comme un rasoir. A remettre dans l'étui, sitôt après usage! » Knitchanine, « le héros serbe » ; Constantin, grand-duc de Russie et amiral ; le borgne Schlick. Puis toute une série de sous-officiers, de simples soldats, — bourreaux inconscients de la liberté hongroise..... Les douleurs de l'année 1849 ont aujourd'hui leur conclusion. Aujourd'hui la Hongrie commande non seulement chez elle, mais en Autriche. Aujourd'hui les Magyars ont acquis plus qu'ils n'avaient rêvé; leur sang n'a pas coulé inutilement comme le sang italien.... Et l'Autriche? Qu'a-t-elle aujourd'hui de ces luttes? — De la gloire.... Quelques bustes au Heldenberg.

Le général en pied, ce courtaud ventru en grès colorié de rouge, est Wimpffen. Maximilien baron Wimpffen qui prit part à nombre de batailles, débutant en 1787 pour finir par les guerres de Napoléon. Il commanda ensuite les gardes du corps et mourut maréchal en 1854.

Je montai le perron et regardai dans la maison. De petites chambres pour invalides, officiers et hommes de troupe ; elles sont inoccupées ; les invalides sont morts sans que nul les remplace. Tout était ouvert. Les plumes plongent encore dans les encriers, mais pas une âme. Je traversai les pièces et j'entrai dans la cour où sont les écuries. Un chien à l'attache aboya rageusement. Des canons de fer s'alignent en ribambelle ; ils portent la marque « *Sigl in Wien* », la date de 1847; un petit nombre, la date de 1852. Cette quincaille trouvait emploi dans les occasions solennelles: veille de 18 août, anniversaires de quelques glorieuses batailles. Coutume abandonnée. La rouille ronge les canons.....

De l'esplanade aux carrousels partent vers la droite trois allées de bustes, ceux-ci en fonte. Je m'engageai dans la première. Nouveau chapitre de la gloire de l'Autriche! Chapitre un peu vieilli. Au moins devrait-il subsister dans la mémoire de ceux qui y figurent, de leur descendants pour qui vivent également les actions de naguère, les douleurs d'aujourd'hui..... Dampierre, Pappenheim, Tilly, Aldringen, Gallas, Waldstein..... Heureuse l'Italie, heureuse la Hongrie. Car ici (on le sent) des comptes sont à régler ; ici, la justice fait, jusqu'à présent, défaut à l'histoire ; Némésis n'a pas encore parlé..... Ces gens sont en armure, plus

ou moins semblables les uns aux autres. Leur société, du reste, me pesait ; je revins sur mes pas et suivis l'allée du milieu. Les Habsbourg chefs de la monarchie y ont tous leur piédouche, à commencer par Rodolphe I^er^, couronne en tête, barbe très bien peignée. Puis deux Albert, quelques Frédéric. Une série de Ferdinand (le II, mon bel ami, est trop idéalisé ; le pauvre IV, lui, donne la franche impresion d'être « le Bienfaisant »). Et des Léopold, et François II, et autres. Au rond-point, François-Joseph en pied, représenté à dix-huit ans, lorsqu'il prit le pouvoir. Dans la troisième et dernière allée, des seigneurs en armure ; les uns portent perruque ; d'autres portent la queue ; d'autres enfin, les cheveux longs, libres sur les épaules. C'est la toute vieille gloire de l'Autriche. Piccolomini, Montecuccoli, Charles de Lorraine, Stahremberg, le margrave de Bade, Lichtenstein, Nadasdy,.... ceux dont le petit peuple de Bohême, de Moravie, de Hongrie, d'Autriche, de Styrie, etc. paya la gloire en combattant les Turcs — une historiette aujourd'hui, un conte de ma mère l'Oie.....

La gloire de l'Autriche.....

II

Je retournai sur l'esplanade aux héros.

Un individu en manches de chemise s'y trouvait, un trousseau de clefs à la main. — Désirais-je visiter le Mausolée? me demanda-t-il. J'acceptai.

En face du perron, à quelque quarante pas, une pyramide élancée, d'environ trente mètres, s'élève sur une base cubique. Au faîte, le Génie de la Mort tient de la main gauche une couronne de laurier et une torche renversée ; sa main droite montre le ciel. Sur une plaque noire: « Edifié en l'an 1849 ». L'homme en manches de chemise ouvrit la grille d'entrée du cube et commença de descendre ; au bas de l'escalier, il fit de la lumière. Il ouvrit une porte, au linteau de laquelle figure cette légende : « Malheur à qui trouble notre paix! Parce que nous nous taisons, ne nous jugez point morts! » Trois cadavres reposent dans cet étroit espace : celui de Radetzky, orgueil de l'armée autrichienne pendant tout le dix-neuvième siècle ; ceux de ses amis, le maréchal Wimpffen et Joseph Pargfrieder.

Une ample dalle de marbre rouge couvre, à droite, la fosse de Radetzky. Tout en haut, le blason de sa famille, dans la chaîne de l'ordre de la Toison d'or. Au-dessous, l'épitaphe : « Hier ruhet.....» ; « Ici repose Joseph-Wenzel comte Radetzky de Radetz ». Suivent les principaux titres et les principaux ordres. Pour conclure : « Né le 2 novembre 1766 à Trzebnitz en Bohême. Mort à Milan, Villa *Reale*, le 5 janvier 1858. » 34 ordres reproduits circonscrivent le texte. Deux tablettes noires bordent la dalle. Toutes les batailles auxquelles Radetzky prit part y sont énumérées : 21 au total, de Belgrade 1788 à Novare 1849. La pierre tombale, me raconte l'homme en manches de chemise, fut préparée du vivant même de Radetzky, sous sa propre surveillance ; seuls manquaient la date et le lieu de la mort.

A gauche, fait pendant la tombe du deuxième maréchal, Maximilien baron Wimpffen. L'épitaphe est un peu plus révérencieuse : « Ici repose Son Excellence, feld-maréchal impérial et royal, commandant les gardes du corps de Sa Majesté l'empereur, etc... — Né le 19 février 1770 à Münster en Wesphalie. Mort à Vienne le 29 août 1854, à l'âge de 85 ans. » Une liste de 14 batailles : la première, Belgrade 1788 ; la dernière, Leipzig 1813. Quatre chevaliers de fer appuyés sur leur épée nue montent la garde dans cette partie du mausolée.

L'homme en manches de chemise avait, à l'entrée, levé une trappe de fer. Je descendis quelques marches. La tombe de Pargfrieder. L'homme me fit remarquer l'inscription à la face interne de la trappe : « Après avoir parcouru la plus grande partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, je fis ici le dernier voyage. Joseph Pargfrieder ». — Une deuxième : « Foi et science ne furent point mon fait. Je n'y prêtai jamais intérêt. » — Une troisième : « Dans les alternatives de la fortune, j'appris à supporter l'aisance, la pauvreté, la surabondance et le dénûment, le plaisir et la douleur. »

Chose la plus étrange : au lieu d'un cercueil, un chevalier de fer, assis, renferme la dépouille mortelle de Pargfrieder. Lui-même posa comme modèle et suivit la confection de l'œuvre.

C'est ce Joseph Pargfrieder qui créa le K. K. Heldenberg.

En 1857, à l'âge de 91 ans, après 72 années de service, le maréchal Radetzky demanda sa mise à la retraite. Il lui fut répondu par une lettre pleine d'enthousiasme (l'enthousiasme

est depuis longtemps disparu, remplacé par le style correct des bureaux). La retraite lui était accordée pour qu'il se reposât, mais non pour qu'il s'éloignât, « afin que je puisse — écrivait l'empereur, — quand que ce soit, entendre avec plaisir votre opinion, faire apel à votre conseil. » Et plus loin : « Dans tel de mes châteaux, à votre convenance, vous serez mon cher hôte, à Stra, à Monza, à Milan, dans la villa *Reale*, à Vienne, dans la Hofburg, dans mes hôtels d'Augarten et d'Hetzendorf. » — Quelques mois après, le vieillard mourut à Milan. L'empereur ordonna que le corps fût transféré à Vienne et déposé dans la crypte des Capucins, parmi les membres de la famille impériale. Mais le maréchal, dans son testament, fixait une autre place : Il désirait être enterré à Wetzdorf où habitait son ami Pargfrieder et où reposait déjà son camarade le maréchal Wimpffen. L'empereur acquiesça.

Le corps fut reçu à Vienne en cérémonie extraordinaire — l'empereur lui-même conduisait le deuil; le lendemain, eut lieu le transport à la chapelle du château de Wetzdorf. Et, de nouveau en cérémonie extraordinaire, (l'empereur, tous les archiducs, des délégations de tous les régiments de l'armée suivaient le cercueil) le maréchal fut conduit à l'Heldenberg récemment terminé et descendu dans son caveau. L'empereur, après l'inhumation, voulut acquérir ce morceau de terre où dormait son plus glorieux soldat ; il envoya son officier d'ordonnance proposer l'achat. Pargfrieder répondit courtoisement : « A aucun prix je ne vendrai une œuvre exécutée avec tant de peine, une œuvre qui m'est si chère ; mais veuille Sa Majesté agréer tout l'Heldenberg avec tous ses monuments comme un respectueux don patriotique, je me permets de faire, avec joie, l'hommage de mes droits aux pieds de Sa Majesté. »

Depuis ce temps l'endroit s'appelle « K. K. Heldenberg » et il est propriété privée de l'empereur; Pargfrieder reçut peu après le titre de chevalier, mais ne le porta pas.

Pargfrieder était fournisseur des armées pendant les guerres de Napoléon et le resta dans la suite. Comme tous les fournisseurs, il gagna une immense fortune. Ses relations avec l'armée lui firent faire la connaissance de Radetzky et de Wimpffen. Ce dut devenir une amitié solide, car, lorsque Pargfrieder se fut retiré à Wetzdorf, les deux maréchaux visitaient fréquemment

leur ami civil. Ils demeuraient chez lui, avaient leurs chambres dans son château. Ils suivaient avec intérêt les travaux du Heldenberg et, finalement, convinrent de la même place pour leur dernier sommeil.....

Wimpffen mourut, puis Radetzky. Pargfrieder, après avoir enterré ses amis, attendit patiemment son heure. Il fit préparer sa place quelques marches plus bas; il fit couler le chevalier de fer et demanda dans ses dernières volontés que ce chevalier, contenant son corps, fût amené sur la colline dans un simple chariot traîné par des vaches. Quand mourut-il? Dix, vingt ans après Radetzky? Je n'ai pu le savoir au juste ; la précision, d'ailleurs, n'a aucune importance. Mais le bizarre cénotaphe fut vraiment traîné par des vaches au K. K. Heldenberg.

L'homme en manches de chemise m'engagea à visiter, au château, les chambres de Pargfrieder, de Wimpffen et de Radetzky.

Ici, il n'y avait plus grand'chose. Dans un bois, plus haut, se trouvent le monument du colonel O'Donell, aide de camp de l'empereur et celui du bourgeois de Vienne Ettenreich qui, le 18 février 1853, préserva le jeune souverain du couteau d'un agresseur. Puis une pyramide sous laquelle dorment les invalides, officiers et soldats, qui habitèrent la maison du Heldenberg.

Je redescendis.....

La gloire de l'Autriche!..... Quelque chose de si étrange, comme un vestige de l'été retrouvé à l'arrière-saison..... quelque chose de si caduc, de si lointain dans le passé.....

Magenta et Solférino..... Koniggraetz..... les démêlés avec la Hongrie..... la vieillerie de l'Etat actuel..... la perpective des jours prochains — tout cela me venait à l'esprit.

III

Le propriétaire actuel de Wetzdorf est un Monsieur Fichtl, ancien brasseur à Saint-Polten. Il a acheté le tout — château garni, parc, vignes, champs — 80.000 florins. Ce n'a pas été une bêtise de sa part. L'argent et les bijoux de Pargfrieder, aussitôt revendus, lui ont rapporté la moitié de la somme. Et depuis, il attend..... Il n'occupe que trois pièces ; les trente-quatre autres sont méticuleusement conservées telles que les avaient aménagées Pargfrieder, telles que les habitèrent les maréchaux et lui. Peut-

être se trouvera-t-il un musée; peut-être, un Mécène patriote (le terme a ici sa pleine expression) pour acheter ces souvenirs et les « déposer avec joie aux pieds de Sa Majesté ». M. Fichtl est alors assuré d'une deuxième bonne affaire. L'empire, à notre époque, « est fier de ses grands tombeaux, car il n'est plus de grandeur chez les vivants. » Et si cet acquéreur ne se présentait point? — M. Fichtl peut encore attendre. Lorsque je lui eus exprimé le désir de visiter le château, il me fit remarquer qu'il était perçu 50 heller d'entrée. « *Reinigungsgeld* », expliqua-t-il, «taxe de nettoyage ». Il paraît qu'au printemps passent en moyenne vingt visiteurs par jour ; cinquante, soixante, les dimanches et fêtes. Et ils apportent une boue, une poussière! ....

M. Fichtl passa dans la cuisine d'où, un instant après, une servante sortit en attachant son tablier. Munie des clefs, elle ouvrit et nous commençâmes.

Vieille Autriche..... Involontairement je marchais à pas de velours, comme si j'eusse craint de troubler le très léger sommeil d'un vieillard.....

Un tapis couvre les étoiles du parquet; les rideaux des fenêtres sont peints de fleurs et d'oiseaux de paradis. Contre les murs, des chromolithographies, l'une à côté de l'autre, — scènes galantes, de touche légère, aux teintes comme passées. Le mobilier est solide, confortable, comme on en recherche aujourd'hui chez les antiquaires. Il se succède plusieurs chambres de la sorte. Dans l'une, quantité de vues en couleurs des villes que Pargfrieder visita au cours de ses voyages.

Plus loin, la salle de bain des trois vieillards ; le verre des fenêtres, bleu comme le ciel d'Orient, y met une lumière de féerie.

Vient une salle longue, où se trouvent plusieurs tables à écrire, des armoires pleines de livres. Une grande glace est enchâssée dans la porte. Des gravures sur acier couvrent les murs dans des cadres: « *Unser Kaiserhaus* », « Notre Dynastie Impériale», les portrait de Byron, de Gœthe, de Klopstock, de Châteaubriand, de Lessing, de Schiller et de maints autres grands esprits voisinant avec ceux des généraux les plus divers. L'une des armoires ne contient que les volumes relatifs à Napoléon (les titres mêmes en sont oubliés aujourd'hui); une deuxième renferme des classiques grecs et latins ; dans les voisines.

Blumauer, des ouvrages de magie, de science militaire. Et tous ces livres ont des reliures à faire battre le cœur des connaisseurs.... J'examinai les tables à écrire : il y a encore de l'encre séchée au fond des encriers; les plumes d'oie sont noircies comme si, la veille encore, on s'en était servi. Sur les chaises, des coussins ronds. — Il me sembla que le vieux maréchal venait de se lever, qu'il s'était un instant redressé et qu'il était entré dans la chambre voisine. N'entendais-je point ses pas amortis par le tapis?.....

Un cabinet de toilette..... Des peintures à l'huile, copie de nudités célèbres de la Renaissance, — quelques-unes bonnes, d'autres médiocres. De belle vieille porcelaine sur la toilette. Un poêle massif.

La chambre à coucher de Pargfrieder..... Au-dessus de la porte, un grand portrait de son « amie » (Pargfrieder n'était pas marié) : beauté sentimentale, une harpe près d'elle. Portraits à l'huile de Radetzky et de Wimpffen.

La chambre, contiguë, de la belle à la harpe reçoit d'en haut une lumière tamisée. Les meubles, magnifiques, y sont de fort bon goût. Aux murs, des scènes d'amour mythologiques, aux couleurs tendres. Un tapis de Perse ancien..... Inconsciemment, on retient son souffle.

Et encore des chambres et des chambres. Chacune a son style; chacune, ses dessins de parquet, ses tableaux, ses meubles particuliers. Je traversai une grande salle à manger, une salle de compagnie, au lustre géant, une chambre où sont à profusion les instruments de musiques. J'y remarquai un magnifique piano ayant appartenu à Marie-Thérèse ; l'impératrice le donna en cadeau de noces à la comtesse Khevenhüller, fille du propriétaire d'alors. Une armoire est remplie de vieilles armes — armes blanches, armes à feu — et aussi d'armes de chasse. Je suivis le corridor où sont disposés sur des tables, des oiseaux, des serpents empaillés, des coraux, des maisonnettes en coquillages, des astéries, des poissons de mer, des pierres, tous souvenirs rapportés de ses voyages par cet original de Pargfrieder.....

Toujours plus distinctement, je voyais sortir du passé les trois vieillards qui avaient autrefois traversé ces pièces ; ici, ils s'étaient assis; ici, ils avaient causé....

. . . . . .

De l'oratoire, je regardai en bas, dans la chapelle. C'est là que fut exposé une dernière fois le corps de Radetzky, avant d'être conduit au Heldenberg. Pargfrieder y conserva fidèlement le souvenir de son glorieux ami. Au milieu de la chapelle, le catafalque est encore dressé, sur lequel s'étale l'uniforme de parade du maréchal : son chapeau, à la tête ; son bâton et son sabre, en croix sur la tunique. Les ordres, sur des coussins. Six grands chevaliers dorés, l'épée nue, autour du catafalque. De chaque côté de l'autel, une toile est fixée au mur de l'abside : Radetzky et Wimpffen.

Et toujours des chambres et des chambres. Dans l'une, je m'arrêtai longuement. On y voit un splendide portrait de l'empereur Joseph II (les yeux bleus paraissent lumineux), également le portrait du rebelle Rakoczy et ceux..... de Zizka et de Procope le Chauve! Zizka, avec une farouche moustache noire et un bandeau sur l'œil ; Procope, avec une longue barbe noire et la tête rasée. Ces tableaux sont anciens. Sous Zizka il y a une inscription latine : « Vera et gemina effigies Joannis Ziska qui anno 1424 die 8. 7 bris peste obüt. » (8 septembre 1424. — Zizka n'est pourtant mort que le 11 octobre de ladite année!) Sous Procope : « Procopius der Kahle, Nachfolger des Zischka von Trotznow, Hauptmann der Taboriten und Waisenkinder. Von den Prager, — Pilsner — und anderen grossen Herren bei Lipan zwischen Bohmisch Brod und Kolin..... » Les dernières lignes, cachées par l'ombre du cadre, sont illisibles..... Je quittai cette chambre à regret. Deux fois j'y retournai. Je n'avais d'yeux que pour les deux portraits. Se trouvaient-ils là par hasard ou exprès? (La mémoire de Napoléon remplit bien l'appartement qu'occupait Radetzky). Lequel des trois hôtes pouvait se plaire dans la société de Zizka et de Procope? Pargfrieder n'avait-il point simplement acheté ces toiles, avec les autres, au précédent propriétaire?

. . . . . .

Oui, l'appartement qu'occupait Radetzky est plein..... de Napoléon. Le vieux maréchal fut, jusqu'à la mort, admirateur de l'empereur des Français contre lequel il s'était battu à Leipzig ; il avait même, après cette bataille, poussé véhémentement à la marche sur Paris. Pargfried, pour le plaisir de son ami, recueillait chaque image se rapportant à Napoléon. Toutes les gravures sur acier sont ici juxtaposées : batailles de Napoléons, portraits

de Napoléon, apothéoses, mort, tombeau à Saint-Hélène, retour des cendres, aux Invalides. C'est une véritable galerie. — Dans la chambre à coucher, un grand portrait de Napoléon ; le portrait de son fils, le duc de Reichstadt ; deux grandes toiles : l'arrivée à l'île d'Elbe, le débarquement à Cannes.

...Un maréchal autrichien!..... Je levai le tapis du lit ; je vis les oreillers et l'édredon dans des taies de soie bleue. Sur un divan, une modeste culotte rouge, négligemment jetée..... Et à côté des sujets napoléoniens, les portraits de Marie-Thérèse, de Joseph II ; deux portraits de l'empereur François-Joseph ; un grand portrait de Wimpffen; sur un chevalet, celui de Radetzky lui-même.

Je regardai ce tableau. Le maréchal est représenté en tenue de parade, grandeur naturelle : un petit vieux aux yeux perçants dont le bleu renferme et la bonté de l'homme endolori par l'expérience et la finesse du diplomate, du courtisan. Par ses yeux je pénétrais son âme. Ce vieillard savait comment il est nécessaire de vivre pour pouvoir vivre. Il rendit à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu, — mais il n'avait pas moins son opinion en tête. Peut-être ne croyait-il pas; — il prit tout, fit tout comme s'il croyait. De Joseph II à François-Joseph, il se laissa porter par la balançoire autrichienne ; — et il avait l'œil perspicace, l'esprit clairvoyant. Sous François II, empereur peu désireux d'avoir dans ses entours des personnages marquants, il était à peu près « fini » : gouverneur de la place forte d'Olmütz! En quasi disponibilité. Mais des temps mauvais vinrent pour l'Autriche et l'Autriche trouva Radetzky. A quatre-vingt-deux ans, il remoissonna des lauriers sanglants...

...« Et dans ton camp est l'Autriche », chantait un Autrichien du même acabit, Franz Grillparzer. — Grillparzer se soulageait de la misère autrichienne, de la comédie autrichienne par de mordantes épigrammes ; le maréchal, lui, pour se soulager écrivait à sa fille. Qui lit ces lettres aujourd'hui voit comme ce vieillard a bien joué son rôle sur les planches du monde, mais aussi comme il a bien observé, bien caractérisé le directeur, le souffleur, le régisseur et ses camarades de théâtre.....

Combien simple à côté de lui, le vieux maréchal Wimpffen! A seulement regarder son portrait, on sent tout de suite que ce brave homme ventru, boulot, devait être commandant des gardes.

du corps à Vienne, devait quitter les bruyants champs de bataille, la stratégie et la tactique!

Le troisième compagnon, Pargfrieder, a également son portrait dans l'une des pièces. Ses yeux noirs et perçants restent dans la mémoire ; le regard est celui d'un homme intelligent, qui va son chemin. Il s'enrichit, mais sut tout regarder de haut. Il fut sans nul doute un original dans la vie ; son œuvre en est la preuve, et aussi le choix de son sarcophage.

Et je vis les trois vieillards parcourir ces chambres, s'asseoir dans les fauteuils moëlleux; je les entendis converser. Ici, ils posaient leurs costumes de théâtre pour n'être que des hommes. De quoi pouvaient-ils parler? Ces chambres le disent clairement. Les tableaux mythologiques pleins de femmes nues, l' « amie » de Pargfrieder, l' « amie » de Radetzky (le vieux maréchal avait aussi son Italienne, dont le portrait se trouve parmi ceux de Napoléon), et les souvenirs, les goûts, les rancunes, les amertumes.....

...On pourrait refaire ces causeries! .....

Dans tout le château ne se trouve pas un seul portrait de l'empereur François II.....

Lorsque je sortis, j'étais dans l'état d'âme de ce moine qui s'égara ; il vit un monde inconnu et quand il revint, cent ans s'étaient écoulés..... Une lumière pâle tombait d'un ciel nuageux. Monsieur Fichtl était dans la cour ; il fumait la pipe et regardait avec plaisir sautiller des gorets..... Et là-haut, sur le K. K. Heldenberg, les trois vieillards dorment dans la société de toutes sortes d'effigies, soldats aux noms inconnus et oubliés.

La gloire de l'Autriche!.....

J. S. Machar.
(« *Proses 1904-1905* »).

Traduit du tchèque par *J.-L. Chollet.*

La Déclaration de Corfou.[1]

Déclaration.

A la conférence des membres du Cabinet précédent de coalition et du Cabinet actuel, ainsi que des représentants du Comité Yougoslave de Londres qui, jusqu'à présent, ont mené une action parallèle, des vues ont été échangées, avec le concours du Président de la Skoupchtina, sur toutes les questions concernant la vie des Serbes, Croates et Slovènes dans leur futur État commun.

Nous sommes heureux de pouvoir constater, une fois de plus, à cette occasion, l'unanimité complète de tous les membres sur toutes ces questions.

D'abord, les représentants des Serbes, Croates et Slovènes déclarent de nouveau et de la manière la plus catégorique que notre nation aux trois noms n'en constitue qu'une et qu'elle est la même par le sang, par la langue parlée et écrite, par le sentiment de son unité, par la continuité et l'unité du territoire sur lequel elle vit, et enfin par les intérêts communs et vitaux de son existence nationale et du développement général de sa vie morale et matérielle.

L'idée de son unité nationale ne s'est jamais éteinte, bien que toutes les forces spirituelles et matérielles de son ennemi national aient été dirigées contre son unification, sa liberté et son existence nationale. Partagée en plusieurs États, notre nation est morcelée dans la seule Autriche-Hongrie, en onze administrations provinciales ressortissant de treize corps législatifs. C'est le sentiment de son unité nationale, ainsi que son esprit de liberté et d'indépendance, qui l'ont soutenue dans ces incessantes luttes séculaires,

---

[1] Nous nous bornons aujourd'hui à donner le texte de ce document d'importance capitale, dont la publication officielle marque sans doute le début d'une phase toute nouvelle de la question yougo-slave. Dans l'un des prochains numéros du *Monde Slave*, nos lecteurs trouveront un article où sera exposé l'état de cette question et mis en lumière tout le sens de la *Déclaration*.

à l'Orient contre les Turcs et à l'Occident contre les Allemands et les Magyars.

Plus faible numériquement que ses ennemis à l'Orient et à l'Occident, il lui fut impossible de sauvegarder son unité comme nation et comme État, sa liberté et son indépendance contre la maxime brutale : « la force prime le droit », en vigueur contre elle à l'Est et à l'Ouest.

Mais le moment est arrivé, où notre peuple n'est plus isolé dans la lutte. La guerre imposée par le militarisme à la Russie, à la France et à l'Angleterre pour la défense de leur honneur et de leur liberté, ainsi que de la liberté et de l'indépendance des petits Etats, s'est transformée en lutte pour la Liberté du Monde et le triomphe du Droit sur la Force. Toutes les nations qui aiment la liberté et l'indépendance se sont associées pour leur défense commune, pour sauver au prix de tous les sacrifices la civilisation et la liberté, pour établir un nouvel ordre international sur la base de la justice et du droit qu'a chaque peuple de disposer de lui-même et d'organiser sa vie indépendante, enfin pour fonder une paix durable, consacrée au progrès et au développement de l'humanité, et sauvegarder le monde d'une catastrophe semblable à celle qu'a provoquée la cupidité conquérante de l'impérialisme allemand.

A la noble France, qui a proclamé la liberté des nations, et à l'Angleterre, foyer de la liberté, se sont jointes la grande République américaine et la nouvelle Russie libre et démocratique, en énonçant comme but principal de guerre le triomphe de la liberté et de la démocratie, et comme base du nouvel ordre international la liberté pour les peuples de disposer d'eux-mêmes.

Notre peuple aux trois noms, qui a le plus souffert de la force brutale et de l'injustice et qui a fait les plus grands sacrifices pour conserver le droit de rester maître de ses destinées, a accueilli avec enthousiasme ce principe sublime posé comme but principal de l'atroce guerre, provoquée par la violation de ce principe même.

Les représentants autorisés des Serbes, Croates et Slovènes constatant que le désir de notre peuple est de se libérer de tout joug étranger et de se constituer en un État libre, national et indépendant, désir basé sur le principe que tout peuple est libre de se baser sur lui-même, sont d'accord pour estimer que cet État doit être fondé sur les principes modernes et démocratiques suivants :

1° L'État des Serbes, Croates et Slovènes, qui sont aussi connus sous le nom de Slaves du Sud ou Yougoslaves, sera un royaume libre et indépendant, avec un territoire indivisible et une unité de sujétion. Cet État sera une monarchie constitutionnelle, démocratique et parlementaire avec, à sa tête, la dynastie des Karageorgevitch qui a toujours partagé les idées et les sentiments de la nation, en plaçant au-dessus de tout la liberté et la volonté nationale.

2° Le nom de cet État sera : *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.* Et le titre du souverain : *Roi des Serbes, Croates et Slovènes.*

3° Cet État aura un seul blason, un seul drapeau et une seule couronne. Ces emblèmes seront composées de nos emblèmes particuliers actuels. Son unité sera symbolisée par le blason du Royaume.

Le drapeau du Royaume, comme symbole de l'unité, sera hissé sur tous les édifices publics du Royaume.

4° Les drapeaux particuliers — serbe, croate et slovène — ont les droits égaux et peuvent être arborés librement dans toutes les occasions. Il en sera de même pour les blasons particuliers.

5° Les trois dénominations nationales — serbe, croate et slovène — sont égales devant la loi pour tout le territoire du Royaume et chacun peut s'en servir librement dans toutes les occasions de la vie publique et auprès de toutes les autorités.

6° Les deux alphabets, cyrillique et latin, ont aussi les mêmes droits et chacun peut librement s'en servir sur tout le territoire du Royaume. Les autorités royales et les autorités locales autonomes ont le devoir et le droit d'employer les deux alphabets selon le désir des citoyens.

7° Toutes les religions reconnues pourront être exercées librement et publiquement. Les cultes orthodoxe, catholique-romain et musulman, qui sont surtout professés dans notre nation, seront égaux entre eux et auront les mêmes droits au regard de l'Etat.

En considération de ces principes, le législateur aura soin de sauvegarder la paix confessionnelle, conformément à l'esprit et à la tradition de notre nation entière.

8° Le calendrier sera unifié le plus tôt possible.

9° Le territoire des Serbes, Croates et Slovènes comprendra tout le territoire sur lequel notre nation aux trois noms vit en

masses compactes et sans discontinuité. Il ne pourrait pas être mutilé sans porter atteinte aux intérêts vitaux de la communauté.

Notre nation ne demande rien qui appartient à autrui. Elle ne réclame que ce qui est à elle. Elle désire se libérer et constituer son unité. C'est pourquoi elle refuse consciemment et fermement tout solution partielle du problème de sa libération et unification nationale. Elle pose ce problème de sa délivrance de la domination austro-hongroise et de son union avec la Serbie et le Monténégro dans un État unique comme formant un tout indivisible.

D'après le droit de chaque peuple de disposer de ses destinées aucune partie de cette totalité territoriale ne pourrait être, sans atteinte à la justice, détachée et incorporée à un autre État quelconque sans le consentement du peuple lui-même.

10° La mer Adriatique sera, dans l'intérêt de la liberté et des droits égaux de toutes les nations, libre et ouverte à tous et à chacun.

11° Tous les citoyens sur tout le territoire du Royaume sont égaux et jouissent des mêmes droits à l'égard de l'État et devant la loi.

12° L'élection des députés à la Représentation Nationale aura lieu au suffrage universel, égal, direct et secret. Il en sera de même pour les élections dans les communes et autres institutions administratives. Le vote aura lieu dans chaque commune.

13° La Constitution établie, après la conclusion de la paix, par l'Assemblée Constituante, élue par le suffrage universel, direct et secret, servira de base à toute la vie de l'État; elle sera l'origine et l'aboutissement de tous les pouvoirs et de tous les droits sur lesquels la vie nationale entière sera réglée.

La Constitution donnera au peuple la possibilité d'exercer ses énergies particulières dans les autonomies locales, délimitées par des conditions naturelles, sociales et économiques.

La Constitution doit être votée dans sa totalité par une majorité numériquement définie de l'Assemblée Constituante.

La Constitution ainsi que toutes les autres lois votées par l'Assemblée Constituante n'entreront en vigueur qu'après la sanction du Roi.

***

La Nation ainsi unifiée des Serbes, Croates et Slovènes formerait un État d'une douzaine de millions d'habitants. Cet État sera une garantie de leur indépendance nationale et de leur progrès général, national et civilisateur, un puissant rempart contre la poussée germanique, un Allié inséparable de tous les peuples et États civilisés qui ont proclamé le principe du Droit et de la Liberté et celui de la Justice internationale. Il ferait dignement partie de la nouvelle Société des Nations.

Fait à Corfou, le 7/20 juillet 1917.

Le Président du Comité Yougoslave,

Docteur ANTE TRUMBIC.

Avocat, député et chef du parti national croate à la Diète de la Dalmatie, ancien maire de Split (Spalato), ancien député du district de Zara (Zadar) au Parlement autrichien.

Le Président du Conseil du Royaume de Serbie et Ministre des Affaires Étrangères.

NIKOLA P. PACHITCH.

Documents sur la Révolution russe.

De la dissolution de la Douma à l'abdication de Nicolas II

Entre le 24 février et le 5 mars 1917 (vieux style), les journaux n'ont pas paru à Petrograd. Les premiers documents postérieurs à la Révolution n'ont été publiés que le 5. Ceux que nous reproduisons ici proviennent du Novoe Vremja *du 5 (18) mars. Ils ne portent pas tous une indication de date. Nous les avons classés par ordre chronologique, autant qu'il a été possible.*

Conformément à l'article 99 de la Constitution, nous décrétons: les travaux de la Douma et du Conseil d'Empire seront suspendus le 26 février courant et reprendront au mois de mai 1917, ou plus tard, si des circonstances extraordinaires l'exigent.

Le Sénat Dirigeant prendra les dispositions nécessaires à l'exécution du présent décret.

Sur l'original, Sa Majesté Impériale a signé de sa main :

NICOLAS.

Au Grand Quartier Général de l'Empereur, le 26 février (11 mars)

Contre-signé : *Le président du Conseil des Ministres,*

Le prince Nicolas GOLITSYNE.,

Décision de la Douma.

La réunion des chefs de groupes en assemblée extraordinaire, après avoir pris connaissance du décret de dissolution, a résolu :

La Douma ne se dissoudra pas.

Tous les députés resteront à leur poste.

Premier télégramme de M. V. Rodzianko, président de la Douma, au tsar (26 février/11 mars)

« La situation est grave, L'anarchie règne dans la capitale. Le gouvernement est paralysé. Les transports et le ravitaillement sont complètement désorganisés. Le mécontentement général grandit. Fusillade désordonnée dans les rues. Les troupes tirent les unes sur les autres. Il est indispensable de charger immédiatement un homme jouissant de la confiance du pays de constituer un nouveau gouvernement. On ne peut pas attendre. Tout retard serait fatal. Je prie Dieu qu'à cette heure la responsabilité ne retombe pas sur la personne de l'Empereur. »

•

Télégramme de M. V. Rodzianko aux commandants d'armées.

En même temps, le président de la Douma communique son télégramme à tous les commandants d'armées, en les priant d'appuyer sa demande auprès du tsar.

Réponses de Brusilov et de Ruski.

« J'ai reçu votre télégramme. J'ai accompli mon devoir envers la patrie et le tsar. » — Brusjlov.

« J'ai reçu votre télégramme. J'ai rempli ma mission. » — Ruski.

Deuxième télégramme du Président de la Douma au tsar (27 février/12 mars, au matin)

« La situation s'aggrave. Des mesures immédiates s'imposent, car demain il sera trop tard. L'heure a sonné où se décide le sort de la patrie et de la dynastie. »

Dernier acte de l'ancien pouvoir (27 février-12 mars 1917).

« La maladie du conseiller d'État actuel Protopopov, ministre de l'intérieur, son adjoint, est chargé de l'intérim de ses fonctions. »

Le Président du Conseil des Ministres,

Le prince Golitsyne.

Le Comité exécutif de la Douma

Jusqu'à la constitution du nouveau Gouvernement, le pouvoir s'est trouvé entre les mains du Comité exécutif provisoire de la Douma.

Le 27 février, vers minuit, le Comité exécutif de la Douma s'est constitué comme suit :

M. V. Rodzianko, A. F. Kerenski, N. S. Ckheïdze, V. V. Sulgin, P. N. Miljukov, M. A. Karaulov, A. I. Konovalov, I. I. Dmitriukov, V. A. Rjevsky, S. I. Sidlovski, N. V. Nekrasov, V. N. Lvov, le colonel B. A. Engelhardt, commandant la garnison.

Appels du Conseil des délégués ouvriers

Le Conseil des délégués ouvriers a décidé d'adresser à la population les appels suivants :

I

« Citoyens !

Les représentants des ouvriers, des soldats et de la population de Petrograd qui siègent à la Douma font connaître que leur première réunion aura lieu au palais de la Douma, ce soir à 7 h.

Toutes les troupes qui se sont jointes au peuple sont invitées à élire leurs représentants à raison de 1 par compagnie. Les usines en éliront 1 pour mille ouvriers. Les usines ayant moins de mille ouvriers éliront 1 délégué chacune.

Le Comité exécutif provisoire du Conseil des délégués ouvriers. »

II

« Citoyens !

Les soldats qui se sont joints au peuple sont dans la rue tout le jour ; ils ont faim. Le Conseil des députés, ouvriers, soldats et habitants déploie tous ses efforts pour nourrir les soldats. Mais il est difficile d'organiser d'emblée le ravitaillement.

Le Conseil s'adresse à vous, citoyens, et vous demande de donner à manger aux soldats tout ce qu'il vous est possible de donner. »

Tout en poursuivant des pourparlers avec le tsar, le Comité provisoire prenait des mesures pour l'organisation des masses militaires, ainsi que pour le rétablissement de l'ordre dans la ville.

Le 28 février 13 mars, à 2 heures du matin, le Comité exécutif de la Douma a publié les deux appels suivants :

I

« Le Comité provisoire de la Douma recommande, au nom de l'intérêt public, d'épargner tous les édifices et constructions publics, tels que télégraphes, réservoirs d'eau, stations électriques, tramways, ainsi que les bureaux et les établissements administratifs. Le Comité de la Douma confie également à la protection des citoyens les usines et les fabriques qui travaillent pour la défense nationale ou pour les besoins de la population. La détérioration et la destruction des établissements et des propriétés, sans être utile à personne, cause un préjudice à l'État ainsi qu'à toute la population, car tous ont besoin également d'eau, de lumière, etc. Les attentats contre la vie, la santé et la propriété des particuliers sont de même inadmissibles. L'effusion du sang et le pillage seront une tache sur la conscience des gens qui les auront commis, et peuvent provoquer en outre des calamités sans nombre pour toute la population de la capitale.

Le Président de la Douma :

Michel Rodzianko. »

II

« Le Comité provisoire de la Douma, en présence des conditions pénibles de désorganisation intérieure provoquées par les mesures de l'ancien gouvernement, se voit dans l'obligation de prendre en mains le rétablissement de l'ordre public. Conscient de toute la gravité de sa décision, le Comité est convaincu que la population et l'armée l'assisteront dans la lourde tâche de la constitution d'un nouveau gouvernement qui répondra aux vœux de la population et qui sera digne de sa confiance.

Le Président de la Douma :

Michel Rodzianko. »

Appel de M. Rodzianko et du Comité exécutif du C. D. O. S. (1)

« Citoyens ! Une grande œuvre vient d'être accomplie : l'ancien pouvoir qui avait perdu la Russie s'est effondré.

(1) Abréviation de Conseil des délégués ouvriers et soldats.

Citoyens de la Russie, agriculteurs, propriétaires fonciers, commerçants, employés des chemins de fer et ouvriers, venez en aide à la Patrie ! Il faut nourrir l'armée et la population. La guerre dure encore. Que tous, comme un seul homme, quels qu'ils soient, prêtent leur concours en ces jours grands et terribles; que personne ne reste inactif. Que personne ne se dérobe à son devoir de citoyen; que la conscience de chacun lui indique la tâche à entreprendre. Hâtez-vous de vendre votre blé aux mandataires élus, donnez-leur tout ce que vous pourrez. Hâtez-vous de l'amener aux gares des chemins de fer et aux ports; hâtez-vous de le charger et livrez-le à destination. La Patrie attend votre aide à tous. Donnez du pain à ses défenseurs, à ses travailleurs et à ses employés. Le temps presse. Chaque moment est précieux. Hâtez-vous !

Le Président du Comité de la Douma.

M. Rodzianko.

Le Comité exécutif du C. D. O. S. »

Ravitaillement

La Commission de ravitaillement aura pour organes locaux des comités formés par les soins des zemstvos et se composant des représentants des zemstvos, des municipalités, des coopératives, des organisations ouvrières et paysannes, etc.

Les mesures préconisées par la commission sont: 1° faire appel à la population en vue d'obtenir ses contributions volontaires ; 2° réquisitionner immédiatement le blé chez tous les propriétaires fonciers possédant plus de 45 hectares de terre arable; 3° réquisitionner immédiatement les stocks de blé détenus par les maisons de commerce et par les banques.

La commission enjoint aux commerçants et aux particuliers de faire la déclaration immédiate de toutes leurs provisions.

La Commission fait appel au patriotisme de chacun et demande à tous les citoyens de réduire au minimum leur consommation.

AVIS

aux officiers de la garnison de Petrograd et à tous les officiers qui se trouvent à Petrograd.

La Commission militaire de la Douma invite tous les officiers qui n'ont pas reçu d'elle une mission spéciale à se présenter

le 1er et le 2 mars, de 10 heures du matin à 6 heures du soir, au Cercle de l'Armée et de la Flotte ; ils y recevront un sauf-conduit général et seront dénombrés exactement à l'effet de préparer l'exécution des missions relatives à l'organisation des soldats qui se sont joints aux représentants du peuple pour la protection de la capitale. Tout retard dans le retour des officiers à leurs unités portera inévitablement atteinte au prestige de la corporation des officiers.

En adressant le présent avis aux officiers, la Commission militaire signale qu'à l'heure actuelle, en face de l'ennemi qui a pénétré au cœur même de la Patrie et qui est prêt à profiter de sa faiblesse momentanée, il est urgent de tendre tous les efforts vers le rétablissement de l'organisation dans les corps de troupes.

Là seulement est la force de notre armée et le gage de notre triomphe définitif. Le sang de nos camarades tombés pendant les deux ans et demi de la guerre nous impose cette obligation.

Officiers, ne perdez pas un seul instant d'un temps précieux !

La Commission militaire du Comité provisoire de la Douma.

Le Président de la Douma : Michel Rodzianko. »

Avis du commandant de la garnison de Petrograd

« Le 1er mars le bruit a couru parmi les soldats de la garnison de Petrograd que, dans les régiments, les officiers confisquaient les armes aux soldats. Vérifié dans deux régiments, ce bruit s'est trouvé faux. En ma qualité de président de la Commission militaire du Comité exécutif de la Douma, je déclare que les mesures les plus énergiques, jusqu'à la peine de mort inclusivement, seront prises pour la répression d'actes de ce genre de la part des officiers.

B. Engelhardt, *membre de la Douma.* »

En même temps paraissait l'appel suivant :

« *Appel des officiers aux soldats.*

Soldats, compagnons d'armes ! L'heure de la délivrance nationale a sonné. L'armée, la flotte et le peuple ont levé, en même temps que vous, le drapeau sacré de la liberté! Et nous, vos camarades de première ligne qui avons reçu là-bas, dans les combats, le baptême du feu, nous avons, comme vous, versé notre sang et l'avons mêlé au vôtre sur le champ de bataille.

Croyez donc que la liberté de la Patrie est pour nous la chose la plus chère. Seule une Russie libre brisera la force allemande. Dites-vous bien que le salut et la victoire de la Russie reposent sur notre union et sur notre confiance réciproque.

Périsse à jamais l'ancien régime autocratique qui, au bout de deux ans de guerre, n'a pas pu donner à la Russie la victoire décisive sur l'ennemi.

Comme vous, nous vouons l'ancien régime à la malédiction.

Soldats, camarades ! Ne jetez pas vos fusils, gardez-les. Ici, comme dans les tranchées, nous en avons besoin.

Aidez à réprimer les pillages, rétablissez l'ordre, regagnez vos corps pour une collaboration amicale avec nous.

Parmi les soldats, comme parmi les officiers, il s'est trouvé des traîtres à la cause populaire, et de leur main ont péri bien des défenseurs héroïques de la liberté. Nous le déplorons.

Mais déployons ensemble nos efforts pour notre union indissoluble et pour la victoire finale sur le front, comme à l'intérieur de la Russie.

Vive la grande et libre Russie !

Vos camarades officiers.

Fait à la Douma. »

Avis à la population de Petrograd.

N° 1.

« J'ordonne aux corps de troupes et à la milice populaire de se conformer, en opérant les arrestations, aux règles suivantes :

Doivent être arrêtés immédiatement:

1) Les individus en état d'ivresse.

2) Les pillards, incendiaires, individus tirant en l'air et d'une manière générale ceux qui troublent la tranquillité et l'ordre dans la capitale.

3) Ceux qui opposent de la résistance aux agents du gouvernement provisoire ou aux personnes préposées au maintien de la sécurité dans la ville.

4) Tous les agents de la police de sûreté, ainsi que les gendarmes.

5) Tous ceux qui opèrent des perquisitions dans les domiciles particuliers ou des arrestations de particuliers et surtout de militaires, sans avoir de mandat spécial du gouvernement provisoire.

Nota: Ne sont pas soumis à l'arrestation les gradés des corps de gendarmes. »

N° 2.

« Les greniers et les toits de plusieurs maisons de la capitale sont occupés par les partisans de l'ancien régime qui espèrent son retour et qui osent tirer sur les troupes et les habitants.

Les portiers et les gérants des immeubles sont tenus de perquisitionner attentivement dans tous les greniers et sur les toits et de vérifier leurs locataires. Tous les suspects doivent être dénoncés immédiatement à la Commission militaire de la Douma. Les personnes coupables de recel seront traduites devant un conseil de guerre. »

No 3.

« Tous ceux qui languissaient dans les prisons à cause de leurs opinions politiques ont été mis en liberté!

Malheureusement, en même temps qu'eux on a relâché les criminels de droit commun. Ces assassins, voleurs et pillards, déguisés en soldats, pénètrent effrontément dans les domiciles particuliers, opèrent des perquisitions illégales, pillent et volent en répandant la terreur.

J'ordonne d'arrêter immédiatement tous les individus de cette sorte et même de les fusiller s'ils résistent.

Les piquets et les patrouilles doivent porter sur la manche gauche de leur capote un brassard blanc avec l'indication de leur unité.

En outre, les chefs des piquets et des patrouilles doivent avoir un certificat écrit de leur unité.

Le membre du Comité provisoire,

A. Karaulov. »

Les Commissaires du Comité exécutif.

Par décision du Comité exécutif provisoire, des commissaires spéciaux pris parmi les membres de la Douma seront

chargés de la direction des différents départements ministériels :

Ministère de l'Intérieur: le comte Kapnist, A. Maslennikov, I. Efrémov, M. Arséfiev.

Poste: A. Barysnikov, K. Cernosvitov.

Télégraphe: P. Gronski, M. Kalugin.

Ministères de la Guerre et de la Marine: M. Savic, A. Savataïev.

Préfecture de police de Petrograd : P. Gerassimov, Pepelaïev.

Ministère de l'Agriculture: N. Volkov, I. Demidov, le prince Vassilcikov, le comte Kapnist.

Ministère de la Justice: V Maklakov, M. Adzemov, V. Basakov.

Ministère du Commerce et de l'industrie: S. Rodzianko, N. Rostovcev.

Ministère des Finances: V. Vinogradov, I. Titov.

Sénat: I. Godnev.

Les commissaires ont commencé leur travail.

Télégrammes de M. V. Rodzianko aux chefs de l'armée et de la marine.

I. « Le Comité provisoire de la Douma informe Votre Excellence qu'étant donné la destitution de tout l'ancien conseil des ministres, le pouvoir gouvernemental est dévolu au Comité provisoire de la Douma.

Le Président de la Douma.
M. Rodzianko. »

II. « Le Comité provisoire de la Douma qui a pris en mains l'organisation de la vie normale et de l'administration de la capitale, invite l'armée et la flotte à ne pas se départir de leur calme et à ne pas craindre que la lutte commune contre l'ennemi extérieur soit abandonnée ou se relâche un seul instant. L'armée et la flotte doivent poursuivre la tâche de la défense de la Patrie avec le même courage et la même opiniâtreté. Le Comité exécutif, soutenu par les troupes de la capitale et s'appuyant sur la population, rétablira prochainement l'ordre à l'arrière et assurera le fonctionnement normal des institutions publiques. Que de son côté chaque officier, soldat ou marin rem-

plisse son devoir et qu'il se rappelle que la discipline et l'ordre sont le meilleur gage de la liquidation sûre et prompte de la débâcle provoquée par l'ancien gouvernement et de la création d'un nouveau pouvoir gouvernemental.

Le Président de la Douma :

M. Rodzianko. »

Télégramme des membres du Conseil d'État au Tsar
(nuit du 28 février/13 mars)

« Sire, nous soussignés, membres du Conseil d'État par élection, conscients du redoutable danger qui menace la patrie, nous nous adressons à vous afin de nous acquitter de notre devoir envers vous et envers la Russie.

Par suite de la désorganisation complète des transports et de l'absence d'arrivages de matières nécessaires, des usines et des fabriques ont cessé le travail. Le chômage forcé et la gravité extrême de la crise de ravitaillement provoquée elle aussi par la désorganisation des transports ont exaspéré les masses populaires. Ce sentiment est encore aggravé par la haine et les soupçons qu'a suscités le gouvernement et qui se sont profondément ancrés dans l'âme des habitants.

Tout cela s'est traduit par des troubles populaires d'une force irrésistible; d'autre part, des troupes se joignent à ce mouvement. Le gouvernement qui n'a jamais su inspirer confiance à la Russie ne peut se rendre maître de la situation.

Sire, tout maintien au pouvoir du gouvernement actuel signifierait la ruine complète de l'ordre légal et entraînerait des défaites inévitables sur le champ de bataille, la perte de la dynastie et les pires malheurs pour la Russie.

Nous considérons que le dernier et seul remède à la situation est que Votre Majesté Impériale oriente d'une façon différente la politique intérieure et qu'elle l'adapte aux vœux plus d'une fois exprimés par les représentants des classes et des organisations sociales; qu'elle congédie immédiatement le Conseil des Ministres actuel et qu'elle transmette à un homme digne de la confiance nationale la tâche de soumettre à votre approbation la liste d'un nouveau ministère capable de gouverner en plein accord avec les

représentants de la nation. Les instants sont précieux. Tout retard et toute hésitation pourraient entraîner des malheurs incalculables.

Les membres du Conseil d'État, fidèles sujets de Votre Majesté :

Vasiljev, Vernadski, Vainstein, Gliebov, Grimm, Guckov, le prince Drodskoisolinski, Diakokov, Zubachov, Komsine, Laptev, Marin, Mellezakomelski, Oldenburg, Stakheev, Savitski, Stakhovic, le comte Tolstoi, le prince Troubetskoi, Simurlo, Schumacher et Jumasov. »

Proclamation adressée aux troupes de Petrograd

« Le 2 mars 1917.

Par arrêté du président du Comité provisoire du 2 mars courant, je suis chargé temporairement, jusqu'à l'arrivée à Petrograd du glorieux général Kornilov, d'assumer les fonctions de commandant en chef des troupes de Petrograd et environs. Je constate avec satisfaction que l'ordre se rétablit de jour en jour dans la capitale. Je vous remercie de tout cœur, vaillantes troupes de Petrograd, de votre enthousiasme à servir la patrie à l'heure redoutable qu'elle traverse. Je ne doute pas un instant qu'animés du même sentiment sacré, vous vous efforciez de rétablir l'ordre, si nécessaire à notre Patrie excédée de souffrances ; vous regagnerez vos cantonnements et vous aborderez immédiatement votre tâche principale qui est de vous préparer le plus promptement et le plus complètement possible à la lutte sur le front, contre le cruel ennemi extérieur qui, altéré de sang, contemple déjà notre prétendue faiblesse et voudrait en profiter pour asservir notre patrie. Je suis profondément convaincu que peu d'heures nous séparent du moment heureux où le soldat sur le front et l'ouvrier à son enclume vont forger l'avenir glorieux et prospère de la Russie.

Que chacun se remette donc au travail honorable, régulier, assidu, qui lui a été assigné.

Général Anosov. »

Manifeste de Nicolas II

« Aux jours de la grande lutte contre l'ennemi extérieur qui depuis près de trois ans cherche à asservir notre patrie, il a plu

au Seigneur d'envoyer à la Russie une nouvelle et lourde épreuve. Les troubles populaires qui viennent d'éclater menacent d'avoir une répercussion malheureuse sur la conduite extérieure de cette guerre obstinée. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre héroïque armée, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie exigent que la guerre se termine, coûte que coûte, par la victoire.

L'ennemi cruel tend ses dernières forces, et l'heure est déjà proche où notre vaillante armée, en collaboration avec nos glorieux alliés, pourra le briser définitivement.

En ces jours décisifs de la vie de la Russie, nous estimons de notre devoir de faciliter à notre peuple l'étroite collaboration et l'union de toutes les forces nationales pour hâter la victoire. D'accord avec la Douma d'Empire, nous avons jugé bon de renoncer au trône de Russie et de déposer le pouvoir suprême. Désireux de ne pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous confions notre succession à notre frère le grand-duc Michel Alexandrovitch et bénissons son avènement au trône de Russie.

Nous recommandons à notre frère d'administrer les affaires de l'État en union complète et inaltérable avec les représentants du peuple réunis dans les institutions législatives. Il prêtera au nom de notre patrie bien-aimée le serment inviolable de gouverner selon les principes proclamés par celles-ci.

Nous invitons tous les fils fidèles de la Patrie à accomplir leur devoir envers elle en obéissant à l'Empereur au moment pénible des épreuves qui frappent le peuple entier et à aider l'Empereur, avec les représentants du peuple, à conduire la Russie dans la voie de la victoire, de la prospérité et de la gloire.

Que Dieu aide la Russie !

NICOLAS.

Le 2/15 mars 1917, 15 heures, à Pskov.

Contre-signé : Le ministre de la Cour Impériale :

FREEDERIKS. »

De l'abdication de Nicolas II à la renonciation du grand-duc Michel

Le nouveau Gouvernement.

Le Comité exécutif de la Douma annonce la composition du nouveau gouvernement :

Le prince G. E. Lvov, (membre de la 1re Douma, Président du Comité Central de l'Union Générale des Zemstvos), Président du Conseil et ministre de l'Intérieur.

P. N. Miljukov (député de Petrograd), ministre des Affaires étrangères.

A. F. Kerenski (député de Saratov), ministre de la Justice.

N. V. Nekrasov (vice-président de la Douma), ministre des Voies de communications.

A. I. Konovalov (vice-président du Comité Central des Industries de guerre, député de Kostroma), ministre du Commerce et de l'Industrie.

A. A. Manuilov (ancien membre du Conseil d'État, ancien recteur de l'Université de Moscou), ministre de l'Instruction publique.

A. I. Guckov (membre du Conseil d'État, président du Comité Central des Industries de guerre), ministre de la Guerre et temporairement de la Marine.

A. I. Singarev (député de Petrograd), ministre de l'Agriculture.

M. I. Terescenko, ministre des Finances.

I. V. Godnev (député de Kazan), contrôleur d'État.

V. N. Lvov (député de Samara), Procureur général du Saint-Synode.

Cette composition du gouvernement a été arrêtée après entente du Comité exécutif de la Douma et du Comité exécutif du Conseil des Délégués ouvriers.

Proclamation du Gouvernement

« Citoyens !

Le Comité provisoire de la Douma, aidé par la troupe et la population de la capitale, a remporté sur les forces ténébreuses de l'ancien régime un succès assez complet pour lui permettre d'entreprendre une organisation plus durable du pouvoir exécutif.

A cet effet le Comité provisoire de la Douma nomme membres du premier ministère national les hommes dont les noms suivent à qui la confiance du pays est dores et déjà acquise grâce à leur activité politique passée : (*suit la liste des nouveaux ministres*).

Dans son action le ministère s'inspirera des principes suivants :

1) Amnistie complète et immédiate pour tous les délits politiques et religieux, y compris les attentats terroristes, les séditions militaires, les troubles agraires, etc.

2) Liberté de la parole, de la presse, des associations, des réunions et des grèves, avec l'extension des libertés politiques aux mobilisés, dans les limites permises par les conditions techniques de la situation militaire.

3) Suppression de toutes les restrictions sociales, religieuses et nationales.

4) Préparation immédiate de la convocation d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel, direct, égal et secret, qui fixera la forme du gouvernement et la Constitution du pays.

5) Substitution à la police d'une milice nationale, avec des chefs placés sous les ordres des organes du pouvoir local.

6) Elections des pouvoirs locaux au suffrage universel, direct, égal et secret.

7) Maintien sous les armes à Petrograd des unités militaires qui ont participé au mouvement révolutionnaire.

8) Suppression pour les soldats de toutes les restrictions dans la jouissance des droits civiques accordés aux autres citoyens, sans que cela porte atteinte au maintien d'une discipline rigoureuse dans les rangs et lors de l'exécution des devoirs militaires.

Le Gouvernement provisoire croit devoir ajouter qu'il n'a nullement l'intention d'exploiter la situation militaire pour retarder d'une manière quelconque la réalisation des réformes et des mesures ci-dessus indiquées.

Le Président de la Douma d'État:
M. Rodzianko.

Le Président du Conseil des Ministres :
Le prince Lvov.

Les Ministres :

Miljukov, Nekrasov, Konovalov, Manuilov, Terescenko, V. Lvov, Singarev, Kerenski. »

Après la formation du nouveau cabinet.

Le 2/15 mars, le nouveau gouvernement s'est formé. Tous les pourparlers relatifs à son organisation ont été terminés vers 3 heures de l'après-midi. M. Miljukov, la liste des nouveaux ministres à la main, est entré dans la salle Catherine et a adressé aux marins, soldats et citoyens qui y étaient réunis le discours suivant :

« Nous traversons un moment historique solennel. Avant-hier encore nous ne faisions partie que d'une modeste opposition et le gouvernement russe paraissait tout-puissant. Aujourd'hui ce gouvernement est tombé dans la boue à laquelle il était devenu semblable, et nous, avec nos amis de la gauche, nous nous sommes vus portés, par la révolution, par l'armée et par le peuple, à la place d'honneur qui est celle des membres du premier gouvernement russe national. (*Applaudissements.*)

Comment a pu se réaliser cet événement qui naguère paraissait invraisemblable ? Comment a-t-il pu se faire que la révolution russe qui vient de renverser à jamais l'ancien régime ait été peut-être la plus rapide et la moins sanglante qu'ait connue l'histoire? C'est parce que l'histoire n'a jamais connu non plus de gouvernement aussi stupide, aussi dépourvu de scrupules, aussi lâche ou aussi traître que celui-là...

Nous avons renversé le gouvernement, et sans peine. Mais notre tâche ne s'arrête pas là. La moitié de la besogne reste à faire et peut-être la moitié la plus grosse. Il reste à garder en

mains la victoire que nous avons si facilement obtenue. Comment y arriver ? La réponse est simple et claire. Nous devons organiser notre victoire. Pour cela, il faut avant tout garder l'unité de volonté et de pensée qui nous a conduits à la victoire. Parmi nous, membres du cabinet actuel, il y avait beaucoup de querelles et de divergences d'opinion anciennes et graves. Bientôt ces divergences deviendront peut-être plus graves encore et plus importantes, mais aujourd'hui elles pâlissent et s'évanouissent devant le grand problème commun qui n'est pas encore résolu complètement, de créer un nouveau pouvoir, un pouvoir national, à la place de l'ancien pouvoir qui vient de tomber. Il importe avant tout d'être unis dans la marche vers ce but. Soyez unis en écartant les querelles politiques, importantes peut-être, mais qui peuvent encore nous arracher les fruits de la victoire.

Soyez unis vous aussi, soldats et officiers de la grande et glorieuse armée russe, et rappelez-vous que l'armée n'est forte que par son union intérieure : si elle perd sa cohésion, elle devient une foule désordonnée et une poignée d'hommes peut la vaincre sans même être armée. Gardez donc cette cohésion pour vous et pour nous, et montrez qu'après avoir si facilement renversé l'ancien pouvoir tout-puissant, nous ne laisserons pas annihiler le premier pouvoir national créé par le peuple. (*Vifs applaudissements prolongés*). Je sais bien qu'il y a eu des fautes commises et que les rapports entre officiers et soldats dans l'armée étaient fondés sur l'esclavage. Mais aujourd'hui les officiers eux-mêmes comprennent trop bien combien il faut ménager et respecter chez le soldat le sentiment de sa dignité d'homme et de citoyen. Quant aux soldats qui viennent de remporter la victoire, ils savent bien aussi qu'ils ne peuvent la maintenir qu'à condition de rester unis avec leurs officiers. (*Vifs applaudissements prolongés. Exclamations parmi les assistants : « Qui vous a élus ? »*). Nous n'avons été élus par personne, car si nous avions attendu d'être élus par le peuple, nous n'aurions pas pu arracher le pouvoir aux mains de l'ennemi. (*Vifs applaudissements prolongés*)... Mais nous nous rappelons trop bien que naguère encore nous défendions les principes de la responsabilité du pouvoir devant les élus du peuple. Nous ne garderons pas le pouvoir un seul instant lorsque les représentants élus par le peuple nous diront qu'ils désirent voir à notre place d'autres hommes, plus dignes de leur confiance. (*Applaudissements*). Croyez, Messieurs,

que le pouvoir ne lutte pas en ces jours par ambition. Ce n'est ni une récompense ni un plaisir, mais un devoir et un sacrifice. (*Vifs applaudissements*). Et dès qu'on nous dira que le peuple n'a pas besoin de ces sacrifices, nous nous en irons avec un sentiment de reconnaissance pour la possibilité qui nous aura été accordée. Mais nous n'abandonnerons pas le pouvoir aujourd'hui où il est nécessaire pour consolider la victoire et où, tombé de nos mains, il ne pourrait échoir qu'à l'ennemi. (*Applaudissements. Exclamations: « Quels sont les ministres? »*) Il ne peut pas y avoir de secret pour le peuple. Ce secret, toute la Russie le saura dans quelques heures, et ce n'est certes pas pour garder secrets nos noms que nous sommes devenus ministres. Je vais vous les dire. En tête de notre ministère nous avons mis l'homme dont le nom signifie la force publique russe organisée (*Cris: « bourgeoise »*), qui a été si implacablement poursuivie par l'ancien gouvernement. Le prince G. Lvov, chef des zemstva russes, (*cris: « bourgeois ! »*) sera notre président du Conseil et notre ministre de l'Intérieur, et remplacera son oppresseur. Vous dites, Messieurs, forces bourgeoises. Oui, mais c'est la seule force organisée qui donnera ensuite la possibilité de s'organiser aux autres classes de la société russe. (*Applaudissements*). Mais, Messieurs, je suis heureux de vous annoncer que les classes non bourgeoises ont aussi leur représentant dans notre ministère. Je viens de recevoir le consentement de mon collègue A. Kerenski pour un poste dans le premier cabinet russe national. (*Vifs applaudissements*). Nous avons été infiniment heureux de confier à cet homme politique le ministère où il infligera un juste châtiment aux valets de l'ancien régime, à tous les Sturmer et Sukhomlinov. (*Applaudissements*). Les tristes héros des jours qui sont à jamais évanouis par la volonté du destin se verront entre les mains de la justice, non pas de Sceglovitov, mais de Kerenski. (*Vifs applaudissements. Exclamations*). Vous voulez d'autres noms (*Cris : « et vous ? »*) Quant à moi, mes collègues m'ont chargé de prendre la direction de la politique extérieure de la Russie. (*Vifs applaudissements prolongés, se transformant bientôt en une ovation à l'orateur qui s'incline de tous les côtés.*) Je serai peut-être un bien médiocre ministre à ce poste, mais je puis affirmer que sous mon ministère les secrets du peuple russe ne tomberont pas entre les mains de nos ennemis. (*Vifs applaudissements prolongés*). Maintenant je vais vous dire un nom

qui provoquera ici des objections. A. I. Guckov a été mon adversaire politique (*cris: « votre ami ! »*) pendant toute l'existence de la Douma. Mais aujourd'hui, Messieurs, nous sommes devenus des amis politiques; d'ailleurs il faut être juste même pour un ennemi. C'est Guckov qui avait entrepris à la troisième Douma la réorganisation de l'armée russe désorganisée par les revers de Mandchourie. C'est lui qui avait posé la première pierre de la victoire que notre armée rénovée et régénérée remportera dans la grande lutte actuelle. Guckov et moi, nous sommes gens d'un style différent. Moi, je suis un vieux professeur, habitué à faire des conférences, tandis que Guckov est un homme d'action. A l'instant même où je vous parle ici, Guckov organise la victoire dans les rues de la capitale. (*Applaudissements*). Qu'auriez-vous dit si au lieu de disposer les troupes la nuit dernière dans les gares où l'on attendait l'arrivée des troupes hostiles à la révolution, Guckov avait pris part à nos discussions politiques et que les troupes adverses, après avoir occupé les gares, eussent occupé les rues et ensuite cette salle ? Que serait-il advenu de vous et de moi? (*Exclamations approbatives. Cris: « c'est juste »*)... Ensuite nous avons donné deux places aux représentants du groupe libéral de la bourgeoisie russe qui les premiers en Russie ont essayé d'organiser les représentants de la classe ouvrière. (*Applaudissements. Cris: « ils sont en prison »*). Messieurs, c'est l'ancien gouvernement qui a fait cela. A. I. Konovalov a aidé le groupe ouvrier faisant partie du Comité des Industries de guerre de Petrograd à s'organiser, et M. I. Terescenko en a fait autant à Kiev... Mais, Messieurs, c'est un nom retentissant dans le sud de la Russie. La Russie est grande, il est difficile d'en connaître les bons citoyens. (« *Et l'agriculture ?* ») Messieurs, en ces jours où le ravitaillement de l'armée est une question sérieuse et difficile, où l'ancien gouvernement a conduit notre patrie presque au bord de l'abîme et où chaque minute de retard peut provoquer une émeute de famine comme il s'en est déjà produit, à cette heure nous avons nommé ministre de l'Agriculture A. I. Singarev auquel est acquis, nous en sommes sûrs, l'appui de la nation, appui dont l'absence a entraîné la chute de M. Rittich. (*Applaudissements prolongés. Cris : « Et les voies de communications? »*) Nous avons placé à cet autre poste, important pour notre pays, N. V. Nekrasov, vice-président de la Douma, particulièrement estimé de nos cama-

rades de la gauche. (*Vifs applaudissements*). Voici, me semble-t-il, tout ce qui peut vous intéresser. (« *Et le programme ?* »)

Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir vous lire en réponse la feuille sur laquelle ce programme est exposé, mais l'exemplaire unique du programme élaboré hier dans une conférence de nuit prolongée entre nous et les représentants du Conseil des délégués ouvriers est soumis à leur examen définitif. J'espère que dans quelques heures notre programme vous sera communiqué. Mais naturellement, je peux dès à présent vous en dire les points principaux. (*Bruit. Cris violents: « et la dynastie? »*). Vous parlez de la dynastie. Je sais d'avance que ma réponse ne vous satisfera pas tous. Mais je la ferai tout de même. L'ancien despote qui a conduit la Russie jusqu'au bord de l'abîme renoncera volontairement au trône ou sera déposé. (*Applaudissements.*) Le pouvoir passera à un régent, le grand-duc Michel Alexandrovitch. (*Mouvements divers. Applaudissements. Nouveaux mouvements divers*). L'héritier sera Alexis. (*Cris: « c'est l'ancienne dynastie »*). Oui, c'est l'ancienne dynastie que vous n'aimez peut-être pas et que je n'aime peut-être pas non plus. Mais ce n'est pas le moment de nous inquiéter de nos préférences. Nous ne pouvons pas laisser sans réponse la question du régime. Nous nous le représentons sous la forme d'une monarchie constitutionnelle parlementaire. Peut-être que d'autres se le représentent autrement. Mais si nous discutons cette question au lieu de la résoudre immédiatement, la Russie sera livrée à la guerre civile et le régime qui vient d'être détruit renaîtra. Nous n'avons pas le droit de le faire ni pour nous ni pour vous. Cependant cela ne veut pas dire que nous ayons tranché la question d'une façon définitive. Vous trouverez dans notre programme un point, conformément auquel, aussitôt que le danger sera passé et qu'un ordre stable se sera constitué, nous nous occuperons de la convocation d'une Assemblée Constituante, (*vifs applaudissements*) élue au suffrage universel, direct, égal et secret. Le gouvernement élu par le peuple décidera qui, de nous ou de nos adversaires, aura le mieux exprimé l'opinion publique de la Russie. (*Applaudissements. Bruits. Cris: « publiez le programme!*). Ces exclamations me rappellent la question importante qui dépend du Conseil des délégués ouvriers (C. D. O.), qui ont la haute main sur les ouvriers typographes en Russie. La Russie libre ne peut pas se passer de la publicité la plus large et de la discussion des nouvelles qui intéressent à cette heure toute la

Russie. J'espère qu'il nous sera possible d'assurer dès demain la publication régulière des organes de la presse désormais libre. Messieurs, je pourrais énumérer d'autres points du programme mais je pense que ceux que je vous ai rappelés sont ceux qui vous touchent de plus près et qu'il vous suffira d'apprendre bientôt les autres, par la presse. Je ne puis plus parler, je suis fatigué. Permettez-moi de terminer mon discours par ces explications. » (*Tonnerre d'applaudissements. Mouvements dans la salle. On emporte l'orateur en triomphe hors de la salle Catherine.*)

Déclaration de A. F. Kerenski au C. D. O.

Après la constitution du nouveau gouvernement, le ministre de la justice A. F. Kerenski s'est rendu à une réunion du C. D. O, et a demandé la parole pour une déclaration extraordinaire. On la lui a accordée immédiatement et il a adressé au C. D. O. le discours suivant:

« Camarades! Avez-vous confiance en moi? (*Exclamations sur tous les bancs: « Oui, oui. »*) Je vous parle, camarades, du fond de mon cœur et je suis prêt à mourir, s'il le faut. (*Émotion générale dans la salle. A. F. Kerenski est salué par des applaudissements prolongés qui se transforment en une longue ovation*). Camarades, étant donné la constitution du nouveau gouvernement, j'ai dû, sans attendre votre sanction formelle, répondre à la proposition qui m'a été faite d'occuper le poste de ministre de la justice. (*Vifs applaudissements. Enthousiasme général*). Camarades, les représentants de l'ancien pouvoir se trouvaient entre mes mains, et je n'ai pas pu me décider à les relâcher. (*Vifs applaudissements. Exclamations: « Très bien! »*). J'ai accepté la proposition qui m'a été faite, et je suis entré dans le nouveau gouvernement provisoire comme ministre de la justice. (*Applaudissements unanimes. Exclamations: « Bravo! »*). Mon premier acte a été l'ordre de remettre en liberté et de faire venir de Sibérie, avec des honneurs particuliers, nos camarades du groupe social-démocrate. (*Tonnerre d'applaudissements. Enthousiasme général*). Comme j'ai assumé les fonctions de ministre de la justice avant d'avoir reçu votre mandat formel, je donne ma démission de vice-président du C. D. O. Mais je suis prêt à reprendre ce titre si vous le jugez nécessaire. (*Vifs applaudissements et exclamations générales : « Con-*

servez-le ! »). Camarades, en entrant dans le nouveau gouvernement provisoire, je reste ce que j'étais, c'est-à-dire un républicain (*vifs applaudissements*); j'ai déclaré au gouvernement provisoire que je suis un représentant de la démocratie, qu'il doit me considérer comme le porte-voix des revendications de la démocratie et qu'il doit compter d'une manière toute particulière avec les opinions que je soutiendrai comme représentant de cette démocratie, grâce aux efforts de qui l'ancien pouvoir a été renversé. Camarades, le temps presse, chaque moment est précieux; je vous invite à l'organisation, à la discipline, et vous prie de nous accorder votre appui, à nous, vos représentants qui avons donné toute notre vie au peuple et qui sommes prêts à mourir pour lui. »

Les paroles de A. F. Kerenski, prononcées avec une fougue admirable ont été accueillies par un tonnerre d'applaudissements. Il est difficile d'exprimer l'enthousiasme qui s'était emparé de la salle. Les voix isolées qui avaient tenté de protester contre le fait que A. F. Kerenski avait agi sans le consentement formel du C. D. O. ont été couvertes par les interruptions unanimes de la grande majorité du C. D. O. qui a fait à A. F. Kerenski une ovation sans précédent dans les murs du Palais de Tauride.

Discours adressé par A. F. Kerenski aux soldats et aux citoyens.

Le 2/15 mars au soir, le nouveau ministre de la justice A. F. Kerenski a prononcé un discours dans la salle Catherine, devant des soldats et des civils. A l'arrivée du nouveau ministre à la tribune, la vaste salle Catherine a retenti des applaudissements prolongés de la foule énorme qui s'y trouvait réunie.

« Camarades, soldats et citoyens, a commencé A. F. Kerenski, moi, A. F. Kerenski, membre de la Douma et ministre de la justice, je déclare publiquement que le nouveau gouvernement provisoire est entré dans l'exercice de ses fonctions, après entente avec le C. D. O. S. L'accord qui avait été conclu entre le Comité Exécutif de la Douma et le Comité Exécutif du C. D. O. S. a été approuvé par le C. D. O. S. à la majorité de plusieurs centaines de voix contre 15. (*Vifs applaudissements. Exclamations : « bravo ! »*)

Le premier acte du nouveau gouvernement a été la publication d'un acte d'amnistie complète. Nos camarades, les députés de la seconde et de la quatrième Douma, qui avaient été arbitrairement exilés dans les toundras de la Sibérie, seront immédiatement mis en liberté et amenés ici avec les honneurs auxquels ils ont droit.

Camarades, le sort de tous les anciens présidents du conseil et de tous les ministres de l'ancien régime est entre mes mains conformément à la loi. Ils répondront de leurs crimes contre le peuple. (*Exclamations :* « *Pas de pitié !* »). Camarades, la Russie libre ne recourra pas aux procédés honteux de l'ancien pouvoir. Nul ne sera châtié sans jugement. Une justice émanant du peuple et faite au grand jour sera appliquée à tous. Camarades, soldats et ouvriers, toutes les mesures qui auront été prises par le nouveau gouvernement seront publiées. Soldats, je vous demande votre concours. Une Russie libre est née et personne n'arrivera à arracher au peuple la liberté.

N'écoutez pas les suggestions des agents de l'ancien pouvoir.

Obéissez à vos officiers. Vive la Russie libre ! » (*Vifs applaudissements. Cris:* « *Hourra!* »)

Communication du ministre de la justice A. F. Kerenski et du président du C. D. O. S., N. S. Ckhéïde.

Le ministre de la justice, A. F. Kerenski et le président du C. D. O. S., N. S. Ckhéïdze nous autorisent à déclarer que tous les appels invitant les soldats à refuser obéissance aux officiers et à ne pas exécuter les ordres du nouveau gouvernement provisoire sont l'œuvre d'agents provocateurs.

Un accord est intervenu entre le Comité Exécutif de la Douma et le C. D. O. S.

Appel du C. D. O. S.

« Camarades et citoyens ! Le nouveau pouvoir formé d'éléments libéraux modérés a fait connaître aujourd'hui les réformes qu'il s'engage à réaliser, les unes pendant, les autres.

après la lutte contre l'ancien régime. Certaines de ces réformes, telles que l'amnistie politique, l'engagement de préparer la convocation d'une Assemblée Constituante, la réalisation des libertés politiques et la suppression des restrictions de droits imposés pour raisons nationales doivent être saluées par les masses démocratiques.

Nous estimons que la démocratie doit prêter son concours au gouvernement naissant dans la mesure où il s'efforcera de réaliser ces engagements et mènera une lutte implacable contre l'ancien pouvoir.

L'heure approche d'une victoire complète du peuple russe sur l'ancien pouvoir. Mais, pour obtenir cette victoire, nous devons faire des efforts surhumains, nous devons faire preuve de mesure et de fermeté.

La désunion et l'anarchie ne sauraient être admises. Tout désordre, pillage, irruption dans les domiciles des particuliers, vol et détérioration de toute propriété, occupation inutile d'établissements publics doivent être réprimés. Le fléchissement de la discipline et l'anarchie ruineraient la révolution et la liberté nationale.

Mais le danger d'un mouvement militaire contre la révolution n'est pas encore écarté. Pour le prévenir, il est très important d'assurer une collaboration étroite entre les soldats et les officiers. Les officiers qui ont à cœur les intérêts de la liberté et le développement progressif de la patrie doivent faire tous leurs efforts pour organiser cette collaboration. Ils respecteront dans le soldat sa dignité d'homme et de citoyen et ménageront en lui le sentiment de l'honneur. Les soldats se rappelleront de leur côté qu'une armée n'est forte que par l'union des soldats et des officiers et qu'on ne saurait condamner toute la corporation des officiers à cause de la mauvaise conduite de quelques-uns d'entre eux. Pour assurer le succès de la Révolution, il convient d'oublier les fautes vénielles contre la démocratie de ceux d'entre les officiers qui maintenant ont adhéré à la lutte implacable et définitive que vous menez contre l'ancien régime. »

Proclamation du Comité exécutif du C. D. O. S.

Au cours d'une réunion du Comité, les révolutionnaires et les socialistes-démocrates ont décrété:

1) La circulation des tramways va reprendre.

2) Les soldats et les miliciens sont dispensés de payer leur place, mais toutes autres personnes en sont tenues comme à l'ordinaire.

3) Le Comité Exécutif a formé une série de commissions pour l'étude des questions relatives aux affaires courantes.

4) Les commissions créées sont les suivantes : ravitaillement, propagande dans les sections, chemins de fer, postes et télégraphes, presse, reprise du travail, finances, automobiles, discipline, expédition des affaires courantes, imprimerie.

D'autres commissions sont en voie de création.

Proclamation du Conseil des Délégués ouvriers.

« L'ancien pouvoir avait conduit le pays à une débâcle complète, et le peuple à la famine. Il était devenu impossible d'attendre davantage. La population de Petrograd est descendue dans la rue pour manifester son mécontentement. On l'a accueillie à coups de fusils. Au lieu de pain, le gouvernement tsarien a donné au peuple du plomb.

Mais les soldats n'ont pas voulu marcher contre le peuple et ils se sont révoltés contre le gouvernement. Avec le peuple, ils se sont emparés des armes, des arsenaux et des principaux établissements gouvernementaux. La lutte se poursuit encore ; elle doit être menée jusqu'au bout. L'ancien pouvoir doit être abattu complètement et faire place à un gouvernement populaire. Le salut de la Russie est là. Pour mener à bien la lutte, le peuple doit, dans l'intérêt de la démocratie, créer sa propre organisation.

Hier, 27 février, a été constitué un Conseil des Délégués ouvriers. Il se compose des représentants élus des usines et des fabriques, des corps de troupes révoltés, ainsi que des partis et groupements démocratiques et socialistes. Le Conseil des Délégués ouvriers siégeant à la Douma se propose comme but fondamental l'organisation des forces populaires et

la lutte pour l'affermissement définitif de la liberté politique et du gouvernement populaire en Russie.

Pour organiser le gouvernement populaire dans les quartiers de Petrograd, le Conseil a nommé des commissaires de sections.

Nous invitons toute la population de Petrograd à se grouper immédiatement autour du Conseil, à constituer des comités locaux dans les sections et à prendre en mains l'administration de toutes les affaires locales.

Luttons tous, d'un effort commun, pour la destruction complète de l'ancien gouvernement et pour la convocation d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret.

Le Conseil des Délégués ouvriers. »

Appel du Comité des Industries de guerre

« Citoyens, la guerre continue. L'armée a besoin d'armes et de munitions. Chaque moment perdu affaiblit nos forces et accroît la puissance et l'insolence de l'ennemi.

La victoire de l'Allemagne entraînerait la restauration de l'ancien régime. Le peuple et l'armée qui ont conquis la liberté en quelques jours sauront instituer et maintenir un mode de gouvernement conforme à la volonté commune du peuple. Mais aujourd'hui, pour la défense du pays, il importe de créer un pouvoir unique provisoire, fort de la confiance de la population et de l'armée. Ce pouvoir ne peut émaner que de la Douma; seule, elle peut compter sur le respect de tout le pays libre, de l'armée entière et de nos vaillants alliés.

Pleinement conscients de la grande responsabilité de chacun de nous pour l'avenir de notre Patrie qui traverse un moment historique solennel, nous invitons tous les citoyens, toutes les institutions et toutes les organisations, à observer un calme absolu, à ne pas interrompre leur production et à s'adresser en même temps à la Douma afin de mettre toutes leurs forces à sa disposition.

L'heure n'est pas aux dissenssions, aux querelles, aux manifestations isolées. Rappelez-vous que c'est dans l'union et dans l'entente que réside le salut de la Russie, et que le désaccord serait sa ruine.

L'Allemagne ne sommeille pas. Son offensive reprend de plus belle. Pourvoyez l'armée de tout le nécessaire. Ne trahissez pas vos frères dans les tranchées.

Le Comité Central des Industries de guerre. »

Appel du parti de la liberté nationale.

Le parti de la liberté nationale (cadet) publie un appel à la population, l'exhortant à oublier toutes les dissensions politiques, sociales et nationales et à se grouper autour du gouvernement provisoire afin de l'aider dans la lourde tâche de consolider la liberté conquise, d'assurer la victoire sur les Allemands et d'organiser le ravitaillement du pays. L'appel se termine ainsi : « Oublions à jamais dans un élan commun toutes les vieilles querelles; que la Patrie sorte de ses lourdes épreuves heureuse, libre et unie par les liens de l'amour et de la fraternité universelle. »

Résolution de la Conférence des Socialistes-Révolutionnaires de Petrograd.

Dans la séance du 2/15 mars 1917, la Conférence des socialistes-révolutionnaires de Petrograd, après avoir discuté la situation politique, a résolu ce qui suit :

« 1) Attendu que le danger de la contre-révolution n'est pas encore écarté et que par conséquent le problème actuellement à l'ordre du jour est la consolidation des conquêtes politiques de la Révolution, la Conférence considère comme absolument indispensable de soutenir le Gouvernement provisoire, dans la mesure où il réalisera son programme politique : amnistie, liberté individuelle, suppression des restrictions sociales, religieuses et nationales, préparation de l'Assemblée Constituante. La Conférence se réserve le droit de modifier son attitude à l'égard du Gouvernement provisoire aussitôt qu'il s'écartera du programme tracé. En même temps la Conférence reconnaît urgente la lutte contre toutes les tentatives qui compromettraient le travail d'organisation du Gouvernement provisoire.

2) Considérant comme indispensable le contrôle des actes du Gouvernement provisoire par les travailleurs, la Conférence salue l'entrée de A. F. Kerenski dans le Gouvernement provi-

soire comme ministre de la justice, en tant que défenseur des intérêts du peuple et de sa liberté, et lui exprime sa pleine sympathie pour sa ligne de conduite, dictée par une juste compréhension de la situation politique, dans les premiers jours de la Révolution.

3) Pour consolider les conquêtes politiques de la Révolution et assurer le développement des droits politiques et sociaux du peuple, la conférence appelle tous les membres du parti socialiste-révolutionnaire à prendre une part active à l'organisation des masses populaires en entrant dans le C. D. O. S., et en créant des unions paysannes et d'autres organisations pour défendre les intérêts du peuple.

4) Tout en soutenant le Gouvernement provisoire dans la réalisation de son programme politique, la conférence considère comme nécessaire de poursuivre un travail énergique pour la préparation de l'Assemblée Constituante en propageant les idées républicaines et toutes les revendications sociales et politiques que comporte le programme minimum du parti.

Premières mesures du nouveau ministre de la Justice.

Au gouverneur militaire d'Irkoutsk.

Au gouverneur de l'Ienisséi, à Krasnoïarsk.

Le 2/15 mars 1917.

Je confirme l'ordre de l'adjoint au ministre de la justice Cebysev en vue de la libération immédiate et complète des députés Petrovski, Muranov, Badaïev, Sakhov, Samoïlov. Je vous charge, sous votre responsabilité personnelle, de leur assurer un retour honorable à Petrograd.

Le ministre de la justice, membre de la Douma :

Citoyen Kerenski.

Circulaire adressée par le ministre de la Justice du Gouvernement provisoire aux juges de paix de la capitale.

« Il est urgent d'enrayer rapidement les malentendus regrettables qui se produisent dans la ville entre les soldats, les habitants et les ouvriers.

J'invite à cet effet tous les juges de paix à prendre part, aussitôt réception de la présente circulaire, à la création des tribunaux provisoires pour le réglement de ces malentendus.

Le tribunal composé de trois membres, à savoir un juge de paix, un représentant des soldats et un représentant des ouvriers, siège dans la salle des séances de la justice de paix.

Les limites actuelles de la compétence des juges de paix sont maintenues. Les questions sont décidées à la majorité et tous les membres ont les mêmes droits.

Les tribunaux siègent de 10 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

Les affaires graves sont soumises à la décision du commandant de place, nommé par le Gouvernement provisoire.

La présente mesure a un caractère provisoire.

Le ministre de la Justice du Gouvernement provisoire,

A. Kerenski.

Le 3/16 mars 1917. »

Renonciation du Grand-Duc Michel.

« Par la volonté de mon frère qui m'a transmis le trône impérial de Russie au milieu d'une guerre sans exemple et de troubles populaires, une lourde tâche m'est échue.

Inspiré par la pensée, commune au peuple entier, que l'intérêt de notre patrie prime toute autre chose, j'ai pris la ferme décision de n'accepter le pouvoir suprême que si telle est la volonté de notre grand peuple à qui il appartient de fixer, par l'intermédiaire de ses représentants élus au suffrage universel et réunis en Assemblée Constituante, le mode de gouvernement et la nouvelle Constitution de l'État russe.

C'est pourquoi, invoquant la bénédiction divine, je prie tous les citoyens de la Russie de se soumettre au Gouvernement provisoire formé sur l'initiative de la Douma et qui restera revêtu de tout le pouvoir jusqu'au moment où l'Assemblée Constituante convoquée dans le plus bref délai, sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret, aura formulé la volonté populaire.

Michel.

Le 3/16 mars 1917. »

Le Gouvernement provisoire

Télégramme du président du Conseil des ministres.

Le 4/17 mars, le prince Lvov, président du Conseil des ministres, a adressé la circulaire suivante au général Alexeïev, chef de l'état-major du généralissime, aux maires, aux administrations de gouvernements et de cantons, aux présidents des conseils de zemstva, aux commandants en chef de tous les fronts, aux commandants de toutes les circonscriptions militaires, aux commandants de la flotte de la Baltique et de la Mer Noire et de l'escadre de Sibérie, aux commandants des ports de Vladivostok, de Sébastopol, d'Arkangel et de Kronstadt, ainsi qu'au vice-gouverneur de Finlande :

« Le 2/15 mars courant, a eu lieu la renonciation au trône de l'empereur Nicolas II, pour lui et pour son fils, en faveur du grand-duc Michel Alexandrovitch. Le 3/16 mars, Michel Alexandrovitch a refusé d'accepter le pouvoir suprême jusqu'à ce qu'une Assemblée ait décidé du mode du gouvernement, et il a engagé la population à se soumettre au Gouvernement provisoire formé sur l'initiative de la Douma et qui reste investi de tout le pouvoir jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante qui formulera la volonté populaire relativement au mode de gouvernement.

Le président du Conseil des ministres,

Le prince Lvov. »

Séance solennelle du Saint-Synode

Le 4/17 mars a eu lieu la première séance solennelle du Saint-Synode depuis l'introduction du nouveau régime. Le président était le métropolite de Kiev, Vladimir. Au commencement de la séance, le nouveau procureur général du Saint-Synode, V. N. Lvov, député à la Douma, a fait son entrée. Il a adressé d'abord un discours aux membres du Saint-Synode. Il a rappelé qu'il avait toujours été le partisan chaleureux de la liberté de l'Église et a exprimé sa joie profonde de ce que le Saint-Synode reçût maintenant, grâce à la suppression de l'autocratie, la possibilité de diriger la vie de l'Église sans l'immixtion d'aucune

influence temporelle. Les auditeurs ont été vivement impressionnés par le passage du discours du procureur général où il proposait d'enlever de la salle des séances du Saint-Synode le fauteuil du tsar, emblème du césaropapisme désormais aboli.

V. N. Lvov a été salué comme procureur général du Saint-Synode par le métropolite Vladimir, qui a exprimé au nom de tous les assistants, sa joie de voir l'Église orthodoxe délivrée, et sa délivrance ratifiée par la nomination d'un procureur général connu pour être son fils dévoué. Puis V. N. Lvov a été salué par les discours des archevêques membres du Saint-Synode : Arsène, archevêque de Novgorod, et Vasili, archevêque de Cernigov.

La prochaine séance du Saint-Synode aura lieu le lundi 6/19 mars. On y étudiera les mesures que, par suite de l'abolition de l'autocratie, il convient de prendre dans l'Église. Entre autres, le Saint-Synode apportera des modifications dans les cérémonies religieuses, d'où il exclura les prières et invocations où est prononcé le nom de l'empereur et de la famille impériale.

L'ancien métropolite de Petrograd, Pitirim, n'assistait pas à la séance du Saint-Synode; il est en congé depuis le jour où on lui a retiré le titre de métropolite.

Le Japon reconnaît le Gouvernement provisoire.

L'attaché militaire japonais à Petrograd a déclaré à l'état-major général que, bien que le gouvernement et l'ambassade japonaise n'aient pas reçu de communication officielle spéciale à propos des événements de Russie, l'attaché militaire japonais à Petrograd saluait néanmoins la valeureuse armée du Gouvernement provisoire, qui avait pris pour tâche la lutte contre l'Allemagne jusqu'à la victoire complète et l'établissement de l'ordre intérieur en Russie.

Au ministère de la Justice.

Le 4/17 mars, le nouveau ministre de la Justice, A. F. Kerenski s'est rendu à 1 h. 1/2 de l'après-midi au ministère. Il est entré dans le cabinet du ministre où il a reçu tous les fonctionnaires du ministère et avec eux des visiteurs du dehors. Il a eu une conversation prolongée avec l'avocat A. S. Zarudni. Après la

réception, A. F. Kerenski a fait le tour du ministère et s'est mis au courant du personnel et des affaires en cours.

En arrivant au ministère, A. F. Kerenski a tout de suite exigé que les portraits et ornements inutiles fussent enlevés de toutes les pièces. Cela a été exécuté sur l'heure.

Les fonctionnaires du ministère sont actuellement tous absorbés par la rédaction de l'ukase d'amnistie pour les déportés politiques. Une série de réformes est indiquée au Sénat Dirigeant. Le programme des réformes sera exécuté sous peu.

On ne prévoit pas pour le moment de changements radicaux dans le personnel subalterne du ministère.

A. S. Zarudni, sous-secrétaire d'État au ministère de la justice.

Ordonnance du ministre de la justice :

L'avocat A. S. Zarudni est nommé provisoirement ministre adjoint (sous-secrétaire d'État) de la justice.

Le ministre de la justice, membre de la Douma,
citoyen KERENSKI.

N. V. Teslenko est nommé second ministre-adjoint de la justice. A. F. Kerenski a envoyé à Moscou un télégramme urgent invitant Teslenko à se rendre sans retard à Petrograd.

Circulaire du ministre de la justice

(Novoe Vremja du 5/18 mars.)

« Citoyens, toutes les mesures du Gouvernement provisoire tendant à la suppression de l'ancien régime et à l'introduction du régime nouveau ont été jusqu'ici exécutées par le peuple sans effusion de sang. L'honneur de la nation exige que les premiers jours resplendissants de la liberté ne soient pas souillés par des violences irréfléchies, inadmissibles, même si elles sont provoquées par la juste indignation des citoyens.

Tous les citoyens, conscients de la grandeur de l'heure que nous traversons, doivent eux-mêmes prendre toutes les mesures

en leur pouvoir pour assurer l'inviolabilité de chacun, quel qu'il soit. Que chacun sache que les coupables seront justement jugés et punis selon leurs fautes.

Le ministre de la Justice : Kerenski. »

A. I. Singarev au ministère de l'agriculture.

Tous les fonctionnaires principaux du ministère de l'agriculture, ministres adjoints, directeurs, sous-directeurs et chefs de sections se sont réunis aujourd'hui dans la salle de réception du ministère pour recevoir le nouveau ministre. A 3 heures exactement, Singarev est arrivé; il a salué le groupe de marins qui avait gardé les bâtiments du ministère pendant les jours précédents et est entré dans son bureau. Après avoir conféré quelque temps avec les ministres adjoints, Singarev est allé dans la salle de réception et a adressé aux fonctionnaires réunis un discours dans lequel il a déclaré que, dans ces jours inquiétants pour le pays, on n'avait pas besoin de paroles, mais d'actions. Il a demandé aux fonctionnaires de se mettre au travail sur l'heure et exprimé l'espoir que tous sans exception tendraient tous leurs efforts vers le salut de la patrie.

Grudistov, le ministre adjoint, lui a répondu au nom de tous les fonctionnaires réunis. Les deux discours ont été accueillis par des applaudissements enthousiastes. Après cela, Singarev est rentré dans son bureau, où il a fait appeler tous les ministres adjoints, les directeurs des différentes sections de l'agriculture et des biens nationaux pour y faire des rapports d'urgence sur les mesures prises par le ministère pour la campagne d'exploitation agricole qui commence (fourniture aux propriétaires de main-d'œuvre, machines, instruments, engrais chimiques, etc.). Pendant la présentation des hauts fonctionnaires au nouveau ministre, un meeting avait lieu dans une autre aile du ministère, où l'on discutait la question d'adresser à la Douma une délégation chargée de lui présenter le salut des fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture A. I. Singarev a adressé le 4 mars la lettre suivante à N. V. Caïkovski, président de la Société économique libre :

« Très honoré Nicolas Vasiliévic !

Considérant que, depuis l'établissement du nouveau régime, l'activité de la Société économique libre, interrompue par l'ancien gouvernement, a repris, je vous prie instamment d'adresser à tous les membres actifs de la Société économique libre, mes compagnons de travail, un appel leur demandant d'aider le Gouvernement provisoire à résoudre les questions d'exploitation et autres questions économiques de la vie courante.

Votre : A. Singarev. »

Au ministère de l'Intérieur

Ces jours-ci le ministère de l'intérieur a concentré dans ses murs tout le travail le plus important de la nouvelle machine gouvernementale du Conseil des Ministres.

Jamais encore la salle du conseil du ministère de l'intérieur, — où ont eu lieu le 4/17 mars les deux premières séances du Conseil des ministres composant le gouvernement provisoire, — n'avait vu réunis les représentants des différents groupes sociaux qui se sont formés pour organiser le nouveau pouvoir.

Les locaux du bureau général du ministère étaient occupés par des gardes militaires, et des factionnaires, baïonnette au canon, assuraient la tranquillité du travail du nouveau cabinet.

***

Le président du Conseil des Ministres, ministre de l'intérieur, le prince G. E. Lvov est arrivé au ministère à 10 h. 1/2 du matin en compagnie du secrétaire du ministre de l'intérieur, Scepkine et a passé dans la salle du conseil du ministre.

Aussitôt après le prince G. E. Lvov a reçu hâtivement quelques membres du nouveau cabinet, et aussi toute une série de membres de la Douma.

La réception a été extrêmement rapide et à 11 heures du matin, la première séance du nouveau cabinet a commencé,

séance historique qui a duré jusqu'à 4 h. 1/2 de l'après-midi; puis, après une interruption relativement courte, la seconde séance du Conseil des ministres a commencé.

Le 4 mars à 11 heures du matin, D. M. Scepkine, conformément à l'ordonnance du président du Conseil des ministres, le prince Lvov, s'est chargé de l'expédition immédiate des affaires du ministère de l'intérieur.

D. M. Scepkine a fait appeler N. N. Antoiferov et I. V. Sosnovski, ministres adjoints de l'intérieur, ainsi que le directeur du bureau des affaires communes Sinkievic.

Pendant la journée, à propos des affaires de service qui ne souffrent pas de retard, D. M. Scepkine a pris contact avec toute une série de fonctionnaires. Il n'y a pas eu de réception générale, des employés, puisqu'après les réceptions particulières D. M. Scepkine a assisté aux séances du Conseil des ministres.

*
**

A 4 heures de l'après-midi, dans l'ancien cabinet du ministre, conférence, présidée par Scepkine, chargé de la direction des affaires intérieures et à laquelle ont pris part :

Le major général N. S. Anosov, remplissant les fonctions de commandant en chef des armées de Petrograd et des environs, le maire I. N. Gliebov, le professeur Jurievic, gouverneur général de la ville, et le chef de la milice municipale, D. A. Kryzanovski.

Au cours de la séance, on a examiné une série de questions relatives à l'organisation d'une surveillance de la vie extérieure de la capitale. La Conférence a porté spécialement sur la question de la formation d'une milice publique.

Un rapport détaillé a été fait à ce sujet par D. A. Kryzanovski, qui a signalé le succès extraordinaire de l'enrôlement des miliciens, dont le nombre dépasse 8.500. Les engagés dans la milice ne sont pas uniquement les étudiants des établissements d'enseignement supérieur et les élèves des dernières classes des écoles secondaires, mais, sur la décision prise à l'unanimité par les conseils de professeurs des établissements d'enseignement supé-

rieur, les professeurs et chargés de cours, qui expriment le désir de contribuer de toutes leurs forces au gouvernement public de la ville dans ses premiers pas vers l'organisation des nouvelles conditions de travail.

Dans cette conférence, on a déclaré que la milice municipale serait chargée de veiller au maintien de l'ordre dans la ville. La nouvelle milice n'aura aucune des fonctions politiques qui caractérisaient nettement l'ancienne police. La formule exacte du rôle de la milice indique qu'elle a pour but de protéger les citoyens contre toute action illégale.

De plus, la conférence a décidé d'élaborer un projet de milice permanente pour expédier toute la besogne courante, avec un cadre élu, comme cela a été proclamé dans le programme du nouveau gouvernement.

La Milice

La préfecture de Petrograd fait savoir qu'on ne considérera comme faisant partie de la milice que ceux qui possèderont un numéro et un certificat y correspondant. Tous les autres seront considérés comme des imposteurs et auront à répondre de leurs actes.

Le chef de la police municipale ordonne à tous les portiers (dvorniks) de 1re et de 2e classe, d'exécuter sans retard et sans discussion tous les ordres des miliciens.

Rétablissement des commissariats

M. Biéljajev, membre du tribunal, est chargé par l'administration de la ville de s'occuper sans retard de réparer et de remettre en état tous les locaux faisant partie des commissariats. Les crédits indispensables pour cela lui ont été alloués. La milice de la ville les occupera temporairement, et par la suite, elle sera remplacée par la police permanente.

Organisation de la préfecture de Petrograd

Le professeur Jurievic, est, on le sait, nommé gouverneur de Petrograd. Lui sont adjoints, comme aide gouverneur, le

lieutenant-colonel U. I. Fon-Samson, comme adjoint pour la partie civile, le professeur S. G. Svitikov, comme secrétaire, le professeur V. R. Mrocek.

La question du ravitaillement

L'ancienne commission de ravitaillement de la ville crée actuellement avec, à sa tête Mikanorov, membre de l'Uprava, (1), une sorte de conseil exécutif du comité central de ravitaillement. Il sera composé de 12 membres de l'assemblée municipale et de représentants des unions des villes et des zemstva, de représentants de la Croix-Rouge, des organisations sociales, de la Bourse, des coopératives, du C. D. O. S., et de six commissaires du comité du ravitaillement auprès du gouvernement provisoire. Les commissaires du gouvernement qui font partie du comité de ravitaillement de la ville ont le droit d'opposer leur veto à toutes les décisions du comité. Le comité central de la ville se trouve en voie de formation; tous ses membres seront connus d'ici deux ou trois jours. Toutes les affaires de ravitaillement qui étaient entré les mains du gouverneur de la ville ont désormais passé automatiquement sous la surveillance de la ville. L'ancienne commission de ravitaillement s'est chargée de tout. Elle a vérifié toutes les réserves de produits en dépôt, et, sans son autorisation, pas un sac ne peut sortir de ces dépôts. De même, ce n'est que sur son autorisation que l'on permet de charger et de décharger les vagons de munitions. On travaille avec acharnement à décharger les vagons de ravitaillement qui se sont amassés sur toutes les voies de chemin de fer. On apprend que partout des vagons de vivres circulent, et sans aucune difficulté. Les boucheries et autres magasins de la ville travaillent tout à fait normalement et recevront de nouveaux approvisionnements d'ici quelques jours.

La vente de l'alcool

Après s'être entendu avec le gouverneur de Petrograd, le chef de la milice municipale Kryzanovski a pris des mesures pour faire garder tous les débits d'eau-de-vie. De plus, le gouverneur

(1) L'Uprava est l'administration municipale.

de la ville a pris des mesures pour empêcher à l'avenir les pharmacies de délivrer sur ordonnance médicale de l'alcool et des médicaments contenant de l'alcool.

Entretien des anciens prisonniers.

L'Uprava a proposé à la troisième section de l'union des villes de se charger de l'entretien des anciens prisonniers qui maintenant se trouvent en liberté. La section doit leur fournir des vêtements, du linge et leur nourriture. Ils logeront pour le moment dans les asiles de nuit.

Télégrammes des municipalités

Le président de la municipalité de Petrograd, L. Bazunov a envoyé au nom de la municipalité les télégrammes suivants au président du Conseil des ministres, au ministre de l'agriculture et au ministre de la guerre.

Au président du Conseil des ministres :

« La municipalité de Petrograd salue avec enthousiasme la concorde qui a régné pendant les jours magnifiques de l'émancipation entre les représentants de toutes les classes de la nation. Elle assure de sa fidélité le premier gouvernement de la Russie libre. Elle est sûre que, pour ce qui est de la forme transitoire du gouvernement jusqu'au règlement de la question par l'Assemblée Constituante, le gouvernement conservera l'unanimité qui est indispensable pour le salut de l'État. Le patriotisme ardent et éprouvé de tous les ministres garantit que toutes ces questions seront réglées conformément aux désirs du peuple. La municipalité est convaincue aussi que, sous le gouvernement établi en Russie par la volonté du peuple, l'ennemi extérieur devra renoncer à l'espoir d'asservir la Russie à sa volonté et à ses exigences. Maintenant que la grande démocratie russe s'est montrée au monde si subitement et avec un si vif éclat, la fin de la guerre permettra à nos alliés et à nous d'établir dans le monde la justice et la liberté et non l'impérialisme allemand. Vive notre grande, notre libre, notre bien-aimée Russie ! »

Au ministre de l'agriculture :

« Très honoré André Ivanovic, la municipalité de Petrograd vous salue, vous, l'un de ses membres, premier ministre de l'agriculture de la Russie libre. Elle est persuadée que, puisant des forces dans l'enthousiasme du peuple libre, soutenu par toutes les organisations publiques et la population entière, vous saurez vaincre les difficultés que présente la nourriture de notre héroïque armée et de tout notre peuple. »

Au ministre de la guerre :

« La municipalité de Petrograd salue en vous, l'un de ses membres, très honoré Alexandre Ivanovic, le premier ministre de la guerre de la Russie libre. Elle croit fermement que votre connaissance des besoins du front et votre ardent patriotisme assureront à notre vaillante armée le succès dans sa lutte gigantesque pour le bien de notre pays affranchi.

Télégramme de M. V. Celnokov.

Le maire de Moscou Celnokov envoie au maire de Petrograd le télégramme suivant :

« Rodzianko me télégraphie le 1er mars : « L'ancien gouvernement n'existe plus. Le ministre de l'intérieur est arrêté. Le pouvoir passe au nouveau comité de la Douma d'Empire, sous ma présidence. Les troupes ont reconnu le pouvoir du Gouvernement provisoire. » J'ai proposé à Mrozovski de se soumettre et l'ai rendu responsable de tout le sang qui pourrait être versé. A Moscou, la garnison a pris parti pour le peuple. Le Kremlin, l'arsenal, tous les bâtiments gouvernementaux sont occupés par ordre d'un comité formé de 15 membres. La garnison est commandée par le président de l'uprava, le colonel Gruzinov. Les événements se passent sans effusion de sang. L'ordre règne dans la ville. L'établissement de l'ordre se fait surtout au nom de l'aide à donner à l'armée et de la victoire à assurer. »

En réponse à ce télégramme, la municipalité de Petrograd a envoyé celui-ci au maire de Moscou :

« La municipalité de Petrograd, ayant appris par votre dépêche que Moscou a passé sans désordre et sans effusion de sang au nouveau régime de la Russie affranchie, envoie au cœur de la Russie désormais libre son salut et ses félicitations. »

Déclaration de la ligue pour l'égalité de droits des femmes

Le 4/17 mars, la ligue russe pour l'égalité de droits des femmes a adressé la déclaration suivante au Gouvernement provisoire :

« En ces jours solennels de l'émancipation grandiose du peuple, la ligue russe pour l'égalité de droits des femmes partage la joie générale; cependant, à sa profonde stupéfaction, elle n'a trouvé dans les programmes d'action du Gouvernement provisoire aucune allusion à l'abolition de l'ancien régime inique qui opprime une moitié entière de la population de la Russie — les femmes russes.

Craignant que toutes ces omissions n'aboutissent à des interprétations regrettables, la ligue russe pour l'égalité de droits des femmes demande :

1) Qu'on ajoute aux mots : « Préparation immédiate de la convocation d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret » (4e point du programme) les mots suivants : « sans distinction de sexe ».

2) Et aux mots : « Suppression de toutes les restrictions sociales, religieuses et nationales », (3e point) ceux-ci : « et toutes les restrictions relatives aux femmes. »

Sans cela, la régénération de la Russie ne peut pas être complète. »

Présentation d'une délégation de la garnison et de la population de Tsarskoïé Selo au président du Conseil des ministres.

Le 4/17 mars au soir, une délégation de tous les quartiers militaires et de la population civile de Tsarskoïé Selo a été reçue par le prince G. E. Lvov. Les représentants de la délégation ont fait au prince Lvov un rapport des événements qui se sont pro-

duits à Tsarskoïé Selo et du calme qui s'y est établi ensuite. Le prince Lvov leur a répondu par un discours dans lequel il exprimait l'espoir que le Gouvernement Provisoire d'accord avec le C. D. O. S. réussirait bientôt à rétablir le cours normal de la vie dans le pays et à prendre les mesures indispensables pour le ravitaillement ininterrompu de l'armée et du pays. Puis le ministre de la justice, A. F. Kerenski, membre de la Douma, leur a adressé un discours où il indiquait l'importance énorme pour le pays du changement qui vient de s'accomplir, et exprimait sa conviction que la population civile et l'armée continueraient à tendre tous leurs efforts pour assurer à la Russie de brillantes destinées. En même temps, il leur demandait leur concours pour arrêter tous les excès de manière à ce que les jours de joie et de lumière que nous traversons ne soient obscurcis par rien. « Nous étonnerons le monde aussi bien par notre grandeur d'âme à cet égard, que par l'accomplissement rapide et sans douleur de la révolution actuelle » dit Kerenski.

Déclaration des représentants de l'ancien pouvoir.

On communique de la part des prisonniers gardés au pavillon des ministres de la Douma, qu'ils demandent instamment d'être laissés à l'avenir sous la garde du ministère de la justice et remercient le Gouvernement Provisoire de l'attitude absolument correcte qu'il a adoptée vis-à-vis d'eux.

Séance du comité central du ravitaillement

(Novoe Vremja du 5 mars.)

Hier a eu lieu une séance du comité central de ravitaillement, présidée par Fedorov, président du comité régional de l'Union des villes. La séance a été ouverte par un rapport de M. Fedorov qui a exposé toute la nouvelle organisation du ravitaillement. Puis ont commencé des discussions, souvent orageuses, mais sous lesquelles on sentait la conscience de la nécessité d'une réforme immédiate de tout le ravitaillement.

La première mesure prise a été le relèvement de la taxe, qui était insuffisante et menaçait d'arrêter complètement les arri-

vages de blé. On a décidé d'instituer une carte de sucre.

Puis on a chargé la section du ravitaillement de s'occuper de fournir à la ville une quantité de fourrage suffisante.

A Kiev

(Novoe Vremja du 5 mars.)

Kiev. — On publie un appel du gouverneur de la région militaire, dans lequel il annonce les événements extraordinaires de Petrograd, et, rappelant à la population que la région de Kiev se trouve juste à l'arrière du front, invite les habitants à poursuivre leurs occupations, sans menacer l'ordre public, de manière à faciliter à l'armée sa victoire sur les ennemis.

Kiev. — Lorsqu'on a appris les événements de Petrograd, des représentants de la ville, du zemstvo et des organisations sociales, des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et des ouvriers ont tenu une série de réunions dans l'intention de soutenir le nouveau gouvernement. On a organisé auprès du conseil municipal un comité unifié des représentants de toutes les organisations sociales et de la presse, composé de 48 membres. La réunion des représentants des usines et ateliers, après avoir adressé un salut à la Douma et décidé de constituer un conseil de délégués ouvriers, a résolu de continuer le travail dans le plus grand ordre et de s'entendre avec les étudiants pour qu'il ne se produise aucun incident fâcheux sur la voie publique. Le congrès des étudiants des établissements d'enseignement supérieur a pris la résolution suivante : soutenir le nouveau gouvernement et ne pas interrompre le travail.

Kiev. — La municipalité de Kiev, réunie le 2 mars, envoie à la population entière un appel, dans lequel elle publie d'abord le texte des proclamations du gouvernement provisoire et le nom de ses membres, et dit ensuite: « Citoyens, en vous annonçant les actes de la Douma, nous, représentants des organisations sociales, professionnelles et ouvrières de la ville de Kiev, nous vous invitons à conserver l'ordre et à ne pas interrompre votre travail, gardant pleine confiance dans la Douma et son Comité provisoire, composé de représentants de toutes les fractions de

la Douma, depuis les nationalistes-progressistes jusqu'aux socialistes-démocrates inclus, et dans leur effort de constituer un nouveau gouvernement, conforme aux désirs de la nation et qui mérite sa confiance. En ces jours d'angoisse, le pays espère que vous tendrez tous vos efforts vers son salut et sa régénération, conscients de l'importance inouïe des événements. Ne compliquez pas la situation par des actes incohérents et imprudents; soyez calmes, soyez forts. Croyez à la Russie désormais libre et qui porte la liberté à toutes les nationalités dont elle est formée. Ayez confiance en notre voix. Supportez avec une vaillance particulière le désordre du ravitaillement, contre lequel la municipalité de Kiev et les hommes investis de la confiance du peuple vont prendre des mesures immédiates. Ouvriers, au travail! Citoyens chacun à sa tâche, travaillons pour le salut de la patrie! »

Suivent les signatures des upravas, de l'Union des zemstva et de l'Union des villes, des comités ouvriers, marchands et autres.

Dans les villes de province, l'ordre est absolu; on reçoit avec enthousiasme les nouvelles de la capitale; on est unanime à soutenir la Douma et à vouloir maintenir l'ordre à tout prix. Des nouvelles analogues arrivent d'Odessa, Tiflis, Kharkov, Orel, Samara, Nizny-Novgorod, Ekaterinoslav, et bien d'autres.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le mois de juillet a apporté de nouvelles leçons à ceux qui s'acharnent à croire que l'on pourra conclure avec l'Allemagne une paix basée sur des principes et non sur l'avantage des armes. Il a vu une crise allemande provoquée par des déceptions qui tendaient au libéralisme et au pacifisme aboutir à une confirmation de la domination du gouvernement par les impérialistes impénitents. Et ce sont les événements de Russie venant vers la fin du mois rassurer les Allemands après avoir beaucoup contribué à leur dépression du début, qui ont le plus servi aux impérialistes d'Allemagne à consolider leur triomphe. A l'heure actuelle, étant donné que l'Allemagne, dominée par le long enseignement impérialiste que lui ont inculqué ses maîtres, ne renoncera à profiter et ne se résignera à céder que dans la mesure exacte où la force se prononcera contre elle, et que, du côté des Alliés, le seul vrai élément de doute est la Russie, on doit continuer à dire que le sort de la formidable partie, c'est-à-dire celui des libertés du monde, dépend de l'ordre ou du désordre de la Révolution russe.

Tout tendait, vers le milieu de juillet, à déprimer les esprits en Allemagne. Malgré un « truquage » constant des statistiques, qui augmentent souvent de plus de 40 0/0 le tonnage des navires torpillés, il devenait évident pour tous les Allemands que la guerre sous-marine ne donnait que des résultats insuffisants et que son succès était, en tous cas, très lointain; on lui avait trop promis, on lui avait dit, par exemple en février, que l'Angleterre devrait demander grâce au bout de deux mois, pour que sa déception ne fut pas très grande. L'Allemagne ne voyait venir la paix ni par ce moyen, ni par les intrigues politiques, et, cependant, sa détresse alimentaire ne faisait que s'accentuer. Une presse inspirée l'avait nourrie de l'idée que l'entrée des Etats-Unis dans la guerre n'était qu'une manifestation incapable d'avoir le moindre résultat pratique avant que les Empires du Centre aient eu le temps de réduire à merci leurs ennemis européens et on apprit que des troupes américaines avaient déjà débarqué en France: un de leurs bataillons était reçu à Paris le 4 juillet, jour anniversaire de l'Indépendance des Etats-Unis. Un tel fait ne pouvait manquer

de déprimer l'opinion allemande tout autant qu'il réconfortait l'opinion française: il a beaucoup contribué à faire cesser chez nous la crise morale issue de la déception que laissa l'offensive du 16 avril, déception entretenue sans aucun doute par des manœuvres ennemies qui ont trouvé chez nous d'étranges complicités. L'armée russe, que l'on montrait à l'Allemagne démoralisée par la révolution, donnait des signes de réveil qui furent suivis d'une brillante offensive en Galicie. Tout cela pesait lourdement sur l'opinion allemande et, selon la morale qui veut que les chevaux se battent quand le ratelier est vide, les Allemands se jetaient des accusations à la tête: les pangermanistes, en particulier, étaient accusés d'avoir fait manquer l'occasion de la paix avec la Russie. On pouvait lire dans la *Gazette de Francfort*, aveux rares et qu'il convient de relever, des phrases comme celle-ci: « Avant que l'Europe redevienne elle-même, il faut que soit extirpée cette peste du chauvinisme vorace et glouton qui, reconnaissons-le donc honnêtement, avait pris peu à peu dans notre politique intérieure une forme plus méchante et plus dangereuse que dans aucun autre pays. » Le 14 juillet, tandis que Paris réconforté, acclamait le défilé émouvant des drapeaux des régiments qui se sont le plus signalés dans la guerre, M. de Bethmann-Hollweg était « démissionné ».

*
**

Si l'issue de la dernière crise allemande est très claire, sa genèse reste fort obscure. Elle paraît avoir éclaté le 6 juillet, lorsque M. Erzberger, député du Centre, fit à la Commission plénière du Reichstag, réunie pour préparer la session, un discours dans lequel il réclamait du gouvernement « des réformes étendues » et la déclaration d'une politique « de paix sans annexions ni indemnités ».

On ne saurait dire quelles intentions poussaient M. Erzberger. C'est un catholique impérialiste qui a été employé par la politique impériale à « cuisiner » l'opinion catholique neutre, comme on usait de socialistes pour travailler de même leurs coreligionnaires politiques à l'étranger. Son activité, plutôt dépourvue de tact, a souvent desservi les intérêts pour lesquels elle s'exerçait, mais cela ne fait pas à M. Erzberger une grande originalité parmi les agents de ce genre qu'emploie la politique allemande. Sa conversion à la « paix sans annexions » peut s'expliquer par une visite qu'il avait faite, peu auparavant, à Vienne, où il fut dit-on, reçu par l'Empereur Charles, et aussi par la manœuvre catholique pour la paix: on ne doit pas oublier qu'après l'échec de la première manœuvre socialiste allemande de Stockholm certains journaux d'Allemagne ont déclaré qu'il allait falloir mettre en œuvre la grande force pacifiste du catholicisme.

Tout fait croire que, en effet, M. Erzberger n'a pu entendre à Vienne que des demandes de modération. L'Autriche-Hongrie est plus lasse et beaucoup plus troublée que l'Allemagne. Nous avons dit comment la session du Reichsrat, qu'il a fallu misérablement clore, avait donné au gouvernement autrichien tout autre chose que ce qu'il en attendait: un appui et une contenance aux yeux de l'étranger. L'hostilité et les revendications des nationalités opprimées se sont exprimées avec une incroyable audace dans le Reichsrat et ailleurs. On peut même se demander si l'Empereur, de son propre mouvement ou sous des influences, encore ignorées de nous, qui s'exercent sur lui, n'a pas été quelque peu disposé à favoriser ces manifestations. Elles peuvent donner une impression de liberté, répandre ainsi une impression de nature à servir l'Autriche chez les ennemis, notamment aux Etats-Unis avec lesquels le « brillant second » n'a rompu que le moins possible et à contre-cœur. Ajoutons que l'attitude de l'Amérique a été analogue, elle a retardé et atténué cette rupture: l'Autriche-Hongrie a certainement un avocat auprès du Président Wilson dans la personne de l'ambassadeur américain à Vienne, M. Penfield, que toutes ses paroles pendant son court passage à Paris ont montré imbu de l'idée que l'Autriche est bien moins une coupable qu'une victime de l'Allemagne. Peut-être y a-t-il chez le nouvel empereur plus qu'une attitude politique: la velléité de faire des concessions. Peut-être même songe-t-il à trouver des appuis contre la domination de l'allié en même temps qu'au moyen de se rendre propice l'opinion des pays de l'Entente ; étranger aux formules comme aux responsabilités du règne précédent il peut penser à une liquidation qui eut été impossible à son prédécesseur. Mais, en tous cas, il sait bien qu'une liquidation quelconque est nécessaire. L'Autriche-Hongrie a, par-dessus tout, besoin de la paix. Même en s'abandonnant encore plus à ses alliés, son armée ne résisterait sans doute pas à un nouveau choc; et ce choc se produisait en Galicie au commencement de juillet. M. Erzberger ne pouvait rapporter de Vienne qu'une mission pacifiste et personne n'était plus désigné pour la remplir qu'un homme qui a été si souvent en relations avec le Vatican dont le premier souci dans cette guerre semble avoir constamment été de sauver la monarchie des Habsbourg.

Sans doute le Centre lui-même, comme le prouva l'attitude de son organe, la *Germania,* ne se commit-il pas entièrement avec M. Erzberger. Mais néanmotns il marcha dans la direction indiquée par son discours. La majorité du Reichstag se prononça pour sa formule de paix et, quelques jours plus tard, elle vota une motion du chef du Centre, le Dr Spahn, qui déclarait que le Reichstag ajournait le vote des crédits de guerre, pour lequel on l'avait réuni, après les déclarations du gouvernement sur les réformes et la question de la paix.

Dans cette attitude de la majorité, qui comprenait avec le Centre des partis bourgeois de gauche et les socialistes majoritaires, il y avait à la fois de la sincérité et une manœuvre à l'usage de l'opinion allemande et de l'étranger. Le Reichstag exprimait sans aucun doute une inquiétude et un besoin de paix profonds dans le pays. L'Allemagne n'en est plus dans sa masse à rêver des annexions; elle veut sortir le mieux possible de l'aventure et une paix qui lui laisserait le statu quo territorial en lui donnant la garantie qu'aucune politique douanière ennemie n'empêchera la reprise de ses invasions économiques serait approuvée chez elle par tous les hommes dont le prestige et l'autorité ne dépendent pas d'une fin victorieuse de la guerre dont ils sont visiblement responsables. Se déclarer en faveur de cette paix « blanche », répandre l'idée que le geste du Reichstag l'avancerait, c'était, d'autre part, pour les députés, faire patienter leurs électeurs, faciliter au pays la durée de l'épreuve et se le concilier. Enfin c'était peut-être désarmer chez l'ennemi l'opinion qui distingue entre le peuple allemand et ses gouvernants. Peut-être le discours Erzberger et les votes qui suivirent répondirent-ils plus ou moins aux paroles du Président Wilson qui fait cette distinction et à celles de M. Lloyd George qui voit dans la « démocratisation » de l'Allemagne un moyen de paix. Faire croire à l'étranger que les élus du peuple s'emparent en Allemagne de la question de la paix pouvait donc paraître très utile. Cette politique extérieure et intérieure a été nettement avouée dans un article de la *Germania* qui commentait ainsi la manifestation du Reichstag: « Cette incontestable démonstration faite par le peuple allemand ne manquera de fortifier extraordinairement les dispositions à la paix et le désir de paix dans le monde entier. En ce qui concerne notre vie intérieure en Allemagne la proclamation aura sans aucun doute pour effet de fortifier l'unité du peuple allemand et sa volonté de tenir et d'aller jusqu'au bout. »

Le gouvernement paraissait menacé d'avoir contre lui la majorité du Reichstag. Ceux qui veulent attendre quelque chose de l'Allemagne le crurent et annoncèrent qu'un changement profond se produisait dans ce pays, mais ceux qui connaissent bien la force de son armature et la soumission du peuple et de ses représentants ne s'y trompèrent pas: ils virent là un petit craquement mais avertirent l'opinion des pays alliés qu'il en faudrait bien d'autres pour annoncer vraiment la rupture de la machine impériale allemande. L'événement leur donna raison : quelques jours après le gouvernement avait séduit, subjugué, résorbé l'opposition et de ce que contenait la manifestation de M. Erzberger il ne garda que la drogue pour l'usage interne et externe.

De nombreux conseils et conciliabules eurent lieu. Les chefs de parti, ce qui caractérise le pays et la situation, furent reçus

par Hindenburg et Ludendorf, appelés du front, ainsi que le Kronprinz, pour aider à résoudre la crise. L'Empereur eut des attentions pour les chefs de parti. On remarqua les entretiens sans façon qu'il voulut bien avoir avec M. Scheidemann, chef des socialistes majoritaires, que les minoritaires qualifient de « dépendants », se déclarant eux-mêmes les « Socialistes indépendants ».

Deux faits précis émergèrent de tous ces palabres et gracieusetés; une nouvelle promesse de réformes et le changement du Chancelier de l'Empire. Le 11 juillet, Guillaume II envoyait à M. de Bethmann-Hollweg un rescrit royal, comme suite à son rescrit du 7 avril, dans lequel il avait dit qu'il n'y avait plus place en Prusse pour un « régime électoral de classes » et dont nous avons déjà parlé. Dans ce nouveau document le roi de Prusse disait: « Je prescris par la présente que le projet de loi à soumettre à la Diète de la monarchie en vue de modifier le droit de vote à la Chambre des Députés doit être établi sur la base du droit de vote égal. Le projet devra en tous cas être déposé assez à temps pour que les prochaines élections puissent avoir lieu d'après le nouveau droit de vote. Je vous charge de faire le nécessaire pour cela ». Ainsi étaient renouvelées les promesses faites au peuple prussien à la suite de la révolution russe et de l'intervention américaine et qui ont bien l'air d'avoir été tenues en suspens depuis que l'on a cru à Berlin que la révolution de Russie tournerait à la confusion de la démocratie. Que valent-elles? Il ne faut pas oublier que des réformes électorales avaient déjà été promises dans un discours du Trône de 1908 et qu'un projet de loi tendant à les réaliser fut déposé à la Diète de Prusse en 1910, mais retiré ensuite par le Gouvernement. En tous cas la Diète nommée pour cinq ans en mai 1913 ne doit être renouvelée qu'en mai 1918. D'ici là se passeront sans doute des événements qui altéreront profondément l'édifice impérial allemand, obligeront ses maîtres à de bien autres concessions, ou bien leur permettront de retirer leurs promesses, selon le concept qui fait, de pactes intérieurs ou internationaux, des choses changeantes, révocables, et ne devant pas durer plus longtemps que les circonstances qui les avaient nécessitées.

Voilà tout ce qu'obtint la levée de boucliers libérale du Reichstag. L'autre fait, le remplacement du Chancelier de l'Empire, fut manifestement contre son esprit. Si aucun parti n'aimait beaucoup M. de Bethmann-Hollweg, accusé par tous de n'avoir ni décision ni personnalité, ses ennemis les plus acharnés étaient à droite. De ce côté on lui reprochait de n'avoir jamais eu la foi dans la victoire complète de l'Allemagne, d'incliner vers une résignation à la paix blanche, d'avoir retardé, pour éviter la guerre avec les Etats-Unis, l'emploi sans restriction de l'arme sous-marine, longtemps pratiqué cependant avant d'être formelle-

ment annoncé par l'Allemagne le 31 janvier. Les pangermanistes demandaient la tête de M. de Bethmann-Hollweg. Au moment où le roi de Prusse faisait le geste libéral dont nous venons de parler, et peut-être par compensation, ils l'ont obtenue. Le 14 juillet M. de Bethmann-Hollweg était remplacé par M. Michaelis. Peut-être l'Empereur vit-il une concession aux idées libérales dans cette nomination, sans précédent, d'un roturier au poste de Chancelier. Sans doute crut-il satisfaire les gens de gauche et la masse par le choix d'un homme qui avait déployé beaucoup d'énergie comme « dictateur aux vivres », et fait opérer des perquisitions dans les granges des agrariens. En tous cas il ne déplut pas aux conservateurs: on savait que M. Michaelis était un fonctionnaire de la vieille roche prussienne, plein d'une foi brutale dans la Prusse, il passait pour l'homme de Hindenburg et de Ludendorf, et, lorsque l'on eut le sentiment que la crise de la chancellerie était ouverte, un journal pangermaniste l'appela « notre candidat ». L'Empereur n'a fait que changer de serviteur, peut-être avec l'idée que des manœuvres de paix venant d'un gouvernement qui avait écarté l'homme du « chiffon de papier » auraient plus de prise, mais le serviteur qu'il a substitué à M. de Bethmann n'est ni un produit ni un tenant du mouvement démocratique.

Ces décisions prises, les principaux membres du Reichstag ayant été convenablement cajolés par l'Empereur et le Kronprinz et chapitrés par Hindenburg et Ludendorf, la séance publique du Reichstag pouvait être tenue. On n'avait aucune opposition à craindre, peut-être même avait-on organisé, à l'usage de la nation et de l'étranger, un scenario arrêté avec les chefs de ceux qui, au lendemain du 6 juillet, semblaient esquisser une attitude d'opposants.

Le 19 juillet le nouveau Chancelier prononçait devant le Parlement de l'Empire un discours absolument pareil à celui qu'aurait pu prononcer M. de Bethmann-Hollweg. Il a répété que la guerre avait été imposée en 1914 à l'Allemagne par la mobilisation de la Russie, que la guerre sous-marine conduisait certainement à la victoire, quoique moins rapidement que certains avaient commis la faute de le promettre. Il a dit que « par de faux rapports et les excitations des alliés de la Russie » on avait obtenu une offensive nouvelle des soldats russes, mais que l'armée allemande « provoquée par cette offensive » venait d'enfoncer le font russe en Galicie. Il a entonné un péan sur la situation militaire de l'Allemagne. Parlant de la paix, il a dit: « Tout d'abord le territoire de la patrie est inviolable. Avec un ennemi qui demande des parties de notre Empire nous ne pouvons pas parlementer. Si nous faisons la paix, nous devons d'abord nous assurer que les frontières de notre Empire allemand seront garanties pour tous les temps. Nous devons par un accord,

par des échanges, assurer les conditions d'existence de l'Empire allemand sur le Continent et outre-mer. La paix doit être fondée sur une réconciliation durable des nations. Elle doit, comme cela est exprimé dans votre résolution, empêcher les nations d'être plongées dans de nouvelles inimitiés par des blocus économiques et nous assurer que la ligue armée de nos adversaires ne se transformera pas en une alliance économique offensive contre nous. Ces buts peuvent être atteints dans les limites de votre résolution comme je l'interprète. »

M. Michaelis a ajouté que l'Allemagne ne peut offrir la paix car elle a « loyalement tendu la main sans trouver de réponse ». Elle ne sera pas acculée à la paix par la famine. Terminant sur la politique intérieure M. Michaelis a vaguement parlé d'une collaboration plus étroite entre le Gouvernement et le Parlement, mais sans « porter atteinte au caractère fédéral et à la base constitutionnelle de l'Empire ».

Le passage sur la paix, dans lequel M. Michaelis a « interprété » la résolution du centre, des gauches et des socialistes, passage le plus intéressant de son discours signifie : 1° qu'aucun territoire allemand ne devra être cédé, c'est-à-dire qu'Alsaciens-Lorrains, Polonais de Prusse et Danois du Slesvig devront rester en servitude; 2° qu'on pourra faire des trocs sur les territoires occupés de part et d'autre, à la fois en Europe et aux colonies, c'est-à-dire échanger, traiter comme du bétail, non seulement des populations barbares, mais encore des nationalités majeures, conscientes d'elles-mêmes comme les Polonais, les Serbes, les Roumains, les Lettons de Courlande, etc., etc.; 3° que les Alliés devront s'interdire par le traité de paix aucun moyen de défense commune contre cette offensive économique que l'Allemagne a menée systématiquement, pour tuer l'industrie des autres, par le *Dumping* et autres moyens que M. Hauser n'a pas hésité à qualifier de « piraterie économique ». (1)

« L'interprétation » du nouveau chancelier de l'Empire maintient tout le programme de l'hégémonie germanique. Elle montre qu'il n'y a encore aucune commune mesure entre la volonté de l'Allemagne et celles des nations éprises de la liberté, de la leur et de celle des autres.

En somme c'est une paix sans garanties, une paix pour ainsi dire de merci que le fond et la forme de M. Michaelis annonçait. Il l'a d'ailleurs dit presque en propres termes en déclarant que les Allemands doivent la conclure « en gens qui ont réussi à atteindre leur objet ». C'est-à-dire que le militarisme doit être proclamé vainqueur aux yeux du peuple allemand et conserver ainsi toute sa puissance. Et les discours des orateurs qui l'ont suivi ont mon-

(1) *Les Méthodes Allemandes d'expansion économique*, par Henri Hauser.

tré, y compris celui de M. Scheidemann, chef des socialistes majoritaires, que c'est dans le même esprit que, après avoir accordé les crédits de guerre demandés par le gouvernement, le Reichstag a voté par 214 voix, contre 110 et 17 abstentions, la résolution de paix suivante, reproduisant presque mot pour mot celle qui avait été proposée à la suite du discours de M. Erzberger.

Au seuil de la quatrième année de guerre, le Reichstag déclare ce qui suit :

De même que le 4 août 1914, le peuple allemand adhère aujourd'hui encore à cette formule :

Nous ne sommes pas poussés par un désir de conquête, mais c'est pour défendre sa libre indépendance et l'intégrité de son territoire que l'Allemagne a pris les armes.

Tout en repoussant l'idée d'accroissement de territoires opéré par la contrainte, le Reichstag poursuit une paix à l'amiable, aboutissant à la réconciliation durable des peuples. Les actes de violence politiques, économiques et financiers sont inconciliables avec une pareille paix. Le Reichstag repousse également tous les plans tendant à un boycottage et à des interdictions économiques après la guerre.

Seule une paix économique, avec la liberté des mers, après la cessation des hostilités, permettra aux peuples de vivre ensemble dans des relations amicales durables.

Guidé par ces considérations et ces objectifs, le Reichstag encouragera activement la création d'organisations juridiques internationales. Mais tant que les gouvernements ennemis refusent une pareille paix et menacent l'Allemagne et ses alliés de conquêtes, de violence, le peuple allemand est résolu à rester inébranlablement uni et à persévérer dans la défense de ses droits à l'existence et à son développement, ainsi que des droits de ses alliés.

Le peuple allemand sait que, étant uni, il est invincible. En cela, le Reichstag se sent en communion d'idée avec ceux qui, dans une lutte héroïque, protègent la patrie. La gratitude de tout le peuple leur est assurée.

Dans cette séance, il n'y a eu de vérités dites que par M. Haase, orateur des socialistes minoritaires. Il a constaté qu'on n'a pas tort d'accuser le militarisme de dominer toute la vie politique de l'Allemagne quand on voit les généraux prendre part à une crise politique et le Chancelier de l'Empire « avouer candidement » que ses déclarations ont été soumises à l'approbation préalable du Grand Quartier Général. M. Haase a dénoncé le mensonge sur les origines de la guerre. Il a déclaré « plus que sybilline » la formule de la paix sans conquêtes employée par M. Michaelis et lui a demandé : « Que doit-il advenir de la Lithuanie et de la Courlande »? Enfin il a dit: « On réclame la liberté des mers... La liberté de notre flotte de commerce avant la guerre était parfaite... en temps de guerre il est bien naturel que la liberté des mers soit réduite par ceux qui ont les moyens de la réduire... »

Si la manœuvre qui a résolu la crise n'a pas plus dupé l'étranger que la note du 12 décembre, par laquelle l'Allemagne avait « loyalement proposé la paix », elle a produit son effet à l'intérieur. Dire cependant que tous les partis furent d'accord et satisfaits *in petto* après la journée du 19 juillet serait exagérer la servilité que l'on doit reconnaître au personnel politique allemand. La droite resta irritée contre la gauche et le centre pour

la motion de paix qui, disait-elle, donnerait l'impression d'un fléchissement de la volonté de l'Allemagne. De l'autre côté on avait demandé avec plus ou moins de précision le régime parlementaire et l'on n'avait rien obtenu. Le Gouvernement impérial a d'ailleurs trouvé dans la résistance spontanée ou sollicitée des États confédérés un moyen d'écarter plus facilement la demande d'un cabinet responsable. La *Staatszeitung* de Bavière déclarait que le Gouvernement bavarois ne pouvait accepter la responsabilité ministérielle. Elle a rappelé que le système parlementaire est incompatible avec la Constitution fédérale de l'Empire. Du grand-duché de Bade aussi sont venues des protestations écartant au nom du système fédéral et du particularisme la démocratisation du Gouvernement de l'Empire. C'est là un fait qu'il est bon de remarquer. L'obstacle existe réellement, car l'objection de droit est fondée, bien qu'elle n'ait peut-être été formulée que sur une demande de Berlin à Munich et à Carlsruhe.

Le centre paraît n'avoir d'ailleurs jamais beaucoup tenu au gouvernement parlementaire. Il semble même que son goût pour la paix « sans annexions et sans indemnités » n'ait été que l'effet d'une crise de découragement, ou même qu'il ne l'ait manifesté qu'après avoir pris le vent en haut lieu. Quelques jours après la séance du Reichstag, la *Germania* écrivait, en se moquant du *Vorwærts :* « il y a seulement deux jours les nationaux-libéraux déclarèrent qu'ils comprennent sous une autre forme que le régime parlementaire l'établissement d'un contact plus étroit entre le Gouvernement et le Parlement. Pour ce qui est du Centre nous avons fréquemment insisté sur ce que le parti ne songe pas à l'introduction du régime parlementaire. »

Au même moment des orateurs du Centre, parlant en province, disaient que la résolution de paix votée par le Reichstag n'excluait pas toute indemnité ni des annexions çà et là, que tout dépendait de la situation militaire. Dans l'intervalle on s'était ressaisi : la nouvelle débâcle de l'armée russe avait commencé.

***

L'offensive russe dont l'arrêt, suivi d'un recul, a déterminé beaucoup d'Allemands à revenir d'instinct à l'idée d'une paix avec gains, commença le 1er juillet. Après un bombardement très bien exécuté, selon les méthodes du front occidental, les troupes se sont emparées de positions autour de Brzezany, dans l'ouest de Tarnopol. Plus au sud le front se mettait en mouvement: Halicz était prise le 11 juillet et Kalusz le 12. Ce fut le dernier succès de l'offensive qui avait amené la capture d'une quarantaine de mille prisonniers et de nombreux canons.

Il semble qu'elle ait été un peu un tour de force, accompli

avec des troupes choisies parce que spécialement solides et encadrées d'un nombre anormal d'officiers, et sur certains points par des corps tchécoslovaques et polonais. Si le gros de l'armée suivait le mouvement, la situation des Austro-Allemands ne tarderait pas à être désespérée. C'est l'inquiétude qu'exprimait nettement en ces termes le critique militaire de la *Magdeburgische Zeitung* : « la question brûlante est maintenant de savoir si les masses de l'armée russe suivront ou non l'exemple de leurs camarades qui se battent ». La réponse devait piteusement être donnée peu après par une bonne partie de cette armée.

Dans l'intervalle, quatre jours après la prise de Kalusz, des émeutes éclataient à Petrograd avec une merveilleuse opportunité pour l'Allemagne. Les maximalistes recommencèrent les « journées » qui avaient échoué en juin, en grande partie grâce à l'indifférence plutôt teintée de malveillance de la masse de la population. Le 16 juillet des désordres éclatèrent, dont la cause ou le prétexte immédiat était l'ordre donné par le Gouvernement de licencier certains régiments qui refusaient d'envoyer des détachements au front et, en particulier, un régiment de mitrailleurs. Ce régiment, avec l'aide de délégations de la garnison de Kronstadt et de groupes ouvriers armés, provoqua en ville une grande agitation; le gros de la population, ne sachant pas de quoi il s'agissait, se montrait d'une manière générale favorable au Gouvernement provisoire. Le palais de Tauride fut menacé. Les émeutiers réclamaient l'attribution de tous les pouvoirs du Gouvernement au Soviet des ouvriers et soldats. Mais le Gouvernement fit venir des contingents tirés de régiments sur lesquels il savait pouvoir compter et le 19 le calme était rétabli. Il faut dire que les émeutiers ont montré ce manque d'énergie et de précision qui a caractérisé jusqu'ici toute la Révolution russe et qui avait, jusque-là, paralysé le Gouvernement provisoire lui-même. En même temps, à Kiev, l'arsenal avait été occupé par un régiment se déclarant ukrainien, mais cette mutinerie fut aussi rapidement réprimée.

Par une étrange coïncidence l'offensive allemande contre l'armée russe de Galicie s'est déclenchée au moment même où éclataient ces troubles. Le 16 les Russes attaqués devaient évacuer Kalusz. Le 19 leur front était percé dans l'ouest de Tarnopol. Dans leur communiqué, les Allemands affectaient seulement de se défendre; il commençait par ces mots: « défiés par l'offensive que l'armée russe a commencé sur notre front... » C'était toujours l'attitude consistant à dire que la paix ne dépendait plus que de la Russie, ce que la *Nouvelle Presse Libre*, à la nouvelle de l'offensive russe, affirmait d'une manière presque comique en disant : « La révolution russe vient de se souiller d'un crime »... celui d'avoir attaqué des gens qui étaient restés l'arme au pied, laissant à la Russie tout le loisir de continuer sa révolution.

Mais la coïncidence de l'offensive allemande et des troubles intérieurs, et surtout les faits révélés plus tard, ont montré ce qu'il fallait penser de cette hypocrisie. L'Allemagne espérait faire tomber par la corruption, et sans coup férir, l'armée russe comme un fruit blet. Elle frappa au moment où elle craignit que l'exemple des bons éléments vint entraver l'œuvre de démoralisation dans laquelle elle avait la main, comme dans les opportunes émeutes de Petrograd. Le résultat déjà obtenu par les utopies révolutionnaires, avec l'aide des intrigues allemandes, s'est clairement manifesté à l'attitude des troupes russes devant l'attaque allemande. Nombre d'entre elles ont lâché pied à peine attaquées ou même avant de l'être, entraînant ainsi un recul de tout le front. Cette faiblesse de soldats qui s'étaient montrés si stoïques dans les effroyables conditions de la retraite de 1915, a été constamment dénoncée par les communiqués russes eux-mêmes. Celui du 22 disait nettement : « En dépit de notre supériorité numérique dans les régions attaquées, notre retraite a été presque ininterrompue. C'est le résultat de l'instabilité de nos troupes, de leur mépris des ordres militaires et de la propagande des maximalistes. » Un Anglais, employé dans les automobiles blindées prêtées par l'Angleterre à l'armée russe, a déclaré que des traîtres se trouvant dans le service de la télégraphie sans fil avaient répandu dans les troupes la nouvelle que l'émeute maximaliste était maîtresse de Petrograd et que la guerre était finie. Il est impossible de ne pas voir là le pendant des manœuvres qui faisait courir en mai, sur le front français, la rumeur que Paris était à feu et à sang,.....

..... (*Censuré*) .....

Les bons éléments combattirent en vain; les officiers se firent massacrer en masse. Cela a été reconnu sans ambages par certains communiqués russes. Et la retraite ne pouvant ainsi être arrêtée, Tarnopol, Stanislau, Koloméa, furent réoccupées par les Austro-Allemands: les Russes auront sans doute reperdu la Bukovine quand paraîtront ces lignes, rendant vaine la très belle offensive menée ces jours derniers dans la vallée du Sereth par l'armée roumaine réorganisée. Le 31 juillet on annonçait que l'armée austro-allemande-turque avait franchi la frontière russe dans l'est de Tarnopol. Le 3 août elle réoccupait Czernovitz.

Le seul bon côté de la situation est que les Austro-Allemands annoncent la capture de peu de prisonniers et de peu de canons : la retraite a été assez rapide pour éviter ces pertes.

Sous le coup de cette honteuse débâcle et des émeutes maximalistes, le Gouvernement provisoire semble avoir fait le premier effort appréciable d'énergie pour mettre fin à cette anarchie complète qui marque la révolution russe depuis son début.

Après avoir fait venir, comme nous l'avons vu, des troupes fidèles pour réprimer l'émeute, il a pris un caractère de Comité de Salut public. Le 20 juillet, à la suite d'un très long conseil des ministres, le Prince Lvov et les ministres Cadets donnèrent leur demission. M. Kerenski, rentré précipitamment du front à la nouvelle des événements de Petrograd, prit la Présidence du Conseil.

On a assuré que la retraite du Prince Lvov et des Cadets vint de ce que M. Kerenski avait décidé de ne pas attendre la Constituante pour donner, par le commencement de profondes réformes, des gages à la Révolution et de confirmer l'autonomie de l'Ukraine qui s'est octroyé au commencement de juillet un gouvernement et où on pouvait craindre de voir, sous des influences allemandes, éclater un mouvement nettement séparatiste. M. Kerenski voulait avoir l'opinion avec lui pour faire avec plus de force face au péril intérieur et extérieur.

Le 22 juillet le Gouvernement provisoire publiait une déclaration (1) dans laquelle il proclamait le danger couru par la patrie et la Révolution, sa volonté de réagir contre l'ennemi extérieur et les tentatives contre-révolutionnaires, « en employant les mesures les plus rigoureuses dont il dispose », d'organiser immédiatement sur des bases nouvelles non seulement l'autonomie municipale et provinciale, mais encore d'admettre la création « d'organes collectifs de l'administration régionale en réunissant une série de provinces », d'élaborer toute une série de lois ouvrières, de réaliser une réforme agraire ayant « pour base le principe de la remise de la terre entre les mains des travailleurs ». L'Assemblée constituante devait confirmer ces réformes dont le commencement ne l'attendrait pas.

M. Kerenski, en qui se résume l'énergie du gouvernement, voulait concilier ainsi à son gouvernement l'opinion de la masse, surtout des paysans qui sont près de 90 0/0 de la population et ne voient dans la révolution que la question agraire. De fait, le 23 juillet, le Soviet de Petrograd et le Congrès des paysans siégeant ensemble annonçaient par cinq appels, aux Soviets, au peuple, aux ouvriers et aux soldats de toute la Russie, la constitution d'un gouvernement dit « Gouvernement du salut de la Révolution ».

« Reconnaissant, disait le Soviet et le Congrès des paysans, que la situation sur le front et à l'intérieur menace la Révolution d'un triomphe des forces contre-révolutionnaires, nous décidons :

1° Le pays et la Révolution sont en danger.

---

(1) Nous ne publions pas ici cette déclaration, non plus que les autres documents sur la Révolution russe, dont nous avons commencé à donner ailleurs la série dans l'ordre chronologique.

2° Le Gouvernement provisoire est proclamé Gouvernement du salut de la Révolution.

3° Un pouvoir illimité est accordé au gouvernement pour rétablir l'ordre et la discipline dans l'armée, pour lutter à outrance contre la contre-révolution et l'anarchie et pour réaliser tout le programme tracé dans la déclaration du gouvernement publiée avant-hier. »

Pour la première fois on vit le Gouvernement révolutionnaire se décider à la répression. M. Kerenski avait déjà parlé au mois de mai d'une « discipline de fer », lorsqu'il déclara aux représentants de la presse que, s'il le fallait, le Gouvernement sauverait la Russie « par le fer et le sang » : il ne faisait donc qu'accentuer un langage qu'il avait déjà fait entendre. Mais, cette fois, on vit des nouveautés : l'arrestation de maximalistes accusés d'avoir trempé dans l'émeute, la perquisition dans les bureaux de la *Pravda,* l'interdiction des journaux prêchant l'insubordination, le rétablissement de la peine de mort dans la zone des armées, la nomination, comme commandant militaire à Petrograd, d'un général de cosaques. Ces mesures étaient justifiées aux yeux du public par des révélations sur la part qu'a eue l'Allemagne à l'agitation des amis de Lénine et à la propagande pacifiste sur le front. Cette entreprise de trahison a été dénoncée par M. Bourtsev, ancien proscrit, chargé par la Révolution de dépouiller les papiers de l'ancienne police politique, l'Okhrana, dont il fut une victime et qu'il connaissait bien. M. Bourtsev a nettement accusé un certain nombre de maximalistes d'avoir reçu de l'argent allemand par l'intermédiaire de la légation d'Allemagne à Stockholm. Trois membres du Conseil des ouvriers et soldats ont contribué à la propagande entretenue par cet argent : ils ont été arrêtés. Lénine a employé, pour faire vivre la *Pravda,* de l'argent allemand et qu'il savait tel. Il est d'ailleurs en fuite, mais l'intervention de l'Allemagne dans les troubles de Petrograd et la démoralisation de l'armée et la réception de subsides allemands ont été avouées par plusieurs des maximalistes arrêtés.

Ces révélations ont contribué à rallier l'opinion au Gouvernement que M. Kerenski travaille à reconstituer en donnant des titulaires aux portefeuilles abandonnés par les ministres appartenant au groupe Cadet. Il est à remarquer d'ailleurs que des négociations sont engagées avec ce parti pour qu'il rentre dans le gouvernement. M. Kerenski semble juger nécessaire de s'assurer la collaboration de compétences résultant d'une participation pratique aux affaires et se trouver assez fort après les événements qui ont frappé l'esprit du pays pour prendre des collaborateurs en dehors des éléments révolutionnaires.

Malheureusement le doctrinarisme des Russes, mêlé à cette sorte d'indifférence qui les empêche de beaucoup s'émouvoir

devant les réalités les plus menaçantes, a grandement fait traîner et compliqué les négociations. Un moment même M. Kerenski qui est, paraît-il, sujet à des crises de découragement, a donné sa démission, bientôt reprise. Tout a été rendu plus difficile par l'attitude de M. Ckheidze, qui, représentant du Soviet dans les conférences du parti, a refusé les deux termes de la sommation qu'on lui adressait: ou bien faire prendre le pouvoir par le Soviet ou bien faire renoncer cette assemblée à toute ingérence dans le gouvernement.

Tandis que ces tentatives d'organisation et de répression se manifestent à l'intérieur, on essaie de rétablir l'ordre dans l'armée et sur le front. Le général Kornilov, qui a remplacé le général Brusilov accusé de mollesse, prend les mesures les plus rigoureuses qu'il peut pour rétablir l'ordre dans l'armée en retraite et même dans les dépôts. Un ordre de M. Kerenski a interdit les congrès de soldats dans la région du front. Des déserteurs et des fuyards ont été fusillés en nombre déjà respectable. Mais reste à savoir dans quelle mesure et dans quels délais on pourra restaurer la discipline dans une armée où on l'a supprimée par décret et dont on a livré le commandement à un parlementarisme de soldats traités jusque-là en automates, et fournis par une population qu'aucune éducation civique n'a préparée à un usage aussi extrême, aussi inouï de la liberté. Le doute est d'autant plus grand que, autant qu'on peut en juger dans la confusion des nouvelles qui nous arrivent de Russie, les ordres que donne le Gouvernement n'ont pas la certitude, la force et la suite qui conviendraient dans l'extrémité du péril.

A côté de tous les éléments que nous avons déjà signalés dans celui-ci, il faut rappeler le mouvement « ukrainien » dans lequel il serait sans doute déraisonnable de ne pas faire la part des influences austro-allemandes. Sans doute les meneurs ukrainiens, satisfaits des larges concessions que leur faisait M. Kerenski, et peut-être inquiets de voir la menace allemande viser particulièrement les pays petits-russiens, ont-ils déclaré le 19 juillet qu'ils soutenaient le Gouvernement provisoire. Mais, d'autre part, un mouvement séparatiste brutal s'est développé en Finlande. La Diète a pris sur elle de proclamer l'indépendance complète du Grand Duché. Cette décision, que la géographie rend absurde et les circonstances odieuses, n'a pas, notons-le, été acceptée par le Gouvernement provisoire russe qui admet la plus large autonomie mais pas l'indépendance complète. Tout cet effritement de l'édifice russe montre que la Révolution russe, si elle ne veut périr, et, avec elle, l'indépendance nationale de la Russie, doit cesser d'être une anarchie, qui n'a de louable que sa tranquillité relative, et se rapprocher un peu plus du modèle de la Révolution française, volontaire, patriotique et constructive.

*
**

On peut se demander ce qu'est devenu, dans ces circonstances, le désir des membres du Soviet de voir les socialistes, y compris les majoritaires allemands, tenir leurs assises à Stokholm. Quelques jours apant les journées de Petrograd le Soviet lançait encore un appel dans ce sens. Il demandait la réunion à Stockholm, le 15 août, d'une Conférence internationale socialiste « sous le drapeau de la révolution russe ». Pour le préparer, il s'est associé au Comité hollando-scandinave qui avait déjà échoué. L'invitation du Soviet a été publiée par le *Vorwærts* du 14 juillet.

Quatre délégués de ce Conseil sont venus à Londres et à Paris pour obtenir des adhésions à la Conférence. Les délégués anglais qui les ont accompagnés à Paris et la Commission permanente du Parti socialiste français ont accepté la conférence avec un programme vague qui ne comprend pas l'examen des origines de la guerre et qui a soulevé des objections parmi les socialistes français.

Reste à savoir si l'invitation et les idées des délégués, qui ont quitté Petrograd avant les journées de juillet représentent les idées qui règnent en Russie et qui y règneront vers le milieu de septembre, moment choisi pour la réunion de la Conférence. Dès à présent de nombreuses oppositions se manifestent même dans les milieux socialistes, en France, en Angleterre et même en Amérique, contre une participation à la Conférence de Stockholm. Il est certain que si celle-ci était menée avec fermeté, dans l'esprit que n'a cessé de manifester M. Branting, elle pourrait, surtout en produisant les revendications nationales des socialistes des peuples opprimés dans les Empires du Centre, Tchèques, Polonais, Yougoslaves, aboutir à une nouvelle confusion des socialistes majoritaires d'Allemagne. Mais on peut toujours craindre que ceux-ci ayant en face d'eux tant d'idéologues, manière de religieux qui s'imaginent que leur dogme a la puissance de ne rien laisser subsister des conditions dans lesquelles le monde a vécu jusqu'ici, n'arrivent à faire prévaloir des formules creuses et à répandre des équivoques singulièrement dangereuses dans la lutte que les Alliés mènent pour la liberté.

*
**

Tels sont les faits qui ont dominé la politique internationale pendant le mois dernier. Les plus graves sont ceux qui ont trait à la Russie: au point où en sont par ailleurs les choses, avec la volonté américaine de rationner si strictement les neutres qu'ils ne pourront plus trouver dans les importations des Etats-Unis aucun moyen de ravitailler l'Allemagne, volonté qui s'est manifestée en juillet par des décisions rigoureuses, avec la certitude que la guerre sous-marine, si gênante soit-elle, ne produira pas de

résultats décisifs, avec la peine qu'ont les Allemands à maintenir leur front dans l'ouest, malgré les facilités que leur donne la faiblesse de l'armée russe, avec la fatigue de l'Autriche, on serait assuré de finir heureusement la guerre d'ici quelques mois si la Russie faisait un effort, non pas proportionné à ses forces latentes — elle ne l'a pas fait un seul instant — mais pareil à celui qu'elle a fourni en 1916. C'est pourquoi tout est dominé par la révolution russe.

A côté de ses péripéties et des répercussions qu'elles ont chez les ennemis et même chez les Alliés, les faits politiques qui se passent ailleurs ont bien peu d'importance.

Enregistrons cependant le remaniement ministériel anglais annoncé le 17 juillet. Sir E. Carson a quitté, pour devenir membre du Cabinet de guerre sans portefeuille, la direction de l'Amirauté qui est confiée à sir Eric Geddes. Le docteur Addison est devenu ministre de la Reconstruction après la guerre, sans portefeuille, et il a été remplacé aux Munitions par M. Winston Churchill. M. Montagu a été nommé ministre de l'Inde en remplacement de M. Austen Chamberlain qui avait cru devoir donné sa démission après la conclusion de l'enquête sur les opérations de Mésopotamie en 1915. Ce remaniement ministériel n'annonce aucun changement de la politique du Gouvernement de M. Lloyd George. Il donne un meilleur emploi à la forte personnalité de M. Carson et aux facultés administratives hors ligne que sir Erric Geddes a révélées comme directeur des chemins de fer militaires de l'armée britannique. La rentrée d'un homme politique aussi actif que M. Churchill, sorti du gouvernement après le fiasco des Dardanelles, était inévitable.

En Grèce les événements ont continué leur cours favorable depuis le détrônement du roi Constantin et son remplacement par son fils, le prince Alexandre, exécutés par le haut commissaire des Alliés, M. Jonnart.

La facilité avec laquelle les choses se sont passées prouve combien la France avait raison de proposer de traiter avec vigueur la politique constantinienne qui n'avait pas de soutiens profonds dans le pays. Le haut commissaire a demandé le 25 juin au Président du Conseil, M. Zaïmis, de réunir la Chambre élue le 31 mai 1915, Chambre que le roi avait dissoute et remplacée par un Parlement croupion élu au milieu de l'abstention complète de l'élément venizeliste. M. Zaïmis, dont le cabinet représentait le dernier effort du roi Constantin pour maintenir sa politique sans affronter ouvertement les puissances protectrices, s'est alors retiré. Sur ce le roi Alexandre a chargé M. Venizelos, qui venait de recevoir à Athènes un accueil triomphal, de former un ministère.

L'attitude de la population n'a donné aucune peine aux déta-

chements de troupes françaises et de troupes du gouvernement de Salonique envoyés à ce moment délicat pour occuper la capitale. Le 30 juin le Gouvernement grec notifiait à l'Allemagne et à ses alliés la rupture, en se fondant sur ce fait que les deux parties de la Grèce venaient de se réunir heureusement et que des régiments grecs prenaient déjà part aux hostilités sur le front des Balkans. Le 4 août, dans son discours du trône devant la Chambre enfin réunie, le roi Alexandre affirmait sa fidélité à la Constitution et sa solidarité avec l'allié serbe et les puissances protectrices. Peut-être la nécessité de prononcer un tel discours a-t-elle été rendue plus agréable au roi Alexandre par le sentiment de gagner une véritable popularité et d'affermir son trône en jouant un rôle plus national que celui auquel s'était laissé entraîner le roi Constantin.

Le nouveau Gouvernement grec a décidé de réorganiser l'armée avec le concours des puissances protectrices et de mettre à leur disposition 200.000 baïonnettes contre les Bulgares qui occupent les districts de Cavalla, Drama et Sérès acquis par la Grèce en 1913. Espérons que les tergiversations des Alliés en ce qui concerne les moyens techniques et financiers ne retarderont pas cette réorganisation.

Cette intervention de la Grèce soulevait avec les puissances protectrices, et notamment avec l'Italie, la question de l'occupation de certains territoires pour raisons militaires. Alors que des troupes franco-anglaises avaient pris possession de la Thessalie, pour exercer une pression décisive sur le roi Constantin, les Italiens, passant la frontière du territoire acquis par la Grèce en 1913, occupaient Jannia. Ils alléguaient la nécessité de couvrir la route de Santi Quaranta par où passent maintenant une grande partie de ravitaillements de l'armée de Salonique, réduisant ainsi au minimum les risques de la mer. Mais on a eu l'impression que l'Italie voulait prendre des gages et s'assurer des avantages au sud-est de l'Adriatique, pour le cas où la Grèce reviendrait à sa politique traditionnelle et qu'elle ne faisait qu'étendre la politique qu'elle avait, en prévision de cet événement, manifestée lorsque, le 3 juin, le général Ferrero, commandant les troupes italiennes en Albanie, lança au peuple albanais une proclamation leur garantissant l'unité et l'indépendance de l'Albanie sous la protection de l'Italie.

L'avènement de la politique venizeliste ne pouvait soulever la question de l'Albanie, mais elle posait de la manière la plus nette celle de l'occupation par les Alliés de territoires grecs depuis 1913 ou même plus anciennement. Cette question était une de celles que devait résoudre la Conférence interalliée réunie à Paris le 25 juillet pour examiner le problème balkanique, y compris l'effet que l'intervention grecque pouvait avoir sur la composition et l'emploi de l'armée de Salonique. On assure que

les délégués de l'Angleterre, MM. Lloyd George et Balfour, représentèrent très vivement à M. Sonnino, délégué de l'Italie, la nécessité d'évacuer le territoire de la Grèce désormais sûre et même alliée. Quoiqu'il en soit, la déclaration suivante a été publiée le 27 juillet, à l'issue de la Conférence :

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie mettront fin simultanément et dans le plus court délai aux occupations militaires qu'elles ont été obligées de faire sur le territoire de l'ancienne Grèce, de la Thessalie et de l'Epire.

D'autre part, l'occupation militaire du triangle formé par la route de Santi-Quaranta et la frontière de l'Epire pourra être maintenue provisoirement dans un intérêt de sécurité, sous réserve d'une entente entre l'Italie et la Grèce pour le rétablissement des administrations civiles sous l'autorité d'un commissaire délégué par le gouvernement hellénique.

Enfin, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie pourront conserver pendant la guerre une base navale et militaire dans l'île de Corfou, étant entendu que l'île entière restera sous la souveraineté de la Grèce.

Cette note n'a pas assuré l'évacuation immédiate de l'Epire, comme l'auraient désiré les Grecs, mais elle a du moins formellement reconnu les droits de la Grèce.

Parmi les événements du mois écoulé qui méritent d'être mentionnés, il faut citer les déclarations de guerre du Siam, de la Chine et de Libéria à l'Allemagne. Ces ruptures ne peuvent certes avoir aucun effet militaire, mais en menaçant d'annuler les effets des grands efforts commerciaux accomplis par les Allemands, qui risquent d'être supplantés d'une manière définitive par leurs concurrents, la décision du Siam, de la Chine et du Libéria ajoutent aux raisons qui peuvent résigner peu à peu l'Allemagne à une paix acceptable pour les Alliés.

Robert de Caix.

Bibliographie.

Mileta Novakovitch : *Le Rôle de la Serbie dans l'avenir.* (Conférence faite le 16 mars 1917 à l'Hôtel de la Ligue française à l'Enseignement, sous la présidence de M. Vesnitch, ministre de Serbie, membre de l'Institut). Edition de la *Revue bleue.*

M. Mileta Novakovitch, qui soutient avec honneur un nom illustre, s'est attaché à montrer dans sa conférence que la Serbie, en séparant les Magyars et les Allemands des Bulgares et des Turcs que rapprochent d'eux leur tempérament, leurs ambitions et leurs conceptions juridiques, est la gardienne naturelle de l'équilibre européen. Cette vérité était déjà apparue à Gambetta dont M. Novakovitch a rappelé une lettre prophétique. — Dès 1874, Gambetta espérait en effet trouver un allié dans le ministre serbe, Ristitch, « pour le jour où il faudrait prendre, étreindre le monstre germanique entre le Latin et le Slave et l'étouffer dans cette double étreinte. C'est de ce côté qu'il faut jeter les yeux; c'est sur ces confins, entre l'Europe et l'Asie, qu'il faut aller chercher des compagnons de guerre et de délivrance. Ces races jeunes, amoureuses de la France qui leur a appris à balbutier les premiers mots de justice et de liberté, nous aideront à délivrer l'Europe.... Ils se préparent, ces vigoureux Serbes, à jouer le rôle du Piémont d'Orient. Quand ils auront fait la Slavie du Nord, les Prussiens auront vécu comme dictateurs de l'Europe. »

Si les politiques et les diplomates alliés avaient compris les paroles de Gambetta, ils n'auraient pas hésité si longtemps à venir au secours des Serbes, et l'issue de la guerre n'aurait pas été si longtemps retardée. — « Si on l'avait maintenue debout, écrit avec raison M. Novakovitch, la Turquie aurait depuis longtemps dû capituler; il n'y aurait plus de corps expéditionnaire ni à Salonique, ni au Caucase ou en Mésopotamie...; l'intervention roumaine aurait pris une tout autre tournure. Mais il a fallu que la Serbie fût écrasée pour qu'on se rendît compte à quel point elle était utile et nécessaire. » — La revanche approche et l'expérience servira. Mais il est indispensable que nos amis les Serbes ne perdent jamais une occasion d'éclairer l'opinion. —

*
**

Jovan M.-Zujovic : *Sur l'Agriculture et les paysans en Serbie.* (Académie d'agriculture de France, Paris, 24 pages in-8°). — Du même auteur: *Les Serbes: population rurale et urbaine. Vie*

intellectuelle. Religion. Politique. (Prix : 1 fr. Au profit des étudiants serbes prisonniers de guerre. Imprimerie générale Lahure. 44 pages in-8°).

Les brochures de M. Zujovic ne sont pas longues ; elles sont en revanche singulièrement instructives et nous voudrions les voir entre les mains de tous nos instituteurs. La personne même de l'auteur est caractéristique: M. Zujovic est un ancien ministre ; il a été, si je ne me trompe, recteur de l'Université de Belgrade; il est président de l'Académie royale de Serbie. Rien chez lui cependant, dans son style ou ses manières, qui trahisse la recherche, l'affectation ou le pédantisme. Il est resté peuple, — ce qui est sans doute le plus haut compliment qu'on puisse faire à un homme, quand il a l'honneur d'appartenir à une nation de gentlemen. La première fois que j'ai eu l'occasion de causer avec lui, j'ai été aussitôt gagné par sa franchise d'allures, la simplicité et la dignité de ses manières, la netteté de son langage, la fière modestie de son patriotisme. Il aime sa race et il la fait aimer, parce qu'il en parle sans amphase, avec une extrême sobriété de ton. Paysan d'origine, géologue de profession, il se défie des phrases et il a le goût de la précision et de la méthode; il connaît le pays pour l'avoir parcouru en tous sens et les hommes pour avoir vécu de leur vie. Il nous a tracé un tableau sommaire, mais complet et vivant, — parce qu'il est fondé sur une vue directe des personnes et des choses, — de la vie serbe. Après une étude rapide, mais extrêmement intéressante du peuplement du pays, il passe en revue les diverses catégories sociales; il nous dit ensuite les remarquables progrès accomplis par la Serbie avant la guerre et que la barbarie magyaro-allemande a stupidement anéantis; il nous parle des Ecoles, retrace à grands traits l'histoire littéraire et artistique, analyse les nuances assez particulières du sentiment religieux et passe en revue les divers partis politiques. Comme le montre ce résumé trop succinct, c'est bien une vue générale que l'auteur a essayé de nous donner. — « Peut-être trouverez-vous, dit en terminant M. Zujovic, que ma conférence a été trop longue et me reprocherez-vous d'avoir flatté la Serbie et les Serbes. Il me serait impossible alors de me ranger à votre avis... « Il me semble que je ne parlerai jamais de la Serbie trop longuement et que je n'en dirai jamais assez de bien... N'oubliez pas que c'est de ma mère que je vous ai parlé, — de ma mère bien malheureuse. » — Les mères ne sont pas tout à fait malheureuses qui sont fières de leurs enfants et sûres de leur fidèle amour.

E. Denis.

*
**

Charles Rivet, *Le dernier Romanov* (Paris, Perrin, 1917, 336 p.).

— Je suis convaincu que le volume de M. Charles Rivet aura un très grand succès et je m'en réjouis, bien que, comme on le verra plus loin, j'aie quelques réserves à présenter. Écrit avec beaucoup de verve et d'entrain, il apprendra au public français nombre de choses qu'il aurait eu grand intérêt à connaître depuis longtemps. Si nous ne les avons pas sues plus tôt, la faute n'en est certes pas à M. Rivet. Un long séjour en Russie lui avait permis de connaître beaucoup de gens et de percer plus d'un mystère; justement inquiet des périls qui s'amoncelaient, il a souvent essayé de dissiper les ténèbres opaques dans lesquelles nos gouvernants nous maintenaient. La censure y a toujours mis bon ordre. Je ne saurais y revenir trop souvent, puisque c'est une des raisons qui nous ont déterminés à fonder le *Monde Slave*. .....

.....

.....

..... (Censuré) .....

.....

.....

.....

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, nous vivons en démocratie, et la guerre aura fatalement pour résultat d'accroître encore l'influence décisive que joue déjà la masse profonde dans la direction des affaires publiques. Il est contradictoire et absurde de prétendre maintenir dans un régime de suffrage universel les procédés et les méthodes de la monarchie absolue: la censure, la diplomatie occulte, les traités secrets, la politique de cabinet. Les hommes d'État ne manquent pas, malheureusement, à qui l'expérience actuelle n'a rien appris, et qui ont la prétention de mener l'opinion et de lui dicter leurs volontés. *Oculos habent et non vident.* Qu'on lise dans la *Revue de Paris* les articles si modérés, si solides et si lumineux que publie M. Gauvain sur la diplomatie des Alliés dans la question grecque, et l'on saura ce que nous a déjà coûté cette politique de subterfuges et de fausses habiletés. Nous en avons assez de ces négociations louches, de ces compromis inavouables et de cette prétendue sagesse qui consiste à sacrifier nos alliés naturels pour favoriser nos ennemis. Les peuples répudient désormais toute politique qui n'aurait pas pour base la raison et la justice.

Je reconnais d'ailleurs volontiers que nos chancelleries et nos bureaux ne sont pas seuls responsables des erreurs qui ont été commises. M. Rivet sait sans doute beaucoup mieux que moi que la presse, et parmi elle les journaux à qui une ancienne réputation a valu une sorte de monopole, n'ont pas été moins coupables que nos ministres. Il serait singulièrement intéressant à ce point de

vue de comparer le chapitre que M. Rivet consacre à l'alliance franco-russe avec les articles que publiait à l'époque de l'entrevue de Potsdam un journal que sans doute il connaît bien.

Par la faute des circonstances, sinon par la sienne, le livre de M. Rivet vient un peu tard, ce qui ne veut pas dire le moins du monde qu'il soit inutile. Il a, à mon sens, quelques défauts qui tiennent au genre. D'abord une prétention à l'originalité qui ne me paraît pas complètement justifiée et qui est un peu désobligeante. Aujourd'hui, quiconque écrit un livre sur la Russie juge indispensable d'affirmer qu'avant lui personne n'a jamais rien compris à cette énigme insondable. M. Rivet fait sienne la parole du publiciste russe Amphitheatrov: « On possède un peu plus de données sur la Russie à l'étranger que sur la planète Mars. » Ce qui prouve simplement que M. Amphitheatrov est fort mal renseigné sur les travaux étrangers. Prétendre que la France lettrée « en était restée, à quelques exceptions près, aux relations de voyage d'Armand Sylvestre et de Dumas père », me semble une exagération regrettable. Le livre de M. Rivet sera lu en Russie, peut-être traduit: singulière façon de rectifier les légendes qui courent là-bas sur notre ignorance.

Le portrait que M. Rivet nous trace du peuple russe est-il si différent de celui que nous en avait donné de Vogüé et qu'on voudrait aujourd'hui nous présenter comme purement conventionnel? — J'admets bien que la littérature n'est pas toujours l'expression complète d'un peuple; mais on aura tout de même quelque peine à nous persuader que des auteurs tels que Pouchkine, Gogol, Tourguéniev, Dostoievski, Tolstoï, etc., ne nous ont jamais représenté que des types de pure imagination et que la synthèse que nous en dégageons n'a aucune valeur. En somme, un étranger n'est en relations qu'avec quelques dizaines de personnes et il n'échange avec elles que des conversations plus ou moins sincères; pourquoi son témoignage aurait-il plus de poids que celui des grands écrivains qui nous dépeignent leur peuple?

M. Rivet aurait été, je crois, mieux inspiré, s'il eût conservé à son ouvrage le caractère d'une chronique écrite au jour le jour, sans l'encombrer de réflexions ambitieuses et d'études politiques et diplomatiques qui n'en augmenteront pas l'autorité.

Pris ainsi, j'entends comme la déposition sincère d'un auditeur averti, qui a des relations nombreuses et qui sait ouvrir les yeux et les oreilles, *Le dernier Romanov* est un document à retenir. Naturellement, comme tous les documents, il convient de le lire avec précaution et défiance. Petrograd a toujours été la ville des commérages; Joseph de Maistre, un des lointains prédécesseurs de M. Rivet, le signalait déjà avec quelque scandale au début du XIX^e^ siècle et depuis lors les mœurs n'ont pas changé. J'avoue qu'un assez grand nombre des paroles ou des incidents que rapporte M. Rivet m'inspirent quelques inquiétudes. J'en

prends un au hasard, dès le début (p. 21) : — Goremykine s'entretient avec le tsar : « J'ai failli avoir peur d'une révolution dont on me menaçait si nous renvoyions les Chambres ; mais nous avons affaire à des enfants. » — Quelle étrange conversation ! le premier ministre disant au Tsar qu'il a failli provoquer une révolution, qu'il en a eu peur ! — Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. — Sans doute, mais qui a narré l'entretien ? — Le tsar ? Goremykine ? — A qui ? — Bien des réfugiés russes sont venus me débiter des histoires analogues. Ils les jugeaient authentiques, tant qu'ils me parlaient, et je les croyais, jusqu'au moment où ils m'avaient quitté. M. Lavisse nous racontait un jour un mot charmant du maréchal Joffre. Comme on parlait devant lui des pronostics de la campagne prochaine : « Oh ! moi, reprit le maréchal, quand le moment viendra de la grande offensive, je suis certain d'être averti, parce que ma femme est en étroite amitié avec des personnes qui sont très bien renseignées. » — A Petrograd comme à Paris, les hommes sont nombreux, — sans parler des femmes, — qui possèdent des « tuyaux » excellents. Il ne conviendrait pas de les prendre trop au sérieux, même quand ils sont réunis et imprimés.

Sous ces réserves, les renseignements dont l'ouvrage de M. Rivet abonde sont extrêmement curieux et même instructifs. L'annonce qui accompagne le livre a été mal rédigée et il n'est pas du tout exact qu'il « nous retrace en son entier ce drame que fut le règne de Nicolas II ». Ce drame est beaucoup trop complexe et touffu pour que l'histoire en puisse déjà être même sommairement esquissée. Nous avons du moins ici l'écho sonore des bruits qui couraient à Petrograd sur le monde bizarre et répugnant qui s'agitait autour de la Cour et dont Raspoutine demeure la physionomie la plus étrange. On comparera utilement ces renseignements avec les articles très suggestifs et très nourris que M. Finot publie dans la *Revue*, et il ne sera pas inutile de se souvenir aussi des diverses études que M. Bainville a publiées sur la Russie. M. Bainville est tenté de diminuer le rôle de Raspoutine, peut-être plus que de raison ; mais actuellement ne l'exagère-t-on pas un peu ? L'histoire est toujours difficile à connaître, surtout quand les acteurs sont des maniaques et des malades. Cette bande hétéroclite où les mystiques, les illuminés, les grandes dames hystériques coudoient les bureaucrates sceptiques et blasés, ces moines dissolus et ces réactionnaires stupides que gorgent d'or les agents de Guillaume II, nous rappellent à la fois la Byzance de Théodora, la cour d'Ivan IV et la société française de la fin du XVIII^e^ siècle, quand elle faisait fête à Cagliostro ou se pressait autour du baquet magique de Mesmer. Quelques semaines avant la révolution, je signalais dans une conférence les périls que créaient à la cause des Alliés l'incurie du tsar, la sottise de ses ministres et la folie de son entourage. « En dépit

des résistances de tel ou tel groupe, disais-je alors, le peuple russe ne se laissera pas livrer à ses ennemis. Il sait que son avenir est en jeu. S'il s'abandonnait aux puissances obscures, aux forces ténébreuses, pendant des années et des dizaines d'années il verrait s'abattre sur son front le despotisme, la bureaucratie, le pillage et le déshonneur; pour atteindre le rivage de la liberté, il a versé déjà des torrents de sang; des milliers et des milliers de ses fils sont tombés sur les champs de bataille ou meurent dans les camps de prisonniers; les révolutionnaires et les réactionnaires sont unis dans une seule pensée, qui est le salut de la patrie. Le 4 août 1914, la nation, dans une volonté sublime de réconciliation, avait amnistié les assassins de janvier 1905; elle ne leur pardonnerait plus d'avoir brisé leur élan et paralysé leurs forces. En Russie comme en France, comme en Angleterre, il y a quelque chose de plus fort que les gouvernements, c'est la conscience des peuples et c'est à la conscience des peuples que la victoire restera. »

Le livre de M. Charles Rivet montre jusqu'à quel excès de stupidité était tombé le tsarisme. Il n'avait laissé au pays d'autre refuge que la Révolution. Quelles que soient les difficultés qu'elle a créées, tout valait mieux que la continuation du règne des Sturmer et des Protopopov.

E. Denis.

***

Jacques Bainville : *Comment est née la révolution russe.* (Nouvelle Librairie internationale. Paris, 1917, 96 p.).

Le livre de M. Bainville est moins long et moins croustillant que celui de M. Rivet. Il ne nous présente qu'une des faces de la révolution, dont il marque exclusivement le côté national. Je crois comme lui qu'il faut chercher l'origine première des événements dans la révolte du patriotisme. Mais l'indignation de la Douma fût demeurée impuissante si le tsarisme n'eût pas été miné par la propagande socialiste et par la défection des classes rurales. Il conviendrait aussi de rechercher l'influence qu'ont exercée les souvenirs de 1905. Dans le cadre qu'il s'est volontairement fixé, le livre de M. Bainville est clair, précis, modéré et il résume bien ce que nous pouvons actuellement savoir des événements.

Dans une sorte de post-scriptum, M. Bainville a rappelé les instructions que Choiseul donnait à notre ambassadeur en Russie à la mort d'Elisabeth, dans une conjoncture qui rappelle étrangement les circonstances actuelles. — « La diplomatie française, dit-il, en ces temps-là, n'était pas bégueule. Elle allait à l'urgent et à l'essentiel, c'est-à-dire à l'intérêt de la France. » — M. Bainville l'en admire, et sur ce point, je suis absolument de son avis. Seulement, à quoi a servi la prévoyance de Choiseul? Elle n'a

pas empêché la défection de Pierre III, la neutralité de Catherine II et le traité de 1769. — Mais, ne rompons pas l'union sacrée, puisque, après tout, nous sommes d'accord pour admirer ici la virilité de Louis XV... et de son ministre. E. Denis.

*
**

Ivan Krek: *Les Slovènes*, traduit de l'allemand par A. U. (Paris, Alcan, 1917, 85 pages).

L'histoire du livre de Krek est assez curieuse. Vers le milieu de l'année dernière, les Allemands, convaincus que la victoire leur avait définitivement échappé, ont brusquement modifié leur tactique. L'exemple a été donné par Naumann, le célèbre défenseur du Mitteleuropa. Jusque-là, bravement, insolemment, ils avaient affiché leurs intentions, tambouriné à pleine caisse leurs plans qui consistaient à organiser le monde suivant leurs méthodes les plus perfectionnées, laissé aux peuples le choix entre l'extermination et la conversion au germanisme. Tout d'un coup, ils ont rentré leurs serres, rengainé leurs colères et adouci les éclats de leur voix; ils menaçaient, ils deviennent doucereux, onctueux, langoureux; ils forcent leurs lèvres aux sourires; leurs mains d'étrangleurs se font caressantes; les tortionnaires rejettent les torches et les bidons empoisonnés et brandissent la houlette pacifique; les exterminateurs prêchent l'évangile de la réconciliation. D'une voix mielleuse, ils pressent leurs victimes d'accepter de bonne grâce les remèdes qu'ils leur offrent et qui sont bénins, bénins, bénins: on les soupçonne d'ambition, on leur prête des projets annexionnistes. Pures calomnies, inventées par la méchanceté de Lloyd George ou la perfidie de M. Ribot! Que veulent-ils? Le bonheur de leurs voisins. Les Slaves les accusent d'arrière-pensées malveillantes? C'est qu'ils les ont mal compris. D'un geste concerté, les émissaires de Guillaume II battent leur coulpe, confessent leurs maladresses. — Que voulez-vous? Ils n'ont pas l'artificieuse perfidie des Latins qui enveloppent de séduisantes formules leurs avidités égoïstes; candides enfants de l'innocente nature, ils mettent trop de brusquerie dans leurs témoignages d'affection; mais leur cœur est aussi pur que le ciel de la Grèce, par un beau jour de printemps; ils ne nourrissent pour les Slaves que les intentions les plus bienveillantes et les plus droites; leur seul désir est de les aider à parfaire leur éducation; ils leur offrent le secours le plus désintéressé; ils reconnaissent leurs hautes qualités, l'esprit de travail et de méthode des Tchèques, la bravoure des Serbes, leur ténacité et l'ardeur de leur patriotisme, la fidélité des Croates et des Slovènes à leur langue, qui est presque égale à celle des Allemands eux-mêmes. Réconcilions-nous. Unissons-nous dans un travail fécond; associons-nous dans un commun effort où chacun conservera sa complète autonomie.

Mais les dizaines de milliers de cadavres qui pourrissent dans les cimetières de Dalmatie, de Bosnie, de Slavonie, les victimes innocentes que vous avez envoyées à la mort, les femmes que vous avez insultées, les enfants que vous avez assassinés, les trésors irréparables que vous avez détruits, les souvenirs sacrés que vous avez déshonorés! — Fâcheux malentendu! Erreur regrettable! Jetons un voile et passons l'éponge. Le malheur, c'est que nous ne nous connaissons pas mutuellement. Pour éviter le retour d'incidents aussi pénibles, travaillons à dissiper l'ignorance populaire.

Dans cette intention, quelques éditeurs, empressés à suivre les conseils partis d'en haut, se sont adressés à un certain nombre d'écrivains slaves et les ont priés de parler aux Allemands de leurs concitoyens. Si l'on veut mon opinion vraie, ces écrivains slaves auraient mieux fait de décliner l'appel qui leur arrivait; aux invites des Hohenzollern et de leurs complices, une seule réponse convient, celle des Russes, qui crachent et se détournent; j'ai reconnu en tout temps au patriotisme le droit d'être exclusif et ombrageux; aujourd'hui, la moindre compromission avec l'Allemagne nous inspire un insurmontable dégoût. Avouons cependant que les Slaves qui n'ont pas repoussé la tâche qu'on leur proposait peuvent invoquer des circonstances atténuantes. D'abord, la discrétion excessive des Alliés qui s'enveloppent trop souvent de formules sibyllines et qui encore aujourd'hui n'osent pas parler franchement de la destruction de l'Autriche. Dans ces conditions eût-il été sage de rompre les ponts? Après tout, puisque l'occasion s'offrait de rendre témoignage à leur peuple, pourquoi les patriotes slaves se seraient-ils abstenus? — C'est ainsi que M. Krek, député de la Carniole au Reichsrat et un des principaux chefs du parti catholique slovène, a écrit pour les Allemands un livre sur les Slovènes. Il n'a pas eu beaucoup à se féliciter de sa bonne volonté. Bien qu'avec une humilité un peu excessive il eût évité avec soin les questions scabreuses, son essai n'a pas eu l'heur de plaire à la censure; il a été saisi d'abord pour la durée de la guerre, et plus tard d'une façon définitive. Logique allemande! Au moment où ils prétendent ramener les Slaves, il suffit qu'un écrivain en parle sans injure pour que son impartialité le désigne à la vindicte publique.

Quelques-uns de mes collaborateurs de la *Nation Tchèque* m'avaient parlé de l'opuscule de M. Krek avec de grands éloges. Je l'avais lu sur leur conseil et j'avais eu le regret de ne pas partager leur opinion. Je viens de le relire dans la traduction française et je continue à ne pas être tout à fait satisfait de cette esquisse.

Il est vrai que la traduction n'est pas très heureuse. Je suis choqué par la maladresse de certaines phrases. « Au milieu du bassin, il y a un reste de l'époque glaciaire, le lac silencieux de

Bohiny (Wodein) qui incite tant aux méditations » (p. 23) : « La construction des voies ferrées a fait dans ces dernières années des progrès très rapides, bien que, comme il va de soi, la formation montagneuse du pays ait créé beaucoup d'obstacles » (p. 25). D'autres passages sont incompréhensibles : « Il va de soi que nous ne donnons pas Trieste comme un facteur compétent et nous ne le citons que pour être complets ». — « Les chiffres ne sont pas si élevés dans la région des Sudètes en Allemagne, mais dans les derniers temps ils ont fait des progrès rapides. » Parmi les mines de mercure, Idria, « avec son extraction de 800 tonnes par an occupe la deuxième place en Europe et prend part pour 50 0/0 dans la production mondiale ». — Comment Idria peut-elle fournir la moitié de la production totale du monde et n'avoir que la seconde place en Europe? — « Le défaut des conditions de perfectionnement fait que cette industrie attend encore une évolution dans le sens d'amélioration et de raffinement ». Nous ne sommes pas habitués à appeler l'époque de la philosophie: l'ère de l'éclaircissement, et bien que je n'éprouve qu'une sympathie modeste pour Kopitar, je trouve qu'on lui fait tort en nous disant qu' « il écrivit, à la base de la langue populaire, une excellente grammaire slovène ». Il n'est pas correct d'écrire : l'état s'empire, etc., etc. — Je regrette d'être obligé d'attrister le traducteur qui est évidemment un homme de bonne volonté, et un vieux professeur tel que moi ne s'expose pas sans tristesse au reproche de pédantisme, qui ne me sera pas épargné. Mais il s'agit d'une question de principe et de méthode. Le français est un instrument précieux et délicat, qui a été lentement façonné par des maîtres ouvriers et que nous n'avons pas le droit de laisser déformer. On nous invite beaucoup pour le moment à nous américaniser et à renier nos traditions ; j'avoue qu'elles ne sont pas également excellentes et surtout je reconnais que, dans beaucoup de cas, nous en avons perdu le véritable sens. Est-ce à dire que nous devions rompre avec notre passé, renoncer à nos qualités essentielles, répudier les vertus et les qualités qui ont établi notre influence? Le lecteur français est exigeant et difficile; il a un sens naturel de la justesse de l'expression et de l'harmonie de la langue; quand on choque son goût, il se défend par l'abstention et l'oubli. Pour retenir son attention et conquérir sa sympathie, il ne suffit pas d'avoir raison; il n'est jamais tout à fait convaincu s'il n'est pas un peu charmé. Ce sont des défauts, si l'on veut; libre à nos ennemis de nous en railler. Ils ne nous convertiront pas et ce serait dommage.

En lui-même, le livre de M. Krek n'a rien qui doive séduire: assez mal composé, il a trop l'apparence d'un article de dictionnaire. Je sais bien qu'en pareille matière la tâche de l'écrivain qui essaye de nous faire connaître un peuple dont nous ne savons à peu près rien, pas même la place qu'il occupe sur la carte, est

ardue et délicate; comment donner au lecteur la sensation d'une vie intellectuelle intense, sans multiplier les noms; mais ces noms qui ne représentent rien, se perdent alors dans un fouillis obscur et ne laissent aucune trace dans la mémoire. Dans un ouvrage de propagande destiné au grand public, il importe peu d'être complet et un auteur adroit se résignera à des coupes sombres; il supprimera sans pitié les écrivains de second ordre, fussent-ils de ses meilleurs amis et ne citera que quelques noms vraiment représentatifs. En revanche, il s'efforcera de marquer de traits distinctifs les rares élus qu'il retiendra, analysera leurs principales productions et appuiera ses jugements de citations probantes.

M. Krek n'est évidemment pas un maître dans l'art de la vulgarisation. Tel qu'il est cependant, son essai rendra quelques services. Jetés par un destin hostile à l'extrême avant-garde des Yougoslaves, menacés par les Allemands dans la Styrie et la Carinthie et par les Italiens en Istrie et sur le littoral de l'Adriatique, les Slovènes occupent une des régions dont le sort sera le plus discuté après la guerre. Leurs désirs sont certains et ils les ont manifestés à de nombreuses reprises de la manière la plus formelle. Trop faibles pour constituer un État indépendant, — ils sont tout au plus 12 à 1.500.000, — rattachés d'ailleurs aux Croates et aux Serbes par leur origine, leur passé et leur langue, — le slovène est un simple dialecte croate, et la fusion littéraire avec les Serbes serait depuis longtemps accomplie sans les résistances du gouvernement viennois, — ils demandent à être réunis au futur royaume serbo-croate. Par leur esprit de méthode, leur application, leurs remarquables aptitudes commerciales, ils y deviendront un élément de stabilité et de richesse. Depuis dix siècles, ils supportent sans faiblesse l'assaut des innombrables colonnes d'attaque de la Germanie; depuis la guerre, ils ont donné des preuves multiples de leur ardente sympathie pour la cause des alliés; les persécutions terribles auxquelles ils ont été soumis n'ont ni ébranlé leur courage, ni affaibli leur foi. Lors des dernières séances du Reichsrat, leur représentant Korosec a vaillamment réclamé son poste de combat à côté des Tchèques et, malgré les hurlements des groupes allemands, il a demandé sans ambages la réunion dans un même État de toute la race serbo-croate. Leurs vœux sont conformes à la justice et aux principes du droit moderne. Ils ne réclament que leur dû et ils se déclarent prêts à accepter sans réserves la décision d'un plébiscite loyalement pratiqué. Quels sophismes invoquera-t-on contre eux? J'espère du moins que, dans les pays de l'Entente, il ne se trouvera pas un diplomate assez mal avisé pour opposer à leurs revendications légitimes les pauvres sophismes d'un impérialisme suranné. Leur cause eût pu être mieux défendue; mais elle est bonne et c'est tout de même l'essentiel. E. Denis.

*
**

Wladimir Gettlich (capitaine Ordon). *Œsterreichs Schicksalsstunde. Bemerkungen zur Einberufung des Wiener Parlaments.* Genève, Atar, 1917. In-8°, 32 p.

L'auteur de cette brochure est un Polonais autrichien (1), qui a longtemps servi, comme officier de troupe et comme officier d'état-major, dans les armées de la Double Monarchie. Après un long séjour en Pologne russe, il a combattu dans la guerre actuelle sous les ordres de Bœhm-Ermolli et de Kœvess. C'est seulement le 15 août 1916 que, se trouvant en Suisse, il a fait savoir à l'autorité militaire autrichienne que, « comme Polonais, il ne voulait plus se battre pour la cause prussienne ».

Nous n'avons donc pas affaire ici à un écrivain anti-autrichien, bien au contraire. Comme beaucoup de Galiciens, Gettlich était plutôt attaché à la Monarchie, « la plus idéale union de nationalités multiples ».

Il conserve même pour la « vieille Autriche » des sentiments de tendresse qui ne donnent que plus de poids à son témoignage: « Ce qui dans cet organisme est naturel, conforme à l'essence de la Monarchie, et par suite vraiment autrichien, tout cela a brillamment subi l'épreuve du feu dans la guerre mondiale... Au contraire, ce qui a été importé du dehors, imposé artificiellement à l'organisme autrichien, tout ce qui est étranger a fait faillite. »

D'après notre auteur, ce qui était spécifiquement autrichien, c'était l'armée polyglotte et le respect des individualités nationales. Je laisse à d'autres le soin de démêler si cet idéal a jamais correspondu à la réalité, si l'Autriche a jamais été dans le passé cette espèce de « Suisse monarchique » qu'elle se vantait d'être. Mais Gettlich va nous dire ce qu'elle est devenue.

Elle a, au début de la guerre, attiré sur elle la masse de l'armée russe « pour faciliter aux armées de Guillaume II la prise de Paris ». Elle a manqué d'artillerie lourde, parce que « les fameux mortiers autrichiens battaient alors les forteresses belges pour la cause commune austro-allemande ».

Intérieurement, l'Autriche s'est germanisée, prussifiée. Gettlich décrit très bien le processus pathologique qui a fait de l'armée autrichienne et par suite de l'État autrichien, un malade d'une espèce particulière, dont les centres nerveux et les muscles sont envahis par une toxine et qui ne peut plus ni vouloir ni se mouvoir librement.

L'état-major est « une copie exacte de l'état-major général allemand »; aucune institution autrichienne n'est à ce point *homogen deutsch*. Dans l'ensemble, les gens de Vienne ont utilisé la guerre « pour réaliser en Autriche, avec le secours de Berlin,

(1) Sous le pseudonyme de capitaine Ordon, il a publié également à Genève un ouvrage en français : *L'Allemagne et la Russie, une condition essentielle de la paix.*

cette prépondérance de l'élément allemand que celui-ci n'était pas en état de conquérir par les voies pacifiques ». La guerre a été pour l'Autriche une crise intérieure, une crise de germanisation. Quelques jours après la déclaration de guerre, un haut fonctionnaire disait: « Nous faisons la guerre d'abord pour nous débarrasser de nos Slaves avec l'aide de la Prusse et des Magyars, et après nous règlerons aussi le compte des Magyars ».

En un mot « l'*asservissement des Slaves autrichiens était pour les Allemands d'Autriche l'unique but de guerre* ». Ceci explique « le véritable sadisme » avec lequel les nouveaux maîtres de l'Autriche se mirent à persécuter toutes les races de la monarchie. Le tout pour le plus grand profit d'une racaille de petits fonctionnaires et d'officiers faméliques, qui s'abattirent sur les pays slaves comme sur une proie, notamment sur la Galicie. « De petits rentiers, pour qui un voyage en tramway était un luxe il y a quelques années, sont devenus du jour au lendemain maîtres et seigneurs de districts entiers, sans avoir le moindre soupçon de l'administration du pays ». Ils ont traité les terres de la couronne en terrains d'exploitation, avec l'aide des spéculateurs, des hommes d'affaires, des banques, etc.

Gettlich a beau vouloir opposer à cette nouvelle Autriche, devenue « une marche orientale sous la direction des Hohenzollern », l'Autriche idyllique d'autrefois, il est bien obligé d'avouer que le mal est ancien. C'est en 1897 que Badeni est renversé. En 1907, à Ischl, il paraît qu'Edouard VII aurait offért à François-Joseph une combinaison « qui aurait sept ans plus tard épargné à l'empereur d'Autriche le déchaînement de la plus épouvantable des guerres » et que l'empereur aurait répondu : « Je suis un prince allemand ! *Ich bin ein deutscher Fürst !* » oubliant « en son marasme sénile qu'en 1866 les Hohenzollern l'avaient dépouillé de ce titre ».

Dès lors, les dés étaient jetés. Comment s'étonner après cela qu'un officier mourant écrive à sa femme: « Ma douleur, c'est de tomber en terre slave. Elève du moins nos enfants dans *la haine inextinguible de tout ce qui est slave* »! Comment s'étonner qu'après le désastre galicien de 1914, le bon *Weaner* (1) se soit consolé en disant: « En 1683 les Polonais nous ont délivrés des Turcs, maintenant les Russes nous délivrent des Polonais » — de ces Polonais qui, par leur politique parlementaire, avaient tant de fois sauvé le gouvernement!

Gettlich n'est pas dupe de la soi-disant autonomie galicienne, élégant subterfuge pour éliminer de la politique autrichienne l'élément slave, ni de la menteuse proclamation d'une Pologne indépendante « sur la base du Congrès de Vienne ». Et cependant

---

(1) Prononciation viennoise du mot *Wiener* « Viennois ».

il a encore des illusions. Il croit à « une nouvelle Autriche, régénérée ». Il croit le nouvel empereur capable de se poser ce triple problème : « rétablissement de la paix, restauration de la monarchie des Habsbourg, maintien de l'idée monarchique ». Il est de ceux qui espèrent en la jeune impératrice, et il répète à son sujet le dicton usé: « *Tu felix Austria, nube !* »

Et pourtant lui-même avoue que « l'Empire a contre lui presque tous les peuples de la Monarchie et qu'il semble à peine possible, après trois années d'orgie législative, de rendre confiance aux peuples dans la loyauté du gouvernement. » — Voilà ce qu'un Galicien austrophile trouve à dire de plus encourageant pour l'avenir de l'Autriche!

Ce n'est pas sur cette base fragile que peut s'édifier la digue que la paix du monde nous ordonne d'opposer au prussianisme envahisseur, à *Mitteleuropa*.

Du reste, la brochure que nous analysons était écrite avant la rentrée du Reichsrat. Depuis, l'heure fatale, la *Schicksalsstunde* de l'Autriche a sonné. Il n'est plus au pouvoir d'un empereur, ni même d'une impératrice, de ramener en arrière l'aiguille de l'horloge.

HENRI HAUSER.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

Le Gérant : François Jacki.

Un appel serbe aux Russes.

V. Lebedev.

Plus j'y pense, et plus il me semble qu'il y a eu un grand malentendu sur la portée des déclarations russes concernant les buts de la guerre actuelle. Sur ce point, j'en suis sûr, la révolution russe est plus en accord avec les autres Alliés que l'on ne l'imagine généralement. En effet : quel a été le point de départ de la grande guerre? quel a été et quel est le but de la révolution russe ? La réponse à ces deux questions nous permettra de conclure à l'identité des buts de guerre de tous les Alliés, la Russie comprise.

***

La cause profonde de la guerre actuelle se trouve dans le traité de Francfort, et dans la tendance de l'Allemagne depuis 1871, à imposer sa dictature à l'Europe. Sa cause directe est fournie par le traité de Berlin et par les conséquences que les Austro-Allemands ont voulu en tirer, en étendant leur hégémonie non seulement sur la Péninsule balkanique, mais aussi sur toute l'Asie Mineure. *Les événements de Saverne ont précédé ceux de Sarajevo. Le lieutenant Færster et l'archiduc François-Ferdinand ont été des instruments de la même politique.* L'Allemagne a voulu frapper son coup au moment choisi par elle, parce qu'elle s'est crue sûre de son affaire, et parce qu'elle n'a pas voulu permettre à ses adversaires de porter leurs forces militaires au niveau des siennes. Elle les a attaqués au moment où elle les a crus hors d'état de soutenir la lutte. Victorieuse, l'Allemagne nous aurait imposé à tous, — quel est celui qui pourrait en douter? — à tous elle nous aurait imposé, non seulement ses traités de commerce, en nous

asservissant économiquement ; elle nous aurait octroyé en même temps nos constitutions et nos lois, celles d'un « Polizeistaat ». Vainqueur, un nouveau Metternich se serait installé en Europe, et le continent d'une civilisation vingt fois séculaire se serait transformé, par la magie d'une baguette dans les mains d'un Hohenzollern, en une grande prison de l'Humanité, qui nous aurait fait reculer vers le système des castes asiatiques. Dans ce nouveau monde de l'idéal pangermaniste, les hobereaux prussiens formeraient la tête, les autres Allemands les bras du gouvernement, et tout le reste de la vieille Europe les *parias*, ou comme, depuis longtemps déjà, daignent l'appeler ces messieurs d'outre-Rhin, « le matériel humain » (*das Menschenmaterial*) !

Les Allemands ont-ils abandonné leur programme ? — Qui parmi nous pourrait et oserait avoir la moindre illusion sur ce point ? Les dirigeants allemands n'ont pas changé une seule virgule de leur programme. Et si Guillaume II a promis dernièrement des réformes à ses peuples, gare aux naïfs et à tous les hommes de bonne foi ! Même franche et loyale (et nous avons toutes les raisons de douter qu'elle le soit), cette promesse n'est faite qu'aux Prussiens et qu'aux Allemands. Les Polonais et les Alsaciens-Lorrains ne sont-ils pas là pour nous montrer ce que valent les libertés et les garanties constitutionnelles allemandes ?

⁂

Le Comité des ouvriers et des soldats russes a insisté souvent sur sa répugnance contre les conquêtes et les annexions, et ces déclarations réitérées ont jeté une certaine confusion dans l'opinion publique des pays alliés, et même dans certains milieux gouvernementaux. Pourtant cette confusion n'était point justifiée. Il n'y a qu'à comprendre exactement la véritable pensée de la démocratie russe. A quoi tend-t-elle ? A une liberté complète, fondée sur l'égalité des citoyens dans l'État russe, et à la même liberté et égalité des peuples dans

la Société des Nations. En quoi, sur ce terrain, le programme de la démocratie russe diffère-t-il des déclarations faites dès le mois d'août 1914 par les représentants officiels et autorisés des Nations alliées, et de celles du Président de la grande démocratie du Nouveau Monde? Je n'hésite pas à affirmer : en rien d'essentiel.

La démocratie russe a fait sa révolution au nom de grands principes du droit, de la liberté et de la justice. Les souffrances humaines qui ont été à l'origine de cette guerre, et qui ont été imposées aux populations de l'Alsace-Lorraine et du Slesvig comme à celles de la Pologne prussienne, aux habitants de la Bosnie-Herzégovine comme à ceux de tous les pays slaves et roumains de la monarchie des Habsbourg, comme précédemment aux habitants chrétiens de la Turquie d'Europe, et jusqu'à nos jours à ceux de l'Asie Mineure, ces souffrances, osera-t-on les laisser persister, après l'effroyable cataclysme imposé au genre humain tout entier par la prépotence teutonne? Tous ces malheurs continueront à déshonorer l'Humanité du xx^e^ siècle, si ces populations sont laissées dans l'avenir sous le joug de leurs oppresseurs actuels.

La responsabilité de ce crime retomberait sur la Russie. Les révolutionnaires russes n'ont pas voulu cela; la grande âme russe n'a point pu vouloir cela. Les soldats et les ouvriers russes ont plutôt été induits en erreur, sur ce terrain, par les plus dangereux agents pangermanistes, déguisés en socialistes pour les besoins momentanés de la cause. Si par malheur « ne pas vouloir d'annexions » signifiait le maintien de la domination allemande par le retour à l'état antérieur à la guerre, cet aveu d'impuissance serait la condamnation de la Révolution, en en prouvant le caractère factice et vide. L'histoire du monde ne connait point de révolution dont les ambitions se soient arrêtées aux poteaux-frontières d'un État. La révolution chrétienne n'a-t-elle pas voulu embrasser toute l'humanité? La grandeur de la Révolution française n'est point représentée ni sur-

tout rendue idéale par les événements qui se sont déroulés à Paris et à Versailles, si importants soient-ils, mais plutôt par le vol de ses glorieux et immortels principes à travers l'Europe et le monde, par l'annexion à la liberté, à la fraternité et à l'égalité des nations qui étaient gouvernées jusque-là sur la base du principe du « Faustrecht », du « droit du poing » du plus fort. On pourrait en dire autant de la révolution anglaise du XVII[e] siècle. Les révolutions de palais russes ont passé inaperçues dans l'histoire de l'Humanité; la grandeur du peuple russe n'est apparue au monde que dans les sacrifices qu'il a acceptés en vue de sa régénération ainsi que de celle des autres peuples opprimés, soit par les Turcs, soit par les Magyars ou les Teutons. L'idéal d'une grande démocratie ne connaît point de droits de douane à la sortie. Ainsi pensait notre grand maître à nous tous, l'immortel Montesquieu. Que mes frères russes fixent un seul moment leur attention sur le dernier geste de la plus grande et de la plus parfaite démocratie moderne. La grandeur morale de l'intervention américaine est due au désir des citoyens libres de la grande République, de faire jouir la plus grande partie du genre humain des beaux rayons du Soleil de la Liberté, en attendant que l'Humanité toute entière puisse s'y baigner. Que mes frères russes regardent pourtant une carte des États-Unis du temps de Washington et de Franklin, et qu'ils la comparent avec celle de Wilson et de Roosevelt.

Les seules révolutions qui, à leur manière « n'ont pas voulu des annexions », qui ont été purement égoïstes, sont celles de l'Allemagne. Depuis que nous le rencontrons dans l'histoire, le Peuple allemand ne s'est d'ailleurs jamais soucié du sort ou du bien-être des autres nations; il n'a même jamais fait d'annexions morales; il ne s'est agrandi, au détriment des Gaulois, des Italiens et des Slaves, qu'au moyen de conquêtes. Alors que la Russie a versé les flots de son sang pour la libération de ses frères slaves du joug ottoman ; alors que les plus nobles fils de la France et de la

Grande-Bretagne ont offert leurs vies sur l'autel de la Liberté hellénique, Bismarck a déclaré que toute la Question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien : il se contentait de persécuter les enfants polonais. Et, quand votre Guckov est allé combattre pour la liberté des Boers, Guillaume II, qui avait excité par ses manœuvres le président Kruger contre l'Angleterre, a travaillé à sa défaite en fournissant à l'armée britannique des canons Krupp et des munitions ! Toute la guerre mondiale de nos jours peut se résumer d'ailleurs dans l'absolue opposition de ces deux principes en même temps juridiques et moraux : par annexion, qui dans la bouche des Teutons, des Magyars, des Bulgares et des Turcs signifie conquête, nous entendons, nous, la rédemption de l'esclavage, la libération du joug étranger, l'émancipation et l'association des peuples affranchis à la vie libre à laquelle ils aspirent. Cette tâche, qui fait l'honneur des grandes nations libres de l'Occident, ne peut pas répugner à la nouvelle Démocratie russe. Qu'elle soit contraire aux conquêtes et à l'oppression de peuples étrangers, je l'en félicite : nous sommes sur ce point tous avec elle. Slesvig-Holstein, Alsace-Lorraine, Bosnie-Herzégovine ont été conquis par les Austro-Allemands ; Venise et la Lombardie, Nice et la Savoie ont été annexées par le Piémont et par la France. Quand les peuples soumis au joug teuton et magyar, qui vaut celui des Turcs, veulent se libérer et s'annexer (ce qui veut dire s'unir) à leurs frères de race ; quand les Alsaciens-Lorrains veulent retourner à la France, à laquelle ils ont été arrachés par la force brutale, à la suite d'une guerre justifiée par un faux ; quand les Italiens et les Roumains désirent se détacher de l'Autriche-Hongrie et s'unir à l'Italie et à la Roumanie ; quand les Tchécoslovaques réclament leur libération des tenailles teuto-magyares et leur réunion en un État national indépendant ; quand les Croates, les Serbes et les Slovènes, qui luttent depuis dix siècles pour leur existence nationale, menacée continuellement et sans quartier par la germanisation et la magyarisation, veulent s'unir à la Serbie et constituer

avec elle un État prospère sous un régime de liberté et de progrès; quand les infortunés Arméniens désirent échapper aux massacres turcs, et les Polonais à l'oppression des Allemands et des Autrichiens, — est-ce la démocratie russe qui s'opposera à ces « annexions » ? Non, je ne veux, je ne puis y croire : car, dans ma pensée, ce serait la plus grande injure que je lui ferais.

***

L'opposition russe aux annexions s'est dès l'abord cristallisée dans la renonciation aux Détroits et à Constantinople. Je n'ai point la prétention de donner sur ce point de leçons ni de conseils à mes frères russes. Je ne puis pas m'empêcher toutefois de faire une constatation qui n'est pas dépourvue d'intérêt. Si la Démocratie russe veut créer une situation dans laquelle le nouvel état des choses pourra évoluer normalement, et se développer dans le progrès général, la Russie doit avoir nécessairement d'autres voies d'exportation que celles dont elle s'est servie jusqu'à nos jours. Elle doit en même temps être mise en état de communiquer librement avec ses alliés, sans être obligée de subir le contrôle et la censure des Allemands. Sa configuration géographique, avec le cours de ses fleuves, et son histoire nationale l'ont tournée depuis des siècles vers les Détroits. En 864 de notre ère, les Russes n'ont-ils pas été tout près de Constantinople ? La Méditerranée n'a-t-elle pas été toujours le berceau de la civilisation humaine ? La nouvelle Russie a grand besoin de ses rayons, afin de pouvoir plus efficacement se défendre contre le retour de l'influence germanique, si néfaste à tous les Slaves, et en premier lieu à la Russie.

***

Et les indemnités ? On nous affirme que les groupes les plus avancés de la nouvelle Russie s'opposent à toute indemnité à exiger de nos adversaires. Je ne puis pas

y croire, le plus simple bon sens se révoltant avec indignation contre cette prétention. Comment ? Sans aucune nécessité, les Empires centraux, auxquels la Bulgarie et la Turquie se sont associées, ont projeté sur l'Humanité entière le fléau d'une catastrophe sans pareille dans l'histoire du monde ; leurs armées, de propos délibéré, ont violé tous les droits et toutes les conventions relatives à la guerre ; ils ont dévasté des pays entiers, ravagé les villes et les campagnes, détruit les biens privés dans la même mesure que les biens publics, bombardé les villes non fortifiées, démoli les églises et brûlé les bibliothèques ; des vallées fertiles ont été volontairement et criminellement transformées en déserts ; vainqueurs, ils nous saigneraient à blanc comme ils l'ont fait toujours — n'ont-ils pas emporté de la France, en 1871 cinq milliards, après lui avoir enlevé deux provinces ? — Et nous terminerions cette guerre, qui nous a été imposée, sans dédommager ceux qui en ont si horriblement souffert, et sans chercher à obtenir les moyens de réparer nos ruines et d'adoucir dans la mesure du possible les immenses martyres supportés par tous les Alliés ; nous nous contenterions d'en appeler à la justice immanente qui viendra un jour ! Où serait alors la justice ? Où serait le droit ? Que mes frères russes prennent garde ! Quand M. Sebeko a voulu faire comprendre au comte Berchtold que l'écrasement de la Serbie par l'Autriche-Hongrie amènerait la conflagration générale, celui-ci, que venait de quitter Tchirschky, ambassadeur d'Allemagne, lui a répondu presque cyniquement :

— Avant cela, la révolution aura éclaté à Saint-Pétersbourg. Les rapports du conte Pourtalès sont formels sur ce point. Et vous savez qu'il est bien renseigné !

Et le comte Pourtalès a invoqué cette révolution à ce moment ; il y a cru, puisqu'il est allé chez un de ses amis personnels, à la veille de son départ de Petrograd, pour le décider à partir avec lui, en lui faisant entrevoir les horreurs de la révolution !

La révolution russe n'est arrivée qu'à l'heure

qu'elle a choisie, et après que le moujik russe a lutté en titan contre les Allemands, les Bulgares, les Magyars et les Turcs. En aucune façon, et sous aucune forme, cette révolution ne doit tourner au profit des peuples de proie. Il ne faut pas que les ouvriers et les soldats russes versent leur sang pour le roi de Prusse, le plus réactionnaire de tous les souverains. Mes frères russes se sont-ils jamais posé cette question : comment se fait-il qu'aujourd'hui les Allemands fraternisent avec les soldats russes sur le front, quand il y a six mois ou une année ils les détestaient? D'où vient ce miracle, cette tendresse pour nous autres, Slaves orthodoxes, qui jusqu'à hier étions à leurs yeux de Teutons « barbares et schismatiques », cette aversion pour les Anglais et les Français, occidentaux de civilisation comme eux, protestants et catholiques comme eux ? Est-ce pour nos beaux yeux ? Non, c'est que les Allemands et leurs acolytes sont arrivés à la conclusion que la partie est perdue pour eux. Pourquoi ont-ils attendu leurs derniers échecs sur le front occidental et l'intervention américaine pour offrir leurs largesses aux socialistes et favoriser leurs voyages et leurs conciliabules ? *Qui* d'ailleurs a suggéré les réunions de Stockholm ? — Scheidemann, le chancelier de Guillaume II pour le parti socialiste, et le grand ambassadeur d'Allemagne auprès de la démocratie des pays neutres.

*
**

Mes frères russes ne m'en voudront pas, j'espère, de leur avoir dit franchement et ouvertement mon sentiment sur les questions qui nous préoccupent tous. J'ai considéré que c'était mon devoir, j'ai cru en même temps y avoir certains droits. J'appartiens à la nation la plus démocratique de l'Europe. Pendant des siècles elle a lutté pour sa liberté; lutté avec la même résolution contre les Turcs que contre les Allemands et les Magyars. Dans mon propre pays, je fais partie d'un groupe politique qui a toujours combattu en rangs serrés pour les plus larges libertés politiques: nous som-

mes plusieurs qui avons payé chèrement notre tribut à nos idées politiques, en passant par les prisons et en laissant en route des amis. Même dans la Serbie moderne, la réaction s'est appuyée toujours sur l'Autriche-Hongrie et sur l'Allemagne. Notre persécution a été souvent l'œuvre des agents de Vienne, à cause de notre dévouement inébranlable à la Russie et à la France. La Russie d'aujourd'hui et de demain pourra-t-elle nous être moins favorable que celle d'hier? Je ne le crois pas. Nous la suivons donc avec une confiance absolue. Encore une fois : puissent nos frères de Petrograd ne pas oublier que les Français et les Anglais sont accourus dans cette immense mêlée, avec la claire vision des horreurs qu'elle allait attirer sur leurs pays, pour soutenir la Russie quand elle a pris les armes pour repousser l'attaque scélérate des Autrichiens contre la Serbie. Est-ce à moi de leur apprendre qu'on peut reconquérir les provinces perdues comme les libertés violées et les droits outragés, mais qu'il y a un bien, qu'une fois compromis ou perdu l'on ne retrouve plus — l'honneur national ? Cet honneur national lie nos frères russes aux Alliés jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'à la dernière kopiečka. Toute révolution qui compromettrait cet honneur national finirait par un suicide et une agonie indignes d'intérêt. Seules, marquent dans l'Histoire les révolutions portées par les grandes pensées humaines et prêtes aux plus grands et plus douloureux sacrifices.

Si le monde veut être libre, il faut ramener à la raison les ennemis jurés de la liberté et de l'égalité : il faut vaincre le militarisme prussien. Mes frères russes ne peuvent pas ne pas vouloir cela : il faut qu'ils en veuillent aussi les moyens. Ils entendront ma voix, car je connais leur cœur grand et généreux. Et, d'autre part, ils savent que je leur parle avec la franchise d'un frère, dont tous les concitoyens souffrent un martyre sans égal dans l'histoire du monde, après avoir fait vaillamment leur devoir, *tout* leur devoir, dans la ferme confiance que nos grands alliés, et que tout particulièrement nos frères russes, ne nous abandonne-

ront pas à mi-chemin de notre libération et de notre union définitive, — sans laquelle il n'y aura pas de paix en Europe. A ce tournant décisif de l'histoire, leur responsabilité est grande. Puissent-ils s'élever à sa hauteur !

Août 1917. P. P. de Sokolovitch.

P.-S. — Ces lignes ont été écrites, on l'a compris, au lendemain de la fameuse déclaration russe sur les buts de la grande guerre. Elles sont un cri du cœur, que je me serais fait un cas de conscience de retenir et d'étouffer, — surtout après les tragiques événements qui viennent de se dérouler en Russie ces derniers jours. Je supplie mes frères russes de faire le suprême effort et de se ressaisir. Ils jouent l'avenir d'une grande nation, qu'une génération n'a pas le droit de compromettre. Certes, les fautes des régimes précédents ont été grandes et innombrables. Mais, à travers tant d'écueils, la Russie était restée debout, aimée dans le monde avec tous ses défauts et avec toutes ses erreurs, respectée dans sa grandeur et son unité. Un seul pays au monde la haïssait vraiment, profondément —, et ce pays, c'était l'Allemagne. La raison humaine se révolte à la pensée que la Révolution russe pourrait ne profiter qu'à l'Allemagne, et abaisser la grande nation slave au niveau d'un vassal des Hohenzollern !

Tout n'est pas encore perdu. Revenez à vous, frères chéris, et, une fois de plus, élevez l'emblème de la Patrie, ce symbole sacré dans tous les pays libres, élevez-le au-dessus de vos querelles et de vos malentendus ! Ce n'est que dans une grande et forte Russie que pourra s'épanouir, dans toute sa noble splendeur, l'arbre magnifique de la justice et de la liberté pour tous. Il n'y a pas de temps à perdre. Les Prussiens frappent à vos portes ; déjà ils les enfoncent, et ils vous apportent l'esclavage et la tyrannie, pires que les horreurs que vos ancêtres ont subies sous le joug tartare, parce qu'ils sont plus raffinés et plus cyniques. Douze siècles de votre glo-

rieuse Histoire vous regardent. Pensez à vos enfants et aux enfants de vos enfants. Et, si vous n'entrevoyez pas clairement le sort qu'attirerait sur eux votre défection, que les souffrances des enfants de nos frères polonais de Posnanie vous servent de leçon! Aux armes, frères russes, et en avant contre l'ennemi juré de la Russie et de la Civilisation !

P. P. de S.

17 septembre 1917.

L'Abîme.[1]

« *La Russie est au bord de l'abime* »

(Discours de Guckov à la Douma.)

Les Russes ne craignent pas la vérité, si effrayante soit-elle. C'est la vérité, la vérité tout entière que Léonide Andréev a voulu mettre sous les yeux de ses compatriotes; et il l'a fait avec la puissance pathétique que l'on pouvait attendre de l'auteur de la Vie de l'Homme, *des* Masques, *du* Rire Rouge.

Les heures sombres que la Russie a vécues depuis l'impression de cet article — qui nous apparaît aujourd'hui presque prophétique — rendent plus tragique encore l'angoisse de celui qni les avait prévues. Mais elles sont sa meilleure justification. Andréev a dit la vérité tout entière, la vérité atroce; s'il l'a dite délibérément, c'est que, malgré ses raisons de désespérer, il espérait encore; c'est aussi qu'il pensait que les illusions sont dangereuses et qu'on ne combat efficacement le mal qu'après l'avoir regardé en face.

Léonide Andréev a estimé que sa rude franchise ne serait pas déplacée en Russie; il nous semble qu'elle ne saurait l'être en France. En nous peignant la grandeur du péril, elle nous fera aimer davantage un peuple qui cherche à se ressaisir et les hommes qui s'attachent à l'y aider.

H. G.

Notre patrie est en danger : voici longtemps déjà que le Gouvernement provisoire l'a déclaré dans une de ses proclamations. Est-ce vrai? ou bien ces mots terribles, auxquels nous sommes déjà habitués, ne sont-ils

(1) *Article paru dans la « Ruskaïa Volia ». — Petrograd, 30 avril-13 mai* 1917.

destinés, comme beaucoup le pensent, qu'à nous effrayer ? Il arrive souvent en effet qu'un médecin use d'un pareil moyen pour effrayer un malade, pour l'exciter à se soigner, tout en sachant fort bien qu'il n'a rien de grave. Et cela ne signifie en rien que ce médecin soit un mauvais homme, un charlatan ; nullement, c'est tout simplement un moyen d'influencer l'esprit du patient. De même, si le Gouvernement nous abuse sur le danger que nous courons, cela ne signifie pas qu'il soit guidé par des intentions mauvaises; nullement, il peut, lui aussi, ne vouloir que le bien du pays malade et, en prévision du danger, rechercher les sources d'une énergie réparatrice. Mais, malgré tout, la différence est énorme : si le docteur me dit sérieusement que mon fils chéri est dangereusement malade, que sa vie est en péril, j'abandonnerai tout pour rester auprès de son lit, pour lui consacrer toute mon attention, toutes mes forces, afin de l'arracher à la sombre étreinte; mais j'agirai tout autrement si, derrière la porte, le docteur me chuchote en souriant qu'il n'y a rien de grave, qu'il a dit cela pour que l'enfant avale une médecine amère.

Donc, notre patrie, la Russie, est-elle en danger, oui ou non?

L'heure des paroles franches est venue. Et ma réponse sera franche, telle que me la dictent ma conscience et tout ce que je vois autour de moi : oui, la Russie court un danger mortel, elle est près de la mort, et je ne sais pas si dans six mois, si dans un mois elle sera vivante encore ou si elle aura péri. Je ne sais pas ! Je veux croire qu'elle sera vivante, j'invoque à mon secours l'histoire, les miracles, je rassemble toutes mes forces pour croire, pour ne point tomber dans le désespoir, et... je ne sais pas, je ne sais pas. Peut-être mes paroles sont-elles déplacées, et faudrait-il encore faire bon visage à la mauvaise fortune, mais je ne puis davantage songer aux convenances et grimacer le calme au chevet d'un mourant. Il nous répugne, sans doute, de penser que les Allemands peuvent nous écouter ; mais, quelle que soit notre répugnance, du moins n'y

a-t-il aucun danger : tout ce qu'il leur importe de savoir, ils le savent fort bien, beaucoup mieux que nous ne le savons nous-mêmes. Avec une naïveté d'idéalistes, une curiosité de dupes, nous exigeons la révélation de certains traités secrets ; comme si, maintenant, quelque chose dépendait de traités, comme si la mort venait par contrat, comme un associé ; mais là, derrière l'angle où elle se tient, la mort, nul de nous n'y veut jeter les yeux.

Voici l'horreur que j'aperçois : la famine. Elle s'avance, irrésistiblement. C'est à peine si l'armée est nourrie : elle n'a pas de provisions. Déjà les chevaux crèvent, par manque de fourrage. C'est à peine si nous avons à manger dans les villes. Combien un tel état de choses peut-il durer ? nul ne le sait. Nous sommes encore loin de la moisson nouvelle ; en attendant... c'est l'inconnu. Nous tiendrons, peut-être, mais peut-être que dans une semaine il n'y aura plus rien, et l'armée affamée, abandonnant les tranchées, se jettera sur l'arrière, déchaînée, ravageant tout sur son passage. Toutes les mesures indécises du Gouvernement, tous ses appels au peuple demeurent en l'air, sans force. La masse paysanne, aveugle, ignorante, méfiante, s'est renfermée et a renfermé son blé ; elle a de nouveau perdu confiance. Il fut un instant où elle parut vibrer et commença même à donner des vagons de blé ; mais voici que passent les jours et les mois ; de nouveau elle s'est retirée dans le mystère de ses sensations vagues, dans les ténèbres de sa cupidité et de la crainte qu'a créée sa méfiance envers le Gouvernement. Voici la seule différence : autrefois c'est en Nicolas seul qu'elle n'avait pas confiance ; aujourd'hui c'est dans le Gouvernement provisoire et dans le Soviet.

Quelle confiance peut-elle avoir dans le Gouvernement, quand chaque jour des douzaines de journaux répètent : méfiez-vous de Miljukov et de sa bande, ce sont des impérialistes, des *bourjouis ;* ce sont des malins ! Mais laissons les journaux : quelle confiance peut avoir un peuple lointain et sans lumières dans un gou-

vernement contre qui sont prises d'aussi âpres mesures que les récentes manifestations? Nous, du moins, habitants de Petrograd, savons encore de quoi il s'agit ; mais à Moscou déjà courent des racontars; plus loin, ce sont des bruits... et que deviennent ces événements dans les campagnes lointaines? Sous quel aspect fantastique y parviennent-ils ? De combien le chiffre des tués a-t-il été exagéré ? Quelles aveugles terreurs et quels non moins aveugles espoirs s'éveillent chez ces êtres terrés, maîtres d'affamer et l'armée et nous-mêmes ?

Quelle confiance le peuple peut-il avoir dans l'incompréhensible, l'énigmatique Soviet, contre lequel criaillent d'autres douzaines de journaux, sorte de pouvoir qui n'en est pas un, qui mène, de son côté, une certaine politique « en faveur du prolétariat », dont l'attitude devant la guerre est pleine de réserves, en face de l'emprunt pleine de doutes (« ne donnez pas tant que nous ne serons pas sûrs... »), qui tantôt laisse aller les soldats et tantôt les retient ? Nous encore, habitants de Petrograd, nous voyons avec une clarté suffisante les nuances qui distinguent les *Izviestia* de la *Pravda*, la *Novaïa Zizn* de tous les deux, certaines initiatives du Soviet d'autres, le Comité Exécutif du Soviet, les minimalistes partisans et les minimalistes adversaires de la défense. — Mais sous quel aspect tout cela apparaît-il au fond de la Russie ?

Ceci seul est clair : c'est que les grands se chamaillent; quand les grands se chamaillent, c'est le manant qui paye; quand le manant va devoir payer, il ne lui reste qu'une ressource, à toute épreuve : ne se fier à personne, se terrer, se cacher et enfouir son trésor, que ce soit de l'argent ou du blé; on ne délie pas les cordons de sa bourse, lorsque le lendemain est incertain; nous-mêmes, qui comprenons et lançons des appels, si nous avons eu la veine de nous procurer des provisions de farine ou de sucre, par relations ou par protection, en donnerions-nous volontiers la moitié, même à l'armée ?

Quel est l'écho, là-bas, de nos discussions sur la

« paix sans annexions ni contribution », de nos querelles de moines — mais avec les armes à la main — à propos de deux mots qui manquent ou qui n'ont pas été dits comme il le fallait dans la fameuse note de Miljukov ? Ils ne comprennent pas, évidemment, que ce ne sont là que des querelles théoriques, que la guerre doit suivre son évolution propre, que quiconque n'a pas été accoutumé à se servir sans péril de la théorie ne comprendra jamais qu'on puisse se livrer à des dissertations théoriques sur l'incendie dans un théâtre comble, ou à un essai théorique de panique dans une église remplie de monde. Que peuvent-ils penser en entendant, d'un côté, ce cri : du blé pour l'armée et pour la guerre ! et de l'autre des discussions sans fin à propos d'une certaine conférence de la paix à Stockholm, ou des partis qui réclament une paix immédiate ? Qui croire ? Que soutenir : la guerre ou la paix ?... Mais les grands se chamaillent toujours et ce sont les manants qui payent...

Autre horreur que je vois : la décomposition de l'armée. Il faut ici peser davantage ses mots : pensez donc, un secret militaire !... et pourtant nul, encore une fois, ne le connaît mieux que les Allemands, et nul n'en profite autant qu'eux. Adoucissons les teintes et taisons certains faits. Mais en adoucissant et en nous taisant, nous ne pouvons pas ne pas voir et ne pas savoir que chaque jour l'armée se décompose davantage, et que, si cela continue, proche est le jour où nous n'aurons plus d'armée. Plus d'armée, tout simplement.... Si, selon l'expression d'une autorité, l'armée actuellement a la consistance... « de la soupe de gruau », chaque jour cette soupe devient plus liquide. Les causes de cette décomposition ? Ce sont toujours les mêmes : c'est l'absence d'unité dans le pouvoir et de confiance dans les gouvernements, ce sont les doubles séries d'ordonnances officielles, les doubles serments, les ordres du jour doubles, les conversations sur la paix. Si les deux côtés d'un angle se rejoignent au sommet, en se prolongeant, ils s'éloignent à l'infini l'un de l'autre ; il en est de même des divergences qui séparent le Gouverne-

ment Provisoire du Soviet : ici elles sont insignifiantes et paraissent conciliables (on a même créé une commission, dite « de contact », pour les accommodements), mais elles sont immenses là-bas, dans l'armée, tout entière pénétrée d'un principe double et contradictoire.

Déjà les soldats ont perdu toute confiance, non seulement dans leurs officiers, mais dans leurs comités de soldats, aux majorités de hasard et à la ligne de conduite, par conséquent, flottante. Les officiers, impuissants, éperdus, désespérés, loin de songer à la guerre et à une offensive, ne cherchent que les moyens d'écarter de la dislocation finale cette foule bruyante de réunions publiques, qui s'arrête sur une route importante, en pleine zone de combat, pour fêter le 1er mai ou pour échanger des avis sur Miljukov et « la paix sans annexions ». Et ces annexions ?... Si d'intelligents *bolchéviki*, en dépit des explications de Plekhanov, en sont encore à ne pas savoir distinguer la défense du pays de la défense stratégique, qu'exiger du soldat sincèrement convaincu que défendre c'est rester en place? Vous en concevez les conséquences. Il reste, en effet, et il restera en place jusqu'au jour où il fuira devant l'ouragan de fer d'une attaque allemande.

Et ce mot de paix? Si, même à l'arrière, il est capable de diviser, de déchirer à l'extrême, alors, jeté au milieu d'une armée fatiguée, c'est comme une étincelle dans une poudrière. Oh! ils sont si fatigués, si bas, nos soldats ! Derrière eux, c'est trois années d'une guerre lugubre, sans une joie, presque sans un rayon de soleil; c'est l'autocratie félonne et son « chef suprême », dont une main tenait le glaive fameux et l'autre, prête à toute éventualité — telle la carte qu'un tricheur tient en réserve — la paix séparée ; c'est un commandement mauvais, ce sont des généraux ambitieux et cupides, des Massaiedovs, des bruits continuels de trahisons, de perfidies... Le cœur est las de toute cette boue! Puis, voici la paix, toute proche peut-être, car ce n'est pas en vain qu'on en parle avec tant d'acharnement; déjà on pose certaines conditions... Et

qui alors voudra s'exposer aux balles, sacrifier une vie précieuse, unique, quand demain, peut-être, on la verra, cette paix désirée, avec tout son cortège de bienfaits... Mourir... quand la Russie est libre ! Mourir... quand on a tant envie de vivre !

Pour faire la guerre, il faut de la volonté ; pour faire la paix, il suffit d'en manquer. Quelle force faut-il à l'âme de nos soldats, que de patriotisme, que d'abnégation, que de raison assez élevée pour pénétrer l'avenir, afin, dans ces conditions, de désirer encore la guerre, d'y aspirer encore !... Et elle existe, cette âme populaire, âme de titan, âme faite de courage et d'honneur ; elle pénètre nos officiers martyrs, elle vibre dans certaines formations de notre armée ; elle anime du feu bienfaisant de l'espérance certaines « résolutions » ; elle brille au-dessus des baïonnettes des régiments révolutionnaires de Préobrajenski, marchant au feu musique en tête. Mais le reste, à qui s'adressent ces appels et ces résolutions, la foule vague et troublée de ceux qui doutent, qui sont las, qui sont lâches — qui sont tout simplement mauvais ?

Les peuples ne sont pas seuls à n'avoir pas à rougir de ce que les bons soient en minorité, les faibles et les indécis en majorité. De même, l'armée russe n'a pas à rougir de ce que, en face de l'élite restreinte des soldats qu'animent le courage et la force, se dresse la masse grise, impersonnelle, aussi prête aux exploits qu'à la trahison. Aujourd'hui, entraînés par les premiers, ils montent à l'attaque ; demain, au moment de la retraite, ils sèmeront la panique. Ceux-là sont encore parmi les meilleurs ; les autres sont franchement mauvais — on peut également l'avouer sans rougir. Ce sont ceux qui se cachent dans les bagages, rêvent de fuite et s'enfuient, qui se dissimulent derrière les plis de terrain pendant l'attaque et se rendent en masse à l'ennemi. Ce sont les semeurs de bruits séditieux et alarmants, ceux qu'effraie chaque buisson, qui, si par hasard on tire derrière eux, s'écrient : « Nous sommes trahis ! » et se dispersent comme des moineaux.

S'imagine-t-on quelle action doit avoir sur eux

chaque doute sur la nécessité de la guerre, chaque justification — même la plus lointaine, même la plus théorique — d'une paix immédiate ?

Cela m'amène à la question la plus pénible de toutes — celle qui concerne nos Alliés. Elle est douloureuse et pénible, plus effrayante que la famine, que notre désarroi intérieur; car nous sommes aux limites de la trahison, nous avons déjà presque trahi nos amis et nos alliés. Ce qui se passe sur notre front, c'est, en fait, une paix séparée avec l'Allemagne : voilà ce que nous devons comprendre et avouer franchement. De cette paix séparée, depuis longtemps objet de tous les efforts de Guillaume, rêve et but de tous nos traîtres, menace, sans cesse suspendue sur nos têtes, d'une tache ineffaçable — la Russie libre a fait une réalité.

Le calme règne sur le front. Les alouettes chantent. Fusils et canons se sont tus, et si les canons essayent de parler... ils se taisent bientôt. « Camarades fantassins, écrivent les Allemands, sans doute, vos camarades artilleurs ignorent encore qu'il ne faut pas tirer; prévenez-les, ou bien nous allons être obligés de tirer, et vous pourriez recevoir de graves blessures... » et les canons se taisent. Nous rendons visite aux Allemands, et nous buvons leur vin et leur café. Nous les traitons aussi bien. Nous nous embrassons, et les Allemands tendent leurs lèvres fort volontiers, trop volontiers même. Et pendant que nous embrassons un Allemand, deux autres s'en vont tuer des Anglais et des Français, — ces mêmes Anglais et ces mêmes Français, qui ont hâté leur offensive pour permettre notre passage à une organisation révolutionnaire nouvelle, ces mêmes Anglais, dont les milliers de morts ont peut-être détourné de nous une attaque immédiate et mortelle des Allemands. Car enfin ce n'est pas en vain qu'eut lieu la bataille du Stokhod, ce n'est pas en vain que certains préparatifs furent faits !

Maintenant, toute menace d'attaque allemande a, pour quelque temps, cessé. D'abord, ce leur serait difficile, quand les Français et les Anglais les tiennent à

la gorge; et puis, à quoi bon attaquer? A quoi bon balayer la neige, quand elle fond d'elle-même au soleil du printemps? Il est bien plus avantageux d'envoyer chaque jour, sur le front français, des « réserves » (remarquez ces mystérieuses « réserves » quotidiennes, dont parlent les dépêches), et de laisser, sur le front russe, quelques milliers d'hommes pour entretenir une légère fusillade, afin qu'on ait l'air de faire la guerre, et quelques autres milliers pour les embrassades. C'est un moyen économique; les réserves allemandes en sont encore intactes; et, si l'on règle avec soin le tour de chaque compagnie et de chaque bataillon pour les embrassades, alors on pourra faire une fameuse campagne de baisers. Je vois d'ici quelque lieutenant allemand, dédaigneux et arrogant, en train d'équiper le « détachement des embrasseurs » de service et de le munir de ce qui est nécessaire à la désinfection des bouches.

On appelle cela « fraternisation », et c'est ce qui est chaudement recommandé, sinon prescrit par nos « pacifistes d'extrême-gauche » et nos « citoyens du monde ». Sans doute, on y rencontre de la sincérité ; mais que me fait la sincérité d'un Fritz, si deux autres vont derrière son dos tuer un Anglais ? Et pour un Fritz sincère, qui s'acquitte volontiers et même avec sentimentalité de la cérémonie des embrassades, combien d'autres Fritz qui n'ont point tant de sentimentalité? Un journal de Petrograd a reproduit quelques proclamations, choisies parmi celles que les Allemands distribuent sur le front; et, grâce à une stricte analyse psychologique, il en a conclu à leur indubitable candeur, et s'est écrié : « Eh bien ? Vous voyez ! Les braves gens ! »

Mais il est deux choses, auxquelles n'a pas songé ce journal : d'abord, d'où venaient, sur le front allemand, les caractères russes et les typographies souterraines, nécessaires pour l'impression de ces proclamations? J'écris « souterraines », car où aurait-on pu imprimer ces épanchements à l'État-Major allemand? Ensuite le journal ne s'est pas demandé s'il était possi-

ble que, avec la féroce discipline allemande et un corps d'officiers responsables, des soldats allemands vinssent rôder de leur plein gré, spontanément, sur notre front? Ils viennent, parce qu'on le leur permet, on le leur permet pour le même motif qui fait imprimer les proclamations, parce que Hindenbourg en a besoin, parce que c'est une nécessité pour lui de détruire l'activité de l'armée russe.

Déjà l'Allemagne n'est plus en forces pour se battre sur deux fronts à la fois. Que l'armée russe se relève de la couche où la retiennent la maladie, la répugnance, la lassitude, qu'elle se rassemble pour frapper un coup unique, et l'Allemagne sera prise entre le marteau et l'enclume, et ce sera l'écrasement de son armée, la fin de cette guerre maudite, la fin des rêves orgueilleux de l'Allemagne « au-dessus de tout », et de ses convoitises sur la terre, la sueur et le labeur d'autrui.

Mais le calme règne sur le front. Les alouettes chantent. Le doux bruit des baisers fraternels glisse de peloton en peloton. Au milieu de leurs ruines, la Serbie et la Belgique se meurent, angoissées. Sombres et inquiets, le visage sévère de ceux qui savent ce que c'est que le devoir, les Alliés regardent ceux qui s'apprêtent à trahir,... qui ont déjà presque trahi. Ils attendent. Mais quand ils auront cessé d'attendre, alors, qu'adviendra-t-il ?... C'est trop atroce à dire; pourtant, tout le monde le sait... Alors, la Russie croulera dans l'abime.

Mes yeux se portent plus loin, sur ce qui nous entoure, et toujours se dressent de nouveaux et de nouveaux dangers; elle n'est pas née sous une bonne étoile, notre liberté russe: jeune fiancée toute fleurie de blanc... elle ne devrait pas périr au matin de l'hymen.

C'est la banqueroute. Nous imprimons chaque jour trente millions de roubles « destinés aux dépenses »; et pourtant, il n'y a jamais d'argent; à mesure que se développe l'émission de billets, notre rouble méprisé s'enfonce plus profondément dans le fossé de la ban-

queroute. Déjà notre « honorable voisine », la Finlande, refuse — en s'appuyant sur une irréprochable légalité — d'accepter nos jolis petits papiers ; bientôt les boutiquiers eux-mêmes les refuseront. A qui peuvent-ils être utiles ? Et l'emprunt de la Liberté... quelle ironie amère, quelle dérision de la liberté que cet emprunt « de la Liberté » ! Des rêveurs avaient pensé que la Russie libre, révolutionnaire, que tout ce peuple, qui pour la première fois, se sentait maître de sa terre et de son argent, allait se jeter sur lui, que l'on se battrait pour souscrire, que d'un seul coup le malheureux rouble en serait tout ragaillardi, que le crédit se relèverait, que le prix de la vie baisserait... Et qu'est-il arrivé ? L'Amérique souscrit, les Gunsbourg souscrivent, les Sociétés juives amassent de l'argent pour souscrire, les intellectuels, tout râpés, apportent, pour l'exemple, leurs honoraires... mais le peuple, mais la démocratie révolutionnaire détourne la tête de l' « emprunt de la contrainte », et c'est bien juste, après des hésitations et des discussions bien longues qu'elle s'est résolue à la magnanimité de l'admettre, comme elle admet le « carnage sanglant », et de combler la Russie de ses bienfaits...

Mais, l'ayant accepté, elle n'a pas cessé ses discussions et ses appels. Ce même journal, que ravissait la sincérité des proclamations allemandes, approuvait hier encore les socialistes-démocrates finlandais, qui se refusent à soutenir l'emprunt. Et s'il était le seul encore !... Que pouvons-nous attendre, dans ces conditions, d'un emprunt décrié d'avance, accueilli avec méfiance, comme un individu douteux, cause nationale tournée en simple jeu de partis, objet des plus graves préoccupations devenu la proie des présomptueux et des bigots de la Révolution. Généreux Gouvernement !... qui rêvait d'être Minine, dont on a fait un quêteur avec une boîte dont le cachet excite toutes sortes de soupçons : est-ce « sans annexions » — est-ce « debout, bataillons », pour des conquêtes, et même pour Tsargrad !

Mais c'était peu de cela : après tant de coups il fallait le coup de grâce ; et voilà que, déchirées par la mé-

fiance et par de vieilles rancunes, entraînées, comme des grains de sable, par une force centrifuge effroyable, toutes les parties vivantes de la Russie tendent au démembrement : la classe d'avec la classe, l'union d'avec l'union, les partis d'avec les partis, l'homme d'avec l'homme, la ville d'avec la ville, le district d'avec le district, la province d'avec la province. Le Comité d'un district qui a de l'avoine refuse des semences à son voisin, et les champs demeurent non ensemencés. Dans d'autres districts les comités locaux se sont déclarés administrateurs des propriétés privées, se sont emparés de la terre (ce à quoi ne cesse de faire appel la maximaliste *Pravda*), ont confisqué les récoltes, les semences, le bétail. Les animaux reproducteurs ont été vendus pour l'abattoir, les récoltes et les semences ont été partagées. Ils n'ont pu ensemencer tous les champs, faute de bras ; et quelques dizaines de milliers de déciatines sont restées en friche... Voici que se dressent les terribles cauchemars de la république de Kronstadt, de la république de Schlüsselburg, de celle d'Irkoutsk. Le Soviet de l'Ienisseï ne laissera passer « que sur ses cadavres » les fonctionnaires nommés par le Gouvernement. Chaque Ivan veut n'en faire qu'à sa tête, et chaque groupe d'Ivans, c'est déjà une Vendée.

Ce n'est pas tout... Résolue, sans ménagements, la Finlande se retire derrière ses limites ; nous ne sommes plus maintenant pour elle que « l'honorable voisine » (« honorable » seulement pour la forme). L'Ukraine parle de quelque chose qui dépasse l'autonomie. L'attitude de la Sibérie est bizarre... A qui le tour ? Qui encore hait la Russie au point de ne vouloir plus vivre une minute avec elle, au point d'exiger le divorce... d'avec une mourante ? Accourez, frappez, déchirez en lambeaux cette insensée sans défense, arrachez-lui ses clefs sous son propre oreiller, arrachez-lui tout ce que vous pouvez. Réjouissez-vous, pillards, recéleurs, détrousseurs de cadavres, bigots et *dvoïéperstniki* (1) de la Révolution !

(1) *Dvoïéperstniki* : Ceux qui font le signe de croix avec deux doigts. Allusion aux violentes querelles qui divisèrent dans l'ancienne Russie, les fidèles qui faisaient le signe de la croix avec deux doigts et ceux qui le faisaient avec trois.

A quoi bon l'épargner, quand elle ne s'épargne pas elle-même? A quoi bon la conserver et lui imposer un salut quelconque, quand elle ne se conserve pas elle-même, mais se laisse aveuglément glisser vers la tombe, quand elle se chante à elle-même la prière des agonisants !

Continuez à faire ce que vous avez fait. Vous, membres du Gouvernement provisoire, à déclarer tragiquement que « sans pouvoir, il n'y a pas de responsabilité» : installez-vous, la main tendue, sur un lieu de passage et suppliez les passants de vous donner une obole de pouvoir, une toute petite obole, pour l'amour de Dieu ! Vous, membres du Soviet et du Comité Exécutif, ne lâchez pas des yeux le Gouvernement Provisoire, poursuivez jour et nuit tous ces *bourjouis,* fouillez avec plus d'attention le sens de chaque disposition — ils vous trompent — de chaque décision de Guckov — il ment. Vous, partis politiques, démembrez-vous bien et multipliez-vous, divisez-vous en fractions et en sous-fractions, conservez prudemment, jalousement les plus subtiles nuances de vos couleurs, comme les perroquets de leurs plumes, et, de grâce, haïssez-vous bien les uns les autres ! Vous, soldats, n'ayez aucune confiance dans vos officiers, ce sont des traitres !.N'obéissez pas à vos généraux, ce sont des parjures ! Embrassez-vous encore et plus chaleureusement encore avec ces braves Allemands. Vous, socialistes-démocrates russes, baisez avec plus de respect encore les pantoufles de ces purs socialistes-démocrates allemands, et méprisez encore plus, encore plus et encore davantage vos camarades anglais et français ! Ils n'ont tous que de faux passeports, de fausses barbes et de fausses perruques ! Quant à vous, *bourjoui,* hâtez-vous de fuir en Crimée ou au Caucase, et, si vous n'avez pas de billet, fermez vos volets, éteignez vos lumières, et tremblez ! Voici l'Allemand ! Voici l'anarchie ! Voici la famine !...

Je n'accuse personne. Qui accuser, quand tous sont coupables ? Qui condamner, quand tous sont criminels? Si ce que je crains mortellement se réalise, il nous res-

tera assez d'accusateurs et de bourreaux pour nous accabler. Jusqu'à la septième génération nous ne saurons achever la coupe d'opprobre que nous tendra l'univers trompé et révolté. Trahissons-nous seulement nos Alliés ? Non pas, nous trahissons la Révolution. Nous jetons son grand nom dans la boue de nos discordes et de nos lâchetés. Le monde avait accueilli la Révolution russe comme un rêve... et comme ils furent beaux, ses premiers pas !... mais que pensera-t-il ensuite, si tout ce que j'ai dit s'accomplit ? Quelles railleries accueilleront Brutus, s'il ne sait seulement pas se donner la mort dans son désespoir, quel triomphe allumera les yeux de la réaction du monde entier : nous l'avions bien dit, qu'il ne fallait pas de révolution ! Elle est jolie, votre Révolution !

On dit que les révolutions sont contagieuses : et Tseretelli, dans un discours à la Douma, exprimait sa conviction heureuse que notre Révolution se propagerait en Europe. C'était mon rêve, à moi-même, il y a peu de temps encore. Maintenant, je pense : en sera-t-il ainsi ? Il y a contagion et contagion, et qui voudra s'exposer à être infecté par cette lépreuse qu'est devenue, grâce à notre lâcheté, notre grande et pure Révolution ? Ils vont errant, ces objets d'épouvante du moyen-âge, par les sentiers des bois, enveloppés vivants dans leur linceul, leur clochette tinte — et tout le monde fuit avec effroi tout hasard de rencontre avec eux...

Quand l'univers entier maudira la Russie, je ne la maudirai pas. Comment pourrais-je maudire ma mère ? Je traînerai avec elle son existence d'amertumes et je n'aurai [illegible]e cette pensée : nous sommes un peuple malheureux [illegible]nous sommes un peuple malheureux !

Mais peut-être... au fait, qu'il ne faut plus du tout de Russie. Peut-être n'est-ce plus là qu'un terme du passé, que le temps abolira. La vie est indestructible. Il n'y aura plus de « Russie » — il y aura autre chose et « aux portes du tombeau fleurira une vie nouvelle ». Et qu'importe, après tout, que cette vie anime la Russie ou une Allemagne nouvelle ? L'essentiel, c'est que

la vie demeure, c'est que les champs demeurent, c'est que les rivières demeurent. Que les steamers qui parcourront ces rivières soient russes ou allemands, qu'importe? Les steamers allemands sont même bien plus confortables... Le peuple d'ailleurs ne disparaîtra pas ; on ne détruit pas d'un seul coup cent millions de Vassilis et de Piotrs. Ils s'y feront, ces garçons !

Après tout, peut-être, au fait, qu'il ne faut plus de Russie ?

⁂

Je sais que ces lignes sincères provoqueront chez beaucoup du mécontentement, de la révolte même. On ricanera, on criera au *bourjoui* ou bien, entraîné à la polémique, on enfilera malicieusement, comme sur une brochette, un tas de citations, assaisonnées au goût de la clientèle, et on me couvrira de honte. Un autre remarquera avec indignation que ma peinture est trop sombre, un autre encore me reprochera amèrement de ne laisser aucun espoir, comme s'il ne savait pas lui-même en quoi consiste l'espoir, comme si on ne l'avait pas suffisamment appelé et si on ne l'avait de force tiré hors de sa couche d'opprobre !

Mais cela ne m'émeut point : on peut frapper de droite et de gauche. Longtemps la Russie a reçu les coups du côté droit; maintenant, retournée sur l'autre flanc, elle les reçoit du côté gauche. Si je suis également digne d'être frappé, je n'en serai que plus près de la Russie.

C'est là mon unique désir.

LÉONIDE ANDRÉEV.

(*Traduit du russe par* HENRY GAUQUIÉ.)

Le petit-russe et le grand-russe.[1]

Le petit-russe, qu'on nomme aussi ruthène ou ukrainien, est, parmi les langues slaves, une langue à part, comme le polonais, le tchèque ou le serbo-croate. La section de langue et littérature russes de l'Académie de Petrograd — qui n'est pas, comme l'Académie française, un groupe d'écrivains et d'hommes du monde, mais une petite assemblée de linguistes éminents et de philologues — l'a déclaré en 1905. Personne n'y contredit.

Mais c'est une langue à laquelle on pense peu à à l'étranger. Les Petits-Russes ou Ruthènes sont partagés de manière inégale entre l'Autriche, où il y en a environ 4.000.000, en Galicie orientale, et la Russie, où il y en a plus de 25 millions, et où ils occupent tout le Sud-Ouest. En Autriche, tandis que le Kolo polonais était un des éléments dominants de la vie politique, les Ruthènes n'avaient au Reichsrat qu'un petit groupe, sans grande influence, et encore ne comptaient-ils un peu que depuis l'introduction du suffrage universel ; car, en Galicie, la noblesse et la bourgeoisie sont polonaises ou polonisées. En Russie, la bureaucratie du tsarisme, centralisatrice par système, empêchait les Petits-Russes de développer aucune autonomie et ne leur permettait aucune manifestation extérieure. Aussi la plupart des personnes cultivées de l'Europe ignorent-elles l'importance numérique de la population petite-russienne.

(1) L'aspect typographique de certains passages de l'article de M. Meillet étonnera sans doute le lecteur. Faute d'avoir reçu encore les caractères spéciaux commandés depuis des mois, il nous a donc fallu recourir à des moyens de fortune pour obtenir dans l'article de M. Meillet l'exactitude linguistique la plus complète possible. Le manque d'élégance qui en résulte ne pouvait malheureusement être évité. Il trouve son excuse dans les circonstances présentes. L'emploi de caractères disparates s'explique uniquement par cette difficulté matérielle. — (*N. de la R.*).

Dans son exposé des populations slaves, qui forme un fascicule de la grande *Encyclopédie slave* éditée par l'Académie de Petrograd, M. Niederle a marqué les limites du petit-russe; un coup d'œil jeté sur sa carte montre que le petit-russe s'étend à l'est jusqu'au cours moyen du Don et jusqu'au Donec. Du reste, ces limites sont quelque peu arbitraires; il n'y a pas de limites précises à des dialectes; une linguistique exacte ne connait que des limites particulières à chacun des faits qui caractérisent les dialectes; et ces limites ne coïncident pas toutes entre elles. On n'a pas de carte linguistique satisfaisante de la Russie; le travail reste à faire. Mais la carte éditée par la Commission dialectologique de Moscou en 1915, sous le titre de : « Opyt dialektologičeskoi karty ruskavo jazyka », indique des zones de transition entre le grand-russe, le blanc-russe et le petit-russe. En réalité, on passe des parlers petits-russes aux parlers grands-russes et blancs-russes par une série de transitions, et il n'est pas possible de fixer en pareil cas des limites précises à chaque type de parlers. La métropole, en grande partie polonaise, et qui est un centre de culture polonaise, de la Galicie autrichienne, Lemberg, qui se nomme en polonais Lwów et en petit-russe Lviv, est en domaine petit-russe; la grande ville de la Russie occidentale, Kiev, est en plein domaine petit-russe, ainsi que Kharkov; le grand port de la Russie sur la mer Noire, Odessa, est en territoire petit-russe. Le public français pouvait le savoir : le livre de M. Niederle a été traduit en français par les soins de M. Leger. Mais on n'y pensait guère.

La Révolution russe est venue. Elle a libéré tout ce que la bureaucratie du tsarisme comprimait. Il y a en Russie une question petite-russienne qui est d'une importance capitale pour l'avenir du pays. Elle a causé déjà des crises politiques graves, et elle n'est pas résolue. La langue jouera ici un rôle considérable.

Il faut examiner quelle est la situation de la langue

petite-russienne ou ruthène vis-à-vis du grand-russe. C'est un des éléments dominants du problème.

⁂

La plupart des slavistes s'accordent à diviser le domaine linguistique slave en trois groupes : groupe occidental, comprenant le tchécoslovaque, le polonais, le sorabe de Lusace, et une langue, morte actuellement, qui s'est parlée jusqu'au XVIII[e] siècle sur le cours moyen de l'Elbe, le polabe ; — groupe méridional, comprenant les parlers slovènes, serbo-croates et bulgares ; — groupe russe, comprenant le grand-russe, le blanc-russe et le petit-russe. — On ne dit pas groupe oriental, on dit groupe russe ; et ceci suffit à indiquer que le degré d'unité qu'offrent les langues de ce groupe est particulièrement sensible.

Et pourtant, dans une grammaire excellente qu'ils ont publiée en 1914 à Vienne, sous le titre de *Grammatik der Ruthenischen* (*Ukrainischen*) *Sprache,* MM. von Smal-Stockij et Theodor Gartner ont protesté contre ce classement ; ils ont contesté que le petit-russe fasse partie du groupe russe.

Pour apprécier la valeur de cette critique, il faut définir exactement ce que signifie une classification de langues, et déterminer sur quoi elle repose.

Quand on admet un groupe russe parmi les langues slaves, on se sert de la classification généalogique des langues, la seule qu'utilisent les linguistes. Une classification de cette sorte n'implique aucune communauté *actuelle*. Elle exprime simplement un fait *historique*. Dire qu'une langue est une langue slave, ce n'est pas dire qu'elle présente actuellement tel ou tel caractère ; c'est dire qu'elle est l'une des formes qu'a prises avec le temps une langue qui était encore sensiblement une vers le VIII[e] siècle après Jésus-Christ, et qu'on est convenu d'appeler *slave commun*. Dire que, parmi les langues slaves, un certain nombre forment un groupe particulier, groupe occidental, groupe méridional,

groupe russe, c'est dire que, au moment où les parlers slaves se sont différenciés, ces langues se sont développées ensemble, et ont réalisé ensemble les mêmes innovations. Des changements survenus par la suite peuvent effacer la trace de ces innovations; ils en ont effacé une partie. Des changements ultérieurs peuvent rendre très différents des dialectes qui ont eu une période de développement commun. Mais cela ne change rien au fait historique de la communauté de développement qui a existé à un moment donné, et qui est le seul exprimé par la classification.

La seule question qui se pose est donc de savoir si les faits linguistiques établissent que les parlers qui constituent le groupe russe ont passé par une période de développement commun, développement auquel n'auraient pris part ni les parlers slaves occidentaux ni les parlers slaves méridionaux.

On ne saurait, dans un article, passer en revue tous ces faits, qui appelleraient une discussion technique minutieuse. On en trouvera un exposé détaillé, en ce qui concerne la phonétique, dans l'*Esquisse de la période ancienne de la langue russe,* que le meilleur connaisseur de cette histoire, M. Šakhmatov a donnée en 1915, à l'Encyclopédie de la philologie slave de l'Académie de Petrograd (en russe). M. Šakhmatov était, on ne doit pas l'oublier, l'un des membres de la commission académique qui a nettement proclamé l'autonomie actuelle du petit-russien. Les détails que l'on peut discuter dans son exposé ne touchent pas au fond de la doctrine, qui est sûr. Et l'on verra par l'introduction de cet ouvrage, que l'unité linguistique russe ne s'est pas définitivement brisée avant la fin du XI[e] siècle après J.-C. On se bornera ici à poser un principe et à indiquer quelques faits caractéristiques.

Le principe, c'est que pour faire le classement généalogique de dialectes et de parlers appartenant à un même grand groupe, on ne peut se servir ni des traits qui se maintiennent dans tout l'ensemble du groupe — c'est-à-dire de la plus grande partie des caractères

essentiels de la langue — ni des changements communs à tout le groupe — et ces changements peuvent être très graves —, mais seulement des éléments de la langue qui présentaient, à l'époque de la différenciation, un flottement, et qui se sont fixés de manières diverses suivant les parlers. Les faits invoqués ne portent donc que sur des parties souvent très petites de la langue; à première vue, ils paraissent parfois insignifiants, et le linguiste qui en tire parti semble procéder d'une manière arbitraire. En réalité, le linguiste ne choisit pas; il est obligé de se servir des éléments variables que les circonstances lui fournissent, et de ceux-là seulement.

Pour le russe, voici les principaux de ces faits. Tous appartiennent à la phonétique. Les faits grammaticaux et les faits de vocabulaire sont moins significatifs sur ce domaine.

Le slave commun, qui avait éliminé toutes les diphtongues, mais qui avait encore des groupes tels que *or, ol, er, el*, devant consonne, a tendu à éliminer ces groupes à leur tour. Mais cette élimination a eu lieu en un temps où les parlers slaves se différenciaient, et le résultat varie d'une langue slave à l'autre. Pour tous les groupes de cette sorte, le développement russe est un, et c'est un trait dont personne ne songe à contester ni l'existence ni la portée. Par exemple, un groupe tel que *tort* est représenté par *trat* dans tout le slave méridional; il a des traitements divers en slave occidental (*trat* en tchèque, *trot* en polonais, etc.); dans le russe tout entier, et en russe seulement il se présente sous la forme dissyllabique *torot;* c'est ce que l'on nomme d'après le nom russe, la *polnoglasie*. Jusque dans le détail, tous les parlers russes concordent ici. Par exemple, la place de l'accent sur l'un ou sur l'autre des deux *o* russes est la même : un ancien *vornŭ*, (*vran* en serbe, *vran* en tchèque) donne *vóron* en grand-russe comme en petit-russe; un ancien *vorna* (***vrána*** en serbe, avec premier *a* bref, ***vrána*** en tchèque) donne *voróna* en grand-russe et en petit-russe.

Les groupes *t* suivi de yod et *d* suivi de yod ne se

sont maintenus nulle part en slave. En slave occidental, ils sont représentés respectivement par *c* (qu'on noterait *ts* en français) et par *dz* (qui se réduit à *z* dans une partie des parlers). En slave méridional, on observe des traitements divers suivant les régions. Le russe tout entier a č (qu'on noterait *tch* en français) et dž (qu'on noterait *dj* en français); dž subsiste en petit-russe et passe à ž (français *j*) en grand-russe, comme *dz* a passé à *z* dans une partie du slave occidental); c'est un petit changement secondaire, du type le plus banal, le plus facile à expliquer, et dont la linguistique fournit un grand nombre d'exemples. Un ancien *platjǫ* (1) donne dans le grand-russe comme en petit-russe ***pláču,*** en face du polonais *płacę;* un ancien *noktiqui* est représenté en slave occidental par *noc,* donne partout en russe *noč* (le groupe *kt* devant une voyelle prépalatale est partout en slave traité comme *t* suivi de yod). Un ancien *sadja* donne en petit-russe ***sádža,*** grand-russe ***sáža,*** en face du polonais *sadza,* et ainsi régulièrement.

Les anciennes voyelles brèves *i* et *u,* devenues en slave commun des ultra-brèves, que l'on nomme des *jers,* n'ont subsisté nulle part telles quelles. Les unes se sont affaiblies au point de disparaître dans tout le domaine slave; les autres se sont renforcées, ont repris la durée d'une voyelle brève normale, et se sont maintenues en prenant des timbres divers suivant les langues. Partout, sauf en une petite partie du bulgare et en russe, les deux *jers* forts ont abouti à un même timbre qui est *a* en serbe, *e* dans tout le groupe occidental; tout au plus, dans certains parlers, surtout en polonais, l'ancien ĭ se distingue de l'ancien ŭ par la persistance d'une mouillure. Le russe tout entier, au contraire, distingue nettement *e* représentant ĭ et *o* représentant ŭ Un ancien dĭnĭ est représenté par *den'* dans tout le russe, et un ancien sŭnŭ par *son,* alors que le serbe a

(1) Dans la notation des langues slaves, *j* note toujours *i* consonne (les consonnes qu'on prononce en français dans *tiens, dieux, soleil, ailleurs,* etc.).

dan et *san*, le tchèque *den* et *sen*, le polonais *dzień* et *sen*.

Les anciennes voyelles nasales ǫ et ę (prononcées, sans doute, comme *on* et *in* le sont en français dans la bouche des méridionaux) ont tendu à se dénasaliser de bonne heure. Seul des grands dialectes slaves, le polonais a gardé les voyelles nasales ; encore en a-t-il brouillé le timbre, et plusieurs de ses parlers dénasalisent-ils. La plupart des langues slaves ont dénasalisé ǫ en *u* ; pour ę, on trouve le plus souvent *e* ; le tchèque a *ia* ou *ie* suivant les cas. Seul le russe a dénasalisé de très bonne heure ę en *ia* toujours, comme ǫ en *u*.

Tous les parlers slaves méridionaux et occidentaux ont contracté *aje* en á, dans les verbes tels que ***dělajǫ*** ; la deuxième personne du singulier de ces verbes s'y présente sous la forme ***děláš***, et, sous l'influence de la première personne du verbe *imam* (*mam*), j'ai, ils ont remplacé au moyen-âge la première personne du type ***délajǫ*** par une première personne du type ***dělám***. Seul le russe conserve, dans tous ses dialectes, l'ancien *aje*. On a donc en petit-russe ***gráješ*** comme en grand-russe ***igráješ***, et, par suite, la première personne est demeurée ***gráju*** en petit-russe, ***igráju*** en grand-russe.

A ces faits capitaux on en pourrait ajouter beaucoup d'autres, de moindre importance ou de moindre netteté. Et il faudrait aussi tenir compte des cas où le russe est d'accord soit avec l'un soit avec l'autre des groupes slaves, mais présente tout entier l'un des traits par lesquels les dialectes slaves se sont différenciés les uns des autres. Ainsi le russe tout entier s'accorde avec la plupart des parlers slaves méridionaux pour réduire le groupe — *dl* — à — *l* —. On a *rálo* en grand-russe et en petit-russe, tout comme en slave méridional, en face de *radlo* que conserve le slave occidental tout entier. Le russe tout entier transforme *kv* — et *gv* — en *cv* — et *dzv* — (d'où sort *zv* —) devant les voyelles prépalatales ; l'ancien ***květ***ŭ, que le polonais garde sous la forme *kwiat*, est ***cvět***ŭ (devenu en petit-russe *c'v'it*), en russe comme en slave méridional. Ces deux concor-

dances partielles du russe et du slave méridional ne doivent d'ailleurs pas faire croire à une parenté spéciale du russe avec le slave méridional. A d'autres égards, par exemple pour le traitement du groupe *or* devant consonne au commencement des mots, le russe concorde avec le groupe occidental et se distingue du groupe méridional. Mais dans tous les cas de ce genre, où deux groupes slaves concordent en s'opposant au troisième, tous les parlers russes marchent ensemble.

Jusqu'au XI^e^ siècle, les parlers russes sont restés sensiblement uns, et les divergences qui tendaient à se produire étaient combattues par la tendance à l'unification.

***

Depuis l'affaiblissement et la ruine du royaume de Kiev, c'est-à-dire depuis la fin du XI^e^ siècle, les domaines du grand-russe et du petit-russe ont cessé d'appartenir aux mêmes ensembles politiques. Le domaine petit-russe n'a plus été réuni au domaine grand-russe qu'au cours du XVIII^e^ siècle, et encore en partie seulement. Depuis la fin du XI^e^ siècle, le développement du grand-russe et celui du petit-russe ont eu lieu indépendamment l'un de l'autre, et les deux groupes de parlers ont divergé au point de devenir des langues qui passent aujourd'hui pour distinctes.

Beaucoup de traits où le flottement provient de faits déjà slaves communs ne se sont fixés qu'après la rupture de la communauté russe. Alors la fixation s'est faite en partie d'une manière semblable, en partie d'une manière différente sur les deux domaines.

La déclinaison des noms masculins fournit un bon exemple. Il y avait en slave commun des noms en *o*, tels que zǫbŭ (russe zubŭ), nominatif pluriel *zǫbi* et des noms en *u*, tels que *synú*, nominatif pluriel *synove;* le datif singulier était en *u* dans un type, en *ovi* dans l'autre, et le génitif pluriel en ŭ dans un type, en *ov* dans l'autre. Le nominatif-accusatif singulier était en ŭ dans les deux types : *zǫbŭ* et *synu* ont même finale.

Ceci a entraîné la fusion des deux déclinaisons dans tout le slave. Or le grand-russe a généralisé le datif singulier en *u* : ***zúbu, sýnu,*** et le petit-russe le datif en *ovi* : *zubovi, sinovi ;* au génitif pluriel, les deux dialectes ont généralisé la forme des thèmes en *u* : grand-russe ***zubóv*** et petit-russe ***zubív*** représentent également un ancien ***zubóvъ***.

L'impératif présente un autre exemple non moins clair. Dans les verbes tels que *pekǫ, pomogǫ*, la deuxième personne du singulier de l'impératif était de la forme peci, (pici), *pomodzi*, en slave commun. Mais *c, dz* étaient isolés dan sla flexion de ces verbes. Le grand-russe a généralisé les *k, g* du type de *pekú*, pomogú, d'où peki, pomogí, et le petit-russe les č, ž du type pečéš, pomóžeš, d'où pečí, pomoží. Il y avait deux possibilités ; le grand-russe a réalisé l'une, et le petit-russe l'autre. Il n'est peut-être pas fortuit qu'ici le petit-russe se comporte comme le polonais.

Les faits de ce genre sont nombreux. Ils ont donné au grand-russe et au petit-russe des aspects parfois assez différents dans le détail, mais sans altérer la structure générale des deux groupes de parlers.

La différence des conditions dans lesquelles se sont développés le grand-russe et le petit-russe a amené des différences plus profondes.

Le petit-russe a continué d'occuper le vieux domaine du parler russe, slave depuis longtemps. Il a donc évolué dans le sens où évoluaient spontanément les langues slaves en général, le russe en particulier, sans subir dans sa structure interne des influences étrangères notables.

Le slave commun distinguait des voyelles longues et des voyelles brèves. Partout en slave, cette distinction a subi des altérations et des restrictions ; mais presque partout, ou bien elle a subsisté en partie, ainsi en tchèque et dans le groupe slovène et serbe, ou bien il en est resté des traces notables, ainsi en polonais. Comme ces langues, le petit-russe conserve des traces indirectes, mais importantes, de la distinction des

voyelles longues et des voyelles brèves. L'o long ancien s'est diphtongué, il a passé à uo, uę, et de là à *i* mouillant les consonnes précédentes; ainsi le petit-russe *d'im* représentant un ancien duom issu de domu s'oppose à *dom* du grand-russe. C'est l'un des contrastes les plus frappants entre les deux langues. Il provient de ce que le petit-russe a plus longtemps que le grand-russe conservé des différences de quantité entre les voyelles, et de ce qu'il a traité *o* long autrement que *o* bref.

L'ancienne voyelle *ě* du slave commun, qui était un *e* long très ouvert précédé d'un élément yod sensible, s'est confondue en grand-russe avec *e*, à un détail près, tandis qu'elle aboutit à des résultats tout autres que *e* dans tout le reste du domaine slave. Le petit-russe, sous l'influence de la forte yodisation de **e**, a fait de cette voyelle un *i* mouillant les consonnes précédentes, et la traite par suite tout autrement que *e*. Il résulte de là que *vêk* du grand-russe a un tout autre aspect que le petit-russe correspondant *v'ik*.

La confusion des anciennes voyelles *i* et *y* résulte aussi d'une tendance slave commune. Le début s'en marque dès le slave commun, où *Rymŭ* a passé à *Rimŭ*. Dans tout le russe, et aussi en polonais, *ky* passe à *ki*. Même en tchèque, où la distinction de la prononciation dure et de la prononciation molle n'est pas entièrement abolie, l'ancien *y* n'est plus qu'un *i*. Le passage petit-russe d'*y* à *i* n'a donc rien que de naturel.

Pour ces grands faits, pour quelques autres moins importants, le petit-russe mène à leur terme d'anciennes tendances, dont on observe aussi les effets dans d'autres langues slaves.

Toute autre est la situation du grand-russe. C'est une langue de colonisation. Le territoire grand-russe a été presque tout entier acquis au russe depuis le xᵉ siècle seulement. Les sujets qui parlent le grand-russe proviennent donc d'un mélange de colons russes avec des allogènes plus ou moins vite russifiés; sur bien des points, aujourd'hui encore, les populations de langue russe sont juxtaposées à des populations de langue

finnoise, Mordves, Tchérémisses, Votiaks, qui n'ont pas abandonné leur langue. Par suite, les tendances qui président au développement du grand-russe ne sont pas la continuation de celles qui présidaient anciennement au développement de la langue.

D'une part, certains traits caractéristiques ont été fixés, parfois exagérés. L'opposition des voyelles prépalatales et postpalatales, la distinction des consonnes molles et dures sont d'une netteté qu'on ne retrouve nulle part ailleurs en slave. Par conséquent, la distinction de l'*i* et du *jery* qui, partout ailleurs, tend à s'éliminer, est demeurée parfaite, et l'initiale de *syn* s'oppose bien à celle de síla par exemple.

Mais, d'autre part, il s'est introduit des tendances nouvelles. En aucune autre langue slave, l'accent n'est devenu aussi fort qu'en grand-russe. Actuellement, le petit-russe et le grand-russe ont tous deux perdu l'ancienne distinction des voyelles brèves et des voyelles longues. Les deux langues ont donné à l'accent du slave commun, qui consistait essentiellement en une élévation de la voix, le caractère d'un accent d'intensité. Mais cet accent est demeuré modéré en petit-russe; il n'empêche pas les syllabes inaccentuées de garder leur netteté; il ne prolonge pas la syllabe accentuée aux dépens des autres. En grand-russe, l'accent est devenu très intense; il rappelle l'accent allemand ou anglais les voyelles accentuées sont sensiblement allongées, tandis que les voyelles inaccentuées s'abrègent. Les voyelles accentuées gardent leur netteté, tandis que les voyelles inaccentuées deviennent indistinctes et tendent même à disparaître; en un mot, la syllabe accentuée se subordonne toutes les autres.

Enfin les influences de civilisation, depuis le XII^e^ siècle, ne sont pas les mêmes sur le grand-russe et sur le petit-russe. Lié à la Lituanie et à la Pologne, le territoire petit-russe s'est en partie orienté vers l'Ouest ; le petit-russe a emprunté nombre de mots au polonais. Le grand-russe, au contraire, a vécu, durant tout le moyen-âge, sur ses ressources propres et sur ce que les

Slaves orientaux avaient reçu de Byzance. Le grand-russe a pris une énorme quantité de termes de civilisation à la langue de l'Église, le vieux slave ecclésiastique, qui repose sur un parler slave méridional. Beaucoup de ces mots se dénoncent par leur forme même pour des emprunts à la langue savante; ainsi, au dérivé proprement russe de górod, « ville », qui est gorožánin, « citadin », s'oppose le mot savant graždanín, « citoyen », dérivé vieux slave de *gradu* « ville »; le *ra* et le *žd* sont des traitements vieux slaves qui s'opposent aux traitements russes *oro* de *or* et *ž* de *dj*. Le petit-russe n'ignore pas ces emprunts savants : le mot petit-russe qui désigne l'écriture employée aux usages profanes, hraždanka, en est un. Mais il en a beaucoup moins que le grand-russe.

*
**

Dans un groupe linguistique relativement conservateur et dont les éléments composants n'ont encore divergé qu'assez peu, le grand-russe et le petit-russe peuvent être qualifiés de langues différentes. Mais ils diffèrent bien moins entre eux qu'un dialecte français d'un autre dialecte français, bien moins que le normand du lorrain ou du picard par exemple, bien moins aussi que le haut-allemand du bas-allemand, que le vénitien du toscan.

L'accent ancien s'est maintenu dans les deux langues, de sorte que, sauf exception, la place de l'accent est la même en grand-russe et en petit-russe. Le russe s'oppose par là aux grandes langues slaves occidentales qui ont donné à l'accent une place fixe, au slovène et à presque tous les parlers serbo-croates (y compris la langue littéraire) qui ont déplacé systématiquement l'accent, au bulgare qui lui a fait subir une foule de changements de détails. Grâce à cette circonstance, les mots ont même aspect d'ensemble en grand-russe et en petit-russe.

Les deux grammaires concordent aussi à quelques

détails près. Qu'on rapproche par exemple la déclinaison du nom de la « barbe » en grand-russe et en petit-russe :

		Grand-russe	Petit-russe
Singulier :	Nominatif :	borodá	borodá
	Accusatif :	bórodu	bórodu
	Génitif :	borodý	borodí
	Datif-locatif :	borodě	borodí
	Instrumental :	borodóju	borodóju
Pluriel :	Nom.-accusatif :	bórody	borodí
	Génitif :	boród	bor'íd
	Datif :	borodám	borodám
	Instrumental :	borodámi	borodámi
	Locatif :	borodákh	borodákh

Aux différences de traitement phonétique près, c'est la même flexion. Or, de ces correspondances phonétiques, les sujets même illettrés se rendent compte aisément. Tout paysan français sait établir des correspondances entre son parler et le français, patoiser un mot français et franciser un mot patois. Il est plus facile encore à un paysan petit-russe de passer de son parler petit-russe au grand-russe et inversement.

L'emploi du grand-russe comme langue de civilisation par un Petit-Russe ne saurait donc faire aucune difficulté. Il est clair qu'un sujet qui fléchit *vil, volá*, le nom du « bœuf » n'aura pas de peine à le fléchir *vol, volá*. Quelques heures d'apprentissage permettent de passer de l'une des langues à l'autre.

Ailleurs que sur le domaine slave, il ne viendrait à l'esprit de personne de voir dans le grand-russe et le petit-russe deux langues distinctes. C'est l'un des cas où l'on parlerait de dialectes, et de dialectes qui passeraient pour peu différents l'un de l'autre.

***

Ceci posé, convient-il de développer chez les Petits-Russes l'usage d'une langue commune, d'une langue de

civilisation distincte de la langue littéraire russe, qui est du pur grand-russe ?

Un conseil venant d'un étranger est généralement mal accueilli en pareille matière. Mais il sera permis de présenter une observation générale qui dépasse la question particulière ainsi posée.

Il est fâcheux de multiplier les langues de civilisation. Une langue rend d'autant plus de services qu'elle sert à faire communiquer entre eux un plus grand nombre d'hommes et qu'elle est employée sur une aire plus vaste. Une publication a d'autant plus d'effet utile qu'elle est immédiatement comprise d'un plus grand nombre de lecteurs possibles. La multiplication des langues de civilisation aboutit à un gâchis de travail intellectuel et de travail matériel. Sans doute il importe que la langue commune employée ne soit pas trop éloignée de la langue maternelle des sujets, sous peine de mettre en état d'infériorité ceux qui emploient une langue commune très distincte de leur langue nationale. Imposer le magyar à des Slovaques, à des Croates, à des Roumains est un acte de tyrannie. Mais, en acceptant le grand-russe, les Petits-Russes ne se mettraient pas en état d'infériorité.

Le monde slave souffre gravement de la variété de ses langues littéraires. Les différences existant entre les parlers et les circonstances historiques ont imposé l'existence du russe, du polonais, du tchèque, du serbo-croate, du bulgare, et rendu malaisées par là les relations entre les populations slaves. Il serait maladroit d'augmenter ce mal sans nécessité. On voit bien ce que la bureaucratie allemande d'Autriche gagne à diviser ses ennemis, à n'avoir en face d'elle qu'un slovène sans importance et un serbo-croate divisé plutôt qu'une grande nation slave méridionale. Mais c'est pour les Slaves un suicide que d'éparpiller leurs efforts.

Au cours du XIX^e^ siècle, la littérature du grand-russe est devenue l'une des plus belles de l'Europe, l'une de celles qui ont exercé sur le monde la plus grande action. Au contraire, les circonstances ont fait que la

littérature du petit-russe est demeurée médiocre. Un ou deux noms brillants ne changent rien au fait fondamental. Or, il n'est pas indifférent pour un peuple d'avoir sa part du trésor qu'est une grande littérature, ou de n'avoir qu'un héritage intellectuel négligeable. Si le Petit-Russe Gogol a écrit en grand-russe, ses compatriotes auraient tort de ne pas prendre leur part de ce qu'il a laissé à eux comme à tous les Russes.

Par sa masse, par l'importance qu'elle prend, par la valeur de sa littérature et de son travail scientifique, la Russie est en train d'imposer au dehors la connaissance de sa langue, malgré les difficultés que trouvent les Européens occidentaux à l'apprendre, et malgré l'inutile encombrement qu'apporte à l'homme cultivé la multiplication des langues de civilisation. En se joignant aux Grands-Russes, les 30 millions de Petits-Russes accroîtront largement l'importance du russe, et ils forceront plus encore les étrangers à l'apprendre; en se séparant, ils diminueront le rayonnement du russe au dehors, et ils travailleront eux-mêmes à s'isoler du monde.

La question est grave. Les Petits-Russes feront bien de ne la trancher qu'après réflexion et, quand ils se décideront librement, de ne s'inspirer ni de leurs justes rancunes contre la bureaucratie tsariste, ni d'un amour-propre national légitime en lui-même, mais qui est souvent mauvais conseiller, et de ne penser qu'à l'intérêt de leur nation, de la Russie dont ils sont une partie nécessaire, de tous les Slaves, et du monde civilisé.

A. Meillet.

La Question ukrainienne et le principe des nationalités.

De toutes les questions qui se sont posées en Russie depuis la Révolution du 27 février (12 mars) 1917, il n'en est pas de plus grave, de plus complexe et de plus décisive que la question d'Ukraine.

Le nouveau régime ayant inscrit en tête de son programme le principe des nationalités, il était naturel que les droits de l'Ukraine fussent reconnus. Mais, pour délimiter avec précision l'étendue de ces droits, pour éclairer d'un jour cru cette question obscure ou, plus exactement, « obscurcie » par l'arbitraire des théories, nationalistes, il faut avant tout bien s'entendre sur le principe des nationalités.

***

Il y a une théorie française et une théorie allemande des nationalités.

La théorie française est essentiellement psychologique. Elle proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Font partie d'une même nation tous les hommes qui, ayant conscience de leur solidarité politique, *veulent* en faire partie.

La théorie allemande au contraire, écartant toute considération de psychologie ou de droit, définit la nationalité d'après des signes extérieurs. Elle est en quelque sorte zoologique. Le critérium le plus généralement admis est la langue. Tous les hommes qui par-

lent la même langue appartiennent à la même nationalité, qu'ils le veuillent ou non ! (1)

Nous, Français, qui revendiquons l'Alsace au nom de la théorie psychologique des nationalités, nous devons bien nous garder de mettre partout au premier plan la question linguistique.

Malheureusement beaucoup de Français confondent les deux points de vue. Ils croient servir la cause de l'émancipation des peuples, en découpant l'Europe en États suivant les frontières linguistiques.

On commettrait, je crois, beaucoup moins d'erreurs si, au lieu d'employer le mot abstrait de « nationalité », on lui préférait le mot « nation », consacré par la Révolution française.

On hésite à dire que la Belgique et la Suisse sont des « nationalités », parce que les habitants de la première parlent deux langues différentes et que ceux de la seconde en parlent trois ou quatre. Mais on n'hésitera pas à dire la « nation belge » ou la « nation suisse ». Je ne sais pas si les Genevois sont français de nationalité, mais je sais bien qu'ils n'appartiennent pas à la nation française.

Le mot « nation » a l'immense avantage d'impliquer la volonté précise de s'organiser en État. L'Alsace et la Corse font partie de la nation française, parce qu'elles veulent former avec les autres provinces de France un même État.

Ces précisions sont indispensables pour quiconque veut aborder avec sagacité le problème ukrainien. Il est faux, croyons-nous, de vouloir réunir sous un même régime autonome tous les habitants qui *parlent* petit-russe. Il importe de savoir quelles populations *veulent*

(1) La théorie est encore plus fausse quand il s'agit de réunir ou de liguer des peuples qui parlent des langues simplement « apparentées ». A l'extrême, on en arriverait à préconiser l'alliance anglo-allemande ou serbo-bulgare, ou polono-ukrainienne ! — Nous devons toutefois faire une concession au point de vue linguistique. Cette conception de la nationalité, radicalement fausse, n'en est pas moins, comme toutes les idées, un *fait* qui s'impose à l'observateur. C'est même une « idée-force », comme aurait dit Fouillée. Elle crée peu à peu, par auto-suggestion, une solidarité véritablement sentie entre populations qui, sans cela, n'auraient jamais aspiré à faire partie d'un même tout politique. Aussi sommes-nous loin de nier l'importance très réelle, quoique souvent regrettable, de la propagande organisée par le nationalisme philologique.

s'affranchir plus ou moins de la domination russe et de la domination austro-hongroise pour constituer un groupement autonome.

I

Or, tout observateur impartial, qui a étudié sur place, sans idées préconçues, les aspirations et les besoins des populations petites-russiennes, doit reconnaître qu'il n'y a pas *une* question, mais *des* questions ukrainiennes. Les 35 millions d'habitants qui parlent petit-russe forment peut-être une « nationalité », si l'on fait dévier ce mot de son sens primitif, en attribuant au critérium linguistique une valeur absolue, mais ils ne constituent certainement pas une « nation ».

Les membres d'une même nation, avons-nous dit, doivent sentir leur solidarité politique. Or il ne nous paraît pas douteux qu'un paysan du district de Kharkov ne se sente beaucoup plus solidaire d'un paysan moscovite que d'un « ougro-russe » des Carpathes. Le territoire ukrainien, que l'on évalue à quelque 850.000 kilomètres carrés (la France ne dépasse guère 536.000), s'est morcelé, au cours de l'histoire, en huit ou neuf fragments, dont certains peuvent à coup sûr se ressouder, mais dont il serait vain de vouloir former un tout organique.

Les Petits-Russiens — il ne faut pas l'oublier — constituent essentiellement une démocratie paysanne. Presque partout l'aristocratie foncière et la bourgeoisie urbaine appartiennent à une autre nationalité. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les paysans petits-russiens diffèrent assez profondément les uns des autres au point de vue économique et politique, suivant qu'ils subissent la domination sociale des Polonais, des Russes, des Magyars ou des Roumains. Ces nationalités aristocratiques n'exercent pas seulement en effet une prépondérance économique et sociale; elles apportent en outre avec elles une civilisation originale, des mœurs particulières, des usages et des modes, un art,

une littérature, parfois même une religion distincte, qui ne manquent pas d'exercer une action plus ou moins profonde sur l'âme populaire. L'influence des Italiens en Dalmatie, des Suédois en Finlande, des Allemands dans les Provinces baltiques — j'ajouterai même des Français en Flandre — est en somme de même ordre. Quel qu'ait pu être l'égoïsme de certaines aristocraties dominantes, il serait puéril de nier leur rôle civilisateur et de méconnaitre le lien qui les unit aux classes populaires. Quand le gouvernement du tsar excitait les Lituaniens ou les Petits-Russes contre les Polonais, quand il soutenait le mouvement finnois contre les « svécomanes », il n'agissait évidemment pas sous l'empire de principes démocratiques. Le XIX^e^ siècle a marqué le réveil des nationalités populaires, réveil grandiose que nous saluons sans arrière-pensée. Mais, là comme ailleurs, tout vrai démocrate doit se garder de la démagogie.

En examinant de plus près les différents pays qui constituent l'Ukraine, nous saisirons mieux le rôle qu'y jouent les diverses nationalités aristocratiques.

***

I. — Au sud des Carpathes, entre les Slovaques à l'ouest et les Roumains à l'est, vivent quelque 400.000 Ukrainiens. On les désigne parfois sous le nom de *Rusnaks* ou d'*Ougro-Russes* (1). Ils appartiennent, depuis le XIV^e^ siècle, à la couronne de Saint-Etienne et occupent principalement les comitats de Saros, de Zemplén, d'Ung, de Bereg et de Maramaros. Plus on descend vers la plaine dans la direction de la Tisza, plus l'élément petit-russe se mélange de Magyars.

Les Ougro-Russes ont subi fortement l'empreinte de la domination hongroise. La grande propriété foncière est exclusivement magyare. L'État hongrois possède en outre d'immenses domaines dans les Carpathes. Jadis orthodoxes, les Ougro-Russes sont actuellement

(1) Le pays lui-même est souvent appelé *Ugorskaïa Rus*.

uniates, et là encore se traduit l'influence de l'aristocratie catholique magyare. Les deux évêques uniates d'Eperies et de Munkacz, inféodés au gouvernement de Budapest, ne représentent en rien les aspirations populaires. Il faut d'ailleurs reconnaître que la forte unité géographique de la Hongrie sert de base solide à l'unité de l'État.

C'est à peine si l'on peut signaler chez les Ougro-Russes un certain réveil national. En tout cas ils ont été beaucoup plus travaillés par la propagande des slavophiles et des orthodoxes « vrais-russes » que par celle des Ukrainiens. Des membres de la Douma, comme le comte Vladimir Bobrinski, des journaux comme le *Novoie Vremia*, ont souvent parlé des « frères russes de Hongrie », surtout au moment du fameux procès politique de Maramaros-Sziget. Ce mouvement « moskvophile » apparaît dès aujourd'hui comme un archaïsme. A vrai dire, il n'y a pas de séparatisme chez les Ougro-Russes. Ils réclament simplement plus de justice et de liberté au sein de l'État unitaire hongrois (1). Cette population extrêmement pauvre, qui, depuis une trentaine d'années, émigre en masse vers l'Amérique du Nord, a droit en outre à ce que ses intérêts matériels soient mieux soutenus par les pouvoirs publics.

II. — Dans la Bukovine du nord-ouest — la « Russie verte », comme on dit quelquefois — se trouve une agglomération ukrainienne ou ruthène de 300.000 âmes environ. La Bukovine a été, pendant un certain temps, rattachée administrativement à la Galicie. Aujourd'hui, elle forme un « pays » autrichien distinct, avec sa Diète particulière. Cette séparation de la Bukovine et de la Galicie n'est pas artificielle. Bien que dans ces deux pays se trouve une forte proportion d'Ukrainiens, ils n'en diffèrent pas moins profondément l'un de l'autre. Alors que la Galicie a été conquise par l'Autriche au

(1) Le mécanisme électoral hongrois n'a permis la constitution, au Parlement de Budapest, d'aucun groupe « ruthène », serbe ou croate (abstraction faite, bien entendu, des 40 délégués de la Diète de Croatie). Il y a par contre quelques députés slovaques et roumains.

premier partage de la Pologne (1772), la Bukovine, partie intégrante de la Moldavie depuis le XV[e] siècle, a été cédée par la Turquie en 1775.

Les Ukrainiens de Bukovine subissent l'influence sociale des grands propriétaires roumains, comme ceux de Hongrie ou de Galicie sont soumis à l'influence magyare ou polonaise. Il en résulte logiquement qu'ils ne sont pas uniates, mais orthodoxes, l'aristocratie roumaine elle-même appartenant à l'Eglise orientale (1). L'Union, rattachant les orthodoxes à la papauté, sorte de compromis entre l'Orient et l'Occident, était ici sans objet. C'est là un fait capital que l'on n'a pas suffisamment mis en lumière. Son importance n'échappera pas à ceux qui savent combien les questions religieuses sont étroitement liées, en Orient, aux questions de nationalité.

L'influence sociale des Roumains est d'ailleurs moins grande que celle des Polonais en Galicie ou des Magyars dans le nord de la Hongrie. A côté des propriétaires roumains se trouvent en effet une bourgeoisie et une bureaucratie allemandes, qui exercent parallèlement leur influence. Le gouvernement de Vienne n'a pas confié l'administration du pays aux Roumains, comme il l'a confiée aux Polonais en Galicie. Nulle part il n'a plus efficacement appliqué le principe « diviser pour régner ». Tenant la balance égale entre les deux nationalités, il s'est réservé la prépondérance administrative et politique (2). S'il avait traité la Bukovine comme la Galicie, l'Université de Czernowitz devrait être roumaine ou roumano-ruthène. On sait au contraire qu'elle est exclusivement allemande (3).

Ainsi, l'aristocratie roumaine n'exerçant guère d'influence sur le pouvoir central, les Ukrainiens sont

(1) Avant le XVIII[e] siècle, les Roumains se servaient du vieux-slave comme langue liturgique. A l'heure actuelle, même dans le nord-ouest de la Bukovine, le clergé subit fortement l'empreinte roumaine.

(2) Avant 1910 même, la langue allemande était seule admise à la Diète de Bukovine.

(3) Jadis l'Université de Lemberg était également allemande. En 1848 et en 1862, des chaires ruthènes ont été créées. Aujourd'hui c'est l'élément polonais qui prédomine. Il y a 10 chaires ruthènes. A la veille de la guerre, le gouvernement de Vienne avait décidé la création d'une université ruthène dans la Galicie orientale.

en fait beaucoup plus libres qu'en Galicie. Seulement, n'ayant pour ainsi dire pas d'élite intellectuelle, ils sont facilement accessibles à la propagande des Allemands d'Autriche ou des Ukrainiens de la Galicie orientale. Le seul frein à cette double propagande est un sentiment assez vif du régionalisme bukovinien. Il reste toutefois que, dans la lointaine Bukovine, il s'est établi un contact assez périlleux entre l'ukrainisme et le germanisme.

III. — Le principal foyer de l'ukrainisme est la Galicie orientale. La vieille principauté russe de Galicie ou « Russie rouge », conquise par la Pologne au XIV^e^ siècle, est passée à l'Autriche en 1772, lors du premier partage (1). La province autrichienne actuelle comprend en outre la région foncièrement polonaise de Cracovie, assez artificiellement rattachée à la Galicie orientale. La frontière austro-russe, qui coupe en deux le territoire ukrainien, est par contre moins artificielle qu'on ne le répète habituellement. On peut dire, en gros, que les terres petites-russiennes situées au sud de cette ligne ont été conquises directement par la Pologne, tandis que les terres situées au nord ont été conquises primitivement par la Lituanie et ne sont passées ensuite qu'indirectement à la Pologne. Il en résulte que la Galicie orientale est beaucoup plus « polonisée » que les gouvernements russes de Volynie, de Podolie et de Kiev.

D'après le recensement officiel de 1900, la Galicie *orientale* comptait 3 millions de Ruthènes, soit à peu près 70 % de la population (2). Les Polonais atteignaient la proportion de 16 0/0, et les Juifs de 13. Les gros propriétaires fonciers, les habitants des villes, les fonctionnaires sont presque tous polonais. Dans ces conditions, on pourrait affirmer *a priori* que les paysans ruthènes sont uniates. C'est même le clergé uniate qui

(1) La région de Tarnopol a appartenu à la Russie de 1809 à 1815.

(2) Plus on se rapproche des Carpathes, plus la population ukrainienne est homogène.

forme le principal noyau de l' « intelligence » ukrainienne (1).

La Galicie orientale, nous le répétons, est le principal foyer de l'ukrainisme. Dans leur lutte contre la domination polonaise, les Petits-Russiens ont pris conscience d'eux-mêmes. Jadis ils croyaient trouver dans le gouvernement de Vienne un contre-poids à cette domination tyrannique. Ce fut l'époque du loyalisme ruthène. Mais, depuis l'accord tacite conclu vers 1867 entre les Polonais et le gouvernement, depuis que l'administration, la Diète, l'école, le pouvoir central lui-même soutiennent le polonisme, les Petits-Russiens ont dû modifier profondément leur tactique. Les uns, mettant toute leur confiance dans le tsar russe, sont devenus *moskvophiles*. Les autres, s'appuyant sur la démocratie nationale, luttant à la fois contre le Polonais et le Russe, se sont proclamés *Ukrainiens*.

Cette dernière tendance s'est affirmée victorieuse (2). Elle peut déjà compter à son actif d'importants succès. C'est elle qui anime le mouvement ukrainien actuel.

Il n'y avait pas de raison *a priori* pour que le foyer de l'ukrainisme fût plutôt en Autriche que dans l'Empire russe. Ce sont les persécutions du régime tsariste qui en ont décidé ainsi. Ne pouvant agir librement à Kiev, les Ukrainiens ont transporté leur quartier-général à Lvov.

IV. — Dans les gouvernements de Kiev, de Volynie et de Podolie, arrachés à la Pologne par Catherine II(3) — dans la région « du Sud-Ouest », comme disent les Russes —, la masse de la population est petite-russienne. D'après le recensement de 1897, 7.358.000 habitants y ont le petit-russe comme langue maternelle.

(1) Voir à ce sujet l'étude de M. Grusevski dans le Recueil de M. Kastélianski, *Formy nacionalnago dvizenia v sovremennykh gosudarstvakh*, Pétersbourg, 1910, p. 156.

(2) Aux élections de 1911, les Jeunes-Ruthènes de Galicie et de Bukovine ont fait On sait que M. Grusevski est devenu, en 1917, président de la *Rada* ukrainienne de Kiev. passer 28 députés au Reichsrat. Les Vieux-Ruthènes, plus ou moins « moskvophiles », n'en comptent que 2. Il y a, en outre, un député ruthène dans le club social-démocrate. Le nombre total des députés est de 516.

(3) La région de Kiev avait été annexée dès le XVII[e] siècle, en même temps que la rive gauche du Dniépr.

Les Polonais y sont beaucoup moins nombreux que dans la Galicie orientale : 1,7 0/0 d'après la statistique officielle. Leur influence surtout y est beaucoup moins forte, car, violemment combattue par le gouvernement de Pétersbourg, elle reste exclusivement sociale, sans pouvoir s'étendre à l'administration ou à la politique (1). Il ne faut pas oublier enfin que, de 1863 à 1905, il a été interdit aux Polonais d'acquérir de nouvelles terres dans la « région de l'Ouest ».

D'ailleurs, même avant la conquête russe, l'influence polonaise était moindre dans cette région que dans la Galicie orientale. Avant 1569 en effet, ces provinces petites-russiennes n'étaient pas administrées directement par la Pologne : elles dépendaient du grand-duché de Lituanie. Au point de vue religieux, elles se sont montrées beaucoup plus fidèles à l'orthodoxie. L'*Union* ne s'y implanta que péniblement, surtout dans les classes populaires. Depuis la conquête russe, une pression en sens inverse s'est exercée : le gouvernement de Pétersbourg a voulu ramener de force les uniates à l'orthodoxie. En 1839, Nicolas I[er] a décrété la suppression définitive de l'Union. En 1905, la liberté religieuse a bien été proclamée, mais elle n'admet que l'Église orthodoxe ou l'Église catholique : la forme intermédiaire de l'Union reste proscrite, sinon en droit, du moins en fait (2).

Les provinces petites-russiennes du Sud-Ouest, comme les gouvernements lituaniens et blancs-russes du Nord-Ouest (3), ont conservé jusqu'ici, malgré la politique assimilatrice du gouvernement, une physionomie particulière très caractérisée. Le *Zapadnyï Kraï*, comme disent les Russes, est en somme la survivance dans le présent du grand-duché de Lituanie.

---

(1) Quelques-uns de ces Polonais ont eu la sagesse, tout en maintenant leur caractère national, de renoncer aux prétentions de la « Pologne historique ». Ils se déclarent « territorialistes » et collaborent avec les autres nationalités au développement économique et social du pays.

(2) Le ministère Kerenski vient d'abolir toutes les restrictions auxquelles étaient soumis les catholiques et les uniates.

(3) Certaines localités des gouvernements de Minsk et de Grodno, limitrophes de la Volynie, sont également peuplées de Petit-Russes.

V. — Le « Royaume » de Pologne, placé par le Congrès de Vienne sous le sceptre des tsars, comprenait, d'une façon toute artificielle, certains territoires ukrainiens : la Podliachie et la région de Kholm (1). Au point de vue ethnographique, ce territoire n'est qu'un prolongement vers l'ouest du gouvernement de Volynie. Pourtant, compris jusqu'en 1912 dans le Royaume du Congrès, il a subi plus profondément l'influence polonaise. Aussi l'Union religieuse y est-elle plus solidement implantée. Le gouvernement russe n'a supprimé le diocèse uniate de Kholm qu'en 1875. Jamais d'ailleurs suppression ne fut plus maladroite, ni plus impolitique (2). Elle a rejeté certains Uniates « impénitents » vers le catholicisme latin et fait ainsi le jeu du polonisme. Les conversions ont été particulièrement nombreuses depuis 1905, date à laquelle a été proclamée une liberté relative de conscience.

Ce mouvement a eu pour effet d'exaspérer les nationalistes orthodoxes russes. Profitant de la faveur dont ils jouissaient sous le ministère Stolypine, ils ont demandé que la région de Kholm fût arrachée au Royaume de Pologne et rattachée directement au ministère de l'Intérieur, sans passer par l'intermédiaire du gouverneur-général de Varsovie. La loi du 6 juillet 1912 leur a donné sur ce point entière satisfaction. Toutefois le gouvernement russe, malgré ses tendances assimilatrices, a dû tenir compte de certaines particularités locales. C'est ainsi que le code Napoléon est resté en vigueur dans le nouveau gouvernement de Kholm, comme dans le Royaume de Pologne proprement dit.

Les Ukrainophiles ont sans doute approuvé ce « nouveau partage » de la Pologne, comme on a dit avec quelque exagération. Mais il est bien certain que la loi de 1912 n'a pas été inspirée par eux. Elle est

(1) *Chelm* en polonais. — Ces territoires faisaient partie des gouvernements de Siedlce et de Lublin. D'après le recensement de 1897, ils comprennent 300.000 Petits-Russes environ.

(2) Les nationalistes russes font valoir qu'au XVI^e^ siècle, ces populations ont été « unies » de force au Saint-Siège. — Sans doute, mais les descendants de ces « uniates malgré eux » sont souvent des catholiques très sincères. De même, en Bosnie-Herzégovine, beaucoup de Serbes sont très sincèrement musulmans, bien que leurs ancêtres n'aient pas toujours adhéré librement à l'Islam.

l'œuvre exclusive des nationalistes russes. Quant aux habitants eux-mêmes, qui sont évidemment les plus intéressés, ils ne semblent pas avoir jamais réclamé pareille réforme.

Les Polonais par contre ont toujours énergiquement protesté. La région de Kholm fera-t-elle, oui ou non, partie de la Pologne indépendante ? La réponse est encore douteuse. Nous devons toutefois faire observer que les textes législatifs promulgués par le nouveau régime ne font plus figurer la province de Kholm parmi les gouvernements de la Russie d'Europe.

VI. — En poursuivant dans la direction de l'est notre voyage à travers la Petite-Russie, nous voyons décroître de plus en plus l'influence polonaise. Nous avons dit que dans la Galicie orientale les Polonais représentaient 16 0/0 de la population ; dans le gouvernement de Kiev, en Volynie et en Podolie, nous ne trouvions plus que la proportion de 1,7 0/0. Dans les gouvernements de Cernigov et de Poltava, qui correspondent à l'ancienne Ukraine autonome, les Polonais n'atteignent pas, du moins d'après les statistiques russes, 0,15 0/0 de la population totale (1) ! Les Petits-Russiens y dépassent le nombre de 4 millions.

Quand, au XVIII[e] siècle, on employait l'expression « Petite-Russie », on entendait par là, *stricto sensu*, l'Ukraine orientale, cédée à la Russie par la Pologne en 1654.

Ce territoire, peuplé de Cosaques foncièrement orthodoxes, n'avait jamais été réellement gouverné par la Pologne. Ces populations guerrières s'insurgeaient au besoin pour défendre leur foi et leur liberté. On sait comment la grande insurrection dirigée par l'hetman Bogdan-Khmelnicki aboutit, en 1654, au protectorat de la Russie sur l'Ukraine. Mais l'hetman n'avait demandé la protection du tsar que pour mieux s'affranchir de la Pologne : il n'entendait pas du tout devenir

(1) Il est intéressant de noter que moins il y a de Polonais, moins il y a de Juifs : 13 0/0 en Galicie, 12,5 dans les gouvernements russes du sud-ouest, 4,4 dans les gouvernements de Cernigov et de Poltava.

esclave de la Moscovie. La *Rada* des Cosaques, réunie à Péréïslavl le 8 janvier 1654, stipula le maintien de l'autonomie ukrainienne. Le tsar promit tout, quitte à revenir ultérieurement sur sa promesse, suivant une tradition constante de l'État russe, appliquée successivement à l'Ukraine orientale (1), aux provinces baltiques, aux « gouvernements de l'Ouest », à la Bessarabie, à la Pologne, à la Finlande (2), etc. C'est précisément cette politique assimilatrice de l'Empire russe qui amena la grande insurrection de l'hetman Mazeppa. Le gouvernement de Pétersbourg n'en continua pas moins son œuvre centralisatrice. Catherine II supprima définitivement l'autonomie de l'Ukraine. Les gouvernements de Cernigov et de Poltava — à part quelques règles de droit privé — sont actuellement soumis aux mêmes lois que la Grande-Russie.

Le souvenir de ces libertés joue encore à l'heure actuelle un certain rôle dans le mouvement ukrainien. C'est un précédent d'une importance capitale qu'à un moment de l'histoire l'Ukraine orientale ait formé un véritable État autonome, ayant ses institutions particulières, son hetman, sa *starsina,* ses impôts, son organisation administrative et judiciaire.

VII. — Plus au sud, au-delà des cataractes du Dniéper, le gouvernement d'Ekatérinoslav correspond en partie au territoire des anciens cosaques *Zaporogues.* Ces cosaques, dont Gogol nous a évoqué la vie dans son *Taras Boulba,* formaient en quelque sorte l'avant-garde de l'Ukraine. Retranchés dans une île boisée du Dniéper (la *Sêtch*), champions de l'orthodoxie contre le Turc ou le Tatar, ils ne se laissèrent jamais « enregistrer » par le roi de Pologne, comme

(1) En fait l'Ukraine occidentale s'est révoltée en même temps que l'Ukraine orientale, mais l'oppression russe eut vite fait de la rejeter dans l'orbite de la Pologne. Les hetmans de la rive droite du Dniéper recherchèrent le protectorat polonais, tandis que ceux de la rive gauche étaient vassaux de Moscou. La paix « éternelle » conclue entre la Russie et la Pologne en 1686, ne laissa sous la souveraineté moscovite que l'Ukraine orientale avec Kiev. Nous avons vu plus haut que l'Ukraine du sud-ouest n'est devenue russe qu'après le premier partage de la Pologne.

(2) Sur cette tradition de la politique russe, voir la remarquable étude du baron B. E. Nolde à la fin de ses *Ocerki ruskago gosudarstvennâgo prava,* Pétersbourg, 1911.

les cosaques de l'Ukraine orientale. Toutefois ils se révoltèrent en même temps qu'eux contre la domination polonaise et furent dès lors attirés, bon gré mal gré, dans l'orbite de Moscou. Plus rebelles et plus tenaces que leurs frères « en deçà des cataractes », ils ne furent définitivement soumis à l'autorité russe que sous le règne d'Anna Ivanovna (1).

Depuis cette époque, la colonisation a d'ailleurs continué dans la Russie méridionale. Toute cette immense région de la « nouvelle Russie », comprenant les gouvernements d'Ékatérinoslav, de Kherson et de Tauride, la Bessarabie et même, beaucoup plus à l'est, la Ciscaucasie occidentale avec le littoral de la Mer Noire, forme une zone de colonisation récente, où se trouvent sans doute beaucoup de Petits-Russiens, mais que l'ukrainisme n'a guère marquée de son empreinte. C'est un pays neuf comme la Sibérie, où les questions agricoles, industrielles et commerciales priment de beaucoup les revendications ethniques.

Il est vraiment bien artificiel de revendiquer, pour l'Ukraine autonome, l'immense territoire qui s'étend de la Bessarabie au Caucase, comme le fait le bureau ukrainien de Suisse. Là même où les Petits-Russiens dominent, les Grands-Russes constituent de fortes agglomérations et exercent une influence décisive. Dans la Russie méridionale, plus que partout ailleurs, il faut se garder de mettre au premier rang le point de vue linguistique.

VIII. — Nous croyons enfin qu'il faut faire une place à part aux territoires classés « petits-russes », qui ont été depuis longtemps assimilés par la Grande-Russie. Nous pensons surtout à la région de Kharkov (2), conquise dès le XVI[e] siècle par Ivan le Terrible, en même temps que le territoire du Haut-Don. Jamais les habitants de ce pays n'ont manifesté de tendance

(1) L'armée zaporogue a été dissoute en 1775.

(2) Le petit-russe domine, non seulement dans le gouvernement de Kharkov, mais dans les districts limitrophes des gouvernements de Voronèje et de Koursk. Avant 1835, le gouvernement de Kharkov s'appelait *Slobodsko-Ukraïnskaïa gubernïia*. Il compte plus de 2 millions de Petits-Russiens.

véritable à l'autonomie. Nous le répétons, pour tout observateur impartial, un paysan des environs de Kharkov se sent beaucoup plus solidaire d'un paysan moscovite que d'un Galicien ou même d'un Volynien.

II

Comme nous l'avons dit plus haut, il n'y avait aucune raison *a priori* pour que le foyer du mouvement ukrainien fût plutôt en Autriche que dans l'Empire russe. Au contraire, il n'est pas douteux que le centre de gravité de la population petite-russienne ne se trouve en Russie. Mais les persécutions du régime tsariste ont rejeté artificiellement de Kiev à Lvov le pôle de l'ukrainisme. Il n'a fallu rien de moins que la Révolution russe pour redonner à Kiev son rôle directeur.

Dès le règne de Pierre-le-Grand, la persécution linguistique commence. La censure est établie avec le but avoué de rapprocher le petit-russe du grand-russe. La prononciation grande-russienne est introduite dans la liturgie. Les écoles sont russifiées. Sous Nicolas Ier, la célèbre « confrérie » ukrainienne « Cyrille et Méthode » est cruellement persécutée. Suivant le mot fameux écrit par Valujev en 1863, « il n'y a pas et il ne peut pas y avoir » de langue littéraire petite-russienne. Un ukaze de 1876 interdit les ouvrages imprimés en petit-russe, sauf quelques exceptions plus apparentes que réelles (1).

C'est surtout depuis cette date que le centre de l'ukrainisme est passé en Galicie. Le gouvernement russe proscrivit naturellement l'importation des ouvrages écrits en petit-russe.

Ce n'est qu'en 1905, pendant la première Révolution russe, que le gouvernement changea de tactique. L'Académie des Sciences, consultée par le Comité des ministres, s'était prononcée pour la liberté totale de la langue ukrainienne. Elle faisait valoir notamment que

(1) Cet ukase a été légèrement modifié en 1881. En 1877, le gouvernement avait interdit la publication d'une grammaire de la langue petite-russienne !

les mesures prohibitives avaient eu pour effet de multiplier dans des proportions effrayantes le nombre des illettrés (1).

Les Ukrainiens profitèrent de leur nouvelle liberté. Ils fondèrent un peu partout des « Prosvita », c'est-à-dire des sociétés d'enseignement populaire. Des chaires ukrainiennes furent instituées dans les Universités de Kiev, d'Odessa et de Kharkov. Une trentaine de périodiques en langue petite-russienne furent créés. En 1911, il aurait été vendu 600.000 exemplaires d'ouvrages imprimés en cette langue. Enfin, le mouvement coopératif, fortement imprégné de nationalisme, a également contribué à la diffusion des idées ukrainiennes.

Mais, dès 1907, la réaction du nationalisme russe commençait. La plupart des journaux ukrainiens étaient interdits, les « Prosvita » dissoutes. Pour les nationalistes grands-russes, la langue petite-russienne est une sœur ennemie, plus détestée encore que le polonais ou le lituanien. C'est ainsi que la troisième Douma s'est montrée disposée à introduire les langues polonaise et lituanienne dans l'enseignement primaire, alors que le petit-russe est sévèrement proscrit. Pendant la guerre même, le gouvernement a interdit plusieurs publications en langue ukrainienne.

Le développement de l'ukrainisme suit ainsi les oscillations du pendule politique russe : réaction jusqu'en 1905, liberté de 1905 à 1907, réaction de 1907 à 1917, liberté enfin depuis la Révolution de février, (mars) 1917.

*
**

Quelles étaient au juste, à la veille de l'explosion révolutionnaire, les aspirations des Ukrainiens et leur attitude vis-à-vis de la Russie ?

Le mouvement ukrainophile — nous l'avons déjà

(1) D'après le recensement de 1897, le nombre des illettrés est beaucoup plus grand parmi les Petits-Russiens que parmi les Grands-Russes.

signalé au début de cet article — est essentiellement démocratique. Les partis conservateurs, qu'ils soient « moskvophiles » ou séparatistes, manquent manifestement de base. A la seconde Douma par exemple, le groupe des 40 députés ukrainiens — la *gromada* ukrainienne — gravita toujours plus ou moins officiellement autour de la gauche « travailliste » (1). Son programme, comme celui de l'opposition russe, réclamait naturellement la liberté des langues, une large décentralisation, l'expropriation des terres, le contrôle de la bureaucratie par la « société », etc...

Pourtant, le libre développement de la nationalité petite-russienne au sein de l'Empire russe « un et indivisible » était loin d'épuiser l'idéal des socialistes ou des radicaux ukrainiens. Ils exigeaient en outre, comme garantie de cette liberté, l'autonomie territoriale de l'Ukraine ethnographique.

En faveur de cette autonomie territoriale, les Ukrainiens font valoir deux sortes d'arguments :

1° L'Ukraine, à les en croire, constituerait un tout économique distinct. — Nous ne nions pas que la Russie méridionale ne diffère profondément de la Russie du Nord. Mais il est assez naïf de croire que la géographie économique coïncide en l'espèce avec la géographie ethnique. Au sein de l'Ukraine elle-même, il y a des régions nettement caractérisées au point de vue économique, telles que le bassin du Donec, qui pourraient très légitimement réclamer à leur tour une certaine autonomie. — Les Ukrainiens ajoutent que l'État russe centralisé vit aux dépens de l'Ukraine. En 1903 par exemple — pour prendre une année « normale », antérieure aux événements révolutionnaires de 1904-1907 —, l'Etat russe a perçu 520 millions de roubles en Ukraine et n'a dépensé que 280 millions dans ce pays. L'argument est spécieux. D'abord, il y a bien des sommes dépensées hors de l'Ukraine, notamment pour la défense nationale, qui profitent indirectement à cette

(1) La troisième et la quatrième Douma, élues suivant un système électoral antidémocratique, ne pouvaient évidemment comprendre de députés ukrainiens. Il en est de même des *zemstva*.

contrée. Puis il serait facile de trouver dans n'importe quel pays, en France par exemple, des régions qui fournissent plus à l'État qu'elles n'en reçoivent. Tel est le cas de notre département du Nord, qui ne réclame pas pour cela son autonomie.

2° Les Ukrainiens, se méfiant à juste titre du centralisme russe, estiment que les libertés « nécessaires » dont Petrograd pourra les gratifier resteront toujours incomplètes et précaires tant qu'elles ne seront pas appuyées sur une large autonomie locale. Cette méfiance, il faut bien le reconnaître, ne s'adresse pas seulement à la bureaucratie impériale et aux nationalistes conservateurs : elle n'épargne ni les libéraux, ni les socialistes russes eux-mêmes. C'est à peine si la Révolution l'a diminuée. — La querelle entre démocrates russes et ukrainiens ne date pas d'hier. Déjà le grand Bjelinski combattait violemment l'œuvre et l'esprit du poète national de l'Ukraine, Sevcenko. Suivant la juste remarque du professeur Grusevski, « même le radicalisme ukrainien d'un Dragomanov, réduisant au minimum les revendications proprement ukrainiennes au profit des intérêts généraux de la Russie, passait, aux yeux des hommes politiques russes de gauche, pour un provincialisme étriqué et ne suscitait que railleries, même chez un homme aussi pénétrant et aussi avancé que Saltykov-Scedrine (1). Enfin, plus récemment, M. Struve, l'ancien rédacteur de l'*Osvobozdenie*, s'est prononcé contre le mouvement ukrainien. Toutefois, son point de vue n'est pas aussi extrême qu'on a bien voulu le dire. Il ne nie pas l'existence d'une culture petite-russienne, mais il soutient qu'elle doit rester une émanation de la grande culture russe. Il y a certainement dans cette assertion une part de vérité. En tout cas, c'est un fait que beaucoup d'intellectuels petits-russiens, sans renier leur nationalité d'origine, se sont imprégnés de culture russe (2).

---

(1) Grusevski, *ouvrage cité*, p. 324.

2 Ils sont en fait russifiés, mais attachent du prix aux traditions populaires de l'Ukraine et se déclarent « aussi » Petits-Russes (*toze maloross*).

III

L'Ukrainisme, longtemps comprimé, devait nécessairement faire explosion dans la tourmente révolutionnaire de 1917. Il se constitua rapidement à Kiev, sur le modèle des *Soviet* russes, une *Rada* ou Conseil central ukrainien, plus ou moins représentatif des aspirations populaires. Dès le mois de juin, elle envoyait une députation à Petrograd pour demander au gouvernement provisoire de proclamer solennellement l'autonomie de l'Ukraine. Les « douze » gouvernements ukrainiens devraient constituer un territoire autonome avec un Conseil régional et une armée particulière. Il serait institué près du gouvernement provisoire un commissaire spécial pour les affaires d'Ukraine. On allait même jusqu'à réclamer la participation des Ukrainiens aux conférences internationales !

Le gouvernement, comme il fallait s'y attendre, refusa de prendre une décision aussi grave. Seule, l'Assemblée constituante aurait qualité pour modifier aussi profondément le statut territorial de la Russie. En même temps le ministre de la guerre Kerenski interdisait un *Congrès militaire ukrainien.*

Cette réponse négative du gouvernement orienta les Ukrainiens dans la voie révolutionnaire. Malgré l'interdiction de Kerenski, 2.000 délégués-soldats se réunirent à Kiev le 5 (18) juin 1917. Le drapeau jaune et bleu fut hissé sur l'Hôtel de Ville. Une manifestation grandiose eut lieu devant le monument de l'hetman Bogdan-Khmelnicki. Tandis que les cloches de la cathédrale Sainte-Sophie sonnaient à toute volée, une prière fut chantée en langue petite-russienne. Les manifestants jurèrent d'obtenir l'autonomie de l'Ukraine.

La *Rada* centrale, passant outre à la décision du gouvernement, se préparait de son côté à réaliser par ses propres moyens l'autonomie vainement réclamée. Dans un manifeste solennel (*Universal*), lu au Congrès militaire le 10 (23) juin, elle proclamait ainsi, par voie révolutionnaire, la liberté de l'Ukraine : « ...Que, *sans*

se séparer de la Russie, sans rompre avec l'État russe, le peuple ukrainien ait le droit d'organiser lui-même sa vie sur son propre territoire ! Que le régime de l'Ukraine soit défini par une Diète nationale, élue au suffrage universel, égal, direct et secret ! Cette Assemblée ukrainienne aura seule le droit de voter les lois qui détermineront ce régime de l'Ukraine. *Quant aux lois qui détermineront le régime applicable à l'État russe dans son ensemble, elles seront votées par le Parlement de toute la Russie...* Nous voulons qu'après l'expropriation des terres, *prononcée pour toute la Russie par l'Assemblée constituante russe,* le droit de disposer des terres ukrainiennes appartienne exclusivement à notre Assemblée nationale d'Ukraine... » L'*Universal,* faisant ensuite état du refus gouvernemental, invitait les Ukrainiens à s'organiser eux-mêmes, à réélire, s'il le fallait, les autorités locales pour accentuer leur caractère ukrainien, à prendre langue avec les minorités nationales (Russes, Polonais, Juifs), à se grouper surtout autour de la *Rada* centrale. « Nous élaborerons notre autonomie, et *l'Assemblée constituante russe lui donnera ensuite sa sanction.* » Enfin, pour couvrir les frais de ces travaux, l'*Universal* décidait qu'à partir du mois de juillet les populations devraient payer un impôt spécial au Trésor de la *Rada* (1).

Ainsi l'Ukrainisme est devenu franchement révolutionnaire. Il semble avoir fait sienne cette formule d'un délégué paysan : « Ne l'oubliez pas, nous ne garderons que ce que nous prendrons maintenant. » Mais on voit que ces révolutionnaires ne sont pas des séparatistes. Le président de la *Rada,* M. Grusevski, qui semble avoir été un des principaux inspirateurs de l'*Universal,* a déclaré lui-même qu'il concevait en gros les rapports de l'Ukraine et de la Russie comme ceux de la Bavière et de l'Allemagne. Le mouvement pour l'indépendance totale, dirigé par certains extrémistes comme Stepanenko, a manifestement échoué. C'est en vain, fort heu-

(1) Dix kopeks par déciatine, tous les six mois. — Différents zemstva ont en outre voté des subsides au profit de la *Rada.*

reusement, qu'ils avaient distribué aux soldats du Congrès militaire un petit *Catéchisme de l'Ukrainien*, contenant ce précepte caractéristique : « Tous les hommes sont tes frères sauf les Moskals (Russes), les Liakhs (Polonais), les Hongrois et les Jids (Juifs), qui sont les ennemis de notre peuple. »

Les Allemands ne sont naturellement pas mentionnés parmi ces ennemis. Ils ont en effet toujours favorisé — et pour cause — le séparatisme ukrainien. On sait qu'il existe à Vienne une *Ligue pour la libération de l'Ukraine* et, à Munich, l'association *Die freie Ukraine*, qui publie l'*Ukrainische Zeitschrift* (1).

Mais du moment que les séparatistes restaient en minorité, il était toujours possible de reprendre la conversation avec Petrograd. Au fond, la *Rada* ukrainienne, parfois contestée en Ukraine même, sentit bien vite sa faiblesse. Le gouvernement provisoire était d'autre part soutenu par l'opinion publique russe, même par les socialistes, qui trouvaient inadmissibles les procédés des révolutionnaires ukrainiens.

C'est dans ces conditions que, pour ménager une détente, il chargea deux de ses membres, MM. Terescenko et Ceretelli, de négocier à Kiev même avec la *Rada*. Ils aboutirent rapidement à un accord, qui fut ratifié par le gouvernement, le 2 (15) juillet 1917. C'est même cette ratification qui amena — on s'en souvient — la démission des ministres cadets.

Le gouvernement provisoire, dans une déclaration officielle, admettait la constitution d'un « secrétariat général de l'Ukraine », véritable conseil des ministres au petit pied, administrant sur place les affaires régionales au nom du gouvernement provisoire (2). Les membres en seraient nommés par le gouvernement, d'accord avec la *Rada* « complétée sur des bases équi-

(1) Il semble que le Vatican soutienne également les tendances séparatistes, sans bien connaître les aspirations des Ukrainiens. Il espère sans doute que, dans une Ukraine indépendante, plus ou moins austrophile, l' « Union » religieuse s'implanterait plus facilement.

(2) Ce secrétariat général joue en quelque sorte le rôle d'intermédiaire entre les autorités locales et le gouvernement provisoire. Son premier président a été l'écrivain petit-russe Vinnicenko. Parmi les divers portefeuilles figurent non seulement l'instruction publique, l'agriculture, etc., mais les affaires étrangères elles-mêmes. Les Ukrainiens voudraient 14 portefeuilles, mais jusqu'ici le gouvernement n'en a reconnu que 9.

tables par des représentants des autres nationalités habitant l'Ukraine ». Conformément à ce principe, la *Rada* centrale a décidé d'accorder aux Russes, aux Polonais et aux Juifs 30 o/o des sièges.

Le gouvernement provisoire invitait en outre la *Rada* centrale à élaborer deux grands projets de lois relatifs à l'organisation politique de l'Ukraine et à la question agraire (1). Ces projets seraient déposés sur le bureau de l'Assemblée constituante.

Des délégués ukrainiens spéciaux pourraient être attachés au cabinet du ministre de la Guerre, à l'Etat-major général et au généralissime, pour veiller à la formation de régiments ukrainiens. Seulement l'unité d'organisation et de commandement devait être maintenue dans l'armée.

Cet accord du gouvernement et de la *Rada* fut confirmé par un second *Universal*, mettant fin à la période révolutionnaire du mouvement ukrainien.

IV

L'autonomie de l'Ukraine, quelle qu'en soit l'étendue, apparaît à l'heure actuelle comme un fait inéluctable, dont tout homme politique réaliste doit tenir compte. Il y a sans doute beaucoup d'artifice dans les théories ukrainophiles, mais le mouvement ukrainien lui-même n'est pas artificiel. En tout cas, les Grands-Russes et surtout les Polonais qui prétendent assimiler les Petits-Russes ou les Ruthènes méconnaissent encore plus gravement la réalité.

Il y a d'ailleurs des degrés dans le sentiment national. Les Ukrainiens se sentent distincts des Grands-Russes, mais non pas séparés. En langage de droit public, nous dirons que, repoussant à la fois l'assimilation et l'indépendance, ils aspirent à l'autonomie. Lut-

(1) La question agraire tient une grande place dans les préoccupations des Ukrainiens. Ils craignent notamment la colonisation des Grands-Russes et posent comme règle que les terres expropriées en Ukraine ne devront être attribuées qu'aux habitants de ce pays.

ter contre cette aspiration serait créer à plaisir un mouvement séparatiste.

La Révolution russe, ayant proclamé le principe de l' « auto-détermination » des peuples, se devait à elle-même de faire droit aux revendications ukrainiennes. Tout en réservant théoriquement les droits de l'Assemblée constituante, le gouvernement provisoire ne pouvait maintenir plus longtemps le *statu quo :* ce n'est pas, manifestement, par une réserve juridique que l'on peut arrêter le mouvement de la vie.

L'immense Russie, quelque paradoxal que cela paraisse, ne maintiendra son unité qu'en se décentralisant. Elle tend, sinon vers le fédéralisme, du moins vers l' « autonomisme ».

En accordant l'autonomie à l'Ukraine, la Russie doit d'ailleurs s'assurer que les intérêts généraux de l'État seront respectés. Elle doit stipuler en outre que, sous ce régime autonome, les minorités nationales ne seront pas opprimées par la majorité ukrainienne.

Accorder ainsi l'autonomie territoriale à une nationalité distincte, c'est, au point de vue historique, une très grande nouveauté. En général, le territoire autonome ou l'État confédéré tient son unité de l'histoire ou de la géographie beaucoup plus que de son caractère ethnique ou national. La division de la Suisse en cantons ne correspond pas du tout à la division linguistique. Le peuple des Etats-Unis constitue un mélange relativement homogène, et pourtant la république y est fédérale.

Comme l'a dit très justement le professeur Kokoskin à un récent congrès du parti constitutionnel-démocrate, il est faux de vouloir établir un parallélisme rigide entre l'autonomie et la nationalité. La Sibérie par exemple a beau être aussi russe que la Moscovie, il peut être opportun, pour des raisons de géographie économique, de lui accorder une certaine autonomie.

Surtout, comme nous l'avons rappelé en tête de cet article, il faut bien se garder de mettre au premier plan le point de vue linguistique. C'est le grave reproche que l'on peut adresser aux intellectuels ukrainiens qui

prétendent inclure dans l'Ukraine autonome tous les territoires où la majorité des habitants « parle » petit-russe. C'est pour bien montrer l'inanité de ce point de vue que nous avons insisté plus haut sur la diversité des territoires ukrainiens.

Sans parler des Ruthènes d'Autriche-Hongrie, nous sommes profondément persuadé que, si l'on réunissait sous un même régime politique Kiev, Poltava, Kharkov, Ekatérinoslav, la Tauride et Odessa, il faudrait bientôt accorder une autonomie extrêmement large à trois ou quatre provinces au sein de ce conglomérat autonome. Problème inextricable ! Il est beaucoup plus juste et beaucoup plus pratique de constituer des régions autonomes réduites, quitte à leur reconnaître le droit de se « syndiquer » pour résoudre des problèmes communs.

Aussi bien le gouvernement provisoire, inspiré par un sens exact de la réalité, a-t-il modéré peu à peu les ambitions territoriales des leaders ukrainiens. Ils réclamaient d'abord, pour l'Ukraine autonome, douze provinces ! Puis on a parlé de dix et même de neuf. Aujourd'hui le gouvernement semble vouloir s'arrêter au chiffre de cinq : trois provinces sur la rive droite du Dniepr (Kiev, Volynie, Podolie) et deux sur la rive gauche (Cernigov, Poltava). On pourrait y joindre le gouvernement de Kholm, dans l'hypothèse où il ne ferait pas partie de la future Pologne. Pour les autres gouvernements, les zemstva, dorénavant élus au suffrage universel, déclareront s'ils désirent, oui ou non, faire partie de l'Ukraine autonome.

A vrai dire, la *Rada* centrale aura déjà fort à faire, en s'occupant des cinq provinces où l'Ukrainisme est réellement vivant. Dans le district de Kiev, ou les Grands-Russes sont particulièrement nombreux, elle se heurte dès aujourd'hui à une certaine opposition. C'est même pour cela que quelques Ukrainophiles ont voulu transférer de Kiev à Poltava la capitale de l'Ukraine.

On ne peut nier enfin que les provinces de la rive

gauche du Dniepr n'aient été beaucoup plus assimilées à la Moscovie que celles de la rive droite. Il sera parfois malaisé de soumettre les unes et les autres à une loi commune.

Annexer à l'Ukraine Kharkov ou la Nouvelle-Russie, ne serait-ce pas compliquer encore le problème (1)? Ne serait-ce pas surtout violer, au nom de la parenté linguistique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Souvent, d'ailleurs, ces populations ignorantes, accessibles aux propagandes les plus diverses, adhèrent bruyamment à l'Ukrainisme, quitte à le regretter ensuite. Pour être sûr de leur adhésion, il faudrait que le plébiscite ou le vote des zemstva fût répété après quelques années d'intervalle, de même que, dans certains États, la loi exige, pour la révision de la Constitution, le vote d'un même texte par deux assemblées successives.

A Odessa, par exemple, un des régiments de réserve qui avaient réclamé avec le plus d'enthousiasme la formation de compagnies ukrainiennes a manifesté une volonté toute contraire quand il s'est agi de trier les Petits-Russes et les Grands-Russes, c'est-à-dire de passer aux réalisations pratiques. Tantôt sur 1.000 Ukrainiens il n'y en avait que 40 à opter pour l'incorporation aux compagnies dites « ukrainiennes » : tantôt il n'y en avait que 2 sur 800 ! Ils faisaient valoir en général qu'ils désiraient continuer la campagne avec leurs camarades, dont ils se sentaient pleinement solidaires (2).

Il faut donc se garder de l'artificiel, si l'on veut faire œuvre durable.

Il reste que, sagement mesurée au point de vue juridique et territorial, l'autonomie de l'Ukraine est une des plus précieuses acquisitions de la politique révolutionnaire.

(1) Et nous ne parlons pas de la Bessarabie, revendiquée par les Ukrainophiles extrêmes, bien qu'elle ne compte pas plus de 19 0/0 de Petits-Russes.

(2) Voir les *Russkiia Vedomosti* du 16 (29) juin 1917.

Il est encore trop tôt pour mesurer les contre-coups de ce formidable événement qu'est la Révolution russe. Elle a déjà déterminé la rupture du *Kolo* polonais avec le gouvernement de Vienne, fait capital dans l'histoire de la Pologne contemporaine. Elle tend d'autre part à supprimer le caractère anti-russe de l'Ukrainisme galicien. Cette orientation nouvelle peut avoir, dans l'Europe de demain, une importance décisive.

Dès aujourd'hui, l'on peut dire que, sans la Révolution russe, le député Petrusevicz n'aurait pu déclarer, en plein Reichsrat, le 30 mai dernier : « Les représentants des Ukrainiens d'Autriche saluent chaleureusement les efforts des Ukrainiens de Russie, qui demandent la reconnaissance de leur droit constitutionnel et du droit de disposer d'eux-mêmes. Ils proclament qu'ils mèneront sans répit la même lutte en Autriche pour que la grande nation ukrainienne recouvre complètement ses droits *dans l'ensemble de son territoire national.* »

PIERRE CHASLES.

La crise pacifiste en Russie.

Il est trop tôt, sans doute, pour en faire l'histoire ou simplement la chronique. Outre qu'elle n'est pas finie, tout ce qui s'imprime en Russie ne nous arrive pas; ce qui nous arrive n'est pas toujours sûr; ce qui est sûr, enfin, est quelquefois bon à taire. Comment ne pas essayer pourtant de grouper l'essentiel de ce qui peut en être dit? Même incomplet, ce tableau renseignera sur le péril couru par nos alliés, et peut-être sur celui qu'on travaille à nous faire courir.

Le crise pacifiste russe a commencé, peut-on dire, avec la guerre, mais hors de Russie : dès 1914, en Suisse, des exilés ont appelé de leurs vœux et de leurs écrits la défaite dont naîtrait la liberté. Leur polémique contre des socialistes plus patriotes a duré jusqu'en 1917, mais sans effet notable: ce ne sont pas les prédications de Lénine et des autres *défaitistes* qui ont amené la révolution, mais, dans la capitale, le manque de pain, et partout, le mécontentement, non de la guerre, mais de la façon dont elle était conduite. On ne peut donc croire, avec le neutraliste italien Turati, que « cette révolution a été la négation même de la guerre », encore qu'elle ait été suivie, très vite, de manifestations pacifistes. Pour les masses, en effet, la guerre est chose du tsar: celui-ci renversé, celle-là ne va plus, et ce n'est pas très surprenant qu'en maint endroit les nouvelles de Petrograd aient été accueillies par des cris de « A bas la guerre ! » Même sur le front, ou sur son arrière immédiat, il s'en entend, d'autant plus nourris qu'il y a plus d'alcool sur place. Dans l'intérieur, c'est pis :

même à Moscou, le foyer du patriotisme russe, la révolution provoque l'abandon des usines de guerre, même de celle qui fait les masques contre les gaz, et pour y ramener les ouvriers il faudra, quelques jours plus tard, invoquer l'avis du Comité d'hygiène !

Cependant, le cri d' « A bas la guerre ! » en suscite un autre, opposé. L'Allemand, dit-on, voudra restaurer le tsar : « Guerre pour la liberté ! » devient donc la devise acclamée par d'innombrables cortèges, et jusqu'en de pittoresques meetings de réfractaires ou d'ex-détenus de droit commun ; pour elle, ils veulent bien aller au front! Et pendant quelques semaines les dépêches de Petrograd peuvent nous affirmer que la nouvelle Russie accepte de bon cœur le legs de l'ancienne.

A vrai dire, c'était là trop d'optimisme. D'abord le nouveau cri est dangereux, car il implique l'oubli des vraies causes de la guerre; celle qu'il lui plait de leur substituer disparaîtra si les Allemands se désintéressent de Nicolas II. Or, ils n'ont aucune raison de s'occuper de lui la révolution les sert mieux que l'ex-Cour, car elle pose devant les nouveaux gouvernants des problèmes plus difficiles même que la guerre, et d'autre part elle en fait les serviteurs dociles de masses qui ne comprennent pas les intérêts essentiels de leur pays, non que le peuple russe soit plus soit qu'un autre, mais il vit sous un joug plus difficile à supprimer que l'autocratie, celui des distances. « Galope trois mois si tu veux, dit un personnage de Gogol, tu n'arriveras pas à la frontière ! ». Le moujik conçoit mal que, sans l'expresse volonté des gouvernants, des conflits nés si loin de lui puissent troubler sa vie. A peu près indifférent aux terres en litige, Mandchourie, Caucase ou même Pologne, il ne convoite, lui, que celle de son ex-seigneur, et n'imagine pas, chez les étrangers, de convoitises d'un autre ordre. Au surplus, que pourrait-il en craindre? Sa grandeur le protège : « Nous les écraserons sous nos bonnets! », dit-il. Si ridiculisée qu'ait été cette expression proverbiale, l'état d'esprit auquel elle correspond vit toujours.

Au-dessus des masses, il est vrai, il y a « l'intelligence » que nous croyons attachée à la cause commune par ses sympathies et ses aversions, et qui l'est, en effet, mais pas tant que nous croyons. C'est le tsar, beaucoup plus qu'elle, qui a voulu l'alliance française, et la germanophobie de la société russe ne lui fait pas toujours aimer qui n'est pas Allemand. Là-dessus il faut en croire les Russes eux-mêmes. Gogol décrit le plaisir qu'a son Tchitchikof à ne pas payer tel créancier étranger, d'abord parce qu'il est étranger; Herzen, la mauvaise humeur du Russe en voyage devant les monuments qui lui rappellent la misére de son passé; Dostoievski, la joie secrète avec laquelle il « éreinte » l'Européen, pour le punir d'un tort quelconque, inconnu. « Ce mauvais sentiment, dit-il, existe en chacun de nous. » Si faible qu'il puisse être, nous ne devons pas l'oublier, et encore moins ce fait capital que les mots « intérêt national » n'avaient pas pour le Russe de « l'intelligence », hier encore, la même valeur que pour nous. Voilà longtemps que là-bas l'opinion, ou du moins sa partie la plus remuante, se vante d'être sortie de ce qu'elle appelle « le patriotisme zoologique »; le « tout-humanisme » de Dostoievski et la « non-résistance au mal » de Tolstoï », — sans compter toutes les variétés de socialisme — l'ont tour à tour ou simultanément entraînée, et plus encore, l'horreur du gouvernement qui, devant l'étranger, bien ou mal, représentait la nation. «Sous l'ancien régime, expliquait récemment le ministre des Affaires étrangères, Terescenko, nous ne pouvions avoir de patriotisme ». « L'intelligent » de gauche y voyait, en effet, surtout le goût des *tchincs*, des croix, voire des pots de vin. En août 1914, il a voulu sortir de cet état d'esprit ; mais qu'il n'y ait pas tout à fait réussi, du moins avant 1917, on s'en doute à la rareté, dans telle de ses grandes Revues, des récits de guerre, à l'objectivité hautaine des jugements. Il se peut, d'ailleurs, que trois années de lutte l'aient lassé; la constance n'est pas, dit-on, la première qualité du Russe.

Or, devant ces esprits mobiles, nourris d'utopies, détachés des réalités, méfiants de l'idée nationale, la

révolution a fait surgir, en place du cauchemar qui pèse sur le monde, un mirage infiniment séduisant, l'émancipation, non seulement de la Russie, mais encore du monde entier. Dans l'enivrement de sa victoire inattendue, le Russe a vu s'ouvrir une période nouvelle de l'histoire, un âge d'or dont il sera, lui, l'éternel retardataire, le glorieux initiateur. Que faudra-t-il pour cela? Moins encore que la chiquenaude qui a renversé les Romanov ; simplement un acte de renoncement aux folies sanglantes des anciens régimes, un acte d'amour qui réunira dans le culte du droit et de la liberté les peuples hier ennemis. Noble rêve assurément, et qui a d'ailleurs, pour les révolutionnaires, l'avantage que sa réalisation leur permettra de vaquer tranquillement à leur œuvre! Doublement irrésistible, il va livrer les Russes aux propagandistes qui abonderont dans leur sens pour les mener, à leur insu, sinon jusqu'à la paix séparée, du moins à la trêve de fait, qui la vaudra.

***

De ces propagandistes, quelques-uns se sont révélés sur place; les plus notoires sont sortis des rangs des *défaitistes* qui grouillaient, en Suisse, derrière les Zimmerwaldiens. C'est à Zurich, à Bâle, parfois à Lausanne ou Genève, que la propagande allemande les a cueillis, par l'intermédiaire de Grimm; c'est de Schaffouse ou Constance qu'elle les expédie « en wagon plombé », d'abord à travers les campagnes où tant de prisonniers russes meurent de faim, puis par la Suède et la Finlande, jusqu'à Petrograd qui les accueille, à titre d'exilés de la veille, au son des cloches et de la *Marseillaise,* Lénine d'abord, puis, à sa suite, des révolutionnaires que l'Occident croit russes et qui ne le sont guère, s'il faut en croire leur vrai nom. Steklof, en réalité, c'est Nakhamkis; Zinoviev, Apfelbaum; Trocki, Braunstein ; Kamenev, Rosenfeld; Gorev, Goldmann; Miechkowski, Goldenberg; Soukhanof, Himmer; Larine, Lourié; Ganeikc, Furstenberg, sans compter

Lénine, qui n'est pas Lénine, et sans exclure la possibilité, pour chacun d'eux, d'un deuxième ou troisième pseudonyme : tel, chez nous, Darbourg-Duval-Mondor.

Ces citoyens russes qui font penser aux citoyens romains que Scipion faisait taire, sur le Forum, en montrant la marque de leurs chaînes, sont-ils des apôtres sincères, désintéressés ? Un esprit bienveillant peut croire de quelques-uns qu'ils germanisent en politique, parce que, de longue date, ils sont soumis à l'influence allemande, par leur langue, le *yiddish,* qui est du demi-allemand, et par leur foi aveugle dans le marxisme ou la *Kultur*. Mais, cela dit, il faut chercher ailleurs. La police de Petrograd n'a pas encore saisi de chèques venus d'Allemagne et camouflés en quelque banque neutre (1), mais cela viendra. D'ailleurs, on n'ignore pas, en Russie, que les purs de l'internationalisme sont parfois tendres à la tentation ; que de « maximalistes» n'a-t-on pas découverts sur ceux des livres de comptes de l'ancienne police qui n'ont pas péri, par hasard, dans les bagarres de mars ! Il est naturel de penser que les gens qui figuraient sur les autres continuent leur métier, devenu plus lucratif que jamais, et toujours facile, puisqu'il n'y a qu'à répéter la même antienne.

D'abord, le vieux cliché anarchiste « A bas la guerre ! Vive la guerre civile ! » qui devient bientôt « Paix sur le front ! Guerre à l'intérieur ! ». Mais ce n'est pas bien spéculer sur la fatigue des masses que leur proposer une guerre pour une autre, fût-ce contre les bourgeois ! Après le retour de Lénine, en avril, la propagande s'adapte mieux aux dispositions générales. Que désire le Russe « moyen », sinon la paix le plus tôt possible, mais sans sacrifier ni la cause des Alliés, ni la liberté des peuples ? Il ne renonce qu'aux visées conquérantes, et le bruit court que l'accord s'est fait là-dessus, dès le premier jour de la révolution, entre les meneurs des ouvriers et ceux de la Douma. De cet accord ou de ce malentendu, Lénine tire des conséquen-

(1) Cet article a été écrit dans le courant de juillet.

ces très simples et très logiques. La Russie fait un sacrifice ; ses alliés, qu'elle déclare ne pas vouloir abandonner, lui doivent d'en faire un autre; le « sans annexions ni contributions » vaut aussi pour eux. A la vérité, il est plus acceptable pour des Russes, qui n'ont pas vu l'ennemi dans la vraie Russie, que pour des peuples envahis, pillés, incendiés, mais cela n'arrête pas Lénine. S'ils ont souffert, ces peuples, c'est une raison de plus pour qu'ils veuillent la paix; s'ils la refusent, on la leur imposera par une pression à la fois diplomatique et révolutionnaire, et s'ils résistent encore, la Russie deviendra libre de ses faits et gestes.

Ces vérités, il faut des journaux pour les répandre, et de toute part, il s'en fonde avec des capitaux de provenance inconnue, et parfois, d'ailleurs, à peu de frais; la *Pravda* (« la Vérité »), de Lénine, a simplement envahi les bureaux et l'imprimerie du *Journal agricole* officiel. Quant à leurs rédacteurs, leur tâche parait avoir été fort allégée par l'importation en *vrac,* si l'on peut dire, d'articles ou de canevas tout faits ; c'est ainsi, du moins, qu'on explique l'étrange ressemblance d'articles parus simultanément à Petrograd et à Vienne. On peut d'ailleurs reprendre, dans les journaux ultra-réactionnaires d'autrefois, les articles qui disaient leur fait aux alliés de la Russie. Les déclamations du *Rousskoié Znamia* (le Drapeau russe) sur la perfide Albion trouvent naturellement leur place dans la *Pravda,* et de même les ironies sur les bourgeois français qui cumulent le goût de l'usure avec celui des conquêtes. Mais pourquoi ne parler que des bourgeois? Les Français sont tous des impérialistes, conscients ou non, même Albert Thomas, « fidèle paladin, dit le journal de Gorki, de l'impérialisme modernisé », même les citoyens Moutet et Cachin; eux aussi ils parlent de l'Alsace-Lorraine française, alors qu'à Petrograd on sait pertinemment qu'elle est allemande, d'après des géographies russes plus ou moins traduites de l'allemand, et dont on n'a jamais voulu douter. Pendant de très longues années, radicaux et libéraux n'ont pas

jugé cette question d'Alsace-Lorraine autrement que les pacifistes d'aujourd'hui, et pour un motif analogue. Ils la niaient parce qu'elle a été le point de départ de l'alliance entre la République et le tsar ; les pacifistes la nient, à leur tour, parce qu'elle est un obstacle à leur rêve.

Autre obstacle, la Belgique ! On glisse ou on insinue que ses capitalistes sont assez riches pour l'indemniser de ses pertes. Des Serbes, on dit qu'ils sont insatiables, comme tous les Balkaniques, et qu'ils seront ingrats comme les Bulgares ; le martyre de leur peuple n'entre pas en compte. Les Slaves d'Autriche, et surtout les Tchèques, sont trop bourgeois pour intéresser des prolétaires. Les Roumains, eux, intéressent, mais parce que certaines clauses de leurs traités sont critiquables, et parce que leur état social peut favoriser la révolution comme en Russie. Restent enfin, sur la liste des Alliés, le Japon et les États-Unis ; on tâche d'ignorer l'un, et quant aux autres on déplore l'immoralité qui les fait entrer en guerre simplement pour s'emparer des paquebots d'autrui. De la déclaration du Président Wilson, qu'il ne veut, comme les Russes eux-mêmes, « ni annexions ni contributions », on n'a cure. « Il se trompe, écrit l'organe du Comité des députés ouvriers et soldats, s'il croit que ses paroles iront au cœur de la Russie révolutionnaire ».

Mais qu'il s'agisse des Allemands, c'est un autre ton ; le Sobakiévitch de Gogol, grossier comme du pain de guerre, devient Manilof tout sucre et tout miel. On ne se rappelle pas les origines de la guerre, on ne veut pas les rechercher — ce serait réveiller des passions mauvaises. De même, la *Pravda* ne veut rien savoir du sort des prisonniers russes, mais elle a des larmes pour les prisonniers allemands qu'on oblige à travailler. Puis on tonne contre l'Autriche, à propos de Frédéric Adler, mais on se tait sur Liebknecht, et ce contraste est significatif. Les faits de guerre sont à peine mentionnés ; le désastre du Stokhod, qu'on ne peut escamoter tout à fait, devient l'erreur d'un général trop zélé. Les diri-

geants de Berlin ont eu tort de songer à des annexions, soit, mais il ne faut pas oublier que jadis la Courlande a été aux Allemands; ce droit historique est digne d'égards. On aurait tort, en tout cas, d'attaquer à ce sujet ou Guillaume II — le chauvinisme allemand, qui s'en va, redeviendrait agressif ! — ou les junkers, ou le militarisme prussien; le vrai moyen de les combattre est de se démilitariser soi-même. Enfin — suprême adjuration! — n'inquiétez pas les bourgeois allemands en leur parlant d'indemnités à payer! Tout le monde ayant des torts, personne ne doit rien.

A cette propagande qui a du succès — le peuple russe a foi dans l'imprimé — répond heureusement celle des socialistes patriotes qui, depuis 1915, sont aux prises avec le « défaitisme ». La révolution, en effet, n'a pu changer leur opinion ; ils savent bien que l'Allemagne ne déposera pas son autocrate, quoi qu'en dise la *Pravda,* et que, d'autre part, la liberté russe ne s'affermira pas à reprendre la suite des Sturmer et des Protopopov. Et puis, ils ont derrière eux, maintenant, la masse des radicaux, libéraux, conservateurs, qui, fidèles au pacte de 1914, craignent que « la paix sans victoire » ne soit la dislocation de l'État et la ruine de la société. Cette raison n'est pas toujours bonne à dire — on y trouverait l'aveu d'un intérêt de classe — mais, exprimée ou non, elle pèse dans la balance autant que les arguments tirés de l'honneur et des intérêts européens de la Russie.

Ces arguments sont les mêmes, ou peu s'en faut, de l'*Edinstvo* (« l'Unité ») de Plekhanof au *Novoié Vremia* des conservateurs. On attaque d'abord — et c'est l'escarmouche d'avant-garde — le personnel de la *Pravda.* Même quand on épargne Lénine, faute de preuves, on clame les noms de ses collaborateurs que d'opportunes trouvailles viennent de révéler anciens mouchards. Mais, si ces découvertes diminuent le prestige de la *Pravda,* elles n'entament guère l'état d'esprit qui fait sa force; pour combattre l'idée de « la paix sans victoire », il faut démontrer qu'elle sera un désastre

russe. « Vos alliés ne vous suivront pas, disent donc les journaux patriotes, parce qu'on n'écoute pas, en guerre, les gens qui se croisent les bras. Ferons-nous alors la paix séparée ? Ce sera le déshonneur et la ruine, l'un parce que la France a pris les armes pour la Russie ; l'autre, parce que, privée de l'appui financier de ses ex-alliés, la Russie deviendra la cliente forcée, la vassale de l'Allemagne et des capitaux allemands. Elle a, d'ailleurs, pis à craindre qu'un abandon ; le Japon tombera sur la Sibérie et s'en emparera jusqu'au Baïkal ; pourquoi lui résisterait-on mieux qu'à l'Allemagne ? Et si celle-ci secourt la Russie, ce qui n'est pas probable, ce sera le protectorat des Hohenzollern ; bel avenir pour la liberté russe !

Mais supposons que, par impossible, les Alliés ne se vengent pas de la Russie ; comment s'arrangera-t-elle du « sans contributions » ? Que la Pologne ruinée reste en ruines, ce ne sera qu'une honte de plus, mais le moujik qui croira se retrouver dans sa situation d'avant-guerre devra payer tous les intérêts de la dette nouvelle ; c'est pour le coup qu'il sera serf ! De leur côté, l'industriel et l'ouvrier seront ruinés aussi, d'autant plus sûrement qu'on pourra moins que jamais les défendre contre la concurrence allemande. Si, pour se tirer d'affaires, on va jusqu'à la banqueroute, comme certains en caressent l'idée, ce sera la ruine encore, et pour plusieurs générations ; les richesses du pays qu'on ne pourra exploiter faute de capitaux russes ou étrangers, passeront aux Allemands, au prix qu'ils voudront.

Le « sans annexions », outre qu'il est ridicule de la part d'un peuple envahi, ne remettra pas, lui non plus, la Russie dans l'état d'antan. Outre que la Pologne sera perdue, puisqu'on a proclamé son indépendance, l'installation définitive des Allemands à Constantinople les aura rendus maîtres de la route commerciale indispensable à la Russie du Sud ; ce n'est pas par la côte mourmane ou le Transsibérien qu'elle exportera ses produits. Puis il faudra rendre l'Arménie aux Turcs ; quel crève-cœur pour les révolutionnaires du Caucase si puissants

à Petrograd ! Et pendant que la Russie s'imposera ces durs sacrifices, on verra l'Allemagne conserver ses conquêtes récentes et ses annexions d'autrefois, au mépris du droit des peuples proclamé par la révolution russe. Il est vrai que là-dessus elle tâche de créer des équivoques ; elle fait plaider par la *Pravda* que la Courlande est pays allemand, parle vaguement d'une autonomie courlandaise, et dissimule aussi, derrière une ombre de gouvernement polonais, ses projets sur la Pologne. Elle offre enfin ou laisse offrir par ses socialistes l'autonomie de l'Arménie et la neutralité des Détroits. Mais en retour de ces chiffons de papier elle veut la paix séparée, la paix de trahison, dont la simple amorce brouillera la Russie avec ses alliés, et cependant, chaque jour, des indiscrétions trahissent ses arrière-pensées. Tantôt c'est un projet d'annexer la meilleure moitié de la Pologne russe ; tantôt une combinaison qui englobe la Lituanie et la Petite-Russie, ou bien un discours de Guillaume II qui promet à ses soldats de les mener à Petersbourg — les Allemands ignorent Petrograd — et cela non plus, la presse patriote ne le laisse pas tomber.

Réussit-elle à convaincre ses lecteurs ? Oui, sans doute, mais le malheur est que « la masse grise » comme on dit là-bas, lit peu, ou lit autre chose, et surtout qu'habituée à recevoir son opinion d'en haut, elle croit, pour le moment, à celle du *Soviet*, du Conseil des députés ouvriers et soldats. Que pense donc celui-ci ?

Dès ses premiers jours, il a compté des partisans de toutes les thèses, mais dans le baiser Lamourette d'alors on ne s'en est pas aperçu ; leur opposition ne s'est marquée qu'au fur et à mesure de la rentrée en Russie des chefs d'école et des agitateurs exilés ; d'une part, Plekhanof, Léon Deitch, Kropotkine, et de l'autre — nous nous excusons de ce rapprochement — Lénine, Zinoviev-Apfelbaum, Kamenev-Rosenfeld, etc. Entre ces chefs de file, il y a les « députés » improvisés en mars ; mal informés des rapports internationaux, ils se piquent d'impartialité, et se méfient donc de tout le monde, même et surtout de leurs alliés. Ils leur recon-

naissent bien le mérite d'avoir lutté jadis pour la liberté, quoique moins efficacement que les Russes. — « Nous allons libérer le monde entier : l'Angleterre, la France et l'Amérique ne sont rien devant nous ! » leur fait dire le *Kievlianine* (« le Kiévien »), — mais ce mérite ne les excuse pas d'avoir été les alliés de Nicolas Romanov ; il y a dans leur politique des éléments impurs dont il faut la purger, et par un moyen d'ailleurs très simple. « Notre prolétariat écrira au leur » dit ingénûment le *Rousskoié Slovo*, et cette lettre comprise, ce sera la paix et la révolution générale, ou l'inverse, non moins bienfaisant. Le Soviet adresse donc aux peuples du monde, dès le 14 mars, un appel rédigé par Steklof-Nakhamski, et qui sera suivi par d'autres, de substance analogue : que les démocraties se réveillent, qu'elles imposent à leurs gouvernants bourgeois l'abandon des plans de conquête ou de vengeance, il s'en suivra la fin de cette guerre qui déshonore l'humanité et voile le soleil naissant de la liberté russe.

La plupart des membres du Soviet ne doutent pas de l'effet de ces morceaux d'éloquence, mais il peut se faire attendre, et cependant des espérances naissent ; une telle question, une fois posée, domine toutes les autres. La discussion continue donc — à bâtons rompus, comme toutes les discussions du Soviet — et nous voyons grandir, à mesure que des doutes surviennent, l'irritation, moins contre les Allemands que contre les alliés réfractaires à la bonne parole de Petrograd.

« Puisque nous voulons la paix sans annexions ni contributions, demande un envoyé d'Irkoutsk, pourquoi faisons-nous encore la guerre ? » C'est, lui dit-on, que « les Allemands ne prennent pas notre main tendue ». — « Ils la refusent, riposte un envoyé des usines de Briansk, parce qu'ils n'ont pas confiance en notre gouvernement. » Celui-ci a fait sienne, en effet, par l'organe de Milioukof, la revendication des Détroits : « Pas une goutte de sang, proteste Kamenev-Rosenfeld, pour ces appétits des bourgeois d'ici ou d'ailleurs ! Cette guerre n'est pas nationale ; il n'y a de guerres nationales que

les guerres civiles ! » Nationale ou non, des traités lient la Russie : les rompre est impossible. « Sans doute, concède Tsérételli, mais on peut les modifier du consentement de tous les contractants. En France et en Angleterre, les cercles impérialistes sont une chose, et le peuple en est un autre. Vous le verrez bientôt. » Le ministre anglais Henderson, un socialiste pourtant, n'est pas de cet avis, mais « il y a des socialistes anglais plus intelligents que lui. Il faut que la démocratie anglaise en revienne à la lutte des classes » et l'on s'étonne, en attendant, du « cynisme incroyable » avec lequel elle demande aux ouvriers russes de ne pas rompre l'union sacrée.

En définitive, le Soviet réclame la publication des traités secrets : publiés, on les révisera, pendant que les armées russes resteront immobiles : leur inaction sera la leçon de Henderson et de ses amis. De quoi se plaindraient-ils, d'ailleurs ? Le Soviet ne cède pas plus qu'eux à l'impérialisme allemand : comme eux, il proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seulement, comme il ne précise ni qui interrogera ni qui sera interrogé, ni comment, il a beau mentionner, de temps en temps, la nécessité d'être forts pour être écoutés, sa façon d'oublier les difficultés éveille l'impression qu'elles n'existent plus, et c'est bien la conclusion qu'on en tire sur le front.

***

Nous avons déjà dit que, dans l'armée, la révolution avait suscité des troubles, mais ils n'auraient peut-être pas laissé de traces, si la crise sociale n'avait ramené les yeux de tous ces paysans armés vers l'intérieur : qu'allait-on y faire des terres ? Ce souci les livre à toutes les suggestions dangereuses, celles du Soviet, de la *Pravda* ou de ses succédanés, l'*Okopnaia Pravda*, par exemple (« la Vérité des Tranchées » — chez nous, la *Tranchée républicaine*). Puis, dans les comités, ou plutôt les clubs, qui se sont formés dans tous les régiments,

arrivent des émissaires de Petrograd ou de Kronstadt, la capitale de l'anarchie. Russes réels ou pseudo-Russes, ils répètent, avec plus de violence, les arguments que nous connaissons déjà, insistent sur l'avidité des alliés, sur celle des Français, par exemple, qui, non contents d'avoir extorqué jadis cinq milliards aux Allemands, veulent encore se faire couvrir d'or, au prix du sang russe. Ils insistent, par contre, sur l'humeur pacifique des Allemands, dont on ne peut douter, puisqu'ils n'attaquent plus. En effet, après un temps d'hésitation, pendant lequel ils ont réalisé l'opération fructueuse du Stokhod, ils ont compris que la conquête de tel ou tel bastion ne vaut pas l'immobilisation du front tout entier, et qu'ils y arriveront en se prêtant au jeu de la paix « sans annexions ni contributions ». Il en sera, le jour du règlement, ce qu'on voudra : en attendant, les Russes s'enliseront si bien dans l'inaction qu'ils n'en pourront sortir, même pour se défendre.

Les états-majors russes reçoivent donc, de ceux d'en face, des parlementaires qui leur parlent avec émotion du sort de leurs troupes sacrifiées aux appétits d'autrui, tandis que des aviateurs allemands jettent dans les tranchées et à l'arrière des proclamations pour les soldats : « Russes, on a commencé chez vous le partage des terres. Si vous ne voulez pas être des gueux, hâtez-vous de retourner au village ! Jetez vos fusils et partez ! autrement vous n'aurez pas une seule dessiatine ». Puis on les engage à ne plus tirer et à faire taire les trouble-fête, les artilleurs : on leur en promet autant, et peu à peu, dans le grand silence qui s'établit, tout le front, ou peu s'en faut, se met à parler de la paix, et à la pratiquer par avance.

Comment, les correspondances du front l'ont souvent décrit. D'abord on plante sur les tranchées, à côté du drapeau rouge, le drapeau blanc : puis, à travers les fils de fer, des audacieux se dirigent vers les tranchées ennemies : qu'un officier proteste, on le désarme. Cependant les émissaires arrivent aux tranchées, y disparaissent ; au bout de deux ou trois heures, on les en

voit ressortir, titubants, chargés de proclamations et de bouteilles de schnaps. Le lendemain, ce sont des compagnies entières, parfois des bataillons, qui vont chercher des unes et des autres. Puis les Allemands rendent la visite, peu nombreux — car leurs officiers, assure l'*Okopnaia Pravda*, voient d'un mauvais œil ces initiatives populaires — et de plus ils sont triés sur le volet, on ne sait par qui. Parfois ce sont des Polonais de Posen, qui jargonnent le russe, mais ne tiennent pas toujours, l'ambassade finie, à retourner chez leurs mandants; parfois de purs Prussiens, avec lesquels la conversation ne va pas sans heurts. Outre qu'on les prend parfois à photographier les positions de leurs hôtes, ils les choquent en déclarant que, s'ils voulaient, ils iraient à Petrograd « dans un fauteuil ». En tout cas, le but est atteint; la paix étant faite, ou tout comme, pourquoi ne pas retourner au village?

En avril et mai, tous les trains, dans l'intérieur, sont pleins de pseudo-permissionnaires qui pillent les gares, battent les cheminots, embrouillent et font dérailler les convois, rendent impossible le transport des vivres, des munitions et même des civils, qu'ils jettent hors des wagons. Cette démobilisation spontanée s'étend à tel point qu'à certains moments le nombre des absents ou, plus exactement, des déserteurs, a dépassé de beaucoup le million, et qu'on a vu partir du front des unités entières; telle cette division arrivée un jour dans une ville d'eaux du Caucase, avec armes et bagages, mais sans officiers. Cependant les hommes restés au front et qu'il ne faut pas prendre, *a priori*, pour les meilleurs, continuent à fraterniser avec l'ennemi, en dépit de Kerenski, des artilleurs et du Soviet lui-même, et tirent sur qui les dérange. La paix n'est-elle pas signée? Kerenski a parlé, dans un de ses discours, d'un traité conclu, au nom de leurs unités, par des sous-officiers qui reconnaissaient à l'ennemi à peu près tout ce qu'il avait occupé.

C'est là le *nec plus ultra* du pacifisme, sans doute, mais dans un tel acte le pacifisme proprement dit dis-

paraît derrière l'anarchie. Le fait est qu'à ce moment, s'il y a toujours des officiers et même des soldats prêts à se faire tuer, ce n'est pas sûr qu'il y ait encore une armée, ni un État non plus — la Russie se démembre en petites républiques ; ni une patrie — c'est « une invention des bourgeois » a expliqué Zinoviev-Apfelbaum ; ni des citoyens. Il ne semble rester, selon le mot de Kerenski, que « des esclaves révoltés » qui, individuellement ou en masse, obéissent à des maîtres corrupteurs habiles à jouer de tous les égoïsmes. Alors, il n'y a guère lieu de nous arrêter sur les efforts du Gouvernement provisoire pour conserver dans son programme une mention, fût-ce la plus brève et la plus vague, des intérêts vitaux de la Russie ; ni sur le travail incohérent du Soviet qui, tout en désorganisant l'armée par ses proclamations, voudrait par moments qu'elle restât forte, dans l'intérêt du socialisme international ; ni sur la querelle de ce Soviet et de ce gouvernement, les réapparitions de la Douma devenue phare à éclipses, les démissions des ministres et des généraux, les résolutions innombrables et contradictoires d'innombrables congrès. Du brouillard qui jadis, pour Tourguéniev, recouvrait toute la Russie, il ne sort plus que des mots et des mots.

Nous n'en perdrons pas à les résumer. Ils se répètent, en effet, après les journées révolutionnaires de mai comme avant, toujours semblables, sauf peut-être dans le ton. Les « léninistes » mettent plus d'audace dans leurs attaques contre les chefs civils ou militaires, qu'il s'agisse de l'offensive « criminelle » que médite Kerenski, ou du roi Constantin, l'enfant chéri de l'anarchisme russe, ou des gages qu'il faudrait donner tout de suite à « nos amis les ennemis », l'Arménie, par exemple ; ou du Congrès que l'on veut réunir à Stockholm, dans l'espoir qu'il engendrera chez les Alliés les mêmes défaillances qu'en Russie. De l'autre côté, ce sont, de plus en plus, des cris de désespoir et la prédiction mille fois répétée que la Russie va retourner à la Moscovie d'avant les Roma-

nov, et cela, c'est encore des mots, mais des mots, semble-t-il, que l'on commence à comprendre; en juillet, le Soviet ne ricane plus quand on lui dit que la patrie est en danger. C'est qu'en effet, par delà les échecs militaires et les troubles intérieurs, on voit surgir le fantôme de la contre-révolution, et l'on comprend enfin le mot de Bakounine, si souvent cité par les journaux bourgeois : que le peuple russe, tout inerte qu'il paraisse, ne pardonnerait pas à la liberté la diminution de la patrie. Une évolution a donc commencé, mais avant qu'elle n'aboutisse, que de temps et de sang se perdront encore! La faute en est, sans doute, à des causes nombreuses, complexes, qui auraient agi en tout temps « d'extase démocratique »; qui ne voit pourtant que leur puissance malfaisante aurait été infiniment moindre, si la Russie n'avait cru à la possibilité d'une paix sans victoire?

Émile Haumant.

Le problème slave dans la crise européenne.

(*Suite et fin*)

III

Garantir le monde slave des entreprises du germanisme, élever autour de l'Allemagne, ramenée à ses limites naturelles et légitimes, une barrière d'États slaves, unis par le sentiment de leur solidarité de race et la conscience de leur communauté d'intérêts, relier la grande Russie à ses Alliés occidentaux par la chaîne d'une Pologne reconstituée dans son intégrité territoriale et son indépendance, d'une Tchécoslovaquie libérée et maîtresse de sa destinée, d'une Yougoslavie unifiée; d'un bout à l'autre de cette chaîne, établir une puissante circulation d'idées et d'intérêts, dont le courant vivifiant fortifie et organise le slavisme, rajeunisse et régénère la vieille Europe occidentale; entre les États qui ont soutenu ensemble la guerre du droit, former, pour assurer leur défense, une union qui survive à la guerre, une société des nations alliées, amorce de la grande Société des nations, qui pourra se compléter, plus tard, par la réception d'une Allemagne assagie et sincèrement pénitente: c'est ainsi que, dès les premiers jours de la guerre, est apparue aux esprits avertis la solution nécessaire, la solution européenne du problème slave. Ce programme, lancé par M. Denis dans ces livres admirables, *la Guerre* et la *Grande Serbie*, soutenu, chez nous, par M. Gauvain, propagé en Angleterre par MM. Steed et Seton-Watson et leurs amis, surtout dans cette excellente *New Europe* qui traite avec autant de courageuse franchise que de sincère amitié pour tous les Alliés les problèmes politiques de la

guerre, appuyé en Italie du suffrage d'aussi hauts esprits que MM. Ferrero et Salvemini, est si connu, a été si souvent exposé, jusque dans ses derniers détails, qu'il suffit d'en rappeler ici l'idée essentielle. Il implique, nécessairement, avant tout, le démembrement, la dislocation, la disparition de l'empire actuel des Habsbourgs, et c'est à bon droit que ses partisans ont choisi pour cri de guerre : « Détruisez l'Autriche-Hongrie. »

Mais cette formule même, semble-t-il, lui a fait du tort, du moins chez nous. Le vrai ennemi de la France, a-t-on objecté, ce n'est pas l'Autriche-Hongrie, c'est l'Allemagne : donc c'est l'Allemagne que nous devons détruire : et substituer au mot d'ordre de la destruction de l'Allemagne celui de la destruction de l'Autriche-Hongrie, tourner contre le complice ou le comparse les haines qui doivent poursuivre l'auteur principal du crime, dévier sur le second de Vienne le châtiment qu'a mérité le grand agresseur de Berlin, n'est-ce pas risquer de déconcerter l'opinion, manquer de logique et de raison, céder aux entraînements de la théorie, du fanatisme et de l'idéologie, et, au bout du compte, offrir à l'Allemagne la chance inespérée de se sauver, aux dépens de son alliée? — On a pu suivre, chez nous, cette campagne, discerner la part qu'y avaient des réminiscences historiques mal placées, le culte aveugle de traditions diplomatiques surannées, et un zèle respectable, mais peu clairvoyant, pour les intérêts conservateurs et surtout catholiques. Elle a, pourquoi le nier ? dans certains milieux et à certains moments, créé quelque confusion et fait naître quelque hésitation : car l'opinion publique des pays alliés, malgré tant d'efforts faits depuis le début de la guerre pour l'éclairer, n'aperçoit peut-être pas encore assez nettement le fond du problème que pose la guerre, et la différence capitale qu'il y a entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

L'Allemagne est forte par elle-même, et elle reste redoutable et dangereuse tant qu'elle est aux mains de la Prusse féodale et militaire. Mais elle ne devient vraiment une menace pour l'équilibre de l'Europe, la paix du monde et l'avenir de tous les peuples libres,

que si elle peut donner cours à son instinct de conquête et à sa volonté d'expansion, si elle est laissée maîtresse d'envahir, de dominer, de discipliner, de coloniser, d'organiser, de plier au service de ses fins égoïstes et de ses insatiables appétits les peuples sur lesquels elle a toujours, au nom du droit divin et du droit historique, revendiqué l'*imperium*, et avant tous autres les peuples slaves de l'Autriche-Hongrie. État et nation, elle a un droit à l'existence, un droit dont la limite est le droit correspondant des autres nations. Comme elle est incapable de reconnaître cette limite, il faut lui en imposer le respect par des traités qui, avec elle, auront besoin longtemps d'être garantis par la force. Mais aller plus loin, et parler de détruire l'Allemagne, c'est renier les principes mêmes dont la défense nous a poussés dans cette guerre et y fait notre force. L'Autriche-Hongrie, au contraire, l'Autriche-Hongrie dualiste, germano-magyare, c'est précisément l'organisation de la conquête allemande, de la domination allemande, de l'expansion allemande, déjà établies dans les régions des Sudètes, du Danube et de l'Adriatique, et en marche vers l'Orient proche et lointain. Cette Autriche-Hongrie n'a pas de droit à l'existence, car, États sans nations, elle n'est que l'union de deux corps sans âmes. Sous sa forme actuelle, la majorité de ses peuples sont en révolte contre elle, ouverte ou latente. Détruire l'Autriche-Hongrie germano-magyare, instrument de pénétration du germanisme et d'oppression du slavisme, c'est porter à l'Allemagne le plus rude coup qui la puisse frapper. S'il pouvait, là-dessus, subsister peut-être un doute encore avant la guerre, comment la leçon de ces trois années ne l'aurait-elle pas effacé ? Quelques embarras qu'ait causés à l'Allemagne la décrépitude de la monarchie des Habsbourgs, les profits qu'elle a retirés de l'alliance de 1879 les surpassent de beaucoup. Sans l'Autriche-Hongrie, les ambitions mondiales où s'accordent les gouvernants et le peuple allemands sont irréalisables. Le germanisme envahisseur, le pangermanisme, qui est dans cette guerre notre ennemi, l'ennemi du monde, c'est en Autriche-Hongrie

qu'il est vulnérable, c'est en Autriche-Hongrie qu'il peut être définitivement abattu.

Non moins que l'opinion, plus encore qu'elle peut-être, la diplomatie des Alliés a paru hésiter sur la solution du problème slave. A-t-elle un programme précis ? Adopte-t-elle, en particulier, la formule de la destruction nécessaire de l'Autriche-Hongrie ? Aujourd'hui encore, il est difficile de répondre à ces questions. La note du 11 janvier 1917 au président Wilson, qui est ici le document le plus net, parle bien de libérer les Slaves d'Autriche-Hongrie : mais il y a tant de manières de libérer les peuples, ou de se persuader qu'on les a libérés ! — On peut regretter cette incertitude, mais il faut convenir qu'elle ne s'explique que trop. Le problème slave apparaît aux chancelleries, par tradition, comme un problème avant tout russe. Or qui ne connaît les hésitations, les timidités, les répugnances de la diplomatie russe d'ancien régime, plus tsariste que russe et plus orthodoxe que slave, à l'idée, non pas même d'une restauration de la Pologne, mais de l'indépendance des Tchécoslovaques ou de l'unité yougoslave ? Que de fois l'intérêt conservateur et la superstition légitimiste ont rendu indulgente à l'Autriche-Hongrie cette Russie qu'une vue trop simple des choses faisait paraître son irréconciliable et mortelle ennemie ! Et même dans cette guerre, Petrograd, ou plutôt Carskoie Selo, n'a-t-il jamais au fond du cœur gardé pour Vienne d'intimes tendresses ou de secrets ménagements ? — Il eût fallu plus de décision, d'ardeur et de franchise pour triompher de l'austrophilie traditionnelle de l'Angleterre, soutenue, au dire de nos amis de la *New Europe,* par une persistante ignorance, et de l'indifférence plutôt sympathique du public français.

C'est ainsi que ni l'opinion dans son ensemble, ni la diplomatie ne semblent avoir la vue nette du mortel danger que créerait pour l'Europe toute solution bâtarde du problème slave. Elles ne semblent pas apercevoir que sous quelque forme et dans quelque mesure que la paix laisse subsister la menace germanique con-

tre le slavisme et l'emprise germanique sur le monde slave, c'est, inévitable et sans doute prochain, un nouveau conflit : et, cette fois, nul doute que l'Allemagne, instruite par son expérience actuelle, organise et monte son entreprise de façon à faire courir à la liberté du monde un péril autrement redoutable encore que celui dont l'ont sauvée les premiers jours de septembre 1914. — Ne jamais perdre de vue ce danger, concevoir clairement la politique qu'il commande, arrêter le programme slave que leur impose le souci de leurs intérêts et ne s'en laisser détourner ensuite par aucune sollicitation et aucune manœuvre, tel est donc le devoir des Alliés, le devoir en particulier de l'opinion publique, appelée désormais, semble-t-il, à exercer sur les arrangements qui termineront la guerre une influence bien plus grande que celle que naguère encore les chancelleries étaient disposées à lui concéder. Clarté, décision, fermeté sont d'autant plus indispensables que l'heure actuelle est plus trouble et plus incertaine, que de nos alliés nous viennent plus de déceptions et de nos ennemis plus d'invites, que, double et contradictoire, la tentation se dresse devant nous du côté de la Russie comme du côté de l'Autriche-Hongrie.

***

Comment concevoir une solution du problème slave, sans le concours de la Russie? Plus brutalement : existe-t-il encore un problème slave, s'il n'y a plus de Russie ? — Les évolutions déconcertantes de la nouvelle Russie, son désaveu de traditions sur lesquelles semblait reposer la vie même de l'État, cette extraordinaire confusion de la parole et de l'action, cette rage de suicide, comment les Alliés n'en auraient-ils pas été troublés, ébranlés, désorientés ? Au lieu d'une politique soucieuse d'intérêts particuliers au point de compromettre, comme dans les longues négociations avec la Roumanie, le succès des Alliés, ils se trouvaient soudain en face d'une politique qui, poussant le désin-

téressement et l'altruisme jusqu'à la naïveté et à la duperie, n'était pas moins dangereuse pour la cause commune et même l'était peut-être davantage. Bientôt après l'esprit et la volonté de la Russie, c'est sa force militaire qui semblait défaillir : à l'abandon des positions diplomatiques succédait le recul militaire : la poussée germanique, si longtemps contenue, menaçait de nouveau la Bessarabie, et la conquête de Riga ranimait les espoirs déjà déclinants de l'Allemagne. N'y avait-il pas là, pour les convictions même les plus fermes, trop de motifs de fléchir, et pour les plus sûrs amis de la Russie trop de raisons de désespérer d'elle dans le présent et peut-être à jamais?

Si la Russie s'abandonne, devons-nous être plus Russes que les Russes eux-mêmes ? S'ils sont si pacifiques en pleine guerre, et s'ils croient si fort à la sincérité, à la loyauté, à l'humanité, à l'idéalisme des Allemands, qu'ils en goûtent ! Qu'ils goûtent de la paix allemande et qu'ils apprennent, sous le knout allemand, à regretter la liberté russe et même peut-être le knout tsarien ! S'ils tiennent si peu à la terre russe, s'ils la cèdent sans combattre, que les Allemands la gardent, mais que du moins ils la paient : non pas à ceux qui ne savent ou ne veulent pas la défendre, mais à ceux qui, ailleurs, se sont défendus, ont lutté, ont contenu, battu, repoussé les armées prussiennes ! Trahis pour trahis, qu'au moins les Alliés ne soient pas dupes; et, plutôt que de laisser les Russes faire, en forme ou de fait, la paix avec les Allemands à leurs dépens, qu'eux-mêmes la fassent, sur le dos d'une Russie qui ne peut même plus se laisser galvaniser ! — Qui de nous n'a, depuis quelques semaines, entendu raisonner de la sorte, et parfois même les plus anciens et les plus éprouvés des amis de la Russie ?

Pour répondre à ces arguments, il serait déplacé d'invoquer le sentiment et l'honneur. En présence d'une Russie qui, par action ou par omission, trahirait ses alliés, ces considérations ne seraient plus de mise : elles seraient pure duperie. Il faut raisonner froi-

dement et, comme on aime à dire, réalistement. — Abandonner la Russie à l'Allemagne, traiter avec l'Allemagne sur le dos de la Russie, c'est livrer à l'empereur de Berlin toute l'Europe orientale et septentrionale. La côte baltique allemande jusqu'à Cronstadt, c'est la Baltique lac allemand, la Finlande et la Suède à leur tour attachées à la chaîne allemande, la puissance politique et militaire de l'Allemagne accrue formidablement. La Russie, une fois ses fenêtres murées dans la Baltique et la mer Noire (car l'Allemagne, en si beau chemin, ne se contenterait pas de la Courlande, l'organisation de l'Ukraine est tentante), c'est une Russie redevenue toute continentale, enserrée, ligotée, étouffée, livrée sans défense, sans résistance possible à la pénétration de l'Allemagne. Cette masse inorganique, l'Allemagne saura l'organiser ; ces armées qui auront refusé de se battre, l'Allemagne saura les dresser et les contraindre à se battre : non point, désormais, pour des idéals de fraternité humaine, mais pour les dévorantes ambitions du germanisme. En vain dira-t-on : oui, mais ce mal n'aura qu'un temps; la Russie se ressaisira; on n'écrase pas, on ne supprime pas la Russie; elle voudra se refaire, se relever; et c'est, assurée, une hostilité durable entre elle et l'Allemagne, c'est, inévitable, dans deux siècles, dans un siècle, dans un demi peut-être, une guerre formidable où la prolifique et presque vierge Russie écrasera l'Allemagne déjà vieillissante. — Belle perspective, sans doute, au sortir de la guerre que nous soutenons aujourd'hui, que cette lutte encore plus terrible, où nul peuple en Europe, dans le monde, ne saurait rester neutre! Mais est-on même si sûr qu'une Russie à ce point tombée garderait la moindre chance de se relever ? N'y a-t-il pas, pour les États comme pour les individus, un degré de déchéance dont on ne remonte pas? On cite les Romanov, Pierre le Grand : mais, entre l'Europe où s'est faite, au début du XVIII^e^ siècle, l'ascension de la Russie et l'Europe qui sortirait d'une paix conclue aux dépens de la Russie et donc au profit de l'Allemagne, y a-t-il une commune mesure, une comparaison possible ? Une

Allemagne victorieuse, gonflée d'orgueil, débordante d'ambition, étendant ses frontières ou celles de ses vassaux jusqu'au cap Nord et jusqu'à l'embouchure du Don et peut-être de la Volga : dans cette tenaille, une Russie écartée de la Baltique, écartée de la mer Noire, rejetée vers l'Océan Glacial, refoulée vers l'Asie, et — ce qui est pire encore — coupée de sa tradition, privée d'idéal, abandonnée à tous les égoïsmes de l'anarchie, — quelle colonie, quelle proie pour l'Allemagne ! Avoir à grands cris dénoncé les dangers du *Mitteleuropa* germanique — sans travailler d'ailleurs à les écarter beaucoup plus que par des paroles : et contribuer à créer, encore plus vaste, encore plus redoutable, un *Ost-und Nordeuropa* à sa place, non pas même à sa place, mais à côté de lui, car ces deux formidables organisations s'accolleraient, se fondraient — que resterait-il alors à l'Europe occidentale de liberté économique, et bientôt de liberté politique et de valeur dans le monde ? Que resterait-il d'Europe ?

« Vous perdez votre peine », dit-on de certains côtés, « à vouloir galvaniser ce cadavre. La défaillance de la Russie est sans remède. D'ailleurs, l'histoire même de la Russie, depuis trois siècles, n'est-elle pas le plus étrange et le moins soutenable des paradoxes? Pierre le Grand n'est-il pas, dans tout le cours des âges, le souverain qui a le plus brutalement fait violence à la nature ? Mais qu'avez-vous besoin de la Russie ? Vous avez mieux qu'elle. » Des cartes ont circulé, où les frontières de la Pologne, nettes et tranchées vers l'Ouest, se perdaient vers l'Est dans les lointains des plaines moscovites : et des voix se sont élevées pour proclamer ou adoucies pour insinuer qu'après tout, plus que la Russie demi-asiatique et à peine slave, la Pologne, européenne, occidentale, slave et catholique, est prédestinée à jouer le rôle de boulevard oriental du monde européen. — Les ennemis de la Pologne lui souhaiteront de renaître aux dépens de la Russie, en offense à la Russie, et du premier jour brouillée à mort avec elle. Ses amis vrais, plus nombreux, plus sincères et plus désintéressés que n'est portée à l'admettre

une méfiance toujours en éveil, très peu politique certes et fort dangereuse, mais après tout trop légitime et explicable, — ses amis vrais, ne sauraient concevoir pour elle de pire malheur et pour son avenir de plus redoutable menace. Dans l'Europe d'après la guerre, la Pologne, si jalouse et justement jalouse qu'elle soit de son indépendance, ne pourra vivre que dans la solidarité slave. Il déplaît aux Polonais d'en convenir aujourd'hui, et l'on ne saurait s'étonner que, trop longtemps victimes d'une tyrannie qui prétendait puiser son titre dans un slavisme mal entendu, faussé, mensonger même, ils aiment à répéter, comme pour mieux s'en persuader, qu'ils sont non pas une fraction du monde slave, mais la Pologne, rien que la Pologne, la Pologne libre, indépendante, seule maîtresse d'elle-même. Mais cette liberté et cette indépendance seront-elles donc dès l'abord si assurées, si garanties, si bien protégées contre toute menace? Et de qui vient la menace ? Est-ce de la nouvelle Russie, où aucun parti ne songe plus à revendiquer sur la Pologne autorité ou domination, dont l'immense majorité paraît aujourd'hui détachée de toutes les affaires polonaises jusqu'au désintéressement le plus absolu, jusqu'à l'indifférence, et où seul un groupe peu nombreux, craignant que l'hostilité et le conflit ne soient inévitables entre la Russie et une Pologne qui la séparerait hermétiquement de l'Occident d'où devront lui venir la lumière et la vie, se préoccupe d'établir des relations cordiales et stables par des pactes d'État à État? Ou n'est-ce pas plutôt de l'Allemagne ? de l'Allemagne, où il n'y a pas un parti pour admettre l'idée d'une Pologne restaurée dans son intégrité territoriale par la restitution de la Posnanie, assurée de sa vie par la possession de Danzig et l'accès à la mer ? de l'Allemagne qui, presque sans exception, applaudit à la politique polonaise des Empires coalisés, cette politique qui, contre la renonciation à l'intégrité territoriale, vend à la Pologne la liberté, non pas la liberté, mais l'apparence, l'ombre, le fantôme de la liberté, de fait la vassalité, l'esclavage à la chaîne du germanisme ? Ceux des Polonais qui croient pouvoir,

entre les deux camps qui se partagent l'Europe, rester neutres, se bercent en vérité d'une étrange illusion : s'ils ne savent pas et s'ils n'osent pas choisir, qu'ils craignent de voir leur pays payer cher cette incertitude ou cet excès d'habileté ! Une Pologne qui, pour son début dans l'Europe nouvelle, étendrait la main pour saisir les dépouilles de la Russie, perdrait les sympathies des Alliés; elle perdrait celles des Tchèques et des Yougo-Slaves, dont l'appui lui sera longtemps indispensable si elle veut être sûre de son indépendance. Victime des impérialismes, elle se révélerait à son tour profondément impérialiste. Slave, malgré qu'elle en ait, et contrainte de chercher dans la solidarité slave la garantie de son existence, elle s'exclurait elle même de la communauté slave, du monde slave. Si elle commettait semblable faute, elle attirerait sur elle des malheurs pires peut-être que ceux qui lui valent aujourd'hui la sympathie de tous les peuples alliés. Vouloir se substituer à la Russie, et s'agrandir aux dépens de la Russie, c'est jouer tout son avenir et d'avance l'avoir perdu. L'avenir de la Pologne est dans le monde slave, avec les Slaves, comme avec leurs Alliés occidentaux : il est dans la reconstitution de son intégrité territoriale et dans la restauration de son indépendance en intime union avec les Alliés de la Russie, et avec la Russie elle-même au jour, ou prochain ou lointain, où la Russie se sera ressaisie. Ce jour viendra, et tout calcul qui se fonderait sur l'élimination de la Russie serait mortellement dangereux. Quelles que soient aujourd'hui les erreurs, les défaillances, les convulsions de la Russie, la crise sera surmontée. Le monde a place pour la Russie nouvelle, libre et libérale; et, comme elle a besoin de lui, il a besoin d'elle.

Nous avons été trop durs pour la Révolution russe et nous le sommes encore : ou plutôt, c'est moins de la dureté qu'il faut nous reprocher que de l'inintelligence. Les fautes de la Révolution sont énormes, exaspérantes, inexcusables si l'on veut. Mais elles sont explicables. On ne tient pas assez compte de la soudaineté et de l'immensité d'un changement qui, en moins de huit

jours, a fait du tsarat autocratique une démocratie, républicaine de fait, du coup lancée à l'extrême des conquêtes démocratiques. Au regard de pareil bouleversement, qu'est donc notre Révolution ? Et quel peuple eût résisté à un saut si vertigineux ? Notre Révolution est le terme naturel d'une évolution longue, régulière, continue ; elle est comme la chute d'un fruit mûr. La révolution russe, elle, d'un bond franchit un siècle, sinon deux : elle a son départ bien en arrière de la nôtre, et d'un élan elle la dépasse de beaucoup : comme si, de la Fronde ou de la Ligue, la France avait sauté brusquement à ce qu'elle sera sans doute vers l'an 1950 ou l'an 2.000. Si l'équilibre, après un pareil bond, ne se rétablit pas du premier coup, s'il y a des vacillements, peut-on vraiment s'en étonner ? Pour la Russie comme pour ses Alliés, pour la stabilité de sa liberté et sa prospérité comme pour le succès rapide de la guerre, mieux eût valu, sans nul doute, une évolution qui eût préparé et peut-être rendu inutile la révolution ; un apprentissage plus long et moins contrarié de l'autonomie locale et régionale, une extension progressive des institutions représentatives et des pouvoirs des assemblées, la diffusion régulière et continue de l'instruction, un développement économique et social qui eût atténué les contrastes et adouci les disparates. Si la réalité a été tout l'inverse, à qui la faute, sinon au régime déchu? De ce régime, seul le scrupule que l'on a d'accabler des morts empêche qu'on ne dise le mal qu'il mérite. Pour ne pas avoir à entendre la voix, simplement consultative, d'assemblées loyalistes et modérées, pour ne pas risquer de devoir un jour faire leur part dans la direction des affaires publiques à des octobristes ou à des cadets, pour maintenir la fiction vermoulue, le mannequin d'une autocratie rongée, gangrenée, prête à s'écrouler au premier choc, le tsarisme et sa bureaucratie ont conduit la Russie à la Révolution. En tout temps, la Révolution eût marqué une crise dangereuse de l'existence nationale : en pleine guerre, l'ennemi occupant une partie de la terre russe, ses agents ou ses complices installés, par un long tra-

vail, au cœur de la défense, la crise risquait d'être mortelle. Est-ce la Russie révolutionnaire qu'on accusera de trahison, parce que, dans un sursaut de l'instinct vital, elle a jeté bas le régime qui s'apprêtait peut-être à consacrer formellement, par une signature au bas d'un traité, la trahison qu'il consommait depuis le début de la guerre ? Et, si l'on déplore les fautes que, depuis la Révolution, semble comme à plaisir accumuler cette malheureuse Russie nouvelle, peut-on refuser de voir qui en est l'auteur, et, par dépit, sacrifier avec la Russie toute la cause pour laquelle les Alliés luttent depuis trois ans, la liberté de l'Europe, notre avenir, notre existence même ?

Il y a en Russie des éléments de salut, et il y en a dans le monde slave hors de la Russie. Il y en a dans cette Ukraine, où la Révolution, loin de tuer le patriotisme, l'a ranimé à la flamme de la liberté, et qui peut-être, après avoir paru menacer la Russie, sera la source de la régénération du sentiment russe. Il y en a chez les Tchèques, chez les Yougoslaves, dont les appels ne laisseront pas toujours sourde la conscience russe. Il y en a chez les Polonais. Il n'en manque pas dans la Grande-Russie même, et, plus nets apparaîtront la menace et le danger, plus il est permis d'espérer un réveil d'autant plus terrible qu'il sera plus soudain. Peut-être la Russie se ressaisira-t-elle vite. Peut être ses amis et ses Alliés seront-ils obligés, durant un temps, de la soutenir, de la défendre contre elle-même. Il faut qu'ils le fassent : non par altruisme, mais par égoïsme : en elle, c'est eux-mêmes qu'ils défendront. On a depuis le début de la guerre souvent répété qu'entre les peuples alliés pour la mener jusqu'au bout elle a créé des liens que rien ne pourra plus rompre. Ce n'est pas une phrase : c'est l'expression de la plus stricte et de la plus profonde vérité. Ces liens, d'ailleurs, la guerre ne les a pas créés : elle les a simplement fait apparaître. La solidarité nécessaire des Alliés existait avant la guerre : l'agression allemande, le plan de domination brusquement démasqué en a découvert

les raisons profondes, l'importance vitale pour tous les peuples qu'elle unit. Abandonner la Russie, pactiser sur ses dépouilles, ce serait, pour tous les Alliés, se trahir, se livrer eux-mêmes. Le pacte de Londres, objet de la fureur et de la terreur de l'Allemagne, a été, depuis trois ans, notre sauvegarde à tous. La Russie nouvelle s'y est déclarée fidèle : à sa fidélité, la nôtre doit répondre. Eût-elle même, sur ce point, une passagère défaillance, nous devrions, malgré elle, contre elle, lui tenir notre parole, car, autant qu'elle, c'est nous-mêmes que cette parole protège, aujourd'hui, et plus encore demain.

*
**

Le problème austro-hongrois, depuis un siècle et demi, est fonction du problème russe. Aussi la révolution, qui a bouleversé toutes les données de celui-ci, a-t-elle profondément modifié la position et les éléments de l'autre. A peine accomplie la chute du régime tsariste, on a vu se dessiner les premières lignes d'une situation nouvelle. Elles se sont précisées et accentuées à mesure que la Russie affranchie,dans une évolution surprenante, proclamait plus nettement ses nouvelles formules internationales, et plus encore quand on a vu, par degrés, s'éclipser la force russe. L'opinion des pays alliés pouvait d'autant moins se soustraire à l'influence de ces changements qu'au même moment, du côté de l'Autriche, les avances à l'Entente se faisaient plus insinuantes et plus pressantes.

François-Joseph, qui n'a guère eu, durant sa trop longue vie, le sens du moment opportun, a fait preuve de tact et de finesse en mourant trois mois avant la Révolution russe. Quelle figure eût faite, en face de cet événement, la monarchie austro-hongroise, si la liberté qui venait brusquement de conquérir la Russie eût trouvé sur le trône des Habsbourgs le vieux souverain, incarnation de l'absolutisme et de l'oppres-

sion des peuples, auteur de la guerre européenne? Mais elle y trouva un couple de jeunes gens, nouveaux et novices sur le trône, inexpérimentés, et par là même assurés d'une vague sympathie, une impératrice qu'on représentait attirée vers l'Entente, un empereur qui passait pour convaincu de l'impossibilité de l'absolutisme, pénétré d'esprit moderne, et résolu à secouer la tutelle de Berlin, à fonder la force de sa monarchie sur la justice envers tous ses peuples, à faire de l'Autriche l'asile de l'équité et le foyer de la paix du monde.

L'idée fédérative est aujourd'hui en l'air, et partout chez les Alliés accueillie avec faveur. L'expérience de la Ligue balkanique n'a pas nui à l'idée de la Confédération balkanique, et c'est une opinion répandue qu'une semblable Confédération présente la seule solution possible de l'imbroglio oriental. L'idée de la Confédération autrichienne est plus ancienne. Il y a des dizaines d'années que livres, brochures et journaux ont propagé la conception, d'ailleurs juste, que la monarchie des Habsbourgs n'est au fond qu'une confédération de peuples, née d'une nécessité géographique et historique, trop longtemps détournée de ses voies naturelles par l'ambition et les erreurs de la dynastie autour de laquelle elle s'est formée, et que l'avenir de la monarchie et de ses peuples est dans son retour à l' « Idée d'État » de l'Autriche, pour employer l'expression de Palacky, c'est-à-dire dans l'établissement du fédéralisme. Il est vrai que, dans l'ardeur de la guerre, on parla de détruire l'Autriche-Hongrie. Mais que mettrait-on à sa place? Une série de petits États, de petits peuples, pour lesquels on réclame la pleine indépendance. Isolés, ils ne seraient ni assurés matériellement de leur existence, ni capables de se développer. Une Bohême, dont l'industrie étend ses relations sur toute la monarchie et sur le monde entier, la voit-on confinée dans ses frontières étroites, gênée par une ligne de douanes trop serrée, étouffant sur un marché intérieur trop restreint, condamnée à voir décroître et déchoir sa prospérité? Une Yougoslavie, dont l'industrie n'est que naissante, l'agriculture encore pour beaucoup

primitive, dont la marine vit aujourd'hui de la pêche et du transport pour le marché d'un grand État, pourra-t-elle, isolée, faire plus que de végéter? Politiquement, ces États, dont aucun n'aura plus de 12 ou 13 millions d'âmes, que seront-ils en face d'une Allemagne qui, à mettre les choses au pire pour elle, en gardera 60, qui couvera de terribles désirs de revanche et qui n'a que trop prouvé jusqu'où vont ses convoitises, ses haines, et son absence de scrupules ? Pour contenir et maîtriser cette Allemagne, pour réduire à l'impuissance ses élans brutaux, ce n'est pas une poussière de petits États qu'il faut dresser devant elle, c'est une grande force.—Les amis des Slaves ont lancé l'idée d'une union étroite entre la Bohême et la Yougoslavie. Cette idée, on la reprend, pour la tourner contre la destruction de l'Autriche : n'est-elle pas l'aveu de la nécessité d'une Confédération? et s'il faut en cette région une Confédération, quelle folie de vouloir d'abord détruire celle qui existe, celle qui a pour elle le titre de l'histoire, celle où ont leur place historique les Magyars, dont tant de gens ont ou peur ou pitié, et les Allemands d'Autriche, si embarrassants, puisqu'à beaucoup il paraîtrait également dangereux de les rattacher à l'Allemagne, de les constituer en un État indépendant, ou de les livrer à leurs séculaires adversaires, les Slaves; celle qui, tournée naturellement vers l'Orient et l'attirant à son tour, englobant dans une vaste union tous ces fragments de peuples brassés et mêlés par le tourbillon des invasions, assurerait enfin le calme et la paix de ces régions troublées où l'incendie ne s'est jamais éteint depuis des siècles, et réaliserait en l'élargissant, l'idée tardive de Kossuth assagi, la grande Confédération danubo-balkanique? Quel sens y a-t-il à s'obstiner — supposé même qu'on y puisse arriver — à vouloir détruire d'abord l'Autriche-Hongrie, pour, aussitôt, sous la contrainte de la nécessité géographique et historique, la reconstruire sur le même plan sur lequel on peut, dès aujourd'hui, la réformer, en faisant l'économie d'un tel bouleversement?

Mais cette volonté que l'on prête au nouveau souve-

rain de l'Autriche-Hongrie de modifier la politique traditionnelle de sa maison et la structure actuelle de sa monarchie, l'a-t-il vraiment? Veut-il sincèrement accomplir cette transformation, qui serait une vraie révolution? Si sa volonté est sincère, est-elle ferme? et si même elle est sincère et ferme, peut-elle devenir efficace? Sans malveillance, le scepticisme est permis. On cite bien de Charles I, IV des actes et surtout des paroles propres à inspirer confiance : mais, en fait, entre sa politique et celle de son prédécesseur, il n'y a guère jusqu'ici plus que des nuances, et à son actif ne s'inscrivent que des velléités. Il a précipité du pouvoir le comte Tisza; mais il n'a trouvé pour le remplacer que ce pâle, incertain, énigmatique comte Esterhazy; et ce n'est pas précisément le choix récent de M. Wekerle pour diriger la politique de la Hongrie qui peut passer pour une victoire des idées de justice nationale et d'indépendance à l'égard de l'Allemagne. D'un comte Clam-Martinic ou d'un Seidler, il n'y a rien à dire : ils ne sont rien, ne représentent rien. Le comte Czernin, qui, au Ballplatz, est le premier conseiller officiel du souverain, marque bien, par moments, quelque envie de jouer dans l'attelage austro-allemand la mauvaise tête : mais ses relations avec ses collègues de Berlin, ces alternances de divergences étalées presque avec ostentation et de déclarations de parfait accord, on est bien tenté de n'y voir que des feintes, et l'une des parties de ces jeux concertés où l'Allemagne excelle à troubler et à désorienter ses adversaires, pour les attirer dans ses pièges. En tout cas, on ne voit pas jusqu'ici que jamais à aucun moment décisif l'indépendance de l'Autriche-Hongrie se soit manifestée par des actes. On dit bien, sans doute, et récemment ces bruits ont pris corps dans des articles du *Journal de Genève*, que les Czernin, les Seidler et leurs pareils ne sont plus que des figurants, et que l'oreille du souverain est à d'autres. Mais des expériences pénibles ont appris aux Alliés l'imprudence des crédits sur bonnes paroles et belles intentions. L'Autriche qu'ils ont aujourd'hui en face d'eux, c'est l'Autriche-Hongrie

dualiste, dont l'un des fondateurs, Andrassy, disait, en 1870, qu'elle ne pouvait que ce que voulait la Hongrie. François-Joseph, par le Compromis de 1867, a livré la direction de sa monarchie à l'alliance des Allemands et des Magyars, et, depuis cinquante ans, l'Autriche-Hongrie dualiste n'est qu'une association germano-magyare pour l'oppression et l'exploitation des autres peuples, et surtout des Slaves. Allemands et Magyars sont-ils disposés à sacrifier leurs privilèges sur l'autel d'une Autriche nouvelle, d'une monarchie fédéraliste? Ni leurs discours publics ni leurs actes n'autorisent à le croire; et tout au contraire cette guerre, où, proclament-ils, la trahison des Slaves fait si fort repoussoir à leur fidelité, a fortifié et grandi leurs prétentions à l'hégémonie. — Assurément, on cite en Autriche, des noms d'Allemands connus qui, au contact de l'Allemagne prussienne et dans l'expérience de ces trois années de guerre, ont pris des idées plus justes ou du moins le courage de les exprimer, et ne voient d'avenir pour leur nation que dans le programme de large liberté nationale, d'égalité des races, de fraternité autrichienne qu'affirmait en 1866, au milieu de l'indifférence ou de l'hostilité de ses compatriotes allemands d'Autriche, le noble Adolphe Fischhof; et, en Hongrie, les sociologues comme Oscar Jaszi, les hommes politiques de l'école du comte Michel Karolyi, les penseurs et les organisateurs du socialisme n'ont point attendu la guerre pour dénoncer l'inanité et la folie du chauvinisme magyar et montrer que la pratique et la défense d'une vraie, sincère et égale liberté est la seule raison d'être de l'État hongrois en Europe. Mais combien faut-il d'hirondelles pour faire le printemps? Celles-ci sont jusqu'ici trop peu nombreuses, et elles sont trop faibles. Et le vautour de Berlin fait bonne garde sur sa proie.

Supposés d'ailleurs un empereur et roi ferme dans sa volonté et capable de la faire prévaloir, des Allemands et des Magyars assagis — est-il prouvé que, trop longtemps opprimés et trop souvent déçus dans leurs espoirs, les peuples slaves de l'Autriche-Hongrie vou-

draient faire à la dynastie un nouveau crédit et risquer une nouvelle désillusion? La guerre est, pour les Alliés, une guerre de liberté, une guerre de démocratie, une guerre de peuples. Il serait déconcertant qu'au nom d'on ne sait quelle raison d'État, et parce que leurs oppresseurs auraient promis d'être désormais plus sages, on peut-être tout simplement plus hypocrites, on prétendit imposer de rester sous le joug à des peuples qui, comme tous les peuples, ont droit de disposer d'eux-mêmes. Les problèmes nationaux sont en Autriche-Hongrie, terriblement complexes. Si la question tchécoslovaque, par exemple, est géographiquement au moins, une question purement autrichienne, et qui peut être résolue par une simple transformation constitutionnelle, si, d'autre part, la question polonaise et la question ukrainienne ont cessé dès maintenant, d'être autrichiennes pour n'être plus qu'européennes ; et si enfin, depuis l'entrée de l'Italie dans la guerre et ses victoires, il n'y a plus en Autriche de question italienne — comment régler la question yougoslave ou la question roumaine? Ici la nationalité déborde sur les frontières des États : l'aspiration à l'unité pose les plus graves problèmes d'organisation politique nationale et internationale : et si ces petits peuples, après avoir subi les plus terribles rigueurs de la guerre, après avoir payé d'avance la rançon de leur unité, pouvaient la voir leur échapper, non seulement la paix de l'Europe resterait précaire, mais les Alliés auraient subi la plus humiliante des défaites. L'unité nationale serbe ou roumaine peut-elle se faire sans destruction de l'Autriche-Hongrie? A côté d'une Grande-Serbie ou d'une Grande-Roumanie, peut-il subsister une Autriche? Ou les aspirations des peuples yougoslave et roumain à l'unité nationale peuvent-elles être satisfaites sans union politique? Trouverait-on, dans des formules nouvelles de Confédération, la solution de questions si délicates, et d'antinomies qui paraissent au premier regard insolubles? Et, si on ne la trouvait pas, comment songer à conserver l'Autriche?

L'Italie, qui n'a que trop et de trop bonnes raisons

pour se défier de l'Autriche, semble bien ne vouloir jamais se sentir sûre des provinces qu'elle va rédimer, de la situation qu'elle va conquérir dans l'Adriatique, du rôle qu'elle commence à se tailler dans les Balkans, aussi longtemps qu'elle trouvera en face d'elle fût-ce des restes, fût-ce des tronçons d'Autriche. Et d'autre part, si les Alliés se mettaient d'accord sur les conditions auxquelles l'Autriche pourrait être maintenue, jusqu'à quel point l'Allemagne devrait-elle être battue, écrasée, pour qu'à jamais fût écarté le danger de voir le germanisme s'infiltrer de nouveau dans la monarchie des Habsbourgs et la pénétrer tout entière? Mais, si l'Allemagne peut être à ce point écrasée et la victoire des Alliés si complète, faut-il s'arrêter à mi-chemin, et ne faire qu'à moitié la besogne? et la plus sûre garantie contre tout retour offensif du germanisme en Autriche, et contre tout nouvel attentat du bloc germanique contre l'Europe, n'est-ce pas la suppression même d'une monarchie dont toute l'histoire durant les quatre siècles de son existence est l'histoire de la plus brutale et de la plus hypocrite, de la plus tenace et de la plus redoutable des entreprises de germanisation ?

Depuis un siècle, l'Autriche, à dix reprises, s'est montrée incapable de résoudre son problème slave. Metternich et Pillersdorf, Kossuth et Schwarzenberg, Bach et Schmerling, Beust et Andrassy, autant de noms, autant d'échecs, autant d'erreurs, autant de fautes, dont chacune aggravait les précédentes, autant d'occasions perdues — et comme il est rare que les occasions perdues se retrouvent ! L'Autriche-Hongrie d'aujourd'hui est-elle plus clairvoyante, plus hardie, plus généreuse et plus sage que la vieille Autriche, ou que la monarchie dualiste de François-Joseph ? Si elle l'est, est-il temps encore qu'elle le soit? Et si, par impossible, elle l'est et peut l'être, sa tardive conversion apporterait-elle vraiment la solution d'un problème infiniment plus complexe aujourd'hui qu'il ne l'était il y a seulement dix ans, ou n'y introduirait-elle pas tout simplement, au contraire, un nouvel élément de confu-

sion et d'obscurité? Peut-être l'empereur Charles sert-il mieux la paix de l'Europe s'il continue à combattre jusqu'au bout aux côtés de son allié-protecteur de Berlin que s'il esquisse des gestes de rapprochement avec les Slaves et d'avances à l'Entente. Le paradoxe paraît fort. Qu'on y réfléchisse pourtant, et l'on verra qu'il n'exprime qu'une élémentaire vérité. En face d'une Autriche hostile, la solution radicale du problème slave s'impose : il ne reste qu'à l'obtenir par la victoire, et la victoire des Alliés, malgré tout, est certaine, s'ils ont la fermeté et la patience de l'attendre. En face d'une Autriche éclairée, repentante et convertie, c'est toute une solution nouvelle à concevoir, solution partielle, de compromis, acceptable aux Slaves, à tous les Slaves : car les Alliés ne sont pas gens à sacrifier au compagnon de la douzième heure les amis éprouvés de la première. — Mais l'Autriche les mettra-t-elle vraiment dans cet embarras?

*
**

Les ambitions de l'Allemagne, depuis le début de la guerre, ont passé par trois phases. Non pas ses ambitions lointaines : celles-ci sont toujours sans limites, universelles : c'est la domination du monde qu'elle revendique au nom d'un droit divin, et à laquelle elle ne renonce pas, attendant l'occasion favorable : mais ses ambitions prochaines, immédiatement réalisables par la paix.

La première phase, ç'a été le rêve d'août 1914, la victoire foudroyante, la domination de l'Europe conquise d'un élan. L'ivresse de ce rêve s'est dissipée sur la Marne, et surtout sur l'Yser.

Mitteleuropa a suivi. *Mitteleuropa*, il ne faut pas s'y tromper, c'est pour l'Allemagne l'aveu de la défaite, le recul, une formule de paix défensive : c'est, dans une Europe où l'Occident et la Russie ont victorieusement résisté, l'organisation d'un bloc coalisé assez solide

pour résister à cette double pression qui le coince. Maitresse de l'isthme européen, gardant ouverte la porte de l'Asie jusqu'au Golfe Persique, l'Allemagne sera sûre au moins de ne pas étouffer, et réservera les chances de l'avenir. Son ambition s'est bornée là jusqu'au fléchissement de la Russie, dans les derniers jours du règne de Nicolas II et depuis la Révolution.

Ce fléchissement inespéré l'a fait rebondir. Aujourd'hui, il suffit de lire sa presse pour s'en convaincre, elle partage l'Europe en deux. Notre frontière du Nord-Est et de l'Est et la frontière septentrionale de l'Italie forment la ligne de démarcation. A l'Ouest, l'Italie, la France et l'Angleterre constitueront un groupement appuyé, si les États-Unis le veulent, sur la grande puissance anglo-saxonne d'Amérique. A l'Est, ce sera, de la mer du Nord au Pacifique et des côtes scandinaves aux rivages du Golfe, le domaine de l'Allemagne. La Russie, prodigieux réservoir de matières premières et de travail humain, de nouveau infiltrée, pénétrée, envahie, absorbée par le germanisme, sera de nouveau son champ d'expansion. Et plus tard, quand il aura accompli sur ce vaste domaine son œuvre d'organisation, les innombrables bataillons slaves l'aideront à réduire le groupe anglo-saxon et à conquérir l'empire des mers, auquel l'Allemagne ne renonce pas : et sans doute, sceptique sur la foi des traités, entrevoit-elle déjà dans un avenir lointain tantôt une entente avec ses rivaux anglo-saxons pour le partage du monde de l'Extrême-Orient, tantôt une alliance avec les empires asiatiques contre ces rivaux détestés.

Dans tous ces desseins de l'Allemagne, comment ne pas être frappé de la place que tiennent les Slaves? C'est à sa domination sur eux qu'elle mesure ses victoires, au degré de leur asservissement ses ambitions. Elle a voulu, d'abord, être maitresse du monde slave tout entier en même temps que de l'Occident : puis elle s'est restreinte aux Slaves occidentaux et méridionaux : et de nouveau la faiblesse russe l'enhardit à étendre ses prétentions. Elle a pu, dans l'ébranlement de ses

premières déceptions, s'interroger furieusement pour connaître son principal ennemi. Mais, au fond, la réponse est certaine : son principal ennemi, c'est le Slave, car c'est le Slave, avant tout, qui arrête son expansion, puisque c'est le Slave avant tout qu'il lui faut subjuguer pour s'élever ensuite à la domination du monde.

L'histoire de l'Allemagne est ainsi d'une remarquable continuité. Depuis plus de dix siècles, la grandeur de l'Empire, sous quelque nom et quelque forme qu'il se présente, s'est toujours fondée sur l'abaissement des Slaves. A l'Ouest et au Sud, ses conquêtes ont toujours été précaires. Vers l'Est et le Sud-Est, il a régulièrement avancé, et l'étreinte dont le germanisme étouffe le slavisme, loin de jamais se relâcher, n'a fait que se resserrer. Des « buts de guerre » orientés vers l'Est sont donc dans la ligne du développement de l'Allemagne. Ils continuent une politique aussi vieille que l'Allemagne elle-même.

Les Alliés ont aperçu cette vérité historique, et c'est pour cela qu'ils ont fait leur la cause des Slaves. Ils y resteront fidèles, en dépit de toutes les défaillances et de toutes les tentations : car, à la trahir, c'est eux-mêmes qu'ils trahiraient. Ils ont promis aux Slaves de les affranchir du joug des Germains, et ils tiendront parole, car cet affranchissement est pour eux-mêmes d'un intérêt vital. La victoire sera-t-elle complète, la libération intégrale, tous les idéals slaves du premier coup atteints? La réponse, ici, dépend des Slaves, de l'effort qu'ils pourront donner, du ressaisissement de la Russie, de la rapidité avec laquelle le slavisme pourra de nouveau fournir contre ses ennemis une aide efficace. Mais, quelle qu'en soit la mesure, la victoire est assurée, et avec elle la fin de l'emprise germanique sur les Slaves.

Il y a quelques jours, à Petrograd, les ambassadeurs alliés répondant à des calomnies allemandes, assuraient la Russie que les Alliés ne la trahiraient pas, ne

feraient pas la paix à ses dépens. A travers la Russie, c'est à tout le monde slave qu'est donnée cette promesse solennelle. De ce monde slave, l'honneur et l'intérêt à la fois interdisent aux Alliés d'abandonner aux Allemands la moindre parcelle : car la guerre n'a que trop montré le danger de l'hégémonie germanique sur le slavisme, et l'importance capitale de la liberté des Slaves pour la défense et la garantie de la liberté du monde.

Louis Eisenmann.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Un Ambassadeur allemand à Constantinople en 968

Le 4 juin de l'année 968, se présentait à l'une des portes de Constantinople, après un long voyage, une troupe d'une vingtaine de cavaliers, suivis sans doute d'assez nombreux bagages et sans doute aussi richement équipés pour la plupart. Bien que leur passage sur les terres impériales ne fût pas resté inaperçu et qu'on eût certainement signalé leur venue depuis longtemps, la porte de la ville, contrairement à leur attente, offrait son aspect habituel; le temps se trouvant pluvieux ce jour-là, l'animation y était même moins grande que de coutume. A leur vif étonnement, ils furent empêchés d'aller plus avant; un fonctionnaire partit, soi-disant pour annoncer à qui de droit l'arrivée inopinée de ces inconnus et demander des instructions ; de longues heures s'écoulèrent, durant lesquelles la surprise des voyageurs se changea en une impatience d'autant plus mal contenue que d'abondantes averses inondaient en dehors des murs, cavaliers et chevaux. Tard dans l'après-midi, un ordre vint enfin : celui de faire descendre de cheval ces étrangers et de les conduire à pied, à travers les rues de la ville, jusqu'à un palais éloigné, où on les enferma sous bonne garde.

Tel fut l'accueil que, de propos délibéré, Nicéphore Phocas fit à l'ambassade extraordinaire que lui envoyait cette année-là Otton Ier, empereur et roi.

Aussi bien le basileus jugeait-il qu'il n'avait pas à se louer de ce dernier. Six ans auparavant, ce Saxon, ce barbare, comme on disait alors à Byzance, avait ceint à Rome la couronne impériale

et, l'année suivante, il avait, pour mieux assurer l'avenir, associé son jeune fils à l'empire. Maître de cette ville, où il avait fait élire comme pape une de ses créatures, Jean XIII, il dominait en fait la majeure partie de l'Italie, et son plus grand désir était d'enlever aux Grecs les provinces méridionales de ce pays, qu'ils avaient colonisées dès l'antiquité, où la civilisation hellénique s'était continuée, et qui, depuis l'époque où Constantin avait réuni dans sa main le sceptre de l'Orient et celui de l'Occident, n'avaient jamais cessé d'être considérées par eux comme une dépendance de Byzance. Projets de conquête chez l'un, volonté, chez l'autre, de maintenir de précieuses possessions et d'anciennes prérogatives, les deux points de vue semblaient malaisément conciliables et ils opposaient l'un à l'autre, en ennemis, dès 968, les deux plus puissants monarques de la chrétienté.

Des hostilités même avaient eu lieu. Une récente ambassade de Nicéphore à Otton avait été pour ce dernier un prétexte à déclarer, dans une lettre à ses sujets, en date du 18 janvier 968 et qui nous a été conservée, que les envoyés du roi de Constantinople étaient venus vers lui « pour implorer la paix ». Ayant ainsi stimulé l'ardeur de ses soldats, il s'était porté en personne devant Bari, ville de première importance pour les possessions grecques de ces régions, à une centaine de kilomètres de Brindisi. Cette attaque brusquée n'eut pas d'ailleurs le succès qu'en espérait son auteur. Le simple coup de main sur lequel il comptait se changea en un siège difficile. « Après un long mois passé en combats inutiles, le fier empereur et ses guerriers bardés de fer durent s'avouer vaincus et reprirent lentement la route du nord. Ce dut être pour Otton une douleur profonde, car il avait avec lui les plus vieux soldats de ses armées, héros de dix campagnes, ses Saxons, ses Souabes, ses Bavarois. Sa femme, l'impératrice Adelheid, et son jeune fils, l'accompagnaient. » (1)

A cette époque vivait à la cour de Byzance une princesse, Théophano, fille de Romanos II et de cette autre fameuse Théophano qui, à la mort de Romanos, avait épousé Nicéphore, dont elle devait d'ailleurs bientôt se débarrasser par amour pour Tsimiscès. Comme il avait été question, plusieurs fois déjà, d'un mariage entre le fils d'Otton et la jeune Théophano, le monarque

(1) G. Schlumberger, *Un empereur byzantin au X^e siècle, Nicéphore Phocas*. Paris, 1890, in 4°.

germain estima que le moment était favorable pour reprendre ce projet : la dot de cette princesse devait être, à son avis, constituée par les territoires mêmes qu'il convoitait.

Pour mener à bien, en de telles circonstances, de pareilles négociations, il fallait un diplomate tout particulièrement avisé. Le choix de l'empereur se porta sur un de ses familiers, Liudprand, évêque de Crémone, Lombard, dont il avait pu apprécier toutes les qualités et qui, par surcroît, avait déjà fait à Byzance un assez long séjour, comme ambassadeur de Bérenger II, roi d'Italie, auprès de Constantin Porphyrogénète. Ce fut à lui et à sa suite que Nicéphore fit la réception moins que cordiale dont il vient d'être question. On conçoit que Liudprand en fût irrité, on comprend moins qu'il s'en montrât surpris.

Nous possédons le texte du rapport adressé à cette occasion, en latin, par l'évêque de Crémone à Otton en personne, ou plutôt aux deux empereurs qui régnaient simultanément sous ce nom (1), et, bien qu'il ait déjà été analysé et commenté par M. Schlumberger, dans son livre sur Nicéphore Phocas, peut-être n'est-il pas inutile de ramener sur lui l'attention du public. Il est bien regrettable que nous n'ayons pas la contre-partie de cette relation, un document grec où nous serait contée l'impression que l'ambassadeur d'Otton produisit sur les gens de la cour — il dut faire leur joie — ; mais l'opuscule de Liudprand à lui seul constitue déjà une bonne aubaine, pour ces temps reculés, et son récit est en soi éloquent et instructif.

La maison, d'ailleurs vaste, dans laquelle on l'avait enfermé avec ses compagnons, ne les préservait, dit-il, ni de la chaleur du jour, ni de la fraîcheur des nuits, et elle était si éloignée du palais impérial que, lorsqu'il lui fallait se rendre aux audiences, non pas à cheval, mais toujours à pied, la respiration lui manquait; d'où l'on peut conclure que le digne prélat n'était de sa personne ni maigre, ni ingambe. « Pour comble de malheur », ils trouvèrent le vin grec imbuvable, *ob picis, taedae, gypsi commixtionem*, « parce qu'il était mêlé de poix, de résine et de plâtre ». Tous ceux qui ont voyagé en Orient connaissent le mélange en question : au vin, ordinairement blanc, on ajoute une quantité variable de substances résineuses et du reste parfaitement hygié-

(1) *Scriptores rerum germanicarum in usum Scholarum. Liudprandi episcopi cremonensis opera omnia*, édit. Duemmler, Hanovre, 1877, in-8°.

niques, qui en assurent la conservation, tout en lui donnant une saveur caractéristique, comme un goût de vernis. Les étrangers préfèrent en général les vins grecs non résinés, dont beaucoup sont excellents ; mais il en est qui s'accommodent fort bien de ce produit local. Tel ne fut pas le cas des envoyés d'Otton. La chose leur parut grave au point qu'elle compte parmi les tout premiers griefs de Liudprand. Il est certain que les bons crus ne faisaient pas défaut au palais ; ce « résiné » était sans doute une attention de plus de la part du basileus, désireux d'initier ses hôtes à la sobriété hellénique, dont il devait, quelques jours plus tard, leur vanter indirectement les avantages.

Ils eussent voulu tout au moins apaiser leur soif avec de l'eau, mais la maison elle-même était *inaquosa* — par là il faut probablement entendre qu'elle n'avait pas de puits, mais de simples citernes — et il ne leur était pas permis de se ravitailler près des marchands ambulants qui passaient à l'extérieur. Nicéphore, en effet, craignant que cette ambassade ne fût qu'un prétexte à des investigations indiscrètes, avait mis les envoyés d'Otton presque au secret. Des soldats armés les empêchaient de communiquer avec le dehors — précaution brutale, mais qui n'était rien moins que superflue, car Liudprand avait en effet des intelligences dans la place — et à leurs personnes était attaché un gardien dont, dit l'évêque, l'enfer seul pourrait peut-être fournir le semblable, « tous les malheurs, toutes les rapines, toutes les dépenses, toutes les douleurs et toutes les misères qu'il a pu inventer, il les a déversés sur nous à torrent. »

Deux jours après son arrivée, Liudprand fut mis en présence du curopalate et logothète Léon, frère de Nicéphore. De cette première entrevue pouvait dépendre le sort des négociations à venir. Elle fut de tous points déplorable. Léon affecta de donner à Otton le titre, non d'empereur, mais de roi. Liudprand ne manqua pas de relever ce qu'il considérait comme une grave incorrection et se fit dire qu'il n'était pas venu pour la paix, mais pour la dispute. L'arrogance s'opposa à l'arrogance; Léon, pour bien marquer les positions, ne prit pas de ses mains la lettre de l'empereur, il la fit recevoir par un interprète.

Ce fut le lendemain, 7 juin, jour de Pentecôte, que Nicéphore donna audience à l'évêque. Celui-ci trace du basileus un portrait

peu flatté. Il a vu, écrit-il, un homme des plus laids, un nain à grosse tête, aux yeux de taupe, enlaidi encore par une barbe courte, large, épaisse et grisonnante, mince de cou, hirsute, noir comme un nègre, tel qu'on n'aimerait pas en rencontrer la nuit ; il avait le ventre gros, la croupe maigre, des cuisses disproportionnées à sa petite taille, des jambes trop courtes, les pieds plats ; la pourpre dont il était revêtu était vieille, sale et passée, il portait des souliers de Sicyone, il était effronté de langage, rusé comme un renard ; un Ulysse pour le parjure et le mensonge. « Auguste empereurs mes maîtres, s'écrie Liudprand, vous m'avez toujours paru beaux, distingués, puissants, doux, vertueux, mais combien, depuis, vous me semblez et plus beaux, et plus distingués, et plus puissants, et plus doux, et plus vertueux encore ! »

L'homme que l'ambassadeur dépeignait ainsi à ses souverains et qui avait en effet un physique peu attrayant, était en revanche un des plus fameux guerriers de son temps. Sept ans auparavant, il avait organisé cette belle expédition de Crète qui ruinait la puissance musulmane dans cette île; tournant ensuite ses efforts vers l'Asie-Mineure, où son frère Léon avait déjà excellemment préparé le terrain, il s'était, par une campagne qui avait rempli d'admiration tous les contemporains, rendu maître de la Cilicie et de l'opulente cité d'Alep; son règne devait, avec celui de ses deux successeurs, Jean Tsimiscès et Basile le tueur de Bulgares, marquer l'apogée de la puissance byzantine. Liudprand, courtisan aveugle, ou plutôt aveugle et courtisan, n'attire nulle part l'attention de l'empereur sur ces faits, qui avaient pourtant en l'espèce une extrême importance. Il se borne à lui signaler qu'à gauche du basileus et au-dessous de lui étaient assis les deux pauvres enfants de son prédécesseur, autrefois ses maîtres et maintenant ses sujets (1).

Nicéphore, en soldat qui ne s'embarrasse pas de circonlocutions, dit immédiatement à Liudprand :

« Il eût été de notre devoir, et conforme à nos désirs, de te recevoir avec bienveillance et magnificence, mais nous en sommes empêchés par la conduite impie de ton maître, qui s'est si inami-

(1) L'un fut plus tard Basile le Bulgaroctone (976-1025) et l'autre Constantin VIII (1025-1028).

calement saisi de Rome, a dépouillé, contre toute justice, Bérenger et Adalbert (1), a fait périr nombre de Romains par le glaive ou la potence, en a aveuglé d'autres, envoyé d'autres encore en exil. Il a, de plus, tenté de s'approprier par homicide ou incendie des villes de notre empire (2) et, comme sa mauvaise action n'a pas réussi, c'est toi, instigateur et conseiller de cette fourberie, que, sous le couvert de la paix, il a envoyé vers nous en espion. »

L'attaque était des plus directes. Liudprand, mettant à profit son expérience de la veille, l'eluda en essayant de montrer combien les actes qu'on blâmait chez Otton étaient au contraire inspirés par de nobles motifs. Loin d'avoir asservi Rome, il l'avait en réalité libérée. La vieille cité était avant cela le repaire du vice :

« N'était-elle pas alors gouvernée par des efféminés et, ce qui est encore plus grave et plus honteux, par des courtisanes (3) ? Elle sommeillait, j'imagine, ta puissance, ou plutôt celle de tes prédécesseurs, qui n'étaient plus que de nom empereurs des Romains. S'ils l'étaient de fait, s'ils se sentaient forts, pourquoi laissaient-ils ainsi Rome aux mains des courtisanes? Est-ce que les très Saints Pères n'avaient pas été, les uns exilés, les autres traités si indignement qu'ils n'avaient plus de quoi subvenir à leurs besoins quotidiens, plus même d'aumônes? Est-ce qu'Adalbert n'a pas envoyé une missive injurieuse aux empereurs Romanos et Constantin, tes prédécesseurs ? N'a-t-il pas pillé et dépouillé l'église des Saints Apôtres ? Lequel de vous autres empereurs, animé d'un divin zèle, s'est soucié de punir un tel forfait et de remettre la sainte église en l'état qu'il appartenait ? Cela, vous l'avez négligé. Mais il n'en a pas été de même de mon souverain. Il s'est levé, au bout du monde, a gagné Rome, en a chassé les impies et a rendu aux vicaires des Saints Apôtres toute leur puissance et tous leurs honneurs. »

Paroles pleines de saveur dans la bouche de Liudprand, si l'on songe que Jean XII, après avoir couronné Otton, s'était rendu compte, bien qu'un peu tard, du danger qu'il courait avec un tel maître, avait refait alliance avec Adalbert, demandé du

(1) Bérenger II, roi d'Italie, mort prisonnier à Bemberg, en 966. Adalbert, fils du précédent et dont il sera question plus loin.
(2) Allusion au siège de Bari.
(3) Jean XII, et avant lui les Marosie et les Théodora.

secours au basileus et même aux Hongrois, et que d'autre part Jean XIII, à l'élection duquel Liudprand avait participé, n'était qu'une simple créature d'Otton.

Placée sur ce terrain, la discussion pouvait durer longtemps. Seize ans auparavant, Bérenger et Adalbert, cédant à la nécessité, avaient en effet prêté l'hommage féodal à Otton, et Adalbert pouvait donc encore, en 968, être considéré par l'empereur allemand comme un rebelle, malgré son alliance présente avec le basileus, ou plutôt à cause d'elle. Mais pour Nicéphore ce n'était là qu'un des côtés de la question, le fond en était autre : un étranger, poussé par une soif de conquête, avait entrepris de démembrer l'empire de Constantin ; c'était, sous une autre forme, une nouvelle invasion de ces hordes du nord qu'avait refoulées Justinien ; elles cachaient cette fois, sous le couvert de la religion et de la morale, l'usurpation et la barbarie ; là étaient pour lui les deux points essentiels, ceux qu'il tenait à bien mettre en lumière.

« Soit, dit l'empereur. Explique-moi maintenant pourquoi ton maître a mis à feu et à sang les frontières de notre empire, alors que nous étions en amitié et que nous songions à faire, par un mariage, une alliance indissoluble.

« — La contrée que tu considères comme tienne, repartit Liudprand, appartient au royaume d'Italie, ainsi que le prouvent et le peuple qui l'habite et la langue dont il se sert. Les Lombards l'ont occupée et Louis, empereur des Lombards et des Francs (1), l'a délivrée des Sarrasins, dont il a fait un grand carnage. Landolfe aussi, prince de Bénévent et de Capoue, l'a tenue sous sa domination durant sept ans, et elle serait encore à ce jour en son pouvoir et à celui de ses successeurs, si l'empereur Romanos n'avait acheté, moyennant une somme considérable, l'amitié de notre roi Hugues. Telle fut même la raison pour laquelle Romanos donna comme femme à son petit-fils et homonyme une bâtarde de ce même Hugues. Mon maître, néanmoins, après avoir lui-même conquis l'Italie et Rome, a bien voulu te laisser cette contrée durant de longues années, mais, à ce que je vois, c'est à son impuissance, plus qu'à son bon vouloir, que tu attribues cet abandon.

(1) Louis II le Germanique.

« Quant aux rapports d'amitié que tu déclares avoir désiré établir au moyen d'un parentage, nous y voyons en ce qui nous concerne une fraude et une ruse de ta part : c'est un prétexte pour obtenir une trêve que tu n'as pas lieu de réclamer et que nous n'avons aucune raison de t'accorder. D'ailleurs, pour faire cesser toute équivoque, voici ce qu'il en est : mon maître te demande par mon intermédiaire, au cas où tu voudrais donner en mariage à l'auguste empereur Otton son fils, la fille de l'empereur Romanos et de l'impératrice Théophano, de le lui confirmer par serment. Moi, à mon tour, comme échange de bons procédés, je te jurerai que mon souverain prendra et tiendra envers toi tels et tels engagements. Du reste, mon maître vient de te donner fraternellement un excellent gage d'amitié, en évacuant la Pouille, qui était en son pouvoir. Et ceci il l'a fait sur mon intervention, bien que tu prétendes que j'aie été son mauvais conseiller; tous les habitants de la Pouille peuvent en témoigner. »

La réplique de l'évêque fut-elle rigoureusement telle qu'il la communiqua à son souverain ? Il est permis d'en douter. Nicéphore ne l'eût sans doute pas laissé aller jusqu'au bout. Il y simplifiait d'ailleurs singulièrement l'histoire et y violait outrageusement la vérité. Le principe des nationalités, qu'il invoquait de façon si imperturbable, en y mêlant la question des langues, était ici tout en faveur de ses adversaires. Non seulement la civilisation hellénique était des plus anciennes dans ces contrées, mais Byzance les avait aussi marquées très fortement de son empreinte. Jamais les Romains, même à l'apogée de leur puissance, n'en avaient complètement évincé la langue grecque. Assurément les invasions des Barbares, le règne d'un Odoacre, la domination des Ostrogoths au commencement du VI[e] siècle, avaient été peu favorables au développement de la culture hellénique en ces parages, mais dès le milieu du VI[e] siècle Byzance avait repris le dessus. De nouveaux colons, partis probablement du Péloponnèse, étaient venus en masse et s'y étaient si solidement implantés que c'est hier seulement qu'ils ont perdu leur rite : certains d'entre eux, en Calabre et dans la province d'Otrante, ont conservé leur langue jusqu'à ce jour. En pareille matière, Liudprand ne pouvait donc guère faire partager au basileus une conviction que peut-être il n'avait pas lui-même. Nicéphore prit

prétexte de la procession du jour pour interrompre l'entretien et se réserva de répondre, dit l'auteur, en temps opportun.

Le récit de cette procession est pour l'envoyé d'Otton une nouvelle occasion de faire la cour à son souverain, et pour nous une preuve de plus du peu d'esprit d'observation qui lui était départi. La solennité comprenait l'arrivée de l'empereur à Sainte Sophie, un service dans le temple, le retour au palais et un festin dont il sera question tout à l'heure. Ce qui frappe Liudprand, dans cette cérémonie dont Constantin Porphyrogénète nous a laissé une magnifique description, et que Nicéphore avait peut-être simplifiée, mais qui en tout cas devait être encore imposante, ce sont les pieds nus du peuple, qui pense ainsi faire plus d'honneur au basileus, et les tuniques de fête des dignitaires, sans or, sans pierres précieuses, si passées que leurs aïeux eux-mêmes ne les avaient pas portées neuves. « Par votre salut, ajoute-t-il, qui m'est encore plus cher que le mien, un seul uniforme d'apparat de l'un de vos gardes est cent fois plus précieux que ceux-là et même que celui de l'empereur ! »

Ce fut au repas du même jour que Nicéphore aborda avec Liudprand le second des points qui lui tenaient à cœur. Il l'y avait préparé en ne lui donnant à table que la quinzième place, et non du côté de la nappe, et en n'invitant au palais aucun de ses compagnons d'ambassade. Liudprand, qui goûtait peu le vin résiné, n'apprécia pas non plus la cuisine grecque, même impériale, à l'huile et au garum (1). Ce n'était là du reste qu'un petit désagrément en regard de celui qui allait suivre et dont il a laissé la relation que voici :

« Au cours de ce repas l'empereur me posa maintes questions, sur votre puissance, votre royaume et vos soldats. Lui ayant répondu comme il convenait et en toute véracité, « Tu mens ! s'écria-t-il. Les soldats de ton maître ne savent pas monter à cheval, ils ignorent le combat à pied; la dimension de leurs boucliers, le poids de leurs armures, la longueur de leurs épées, la lourdeur de leurs casques ne leur permettent aucune espèce de lutte. » Et il ajouta en souriant : « Ce qui les embarrasse, c'est leur gastrimargie, c'est-à-dire leur voracité. Ils ont pour dieu leur

(1) Saumure de poisson, assez recherchée, et d'un goût très prononcé, si l'on en juge par l'explication qu'en donne Suidas : « le garum n'est autre chose que de la pourriture ».

ventre; leur hardiesse, c'est la lourde ivresse ; leur courage, l'excès de boisson ; leurs jeûnes, la vie dissolue; leur terreur, la sobriété. Ton maître n'a pas de marine qui compte. Je suis seul à avoir des matelots courageux; je l'attaquerai avec mes flottes, je détruirai par le fer ses villes maritimes, et celles qui sont voisines des fleuves je les réduirai en cendres. Dis-moi, comment pourra-t-il, avec son peu de soldats, me faire obstacle, même sur terre? Il a eu avec lui et son fils et sa femme; Saxons, Souabes, Bavarois, Italiens, lui ont prêté leur concours; sans qu'il ait su, ni pu, vaincre la résistance d'une minuscule cité (1); comment me résistera-t-il, quand j'arriverai sur lui avec mes innombrables troupes ? »

Liudprand tente de répondre, mais Nicéphore ne lui en laisse pas le temps : « Vous n'êtes pas des Romains, mais des Lombards ! (2).

Frémissant, et malgré le geste de l'empereur qui veut lui imposer silence, Liudprand s'écrie alors :

« L'histoire enseigne que Romulus le fratricide, dont les Romains ont tiré leur nom, était un porniogénète, c'est-à-dire le fruit de la prostitution (3). Il s'est créé un refuge où il a accueilli les endettés, les esclaves fugitifs, les meurtriers, tous ceux qui par leurs forfaits avaient mérité la mort, et à cette foule de bandits qu'il s'est adjoints il a donné le nom de Romains. C'est de cette noblesse que sont issus ceux que vous appelez des kosmokratores, autrement dit des empereurs. Nous autres, Lombards, Saxons, Francs, Lorrains, Bavarois, Souabes, Burgondes, les avons en si piètre estime que, dans nos moments de colère, la seule injure dont nous usions envers nos adversaires est celle de Romains; et par ce mot seul de romain nous entendons tout ce qu'il y a de vil, de poltron, d'avide, de débauché, de menteur, de vicieux. Tu déclares que nous sommes impropres à la guerre et que nous ne savons pas monter à cheval. Si, pour les péchés des chrétiens, tu dois rester en de pareilles dispositions, les prochains

(1) Bari, dont il a été question plus haut.

(2) Il n'est pas inutile de rappeler, pour éclaircir ce passage, que les empereurs byzantins, tout en ne perdant pas de vue leur origine hellénique, n'ont jamais cessé de se considérer comme des Romains. Aujourd'hui encore, les Grecs s'appellent entre eux *Romii*, c'est-à-dire *Romaioi*, et le grec vulgaire est désigné sous le nom de *romaeïka*, « romaïque », étymologiquement « romain ».

(3) Liudprand oppose implicitement *porniogénète* à *porphyrogénète*. Chaque fois qu'il cite un mot grec, l'auteur le traduit aussitôt, pour le faire entendre de ses souverains.

combats montreront ce que vous, vous valez, et à quel point nous sommes, nous, aptes au combat. »

L'opposition entre Romains et Germains avait été marquée aussi nettement que pouvait le désirer Nicéphore, peut-être même au-delà de ce qu'il attendait. Il ordonna de lever la table à laquelle se trouvait Liudprand et celui-ci fut ramené à sa maison, plus exactement, dit-il, à sa prison, où l'indignation, la chaleur et la soif le plongèrent dans un morne abattement. Les gens de sa suite n'étaient pas en un moins pitoyable état.

Par argent, plus encore que par prières, Liudprand obtint de son gardien qu'il transmît au frère du basileus et au logothète Jean Tsimiscès une missive, où il demandait qu'on terminât l'affaire pour laquelle il était venu et qu'on lui permît de s'embarquer sur un navire vénitien en partance. Quatre jours après il était reçu par Léon, entouré de quelques autres dignitaires.

Une fois encore il exposa le motif de sa venue et une fois de plus il se heurta à l'obstacle qu'il s'efforçait de surmonter. C'était, lui dit-on, chose inouïe que la mésalliance dont il désirait la réalisation. Pourtant on ne lui jetait plus à la face sa qualité de germain, on parlait simplement des *gentes*, des « nations étrangères », auxquelles jamais une porphyrogénète ne s'était mêlée, et on laissait entendre que le mariage pourrait cependant se faire, moyennant la cession de Ravenne, de Rome, et de tous les territoires situés au sud. Que si Otton recherchait seulement une amitié, sans union, il lui suffisait de déclarer que Rome était libre et que les princes rebelles de Capoue et de Bénévent rentraient sous l'obéissance du basileus. En vain Liudprand objecta-t-il que son maître comptait parmi ses Slaves des gens plus puissants que le roi Pierre de Bulgarie, qui pourtant avait épousé la fille de l'empereur Christophore. « Christophore, lui fut-il répondu, n'était pas né dans la pourpre. »

Battu sur ce terrain, l'évêque reprit quelques-uns des arguments qu'il avait produits devant Nicéphore, à sa première audience, et termina en demandant pourquoi celui-ci ne remettrait pas à l'église romaine ce qui lui appartenait, tout comme l'avait fait Otton, de façon à la rendre et plus riche et plus libre. On se rappelle que l'église romaine était à ce moment-là dirigée par Jean XIII, le cruel second de l'empereur germain. « Il en sera

ainsi, répliqua l'un de ses interlocuteurs, mais quand Rome et l'église romaine auront fait leur soumission. — Un jour, reprit Liudprand, quelqu'un qui avait grandement à se plaindre de son voisin, adressa à Dieu cette prière : « Mon Dieu, vengez-moi de mon adversaire ! » Le Seigneur lui répondit : « Je le ferai, le jour où je rendrai à chacun selon ses œuvres. — Ah ! dit l'homme, comme ce sera tard ! » On rit, à l'exception toutefois du frère de l'empereur, et l'entretien en resta là.

Mais la maîtrise de soi qu'avait ici montrée Liudprand ne devait pas être de longue durée. Le 30 juin, fête des Saints Apôtres, après la célébration de la messe, il était de nouveau invité à la table impériale, où se trouvait également un envoyé bulgare, tondu à la mode hongroise, ceinturé d'une chaîne de bronze, ayant toutes les apparences d'un catéchumène, c'est-à-dire de quelqu'un qui n'avait pas encore reçu le baptême. On lui donna la préséance sur l'envoyé d'Otton. C'en était plus que celui-ci ne pouvait supporter, en tant qu'ambassadeur et en tant qu'évêque. Il quitta la table, suivi de Léon et du premier secrétaire Siméon, qui lui clamaient :

« Lorsque Pierre de Bulgarie a épousé la fille de Christophore, un traité solennel a été passé, donnant aux ambassadeurs bulgares chez nous le pas sur tous ceux des pays étrangers. Ce Bulgare, dis-tu — et nous n'y contredisons pas — est tondu, non lavé, ceint d'une chaîne de bronze, mais ce n'en est pas moins un patrice, et il ne nous est pas possible de donner la préséance sur lui à un évêque, surtout Franc. Du moment que tu ne peux t'y résigner, nous ne souffrirons pas, comme tu le crois, que tu retournes à ta demeure, mais nous te pressons de prendre ce repas en une salle spéciale avec les serviteurs impériaux. »

Il y avait sans doute quelque ironie dans ces paroles et Liudprand semble l'avoir senti. Nicéphore, que cette sortie intempestive divertit probablement plus qu'elle ne l'inquiéta, n'eut garde de rien changer à l'ordonnance de la table et s'empressa d'envoyer à l'évêque un de ces plats délicats, dont le malheur voulait que celui-ci se montrât peu friand.

« C'était, écrit Liudprand, un morceau de chevreau gras, dont lui-même avait mangé (1), bourré d'ail, d'oignons, de poi-

(1) Politesse qu'on fait encore aux voyageurs dans certains villages grecs.

reaux, parfumé de garum. O mes maîtres, comme j'ai souhaité de le voir sur votre propre table ! Vous qui ne croyez pas au luxe raffiné du saint empereur, vous auriez été édifiés. »

Les relations de Liudprand avec la cour de Byzance ne devaient être en somme qu'une longue suite d'avanies, excessives en un sens, mais compréhensibles, lorsqu'à travers son propre récit on voit combien il était peu diplomate et quelle triste figure il dut faire, parmi ces Grecs cultivés, subtils, prompts à saisir un ridicule. Il était par surcroît assez satisfait de lui-même. Invité derechef à la table impériale, en compagnie du patriarche et de plusieurs évêques, on lui posa, déclare-t-il, des questions sur l'Écriture, auxquelles, sous l'inspiration du Saint Esprit, il répondit *eleganter*. Une fois aussi il signala à son maître les sournoises machinations de Nicéphore, qui envoyait à Adalbert une certaine somme, pour l'aider dans sa résistance, mais recommandait à ses émissaires, au cas où les troupes d'Adalbert ne leur paraîtraient pas une garantie suffisante de succès, de s'emparer de ce dernier et de le livrer à Otton, en même temps que la somme. Nous ne possédons, cela va de soi, aucun moyen de contrôler directement cette assertion. Tout ce que nous en pouvons dire, c'est qu'une manœuvre de ce genre eût été trop maladroite de la part de Nicéphore, trop contraire aussi à ses intérêts immédiats, pour paraître vraisemblable. Et il nous semble que si Nicéphore en avait eu l'idée, il aurait eu en même temps celle de faire rentrer dans ses caisses la somme non remise à Adalbert.

Le vrai est que Liudprand ne comprenait rien à ce monde si différent de lui. Dînant un jour avec l'empereur et son père, l'illustre Bardas, qui lui semble avoir 150 ans, il s'irrite intérieurement d'entendre les gens souhaiter entre autres choses que Dieu multiplie leurs années :

« On peut juger par là, écrit-il, à quel point les Grecs sont sots, amoureux de fausse gloire, adulateurs et vains. Ils souhaitent à un vieux décrépit ce qu'ils savent parfaitement être contraire à la nature, et le vieux décrépit lui-même se réjouit d'entendre ces souhaits, que Dieu ne réalisera pas et qui, si c'était le cas, seraient pour lui plutôt un mal qu'un bien. Qualifier l'impuissant de fort, le fou de sage, le court de grand, le noir de blanc, le pécheur de saint, ce n'est pas un éloge, croyez-m'en,

mais une offense, et quiconque aime mieux entendre proclamer ce qui lui manque que ce qu'il possède ressemble de tous points à ces oiseaux dont l'obscurité aiguise la vue et qu'aveugle le grand jour. »

Il ne semble pas non plus soupçonner la valeur de Nicéphore et s'attache, durant tout son récit, à ne le présenter que sous un aspect défavorable. Il le montre ladre, perfide et surtout grotesque : un jour qu'il l'aperçoit, monté sur un gros cheval sans mors, il songe, dit-il, à cette poupée que les Slaves de son maître attachent sur un poulain qu'ils lancent ensuite sur les traces de sa mère. Il a une telle opinion des armées d'Otton, qu'il mésestime étrangement celles dont dispose le basileus. A propos du secours envoyé par ce dernier à Adalbert, il s'exprime de la sorte :

« La vaillance de vos soldats, augustes empereurs mes maîtres, n'a nul besoin d'être stimulée par l'impuissance de l'adversaire; on en a eu souvent la preuve, quand les derniers et les plus faibles de vos sujets ont triomphé de la hardiesse des Grecs et les ont rendus tributaires. Je sais que je ne vous effraierais en aucune façon en déclarant qu'ils sont très forts et égalent en valeur Alexandre de Macédoine, et que non plus je ne vous incite pas, lorsque je vous parle de leur faiblesse, qui est réelle. J'espère que vous me croirez : quatre cents de vos hommes auront raison de toute cette armée, si des fossés ou des murs ne s'y opposent pas. »

Prudente réserve, que suggérait sans doute à Liudprand le souvenir du siège de Bari, et après laquelle il ajoutait que, pour comble d'offense, le chef de l'expédition était un eunuque !

Les raisons mêmes des luttes entre Grecs et Musulmans, ou bien lui ont échappé, ou bien ont été de parti pris travesties par lui dans un but de courtisanerie. Grecs et Sarrasins se réglaient, selon lui, sur un livre de *Visions* attribuées à Daniel et, si Nicéphore entreprenait alors une expédition en Assyrie, c'était uniquement parce que le livre en question annonçait la défaite de l'ennemi. Comme il arrive toujours aux époques de grands troubles, une foule de prédictions couraient alors parmi le peuple. L'une d'elles était ainsi conçue : « Le lion et le lionceau chasseront ensemble l'onagre », ce que les Grecs interprétaient : « Le

basileus et le roi de Germanie battront celui des Sarrasins ». « Mais, dit Liudprand, pareille interprétation ne peut être qu'erronée. Un menteur, un cruel, un avare, un homme qui se nourrit d'oignons et de poireaux, qui boit son vin coupé d'eau, ne saurait être qualifié de lion, et vous êtes par rapport à lui tout autre chose qu'un lionceau. Une alliance entre vous et lui est à jamais impossible; voici le vrai sens de cette prophétie : « Otton et son fils extermineront l'âne des bois qu'est Nicéphore ».

Dans ces conditions, les négociations confiées à Liudprand ne pouvaient guère progresser. Phocas tenta vainement de placer la question sur un terrain encore plus limité :

« Les ambassadeurs de ton roi qui sont venus ici l'an dernier, dit-il un jour, m'ont promis sous la foi du serment, et il reste le texte écrit de ce serment, que jamais ce dernier ne porterait d'aucune façon le trouble dans notre empire. Or, est-il de pire trouble que le fait de prendre le titre d'empereur et de s'approprier par usurpation des thèmes nous appartenant? Ce sont là choses que nous ne saurions souffrir, et il en est une dont nous ne voulons même pas entendre parler, c'est cette appellation d'empereur. Donne-nous les mêmes assurances que tes prédécesseurs, et notre majesté impériale te congédiera sans retard en te comblant de richesses.

« Il parla ainsi, continue Liudprand, non dans l'espoir que vous ratifieriez mes promesses, si j'étais assez sot pour les faire, mais afin d'avoir un texte qu'il produirait plus tard, à sa gloire et à notre affront.

« Je lui répondis : « Mon souverain, dans sa sagesse et sa divine inspiration, a prévu tes paroles et, pour m'empêcher d'outrepasser ses volontés, il m'a remis, scellées de son sceau, des instructions écrites dont je ne saurais m'écarter. (Et vous savez, ô mon auguste maître, avec quelle bonne foi j'ai dit cela.) Qu'on apporte sur le champ ces instructions, et je suis prêt à m'engager par serment, dans la mesure des ordres qu'elles renferment. Pour ce que des ambassadeurs antérieurs ont promis, juré ou écrit, en outrepassant les ordres de mon souverain, l'affaire, comme dit Platon, « regarde celui qui formule le vœu, le dieu lui-même ne saurait être incriminé. »

A ce dieu était réservé, au milieu de ces pourparlers déjà si

pénibles, la suprême faute, celle qui devait plonger Liudprand dans le plus cruel embarras.

Le jour de l'Assomption arrivèrent à Constantinople des légats pontificaux, porteurs d'une lettre par laquelle Jean XIII « priait Nicéphore, empereur des Grecs, de nouer parenté et solide amitié avec son cher fils spirituel Otton, auguste empereur des Romains ». Manifestement cette intervention avait été décidée par Otton en personne, qui s'inquiétait de voir la mission de Liudprand traîner exagérément en longueur et s'imaginait lui envoyer ainsi un indispensable renfort.

« Comment cette suscription, écrit Liudprand, ce libellé jugé par les Grecs fautif et impudent, n'a-t-il pas à lui seul fait mourir le porteur, comment ne l'a-t-il pas écrasé sous son poids, avant même qu'on en prît connaissance? moi qui suis si souvent bavard et bruyant, je reste sur ce point muet comme un poisson. Les Grecs s'en prenaient à la mer, ils maudissaient les flots, s'étonnant qu'ils eussent porté pareil péché, qu'ils n'eussent pas entr'ouvert leurs abîmes, pour engloutir le navire. Eh, quoi ! le grand, l'auguste, l'universel empereur des Romains, on avait osé ne l'appeler que Nicéphore empereur des Grecs, et on avait donné le titre d'empereur des Romains à un barbare; à un miséreux ! O ciel, ô terre, ô mer ! Qu'allons-nous faire, disaient-ils, aux criminels, aux scélérats que voici ? Ce sont de pauvres hères, des déguenillés, des esclaves, des rustres, et si nous les tuons, nous souillerons nos main d'un sang vil. Les flageller ? Ce n'est pas eux, mais nous que nous déshonorerions ; ils ne sont dignes, ni des étrivières romaines dorées, ni de rien de semblable. Ah ! que ne s'agit-il d'évêques ou de marquis! Cousus dans des sacs, dûment battus de verges, la barbe et les cheveux arrachés, nous les jetterions à la mer. Mais gardons-les et surveillons-les soigneusement, jusqu'à ce que l'auguste empereur des Romains connaisse cette iniquité. »

Des messagers furent incontinent dépêchés à Nicéphore, qui se trouvait en Mésopotamie, et ils revinrent avec des instructions, le 12 du mois suivant. Sur ces entrefaites, Liudprand obtint, à force de prières et de dons, de participer à l'adoration de la Croix et, dans la foule, à l'insu de ses gardes, des gens sur lesquels il ne s'explique pas autrement lui glissèrent quelques mots,

qui changèrent, dit-il, son chagrin en allégresse. Mais il ignorait toujours quelle suite serait donnée au grave incident des envoyés papaux. Il en fut informé quelques jours après, dans une audience à laquelle le manda l'eunuque et patrice Christophore, assisté de trois autres personnages, et dont le récit vaut la peine d'être reproduit en entier.

« La pâleur répandue sur ton visage, dirent-ils, la maigreur de toute ta personne, ta tête chevelue, la barbe que tu portes longue, contrairement à ton habitude, indiquent quelle immense douleur tu éprouves de voir ainsi différé ton retour. Nous te prions de n'en vouloir ni à notre saint empereur, ni à nous-mêmes. Voici le motif de ce retard. Le pape de Rome — si toutefois il est permis d'appeler pape l'homme qui a assisté le fils d'Albéric, apostat, adultère et sacrilège (1) — a adressé à notre vénéré monarque une lettre, digne de l'envoyeur, mais non du destinataire, où il le qualifie, non d'empereur des Romains, mais d'empereur des Grecs. Il n'y a aucun doute que ceci ait eu lieu à l'instigation de ton maître.

« — Hélas ! fis-je à part moi, je suis perdu; il est évident que je vais être mené directement au tribunal !

« — Le pape, nous diras-tu, est le plus sot des hommes, et nous sommes de ton avis.

« — Mais je ne dis pas cela.

« — Le pape est un imbécile, un niais, qui ignore que l'auguste Constantin a transporté ici la puissance impériale, tout le sénat, toute l'armée romaine, et n'a laissé à Rome même que la basse classe : pêcheurs, marchands de comestibles, oiseleurs, bâtards, plébéiens, esclaves. Jamais il n'aurait écrit cela sans l'incitation de ton roi. Tous deux verront bientôt, s'ils ne viennent à récipiscence, à quoi ils se sont exposés.

« — Le pape, dont on connaît la droiture, répliquai-je, a écrit ceci dans une pensée d'éloge et non d'offense. Nous savons parfaitement que Constantin est venu ici avec l'armée romaine et a fondé cette ville, à laquelle il a donné son nom. Mais, comme vous avez changé de langue, de coutumes et de vêtements, le Saint Père a cru que le nom de romain vous déplaisait autant que

(1) Jean XIII.

l'habit. D'ailleurs il vous prouvera sa bonne foi, si Dieu nous prête vie, par sa prochaine missive, qui sera ainsi adressée : « Jean, pape de Rome, à Nicéphore, Constantin et Basile, puissants et augustes empereurs des Romains. »

« Oyez maintenant la raison de ces paroles :

« Nicéphore est arrivé au pouvoir suprême par le parjure et l'adultère (1). Comme c'est au pape qu'est remis le soin de toute la chrétienté, qu'il envoie à Nicéphore une lettre toute semblable aux sépulcres blanchis à l'extérieur et dont l'intérieur est plein d'ossements des morts, qu'il lui reproche d'être monté sur le trône par le parjure et l'adultère, au détriment de ses seigneurs; qu'il le convie à un concile, et s'il ne s'y rend, qu'il le frappe d'anathème. Mais, pour que pareille lettre lui soit remise, il est indispensable qu'elle porte la suscription indiquée.

« Et maintenant revenons à notre sujet. Sans soupçonner aucune ruse dans la promesse que je leur faisais, les personnages dont j'ai parlé me dirent : « Grâces te soient rendues, évêque. Tu mérites bien par ta sagesse de servir de médiateur en de si importantes questions. Tu es, parmi les Francs, le seul que nous aimions; mais, quand les autres, sous ton influence, se seront améliorés, nous les chérirons également. Pour toi, quand tu reviendras vers nous, sois sûr que tu ne t'en iras pas les mains vides. »

« Quand je reviendrai ici, dis-je en moi-même, c'est sa couronne et son sceptre que Nicéphore me donnera ! »

Douce illusion de Liudprand qui cuidait engeigner ses interlocuteurs ! En réalité Nicéphore, après avoir pris connaissance de la missive du pape, avait sans doute jugé que c'en était assez, et donné ordre de renvoyer chez eux tous ces bavards. Ce qui prouve qu'à ce moment-là on considérait les négociations comme bien rompues, c'est que, dans la suite même de cette entrevue, quelques mots durs furent encore échangés et que la cour de Byzance ne se départit en rien de sa rigueur envers Liudprand.

Heureux de pouvoir offrir à son maître au moins quelques souvenirs, il avait, soit acheté, soit accepté de certains amis, cinq

(1) Par l'adultère, en se faisant aimer de Théophano, disait-on, du vivant de Romanos II. Par le parjure, en prenant le pouvoir aux deux fils de Romanos, Constantin et Basile, auxquels il devait fidélité.

manteaux de pourpre des plus précieux, qu'on fit apporter sur le champ et qu'on lui confisqua en déclarant que les étoffes de ce genre étaient l'apanage exclusif des « Romains », mais dont on lui remboursa le prix. Son irritation s'en accrut. On défendait à des Italiens, des Saxons, des Francs, des Bavarois, des Souabes, ce qui était permis aux Grecs ! Des gens mous, efféminés, des porteurs de manches et de turbans, des menteurs, des paresseux, des eunuques, pouvaient aller vêtus de pourpre, et il n'en était pas de même d'hommes courageux, habiles à guerroyer, loyaux, sûrs, craignant Dieu et doués de toutes les vertus !

Comme chevaux on ne lui donna non plus que juste le nombre nécessaire pour lui et ses gens ; il dut, pour ses bagages, traiter à très haut prix avec un conducteur. Mais enfin on lui permettait de partir. A l'issue de cette dernière audience, on lui avait remis deux messages : pour son maître, un chrysobule, c'est-à-dire une lettre impériale en caractères d'or ; pour le pape, une simple lettre d'argent, que lui adressait, non l'empereur, mais le curopalate Léon, et qu'on n'avait pas voulu confier à ses indignes légats ; on l'y avertissait d'ailleurs que, s'il ne s'amendait pas, il courait à sa perte.

Le deuxième jour d'octobre, cent-dixième de sa demi-captivité, après avoir exhalé sa colère en vers latins qu'il inscrivit sur les murs et la table de bois de la maison maudite, Liudprand reprenait le chemin de son pays. Il n'était pas encore au bout de ses tribulations, car il lui fallut 49 jours pour atteindre Naupacte, sur le golfe de Corinthe, « à âne, à pied, à cheval, en souffrant de la faim, de la soif, en soupirant, en pleurant ou en gémissant ». S'étant embarqué là, et dans la hâte de revoir ses souverains, il eut, avoue-t-il, le tort de ne pas pousser jusqu'à Patras, afin d'y faire ses dévotions à l'église de saint André, et cette omission déchaîna une terrible tempête, dont il ne vit la fin qu'après avoir prié le saint de jeter sur lui un regard compatissant et de lui pardonner sa faute, en faveur du zèle que ses augustes maîtres mettaient à relever et à enrichir l'église de l'apôtre Pierre. Du golfe de Corinthe jusqu'à Leucade, la traversée dura six jours. Enfin, le 18 novembre, Liudprand arrivait à Corfou, où l'attendaient encore quelques mésaventures de moindre intérêt pour nous. Il manque, à la fin du texte qui nous a été conservé, un pas-

sage, probablement assez court, mais dont la disparition nous empêche de savoir comment et où s'acheva ce voyage si plein de péripéties.

Dès les premiers jours de novembre, donc avant même le retour de son envoyé officiel, Otton, que des émissaires secrets avaient sans doute tenu régulièrement au courant de ce qui se passait, marchait sur l'Italie méridionale, et la campagne qu'il entreprenait devait être autrement rude que ne le lui avait prédit Liudprand. On s'étonnera peut-être d'apprendre que le mariage projeté eut lieu quand même, mais ce fut assez longtemps après la mort de Nicéphore, survenue en 969, et non comme conséquence des négociations de l'évêque de Crémone.

Celles-ci n'avaient en somme abouti qu'au heurt violent de deux « mentalités ». Pour mener à bonne fin la tâche d'ambassadeur qu'il avait assumée, il manquait à Liudprand des qualités essentielles, et en tout premier lieu ce que nous appelons aujourd'hui l'objectivité. Plein de lui-même, il n'avait eu ni la volonté, ni la faculté de pénétrer l'esprit de ceux auprès desquels on l'avait envoyé.

HUBERT PERNOT.

Les Lettons.

(Émile Doumergue : *Une petite nationalité en souffrance. Les Lettons. Les provinces baltiques et le pangermanisme prussien en Russie.* — Paris, Librairie de *Foi et Vie*, 1917.)

Depuis la célèbre loi navale de 1900 et les appels répétés de Guillaume II à son peuple pour l'inviter à saisir d'une main triomphante le trident de Neptune, on admet généralement que l'Allemagne poursuit avant tout la domination des mers, et que son but essentiel est de détruire la puissance anglaise et de fonder avec ses dépouilles un vaste empire colonial. Nombreux cependant sont les observateurs, — et parmi eux il en est de fort perspicaces — qui se sont étonnés que la diplomatie du Kaiser ait étalé ses projets avec un cynisme si impudent. A-t-elle vraiment révélé ses véritables intentions? N'a-t-elle pas plutôt essayé de donner le change sur ses ambitions essentielles? Il est certain dans tous les cas qu'autour de Guillaume II un parti influent ne s'est jamais complètement rallié aux projets du souverain et que, fidèle aux enseignements de Bismarck, il préférait aux établissements lointains des conquêtes plus rapprochées. Ses convoitises, sans dédaigner l'annexion d'une partie de la France, se portaient de préférence vers la frontière orientale. Les pénibles expériences que l'Allemagne a faites en Alsace n'ont pas été complètement perdues pour lui; il espère qu'à l'est il se heurtera à des résistances moins tenaces et que l'œuvre de germanisation sera moins ardue et plus rapide.

I

Quelles provinces l'Allemagne victorieuse arrachera-t-elle à la Russie? — La Pologne? — Le profit serait contestable. S'annexer de nouveaux sujets polonais, les Hohenzollern ont les meilleures raisons du monde pour ne pas le désirer. Quant à une Pologne autonome, elle ne saurait renoncer à son débouché sur la mer et à ses montagnes de Silésie, et comment oublierait-elle les trois millions de Polonais qui, dans le royaume de

Prusse, tirent furieusement sur leur chaîne? La Russie démembrée ne se trouverait pas sérieusement affaiblie, peut-être même serait-elle fortifiée par la création d'un Etat indépendant qui serait séparé de l'Allemagne par les intérêts et les passions. Mais au nord de la Pologne russe, sur les rivages de la mer, les provinces baltiques, la Courlande, la Livonie et l'Esthonie sont depuis le XII[e] siècle des colonies allemandes. En 1160, des marchands de Lubeck s'établirent à l'embouchure de la Dvina, à l'endroit où s'élève aujourd'hui Riga, et en 1185 le moine Meinhard de Segenberg bâtit à une trentaine de kilomètres en amont le château d'Uxküll. Nommé évêque de Livonie par l'archevêque de Brême, il créa l'ordre des Chevaliers du Christ, les *Porte-Glaive,* qui, avec l'aide de la Hanse, étendirent peu à peu leur domination. Sous leur tutelle, les villes de Riga, de Dorpat et de Reval devinrent de riches et prospères stations commerciales. Soit que le pays fût trop éloigné de l'Allemagne, soit que les Chevaliers Porte-Glaives aient été moins féroces que les Chevaliers teutoniques, la population indigène ne disparut pas. Les provinces de Courlande, de Livonie et d'Esthonie, que l'on désigne sous le nom commun de provinces baltiques, formèrent dès lors une colonie germanique où la mince classe des seigneurs féodaux, des bourgeois et des ecclésiastiques maintint dans une lourde servitude la masse rurale et l'exploita jusqu'au sang. Les diverses vicissitudes politiques que traversa le pays ne modifièrent en rien la situation; polonaises, suédoises, ou russes enfin depuis la victoire de Pierre le Grand sur Charles XII et le traité de Nystadt (1721), les provinces baltiques n'en restèrent pas moins des centres allemands et de là l'influence germanique se répandit sur tout l'Empire des Tsars.

Les barons baltes, depuis le XIII[e] siècle, ont joué un double rôle. D'une part, ils ont fourni à la Russie les cadres de son administration et ils ont inoculé à la bureaucratie tsarienne leur esprit de hauteur et de cruauté. M. Finot, dans une série d'articles remarquables que la censure, avec son tact et son intelligence ordinaires, a naturellement supprimés et qu'il a par la suite réunis en volume, a étudié cette invasion de la Russie par l'Allemagne, et il a montré que les provinces baltiques étaient le principal foyer d'infection. Moins violente que la conquête mongole du XIII[e] siècle, cette infiltration tudesque n'a pas eu une influence moins néfaste. « Les barons allemands ont créé et alimenté la fameuse citadelle réactionnaire. Les fonctionnaires les plus inhumains se recrutaient dans ce milieu. C'est à l'intervention de cette caste que l'on doit la persécution des religions et des nationalités. » Livrés à eux-mêmes, les Russes se sont toujours montrés doux, libéraux et tolérants; les barons baltes se vantaient d'être « l'épine dorsale morale, militaire et administrative de l'Etat russe »; ils profitaient de l'indolence slave pour

envahir les postes les plus importants, et il est incontestable qu'ils méritaient souvent leur fortune par leur application, leur esprit de méthode et leur ténacité. Malheureusement, ils apportaient aussi dans l'administration leur dureté, leur insolence, leur incorrigible mépris pour toute la racaille misérable qui n'a pas l'honneur d'appartenir à la race privilégiée et élue. Issus d'aventuriers qui se recrutaient parmi les fils les plus brutaux et les plus féroces d'un peuple naturellement orgueilleux et implacable, habitués à ne reconnaître d'autre droit que la force, grandis au milieu d'esclaves qu'ils menaient à coups de fouet, ils exagéraient les défauts des Junker prussiens. Treitschke, un de leurs admirateurs enthousiastes, est obligé de reconnaître « qu'ils n'ont pas toujours rempli leur devoir d'humanité », et Harnack, le célèbre théologien, qui a compromis son nom dans le fameux manifeste des intellectuels, doit avouer leur arrogance, leur présomption, leur égoïsme forcené. Convaincus de l'origine divine de leurs titres, ne reculant devant aucun moyen pour défendre leurs privilèges, les Baltes sont un des éléments perturbateurs de l'Europe contemporaine, où ils personnifient l'esprit de conquête et de domination, et où ils maintiennent les pires conceptions du moyen-âge le plus farouche.

En même temps que, dans l'intérieur de l'Empire, ils asservissaient et exploitaient les Russes, les Allemands des provinces baltiques les calomniaient au dehors. De leurs officines sortaient d'innombrables et venimeuses publications qui se répandaient ensuite dans le monde entier; ils y entassaient contre les souverains qui les comblaient de leurs faveurs et le peuple qu'ils opprimaient les racontars les plus étranges et des anecdotes plus ou moins authentiques, quelquefois fabriquées de toutes pièces, le plus souvent odieusement défigurées, sur la corruption et les crimes moscovites. Il s'agissait de discréditer les Russes aux yeux de l'Europe civilisée, afin de justifier les défections qu'ils préméditaient. C'est par des campagnes analogues que les Hohenzollern ont préparé successivement leurs attaques contre la Pologne, le Danemark et la France.

C'est que les Baltes, longtemps satisfaits de la situation privilégiée qui leur était faite par les tsars, avaient commencé à s'éloigner d'eux dès qu'ils ne les avaient plus trouvés aussi dociles à leurs suggestions. Du jour où leurs prétentions dominatrices avaient rencontré quelque résistance près du pouvoir central, ils s'étaient répandus en récriminations acerbes, et leurs plaintes bruyantes avaient aussitôt trouvé un écho en Allemagne où des groupes nombreux, toujours à l'affût de nouvelles conquêtes, guettent sans cesse sur tous les points du monde l'occasion de rattacher à la mère-patrie les territoires qui s'en sont détachés. A leurs yeux, les affronts qu'avait subis l'Empire germanique pen-

dant sa période de décadence, du XIV[e] au XVIII[e] siècle, n'étaient qu'incomplètement réparés par la réunion de Metz et de Strasbourg; laisserait-on indéfiniment aux mains de l'ennemi slave les villes de Frauenburg, Marienburg, Muhlgraben, Dorpat, Riga, Reval, etc., qui gémissaient sous le joug des Barbares?

Le *Manuel des Germains à l'étranger* de 1910 donnait pour les trois provinces baltiques les chiffres suivants:

	Courlande		Livonie		Esthonie	
Russes.....	11 000	2 %	57.000	5 %	17 000	4,5 %
Allemands.....	50.000	9 %	121.000	10 %	22.000	6,» %
Esthes, Lettons et Juifs.	515.000	87 %	1.000.000	85 %	340.000	89,5 %

La statistique ne semblait guère justifier les convoitises des chauvins de Prusse. Mais elle est bonne fille, et ils sont passés maîtres dans l'art de manier les chiffres. Sans doute, disaient-ils, les Allemands ne représentent qu'une infime minorité; ils sont malgré tout plus nombreux que les Russes; dans les villes, surtout, ils forment une partie considérable de la population, plus du tiers à Riga, la capitale du pays, la moitié à Mittau; les Lettons et les Esthes sont presque exclusivement des paysans, et ils ne résisteraient pas longtemps à la pression des Allemands, dont les rapproche déjà leur confession luthérienne. La population est encore assez clairsemée, et le pays pourrait nourrir une quantité d'habitants beaucoup plus considérable; on y déverserait le flot inépuisable des colons allemands. L'Empire acquerrait ainsi une merveilleuse tête d'attaque contre les Russes, dont la capitale ne serait plus qu'à 150 kilomètres de la frontière; en huit ou dix heures, une flotte partie de Reval atteindrait Petrograd, et les lacs Peipous et Pskov opposeraient à toute tentative d'invasion russe une barrière presque infranchissable. Ces plans n'étaient pas ignorés de l'état-major russe, et de longues années avant la guerre le général russe Borodkin en dénonçait le péril.

Il n'est pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre. La diplomatie officielle de Pétersbourg refusait de prendre au sérieux les avertissements que lui arrivaient, comme elle dédaignait les avis qui lui signalaient l'envahissement par les Allemands des provinces polonaises. Elle comptait sur l'amitié séculaire des Hohenzollern et des Romanov, et elle prenait à la lettre les amabilités suspectes de Guillaume II. Depuis les dernières années pourtant, les symptômes inquiétants se multipliaient, et les écrivains pangeramnistes avouaient leurs espoirs avec une cynique impudence.

Les parties les plus précieuses de l'héritage russe, écrivait

Tannenberg en 1911, sont les provinces baltiques... La culture allemande a donné au pays un cachet allemand. Dans les campagnes, les gros propriétaires, les pasteurs et les maîtres d'école sont allemands; allemands les bourgeois des villes. Ces pays lettes à culture allemande, situés tout à fait en dehors des limites du peuple russe, de quel droit la Russie les possède-t-elle? Aujourd'hui les propriétaires allemands y sont menacés par la révolution lette, que la force armée gouvernementale tient seule en échec. Que cette force soit détournée par une nouvelle guerre russo-japonaise, aussitôt le carnage et l'incendie y recommenceront de plus belle. L'Allemagne contemplera-t-elle l'arme au pied ces horreurs qui se passeront à sa porte? — Non, jamais!! Notre patience est à bout... — Le Slave est né pour obéir et non pour commander... Nous trouverons dans la Lituanie et dans la Russie occidentale des terres de colonisation pour nos habitants. Les provinces baltiques sont six fois plus grandes que l'Alsace-Lorraine; elles sont très sensiblement égales à la Bavière et au Wurtemberg réunis. L'Etat conquérant, héritier légal de l'État moscovite, après avoir mis la main sur les forêts et les terres publiques, contraindra les propriétaires à lui abandonner une partie de leurs domaines; ils se résigneront sans difficulté, parce que les terres, du fait de l'occupation germanique, recevront une énorme plus-value; on morcellera les biens ainsi devenus libres, et on y établira des Allemands, surtout d'anciens soldats; il sera facile d'y amener 2.600.000 colons, qui, avec les 300.000 Allemands du pays, formeront la majorité en face des allogènes; les écoles supérieures et les universités ne seront ouvertes qu'aux enfants allemands; les autres n'y seront admis que si leurs parents adoptent un nom allemand et déclarent vouloir être Allemands eux et leurs enfants; l'enseignement sera exclusivement donné en allemand; aucun journal letton ne sera autorisé; le service divin sera peu à peu germanisé; au bout de trente ans, on ne prêchera plus en letton qu'une fois par mois, pour les vieilles personnes ; toutes les localités recevront un nom allemand; les autorités n'useront que de la langue allemande. « Les provinces baltiques ont toujours occupé une place importante dans la pensée et dans le cœur du peuple allemand. Le grand public ne se demande pas s'il n'y a vraiment que 15 0/0 d'Allemands dans le pays; pour lui, ce sont simplement les provinces allemandes de la Baltique, et le peuple a raison, car depuis 700 ans, les détenteurs de la terre sont allemands et la culture a toujours été allemande. » (Tannenberg, édition française, p. 172 à 202).

Les mêmes idées se trouvent exprimées par Franz Kœhler (*Der neue Dreibund,* 1915) dont l'œuvre a obtenu un très vif succès. — L'Allemagne a besoin de terres; la race, agglomérée dans les villes, courrait risque de s'étioler et de s'abâtardir si elle ne se retrempait dans les campagnes. A notre porte, un vaste

territoire nous appelle (*winkt*) ; comme l'Alsace-Lorraine, c'est un vieux pays germanique qui nous a été enlevé. Il y a vingt ans à peine, les Baltes formaient encore une colonie allemande pure et ils étaient demeurés fidèles à leur race avec une admirable constance. Allons-nous les abandonner ? Les acquisitions ici sont infiniment plus faciles qu'ailleurs. Il s'agit de pays ouverts, faiblement peuplés, où nous serons servis par la supériorité de notre civilisation. Les régions ainsi acquises nous fourniront les céréales nécessaires à notre peuple et constitueront un contrepoids naturel aux régions de l'ouest où domine l'industrie (p. 40 et 59).

— Il faut renverser le front de notre émigration, écrivait Frédéric Lange, en 1904, (*Reines Deutschtum*, p. 208). — Nous nous sommes trop longtemps laissé persuader que la civilisation se dirige de l'est à l'ouest. Pure sottise ! — Nous douterions de la supériorité de notre organisation en face de la masse russe ! Une masse sans doute, mais pas d'hommes, pas de personnalités ! Mer paresseuse, sur laquelle se balancent des roseaux flexibles, une foule obscure, sans mouvement et sans histoire, vernis en dessus, boue par dessous. Ce flot est menaçant pour notre civilisation, mais seulement si nous ouvrons nous-mêmes les digues. Toute action virile qui avance les digues sur ce territoire procurerait aux Allemands un nouveau territoire, et ce territoire serait bientôt un territoire allemand. —

On pourrait multiplier les citations par dizaines. — Arldt réclame l'annexion de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande à l'Allemagne parce que ces peuples sont trop faibles pour se défendre et que leur annexion à l'empire des Hohenzollern les protégerait contre la russification qui les menace. (*Die Völker Mitteleuropas*, 1917, p. 104).

Les provinces baltiques et la Lituanie, écrit Rohrbach (*Der Krieg und die deutsche Politik*, 1915, p. 165), ne sont pas russes. Elles appartiennent par l'histoire et la civilisation, les premières à l'Europe protestante, la seconde à l'Europe catholique. La partie la plus importante de la Lituanie, le gouvernement de Kovno, a pendant tout le moyen-âge subi la domination de l'Ordre teutonique. Si l'Allemagne remet la main sur ces territoires, la jeune intelligence lettone quittera le pays ; le paysan se fondra sans beaucoup de résistance dans l'Allemagne forte et croyante. La population indigène de ces provinces est trop peu nombreuse pour produire une civilisation indépendante ; les langues ne sont même pas assez développées pour traduire les œuvres littéraires et scientifiques des autres peuples. Nous retrouverons ainsi un vieux pays allemand qui représentera pour nous un magnifique terrain de recrutement pour augmenter notre force militaire, un champ de culture et d'élevage qui assurera pour toujours notre

ravitaillement, et un terrain admirablement fécond pour le développement de notre pensée nationale. Quel est l'Allemand conséquent et prévoyant qui n'éprouvera pas un sentiment d'indicible libération à l'espoir de réunir à l'Empire ces antiques colonies allemandes, à l'émancipation desquelles Moltke n'osait encore penser que comme à un rêve lointain?

Il me paraît impossible de supposer, écrit de son côté Charles Mehrmann (*Das neue Gleichgewicht der Staaten*, p. 73) que la Courlande revienne jamais à la Russie. Non seulement parce qu'il s'agit d'une ancienne possession allemande, où domine encore la civilisation germanique, mais parce que notre développement économique sur la Baltique exige un plus large développement de nos côtes. L'occupation de la Courlande nous permet de dominer le passage entre Gottland et Asel, et nous assure une influence prépondérante sur la Baltique septentrionale, ce qui supprimera jusque dans ses origines toute tendance de la Russie à nous chercher noise.

Ces citations, que je choisis au hasard et que l'on multiplierait sans peine, me paraissent suffisantes pour montrer l'intensité des convoitises que les provinces baltiques excitent en Allemagne. L'attention actuelle se dirige surtout vers le sud-est de l'Europe et ce n'est certes pas moi qui contesterais l'importance du fameux projet Berlin-Bagdad. Mais les ambitions de nos ennemis sont multiples et diverses et, s'il est difficile de les suivre dans les variations de leurs appétits qui sont immenses, il est nécessaire d'en surveiller les manifestations variées. La question de la Baltique n'a pas coûté moins de sang que celle de la Mer Noire. Maîtresse du golfe de Riga, l'Allemagne réduirait à une longue servitude la Russie qui deviendrait pour elle une simple colonie dont elle achèverait d'organiser l'exploitation et qu'elle abaisserait à l'état de mercenaire.

Parmi les hommes qui, à Petrograd, essayent aujourd'hui de signer avec l'Allemagne une paix prématurée ou qui prêchent à l'armée l'indiscipline et la désertion, quelques-uns sont de simples agents de Guillaume II, et il serait naturellement plus que naïf de vouloir les ramener à une conception politique plus saine; traîtres à leur nation, et renégats des doctrines qu'ils font mine de servir, le peloton d'exécution les attend. Mais à côté d'eux, beaucoup sont victimes d'illusions généreuses et prennent au sérieux les protestations de désintéressement que leur prodiguent les socialistes du Kaiser. Il est nécessaire qu'ils comprennent ce que cachent les promesses de fraternité qui leur arrivent de Berlin. Les événements actuels n'ont en rien diminué les exigences des pangermanistes et, ces derniers jours encore, leurs ligues officielles réclamaient l'annexion des régions à blé et des territoires de colonisation qui constituent la Lituanie et les rivages de

la Baltique. Les révolutionnaires russes n'ont-ils affranchi leur peuple que pour le livrer *à priori* au capitalisme germanique? Seront-ils moins soucieux de l'intérêt de la patrie que le tsarisme dont ils ont dénoncé et puni les trahisons? Un régime, quel qu'il soit, se suicide qui ne comprend pas et ne défend pas les intérêts permanents de l'Etat. Ce seraient de singuliers prophètes de progrès et d'étranges constructeurs de l'avenir que les politiques pusillanimes, veules ou bornés qui, après avoir inscrit sur leur drapeau l'émancipation et l'égalité des peuples, achèteraient une trêve déshonorante en abandonnant à la féroce hégémonie germanique les petites nations dont ils sont reconnus les défenseurs naturels.

Parmi ces nations, les Lettons sont une des plus dignes d'intérêt par leurs longues souffrances, par les progrès qu'ils ont déjà réalisés, par leur énergie et leur lucidité d'esprit. Ils sont à peu près ignorés en France, et M. Emile Doumergue a été bien inspiré en nous les faisant connaître. Ecrasés pendant près de dix siècles sous un des jougs les plus durs qu'il soit possible d'imaginer, ils ont réussi à conserver intactes leur nationalité et leur langue; sans ressources, sans appui au dehors, par un labeur acharné, au prix des plus dures épreuves, ils se sont peu à peu affranchis et élevés. Les idéalistes qui ont pris aujourd'hui à Petrograd la direction des affaires les rejetteront-ils d'un geste indifférent dans l'enfer d'oppression d'où ils viennent à peine de s'échapper? Seront-ils plus durs, plus sourds aux appels de l'humanité que les anciens tsars qui ont eu pitié de cette plèbe misérable et saignante et qui lui ont tendu une main secourable? Les Lettons gardent à la vieille Russie un souvenir reconnaissant de ce qu'elle a fait pour eux. Dans la république fédérale qui semble devoir remplacer l'autocratie centraliste, ils réuniront dans un commun sentiment de dévouement et de fidélité leur patrie étroite et la grande nation qui les a appelés à la vie.

II

Les Lettons qui sont établis le long des deux rives de la Duna peuplent la Courlande, la partie méridionale de la Livonie et la Latgale, qui forme l'ouest du gouvernement russe de Vitebsk. Voisins au nord des Esthes, qui sont de souche finnoise et parlent un dialecte très voisin du finlandais, ils touchent au sud aux Lituaniens dont ils sont un rameau.

Par leur origine et leur langue, comme par la géographie, les Lituaniens sont très rapprochés des Slaves, et on les confond souvent avec eux. Ils forment cependant un groupe parfaitement distinct. Les divers dialectes slaves et lituaniens présentent sans

doute de notables ressemblances, et on retrouve chez eux nombre de mots qui manquent aux autres langues indo-européennes. La seule conséquence qu'il soit légitime d'en tirer, c'est que les Lituaniens et les Slaves ne se sont séparés qu'assez tard et qu'à l'origine ils parlaient une langue commune: le balto-slave. Les Slaves et les Lettons sont ainsi des cousins germains, qui ont vécu longtemps dans l'indivision, mais qui depuis une époque fort ancienne constituent deux familles nettement différentes.

Au groupe lituanien se rattachent les Prussiens, aujourd'hui complètement disparus, qui habitaient le littoral entre la Vistule et le Niémen, les Lituaniens propres sur le moyen Memel et son affluent la Vilia, les Zmoudes, dans la Samogitie, sur le Niémen inférieur et ses affluents, et enfin les Lettons ou Lotyches sur la moyenne et la basse Duna. Le letton et le lituanien sont deux dialectes très rapprochés, mais qui forment aujourd'hui deux langues distinctes et assez séparées pour que ceux qui les parlent ne se comprennent pas mutuellement.

Les Lettons, qui occupent un territoire sensiblement plus étendu que la Suisse et presque double du Danemark, sont aujourd'hui au nombre d'environ 2.000.000 d'habitants. Ils sont luthériens en très grande majorité, tandis que les Lituaniens sont catholiques.

Les Porte-Glaives qui avaient commencé la conquête de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande s'unirent aux Chevaliers teutoniques pour se défendre contre les Lituaniens et les Russes ; « la croix rouge fraternisa avec la croix noire » (1) pour convertir les indigènes. Etranges représentants du Christ que ces Ordres militaires où les mystiques ascètes coudoyaient les coupe-jarrets et qui servaient de refuge aux aventuriers qui redoutaient la justice des hommes et de Dieu! Ils n'étaient pas sans offrir quelque ressemblance avec notre Légion étrangère ou encore avec les cohortes des conquistadores du XVI[e] siècle. Braves, l'esprit ouvert, capables de vues lointaines et de vastes projets, ils étaient avides de butin, assoiffés de domination et impitoyables. M. Doumergue, qui s'appuie sur les textes les plus précis, nous a tracé un tableau pittoresque et effroyable de la férocité avec laquelle la conquête fut conduite. Les mœurs du temps étaient brutales et dures, remarque M. Doumergue, qui tient à demeurer impartial. Même au moyen-âge cependant, il y avait des nuances. Ce qui, dans tous les cas, est caractérique, c'est la satisfaction joyeuse avec laquelle les historiens actuels de l'Allemagne racontent ces campagnes d'extermination; on croirait les entendre parler de l'anéantissement de la Belgique ou de la Serbie. Le patriotisme

(1) Les Porte-Glaives avaient le manteau blanc avec un glaive et la croix rouge sur l'épaule.

de Treitschke tressaille d'orgueil à la pensée de ces abominables exécutions où se révélait « la dureté naturelle de notre peuple et d'où sortit la gloire de l'Ordre et la magnificence de l'Allemagne. » Il reproche seulement aux Porte-Glaives d'avoir manqué d'humanité quand ils négligèrent — par timidité, par indifférence ou par cupidité — d'exterminer d'un seul coup la race sujette. Les Chevaliers teutoniques leur avaient pourtant donné l'exemple de ce qu'ils devaient faire; ils avaient anéanti les rebelles et extirpé leur langue, ce qui valait mieux « que de laisser subsister la nationalité *illégitime* d'un peuple d'esclaves, alors qu'à ses côtés le paysan prussien méritait peu à peu, avec la langue allemande, la liberté allemande. » — Cette liberté allemande qu'un peuple obtient après qu'il a été exterminé est vraiment une remarquable trouvaille.

Depuis Treitschke, l'histoire de l'Ordre a été reprise par Schiemann, à qui M. Doumergue aurait pu emprunter plus d'un trait intéressant et qui est un assez curieux spécimen de ces pamphlétaires baltes qui n'ont jamais parlé de la Russie que pour la calomnier. Ecrivain fort érudit, grand fouilleur d'archives, scrupuleux dans le détail et élevant sur des assises solides les conclusions les plus fantaisistes, les volumineux ouvrages qu'il a consacré aux Slaves ne sont jamais que des réquisitoires, et les seuls princes trouvent grâce à ses yeux qui ont subi docilement l'influence germanique. Il a signalé avec raison l'extrême différence qui distingue les établissements allemands de l'est de la Baltique de ceux du sud : la Poméranie et la Prusse, dit-il, furent une prolongation de l'Empire ; la Livonie et la Courlande n'en furent que des colonies. Les aventuriers nombreux qui y venaient chercher le pardon de leurs crimes ou y ramasser quelque butin ne s'établissaient pas à demeure; la population, résistante et tenace, s'accrocha au sol. Les Chevaliers, qui avaient besoin de main-d'œuvre, la fixèrent sur ses terres par le servage.

Nulle part il n'a été plus dur et n'a duré plus longtemps. L'histoire des provinces baltiques se réduit presque à la lutte soutenue par les seigneurs, propriétaires du sol et des habitants, contre les souverains qui essayaient de limiter leurs exactions et leur tyrannie. D'abord le roi de Pologne, Bathory, qui reproche aux nobles d'exercer sur les paysans une oppression « telle qu'on n'en avait jamais entendu parler dans tout le vaste monde, même chez les païens et les barbares », puis Gustave-Adolphe, enfin les tsars. En face des barons qui défendaient avec une invincible ténacité leurs privilèges les plus odieux, « le gouvernement russe essaya à diverses reprises d'améliorer la situation des paysans, et il nous apparaît ici comme le représentant de l'humanité et du progrès ». — L'aveu ne manque pas de piquant

dans la bouche de Schiemann, qui a sans cesse sur les lèvres la barbarie russe.

L'autocratie est un régime moins immoral encore qu'absurde. En fait, les souverains ignorent presque toujours ce qui se passe autour d'eux, et quand, par hasard, ils ont une vague intuition de ce qu'il conviendrait de faire, ils sont hors d'état d'exécuter leurs desseins; ils sont à la fois aveugles et impuissants. Une étude assez longue de la Russie au XIX[e] siècle m'a convaincu que ceux même des empereurs que l'on se représente comme des despotes implacables étaient surtout des timides et des faibles qui ont indéfiniment reculé devant les initiatives qui leur paraissaient le plus indispensables. Nicolas I a passé sa vie à préparer des lois qu'il n'a pas osé publier. Quand par hasard ils essaient de modifier l'ancien ordre des choses, leur volonté demeure lettre morte. Dans les provinces baltiques, les réformes tentées par Alexandre I et Nicolas I furent ainsi annulées par les résistances des seigneurs, ou bien même, complètement détournées de leur pensée primitive, elles n'aboutirent qu'à achever la ruine des paysans. La célèbre *émancipation des serfs* proclamée par les lois de 1804 et de 1817-19 consista à leur enlever tout droit sur les terres qu'ils cultivaient; en revanche, ils furent autorisés à quitter leurs terrains, mais à condition de ne pas sortir des limites du canton. Ces règlements prétendus libérateurs livraient les paysans pieds et poings liés aux propriétaires, dont ils étaient forcés d'accepter les conditions à moins de mourir de faim. La misère à laquelle ils étaient condamnés provoqua des troubles presque constants, et, sous la menace perpétuelle d'une jacquerie, les barons se décidèrent à quelques concessions: les réformes des années 60, qui reconnurent aux habitants des campagnes de vagues droits politiques et étendirent leur droit de déplacement, avaient cependant pour objet essentiel de créer une classe rurale conservatrice, de manière à affaiblir la masse lettone en la divisant.

En dépit de ces changements, l'organisation sociale dans les provinces baltiques demeurait nettement féodale. En Livonie, les nobles, qui sont tous Allemands, possèdent 1.700.000 hectares contre 1.300.000 aux paysans, et ces 1.700.000 hectares sont répartis entre 800 propriétaires ; en Courlande, moins de 650 seigneurs possèdent près d'un million d'hectares; les grands domaines, de 10.000 à 67.000 hectares, représentent le dixième de tout le sol; le prolétariat agricole forme plus des deux tiers de la population totale. Les Allemands sont les maîtres absolus de l'administration locale, exercent à la Diète une influence prépondérante, disposent de la police et de la justice, nomment les pasteurs; jusqu'à ces derniers temps, ils avaient le droit exclusif de distiller et de vendre l'eau-de-vie et ils n'y ont renoncé que

contre une indemnité considérable; ils dominent dans les Chambres de commerce, les sociétés foncières de crédit, les comités des écoles; ils disposent sans contrôle des fonds d'instruction qui sont fournis pour les neuf dixièmes par les paysans. Les barons baltes reprochent souvent aux Lettons leur perfidie, leur violence, leur hypocrisie servile: leurs accusations ne sauraient être acceptées que sous bénéfice d'inventaire; dût-on même les accepter, elles se retournent contre les maîtres du sol. Comment s'étonner qu'une population soumise à une oppression écrasante se soit habituée au mensonge et à la ruse? Qui sème le vent, récolte la tempête. « Les ombres du passé, écrit un défenseur des Allemands que cite M. Doumergue, pèsent sombres sur le présent de la Livonie. »

III

Il est merveilleux que dix siècles de servitude n'aient pas ruiné la force morale des Lettons, et nous sommes frappés d'admiration et de respect en face de la singulière énergie qui leur a été nécessaire pour sortir peu à peu de la situation intolérable dans laquelle ils croupissaient depuis une époque immémoriale. En dépit des lourdes charges qui pesaient sur eux, à force de labeur, d'intelligence et d'économie, quelques paysans réussissent peu à peu à acquérir un petit domaine; penchés nuit et jour sur le sol ingrat qu'ils engraissent de leurs sueurs, lentement ils agrandissent leurs terres, arrivent à une aisance relative, commencent à s'instruire, et, à mesure qu'ils s'élèvent, ils supportent avec une impatience croissante les exactions et l'insolence des maîtres étrangers. D'autres s'établissent dans les villes, y ouvrent une boutique, font quelques économies, envoient leurs fils à l'école. Ils se groupent autour d'une poignée d'écrivains, écoutent avec avidité leurs paroles de révolte et d'émancipation.

Les Allemands se vantent du développement de la civilisation baltique. Prétentions déconcertantes! En réalité tous les progrès ont été obtenus sans eux, malgré eux et contre eux. Tant qu'ils ont été les maîtres du pays, méthodiquement, systématiquement, ils ont entravé l'instruction; après l'introduction de la Réforme, s'ils n'ont pas osé refusé aux paysans le droit d'apprendre à lire, ils leur ont interdit d'apprendre à écrire. Les premières écoles lettones datent de la domination suédoise, et c'est alors seulement que la Bible a été traduite en letton (1689). Depuis un demi-siècle, l'instruction primaire a pris un remarquable développement: on comptait en Livonie en 1905 1.800 écoles primaires, avec un budget annuel de plus d'un million de roubles; sur cette somme, la part contributive des nobles qui détiennent l'immense majorité de la fortune est de 40.000 roubles, vingt fois moindre que celle des paysans. Les statistiques établissent ce fait paradoxal que la pro-

portion des illettrés est sensiblement plus élevée parmi les Allemands que parmi les Lettons ; au point de vue de l'instruction, la classe dominante est très inférieure à celle des sujets. Ces constatations ne troublent pas Rohrbach et ses compagnons en pangermanisme: qu'importent les faits en face des idées et les chiffres en présence des dogmes? Il est entendu que les Lettons, comme les Lituaniens et les Slaves, sont une race inférieure et il est nécessaire que les Germains apportent chez eux la lumière. Les statistiques ne sauraient évidemment prévaloir contre ces axiomes éternels.

Aussi, quelles clameurs désespérées quand le gouvernement russe, à partir du milieu du XIX[e] siècle, parut s'apercevoir de l'erreur qu'il avait trop longtemps commise en laissant une influence prépondérante aux Allemands! En réalité, les Tsars n'ont jamais eu dans les provinces baltiques de politique nettement déterminée, et leur conduite a toujours été confuse et contradictoire. Rattachés à l'Allemagne par des liens étroits de parenté et convaincus que la Prusse était la forteresse des idées conservatrices, ils demeuraient dociles aux traditions du XVIII[e] siècle et laissaient dans les affaires une place prépondérante aux barons baltes, dont ils goûtaient la servilité massive et qui offraient à l'autocratie l'appui de leur brutalité méthodique et tenace et de leur hautaine et insolente cupidité.

Inquiets cependant des désirs de liberté qui tourmentaient les classes éclairées et une partie considérable de la noblesse russe, ils flattaient les instincts des masses populaires, en se représentant comme les défenseurs de l'idée nationale. Ils transformaient à leur usage le programme panslaviste et prenaient pour devise : une loi, une foi, un roi. Ils se trouvèrent ainsi amenés à adopter une politique de russification qui, à la fois violente et incertaine, provocatrice dans ses principes et incohérente dans l'application, n'eut d'autre résultat que d'exalter les haines de races et de discréditer le pouvoir.

Dans les provinces baltiques, s'il était légitime de briser la domination de la minorité allemande, il était absurde de prétendre russifier un pays où l'élément russe n'existe matériellement pas; les Russes, — environ 5 0/0 de la population totale, — ne sont guère que des fonctionnaires, sans racines dans le pays. Encore, en Pologne, cet effort de russification trouvait-il au moins une apparence d'excuse dans les insurrections de 1831 et de 1863; en Livonie et en Courlande, il n'avait aucune ombre de raison, et on ne saurait l'expliquer que par la puissance de l'idée fixe dans des cerveaux primitifs.

La nécessaité de soustraire les provinces baltiques à l'influence d'une classe féodale suspecte avait été signalée dès le règne

d'Alexandre II par un publiciste russe bien connu, Samarin, qui avait dénoncé les sympathies des nobles pour les Hohenzollern. Ses révélations s'étaient heurtées d'abord aux préjugés de la cour, et il avait été obligé de publier son livre à l'étranger. Ses idées trouvèrent plus de faveur après l'avènement d'Alexandre III (1881), qui prit pour programme: la Russie aux Russes. « On se proposa, lisons-nous dans le journal du Conseil des ministres du 10 mai 1905, d'affranchir la majorité de la population, Esthes et Lettons, de la domination de la noblesse propriétaire allemande et de remplacer son influence par l'influence russe; pour cela, il fallait unifier davantage les provinces baltiques et les gouvernements intérieurs de l'Empire, en y introduisant les mêmes organes de surveillance sur les établissements d'instruction. » — En pratique, tout l'Empire fut livré à l'exploitation de la bureaucratie centraliste. Il se forma une caste de fonctionnaires-conquérants qui exploita la peur ou l'ignorance du souverain pour étendre son autorité et piller le pays. Servis par la presse officielle locale (le *Messager de Riga*), et appuyés par quelques journaux russes, le *Novoié Vrémia*, le *Sviet*, les *Moskovskiia Viédomosti*, ces tchinovniki, sous prétexte de démocratie, établirent le plus répugnant système d'arbitraire policier et de corruption; ils multiplièrent les règlements, pour accroître les occasions d'accorder des dispenses qu'on leur payait à beaux deniers comptant. Les langues indigènes furent proscrites de l'école et des tribunaux; l'Université de Dorpat devint le refuge de tous les professeurs qui n'avaient pas réussi à faire carrière ailleurs. Les mesures vexatoires dont se plaignaient les Allemands ne profitèrent en rien d'ailleurs aux Lettons; la Diète leur demeura fermée ; on ajourna les réformes municipales, provinciales ou judiciaires qui auraient élevé l'état moral et intellectuel de la population.

Les demandes des Lettons étaient extrêmement modestes, et ils avaient salué avec une certaine sympathie les débuts de l'ère nouvelle; déçus dans leurs espoirs, l'absurdité du gouvernement les rejeta dans l'opposition. Malgré tout, leurs progrès continuaient. Les fonctionnaires russes, isolés, misérables, étaient moins redoutables que les barons baltes dont l'autorité s'appuyait sur la possession du sol; ils étaient obligés de montrer une certaine complaisance à la majorité indigène. Les Russes n'ont d'ailleurs ni les défauts ni les qualités nécessaires pour maintenir la tyrannie; moins capables d'efforts soutenus que d'enthousiasme, mobiles et négligents, ils ne tiennent pas longtemps la main à l'exécution des édits les plus rigoureux; les fanatiques sont rares parmi les tchinovniki, et l'on trouve aisément moyen de s'arranger avec eux; les mœurs en Russie sont moins dures que les lois. Les Lettons étaient de plus protégés par leur obscurité même et leur petit nombre; il eût été ridicule de les soupçonner de tendances séparatistes. Grâce à ces circonstances

favorables, ils complétèrent leur organisation, et pour donner à leur propagande nationale une base solide, ils développèrent leur langue et créèrent une littérature.

Le peuple letton est un peuple de chanteurs et de poètes. « Le vénérable collectionneur, Krischjanis Barons, a réuni plus de 30.000 chants populaires dont les origines se perdent dans un passé peut-être plus reculé que celui de la poésie des Indes et qui, dans l édition de l'Académie de Petrograd, forment cinq gros volumes. » Ces chants, ces légendes, ces énigmes qui se transmettent de bouche en bouche, maintenaient une certaine unité morale dans le peuple. La conscience de l'unité de la race n'a pris cependant une forme un peu précise que vers 1820. Même alors, elle demeure assez longtemps indécise et vague et ne trouve d'écho que dans un très petit cercle d'affiliés. Peu à peu, elle s'étend et devient à la fois plus concrète et plus ardente.

L'histoire de ce mouvement serait certainement des plus curieuses; elle est encore à peine esquissée, et M. Doumergue s'est moins attaché à en marquer l'évolution qu'à nous signaler l'action de quelques-uns des hommes qui y ont pris le principal rôle. Autant qu'il m'est permis d'en juger par les documents tout à fait insuffisants que je connais, il me paraît présenter un parallélisme assez curieux avec la marche des idées dans le reste de la Russie. — Vers 1848, quelques cercles de jeunes gens se rapprochent pour développer la langue populaire. Ces « jeunes Lettons », que les barons allemands dénoncent aussitôt comme des révolutionnaires, sont en réalité des philanthropes qui cherchent à relever la condition économique de leurs concitoyens en répandant parmi eux les connaissances indispensables. Ils ont subi à la fois les influences romantiques et l'action des premiers socialistes français; mais elles ne parviennent à eux qu'atténuées, adoucies, et elles ont perdu leur puissance de révolte. Ils n'arrivent au patriotisme que par voie indirecte, ils ne s'attachent à perfectionner et à développer leur langue que parce qu'ils sont convaincus — avec raison — que pour instruire les paysans il est indispensable de s'adresser à eux dans l'idiome qui leur est familier. Leurs désirs sont bénins et leurs ressources modestes. Peu à peu, leur dévouement et le progrès général des idées démocratiques rallient à leur cause d'assez nombreux adhérents, en même temps que leur programme s'élargit et que leurs ambitions s'élèvent.

Une nouvelle période s'ouvre en 1868, où se fonde la *Société lettone* qui devint dès lors le centre de la vie nationale lettone et qui donne au mouvement une impulsion plus vigoureuse et une direction plus hardie. Menacées dans leur hégémonie, la noblesse et la bourgeoisie allemandes, jusque-là divisées, se réunissent contre l'ennemi commun, tandis que les Lettons sont

rapprochés des Slavophiles par un fonds d'idées analogues et par une haine semblable contre la domination tudesque. A ce moment se nouent entre les Russes et les Lettons ces liens d'amitié que la sottise des tchinovniki n'a pas réussi à briser complètement.

La résistance furibonde des Allemands, qui défendaient le terrain pied à pied, et l'impitoyable rigueur avec laquelle ils exploitaient leurs privilèges économiques achèvent d'exaspérer les passions. Les haines nationales étaient arrivées à leur paroxysme au moment de la révolution de 1905; elles aboutirent à une redoutable jacquerie, qui fut à la fois une révolte du prolétariat rural poussé à bout par la misère et un soulèvement des races opprimées. Elle fut étouffée dans le sang, et l'implacable férocité des barons baltes qui, en qualité de *gendarmes d'honneur*, conduisirent au massacre les compagnies de Cosaques et de Circassiens, a laissé dans le pays d'inoubliables rancunes. La noblesse balte, a dit Bebel au Reichstag, est particulièrement haïe dans la Russie entière parce qu'elle a toujours fourni à la tyrannie ses pires instruments. (12 février 1906). — Heureux les villages, écrit un témoin oculaire, où des officiers russes dirigeaient les corps d'expédition; ils se contentaient de coups de fouet, là où les nobles du pays ordonnaient la mort.

De ces journées sanglantes, les Lettons ont retenu la conviction que l'oligarchie étrangère n'abandonnerait jamais ses privilèges écrasants, et ils placèrent dès lors tout leur espoir dans les libéraux russes. Ils saluèrent avec enthousiasme dans la guerre de 1914 la revanche de leurs souffrances séculaires, et, d'un élan unanime, ils se rangèrent autour du tsar qui secouait enfin le joug de l'Allemagne. Non qu'ils eussent aucune sympathie pour l'autocratie ou les bureaucrates corrompus et misérables qui l'entouraient, mais ils saisissaient avec joie l'occasion de venger enfin l'opprobre de leurs pères et leurs offenses. Ils avaient une longue expérience de la domination germanique; ils avaient comparé la barbarie slave et la civilisation tudesque; entre les deux, leur choix était fait.

Les Allemands ont une telle habitude du mensonge qu'ils ne reculent pas devant les impudences les plus manifestes et les plus maladroites. Ils ont essayé de donner le change à l'opinion européenne sur les événements de Livonie. — Le paysan letton, écrit le *Neue Deutschland*, est demeuré jusque dans le plus profond de son être un paysan allemand, un protestant qui, à cause de la russification, n'a pas reçu la langue allemande. Il espère être réuni à l'Allemagne. — Leur désir d'être réunis à l'Allemagne, les paysans lettons l'ont prouvé en envoyant à l'armée russe des milliers de volontaires, dont les bulletins officiels ont signalé l'indomptable vaillance et l'entrain enthousiaste. — On a répandu un appel au Président Wilson : *Cris de détresse des peuples*

soumis à la Russie. — Qui a rédigé et signé cet appel ? Des agents allemands, établis en Allemagne, et qui ont été désavoués aussitôt par les représentants officiels du pays. — Le 5 avril 1916, M. de Bethmann-Hollweg, avec le tranquille cynisme et la grossière frivolité qui caractérisaient sa manière, osa parler au Reichstag des peuples délivrés, — et parmi eux des Lettons. — Aussitôt, le Comité des Lettons en Suisse, à la tête duquel se trouvait le poète Rainis, l'écrivain le plus célèbre et le chef véritable de la nation, protesta avec indignation: — « Nous, Lettons, nous voulons une libération qui ne soit pas une séparation de la Russie. » — A Lausanne, lors de cet étrange Congrès des nationalités qui avait été organisé par une poignée de séides de Bethmann-Hollweg pour persuader aux neutres que l'Allemagne combat pour l'indépendance des peuples opprimés par la Russie, Madame Kenin s'élevait, au nom de ses compatriotes, contre cette mystification lugubre : « Mieux qu'aucun autre peuple au monde, nous connaissons le caractère des bienfaits allemands. Aucun Letton ne saurait attendre de Berlin sa libération. Après la guerre, la Lettonie entrera comme une unité autonome dans le sein d'une Russie libre. La libre Lettonie dans une libre Russie, telle est la volonté unanime du peuple letton tout entier. »

Ne nous laissons pas troubler par des agitations superficielles lentement ourdies et adroitement dirigées par Guillaume II. Les programmes séparatistes que lancent bruyamment les complices de Lénine ne correspondent pas aux désirs réels de l'immense majorité des populations diverses qui étaient réunies sous le sceptre des tsars. La bureaucratie centraliste a commis de lourdes fautes; sous prétexte de défendre l'unité de la monarchie, et en réalité pour assurer son propre pouvoir, elle a réfréné sans pitié les moindres aspirations d'autonomie locale; elle n'a pas voulu comprendre que, dans un État aussi démesurément vaste et si hétérogène, il était absurde de supprimer toute existence provinciale et que l'administration, fût-elle animée des intentions les plus pures, était fatalement condamnée aux pires erreurs si elle prétendait soumettre aux mêmes lois les riverains de la Baltique et de la Caspienne, les montagnards du Caucase et les colons de Sibérie, les Finlandais et les nomades de la Volga. Aujourd'hui, la jeune république paye les fautes du gouvernement précédent; le vieil Empire, lentement formé par les rassembleurs de la terre russe, craque de toutes parts et menace de se désagréger. Le péril est sérieux, mais il ne convient pas de l'exagérer. Parmi ces agitations, beaucoup ont un caractère superficiel et factice: résultat de l'exaltation momentanée qu'a provoquée le mouvement révolutionnaire et qui a partout poussé au premier rang les éléments les plus radicaux et les plus exubérants, elles ont été excitées et faussées par les légions de traîtres que soudoie l'or

des Hohenzollern. Dans leurs formules excessives et intransigeantes, elles ne répondent pas aux désirs réels et durables des masses. Le jeu de l'Allemagne est d'ailleurs trop grossier pour que le bon sens de la foule s'y laisse prendre longtemps. Quelle épaisse niaiserie faut-il que Guillaume II suppose à ces peuples pour espérer qu'ils vont bénévolement lui livrer le monde? Les naïfs qui se laisseraient séduire par ses fallacieuses promesses, expieraient sûrement leur sottise, sans compter qu'ils provoqueraient vite un redoutable réveil du patriotisme moscovite.

La variété des races et les oppositions locales dissimulent quelquefois le patriotisme panrusse, mais ne le suppriment pas. C'est un sentiment très ancien et très profond qui, si l'unité de l'État était menacée, se tendrait dans un effort formidable et triompherait même des désirs de liberté. La révolution actuelle est née avant tout de l'indignation provoquée par la trahison de la bureaucratie en face de l'Allemagne; elle a pour mobile essentiel le salut du pays. Malheur aux chefs imprudents qui l'oublieraient! L'État russe n'est pas une conception arbitraire sortie du cerveau de quelques souverains ambitieux; il est sorti du besoin de constituer une solide barrière contre les conquérants asiatiques. Il a aujourd'hui une tâche nouvelle; il doit devenir l'asile inviolable où les peuples, rassemblés par une foi commune dans la liberté, s'opposeront à l'invasion des tribus germaniques. Les allogènes de la Russie sauront le comprendre, et, si leurs rancunes légitimes contre les excès de la centralisation expliquent l'intransigeance de leurs premières revendications, ils s'apercevront vite qu'ils justifieraient la pire réaction du jour où ils ne sauraient pas limiter leurs désirs. Les Finlandais et les Ukrainiens feront bien de ne pas l'oublier. Nous comptons que les Lettons leur donneront l'exemple de la mesure et de la raison. Ils ont eu souvent à se plaindre de l'autocratie, de ses indécisions et de ses violences ; mais ils ont toujours établi une distinction essentielle entre le gouvernement et la Russie, et ils n'oublient pas que la Russie les a aidés à s'affranchir du joug de la noblesse balte. L'histoire russe a été écrite depuis un demi-siècle par des Allemands et des libéraux et elle n'est qu'un réquisitoire contre les tsars ; plus d'un de ses jugements sera à réviser, et l'on s'apercevra alors que, plus souvent qu'on ne le soupçonne, ils ont joué un rôle de libérateur.

Le mérite de M. Doumergue est de l'avoir prouvé pour les provinces baltiques; il serait très désirable qu'il reprît et complétât l'esquisse qu'il nous présente aujourd'hui. Il serait nécessaire qu'il insistât davantage sur l'évolution sociale des Lettons et sur les conséquences que l'introduction du capitalisme a exercées sur la vie politique et même littéraire; les écrivains russes, presque tous gagnés aux doctrines marxistes, attachent une

importance exagérée à ces questions purement économiques; mais elles disparaissent trop d'autre part dans l'essai de M. Doumergue. L'histoire de la renaissance contemporaine exigerait aussi quelques développements complémentaires. — Tel qu'il est, le travail qu'a publié *Foi et Vie*, n'en a pas moins une très réelle importance et un extrême intérêt; il sera complètement nouveau pour la plupart des lecteurs; il est écrit dans un esprit d'absolue probité scientifique; il s'appuie sur une critique attentive des sources; il est animé d'un esprit d'ardente générosité et de sincère foi patriotique. Il appartient à la meilleure catégorie des œuvres de guerre, celles où s'unissent l'amour de la patrie, le respect de la vérité et l'espoir indélébile dans le progrès de l'humanité.

E. Denis.

Les Yougoslaves en Amérique.

Les colonies yougoslaves. — Les organisations yougoslaves, leurs congrès, et les déclarations et résolutions des Yougoslaves d'Amérique. — Leur action en faveur de la Serbie et des Alliés.

Washington, le 18 août 1917.

Les déclarations officielles et réitérées du gouvernement du roi Pierre, suivant lesquelles la Serbie ne poursuit dans cette guerre d'autre but que la libération des Serbes, des Croates et des Slovènes actuellement soumis au joug de l'Autriche, et la récente publication de la Déclaration de Corfou donnent un intérêt particulier à l'attitude des colonies yougoslaves d'outre-Atlantique.

Le nombre des Yougoslaves fixés hors de leur patrie, et particulièrement dans les deux Amériques, est de plus d'un million. Presque tous viennent de Carniole, de Styrie, de Carinthie, de Goritz, d'Istrie, de Croatie-Slavonie, du Banat, de Bosnie, d'Herzégovine et de Dalmatie. Aux Etats-Unis seulement, ils sont environ 700.000. Un dixième d'entre eux a été naturalisé ; les autres sont restés sujets austro-hongrois.

A défaut de renseignements certains, il est impossible de préciser l'époque où notre peuple a commencé à émigrer. D'après quelques lettres privées, conservées dans les familles, il conviendrait de la fixer vers le moment où la découverte des gisements d'or de Californie faisait travailler toutes les imaginations en Europe. Un des premiers chercheurs d'or qui partirent pour ce nouvel Eldorado fut un Yougo-Slave de Dalmatie : Ante Bakulic. Son exemple fut immédiatement suivi par un grand nombre de ses compatriotes, et de 1860 à 1870 l'émigration yougo-slave fut très intense. L'or n'était plus seul à attirer les émigrants. Ils com-

mençaient à s'occuper d'agriculture. Parmi eux il n'est pas inutile de rappeler la mémoire de M. Lentulic, le premier qui eut l'idée de faire la culture des pommes. Depuis M. Lentulic, cette culture a pris un tel développement que Watsonville possède aujourd'hui 50 maisons de commerce, toutes aux mains de nos nationaux.

D'après les derniers renseignements statistiques, il y a plus de 100.000 Yougo-Slaves en Californie, principalement des Croates. Leur centre est San José, où ils publient plusieurs journaux.

Ce mouvement d'émigration yougo-slave, accéléré depuis 1890, s'accroît de jour en jour. Pendant les dix dernières années, plus de 50.000 hommes ont émigré de la seule Dalmatie en Amérique; 50.280 de Bosnie-Herzégovine; 257.212 de Croatie et de Slavonie. Plus de la moitié de ces émigrants se sont dirigés vers l'Amérique du Nord (Illinois, Montana, New-York, Missouri, Michigan, etc., etc.). En Pennsylvanie, il y a environ 150.000 Croates de Dalmatie, dont plus de la moitié vit à Pittsbourg et à Alleghany. Ils s'occupent de commerce, d'agriculture, de mines et de métallurgie. C'est dans ces importants centres yougo-slaves que se trouve le siège de l'association *Hrvatska Narodna Zajednica* (Union nationale croate).

La statistique des émigrés yougo-slaves en Amérique du Sud n'est pas encore tout à fait achevée, mais on peut dire que leur nombre varie entre 30.000 et 50.000. La plupart de ces Yougo-Slaves viennent, comme ceux de l'Amérique du Nord, de nos provinces d'Autriche-Hongrie, particulièrement de Dalmatie, du Littoral croate, d'Istrie, de Carniole, de Goritz et de Trieste. Notre peuple a émigré relativement beaucoup plus des bords de l'Adriatique que de l'intérieur.

Le contingent le plus considérable de ces émigrants s'est dirigé sur l'Argentine : 20.000 environ. Naturellement ils s'occupent presque tous d'agriculture et de navigation. De grandes sociétés de navigation ont été, en grande partie, fondées avec des capitaux yougo-slaves. Les plus notables d'entre eux sont « Mihanovic » et « Amérique du Sud ». Les capitaines et les marins de ces compagnies sont tous yougo-slaves. Comme agriculteurs, les Yougo-Slaves sont également très recherchés en Argentine. Quelques-uns d'entre eux travaillent dans les usines ainsi qu'à la

construction des voies ferrées. Enfin quelques maisons yougo-slaves s'occupent de l'exportation des céréales. L'activité des Yougo-Slaves au Paraguay et dans l'Uruguay est, à peu d'exceptions près, la même qu'en Argentine.

Les Yougo-Slaves de la république du Chili méritent d'attirer particulièrement l'attention. Ils s'occupent presque tous de commerce et d'industrie. Ils ont fondé de grandes maisons d'importation et d'exportation qui sont toutes très prospères. Mais c'est dans l'industrie des nitrates qu'ils ont montré le plus d'esprit d'entreprise, de volonté et d'initiative. Une dizaine de mines sont entre leurs mains, et représentent un capital de 100 millions de dollars; leurs propriétaires, MM. Baburica, Mitrovic, Moro, Lukinovic, Cikareli, Goic et autres, sont aussi estimés au Chili qu'à l'étranger. Vingt pour cent des employés et des ouvriers de ces importantes exploitations sont des Yougo-Slaves de Dalmatie, la majeure partie venant des îles de Brac, Vis, Hvar et des environs de Raguse.

En Bolivie, les Yougo-Slaves sont occupés pour la plupart dans les mines. Quelques-uns ont fondé d'importantes maisons de commerce : les noms de MM. Dubravic, Sabioncello, Jankovic, etc., sont bien connus dans tout le pays.

Au Pérou, nos nationaux sont employés dans les mines, ou s'occupent de commerce. Ils sont presque tous originaires de Dalmatie et les plus notables maisons sont celles de MM. Curlica, Galjuf, Pchovac, Acalija, etc. Ce sont des Yougoslaves de Dalmatie qui, les premiers, ont commencé à chercher les paillettes d'or dans les petites rivières de la Terre de Feu. Ils se sont également distingués dans l'industrie électrique. MM. Mandakovic à Tocophile, Vladislavic et Grubisic à Potosi et Mitrovic à Antofagasta fournissent la force électrique et la lumière à ces trois villes industrielles; à Antofagasta, Aconcagua, Filomène, Ausonie, Eugenia, ailleurs encore, la maison Jankovic est propriétaire des téléphones. Elle possède également tous les garages d'automobiles d'Antofagasta et des environs. La grande maison Baburica et Cikareli alimente de viande et de bois toute la partie nord du Chili.

Il est donc évident que nos Yougo-Slaves des deux Amériques représentent un peuple intelligent, consciencieux et actif. La plupart d'entre eux envoient presque toutes leurs économies à

leurs familles restées dans la patrie irrédimée où, avant la guerre, ils songeaient presque tous à revenir un jour.

***

Comme on le voit, tous nos émigrants dans les deux Amériques, à de très rares exceptions près, viennent des pays yougo-slaves de l'Autriche-Hongrie; en général, ils sont originaires des bords de l'Adriatique, où depuis des siècles ont vécu les éléments de la race yougo-slave les plus purs et, dans les derniers temps, les plus conscients de notre commune nationalité. C'est ainsi qu'ils sont, soit en groupe soit individuellement, les seuls des Yougo-Slaves qui aient le droit et la liberté de parler au nom de leur patrie opprimée. Ce fait donne une importance capitale à toutes les déclarations qu'ils ont faites au nom de leur nation, soit dans la presse, soit dans leurs grands meetings, et aussi à leur contribution armée en faveur de leurs frères serbes et des Alliés.

L'idée de l'union nationale des Yougo-Slaves de l'Amérique du Nord et du Sud, Serbes, Croates et Slovènes, était vivante et active bien avant la guerre. Plusieurs journaux et sociétés ont continuellement maintenu et propagé parmi eux la conviction qu'il n'était pas difficile de donner à l'idéal yougo-slave une direction concrète et unique. Aussi est-ce de l'étranger que sont venus quelques-uns des chefs et des représentants les plus remarquables des partis nationaux yougo-slaves d'Autriche-Hongrie. Ce sont eux qui, après la proclamation où le gouvernement serbe affirmait le programme de l'union yougo-slave, se sont immédiatement mis en action.

Le premier pas fait dans ce sens par nos chefs nationaux a été la déclaration de Rome (hiver 1914-15), par laquelle quelques députés croates, devenus plus tard membres du Comité Yougo-Slave, ont « protesté contre la guerre entreprise contre la Serbie et le Monténégro, ces deux parties vitales de notre nation ». « *La guerre actuelle* », disaient-ils, « *c'est la guerre magyare et autrichienne, ce n'est pas la guerre croate.* » — Puis, quelques semaines avant la résolution des Yougo-Slaves assemblés à Nis le 10 et 11 mars 1915, sur la convocation du délégué du Comité Yougo-Slave, M. Fran Potocnjak, ce fut *le premier grand Congrès*

national yougo-slave réuni à Chicago. A cet important Congrès siégeaient 563 délégués de tous les États de l'Amérique du Nord. Dans une importante résolution, votée à l'unanimité, il déclara :

1° Que les Serbes, Croates et Slovènes demeurant en Amérique rompaient toutes leurs relations civiles avec l'Autriche-Hongrie;

2° Qu'ils attendaient de la victoire des Alliés la libération et l'unification de tous les Yougo-Slaves d'Europe, rassemblés dans un seul État avec leurs frères de la Serbie et du Monténégro.

En même temps était fondée, comme section du Comité Yougo-Slave pour les Etats-Unis, l'organisation centrale sous la présidence de M. Ante Biankini, membre du Comité Yougo-Slave à Londres.

Grâce au dévouement des chefs nationaux d'Amérique et à l'action du Comité de Londres, on a réussi, après ce congrès, à étendre la propagande en faveur du programme national yougo-slave, et à y intéresser une grande et importante partie de la presse et du public américains.

Tout le monde sait que l'Autriche, pour affaiblir politiquement une nation homogène, a pratiqué non sans ingéniosité le vieux précepte : *Divide et impera*. Contre les Yougo-Slaves, elle a exploité, non parfois sans quelque succès, les différences de religions, en se servant de ses antiques relations avec le Vatican. Mais le sentiment national a fini par l'emporter. Nous nous souviendrons toujours avec joie du 27 août 1915, où une grande majorité de notre clergé, orthodoxe, catholique et uniate, réunie à Chicago, a affirmé sa solidarité complète avec le peuple, conformément aux ordres du jour votés dans les meetings politiques yougo-slaves.

« Même la justice divine » dit cette déclaration de Chicago, « que nous choisissons pour notre justice, demande la libération de tous les Slaves d'Europe, *la délivrance de tous les Yougo-Slaves qui sont un seul peuple par le sang, la langue et les aspirations, et leur réunion en un État indépendant*. Pas un seul pouce du territoire yougo-slave ne doit rester hors des frontières de cet État, ni en Dalmatie, ni en Istrie, ni en pays slovène, ni dans le Banat, ni en Macédoine. Dans aucun domaine pratique, les différences confessionnelles, qu'on a exploitées comme le plus grand obstacle à l'union nationale, ne nous paraissent en rien à nous,

représentants des divers cultes existants, devoir empêcher le développement du peuple constitué en État. La nation yougo-slave, délivrée et unie, doit organiser elle-même son État, sans nulle ingérence étrangère, sur une base démocratique qui garantira la liberté politique et religieuse. Nous le déclarons en notre nom et au nom de nos frères asservis d'Autriche, convaincus qu'ils diraient la même chose, s'ils pouvaient parler. »

A ce congrès assistaient des prêtres croates, serbes et slovènes.

La même année, au mois de septembre, a eu lieu à Cleveland un congrès de la plus grande organisation yougo-slave aux États-Unis, *Hrvatska Narodna Zajednica*. Cette organisation croate compte 35.000 membres, principalement des ouvriers. En vain, les consuls et les agents austro-hongrois ont employé tous les moyens possibles pour en enlever l'administration aux chefs nationaux yougo-slaves; la conscience nationale de nos émigrés a été plus forte que les intrigues et que les menaces austro-germaines. Les journaux ont publié un fac-similé d'une lettre du consul autrichien à Pittsbourg, qui établit que les agents autrichiens avaient fondé un journal spécialement destiné à compromettre et à ruiner l'influence des délégués au congrès. La session du congrès n'en fut pas moins imposante par le calme qui y régna, les manœuvres autrichiennes furent repoussées avec une indignation unanime et *les membres de l'administration nationale, dont le programme est expressément l'émancipation du joug autrichien, furent réélus.*

A la même époque fut organisé, à l'occasion de la Saint-François, le grand « Slavenski Dan » (la journée slave), où les Yougo-Slaves manifestèrent de la manière la plus solennelle leur volonté de se libérer du joug autrichien et de s'unir en une seule nation. Une autre manifestation significative eut lieu, les 18 et 19 septembre, à Cleveland: le congrès de toutes les organisations sportives croates ; on y décida *que toutes les sociétés de gymnastes serbes, croates et slovènes s'uniraient en une seule association.* Enfin les délégués de toutes les sociétés yougo-slaves de sport, de la grande organisation ouvrière *Hrvatska Narodna Zajednica,* des ligues serbes *Sloga* et *Srbobran,* des groupes politiques *Hrvatski Savez* et *Slovenska Liga,* et d'autres associations nationales, se réunirent dans un meeting où ils exprimèrent l'opinion des 150.000 Yougo-Slaves organisés d'Amérique du

Nord. Voici l'ordre du jour qui fut voté par acclamation : « Nous, Croates, Slovènes et Serbes, qui formons une seule nation par le sang, par la langue et par la communauté des aspirations, *nous nous sentons liés par l'âme et par le cœur au peuple, à l'armée, au gouvernement de nos frères de Serbie et de Crna Gora* (1). *Leur cause est la nôtre, aussi sommes-nous prêts à combattre, côte à côte, les ennemis communs : Teutons, Magyars et Turcs, afin de conquérir la liberté et l'union de tous les Yougo-Slaves dans un grand État national.* Nous espérons que nulle fraction de notre peuple, nul pouce de notre territoire, que ce soit à l'Ouest, à l'Est, au Nord ou au Sud, ne tombera sous le joug étranger. Nous attendonc avec confiance la victoire de la Russie fraternelle et de ses nobles alliés, et, *loyaux envers la grande patrie de Washington et de Lincoln, nous saluons la sage politique du président Wilson, opposée à la conduite inhumaine des Austro-Allemands.* »

Cette résolution fut transmise au secrétaire d'État, M. Lansing, au premier ministre serbe M. Pasics, au ministre monténégrin Plamenac, au Comité yougo-slave de Londres, et aux ambassadeurs de Russie, de Grande-Bretagne, de France et d'Italie à Washington. Le même jour le congrès recevait du Comité Yougo-Slave de Londres la dépêche suivante : « Nous saluons les forces de combat du peuple, forces organisées, et nous souhaitons que les dernières grandes manifestations des Croates, Serbes et Slovènes en Amérique soient suivies de la création d'une phalange disciplinée, qui mènera la bataille pour l'indépendance. *Ne vous relâchez point de votre effort, frères, tant que chacun de vous ne sera point devenu un combattant et un apôtre de notre délivrance, et tant que toute la nation ne sera point unie dans une Yougo-Slavie libre et démocratique de l'Adriatique au Timok, et d'Ohrid au Triglav.* »

Le mouvement ne s'arrêta pas. Le 23 septembre 1915, à Cleveland, l'assemblée du *Hrvatski Savez* (« La Ligue croate ») flétrissait énergiquement les intrigues austro-allemandes en Amérique et votait une résolution semblable à la précédente. Le 28 avril 1916, les Slovènes tenaient à Cleveland un meeting où 500 délégués, représentant 30.000 Slovènes des différentes parties de l'Amérique du Nord, réclamaient avec la même

(1) Le Monténégro.

unanimité l'union yougo-slave : — « Nous, Slovènes de Cleveland et des environs, réunis dans un grand meeting national, étant donnés les rapports actuels des États-Unis avec l'Allemagne, nous considérons que notre devoir patriotique nous impose, comme bons citoyens américains, d'affirmer notre loyalisme absolu envers la Constitution et les lois des États-Unis; *nous exprimons nos loyaux et sincères remerciements au président Wilson pour sa noble défense de l'humanité, de l'honneur et du salut des citoyens américains. Nous exprimons aussi notre cordiale gratitude à ceux qui combattent pour la véritable démocratie et la liberté des petites nations opprimées, et nous remercions la noble France et ses Alliés, car nous voyons dans leur victoire la libération de nos frères qui souffrent sous la domination inhumaine des Austro-Hongrois, dont nous avons fui la tyrannie au delà de l'Océan dans la terre de la liberté dorée. Unis par les liens du sang, par la langue et par la souffrance aux Croates et aux Serbes, nous ressentons les sacrifices et les douleurs de la Serbie comme notre propre souffrance, et nous espérons du fond du cœur la libération et l'union de notre nation dans un État indépendant et démocratique : la Yougo-Slavie* ».

***

Les événements ont suivi le même cours parmi nos émigrés des Républiques de l'Amérique du Sud, où se trouvent nos éléments les plus riches. Dès le mois d'août 1915 avait lieu à Antofagasta le « Congrès des Yougo-Slaves du Pacifique ». La grande convention de Punta-Arenas peut être considérée comme partie intégrante de ce Congrès. L'un et l'autre ont, par leur importance, donné aux plus grands centres de nos colonies du Pacifique une très large initiative pour développer et consolider leurs forces collectives et faire face comme il convenait aux exigences politiques et financières de l'action entreprise dans l'intérêt de notre union, selon l'idée déjà envisagée au Congrès de Pittsbourg. Le premier, et on peut dire le plus important succès de ce congrès fut la création définitive de l'institution de la *Jugoslovenska Narodna Odbrana* (Défense nationale yougo-slave), qui est d'une haute portée pour notre union politique.

Après les Congrès d'Antofagasta, les relations avec les Alliés

et leurs représentants se sont trouvées définitivement fixées, du moins pour l'Amérique du Sud. *Les sections de la « Défense nationale yougo-slave » fonctionnent depuis ce moment dans toutes les colonies comme des consulats yougo-slaves.* Des rapports solides et permanents ont été créés entre les publications yougo-slaves, et ont assuré dans la presse une coordination et une aide réciproques. Seule, une organisation sage et bien comprise, comme la « Défense nationale yougo-slave », pouvait complètement paralyser et réduire finalement à l'impuissance la propagande autrichienne, intensive et largement subventionnée. Nos nationaux n'ont pas été un seul moment arrêtés par les terribles et scélérates persécutions auxquelles leurs familles étaient exposées en Autriche-Hongrie; ils se sont joints ouvertement et franchement aux Alliés et solidarisés avec la Serbie.

La « Défense nationale yougo-slave » a son siège à Valparaiso. Elle publie plusieurs journaux, qui tous défendent la politique des Alliés. Elle a eu l'immense mérite d'unir toutes les colonies yougo-slaves de l'Amérique du Sud et de l'Amérique du Nord et de créer entre elles et les Yougo-Slaves d'Europe les liens les plus étroits. Voici les principes essentiels de son programme politique :

1° Les Serbes, Croates et Slovènes sont une seule et même nation; ils réclament donc la libération et l'union de toutes leurs provinces et leur union intégrale en un État.

2° Tous les Yougo-Slaves, le Comité Yougo-Slave de Londres en tête, exigent la libération de leurs provinces: *Dalmatie, Istrie, Trieste, Goriza, Carniole, Styrie, Carinthie, Croatie, Backa, Banat, Slavonie, Bosnie, Herzégovine et Medjumurje* (1).

3° Ils aspirent aussi à l'union de toutes ces provinces avec les royaumes de Serbie et de Monténégro dans un État unique, puisqu'elles sont habitées par une même nation sous des noms différents, comme en Italie, le Piémont, la Lombardie, la Sicile, ou en Allemagne la Prusse, la Bavière, la Saxe. *Les différences entre les dialectes yougo-slaves sont beaucoup moindres que celles qui existent entre les parlers des diverses provinces alle-*

(1) *Medjumurje*, en allemand Murinsel, est la région comprise entre la Drave, la Mur et la frontière qui sépare l'Autriche de la Hongrie. Elle est incorporée actuellement au royaume de Hongrie, mais les Yougoslaves l'ont de tout temps revendiquée à cause de sa population slave.

mandes ou italiennes. Chez tous les groupes yougo-slaves on retrouve la même langue, les mêmes coutumes, les mêmes traditions et les mêmes aspirations politiques, nationales et intellectuelles.

4° La frontière ethnographique entre l'Italie et la Yougo-Slavie est marquée par la rivière Soca (Isonzo).

5° *Ils proclament enfin le Comité Yougo-Slave de Londres seul représentant national autorisé des Yougo-Slaves à l'étranger.*

A l'occasion du couronnement de Charles IV comme roi de Hongrie, des assemblées tenues dans vingt-deux localités différentes des Républiques sud-américaines, de même qu'aux États-Unis, en Russie et partout où il y a des Yougo-Slaves libres, ont solennellement proclamé la rupture définitive des Yougo-Slaves avec l'Autriche et élevé une protestation vibrante contre les prétentions d'un souverain étranger à régner sur eux. La dépêche par laquelle la « Défense nationale yougo-slave » a salué en même temps le roi Pierre montre l'ardeur de ses sentiments envers la Serbie. « Les Yougo-Slaves des pays non délivrés qui résident actuellement au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, au Paraguay et en Uruguay, conformément aux décisions prises l'année passée au grand Congrès d'Antofagasta, *ayant rompu tout lien avec l'Autriche-Hongrie pour toujours et pour toute éventualité, saluent avec enthousiasme leur roi et souverain et mettent à sa disposition leurs biens et leurs vies.* »

Au même congrès, la « Défense nationale yougo-slave », dont l'administration est confiée à nos compatriotes les plus notables et les plus riches tels que Pasko Baburica, Petar Bradanovic, Rajmond Karles, Karlo Huber, Toma Bradanovic, et autres, tous originaires des bords de l'Adriatique, commerçants en gros, industriels, propriétaires de grandes salpêtrières au Chili, a pris à sa charge les frais du Comité Yougo-Slave de Londres.

Cette organisation dispose actuellement de trois fonds: *Fonds d'organisation*, *Fonds pour le Comité Yougo-Slave de Londres*, et *Fonds national*. Le fonds national est établi pour couvrir les déficits éventuels du fonds d'organisation et du fonds du Comité de Londres. Tout membre de la « Défense nationale yougo-slave » s'engage à payer une cotisation de trois dollars par mois. Cette grande société centrale a recueilli aussi des sommes considérables pour les Croix-Rouge serbe et monténégrine et pour toutes

les victimes de la guerre. Elle verse chaque mois au Fonds national la somme de 10.000 dollars, et la réserve se monte aujourd'hui à 500.000 dollars. La « Défense nationale yougo-slave » dispose de plus d'une somme spéciale de 3.000 dollars par mois pour la propagande dans l'Amérique du Sud, et chaque section a un fonds particulier pour la propagande locale.

La manifestation la plus imposante de l'idée yougo-slave et de la volonté nationale de nos émigrants a été *le deuxième Congrès national yougo-slave de Pittsbourg* (29 et 30 novembre 1916).

A ce congrès, *où pour la première fois se réunissaient les Yougo-Slaves des deux Amériques*, ont pris part 615 délégués yougo-slaves venus de toutes les parties de l'Amérique du Nord, même des États les plus lointains du Pacifique : quelques-uns avaient dû voyager plusieurs jours pour arriver à Pittsbourg. *En outre les 400 organisations locales et toutes les grandes unions d'associations y furent représentées.* L'Amérique du Sud y avait envoyé trois délégués de la « Défense nationale yougo-slave ».

L'importance de ces associations ressort du chiffre de leurs membres : *Hrvatska Narodna Zajednica* (l'Union nationale croate) compte 500 associations avec 40.000 membres ; *Hrvatska Zajednica Illinois* (l'Union croate d'Illinois), 110 associations et 10.000 membres; *Hrvatska Sveza na Pacifiku* (l'Alliance croate du Pacifique), 10 associations; *Savez ujedinjenih Srba « Sloga »* (l'Union des Serbes unifiés « Union »), 10.000 membres; *Srpski pravoslavini Savez « Srbobran »* (l'Union orthodoxe serbe « Srbobran »), 7.000 membres; *Hrvatski Savez* (l'Alliance croate), 110 associations; *Slovenska Liga* (la Ligue slovène), 40 associations, et *Jugoslovenski Sokolski Savez* (l'Alliance de gymnastes yougo-slaves), 45 associations.

Au congrès, M. Milan Marjanovic, publiciste croate et délégué du Comité Yougo-Slave de Londres, lut un exposé détaillé de l'œuvre accomplie pour la liberté yougo-slave et pour l'union. « L'idée de l'union », dit-il, « a été exprimée en maintes occasions, notamment par des résolutions des Parlements de Croatie, de Dalmatie, de Bosnie. *Même actuellement, pendant la guerre, le Parlement croate de Zagreb, le seul qui ait siégé, a fait une déclaration dans le sens de l'union nationale, et affirmé l'indivisibilité des Yougo-Slaves.* » — « Notre mouvement » dit peu

après le rapporteur « est un mouvement de rupture avec les régimes étrangers (Autriche et Hongrie), mouvement révolutionnaire accepté par la Serbie et reconnu par ses Alliés. La Serbie donne à ce mouvement la protection diplomatique ; *mais jusqu'à ce que notre peuple libre ait la possibilité de déclarer et d'entreprendre la réalisation de son union, la volonté de cette partie du peuple est personnifiée par notre émigration et par nos volontaires politiques représentés par le Comité Yougo-Slave à Londres.* »

Le délégué du gouvernement serbe en Amérique, le lieutenant-colonel Milan Pribicevic, prononça également un remarquable discours. « De tout temps », dit-il, « a existé dans notre peuple l'idée de l'union nationale yougo-slave, et c'est pour cette idée qu'il a travaillé sans relâche. Dans le passé, c'est pour elle que la Serbie s'est trouvée en conflit avec les Grecs et les sauvages Bulgares. *Les Croates ont toujours aspiré à l'union et, sans les Turcs, l'union aurait été achevée depuis longtemps déjà.* A Kossovo des Croates combattaient à côté des Serbes contre les Turcs. Avant l'arrivée des Turcs *le roi de Bosnie Tvrtko a uni pour un temps trop court les Serbes et les Croates.* Les souffrances ont été communes et la servitude semblable »....

Le résultat du *deuxième Congrès national yougo-slave à Pittsbourg* fut la fondation de l'important *Jugoslovensko narodno Vijece* (Conseil national yougo-slave), dans lequel sont entrés tous les conseils d'administration des plus grandes organisations, qui ont adopté le programme et le statut national. Ainsi, après la réalisation de l'unité d'action entre les organisations de l'Amérique du Sud représentées par la « Défense nationale yougo-slave », se formait une sorte de fédération des Yougo-Slaves de l'Amérique du Nord, sous la direction du *Conseil National Yougo-Slave*. Son comité exécutif, qui se réunit tous les mois à Cleveland, a proclamé comme programme :

1° L'union nationale;

2° L'aide aux nations d'Europe en lutte avec l'ennemi commun par l'envoi d'hommes ;

3° La propagande en faveur des intérêts yougo-slaves dans la presse américaine.

Le Conseil national yougo-slave envoie une subvention mensuelle au « Comité Yougo-Slave » de Londres, comme la « Dé-

fense nationale yougo-slave ». *Il travaille à réorganiser les sociétés de gymnastes yougo-slaves des deux Amériques en vue de la préparation militaire. Enfin, sur la proposition de M. Milan Pribicevic, il a été décidé d'envoyer à la Serbie un corps de volontaires.*

*
**

Cette action des Yougo-Slaves d'Amérique a obtenu la pleine approbation du gouvernement serbe et du prince héritier Alexandre. Voici, à ce sujet, quelques lettres et quelques documents significatifs :

Le prince héritier Alexandre à Pasko Baburica, président de la Défense nationale à Valparaiso : « Je suis profondément ému des sentiments de dévouement et de fidélité que vous m'exprimez au nom des Yougo-Slaves résidant en Amérique du Sud. *J'admire votre patriotisme*, et, comme vous, je suis sûr que notre effort et nos sacrifices nous amèneront à la libération et à l'union des pays yougo-slaves. »

Le prince héritier à Nikola Grskovic, président du deuxième Congrès national à Pittsbourg : « Je remercie sincèrement M. le Président et tous les membres du Congrès des colonies croates, serbes et slovènes d'Amérique, de leur dévouement. *Je suis profondément ému de leur enthousiasme pour l'union de tous les Croates, Serbes et Slovènes, comme de leur vœu de contribuer par tous les moyens possibles à la libération de la patrie. C'est la meilleure garantie pour la réalisation de notre haut idéal.* »

Le président du Conseil des ministres, M. Nikola Pasic, à M. Biankini, président du Comité Yougo-Slave d'Amérique : « Je profite de mon séjour au milieu de la puissante nation britannique, notre amie, pour saluer en vous le président du Comité Yougo-Slave d'Amérique, et par votre intermédiaire tous les Serbes, Croates, Slovènes. Notre espérance grandit tous les jours, à mesure que notre idéal de délivrance nationale devient plus évident et plus sympathique au monde civilisé. C'est pourquoi chacun de nous, de ce côté de l'Océan, remplira son devoir jusqu'au bout, dans la lutte et la souffrance, convaincu que tous les enfants de notre peuple, dans le Nouveau Monde, accompliront le leur. Si quelqu'un fléchit dans sa foi, qu'il sache que notre devise est de vivre et de mourir pour la liberté nationale et pour notre union. »

M. Nikola Pasic à M. Milan Marjanovic, chef du Bureau central yougo-slave : « J'ai reçu votre information. *Satisfait de l'œuvre du deuxième Congrès national yougo-slave à Pittsbourg, je vous prie d'exprimer mes remerciements à tous les collaborateurs de cette belle manifestation de notre union, et vous conseille de continuer cette action tous unis et d'accord.* »

L'organe officiel du gouvernement serbe, *Srpske Novine*, s'est aussi et à plusieurs reprises favorablement exprimé sur l'action de nos émigrants yougo-slaves. Dans son numéro du 23 février 1917, où il donnait le compte rendu du succès de l'action pour l'union en Amérique, il écrivait : « Au mois de janvier 1916 les Yougo-Slaves de l'Amérique du Sud ont tenu un grand meeting, dans lequel ils ont déclaré leur solidarité avec nous, *au moment où nous étions envahis* »... Nos compatriotes d'Amérique, Serbes, Croates et Slovènes, travaillent de toutes leurs forces et contribuent pour leur part à notre libération... « *Notre Yougo-Slavie d'outre-mer n'a jamais manqué de traiter tous les problèmes importants qui se trouvaient à l'ordre du jour.* »

Dans l'Amérique du Nord, après la convention de Pittsbourg des 29 et 30 novembre 1916, le mouvement national a atteint son plein épanouissement. *Ce congrès* — succédant au Congrès de Chicago pour l'Amérique du Nord et à celui d'Antofagasta pour l'Amérique du Sud, — *a fait en quelque sorte la synthèse des principes adoptés aux congrès précédents.* « Tous les assistants ont prêté serment de fidélité et de dévouement à l'idée de l'union et de la libération yougo-slave »... Ce serment, et toute l'attitude des Yougo-Slaves d'Amérique sont d'autant plus significatifs qu'ils impliquent la rupture définitive avec l'État austro-hongrois. Ce sont les manifestations de leur confiance absolue dans la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 24 novembre 1914 à la Narodna Skupcina, pour proclamer que son but unique dans cette guerre entreprise pour la défense du foyer est la délivrance de tous « nos frères serbes, croates et slovènes ».

***

L'attitude des Yougo-Slaves d'Amérique est d'autant plus remarquable et digne de louange qu'ils ont eu à lutter contre les

manœuvres sans scrupule des agents politiques allemands et austro-hongrois, pourvus de ressources illimitées. Dès les débuts de la guerre, ces agents, officiels ou officieux, reçurent l'ordre de prêcher aux Yougo-Slaves le patriotisme austro-hongrois, et, au cas où leur prédication échouerait, de recourir à tous les moyens pour les terroriser. Les familles yougo-slaves d'Autriche-Hongrie furent invitées, sous menace de la confiscation de leurs biens, à envoyer à leurs parents d'Amérique les nouvelles les plus optimistes, propres à créer une atmosphère favorable à l'Autriche. En même temps, les Yougo-Slaves d'Amérique étaient appelés à rentrer dans leur pays pour remplir leurs obligations militaires; mais les organisations nationales publièrent aussitôt une série de manifestes pour s'opposer à cet appel qui, de fait, resta sans effet.

Les consuls et les agents austro-hongrois portèrent alors leur activité sur un autre terrain. Par une agitation intense, ils s'efforcèrent d'empêcher le travail des Yougo-Slaves d'Amérique dans les usines de munitions qui fournissaient les Alliés. A cette occasion la presse yougo-slave publia quelques fac-similés des circulaires *dans lesquels ces consuls menaçaient tous les Yougo-Slaves travaillant dans les usines de munitions de les faire déclarer traîtres et de faire confisquer leurs biens en Autriche.* L'énergique contre-propagande menée par les Yougo-Slaves eut pour résultat *d'augmenter le pourcentage des ouvriers yougo-slaves dans les usines de munitions.* Ensuite, les consuls commencèrent une propagande pour la Croix-Rouge et l'emprunt de guerre autrichiens; elle échoua, les Yougo-Slaves ayant pris pour devise: « Pas d'argent à l'Autriche. » Par leur propagande contre la Serbie et le Comité Yougo-Slave, dont les membres se voyaient confisquer les biens qu'ils possédaient en Autriche, les agents autrichiens obtinrent des résultats exactement opposés à ceux qu'ils attendaient: les ouvriers yougo-slaves d'Amérique rassemblèrent entre eux une somme de 300.000 dollars pour la Serbie. Les émissaires autrichiens prirent note de leurs noms, et les communiquèrent à la police autrichienne, en vue d'intercepter toute correspondance avec leurs familles ; leurs biens furent confisqués. Ils notèrent même les noms de tous ceux qui étaient abonnés à quelque journal yougo-slave. Par ailleurs, les agents autrichiens dénoncèrent aussi les Yougo-Slaves au gouvernement américain en les accusant d'être les ennemis de sa neutralité. Mais nos

émigrants d'Amérique résistèrent à tout avec succès. Dans l'Amérique du Sud, les tentatives autrichiennes échouèrent complètement dès les premiers jours. Il est intéressant de citer la note que le gouvernement autrichien a publiée contre nos ouvriers employés dans les usines de munitions américaines, et qui a paru dans les journaux officiels de Zagreb le 15 septembre 1915 : « D'après les informations que nous possédons, un grand nombre de sujets de la monarchie, qui résident dans des Etats neutres et particulièrement aux Etats-Unis, travaillent en qualité d'ouvriers, d'ingénieurs, etc., dans des entreprises qui fournissent à nos ennemis du matériel de guerre. Ils encourent ainsi une responsabilité qui n'est pas seulement d'ordre moral, mais encore ils commettent un crime contre la force militaire de l'État, crime qui est puni de dix à vingt ans de travaux forcés ou de prison. Le fait que le crime est commis à l'étranger n'exclut pas l'action pénale. » Les mêmes journaux publièrent la note suivante contre les volontaires yougo-slaves : « Au mois de décembre 1914, les autorités autrichiennes ont été informées qu'un grand nombre de sujets autrichiens yougo-slaves se sont engagés, comme volontaires, pour se battre contre les puissances centrales. Les autorités civiles au mois de janvier et les autorités militaires au mois de mars ont commencé une procédure contre ceux de ces volontaires dont elles ont pu connaître les noms. *Ces volontaires seront poursuivis et leurs biens seront confisqués. Les ordres de poursuivre sont déjà donnés* »...

Comme nous l'avons déjà dit, malgré toutes ces persécutions des autorités autrichiennes, les Yougo-Slaves d'Amérique sont restés fidèles aux alliés, et *ils ont travaillé pour eux avec une force accrue, persuadés que l'Angleterre, la France et la Russie aideront à leur délivrance du joug autrichien et à leur union avec la Serbie.*

On sait de quelle importance est l'entrée en guerre des États-Unis. Les Yougo-Slaves, qui aimaient dans le président Wilson un défenseur énergique de la liberté des petites nations opprimées et savaient qu'il amènerait l'Amérique à la cause des Alliés, ont, aux dernières élections, voté tous pour lui, et les conséquences de leur attitude sont parfaitement définies par une dépêche de Milan Marjanovic, chef du Bureau central yougo-slave d'Amérique : « *L'élection de Wilson a été décidée par quelques votes*

de Californie, où les Yougo-Slaves ont voté par milliers pour Wilson contre la propagande allemande. Considérons la comme notre victoire. »

Sans vouloir nous étendre sur l'action des Yougo-Slaves d'Australie, entrés comme volontaires dans l'armée britannique et qui ont combattu à Gallipoli, sur le rôle des héros yougo-slaves de la Dobroudja, sur la valeur des volontaires qui servent dans l'armée serbe depuis 1912, sur l'organisation du corps expéditionnaire des volontaires de la « Défensa Nationale Yougo-Slave » dans l'Amérique du Sud, et sur tant d'autres points, nous nous contenterons, en terminant cet exposé, de rappeler que les Yougo-Slaves de l'Amérique du Nord, même avant la déclaration de guerre à l'Allemagne et la rupture avec ses alliés, ont envoyé au président Wilson la dépêche suivante : « Les Yougo-Slaves : Serbes, Croates et Slovènes, adressent à Votre Excellence leur salut, et prennent la liberté de lui exprimer leur confiance complète dans la direction de la politique des États-Unis. *Ils sont prêts à répondre à son appel au moment opportun pour repousser les attaques extérieures qui viseraient les bases de nos institutions démocratiques* ». Et en effet, dès que l'Amérique eut déclaré la guerre aux puissances centrales, toutes les associations yougo-slaves de l'Amérique du Nord se mirent immédiatement à la disposition du gouvernement des États-Unis, et le conseil suprême d'administration de toutes les sociétés gymnastiques (Sokol) donna l'ordre à ses membres de s'offrir au gouvernement comme volontaires. De cette manière, les Serbes, Croates et Slovènes d'Amérique se sont montrés dignes de leur grande idée de délivrance et d'union yougo-slaves. Pour cette idée, ils ont donné leur argent, leur pensée, leur âme et ils sont prêts aussi à donner leur sang. *Ils accomplissent ainsi complètement leur devoir dans la tâche universelle et dans le sacrifice commun. A côté de la France, de la Russie et de l'Angleterre, ils travaillent pour la liberté de leur nation et pour celle de l'humanité.*

Frano Supilo

Frano Supilo, qu'un destin tragique fait mourir en exil, juste au moment où vient de luire l'aube du grand jour que, toute sa vie, il a appelé de tous ses vœux et travaillé de tous ses efforts à faire apparaître, était un représentant admirablement caractéristique de sa race. Avec sa haute stature, sa forte carrure, toute sa personne physique, débordante de vigueur et d'énergie, son visage large tout illuminé d'esprit, ses yeux surtout, pénétrants et fouilleurs, et cependant naïfs et bons, il était comme une incarnation achevée de cette démocratie yougoslave, dont les racines poussent au plus profond de la terre, et qui s'élève par la seule vertu de son intelligence, de son travail et de son énergie. Il a donné sa vie à son pays et à son peuple, et il est mort à la tâche, sans avoir vu l'achèvement de son œuvre. La reconnaissance que lui doivent pour son labeur obstiné son peuple et les amis de son peuple se mêle ainsi de pitié; car un sort jaloux a voulu que cette vie agitée, riche de fatigues et d'épreuves plus encore que de succès, s'arrêtât au seuil de la Terre promise qu'ouvrait aux regards de Supilo le pacte de l'unité yougoslave, la Déclaration de Corfou.

Il était né en 1871 à Konavle, village des environs de Dubrovnik (1), de parents sans fortune. Son père était maçon, et le fils s'amusait souvent à raconter, dans le cercle de ses amis, les aventures de son enfance, au temps où il aidait son père dans son travail. Il suivit les cours de l'école primaire, puis les quatre classes inférieures du lycée de Dubrovnik. Il dut, pour le reste, s'instruire seul. De bonne heure, son grand talent se révéla, en même temps que sa forte volonté et son rare esprit d'initiative. Il était une puissante individualité. A vingt ans, il fonda à Dubrovnik la *Crvena Hrvatska,* journal qui défendait les aspirations

(1) Raguse.

croates. Quelques années plus tard, vers 1900, il vint s'établir à Rijeka (Fiume), et s'y consacra avec plus d'ardeur encore au journalisme. Son *Novi List* (« Le Nouveau Journal ») exerça, jusqu'à la guerre actuelle, une très forte action sur l'opinion publique de tous les pays yougoslaves, surtout de la Croatie, de la Dalmatie et de l'Istrie. Ce fut à Rijeka qu'il engagea la lutte contre le système tyrannique du fameux comte Khuen-Hédervary, qui, en sa qualité de ban de Croatie, appuyé sur un parti magyarophile qu'il avait créé, fit pendant vingt ans peser sur ce pays un régime d'oppression, de corruption et de brutalité. Khuen avait inauguré en Croatie cette politique de l' « idée de l'État magyar » qui, pour atteindre son but, la magyarisation violente, foulait aux pieds l'autonomie croate. La loi électorale croate n'accordait le droit de suffrage qu'à 50.000 électeurs sur une population de 2.600.000 âmes. Le scrutin était public, et le droit de vote presque exclusivement réservé aux fonctionnaires. De cette façon, les « loyalistes » accaparaient toute la vie publique de la Croatie. C'est contre ce système de corruption que Supilo entreprit la lutte avec toute son énergie. Son journal, qui ne vivait que de ses abonnés, conquit une popularité sans cesse croissante. Le comte Khuen usa de tous les moyens de persécution, et notamment des saisies par la police à la poste. Il ne réussit pas à arrêter l'action de Supilo. En 1903 commença en Croatie le mouvement contre le régime d'oppression. Dans tout le pays, mais surtout à Zagreb, et tout particulièrement sur le Littoral, il y eut de véritables émeutes. Les masses s'attaquèrent aux écriteaux magyars, notamment aux inscriptions magyares, dans les chemins de fer, et à tout ce qui portait la marque magyare. Sur le Littoral croate, c'était Supilo qui était l'âme du mouvement. Le comte Khuen étouffa dans le sang ce premier soulèvement. Sans pitié, la force armée tira sur la masse. Mais alors le *Sabor* (1) dalmate tout entier s'insurgea et se rendit à Vienne pour élever sa protestation contre cette barbarie. Cette démarche qui produisit une grande impression en Hongrie, ébranla la position du comte Khuen, qui, en fin de compte, dut se retirer. Peu de temps après, l'empereur le nommait président du Conseil, avec mission de dompter la Hongrie où l'opposition kossuthiste commençait une lutte énergique contre les nouvelles lois militaires, et réclamait la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche, l'indépendance de l'armée

(1) La Diète.

hongroise et du système douanier. Le journal de Supilo, qui représentait à Rijeka le principe anti-autrichien, suivait avec sympathie la lutte de l'opposition magyare. Le comte Khuen chercha à anéantir Supilo en lui intentant un procès pour excitation contre l'idée de l'État magyar. L'accusation se fondait sur plusieurs articles parus dans le *Novi List* un an auparavant et que la censure avait alors laissé passer. Le docteur Trumbic, aujourd'hui président du Comité Yougoslave, qui, à cette époque, avait fait la connaissance de M. Wickham Steed, actuellement directeur de la politique étrangère au *Times*, et alors correspondant de ce journal à Vienne, attira l'attention de M. Steed sur cet attentat magyar contre un journaliste indépendant. M. Steed, qui jouissait dès ce moment d'une grande autorité dans les milieux politiques d'Autriche-Hongrie, intervint avec une extrême énergie en faveur de M. Supilo, menaçant les Magyars de porter ce scandale devant l'opinion publique de l'univers. Il réussit à sauver M. Supilo, et l'affaire fut classée. De cette époque date l'amitié de ces deux hommes, qui ne devait cesser qu'avec la mort de Supilo. M. Steed appréciait hautement les qualités de Supilo, surtout la franchise de son caractère et l'indépendance de son esprit. — Peu après, le comte Khuen tomba du pouvoir. De nouvelles élections renforcèrent sensiblement l'opposition magyare. Son chef, François Kossuth, triomphait, et il semblait que la Hongrie s'acheminât vers la séparation d'avec l'Autriche.

L'opinion publique croate suivait avec un intérêt passionné le conflit austro-magyar, espérant en tirer des avantages pour sa cause nationale. Supilo, dégageant avec une admirable perspicacité le sens profond du conflit, prit, dans son journal, résolûment parti contre l'Autriche, et commença à orienter en ce sens l'opinion publique croate. Il ouvrit ainsi une nouvelle direction à la politique croate : chercher, par une alliance avec le parti magyar de l'indépendance, à assurer l'indépendance de la Croatie. Ce furent les hommes politiques dalmates qui, d'accord avec Supilo, Dalmate lui-même, assumèrent la tâche de traduire en actes les idées maîtresses de cette nouvelle politique. Leur action aboutit à la résolution de Fiume, votée par une réunion plénière des députés croates de Croatie et de Dalmatie. Le texte de la résolution, proposé par M. Trumbic et adopté à l'unanimité par les députés présents, provoqua un grand enthousiasme parmi les Croates et les Serbes d'Autriche-Hongrie. Cette résolution inaugurait le

« nouveau cours » de la politique en pays serbo-croates. Les principes fondamentaux qu'elle énonçait étaient : lutte contre l'Autriche, action commune de la Croatie et de la Hongrie sur la base de la parité, lutte contre la Triple-Alliance. Elle suscita dans les milieux gouvernants viennois les plus vives inquiétudes, surtout parce qu'elle donnait pour base à la nouvelle politique croate l'idée de l'unité nationale serbo-croate. La Dalmatie adhéra tout entière à cette nouvelle orientation politique, et M. Trumbic, l'auteur de la résolution, fut élu maire de Split. En Croatie, elle rallia l'adhésion des partis croates du droit et des partis progressistes, ainsi que du parti serbe de l'indépendance qui, plus tard, formèrent la coalition serbo-croate, à laquelle appartient aujourd'hui la majorité du Sabor croate. François Kossuth et son parti la saluèrent avec reconnaissance, et se déclarèrent prêts à un accord avec les Croates. Frano Supilo, qui était entré en contact avec le chef de l'opposition magyare pour déterminer toutes les lignes d'une vigoureuse action politique commune, se fit dans son journal l'énergique défenseur de cette nouvelle politique.

Sur ces entrefaites, le Parlement magyar fut dissous par la force (février 1906). Le président ayant refusé de lire le décret de dissolution, le colonel Fabricius, en uniforme, entra dans la salle et, entouré de soldats, lut le décret royal du haut de la tribune et fit évacuer la salle. Aux élections, l'opposition magyare obtint une majorité écrasante. La cour de Vienne se vit alors forcée de pactiser avec les vainqueurs. Elle se servit pour cela de M. Wekerle, le chef actuel du cabinet hongrois, qui lui était acquis. Wekerle amena Kossuth à Vienne, et conclut avec la Cour un « pacte », à la suite duquel fut formé un ministère de coalition Wekerle-Kossuth.

De ce fait, l'opposition magyare était désarmée, et attirée dans l'orbite de la politique loyaliste. Wekerle, en serviteur fidèle de Vienne, se mit aussitôt au travail pour rompre l'accord conclu, à la suite de la résolution de Fiume, entre la Hongrie et la Croatie. Les nouvelles élections en Croatie avaient culbuté le parti magyarophile et le système du comte Khuen-Hédervary, et la coalition croato-serbe avait obtenu une majorité écrasante au Sabor croate qui, de son côté, envoya 40 députés indépendants au Parlement de Budapest.

Ce fut alors que pour la première fois Supilo fut élu député au Sabor croate, et délégué par celui-ci au Parlement de Buda-

pest. Il acquit aussitôt dans les deux assemblées une grande renommée et une grande influence comme leader de la coalition croato-serbe.

Les intrigues de Wekerle réussirent à obtenir de Kossuth qu'il portât devant le Parlement le projet de loi sur les chemins de fer, qui faisait de la langue magyare la langue officielle sur tous les chemins de fer de la Croatie. Kossuth, faible et insouciant, signa sans le lire le texte élaboré par Szterényi, son chef de cabinet, confident de Wekerle. C'était un nouvel attentat contre l'autonomie croate, car le Compromis croato-hongrois de 1868 énonce catégoriquement que la langue croate sera langue exclusive de toute l'administration publique en Croatie-Slavonie, aussi bien dans les affaires autonomes que dans les affaires communes à la Hongrie et à la Croatie. Par cet attentat, l'accord croato-magyar était rompu. La coalition serbo-croate, par ses représentants au Parlement de Budapest, s'opposa à ce projet et commença une obstruction qui rendit impossible tout travail parlementaire pendant plusieurs mois. Supilo, le chef de cette obstruction, la dirigeait avec autant d'énergie que de succès. Elle fut, à la fin, brisée par les Magyars au moyen d'un acte de violence : ils votèrent la loi « en bloc » à mains levées.

La lutte fut alors transportée en Croatie même, et dans ce combat contre le magyarisme, la coalition croato-serbe eut avec elle toute la population. Le gouvernement hongrois ne put avoir raison de sa résistance, malgré les dissolutions réitérées du Sabor et les violences de toutes sortes. D'ailleurs, au cours de cette lutte, on voyait sans cesse plus nettement un fait capital : la pleine solidarité des Serbes et des Croates, unis dans la défense de leur langue nationale commune. Comme c'était le moment où venait d'être proclamée l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la résistance commune des Croates et des Serbes fut considérée comme une opposition directe au plan austro-allemand de conquête des Balkans. De nombreux procès politiques furent engagés par la police en vue de compromettre les hommes politiques indépendants de la Croatie. Le plus connu fut le procès monstre de Zagreb, où une centaine de citoyens de nationalité serbe furent poursuivis pour crime de haute trahison. Le dessein était de brouiller les Croates avec les Serbes, en accusant les Serbes de vouloir livrer la Croatie à la Serbie. Mais ce furent les Croates eux-mêmes qui prirent la défense des Serbes persécutés. Non

moins retentissant fut le procès du docteur Friedjung, à Vienne. L'historien autrichien Friedjung avait écrit, dans la *Neue Freie Presse,* des articles signés dans lesquels il accusait les députés de la coalition croato-serbe d'être à la solde de la Serbie. Il affirmait posséder des preuves authentiques du fait. Parmi les hommes politiques visés par ses accusations se trouvait, en tout premier lieu, Frano Supilo.

La coalition croato-serbe répondit par une plainte en diffamation contre l'auteur de ces articles. Au cours des débats qui eurent lieu devant la Cour d'assises de Vienne, Friedjung maintint ses affirmations et offrit d'en faire la preuve au moyen de documents authentiques en langue serbe. Mais, lorsqu'il les présenta, on s'aperçut que ces documents n'étaient que des faux, forgés à la Légation austro-hongroise de Belgrade sous la direction du ministre plénipotentiaire, le Magyar comte Forgach. Friedjung, accablé par la démonstration de leur fausseté, fut obligé de retirer ses accusations. C'est alors que, devant cet échec de la campagne gouvernementale dirigée contre les députés de la coalition croato-serbe, on recourut à un dernier expédient. Un confident du ministère des Affaires étrangères, le baron Chlumecky, rédacteur de l'*Oesterreichische Rundschau,* vint déposer qu'une vingtaine d'années auparavant il avait donné 200 francs à Supilo pour une œuvre de délation en faveur de l'Autriche. Ainsi du procès qui devait prouver que Supilo et ses amis étaient salariés par la Serbie on essayait de faire sortir la preuve que Supilo avait été, au contraire, au service de l'Autriche. Tout le monde comprit la manœuvre. Pour mieux saisir les motifs de la haine farouche que vouait à Supilo le gouvernement autrichien, il faut se rappeler que, peu de temps avant l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le chef des chrétiens sociaux-allemands, M. Lueger, maire de Vienne, avait essayé de gagner Supilo à la politique annexionniste de la monarchie. Il avait essuyé un refus énergique; bien plus, Supilo avait fait part à la diplomatie russe de la démarche de M. Lueger, et averti ainsi le grand État slave de l'attentat que l'Autriche préparait contre la paix européenne. Et, après la proclamation de l'annexion, il avait entrepris dans son journal une violente campagne contre la politique du Ballplatz. La déposition du baron de Chlumecky devant la Cour d'assises de Vienne était la riposte des milieux gouvernementaux à son intransigeance. D'ailleurs le fait allégué par Chlumecky était menson-

ger, comme en témoigne l'affirmation énergique de M. Cingrija, maire de Raguse et député au Reichsrat, qui offrit spontanément à Supilo de déposer en sa faveur.

A la suite du compromis que la coalition croato-serbe avait conclu avec le ban Tomasic, Supilo, qui préconisait une politique plus radicale, sortit de la coalition. Il se voua de nouveau au journalisme, et appuya l'action de la jeunesse yougoslave dans sa propagande pour l'unification nationale.

Il était lié avec tous les hommes politiques slaves indépendants d'Autriche-Hongrie et de Serbie, ainsi qu'avec plusieurs hommes politiques d'Italie, d'Angleterre et de France. Le but qu'il assignait à son activité politique était l'émancipation complète du peuple yougoslave d'Autriche-Hongrie. Pour y parvenir, il travailla de longues années dans sa patrie, avant la guerre, et, depuis la guerre, à l'étranger. Il y a quelque douze ans, il essaya, d'accord avec les hommes politiques de la Dalmatie, d'entrer en rapports avec le monde politique italien, en vue d'établir entre les Yougoslaves de l'Adriatique et l'Italie une entente contre l'Autriche. Au cours de cette guerre, il travailla de toute son âme à atteindre ce même but, et il y aurait réussi sans l'opposition violente et impolitique des Italiens de Trieste. Leur journal, *Il Piccolo,* préconisait, contre le prétendu péril slave, le concert des Italiens et des Allemands d'Autriche. En Italie, en France, et surtout à Londres, Supilo n'a cessé, depuis la guerre, de préparer un accord yougoslave-italien contre le péril austro-allemand, et il gardait un contact permanent avec les hommes politiques et les journalistes indépendants de l'Italie.

Réfugié en Italie dès le début des hostilités, il passa ensuite à Londres. Avec ses amis de toutes les provinces yougoslaves de l'Autriche-Hongrie qui se trouvaient dans les pays alliés, il organisa le Comité Yougoslave, qui devait être la représentation des Serbes, des Croates et des Slovènes d'Autriche-Hongrie, et dont le programme était la création d'un État yougoslave formé de la Serbie, du Monténégro et des territoires yougoslaves d'Autriche-Hongrie. Soit dans les milieux officiels, soit auprès de l'opinion publique des pays alliés, il déploya au service de cette cause une extrême activité, car l'accord italo-yougoslave lui semblait le seul moyen d'arracher l'Adriatique aux convoitises austro-allemandes. Sa forte individualité l'inclinait à agir à part, en isolé, en

dehors de toute organisation. C'est pour cela que, l'an dernier, il quitta le Comité Yougoslave, tout en déclarant qu'il restait absolument fidèle au programme yougoslave, mais il voulait travailler désormais dans sa pleine indépendance à le réaliser. Jusqu'à sa mort prématurée, il resta attaché au Comité, plein d'une confiance inébranlable dans le succès de cette guerre qui apportera à la race yougoslave sa libération définitive de toute domination étrangère et son union en État indépendant.

Lorsque, en juillet dernier, le Comité Yougoslave et le Gouvernement serbe publièrent, dans la déclaration de Corfou (1), leur programme commun et solidaire, Supilo se trouvait à Londres. Il accueillit ce document avec un grand enthousiasme, et exprima ses sentiments dans une dépêche adressée à M. Pasic et dans l'entretien qu'il eut à Londres avec lui. La mort, qui vint le prendre après une maladie courte et imprévue, le trouva dans cet état d'esprit. Elle le prit au moment où la Serbie et notre nation tout entière proclamaient solennellement la ferme volonté qu'ont tous les éléments nationaux de s'unir en un État et une nation. Il ne lui a pas été donné de voir se réaliser son idéal politique, qui est le même que celui de son peuple. Toute sa vie tourmentée, il a fidèlement servi cet idéal et ce peuple. Au jour prochain où cet idéal sera enfin réalisé, la mémoire de Supilo sera, par tout le peuple reconnaissant, honorée comme celle d'un précurseur, d'un champion intrépide et, en vérité, d'un martyr de la grande idée nationale yougoslave.

---

(1) Publiée dans le *Monde Slave* d'Août 1917.

Souvenirs de prison.

[Vaclav Klofac est peut-être l'une des figures les plus populaires et sans doute les plus intéressantes du monde politique tchèque actuel. Qui ne connaît en Bohême cette curieuse physionomie ? Assez grand, bien pris dans sa *camara* noire à boutonnières de passementerie, cette redingote nationale des Tchèques, on le voyait, affairé dans les rues de Prague. Ses longs cheveux foncés rejetés en arrière, ses yeux myopes mais vifs derrière un binocle, lui donnaient l'air d'un poète. L'énergie de ses traits pourtant dénotait en lui l'homme d'action. Lorsqu'il parlait, le geste du bras pour rejeter la crinière rebelle évoquait le tribun. C'en était un en effet. Klofac doit autant à son talent d'orateur qu'à son intelligence et à son activité, la popularité dont il jouit dans son pays.

Si l'on peut dire de quelqu'un qu'il est un *self-made man*, l'homme de ses œuvres, c'est bien de lui. Ses études secondaires achevées, il était venu de Vysoké Myto à Prague pour y suivre les cours de la Faculté des Lettres. La lutte politique l'attirant déjà, il entra dans la rédaction des *Narodni Listy*. Il abandonnait l'Université, renonçait aux parchemins pour embrasser le journalisme qui, dit-on, mène à tout et, en tous cas, fit de lui le créateur et le chef d'un parti. C'était en 1897. Les Tchèques menaient une lutte ardente pour reconquérir sur l'Allemand dominateur les droits de leur pays et de leur langue. Ils fondaient leurs réclamations sur la pérennité des droits historiques de l'État tchèque, de la Bohême. Les Allemands, craignant pour leur hégémonie, opposaient leur veto à ces justes revendications. Comme les Germains avaient la majorité au Reichsrat d'alors, les Tchèques, pour empêcher des votes défavorables, se livrèrent à une obstruction aussi acharnée que bruyante. Il fallut, pour rétablir l'ordre à la Chambre, le concours de la police. Or, les quelques socialistes démocrates tchèques prirent fait et cause pour les Allemands. Ils estimaient que les vieilles chartes n'ont aucune valeur et refusaient de reconnaître les droits historiques de l'État tchèque. Cette conduite souleva contre eux tout le peuple. Klofac mit à profit cette circonstance. En face d'un socialisme internationaliste qui niait les droits de la nation, il se fit l'apôtre d'un socialisme qui affir-

mait, à côté du droit des prolétaires, ceux de la Bohême historique. Bientôt des partisans appuyaient sa campagne et en avril 1898 un nouveau parti était créé parmi les Tchèques, le parti socialiste national. Klofac n'avait pas gagné à sa cause seulement une partie des ouvriers tchèques, mais encore des employés, des artisans, des petits commerçants. Il était réellement devenu le chef du parti des « petites gens ». Par là, il fit un tort considérable, d'une part, aux Jeunes-Tchèques et, de l'autre, aux socialistes démocrates. Cela explique les attaques auxquelles le parti socialiste national sera en butte jusqu'à la guerre actuelle.

Klofac ne tarda pas à être envoyé au Reichsrat en même temps que d'autres membres de son parti. La tribune parlementaire était ouverte à son éloquence. La création du journal *Ceské Slovo* permit encore à sa plume d'exercer ses talents. L'ardeur qu'il mit à défendre ses idées et les efforts qu'il fit pour réaliser la solidarité slave lui valurent l'animadversion du gouvernement. La tentative de rapprocher les nations slaves fut une de ses plus belles tâches. Il chercha à la réaliser par plusieurs voyages. L'un d'eux lui montra même en quelle estime le tenait Vienne. C'était en 1912, les Slaves des Balkans venaient de déclarer la guerre à la Turquie. Klofac résolut de travailler au maintien de cette union de peuples frères et ne voulut confier à personne le soin de renseigner le *Ceské Slovo* sur la lutte. Il partit lui-même pour la Serbie. Il était déjà à Semlin. Il allait quitter le sol de l'Autriche et franchir le Danube lorsqu'il fut arrêté par les gendarmes hongrois. Les gouvernants de la Monarchie dualiste avaient peur de ce propagandiste de la solidarité slave. Comme pourtant on ne pouvait relever contre lui aucun grief, on dut le laisser passer. Il suivit avec joie la campagne des Serbes, des Bulgares et des Monténégrins, applaudissant à leur union fraternelle. Sa joie fut, hélas! courte. Les frères slaves devinrent bientôt des frères ennemis. Klofac, jusqu'au dernier moment, lutta encore pour maintenir malgré tout l'alliance qui se rompait si brutalement. Le *Ceské Slovo* parut un jour de 1913 avec, en tête, deux articles ou plutôt deux appels chaleureux à la concorde, rédigés l'un en serbe, l'autre en bulgare, et adressés à ceux que la lutte avait assemblés et que la victoire divisait. L'homme est tout entier dans cet élan de fraternité, et la guerre fratricide dut être un amer déboire pour lui.

Il en éprouva un autre un peu plus tard, lorsque, à l'instigation de la police viennoise, il vit ses adversaires politiques lancer contre le vice-président de son parti, Sviha, de monstrueuses accusations. Personne, peut-être, ne se doutait alors que le gouvernement autrichien avait agencé cette affaire, mis aux prises les hommes politiques tchèques dans le seul but de diviser la nation et, ainsi, la rendre impuissante lorsque la guerre, déjà préparée, éclaterait. Il semble, d'ailleurs, que le parti socialiste

national de Klofac fut le bouc émissaire de la nation. Cela s'explique, au reste. Le peuple tchèque qui, au XVII[e] siècle, a perdu sa noblesse en même temps que son indépendance, est aujourd'hui essentiellement démocratique. La bourgeoisie et, plus encore, la petite bourgeoisie, y jouent un rôle prédominant. Il n'est pas étonnant que Vienne s'en soit pris plus spécialement au parti qui groupe dans son sein les « petites gens ». Dès le début de la guerre actuelle, le journal *Ceské Slovo* fut, sans autre forme de procès, suspendu, et ses rédacteurs, arrêtés, furent envoyés dans des camps d'internement. Klofac fut lui-même appréhendé sans explications et incarcéré à la « Tour de la Mort » de Vienne. Longtemps aucune instruction ne fut ouverte contre lui. Que pouvait-on, en effet, lui reprocher? Pourtant quelques jours avant la convocation du Reichsrat, afin d'avoir au moins un prétexte pour ne pas le libérer et le laisser siéger, on l'inculpa de haute trahison et un officier rapporteur fut chargé d'instruire son cas. L'amnistie arrêta le procès.

Aujourd'hui Klofac a recouvré sa liberté. Il tâche, à Luhacovice, de rétablir sa santé altérée par les trois ans de réclusion qu'il conte, avec des réticences compréhensibles, dans un récent feuilleton de la *Narodni Politika*. Il fait plus et mieux, dans cette ville d'eaux. Il s'efforce de fondre en un seul groupe compact et fort tous les partis politiques tchèques que le danger et les persécutions ont rapprochés. Une première conférence a eu lieu dans ce dessein, et l'on espère voir bientôt tous les représentants de la nation n'avoir plus qu'un seul et même but : conquérir par leur solidarité l'indépendance pleine et entière des Pays Tchécoslovaques.

JULES CHOPIN.]

I

La « Tour de la Mort », comme nous appelions la mélancolique tour où, dans la prison militaire de Vienne, étaient isolés les détenus, est maintenant plongée dans un triste silence. Il y régnait toujours, il est vrai, un silence insupportable, un silence de mort que troublaient seuls le pas lourd d'une sentinelle ou la voix du geôlier. Maintenant que les détenus politiques sont partis et qu'il ne reste plus que quelques soldats accusés des délits les plus vils, vol ou escroquerie, le seul bruit que l'on entende dans ces trous à lapins est le tintement de leurs chaînes. Les cachots d'isolement sont vides. La sentinelle n'est plus obligée de regarder dans les étroites cellules par le judas, cet « œil » ouvert dans les portes massives fermées par une serrure et garnies en outre de deux verrous. Les lampes électriques qui, naguère, brûlaient toute la nuit au milieu du plafond, sont maintenant éteintes. « La Tour de la Mort » est sombre; ses petites fenêtres à barreaux grillagés,

là-haut, juste au plafond, baillent dans la nuit ténébreuse comme des trous noirs. Dans les cellules, personne ne chante plus; personne ne soupire plus de désœuvrement et d'ennui; personne ne fait plus de signaux...

A huit heures précises du soir, le premier « pan, pan, pan, pan !... pan, pan ! » se faisait entendre, trois fois de suite. C'est moi qui frappais contre le mur de mon voisin, le docteur Preis (1), lui souhaitant « bonne nuit ». Il me répondait sur le champ. Les murs de béton armé répandaient par toute la division des cellules les dernières salutations du jour. Une demi-heure plus tard retentissait la sonnette électrique donnant l'ordre de se coucher; mais les habitants des cellules avaient, auparavant, tordu le cou à la journée. « Pan, pan, pan !.. pan, pan ! » entendait-on à l'étage supérieur, au nôtre et aux étages inférieurs. Mon voisin de gauche (depuis le mois de janvier de l'année dernière, c'était le poète V. Dyk) cognait une « bonne nuit » d'une façon particulièrement bruyante. Dieu sait avec quoi il frappait. C'était comme des coups de cognée. Il grimpait en outre à la petite fenêtre pour crier « bonne nuit ! ». Plusieurs cellules retentissaient des mêmes bruits, si toutefois le soldat de garde n'y mettait bon ordre.

Aujourd'hui personne ne trouble plus le calme vespéral de la « Tour de la Mort ». Personne ne cogne plus; personne ne fait plus de signaux. Ceux qui y sont restés peuvent s'endormir tranquillement. Il n'est plus là celui qui, en éternuant, faisait un tel vacarme que tout le bâtiment en tremblait et que tout le monde en était réveillé. Il a été relaxé; il pourra faire le même vacarme dans la conscience, dans l'âme de quelques Tchèques timorés. Que son œuvre de réveil réussisse aussi bien que lorsqu'il était en prison !

Où êtes-vous, bons camarades à qui le sort m'a uni pendant ces trois années dans les prisons de Prague et de Vienne ? Terribles années ! On oublie vite, c'est vrai, mais il est des choses qu'on ne peut oublier. On ne peut oublier le visage soucieux du soldat tchèque Kudrna, père de sept enfants, qui, assis dans une automobile, ne se doutait pas que, un instant après, on allait lui lire sa condamnation à mort et qu'une salve allait mettre fin à sa vie. On ne peut oublier les visages amaigris par la faim et les tortures morales; on ne peut ne pas revoir ceux à qui Koenig ou Peutlschmid (2) venaient lire la sentence qui les condamnait à la pendaison; on ne peut oublier les faces mauvaises et brutales des gardes-chiourmes de Vienne pendant la première période de

(1) Le docteur J. Preis, directeur de la Zivnostenska Banka, de Prague, a été arrêté sous prétexte qu'il aurait nui aux emprunts de guerre en empêchant ses compatriotes d'y souscrire. (*Note du traducteur.*)

(2) Koenig et Peutlschmid sont deux officiers allemands chargés d'instruire les procès contre les Tchèques. Les faits révélés contre eux par les députés tchèques Stanek, Tobolka et consorts, dans une interpellation récente, montrent qu'ils ont accompli leur tâche avec une partialité révoltante. (*N. d. t.*).

la guerre; on ne peut, d'ailleurs, perdre non plus le souvenir de certaines âmes chères et enthousiastes, belles, nobles et vraiment viriles. Certains n'ont pu supporter le supplice de l'emprisonnement. La tuberculose les a mis au tombeau. D'autres, de la prison ont été envoyés à la caserne. Beaucoup soignent maintenant leur santé fortement ébranlée. Ceux qui n'ont pas succombé s'en vont à présent par les bois et les prés, joyeux, l'esprit animé de plus de pénétration. Tout leur semble infiniment beau parce qu'ils revoient les fleurs et respirent le parfum des jardins. Ils comprennent combien il était triste de n'apercevoir qu'un minime pan de ciel et de ne savoir que par un petit calendrier de poche — lorsque l'officier instructeur daignait le tolérer — quand commence le printemps ou l'été, puisqu'aussi bien les jours se ressemblaient tous par leur désespérante viduité.

Les habitants primitifs de la prison, dont j'avais l'honneur de faire partie, l'ont quittée en même temps que les plus récents inculpés tombant sous le coup du bel art. 58 c. (1) qui, dans sa bienveillance, exclut toute autre punition que celle de la pendaison. Les derniers arrivés sortaient des rangs des Sokols. Leur chef avait, il est vrai, dès 1915, pendant plus de deux mois, vécu de pénibles moments dans la « Tour de la Mort » de Vienne. De nouveaux Sokols n'y furent plus reçus (car elle était comble), mais ils purent au moins goûter dans les cachots communs les douceurs de l'hospitalité militaire de Vienne. Ils se sont au moins convaincus que les Sokols ont su gagner l'attention de Vienne et y provoquer le désir d'une plus ample connaissance. Les autres représentants de la vie tchèque sont partis aussi; car il n'y a pas un seul élément qui n'eût figuré dans les prisons : le monde politique des députés et des journalistes, la banque, la littérature, l'enseignement supérieur ou primaire, les étudiants, les ouvriers, les fonctionnaires de la Bohême, les ingénieurs, les commerçants, et même les femmes tchèques ! Les militaires, comme on sait, n'aiment pas les femmes, aussi n'ont-elles pas été enfermées dans les prisons militaires, sauf à Prague, la première année. Ailleurs, elles ont trouvé asile dans les maisons de détention des tribunaux correctionnels, un asile tel, même que le docteur Zahradnik, député, a cru bon de parler tout spécialement de cette amabilité devant le Parlement (2). Aucune des classes de la société, chez nous, en Bohême, ne peut donc se plaindre d'avoir été négligée. A Vienne, on a pensé à toutes ; on n'en a oublié aucune. C'est probablement la première fois que Vienne a pris tant de soins des Pays Tchèques. L'année passée, les cachots communs contenaient surtout des juifs de Galicie ou de Vienne; les cellules étaient, sur toute la ligne, occupées par des Tchèques.

(1) L'art. 58 c. du code pénal militaire de l'Autriche punit les actes visant à changer par la force la situation territoriale de l'Empire. (*N. d. t.*).

(2) Allusion à la récente interpellation du député tchèque Zahradnik au Parlement de Vienne au sujet des mauvais traitements infligés aux femmes tchèques emprisonnées pour délits politiques. (*N. d. t.*).

De temps en temps quelque Italien y apparaissait momentanément; auparavant, aussi, les amis du docteur Markov (1) y avaient passé. La tchéquisation de Vienne avait commencé, au moins dans un certain quartier de la ville, et le docteur Weiskirchner (2) n'a pas même protesté !

II

On pense avec tristesse à ceux qui ont subi le régime de terreur des gardes-chiourmes Polatschek et Teschinski. Il n'était pas possible, à quelques pas du centre de l'administration militaire et gouvernementale, d'avoir un Thalerhof (3); pourtant, pendant la première année de guerre, le même esprit régnait partout. A la prison militaire de Vienne, il était pire que dans les autres. Aujourd'hui encore, il est difficile de ne pas fermer le poing ou, tout au moins, de ne pas élever la voix en songeant que pendant cinq mois, malveillamment, contrairement à toute prescription, contrairement surtout aux principes humanitaires, des accusés politiques, intellectuels souvent âgés, n'ont pas été autorisés à sortir de leur trou barricadé, pas même une seconde, pour faire une promenade dans la courette de la prison; se sont vu retirer brutalement des livres passés par la censure et autorisés par le juge d'instruction, et cela pour que, l'ennui — le pire ennemi des détenus — devenant insupportable, ils fussent contraints d'accomplir, contre tous les règlements, les besognes les plus viles; et qu'un étudiant tchèque qui se refusait à laver le couloir a pu être giflé et sans autre forme de procès, interné dans la cellule de correction. Il y a des gens sensibles, des âmes tendres; ils n'ont peur de rien, mais ne peuvent supporter la grossièreté. L'ingénieur Mikès, de Kyjova, était de ce nombre. La sentinelle, pourtant vigilante et toujours aux aguets, n'a pu l'empêcher de mettre prématurément fin à la vue de cette brutalité. Ce ne fut pas la dernière victime de l'état de choses qui régnait dans la prison militaire de Vienne. Les tentatives de suicide furent innombrables. Le médecin-docteur Vrbensky pourrait dire quelle émotion lui ont fait éprouver les cris et les pleurs des détenus maltraités. Ses nerfs mêmes ne pouvaient plus le supporter et ce fut pour lui un bonheur que d'avoir bientôt échappé à la prison cellulaire, d'abord, à la maison de détention militaire ensuite. Il est compréhensible qu'après avoir passé deux mois dans cette atmos-

(1) Le docteur Dmitrij Markov, député ruthène de Galicie, a été arrêté au début de la guerre en même temps que son collègue Vladimir Kurylowicz. Tous deux furent condamnés à mort. (*N. d. t.*).

(2) Maire de Vienne germanomane avéré. (*N. d. t.*).

(3) A Thalerhof, près de Graz (Styrie), avait été établi un camp d'internement destiné aux sujets austro-hongrois dont on suspectait le loyalisme. Le député tchèque Stribrny, dans son interpellation du 15 juin dernier, a révélé au Reichsrat les horreurs de ce bagne où, sur 5.000 internés, 2.000 sont morts. Les faits rapportés par le député tchèque étaient si graves que la censure autrichienne n'a pas permis la publication complète de cette interpellation. (*N. d. t.*).

phère, le docteur Scheiner ait été ruiné de corps et d'esprit. Le docteur Kramar et le docteur Rasin ont eu aussi l'occasion de connaître, de leur propre expérience, la brutalité de Polatschek et celle de Teschinski, de son métier acrobate au Prater.

Il est des moments où l'homme comprend ce que c'est que d'être privé de volonté et d'être soumis, désarmé, à la volonté d'un étranger; ce que c'est que d'être privé de tous les attributs de la dignité humaine et ravalé à la nullité d'un pilier de prison. Ce n'est pas vivre, c'est végéter. L'esprit n'a pas de quoi s'occuper; le cerveau manque des sujets dont il aurait besoin; l'échange d'idées fait défaut; aux moments les plus pénibles un ami manque. Dans cet isolement absolu, un seul homme nous reste. C'est un être que la société humaine a depuis longtemps rejeté, un individu sur le front duquel les longues années passées dans différentes geôles ont laissé leur trace. Il est maintenant ton collègue. C'est généralement un voleur incorrigible. Il est heureux qu'on lui ait confié le soin de nettoyer nos cellules et permis ainsi de se mouvoir hors de la sienne. Combien en avons-nous connu, de ces « collègues » ? Et parmi les voleurs et les cambrioleurs, ce n'étaient pas les derniers ni les moindres. L'un de ceux qui se trouvaient dans le même milieu que nous et qui était beaucoup plus favorisé que nous parce qu'il nettoyait nos cellules, a été pendu, l'année dernière, en automne, pour avoir tué et violé une fille mineure. Telle est la compagnie que l'on a donnée, à Vienne, aux hommes politiques tchèques.

Aucun de ces malhaiteurs n'était cependant sans valeur pour nous. Il venait bien balayer notre cellule sous la conduite d'un geôlier et d'un soldat, mais il ne manquait pas d'expérience au point de pouvoir, malgré ce contrôle, nous chuchoter les nouvelles du monde. Il nous était interdit de recevoir des journaux. Nos « valets de chambre », les voleurs, étaient nos reporters. Par les soldats de garde ils apprenaient différentes choses et nous les rapportaient. Ils éprouvaient à notre égard un certain sentiment de solidarité, peut-être même de sympathie, surtout à l'égard de ceux qui, le samedi, pouvaient se payer quelque gros « plat d'extra ». Envers ceux-là, ces chers voleurs viennois ne nourrissaient pas d'animosité nationale; ils étaient même assez complaisants pour dérober dans le sac d'un soldat de garde quelque journal qu'il fallait ensuite cacher comme le secret le plus dangereux. Ce n'était quelquefois qu'un lambeau de journal, et encore, quel lambeau ! pourtant, messieurs les voleurs viennois, veuillez agréer, pour cela, nos plus sincères remerciements.

Certains détenus recevaient des volumes à lire; d'autres n'en recevaient pas. Je trouvai, malgré ma réclusion, le moyen de procurer des livres à ces camarades. Une fois M., un vieil ouvrier, me fit savoir qu'il ne pouvait lire des ouvrages russes. Pourquoi?

C'était, paraît-il, impossible, absolument impossible. Toutes les cinq pages on y parle de cuisine, de cochon de lait, de caillebotte, et de confiture; à chaque instant ce sont des : « Ivan Fiodorovitch, faites-moi le plaisir de goûter à ceci ou à cela — de prendre encore un petit gâteau — de boire encore un peu ». L'eau en vient à la bouche, des borborygmes grondent dans l'estomac affamé par le régime de la prison, si bien que l'on s'en trouve mal. J'ai compris ce cher M... Il souffrit réellement de la faim.

Je me rappelle aussi le froid. On ne chauffait pas. Quelques-uns de nos amis eurent les mains gelées. Ceux qui étaient habitués à la gymnastique, aux ablutions froides et aux massages selon la méthode Müller résistèrent davantage. Kramar, le journaliste Skorkovsky, le docteur Preis et moi, nous livrions assidûment à ces exercices. Je crois que cette gymnastique et ces pratiques contribuèrent beaucoup à soutenir notre moral. Nous évitâmes ainsi la maladie. Nous ne fûmes du moins pas obligés de recourir au médecin de la prison, un Magyar, le docteur Arpad Prinz, en temps normal médecin pratiquant à Karlovy Vary (Carlsbad). Cet homme charmant aimait beaucoup les inculpés. Il ne leur demandait pas ce qu'ils avaient, mais à quelle nationalité ils appartenaient et pourquoi ils étaient poursuivis. Lorsqu'il apprenait qu'il s'agissait d'un Tchèque et de l'art. 58 c., il lançait : « Je ne vous prescrirai aucun médicament. Ce n'est pas la peine, puisque de toute façon vous serez pendu. » Il y avait, d'ailleurs, à Vienne, plusieurs messieurs d'une aussi grande amabilité.

Il y en avait... mais, au fond, que nous importait? Le seul désir dont nous brûlions était de savoir en quel état d'esprit était Prague. L'abattement, l'affaiblissement, une morne résignation régnaient-ils en Bohême ou bien s'y sentait-on fermes et confiants? Un visiteur arrivait. Il pouvait, malgré le contrôle, murmurer : « On est ferme, à Prague ». Ces mots parcouraient alors toute la prison, pénétraient dans chaque cellule et partout faisaient l'effet d'un remède, d'un fortifiant; tout de suite et partout on se redressait, les visages se rasserénaient. La confiance de Prague pénétrait dans la prison, la confiance dans l'avenir de la nation. « Là-bas, à Prague, ils sont fermes, pourquoi nous, ici, dans notre prison montrerions-nous de la faiblesse ? »

Ces jours-là, dans quelques-uns des cachots communs, des chants retentissaient. Le plus beau de ces chants nous vint de la salle où étaient enfermés des Ruthènes de Galicie. Ceux-ci chan-

tèrent en notre honneur *Kde domov muj* (1) (Où est ma patrie !). Ils le chantèrent solennellement, du fond du cœur. Nos cellules, nos trous, prirent immédiatement, pour ainsi dire, un air de fête. Comme sur un ordre, de tous ces trous s'élevèrent de joyeux et reconnaissants applaudissements; nos cœurs en furent réchauffés; le souvenir de « notre patrie », de notre nation soumise aux plus rudes épreuves, nous rapprochait tous.

(Paru dans la *Narodni Politika*, les 5 et 6 septembre 1917.)

V. Klofac.

(*Traduction de* Jules Chopin.)

---

(1) *Kde domov muj* est l'hymne national tchèque. C'est une chanson qui se trouvait dans une pièce de Gaëtan Tyl, *Fidlovacka* (La Fête foraine), jouée en 1836. Cette chanson, dont la musique est due à François Skroup, devint vite populaire, d'abord, nationale ensuite.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les semaines qui se sont écoulées depuis notre dernière chronique n'ont apporté aucun élément appréciable à la solution des grands problèmes que pose la guerre. Le seul fait que l'on puisse raisonnablement en dégager est l'aggravation de l'influence de l'anarchie russe sur la situation européenne. Cette anarchie permet aux Austro-Allemands de prendre de nouveaux gages et inspire à leurs gouvernants des espérances qui les raidissent contre la fatigue de leurs peuples et le besoin grandissant de paix qui se manifeste dans l'Europe centrale.

L'état de la Russie est la seule raison d'espérer que l'on puisse encore avoir à Berlin et à Vienne. Cela apparaît à la moindre réflexion sur la situation militaire et politique. Il est clair que la coalition centrale s'effondrerait, se serait même déjà effondrée cet été par l'Autriche, si la Russie avait été capable non pas même de jouer un rôle proportionné à son volume, sinon la guerre serait finie depuis 1915, mais seulement de jeter dans la balance un effort égal à celui de l'offensive de Broussilov en 1916. Nous avons signalé dans notre dernière chronique le désespoir que l'on ne put céler en Autriche lorsque, au commencement de juillet, on put croire au renouvellement de cette offensive. Ce désespoir s'explique si l'on fait un ensemble des événements militaires qui ont suivi.

*
**

Cet été les Austro-Allemands n'ont eu à enregistrer que des échecs sur les fronts d'Occident. Depuis le 31 juillet, l'offensive anglo-française des Flandres, contrariée cependant par les intempéries absolument anormales de la première quinzaine d'août, n'a cessé de mordre sur les positions allemandes. Le 10 août notamment, dans la région d'Ypres, le 11 à Lens, le 16 et le 29, puis le 20 et le 21 septembre, de nouveau dans la région d'Ypres les troupes anglaises et françaises faisaient des progrès. Du 20 au 26 août une offensive locale admirablement préparée et rap-

pelant celles d'octobre et de décembre 1916 élargissait sensiblement les positions françaises au nord de Verdun sur les deux rives de la Meuse. Il est clair que les Allemands n'ont pas trop de toute leur énergie pour maintenir leur front défensif dans l'Ouest et que, s'ils subissaient à l'Est une pression, ils n'auraient qu'à céder.

Cette situation est encore plus éclatante en ce qui concerne les Austro-Hongrois. Ceux-ci n'ont pu enlever les 6 divisions envoyées en août contre les Roumains sans se mettre sur le Carso dans un état d'infériorité dont profita la brillante offensive du général Cadorna. Prise le 19 août et continuée en grand pendant plus d'une semaine, cette offensive a donné aux Italiens toutes les montagnes qui dominent à l'est Gorizia et la plus grande partie du plateau de Bainsizza, au sud de Tolmino. Depuis lors nos Alliés ont encore réalisé quelques progrès, malgré le retour de forces austro-hongroises ramenées de Roumanie.

Le 24 août, le Ministère de la Guerre anglais publiait que du 9 avril au 22 août les Anglais et les Français avaient fait 90.000 prisonniers, les Italiens 41.000 et les Russes 37.000 dans leur petite offensive de la première quinzaine de juillet.

La situation militaire s'éclaire encore de ce fait qu'une offensive aussi énergique que possible, dont la direction a été confiée à Mackensen, n'a pu enfoncer le front roumain. Il semble que, inspirés sans doute surtout par un mobile politique, les Austro-Allemands aient voulu mettre la main sur le reste du territoire roumain. Le 6 août Mackensen attaquait et progressait au nord de Focsani. Son mouvement continua jusqu'au milieu du mois, en même temps que, plus au nord, les Roumains étaient obligés de céder du terrain dans la vallée du Trotus. On put craindre un instant que toute la Moldavie ne fut perdue et que les Austro-Allemands ne fissent quelque geste embarrassant pour éliminer, par une solution politique de leur façon, la question roumaine. Le 11 août on annonça que la famille royale de Roumanie allait quitter Jassi pour se réfugier à Kherson en Tauride. Mais presqu'à ce moment le front roumain se stabilisait. En vain Mackensen avait mené à l'attaque d'excellentes divisions prussiennes et bavaroises, servant de noyau à des renforts austro-hongrois et turcs : l'armée roumaine, réorganisée par des officiers français et approvisionnée de matériel, malgré les difficultés de transport que l'on devine, par les alliés occidentaux, ne put être enfoncée. Il convient de porter un moment l'attention sur ces événements militaires de la vallée du Sereth : ils sont singulièrement à l'honneur de l'armée roumaine qui a arrêté, même bousculé dans de fortes contre-attaques, et finalement épuisé par sa résistance les bonnes troupes allemandes envoyées contre elle. Ces faits mon-

trent ce qui aurait été possible si l'armée russe avait fait un effort ressemblant, même de loin, à celui de la douzaine de divisions que la Roumanie avait encore en ligne. Vers le milieu de septembre les dépêches de Roumanie signalaient que les Austro-Allemands semblaient décidément se résigner à rester désormais sur la défensive sur le front roumain. L'*Agence Havas* publiait un communiqué, d'allure assez singulière, disant que le gouvernement roumain ne songeait plus à quitter Jassi, que la situation paraissait assurée, mais que le front roumain dépendait nécessairement de ce qui se passerait en Galicie. Il semblait que la Roumanie voulut marquer ce qu'elle avait fait et bien dégager sa responsabilité au cas où une défaillance russe entraînerait un nouveau recul du front oriental.

Ce n'est cependant pas aux confins de la Galicie et de la Bukovine que les Allemands ont exploité l'inconsistance présente de l'armée russe qui permet malheureusement à l'ennemi des succès hors de proportion avec les effectifs et les moyens qu'il peut mettre en action à l'est. La situation n'a pas sensiblement empiré sur le Dniester et le Pruth depuis notre dernière chronique. Nous avons dit que l'ennemi, arrivé le 2 août sur le Zbrucz, à la frontière de Galicie et de Podolie, avait été contenu là et qu'il s'était un peu avancé à l'est de Czernovitz, après avoir repris cette ville le 3 août. Depuis lors il n'a plus progressé dans cette région, et même des troupes russes restées consistantes ont opéré quelques offensives locales heureuses dans la partie montagneuse de la Bukovine. La grande opération que certains annonçaient sur Odessa, pour saisir tout le territoire roumain et une partie des terres à blé de la Russie méridionale, paraissait peut-être de trop large envergure pour l'énergie militaire que peuvent encore déployer les Empires du Centre si fortement accrochés en Occident; peut-être aussi voulait-on laisser l'ukrainisme cuire dans son jus, sans inquiétude. Au contraire, au nord, s'offrait un objectif important tout proche, un gage, qu'il fallait s'efforcer d'atteindre pendant la saison propice aux opérations, qui est plus courte sur la Dvina que sur le Dniester : c'est vers Riga que s'est porté l'effort allemand. Le 20 août l'attaque allemande commençait de ce côté, favorisée par la défaillance de certaines troupes russes qui abandonnaient leurs positions. Le 1er septembre le passage de la Dvina était forcé et le 3 les Allemands entraient à Riga. C'était un nouveau succès à donner en réconfort à l'opinion allemande : le Kaiser l'a exploité et a parlé de l'occupation de Riga comme du retour au giron allemand d'une vieille ville allemande. Il n'a pas été naturellement question dans cette éloquence des Lettons, fond indigène et majorité de la population, mais voués, si le pays restait allemand, à une germanisation impitoyable. L'armée allemande semble s'être contentée d'établir un front défensif à une cinquantaine de kilomètres au delà de Riga, front qui a été l'objet

des attaques des avant-gardes russes dans lesquelles se sont distingués les Lettons. On se demande d'ailleurs si l'offensive allemande de ce côté ne va pas prendre la forme d'une attaque, par voie de mer, contre Petrograd. Cependant, les opérations ne sont pas arrêtées sur la Dvina : le 21 septembre les Allemands enlevaient Jacobstadt sur la rive gauche, et faisaient 4.000 Russes prisonniers.

L'impotence russe n'a pas pesé sur les Alliés qu'en Europe. Elle menace d'une attaque les Anglais en Mésopotamie. Elle a permis d'opposer des renforts turcs tirés du front d'Arménie, qui a laissé passer toute la bonne saison sans donner le moindre signe d'activité, aux troupes du général Allenby, toujours arrêtées devant Gaza. Il semble que les Turco-Allemands préparent un effort, sans doute en Mésopotamie, pour la saison d'hiver pendant laquelle ils n'auront guère à craindre la possibilité d'un réveil d'énergie des Russes sur le plateau arménien. On annonce que Djemal-Pacha a été éloigné de son commandement en Palestine et que Falkenhayn prendrait la direction générale des opérations devant Gaza et au nord de Bagdad.

L'affaiblissement du facteur russe a amené nombre de publicistes à préconiser de nouveau, et même presque à annoncer l'intervention d'une armée japonaise. De nombreux articles ont été publiés en août sur ce sujet, mais il ne suffit pas qu'une chose soit utile pour qu'elle doive être. On peut en tous cas faire observer qu'il est infiniment peu probable que le gouvernement japonais songe à aventurer une armée sur le front russe, c'est-à-dire à l'extrémité d'un immense chemin de fer traversant un pays dans l'état où se trouve actuellement la Russie. Si les Japonais peuvent intervenir, c'est par l'envoi en Mésopotamie ou, plus facilement, en Palestine de quelques divisions qui pourraient y être transportées sans danger sous-marin et qui y pèseraient sans doute d'une manière décisive. Si l'Amérique couvrait les dépenses de l'entreprise et si l'Angleterre s'y ralliait, on pourrait sans doute décider le Japon à cet effort, en somme modéré. Signalons d'ailleurs que l'Angleterre a une base juridique pour le lui demander : dans son traité d'alliance avec le Japon, renouvelé en juillet 1905, il était stipulé qu'elle pourrait réclamer l'appui japonais pour sauvegarder sa situation dans les régions qui avoisinent l'Inde. Or, en Mésopotamie et même en Palestine elle défend en somme les approches de son empire asiatique.

*
**

Si l'Allemagne n'a plus guère d'espoir militaire qu'en la faiblesse de la Russie, il semble bien qu'elle ne puisse plus fonder aucun espoir politique sur le projet de Stockholm. Toute collabo-

ration, inconsciente bien entendu, du socialisme des pays de l'Entente serait même absolument exclue pour elle si les faits de guerre faisaient naître dans ces pays l'espoir d'une solution pas trop éloignée par les armes.

Les six dernières semaines ont vu le crépuscule tomber sur Stockholm. Si le Labour Party se prononça le 10 août, par 1.846.000 voix contre 500.000 pour une participation à la Conférence internationale, participation qu'il avait repoussée à une majorité aussi forte à Manchester, en janvier, ce fut un coup de surprise dû à l'attitude flottante de M. Henderson. Ce « travailliste », membre du Cabinet britannique, s'est prononcé pour Stockholm après avoir, semble-t-il, assuré à ses collègues du gouvernement qu'il ferait le contraire. Saisi avant le Congrès du Labour Party par M. Lloyd George d'un télégramme de M. Kerenski, déclarant qu'il considérait la Conférence de Stockholm comme une affaire de parti ne pouvant lier le Gouvernement provisoire, M. Henderson n'y fit dans son discours qu'une vague allusion incapable d'éclairer le Congrès sur l'attitude du gouvernement russe. Il laissait ainsi subsister le seul argument de quelque valeur qui ait jamais été donné en faveur de Stockholm : la nécessité de ne pas irriter et de ne pas abandonner en face des socialistes allemands la révolution russe. Embarrassé par ses faiblesses et aussi par les reproches très nets de M. Lloyd George, M. Henderson donnait sa démission de ministre le 11 août ; un autre membre du Labour Party, M. Barnes, le remplaçait immédiatement dans le Cabinet de guerre.

Le Congrès du Labour Party s'était d'ailleurs rallié à Stockholm sans enthousiasme. Il avait eu soin de spécifier que la Conférence serait purement consultative. Quelques jours après sa tenue, le parti publiait un mémorandum très ferme sur la paix juste. Il affirmait la nécessité de résoudre les problèmes européens tout autrement que le veut l'impérialisme germanique et était, notamment, très net en ce qui concerne la question d'Alsace-Lorraine.

L'attitude du Labour Party était telle que le Gouvernement britannique n'hésita pas à prendre définitivement parti contre Stockholm. Le 13 août, M. Bonar Law déclarait à la Chambre des Communes que le Gouvernement, ayant consulté ses juristes sur la question des relations des sujets britanniques avec ceux des puissances ennemies, avait décidé de n'accorder aucun passeport pour Stockholm. Il ajoutait que la même décision avait été prise par les autres gouvernements alliés.

La meilleure preuve de la décadence de l'idée de Stockholm est le peu d'émotion que cette décision, déjà annoncée d'ailleurs par les déclarations de M. Ribot, a soulevée dans les milieux socialistes des pays alliés. Le 21 août une nouvelle réunion du

Labour Party anglais votait encore la participation à la Conférence de Stockholm, mais seulement à 3.000 voix de majorité. Et encore, quelques jours plus tard, affirmait-on que cette majorité n'était pas valable, ayant été obtenue par le concours de groupes de théoriciens qui n'auraient pas dû être admis au vote. On a pu noter ces dernières semaines une certaine tendance des représentants des ouvriers anglais à s'élever contre l'influence prise dans le Labour Party par les socialistes de doctrine qui n'appartiennent pas pour la plupart au monde ouvrier.

Les socialistes français ont maintenu leurs décisions en faveur de Stockholm, mais avec une nuance de tiédeur tout aussi sensible. Le grand argument, en France comme en Angleterre, a été de ne pas déplaire à la révolution russe et il a certainement perdu de sa force en présence de l'impression de plus en plus fâcheuse produite par l'inconsistance de la Russie révolutionnaire. Le 11 août, après une longue lutte entre minoritaires et majoritaires, le parti socialiste français votait l'envoi de délégués à Stockholm, mais sa résolution disait qu'il n'irait pas chercher à cette conférence « une paix de compromis » et tout son texte affectait l'attitude de ne vouloir aller à Stockholm que pour inviter les socialistes allemands à cesser de prêter leur appui au gouvernement impérial, véritable auteur de la guerre. Le lendemain, 12 août, M. Albert Thomas prononçait à Champigny un bien curieux discours, donnant au projet de Stockholm une adhésion pour ainsi dire rituelle précédée d'un long et très fort exposé des raisons qui rendent la conférence internationale peu désirable et même dangereuse.

Le 28 août la question fut portée devant une conférence socialiste interalliée qui se réunit à Londres. Celle-ci n'aboutit qu'à mettre en pleine lumière le désaccord entre « majoritaires » et « minoritaires » des divers pays alliés. Il avait été décidé que toute résolution devait être prise à l'unanimité : l'accord ne put se faire sur aucune touchant Stockholm et les buts de guerre. Le 2 septembre l'*Humanité* publiait, comme suite à la conférence, une déclaration très nette sur la paix juste que les socialistes devaient aller défendre à Stockholm, mais ce document n'était signé que des majoritaires des divers pays et constituait une nouvelle manifestation de la scission entre socialistes sur les questions les plus essentielles que pose la guerre.

Le Congrès des Trade-Unions, non seulement d'Angleterre, mais de tout le monde britannique, réuni à Blackpool au commencement de septembre, déclarait qu'une conférence internationale ne serait pas possible aussi longtemps que les socialistes des pays alliés n'auraient pu se mettre d'accord. Le rapport du Comité parlementaire qui soutenait ce point de vue fut adopté le 4 par 2.849.000 voix contre 91.000. Au milieu du mois on annon-

çait de Stockholm que le Comité d'organisation de la Conférence internationale publiait une déclaration affirmant qu'il ne renonçait pas à son idée, mais constatait que sa réalisation devait être ajournée à une date indéterminée.

C'est le fiasco, au moins provisoire, du projet de Stockholm. Mais cela ne veut pas dire que le danger socialiste d'une mauvaise paix soit écarté ni que la politique allemande renonce à jouer de ce facteur. Elle-même d'ailleurs désire peut-être laisser couler un peu d'eau avant de pousser de nouveau l'idée de la conférence internationale où la volonté arrêtée des majoritaires des pays alliés aurait fait surgir des discussions fort scabreuses pour les dirigeants et exploitants des empires germaniques. Mais elle recommencera à faire mouvoir les pions socialistes sur l'échiquier. Il y a dans ce parti des mystiques dont la religion est trop détachée des contingences pour voir quels problèmes particuliers l'impérialisme allemand, fort différent du « capitalisme » français ou anglais, pose pour les démocraties. Il y a des calculateurs politiques qui espèrent gagner au parti des adhérents en exploitant le pacifisme inévitable des masses après un si long effort. Ce ne sont pas des éléments que l'échec de Stockholm puisse éliminer définitivement, surtout dans la quatrième année de guerre. Et ceci nous ramène à ce qui domine tout en ce qui concerne le salut de la liberté et des patries des Alliés : la fermeté gouvernementale et la solidité de l'opinion que le gouvernement s'est montré chez nous si radicalement incapable pendant les trois années écoulées de tonifier par une bonne organisation de la propagande dans la presse ou ailleurs.

***

A l'heure même de l'éclipse du projet de conférence internationale socialiste se produisait la manifestation catholique pour la paix que nous avions vu escompter en Allemagne depuis plusieurs semaines. Nous ne prétendons pas du tout que le geste du Pape ait été inspiré par l'Allemagne, bien qu'on puisse croire qu'il a été suggéré par l'Autriche qui, prise entre la menace de l'allié et celle de la défaite, et en proie à une gêne extrême, aspire de toute son âme à la paix. Mais malgré tout, par la force des choses, sinon par l'intention qui l'a inspirée, il faut ranger l'intervention du Pape dans ce pacifisme qui fait beaucoup mieux les affaires de l'Allemagne que celle des Alliés.

Depuis longtemps on annonçait une note de Benoît XV. Elle a été publiée le 15 août. L'accueil qu'elle a trouvé dans les pays de l'Entente, et notamment auprès des catholiques de France, a été très froid. Le sentiment des Alliés de soutenir une cause

juste a été profondément blessé par l'extrême « impartialité » dont s'est réclamé le vicaire de Dieu. Au lieu des réparations nécessaires pour les territoires dévastés par les Allemands, le Pape a prêché une « renonciation entière et réciproque » aux indemnités. Il a eu des mots malheureux, confirmant l'impression qu'au Vatican on n'est pas arrivé à se faire une idée de la grandeur des problèmes en cause. C'est ainsi qu'il a recommandé le rétablissement de la paix en disant que « l'honneur des armes est sauf » et en affirmant que « la lutte apparaît de plus en plus comme un massacre inutile ». Il ne semblait pas s'apercevoir que les questions soulevées par l'agression de 1914 sont toujours envisagées par les Empires germaniques dans le même esprit intolérable. Du Trentin et de Trieste et de l'Alsace-Lorraine, le Pape n'a parlé que par vague allusion, en évoquant des « questions territoriales » à régler entre l'Italie et la France et les Empires voisins en s'efforçant de « tenir compte des aspirations des peuples.... dans une mesure juste et possible ». Aucune allusion nette n'était faite à la Serbie, à la Roumanie : le Saint Siège semblait ignorer les pays orthodoxes comme sans intérêt pour lui. La note pontificale ne parlait d'ailleurs pas plus de la Lituanie ni de la Courlande. Des territoires envahis à l'est par les Austro-Allemands le Pape ne citait que la Pologne en disant que « l'équité et la justice » devront diriger l'examen des questions « relatives aux territoires faisant partie de l'ancien royaume de Pologne ». Impossible de discerner si le Pape recommandait la reconstitution intégrale de celui-ci, ou s'il se bornait à souhaiter de voir refaire partiellement la Pologne aux dépens de la seule Russie. Le seul pays dont il parla un peu nettement fut la Belgique, pour laquelle il demandait « l'évacuation totale avec garantie de sa pleine indépendance politique, militaire et économique vis-à-vis de n'importe quelle puissance ». Cette manière de mettre « dans le même sac » en ce qui concerne les garanties à assurer à la Belgique les Alliés et la puissance qui commit la violation de 1914 et formula la doctrine du chiffon de papier ne pouvait manquer d'être agréablement ressentie dans les pays de l'Entente! C'est à tel point que l'on put se demander si le Pape, approché par les Austro-Allemands, ne voulait pas préparer ainsi les voies à la solution de la question belge que l'on a vu parfois formulée dans certains journaux d'outre-Rhin: une neutralité interdisant à la Belgique aucun armement, et aucun arrangement économique et militaire destiné à l'aider, avec l'appui de ses Alliés actuels, à se relever et à se défendre à l'occasion. Mais l'attitude de l'Allemagne n'a pas permis, dans la suite, de confirmer cette impression première d'une tentative du Saint Siège pour préparer l'acceptation de certaines conditions allemandes. Si certaines idées de la note pontificale ont pu être suggérées par Vienne, ces suggestions n'ont

pas été, comme le montre l'attitude actuelle de l'Allemagne, ratifiées par Berlin.

A la réflexion on a reconnu que la cauteleuse impartialité du Saint-Siège, si pénible qu'elle fût, était une attitude nécessaire du moment où le Pape voulait faire le geste de tendre le rameau d'olivier. C'est ce geste même qui était discutable : du moment où Benoît XV n'avait pas le courage de se prononcer en justicier ni la sagesse de se taire, du moment où il voulait faire jouer un rôle public au Saint Siège comme un conseiller de paix, il ne pouvait guère parler autrement qu'il ne l'a fait. Mais la reconnaissance de ce fait, et l'indulgence qu'elle a inspiré, n'ont pu rendre la démarche pontificale plus agréable à l'opinion des pays de l'Entente. En somme, comme nous le disons plus haut, en intervenant avec des phrases bénisseuses et imprécises, que le Vatican croyait peut-être utiles à sa bonne renommée, mais qui ne pouvaient servir la cause d'une paix juste et bonne, le Pape a joint sa voix au concert de ce pacifisme vague qui est beaucoup plus un danger pour les puissances libérales de l'Entente que pour les gouvernements autoritaires de l'Europe centrale, toujours prêts à ignorer l'opinion publique ou même à la museler. Sous cette forme, son intervention, qui eût pu être admissible, utile même si elle s'était bornée à de bons offices discrets, surtout pour susciter et présenter des propositions autrichiennes acceptables, devenait intolérable parce que dangereuse et, inconsciemment, partiale. C'est ce qui explique la vigueur de certains commentaires qui l'écartaient sommairement : il fallait secouer immédiatement le virus qu'elle contribuait à répandre. Et c'est ainsi que l'intervention pontificale n'a pas plus servi l'influence et l'autorité de l'Église que la cause de la paix.

Les puissances représentées auprès du Saint Siège se bornèrent à un accusé de réception. On commençait à penser qu'il conviendrait que les Gouvernements alliés fissent, par des discours ou des déclarations à la presse, une réponse assez nette et péremptoire pour chasser les miasmes pacifistes soulevés par la note pontificale que la politique allemande semblait traiter un peu comme un *Ersatz* de Stockholm lorsque, le 29 août, une note du Président Wilson vint mettre les choses au point. Cette réponse du Président des Etats-Unis était aussi forte, aussi élevée moralement que la note du Pape avait été pauvre. On a dit plaisamment que M. Woodrow Wilson avait rédigé l'encyclique et Benoît XV la note diplomatique : la comparaison serait assez vraie si la démarche du Saint Siège n'avait plus ressemblé à une exhortation, à un sermon assez confus qu'à un texte dont le caractère diplomaitque pût être défini. Mais il est certain que l'autorité et la hauteur morales se sont beaucoup plus trouvées dans le document américain que dans la note pontificale.

Le Président Wilson a montré, dans la forme, la plus haute déférence envers le Saint Père. Il a commencé par rendre plein hommage à ses bonnes intentions, mais il déclarait que « ce serait folie » de prendre le sentier de paix que le Pape prétend ouvrir « s'il ne mène pas en fait au but qu'il propose ». Or, le Président Wilson n'admet pas que l'on aille à « la paix stable et durable que désire le Pape » par un compromis avec une Allemagne inchangée. « Traiter, disait le Président, avec un tel pouvoir par le moyen d'une paix suivant le plan proposé par Sa Sainteté le pape serait, autant que nous pouvons en juger, lui permettre une récupération de ses forces et une renaissance de sa politique; ce serait rendre nécessaire la création d'une combinaison hostile permanente des nations contre le peuple allemand, qui est son instrument; ce serait l'abandon de la Russie nouvelle à l'intrigue, à des interventions malignes et variées, et la certitude que la contre-révolution serait soutenue par toutes les influences mauvaises auxquelles le gouvernement allemand a depuis longtemps accoutumé le monde. La paix peut-elle être basée sur la restauration du pouvoir du gouvernement allemand ou sur sa parole d'honneur qu'il engagerait dans un traité de conciliation et d'arrangement ? »

Et M. Wilson terminait en indiquant qu'il fallait traiter sur la base du droit des peuples non avec le gouvernement impérial, mais avec le peuple allemand manifestant clairement son adhésion à la paix du droit qui serait conclue : « Cette paix, déclarait le Président, doit être basée sur la justice et la sauvegarde des droits de l'humanité. Nous ne pouvons regarder la parole de ceux qui gouvernent aujourd'hui l'Allemagne comme une garantie d'un état de choses durable, à moins que cette parole ne soit appuyée par une manifestation si évidente de la volonté et des desseins du peuple allemand qu'elle puisse légitimer l'acceptation des autres peuples. Sans de telles garanties, en l'état actuel des choses, nul homme, nulle nation ne peuvent avoir confiance dans des traités. »

C'était un appel assez clair à la « démocratisation » de l'Allemagne, appel qui peut être utile pour galvaniser l'opinion publique des Etats-Unis par le sentiment que l'Union fait une guerre pour la défense de ses principes et de son idéal, mais qui, il ne faut pas se faire d'illusion, ne pouvait manquer d'être exploité par les maîtres de l'Allemagne qui y dénonceraient l'ingérence étrangère. Seule la défaite peut amener l'Allemagne au point où elle sera, selon le Président, dans les conditions voulues pour donner des garanties sérieuses à la paix. C'est-à-dire que, en pratique, la réponse du Président Wilson écartait absolument le pacifisme de la note pontificale.

L'attitude de l'Allemagne en présence de la note du Pape a

mis longtemps à se dégager et a révélé des influences contradictoires. Le langage tenu le 21 août par M. Michaëlis à la réunion de la Commission plénière du Reichstag a même contenu une manière d'aveu de la difficulté de se mettre d'accord entre alliés sur la réponse à faire au Saint-Siège. Sans doute l'Autriche, plus fatiguée et plus désireuse de paix, aurait-elle tendu à essayer de profiter de l'intervention pontificale, qu'elle a d'ailleurs peut-être sollicitée, pour rendre possibles des négociations de paix par des concessions réelles. Quoiqu'il en soit, après avoir affirmé la fermeté des liens de l'Allemagne avec ses alliés, et particulièrement l'Autriche-Hongrie, M. Michaëlis a dit : « Jusqu'à présent, en dépit de toutes les tentatives qui ont été accomplies en vue de hâter une décision commune, l'accord entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie n'a pas encore été réalisé. »

En fait le chancelier a beaucoup moins parlé de la note du Pape que des conventions passées entre les puissances de l'Entente depuis le début de la guerre et qui, a-t-il déclaré, prouvaient les buts de guerre impérialistes des ennemis de l'Allemagne. Déjà à la fin de juillet, s'adressant à des journalistes, il avait dénoncé les pourparlers engagés quelque temps avant la révolution, entre un chargé de mission français en Russie et le gouvernement russe au sujet de la rive gauche du Rhin. Il s'est d'ailleurs bien gardé de dire que ces conversations, parfaitement inutiles, avaient eu lieu sur l'initiative d'une seule personne, sans aucun concours du gouvernement français, qui n'avait pu les arrêter une fois engagées, de peur d'avoir l'air de contester à la Russie la liberté d'action qu'elle avait réclamée dans certaines affaires en échange de celle que cette initiative personnelle lui demandait ailleurs pour la France. Le 21 août c'est aux accords passés au printemps de 1915 relativement à l'Orient que s'en est pris M. Michaëlis. Les Alliés n'ont pas cru devoir lui répondre, bien qu'ils eussent pu le faire encore plus facilement que le fit M. Ribot, le 31 juillet, aux « révélations » produites quelques jours plus tôt par le chancelier. En 1914 la France, l'Angleterre et la Russie avaient fait de leur mieux pour empêcher la Turquie de participer à la guerre. Elles lui avaient même proposé de lui garantir conjointement son intégrité territoriale. Lorsque, après avoir été attaquées, elles commencèrent l'offensive des Dardanelles, le gouvernement impérial de Russie demanda d'être assuré de Constantinople. Il en résultait la perspective d'un changement général des conditions de l'Orient, d'où les accords du printemps de 1915. Mais ils ont suivi et non précédé l'agression turque, ils n'en ont pas été la cause, mais le résultat. Les puissances de l'Entente ont pu chercher des garanties, des équivalences, des compensations au cas où la guerre aurait certains résultats, mais elles n'ont pas voulu cette guerre. Leurs tractations n'ont rien

changé aux origines et aux caractères de celle-ci et il n'appartenait pas aux révélations de M. Michaëlis de faire que les victimes de l'agression de 1914 aient eu plus de buts de guerre que n'en a le passant attaqué par un apache au coin d'un bois.

Toute la suite devait d'ailleurs démontrer l'exquise pureté des buts de guerre de l'Allemagne. Le gouvernement impérial, satisfait de la tournure que prenaient les événements du côté russe, n'a cessé de réagir à l'intérieur contre les idées pacifistes, en même temps d'ailleurs que contre les idées libérales qui s'étaient alliées plus ou moins nettement et solidement dans la motion votée le 19 juillet par le Reichstag.

Les faits ont bien ironiquement déçu ceux qui croient en une démocratisation de l'Allemagne sans un événement qui ferait craquer son armature et qui ne peut être que la défaite. Le Reichstag avait demandé à prendre une part moins nulle au gouvernement et, le 7 août on annonça qu'on lui donnait comme os à ronger, la nomination de deux de ses membres, M. Spahn, chef du Centre, et M. von Krause, national libéral, vice-président du Reichstag, à un ministère impérial ou prussien. En même temps un portefeuille était donné à un socialiste, M. Auguste Müller, qui d'ailleurs exerçait déjà des fonctions administratives et n'appartenait pas au Reichstag.

Quant à la « paix sans annexions ni indemnités », le gouvernement a encore accentué les réserves avec lesquelles il avait d'abord accepté la motion du Reichstag. On se rappelle que, le 19 juillet, le Chancelier avait dit à la majorité du Reichstag dont la motion recommandait une telle paix : « mes buts de guerre peuvent s'atteindre en restant dans le cadre de votre résolution telle que je la conçois ». C'était se réserver une liberté illimitée d'interprétation. Et cependant, le 22 août, dans une nouvelle réunion de la Commission plénière, M. Michaëlis, gêné par une allusion à la motion du 19 juillet, retira l'adhésion si pleine de restrictions qu'il lui avait donnée. Il aurait dit qu'il ne s'était « jamais déclaré d'accord avec la résolution de paix votée par le Reichstag ».

Ces paroles provoquèrent une tempête, mais aussi brève et modeste que toutes celles qui s'élèvent contre le gouvernement dans le Reichstag. Il y eut protestations, suspension de séance, conciliabules et replâtrage sur l'affirmation d'un simple malentendu. Le Chancelier dit qu'il maintenait sa déclaration du 19 juillet. Nous venons de voir que ce n'était pas beaucoup se compromettre.

Tout a montré d'ailleurs ce que valait l'adhésion du gouvernement à une politique de paix sans annexions. Jamais la cam-

pagne pangermaniste n'a joui de plus de tolérance, sinon même de plus de faveur que pendant ces dernières semaines. Des meetings annexionnistes ont été autorisés partout. Le gouvernement qui avait refusé à certaines agences de publicité l'autorisation d'augmenter leur capital a permis à la fin d'août à une agence de ce genre fondée par la maison Krupp de porter le sien de 250.000 marks à 5 millions. Il trouve donc bon que la vie matérielle des journaux dépende le plus possible des *Schlotjunker* et, de fait, la presse tombe de plus en plus sous la dépendance de ces industriels, impérialistes par intérêt autant que par conviction. Un nouveau parti dit « de la patrie allemande » a été fondé pour combattre toutes les tendances qui inspiraient la motion du 19 juillet. On prétend que le gouvernement le favorise. En réalité toute la machine impériale s'applique à raidir l'opinion publique, elle fait tout le contraire de ce que d'autres gouvernements ont laissé faire, comme l'ont prouvé les scandales qui ont éclaté chez nous ces dernières semaines. Il s'agit de sauver à la fois tout son système de domination à l'intérieur et à l'extérieur : les maîtres de l'Allemagne n'ont renoncé à rien de ce que la réponse du Président Wilson au Pape a si nettement dénoncé.

Pour de tels gens, adopter la formule de « la paix sans annexions » c'est tout simplement baptiser le lapin carpe. On veut bien ne pas annexer, au sens technique du mot, mais on veut maintenir ou préparer une absorption par symbiose. L'Allemagne, dont l'expansion économique a transformé tous les vieux procédés, sait qu'il y a des moyens nouveaux et très efficaces, bien que peu apparents aux yeux des gens qui ne comprennent pas leur temps, pour voler des peuples et des terres sans recourir à une annexion formelle. Et ces dernières semaines ont montré que le gouvernement de Berlin compte appliquer ce système à l'Alsace-Lorraine, à la Pologne, à la Lituanie et à la Courlande, et à la Belgique, sans parler des terres du « brillant second ».

En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, peut-être pour nous préparer quelque viande creuse tout en nous déclarant, jusque dans le *Vorwærts*, que cela ne nous regarde pas et qu'il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine, peut-être pour donner une vague satisfaction au vague désir exprimé par le Pape, on a parlé d'une autonomie dans l'Empire. Rien n'a été précisé encore, mais le choix d'un prince et d'une Constitution a été discuté.

Pour les pays à incorporer aux Empires germaniques sans procéder à des « annexions » le système est de plus en plus de créer des États feudataires. Ainsi on donnerait, sans renoncer à rien de substantiel, une hypocrite adhésion aux principes énoncés dans la note du Pape et à l'idéal des organisateurs de la Conférence de Stockholm. Et cette politique, dont le « libéralisme » provoque chez les pangermanistes des protestations agréables

sans doute au gouvernement qui peut les invoquer pour rehausser ses concessions, s'est précisée ces dernières semaines par des démarches plus nettes pour faire de la Courlande, de la Lituanie, de la Pologne et de la Belgique des États satellites de l'Empire allemand.

Le gouvernement de Berlin a promptement donné pour suite à son succès de Riga des mesures pour organiser le règne germanique en Courlande. Le 19 septembre il a convoqué à Mittau la Diète de Courlande, où les barons baltes et leurs associés allemands sont en majorité. La Diète a demandé qu'on lui substitue, pour régler le sort du pays, une autre assemblée où les représentants du germanisme seront également en majorité.

En Lituanie, malgré l'hostilité de la population, abominablement maltraitée par les occupants, on paraît préparer une autonomie que l'Allemagne jetterait à la face du monde pour garder sa conquête en la justifiant sur le principe des nationalités et de la liberté des peuples.

Dans le même dessein, en Pologne, on développe, sans d'ailleurs rien lâcher de substantiel, la politique de la proclamation du 5 novembre 1916 qui avait « restauré » le royaume de Pologne. Le succès de cette politique sur la population polonaise a été des plus médiocres. Tous les partis modérés se sont montrés, dès le début, très hostiles aux Allemands. Depuis la révolution russe, les partis de gauche, ne craignant plus le tsarisme, se sont retournés contre l'ennemi de la liberté et du polonisme. Nous avons dernièrement signalé le refus des Légions polonaises, organisées par les Austro-Allemands pour leur servir de chair à canon, de prêter un serment les liant aux armées des empires du centre, et les mesures de rigueur prises contre ces Légions, mesure dont la plus impopulaire a été l'arrestation du général Pilsudski. Depuis lors les Légions ont été envoyées de force sur les fronts autrichiens. Le Conseil d'État polonais, institué pourtant par les Allemands, a donné sa démission en présence de ces rigueurs et de l'émotion qu'elles soulevaient dans le pays. Sur ces entrefaites les gouvernements de Berlin et de Vienne qui, il faut le remarquer en passant, n'ont pas répondu un seul mot au passage assez chaleureux consacré dans la note du Pape à la « noble Pologne », ont cru devoir faire un geste nouveau pour organiser, pour camoufler aussi, peut-on dire, leur conquête polonaise. Le 12 septembre, des rescrits des empereurs d'Allemagne et d'Autriche étaient signés, déclarant que l'on ne pouvait pendant la guerre donner un roi à la Pologne ni confier le pouvoir à un Parlement issu du vote populaire, mais qu'il convenait de le faire exercer dès maintenant par un « gouvernement national ». Un décret, annexé à ces rescrits, ordonnait l'organisation de ce gouvernement, partagé entre un Conseil de Régence composé de trois membres nommés par les puissances occupantes et un Conseil d'État. Nous ne sau-

rions ici, sans trop de longueur, analyser ce document que nous publierons par ailleurs et qui a déjà paru dans les journaux. Disons cependant qu'il est conçu de manière à faire sentir à chaque pas à la Pologne « autonome » d'après le rescrit allemand et « libre » d'après le rescrit autrichien, le mors germanique. A la fin de chaque article intervient comme un *leit motiv* « avec l'approbation des puissances occupantes », ou un texte équivalent.

L'institution de ce régime est destinée à habituer la Pologne à vivre pendant la guerre sous un protectorat austro-allemand très étroit où elle sera maintenue ensuite — on peut prévoir, il est vrai, de forts désaccords entre Vienne et Berlin en cette matière qui évoque le souvenir du Slesvig-Holstein et de la guerre de 1866. Nous n'avons pas besoin de dire que cette perspective ne séduit guère les Polonais. C'est à peine si un groupe de seigneurs terriens font mine de se rallier à ce système. La Pologne, si elle pouvait parler comme elle l'a fait dernièrement au Congrès polonais de Moscou, réclamerait bien davantage : la reconstitution de son intégrité territoriale et son indépendance. Mais on compte sans doute à Berlin pour la résigner à son sort, et pour y résigner les puissances occidentales, sur le spectacle prolongé et décourageant de l'impuissance russe. Les journaux polonais hostiles à l'Entente, qui ont sans doute leurs inspirations et leur ratelier en Allemagne, ne cessent d'insister sur l'effondrement de la Russie révolutionnaire. Il est certain que si aucun secours ne peut venir du dehors à la Pologne elle devra s'accommoder de la croûte de pain que lui laissera l'Allemagne. C'est un des moins contestables résultats de l'abus absurde que l'on fait de la liberté en Russie que de risquer de rendre impossible la liberté des Lettons, Lituaniens et Polonais, affranchis du tsarisme pour tomber aussitôt sous l'oppression allemande.

Toutes ces mesures, et celles qui concernent la Belgique, dont nous parlerons plus loin, font comprendre la réponse des Empires du Centre au Pape, réponse qui fut enfin adressée le 19 septembre par des lettres du chancelier Michaëlis et de l'empereur Charles à Mgr Gasparri, secrétaire d'État du Saint-Siège. Les deux textes se ressemblaient fort, avec une nuance plus sentimentale et filiale du côté autrichien : il est clair qu'une fois de plus, après quelques résistances, Berlin avait mis Vienne au pas. La note, après avoir présenté Guillaume II comme ayant été depuis son avènement l'empereur de la paix, occupé du perfectionnement de l'humanité par le « libre jeu des forces luttant pacifiquement dans le monde » mais dont « un fatal enchaînement de circonstances » avait interrompu l'œuvre », donnait son adhésion à l'appel du Saint Père « de voir à l'avenir la puissance matérielle des armées remplacée par la force du droit ». Le document de la chancellerie de Berlin adhérait aux idées du Pape en ce qui concerne la limitation des armements et l'arbi-

trage obligatoire. Il parlait de la « liberté et de la vraie communauté des mers » : « Le Gouvernement impérial appuiera, en conséquence, chaque proposition dans ce sens si elle est compatible avec les intérêts vitaux de l'empire et du peuple allemands ».

Il y avait plusieurs intentions dans cette adhésion hypocrite, et d'ailleurs soigneusement limitée, aux idées de désarmement et d'arbitrage dont le gouvernement de Berlin a toujours été l'ennemi acharné à La Haye et ailleurs. D'abord celle de s'orienter, sous de belles formules, vers un nouveau droit public européen qui consacrerait le conquête allemande sous les formes que l'on voit s'esquisser en Courlande, en Lituanie et en Pologne. Il y avait le désir de plaire à la partie de l'opinion allemande qui rêve de paix et de droit. Il y avait enfin et surtout une manœuvre pour opposer à l'Entente son propre langage, et pour répandre dans ses pays démocratiques le désir d'en finir avec la guerre en entrant en négociations avec des gens si admirablement convertis aux idées de droit. La presse allemande, qui vanta le vague même des notes allemande et autrichienne comme un procédé habile, montrait bien à quoi l'on tendait. La *Gazette de Voss* le dit sans ambages dans ces termes : « Ce qui importe en réalité c'est d'amener les hommes d'État dans la salle du Congrès et d'établir les conditions dans lesquelles les négociations seront possibles ».

Les réponses allemande et autrichienne à la note pontificale conservaient sur la Belgique un silence d'autant plus remarquable que ce pays est le seul dont le Pape ait parlé avec quelque précision. L'explication la plus vraisemblable est que l'accord sur ce point n'a pu se faire entre Berlin et Vienne : l'Autriche n'aura pas voulu être compromise aux yeux du Vatican et des Alliés par une adhésion aux appétits allemands en ce qui concerne la Belgique. La suite a montré qu'il y avait du « tirage » relativement à ce pays. Le 25 septembre un télégramme de Berlin annonçait que M. de Kühlmann avait remis au nonce du Pape à Munich une « note verbale » résumant les conditions allemandes concernant la Belgique. Ces conditions étaient ce que toute l'attitude de la presse allemande faisait prévoir depuis longtemps. L'indépendance devait être rendue à la Belgique comme une croûte vide, puisque l'Allemagne prétendait obtenir des garanties « contre toute menace comme celle qui a assailli l'Allemagne en 1914 », maintenir la division administrative qu'elle a instituée entre le pays wallon et le pays flamand, et se faire donner le droit, qu'elle ne précisait d'ailleurs pas « de développer librement ses entreprises économiques en Belgique et spécialement à Anvers ». Tout dans l'attitude de l'Allemagne authentiquait cette note lorsque, le 28 septembre, une dépêche *Havas* de Bâle annonça : « Un télégramme de Berlin déclare qu'il n'y a eu aucune note verbale de l'Allemagne au sujet des conditions de paix relatives à la Belgique. »

Ce démenti ne prouve pas l'inexistence du fait auquel il s'applique. Il indiquerait plutôt un contre-ordre dans la politique allemande qui n'aura pas voulu au dernier moment claquer à la face des Alliés la porte belge. Résistance de l'Autriche; invite du Vatican acharné à continuer son rôle d'ailleurs si dangereux pour les démocraties de l'Entente; espoir allemand de désintéresser l'Angleterre et de la séparer de la France qui s'attache autant à la libération de l'Alsace-Lorraine qu'à celle de la Belgique; idée qui gagnerait du terrain en Allemagne de jeter du lest à l'occident pour consolider, sans courir d'autres chances, les conquêtes faites à l'orient? Toutes ces hypothèses sont possibles. Il semble que l'Allemagne juge bon de ne pas s'engager, de voir venir, pour faire à temps quelques sacrifices s'il le faut tout en se réservant la possibilité de ne pas les faire. Il faut noter que le jour même où paraissait le démenti du 28 septembre, M. Michaëlis déclarait à la Commission plénière du Reichstag : « Je dois renoncer pour le moment à préciser les buts de guerre de l'Allemagne. »

*
**

C'est qu'au fond l'Allemagne croit trouver, dans la révolution russe, une raison de ne pas se commettre, de réserver toutes ses chances et d'espérer encore dans la quatrième année de guerre non pas seulement arriver à une paix de compromis, mais même imposer sa paix. Et ce que nous venons de dire de sa politique en Courlande, en Lituanie, en Pologne et en Belgique montre bien comment elle travaille à modeler l'Europe par cette paix. Mais elle ne l'espère que du découragement et de l'impuissance où la faillite russe ferait tomber ses ennemis. Nous avons vu, en effet, au début de cette chronique, que le front occidental lui est de plus en plus dur. D'autre part, la prolongation de la guerre lui fait graduellement perdre le fruit de longs efforts industriels et commerciaux sur les grands marchés d'outre-mer. C'est un point sur lequel nous ne saurions trop porter notre attention.

Les dernières semaines lui ont encore valu à cet égard de sérieuses déceptions et des inquiétudes très graves. Libéria a déclaré la guerre à l'Allemagne dans les derniers jours de juillet ; la Chine a fait de même le 14 août. Ce sont des gages économiques importants qui tombent entre les mains des Alliés : l'Allemagne aura à négocier et à faire des concessions pour reprendre son expansion commerciale dans les pays qui se ferment ainsi. Mais, qui plus est, le gouvernement de Washington a très habilement manœuvré pour que les vilenies de la diplomatie allemande servissent à aliéner complètement à l'Allemagne les républiques de l'Amérique du Sud. L'intervention des États-Unis, si évidemment désintéressée, est peut-être le coup moral le plus grave qui ait été porté à l'Allemagne depuis les premières

semaines de la guerre. Mais le gouvernement de Washington s'est appliqué à l'accentuer par des publications qu'il sait très bien doser et amener à leur heure. Telle est celle des « souvenirs » de M. Gérard, ex-ambassadeur des États-Unis à Berlin, faite certainement avec l'assentiment du Président Wilson, et qui pendant des semaines a apporté au monde, avec des commentaires appropriés, de nouvelles marques de la fausseté, de la dureté et de la goujaterie de la politique allemande. La plus frappante de ces publications a été celle de télégrammes chiffrés, envoyés comme dépêches diplomatiques suédoises, par le gouvernement de Berlin à son ministre à Buenos-Ayres et interceptés et déchiffrés par le gouvernement de Washington. C'est le pendant de la publication de la fameuse offre de M. Zimmermann au Mexique, interceptée de même et que nous avons mentionnée dans notre chronique du mois de juillet.

Cette correspondance chiffrée, que la Suède n'a pas hésité à faire passer comme sienne, malgré les engagements qu'elle avait pris en 1915 sur les plaintes de l'Angleterre, est un monument de la politique allemande. Au mois de mai, alors qu'il venait de régler avec le gouvernement de Buenos-Ayres l'affaire du torpillage du navire argentin *Monteprotegido*, qui avait donné lieu à la saisie des navires allemands réfugiés dans les ports de la Plata, le comte Luxburg, ministre d'Allemagne auprès de la République Argentine, conseillait à son gouvernement de « couler sans laisser de traces » les navires argentins qui pénétraient dans la « zone de guerre » proclamée par l'Allemagne au mois de février. Cette manière d'entendre l'engagement pris publiquement par lui au nom de son gouvernement d'épargner dorénavant les navires argentins se retrouvait en juillet dans de nouveaux conseils donnés par le comte Luxburg à son gouvernement. Et la disparition corps et biens du vapeur argentin *Curamalan*, qui venait à cette époque de quitter Cardiff, montra que ces avis n'étaient pas restés platoniques.

La révélation de cette duplicité féroce, qui s'accompagnait d'ailleurs dans les télégrammes du comte Luxburg de grosses ironies sur les hommes politiques argentins, exaspéra l'opinion. Le gouvernement de la République Argentine ne fit que la suivre, au lieu de la précéder et de l'entraîner, comme l'avait fait le Président Wilson aux États-Unis. Le 12 septembre le comte Luxburg recevait ses passeports avec avis d'avoir à partir immédiatement. Ce n'était encore qu'une mesure personnelle, mais bientôt après le Sénat votait la rupture diplomatique avec l'Allemagne. De formidables manifestations avaient lieu, non seulement à Buenos-Ayres, mais encore dans les provinces. Et, le 25, la Chambre des députés se prononçait à son tour pour la rupture. L'impression des hommes bien informés est que l'Argentine va à la guerre.

L'effet de la publication des télégrammes du comte Luxburg est beaucoup plus grave pour l'Allemagne qu'on ne s'en rend communément compte — et nous ne nous arrêtons pas ici à celui qu'elle a produit en Suède où elle a nui aux germanophiles et peut-être contribué au succès des partis de gauche dans les élections qui viennent de se clore, ni en Norvège où l'opinion était déjà exaspérée par l'importation, dans la valise diplomatique allemande, d'explosifs en partie destinés à des machines infernales employées pour faire sauter au cours de leurs traversées des navires norvégiens. L'Amérique du Sud était avant la guerre et était devenue encore plus pendant la guerre un des grands espoirs de l'Allemagne. Des publicistes allemands, prévoyant, malgré toute la politique de « paix économique » qu'ils comptent imposer à l'ennemi, de grosses difficultés pour la reprise des relations avec les pays de langue anglaise, inquiets de l'attitude économique que conserveraient les États-Unis et, plus récemment, ayant éprouvé une nouvelle déception du côté de la Chine, comptaient sur l'Amérique du Sud pour y acheter des matières premières et y vendre des produits manufacturés. Certains d'entre eux ont même esquissé l'idée d'une sorte de système économique, opposé au « monde anglo-saxon », dans lequel l'Allemagne entraînerait à sa suite l'Amérique méridionale et l'Afrique équatoriale qu'elle se ferait céder par ses ennemis.

La rupture et la guerre avec l'Argentine renouvellerait pour ces Allemands l'histoire de Perrette et du pot au lait. La décision de Buenos-Ayres aurait des chances sérieuses d'entraîner toute l'Amérique du Sud déjà ébranlée par la rupture diplomatique du Brésil avec l'Allemagne. Ce serait pour l'Allemagne la nécessité de faire des concessions au droit pour être admise de nouveau à des relations normales avec des pays où s'annonce, pour la première moitié du XX^e^ siècle, une poussée analogue à celle qui s'est produite aux États-Unis dans la seconde moitié du XIX^e^. Ce serait donc pour les Alliés un de ces « gages économiques » que nous ne devons jamais perdre de vue lorsque nous faisons l'inventaire d'une situation que l'avantage énorme que les procédés de guerre modernes font à la défensive, c'est-à-dire à l'ennemi qui a envahi la Belgique et le nord de la France dans la première ruée de 1914, ne laisse pas toujours envisager sainement ni assez fermement par certains d'entre nous. La « carte économique » doit, dans notre estimation des choses, être toujours opposée à la « carte de guerre » invoquée par l'Allemagne.

*
* *

En résumé, tous les événements, militaires et politiques, qui se produisent dans le monde occidental sont pour nos ennemis une cause de fatigue, d'usure et d'inquiétudes. L'Allemagne se

trouve dans une situation pénible partout où elle a affaire à ses ennemis d'Occident ou à des éléments que ceux-ci mettent en œuvre. Jusqu'en Mésopotamie l'activité anglaise contraste depuis bientôt un an avec l'inaction et l'impotence russes. Dans le même ordre de faits il faut noter que l'organisation, la préparation du concours grec par les Alliés s'est poursuivie pendant les dernières semaines à la suite de la conférence technique réunie à Londres du 8 au 10 août comme continuation de la conférence de Paris tenue à la fin de juillet et dont nous avons parlé dans notre dernière chronique.

*
**

Mais un fait reste qui domine tout : l'ennemi continue à ne voir à l'Est que des raisons de satisfaction et d'espérance. L'occupation de Riga venant après celle de la Courlande est un événement dont nous ne saurions nous dissimuler l'influence sur son esprit. On prétend qu'elle a décidé les empires germaniques à refaire complètement leur réponse au Pape.

Il est malheureusement impossible de prévoir pour lui des déceptions dans les développements de la révolution russe. Sur celle-ci nous serons brefs : les événements de Russie sont changeants et confus et les documents que nous publions chaque mois par ailleurs en donnent tout ce que l'on peut en saisir de précis. Ce qui a le plus marqué la Révolution russe pendant ces dernières semaines, c'est une tentative avortée de réaction suivie, comme tous les échecs de ce genre, d'une aggravation des causes de désordre.

Au commencement d'août M. Kerenski, se sentant sans doute fortifié par la défaite des maximalistes dans les journées des 16 et 17 juillet, par le discrédit que les révélations de M. Bourtsev avaient jeté sur Lénine et ses amis et par le succès de la répression, d'ailleurs très bénigne, que le gouvernement provisoire avait faite du Léninisme, s'efforça de constituer un ministère national où un certain nombre de Cadets apporteraient l'expérience des affaires et de l'administration. Notre dernière chronique l'a laissé adonné à cette tâche. Elle semble lui avoir été rendue malaisée par un doctrinarisme un peu raide des Cadets qui refusaient d'admettre que l'on tentât immédiatement des réformes cependant bien difficiles à différer comme la réforme agraire nécessaire pour rallier au gouvernement la masse paysanne. Un moment découragé, M. Kerenski donna sa démission. On le pria de la reprendre. Le 7 août il constituait son nouveau ministère qui contenait huit Cadets ou membres de partis voisins.

M. Kerenski semble avoir voulu fortifier son gouvernement par une manifestation du consentement de la masse de la nation et y trouver un appui contre les ingérences des Soviet, et, en particulier, de celui de Petrograd. Tel paraît être l'espoir qui

l'a décidé à convoquer dans la capitale historique de Moscou une grande assemblée nationale où aucune décision ne serait prise, mais où des vues seraient échangées et où le sentiment du pays pourrait se manifester. L'assemblée se composait de représentants de corps les plus divers : les quatre Doumas, les Soviet, les Associations de paysans, etc.

Elle se réunit le 25 août, écouta les orateurs des diverses tendances avec cette tolérance qui semble être une des heureuses caractéristiques de la révolution russe, mais aussi avec cette nonchalance à conclure qui la rend si peu capable d'agir et de créer. M. Kerenski prononça le jour de l'ouverture un discours menaçant à la fois pour les réactionnaires et pour les extrêmistes. Il alla jusqu'à déclarer qu'il opposerait aux fauteurs de désordre des mesures qui « rappelleraient le tsarisme ». Le général Kornilov, qui semble avoir imposé sa venue au gouvernement qui ne désirait guère le voir paraître à l'assemblée, prononça un discours extrêmement net sur la décomposition de l'armée. Il déclara que tous les reculs de ces derniers temps ont été dus à des défaillances des troupes abandonnant leurs positions. Il précisa les cas. Il n'hésita pas à dire : « L'ancien régime a légué à la libre Russie une armée qui, en dépit de tous les défauts de son organisation, était néanmoins animée de l'esprit de combat et prête à tous les sacrifices. L'ensemble de toutes les mesures prises par le peuple, et qui étaient complètement étrangères à l'esprit et aux affaires militaires, a transformé l'armée en une collection de groupes individuels qui ont perdu tout sens du devoir et ne tremblent que pour leur sécurité personnelle. Si la Russie veut être sauvée, l'armée doit être régénérée à tout prix ». Et le généralissime a proposé un certain nombre de mesures dont la plus importante était la restriction de l'action des Comités de régiment qui pourraient continuer à administrer les affaires économiques du corps, mais auxquels on interdirait de s'immiscer dans la décision des opérations de guerre et dans la nomination des chefs. Le général Kornilov ajouta d'ailleurs que la désorganisation des chemins de fer était telle qu'il fallait s'attendre à la famine sur le front au cours de l'automne et que la production des canons et des obus était tombée de 60 %. Le général Kalédine, ataman des cosaques, prononça un discours analogue mais, de plus, plein de défis pour les Soviet.

La Conférence de Moscou semble n'avoir produit aucun effet. Les délégués des Soviet, y compris ceux des soldats, avaient d'ailleurs écouté le général Kornilov avec un manque affecté de déférence. Il parlait d'un sujet qui, évidemment, ne les préoccupe guère. Et cette inefficacité même de la grande réunion décidée par M. Kerenski paraît avoir aggravé la situation. Le seul avantage de la Conférence de Moscou a été une répudiation générale de toute idée de paix séparée.

Le Gouvernement provisoire n'a pas voulu ou pas osé prendre les mesures que réclamait le général Kornilov : rétablissement de la peine de mort non seulement sur le front, mais dans les dépôts de l'arrière; élargissement de la zone des armées ; raffermissement de la discipline à Petrograd. Bien que M. Savinkov, l'énergique gérant du ministère de la Guerre, appuyât les demandes du généralissime, on ajournait toujours les décisions que celui-ci réclamait. C'est dans ces circonstances que l'on apprit la chute de Riga, causée en grande partie par la défaillance de certains régiments.

Immédiatement après on annonça que le général Kornilov demandait la dictature et qu'une partie de ses troupes marchait sur Petrograd. Mais il avait trop compté sur elles : lorsqu'elles arrivèrent devant les régiments fidèles au gouvernement, il y eut fraternisation et non lutte. L'inconsistance militaire qui s'est répandue parmi les troupes russes ne permet pas plus la guerre civile que l'autre.

Ce qui s'est passé depuis est très difficile à comprendre. Il semble que d'aucun côté on n'ait voulu, ni peut-être pu, pousser les choses à l'extrême. M. Kerenski ayant destitué le général Kornilov s'est nommé lui-même généralissime et a cherché un chef d'État-major qu'il a fini par trouver dans le général Alexeiev. En même temps on annonçait que divers généraux, entre autres le général Rouski, qui avaient des commandements importants avant la révolution, étaient remis à la tête d'armées. Cependant M. Kerenski voulait faire de telles coupes dans le grand État-major, pour en expulser tous les complices de Kornilov, que le général Alexeiev, craignant pour la direction générale des opérations, donnait sa démission au bout de quelques jours. M. Kerenski a confié le ministère de la guerre au général Verkhovski qui parle de régénérer l'armée par une discipline révolutionnaire, dans laquelle la persuasion jouerait un rôle beaucoup plus grand que les châtiments. Tout cela est, on le voit, assez confus et il semble que M. Kerenski ait voulu ménager même le général Kornilov avec qui le général Alexeiev lui aurait fait avoir une entrevue d'où M. Kerenski serait sorti très ému. Plusieurs semaines après son « coup », le général Kornilov est resté aux arrêts au Grand Quartier général à Mohilev : ce n'est que très tard qu'il a été mis en prison. Peut-être M. Kerenski a-t-il été frappé de la bonne foi d'un homme à qui une santé interdisant les longs espoirs ne peut laisser beaucoup d'ambition, ou de ce que lui a montré le général Kornilov de l'état de l'armée; mais, quoi qu'il en soit, on à peine à se reconnaître dans ce labyrinthe.

Depuis la tentative du général Kornilov M. Kerenski a cherché, comme par le passé, à gouverner entre la réaction et les extrémistes, en prenant à la fois des mesures capables de plaire aux éléments de gauche et des mesures destinées à fortifier le

gouvernement. On peut voir ce souci d'équilibre dans un manifeste, publié en France le 16 septembre, et par lequel le gouvernement provisoire proclamait la République en Russie. En même temps il annonçait qu'il se décidait « à remettre tout son pouvoir à cinq ministres ayant à leur tête le Président du Conseil » et il ajoutait : « Le Gouvernement provisoire se propose comme tâches principales le rétablissement de l'ordre dans l'État et la régénération de la force combative dans l'armée ».

Mais nous avons déjà vu M. Kerenski prononcer de fortes paroles et arrêter des programmes d'ordre : il n'apparait pas que la situation lui soit plus favorable que par le passé pour les réaliser. L'équipée du général Kornilov a rendu de l'autorité aux maximalistes qui ont, comme on dit vulgairement, « repris du poil de la bête ». Ils l'ont bien montré en conquérant la majorité au Soviet. Ils ont fait prendre à cette assemblée un vote contre la participation des éléments modérés au gouvernement, participation que désirait M. Kerenski, à la fois parce qu'il faut tenir compte d'un mécontentement et d'une inquiétude qui existent de plus en plus en Russie et parce que l'on a besoin d'une expérience des affaires qui ne se trouve guère dans le personnel révolutionnaire. Sur ce vote M. Ckheidze et le bureau du Soviet se sont retirés. Cette assemblée a convoqué une conférence démocratique à laquelle les Cadets ont refusé de participer. Il semble que la Russie va avoir un ministère purement socialiste. La question est de savoir si oui ou non il aura pour membre et pour chef M. Kerenski contre qui toute une campagne est menée, sous la conduite, semble-t-il, de M. Cernov, ex-ministre de l'agriculture, et sous le prétexte que M. Kerenski et le général Verkhovski travaillent à étouffer la liberté.

Il est d'ailleurs parfaitement possible qu'aucune solution nette n'intervienne. Ce serait conforme à tout ce que nous a montré jusqu'ici la révolution russe. Ses acteurs n'ont jamais pu s'entendre pour une action précise et suivie ni se combattre à fond pour s'éliminer. Leur spectacle commence à rappeler singulièrement celui que nous donne, depuis 1911, l'interminable et confuse révolution chinoise.

Et la nature du danger que fait courir aux Alliés et aux principes qu'ils représentent l'anarchie de la révolution russe se dépare de plus en plus. Tout fait croire que nous ne sommes pas menacés d'une défaillance volontaire de la Russie, d'une violation par elle du pacte de Londres. La trahison d'une paix séparée a été répudiée hautement par tous les partis. Le péril est que la Russie devienne de moins en moins capable de faire la guerre. A l'indiscipline de l'armée s'ajoute la paralysie des transports et de la production industrielle. Ce que certains journaux n'hésitent pas à appeler la « paresse révolutionnaire » ralentit toute la vie du pays. Au lieu de déterminer, comme la révolution française, une

crise d'énergie et d'organisation, la révolution russe a répandu partout le désordre et le laisser aller. De ce phénomène on a les plus curieux témoignages. Récemment, un haut dignitaire de l'armée du Salut rentré d'Extrême-Orient par la Russie rapportait que d'aucune avaient déclaré aux enfants que la révolution étant intervenue ils n'avaient plus à obéir à personne. Déjà, en 1905, on avait vu une telle tendance à l'anarchie, à l'idée que la révolution est la fin de toutes les obligations et charges sociales de l'individu. On peut trouver à cette disposition des explications et des excuses bien fortes dans l'abominable éducation donnée au peuple par le régime à la fois étouffant et corrompu des tchinovniki. Mais quelle que soit la cause, l'effet est là : nous avons vu un peu plus haut ce que le général Kornilov a déclaré à la Conférence de Moscou au sujet de la fabrication des armements. Le rendement des chemins de fer est fort diminué par la négligence qui a permis peu à peu à 50 % des locomotives de tomber à la ferraille. La Russie n'a pas un instant à perdre pour donner toute autorité aux techniciens américains qui lui proposent de prendre en mains l'exploitation des voies ferrées. Elle est menacée d'asphyxie économique. Pour en éviter autant que possible les effets, le général Verkhovski a décidé de réduire d'un tiers les effectifs au front et surtout dans les dépôts. Cette mesure n'aurait rien d'inquiétant si elle s'accompagnait d'une restauration de la valeur de l'armée. Avec l'arrêt de la navigation fluviale par le gel, le front et les villes seront très exposés à manquer de vivres et de combustible. Alors on verra ce que pèse l'idéalisme révolutionnaire dont le désordre a mené les choses où elles en sont et ce que seront prêts à accepter et même à réclamer les individus lorsqu'ils s'apercevront que la cellule ne peut indéfiniment vivre à l'aise dans un organisme qui tombe en déliquescence.

Les expressions de l'inquiétude légitime que cette situation inspire aux organes de l'opinion des pays alliés n'ont pas toujours été assez heureuses pour éviter de fournir des armes à la formidable propagande de l'ennemi en Russie. Mais nos torts à cet égard sont restés bien au-dessous de leur cause. Certains en Russie se sont indignés de voir que nombre de journaux alliés n'aient pas flétri la tentative du général Kornilov, l'aient même parfois louée : on y a vu des dispositions réactionnaires. C'est entièrement méconnaître la situation. Les Alliés savent qu'il n'y a actuellement dans le monde qu'une force réelle au service de l'autocratie : l'impérialisme allemand, parce que cette force est admirablement organisée et s'est imposée à un grand peuple par l'orgueil et les appétits matériels satisfaits. Une conclusion avantageuse de la guerre, surtout grâce à la banqueroute de la démocratie russe, affermirait d'une manière fatale cette force autocratique en confirmant son prestige, c'est-à-dire son règne sur l'Alle-

magne et la menace que, de là, elle fait peser sur le monde. Voilà pourquoi le général Kornilov, qui avait sans doute los motifs les plus honnêtes, n'a pas été généralement blâmé par les Alliés : ceux-ci ne désirent pas la réaction en Russie; ils estiment que le régime de leur associé est une affaire intérieure qui ne regarde que lui, mais ils estiment avoir le droit d'inviter leurs partenaires à établir un ordre suffisant pour sauver le monde d'une réaction abominable qui s'accompagne d'une régression de toutes les idées juridiques, religieuses et morales. Il ne semble d'ailleurs pas que les diplomaties alliées aient parlé assez nettement et courageusement dans ce sens à Petrograd. Ce que nous voulons c'est en somme le salut de la Russie. Il est même singulier de noter à cet égard que les susceptibilités piquées par les commentaires occidentaux de la tentative du général Kornilov aient voisiné avec l'inquiétude de voir les alliés abandonner la Russie.Il y a eu ces derniers temps dans les journaux russes toute une série d'articles soupçonneux à cet égard. Ils s'accompagnaient de rappels des services rendus par la Russie à la cause commune, notamment lors de la bataille de la Marne et de la grande offensive autrichienne dans le Trentin, des sacrifices immenses imposés à l'armée russe. Ni ces services ni ces sacrifices ne sont méconnus par les alliés occidentaux de la Russie : ils l'ont même sans doute été moins par eux qu'on n'a, chez nos alliés de l'Est, perdu de vue l'effort colossal en proportion des nombres accompli par la France puis par l'Angleterre qui ont retenu devant leurs soldats le plus gros et le meilleur de l'armée allemande. Si les Russes s'inquiètent ce n'est qu'en eux-mêmes qu'ils peuvent en trouver la cause : leur sentiment à cet égard est d'ailleurs un élément utile, car il peut inspirer à la révolution russe ce qui lui a manqué jusqu'ici.

Nous n'avons aucune idée d'abandonner la Russie. La preuve s'est trouvée jusque dans la manière dont nous avons commenté et suivi l'entreprise du général Kornilov. Nous n'avons témoigné alors que le désir et l'espoir de voir se discipliner l'effort d'un pays dont nous sommes toujours solidaires. Notre fidélité est à la fois affaire d'honneur et affaire d'intérêt. Nous considérons qu'une paix avantageuse à l'ouest, mais qui livrerait à l'est de nouvelles populations et de nouveaux territoires à « l'organisation » allemande serait une calamité pour notre indépendance, qu'elle la laisserait en proie aux pires menaces et à la nécessité d'armements plus formidables que jamais. Elle serait d'autant plus désastreuse si, sous le prétexte de cette « pacification économique » dont parle l'innocente Germanie, elle assurait aux Allemands des droits qui les feraient maîtres de la vie financière et industrielle de la Russie. Peut-être ce fait échappe-t-il aux révolutionnaires russes qui croient avoir ouvert au monde une ère entièrement nouvelle où rien ne restera des normes qui régissent les finances et l'industrie. Mais les démocraties d'occident,

plus vieilles et rassises et qui ne sont plus des miraculées, mais des personnes d'expérience, ont pleinement conscience que le pire malheur qui pourrait menacer la liberté du monde serait l'abandon de l'immense Russie aux Allemands comme colonie d'exploitation. Nous voulons d'autant moins de la paix Est contre Ouest qu'elle mettrait à la merci du germanisme des peuples alliés, comme les Roumains, qui n'ont démérité en rien. Il faudrait des découragements bien plus longs et beaucoup plus irrémédiables du côté de la Russie pour nous incliner à rien de pareil. Toutes les rumeurs qui ont couru en Russie sur un abandon des Alliés, comme en France sur une paix que ferait l'Angleterre si elle obtenait l'indépendance de la Belgique contre le maintien de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, portent la marque de fabrique allemande : ce sont des produits de l'officine qui utilise les Lénine, les Hearst et les Bolo Pacha. Les Alliés ne sont pas près de la paix boiteuse, de celle qui couperait les jambes des uns pour raffermir tout provisoirement celles des autres.

*
**

Cette extraordinaire agitation des intrigues allemandes, les contradictions et les voltefaces qu'elles exigent sont une raison de prudence, mais aussi d'espoir pour les Alliés. Cela dément l'affectation de calme de la victorieuse Germanie qui prétend attendre avec sérénité le fruit certain de ses victoires. La vérité est qu'elle et encore plus ses alliés ont un furieux besoin de paix. Nous avons vu les menaces nouvelles qui grandissent pour eux dans l'Amérique du Sud. La rigueur avec laquelle le gouvernement de Washington impose aux Scandinaves et Hollandais la discipline du blocus empire chaque semaine la situation des Empires du Centre. Tout permet d'espérer que si nous tenons, si même seulement on sait à n'en point douter que nous tiendrons, nous arriverons avant un an à une paix juste, conclue non pas sur la carte de guerre toujours invoquée à Berlin, mais sur la gêne de moins en moins tolérable de nos ennemis. Tout est dans la ténacité et dans la discipline de l'opinion. Il nous est impossible de ne pas signaler, bien que cela sorte un peu de notre sujet, l'importance de la lutte contre ce virus allemand contre l'instillation duquel nos pouvoirs publics ont réagi avec une mollesse qui a imposé à la fin d'août la démission de M. Malvy, suivie de celle du cabinet et de la constitution, le 12 septembre, du ministère Painlevé. A cette répression il faudrait ajouter un souci un peu moins vague de diriger la presse, d'ajouter, en ce qui la concerne, une œuvre positive à l'œuvre nécessaire, mais purement négative de la censure.

Robert de Caix.

Bibliographie.

Augustin Hamon : *Les Leçons de la Guerre Mondiale* (M. Giard et E. Brière, Paris, 1917).

M. Hamon est surtout connu pour ses traductions de Bernard Shaw et les études qu'il a consacrées à cet auteur anglais dont il est un fervent admirateur. Il a cependant d'autres œuvres à son actif, car son esprit curieux l'a poussé à étudier une foule de choses : science, aérostation, sociologie ou philosophie. Il lui fait aujourd'hui tirer de la grande guerre des leçons qu'il nous présente en un livre copieux comme « une œuvre de science, pensée objectivement et sans parti-pris ».

En treize longs chapitres, l'auteur expose l'influence de la guerre sur nos idées, nos mœurs, nos institutions. Il y fait le procès de l'autorité, c'est-à-dire de l'autocratie sous toutes ses formes, qui a provoqué le conflit lui-même et tous les abus qui en sont résultés. Il croit cependant au triomphe de la cause démocratique, qui est la nôtre. La victoire acquise, il faudra que la paix soit établie non par des diplomates, mais par les peuples eux-mêmes. Cette paix, et nous sommes absolument de l'avis de M. Hamon, doit se faire sans annexions et permettre aux nations de se grouper selon leur volonté. L'Allemagne centralisée et militarisée doit faire place à une fédération libre des groupes allemands. L'Autriche-Hongrie doit également disparaître. Sur ses ruines s'élèveront des nations groupées selon leurs affinités. Ce règlement territorial basé sur la liberté et l'égalité mettra fin au militarisme puisqu'il aura tari la source des discordes. Selon notre auteur, on évitera d'autant mieux la guerre dans l'avenir que l'on n'imposera pas de contribution ou d'indemnité au vaincu. « Il faudra que chaque nation, sauf sans doute la Belgique, répare elle-même les ruines qui lui ont été causées. » (Page 307.) L'obligation de réparer les dégâts occasionnés par les armées ruinerait en effet l'Allemagne et jetterait « dans la population germanique des semences de haine qui germeraient et croîtraient. » (Page 307.) Ainsi donc — et puisque M. Hamon a pris pour épigraphe « Amicus Plato, sed magis amica veritas », il nous permettra bien de lui dire aussi ce que nous croyons la vérité — ainsi donc, durant plus de trois ans, les troupes alle-

mandes auront mis à sac toutes les régions industrielles de la France, elles en auront rendu toutes les mines inutilisables pendant longtemps; elles en auront enlevé toutes les machines et les auront envoyées en Allemagne; elles auront de même façon saccagé l'ouest de la Russie pendant que, en compagnie des Austro-Hongrois et des Bulgares, elles auront anéanti la Roumanie et la Serbie — et nous n'aurons rien à leur réclamer ! M. Hamon est persuadé que la présente guerre ne finira pas par les armes. Il reconnaît donc lui-même que l'Allemagne ne verra pas son territoire envahi non plus que la Bulgarie, non plus que la plus grande partie de l'Autriche-Hongrie. Il reconnaît également que nous avons subi l'agression et il pense que l'agresseur, qui nous aura ainsi ruinés pour de longues années, alors que lui-même n'aura subi aucune perte matérielle et pourra reprendre son travail normal dès la clôture de la guerre, ne nous doit absolument rien, que c'est lui qui doit être épargné. Avouons que M. Hamon est par trop clément et qu'il ménage trop scrupuleusement la susceptibilité de Messieurs les Allemands.

C'est, malheureusement, un reproche qu'il nous donne plusieurs occasions de lui adresser. Ne dit-il pas, en parlant des rapports de l'Internationale et de la guerre : « Les socialistes français, jusqu'au dernier moment, luttèrent avec une grande énergie pour empêcher la guerre, *ce que firent d'ailleurs les socialistes allemands* ». (Page 178.) Nous croyions jusqu'ici, et les faits semblaient nous donner raison, que la Social-Démocratie allemande n'avait jamais refusé de voter les crédits nécessaires, en 1913, à renforcer les armements de l'Allemagne, en 1914, à entreprendre la guerre. Avouons cependant qu'elle a fait tout son possible pour lutter contre le militarisme... en France. Un souvenir caractéristique nous revient à la mémoire à ce propos. C'était pendant les vacances de Pâques, en mars 1913. Nous étions appelé à faire dans certaines villes de France des conférences sur la Bohême. Dans une cité ouvrière, à Châtellerault, pour être plus explicite, un imprimé nous fut donné sur une place publique par un camelot qui en faisait la distribution. C'était un manifeste contre les armements. Il était rédigé sur une colonne en français et s'élevait contre le projet du service militaire de trois ans sous la signature des chefs du socialisme français; sur une seconde colonne en allemand sous la signature des leaders de la Social-Démocratie. Il était dit en tête que cette proclamation devait être simultanément répandue en France et en Allemagne. Retournant à Prague quelques jours après, je résolus de me livrer à une petite enquête. Dans le train, tout le long du parcours de Deutsch-Avricourt à Furth-im-Wald et dans les villes où je m'arrêtai, Stuttgart et Nuremberg particulièrement, je m'informai. Personne n'avait connaissance du manifeste et tout le monde m'affirmait qu'il serait impossible de distribuer

librement en Allemagne un tel imprimé. La Social-Démocratie avait travaillé pur le roi de Prusse.

Les paradoxes de M. Hamon — car il aime les paradoxes — se trouvent souvent démentis par les faits passés ou présents. L'anarchie qui règne aujourd'hui en Russie montre, par exemple, ce qu'il faut penser de ce conseil donné aux belligérants (p. 213) : « Il eût fallu franchement rompre avec toutes les coutumes autocratiques de gouvernement et d'administration, montrer franchement aux peuples la réalité des choses et *les appeler à décider et à s'organiser pour y faire face.* » Les récents discours ou articles où Tisza accuse ses adversaires d'avoir trouvé sa politique belliqueuse trop peu énergique, mettent au point le rôle de cette opposition en Hongrie dont M. Hamon nous parle, page 202. De même les articles nombreux des plus hautes personnalités austro-hongroises, depuis les chefs politiques allemands ou magyars jusqu'aux grands dignitaires ecclésiastiques, comme le primat de Hongrie Csernoch, prouvent qu'il n'est pas vrai que les Autrichiens et les Hongrois « n'aiment pas, en réalité, sentir et subir le joug prussien. » (Page 214). Enfin lorsque notre auteur propose la Suisse comme modèle d'une Bohême fédérative où il faudra « que la minorité allemande jouisse des mêmes droits que la majorité slave » (p. 296), se rend-il bien compte de la situation actuelle de la Suisse ? N'aurait-il pas besoin de lire *les Deux Suisse,* de M. Dumur, pour s'apercevoir que l'État qu'il préconise serait loin d'être parfait ? Il faut, d'ailleurs, rendre justice aux Tchèques et reconnaître qu'ils ne songent pas, lorsqu'ils auront recouvré leur indépendance, à opprimer les Allemands comme ceux-ci les oppriment aujourd'hui. Nous croyons cependant qu'il suffira de laisser aux Germains des Pays Tchèques la liberté dont jouissent tous les étrangers, tous les immigrés dans un État civilisé, aux États-Unis, par exemple, pour réaliser un état de choses acceptable.

Nous sommes heureux, disons-le, de constater que, par d'autres voies, M. Hamon arrive, au sujet de l'Autriche, à la même conclusion que nous : le démembrement. Il est impossible en effet qu'un tel Empire constitue un État viable aujourd'hui. Il compte trop de nationalités aux tendances opposées. Et même, constatons-le en passant, M. Hamon en trouve encore plus qu'il n'y en a. Il parle, pages 222, 259 et 295, d'une nationalité *morave* sans se douter, probablement, que la Moravie est peuplée de Tchèques. De même, à propos des Yougo-Slaves (p. 297), il demande l'indépendance pour « chaque groupe croate, *slovonique,* etc. », créant ainsi une nouvelle nationalité, la nationalité slavonique. Ce sont sans doute les idées imprécises qu'il se fait des nationalités yougo-slaves qui conduisent notre auteur à écrire (p. 297) qu'il « ne faut pas laisser se créer là un Empire slave centralisé ». La déclaration signée à Corfou par M. Pasic, au

nom du gouvernement serbe, et M. Trumbic, au nom du Comité Yougo-Slave, l'aura probablement pleinement rassuré aujourd'hui. Elle montre, en effet, qu'il est possible de former un État yougo-slave qui respectera les convictions de tous ses peuples.

La création de ce nouvel État entraînera naturellement la dislocation de la Hongrie et M. Hamon ne semble pas s'en apercevoir. Lui-même réclame l'union des Slovaques et des Tchèques, l'incorporation de la Transylvanie à la Roumanie et l'indépendance des Yougo-Slaves, ce qui ne l'empêche pas de nous dire (p. 297) que « la Hongrie doit être indépendante et libre ». Il aurait bien dû préciser quelle sera cette Hongrie.

Tel quel, avec ses paradoxes et ses imprécisions, l'ouvrage de M. Hamon est fort intéressant. La meilleure preuve qu'il l'est, c'est qu'il peut susciter des discussions, ce qui prouve qu'il pousse à la réflexion et qu'on ne le lit pas sans profit.

J.-E. Pichon.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

Le Gérant : [illegible]

La Bulgarie et la diplomatie alliée.

Dans une de ses dernières séances, la Chambre s'est occupée de la diplomatie française, de ses méthodes qui ne sont pas toujours appropriées aux besoins nouveaux, de son personnel qui est un peu trop fermé à l'esprit moderne et se défie des principes ou plus exactement des mœurs démocratiques. Le débat, qui était indispensable, a été fort brillant. M. Georges Leygues, qui préside avec tant de bonne grâce et d'autorité la commission des affaires extérieures, a amorcé la discussion en lui imprimant ce caractère de haute courtoisie et de discrète précision que l'on regrette de ne pas trouver plus souvent dans les discussions parlementaires; sans méconnaitre la bonne volonté générale de nos représentants au dehors et le rare mérite d'un petit nombre d'entre eux, il a indiqué la nécessité de modifier dans une assez large mesure l'esprit de la Carrière. La Chambre, dont il traduisait visiblement les idées, l'a écouté avec une sympathie manifeste et elle a paru éprouver un sensible plaisir à retrouver en lui un des plus remarquables représentants de la grande tradition républicaine; M. Leygues est un fin lettré, et il apporte à la tribune quelques-unes des plus précieuses qualités de l'esprit français, la mesure et l'élégance, la clarté de la pensée et la grâce de l'expression.

Les orateurs qui lui ont succédé à la tribune n'ont pas été moins bien inspirés. M. Ribot est depuis longtemps l'honneur et la parure de nos assemblées ; il perpétue dans notre ère démocratique la lignée de cette grande bourgeoisie française, qui, un peu timide peut-être dans ses allures, un peu fermée à l'appel de l'avenir, garde dans la politique, les affaires et la vie privée

le respect d'elle-même et qui, au milieu d'une époque de laisser-aller moral, d'entreprises hasardeuses et de relations risquées, conserve précieusement, avec le souci de sa dignité personnelle, le dépôt des vertus sévères qui forment la couronne d'un peuple et la solidité d'un pays. Lettré de grande marque, liseur acharné, M. Ribot a trouvé le meilleur moyen de résister à la vieillesse: l'obstination dans le travail; du haut de sa grande taille et de ses soixante-quinze ans — il est né en 1842 — il domine son auditoire qui, même quand il n'est pas absolument convaincu par ses paroles, hésite à l'avouer en face de ce robuste vieillard qui n'a jamais donné que de bons exemples, entre autres celui de savoir durer. M. Ribot avait ce jour-là la partie belle, et il l'a constaté avec une bonne grâce qui n'était pas sans malice. Les interpellateurs avaient en effet mis tant d'indulgence dans leurs critiques et enguirlandé leurs plantes de si délicats compliments que le ministre n'avait aucune peine à repousser des critiques si aimablement présentées.

Déjà M. Leygues n'avait pas été bien dur et, s'il prenait place à son tour dans ce célèbre bureau du quai d'Orsay où, à ce qu'on affirme, fréquente encore l'esprit de M. de Vergennes, aucune alarme intempestive ne troublerait l'âme de ses subordonnés. M. Briand a quitté depuis trop peu de temps le pouvoir pour ne pas garder dans toute sa fraîcheur la mémoire des agréables rapports qu'il a entretenus avec son personnel et il est monté au Capitole en conduisant d'une main légère et nonchalante le quadrige des frères Cambon et de MM. Barère et Jusserand. On s'est félicité que le navire de l'État fût dirigé par des pilotes aussi expérimentés que clairvoyants ; on s'est congratulé ; — une vraie séance Lamourette.

Ces intermèdes de répit sont agréables, ils rappellent le Grand siècle et la Comédie française, et ils ne sont même pas complètement inutiles; il est regrettable que l'on ne parle jamais que de nos échecs et de nos défauts, et, en dépit de l'opinion courante, nous ne sommes pas uniquement gouvernés par des sots, des

viveurs ou des concussionnaires. Il suffit de se rappeler le « *Livre Jaune* » pour être reconnaissant à M. J. Cambon du calme et de la dignité qu'au milieu de ses angoisses de patriote il a conservés pendant les terribles semaines qui ont précédé la rupture; il a prononcé tous les mots qui devaient être dits, il y a mis l'accent nécessaire, et ses conversations avec M. de Jagow devraient être connues de tous nos collégiens. M. Briand était sûr de récolter les applaudissements unanimes de l'assemblée en affirmant que, dans les circonstances graves, nos intérêts étaient confiés à des mains expertes et sûres.

Les amis d'un député de la Constituante lui reprochaient un jour d'avoir voté, en dépit de ses promesses formelles, une résolution qui avait été défendue par Mirabeau; ils excusaient cependant sa palinodie par l'action qu'avait exercée sur lui la parole du grand orateur. — Que diriez-vous donc, reprit le député, si vous aviez entendu le monstre lui-même? — M. Briand ne s'offusquera pas si j'ose évoquer à son propos le souvenir de Mirabeau, qu'il rappelle par plus d'un côté. Il lui ressemble dans tous les cas par le charme qui se dégage de sa personne, et ses ennemis les plus acharnés évitent d'ordinaire de l'attaquer en face. Ceux qui ont eu le malheur — ou la chance, comme on voudra — de ne pas l'entendre l'autre jour, et qui ont conservé ainsi quelque liberté de jugement, ont regretté que son intervention ait fait dévier le débat. Que la Carrière compte nombre d'hommes distingués, personne n'a jamais songé à le nier, et j'en connais pour ma part quelques-uns que je regarde comme des esprits vraiment supérieurs. Il s'agit seulement de savoir s'ils occupent toujours la place que leur assigne leur mérite, si les nominations ne sont pas trop souvent déterminées par des raisons secondaires et accessoires ; leurs rapports sont-ils toujours lus aussi avec l'attention nécessaire et leurs avertissements écoutés? Leurs instructions sont-elles parfaitement cohérentes et précises? Certaines traditions regrettables ne leur imposent-elles pas un travail excessif et inutile? Ce ne sont pas les individus

qu'il conviendrait de changer, ce sont les méthodes qu'il importerait de modifier.

Pour ne prendre qu'un exemple, mais qui est typique, les laïques admettent difficilement que les diplomates soient comme les vins, qui, si nous en croyons les légendes, gagnent à voyager. On a conservé au Quai d'Orsay les habitudes surannées; les jeunes gens qui se destinent à la diplomatie sont en général fort bien préparés à leur tâche; ils étudient avec ferveur les livres d'Albert Sorel, et je ne saurais que les en louer. Peut-être cependant ne se rendent-ils pas un compte bien exact des énormes changements qui se sont accomplis depuis 1789 et même depuis 1848. Le monde des Vergennes, des Talleyrand, des Nessebrode et des Metternich était un microcosme; la politique était dirigée par quelques coteries d'aristocrates qui constituaient comme une famille assez étroite; on s'y disputait avec âpreté et on aimait à s'y tendre des pièges; mais les querelles et les réconciliations s'y déroulaient suivant un protocole uniforme et d'après des règles immuables. Il n'y avait à ce moment aucun inconvénient à ce qu'un ambassadeur passât de Stockholm à Constantinople, ou de Madrid à Munich; quelques mois lui suffisaient pour se mettre au fait des intrigues locales, apprendre la valeur de la tabatière qui amadouait la vertu du favori et savoir si la maîtresse du souverain préférait les diamants ou les perles. — Ils étaient semblables, si l'on me permet cette comparaison irrévérencieuse, aux voyageurs des wagons-lits qui, de Paris à Constantinople ou à Vladivostok, mangent le même menu et jouent au bridge avec les mêmes partenaires.

Aujourd'hui personne n'ignore que les hommes d'État sont de mœurs plus sévères, et les sceptiques les plus invétérés qui seraient tentés de mettre en doute cette hausse de la vertu avouent que, même dans les pays les plus autoritaires, le pouvoir des ministres et des maîtresses est moins libre et moins illimité que jadis. L'entrée en scène d'un acteur nouveau a bouleversé les règles conventionnelles du jeu: le peuple, avec ses instincts primordiaux, ses passions simplistes, ses colè-

res et ses besoins; les intérêts économiques ont pris une place qui, pour n'être pas aussi prépondérante que le soutiennent les apôtres du matérialisme historique, est cependant considérable. Un diplomate, si éminent qu'il soit, ne rendra aucun service s'il ne demeure pas assez longtemps dans un pays pour en connaître et en comprendre les caractères essentiels, en constater directement l'évolution et distinguer, au-dessous des agitations de surface, les courants durables et profonds. Comment y parviendra-t-il s'il n'en comprend pas la langue? Le public a ainsi quelque peine à admettre qu'un diplomate qui a par exemple rendu de grands services à Belgrade — je cite un nom au hasard — soit par là même désigné pour défendre nos intérêts à Pékin.

L'erreur capitale des hommes qui sont à la tête de notre diplomatie, c'est que, malgré l'évidence, ils se refusent à croire à l'avènement de la démocratie ; ils continuent comme jadis à supposer que l'on conduit le monde par l'intrigue, ils confondent les Cabinets avec les nations et les couloirs des Chambres avec l'opinion publique, — qui sont deux choses différentes, pour ne pas dire opposées. Je ne nie pas que leurs manœuvres souterraines et leurs pourparlers clandestins puissent obtenir quelques succès apparents, mais ces succès sont éphémères, et, dès qu'une question grave surgit, leurs habiletés mesquines sont emportées comme un fétu par l'insurrection des âmes. On a souvent remarqué que le gouvernement prussien n'a tiré en somme qu'un assez médiocre profit de son système d'espionnage, si admirablement organisé qu'il fût, ou même qu'il a été complètement trompé par ses renseignements, qui étaient cependant véridiques et sincères. Pour me servir du proverbe allemand, les arbres l'ont empêché de voir la forêt : il n'a prévu ni l'intervention de l'Angleterre, ni le soulèvement unanime de la France, ni l'entrée en scène de l'Italie et de la Roumanie, ni la déclaration de guerre du Président Wilson. Ces fâcheuses expériences n'ont pas corrigé nos voisins; avec leur obtuse opiniâtreté ordinaire, ils poursuivent méthodiquement leur

petit travail de machiavélisme enfantin et enchaînent laborieusement les mailles de leur filet; ils n'ont pas encore compris que les Alliés, après avoir tout fait pour éviter la guerre, sont résolus à la pousser jusqu'à la victoire absolue et définitive et que l'homme d'État le plus populaire ne serait plus qu'un aventurier isolé, s'il essayait de parler de paix avant l'écrasement complet de nos adversaires.

Il est plus étrange que chez nous quelques attardés, captifs de préjugés frivoles ou de vaines considérations théoriques, s'imaginent encore, tout en reconnaissant que les Alliés forment un bloc indissoluble, qu'il est possible de diviser nos adversaires. De temps en temps revient ainsi sur l'eau des projets de négociations séparées avec l'Autriche ou avec tel ou tel autre des complices de Guillaume II. L'événement aurait dû cependant apprendre à ces incorrigibles maquignons ce qu'il en coûte de s'abandonner à de folles chimères. Le temps des ménagements et des distinctions est passé, et nous n'avons d'autre règle à suivre que celle, fort simple, qu'a posée M. Gauvain et qui lui a permis de signaler dès les premiers jours à notre diplomatie les écueils qui sillonnaient les chenaux où elle s'aventurait imprudemment : combattons sans pitié nos ennemis et soutenons nos amis sans arrière-pensée et de toutes nos forces.

*
**

Pour avoir cherché le plus fin, nous avons laissé à la Turquie le temps de se joindre à nos adversaires et nous avons favorisé l'écrasement de la Serbie. Les renseignements que la censure a laissé filtrer semblent permettre de supposer que, dans les fautes impardonnables qui, en 1914 et en 1915, ont été commises dans la péninsule des Balkans, les responsabilités les plus graves ne reviennent pas à la France. Nos hommes d'État, cependant, se sont-ils gardés dès les premiers jours d'illusions que nous avons payées cher et qui n'auraient pas approché de leur esprit s'ils avaient été mieux instruits

et plus perspicaces? Les avertissements ne leur avaient pas manqué et il était manifeste pour quiconque connaissait tant soit peu l'atmosphère de Sofia et les personnes qui y dirigeaient les affaires, que la Bulgarie se déclarerait contre nous, dès que les circonstances lui paraitraient favorables. On ne pouvait agir sur les Bulgares et sur leur prince que par la menace et la peur ; la moindre marque de bienveillance était considérée par eux comme un signe de faiblesse et chacune de nos concessions resserrait davantage les liens qui les rattachaient à l'Allemagne. La postérité s'étonnera de notre longanimité vis-à-vis de leurs rebuffades, de la candeur infinie de nos espérances, comme elle demeurera stupide des sympathies bizarres qui leur restent fidèles après leurs actes réitérés de perfidie, les odieuses insultes dont ils nous ont abreuvés et les infamies dont ils se sont souillés sur les territoires envahis.

Les peuples comme les individus sont capables de folies et de crimes, et il ne suffit pas pour les ramener à la raison et à la justice de leur adresser d'éloquentes exhortations. Les fautes commises doivent être châtiées, et la souffrance seule réveille chez les coupables la conscience endormie. Les Bulgares ne viendront à résipiscence que quand ils auront subi la dure leçon de l'adversité. Comme les Allemands, si la guerre finissait avant leur défaite radicale et s'ils gardaient un seul village du sol qu'ils ont traîtreusement conquis et abominablement exploité, ils se croiraient justifiés par le succès.

La seule excuse qu'il soit possible d'invoquer en leur faveur, c'est qu'ils ont été encouragés dans leurs desseins par la longanimité béate des Alliés et les concessions réitérées que nous leur avons bénévolement offertes. Elles les ont ancrés dans l'opinion que la force est la raison suprême et que les relations entre les peuples ne doivent être déterminées que par l'égoïsme le plus bas et l'ambition la plus éhontée. On n'a jamais désarmé un voleur de grand chemin en lui abandonnant la moitié de la bourse qu'il vous réclame le poignard sur la gorge ; le seul procédé raisonnable est de le préve-

nir à temps et de lui saisir le bras avant qu'il vous ait frappé. Au début des hostilités, après les premières victoires des Serbes, les Alliés étaient maîtres de la situation et ils étaient en état de dicter leurs conditions. Du moment où ils ont consenti à discuter avec le cabinet de Sofia des réclamations qui ne se fondaient sur d'autre titre que la rapacité et la haine, la partie était perdue pour eux. Ils ont persisté, cependant, dans des pourparlers sans issue, avec un aveuglement qui aujourd'hui nous cause une véritable douleur. Ils ont fermé les yeux aux signes les plus éclatants, ils n'ont pas voulu entendre les aveux des Bulgares qui ne faisaient pas mystère de leurs véritables intentions et leur crachaient au visage leurs sarcasmes furibonds.

L'histoire de ces négociations ne saurait être faite d'une façon définitive tant que les archives n'ont pas révélé leurs secrets. Les Alliés auraient été bien inspirés d'en publier les pièces principales; elles ne feraient probablement aucun honneur à leur perspicacité; du moins elles montreraient jusqu'à quel point ils ont poussé leur débonnaire esprit de conciliation et elles mettraient fin une fois pour toutes aux tentatives de justification où se hasardent encore quelques traînards isolés, incapables de s'affranchir de leurs premières erreurs.

***

Dans le silence où s'abrite la déconvenue des Cabinets, un assez grand nombre de brochures et de livres nous ont apporté de précieuses indications grâce auxquelles nous arrivons à nous faire une idée assez juste et assez précise des événements qui ont précédé l'invasion de la Serbie par les Bulgares.

M. Seton-Watson, qui a consacré sa vie à l'étude des questions yougoslaves et dont l'autorité est universellement reconnue, dans son remarquable ouvrage — *The rise of nationality in the Balkans*, 1917 —, et M. Vladislas Savic, qui a vu les choses de près et dont le livre — *The reconstruction of south-eastern Europe*

—. nous apporte l'impression directe des événements, nous avaient fait connaître déjà les faits essentiels qui expliquent la catastrophe de 1915. — La question même des rapports de la Bulgarie avec les Alliés vient d'être reprise avec plus de détail dans deux brochures d'une solide documentation et d'une irréfutable force de déduction. M. de Sokolovitch, dont nos amis ont lu ici même l'éloquent appel à la Russie, a réuni les articles qu'il avait donnés à la *Revue d'histoire diplomatique : Le mirage bulgare et la guerre européenne*. Pour quiconque sait lire, il est évident que le pseudonyme de Sokolovitch cache un témoin qui a été à même, de par sa situation, de connaître au jour le jour la suite des erreurs commises par l'Entente; son témoignage a une double valeur parce qu'il joint à l'expérience de l'homme d'État la méticuleuse et méthodique conscience d'un érudit de profession. Son travail, qui a plutôt un caractère général et psychologique, est très heureusement complété par la brochure de M. Dimitrievic : *L'Alliance de la Bulgarie avec la Germanie devant le jugement de la Russie libre; Faits et Documents* (en russe), Petrograd, 1917. Écrite avec une extrême modération de forme, appuyée sur des textes authentiques, elle forme contre le Cabinet de Sofia le plus terrible et le plus probant réquisitoire. A côté de ces ouvrages essentiels on trouvera nombre de renseignements curieux dans les volumes d'Henri Bonnet, *Les dessous de la politique en Orient*, traduit de l'anglais, Paris, 1914 —, et de Harry Sturmer, *Zwei Kriegsjahre in Konstantinopel*, Lausanne, 1917 (1).

La liste pourrait être facilement allongée. Je me bornerai à citer encore trois noms, mais de premier ordre.

D'abord une courte brochure de M. Yakchitch, *La Bulgarie et les alliés*. La brochure de M. Yakchitch qui avait d'abord paru dans la *Revue hebdomadaire*, ne compte que 47 pages, elle est composée presque exclu-

(1) En dehors de ces ouvrages écrits dans un esprit favorable aux Alliés, il ne sera pas inutile de consulter quelques ouvrages allemands, Franz Koehler, par exemple, *Der neue Dreibund*, 1915, ou Dr A. Ritter, *Berlin-Bagdad* 1916, et Rudolf Wahn, *Der Weltkrieg 1914-1916 und sein Zusammenhang mit der Orient-Krise*, 1916.

sivement de textes; elle n'a qu'un défaut, c'est qu'elle est trop mince et qu'on ne la retrouve pas facilement dans les rayons d'une bibliothèque. Après l'avoir lue, il ne saurait rester aucun doute dans l'esprit: dès les premiers jours de la guerre, la Bulgarie avait lié partie avec Vienne et Berlin et les négociations qu'elle a traînées en longueur n'ont jamais eu d'autre but que de lui permettre de choisir le moment favorable pour l'attaque qu'elle préméditait.

C'est que, depuis 1886, la diplomatie de Sofia n'était plus que l'instrument du Ballplatz, et Ferdinand de Cobourg n'a jamais été que le fourrier de la pénétration germanique dans les Balkans. Au moment où la plus grande partie de la presse française, habilement travaillée par les agents de Sofia, chantait à pleins gosiers les louanges du petit-fils de Louis-Philippe et où, avec des larmes dans la voix, elle nous dépeignait la petite bourse d'argent dans laquelle il conservait pieusement quelque poussière du sol français, un journaliste éminent, M. Gauvain, qui joint à une rare clarté de vues le plus haut courage moral et que ses remarquables campagnes classent hors de pair au premier rang des publicistes contemporains, nous mettait en garde contre les illusions dangereuses où nous nous abandonnions. Nous espérons qu'après la paix M. Gauvain publiera ceux de ses articles, — fort nombreux —, qui ont été interdits par la censure; l'opinion constatera alors quel abus déplorable nos ministres ont fait d'une institution qui n'avait été établie que dans l'intérêt de la Défense nationale et qui a été lamentablement détournée de son but; elle s'étonnera de la rigueur insensée avec laquelle on a traité un homme dont la pénétration et la modération sont hors de discussion, et elle les comparera avec l'étrange complaisance dont ont bénéficié le *Bonnet Rouge,* la *Tranchée républicaine,* l'*Union des Métaux* et les abominables factums du Comité pour la reprise des relations internationales. La France et même l'Europe auront alors le devoir de demander un compte sévère aux hommes qui ont poussé l'impéritie

ou la faiblesse jusqu'à un point où elles se confondent avec la trahison.

La censure, quelle que fût son impitoyable vigilance, n'avait pas heureusement le pouvoir de supprimer le passé et, si elle empêchait M. Gauvain d'instruire et d'avertir chaque jour ses lecteurs, ses études précédentes suffisaient à quiconque sait tirer d'expériences récentes les enseignements qu'elles contiennent; par une analyse méthodique des mobiles qui avaient jusqu'alors dirigé la politique des Bulgares, il criait casse-cou à nos diplomates qui espéraient les amadouer en les courtisant. Avertissements d'autant moins négligeables que les faits en avaient vérifié la valeur. Il est bien rare que des recueils d'articles conservent encore quelque intérêt plusieurs années après le moment où ils ont été écrits. *L'Europe avant la guerre* (Paris, Armand Colin, 1917) où M. Gauvain a réuni ses chroniques de la *Revue de Paris de* 1911 *et* 1912, et *L'Europe au jour le jour:* I. *La Crise bosniaque,* (éditions Bossard, 1917), où il a rassemblé ses principaux articles du *Journal des Débats* pendant les années 1908-1909, demeurent des documents essentiels que l'on consultera longtemps et que l'on méditera comme nous méditons aujourd'hui les *Mémoires* de Mallet du Pan sur la Révolution française ou les *Lettres* de Joseph de Maistre sur l'état de la Russie au début du XIX^e^ siècle.

C'est que M. Gauvain se place loyalement en face des faits et des hommes, et il ne se laisse pas décevoir par les mots quand ces mots sont démentis par les réalités et contraires à la tradition entière d'un peuple. Il n'a pas la naïveté de supposer qu'un figuier longtemps stérile va tout à coup se couvrir d'une abondante floraison de fruits et il attache aux promesses d'un Bethmann-Hollweg, d'un Cobourg, ou d'un Radoslavov leur importance réelle, qui est égale à zéro. Il sait que les caractères ne se modifient que lentement sous la pression de circonstances impérieuses et que, si le pécheur s'est repenti sur la croix, c'est qu'il n'avait plus guère d'autre ressource.

Non pas que nous croyions à une sorte de fatalité qui condamne certains peuples au vice et à la perdition éternelle ou que nous entendions frapper les Bulgares d'une indélébile flétrissure. Rien n'est plus loin de notre pensée. Même parmi les Serbes, qui nourrissent contre leurs bourreaux les ressentiments les plus légitimes et qui ne sauraient sans déchéance oublier leurs griefs, nombreux sont ceux qui entrevoient, dans un avenir lointain, une réconciliation durable entre les Slaves de la péninsule. Il est possible comme il est désirable que la Ligue balkanique, dont la durée a été si courte et la destinée si tragique, se reconstitue un jour sur des bases plus solides et dans un sincère esprit d'égalité et de fraternité. Le temps est galant homme et tout vient à point à qui sait attendre. A vouloir précipiter les choses on compromet le succès.

Aujourd'hui le tempérament des Bulgares, la nature de leurs institutions, leur éducation politique et leurs traditions anciennes et récentes les rattachent indissolublement à nos adversaires, comme ils les ont jetés dans leurs bras. M. Victor Kuhne nous l'a montré dans son livre *Les Bulgares peints par eux-mêmes. Documents et commentaires.* (Lausanne et Paris, Payot, 1917).

M. Victor Kuhne appartient à la vaillante phalange des écrivains suisses, qui, dès le début des hostilités, ont éprouvé une généreuse indignation en face de la brutale provocation de l'Autriche. Son livre : *Ceux dont on ignore le martyre.* (Genève 1917) est un implacable réquisitoire contre l'imbécile férocité des Habsbourgs et, avec M. le professeur Reiss, de Lausanne, qui, le premier, a dénoncé à l'indignation de l'univers et établi sur des preuves irréfutables les procédés barbares de l'invasion austro-magyare, nul n'aura plus contribué à rendre impossible le maintien de cette monarchie danubienne qui a si odieusement failli à la tâche d'union et de paix que lui désignait sa situation, et qui, fondée sur la fourberie et le mensonge, ne s'est maintenue que par les faux, les procès criminels et les pendaisons. Le nouvel ouvrage de M. Kuhne — et de là vient sa valeur durable — est une compilation où l'auteur a réuni une

masse énorme de textes, empruntés surtout aux sources bulgares, et qui nous permettent de nous faire une idée exacte du caractère actuel du peuple et de ses chefs. La lecture en est pénible, comme est pénible et triste la visite d'un hôpital d'aliénés, et il n'a pas fallu à M. Kuhne un médiocre courage pour se condamner pendant des mois à entasser et à classer ces documents. — Grâce à son labeur acharné, devant nous se dresse en pied l'image de la Bulgarie contemporaine, avec sa férocité bestiale, son orgueil sans limite, sa fourberie native, son mépris de l'idéal.

En lisant le livre de M. Victor Kuhne, nous revivons vraiment la grande tragédie biblique : « Et l'Éternel dit à Caïn : « Où est Abel, ton frère? — Et Caïn répondit: « Je ne sais. Suis-je le gardien de mon frère? »

I

Diverses raisons me paraissent expliquer la faveur aussi anormale que persistante dont les Alliés ont poursuivi la Bulgarie et leur obstination à interpréter sa conduite dans le sens le plus favorable, alors même qu'elle étalait avec une impudence provocante ses sympathies tourano-germaniques.

En premier lieu, une analyse fausse et une sorte d'adoration fétichiste du principe des nationalités.

Dans son récent article sur l'Ukraine, M. Pierre Chasles a déjà attiré l'attention sur ce point. Il est nécessaire d'y revenir, parce qu'il importe que nous voyions clair dans nos propres idées et que, puisqu'il s'agit d'un des dogmes essentiels de notre programme, nous en fixions nettement la valeur et le sens.

Un des traits distinctifs et une des qualités les plus généralement reconnues de l'esprit français, c'est le bon sens et la modération. A l'opposé des Allemands qui, après avoir posé un axiome transcendental, le plus souvent sans le vérifier, en tirent intrépidement les conclusions extrêmes sans se laisser effrayer par leur ab-

surdité évidente, et qui construisent le monde par déduction, nous préférons d'habitude la méthode empirique et nous acceptons les leçons de l'expérience qui nous enseigne que la vie n'est qu'une suite de transactions et de compromis. Réserve infiniment sage et conception parfaitement raisonnable! — Il nous arrive malheureusement quelquefois de nous laisser prendre au sophisme de nos voisins et de nous égarer à leur suite dans des sentiers moins sûrs. Par réaction contre les abus de la politique du XVIII[e] siècle, qui n'admettait d'autre règle que les convenances des princes, et contre les décisions malheureuses du Congrès de Vienne qui avait fait litière des aspirations populaires, l'idée de nationalité est devenue l'objet d'un culte superstitieux, particulièrement chez nous et dans les classes d'une instruction superficielle; elles y ont vu une sorte de panacée facile à appliquer et d'un effet également sûr dans les cas les plus divers; elles l'ont interprêtée dans le sens le plus étroit et le plus grossier, elles l'ont faussée et avilie en la matérialisant. Il n'est que temps de réagir contre ces imaginations enfantines et simplistes. L'ethnographie et la grammaire sont des sciences parfaitement respectables, bien que leurs arrêts ne soient pas toujours au-dessus de la discussion, et il convient de tenir grand compte de leurs conclusions, à condition qu'elles ne prétendent pas à une souveraineté tyrannique. Après tout, l'ethnographie n'est qu'une branche de la géographie humaine et il serait absurde de tracer une carte nouvelle du monde uniquement d'après les différences dialectales. Le climat, l'orographie, la direction des rivières et les conditions économiques qui résultent de la géographie physique sont des facteurs qui ne sauraient être négligés.

Les avocats des Bulgares n'ont à la bouche qu'un sempiternel argument : au traité de Bucarest (1913), les Alliés ont consenti qu'on enlevât aux vaincus la Macédoine que la Providence leur réservait pour les consoler de la perte de leurs déclinaisons (1). Qu'ils se fussent

(1) De toutes les langues slaves, le bulgare est la seule qui ait perdu les anciennes formes de la déclinaison; il les remplace par l'article qui se place après le nom. Il a conservé l'ancienne conjugaison, sauf l'infinitif.

rendus coupables d'une agression traîtresse,peu importe ; la grammaire est supérieure à la morale et on n'avait pas le droit de les punir en leur refusant des territoires qui leur appartenaient de par ses arrêts absolus. Sans vouloir manquer de respect aux défenseurs de Ferdinand, dont je ne voudrais pas suspecter la bonne foi, il me semble que, si l'on réduit à ces termes fondamentaux leur raisonnement — et je n'ai jamais trouvé chez eux d'autres arguments — il produit surtout un effet de stupéfaction. Au XVI[e] siècle, les théologiens menaient le monde et ils classaient les hommes en deux catégories : ceux qui admettaient et ceux qui niaient la présence réelle. Les philologues ont remplacé aujourd'hui les théologiens ; l'esprit d'intolérance et d'exclusion n'y a rien perdu.

Dès 1902, Gaulis, un des hommes qui ont le mieux connu et le plus sainement jugé les questions balkaniques, au moment de partir pour la Macédoine, éprouvait une horreur tragi-comique « aux bruits d'ailes bourdonnantes des onze nations qui réclament le pays. Quand je dis onze, ajoutait-il, je m'en rapporte à la carte ethnographique du savant M. Kentchef qui fut ministre de l'Instruction publique en Bulgarie. — Mais, quoique bien moins savant que lui, j'ai découvert deux nations qui ne figurent pas dans son compte, et qui ont de bonnes, de patriotiques raisons d'être exclues : l'une est la nation serbe. » — « La Macédoine, écrivait-il plus loin, est depuis quelques années une académie de brigandage et d'ethnologie... Elle forme, avec l'Albanie et la Vieille-Serbie ses voisines, la région la moins sûre de l'Europe ; mais elle est en même temps le pays du monde où l'usage est le plus répandu des arguments savantasses en faveur des droits historiques des peuples. Cette double particularité, qui crée une contradiction rare et violente, provient d'une double invasion : la Macédoine est la proie des Albanais et des professeurs, donc d'inconscients sauvages et de laborieux agents de toutes sortes de propagandes étrangères. »

On m'accordera bien sans doute que, dans une région pareille, où se sont entassés pêle-mêle les résidus

des diverses populations qui ont colonisé ou traversé la péninsule, il est assez peu vraisemblable que les délimitations ethnographiques soient parfaitement nettes et qu'il est purement enfantin de parler des droits imprescriptibles des Bulgares. Il y a en Macédoine des agglomérations qui parlent un dialecte bulgare ou proche parent du bulgare, comme d'autres parlent grec, albanais, turc ou serbe. Que chacun de ces groupes jouisse de très larges libertés et qu'il porte ses offrandes au Dieu qu'il a choisi, la justice l'exige et la prudence politique le demande; que, dans les écoles, l'instituteur connaisse et enseigne le parler local jusqu'au moment où, par la force des choses, le progrès des idées, la diffusion de l'esprit public, les jeunes générations se seront ralliées à la langue commune de l'État, personne n'y contredit. Le respect des droits d'autrui n'est pas seulement un principe de morale, il est dicté par l'intérêt bien entendu des gouvernements. Les rivalités ethniques ne sont devenues un ferment d'agitation que du moment où on a prétendu les supprimer par l'intolérance et les persécutions. Les violences en pareille matière sont d'autant plus condamnables que des expériences réitérées démontrent l'inanité presque absolue des résultats qu'elles produisent; depuis quatre siècles, en dépit de la politique germanisatrice des Habsbourgs, les limites du tchèque et de l'allemand en Bohême n'ont guère varié; on ne voit pas que les lois scolaires prussiennes, si tyranniquement appliquées, aient sensiblement diminué le territoire polonais. En fait, les déplacements des frontières linguistiques sont extrêmement lents et ils ont pour cause, non pas l'action réfléchie des autorités, mais l'évolution des forces économiques et l'adhésion spontanée des habitants subissant sans s'en apercevoir la pression continue de raisons d'ordre très général, l'attraction lente et continue d'une civilisation supérieure, l'influence d'une capitale, la vigueur physique supérieure d'une race, etc...

Autant il est légitime de réclamer des garanties pour les Bulgares de Macédoine, comme pour les autres habitants, autant il est abusif de conclure de leur présence à

un droit de préemption de la Bulgarie sur la province entière. Vouloir prendre pour base d'un règlement politique des différences de dialectes qui varient de village à village et sur le caractère spécifique desquels les spécialistes les plus distingués ne se mettront jamais d'accord, c'est un défi au sens commun. Quelque bruyantes que soient les réclamations des agents du gouvernement de Sofia et de ses bénévoles avocats, leur voix est étouffée par le mugissement de la Morava et du Vardar qui proclame que toute la partie occidentale de la péninsule forme un tout indivisible et a été destiné à constituer un seul et même État.

Le fait a été mis en relief par tous les géographes, et il suffit d'un coup d'œil sur la carte pour s'en convaincre. La péninsule des Balkans est divisée en deux régions parfaitement distinctes : à l'est, la partie balkanique proprement dite, qui est le domaine de la race bulgare; à l'ouest des montagnes qui envoient leurs eaux vers la Morava et le Vardar, la région serbe. « Les vallées de la Morava et du Vardar, écrit M. Cvijic, qui est sans contestation possible le témoin le plus autorisé en pareille matière, forment une unité géographique; elles sont destinées à constituer un État. » De là, la tendance continuelle de la Serbie moravienne à s'étendre vers le Sud, d'autant plus caractéristique qu'elle est moins le fait d'un calcul réfléchi que d'une poussée instinctive, comparable à celle qui incline la France vers le Rhin par la Moselle et la Meuse. « Au contraire, pour la partie orientale et bulgare de la péninsule, la vallée du Vardar est presque sans importance. Elle en est séparée par les montagnes du Ryl, du Rhodope et de l'Osogov, qui sont parmi les plus hautes et les plus massives de la péninsule... La Bulgarie et la Macédoine ne sont pas une unité géographique et ne peuvent former un État que provisoirement, grâce à un concours de circonstances qui ne saurait tenir à la longue. » (Cvijic, *Questions balkaniques*, pages 38 et 40).

Les lois géographiques et la force des intérêts qu'elles créent sont autrement claires et durables que les

indications fournies par des études philologiques à peine commencées et dont on peut affirmer d'avance qu'elles ne donneront aucun résultat décisif, parce qu'il s'agit exclusivement de nuances à peine perceptibles et de dégradations successives et continues qu'il est malaisé de saisir et le plus souvent impossible de localiser avec une précision rigoureuse. Les seules langues dont le domaine soit nettement déterminé sont celles qui ont été fixées par une longue et persistante tradition littéraire; les parlers populaires sont instables par définition, mouvants et plastiques; ils se pénètrent et se mêlent dans une inextricable confusion, subissent sans cesse l'influence des circonstances et s'altèrent avec une extrême rapidité. Un dialecte qui n'a pas derrière lui un passé qui consacre son caractère et marque sa physionomie, est une possibilité et une espérance, non une réalité; il n'existe que virtuellement. Dans la Macédoine même, l'accent, la prononciation, le vocabulaire varient de vallée à vallée et les différences qui séparent le bulgare macédonien du serbe sont plus intéressantes pour le spécialiste qu'importantes dans la pratique de la vie. Un paysan des environs de Bitoljé n'est pas sensiblement plus dépaysé au marché de Belgrade qu'à celui de Sofia, et à Sofia même la langue est plus voisine du serbe moravien que du bulgare oriental.

Le dialecte bulgare-oriental qui est devenu la langue littéraire est très nettement différent des parlers macédoniens, si différent qu'à diverses reprises des tentatives ont été faites pour créer une littérature macédonienne, et ces essais auraient été au moins aussi justifiés que ceux qui ont conduit à la séparation du slovaque et du tchèque. S'ils n'ont pas abouti, il ne faut chercher la cause de ces échecs que dans la pauvreté du pays et l'ignorance des habitants. Le seul travail de premier ordre que nous possédions sur les dialectes de la Macédoine est celui de Vratislas Oblak (*Macedonische Studien*) publié après la mort de l'auteur par Jagic à Vienne, 1896. Que ressort-il de ces études, qui ont été conduites selon les règles de la plus sévère méthode et avec une impartialité absolue? — C'est qu'au point de

vue purement philologique nous sommes sur un terrain où se sont successivement déposées des couches d'alluvions différentes; elles ont été ensuite bouleversées par une longue série de secousses qui les ont si bien brassées et mélangées qu'il n'est pas moins difficile aujourd'hui d'apercevoir les signes particuliers qui séparent le serbe du macédonien que ceux qui distinguent du slovène le croate septentrional. Les paysans de la Croatie du nord, bien qu'ils continuent à parler un dialecte slovène, ne s'en déclarent pas moins Croates et, dès qu'on leur permettra d'indiquer leurs sympathies, ils demanderont à être réunis à l'État serbe. Il faut vraiment une foi bien aveugle dans la grammaire pour soutenir que la Serbie a violé le droit des peuples et donné à la Bulgarie un titre de revendication quand elle a annexé une partie du bassin de Vardar, sans se laisser arrêter parce que, dans certains villages, les jeunes générations, sous l'influence d'une propagande de fraîche date, font usage de l'article ou ne connaissent plus l'infinitif.

Est-ce sous cette forme matérialiste et frivole que nous devons interpréter le principe des nationalités et n'est-il pas manifeste que ceux qui raisonnent ainsi ont été contaminés par les habitudes et les théories grossièrement réalistes de l'Allemagne? On ne saurait trop leur opposer la parole de Renan, qui résume avec autant de vigueur que de clarté la doctrine de la Révolution, qui est la nôtre: Une nation est une personne morale; ce qui la constitue et la détermine, ce n'est ni la forme du crâne ni la couleur des cheveux, ni la déclinaison et le nombre des cas, c'est la volonté populaire. Les Alsaciens ont beau parler un dialecte germanique, ils n'en sont pas moins la chair de notre chair, parce qu'ils veulent être Français. Cette volonté nationale, elle se forme peu à peu sous l'action de l'histoire, à la suite des efforts accomplis en commun, des joies ressenties d'un même cœur, des larmes versées ensemble; elle ne s'est pas éveillée encore chez tous les peuples; chez les uns, elle sommeille, comme la conscience dans l'enfant ; chez d'autres, elle commence à poindre, confuse et tremblottante, comme les lueurs incertaines et pâles de l'aube

naissante; les droits qu'elle crée sont en proportion directe de l'intensité des désirs qu'elle évoque, parce qu'ils sont eux-mêmes le résultat de labeurs obstinés et de luttes héroïques; développée par l'instruction, cristallisée par l'histoire, fortifiée par la douleur, elle ne devient sacrée que quand elle est capable de résister à l'épreuve; le crime du despote se mesure à la souffrance de l'esclave; la victoire devient légitime du jour où elle est reconnue par le vaincu.

En Macédoine, où la linguistique est confuse et l'ethnographie ambiguë, l'histoire, aussi nettement que la géographie, est serbe. Sur ce point aucun doute n'est possible et les Bulgares les plus passionnés n'essaient même pas de discuter. M. Sokolovitch le constate — et il faut le répéter, parce que c'est un fait capital, — la domination bulgare dans la région du Vardar n'a été qu'un incident passager et elle n'y a laissé aucune trace. Elle remonte d'ailleurs à une époque trop reculée, puisqu'elle cesse au début du XI[e] siècle, au moment de la destruction de l'empire de Siméon, et elle avait été trop précaire, trop peu nationale aussi, pour que le souvenir ne s'en effaçât pas très rapidement. La littérature paléobulgare est très abondante, mais elle est presque exclusivement monastique. En quoi les traductions du byzantin des œuvres de piété et de théologie dont elle abonde pouvaient-elles intéresser le peuple, qui se dégageait à peine du paganisme? Cette littérature prématurée n'a d'ailleurs à aucun degré un caractère spécifiquement bulgare : la plupart des ouvrages de cette période sortent des sanctuaires de l'Athos, où chacun des groupes slaves orthodoxes avait son couvent: les Russes, le Panteleimonov; les Bulgares, le Zograf; et les Serbes, le Khilendar. Entre ces divers monastères, les relations étaient fréquentes et les échanges continus. Bulgares et Serbes se servaient uniquement de la langue d'Église, le paléoslavon, si bien que les différences qui distinguent les manuscrits paléo-serbes des paléo-bulgares ne sont le plus souvent sensibles que pour des érudits très avertis, et qu'il serait absolument fantaisiste de prétendre qu'à ce moment la Macédoine a été bulgare plutôt

que serbe. Beaucoup plus rapprochés de Constantinople que les Serbes, les Bulgares ont subi plus vite et plus profondément l'action de la civilisation byzantine, non certes pour leur plus grand profit. Chez eux, aucun sens de la réalité et de la vie. Partout l'oubli, le dédain et même la haine du peuple. Leurs écrivains, blanchis à l'ombre des monastères, confits en dévotions et gonflés de leur creuse érudition, élevés par les Grecs du Bas-Empire dans le culte de l'étiquette, l'adoration de la force et le plus pauvre servilisme intellectuel, regardent du haut de leur science pédantesque la foule qui copie simiesquement leurs gestes sans comprendre leurs incantations ; leur bigotisme s'épouvante des réminiscences païennes qui persistent dans la masse et leur ascétisme méticuleux se protège par des exorcismes contre la vie, où elle ne découvre que tentations, souillures et inspirations diaboliques. — Comment ces enfants à peine dégrossis qu'étaient les Slaves de Macédoine, auraient-ils été attirés par ces abstracteurs de quintessence, distants et rigides, déracinés, empêtrés dans leur culture étrangère, incapables de comprendre les besoins et les désirs de leurs compatriotes, sourds à leurs appels, aveugles à la grande lumière du sentiment national?

Quand, deux siècles plus tard, s'effondra de nouveau la puissance du *basileus* byzantin, les Bulgares ne réussirent pas à rétablir leur domination. Ce que l'on appelle communément le second Empire bulgare, au XIII[e] siècle, est en réalité un empire valaque et, dès cette époque, les influences serbes sont absolument prédominantes dans tout l'ouest de la péninsule. Je m'excuse de m'attarder à ces souvenirs antiques : à la différence des peuples slaves, plus conservateurs et moins rationalistes que nous, nous attachons assez peu d'importance à ces révolutions lointaines, et il nous paraît assez indifférent, au point de vue actuel, de savoir où s'arrêtaient les frontières des États de Siméon ou d'Étienne Douchan. L'idée d'une perennité de main-morte au nom des âges disparus nous est étrangère; si l'on n'avait jamais démoli les vieilles demeures, deman-

dait l'iconoclaste Paul-Louis Courier, où trouverions-nous la place de nous loger? Il est nécessaire que la prescription éteigne les querelles et les passions. Nous n'admettons pas que les générations actuelles soient éternellement enchaînées aux tombes du passé ·

A une condition, cependant: c'est que ce passé soit mort; et ici il convient de marquer une distinction essentielle: Siméon le Bulgare est bien mort et oublié tandis qu'Étienne Douchan le Serbe vit encore dans la pensée des habitants de la Macédoine; à chaque pas on y foule les traces de la domination des Némania. Au point de vue littéraire et artistique, écrit Murko, la Macédoine est serbe. Un professeur à l'Université de Bucarest, M. Darbalescu, que l'on ne soupçonnera pas de chauvinisme serbe, constate que dans les pays roumains on nommait serbe non seulement la langue des livres d'Église, mais celle des documents de chancellerie. Jusqu'à l'invasion turque, les Serbes formaient le fond presque exclusif de la population; quand, pour fuir la tyrannie des sultans, ils ont reflué vers le nord, ils n'ont pas été remplacés par des Bulgares, mais par des Valaques, des Grecs et des Albanais, et l'empreinte qu'ils avaient laissée sur le sol était si profonde qu'elle s'est imposée même aux nouveau occupants. Ce phénomène ne saurait nous surprendre quand nous avons vu en Alsace tant d'immigrés d'outre-Rhin subir l'action du sol et s'éloigner de l'Allemagne. M. G. Millet, qui a étudié avec autant de compétence que de goût, l'école grecque de l'architecture byzantine, note que ceux des monastères de Macédoine qui présentent quelque attrait artistique sont des fondations des rois et des seigneurs féodaux serbes. « La domination bulgare a été de courte durée, — remarque le savant explorateur russe Kondakov — elle n'a laissé aucune trace, tandis que la civilisation serbe s'est extrêmement développée, et le style pictural que les Serbes ont créé représente la branche la plus brillante de l'art byzantin après la branche russe. »

— « Avant tout, retenons un fait incontestable : les héros de la poésie populaire sont exclusivement des per-

sonnages serbes, et les évènements dont elle s'inspire sont des épisodes de l'histoire serbe. Dans toute la Macédoine, le peuple parle et chante de la Serbie, de ses rois, de ses héros, de ses femmes; c'est comme sa famille propre. Dans tout ce cycle national, je n'ai rencontré que trois personnages bulgares. Encore convient-il d'ajouter qu'ils n'interviennent que dans des rôles secondaires comme auxiliaires des Serbes. » — Qui parle ainsi? — Draganof, qui est un Bulgare, et même un chef de la propagande bulgare.

Quel titre les Bulgares invoquent-ils donc pour établir leur droit de possession sur la Macédoine? — La volonté de ses habitants? — Quand s'est-elle manifestée? — De quelle façon ?

Un de mes amis, qui revenait du front d'Orient, me racontait ces derniers jours une visite domiciliaire dans la maison d'un notable, dans un village des environs de Bitoljé; son attention se porta naturellement d'abord sur un de ces grands coffres que l'on trouve dans les plus humbles masures macédoniennes. Il l'ouvre et il y aperçoit — au-dessus — un drapeau serbe, puis un drapeau bulgare et successivement il ramène des drapeaux russes, anglais, français. — La Macédoine, depuis un quart de siècle, n'a pas connu une année de répit; elle a été ravagée et terrorisée par des bandes de comitadjis qui ont peut-être couru aux armes dans un élan de patriotisme national, mais qui, au bout de quelques années, sont devenus de simples batteurs d'estrade et des bandits de grand chemin, analogues aux écorcheurs de nos grandes compagnies ou aux chenapans des dernières années de la guerre de Trente Ans. — Personne n'admire plus que moi les admirables vertus que développe la défense du sol natal, et je sais que les âmes héroïques grandissent par la souffrance et s'exaltent par la durée du sacrifice; mais combien sont capables de cette continuité dans l'héroïsme? Chez l'énorme majorité des hommes, les besoins physiques arrivés à un certain degré tuent le sentiment; une seule idée subsiste : assouvir sa faim, boire à sa soif et jouir de la minute présente. Depuis des siècles, le paysan

macédonien vivait sous la terreur turque ou albanaise; courbé sous le fouet de maîtres implacables et cupides qui lui laissaient juste assez de pain pour qu'il ne tombât pas de misère et d'épuisement sur son ingrat sillon, il n'était jamais sûr que son champ ne lui serait pas enlevé, que sa maison ne serait pas brûlée, que sa fille ou sa femme ne serait pas violée. Au fond de son âme obscure survivait le vague regret d'une calme époque où l'existence avait été moins incertaine et moins dure; ces souvenirs se résumaient dans quelques noms serbes, le roi Lazare, Marko Kraliévic, Kara-Georges; ils ne pouvaient être que serbes, parce que les Serbes avaient été les derniers maîtres du pays, parce que seuls ils avaient continué la lutte contre les Turcs et parce que de Serbie seulement venaient les appels à l'insurrection. Comment aurait-il songé à la Bulgarie, résignée, inerte, passive, dont personne en Europe ne soupçonnait même l'existence ? Parler de patriotisme bulgare dans cette région est aussi absurde que de parler d'un patriotisme allemand chez les paysans de Saverne ou de Haguenau en 1648.

Quand, au moment de l'insurrection bosniaque, en 1875, et pendant la guerre russo-turque en 1877, la première lueur de la délivrance se leva à l'horizon, les populations se souciaient en somme assez peu de savoir à quel État elles seraient rattachées ; elles étaient prêtes à accepter avec joie le nouveau souverain, quel qu'il fût, qui leur garantirait une apparence de sécurité et introduirait dans le pays une administration à peu près régulière. Au lieu de cette sécurité, si longtemps attendue et si frénétiquement appelée, elles sont devenues la proie de malandrins qui, sous prétexte de les affranchir, ont promené de vallée en vallée l'incendie et le meurtre. Elles n'ont eu qu'une pensée, désarmer leurs bourreaux, et elles ont arboré tour à tour le drapeau que leur apportaient les bandes successivement victorieuses. J'admets, à la rigueur que, si le hasard des événements les avait livrées pour un temps assez long à la domination bulgare, elles se seraient sans trop de résistance soumises à leur destin et que, peu à peu, les

traditions serbes qui avaient jusqu'alors formé la pâture essentielle de leur vie morale se seraient effacées : encore faut-il tenir compte des difficultés énormes, peut-être insurmontables, qu'auraient opposées à leur fusion définitive avec la Bulgarie les conditions géographiques du sol et les nécessités économiques. Mais prétendre, comme le font couramment des publicistes mal renseignés ou qui ne tiennent compte que de quelques signes secondaires, que le traité de Bucarest, qui a enlevé à Ferdinand de Cobourg la région du Vardar, était contraire à la justice et lui donnait droit à une compensation, c'est un sophisme qui ne résiste pas à l'examen et ne saurait s'expliquer que par une inintelligence absolue de la situation et par un déplorable abus des principes.

On a souvent accusé les révolutionnaires français de s'être laissé dominer par un doctrinarisme intransigeant et d'avoir voulu transformer le monde sur un modèle uniforme. M. Aulard a prouvé combien ces accusations sont exagérées ; mais il est certain que, parmi ceux qui se réclament de leurs idées et se présentent comme leurs successeurs légitimes, on ne rencontre pas toujours le souci de la réalité et le bon sens qui marquent le plus souvent la conduite des Conventionnels. La lumière des principes illuminait leur route ; elle aveugle trop souvent ceux qui se donnent comme leurs continuateurs. Ferdinand de Cobourg connaissait le faible de nos idéalistes et l'aveugle idolâtrie dont ils entourent certains grimoires auxquels ils prêtent une autorité magique ; il a adroitement joué de leur sentimentalisme niais. Ses publicistes, bien stylés et vêtus à la dernière mode, se sont répandus de par le monde, la bourse largement garnie, en répétant : « La Macédoine est notre Alsace-Lorraine. » Et béatement, sottement, de nombreux Français ont répété cette formule, sans s'apercevoir que ce rapprochement était à la fois une absurdité et un sacrilège.

J'insiste sur ce fait, parce que là se cache, à mon sens, le noyau initial de l'erreur de notre diplomatie. Bien qu'elle affecte d'habitude le mépris de l'opinion, elle a subi sans s'en apercevoir la contagion de l'erreur

adroitement répandue par la presse cobourgeoise ; elle est partie d'un point de départ faux et toute sa conduite en a été viciée. Elle dédaigne les savants, ce qui ne l'empêche pas d'en avoir peur, et elle a pris au tragique les affirmations pédantesques de l'ornithologue de Sofia et de ses philologues. Comme les Alliés ont écrit sur leurs drapeaux — et en toute justice — le droit des peuples, elle a craint de se mettre en contradiction avec ses propres principes si elle refusait la Macédoine à la Bulgarie. Elle a adopté vis-à-vis d'elle une attitude de pénitente et l'a suppliée d'oublier sa déconvenue de 1913 et de pardonner aux vainqueurs de la Brégalnitsa l'injustice dont ils étaient coupables à son égard. Elle a eu l'incroyable naïveté de s'arrêter aux gestes pathétiques des Ghenadiev et des Radoslavov, et elle a salué des défenseurs de la morale internationale et du droit des gens dans ce gibier de cour d'assises qui, pour échapper aux condamnations de droit commun prononcées contre eux par les tribunaux de leur pays, n'avait trouvé d'autre moyen que de conquérir le pouvoir par effraction. — La vertu demande quelque habitude et elle exige beaucoup de tact et d'intelligence. Nos hommes d'État étaient, j'imagine, un peu novices en pareille matière ; pour une fois qu'ils ont voulu rendre hommage à la morale, ils ont dépassé la mesure, et l'innocence dont ils ont fait preuve dans cette aventure serait extrêmement plaisante si elle n'avait eu pour résultat l'écrasement de la Serbie et la prolongation de la guerre.

***

Hypnotisée par l'idée conventionnelle et arbitraire qu'elle se faisait de la Bulgarie, la diplomatie des Alliés a volontairement fermé les yeux sur les tendances réelles et les désirs véritables de Ferdinand et de ses sicaires.

Je ne dirai pas que la question de Macédoine est absolument indifférente aux politiques de Sofia, bien que des indices assez caractéristiques permettent de le

supposer. Ils sont au moins parfaitement étrangers au sentimentalisme que nous leur prêtons ingénument. Quand, au mois d'août 1914, les hostilités ont éclaté entre la France et l'Allemagne, de quel côté se sont lancés nos régiments? — Du côté de l'Alsace. Il semble bien qu'au point de vue stratégique, cette offensive était assez peu raisonnable ; elle était dictée par un instinct irrésistible du cœur : nos officiers et nos soldats avaient faim et soif de l'Alsace. Lorsqu'une passion est réelle et vivante chez un peuple comme chez un individu, elle exerce sur lui une invincible maîtrise ; elle inspire sa conduite entière, elle absorbe sa pensée; il en est vraiment possédé. Pourquoi notre frontière du nord avait-elle été négligée, en dépit des avertissements innombrables qui nous révélaient les plans de l'Allemagne? C'est que nos regards et nos âmes étaient cloués sur Mulhouse, Strasbourg et Metz. — En 1912, quand la guerre a éclaté entre les États balkaniques et la Porte, les Bulgares ont laissé tranquillement les Serbes conquérir la vallée du Vardar pour se ruer vers Constantinople, et ils ont eu raison, parce qu'ils n'auraient pas triomphé de Djavid-Pacha. Il fallait, pour écraser sa résistance, d'autres chefs que Savov, Kutincev et Ivanov qui se sont montrés si insuffisants à Lulé-Bourgas et à Cataldza. Il fallait même d'autres généraux que Stépanovic ou Putnik: il fallait que le roi Lazare sortît de sa tombe pour bénir les vengeurs du désastre de Kosovo et que Marko Kraliévic se réveillât de son sommeil pour mener à l'assaut les héros de Prilep et de Bitoljé.

Les Bulgares ont dirigé leurs forces, non pas dans l'ouest, mais dans l'est, vers la Thrace et la Macédoine. — C'est que, pour eux, la Macédoine n'est pas une fin, mais un moyen, un procédé de polémique plutôt que le but de leurs efforts; ils se soucient moins de libérer leurs prétendus compatriotes que de conquérir la domination. Ils se vantent d'être un peuple de maîtres; et, s'ils ont si longtemps repoussé la pensée d'une alliance avec leurs voisins des Balkans, c'est qu'ils craignaient de ne pas y tenir la première

place. M. Victor Kuhne a réuni sur ce point une abondance de textes qui ne laisse place à aucune incertitude; tous les partis, depuis l'opposition la plus avancée jusqu'aux mamelouks et aux bachi-bouzoucks du ministère, des socialistes aux libéraux, des russophiles aux complices de la Hofburg, sont unis par la même volonté de puissance et férus d'un orgueil semblable. — Chaque Bulgare, entendez naturellement chaque Bulgare qui s'intéresse aux affaires politiques et qui exerce une certaine action sur la vie de l'État, se réveille tous les matins en se répétant : Rappelle-toi que tu as pour mission de gouverner la péninsule.

Comment expliquer ce phénomène morbide? — Influences ataviques et persistance des instincts de proie chez cette race turco-tatare, toujours à l'affût des conquêtes et du butin et d'où sont issus les plus terribles ravageurs qui aient désolé l'humanité? En partie. — Corruption morale aussi, résultat d'un trop long et trop dur esclavage. On a souvent constaté que les affranchis sont les plus durs et les plus brutaux des maîtres, et rien n'est plus naturel : l'esclave est dressé à ne reconnaître d'autre loi que la force, à ne respecter que la violence ; comment lui demander de ne pas appliquer aux autres les mœurs qui sont devenues une parcelle de son âme et s'imposent à lui comme une catégorie de l'esprit?

Ajoutons à ces causes profondes et obscures d'autres raisons plus faciles à saisir. En Bulgarie, la sélection sociale s'accomplit dans des conditions anormales, qui poussent au premier rang les caractères les plus énergiques et les moins scrupuleux. Dans une société régulière et assise, où le succès dépend en grande partie des relations, les qualités les plus avantageuses, et par conséquent les plus recherchées, sont les qualités moyennes, le bon goût, la prudence, la réserve, la modération, le sens commun; sauf d'assez rares exceptions, l'opinion publique se détourne de l'orgueilleux, s'effraye des initiatives téméraires, se défie de la force qui s'étale ou du génie qui s'impose; les fronts se courbent au même niveau, qui est d'ordinaire assez bas; les assemblées aiment et recherchent les médiocrités; elles ne tolèrent

pas qu'on les malmène et demandent à leurs chefs plus de souplesse que de virilité. La pratique des affaires souffre souvent de cette absence de caractère, et les Bulgares, qui nous jugent sans aménité, parlent de notre sénilité. — Mais la vieillesse n'a-t-elle pas aussi ses avantages et ses vertus? La plupart des hommes qui conduisent aujourd'hui les Bulgares ont grandi en pleine crise, dans une société déréglée ; ils ont apporté au pouvoir des âmes frustes, des convoitises échevelées et la fringale de besoins trop longtemps inassouvis. Ils ont le tempérament des révolutionnaires qui peuvent sans doute servir un idéal très pur, mais dont le but immédiat est nécessairement de renverser leurs adversaires et de conquérir l'autorité sur le corps de leurs ennemis. Comment s'étonner qu'ils appliquent à la politique étrangère les idées maîtresses qui les ont toujours inspirés dans la poursuite du pouvoir? Guesov, Danev, Todorov et leurs amis, Zankovistes, Stamboulovistes, démocrates ou socialistes, tous, quelque divergents que soient leurs programmes, aussi bien ceux qui se réclament des pures traditions nationales que ceux qui empruntent à l'occident ses plus récentes modes, ils ont la même physionomie et le même tempérament: ce sont des *barbares*, dans le sens historique et classique du mot; l'expérience ne les a pas assagis, ils n'ont pas acquis cet esprit de prudence et de modestie qui naît de la mémoire des anciennes épreuves et a son origine dans les dures leçons de l'expérience. Ils se sont taillé un chemin à coups de poing et de revolver et ils ne se regardent comme en sécurité que quand ils ont abattu leurs adversaires. L'atmosphère morale est à ce point de vue sensiblement pareille chez les Jeunes-Turcs et les Bulgares et on pourrait transférer Enver ou Talaat de Constantinople à Sofia sans qu'ils se sentissent dépaysés.

Des hommes de cette trempe ont le cerveau peu solide et ils sont fatalement prédestinés à subir cette fauve griserie du succès à laquelle n'échappent guère les individus et les nations que favorise une chance trop constante. Comme pour la Prusse, les instincts per-

vers et bas de la Bulgarie ont été nourris et développés par ses succès rapides et par les louanges fastueuses dont la presse européenne l'a comblée sans mesure et sans interruption. Peu importe que la plupart de ses panégyristes fussent à la solde de Ferdinand ; — « il est vraiment bien, cet article », dit le héros de la comédie, en savourant son éloge dans le journal qu'il subventionne. — La vanité humaine n'a pas de bornes et les Bulgares en étaient venus sincèrement à se considérer comme une nation élue. — « On prétend que l'ère des miracles est passée depuis longtemps, écrivait la *Kambana* (9 novembre 1916). Quelle erreur ! La Bulgarie actuelle est le plus récent et le plus grand miracle du monde. »

Puisque, en un quart de siècle, tant de progrès ont été accomplis, pourquoi s'arrêterait-elle? « On ne doit pas oublier, écrit un député du parti prétendu russophile, que la lutte entre Bulgares, Serbes et autres peuples balkaniques, est aussi une lutte pour la prédominance d'une des deux langues. Notre victoire ne sera complète que lorsque la langue bulgare dominera dans la péninsule. »

Voilà l'aveu à retenir et nous prenons le coupable sur le fait. — Ce que réclament les Bulgares, c'est la domination, c'est l'absorption des autres peuples et des autres dialectes de la péninsule. — Sans doute, chaque peuple a ses chauvins ; seulement ici, il ne s'agit pas des voix isolées de quelques fanatiques sans autorité, ou des éjaculations brûlantes provoquées par l'hystérie momentanée du combat ; nous sommes en présence d'un programme lentement élaboré, caressé et choyé avec une infatigable persévérance, étudié jusque dans ses derniers détails, méthodiquement poursuivi et auquel l'opposition s'est ralliée avec autant d'enthousiasme que la majorité. — « L'Allemagne, écrit encore la *Kambana*, entend que la place de l'Italie dans la politique internationale soit occupée par la Bulgarie. Ses intérêts exigent que la Bulgarie soit très forte, pour qu'elle contrôle et régularise à l'occasion dans un avenir lointain les relations politiques de tel ou tel allié et le but

de l'alliance ». — On dira que c'est de l'aberration. — Évidemment, — mais il y a des fous de par le monde, et quand on leur permet d'errer en liberté, leurs voisins n'en éprouvent d'habitude aucun agrément.

Le journal socialiste *Narod* a publié une interview de Südekum : « Je crois que la Bulgarie doit devenir dans les Balkans le plus grand État, l'État essentiel; la péninsule balkanique forme un ensemble unique au point de vue géographique; au point de vue politique aussi, elle doit être un seul pays. La tranquillité ne pourra être établie dans la péninsule que lorsqu'elle renfermera un seul État puissant qui, soutenu par ses voisins, — l'Autriche et la Prusse, — prendra soin de ses destinées ». — Sans doute. — Absolument comme il n'y aura plus de guerre dans le monde quand l'Allemagne aura rangé tous les peuples sous ses lois.

M. Yakchitch, avec son talent supérieur de polémiste, a réuni une anthologie de déclarations analogues qui se résument toutes dans cette idée d'une Grande Bulgarie, maîtresse incontestée des Balkans, souveraine sans rivale de l'Orient. Cet édifiant et instructif recueil s'ouvre par le manifeste qui, *après* la seconde guerre balkanique, fut tiré à 100.000 exemplaires et répandu dans tout le pays :

« Le Bulgare est robuste, il a des muscles d'acier et une ardente vitalité; mais la source de sa plus grande force réside dans ses vertus.

« Il est tolérant, il a l'âme pure de tout chauvinisme.

« Il a l'âme généreuse.

« Le Bulgare est modeste,

« Le Bulgare est sobre et réservé, » etc., etc...

Qui donc oserait disputer l'Empire à tant de vertus? — Non pas sans doute les Turcs, qui sont inférieurs aux Bulgares sous tous les rapports, ni les Grecs dégénérés, ni les Serbes, *peuple faible et d'esprit étroit*.

Parmi les adorateurs échevelés de la majesté bulgare, dont M. Yakchitch, pour notre instruction, a rassemblé les hosannas furibonds, on trouve des ministres, des députés, le vice-président de l'Assemblée Natio-

nale, des officiers, des professeurs, un résumé complet de l'élite intellectuelle, un spécimen de toute la flore et de toute la faune politique du pays. — Chez tous somne la même fanfare et revient le même hallali : hégémonie bulgare.

Notez que les documents recueillis par M. Yakchitch remontent à 1914 et qu'ils auraient dû par conséquent mettre en garde nos négociateurs et les avertir de l'inanité de leurs espoirs et de la sottise de leurs galantes poursuites vis-à-vis d'une beauté qui mettait vraiment ses faveurs à un prix trop élevé. Voulions-nous, pouvions-nous abandonner la péninsule entière à Ferdinand? — Puisqu'aucun des Alliés ne songeait à une semblable folie — et si immorale — quelle duperie indigne que de contraindre nos amis à offrir une partie des territoires qu'ils avaient conquis et qui leur appartenaient légitimement à des adversaires dont la voracité est sans limites! On ne négocie pas plus avec un Ferdinand qu'avec un Guillaume: on le démasque, et on le musèle.

Dans les actes officiels même, le tsar ne dissimulait pas ses prétentions. Le 1er janvier 1914, en ouvrant la session du Sobranié, il parlait d'assurer à son peuple *la place d'honneur qui lui revient parmi les peuples des Balkans.* — Le président du conseil rappelait qu'il n'avait signé le traité de Bucarest qu'avec des réserves qui avaient obtenu l'approbation de deux grandes puissances. Comme le général Radko Dmitrief avait exprimé l'espoir que l'union balkanique se reconstituerait, le *Dnevnik* protestait violemment: l'opinion du général lui est exclusivement personnelle, et dans les cercles officiels, personne ne nourrit de semblables désirs.

Les faits répondaient aux paroles : le 5 juillet 1914, après le drame de Sérajevo, le jour même où se tenait à Postdam le célèbre conseil où la guerre européenne paraît avoir été définitivement résolue, le ministre des finances de Sofia signait avec la Disconto-Gesellschaft un emprunt de 500 millions. Le 30 juillet, au moment où les Autrichiens ouvraient le feu contre Belgrade, l'officieuse *Volia,* tout en se défendant d'éprouver au-

cun sentiment d'hostilité contre la Serbie, rejetait sur elle la responsabilité entière de la rupture. Le 7 août, le *Journal Officiel* annonçait que Radko Dmitrief, coupable d'avoir pris du service en Russie, était destitué et rayé des listes de l'armée bulgare. Le 12 août, le cabinet de Sofia repoussait sans discussion l'appel de la Russie qui lui demandait de s'unir à la Serbie, et soulignait son refus par une mobilisation partielle. En septembre, le président du trop fameux Comité Balkanique de Londres, Noël Buxton, qui brûle pour les Bulgares d'un amour qui survit à toutes les trahisons, recevait à Sofia l'accueil le plus maussade. Le 2 octobre, la *Narodni Prava* annonçait officiellement que le Conseil des ministres avait refusé de permettre le transit du matériel de guerre destiné à la Serbie. Le 16 octobre, on inaugurait un service de télégraphie sans fil entre Sofia et Budapest. Au début de décembre 1914, la presse entière entonnait un cantique d'allégresse à la nouvelle que les Autrichiens avaient occupé Belgrade : « La chute de Belgrade, écrivait la *Kambava* (5 décembre), ne signifie pas seulement la chute d'une dynastie de brigands et d'un État indigne : avec elle s'écroule la barrière qui, pendant des dizaines d'années, a arrêté l'expansion de la culture occidentale. Pour la Bulgarie, la chute de Belgrade signifie la disparition d'un vieux nid de conspirateurs. »

*
**

Un nid de conspirateurs. Oui, Belgrade l'avait été dans les années quarante avec Garasanin et, plus tard, avec Michel Obrenovic. Contre qui conspiraient le ministre patriote et le souverain qu'animait une si ardente foi nationale? — Contre les Turcs. — Qui voulaient-ils émanciper? — Les Bulgares. — D'où étaient arrivés les premiers appels qui secouaient la torpeur des fils de ces *Corbadzi* qui, satisfaits des miettes du festin qu'ils ramassaient sous la table des Turcs, dormaient depuis cinq siècles leur sommeil de brutes? — De Belgrade. — De quelles écoles sortaient les premiers

éveilleurs de la fierté nationale bulgare? — Des écoles serbes. — Qui avait tracé le premier plan d'une insurrection, sinon un prince serbe ? — En 1876, qui avait couru aux armes pour protéger et venger les victimes des Tcherkesses? — Les Monténégrins et les Serbes.

La reconnaissance est un fardeau trop lourd pour les âmes chétives. Les Bulgares essayaient de s'en dégager en rappelant la folle et scélérate agression de Milan (1885). — Mais qui donc ignorait à Sofia que Milan, dans cette équipée plus ridicule encore qu'odieuse, avait été l'instrument de l'Autriche, que la nation avait désavoué sa conduite et que sa défaite avait été causée bien moins par la valeur surfaite d'Alexandre de Battenberg que par l'attitude de l'armée serbe qui marchait malgré elle contre ses frères de race et de langue?

Les Bulgares auraient depuis longtemps oublié cet épisode sans portée et qui leur avait été en somme plus utile que nuisible, s'ils n'avaient eu contre leurs voisins des griefs plus durables sinon plus sérieux. Ils ne leur pardonnaient pas d'être deux fois plus nombreux et d'avoir pris sur eux une sensible avance, qu'ils devaient à leur caractère plus mobile et plus ouvert, à leur histoire plus glorieuse, à leurs rapports constants avec l'Europe méditerranéenne. Toujours l'envie a créé la haine. Les offrandes d'Abel furent bien accueillies de l'Éternel, et pour cela Caïn résolut de tuer Abel.

Les humbles courtiers de l'Entente avaient beau hausser leurs offres, ils n'apportaient pas à Radoslavov et à ses collègues la seule promesse qui les eût satisfaits, la ruine, la suppression de la Serbie. Même grossie de la Macédoine et rétablie dans la frontière qu'elle réclamait en 1912, la Bulgarie n'en fût pas moins demeurée inférieure à la Serbie, à laquelle se ralliaient tous les Yougoslaves de l'Ouest. La vanité hargneuse de Sofia se révoltait contre une semblable humiliation, elle ne pouvait être assouvie que par la disparition de sa rivale. Quand ils parlent de la Serbie, les journaux bulgares bavent le fiel et le sang. Comme l'ancien ministre serbe, Marinkovic, avait dit que la Bulgarie n'attaquerait pas la Serbie parce que ce serait une perfidie: — Per-

fidie! réplique le vice-président du Sobranié, Momcilov. Comment ose-t-il prononcer ce mot, lui, fils d'une nation dont l'histoire n'est que perfidie, brigandage et assassinats? (14 novembre 1914).

« Le 11 août 1913, — raconte M. Yakchitch, — au lendemain de la défaite militaire et diplomatique de la Bulgarie, Sofia fut le théâtre d'un spectacle peu banal...

« Avec la pompe des Césars romains qui apportaient à Rome de nouvelles provinces, le tsar Ferdinand entrait dans sa capitale, ...au son des cloches de toutes les églises de la ville, mêlé aux airs des marches jouées par d'innombrables musiques militaires. Le souverain se pavanait en tête, loin de ses généraux, une couronne de laurier sur la tête, la poitrine couverte de croix, de médailles et de plaques. En passant entre les rangs des enfants des écoles, des fonctionnaires et des réfugiés des provinces turques, le tsar, le sourire aux lèvres, leur envoyait son salut, et le peuple lui répondait par des cris d'un enthousiasme d'autant plus bruyant qu'il était visiblement commandé... A une grande distance s'avançaient ensuite les généraux qui succombaient sous les décorations et les fleurs. »

Il fallait à Ferdinand une rare impudence pour célébrer un pareil triomphe au lendemain des désastres moraux et militaires qu'avait attirés sur le pays sa politique de trahison. En même temps, il lançait une proclamation dont chaque mot est un mensonge si scandaleux qu'on ne saurait en trouver de comparable dans l'histoire, sinon peut-être le manifeste des intellectuels allemands. — « Nos alliés nous ont trahis... Aucun patriote bulgare ne pouvait renoncer de bon gré et sans lutte à Monastir, Ochrida, Dibra, Prilep, Salonique, Sérès et aux autres terres bulgares où vivent nos frères de race ». — Salonique est juif, Sérès grec et Dibra musulman : est-ce au nom de la linguistique que les Bulgares réclament ces pays? Est-ce par fidélité au principe des nationalités qu'ils ont rompu les négociations à Londres, dans l'hiver de 1913, pour obtenir Andrinople, qui a été longtemps la capitale des Otto-

mans et où aujourd'hui encore la majorité des habitants se compose incontestablement de Turcs?

N'est-il pas évident qu'une seule pensée déterminait leur conduite : occuper au centre de la péninsule une situation stratégique dominante, qui, en leur permettant d'isoler leurs rivaux, réduirait ces derniers à leur discrétion? Les concurrents qu'ils redoutaient le plus étaient les Serbes et, dans la guerre actuelle, leur mobile principal, ou, pour parler plus exactement, leur désir unique n'a pas été d'émanciper leurs frères asservis, mais de ruiner et de détruire la Serbie et de supprimer avec elle l'obstacle insurmontable qui leur barrait la route vers l'hégémonie. — « On estime partout en Bulgarie que la Serbie doit être radicalement extirpée », confesse à la *Neue Züricher Zeitung* le chef des libéraux bavarois, Müller Meiningen, au retour de son voyage d'exploration à Sofia ; « si une Serbie, même minuscule subsistait, il n'y aurait pas de paix dans les Balkans. » (21 juillet 1916). — « *Cæterum censeo Serbiam esse delendam* », déclare à *Az Est* le vice-président du Sobranié Momcilov.

De tous les peuples des Balkans, les Bulgares sont le moins nombreux, après les Albanais, et le pays qu'ils occupent est assez peu étendu. — Il faut corriger cette erreur de la Providence. — De quel côté porteront-ils leurs vues? — Peu leur importe. La Macédoine les tente, mais pas davantage que la Thrace, l'Albanie et Constantinople. Les ambitions de Ferdinand ne sont ni moins diverses ni moins variables que celles de Guillaume II : comme son illustre confrère, il étend de tous les côtés sa main rapace, vers le Danube comme vers l'Égée, dans la direction de l'Adriatique aussi bien que dans celle des Détroits. En présence d'une pareille fringale, il était vraiment puéril de songer à le satisfaire en lui offrant un gain déterminé, tant qu'on laissait à côté de lui un État rival. Dès le 5 mars 1915, le président du conseil déclarait à la *Neue Freie Presse* que « l'existence de la Bulgarie serait menacée par une Serbie agrandie des provinces de Bosnie, Herzégovine, Croatie, Slavonie et Banat. » Jamais le Cabinet

de Sofia n'aurait signé avec celui de Belgrade l'alliance de 1912 s'il n'avait eu la conviction — et probablement la promesse de la Hofburg — que la Serbie serait attaquée par l'Autriche et disparaitrait dans le conflit. Trompée dans son espoir, la Bulgarie, par une trahison que ses plus chaleureux avocats n'osent pas justifier, s'était jetée sur son alliée et avait essayé de l'égorger. Vaincue à la Brégalnitsa, elle continuait sa politique de haine et d'extermination. « Les Bulgares ont pris les armes, déclare Momcilov, pour écraser ce pays de brigands qu'on nomme la Serbie. » (*Pester Lloyd,* 15 octobre 1916).

Il ne leur suffit pas de les vaincre, ils prétendent exterminer leurs adversaires, comme s'ils voulaient qu'il n'en survive pas un seul pour leur reprocher leur barbarie. Par là — non moins que par une férocité native — s'explique leur politique impitoyable dans ces vallées de la Moravie et du Vardar que les erreurs de l'Entente leur ont permis d'occuper momentanément : exécutions sommaires, transportations de milliers et de milliers d'habitants, enlèvements d'enfants, enrôlements contraires aux principes les plus solidement établis et les plus universellement reconnus du droit des gens, ils n'ont reculé devant aucune barbarie, ils n'ont rougi d'aucune ignominie pour anéantir jusqu'au souvenir d'une race abhorrée. Étrange procédé pour gagner le cœur des populations! Singulière preuve d'affection pour des frères que l'on vient affranchir! Que l'on compare, puisqu'on n'a pas reculé devant un semblable rapprochement, les méthodes de nos officiers dans les vallées reconquises des Vosges et celles des comitadjis et des administrateurs bulgares dans cette Macédoine qu'ils déclarent être la chair de leur chair. — Dans quelle région ont éclaté, au printemps et à l'été dernier, les insurrections qui ont si gravement inquiété le gouvernement de Sofia? — Dans les districts du Vardar qu'ils représentent à l'Europe comme irréductiblement hostiles à la domination serbe. — Et la population dût-elle disparaître jusqu'au dernier homme, la terre elle-même crierait contre le maître implacable qui, au mé-

pris des lois naturelles, sans autre inspiration que la jalousie et la rage, a refusé les propositions les plus généreuses, « *parce qu'aucune puissance au monde n'aurait pu le contraindre à combattre pour la grandeur et la prospérité de la Serbie* ».

II

L'erreur psychologique des Alliés, quand ils ont engagé avec Sofia d'inutiles palabres et surtout quand, en dépit des avertissements les plus clairs, ils se sont obstinés dans une attitude de bienveillance aussi périlleuse qu'humiliante, avait son origine dans la prévention favorable qui enchaine le bienfaiteur à l'homme qu'il a secouru. Ils croyaient que les longs services qu'ils avaient rendus à la Bulgarie leur créaient des devoirs vis-à-vis d'elle : la Russie l'avait mise au monde et l'Angleterre l'avait tenue sur les fonts baptismaux, la France avait soutenu ses pas chancelants et l'avait présentée à l'Europe avec une bonne volonté inépuisable ; elle prônait les surprenants progrès de sa jeune protégée et se portait caution de ses grandes destinées. Les Bulgares étalaient leur reconnaissance et cultivaient avec art des amitiés dont ils savaient le prix. Les professeurs et les journalistes qui s'égaraient dans le bassin inférieur du Danube étaient accueillis à Belgrade avec une politesse discrète et une courtoisie réservée ; à Sofia, on les accablait de prévenances et d'éloges. Les louanges qui s'abattaient sur les têtes de ces hôtes étaient plus massives que topiques ; elles s'appliquaient un peu au hasard et sentaient leur Larousse. Mais rares sont les délicats, et l'encens, même de qualité médiocre, grise des cerveaux que l'on supposerait plus solides. Choyés, *banquetés,* cravatés, ces explorateurs s'en allaient le cœur à l'aise et, de la meilleure foi du monde, répétaient à tous les échos que les Bulgares étaient un peuple libéral, généreux, dont l'âme ne vibrait que pour les nobles causes. Les diplomates de l'Entente avaient été nourris de cette illusion et les preuves les plus convaincantes glissaient sur leurs convictions.

Quand les Serbes leur dénonçaient les complots que méditait Radoslavov, ils hochaient sceptiquement la tête ; tant de fiel pouvait-il charger l'âme d'une nation qui, après cinq siècles de servitude, s'était initiée si vite et si complètement aux idées modernes ?

Tout au plus admettaient-ils que les désastres de 1913 lui eussent laissé une certaine aigreur. Encore l'expliquaient-ils par les raisons les plus hautes. La Bulgarie souffrait moins de son humiliation que de la violation du droit dont avaient été victimes les habitants du Vardar. Qu'on les rendît à leur véritable destinée et elle oublierait aussitôt ses griefs récents pour reprendre parmi les peuples slaves la place qui lui appartenait.

Cette confiance dans le slavophilisme des Bulgares fut la deuxième erreur de l'Entente.

La diplomatie, comme la vieille stratégie, vit de formules qu'elle ne songe pas à vérifier : qui tient les sources tient les fleuves ; qui est maître de Constantinople est maître du monde ; dans un siècle l'Europe sera républicaine ou cosaque, etc. Depuis un siècle, elle vivait dans une peur maladive du Panslavisme, si bien qu'elle n'avait pas eu le loisir d'en rechercher le sens et d'en déterminer l'influence.

Bismarck avait parfaitement raison quand il parlait des impondérables dont l'action imperceptible et diffuse exerce une influence souvent décisive sur la marche des événements. Encore faut-il que ces forces latentes soient favorisées par les circonstances et se développent sur un terrain approprié.

L'idée de la solidarité slave est née, au XIX^e^ siècle, comme le nationalisme allemand, des théories romantiques ; elle a acquis une certaine importance pratique parce qu'elle répondait à divers instincts profonds et traditionnels ; elle n'a eu nulle part la même intensité d'action et la même puissance créatrice que le germanisme, parce qu'elle n'était qu'une impulsion du cœur et un besoin de l'esprit et ne s'appuyait ni sur la continuité historique ni sur la communauté concrète des intérêts.

En Allemagne, l'unité ethnique, si elle ne s'était pas encore traduite dans l'organisation publique, voilée plutôt que supprimée par les rivalités des dynasties, était maintenue à la fois par les conditions géographiques, économiques et politiques et par une éclatante tradition littéraire. Chez les Slaves, au contraire, la conscience de l'unité primitive s'était effacée ou au moins obscurcie pendant de longs siècles de dispersion, au travers desquels elle n'apparait que spasmodiquement, à des heures de crise, et à des intervalles assez éloignés, pour s'évanouir ensuite durant de longues périodes. Elle a conservé ainsi un caractère théorique et un peu artificiel.

Elle a certainement joué un rôle assez actif dans la renaissance et l'évolution de certains groupes, mais uniquement chez les peuples qui étaient en conflit direct avec l'Allemagne et que leur situation obligeait à chercher un appui autour d'eux: où auraient-ils trouvé l'alliance qui leur était indispensable sinon chez leurs frères d'origine et de langue? Elle est née et s'est développée chez les Tchèques et les Croates, d'où elle s'est répandue chez les Serbes.

Chez les Polonais, qui n'ont jamais su exactement de quel côté leur intérêt leur commandait de faire front, l'idée de solidarité slave n'a été que l'illusion d'un matin de printemps. Chez les Bulgares, elle n'a jamais pris de forme précise et, comme les vagues aspirations de la foule qui, au milieu de ses souffrances, implorait la protection de la Russie, ne se sont pas cristallisées en doctrine et n'ont pas été soutenues par la tradition littéraire, elles se sont évanouies au contact de la réalité ou ont continué à somnoler dans les âmes, incohérentes et inertes.

Les journalistes de Sofia se sont souvent donné le plaisir de railler la folle illusion des Alliés qui aimaient à se persuader que jamais les Bulgares ne se battraient contre les Russes. C'est que nos diplomates n'avaient qu'une connaissance très sommaire des faits et de l'état des esprits.

D'abord les Bulgares, s'ils parlent une langue slave, sont de sang très mélangé. Le premier Empire bulgare a été fondé au VII[e] et au VIII[e] siècle par des bandes tataro-turques qui avaient soumis à leur autorité les populations établies entre le Danube, la Sar-planina et le Rhodope. Il est vrai qu'ils adoptèrent assez vite la langue des anciens habitants; ce n'est pas une raison suffisante pour qu'on rappelle sans cesse à leur propos l'exemple des Varègues de Russie ou des Francs; il est probable qu'ils étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux et ils ont conservé une physionomie beaucoup plus distincte des anciens habitants. Depuis plusieurs siècles, la vallée inférieure du Danube était sillonnée par des invasions asiatiques; la population slave qui s'était fixée dans cette région, venait d'y arriver et y était très peu dense. L'invasion bulgare n'a pas été le dernier afflux touranien; pendant tout le moyen-âge et même jusqu'à notre époque, d'autres nomades ouralo-altaïques ont dévasté le pays et y ont laissé des traces de leur passage. Sur cette grande route des invasions, la race slave s'est adultérée. Plus tard, pendant la longue domination ottomane, les Turcs se sont répandus dans le pays et se sont établis assez nombreux au milieu d'une population qui s'était de bonne heure résignée à la servitude; la pénétration de l'élément asiatique a été infiniment plus profonde ici que dans la partie occidentale de la péninsule, plus éloignée, moins accessible et en perpétuelle fermentation. Les voyageurs et les ethnologues constatent que le type bulgare, surtout à mesure qu'on avance vers l'est, s'éloigne du type slave. Au point de vue moral et intellectuel, le contraste est frappant. Les Slaves sont ardents, mobiles, impétueux; l'imagination les tourmente; ils se guident par le sentiment plutôt que par la réflexion; les Bulgares sont patients, obstinés, laborieux, dissimulés; les idées générales ne les intéressent pas et le calcul est l'unique règle de leur conduite.

La Renaissance slave du début du XIX[e] siècle n'a eu chez eux, à peu près aucun écho parce qu'ils croupissaient encore dans une ignorance absolue et une torpeur complète. Quand les idées d'émancipation ont com-

mencé à pénétrer parmi eux, l'ère du romantisme était terminée et le monde adorait des Dieux nouveaux ; il se faisait gloire d'être devenu plus pratique, raillait le sentimentalisme et les fantasmagories dont les générations précédentes avaient été les dupes. Vuk Karadic, Louis Gaj, Jellacic, Garasanin, le prince Michel sont tous à leur façon des disciples de Krizanic, de Kollar et des Slavophiles russes ; les fondateurs de la Bulgarie moderne sont les élèves de Bismarck, ils ont grandi dans une atmosphère de réalisme brutal et les seules idées leur sont chères qui leur promettent quelque profit.

Avouons, pour être juste, que les maladresses des tsars ont sérieusement contribué à anéantir les quelques vestiges de slavisme qui sommeillaient dans l'âme bulgare. C'est une terrible affaire que d'émanciper un peuple et une aventure assez peu rémunératrice ; les libérateurs sont exigeants, naïvement hautains, et leur protection paraît vite lourde ; les affranchis sont pointilleux, susceptibles, difficiles à satisfaire, et pour démontrer leur jeune vitalité, hérissent leur crête. Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire des relations de la Russie et de la Bulgarie depuis 1870 ; les lignes générales en sont connues de tous et les plus habiles sophismes des polémistes cobourgeois n'y changeront rien ; la Bulgarie est l'œuvre d'Ignatiev et d'Alexandre II ; sans eux, elle n'aurait jamais secoué le joug des Turcs ; il n'est même pas sûr que, sans l'exemple et les appels de la Serbie, elle eût avant longtemps senti la honte de la servitude, et elle croupirait encore dans une misère sans rêve et sans révolte.

A toutes les époques, les volontaires qui partent pour soutenir la cause d'un peuple, reviennent de leur équipée allégés de nombre de leurs illusions. Le premier contact entre les troupes russes qui franchirent le Danube en 1877 et les Bulgares fut pénible ; les officiers surtout s'irritaient de l'indifférence veule et endormie d'une population abrutie par l'esclavage, de l'avidité des paysans, de leur égoïsme, de leur lenteur de mouvement et d'âme. Le malentendu ne s'est jamais

complètement dissipé depuis. Les bureaucrates de Pétersbourg et les généraux qui administrèrent quelque temps le pays n'étaient pour la plupart ni très intelligents ni très honnêtes; puisque la Russie avait arraché le pays à la Porte, n'avaient-ils pas le droit de l'exploiter à leur tour? La maladresse et l'entêtement d'Alexandre III achevèrent la rupture ; en 1885, il froissa brutalement l'opinion en s'opposant à la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie et en exigeant l'abdication d'Alexandre de Battenberg au lendemain de sa victoire de Slivnica. Le pouvoir passa avec Stambulov à des arrivistes forcenés qui, pour se maintenir à la tête des affaires, se donnèrent pour tâche de ruiner l'influence étrangère, et s'acharnèrent surtout contre les Russes dans lesquels ils détestaient leurs plus redoutables rivaux. Leur propagande acharnée supprima les derniers vestiges de reconnaissance qu'avait laissés la croisade de 1877 et après la chute de Stambulov elle fut continuée, avec plus d'adresse, mais la même passion, par Ferdinand.

L'anachronisme des Alliés en 1915 était vraiment comique; ils raisonnaient par déduction : la Russie a rendu service aux Bulgares, donc... Mais, outre qu'en lui-même ce raisonnement est d'une médiocre justesse psychologique, il était depuis longtemps en contradiction avec les faits les plus patents.

Il existait bien encore un parti qui se nommait russophile. Seulement sa prétendue russophilie n'était qu'un bouclier d'apparat, une arme de parade; elle lui servait à combattre ses rivaux au dedans et ne répondait à aucune conviction intime. La preuve, c'est que, du jour où il crut y voir son intérêt, il oublia la Russie et le slavisme, et les beaux sentiments dans lesquels il s'enveloppait ne l'empêchèrent pas d'apporter à Radoslavov et à l'Allemagne son appui et ses votes. Dans la masse inerte se prolongeaient quelques réminiscences confuses qui, par minutes, frémissaient au choc de noms éclatants : Plevna, la passe de Chipka, Gourko, Skobelev. Il eût été moins fou de bâtir un château sur le sable que de chercher un point d'appui dans cette foule

flottante et tourbillonnante, poussière que disperse le premier souffle.

Un peuple est une création de longue haleine qui naît péniblement de l'effort douloureux des siècles et du travail continu des générations. Les Bulgares, au moment où ils s'étaient échappés de la tyrannie ottomane, n'étaient qu'un troupeau de misérables serfs, accoutumés à subir passivement les volontés du maître, incapables de volonté ferme et de passions actives; pas d'autre bourgeoisie que quelques commerçants, corrompus par le voisinage des Turcs, et prêts aux plus basses compromissions pour acheter une heure de sécurité; au-dessus, d'anciens chefs de comitadjis, qui apportaient dans la politique leur brutalité de condottieri, leurs ruses de maquignons et leur réalisme sauvage. Par ignorance ou inertie, par lâcheté et par indifférence, par intérêt surtout, la nation avait depuis longtemps entonné la ritournelle des premiers violons qui lui chantaient l'indépendance du cœur.

« Mettons de côté tout sentimentalisme, toute considération d'humanité, et toute faiblesse d'âme, écrivait la *Narodni Prava* (19 juin 1916). Pas de générosité au moment de la conclusion de la paix. » — Comment la Russie ne serait-elle pas devenue l'ennemie, puisqu'il était évident que son intérêt et son honneur lui interdisaient de consentir à l'anéantissement de la Serbie « notre ennemie véritable » ?

Stambulov avait donné le signal et, depuis, la presse menait contre les tsars une campagne acharnée. Après l'assassinat d'Alexandre II, le libérateur, Karavelov avait offert aux révolutionnaires la plus large hospitalité et organisé un banquet en leur honneur. Même après que Nicolas II, plus faible et moins intransigeant que son père, avait ouvert les bras au repentir de Ferdinand, celui-ci avait continué à être l'instrument docile de la Hofburg contre Pétersbourg et il avait inculqué autour de lui la conviction que l'avenir de la Bulgarie dépendait d'une alliance étroite avec Vienne. « La Russie a fait beaucoup de mal à notre jeune peuple », écrit M. Momcilov (*Reichspost*, 25

décembre 1914). — Pour nous autres Balkaniques, affirme la *Kambana*, la Russie a été depuis des siècles un ours dangereux. — L'*Écho de Bulgarie* insiste : « On a tort à l'étranger de croire que la Bulgarie a été appelée à la vie autonome par la volonté exclusive de la Russie. Lorsque les armées du tsar traversèrent le Danube, elles trouvèrent une nation déjà formée, un peuple apte à l'existence indépendante. » (17 octobre 1914). — D'après la *Narodní Prava*, la Bulgarie indépendante date du Congrès de Berlin et elle est née de la défaite que Bismarck a infligée à la diplomatie russe. — « Les soldats russes, hurle la *Kambana* (8 septembre 1916), quand ils tombaient sous le couteau des héros bulgares, imploraient la vie sauve en criant : Nous sommes des frères, nous sommes des parents. Le Bulgare ne fut jamais aussi fier qu'à l'heure où il vit à genoux devant lui le protecteur orgueilleux et lâche d'hier, le voisin criminel, l'ennemi héréditaire. »

Parents des Russes! Frères des Slaves ! — Les Bulgares ne reconnaissent pas cet humiliant cousinage. — Nous ne sommes pas des Slaves, mais des descendants des Huns, les fils des Tatares, les frères des Hongrois. — « Le pacte de sang qui unit les parents pour des siècles, lisons-nous dans le *Pesti Hirlap* (30 avril 1916), est une coutume immémoriale chez lès races touraniennes... Pour les députés bulgares, Budapest n'est pas seulement la première station qui se trouve sur leur route, elle tient aussi la première place dans leur cœur... Nous n'avons pas oublié la déclaration d'une importance historique capitale du président du Sobranié quand il a dit que la confiance et la sympathie que ressent le peuple bulgare pour le peuple hongrois ont été les causes premières de son rapprochement avec les puissances de l'Europe centrale. »

La Russie prétendait abuser de la bonne foi bulgare, en alléguant, pour l'entraîner à sa suite, la communauté d'origine et d'intérêts. Heureusement la Bulgarie a été mise sur ses gardes par de pénibles expériences. Elle a fait le jeu de ses adversaires quand elle a soutenu la cause du slavisme : peu s'en est fallu

qu'elle ne mourût de son erreur ; désormais elle sait où est son intérêt et où choisir ses amis : la Slavie est condamnée. « La restauration du royaume de Pologne, déclare le député Madjarov, membre influent du parti démocrate, met fin à la slavophilie et au panslavisme qui ne pouvaient vivre que grâce à la prétention de la Russie de protéger à sa manière et pour ses intérêts les différents peuples slaves. » — La Russie n'a jamais eu pour la Bulgarie que des sentiments de jalousie et de haine : — « Je me demande, racontait Ferdinand à son retour de Pétersbourg, où il s'était rendu en 1911 avec le président du conseil M. Malinov, ce qu'on déteste le plus là-bas, mon peuple, mon gouvernement ou moi-même. » — « Le slavisme, écrit Ghenadiev, est un obstacle fatal à notre puissance nationale et à notre enthousiasme ; il serait temps d'en finir avec cette erreur et de ne plus propager ce mensonge. »

Dès le 28 août 1914, le journal *Utro* répondait aux journaux russes qui rappelaient à la Bulgarie ses devoirs vis-à-vis du slavisme : « La Bulgarie a vécu jusqu'à l'année dernière dans l'illusion qu'il y avait réellement une idée slave. Nous savons aujourd'hui l'énorme confusion que cache cette idée du slavisme. Ou bien voudrait-on se servir de nous comme d'un simple instrument du slavisme? *Les Slaves se trouvent fort bien en Autriche ;* les Polonais slaves sont fort malheureux en Russie... Quand l'année dernière, en 1913, le corps bulgare a été déchiré, l'âme slave de la Russie est restée indifférente et même beaucoup se sont réjouis de nos malheurs. Aujourd'hui nous pansons les blessures que nous a values notre slavisme exagéré ; depuis que nous nous sommes débarrassés du slavisme, nous nous sentons beaucoup plus légers. » — « Grand merci pour votre sympathie slave, écrit le *Dnevnik* (30 novembre 1914). Misérables oppresseurs qui voulez avec vos prétendus sentiments slaves achever la ruine de la Bulgarie. »

La diplomatie alliée ignorait-elle ces manifestations? — Il est impossible de le supposer. Pour en atténuer la gravité, elle se plaisait à les attribuer à quelques

enfants perdus ou en rejetait la responsabilité sur le prince seul, comme certains pacifistes impénitents tâchent aujourd'hui d'innocenter le peuple allemand en accablant son souverain. Ferdinand, au même titre que Guillaume, a exalté les passions de ses sujets ; il ne les a pas créées ; elles existaient avant lui et, quelque subtils que soient ses procédés de gouvernement, il n'aurait pas si facilement désarmé l'opposition s'il n'y eût pas eu entre ses sujets et lui une harmonie préalable ; il les a guidés dans la voie où ils désiraient marcher, et ils étaient animés des mêmes appétits que lui. Comme Guillaume II, il est populaire, malgré sa couardise, son avarice et sa mauvaise foi. C'est que les nations se divisent en deux catégories nettement tranchées : les unes ont le sens de la liberté, les autres aspirent à l'hégémonie, et pour y atteindre elles font aisément litière de leurs propres droits. Ferdinand est un despote ; les Bulgares lui pardonnent sans peine sa tyrannie, parce qu'ils comptent bien par elle prendre leur place dans le groupe des conquérants et des maîtres.

Dans la lutte engagée, ils avaient fait leur choix dès la première heure et il a fallu que les Alliés fermassent leurs yeux à l'évidence pour ne pas apercevoir le caractère dilatoire des négociations qu'ils entretenaient. On ne peut s'empêcher de donner raison sur ce point à Ryzov. — « Il est étrange, déclarait-il au *Berliner Tageblatt*, que la diplomatie de l'Entente n'ait jamais pu comprendre la situation de la Bulgarie et la façon dont elle pouvait atteindre son but naturel. Il est plus difficile encore de s'expliquer comment cette diplomatie et la presse qu'elle inspire peuvent accabler la Bulgarie de ces épithètes malsonnantes : fourbe, perfide, traîtresse. Rien de plus simple que la conduite de la Bulgarie depuis le début de la guerre ; elle a été condamnée à garder longtemps la neutralité parce qu'il lui fallait achever ses préparatifs militaires et n'intervenir que vers la fin des hostilités ; elle avait aussi intérêt à négocier avec l'Entente pour obtenir d'elle la reconnaissance formelle de ses droits essentiels sur la Macédoine. » — La plupart des journaux ont longuement ressassé le

même thème, en termes plus amers et plus insolents. Leurs railleries ne sauraient nous surprendre et leurs sarcasmes sont parfaitement justifiés : l'aveuglement de l'Entente a vraiment dépassé les bornes du vraisemblable et elle a poussé jusqu'à l'absurde le précepte de saint Paul : « Espérez contre toute espérance. » Ses illusions persévérantes, qui ont survécu même aux attaques directes des bandes bulgares et à leurs incursions réitérées en Serbie, seraient purement inintelligibles si nous ignorions la puissance des idées préconçues qui faussent les observations les plus précises. L'excuse est-elle suffisante? — La postérité jugera, et il est à craindre que son verdict ne soit sévère; il est certain du moins que l'opinion publique, qui a été justement irritée par les erreurs anciennes, se révolterait contre les hommes qui, après de si dures expériences, retomberaient dans le même piège et essaieraient de reprendre les mêmes tractations fallacieuses et ridicules. Les Bulgares ont renié leur race, ils ont levé le poignard contre la Russie libératrice; ils seraient malvenus, le jour prochain de l'expiation, à réclamer l'indulgence des autres Slaves.

III

Comment ne se sont-ils pas aperçus qu'en favorisant les ambitions des Empires du Centre, ils préparaient leur prochain asservissement ? — Tout d'abord, et malgré les apparences, leur patriotisme est de date trop récente pour être très réfléchi et très prévoyant.

Le patriotisme vrai et profond ne se confond pas avec les brusques poussées d'une colère même légitime; il implique le souci de l'avenir et le sang-froid qui distingue et classe les intérêts supérieurs du pays. Nous avons eu plus d'une querelle avec l'Angleterre depuis 1871 : même quand nous étions persuadés que la justice était de notre côté, nous n'avons jamais oublié que nous avions d'autres adversaires. Pour satisfaire leurs rancunes immédiates, les Bulgares n'hésitent pas à compromettre leur destinée et ils ne voient aucun déshon-

neur à subir la tutelle étrangère si elle leur fournit le moyen de venger leurs récentes injures. Le sentiment national est une plante délicate qui ne grandit que lentement sur un sol soigneusement préparé; il a pour condition le sacrifice des passions instinctives à une raison supérieure; il suppose un esprit éveillé et ouvert, une large générosité et une imagination assez active pour se figurer les lendemains mélancoliques que prépare souvent une victoire intempestive.

Les Bulgares, qui n'ont aucune générosité naturelle et dont l'éducation est à peine commencée, souffrent à un degré prodigieux d'une complète absence d'imagination. Ils s'en félicitent et s'en vantent, comme il est de mode que chacun de nous baptise ses imperfections d'une épithète honorable. L'imagination, créatrice de chimères, est sans doute une faculté dangereuse et elle égare souvent les peuples qui s'abandonnent aveuglément à sa direction. Le réalisme est plus fallacieux encore, qui, absorbé par les résultats de l'heure présente, ignore et dédaigne le prix dont ils seront ensuite payés. Si complète que l'on suppose la victoire des Serbes, quand ils auront groupé autour d'eux tous les Slaves des Balkans occidentaux et de l'Autriche, ils ne sauraient avoir ni les moyens ni le désir d'assimiler et d'opprimer les Bulgares, tandis qu'il est évident que les Germains ne les considéreront jamais que comme des alliés de seconde catégorie, à qui ils imposeront leurs coutumes et leur langue et qu'ils réduiront à une véritable servitude nationale et morale. Ils ne dissimulent pas leurs intentions et, même aujourd'hui, à travers les compliments officiels de leur diplomatie, perce à chaque pas le dédain qu'ils ressentent pour ces Barbares à qui ils ont accordé le privilège de combattre dans leurs rangs. L'aristocratique impertinence avec laquelle on les traite, les Bulgares n'en sentent pas la morgue, et peut-être même éprouvent-ils quelque vanité malsaine à faire partie d'une maison où les maîtres le prennent de si haut. Les ambitions les plus extravagantes s'allient souvent avec une extrême bassesse de cœur; Ferdinand de Cobourg qui, dans ses

nuits inquiètes et tourmentées, a souvent caressé la chimère d'une entrée triomphale à Tsarigrad, ne s'est jamais complètement dégagé des souvenirs de sa première jeunesse, quand il portait l'habit des Habsbourgs; au premier appel de Guillaume, il porte la main à sa couronne et rapproche les talons: *Zu Befehl.* — Rien de plus curieux à ce propos que de comparer les termes dont usent, dans leurs relations réciproques, les membres de l'Entente et les séides des Puissances centrales; d'un côté, des alliés; de l'autre, des vassaux et des suzerains.

Le 18 janvier 1916, Ferdinand de Cobourg et son maître se sont rencontrés à Nis et ont échangé des toasts qu'ont reproduits presque tous les journaux de l'Europe et qui méritent en effet d'être retenus. — Sire, a dit le Cobourg, le petit-fils de Louis-Philippe, ce jour a une haute signification historique. Il y a aujourd'hui 215 ans que le grand ancêtre de Votre Majesté, Frédéric I[er], ceignit de sa main puissante la couronne royale de Prusse. Le 18 janvier 1871, Guillaume le Grand rétablit à Versailles la dignité d'Empereur allemand ; aujourd'hui, 18 janvier 1916, son glorieux petit-fils, après avoir balayé de sa puissante parole les obstacles qui arrêtaient sa marche, traverse la partie nord-ouest de la péninsule balkanique et foule victorieusement le castel romain de Nissa. *Ave Imperator, Caesar et rex, victor et gloriose. Ex Naisso antiqua omnes Orientis populi Te salutant, redemptorem ferentem oppressis prosperitatem atque salutem. Vivas.* » — Guillaume II n'est pas un fervent des lettres classiques et il a plus d'une fois condamné la vanité des études latines; peut-être, ce jour-là, cependant, est-il quelque peu revenu de ses préventions; à défaut d'autres mérites, le latin de Nis a celui d'être clair ; les monarques domestiqués que pensionnaient les Augustes n'auraient pas mieux parlé. — Guillaume II, d'un geste magnifique, a récompensé aussitôt l'impérial flagorneur, en le nommant feld maréchal de l'armée prussienne : « Je suis heureux avec mon armée de ce que, en acceptant cette dignité,

vous êtes devenu un des nôtres dans ce sens particulier aussi. »

Etre admis dans les rangs allemands, participer à cette culture supérieure, se faire agréer dans cette élite — ne fût-ce que comme écuyer ou frère-servant, — les Bulgares ne comprennent pas de gloire plus haute et ne briguent pas de plus brillant honneur.

Le calcul a joué sans doute un grand rôle dans leurs décisions; avec leur héroïsme naturel, ils ont couru au secours du succès, et ils ont attendu pour attaquer la Serbie que son armée fût immobilisée par Mackensen. Qu'on ne m'accuse pas de calomnier leur bravoure; ils ont crié leur prudence sur les toits. Leurs généraux mêmes nous ont appris qu'à la suite de leurs dernières expériences, ils s'étaient convaincus que leurs soldats supportaient mal les fatigues d'une longue campagne, que leur ardeur diminuait vite et qu'il n'était pas commode de maintenir la discipline parmi eux; ils sont intervenus parce qu'ils croyaient que la guerre allait être terminée, au moins dans les Balkans, et qu'ils n'auraient qu'à attendre paisiblement le prix assuré de leurs modestes exploits.

Ils auraient eu moins de confiance s'ils n'avaient été dupes de leur admiration pour l'Allemagne. Soyons justes même pour nos adversaires : leurs dithyrambes ne sont pas seulement dictés par de serviles calculs, et l'enthousiasme qu'ils affichent pour Guillaume II, ses méthodes et ses sujets, est en partie sincère. Ils sont entraînés vers eux par l'identité des caractères et la ressemblance des âges. Comme tous les Barbares, ils sont indifférents aux grâces et aux vertus d'une civilisation raffinée; ils ont le goût naturel de la pompe et de la masse; ils aiment le clinquant, les gestes sonores, les paroles retentissantes, les mines mélodramatiques; ils confondent la brutalité avec l'énergie et ils traitent d'efféminé quiconque n'est pas un goujat. Ils se plaisaient à Berlin et s'y sentaient chez eux. Le luxe de bric-à-brac, les monuments immenses, tout ruisselants de stuc, l'étalage bruyant d'une science orgueilleuse de son poids, les moustaches hérissées et les éperons son-

nant sur le pavé, tout ce débordement d'arsenaux, d'usines, de docks, de rails où se mirait la jeune Allemagne, cette marée montante d'une richesse de fraîche date exerçaient sur ces cerveaux frustes et sur ces âmes avides de puissance, de gain et de jouissances matérielles une invincible attraction. Personne n'a subi davantage que les Bulgares cette fascination du *colossal* qu'a si justement signalée M. Ferrero, et personne n'est moins capable de goûter la *grandeur* dont la mesure et le goût sont les conditions inséparables.

Quand les délégués du Reichstag sont venus en 1916 visiter officiellement Sofia, ils ont été accueillis avec un tel excès d'enthousiasme qu'ils en ont éprouvé quelque étonnement et presque de la gêne. « La joie de la Bulgarie, écrivait alors la *Narodni Prava* (24 juin 1916), a été indescriptible, parce qu'elle dépassait tous les vœux et toutes les prévisions. » — Faisons aussi large que vous le voudrez la part de la police dans ces manifestations spontanées et aussi celle de l'ivresse subite qui, à certains jours, s'empare des peuples et les frappe de délire ; une adulation aussi tumultueuse suppose le consentement unanime des consciences et la connivence de l'opinion. — « Nous voyons dans la nation allemande, écrivaient les *Nouvelles militaires* (25 juin), une grande éducatrice et dans l'esprit allemand le plus noble trésor de vertus. »

« Si le XIX^e^ siècle, lisons-nous dans le *Dnevnik*, a été marqué du sceau de la civilisation française et des entreprises anglaises, le XX^e^ siècle sera le siècle de la culture allemande... La France a déjà donné à l'humanité ce qu'elle a pu ; elle est actuellement épuisée et a besoin de repos et de renouvellement. C'est le tour de l'Allemagne. » (9 février 1917.) — « Dans l'immense mêlée qui bouleverse l'Europe, écrit de son côté l'*Écho de Bulgarie* (4 octobre 1916), l'Allemagne montre depuis deux ans des qualités morales et des vertus sociales qui n'ont été encore atteintes par aucune race. »

*
**

Quelques niais demandent : que nous importe d'être Français ou Allemands? — et après tout on peut leur accorder qu'il se trouve en France un petit nombre d'arriérés qui ne seraient pas entièrement déplacés en Poméranie ou dans les hautes vallées bavaroises. Les plus belles monnaies renferment une part d'alliage et les plus nobles nations ont leurs déchets. Écartons du pied ces pauvres épaves et occupons-nous seulement de ceux qui méritent vraiment le nom d'hommes et de citoyens. Ce qu'ils perdraient, ces citoyens et ces hommes, à subir le joug allemand, le nombre d'échelons qu'ils descendraient, le meilleur moyen de nous le représenter, c'est de voir l'idéal que se forgent les vassaux de l'Allemagne, d'après le modèle qu'elle leur fournit, mais sous une forme moins hypocrite, avec des contours plus arrêtés et des expressions plus triviales. Le paradis germano-touranien serait un enfer de violences, d'exactions et de rapines, où quelques maîtres implacables exploiteraient des sujets prosternés sous la trique. Le rêve des Bulgares est de reconstituer à leur profit le régime turc et, avec l'appui de Berlin, d'y prendre la place des anciens janissaires.

Ils ne pardonnent pas à l'Entente de se mettre en travers de leurs grandioses aspirations. De là, au moins en partie, la fureur des imprécations que la presse de Sofia lance quotidiennement contre nous. En partie seulement, parce qu'elles ont avant tout, je crois, leur origine dans l'abîme qui sépare leur nation des peuples civilisés. L'homme est essentiellement misonéiste et le sauvage voit un ennemi dans quiconque ne suit pas les mêmes règles de vie et n'obéit pas aux mêmes conceptions morales. *Peregrinus hostis*. De longs siècles d'expérience et d'éducation sont indispensables pour que nous apprenions à respecter la conscience d'autrui et surtout à sentir la beauté d'idées et de coutumes contraires à celles que nous avons reçues de nos aïeux ; nos oreilles ne goûtent que les harmonies traditionnelles. Les Bulgares, assagis par les rudes épreuves que leur attireront leurs ambitions insensées et criminelles, seront un jour amenés à passer au crible les doctrines

fondamentales qui aujourd'hui déterminent leur action; du moins, il est chrétien de l'espérer et il n'est pas déraisonnable de l'admettre; — à condition que nous n'oubliions pas que ces conversions sont nécessairement lentes et qu'elles sont généralement traversées par de redoutables rechutes.

Pour le moment, aucune incertitude n'est possible; ils éprouvent pour l'Angleterre et la France, tout comme pour la Russie, une aversion qui peut paraître singulière, puisque nous n'avons eu pour eux que des sourires et des bienfaits, mais qui est d'autant plus effrénée qu'elle a pour origine une sorte de révolte de l'instinct en face d'une civilisation plus évoluée. La première idée du barbare chez lequel pénètre le missionnaire, quelque supérieure que soit la foi qu'il lui apporte, est de l'envoyer au supplice.

A Sofia, cette exaspération se traduit par des vociférations furibondes et des anathèmes dont l'exagération dépasse les limites du ridicule. MM. Sokolovitch, Kuhne, Yakchicth, etc., n'ont eu, au milieu de cette floraison malsaine, que l'embarras du choix pour composer un bouquet odorant d'invectives et de malédictions. « En France, en Italie et en Angleterre, écrit la *Kambana* (5 septembre 1916) ...les affaires politiques sont confiées à des hommes sortis de la boue des rues, qui ont aussi peu de talents que de scrupules moraux. Mensonges brutaux, intrigues, achats de consciences, infamies, voilà les procédés de l'Entente vis-à-vis des neutres. ...La France républicaine a fait plusieurs fois banqueroute et mangé l'argent de ses créanciers... Paris s'est transformé en une maison de fous où chaque habitant se sent plus glacé que les glaces du Pôle Nord.» « L'Angleterre, écrit la *Narodni Prava* (17 septembre) n'a plus qu'à reconnaître qu'elle est arrivée au bout de son rouleau. Qu'elle rentre chez elle brisée, ruinée et détruite: ...qu'elle subisse la destinée de ce qui est vieux et impuissant. » — La mort de Kitchener, « qui sert actuellement de bonne pâture aux poissons de la mer du Nord » (*Narodni Prava*, 7 juin 1916), est aussi la mort de la puissance navale de l'Angleterre. — « Une

lutte héroïque se déroule devant nous, lisons-nous dans une brochure de M. Petkov, professeur à l'Université de Sofia : d'une part, la sainte et puissante culture germanique ; de l'autre, la civilisation française pourrie qui, condamnée à mort, tâche d'entraîner dans sa ruine tous les peuples de l'Europe. La France n'est qu'un cloaque immonde qui contamine l'atmosphère de l'Europe. » (*La Bulgarie et les intrigues de la Russie*, Sofia 1914). — Un poète qui s'intitule tataro-bulgare, fort renommé dans son pays, Cyrille Kristov, nous crache à la figure une ode *A la grande Nation*. — « Dormez en paix, vous qui fûtes les grands fils de la France d'autrefois. Que sont aujourd'hui vos descendants? Des misérables malpropres, un tas de dégénérés... Leur corruption est grande. Veux-tu les payer? ils profaneront tout. Mais il y a une Providence. La justice veille. Elle accable aujourd'hui votre France de malheurs indescriptibles. Nous bénissons ses ennemis vainqueurs. O nobles chevaliers, frappez, vous êtes le fouet vengeur dans la main de Dieu. »—« L'Allemagne, écrit le colonel Basile Angelov (juillet 1916) dans sa brochure, *L'heure de la Bulgarie*, en dehors de l'immense service qu'elle nous rend par la destruction de la Russie et de la France, nous montre le seul moyen d'établir notre hégémonie dans les Balkans. Un peuple qui tend à la domination, s'arme contre tous ses voisins et il doit être prêt à soutenir la lutte contre tous. L'exemple de l'Allemagne nous enseigne qu'on ne reçoit pas la domination, on la conquiert. On ne l'obtient pas en cadeau, elle est le prix de la victoire. Si nous ne conquérons pas l'hégémonie, nous ne serons pas la Prusse des Balkans. » — Les Français ont-ils montré cet implacable et incessant désir de guerroyer contre tous leurs voisins ? — Non. Alors, qu'ils reconnaissent leur décrépitude et cèdent la place. —

On parodie la *Marseillaise*.

« Allez, enfants de la Patrie! Aux sons glorieux de la *Marseillaise*, vos ancêtres jadis brisaient les chaînes des esclaves. Aujourd'hui, infidèles à vos aïeux, vous

forgez des chaines nouvelles dans votre pays endeuillé. Allez, enfants de la Patrie!

« La liberté, la justice, un idéal sacré paraient jadis vos fiers drapeaux. — Ces souvenirs, vous en rougissez presque. Allez, enfants de la Patrie!

« Esclaves, malheur à vous. Malheur à vous, bourreaux. Vos cris, vos lamentations ne touchent plus personne. En avant Français, Cafres, Sénégalais, magnanimes alliés d'un tyran! Allez, enfants de la Patrie!

« Un fier ennemi foule la terre française. — Qu'importe qu'elle soit anéantie, qu'une honte nouvelle redouble les hontes anciennes et qu'une inexprimable souillure salisse votre drapeau?

« Vils et méprisables descendants de la révolution sublime, vos oreilles sont sourdes à la voix de l'honneur. Vous n'êtes plus des chevaliers, mais une horde de mercenaires accourus pour opprimer, anéantir et exterminer. Allez, enfants de la Patrie ! »

***

L'indignation, a dit Bismarck, n'est pas un état d'âme politique. — Je ne m'indigne pas, je constate. — A quoi bon, disait l'autre jour une dame confite en dévotion, divulguer les crimes des Allemands? Pourquoi répandre les lamentables récits des supplices infligés par eux à nos compatriotes ou nous raconter les souffrances qu'endurent dans les camps d'outre-Rhin les prisonniers russes? Voulez-vous donc empêcher la réconciliation future? — La bonne dame -- et que d'hommes sont femmes sur ce point! — comprend mal la question et ne voit pas le nœud du débat. Il ne s'agit nullement d'entretenir des pensées de vengeance, mais de prévenir le retour des atrocités dont nous avons été victimes, nos alliés et nous. Le pardon des injures est une admirable vertu chrétienne; il devient une détestable imprudence dès qu'il se confond avec l'oubli. Si nous avions été moins légers et si nous avions conservé plus soigneusement dans notre mémoire les souvenirs de 1870, l'invasion nous aurait trouvés mieux préparés.

Il est utile de célébrer l'anniversaire de ses victoires ; il est meilleur encore de se rappeler ses défaites et les calamités qu'elles ont entraînées. Comme on connait les saints, on les adore, dit la sagesse populaire. Le diable était bien vieux quand il se fit ermite ; ni les Prussiens ni leurs émules, les Prussiens des Balkans, ne sont assez avancés en âge et en sagesse pour que nous croyions à leur repentir. S'ils nous tendent la main, prenons garde de la saisir ; nous sentirions vite les griffes.

Actuellement, ils savent, les uns et les autres, que leur coup a raté, et la partie risque de leur coûter cher. Leur unique espoir, pour sortir à peu près indemnes d'une entreprise qui a mal tourné, c'est d'obtenir vaille que vaille de notre inconstance et de notre béate longanimité une paix qui leur permette de réparer leurs forces et de recommencer leurs préparatifs. Pour nous y décider tous les moyens leur sont bons et ils mettent en avant tour à tour les ruses les plus diverses et les partis les plus opposés. Un jour ils poussent les socialistes que les plus cruelles expériences n'ont pas réveillés de leurs utopies humanitaires, et le lendemain, ils obtiennent l'intervention de la Cour romaine. Ces tentatives publiques ne sont pas les plus redoutables. Dans l'ombre se nouent des intrigues suspectes, et des conversations étranges s'engagent. Il y a quelques semaines, le *Journal de Genève,* dans un entrefilet énigmatique, annonçait que, si des financiers venus de divers points du monde s'étaient rencontrés, il n'avait pas été question de paix dans leurs mystérieux colloques. L'opinion, qui a applaudi à la décision du gouvernement quand il a interdit les conférences de Stockholm s'étonne et s'émeut des facilités singulières que rencontrent ces agents d'affaires ; elle se rappelle qu'au moment d'Agadir le président du conseil avait des entretiens confidentiels avec le directeur de la Deutsche Bank et que, depuis la guerre, les visites à Rome de ce même financier ont été sévèrement commentées par le *Times*. Le voyageur en question a bruyamment annoncé qu'il adressait au *Times* une lettre de rectification qui s'est sans doute égarée en route et que, dans tous les

cas, je n'ai pas trouvée dans le *Times* — il avait même parlé d'un procès qui n'a jamais été commencé.

Ces intrigues, dont je ne m'exagère pas l'importance, ont cependant l'inconvénient de créer un état de trouble qui relève la confiance de nos ennemis et retarde l'heure de notre victoire. Il est nécessaire d'en finir une bonne fois et de regarder les choses en face et nos adversaires dans le blanc des yeux. La guerre qui nous a été imposée est une guerre à mort qui ne saurait se terminer que par notre ruine complète, si nous n'obtenons pas une victoire éclatante; quiconque parle de compromis et fait miroiter à nos yeux la possibilité d'un traité honorable pour les deux parties montre simplement qu'il n'a aucune idée de la situation. Quiconque essaye de nous attirer dans le piège des conversations prématurées se fait, volontairement ou non, par aveuglement, par veulerie ou par trahison, le complice de l'Allemagne. La récente offensive de l'Autriche-Allemagne du côté de l'Italie est une preuve nouvelle de la sottise inouïe que nous commettrions en répondant aux invites qui nous viennent de Berlin, de Vienne ou d'ailleurs. Pendant que Czernin et Andrassy prenaient à témoin tous les saints du Paradis de leurs sentiments de modération et d'humanité, ils ne songeaient qu'à gagner du temps et à endormir notre vigilance.

Les Allemands ont plus d'un tour dans leur sac. Certains de leurs comparses, dont beaucoup sont inconscients — mais leur rôle n'en est que plus dangereux — cherchent à capter notre bienveillance en faveur de l'Autriche et suent sang et eau pour nous convaincre que Charles Ier serait, si nous voulions accepter son assistance, notre meilleur garant contre les rancunes de Guillaume. D'autres se donnent pour tâche de plaider la cause de la Bulgarie, et veulent nous persuader que nous devrions essayer de la combler de faveurs pour l'éloigner de nos ennemis.

De quelque côté qu'elles viennent et quelque but qu'elles visent, les invitations à la paix, qui ne nous ont

certes pas manqué depuis quelques mois, se distinguent toutes par certains caractères assez singuliers. —Avant tout, une indulgence plus qu'évangélique pour nos ennemis, une inépuisable mansuétude en face de leurs crimes, et une ingéniosité merveilleuse à leur trouver des excuses : — Êtes-vous donc bien sûrs que, dans le fond de vos âmes, vous n'aviez pas quelque sentiment inamical vis-à-vis de l'Allemagne? Cherchez bien. — Là-bas, tout au fond, ne leur gardiez-vous pas une vieille rancune? — Et alors, n'avaient-ils pas quelque droit de se croire menacés, et sont-ils si coupables s'ils ont prévenu les noirs complots que vous machiniez contre eux?

Et ces pauvres Bulgares, sans doute ils ont eu tort dans la forme : mais pouvez-vous affirmer que s'ils n'avaient pas attaqué les premiers, ils n'auraient pas été attaqués eux-mêmes? Et les méchants Serbes n'ont-ils pas été bien durs pour eux, bien impitoyables?

Tout naturellement, les pacifistes ne manquent pas de tirer de ces prémisses sophistiques leurs conclusions évidentes; ils nous invitent, puisque les torts sont au moins partagés, à faire les premiers pas et à donner des gages de notre bonne volonté. Pourquoi parler de victoire complète? Puisque nous prétendons défendre la cause de la civilisation, montrons-nous magnanimes; ne refusons pas à nos adversaires quelques menues faveurs dont ils nous garderaient une éternelle reconnaissance. — Dans tous les projets de paix, c'est toujours à nous, à nos amis, à nos alliés, qu'on réclame des sacrifices. Pourquoi la Serbie ne renoncerait-elle pas à la Macédoine? les Slaves d'Autriche à leurs désirs d'indépendance? la Belgique à une parcelle de sa liberté? et nous à quelques colonies?

Enfin, — et c'est le troisième point à relever dans le programme des pacifistes — pour excuser ces demandes tout de même un peu incongrues, l'éternelle ritournelle que les peuples qui nous ont assaillis ne sont pas responsables de la rupture pas plus que les soldats ne sont coupables des dévastations ordonnées par l'état-major : ils ont été égarés par de mauvais bergers, et il suffit pour qu'ils rentrent dans le giron de l'humanité qu'on les dé-

livre des imposteurs et des faux prophètes. Pour nous convaincre de l'innocence des Allemands ou de leurs vassaux, on voudrait nous persuader qu'ils regimbent sous le joug de leurs souverains et, de temps en temps, quelques agités organisent une enquête à grand orchestre: dans son numéro du 13 octobre, le *Times*, d'ordinaire mieux inspiré, publiait un article bizarre où un de ses correspondants lui parlait d'une réaction antigermaine en Bulgarie: le gouvernement de Radoslavov s'effondrait; en cas d'élections nouvelles, il n'aurait pas dix députés pour le soutenir; toutes les sympathies du peuple vont à l'Entente. — Corollaire : Donnez un bakchich à ces gens qui n'attendent qu'un signe pour se jeter dans vos bras.

Contes bleus à dormir debout et conclusions absurdes, parce qu'elles découlent d'hypothèses radicalement erronées. Les prétendus griefs de la Bulgarie contre la Serbie sont purement imaginaires; les concessions les plus larges auraient aussi peu de succès aujourd'hui qu'en 1915, puisqu'on ne saurait la contenter qu'en lui reconnaissant l'hégémonie et en lui abandonnant les peuples des Balkans, et, quant aux sympathies latentes de la masse pour l'Entente, les textes que j'ai cités et qu'il serait facile de multiplier à l'infini montrent assez le cas qu'il convient d'en faire ; la contradiction que l'on croit apercevoir entre les sentiments du peuple et l'attitude de son souverain n'a jamais existé que dans le cerveau de quelques songe-creux à qui même la guerre n'a rien appris.

« L'existence de la Serbie, sous n'importe quelle forme, écrivait l'officieux *Narodnoié Pravo* (18 mars 1916), serait une menace éternelle pour la paix des Balkans et un obstacle perpétuel au développement politique de l'Europe... Demander sa destruction, ce n'est pas cruauté, mais nécessité supérieure, et d'elle dépend l'avenir de l'humanité et avant tout le nôtre. » — « Plus la Bulgarie sera grande et forte, disait à Sofia (juillet 1916) le député Erzberger qui a déployé depuis lors une activité pacifiste si suspecte, plus les intérêts de l'Allemagne seront satisfaits. Les buts de la Bul-

garie et de l'Allemagne sont dans la même direction et s'accordent harmonieusement. » — Vers la même époque, un professeur de l'Université de Sofia écrivait dans la *Europacische Staats und Wirtschafts-Zeitung* de Leipzig : « Depuis les derniers événements, les meilleurs politiques du pays, le roi en tête, étaient arrivés à la conviction que les intérêts de la Bulgarie lui prescrivaient de s'attacher aux puissances centrales. Elle n'avait pas d'autre moyen de s'opposer à l'agrandissement de la Serbie. Au moment où la guerre a éclaté, ils surent clairement aussitôt le parti qu'elle prendrait. Notre décision n'a pas été déterminée seulement par la nécessité d'être du côté où pencherait probablement la victoire, mais plus encore par le calcul froidement réfléchi des intérêts réels du pays. Même s'il eût paru que les chances de succès définitif étaient du côté de l'Entente, la Bulgarie ne se serait pas résignée d'un cœur léger à s'associer à sa victoire, parce cette victoire aurait impliqué l'agrandissement d'un peuple qui nous est hostile. Voilà pourquoi toutes les peines que s'est donnée l'Entente en Bulgarie devaient nécessairement aboutir à un échec. »

Où est la voix qui s'est élevée contre ces calculs d'un égoïsme misérable? Quel journal a rappelé à la Bulgarie ses devoirs envers la Russie et le slavisme? Dans quel groupe une protestation s'est-elle manifestée? « A certaines heures, écrivait dans le *Mir* (11 septembre 1915) Boris Vazov, un des chefs du parti russophile et un des orateurs les plus écoutés du Sobranié, nous devons imposer silence à nos divisions intestines. Au seuil des heures décisives qui vont sonner, la voix de la Patrie nous crie : oubliez les partis, accomplissez votre devoir civique; il vous ordonne d'affronter les événements, quels qu'ils soient, avec discipline et patriotisme. » — L'appel de Vazov fut facilement entendu, parce qu'il traduisait la pensée de tous. — Le désaccord entre les intentions de Ferdinand et les aspirations de son peuple, affirmait cependant alors un communiqué officiel de Petrograd (27 sept.) est le secret de Polichinelle. Tous les renseignements qui nous arrivent confir-

ment que l'irritation grandit dans la masse de la population à mesure qu'une rupture avec la Russie semble plus vraisemblable.—Optimisme voulu? Illusion de cerveaux malades? A relire ces communiqués, on se croit victime d'un cauchemar. Toujours est-il que, pendant que le cabinet de Petrograd berçait l'opinion avec ces prodigieuses sornettes, Guéchov, le russophile, saluait avec éclat dans les colonnes du *Mir* l'entrée en ligne de la Bulgarie « dont l'épée écrivait de nouvelles pages, non seulement dans l'histoire de la péninsule, mais dans celle de l'Univers. » — « Toutes les divisions des partis ont cessé, écrivaient les *Noviny ;* le Cabinet sera approuvé par l'unanimité du Sobranié. Le peuple bulgare est uni tout entier; tout entier il forme une seule âme, et tout entier, il s'élance comme un seul homme contre l'ennemi. » — Et c'était vrai. Agrariens, démocrates, socialistes, le *Narod* comme la *Poste des Balkans,* tous, tous entonnaient d'une même gueule la louange de Radoslavov.

Quelle preuve, quel commencement de preuve nous apporte-t-on que depuis 1915 l'opinion se soit modifiée? — Que la foule soit lasse des sacrifices que lui impose la guerre et qu'elle désire une paix rapide, c'est certain — à condition que cette paix ait pour base la ruine de la Serbie. — Quel Français consentirait à un pacte pareil?

***

Nous aurons l'occasion, j'espère, de revenir bientôt sur cette question de la Bulgarie dont l'importance est considérable et de suivre dans le détail des événements la diplomatie de Sofia; l'étude des documents et des faits nous permettra de prouver que, bien avant les événements actuels, sa politique a toujours été dominée par un impérialisme morbide et que, pour atteindre le but de ses ambitions mégalomanes, elle a recouru aux procédés les plus déloyaux; ils nous montreront comment, depuis le moment où elle a échappé à la domina-

tion turque, elle est tombée sous la domination des Habsbourgs, dont elle a été la docile et peu scrupuleuse servante.

Il nous a paru nécessaire, pour comprendre la persistance de sa politique, d'esquisser à grands traits la physionomie morale du peuple. Nous ne prétendons en tirer aucune conséquence générale pour l'avenir et nous nous garderons bien de prononcer contre les Bulgares une condamnation sans appel. Leurs amis nous affirment qu'ils sont laborieux, économes, durs à la fatigue, constants dans l'adversité; nous ne demandons pas mieux que de les croire. Les Bulgares sont jeunes et ils ont sans doute devant eux un long avenir qui, pour être plus modeste que celui qu'ils avaient prétendu conquérir d'emblée, peut être fort honorable; le malheur les assagira et, un jour, plus tard, quand on les aura séparés depuis assez longtemps des mauvaises compagnies qui ont corrompu leur adolescence inexpérimentée, les Slaves qu'ils renient aujourd'hui fêteront joyeusement leur retour au bercail. Ils ont fait un mauvais début dans le monde; on l'oubliera par la suite. L'Évangile nous apprend qu'on tua le veau gras quand l'enfant prodigue rentra au foyer paternel ; mais il avait traversé auparavant une période d'épreuve, et mangé des caroubes en compagnie des pourceaux qu'il gardait.

E. Denis.

Un poète de Raguse: Ivo Vojnovic.

A l'extrême sud de la côte dalmate, sur un promontoire rocheux, s'élève une petite ville qu'entourent de hautes murailles grises baignées des flots : ville aux rues étroites pavées de larges dalles, pleine de vieux palais, d'églises et de fontaines. C'est Dubrovnik (Raguse), cité jadis libre et prospère, ville de diplomates et de commerçants, de poètes et de savants, capitale d'une petite république restée célèbre.

Placée au milieu de deux mondes et de deux civilisations, en relations constantes avec les Balkans comme avec l'Italie, Venise et l'Occident, la Dalmatie a été de tous temps le pays où verdissent, à côté de la rose vermeille yougoslave, l'olive hellénique et le laurier romain. Le sort lui avait épargné l'invasion ottomane, et tandis que les autres pays serbes gémissaient dans les ténèbres, elle avait vu une vie intense fleurir sur ses rives. Dès le moyen-âge, sa capitale, Raguse, était devenue le centre du commerce et de la civilisation de toute la Péninsule, et elle fut le berceau de la Renaissance serbo-croate, le foyer d'une riche littérature qui s'épanouit, dans toutes les villes du littoral (1) et dans les îles, vers la fin du XV[e] siècle, pour ne finir qu'avec la chute de la République.

Le grand nombre des Ragusains illustres émerveille quiconque étudie l'histoire de cette fière cité. Il n'y a pas un champ d'activité humaine où son esprit ouvert ne se soit distingué. Ses poètes comme Gundulic (2)

(1) Zadar (Zara), Sibenik, Spljet (Spalato), Trogir (Trau), Hvar (Lesina), etc.

(2) Ivan Gundulic (1588-1638), le plus grand poète de cette littérature, *Rex Illyrici carminis*, auteur de l'épopée *Osman* où est chantée la victoire de Vladislas, roi de Pologne, sur les Turcs, en 1661, victoire qui entraîna la chute du sultan Osman et la décadence de l'empire ottoman. C'est une glorification de notre passé et de la lutte slave contre les Turcs. Son meilleur poème lyrique, *les Larmes du Fils prodigue*, d'une profonde inspiration religieuse, animé d'un lyrisme personnel, dépasse de beaucoup le cadre de la parabole évangélique. C'est une plainte poignante sur la misère humaine et la vanité de toute chose.

et Pucic (1), ses savants comme Boskovic, Budmani et Bogisic (2), ses artistes comme Bukovac (3), ont répandu sur tout le domaine de la race slave, et bien au-delà, la gloire de leur pays natal. Aujourd'hui encore, brisant la voûte sombre qui l'étouffe, Raguse, avec Spljet, à la tête de toute la Dalmatie, prend passionnément sa part de notre lutte nationale.

Nous sommes heureux de présenter aux lecteurs du *Monde Slave* le meilleur écrivain contemporain de Raguse, qui est, en même temps, le plus grand représentant du génie latin dans notre littérature actuelle.

Fils du comte Constantin Vojnovic, qui fut un jurisconsulte remarquable, et un des chefs du mouvement national en Dalmatie et en Croatie, Ivo Vojnovic est né à Raguse, en 1857. Il a fait ses études secondaires à Spljet et son droit à Zagreb (Agram). Entré dans la magistrature, il la quitta bientôt pour se consacrer tout entier à son art, et devint, en 1907, « dramaturge » (4) du Théâtre National Croate de Zagreb.

Pour la guerre horrible qu'elle a provoquée, l'Autriche avait pris toutes ses précautions. D'un seul coup de filet, elle arrêta aussitôt, à Raguse comme partout ailleurs, tous ses sujets « suspects », c'est-à-dire tous les notables de notre peuple opprimé. Vojnovic, qui avait commis le crime d'aller à Belgrade assister aux premières de ses pièces, figurait sur la liste noire... Il était assis, ce clair soir de juillet, devant la porte de sa maison, avec sa vieille mère dont il ne se sépare jamais, lorsqu'on vint le chercher : « *Gospar*-Ivo, vos amis

---

(1) Medo Pucic (1808-1883), poète et homme politique.

(2 Ruggiero Boskovic (1711-1787), illustre mathématicien et philosophe ragusain, propagateur des doctrines de Newton, professeur à Rome, à Pavie, à Milan, fondateur de l'Observatoire de cette dernière ville, appelé en 1773 à Paris pour y diriger l'optique de la marine; il parcourut une partie de l'Europe, et fit d'importantes découvertes. — Pero Budmani (1835-1915), éminent philologue slave, auteur du grand *Dictionnaire historique de la langue serbo-croate*. — Valtazar Bogisic (1837-1907), célèbre jurisconsulte, professeur à l'Université d'Odessa en 1869, membre correspondant de l'Académie des sciences morales de Paris, en 1888, auteur, entre autres, du *Droit coutumier yougoslave*, du *Code civil du Monténégro*, du *Liber statutorum reipublicæ ragusinæ*, monuments imposants de la jurisprudence ethnologique et du droit coutumier.

(3) Vlaho Bukovac, peintre de « Ma famille », de l'allégorie « la Renaissance croate », d'un « Jésus appelant les enfants », d'un « Icare », professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Prague. Disciple de Léon Bonnat et de Cabanel, il a séjourné longtemps à Paris et exposé au Salon.

(4) Directeur artistique.

vous attendent à l'hôtel Gruz ». Il embrassa sa mère, la pria de ne pas l'attendre pour dîner... Elle l'attend encore : « ses amis » c'était la police autrichienne qui avait cerné l'hôtel... Députés, journalistes, hommes de lettres, médecins, prêtres, magistrats, parmi lesquels des vieillards paisibles et respectables, tous étaient des traîtres sans le savoir... Jetés dans les cachots, malmenés, torturés, que sont-ils devenus? Nous savons que, dans cette atroce *razzia*, cette horrible chasse à toute une race, beaucoup de ces victimes ont été pendues, fusillées (le maire de Budva Zenovic, le vice-maire de Knin Ilija Popovic, les capitaines au long cours Serzentic et Adzia), d'autres sont mortes en prison (le député Giga Jovic, le secrétaire de la *Matica Srpska* Frano Kulisic, le prêtre catholique Separovic), ont été condamnées aux travaux forcés, sont portées comme « disparues »...

Emmené avec ses compagnons de misère à Sibenik, notre poète y resta huit mois, dans les casemates de la ville natale du vieux patriote Nikola Tommaseo dont le monument s'élève sur la rive, symbole de l'espérance. Il ne suffisait pas aux bourreaux d'avoir incarcéré ces victimes qui leur servaient d'otages ; ils les contraignaient à rouler continuellement sur les chemins de fer, pour prévenir des attentats de la part de la population, avertie que tous les trains portaient ses chefs nationaux. C'est ainsi que Vojnovic fut un jour, sur la ligne de Doboj, rencontré, dans un état lamentable, par les consuls italiens qui quittaient l'Autriche après la déclaration de guerre de l'Italie. Relâché enfin, sur l'intervention du pape, il fut dirigé sur Zagreb comme prisonnier civil. Miné par cette vie atroce de juif errant, il y entra à l'hôpital et dut subir une opération qui lui coûta un œil ; il est menacé de devenir aveugle... Reverra-t-il bientôt sa patrie libre?

Son début littéraire, en 1880, fut un recueil de nouvelles de la vie des marins, d'inspiration cosmopolite : *Par la plume et par le crayon*, suivi bientôt du roman *Ksanta*, peinture pittoresque des mœurs dalma-

tes dans le cadre merveilleux de Raguse, qui fut traduite en suédois par l'éminent slaviste Alfred Jensen, en polonais et en allemand. Mais il délaissa vite le roman pour se vouer au drame, dont il est aujourd'hui, avec Branislav Nusic, le meilleur représentant yougoslave.

Sa première pièce, *Psyché,* unit les âmes artistiques et seigneuriales de Raguse et de la Pologne dans une symbolique histoire d'amour. *L'Equinoxe* est un drame de la vie des marins : l'orage intérieur qui se déroule en pleine tempête d'équinoxe, le martyre d'une mère aux prises avec son passé et son amour maternel. Ce drame sobre et vigoureux a inspiré un opéra à notre jeune compositeur Stevan Hristic, actuellement interné en Allemagne.

Le chef-d'œuvre du poète est sa *Trilogie de Raguse,* triptyque qui résume la chute de la petite république, — « les trois branches : de laurier, d'absinthe et de bruyère », pieusement déposées sur la tombe de son père, « afin qu'à l'ombre des cyprès elles ne se fanent ». C'est d'abord le déclin du soleil de la liberté, avec l'entrée des troupes napoléoniennes à Raguse, en 1806 (*Allons enfants !*); et puis, la morne et fière décadence de sa noblesse (*le Crépuscule*); enfin, dans les ténèbres des souvenirs et dans la crise morale, une lueur de l'avenir (*Sur la terrasse*). Par sa force évocatrice et sa vérité psychologique, par son souffle poétique et son style merveilleux, la *Trilogie de Raguse* est « une des meilleures œuvres dramatiques de notre langue », comme l'a dit notre grand historien littéraire, le regretté Jovan Skerlic.

La première partie de la *Trilogie,* l'acte *Allons enfants!* est un drame des plus émouvants, d'une évocation, d'une « couleur locale » saisissante, et qui fait revivre devant nos yeux toute la grandeur d'une agonie. C'est surtout dans la figure puissante d'Orsat, ce patriote désespéré qui s'efforce en vain de secouer la vieille noblesse républicaine pour l'opposer à la marche victorieuse de « celui qui a passé le Saint-Bernard et

qui s'est promené sous les Pyramides ». Dans un moment d'exaltation sublime, voici les supplications qu'il adresse au vieillard débile, Prince de la République : « Seigneur, n'écoute pas nos misérables rancunes, ne regarde pas nos pauvres visages exsangues... Pense, dans ce moment suprême... comme si nous n'étions pas tes égaux, mais tes esclaves, tes serviteurs... Pense que nous avons oublié tout ce qu'ont fait nos ancêtres depuis qu'ils se sont réfugiés sur ces rochers, et que notre âme s'est figée, et que nous ne savons plus ce que furent nos savants, nos poètes, nos marins, nos martyrs, qui ont fait de ce refuge un autel, qui ont sauvé l'honneur de notre race... Et alors, dis un seul mot, un seul : « Le Seigneur, c'est moi !... ». Et ordonne que le pont soit levé, annonce que la noblesse n'existe plus, que seuls le peuple et toi vous êtes ici ! Et alors, enferme-nous tous, fais sonner la grande cloche de Notre-Dame, et tiens-toi, seigneur, sous les voûtes du palais avec ton peuple... Sois, s'il le faut, Marino Faliero, mais sauve la République, sauve-la de l'étranger, sauve-la de nous-mêmes !... Nous sommes encore seigneurs ! Et notre mer, nos forts, nos églises, notre Palais, — tout est encore là, tout est vivant !... Quoi ! tout cela va périr ! Et nos enfants iront de par le monde chercher notre nom, nos droits, notre puissance !... Et si ce pays millénaire de la liberté doit périr, alors, allons !... frères, enfants ! Nos navires sont encore dans le port... Embarquons-nous, emportons le drapeau de Saint-Blaise (1), et mettons à la voile, comme autrefois nos ancêtres !... Oh, l'heureuse traversée !... Les goélands et les nuages nous demanderont : Qui êtes-vous ? Que cherchez-vous ? Et les voiles répondront : Raguse navigue ! Raguse cherche encore une rive déserte pour y cacher sa liberté. Dites-nous-la, nuages ! Dites-nous-la, goélands ! Ramenez-nous à la douce terre grecque, terre des dieux !... » Mais voilà qu'un coup de canon annonce l'entrée de Lauriston et des troupes françaises... Et Orsat, resté seul avec la femme qu'il aime, regarde le soleil qui disparaît et, dans un transport irrésistible d'admiration,

(1) Le patron de Raguse.

écoute la *Marseillaise:* « Oh, comme elle est belle !... — Tu la connais? — Je l'ai entendue à Paris quand tombait la tête du roi... comme aujourd'hui la nôtre. » Au loin, le chant sublime de la Révolution s'élève, triomphal, dans le crépuscule, chanté par une armée entière, dispersant les martinets et les pigeons qui voltigent, effrayés et désemparés, au-dessus de la cité... (1)

La fameuse affaire de la comtesse Tarnowska qui se déroula à Venise il y a une dizaine d'années, ainsi qu'une aventure macabre d'un marin compatriote du poète, ont inspiré son drame *La Dame au tournesol ou le Songe d'une nuit vénitienne,* qui est surtout une vivante évocation de Venise, de son décor féerique et de son « ambiance » cosmopolite... C'est le grand vestibule du Monstre-Palace-Hôtel, l'ancien palais des ducs d'Orso, baigné d'une lumière luxuriante que reflètent les candélabres de cristal, les paravents japonais et les plantes exotiques. Au fond, dans le cadre du *Canal Grande* et de la *Madonna della Salute,* la perspective de rêve d'une nuit de clair de lune, « qui étend partout les fils d'argent de sa toile d'araignée », offrant son charme mystique entre les colonnes rouges de porphyre assyrien... C'est le clapotement indolent de l'eau verte « qui, de ses profondeurs d'émeraude, jonche de roses blanches les marches blanches du palais » : les gondoles noires qui glissent « avec leur rubis sanglant allumé au-dessous de la poupe dentiforme » : et la voix sourde et lointaine des gondoliers « qui traînent sur la lagune des amants éternels, dans ces parages sombres de rêves vivants »... Dans ce cadre fascinant, des « mannequins errants » s'agitent à la recherche perpétuelle d'un insaisissable bonheur... Tout ce faste a permis à l'imagination du poète de déployer ses ailes toutes grandes, et l'on devine la force suggestive, morbide, de cette fantaisie charmante et cruelle où la mort intervient à maintes reprises. — Représen-

(1) Sur la chute de Raguse cf. Auguste Poppe: *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon Ier.* Belgrade, 1888; abbé Pisani: *La Dalmatie de* 1797 *à* 1815 (Picard, 1893). — M. le comte Luio Voinovic, frère du poète, vient de publier, chez Bloud et Gay, un ouvrage d'histoire diplomatique: *la Monarchie française dans l'Adriatique,* avec une préface de M. Ernest Denis.

tée à Budapest, à Prague et à Varsovie, la pièce y a eu le même succès qu'à Belgrade et à Zagreb.

Enfin, élargissant son cadre dramatique, le poète se penche sur le passé de son peuple. Il s'inspire de la tragédie de Kosovo pour exalter l'âme nationale dont il pressent l'irrésistible élan. Cette âme martyre, force divine, guide séculaire, phénix impérissable, se trouve incarnée dans la figure immortelle de la Mère des Jugovic, symbole des souffrances de notre race. Et le poète écrit son poème dramatique *La Mort de la Mère des Jugovic*. C'est l'histoire des neuf frères Jugovic tombés tous à Kosovo avec leur père, le vieux Jug-Bogdan, et que leur mère va chercher dans la tragique plaine. L'austère poésie nationale (1), la plus pathétique que nous connaissions, y est animée d'un souffle biblique.

Cette glorification de la *mère* est une inspiration particulièrement chère à notre poète, dont la mère, qu'il aime toujours d'un amour de petit enfant, porte vaillamment ses quatre-vingt-dix ans. Nous la retrouvons dans *L'Équinoxe*, et surtout dans *La Résurrection de Lazare*.

Cette dernière pièce est un écho vibrant des événements qui ont amené la guerre balkanique. Elle a été représentée au lendemain de nos victoires sur les Turcs, le 12 mai 1913, au Théâtre National de Belgrade, qui lui avait décerné le grand prix annuel d'art dramatique. C'est une « simple histoire en quatre tableaux », une histoire vraie (2)... Ce poète de la mer Adriatique chantant le martyre de son peuple en Macédoine, peut-il y avoir preuve plus émouvante de notre unité nationale? C'est partout le même cœur qui saigne... Cette pièce d'une actualité pantelante est loin d'être la meilleure de Vojnovic, et nous aurions préféré donner ici sa *Trilogie*. Mais elle ne manquera pas d'intéresser et d'émouvoir le lecteur français. Nous la présentons dans

(1) Ce chant épique qui avait été déjà traduit par Dozon et M. Léo d'Orfer l'a été de nouveau par M. Pierre de Lanux : *La Yougoslavie* (Payot et Cie), p. 112.

(2) Voir *Le Soldat serbe* par le colonel Angell (Delagrave), p. 116-120.

la belle traduction de Christiane Solvejgs (Mme Charles Loiseau, sœur du poète), suivant l'action scène par scène, en faisant alterner les résumés et les citations.

Dans la prison de Sibenik, Vojnovic a achevé sa dernière œuvre, *Imperatrix*, drame d'un symbolisme mystique, dont l'héroïne, victime d'une sombre fatalité, rappelle l'impératrice Elisabeth d'Autriche.

Il a écrit aussi de beaux vers, comme les *Sonnets de Lapad*, le *Rêve de Gundulic*, où le poète rattache les espérances nouvelles de son pays natal à sa gloire ancienne, l'*Ode à la Serbie*, l'*Ode à Tolstoï*.

Vojnovic est un poète amoureux de la vie, un réaliste moderne doublé d'un puissant évocateur du passé. Son art littéraire, son goût raffiné, il les doit au génie latin. Avec la littérature italienne, il connaît très bien la littérature française, et surtout son théâtre dont il a subi la féconde influence. Sa première pièce se ressent de la lecture de l'auteur du *Monde où l'on s'ennuie*, et ses premières nouvelles de celle de Flaubert, le Flaubert pittoresque des *Contes*, dont il est le fervent admirateur. Dans son amour pour les symboles, pour « l'âme des choses mortes », on retrouve l'influence de Maeterlink, que l'on constatera ici, surtout dans le dernier acte de *La Résurrection de Lazare*.

Mais ce qu'il a de prestigieux et d'inimitable, et ce qu'on ne pourra jamais rendre dans une traduction, c'est la richesse et la souplesse de sa langue, son style ondoyant, le « rythme souverain » de ses phrases où se reflètent toutes les couleurs et toutes les voluptés de sa chère Adriatique.

***

On a célébré à Zagreb, le 9 octobre, le soixantième anniversaire de notre poète, et cette manifestation a exalté l'unité et l'indépendance yougoslave et flétri les persécuteurs de notre peuple.

Le Théâtre National était bondé. Le professeur Prohaska a fait une conférence sur la « Tragédie de la mère yougoslave » et l'on a joué le premier acte de

l'*Équinoxe*. Le poète a été l'objet d'ovations frénétiques. En sa personne, Zagreb a glorifié nos morts et nos vivants, victimes de la guerre, des prisons et des camps d'internement.

Le poète, qui a conservé sa foi ardente dans l'avenir de son peuple, et cette jeunesse de cœur, cette « légèreté divine » dont il a parlé lui-même, a adressé au public ces paroles : « Quand je vous vois aussi pleins d'enthousiasme, non pas pour moi, mais pour l'idée que nous affirmons en ce moment, je me rappelle mon vieux Prince de la *Trilogie* qui demandait : Quoi ! Le diable ne vous a-t-il pas encore emporté?... Ou, pour mieux dire : Quoi! vos lèvres ne sont donc pas figées, des horreurs que nous avons vécues? Vos mains ne sont point paralysées? Vous pouvez donc applaudir encore, acclamer ce qui nous a fait souffrir!... Si je le rencontrais, mon vieux Prince, je lui dirais : Non, le diable ne nous a pas emportés, et il ne nous emportera plus!... Nous avons appris qu'il faut marcher à travers des flots de sang pour atteindre la liberté... Que demandons-nous? Ce que les fauves même possèdent : la liberté... Vive la Croatie ! »

Ivo Vojnovic a résumé son état d'âme dans une lettre de remerciements : « Passer par-dessus les bûchers, traverser les torrents de sang, les forêts de potences, et se trouver tout d'un coup sur une cime inaccessible, face à la Mère Patrie qui te sourit à travers les larmes, et qui tend vers toi ses bras blancs ensanglantés en s'écriant d'une voix de Résurrection : Ne pleure pas, mon fils! Me voici, vivante, immortelle! »

Un comité s'est formé qui a ouvert une souscription en vue d'offrir au poète-martyr un don national.

Dans une pensée pieuse, Ivo Vojnovic a fait déposer toutes les fleurs et les couronnes qu'il a reçues sur les tombes de nos morts célèbres, chefs nationaux, écrivains, acteurs... Geste symbolique, digne de lui, car jamais le mot profond d'Auguste Comte n'a été plus vrai qu'aujourd'hui : l'Humanité se compose de plus de morts que de vivants.

Miodrag Ibrovac.

La Résurrection de Lazare.

Poème dramatique

L'action se passe dans les Balkans, dans l'ancien vilayet de Prizrend, au printemps de 1912.

PERSONNAGES :

Stana.	Kosara.	L'Inconnu.
Lazare, *son fils.*	Jovan.	Neuf Écoliers.
Les quatre Enfants *de Lazare.*	Vasilije.	Mouio, *Turc.*

L'Aga des Arnautes.
Les Arnautes.

PREMIER TABLEAU

Dans un petit bourg de la Macédoine. Une chaumière basse, blanchie à la chaux. La porte du milieu conduit à la cour. Au milieu de la chambre, une grande table en désordre : du papier, un encrier, un verre d'eau, des livres. Dans le coin, un tableau noir, une armoire. Contre les murs, des bancs de bois. A droite un poële rustique. Une icône, devant laquelle est suspendu un encensoir. Çà et là, quelques images bon marché, représentant des scènes bibliques. Une horloge.

Un jour clair de mai. On est de très bon matin. Attablé, Lazare *écrit. Par la fenêtre ouverte entre la lumière. On entend le pépiement des hirondelles, et, par instants, les clochettes des troupeaux.*

LAZARE (*seul*). (*Grand, mince, tête énergique, yeux profonds, moins de trente ans. Pauvrement vêtu, d'un « complet » d'été. Il écrit en silence. Par moment, ce silence, fait de quiétude et d'échos, semble le troubler. Alors il lève la tête et promène ses regards de la fenêtre à l'horloge. Puis il se reprend et, en écrivant, s'accompagne de la voix*). — « Embrasse-les tous les quatre, surtout le petit Paul, et dis-leur que papa viendra les voir vers l'Ascension, à l'époque où ses écoliers iront aux champs et où l'on fermera l'école. Je leur apporterai un gâteau pétri par Kosara, tu sais, cette fille que notre chère morte a reprise aux tsiganes... Et lorsqu'ils s'endormiront, lorsque, près de la chandelle, tu lanceras le fuseau qui sert à gagner le pain quotidien des orphelins, — ne pleure pas, mère, de crainte de les réveiller... A présent, tout paraît tranquille...

« ...Dieu te garde, mère. Conserve les enfants. Puissé-je les élever afin qu'ils deviennent en leur temps les défenseurs de la terre serbe... Je baise tes chers yeux, et les mains qui caressent, travaillent et bénissent... Ton fils, LAZARE. »

[Lazare est instituteur à Sirinic, et sa mère habite son village natal, près de Prizrend.

La lettre sera portée par Kosara, une orpheline de seize ans, « un oiseau tombé du nid », qui a été recueillie à la maison. « Mince, brune, aux yeux qui percent, appréhendent, brûlent et chérissent », elle court la montagne, y cherche des herbes, écoute et comprend ce que dit la terre aux feuilles... « Tout frémit en son corps souple ».

Elle a entendu Lazare se consumer du chagrin, la nuit, et elle se propose d'en parler à sa mère.]

KOSARA (*rapidement et sans le ménager*). — C'est vrai. Et je l'appellerai dans la cour, pour que les enfants ne nous entendent pas. Et là, près du puits, sous le lilas, tu sais, je lui dirai à l'oreille : Viens avec moi, mère, viens voir... Ton fils ne dort pas, ton fils court la montagne... Il n'a pas de quoi s'acheter du pain... Les chemises que tu lui a données, où sont-elles? Et les bas? Et le manteau qu'il a rapporté de voyage? Et les couvertures? Et les jambières? Où sont-elles? Où?...

LAZARE (*avec dépit, songeur*). — Tais-toi, bavarde, tais-toi !

KOSARA (*lui parlant de derrière comme la voix de sa conscience*). — Je ne veux pas me taire. Car peu importe ce que tu me caches, à moi... Je ne suis qu'une servante, une pauvre petite bête affamée que tu as recueillie à ton foyer.— Que suis-je pour toi? Une branche cassée, un oiseau tombé du nid... Si tu ne m'a-

vais rencontrée dans la montagne, près de la louve, et sauvée, depuis longtemps mes os blanchiraient entre les rochers où les cadavres de tes compagnons gisent blanchis par le soleil... Je ne suis rien... Mais ta mère, tromper ta mère, tes enfants!... Ne te raille pas d'eux, puisque tu pleures la nuit...

(LAZARE, *inquiet, comme un homme dont on a découvert la plaie, marche maintenant dans la pièce.*)

KOSARA. — Oui, tu te promènes... juste comme à présent... en long et en large. Tu parles, tu pleures, tu gémis... oui, oui ! Et tu appelles : « Jovan ! Vasilije ! Damjan ! pourquoi ne vous levez-vous pas?... Nous périssons !... »

LAZARE (*malgré lui, s'est laissé entraîner par ces dernières paroles, et les continue, maintenant qu'elles ont réveillé la plainte de ses souvenirs*). — Nous périssons... Et bientôt nous ne serons plus. On nous taille en morceaux, on nous tue... Ce qui est jeune part en esclavage... On coupe les mamelles aux femmes... On vole les enfants! La dernière génération serbe!

(KOSARA *se glisse doucement à genoux devant lui, et le regarde paisible.*)

LAZARE (*lui mettant la main sur l'épaule*). — Toi, tu m'as toujours consolé. Tu étais prête au moindre signe. — Aussi, va chez ma mère, enfant, sois le rayon parmi les nuages. Emporte les chères paroles, les baisers, les espérances... et les mensonges aussi — puisque la vérité tue !... L'an dernier j'avais trente-huit enfants dans mon école. Et puis, un, deux, six, dix, disparus, échappés... On les a pris, ou bien tués... Dirai-je cela à ma mère? Pourquoi? Pour la mettre au pal, elle aussi? Lui briser le cœur dans la maison lointaine de mon pays où elle s'est réfugiée avec mes orphelins?... Inutile, ma mère, que tes mains dorées aient filé le soir. Inutile que tes yeux se soient assoupis pendant que le corps se courbait de fatigue. Inutiles tes prières et tes bénédictions... Nous sommes maudits, entends-tu?... maudits ! Il y avait des Serbes, il ne faut plus de Serbes... Que les eaux les noient et que les mauvais esprits les déracinent !... Tu aurais voulu que je lui dise cela, Koso?

[Kosara promet de se taire : elle aime Lazare.

Les « pobratims » (frères adoptifs, compagnons d'armes) de Lazare, Jovan et Vasilije, patriotes ardents, viennent se lamenter sur le sort du peuple exterminé tous les jours... Ici, sept maisons incendiées,

le bétail brûlé, deux enfants morts, des mères folles se précipitant dans le feu... Là, une noce attaquée par un aga, la mariée emportée, les yeux du mari crevés... Et toujours, pas de *signe* qui permette la révolte, la libération. Ils se désolent d'attendre, de se taire, et ils écoutent, la nuit, « les voix des veilleurs qui annoncent, du haut de la tour, le lever de l'étoile du matin ». Mais l'aurore tarde... Ce n'est que des « pourparlers », des « échanges de vues », des promesses de « réformes », toute la sorcellerie diplomatique. Et le peuple fond et périt chaque jour... Lazare les exhorte au calme, à la patience...

On entend au loin la musique militaire turque qui approche. Un groupe de petits enfants se précipitent, apeurés, et entourent Lazare qui les apaise. Puis, peu à peu, on entend s'éloigner la troupe de nizams.]

LAZARE (*seul avec les enfants, les apaise*). — Rien... rien... Les voilà partis... De quoi avez-vous peur ? En voilà des héros !...

UN ÉCOLIER. — Maître Lazo, hier les Arnautes ont volé le petit Michel...

UN AUTRE. — Et on a trouvé tuée la petite Jeannette... de Pierre.

LAZARE (*les caressant*). — ...Parce qu'ils sont allés dans la forêt, où guettent les brigands et les loups... Eh !... S'ils avaient écouté ce que je vous dis tous les jours : « Restez ici, mes enfants! car, dans l'école, les Turcs n'osent pas venir ».

UN ÉCOLIER. — Oui, mais... à quand les fraises dans la forêt, maître Lazo ?

UN AUTRE. — Et les champignons, maître Lazo ?

UN AUTRE. — Et les nids de pinsons?...

LAZARE. — Pas les nids, Sava, pas... Le nid est une chose sainte, comme le foyer... (*Il s'asseoit sur la chaise, au milieu de la pièce, place le plus jeune enfant sur ses genoux et fait signe aux autres de s'asseoir par terre autour de lui. Ils le regardent.*) ... Là, les petits oiseaux ont leur mère et ses chaudes ailes, et quand tu les prends, quand tu enlèves les enfants à cette pauvre mère — qui pleure sur le nid vide — tu n'es pas plus juste que le sauvage Arnaute qui vole et tue les enfants serbes... Vois-tu, petit Sava, cette chambre... Rappelle-toi combien nous étions autrefois... Tout chantait alors, les enfants, les oiseaux... Et à présent... juste quelques petites têtes apeurées autour de maître Lazare... Et là-bas, notre mère, la terre serbe, se lamente et appelle :

« O mon nid, mon blanc cimetière... »

(*L'enfant s'est glissé des genoux de Lazare par terre, et, accroupi, le fixe du regard.*)

UN ÉCOLIER. — Mais la terre n'a pas de bouche, maître Lazo...

LAZARE. — Mais si, mon enfant, elle en a une. Elle parle par les arbres, l'herbe, la pierre, la rivière, les étoiles... Tout, tout a une voix ici-bas, pour dire la tristesse ou la joie... Ainsi, tenez... Que le petit Panto vous chante la chanson du rossignol.

UN ÉCOLIER.

« Bien chante le petit rossignol
Dans la forêt verte,
Sur la branche fine.
Passent trois chasseurs;
Ils visent le rossignol;
Lui se met à les implorer. »

LAZARE. — Ecoutez, écoutez...

LE MÊME ÉCOLIER.

« Ne me tuez pas,
Ne me percez pas.
Je vous chanterai
Dans le vert jardin,
Sur la rose vermeille. »

(*La porte du milieu s'ouvre avec précaution. Un homme, pauvrement vêtu à la paysanne, grande barbe noire, est sur le point d'entrer dans la chambre. Cependant, voyant les enfants entourer Lazare, il s'arrête indécis, et dit simplement : « Dieu soit avec vous ! »*)

LAZARE (*sans se retourner*). — Qui est là?

L'INCONNU. — La servante est-elle à la maison?

LAZARE (*même jeu*). — Non.

L'INCONNU. — J'ai quelque chose à lui dire de la part d'un marchand...

LAZARE. — Eh bien, attends-la dehors... Elle viendra bientôt.

(*L'homme se retire à demi, le regard silencieux, fixé du côté de la pièce où est suspendu le tableau noir.*)

UN ÉCOLIER. — Oui, oui, je le sais... Les étoiles et la lune parlent. Je l'ai appris de grand'mère... (*A haute voix, sans nuance, il chante la chanson nationale.*)

« L'Étoile du Soir se vantait :
Je veux me marier au Soleil brillant...

TOUS LES ENFANTS (*rient*). — Ha! Ha!...

LAZARE. — Laissez-le dire.

LE MÊME ÉCOLIER (*poursuivant*) :

« Je veux me marier au Soleil brillant,
Je demanderai l'éclair au nuage,
Et au Grand Dieu le parrainage,
Je prendrai pour témoins Pierre et Paul. »

[Pendant que l'enfant chante, l'Inconnu se glisse jusqu'au tableau noir, et, sans qu'on le voie, il y trace le *signe :* une croix avec le chiffre 1912 au milieu, et disparaît dans la cour.]

LAZARE (*aux enfants*). — Vous avez raison, tous... Voyez donc, sans le faire exprès, comme pour rire, vous avez trouvé la voix de notre champ, de notre terre, de notre race! Et tout cela, c'est dans les chansons, notre Évangile. Oui, mes enfants, tant que nous ne les oublions pas, nous vivons ! (*Il se lève; les enfants l'imitent; sa voix devient plus chaude.*) Depuis le temps que l'on détruit, que l'on piétine notre grain, il s'est passé des centaines d'années... Et pourtant dans cette chambrette nous parlons encore de liberté, comme faisaient nos ancêtres, au temps où leurs enfants à eux cueillaient librement des fraises dans les forêts, et où des biches apprivoisées leur venaient baiser la main... A présent aussi, quand nous entendons dire qu'on nous a tué quelque part un frère, et que les Arnautes veulent notre extermination, nous ouvrons, mes enfants, le Saint-Livre, et, ô miracle ! les peines s'envolent, la peur fuit, le désespoir s'apaise... car toutes les forêts murmurent, toutes les eaux descendent et chantent, et toute la nature nous parle de la voix de la souffrance, de la voix de la résignation, de la voix de l'espoir !

« Celui qui a foi en Dieu,
Avec effroi se tiendra
Et avec prudence regardera
Comment le Seigneur jugera
Les justes et les pécheurs... »

(*Les enfants se sont tus. Quelque chose d'imprécis et d'auguste est répandu, venu d'en haut, dans l'humble école, quelque chose qui met une lumière dans l'œil de Lazare et tressaille dans l'attitude des enfants...* LAZARE *se raidit, s'efforçant de cacher son émotion, et reprend*) :

— A présent, assez causé, petits paresseux. Oui, vous préféreriez rester assis comme de bonnes vieilles, et ne pas travailler du tout...

LES ENFANTS. — Encore une chanson, maître Lazo ! Encore une !

LAZARE. — Non, assez... La matinée s'avance, et nous n'avons pas fait nos calculs...

[Il se retourne, va au tableau, aperçoit le signe, recule, retient son souffle. Silence. Puis s'adressant aux enfants : « Qui a écrit cela? » Silence. « Voyez là-bas, dans la chambre, à la cuisine, s'il y a encore quelqu'un! » Deux enfants recherchent le messager disparu. Lui regarde dehors. Personne.]

LAZARE (*profond*). — Non, personne... (*Il se place la main devant les yeux, comme si le soleil l'avait ébloui*).

LES ENFANTS (*se font des signes l'un à l'autre, puis, avec l'obstination des enfants qui n'abandonnent pas leur idée*). — Encore une chanson, maître Lazo, la dernière...

LAZARE *comme halluciné, place instinctivement les mains sur les petites épaules les plus proches, puis s'exalte peu à peu. On dirait qu'il lit dans le livre invisible de la Destinée.*

« Chaque fossé, chaque empreinte,
Chaque sillon, chaque pierre
Susurre,
Murmure...

Et partout passent,
Partout se traînent
Des ombres noires dans la brume,
Des vers sur de pauvres cadavres.

Qui va là?
Qui appelle?
Où courent-ils?
Se chassent-ils?
Les fusils partent,
Un premier coup!
Cent échos résonnent :
Voici les vengeurs! »

UN ÉCOLIER (*à mi-voix*). — Cette chanson, maître Lazo, est-elle dans le même livre que les autres?

LAZARE. — Pas encore... mais elle y sera.

(*Il considère les enfants. Puis, rapidement, il efface le signe du tableau, et, s'efforçant de sourire, frappant les mains l'une contre l'autre*).

— A présent, les enfants, assez de joie, assez de classe. Demain c'est jour de jeûne... Restez chez vous. Et surtout, n'allez pas dans la forêt.

UN ÉCOLIER.— Veux-tu nous conduire à la promenade, demain, maître Lazo, comme l'an dernier... pour nous parler de la bataille de Kosovo?

LAZARE (*se tenant le front*). — Non, pas demain ! Quand il plaira à Dieu... Pourtant, aujourd'hui, voyons... avant de vous quitter, que je sache encore si le petit Sava a bien appris sa prière... (*Au petit Sava.*) Allons, va, mon petit. (*Il se penche sur lui et souffle*) :

« Sauve, Seigneur Dieu...

LE PETIT SAVA (*gentiment, craintif*) :

« Sauve, Seigneur Dieu,
Sauve les petites âmes
Sur le trône du CHRIST...

(*Il cherche et se répète.*)

LAZARE (*soufflant*) :

« Où les anges de Dieu...

LE PETIT SAVA :

« Où les anges de Dieu
Chantent la liturgie

TOUS LES ENFANTS (*l'aidant*) :

« Et entendent la Sainte parole. »

LAZARE (*l'embrasse sur le front*).—Merci, mon petit vengeur... Plus tard, souviens-toi de cet instant... Tu cueilleras des fleurs que notre sang et celui de nos ancêtres auront arrosées. Alors tu comprendras tout, et tu rediras à d'autres enfants, plus heureux, la chanson de maître Lazo! (*Les enfants se sont tus, étonnés, un peu effrayés... Il reprend avec une gaieté contrainte*) : ...Pourquoi vous taisez-vous?... Allez dans mon jardin... Allez... Il y a encore

des cerises. Cueillez, sautez, roulez-vous dans l'herbe... Le soleil brille... La vie est à vous !...

(*On entend dans la cour les enfants qui forment une ronde autour du vieil Ilija.*)

LES ENFANTS (*chantant et dansant*) :

Le paon picore, l'herbe pousse;
Mon paon, mon faucon!
Le paon a mal au pied;
Mon paon, mon faucon!
Le paon a mal à la tête;
Mon paon, mon faucon !...

[Lazare se confie à Kosara, la prie d'être courageuse « comme sa mère la Montagne », de consoler ceux qu'il quitte. Il l'embrasse pour ses enfants, pour sa mère, pour elle-même... « Si je ne reviens pas, ne tremblez pas... La terre, ma mère, m'appelle... Il faut mourir afin que nous ne mourions pas, préparer à ceux qui suivent l'éternel printemps! »

Il brûle ses papiers, retire les armes d'une trappe cachée, et se met à les fourbir, avec ses amis Jovan et Vasilije.]

DEUXIÈME TABLEAU

Une cour ensoleillée et fleurie. Un tilleul protège une vieille maison de paysan. Le lilas s'est étalé en fleurs. Des poules picorent. — Au fond, un mur, avec une grande porte au milieu, ouverte, à travers laquelle on aperçoit des prairies et des forêts, la montagne qui bleuit au lointain... La paix chaude, printanière, de la campagne avant l'Ascension...

[KOSARA, toujours la même grande fillette vive, mais absorbée, l'œil songeur, va et vient, tire de l'eau du puits, soigne les enfants. La fillette du voisin lui apprend que des hommes sont venus, qu'ils racontent que les nôtres se sont révoltés, qu'on a vu passer les Arnautes... Entre la mère de Lazare, STANA.]

STANA *est une femme d'une soixantaine d'années. Mais elle en paraît davantage, courbée par le travail et les soucis. Elle porte sur la tête une corbeille de linge lavé. Elle tient à la main Rajko, le plus jeune de ses petits fils, âgé de deux ans, qui traîne une branche d'arbre. Elle est habillée en paysanne : drap foncé, tablier noir, chemise blanche. Un tissu lui serre la tête. Les cheveux grisonnent.*

[Les enfants l'entourent et l'embrassent, et l'on parle du père absent, qu'on attend pour l'Ascension. Puis, Kosara les mène à la maison manger du miel et de la galette et boire du lait.]

STANA (*restée seule en scène, semble chasser une pensée importune, et cherche autour d'elle une besogne à accomplir. Mais elle ne peut s'empêcher de se replier sur elle-même, et regarde le chien qui remue la queue. — Haut*) :

— Oui, je comprends, gros-gris,... je comprends. Si tu avais la parole, tu me dirais quelque chose... Mais il vaut mieux que tu ne l'aies pas... A quoi bon la parole, quand l'œil parle?... Et ton œil est plus profond que le nôtre... Il contient tout ce que nous ne pouvons et ne devons pas dire... N'est-ce pas gros-gris? (*Elle le caresse.*) Tais-toi, Rado, nous nous entendons... Toi aussi, tu devines ce qui est caché sous ma prunelle... Tous les deux — tais-toi — nous avons peur... Peur, oui, mais de quoi?

(*Elle regarde machinalement la montagne. Pendant ce temps Kosara s'est avancée avec précaution, pour que Stana ne l'aperçoive pas, vers la porte de la cour, la dépasse et interroge l'horizon. Le chien s'est élancé et disparaît en aboyant.*)

[Stana étend le linge et parle des nouvelles inquiétantes. Kosara l'aide et la rassure.]

STANA (*calme*). — Mais oui, justement, c'est ce que je dis... Ce n'est pas vrai. Tu viens de là-bas, tu m'as apporté la lettre... Tu aurais vu venir des gens chez Lazare... Car, si c'était le moment, il le saurait bien, lui; il marcherait le premier comme feu son père, feu son grand-père... comme sa mère elle-même l'approuverait... Eh ! oui ! S'il s'agit de nous délivrer une fois pour toutes de cette oppression... que ferais-je, moi?... J'enlacerais mes mains autour du cou de ses enfants, les enfants innocents et faibles, qui ne savent rien, qui ne peuvent rien, qui n'ont personne pour les nourrir et les protéger... (*Tout cela est dit d'une voix un peu vieillotte et sur un mode rêveur. On entend dans la maison le rire des enfants.*)... Oui, c'est cela, afin que *ce* petit, *ce* pauvre, *ce* débile soit demain heureux... (*Suivant sa pensée.*) Oui, alors je lui dirais la première, bien sûr, la première, je lui dirais : Toi aussi, mon enfant, pars !

KOSARA (*s'approchant et lui répétant un passage de la lettre*). — C'est lui qui vous a écrit : « Dieu te garde, mère... Je baise tes chers yeux et tes mains qui caressent, travaillent et bénissent. — Ton fils LAZARE. »

STANA (*a baissé la tête et joint les mains comme pour une prière. Puis elle se lève, essuie une larme avec son tablier et se dirige vers la maison sans regarder Kosara*). — ... Des bêtises ! Quelles mains, quels yeux? La mère fait ce qui est maternel; — le fils fait ce qui est brave... Voilà tout. Et cela vous réchauffe ! (*S'arrêtant et se retournant vers Kosara.*) C'est vrai qu'il parle bien ! Comme les aveugles quand ils chantent les grâces !... Il a toujours été ainsi... Fier comme la montagne et doux comme le rossignol... L'archiprêtre lui disait à la réunion : Tu seras poète. (*Elle s'étend sur ce souvenir avec complaisance.*) Je ne sais au juste ce que c'est, cela... Mais si ceux qui aiment leur pays et qui vénèrent leur mère méritent ce nom, alors on peut dire de lui : poète. (*Kosara, d'un bond, pâle, veut s'élancer sur le seuil de la maison.*)... Où vas-tu?

KOSARA (*la main sur les sourcils, regardant au loin*). — Rado s'est enfui... Tu ne l'entends pas, mère?... Il se plaint là-bas?

STANA (*écoutant*). — Non, je n'entends rien... Mais aujourd'hui quelque chose...

KOSARA (*appelant, longuement*).— Ra — do... Ra — do ...o ...o!

STANA (*écoute, immobile, et attend l'écho de la voix de Kosara. Un silence. Subitement de très loin, on entend un coup de fusil, encore un, puis un autre... Kosara s'est retournée. — Long regard. — Stana secoue les épaules. Puis, un peu rude, comme si elle était mécontente de Kosara et d'elle-même.*) — ... Mais oui, j'entends !... Oui, et puis quoi? Quelque part, dans les bois, les Turcs ont trouvé *du vivant* et le tuent... C'est l'histoire de chaque jour... l'agneau par-ci... le berger par-là... Morts et morts... Cela fut, cela continue...

(*Elle tremble un peu, comme d'une ancienne peur qui revient et qui se changera peu à peu en un accès de fureur impuissante.*)

... Comme si tu ne le savais pas!... Tu vis dans un pays où les pires choses arrivent. La chasse! Ce n'est qu'une chasse !... sauf que, pour les perdrix et les lièvres, les chevreuils et les daims, il y a un moment où il est permis de les chasser, d'autres où cela est défendu... On a pitié de l'animal et du fauve : on les laisse souffler ! (*Elle marche vers Kosara, s'animant.*) Mais, pour l'homme vivant, la chasse dure toujours... Et quand le lilas fleurit, et quand on moissonne le blé, et quand jaunit le tilleul, et quand

la neige couvre la terre. Car il n'y a, pour la chair de l'homme, ni repos, ni protection... L'homme est sur la route : tue-le !... Dans le champs à côté : tue-le ! A la forêt, à la maison, à la noce... Comment ! La forêt est à moi, la maison est à moi,... la mariée est à moi... Tout est turc... Et toi, *raïa*, tu peux mourir ! (*Toujours plus enfiévrée; terrible.*) C'est la chasse, la chasse !... Le père, le grand-père, le bisaïeul... tous ont été chassés, comprends-tu, le comprends-tu?... Nous, mères chrétiennes, nous sommes moins que les louves et les biches, moins que la perdrix et la caille, puisqu'en tout temps on tue ce à quoi nous avons donné la vie. Et puis, comment ne veux-tu pas que nous maudissions quelquefois les vivants et les morts !

KOSARA (*bas, lui souffle*). — Mère, prends garde. Que nos petits ne t'entendent pas... Ils auraient peur...

STANA (*se ressaisit, redevient humble, comme une douce femme qui redoute la vie*). — Malheur!... Tu as raison. Qu'ils n'entendent pas !... Va près d'eux...

KOSARA (*rentrant dans la maison*). — Me voilà... me voilà !

STANA (*reste seule sur la scène, quand la porte de la cour s'ouvre et laisse passer la tête grise et barbue d'un vieux Turc. — Etonnée*). — Tiens ! Mouïo ?

MOUIO (*timide*). — Es-tu seule?

STANA. — Tu vois bien.

MOUIO (*s'approche, se glissant comme une anguille, très prudent, apeuré*). — Sauve-toi, voisine !

STANA. — Que je me sauve?... Pourquoi?

MOUIO. — J'ai pensé : Stana a guéri ma fille; Stana a soigné le pauvre vieux Turc... Elle a été compatissante comme la Mère du Prophète... Et voilà, il faut payer la dette...

STANA. — Quelle dette?... Ne parle pas ainsi, Mouïo, je ne te comprends pas.

MOUIO (*très bas*). — Sauve-toi, voici les Arnautes !

[Ce sont les Arnautes qui viennent se venger de l'insurrection et de Lazare, qui en est le chef... On entend sur le chemin des voix de fem-

mes qui se lamentent et s'éloignent à la hâte. Bientôt quelqu'un passe vite derrière le mur et frappe au portail : « Cachez-vous, femmes et enfants... Les Arnautes! ...» Kosara cache les enfants qui pleurent.]

(*Stana est restée seule. Elle entend des pas lourds derrière la porte, et des voix étouffées. Elle s'affaisse en gémissant, et se cache la figure entre les mains.*)

Une voix d'homme (*au dehors, rude, hautaine, mais calme. Elle s'accompagne d'un coup de poing dans la porte*). — Ouvre, Stana !

(*Stana se lève lentement et écoute. Mais il lui manque la force d'ouvrir. Son regard se promène sur la paix de la cour vide.*)

Même voix. — Ouvre, mère de Lazare !

Stana (*immobile*). — Qui m'appelle ?

Même voix. — Je t'apporte des nouvelles de ton fils...

Stana. — Je suis seule et infirme... Parle. (*Rumeurs.*)

Même voix (*nuance d'ironie*). — Il est en prison. Il demande à te voir, Stana.

Stana (*calme*). — Dis-lui : Ta mère prie pour toi.

Même voix. — Il va mourir... Il t'appelle, Stana !

Stana (*même jeu*). — Dis-lui : Ta mère te bénit.

Autres voix (*enrouées, sauvages*). — Chienne !... Ouvre-nous !

[On ouvre à la troupe d'Arnautes conduite par l'Aga, leur chef, « brun, fier, d'une sorte de grandeur sauvage ».

Devant leurs menaces, « Stana reste immobile, silencieuse, sans autre grandeur que sa vieillesse, sans autre héroïsme apparent que sa faiblesse ». Calme, elle écoute les injures. Elle nie que son fils soit parmi les insurgés, elle montre sa lettre.

On l'emmène en otage pour qu'elle assiste à la torture de son fils, bloqué dans une tour voisine, pour qu'elle le reconnaisse. — « Mais si tu t'es trompé, Aga, si tu a pris un autre pour mon fils, alors que tout reste vivant, qu'ici on puisse encore semer le blé et récolter la moisson, — et nous prierons pour tes morts ! » Hautain et sûr de ses victimes, l'Aga prend la vieille au mot, et donne sa parole...

Les mains liées, « les épaules tassées, humble, pauvre, entourée des Arnautes qui ricanent, Stana quitte son nid de vieillesse défait. Elle ne se retourne pas. »]

TROISIÈME TABLEAU

[Sur une pente rocheuse, une vieille tour, sombre, muette, imprenable, entourée de buissons. Au loin, la région de Prizrend éclairée par le soleil couchant.

Une troupe d'Arnautes assiègent la tour, s'abritant contre les coups de feu qui peuvent en jaillir. Epuisés, affamés, ils s'impatientent à attendre le retour de l'Aga et se préparent à incendier la tour. Pour se distraire, un moment, ils mènent, à l'écart, la sauvage *ronde des derviches* et chantent une chanson farouche... Déçus de voir leur chef revenir sans butin, ils l'entourent, l'apostrophent, les yeux brillants, la main sur leurs yatagans. Mais l'Aga les dompte de son revolver dont il promène le canon autour de lui, les domine d'un regard terrible et méprisant.]

L'Aga. — Toujours pareille, cette race d'Arnautes... Toujours affamés, toujours à vendre... Serviteurs aujourd'hui, traîtres demain... Je n'en suis pas, moi, de votre race. Je suis d'Asie, un fils d'Osman, un seigneur, votre seigneur! (*Courroucé.*) Si jamais on nous chasse, nous, de cette terre sur laquelle nous avons foulé la race chrétienne, qu'adviendra-t-il de vous, Arnautes? On vous portera au marché, on vous mettra à l'encan, on vous croisera les jambes, et on criera : Qui veut le fusil? Qui veut le sabre?... Qui veut le poing?... Qui veut l'âme de ces gens-là?... C'est pour cela que je n'ai pas peur de vous... Arrière, les lâches !... Rampez, les serpents !...

(*Ils reculent, le front bas et mauvais. Ils sont domptés : il est la force. — Entre sa troupe qu'il a devancée, entourant la pauvre vieille Stana.*)

L'Aga (*toujours méprisant*). — Voilà votre butin... à chacun ce qu'il mérite... Aux héros des lances, aux sages des livres, aux paysans des outils pour travailler la terre... Aux lâches une vieille pleurarde...

Voix diverses (*sourdement*). — Assez, Aga, assez !

(*Les âmes de ces sauvages sont enfantines. A la vue de Stana, ils oublient les injures dont on vient de les accabler, et même leurs propres menaces. A présent ils ne pensent plus qu'à se moquer de la pauvre vieille sans défense au milieu d'eux.*)

Plusieurs voix. — Eh ! la vieille ! Dis-nous la bonne aventure, vieille sorcière ! Vieille chouette !

[Pour forcer Lazare à se rendre, on allume le feu tout autour de la tour. La fumée s'élève à travers la claire soirée et obscurcit le soleil couchant...

Enfin, la porte de la tour, poussée par le défenseur invisible, s'abat, et sur le seuil paraît Lazare. « Il est blessé, ensanglanté, brûlé. On sent que ses forces sont à bout. Il paraît dans une sorte de transfiguration à la fois héroïque et affreuse. » — « Tirez, lâches ! » Visé par l'Aga, il reste immobile une seconde, puis tend les bras vers sa mère et s'abat en criant : « Oh, mes enfants !... »

Devant son cadavre, Stana reste de pierre. « Toutes les douleurs de l'humanité ont figé ce cœur, ce visage, ces mains. On dirait qu'elle se rend à peine compte de ce qui se passe autour d'elle. Au moment où elle a aperçu son fils dans la double lumière du bûcher et du soleil, ses yeux se sont écarquillés, et elle a reçu le dernier mot du mourant comme un viatique. — Quand il est tombé, elle a fermé les yeux, penché la tête, s'est détournée avec horreur, puis elle a fléchi sur le tronc d'arbre à droite... Ensuite elle a laissé couler ses larmes et cherché dans son corsage une petite icône qu'elle a portée à ses lèvres, baisée lentement, et de nouveau cachée...

A l'appel de l'Aga, elle s'est levée lentement, s'est détournée à moitié, et pourtant a glissé un regard sur Lazare. Sa figure immobile est sèche, noire, cadavérique, dans sa force de mutisme. Tout s'est tû, comme par enchantement, autour d'elle. Les Arnautes ont un rictus de curiosité. Elle s'approche du mort au milieu d'un silence sépulcral et le regarde comme on considère un précipice du haut d'une montagne... »

Pour sauver ses petits enfants, sa maison, son village, elle a la force de renier son fils : « Tu te trompes, Aga, je ne connais pas cet homme. »]

L'Aga (*furieux et déçu*). — Tu mens, chienne, c'est toi sa mère !

Stana (*après un court silence, le regarde dans les yeux avec un feu si étrange, une figure si fatale, que l'Aga recule insensiblement*). — ... Tout ce qui, jeune, meurt au combat, a sa vieille mère, Aga,... quelque pauvre vieille cassée et grise qui rêve que son fils lui écrit, qu'il viendra la voir... un jour de fête... Si ce malheureux est attendu quelque part par une noire et vieille chouette, et si celle-là ne doit le revoir jamais,... ce malheureux est mon fils comme tant d'autres, comme celui que j'ai à Sirinic, comme tous ceux dont les cadavres gisent perdus dans les rochers ou sur les gibets... Oui, comme tous, car en une mère il y a toutes les mères, en une larme toutes les douleurs ! Et c'est pour cela qu'à la place de sa mère inconnue, je le baise, moi, sur ce sol où il est mort, afin que son âme attende plus paisiblement le jour de l'Ascension ! (*Elle se penche sur Lazare et lui donne un baiser en l'accompagnant de trois signes de croix. Puis, plus sombre, plus fatale que jamais, elle dit avec force*:) ... Mais si tu prétends, Aga, que ce corps étranglé, déchiré, est ma propre chair... alors, devant toi et devant ta race, devant les vivants et les morts, je te réponds : Non, ce n'est pas lui !

L'Aga (*devant cette grandeur inouïe et inattendue, s'est raidi. Il regarde devant soi comme si un rêve lointain se déroulait devant ses yeux. Il fait signe aux Arnautes, maintenant stupéfaits, de s'écarter du mort, et, prenant à part Stana, visage contre visage, presque haletant, lui dit, dans un sifflement*). — Je t'ai comprise, vieille femme... mais c'est inutile, tu sais !

Stana (*ferme*). — As-tu encore ta mère, Aga des Arnautes?

L'Aga (*se détourne vivement, puis s'adressant à ses hommes*). — ... Brûlez ce corps... dans la tour ! (*Puis, sourdement, à Stana*) : Va-t-en... sauve-toi... Que je n'oublie pas ma parole... (*Il fait signe à deux hommes qui la mènent à l'écart.*)... Conduisez-la jusqu'en bas, et qu'on ne la touche plus... Elle est libre.

(*Stana jette un dernier regard au bûcher, se pelotonne dans son fichu, et disparaît humblement.*)

Les Arnautes (*sans se rendre compte de ce qui se passe*). — Eh bien, Aga !...

L'Aga (*après avoir suivi du regard cette menue et triste silhouette qui s'éloigne, secoue énergiquement les épaules, et d'une voix forte*). — Enfants ! à Prizrend !

Tous les Arnautes (*dans un cliquetis d'armes et de murmures farouches*). — A Prizrend !

QUATRIÈME TABLEAU

Le décor du deuxième tableau.

La cour est restée telle qu'au moment où les Arnautes ont emmené Stana. Mais à présent c'est la nuit, une nuit sans lune. Grand silence. On entend, par intervalles, les grillons se répondre dans la prairie. Puis le silence s'appesantit. Dans la cour déserte, c'est celui des choses mortes qui viennent d'éprouver une grande peur... Insensiblement la porte de la maison commence à grincer. Puis elle s'ouvre lentement.

[Kosara sort, faisant le geste d'apaiser le gros chien, qui s'agite en l'apercevant. Elle rôde dans la cour sombre épiant un écho lointain... C'est une chouette qui hulule dans les bois. Le grillon fait entendre

dans la nuit sa plainte anonyme... Quelqu'un monte le chemin, marche pesamment, s'approche. « Une main invisible remue doucement le loquet extérieur de la serrure. Dans la crainte de ce qui peut arriver, Kosara s'est appuyée au mur, figée... La porte s'ouvre doucement. »]

STANA *entre lentement. Elle n'a presque pas fait de bruit. Elle ferme la porte. Les étoiles, les grillons, l'oiseau de nuit, tout cela s'est tû. Obscurité et silence. Stana a dû en être oppressée, car elle s'arrête un instant et lève les yeux au ciel. Mais elle y a lu on ne sait quoi d'étrange, car son regard s'est vite abaissé, et elle traverse maintenant la cour, comme si elle se cachait.*

Sur le petit perron, à la porte de la maison, elle tremble et recule. A cet endroit, elle semble avoir repris conscience de son infortune immense, de la solitude, de la crainte, de la douleur de ses pauvres vieux os brisés... Elle voudrait, maintenant, rentrer dans l'obscurité totale, ne plus rien voir, ne plus rien entendre, ne pas vivre... Cependant quelqu'un veille à ses côtés. C'est le vieux chien, qui a senti cette peine immense et qui fait entendre de petits gémissements en la caressant.

Cette caresse a éveillé Stana de sa torpeur. A présent elle éprouve comme un besoin de marcher, de s'orienter à tâtons à travers la sombre cour. Mais cela encore dépasse ses forces. Ses jambes la trahissent. La voilà secouée de pleurs véhéments, sans fin, de sanglots qui brisent et agenouillent l'être, et qui, en la prosternant, confondent la tête grise avec la terre noirâtre...

Et l'on n'entend plus, dans la nuit, que la plainte de cette vieille et de cette terre.

KOSARA (*les bras étendus le long du mur, comme en croix, regarde et s'imprègne de cette ineffable misère. Ces pleurs lui semblent éternels. Elle finit par s'approcher doucement de Stana, entoure le pauvre corps de ses mains, et lui dit comme à un enfant*). — Pas ainsi, mère,... pas ainsi...

STANA (*presque inconsciente, s'est laissé soulever, mais reste à genoux, appuyant sa tête sur l'épaule de la jeune fille. Elle se plaint très bas, lentement, suivant un rythme*). — Il n'est plus... Koso,... il n'est plus. Tout est fini... Tout est noir... Je l'ai vu sur la croix. Regarde-le sur la croix ! Toutes les peines de ce monde se sont abattues sur lui et sur sa progéniture. (*Elle écarte lentement les mains de Kosara et se lève. Ses yeux semblent immobilisés sur un spectacle terrible et lointain.*) ... Sais-tu, ... il m'a vue, au milieu du feu, de l'enfer. Il a étendu les bras, les joyaux de sa mère, et il a crié... à moi, à moi seule : « Oh ! mes enfants ! » (*D'une voix plus basse et plus dure.*) Et moi,... sais-tu ce que j'ai

fait, devant le héros crucifié ?... Je l'ai renié... Ma vie, ma fierté, mon enfant... Moi, sa mère !

(KOSARA *recule épouvantée.*)

STANA (*s'est rendu compte de ce mouvement instinctif, et, d'un accent encore plus désespéré*). — Tu n'as pas entendu, Koso, comme il a dit : « Mes enfants ! » SES ENFANTS !... Il fallait bien penser à eux !... Tu comprends, ma fille : toutes les générations nées et à naître, et tout le reste qui nous entoure, vivant ou muet, les chaumières, les prairies, les écuries, les haies... ce qui vit et ce qui fait vivre... pour tout cela, et pour cette sainte paix de la nuit qu'on laisse encore à la *raïa* chrétienne, pour que la pauvre raïa ne soit pas réveillée, déchirée, crucifiée comme Lazare... c'est pour cela, mon enfant, que la mère a renié son fils !

(KOSARA *est tombée à genoux et baise le bas de la robe de Stana, qui tressaille devant cette adoration muette... De nouveau elle redevient humble, la petite femme qui ne songe qu'à consoler les autres, et, attirant la jeune fille à elle:*)

STANA. — ... Ma fille,... ma fille, que fais-tu là?... Pas à moi, non, c'est un péché... Mais penche-toi sur ma poitrine tout de même, pauvrette... Car, toi aussi, tu l'as aimé... Je le sais,... oui... Viens... Que je t'embrasse, de ces mêmes lèvres qui l'ont baisé mort. (*Elles s'étreignent longuement. Stana se ressaisit la première, comme une créature qui a retrouvé son ancienne force de souffrir. Puis, simplement, vite*). — A présent hâtons-nous. Il faut partir, Koso, le sais-tu?... N'importe où, mais sans tarder... Ils ont bien dit qu'ils retourneraient à Prizrend... Mais sur la route, il y a Sirinic, l'école de Lazare... Et quand ils ne l'y trouveront plus, quand ils sauront que je les ai trompés...

[Pour fuir tout est prêt : Kosara se serait enfuie avec les enfants si Stana n'était pas rentrée à l'aurore... Elles marcheront vers le couchant, vers la terre serbe libre, pour y mourir en liberté. Elles emportent, avec leurs paquets, la vieille icône familiale...

« Les pas des fugitifs se perdent dans le lointain... La cour est envahie par le silence profond des cimetières abandonnés, qu'interrompt — de très loin — le chant des coqs du village... »]

VISION DU POÈTE

. . . . . .

Quand tout fut muet et sans vie dans la cour, un oiseau de nuit, aux ailes longues et lourdes, vint se poser sur le mur et appela trois fois :

Hu !... Hu !... Hu !...

Et voici le monde des rêves.

Le péristyle de l'Éternelle Lumière, auquel accèdent seulement les yeux du poète, s'ouvre devant nous, afin que nous connaissions le mystère de l'avenir accompli.

A l'appel de l'oiseau nocturne répondent des voix.

LES VOIX (*elles tressaillent comme des feuilles au zéphyr du matin et chuchottent*) :

Avez-vous entendu?... C'est une plainte... Je suis saisie... Je tremble... Qui nous réveille? Que s'est-il passé?

L'OISEAU NOCTURNE *vole du mur sur le toit de la maison abandonnée, roule ses yeux de feu, et reprend :*

Hu !... Hu !... Hu !...

LES AMES DES CHOSES MORTES DE LA COUR (*sortent, environnées d'une légère vapeur, du puits, du lilas, du buis, du vieux tilleul. Sur chacun est le reflet distinct d'une de ces choses. Elles se cherchent dans l'obscurité et murmurent*) :

... On n'entend pas les enfants. Ni la vieille. Ni le gros chien. Ni la jeune fille... — Où sont-ils, nos petits amis,... nos petits dieux? — C'est pour eux que nous fleurissons... que nous donnons l'ombre, la fraîcheur... — Pour eux nous vivons. — Echo, réponds-nous : sont-ils encore ici? Y sont-ils ?

L'OISEAU NOCTURNE (*balançant les ailes*) :

Hu !... Hu !... Hu !...

LES AMES DES CHOSES MORTES DE LA COUR :

Malheur! C'est ce sinistre oiseau qui répond!... Appelons nos sœurs de la maison.

(*Elles se mettent en ronde et chantent devant la maison, doucement*) :

« Nous sommes les âmes
Des choses mortes,
Qui sentons
Quand on veille,
Qui vivons
Quand on dort. »

La porte de la maison s'entr'ouvre, et il sort, tels des feux follets, de petites apparitions qui symbolisent chacune quelque objet familier. Elles se faufilent dans la cour, et y tremblotent, en chantant, avec des voix fluettes et plaintives :

« Nous sommes les âmes
Des choses mortes,
Qui, dans l'abandon,
Pleurons, pleurons, pleurons... »

Leur farandole se développe doucement à travers la cour. Au dehors, le chant des grillons résonne comme autant de clochettes d'argent.

Les ames des choses mortes de la cour (*se sont immobilisées près du puits, regardent le tremblotement de leurs compagnes, et bavardent comme des femmes à la fontaine*) :

... Elles sont toutes là... le fuseau... la quenouille... Et les jouets des enfants... Et le chapelet de la vieille... Et la couronne de mariée de la mère morte... Et les premiers petits sabots de Dusan...

Les ames des choses mortes de la maison (*esquissent une ronde plus rapide, accompagnée du chant continu du grillon*) :

« Nous sommes les âmes
Des choses mortes,
Qui pleurons,
Nous lamentons,
Supplions. »

Toutes les ames (*formant une seule ronde, qui flotte dans une sorte de nuage bleu*) :

« Qui tremblons...
Maudissons :
Vengeance !
Où es-tu, vengeance ?
Sois toi-même maudite
Si tu ne viens pas... »

Une forme blanche, ailée, paraît vers le seuil de la maison, et en remonte les marches avec un encensoir éteint.

TOUTES LES AMES (*l'apercevant*) :

L'encensoir !... L'encensoir !... Pourquoi ne le balance-tu pas ?

L'ANGE (*qui tient l'encensoir*). — Eteint !...

TOUTES LES AMES. — Et l'icône, la sainte icône, où est-elle?

L'ANGE. — La mère l'a emportée... et c'est ici qu'est tombée une de ces larmes...

[Aussitôt, les larmes de la mère scintillent comme les diamants à la place où elle a pleuré... Les AMES, émerveillées, les recueillent et les jettent dans l'encensoir.]

L'OISEAU NOCTURNE s'envole.

A mesure que s'opère cette mystérieuse cueillette, le son de l'orgue se fait entendre au loin et les AMES chantent, en tourbillonnant :

Celle-ci brûle,
Celle-là fond...
Celle-ci blesse,
Celle-là coupe...
Celle-ci allume,
Celle-là consume...

Il n'y a plus de larmes fleuries dans la cour. Mais l'encensoir est rempli, et il en sort une lumière surnaturelle...

TOUTES LES AMES (s'inclinant). — AMEN !...

L'ANGE (*a élevé l'encensoir fumant vers le ciel, et dit, d'une grande voix suppliante*) :

Père, cela a débordé !

Une majestueuse musique d'orgue se fait entendre, et tout l'horizon s'éclaire. Rapidement disparaissent le mur, la cour et la maison. Les ténèbres aussi se sont dissipées. Sur la montagne, en plein soleil, paraît

LE CHRIST

voilé de blanc, dont le regard plonge dans l'horizon.

LES AMES DES CHOSES MORTES :

Saint ! Saint ! Saint !

L'ANGE avec l'encensoir s'agenouille à la vue du Sauveur, et pour la seconde fois supplie, élevant devant lui l'encensoir :

Père, cela a débordé !

LE CHRIST a penché la tête, son regard sonde d'invisibles profondeurs, ses mains se lèvent lentement, et, d'une voix dans le son de laquelle se mêlent la sentence et la glorieuse évocation :

LAZARE, LÈVE-TOI !

A ces mots, on entend sonner les cloches, l'orgue gronde, et un chœur magnifique, formé par les générations passées et à venir, entonne :

BÉNI SOIT CELUI
QUI VIENT AU NOM DU SEIGNEUR!

Puis, tout à coup, une vision d'épopée se dessine sur la montagne. — Une ARMÉE défile, les TROMPETTES sonnent, les DRAPEAUX sont déployés, les CANONS scintillent, des silhouettes de CAVALIERS passent...

C'est une poussée sonore et formidable, lumineuse et irrésistible, de laquelle sort un cri vainqueur :

HURRAH ! HURRAH ! LAZARE !
LA NATION EST RESSUSCITÉE !

Ivo *VOJNOVIC.*

(*Traduit par M^me^ Christiane SOLVEJGS.*)

La Question finlandaise.

La Finlande est une des « nations opprimées » qui, depuis trente ans, s'est attiré le plus de sympathies; pourtant la pitié qu'elle inspirait n'était pas entièrement justifiée. Comptant un grand nombre d'hommes remarquables dans tous les genres, dans les arts, dans la littérature, dans les sciences, elle les envoyait dans les différents pays d'Europe proclamer ses droits, incontestables d'ailleurs, et recueillir les adhésions de juristes et de parlementaires qui reconnaissaient la valeur de la loi fondamentale qu'elle invoquait. On n'entendait pas les Russes défendre leur politique, qui était devenue peu défendable, ni faire valoir l'esprit de libéralisme qu'ils avaient montré si longtemps à l'égard du Grand-Duché. On ne voyait pas que le nœud du problème était un conflit de caractères et de tendances, que toutes les difficultés pouvaient être aplanies par des accords fondés sur la bonne foi des deux parties, que nul en dehors d'elles ne pouvait se mêler de leurs rapports et qu'enfin une intervention étrangère n'eût fait qu'empirer la situation.

***

Quoique son sol ne soit que du roc, la Finlande avec ses lacs, ses chûtes d'eau et ses côtes découpées est un beau pays, et, malgré sa pauvre végétation, son terrible climat, ses gelées du mois de juillet qui si souvent font périr la moisson, ce n'est pas un pays pauvre. Les bois

qui couvrent la terre et l'industrie de ses habitants l'ont rendue prospère et relativement riche. Deux races très différentes vivent sur cette terre, les Finnois, de race finno-ougrienne, silencieux, taciturnes, opiniâtres, musiciens, poètes, et les Suédois, brillants, bons organisateurs, juristes, également entêtés. Ils ont chacun leur langue. Longtemps les Suédois, minorité établie en Finlande pendant le moyen-âge, ont été l'unique classe possédante et dirigeante. Mais ils ont eux-mêmes, sous l'œil complaisant des Russes, tiré le finnois des milieux populaires où il était cantonné. Ils ont retrouvé et publié la vieille épopée finnoise, le *Kalevala*, que des chanteurs paysans se transmettaient de générations en générations. Le finnois est devenu une langue de culture, aujourd'hui sur un pied d'égalité avec le suédois. A l'heure actuelle, les anciens maîtres de la Finlande ne forment plus, dans cette nation de trois millions d'âmes, qu'un groupe de trois cent mille personnes, mais ils tiennent encore la tête pour tout, sauf pour la politique, et ils défendent courageusement leur place contre les envahissements de la démocratie finnoise. Il faut se souvenir cependant que parmi les Fennomanes il se trouve beaucoup de Suédois qui ont adopté des noms finnois et qui parlent le finnois, de même qu'autrefois tous les Finnois, lorsqu'ils s'élevaient, prenaient des noms suédois et se mettaient à parler la langue des gens instruits (1).

C'est sous le régime russe que la Finlande est devenue une nation. Elle n'était auparavant qu'une colonie ou qu'une province suédoise. Séparée de la Suède, qui avait dû l'abandonner en 1808-1809, rattachée à la Russie tandis que les soldats finlandais continuaient à se battre contre l'armée russe, elle reçut de la générosité d'Alexandre I[er] son autonomie. Elle conserva ses lois et la forme suédoise de gouvernement parlementaire sous lequel elle avait vécu, le tsar se substituant au roi de Suède. Les députés, nobles, prêtres, bourgeois et pay-

(1) Pour plus de détails, je me permets de renvoyer au chapitre de mon livre, *La Scandinavie, le Nationalisme scandinave* (Plon), qui traite de la question finlandaise.

sans, qui avaient fait partie des États du royaume de Suède, formèrent désormais une assemblée exclusivement finlandaise. Les ministres (sénateurs) non responsables, étaient désignés par le tsar et devaient toujours être Finlandais. En 1812 Alexandre acheva l'unité de la Finlande en y incorporant le gouvernement de Viborg, qui avait été conquis par la Russie d'abord en 1721, puis une seconde fois et définitivement en 1743. La politique du tsar lui assura la fidélité des Finlandais; en 1812, quatre ans après la réunion du grand-duché à la Russie, il pouvait confier la garde de Petrograd à trois régiments levés en Finlande.

Le pays a joui pendant près de cent ans de la paix à l'intérieur et à l'extérieur; il avait sa langue, ou plutôt ses langues, ses finances, ses lois, ses postes; une barrière douanière le séparait de la Russie. Ses fonctionnaires étaient tous Finlandais. Il n'a pas eu d'autre histoire que celle de sa culture; il a produit des poètes tels que Runeberg et Topélius, de nos jours tels qu'Alexis Kivi, Tavaststjerna, Juhani Aho, un grand patriote et réformateur social tel que Snellmann, des artistes tels que Edelfelt et Gallén, un musien tel que Jean Sibelius, tous noms bien connus chez nous.

La Diète ne pouvait être convoquée que par le tsar, et pendant cinquante ans elle ne fut pas réunie, de sorte que la Finlande vivait, au point de vue législatif et même social, dans une sorte de stagnation qui maintenait d'ailleurs les Suédois dans leur situation privilégiée. Il n'y a pas de jury, pas plus qu'en Suède; dans les districts ruraux, comme dans les villes, les tribunaux qui jugent en matière civile et en matière criminelle sont composés d'un juge qui prononce le verdict sous sa propre responsabilité, assisté de conseillers, jurés, élus par les communes ou par les villes. Ils ne se prononcent sur la cause que s'ils sont à l'unanimité d'un avis opposé à celui du juge.

Le séjour de la Finlande est interdit aux Juifs, sauf aux descendants de ceux qui se sont battus dans les

armées de Nicolas II. Il n'y a pas de mariage ni d'état-civil pour les non-luthériens; les prêtres catholiques ne sont que tolérés; ils peuvent être expulsés, comme les Juifs, en quelques heures. Les orthodoxes russes ont leurs prêtres, mais ils sont là en étrangers sans pouvoir s'établir. Le petit nombre de fonctionnaires russes qui dépendaient du gouverneur général, le seul qui pût être russe, étaient autrefois bien vus dans la société et il y avait des mariages entre Russes et Finlandais. Ils n'étaient pas très fréquents parce que peu de Russes vivaient en Finlande; ils avaient lieu le plus souvent entre des Russes de l'Empire et les enfants de Finlandais qui prenaient du service dans l'armée russe ou qui entraient dans l'administration russe.

La question des langues a donné naissance aux partis finlandais. Les Fennomanes voulurent que le finnois eût les mêmes droits que le suédois malgré la résistance des Svécomanes. M. Léo Mechelin, l'homme politique le plus intelligent et l'esprit le plus ouvert qu'ait eu la Finlande dans les cinquante dernières années, quoique du parti suédois, comprit la nécessité de faire à la langue de la majorité une large place; il sentit que l'opposition des Suédois à ces demandes justifiées les rendrait à jamais impopulaires; il fit voter les mesures qui établissaient l'égalité que l'on réclamait. On autorisa d'abord l'emploi du finnois dans les débats de la Diète, puis on permit de s'en servir dans tous les actes de l'administration. Ce n'est que dans les dernières années que la rédaction de certains rapports a dû être faite en russe.

Le parti suédois a défendu la Constitution contre les empiètements russes et s'est opposé aux expériences du parti socialiste qui a pris, dans ces dernières années, une extension inattendue et qui, depuis 1907, est à la Diète le parti le plus nombreux. Les Jeunes-Finnois avaient le même programme que les Svécomanes, sauf en ce qui concerne la langue. Les Vieux-Finnois sont conservateurs au point de vue social, opportunistes à l'égard du gouvernement russe.

⁂

L'empereur Alexandre II est resté le souverain bien aimé de la Finlande. A Helsingfors sa statue était, il y a encore quelque temps, toujours ornée de couronnes. En 1863, il décréta que la Diète se réunirait tous les trois ans et il l'ouvrit lui-même cette année-là ; il fut aussi question sous son règne d'accorder à l'assemblée le droit d'initiative qu'elle n'obtint qu'en 1885.

Ce sont les lois militaires qui ont provoqué les premières difficultés entre la Finlande et le gouvernement russe. Après la guerre de 1870, qui avait imposé au monde les armées nombreuses, Milioutine avait transformé le service militaire en Russie. On demanda à la Finlande d'abandonner le vieux système suédois de *l'indelta*, par lequel les propriétaires de domaines devaient fournir un nombre d'hommes proportionnel à l'étendue de leurs terres. M. Mechelin fut un des auteurs de la loi de 1878 qui introduisit la conscription. Tout citoyen servait trois ans dans l'armée active et deux dans la réserve. L'armée ne se composant que de cinq mille hommes, des milliers de Finlandais n'étaient pas incorporés et passaient immédiatement dans la réserve, faisant seulement 99 jours d'exercices d'entraînement pendant les trois premières années. L'armée n'avait que des officiers finlandais ; elle était sous le commandement du gouverneur général et ne pouvait sortir de Finlande.

Après la mort d'Alexandre III, il fut fait en Russie des efforts répétés pour que les lois militaires russes fussent imposées à la Finlande. On remarquait que 36 % des Russes étaient appelés sous les drapeaux et seulement 9,6 % des Finlandais, que 28 % du budget total de la Russie était employé à la guerre, mais que la Finlande ne consacrait que 16 % de son budget à l'entretien de son armée, bien qu'elle profitât des avantages que la puissance de la Russie assurait à tous les habitants de l'Empire.

En septembre 1898 on avait nommé comme gouverneur de la Finlande le général Bobrikov connu par la politique brutale de russification qu'il avait déjà pra-

tiquée dans les provinces baltiques. Le 15 février 1899 parut le manifeste du tsar qui enlevait à la Diète la plupart de ses droits et faisait d'un grand nombre de questions, dont le règlement jusque-là lui avait appartenu, des questions communes à l'Empire et à la Finlande, que l'empereur se réservait le droit de régler.

Le Sénat envoya au tsar une adresse très circonstanciée qui devait lui être présentée par le vice-président du Sénat; il ne fut pas plus reçu que le maréchal de la noblesse et les présidents des trois Ordres qui lui apportaient la protestation de la Diète.

Parmi les nouvelles lois proposées par le manifeste, il y en avait une qui regardait l'armée. La Diète fit sur ce point quelques concessions; elle proposa d'élever à douze mille hommes l'armée finlandaise qui pouvait, déclara-t-elle, servir hors de Finlande pourvu qu'elle fût d'abord employée à garder les frontières du grand-duché si elles étaient menacées. Le rescrit impérial imposait un nouveau serment aux soldats qui auparavant employaient la formule en usage pour les fonctionnaires; dans les paroles qu'ils devaient prononcer, la qualité de grand-duc de Finlande n'était pas jointe à celle d'autocrate de toutes les Russies, et il y avait certaines expressions qui devaient blesser les sentiments des luthériens. Lorsqu'on l'eût fait remarquer, le ministre de la Guerre russe assura que les termes du serment seraient modifiés et qu'il serait prêté devant des aumôniers luthériens.

Les suppliques du peuple finlandais à son souverain dont la plus retentissante fut celle qui avait été signée par cinq cent mille personnes de toutes les conditions et de toutes les parties de la Finlande, étaient basées sur le droit et sur la Constitution finlandaise. Les années qui suivirent furent remplies de ces luttes. Bobrikov suspendit les journaux, exila des hommes politiques et des écrivains. L'union s'était faite entre les Suédois et les Finnois. Malgré ses deux langues et les intérêts opposés des classes, la Finlande n'avait qu'une âme pour résister à l'assaut que lui livrait le régime impérial.

En 1901, après la publication d'un décret organisant l'armée finlandaise selon les principes rejetés par la Diète, avec cette seule concession du service de trois ans au lieu du service de cinq ans, les troupes furent licenciées par le tsar.

L'assassinat de Bobrikov par un étudiant finlandais, Schauman, en Russie celui de Plehwe, la guerre du Japon, enfin la Révolution et la grève générale en Russie et en Finlande amenèrent la détente. Quelques jours après le manifeste impérial qui donnait au peuple russe les libertés constitutionnelles, un autre manifeste rendait à la Finlande ses privilèges et annulait tous les décrets et ordonnances qui, depuis 1899, leur avaient porté atteinte. Une réforme électorale était promise. En effet la Diète fut rassemblée en 1906 et un projet de loi organique lui fut soumise. Il apportait la constitution la plus démocratique qui soit ; le droit de voter et d'être élu député appartenait à tous les citoyens, hommes et femmes, à partir de vingt-quatre ans ; le suffrage était proportionnel et il y avait une chambre unique.

*
**

Quelques jours après la publication du manifeste se tint à Helsingfors une réunion de 2.000 personnes en l'honneur de l'assassin de Bobrikov, à qui les Finlandais croyaient devoir leur liberté retrouvée ; on célébra sa mémoire par des discours et des acclamations. En même temps renaissaient les dissensions de partis. Alors que, de nouveau, le gouvernement de Stolypine menaçait les droits des Finlandais, les Vieux-Finnois, alliés aux socialistes, arrivaient, par un vote de méfiance, à éloigner de la direction des affaires Léo Mechelin, l'un des rares Finlandais qui aient pu traiter avec les Russes et qui aient su parler aux souverains.

En 1907 il était entré quatre-vingts socialistes à la Diète qui compte deux cents représentants ; le socialisme fut un des éléments nouveaux de la question fin-

landaise. Il était puissant par le nombre de ses adhérents; il en avait beaucoup dans toute une classe agricole, celle des petits fermiers, *torpare*, pressurés par les propriétaires; il était redoutable aussi par son organisation, imitée des syndicats allemands. Il restait profondément nationaliste et résolu à ne pas ouvrir la Finlande à la concurrence étrangère. Le voisinage de cet État véritablement socialisé n'était pas pour plaire au tsar. En effet la Finlande fut, entre 1901 et 1908, le refuge de tous les révolutionnaires russes, de tous ceux qui avaient trempé dans quelque attentat. On se rappelle qu'après la dissolution de la Douma le 21 juillet 1906, c'est à Viborg, en terre finlandaise, mais à une heure de Petrograd, que, sur l'invitation des cadets, les membres de la Douma se réunirent pour protester; dans leur manifeste ils engagèrent le peuple russe à refuser les impôts et le service militaire.

A ce moment avait lieu en Suède le mouvement nationaliste que l'Allemagne a si bien su faire tourner à son profit. L'agitation fut dirigée contre la Russie. Les nationalistes invoquaient le danger russe pour demander à la Suède des sacrifices pour la défense militaire. Le mouvement se propagea en Finlande à cause des nombreuses relations intellectuelles qu'il y a entre les deux pays. Cette excitation rappela aux Russes que la Finlande en cas de conflit était le point le plus exposé; la guerre actuelle montre combien ces prévisions étaient justes. La frontière finlandaise est à vingt-six kilomètres de Petrograd. Les Russes parlèrent d'incorporer deux paroisses du gouvernement de Viborg, Kivinebb, qui a 16.249 habitants, et Nykirka qui en a 14.940. L'armée finlandaise ne fut pas reformée; des troupes russes tinrent garnison en Finlande; on construisit des chemins de fer stratégiques. La Suède était convaincue que ces préparatifs militaires se faisaient contre elle.

L'Allemagne profitait pour pénétrer en Finlande de chaque maladresse commise par les Russes qui, par leur politique maladroite, étaient parvenus à s'aliéner une

population loyale. Les Allemands avaient intérêt à s'en faire des alliés possibles. On dit que c'est grâce à leurs manœuvres dans les sphères gouvernementales russes que le général Seyn, ancien lieutenant de Bobrikov, qui se montra aussi odieux et aussi brutal que lui, fut nommé gouverneur de la Finlande, poste qu'il a gardé jusqu'à la Révolution.

Les Allemands avaient de l'action dans trois domaines, dans le socialisme, dans le commerce où ils occupaient une situation prépondérante avec leurs commis-voyageurs qui pénétraient partout, dans l'Université où,malgré les six cours consacrés à la langue et à la littérature française, l'enseignement est complètement inspiré par la science allemande. Ce qui trompe à cet égard, c'est que tous les Finlandais bien élevés parlent un excellent français. Mais cela ne les empêche pas de croire que leur intérêt les pousse du côté de l'Allemagne. A Helsingfors, il y a une école allemande qui compte sept institutrices. Une ville finlandaise avait, avant la guerre, un *borgmestre,* allemand, ce qui n'est pas très étonnant si l'on considère le pays comme russe, mais l'est infiniment plus si l'on songe qu'il est finlandais, donc fermé aux étrangers.

La situation du Grand-Duché fut de nouveau menacée en 1910. Une tentative fut faite pour modifier ses privilèges. Le jour où la chose fut discutée à la Douma, cent-vingt députés anti-gouvernementaux quittèrent la salle en signe de protestation et, parmi les députés qui restèrent, vingt-trois votèrent contre la proposition qui fut vivement attaquée par un membre du parti gouvernemental, le baron Meyendorff. Le projet donnait au tsar le droit de décider des questions essentielles dont jusque-là le règlement avait appartenu à la Diète, contribution de la Finlande aux dépenses de l'Empire, questions de service militaire, douanes, modifications à apporter au code pénal, situation des Russes en Finlande, législation relative aux réunions publiques, aux associations, à la presse. Le tsar se réservait de fixer lui-même ce qui ressortissait de sa propre autorité. Le principe qui le guidait, ou qui guidait ses con-

seillers, était de ne laisser promulguer en Finlande aucune loi qui ne pût l'être aussi dans l'Empire. Il accordait à la Finlande le droit de nommer quatre députés à la Douma et deux membres du Conseil d'Empire. La Diète ayant refusé de voter cette loi fut dissoute.

Un des changements contenus dans le projet était l'égalité des droits entre Russes et Finlandais dans le Grand-Duché. Les Finlandais avaient et ont toujours la faculté de s'établir en Russie et d'y occuper toutes les positions; il y a beaucoup d'officiers et de fonctionnaires qui sont des Finlandais; ceux-ci ont même été à une époque les favoris à la cour et on leur a confié les charges les plus enviées. Les Russes, par contre, ne peuvent obtenir que très difficilement le droit de cité en Finlande; il leur faut se soumettre à de nombreuses formalités et payer des sommes élevées. Les Finlandais disent que la Russie elle-même avait désiré qu'il en fût ainsi afin que ses sujets ne pussent échapper en passant la frontière à des impôts plus lourds, à un service militaire plus long, et, autrefois, au servage. Ce fait seul montre la différence considérable, essentielle, qu'il y a entre la position de la Finlande dans l'Empire russe et celle de l'Alsace-Lorraine, du Slesvig et de la Pologne prussienne dans l'Empire allemand. Il n'y a pas un des événements de son histoire rapportés plus haut qui n'ait déjà permis de s'en rendre compte.

La loi du 2 février 1912 conférant aux Russes habitant la Finlande les mêmes droits qu'aux Finlandais n'a pas été votée par la Diète et n'a jamais été appliquée par les fonctionnaires finlandais. Un paysan russe ayant informé la municipalité de Viborg qu'il voulait ouvrir un commerce de farine, il lui fut répondu que, conformément à l'ancienne législation, il devait s'adresser au gouverneur général pour obtenir l'autorisation demandée. Le général Seyn traduisit alors le borgmestre et ses deux assesseurs devant le tribunal de Petrograd pour résistance à la loi et ils furent condamnés. C'était la première fois que des fonctionnaires finlandais étaient jugés en Russie. L'un des assesseurs en

appela devant la cour d'appel de Viborg qui ordonna sa mise en liberté; la cour elle-même fut alors jugée à Petrograd et vingt-trois magistrats condamnés à seize mois de prison et à la destitution.

***

La guerre éclata tandis que la Finlande était dans l'émotion provoquée par ces événements. Il suffisait que la France et l'Angleterre fussent les alliées de la Russie pour qu'elles perdissent l'une et l'autre les sympathies qu'avaient inspirées leur libéralisme. On oublia soudain combien d'espoirs on avait fondé autrefois sur leur libéralisme et leur générosité.

La censure imposée aux lettres et à la presse fermait la Finlande aux nouvelles. D'ailleurs l'état des esprits était tel qu'on tenait pour faux tout ce que contenaient les journaux russes tandis que les journaux suédois et allemands qu'on se procurait à prix d'or étaient lus avec avidité et crédulité. Les Finlandais, qui ne fournissaient pas de soldats, mais qui vendaient beaucoup, faisaient de bonnes affaires. La menace suédoise obligea la Russie à garder deux cent mille hommes dans le Grand-Duché. Le bruit courait que le gouvernement se préparait à lancer un manifeste restreignant ses libertés comme l'avaient fait ceux de 1899 et de 1910. Dès le premier hiver de la guerre, des Finlandais furent attirés en Allemagne où ils reçurent une instruction militaire spéciale; ces «tirailleurs d'élite», dont le nombre monte à trois ou quatre mille, étaient destinés à faciliter un débarquement en Finlande. Il se faisait à travers la frontière suédoise des envois de roues de caoutchouc et d'autres objets volés dans les usines russes qui passaient en Allemagne, tandis que les Allemands envoyaient en Finlande par cette voie des armes et des explosifs. On se rappelle que le baron de Rosen, ancien officier suédois au service de l'Allemagne, a été arrêté tandis qu'il dirigeait ce trafic. On l'a laissé échapper et il est aujourd'hui tranquillement dans sa patrie d'élection ou ailleurs. Les chefs des partis fin-

landais, mandés par le comte Douglas, grand maréchal de la Cour, se rendirent à Stockholm en 1915; il s'informa auprès d'eux de la façon dont la Finlande envisagerait sa réunion à la Suède. A leur retour, ils auraient été blâmés par leur parti pour avoir répondu à cet appel. Les Puissances de l'Entente firent, sans obtenir de résultat, plusieurs démarches auprès du gouvernement tsariste pour que le gouverneur Seyn fût rappelé.

***

Le bruit que la Révolution russe avait éclaté précéda à peine de quelques jours la publication d'un manifeste qui rendait à la Finlande ses libertés; cet acte avait été rédigé à Petrograd par une délégation de Finlandais en collaboration avec le gouvernement provisoire. M. Miliukov était un ancien ami de la Finlande. M. Kerenski vint à Helsingfors apporter aux Finlandais le salut de la Russie; il déposa une couronne au pied de la statue du poète Runeberg; son discours fut accueilli par des acclamations. Les étudiants et le conseil municipal de Helsingfors adressèrent leurs félicitations à la Douma. Le drapeau finlandais flotta sur les monuments publics. Le gouverneur Seyn fut remplacé par M. Stakhovic, dont les sympathies pour la cause finlandaise étaient connues depuis longtemps. M. Rodicev, membre influent du parti des cadets, fut nommé ministre pour la Finlande à Petrograd. La population destitua elle-même la plupart des fonctionnaires nommés par l'ancien régime.

Il entra alors en Finlande une masse d'espions et d'excitateurs germanophiles qui travaillèrent parmi les soldats russes et parmi les socialistes finlandais. Bien plus grave était encore le retour d'une partie des « volontaires » de l'armée allemande. Après quelques temps le gouvernement provisoire, sentant le danger qu'il y avait dans cet envahissement, voulut l'arrêter. Mais M. Rodicev lui-même déclara que la Finlande devait être libre de recevoir qui bon lui semblait. Le gouverneur général se contenta de dire en ouvrant la Diète

qu'il comptait sur le bon sens des Finlandais pour ne pas laisser envahir leurs pays par ces transfuges.

Le retour de M. Svinhufvud, magistrat, chef du parti jeune-finnois, exilé depuis plusieurs années en Sibérie, fut un triomphe. Au cours d'une fête qu'on lui offrit, un des orateurs affirma que la Finlande devait pouvoir se développer « dans de nouvelles formes ». Ce fut le sens du discours du président de la Diète lorsqu'elle fut rassemblée, et celui de la réponse du vice-président du Sénat, M. Tokoi, qui appartient au parti socialiste. Un ministère de concentration avait été formé comprenant six socialistes et six membres des partis bourgeois. La question militaire fût soulevée; M. Kerenski émit l'avis que les anciens privilèges finlandais revivant, force était rendue par là même à la loi militaire de 1878.

Le 18 juillet, la Diète fit une déclaration d'indépendance basée sur ce principe que tous les pouvoirs du tsar-grand-duc passaient à la Diète, et n'admettant quelque restriction à cette indépendance que pour ce qui touchait à l'armée et à la politique extérieure. Le projet avait été préparé dans le plus grand secret sans que M. Stakhovic en sût rien et voté après trois lectures rapides par 103 voix contre 86. Des orateurs, et parmi eux un professeur de droit, avaient soutenu que tout changement apporté à la Constitution finlandaise devait être fait d'accord avec la Constituante russe, et ce fut le point de vue de la minorité composée de membres des partis bourgeois. Aussitôt que la nouvelle de la déclaration fût parvenue à Petrograd, M. Tcheidze partit pour Helsingfors et annonça qu'il arrêterait le ravitaillement de la Finlande si la Diète maintenait sa déclaration. Cédant devant la menace, elle se hâta d'assurer que son vote n'avait pas un caractère définitif.

Les Finlandais voyaient disparaître peu à peu les sympathies qu'ils s'étaient acquises autrefois en Russie parmi les cadets et parmi les socialistes. Ils ne trouvaient de partisans qu'en Lénine et chez les Bolcheviki. M. Verner Soederhjelm le constate dans un article ré-

cent paru à Stockholm, sans qu'on se rende bien compte s'il comprend la signification d'un pareil aveu.

Les grèves se multipliaient, de même que les troubles provoqués par le manque de vivres. Au mois d'août, le Sénat crut devoir donner sa démission; M. Tokoi, puis un député vieux-finnois, ont été successivement chargés de former un ministère; mais ils y ont renoncé. Les six sénateurs bourgeois ont continué à administrer la Finlande. La crise devenait de plus en plus grave; ce n'était plus une crise, c'était une anarchie absolue. Les pompiers faisaient grève, refusant d'éteindre les incendies chez « les bourgeois »; les typographes ne voulaient imprimer que des journaux socialistes. La population, pensant mieux réussir que les autorités municipales, leur enlevait le soin de répartir les vivres; la famine devenait alors générale; on était réduit à manger du pain d'écorce de pin et même de mousse. Là il y a des grévistes, ici des chômeurs; les chefs socialistes n'ont plus de prise sur les ouvriers. Ces mouvements désordonnés et violents ont un tout autre caractère que la Révolution russe.

A tant de troubles s'ajoutaient les conflits souvent sanglants entre les Finlandais et les soldats russes désorganisés et démoralisés par la propagande qui se faisait parmi eux. Des Finlandais avaient été les instruments de ce travail; l'alcool était vendu clandestinement aux troupes et on leur achetait leurs fusils qui allaient grossir les dépôts d'armes cachés. Soldats et socialistes extrémistes ont fini par faire cause commune. Des gens qui veulent rétablir l'ordre, cherchant à détruire l'effet plutôt que la cause, ont réclamé l'éloignement des forces russes, exigences terriblement suspecte alors que les Allemands sont à Riga et dans le golfe de Finlande. On assure que les pompiers finlandais qui s'exerçaient avec une activité singulière étaient en réalité destinés à former un corps d'éclaireurs qui aurait pu servir d'avant-garde à une armée ennemie. Une délégation finlandaise serait allée au mois de mai à Berlin réclamer une intervention allemande et insister

sur les chances de succès que devait présenter à ce moment-là une descente sur les côtes finlandaises.

La Diète dissoute a tenté de se réunir le 29 août. Le palais du Riksdag était gardé par des troupes russes; 83 des députés s'assemblèrent dans une autre salle et 44 d'entre eux seulement furent d'avis de donner à leur réunion le caractère d'une séance. Une seconde fois, le 28 septembre, la Diète, qui se considère comme chargée du gouvernement, s'est rassemblée; le président brisa les scellés apposés sur l'ordre de M. Kerenski. Les 80 députés socialistes qui étaient présents votèrent la journée de huit heures, l'égalité de droits pour les Juifs, la souveraineté de la Diète, la responsabilité du Sénat. Le président de la Diète et les députés qui l'ont suivi ont été traduits devant les tribunaux. Dernièrement, un train qui emmenait à la frontière des conspirateurs monarchistes exilés par le gouvernement russe a été arrêté à Sekimakki et on les a conduits à Helsingfors où le Soviet local les a gardés; on a résolu d'arrêter ainsi tous les expulsés. On annonce pourtant que les détenus viennent d'être rendus à la Russie. Le même Soviet a relâché les assassins des officiers du *Petropavlovsk*. M. Stakhovic a donné sa démission de gouverneur général et il a été remplacé par M. Nekrasof, ancien ministre des finances.

Le 15 septembre le gouvernement provisoire avait publié un manifeste par lequel il accordait au Sénat finlandais le droit de régler une série de questions dont la solution appartenait autrefois au tsar-grand-duc. Il restait au gouvernement russe la convocation et la dissolution de la Diète, l'initiative de la discussion du budget, la grâce des condamnés, la nomination du gouverneur. Le Sénat, un peu plus tard, proclamait la République finlandaise et réglait les rapports russo-finlandais. Le pouvoir exécutif devait appartenir au président de la République en collaboration avec le conseil des ministres nommé par lui. La Finlande demeurait unie à la Russie tout en conservant sa Constitution, son gouvernement, ses fonctionnaires. Les questions de paix et de guerre étaient communes et réglées par les

lois fondamentales de la Russie à qui étaient réservés les traités avec les Etats étrangers.

Les élections qui viennent de se faire marquent une perte sensible pour les socialistes et d'autant plus grande qu'ils sont absolument maîtres de la Finlande. Ils ont 90 sièges au lieu de 103 qu'ils avaient précédemment; les partis vieux-finnois et jeunes-finnois en ont 62, les agrariens 26 et les Suédois 21.

Les nouvelles qui parviennent même dans les pays voisins comme la Suède et la Norvège sont contradictoires. On pouvait croire, il y a quelques jours, que les partis bourgeois et les socialistes de droite allaient s'unir pour tirer leur pays de l'anarchie. La Diète, assemblée le 1er novembre, avait élu comme président un jeune-finnois, M. Lundson, député de Viborg. On proposait de confier le gouvernement de la Finlande à un triumvirat composé de MM. Gripenberg, Svécomane, de M. Svinhufvud, jeune-finnois, et de M. Paasikivi, vieux-finnois.

Des dépêches plus récentes nous apprennent que dans les dernières séances de la Diète les socialistes ont gagné les agrariens et 7 à 8 membres des partis bourgeois, de sorte qu'ils ont la majorité; ils auraient déclaré la grève générale et chercheraient à former un gouvernement socialiste.

Le désordre finlandais, le chaos russe rendent toute prévision impossible. Quand la Finlande retrouvera-t-elle la paix? Il y a une question plus pressante à se faire. Sera-t-elle sauvée de la famine, rendue plus cruelle par le froid de l'hiver qui s'ouvre? La détresse présente est si grande, les perspectives d'avenir sont si impénétrables, il y a une telle rupture avec le passé que l'on n'a guère aujourd'hui l'envie de se retourner pour l'interroger. Cependant nous sommes à même de juger avec plus d'impartialité qu'auparavant les rapports des Russes et des Finlandais. La Finlande doit à la Russie d'être aujourd'hui une nation. Les abus du régime tsariste auxquels elle a opiniâtrement résisté ont

même fait son unité momentanée. La première parole de la Révolution russe à son égard a été une parole de liberté; mais, livrée à elle-même, elle n'a pas su se gouverner. Pourtant elle possède une quantité d'hommes intelligents et d'hommes de talent; de leurs décisions, de leur énergie dépend l'avenir de la Finlande qui ne peut trouver qu'en elle-même son salut.

Jacques de Coussange.

L'évolution de l'art russe.

Alors que le roman, la musique et même le ballet russes ont été tour à tour révélés à l'Occident, les arts plastiques proprement dits sont restés dans l'ombre. Depuis le chaleureux manifeste de Viollet le Duc (1), qui date de 1877, aucun écrivain français n'a consacré à ce sujet une étude d'ensemble. Les histoires générales de l'art omettent délibérément la Russie ou lui font dédaigneusement l'aumône de quelques lignes inexactes et injustes. La thèse la plus accréditée veut que l'art russe ne soit dans sa période ancienne qu'un *appendice de l'art byzantin* et dans sa période moderne qu'un *reflet de l'art français*. En réalité, si l'art russe a absorbé beaucoup d'éléments étrangers, il n'en a pas moins élaboré des formes originales, adaptées à la nature et au climat et il a produit, notamment dans le domaine de l'architecture et de l'art décoratif, des œuvres de premier ordre qui méritent une place d'honneur dans l'histoire de l'art européen.

***

Plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, les Grecs avaient semé les bords de la Mer Noire de colonies florissantes. En échange du blé qu'ils venaient charger sur leurs vaisseaux, ils importaient chez les Scythes des bijoux, des vases peints qu'on a retrouvés en grand nombre dans les « Kourganes » ou tertres funéraires de la Russie méridionale. Mais malgré l'éclat de cette civilisation gréco-scythe du Bosphore cimmérien, l'art

(1) Viollet le Duc. *L'art russe*. Paris, 1877.

russe ne commence à proprement parler qu'à la fin du x[e] siècle, avec la conversion de la Russie au christianisme.

La ville de Chersonèse (Korsoun) en Crimée, où le grand prince de Kiev Vladimir reçut le baptême en 988, était un avant-poste de la civilisation byzantine en Slavie. C'est donc de Byzance, la *Ville Impériale* (Tsargrad) dont le prestige rayonnait dans tout l'Orient, que la Russie reçut sa religion et partant sa civilisation: fait d'une incalculable portée si l'on songe que tous les peuples latins et germaniques et même les Slaves de l'ouest (Polonais, Tchèques) avaient adhéré au catholicisme romain et que la Russie byzantine se trouva dans un véritable isolement à l'égard des autres peuples de la chrétienté.

Un autre événement historique vint retarder le progrès de la civilisation russe. Au XIII[e] siècle, les Tatars Mongols firent irruption dans la plaine russe, détruisant tout sur leur passage, et pendant trois siècles le « joug mongol » pesa sur la nuque des Slaves. L'Europe occidentale avait connu, elle aussi, les invasions des Barbares, mais aux premiers siècles de notre ère. Cette invasion tardive des hordes asiatiques eut pour effet de prolonger en Russie le moyen-âge jusqu'au XVIII[e] siècle; c'est aux réformes de Pierre le Grand que la Russie dut de rentrer dans le grand courant de la civilisation occidentale.

Ces jalons permettent de diviser l'histoire de l'art russe en deux grandes périodes d'importance et de durée inégales. La première s'étend depuis le baptême de Vladimir jusqu'à la fondation de Petrograd par Pierre le Grand, du x[e] au XVIII[e] siècle: c'est ce que les Russes appellent la *période antépétrovienne*. La seconde, beaucoup plus courte, ne comprend que les deux derniers siècles: c'est la *période pétrovienne*, caractérisée par la transplantation en Russie de l'art occidental.

*
**

I. — L'art russe avant Pierre le Grand

On associe généralement l'art russe ancien à la prédominance de Moscou, de même que l'art russe moderne se confond avec Petrograd. Mais Moscou n'est pas la plus ancienne capitale de la Russie, qui a longtemps oscillé avant de trouver son centre de gravité. Les premiers foyers de l'art russe furent *Kiev*, « la mère des villes russes », métropole des steppes de l'Ukraine ou Petite Russie, puis *Vladimir* dans la région forestière de la haute Volga et enfin *Novgorod*, riche république marchande du versant de la Baltique qui, épargnée par les dévastations mongoles, prolonge son hégémonie jusqu'à la fin du XV^e^ siècle. Ce n'est qu'à partir de cette époque que la vie politique et artistique se concentre à Moscou.

Toutes ces civilisations kiévienne, novgorodienne, moscovite présentent ce caractère commun que leurs éléments sont empruntés à Byzance. Mais, contrairement à ce que croient certains byzantinistes, cette empreinte originelle va s'effaçant de siècle en siècle jusqu'à disparaître presque complètement.

1. — *Période prémongole.*

Par sa situation dans la Russie méridionale sur le Dnjepr, route historique « du pays des Varègues au pays des Grecs », Kiev gravitait naturellement vers Byzance. Sa cathédrale (1036), placée comme la « *Grande Église* » de Justinien sous l'invocation de Sainte Sophie, est byzantine par son plan carré à cinq absides, par la disposition de ses coupoles et de ses tribunes comme par sa décoration de mosaïques et de fresques dont les sujets sont empruntés aux jeux de l'Hippodrome.

Novgorod, qui est malgré son appellation de *Ville Neuve* une des villes les plus anciennes de la Russie, consacra également sa cathédrale à Sainte Sophie

(1045). Mais, située à l'extrémité opposée du chemin des Varègues, elle était plus près des Scandinaves que des Grecs. Son commerce la mettait en rapport avec les comptoirs de la Hanse germanique. De là vient que si le plan général des églises de Novgorod reste byzantin, maints détails d'architecture et de sculpture (frises d'arcatures, pignons, portes en bronze dites de Korsoun) trahissent l'influence de l'art roman d'Occident. En même temps, le type de l'église byzantine s'adapte aux rigueurs du climat. Les églises de Novgorod sont de proportions basses, ramassées; le plan simplifié ne comporte plus d'absidioles latérales ; la coupole plate byzantine s'effile en forme de bulbe pour faciliter l'écoulement de la pluie et de la neige; les fenêtres, adroitement ébrasées pour laisser passer la plus grande quantité possible de lumière, affectent l'apparence de fentes étroites, bouchées à défaut de verre par des lamelles de mica; à l'intérieur le revêtement de mosaïques, trop dispendieux, est remplacé économiquement par des fresques.

Les églises de la principauté de Vladimir-Souzdal qui devient au XII[e] siècle, après la décadence de Kiev, le centre politique de la Russie, s'éloignent encore plus du schéma byzantin. Non seulement elles sont revêtues comme les églises géorgiennes et arméniennes du Caucase de parements en pierre de taille, mais elles sont fleuries de scupltures en faible relief qui recouvrent tout le champ dessiné sur les façades par de gracieuses frises d'arcatures retombant sur des consoles. Cette particularité qui apparente les églises de Vladimir (Église de la Nerl, 1165 — Saint Dmitri, 1193 — Jouriev-Polski, 1234) à nos églises romanes du Poitou et de la Saintonge est d'autant plus curieuse que la sculpture, rigoureusement proscrite par l'Église orthodoxe qui y voyait une survivance et comme un retour offensif du paganisme, ne se rencontre nulle part ailleurs dans l'art russe ancien.

**

2. — *Période postmongole ou moscovite.*

La civilisation russe, presque anéantie au XIII^e^ siècle par l'invasion tatare, se reconstitue à partir du XV^e^ siècle autour de Moscou qui hérite à la fois de Vladimir et de Novgorod. La tradition byzantine ne pouvait que s'affaiblir après la prise de Constantinople par les Turcs (1453). D'autre part, la Renaissance italienne, dépassant dans son irrésistible expansion Prague et Cracovie, atteint la troisième capitale slave. Sophie Paléologue, la nièce du dernier empereur de Byzance, qui épouse en 1472 le grand prince Ivan III, avait été élevée en Italie. Ce sont des Italiens ou, pour emprunter le langage des Russes et des Orientaux, des *Francs* (Friazines) qui furent chargés de construire les cathédrales, le Palais à facettes et les murailles crénelées du Kreml (1) de Moscou où des voyageurs mal informés s'obstinent à voir la plus pure création du génie russe.

Mais si les Moscovites, qui avaient tout désappris pendant le long esclavage tatar, sont redevables aux Italiens d'importants progrès techniques, l'influence capitale qui les libère au XVI^e^ siècle de la tradition byzantine est celle de l'architecture en bois de la Russie du nord. L'Église de l'Ascension à Kolomenskoé près de Moscou (1532), l'église plus célèbre encore du bienheureux Basile (Vassili Blajennoï) sur la Place Rouge, construite en 1553 par Ivan le Terrible pour commémorer la prise de Kazan, ne sont que des transpositions en pierre des formes constructives et décoratives des églises en bois. A la place de la traditionnelle coupole byzantine apparaissent de hautes pyramides reposant sur de pittoresques rangées d'arcs en encorbellement. Cette forme pyramidale, ainsi que le type d'église à étages que Moscou empruntera plus tard à l'Ukraine n'a, quoi qu'en dise Viollet le Duc, rien de commun avec les pagodes hindoues : elle dérive directement de l'architecture nationale en bois.

(1) L'appellation usuelle de *Kremlin* n'a pas plus de raison d'être que l'absurde orthographe de *czar* au lieu de *tsar*.

L'activité architecturale ne reste pas confinée à Moscou. Deux villes de la haute Volga, toutes proches de l'ancienne capitale de la principauté de Vladimir, Rostov, métropole ecclésiastique et Jaroslavl, riche cité commerçante, voient s'élever au XVII^e^ siècle l'une un Kreml grandiose dont la silhouette féodale rappelle la Cité de Carcassonne, l'autre une série d'églises magnifiques entièrement peintes à fresque comme les monastères du Mont Athos.

A la fin du XVII^e^ siècle, les influences occidentales pénètrent à Moscou par l'intermédiaire de la Pologne et de l'Ukraine récemment conquise. Le style baroque moscovite doit beaucoup aux artistes allemands qui peuplaient un des faubourgs de Moscou (*njemeckaïa sloboda*) : de sorte qu'on peut dire qu'à l'avènement de Pierre le Grand l'*occidentalisation* de l'art russe est déjà un fait accompli.

L'évolution de la peinture d'icones est parallèle à celle de l'architecture. Purement byzantine dans les deux Sainte Sophie de Kiev et de Novgorod, elle atteint son apogée au XV^e^ siècle avec le moine André Roublev et Maitre Denis qui a signé les fresques du monastère de Théraponte. C'est à cette époque qu'apparaît l'*iconostase*, grand paravent séparant la nef de l'abside, qui sert de support à des rangées d'icones superposées. Le XVI^e^ et le XVII^e^ siècle marquent la décadence de cet art admirable qui se corrompt et se vulgarise sous l'influence des Bibles historiées et des gravures allemandes ou flamandes dont s'inspirent les badigeonneurs de murailles de Rostov et d'Iaroslavl.

*
**

II. — L'art russe depuis Pierre le Grand

Si les influences occidentales apparaissent en Russie bien avant le XVIII^e^ siècle, la fondation de Saint-Pétersbourg en 1703 marque cependant le début d'une ère nouvelle. En transportant sa résidence à la lisière sep-

tentrionale de son empire, Pierre le Grand déplaçait l'axe de la civilisation russe ; il rompait avec le passé byzantin et asiatique pour se rapprocher de l'Europe. Tandis que l'ambition de Kiev et de Moscou était de devenir une nouvelle Byzance, le modèle qu'il propose à sa nouvelle capitale, dont le nom germanique était à lui seul un programme, est Amsterdam.

En réalité l'empreinte néerlandaise ou allemande ne tarda pas à s'effacer et c'est la France qui fut le vrai modèle. Après son voyage à Paris en 1714, Pierre le Grand ramène en Russie toute une équipe d'artistes et d'artisans français (Leblond, Pineau, Caravaque) qui décorent ses palais de Pétersbourg et de Peterhof. L'Académie des Beaux-Arts fondée en 1757 par sa fille l'impératrice Elisabeth Petrovna est calquée sur l'Académie de Paris et recrute en France ses premiers professeurs (Vallin de la Mothe, Gillet, Lagrenée). Enfin la Révolution provoqua l'émigration en Russie d'une troisième colonie d'artistes français (Thomas de Thomon, Mme Vigée Le Brun) qui prolongent jusqu'à la fin du règne d'Alexandre Ier notre mission éducatrice.

Le XVIIIe siècle est pour la Russie moderne un siècle d'apprentissage. C'est à partir de la guerre patriotique de 1812 que se manifestent les premiers symptômes d'un réveil de l'art national. Après le brillant épanouissement du style Empire qui a produit sous Alexandre Ier des chefs-d'œuvre tels que l'Amirauté de Zakharov et les grandioses ensembles décoratifs de Rossi, les architectes reviennent à un style pseudo-russe qui fait pendant à notre pseudo-gothique. De l'enseignement de Gillet à l'Académie sort une pleïade de sculpteurs qui rivalisent avec Falconet et Houdon. Enfin l'École de peinture russe, qui chez les grands portraitistes de la fin du XVIIIe siècle (Levicki, Borovikovski) et chez les peintres d'histoire ou de sujets religieux de l'époque romantique (Brullov, Ivanov) ne « sentait guère la Russie », s'efforce d'accentuer de plus en plus son caractère national soit, comme le font les peintres du groupe

des « Expositions ambulantes » (1) (Rjepin, Surikov), en illustrant les scènes du passé, soit comme les réalistes plus raffinés et plus artistes de la période suivante (le paysagiste Levitan, le portraitiste Sjerov, le visionnaire Vroubel) en interprétant poétiquement la nature et l'âme de la Russie.

Ce qui caractérise la génération actuelle (Benois, Somov), c'est un dilettantisme délicat, un peu mièvre, qui se contente trop volontiers d'esquisses et de pochades. Les problèmes de peinture pure passent au second plan. En revanche le goût inné des Russes pour la décoration s'affirme dans les arts graphiques et le décor de théâtre. Ce genre convient à merveille au tempérament russe qui répugne au travail poussé, minutieux et se plaît aux larges effets, aux bigarrures éclatantes. Les saisons de ballets russes, organisées à Paris par Diaghilev, nous ont permis d'apprécier cet aspect si séduisant de l'art russe contemporain.

L'art décoratif ne se présente d'ailleurs pas exclusivement sous cette forme raffinée. La mode ne s'est pas montrée moins accueillante pour les industries rustiques des *Kustari :* bois sculptés, broderies harmonieuses, aux tons délicats et aux motifs traditionnels, exécutés par les paysans russes pendant la longue saison d'hiver qui arrête les travaux des champs.

***

En résumé l'art russe a passé successivement par deux écoles : Byzance et Paris. A l'époque des grands princes de Kiev et de Moscou, il s'est nourri des leçons des grands architectes et mosaïstes byzantins ; après la révolution de Pierre le Grand, de l'art français du XVIII[e] siècle. Mais il ne s'est pas contenté d'imiter servilement ces beaux modèles. De même que l'architecture russe ancienne s'est dégagée du canon byzantin en s'inspirant de l'architecture nationale en bois, l'art russe moderne

(1) Peredvijniki.

tend depuis un siècle à se différencier de l'art d'Occident en remontant à ses origines et en puisant dans le vieux fonds populaire.

Louis Réau.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

La jeunesse serbe en France.

Louis Marin, député. *Avis présenté au nom de la Commission du Budget sur le projet de loi portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou, le 4 novembre* 1914, *entre la France et la Serbie.* (Annexe au procès-verbal de la Chambre des Députés. Séance du 7 juin 1917).

La censure, qui poursuit sans se lasser le cours de ses interminables victoires, me permettra-t-elle de dire que la lecture du *Journal Officiel* est quelquefois intéressante et même édifiante? Il est vrai que, trop modestement, la partie de la littérature officielle qui mérite de retenir l'attention du lecteur se cache le plus souvent dans les annexes où on ne la découvrirait guère sans un heureux hasard ou l'obligeante indication d'une main amie. Je crois utile ainsi de signaler à l'attention du public le très captivant rapport de M. le député Louis Marin à la Commission du Budget.

Sous un titre plus que discret, il nous narre l'œuvre magnifique accomplie par la France quand elle s'est levée d'un élan unanime pour secourir et sauver la jeunesse serbe et préparer l'avenir de ce peuple yougoslave qui opposera demain une infranchissable barrière à l'assaut germanique et est destiné à être le plus solide bastion de notre influence en Orient.

Ni déclamation, ni phrases; très peu d'épithètes. M. Louis Marin s'abstient même le plus souvent de stigmatiser les crimes des Austro-Germains; il laisse la parole aux faits. Il lui a paru qu'ils étaient assez éloquents par eux-mêmes, et il a eu raison. Quand on le lit, on éprouve une invincible émotion, faite à la fois d'admiration et de pitié, de colère, de douleur et de confiance.

Nous avons déjà d'assez nombreux récits de la terrible retraite d'Albanie et nous connaissons tous les souffrances inouïes de cette nation qui, surprise en plein triomphe par une impardonnable trahison et victime d'un ignoble guet-apens, tardivement secourue par les Alliés, dupes de la plus incroyable illusion et trop lents à apercevoir leurs intérêts et leur devoir, a préféré l'exil et le suicide à la capitulation. Quels tableaux aussi poignants cependant que les statistiques que nous donne M. Marin, que la vision de ces centaines, de ces milliers d'enfants, fuyant hâves et déguenillés à travers les montagnes de l'Albanie et tombant à Saint-Jean de Medua, exténués, mourant de faim, les pieds et les mains gelés, gardant dans leurs yeux hagards et caves la vision effroyable de ces jours et de ces nuits d'inoubliable horreur, portés malgré tout dans leur douloureux chemin de croix par la voix mystérieuse des aïeux qui leur parle de la grandeur future de la Patrie et soutenus par le devoir de ne pas laisser s'éteindre la race immortelle des descendants des héros de Kosovo, de Kumanovo et du Rudnik !

En face d'une aussi lamentable catastrophe, véritable défi de la Providence à la raison humaine, plus d'un ministre des Alliés a dû tressaillir d'un frisson de remords, et la responsabilité est lourde des hommes d'État dont les calculs équivoques ou les lâches tergiversations ont rendu possibles d'aussi irréparables malheurs. Les peuples, du moins, peuvent se rendre cette justice qu'ils n'ont pas été au-dessous de la tâche que leur imposaient les événements.

Les sages de la Carrière et les défenseurs incorrigibles de la tradition, qui, après de si éclatants et si sanglants déboires, prônent encore la diplomatie des *secrets* et la politique de cabinet, gagneraient à se mettre à l'école de la foule; ses instincts sont plus clairvoyants que leurs calculs compliqués et ses résolutions sont plus réellement intelligentes; c'est qu'elles sont moins déterminées par des considérations momentanées et superficielles que par le sentiment des réalités profondes qui à la longue finissent toujours par modeler les événements. Elle n'avait peut-être pas une connaissance très exacte de la géographie des Balkans; était-ce nécessaire pour qu'elle sût que l'intérêt comme l'honneur nous commandaient de ne pas abandonner nos amis? Elle s'embarrassait peu de savoir si les habitants de la Macédoine se servent de l'article ou ont abandonné l'infinitif; entre les Serbes qui

s'étaient mis en travers des ambitions tourano-teutonnes et les Bulgares qui se vantaient d'être les pionniers de la culture tudesque, elle n'avait eu ni doute ni hésitation. Que de malheurs auraient été évités si on eût entendu sa voix et si elle eût été libre d'imposer sa volonté !

Quand des combinaisons trop subtiles et des pusillanimités dont il semble bien d'ailleurs que la principale responsabilité ne retombe pas sur le quai d'Orsay eurent rendu inévitable le désastre serbe, dans la Grande-Bretagne comme chez nous, sans attendre l'appel de leur gouvernement, les citoyens s'empressèrent du moins pour sauver du naufrage ce qui pouvait encore être arraché à la tempête. L'insurrection charitable de la France fut admirable et nous nous agenouillons devant elle dans un sentiment de tendre et pieuse admiration. A ces heures sombres éclatent vraiment dans leur radieuse beauté la grandeur et l'humanité de notre pays. Nous traversions une crise terrible, l'angoisse nous serrait à la gorge, nos plus riches départements râlaient sous le talon de l'étranger; nos souffrances étaient si cruelles que nous aurions eu le droit de nous isoler dans notre douleur; nous y avons trouvé un adoucissement en pansant de notre mieux les plaies de ceux qui souffraient avec nous. Il faut lire dans le rapport de M. Marin le récit poignant et doux de cette mobilisation des cœurs; le spectacle des horreurs de la guerre et de la barbarie austro-allemande serait trop insupportable si nous n'avions pas pour nous consoler les sacrifices et le dévouement qui grandissent avec les misères. Le 31 décembre 1914, les envois des Comités de Dames serbes représentaient plus d'un million de francs; plus de 2.000 jeunes réfugiés avaient reçu 20.000 pièces de vêtements. Un gardien de la paix adopte une petite Serbe pour la durée de la guerre; une mère de huit enfants demande un petit Serbe « pour faire la neuvaine »; la recette nette de la Journée Serbe s'éleva à 1.600.000 francs. Grâce à cet effort spontané, plus de 3.000 jeunes Serbes ont été littéralement rappelés à la vie, consolés, préparés à la tâche immense qui les attend quand la victoire des Alliés leur aura rendu leur Patrie.

Les Serbes se sont montrés dignes de l'affection qui se penchait sur leurs plaies saignantes par la reconnaissance qu'ils nous en ont montrée. Personne ne lira sans orgueil et sans émotion les paroles du ministre de l'Instruction publique, M. Davidovic, après son voyage d'inspection en 1917 dans les établissements

où avaient été répartis les jeunes réfugiés : « Nous avons souvent dit, écrivait-il alors: La France est notre seconde patrie. Si jusqu'ici nous avions le droit de le dire, maintenant nous en avons le devoir. Seule la Patrie peut offrir à ses enfants ce qu'ils ont trouvé en France. » — « Vous me permettrez, Messieurs, disait-il le 20 septembre 1916, à la Skouptchina, de ne dire pour le moment que quelques mots de reconnaissance à l'adresse de la grande nation française, à l'adresse de ce peuple magnifique qui a pris dans son sein 3.500 de nos enfants (*Vivats retentissants et prolongés à l'adresse de la France; cris : Notre éternelle reconnaissance! Vive la Nation française!*) Je suis sûr, Messieurs, quant à moi, qu'aucune nation ne l'égale et la fréquentation des enfants de ceux qui ont combattu à Kumanovo, à Bitoljé, à la Brégalnica, à Macevo, au Rudnik et à Kosmaï avec les enfants des vainqueurs de la Marne, de l'Yser, de Verdun et de la Champagne (*tonnerres d'applaudissements*) produira un tel effet sur notre jeunesse qu'elle retournera régénérée dans sa patrie en y rapportant les effets séculaires de la magnifique et splendide civilisation française. »

L'Autriche, un moment victorieuse, n'a reculé devant aucune bassesse pour atteindre, dans les sources mêmes de sa vie, le peuple serbe, son immortel adversaire ; elle a fermé les écoles ou en a fait des instruments de germanisation; elle a déporté les habitants par milliers. — Nulle part, disait au Reichsrat le député slovène de Trieste Ottokar Ribar (juillet 1917), les horreurs de la guerre ne se sont abattues aussi lourdement que sur les Yougoslaves. Que d'agglomérations, jadis florissantes, bourgs ou villes, récemment prospères, ne sont plus aujourd'hui que des ruines! Dans la seule région de Nis, trente mille des nôtres ont été déportés dans les déserts de l'Asie Mineure; parmi les déportés, des enfants de sept et huit ans, privés dans leur exil de nourriture, de vêtements et de soins. Dans le camp de concentration de Broumov (Braunau) en Autriche, plus de huit cents enfants serbes. — Combien de ces victimes innocentes de la haine des Tisza, des Apponyi et de leurs complices, ne reverront jamais leurs familles et le sol de la patrie bien-aimée!

La haine est une mauvaise politique. La barbarie austro-bulgare s'est souillée d'une éternelle infamie sans atteindre son but. Une génération nouvelle grandit et se prépare en France, professeurs, médecins, ingénieurs, chimistes, agriculteurs, com-

merçants, qui rapporteront chez eux, avec des connaissances solides et l'amour du travail, le souvenir impérissable du pays qui les aura armés pour les durs et féconds travaux de demain.

Veillons à ce que les liens qui unissent désormais la France et la Serbie deviennent plus étroits; il est naturel et il est bon que ce soit à propos d'elle que notre gouvernement se soit préoccupé de fixer les bases de ce que M. Marin nomme très heureusement notre politique intellectuelle et morale. Nous exercions depuis le XVI[e] siècle une influence prépondérante en Orient; en Turquie, les Allemands eux-mêmes étaient obligés de se servir de notre langue; à Constantinople paraissaient quinze journaux français contre un journal bilingue, allemand et français. Ne laissons pas dépérir un si précieux héritage. Déjà tout un plan est en préparation pour que la Serbie soit mieux connue chez nous et pour assurer aussi la pénétration de notre génie en Serbie. M. Louis Marin signale quelques-unes des mesures les plus urgentes : fondation d'écoles françaises, échange de professeurs, envoi de boursiers, restauration de la *Maison française* de Belgrade qui, sous le patronage éclairé de notre ministre M. Descos et sous la direction du professeur Gravier, tombé glorieusement pour la défense de la patrie, était avant la guerre un centre rayonnant de travail et de vie.

Le 9 novembre 1916, une première convention scolaire a été signée entre les ministres de Corfou et de Paris; elle prévoit l'envoi en France, chaquée année, dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, ainsi que dans les Universités, d'un certain nombre de boursiers, d'étudiants et d'élèves; des précautions intelligentes ont été prises pour que leur séjour leur soit réellement profitable et pour qu'ils puissent s'initier à nos méthodes sans perdre le contact intime avec leur propre pays.

Ce n'est qu'un premier pas. D'autres suivront; des conventions nouvelles sont à l'étude, plus complètes que celles du 9 novembre, plus larges à la fois et plus précises; espérons que la signature n'en sera pas trop retardée. Il faut que la victoire nous trouve prêts. Pour répandre au loin le rayonnement du génie français nous comptons sur la bonne volonté des gouvernements, et nous comptons aussi et peut-être plus encore sur l'effort libre de nos établissements scolaires. Qu'on les dégage de règlements trop stricts, qu'on fasse appel à leur initiative, qu'on les affran-

chisse de la surveillance, bienveillante sans doute, mais quelquefois un peu timide et routinière de l'administration centrale. La France se sauve elle-même; c'est ainsi que M. Maurras a intitulé un de ses volumes; la France est aujourd'hui majeure et elle a prouvé qu'elle méritait qu'on lui fît confiance.

E. Denis.

Mémorandum

présenté par les délégués socialistes yougoslaves au Comité hollando-scandinave de Stockholm

Le Comité hollando-scandinave de Stockholm a reçu le 28 août 1917 la délégation des partis social-démocrates de Croatie et de Slavonie — représenté par le citoyen M. Mijo Radosevic, — et de Bosnie et d'Herzégovine — représenté par le citoyen Frano Markic — qui ont fait la déclaration suivante :

Le problème oriental, c'est-à-dire la lutte que mènent pour la possession des restes de l'empire turc d'Europe et d'Asie les grands États impérialistes européens d'une part et les petits États balkaniques de l'autre, ce problème, dont la partie essentielle, la plus aiguë, est la question yougoslaave, est, dans la tragédie cyclopéenne de la conflagration universelle, apparu comme la cause la plus directe de la guerre. Pour pouvoir créer dans les Balkans les conditions d'une paix durable, pour éviter de nouvelles luttes et pour rester fidèles à nos principes fondamentaux, nous devons demander que soient écartées les continuelles causes de guerre que recèle le problème oriental comme une menace perpétuelle; et qu'à la conférence de la paix, il soit, dans toute sa complexité, résolu et réglé sur la base du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Ainsi la paix nouvelle ne renfermera plus les germes de nouvelles luttes impérialistes. Le prolétariat conscient et organisé a déjà en son temps trouvé une solution très heureuse du problème balkanique. A la première conférence socialiste, en janvier 1910, les représentants de tous les partis socialistes balkaniques se sont unanimement prononcés pour une fédération de républiques balkaniques libres. Nous aussi, Yougoslaves austro-hongrois (Croates, Serbes et Slovènes), nous avons accepté cette résolution.

Cependant nous sommes en pleine guerre mondiale, et dans le monde entier il est question, pour ainsi dire chaque jour, en paroles et en écrits, d'une révolution bourgeoise yougoslave. En effet, la classe bourgeoise yougoslave a, pendant cette guerre mondiale, accompli sa plus grande révolution historique, sa lutte pour sa propre existence en tant qu'État libre du joug de l'étranger.

Les territoires yougoslaves sont les suivants :

1° En Autriche-Hongrie :

a) La Croatie-Slavonie, avec 42.534 kilomètres carrés et 2.621.954 habitants;

b) La Dalmatie et ses îles, avec 12.835 kilomètres carrés et 700.000 habitants, dont 3 à 4 % d'Italiens;

c) La Bosnie-Herzégovine, avec 51.199 kilomètres carrés et 1.931.802 habitants;

d) La partie sud-est de la Hongrie (Baranja, Backa, Banat), avec environ 250.000 habitants;

e) L'Istrie avec ses îles et Trieste, avec 4.956 kilomètres carrés et 220.382 habitants yougoslaves à côté de 145.525 Italiens; la Carniole, le comté de Goritz, la Carinthie, la Styrie et la partie sud-ouest de la Hongrie avec 1.500.000 habitants.

2° En dehors de la monarchie austro-hongroise :

a) Le royaume de Serbie;

b) Le royaume de Monténégro;

c) Le royaume de Bulgarie.

3° Les Yougoslaves émigrés en Amérique, en Asie, en Afrique, en Australie, au nombre d'environ 1.500.000.

Selon l'idéologie de notre bourgeoisie nationaliste, créée au début du XIX^e^ siècle, alors que notre idée nationale ressuscitait à la suite de la Révolution française, les Bulgares sont politiquement exclus du mouvement unitaire des Yougoslaves. Nous, social-démocrates, nous considérons d'après leurs attributs ethniques (langue, traditions communes, etc.) les Bulgares aussi comme appartenant à la communauté yougoslave. Les oppresseurs séculaires des Yougoslaves non seulement emploient la force toute puissante de leurs États policiers pour tenir les Yougoslaves sous le joug insupportable de leur domination, mais ne reculent pas même devant le mensonge en dépeignant les Yougoslaves comme une race réactionnaire, sauvage et inférieure, inapte à toute liberté et à tout progrès intellectuel.

Les Yougoslaves avaient au moyen-âge leurs propres États indépendants. Depuis la perte de leur liberté, ils ont souvent changé de maîtres : Vénitiens, Turcs, Allemands, Magyars. Leur lutte pour la libération du joug étranger est écrite en lettres de sang à chaque page de l'histoire. La Serbie n'a reconquis sa liberté qu'après trente ans (1804-1833) de luttes et de soulèvements. Les insurrections des musulmans de Bosnie et d'Herzégovine en 1832 et 1850 et des Serbes de la même province en 1853, 1857, 1861 et 1875 avaient toutes pour but la libération de la Bosnie et de l'Herzégovine du joug turc. Toute cette lutte pour la liberté — qui a coûté tant de sang et de sacrifices — s'est terminée en 1878 par l'occupation et en 1908 par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche. En vue de libérer la Croatie et la Slavonie du despotisme austro-magyar, les Croates et les Serbes se soulevèrent en 1871 près de Rakovica. A cette occasion, les instigateurs du soulèvement payèrent de leurs têtes leur patriotisme (Eugène Kvaternik et autres). Il y eut aussi de grands mouvements pour la liberté en Croatie et en Slavonie, en 1883 et en 1903, et en Bosnie et en Herzégovine, en 1906. A la tête de ce dernier marchaient les ouvriers social-démocrates qui avaient organisé une grève générale. Mais tous ces mouvements et ceux aussi dont nous ne parlons pas furent étouffés dans le sang par la force supérieure d'une grande puissance. Dans toutes ces luttes, les Yougoslaves ne purent pas vaincre, mais ils n'ont néanmoins pas perdu la foi dans leur bon droit.

La monarchie austro-hongroise a commis de lourdes fautes à l'égard du peuple yougoslave, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. A l'intérieur, afin de pouvoir, par sa politique, affamer ses propres peuples et augmenter sans concurrence les prix du bétail en Autriche-Hongrie, à l'instigation des grands propriétaires autrichiens et hongrois, on ferma à la Serbie la porte du marché austro-hongrois. Du côté serbe on répondit à cette mesure en fermant le marché serbe à l'industrie austro-hongroise. Et, pour se venger de nouveau de la Serbie, l'Autriche-Hongrie la priva d'une issue vers la mer, c'est-à-dire d'un port libre, et lui enleva ainsi la possibilité de trouver d'autres marchés.

L'impérialisme austro-hongrois a, de sa force de grande puissance, poursuivi pendant des dizaines d'années la guerre économique avec la petite Serbie. Cette guerre économique sans fin a provoqué la guerre mondiale actuelle, lorsque les tyrans austro-

hongrois trouvèrent dans l'attentat de Princip un prétexte pour anéantir un voisin petit et faible — c'est-à-dire pour anéantir l'indépendance des Yougoslaves en dehors de la Monarchie danubienne. La Monarchie austro-hongroise a toujours gouverné les Yougoslaves, sans exception, d'une façon hostile, aussi bien avant que pendant la aguerre. Afin de faire d'un peuple plusieurs petits peuples lilliputiens, la monarchie nous a partagé entre sept Diètes, donc entre sept provinces aux intérêts politiques et économiques différents. Cette division se fait encore mieux sentir par notre répartition entre le Parlement de Vienne et celui de Budapest, ainsi qu'entre les Délégations. Ce morcellement malheureux et ruineux d'un seul et même peuple en plusieurs petits États, en provinces séparées au point de vue législatif et économique, dans le dessein de le rendre politiquement et économiquement impuissant, a entravé et anéanti aussi tout grand mouvement socialiste parmi les Yougoslaves. Nous avons un mouvement socialiste croate slavon, dalmate, slovène, istrien, bosniaque-herzégovinien, serbe, etc. Ce sont autant de partis qui se considèrent tous comme membres d'un et même peuple, mais qui, ainsi morcelés en groupes arriérés au point de vue intellectuel et économique, au lieu de travailler ensemble et solidairement, ne peuvent ni vivre ni mourir. Voilà le tableau de la misère yougoslave dans la monarchie austro-hongroise.

La politique de protection et de soutien des petits peuples, dont font mention dans leur memorandum, nos collègues autrichiens, est, au point de vue intellectuel, pratiquée par la monarchie danubienne à l'égard des Yougoslaves de telle façon que nous, Yougoslaves, en dépit de nos aspirations à la civilisation et à l'instruction, nous occupons encore aujourd'hui la première place parmi les illettrés d'Autriche-Hongrie. En Bosnie, après quarante ans d'activité « civilisatrice » de l'Autriche-Hongrie, on trouve une école primaire pour 4.052 habitants ou une école pour 11 kilomètres carrés. Un nombre considérable des écoles aujourd'hui existantes, 207 sur 458, sont entretenues par des sociétés privées. En Istrie, il y a 44.500 enfants astreints à la fréquentation scolaire, mais 28.578 seulement qui vont à l'école. Ainsi environ 16.000 enfants restent sans instruction primaire, ils sont exclus de toute civilisation. En Carinthie, il y a une école primaire pour 1.008 habitants allemands, tandis qu'il y en a à peine une pour 27.404 Slovènes. En Hongrie, où il y a

plusieurs centaines de milliers de Yougoslaves, il n'y a aucune école yougoslave, grâce à la politique magyare d'oppression des nationalités. En Dalmatie, en Croatie, en Slavonie, en Carniole et dans les autres pays yougoslaves, les conditions de l'instruction publique ne sont *mutatis mutandis* qu'un tout petit peu meilleures. Au cours de la guerre, nombre d'instituteurs ont été appelés au service militaire, ce qui a eu pour effet que plusieurs écoles ont été fermées et que l'instruction se trouve dans des conditions encore plus tristes. Et comme conséquence de cette politique qui « protège » l'instruction primaire yougoslave, il y a en Bosnie-Herzégovine 90 % d'illettrés, tandis que dans les autres pays yougoslaves il n'y en a que 50 à 70 %. C'est là la plus dure condamnation de l'activité civilisatrice de l'Autriche-Hongrie.

Le gouvernement de Bosnie et d'Herzégovine interdisait tout simplement les cours publics fondés par l'initiative privée, et destinés à combattre l'ignorance. Ceux qui existaient dans les autres pays yougoslaves ont été supprimés pendant la guerre. Ainsi les Yougoslaves ne peuvent pas même combattre l'ignorance, et, s'ils le font, leurs « civilisateurs » les persécutent et les condamnent comme révolutionnaires et traîtres. En général, dans nos pays, on veille seulement à ce que la gendarmerie et la police soient bien organisées (les dépenses annuelles pour la gendarmerie en Bosnie et en Herzégovine montent à 3.753.189 couronnes, mais pour l'instruction publique à 675.000 couronnes seulement). L'instruction publique en Bulgarie et en Serbie est bien supérieure à celle des pays yougoslaves d'Autriche-Hongrie. L'instruction supérieure est dans les mêmes conditions que l'instruction primaire. Les seules institutions civilisatrices d'ordre supérieur que le gouvernement austro-hongrois entretient sont les séminaires (catholiques, grecs-orthodoxes et musulmans). C'est ainsi que la Dalmatie, l'Istrie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Carniole, etc., n'ont pas d'université, mais des séminaires de théologie. La majorité des Yougoslaves ne peuvent pas achever leurs études universitaires dans leur langue maternelle, et, si on demande l'équivalence des grades de l'université de Zagreb avec ceux des autres universités, semblable demande est toujours rejetée. Oppression intellectuelle, oppression cléricale, voilà ce qu'a été la mission civilisatrice austro-hongroise parmi les Yougoslaves. Tout ce que nous possédons aujourd'hui dans le domaine

intellectuel, nous ne le devons pas à l'aide et à la bienveillance de l'État; au contraire, nous l'avons gagné en combattant contre la force supérieure d'une grande puissance. Les procès de haute trahison qu'on commença à l'époque de l'illyrisme contre Ljudevit Gaj sont, jusqu'à nos jours, restés l'arme préférée des gouvernements austro-hongrois, le plus efficace moyen politique employé contre les Yougoslaves.

La politique des Yougoslaves d'Autriche-Hongrie consiste exclusivement dans la lutte contre la violence exercée à leur égard par la Monarchie. Les Constitutions des diverses provinces yougoslaves ne méritent pas ce nom, car elles ne sont que des carricatures manifestes de Constitution et de parlementarisme. Tous les systèmes électoraux réactionnaires possibles, combinés avec les curies fondées sur les intérêts des classes et des confessions, servent au seul but de conserver aux agas et aux comtes la suprématie sur les autres classes sociales. C'est pourquoi, dans la Yougoslavie austro-hongroise, nous n'avons pas un seul député socialiste.

Le grand mouvement national qui a commencé à Zagreb en 1832 sous le nom d'illyrisme et qui s'est déclaré yougoslavisme, réclamait l'union de toute la nation résidant entre Scutari, Varna et le Triglav, c'est-à-dire « l'union de tous les Bulgares, Serbes, Slovènes et Croates ». — Tous les Parlements yougoslaves, avant comme pendant la guerre actuelle, sont restés attachés au point de vue de l'unité nationale, restreinte plus tard aux seuls Croates, Slovènes et Serbes. Les autocrates austro-hongrois ont combattu cette idée depuis ses débuts, bien que toutes les Diètes et toute la nation aient toujours insisté sur sa réalisation. En un mot, le seul principe du gouvernement envers les Yougoslaves était, dans toutes les provinces, le suivant : protection des agas féodaux, des comtes et des prêtres, démoralisation et corruption des intellectuels supérieurs et inférieurs, exploitation et appauvrissement des autres membres de la nation et surtout de la classe paysanne. En Bosnie et en Herzégovine 112.000 familles, c'est-à-dire 650.000 âmes, vivent encore aujourd'hui dans les misérables conditions de la féodalité du moyen-âge, et travaillent pour les agas et beys musulmans, qui sont environ 10.000 familles. Comme le paysan de Bosnie et d'Herzégovine est asservi selon le système turc des *kmets*, le paysan dalmate et istrien est asservi selon le système latin du « colonat ». Le paysan des autres pays yougo-

slaves subit l'esclavage moderne des hypothèques, car nos paysans ont dû payer la libération qu'on leur a accordée en 1848, Les banques et autres entreprises financières sont entre les mains des comtes et des prêtres. Ainsi, dans les autres pays, la forme seule a changé, le fond de l'esclavage moyenâgeux ne s'est pas modifié.

Les patentes féodales absolutistes n'ayant pas résolu les problèmes agraires des Yougoslaves (la Bulgarie et la Serbie les ont déjà résolus), les fonctionnaires corrompus trouvent un vaste champ d' « activité », de « protection » et de « favoritisme ». Ce fait explique clairement la nombreuse émigration, ou plutôt la fuite des Yougoslaves hors de leur patrie. Selon les statistiques officielles, la Croatie et la Slavonie seules ont fourni environ 400.000 âmes à l'Amérique, c'est-à-dire 15 % de leur population. Dans les autres provinces, la situation n'est pas meilleure. Si l'on considère que seuls émigrent des adultes et des hommes aptes à l'agriculture, on voit clairement que l'émigration des Yougoslaves d'Autriche-Hongrie équivaut à la dépopulation formelle des pays yougoslaves et à leur anéantissement. On remplace les Yougoslaves émigrés surtout par des colons allemands ou magyars. Il serait superflu de discuter l'importance sociale de cette colonisation intérieure, dont le but est l'extermination des Yougoslaves; car nos principes condamnent très énergiquement tout acte quelconque visant à l'anéantissement ou à l'oppression d'un peuple. Nous condamnons donc, de toute notre énergie, la germanisation et la magyarisation des Yougoslaves.

Les procès politiques monstres par lesquels on a commis de nombreux crimes judiciaires, tels que le fameux procès de Zagreb contre 53 inculpés de haute trahison, la fameuse affaire Friedjung, à Vienne, où la camarilla viennoise s'est couverte de honte aux yeux du monde entier par ses documents falsifiés, enfin les nombreuses persécutions et les procès politiques aggravés par les brutalités effrénées de la police créaient avant la guerre, dans toute la Yougoslavie, une atmosphère politique lourde, dans laquelle il semblait que la seule arme politique pouvait être la bombe ou le revolver. Contentons-nous de mentionner les attentats suivants, qui ont eu lieu avant la guerre : Zerajic (Sarajevo, 18 juin 1910), Jukic (Zagreb, 8 juin 1912), Djcic (Zagreb, 18 août 1912), Sefer (Zagreb, 20 mai 1913). Lorsque, dans cette atmosphère surchargée d'attentats contre l'absolutisme politique

intérieur, la guerre éclata, l'absolutisme politique, déjà insupportable, s'accrut encore. On ne peut pas même compter les grands procès politiques, les nombreuses condamnations à mort et les centaines et centaines d'années de prison dont on frappa les Yougoslaves de toutes les provinces pendant la guerre actuelle. Nous nous bornons à mentionner les procès suivants. Le 19 novembre 1915 a commencé à Banjaluka un procès contre 112 personnes inculpées du crime de haute trahison. Ce procès s'est terminé par 18 condamnations à mort et 82 condamnations à des peines variant de 2 à 20 ans de détention. Le total des peines d'emprisonnement dont les inculpés ont été frappés s'élève à 820 ans, celui des dommages-intérêts à 14 millions de couronnes. Il faut encore citer les procès qu'on intenta dans la même année à 28 élèves de Trebinje et de Sarajevo et à 38 élèves de Tuzla. Là les inculpés étaient presque tous mineurs.

Les justices militaire et civile continuent leur œuvre. Des milliers et milliers d'autres crimes judiciaires commis par les tribunaux militaires sur des personnes civiles ne seront jamais connus du public, les journaux étant contraints de garder le silence à ce sujet. C'est aussi l'absolutisme autrichien qui a mis le revolver entre les mains d'Adler. Si nous ajoutons que la censure autrichienne a saisi dans les pays yougoslaves même ce que les censeurs autrichiens des autres régions avaient déjà censuré et laissé passer, on pourra se faire aisément une idée de la liberté dont nous jouissons. Cette censure, qui a saisi le calendrier orthodoxe, l'alphabet cyrillique, des notes inoffensives, des livres orthodoxes et des milliers de livres, journaux et brochures innocents, cette censure, en un mot, a tout saisi, et particulièrement les informations judiciaires « politiques ». Nous ne savons rien des procès jugés par les tribunaux militaires. Pour ceux qui se déroulent devant les tribunaux civils, nous n'en apprenons que ce qui trouve grâce devant la censure. Vu ses rigueurs, nous ne pouvons malheureusement pas donner une image concrète du calvaire yougoslave, c'est-à-dire fournir les chiffres de tous ceux qui ont été pendus et fusillés, condamnés à mort ou aux travaux forcés à perpétuité et bannis de leur patrie, ou de ceux qui ont été internés ou relégués ou dont les biens ont été confisqués.

De l'amnistie récemment proclamée les Yougoslaves de Croatie et de Slavonie, ainsi que de Bosnie et d'Herzégovine, ont été exclus seuls parmi les peuples d'Autriche-Hongrie.

Nous, Yougoslaves, nous avons en outre le malheur d'habiter deux contrées qui touchent directement à la zone des opérations. Pour cette seule raison, d'innocentes victimes yougoslaves versent des flots de sang. Des Yougoslaves ont été, par leur propre gouvernement, pris comme otages, et lorsqu'à la frontière ou sur la côte les canons serbes, italiens ou français commençaient à gronder, on amenait ces otages jusqu'à leur portée. Les tyrans s'amusaient alors au massacre de leurs victimes en majorité innocentes. Le député Biankini a protesté au Parlement de Vienne contre cette barbarie d'une soldatesque brutale.

Mais ce n'est pas tout. Outre l'ignorance et l'oppression, outre l'absolutisme moyenageux, le malheur le plus grave qui nous menace est la famine: en Dalmatie, en Istrie et dans les îles, les gens meurent en effet de faim. D'après une interpellation du député Hreljanovic au Parlement de Budapest, la moitié de la population de Bosnie-Herzégovine est menacée de mourir d'inanition. Le gouvernement a fait à cette interpellation la réponse suivante : « Jusqu'ici 200 personnes seulement sont mortes de faim en Bosnie ».

Enfin pour éviter tout reproche de partialité dans la question yougoslave, nous rappelons les critiques tout à fait objectives de nos camarades magyars qui, quelques jours avant la guerre actuelle (le 24 juillet 1914), dans l'organe central des socialistes hongrois, le *Népszava,* écrivaient ce qui suit :

« Ils (les Austro-Hongrois) ont provoqué le danger de guerre, et maintenant ils veulent résoudre par le sang et par la tuerie les problèmes que leur despotisme, leur incapacité et leur politique anti-nationale ont embrouillés jusqu'à en faire un nœud inextricable. » Et ils continuent : « La Bosnie a été occupée par les armes, elle ne peut être gardée que par les armes. La domination de la monarchie en Bosnie équivaut encore aujourd'hui à une domination étrangère. L'ambition de domination de la soldatesque et la chicane d'une bureaucratie étrangère ont jusqu'à présent gouverné la Bosnie et l'Herzégovine. A la bureaucratie et au militarisme vient se joindre, en tiers dans l'alliance, le cléricalisme. Le soldat, le bureaucrate, et le jésuite — voilà le trio qui caractérise la domination austro-hongroise en Bosnie et en Herzégovine. La province se trouve sous la domination de fonctionnaires étrangers, elle est exploitée par le capital étranger, abrutie par les prêtres étrangers et administrée par des fonc-

tionnaires incapables. Opprimée politiquement, on l'anéantit économiquement. La classe ouvrière est opprimée. Aujourd'hui encore, on tolère l'asservissement du paysan serbe au seigneur turc. Les Austro-Hongrois ont inventé mille trucs de l'autorité policière pour étouffer la vie nationale régénérée des Serbes de Bosnie et d'Herzégovine. Ils tiennent le paysan dans l'esclavage, étouffent la vie nationale de la bourgeoisie serbe éveillée, chicanent les organisations prolétaires; ils se sont attiré la haine des différentes classes et ne favorisent que la classe réactionnaire de la province, les féodaux musulmans. »

Le militarisme, les latifundia, la domination des comtes et des prêtres avec, à sa tête, une bureaucratie corrompue, qui ne comprend pas le peuple, voilà ce qu'était la politique nationale de la monarchie danubienne à l'égard des Yougoslaves, la politique soutenue, ces temps derniers, par la baïonnette et la prison. Cette politique d'absolutisme déclaré a obtenu de la part des Yougoslaves la réponse méritée, des coups de revolver et des bombes.

Les Yougoslaves sont condamnés à mourir de faim dans le grenier des Balkans. Les champs nombreux, les plaines fertiles, sous un climat méridional très favorable, seraient très propres à la culture du blé, des fruits, de la vigne, si on voulait, à peu de frais, améliorer le sol. De grands fleuves et les chutes d'eau n'abondent dans les pays yougoslaves que pour ravir le voyageur oisif, car ils ne sont exploités d'aucune façon. Les richesses minérales (fer, cuivre, mercure, etc.), ainsi que les forêts riches en bois de charpente, qui abondent dans les pays yougoslaves, ne sont pas exploitées à notre profit.

Les exploitations forestières de Croatie-Slavonie et de Bosnie-Herzégovine, au nombre d'environ 50.000, mal dirigées, irrationnellement conduites, sont à la merci de *spahis*, de capitalistes étrangers et de fonctionnaires irresponsables.

De même que le peuple qui habite les provinces yougoslaves forme un tout ethnique, ces provinces, d'après leur situation géographique, forment un tout économique. Sous le prétexte de « grands territoires économiques », c'est-à-dire dans l'intérêt des impérialistes austro-hongrois, qui traitent les Yougoslaves comme des colons, nos centres économiques se trouvent transférés à Vienne et à Budapest. Les tarifs des chemins de fer yougoslaves ne sont fixés que dans l'intérêt des capitalistes hongrois. Toute

l'industrie et tout le commerce de Croatie-Slavonie et de Bosnie-Herzégovine s'en trouvent entravés. Le transport d'une marchandise d'une localité de Croatie ou de Bosnie dans une autre localité coûte plus cher que le transport de la même marchandise de Budapest en Croatie ou en Bosnie.

On ne peut pas même parler de voies de communications modernes. Un seul regard sur la carte suffit à montrer les avantages de la côte dalmate. Néanmoins aucun des ports dalmates n'est exploité d'une manière productive. Les rares chemins de fer, à voie étroite, ne sont pas construits pour relier économiquement les Yougoslaves; tous servent aux seuls buts stratégiques. La séparation artificielle de la Dalmatie d'avec son arrière-pays naturel, qui est constitué par la Croatie-Slavonie et par la Bosnie-Herzégovine, a eu pour conséquence son anéantissement économique.

Les bourgeoisies magyare et allemande ne veulent pas avoir un rival au sud de la Monarchie. Elles veulent vendre leurs marchandises en Orient sans être gênées par un rival indigène. Pour atteindre ce but, elles usaient contre les Yougoslaves de la Monarchie d'un système de violence, politique et économique, qui ressemble à l'extermination; et, pour atteindre le même but contre les Yougoslaves de l'étranger, elles se sont servies du moyen le plus violent, de la guerre. Le problème yougoslave à l'intérieur et à l'extérieur de la monarchie n'a jamais été pour la monarchie danubienne un problème de droit, mais un problème de *Faustrecht* (droit du plus fort).

La situation des masses ouvrières dans ce milieu d'ignorance, d'illégalité et d'anéantissement économique perpétuel est claire. La chaîne que, dans leur esclavage, les ouvriers portent au cou, a été dans ces derniers temps quelque peu relâchée, depuis que le souffle nouveau de la révolution russe a aussi traversé nos pays. Le Sabor croate a été convoqué pour la première fois depuis la révolution russe pour le 5 juillet 1917. Le parti social-démocrate de la Croatie et de la Slavonie a voulu profiter de cette occasion pour manifester en faveur de la liberté et de la démocratisation de la vie politique en Croatie et en Slavonie. C'est dans ce dessein qu'un meeting populaire a été convoqué pour le 3 juillet 1917 à Zagreb avec l'ordre du jour suivant : « La situation politique et les revendications ouvrières à l'occasion de la rentrée du Sabor. » Le meeting a été interdit. Privés de tous

droits politiques, nous n'avons pas pu faire autrement que de présenter au Sabor une pétition. En voici le texte intégral. Il exprime clairement les revendications du prolétariat yougoslave :

« A la Chambre des Députés,

« La classe ouvrière et le parti socialiste de Croatie-Slavonie sont le plus gravement atteints par l'état de guerre. Toutes les organisations ouvrières, sans exception, ont été dissoutes, tous les journaux saisis, et le droit de réunion aboli. C'est ainsi que les ouvriers n'ont ni les moyens ni la possibilité de manifester leur opinion et de défendre leurs intérêts.

« La guerre pèse le plus lourdement, en particulier, sur le prolétariat urbain. Cette classe, économiquement la plus faible, est exposée à la plus terrible misère et à la plus grande détresse. Les piètres conditions d'approvisionnement, dont il faut chercher les motifs plutôt dans la désorganisation des transports et de la répartition que dans la disette de vivres, se font sentir le plus fortement dans les rangs ouvriers, où ils causent une véritable désolation. La cherté inouïe de la vie a pour conséquence l'alimentation insuffisante, le manque de vêtements et les logements insalubres; de là viennent des maladies incessantes, l'incapacité de travail et enfin la ruine économique, le crime et la prostitution. Les ouvriers ne peuvent pas travailler par des moyens légaux à l'amélioration de leur situation, puisqu'on les a privés de tous les recours de ce genre. Ils doivent se contenter de salaires extrêmement bas qui ne leur permettent pas de suffire aux dépenses de la nourriture; sans parler de l'habillement, du logement et des autres nécessités de la vie. Ces conditions horribles deviennent de jour en jour plus insupportables.

« Dans les milieux ouvriers, l'exaspération et le désespoir grandissent constamment, sans que la classe ouvrière ait la possibilité d'exprimer son opinion et de défendre ses intérêts. Toute l'action politique, toute l'organisation syndicale, l'exercice même de la liberté de réunion et de presse lui sont interdits. D'autre part, elle n'a pas dans les assemblées législatives de représentants à elle, qui pourraient porter devant les pouvoirs les griefs des ouvriers et solliciter une intervention pour adoucir les maux sociaux.

« Dans ces circonstances tragiques, et tenant compte des conditions politiques générales de la monarchie austro-hongroise, les

soussignés, autorisés par les travailleurs socialistes de Zagreb, s'adressent au Parlement croate. Ils lui rappellent les longues luttes que le parti socialiste, en union avec la plupart des partis et des groupes qui forment la majorité actuelle du Parlement croate, a dû soutenir pour conquérir cette ombre de liberté dont le pays jouissait avant la guerre, et ils l'engagent à élever sa voix pour qu'au moins ces libertés limitées d'avant la guerre soient respectées. En même temps, les soussignés espèrent que les représentants du peuple, pénétrés de l'esprit démocratique qui, au moment actuel, terrasse les injustices et l'oppression politique dans le monde, et conscients des moments historiques que traverse la nation, feront des lois aptes à garantir à tous les citoyens de Croatie-Slavonie la pleine liberté individuelle et civique, ainsi que l'égalité de droit et l'assurance contre toute ingérence arbitraire.

« La Croatie est aujourd'hui presque le seul pays de la monarchie où aucune réunion publique de caractère politique n'est permise, quoique le théâtre de la guerre soit éloigné de ses frontières; les ouvriers ne peuvent y entretenir aucune action, même pas celles qui sont permises dans la zone de guerre proprement dite, comme Serajevo, Trieste, Rjeka, Ljubljana, etc. Les ouvriers croates sont condamnés à regarder, les bras croisés, la diminution effective de leurs salaires, les ravages que la tuberculose et d'autres maladies font parmi leurs femmes et leurs enfants. Ils sont ravalés au rang des bêtes de somme, qui n'ont que le droit de se taire, de traîner leur charge et, quand le moment vient, de mourir.

« C'est pourquoi nous demandons au Parlement croate :

1) D'inviter le gouvernement royal du pays à abolir les décrets qui ont supprimé la liberté de réunion, de parole, de presse et d'association, d'autant plus que les restrictions prévues dans les lois sur la matière sont assez grandes par elles-mêmes pour prévenir tout abus de ces faibles droits constitutionnels accordés à notre peuple.

2) De voter des lois introduisant :

1° Le suffrage universel égal, direct et secret, avec représentation des minorités (système proportionnel) et vote à la communes pour les élections à tous les corps représentatifs, c'est-à-dire au Parlement, aux assemblées départementales et aux conseils communaux. Le droit de vote doit être accordé à tous

les citoyens âgés de plus de vingt ans, sans différence de sexe, de religion et de race;

2° La liberté absolue d'association (la Croatie, où est en vigueur la Patente absolutiste de Bach sur les associations, est le seul pays de toute la monarchie où aucune association politique ne peut se constituer);

3° La liberté de parole, de réunion et de la presse, avec la réforme correspondante des lois pénales existantes et des lois actuelles sur la presse;

4° Une loi sur les mesures exceptionnelles en temps de guerre, qui empêchera tout abus de la part de l'autorité exécutive et en particulier restreindra le pouvoir des cours martiales et garantira la procédure régulière pour tous les inculpés et accusés;

5° La constitution de Cours d'assises pour tous les délits qui sont punissables de plus d'un an de détention;

6° L'organisation de l'administration publique sur la base de l'autonomie. Les communes doivent être autonomes, les arrondissements et les départements devenir des organisations de citoyens libres. L'insupportable tutelle exercée par la bureaucratie est indigne d'un peuple libre, et doit être abolie.

« En formulant ces postulats, au nom des ouvriers socialistes, nous sommes convaincus que la nation et le Parlement tout entier s'accorderont avec nous sur la nécessité de leur réalisation immédiate. C'est pourquoi nous n'estimons pas nécessaire d'expliquer chacun de ces vœux séparément et de les motiver minutieusement. Nous profitons seulement de l'occasion de la reprise des travaux parlementaires pour manifester nos aspirations à la libération, à l'unification et à la constitution démocratique de notre nation, aspirations que nous formulons au nom des ouvriers socialistes qui n'ont pas de représentants dans notre Parlement, non seulement à cause des restrictions politiques et constitutionnelles, mais aussi par suite des abus et des violences dont les autorités administratives se sont rendues coupables à l'égard du parti socialiste dans les luttes électorables. »

Dans cette pétition, les desiderata du prolétariat yougoslave sont très éloquemment exposés. Ce que nous demandons ne constitue que les exigences les plus naturelles de la démocratie, et pourtant, bien que nous n'en ayons rien, on nous le refuse encore. Nous continuons à vivre sous le poids de l'absolutisme militaire et féodal.

Nos camarades austro-hongrois connaissent très bien la misérable situation des Yougoslaves en général et celle du prolétariat yougoslave en particulier, car la même méthode est employés à l'égard de toutes les nationalités de la Monarchie. Ils le savent fort bien. Nous ne comprenons donc pas qu'ils puissent dire, dans leur mémorandum, que la politique de la monarchie austro-hongroise protège et favorise les Yougoslaves. Nous ne pouvons saisir en quoi la politique du gouvernement austro-hongrois protège et favorise l'existence des petites nations, puisqu'elle a corrompu la vie publique par des agents provocateurs, jeté dans le désespoir les peuples qu'elle régit, anéanti politiquement, économiquement et intellectuellement ces nations. Elle s'est couverte de honte par des falsifications de documents, des dénis de justice et des crimes judiciaires. Comme nous l'avons déjà dit, la chaîne de notre esclavage s'est quelque peu relâchée, mais nous ne croyons pas à une libération définitive. Nous savons fort bien que la politique machiavélique de l'Autriche-Hongrie s'est toujours servie des principes démocratiques pour s'opposer aux révolutions qu'elle craignait. Nous savons fort bien que nos gouvernements ne se sont montrés « bons » à l'égard des nations que lorsqu'ils se sentaient en danger. Nous ne croyons pas aux vaines promesses quand elles ne sont suivies d'aucun acte. Il y a mieux à faire, en effet, que de se plaindre de l'injustice et de rêver de la liberté, c'est de lutter pour cette liberté et de la réaliser. Les Yougoslaves, bien que presque abattus, continuent à combattre, car cette lutte a pour enjeu leur libération du joug séculaire de l'étranger.

***

Comme social-démocrates, nous ne nous opposons pas à la conclusion d'une paix générale capable de servir les intérêts communs du prolétariat international et de l'humanité en général. Nous demandons une réglementation internationale du droit ouvrier, qui tiendra compte de la situation des pays arriérés au point de vue intellectuel et économique en vue de libérer de l'esclavage les ouvriers de ces pays et de les faire entrer dans la vie intellectuelle. A cette fin, l'Internationale doit se transformer en un pouvoir législatif et exécutif du prolétariat du monde entier, de façon à pouvoir agir dans l'intérêt de la paix univer-

selle. La délégation propose une réforme de la société humaine selon les principes suivants :

a) Suppression de la diplomatie secrète;
b) Réforme démocratique de la politique étrangère;
c) Désarmement;
d) Liberté des mers;
e) Tribunaux d'arbitrage obligatoire pour régler les conflits internationaux;
f) Internationalisation et neutralisation des voies de transport universelles, des détroits et des canaux;
g) Liberté commerciale;
h) Politique de la porte ouverte dans les colonies;
i) Réglementation de la production universelle;
j) Démocratisation générale;
k) Emancipation politique des femmes.

Attendu que la paix future doit être une paix véritable, conclue sur la base des principes proclamés par le conseil russe des ouvriers et soldats, sans annexions et sans contribution, et établie conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous demandons, au nom des Yougoslaves et dans l'intérêt du prolétariat tout entier, ainsi que de la paix universelle, que l'on reconnaisse aux Yougoslaves le droit de s'unir en un État économiquement et politiquement indépendant, souverain et pourvu de tous les attributs inhérents à tout État, afin qu'ils puissent se joindre à la fédération républicaine des Balkans et être ainsi la plus solide garantie de la paix universelle. Comme la première confédération socialiste balkanique s'était déjà, en janvier 1910, prononcée pour une Confédération balkanique républicaine, nous préconisons aussi en la présente occasion, une semblable Confédération, que nous considérons comme la seule solution définitive possible du problème balkanique. Quant à notre programme national minimum, il est adapté aux conditions politiques existantes.

Fidèles à nos principes, nous repoussons toute politique conquérante et coloniale. Nous partageons en tous points l'opinion du parti socialiste indépendant allemand (minorité), selon laquelle la détention de toute colonie sans l'autonomie des habitants n'est autre chose que la domination sur les individus non libres.

A l'égard des Ukrainiens, Polonais, Tchèques, Juifs, Finlandais, et autres nationalités, nous nous associons aux revendica-

tions exprimées dans les memorandums de leurs délégations. En ce qui concerne le remaniement des États formés de plusieurs nationalités, nous adoptons l'opinion de nos camarades ukrainiens et exigeons la création d'un corps juridique international pour la protection des droits des nationalités. Toutes les nationalités auront le droit de porter plainte devant ce corps, dont les décisions devront être obligatoires pour tous les facteurs intéressés.

Nous demandons la liberté politique pour la Belgique et sa complète restauration économique aux frais de l'envahisseur, comme le chancelier allemand l'a déjà d'ailleurs promis. En ce qui concerne la question de l'Alsace-Lorraine, nous adhérons à l'opinion que la meilleure voie conduisant à la solution de cette question sera une entente à cet égard entre les camarades allemands et français.

La conférence convoquée n'aura pas de résultat pratique si les questions qu'on y discutera ne sont pas discutées aussi au Congrès de la paix entre diplomates. La voie à suivre, déjà tracée par les organisateurs de la conférence, consiste à inviter tous les partis socialistes et toutes les organisations professionnelles à refuser à leurs gouvernements tout appui pour le cas où ceux-ci ne renonceraient pas à leurs buts impérialistes, ou s'ils poursuivaient ouvertement ou secrètement de tels buts. Cependant nous proposons, pour le cas où les délégués d'un parti quelconque ne pourraient pas accepter les décisions de la conférence comme obligatoires pour leur parti, de soumettre les décisions à l'assemblée générale du parti, qui devra juger en dernier ressort.

Souvenirs de prison.

(*Suite.*)

III

Un civil endurci s'habitue difficilement à la discipline militaire. Il s'habitue plus difficilement encore à la discipline des prisons militaires. Il ne s'agit même pas toujours de discipline, mais parfois des chicanes, des tortures, des actes arbitraires de gens peu intelligents et peu convenables. A Prague, une prison est une prison; le régime militaire y fait, certes, sentir ses mauvais côtés, ce régime pourtant n'a pas entièrement étouffé l'esprit d'humanité et de justice. Il n'en est pas de même à Vienne.

Le monde entier est occupé de grands, d'immenses problèmes. Quant à nous, nous étions, des jours durant, préoccupés de choses infimes, insignifiantes, de ces détails qui, pour les reclus, prennent une importance énorme. Au dehors, vous prononciez les noms de Lloyd George, Bethmann-Hollweg, Sazonov, Tisza, Wilson; nous, nous nous tourmentions à propos de l'adjudant Papritz. Une geôle est un petit monde pour elle-même, une île au milieu de l'océan, administrée selon des règles et des principes tout à fait particuliers, terribles pour les esprits libres. C'est une société qui, sans contact avec le monde extérieur et, par conséquent, sans vastes conceptions vit, dans ses pensées et ses sentiments, d'elle-même, du peu qu'elle peut offrir, car la vie quotidienne de la prison n'apporte guère de changements, de nouveautés. Ce qu'elle apporte, ce sont des affaires purement personnelles, insignifiantes. Elles concernent tel ou tel « supérieur », tel ou tel prisonnier ou prévenu et, disons-le franchement, dans d'autres circonstances, si nous avions joui de la liberté, elles ne nous auraient pas causé les préoccupations dont nous souffrions dans notre geôle faute d'autres événements qui auraient pu nous occuper. La privation de la liberté et de la volonté rend plus sensible à tout. La moindre complaisance centuple notre plaisir; toute humiliation, toute grossièreté centuple notre souffrance.

Des règlements, il est vrai, enjoignent à l'administration pénitentiaire et aux agents de surveillance de tenir compte de la particularité des différents caractères. Dans le nouveau code pénal militaire, il y a même des prescriptions qui disent que l'on doit accorder aux prévenus tout le confort possible et que l'on doit tenir compte de leur honneur et de leur situation sociale. Mais que signifiaient, en ces dernières années, toutes ces pres-

criptions? Les détenus politiques slaves qui se trouvaient à Vienne pourraient conter tout au long comment, sciemment et méchamment, on violait ces mêmes règlements. Le fameux système Papritz exigeait que ces détenus, précisément, se sentissent le plus humiliés, de façon à se convaincre qu'ils n'étaient rien, absolument rien, et que n'importe quel sous-officier en service de garde pouvait impunément les faire souffrir et, pendant des mois, empoisonner leur existence.

Il y a eu, certes, des exceptions; il y eut même des gens honnêtes et bons. Nous aimons à nous souvenir de ces nobles *Beschliesser* (porte-clefs) ou geôliers allemands. A la fin, du reste, ils devaient se repentir de leur honnêteté. Ce n'est pas le lieutenant-colonel ni même le surveillant-chef Dal' Aiglio, homme hargneux et insensible, qui décidait dans la prison. Par un fait incompréhensible, c'est l'adjudant d'administration Papritz qui avait concentré tous les pouvoirs en ses propres mains. Dès que quelque porte-clefs ou geôlier se montrait convenable à notre égard, la toute-puissante influence de Papritz se faisait impitoyablement sentir. Il pouvait s'estimer heureux de n'être que déplacé, car M. Papritz, qui, lui-même, évitait vaillamment le front, savait généralement s'arranger de façon à ce que les surveillants les plus convenables fussent, en guise de punition, envoyés rejoindre leur dépôt, puis les champs de bataille.

Nous avons saisi, dans la prison militaire de Vienne, toute la profondeur de la plaisanterie que l'on a faite sur Hindenburg qui, ayant obtenu tous les ordres, ne désirait plus qu'une chose : être un instant *Feldwebel* autrichien. Nous avons vu dans la prison de Vienne, ce qu'est la *Feldwebelwirtschaft* (régime du *Feldwebel*). Ordonnances, recommandations, règlements, restrictions, même émanant du ministère de la guerre, tout cela n'a aucune valeur. L'adjudant Papritz ne permet pas cela ou bien exige ceci ou cela, voilà ! Cette toute-puissance et cet arbitraire d'un adjudant ont, maintes fois, pesé sur moi-même. Je dus, en avril, prier le député Stanek d'intervenir près du commandant de la prison, le lieutenant-colonel Werner, contre Papritz. La mesure de ses fautes était comble. Le lieutenant-colonel en fut furieux. Il promit de mettre ordre à différentes choses, mais dans la nuit même, il tomba mort, foudroyé par l'apoplexie. Monsieur Papritz put continuer à régner. A la fin de juin, je fis contre lui des démarches plus énergiques. Les autorités, comme c'était leur devoir, apportèrent alors probablement une attention plus grande aux faits et gestes de Monsieur Papritz.

Misérable nom ! Il restera douloureusement, ineffaçablement inscrit dans les annales du martyre des Tchèques à Vienne. Peut-être aujourd'hui, la situation ayant brusquement changé, Papritz agirait-il autrement; peut-être comprendrait-il que c'est un crime grave que d'outrager la dignité humaine, cette dignité que la privation de liberté ne saurait faire perdre; peut-être sentirait-il

qu'il n'y a rien de plus beau que d'user de sa situation pour faire le bien, entre les murs d'une prison plus encore qu'ailleurs — mais il est trop tard. On ne peut rien changer à ce qui s'est passé. Il est impossible de ressusciter ceux que le régime de Papritz a poussés au suicide !

Le bon plaisir de ce personnage ne connaissait pas de bornes. On avait besoin de vêtements, de linge. Monsieur Papritz refusait tout simplement les colis. Des gens comme il faut, qui avaient été obligés de quitter brusquement leur famille, ont été contraints de porter pendant des semaines la même chemise. Il en était de même pour les suppléments au régime. Les Viennois recevaient tout, mais ce qui arrivait par la poste, Monsieur Papritz le renvoyait sans scrupules. Les familles achetaient à grands frais et expédiaient quelque saucisson, de la pâtisserie, du tabac. Ceux qui, avec tant de plaisir, attendaient ces présents dont, la faim les tenaillant continuellement, ils avaient si grand besoin, ceux-là ne recevaient rien. La plus grande partie des victuailles ainsi envoyées furent perdues. Qu'est-ce que cela pouvait bien faire à un individu comme Papritz? Il faisait sentir son autorité aux prisonniers politiques tchèques. Si des réclamations réitérées parvenaient à faire mettre ordre à certains abus, Papritz savait se tirer d'affaire et au bout de quelques jours l'ancien état de choses recommençait. Il y a des gens complaisants, agréables. Papritz était méchant. Son nom sera toujours prononcé avec dégoût par ceux qui ont vécu à la prison militaire de Vienne. Il ne mérite pas autre chose.

Cyrille Dusek, rédacteur du *Cas*, un brave cœur, était gravement malade. Il était difficile de recevoir à la prison les remèdes nécessaires. Sa femme les expédia donc à l'adresse du médecin-chef de la prison, avec l'assentiment de celui-ci, naturellement. Le médecin remettait ensuite ces drogues à notre ami malade. Papritz n'avait, il va de soi, absolument rien à voir là-dedans. Il se permit pourtant plus d'une fois de retourner sans autre forme de procès les médicaments envoyés. Aucun recours n'était possible. Monsieur Papritz était en tout et pour tout l'instance suprême. Le cœur et la conscience faisaient défaut à cet individu.

IV

La sonnette électrique retentit dans « la Tour de la Mort » (quartier cellulaire), perçante, agaçante. Il est cinq heures du matin, heure d'été; en réalité, quatre heures. Je ne dors plus depuis longtemps; il m'est pourtant fort pénible de me lever. Je dors mal; depuis des mois l'insomnie me fait souffrir. La lampe électrique placée au milieu du plafond de la cellule et qui brûle jusqu'à six ou sept heures du matin suffit, d'ailleurs, à elle seule, par la lumière qu'elle envoie en plein visage, à empêcher de bien dormir.

Je me sens brisé, fatigué, faible. Les soldats de garde dans le corridor eux-mêmes, pour la plupart jeunes gens de Vienne, se chargeaient, de temps en temps, de rappeler à chacun de nous où nous étions. Jusqu'à la fin de mai de l'année passée, ce n'étaient, du reste, même pas des soldats. C'étaient des francs-tireurs (*Freiw. Deutschmeister-Schützenkorps*) payés pour ce service. Ils étaient des Viennois du sang le plus pur, des socialistes chrétiens viennois (1). Notre sommeil les gênait probablement. Quand ils faisaient leur ronde et, par le judas, regardaient dans nos cellules si quelqu'un ne tentait pas de se suicider pour essayer d'échapper à la « justice », ils faisaient avec la fermeture métallique un tel bruit que le meilleur dormeur en devait être réveillé. Aussitôt que l'on était rendormi, la scène recommençait — parfois au bout de cinq minutes. Il arrivait aussi que « par hasard », la crosse du fusil ébranlât violemment la porte de notre petite cellule. Que Dieu soit indulgent pour ces nobles cœurs ! Ils convenaient parfaitement au régime de Papritz.

Les vieux soldats du Landsturm qui vinrent ensuite firent preuve de sensibilité et de conscience. Les rondes de nuit ne leur faisaient, certes, pas plaisir ; ils devaient également nous inspecter par le judas, mais, soit dit à leur honneur, ils le faisaient aussi silencieusement que possible. Parmi eux, les soldats malveillants étaient une exception ; ils étaient la règle parmi les francs-tireurs viennois.

Quelquefois, au milieu de la nuit, du « renfort » nous réveillait. On amenait un nouveau collègue. « La Tour de la Mort » répercutait le bruit, surtout si, la nuit, il y venait plusieurs personnes. On est en cellule, mais on entend le moindre pas, on comprend chaque parole.

Le réveille-matin électrique a donc fait son office. On se roule encore sur sa couchette, mais au-dessous, le rez-de-chaussée de notre tour est tout animé. Les prisonniers chargés du nettoyage des pièces et de la distribution du café sont extraits de leurs cellules. L'un d'eux porte des chaînes aux pieds. Il y a quelques semaines, il s'est échappé, mais ils l'eurent bientôt rattrapé. Les fers résonnent ; le geôlier crie ; le porte-clefs crie aussi ; les « valets de chambre », accompagnés par un soldat de garde, courent çà et là. Il faut d'abord partager et distribuer le pain. Quelle petite tranche les civils reçoivent cette année, pour une journée ! L'année dernière, par contre, le pain était tout moisi à l'intérieur. Le médecin s'était contenté de déclarer que cela ne pouvait nuire à la santé, et l'affaire avait été réglée.

Le porte-clefs ouvre rapidement les cadenas à tous les étages de la « Tour de la Mort ». Il y a quatre étages, chacun comptant neuf trous. Des inscriptions indiquent, ici, les cellules pour *Dun-*

(1) Le parti socialiste chrétien de Vienne est l'un des partis pangermanistes les plus acharnés et, par conséquent, l'un des plus slavophobes. Le fameux Lueger, ancien maire de Vienne, connu par sa haine des Tchèques, en fut l'un des chefs.

kelhaft (dans lesquelles, comme punition, le prisonnier est entièrement privé de lumière); là, les cellules pour « les criminels particulièrement dangereux ». C'est une cellule de coin, minuscule, tout à fait semblable à la nôtre, sauf qu'elle ne possède ni table, ni banc et qu'elle est séparée en son milieu par une grille de fer. Il n'y a donc que les cabinets et une couchette. Chez nous, de la couchette à la table (planche fixée au mur par un support de fer), il y a un petit pas; de la petite fenêtre, située à deux mètres vingt au-dessus du sol, jusqu'à la porte, on peut compter cinq petits pas. Dans une cellule de correction, la largeur est d'un petit pas plus grande, à cause de l'absence de table; par contre tout mouvement de la fenêtre à la porte est rendu impossible par la grille du milieu.

Le geôlier Polatschek et l'athlète du Prater viennois, Teschinski (qui, plus tard, s'est offert comme bourreau au front) ont, en plein hiver, sans dresser aucun rapport, enfermé dans ces terribles trous non chauffés des prévenus politiques, simplement parce qu'ils avaient murmuré un salut: « bonjour! ». Le lieutenant-colonel n'en savait rien et Monsieur Papritz étendait sur Polatschek et Teschinski sa main tutélaire. Sans aucun motif un jeune avocat fut enfermé là la veille de Noël. Il y resta deux mois. Si un soldat doit y être interné (et c'est la punition la plus grave), même pour une seule journée, on doit, par une visite médicale, s'assurer qu'il peut le supporter. Les prévenus politiques n'avaient aucun appui; c'était de la canaille sans droits. Les règlements applicables à tout soldat coupable de meurtre, de brigandage ou de vol, étaient, à Vienne, sans effet pour eux...

La « Tour de la Mort » n'était pas toujours pleine, mais il ne s'en fallait pas de beaucoup. Il y avait de la place pour quarante-huit personnes. Pendant notre séjour, il y eut toujours quarante prévenus. Combien de fois par jour grinçaient les cadenas, l'un après l'autre, rapidement! Ce grincement de cadenas était aussi, à proprement parler, un châtiment. On entend continuellement ce bruit, cependant il énerve toujours : l'oreille ne s'y habitue pas. Mais ce n'est pas tout encore que ces cadenas; il y a en outre à chaque porte deux lourds verrous (les portes n'ont pas de béquilles). Le grincement des cadenas a cessé. Un instant après, du rez-de-chaussée à l'étage supérieur, retentit le claquement des verrous. Encore un bruit insupportable! Crac, crac! On jette dans chaque cellule un morceau de pain et, de nouveau, un rapide crac. On pousse au moins un verrou tout de suite. L'une après l'autre les cellules sont ouvertes avec une hâte folle, et refermées. Crac, crac! Les coups résonnent dans toute la tour et se répercutent dans le cerveau. Comme il y a quarante personnes, quatre-vingts coups vous ont énervé, puis, à quelques minutes d'intervalle, les deux verrous ont été tirés. Ce sont ensuite quarante autres coups quand l'un des verrous est poussé. Un instant plus tard l'agaçant crac, crac, crac! métallique se fait encore entendre: on distribue le « café noir », le petit déjeuner.

C'est un liquide noir, c'est une saleté chaude, mais je me demande de quoi ce « café » peut bien se composer! Et le récipient! C'est à faire lever le cœur. La propreté a été expulsée d'ici. Il faudrait acheter des torchons. On a bien les fonds, mais, par principe Monsieur Dal' Aiglio ne veut rien acheter. Pour que nos cellules et les couloirs qui les desservent ne soient pas sales, nous achetons nous-mêmes les balais. On compte sur notre complaisance.

La sonnette électrique a annoncé l'heure du déjeuner. Il est 5 h. 1/2 du matin. Chacun doit être déjà lavé, vêtu et la cellule, ou tout au moins la couchette, doit être en ordre. Dans les cachots communs, c'est obligatoire. Dans les cellules c'est impossible. Les détenus ne doivent pas se parler ; or, la plupart d'entre eux se lavent dans le couloir où, tout au moins, coule un robinet. On ouvre donc les cellules séparément. Certains d'entre nous ont leur cuvette. Nous en faisons usage également pour nos exercices selon la méthode Müller. Nous nous lavons plus tard, lorsque, en compagnie du « porte-clefs » notre « valet de chambre » vient nettoyer la cellule.

La prison est donc pleine d'animation. Nous avons déjà pris notre « café », nous avons encore le temps de nous étendre sur la couchette. Nous nous couchons et nous rêvons. A quoi? A quoi pouvons-nous bien rêver?

Auparavant nous avons, sur le mur, ajouté une nouvelle raie aux raies qui marquent les jours passés dans la geôle. Combien en marquerons-nous encore jusqu'à la fin de notre torture? Quand reviendra le jour où nous retrouverons une béquille de porte, une nuit sans lumière électrique? Nous rêvons... Nous rêvons... Après avoir été pendant trois ans séparé du monde, on a peine à penser que l'on saisira un jour la béquille de la porte de son propre logement et que l'on pourra dormir encore dans l'obscurité !

V

Six heures du matin. La sonnette électrique annonce le commencement des promenades. Il y a deux courettes pour les promenades, l'une soi-disant grande; l'autre, petite, réservée, en temps de paix, aux seuls officiers. Ce n'était pas un avantage pour eux. Il y a un égout, et l'été il y règne une odeur insupportable. J'ai fait plus de ces promenades que je l'aurais souhaité, aussi n'oublierai-je jamais cette agréable « récréation ». Les hôtes des cachots communs, soldats et civils, font d'abord leur promenade dans la grande cour, une demi-heure le matin, et une demi-heure après le déjeuner, sauf les dimanches, les jours de fête et les samedis où la promenade n'a lieu que le matin. Le bruit de la cour monte jusqu'à nos cellules. On entend aussi le grincement des chaînes. Nous ne voyons naturellement rien. Si la fenêtre n'était pas placée si haut et s'il était permis de regarder (ce qui ne l'est pas), nous pourrions apercevoir des malheu-

reux, amaigris, au visage livide, aux habits en loques, aux chaussures usées, des candidats à la tuberculose à cause de l'insuffisance d'alimentation, de la faim, de l'épuisement. Ce sont des mourants au physique comme au moral. Ils appartiennent à toutes les nationalités, à toutes les religions. Ils sont avec la fleur des milieux criminels ou les victimes du hasard et de l'époque. Si soixante d'entre eux se présentaient aujourd'hui à la visite médicale, quarante seraient reconnus tuberculeux. Ces jeunes gens souffrent de marasme. Tous les yeux mendient un morceau de pain ou... un bout de cigarette. Si quelqu'un peut, en fraude, avoir de l'argent, il donne volontiers huit couronnes pour avoir un pain de munition; pour quelques cigarettes, il sacrifie ses chaussures. Pour avoir un morceau de pain, ils vont jusqu'à s'étrangler; pour avoir quelques cigarettes, ils vont jusqu'à cambrioler les cellules. Deux députés tchèques de mes collègues, qui ont occupé un cachot commun, pourraient raconter bien des choses à ce sujet. Pendant qu'ils étaient à la promenade, des soldats détenus au même étage qu'eux ont pénétré par effraction dans leur cachot et pris tout leur tabac. L'un des cambrioleurs fut découvert, mais non pas le tabac.

L'administration de la prison semble ignorer que la cour devrait être convenablement nettoyée et arrosée. Il y a partout de la poussière ou, s'il pleut, de la boue. Si la poussière s'élève, elle entraîne des masses de bacilles de la tuberculose. Dans les couloirs, il est interdit, en allemand, en magyar et en tchèque, de cracher. Les pauvres tuberculeux se rattrapent quand ils sont à la promenade. Dans nos prisons l'hygiène est vraiment des plus modernes. Les promeneurs doivent marcher en rang par quatre; mais, à cause de leur grand nombre, c'est impossible. Enfin la cour est pleine de juifs galiciens, de tziganes, puis de jeunes garçons à peine sortis de l'école et d'infirmes — aucun d'eux n'est soldat. Les cris des geôliers ne peuvent donc pas réussir à maintenir les rangs pendant la promenade. Dans les couloirs, ces misérables se jettent sur les crachoirs dans l'espoir qu'on y aura jeté quelques débris de victuailles. Ils vont jusqu'à avaler un bout de cigare mouillé si, par hasard, ils y en trouvent un. Dans la cour, ils se jettent sur le dépôt de vieux os pour voir s'ils ne pourraient pas trouver quelque bribe de muscle desséché. Le cœur le plus endurci ne peut s'empêcher d'être profondément ému. La maladie a vite fait son choix parmi ces malheureux et la mort est plus rapide à les condamner que la cour martiale.

On « prend l'air » une demi-heure, puis on se rend au travail dans les sombres locaux du sous-sol. On colle des sacs de papier. Les sous-officiers et les détenus politiques des cachots communs arrivent dans la cour. Leur promenade est un peu plus longue que celle des premiers. Les sous-officiers d'intendance sont, pour des raisons faciles à comprendre, les plus nombreux. Parmi les

détenus politiques se trouvent des Ruthènes de Galicie. Seize d'entre eux se sont vu dernièrement octroyer la peine de mort par Koenig. Certains ont passé plus d'un an au fameux Thalerhof. Ils y ont échappé à la mort qui les menace ici. Ce sont de bons et braves gens, tranquilles et souriants. Avec eux se promène Ryzkov, le prêtre de l'église russe de Prague. Je doute que personne puisse affirmer que ce ministre de l'église orthodoxe se soit jamais mêlé de politique. Le Dr Koenig l'a condamné, lui aussi, à la pendaison. Pourquoi? — Ce sera toujours un problème pour les hommes de loi et les profanes. Quinze jours après sa condamnation, Ryzkov fut grâcié et échangé contre Szepticki (1), détenu en Russie. A cette promenade prenaient part des gens qui, conformément à la loi, avaient avec leur avocat des entretiens sans contrôle. Circonstance importante ! Ils apprenaient ainsi ce qui se passait dans le monde et parfois parvenaient même à obtenir en fraude quelque journal. Ces gens-là jouissaient d'une grande considération et attiraient l'attention. Ils le méritaient. Ils possédaient un fruit défendu : des journaux. Nous apprenions ce que préparait le gouvernement, ce qui se passait dans le monde politique, au Parlement, etc. On trouvait bien le moyen de faire parvenir aux cellules ces petites nouvelles, ces combinaisons qui, pendant des jours, pendant des semaines constituaient un nouvel et pur aliment intellectuel.

Ensuite a lieu dans les deux cours la promenade des officiers. Deux seulement parmi eux étaient des détenus politiques. Il y avait là des existences perdues. Ce n'est pas pour de nobles motifs qu'ils avaient échoué entre les murs d'une geôle. Ils y jouissaient pourtant encore de tous les privilèges et quant au logement et quant à la nourriture. Des députés ne méritent sans doute pas tant d'égards : ils n'ont ni volé ni opéré de détournements.

Certaines heures sont réservées aux officiers prisonniers de guerre. La plupart sont des Russes. Je ne sais ce qu'ils ont pu commettre. Il y vient aussi, il est vrai, des officiers prisonniers de guerre en route pour les camps de prisonniers.

Le reste du temps est consacré aux détenus de la section cellulaire. Dans la grande cour, entre deux soldats, l'un se promène; un autre est dans la petite cour. Il a fallu longtemps pour s'accoutumer à ces promenades. Ne serait-ce que le passage par la salle de garde! L'année dernière encore, on y passait entre deux haies d'yeux laids, méchants, haineux, par un chemin d'humiliation. Baïonnette devant, baïonnette derrière. Et dans la cour, quelle crainte que quelqu'un ne soit à la fenêtre et ne regarde ! Quels cris aussitôt! Un jour qu'on me conduisait à la promenade, je croisai un collègue, un député qui avait fini son tour et que l'on

(1) Mgr Szepticki, archevêque uniate de Lwow (Lemberg) fut, comme on sait, emmené par les Russes lors de l'invasion de la Galicie et relégué dans un couvent. (*N. d. t.*)

ramenait à sa cellule. Il voulut silencieusement me tendre la main. Aussitôt un des soldats qui le conduisaient le repoussa violemment d'un coup de crosse. Quels moments où l'on sent douloureusement son impuissance, où l'on se sent la main liée alors qu'elle souhaiterait tant d'être... libre, animée! Comme un cheval au manège, on tourne en cercle dans la cour, seul à seul. De la petite cour montent par-dessus le mur des nuages de poussière. C'est signe que quelqu'un y tourne aussi en rond. Il est également seul. Je devine qui c'est, un bon ami. Comme il serait bon de parler à quelqu'un, de demander un tas de choses! Impossible, impossible! Seuls quelques lilas et de jeunes frênes rappellent que quelque part il y a aussi de la verdure, la belle nature, des jardins, des taillis, une prairie, des bois, tout ce qu'on aimait et qu'on ne voit plus...

C'est ainsi que, l'un après l'autre, les reclus vont à la promenade, dans les deux cours. Kramar, Rasin et Cervinka, il est vrai, se promenaient de compagnie, mais à trois pas l'un de l'autre. C'est après leur condamnation qu'ils se promenèrent ensemble. Quelques-uns parmi nous furent, plus tard, autorisés à se promener ensemble, à condition, toutefois, qu'ils n'eussent pas été impliqués dans une même affaire. Ils devaient, eux aussi, se tenir à trois pas l'un de l'autre. Les vieux soldats cependant n'étaient pas si impitoyables que les francs-tireurs viennois. Et puis nous avions tant de prétextes pour ne pas garder la distance réglementaire! Au début, j'étais très heureux de pouvoir me promener en compagnie du Dr Preis, un vieux camarade d'université. Il vint pourtant une période, cette année, où tout un groupe se trouvait rassemblé au moins quelques minutes, le temps de nous dire ce qu'il y avait « de nouveau ». Lorsqu'on en arriva à se promener par couples, les couples se croisaient, comme dans une *beseda* (1), de façon à ce que chacun pût changer de compagnon, échanger ses impressions et, toute la journée, vivre du souvenir de ces entretiens.

Nous nous sommes séparés. De nos cellules, le sort nous a dispersés Dieu sait où. Les uns ont été envoyés à la caserne. D'autres sont dans différentes villes. Pourtant, par la pensée, nous nous retrouvons tous dans notre petite cour de prison. Certains ont vécu peu de temps avec nous, d'autres longtemps. Seuls deux députés tchèques restèrent à Vienne, Netolicky et Vojna. Ils furent mis alors dans une cellule commune. Les Sokols, sauf l'instituteur Habr, furent mis aussi dans des cachots communs, mais pas pour longtemps. Mes plus longs et mes plus chers compagnons de douleur et de joie furent Reznicek, étudiant en théologie protestante, esprit d'une rare noblesse (il a été condamné à la pendaison l'an passé en mars), et le journaliste Hajek qui cette année hérita de Reznicek la dignité de « secrétaire » des cellules.

(1) La *beseda*, danse nationale tchèque, ressemble, par beaucoup de côtés, au quadrille français. (*N. d. t.*).

C'étaient de braves Tchèques. Lorsque, des cachots communs, le journaliste C. Dusek souffrant — qui, pendant deux mois eut pour compagnon de cachot Machar, — fut envoyé se promener avec nous, le monde du journalisme tchèque fut dignement représenté dans notre petite cour. Le sort nous amena même dans cette petite cour malpropre de prison le poète Victor Dyk, à qui ma mille et unième nuit de détention inspira des vers (ils me furent remis avec une illustration vraiment émouvante)... Que de souvenirs! Que d'impressions communes! Salut, camarades de l'an passé! Salut, vous, de cette année! Je sais de quoi brûlait votre cœur, de quoi votre âme était pleine. Vous voici libres. La petite cour de notre prison n'est plus qu'un souvenir. Nous y avons toujours été des Tchèques pleins de foi. Nous n'avons jamais perdu l'espoir. Maintenant que nous sommes libres, nous croyons encore plus fermement à la liberté et à l'avenir de ceux qui forment la communauté tchèque.

C'est aussi cet espoir qui a permis au vieil ouvrier Mares, à cet homme à qui c'est un honneur de serrer la main, de supporter tranquillement sa misère. Il a beaucoup souffert. Il n'a même pas profité de ces promenades en notre compagnie. Afin de se donner un peu de mouvement, il a été heureux d'être, cette année, « valet de chambre ». Ces « valets de chambre » n'avaient pas le temps de se promener.

S'il pleuvait, il n'y avait naturellement pas de promenade. Les chaussures de beaucoup ne le permettaient absolument pas. La journée en cellule était alors interminable. Tout agaçait, était insupportable. Le jour n'avait plus vingt-quatre heures, mais trois fois vingt-quatre heures. Tout lassait, même la lecture.

Mais quel plaisir, le lendemain, de retrouver dans la courette les vieux camarades! C'était, dans la prison, une petite communauté tchèque. Tant qu'elle ne fut pas formée, un seul être vivant ne nous abandonna pas, fut toujours notre compagnon fidèle. C'était un moineau. Des mois, de longs mois, je n'eus pas d'autre compagnon. Je partageais avec lui ma tranche de pain et il m'attendait. Nous arrivions à nous comprendre. Ces pierrots piaillants n'ont pas toujours une bonne réputation — mais, au renom de qui n'a-t-on pas attenté? — Que l'on dise ce que l'on voudra, le moineau est la seule créature qui n'abandonne pas l'homme, même dans sa prison. Il vole vers lui, même quand, seul à seul, le prisonnier est gardé dans la cour. Lorsque nous n'avons pas le droit de nous entretenir avec qui que ce soit, le moineau trouve le moyen de venir à nous. Mais, à la vérité, les moineaux qui, à Vienne, vivaient dans notre voisinage, ont perdu beaucoup à notre départ. Ils se souviennent, eux aussi.

(Paru dans la *Narodni Politika*, les 13 septembre et 10 et 11 octobre 1917.)

(*Traduction de* Jules Chopin.) V. Klofac.

Ivan Krek.

Le 10 octobre 1917, une dépêche transmettait aux journaux d'Autriche-Hongrie la nouvelle suivante : « Ljubljana, 10 octobre. — Le Dr Ivan Krek, député au Parlement, vient de mourir subitement. » Cette laconique information causa dans tous les milieux slaves, surtout dans les sphères politiques yougoslaves, une douloureuse surprise. On savait, certes, que le député slovène souffrait d'une cruelle artério-sclérose, mais personne pourtant ne s'attendait à ce qu'une fin si brusque le surprît en pleine activité. Il venait, en effet, de rentrer d'une tournée triomphale à travers la Croatie, la Dalmatie et la Bosnie. Il avait pris une part active à diverses conférences où s'étaient resserrés les liens politiques qui unissent les Yougoslaves et où avaient été établis les plans de la lutte d'où doit dépendre l'avenir de la Yougoslavie. Et voilà que, soudain, la mort l'enlève à son œuvre et prive la nation d'un de ses meilleurs fils !

La mort du député slovène Krek est une lourde perte pour la cause yougoslave. Au moment le plus tragique et le plus décisif de leur histoire, les Slovènes voient disparaître un des plus représentatifs de leurs hommes politiques. Krek n'était pas seulement homme politique dans le sens restreint du mot; il était beaucoup plus : un sociologue, un pédagoge social, et surtout un patriote. Son idéal, c'était une Grande Yougoslavie libre et juste à l'égard de toutes les classes sociales; et cet idéal remplissait son âme généreuse.

Sa carrière a été simple. Il était né en 1865 à Saint-Gregor (Haute-Carniole), d'une famille de paysans — comme la plupart, d'ailleurs, des leaders slovènes. 1865, date qui marque les jours les plus ardents de la lutte pour la renaissance slovène. Toute la nation, pleine d'élan national, se dresse contre le système autrichien et réclame son indépendance. C'est la période fameuse des *tabori,* des grands meetings en plein air où toute la nation proteste contre la politique allemande de l'Autriche. Les Slovènes sont alors animés à l'égard de l'Autriche d'un esprit nettement frondeur.

Mais des jours plus tristes se préparent. Le Compromis austro-hongrois devient le tombeau des espérances slovènes. Magyars et Allemands sont trop forts. La décadence politique des Slovènes

entraîne leur décadence économique. La patrie slovène n'a pas assez de pain pour ses fils. L'Amérique, la Westphalie, invitent les Slovènes à émigrer. En foule, ils répondent à cette invitation.

Cependant le jeune Ivan Krek fait au séminaire de Ljubljana de brillantes études théologiques et philologiques. En 1888, il reçoit les ordres. La vie s'ouvre devant sa claire intelligence. Il s'y engage, l'esprit bien meublé et le cœur plein d'une tendre sensibilité. Il s'est souvenu de l'adage slovène : *kolikor jezikov znas, toliko moz veljas* (Autant de langues tu parles, autant d'hommes tu vaux); et il emporte dans son bagage intellectuel la connaissance pratique de sept langues. Il pourra aisément s'orienter dans cette tour de Babel qu'est la Monarchie des Habsbourgs, dans cet État hétéroclite contre lequel il ne cessera de lutter pour l'affranchissement de sa nation opprimée.

Le problème social se dresse devant le jeune prêtre qu'est devenu Jean Krek. Les encycliques de Léon XIII éveillent un écho enthousiaste dans le cœur du pasteur d'âmes slovène. Il lui semble que l'Église romaine sauvera le monde de ses misères sociales et nationales. C'est la question sociale surtout qui occupe son esprit ardent; mais il se rend compte que, dans les pays slovènes, le problème social est en même temps le problème de l'existence nationale. Il se fait socialiste et nationaliste. La misère des ouvriers slovènes fait de lui un réformateur. Il n'est pas seulement homme pratique, organisateur et propagateur; il prépare déjà un grand ouvrage sur le *Socialisme*.

En 1897, un peu d'esprit démocratique entre dans le Parlement de Vienne. Le droit de vote est élargi dans certaines circonscriptions. Krek est élu, et bientôt devient un des meilleurs orateurs de la Chambre. C'est moins la politique intérieure — dont nul connaisseur de la vie publique autrichienne n'ignore la misère — que la question sociale qui l'intéresse. Au sein des commissions qui préparent des lois sociales, Krek est le meilleur expert en ces matières. Il se consacre de tout son cœur aux questions du bien-être matériel et intellectuel des ouvriers. L'auteur du *Socialisme* est devenu un fervent socialiste, « un socialiste noir », comme on l'appelle dans les pays slovènes. Et c'est parce qu'il est prêtre et socialiste qu'en 1900 il résigne son mandat de député. Il a entendu la voix des Slaves émigrés en Westphalie. Il va leur porter le secours de sa parole et de son action. Il se fait donc l'aumônier des Slovènes et des Polonais que les Allemands emploient dans

leurs mines de houille. Le dimanche, il célèbre pour eux, dans leur langue maternelle, les offices religieux. La semaine, il enseigne le catéchisme à leurs enfants. Mais l'administration allemande veille. Elle croit voir bientôt dans ce Slave polyglotte un fâcheux propagandiste des idées panslavistes, un dangereux perturbateur de la tranquillité germanique. Krek entre donc en conflit avec la police prussienne qui, finalement, l'expulse. Il rentre dans sa Carniole natale qui, en 1907, après l'établissement définitif du suffrage universel, l'envoie de nouveau siéger au Reichsrat. Là, il affirme, avec plus de véhémence encore, ses idées socialistes et ses sentiments antigermaniques, qu'a renforcés son séjour parmi les mineurs de Westphalie.

Ce réformateur social est un prêtre catholique, mais de vues singulièrement larges. Il sait très bien que les idées de la grande Révolution sont la base de la renaissance slovène. Vienne, antidémocratique et autocratique, ne peut être sympathique au leader slovène démocrate-catholique. Après la mort du grand pape Léon XIII, la décadence de Rome s'accentue. Les tendances sociales et démocratiques disparaissent. Les deux pontifes qui occupent successivement le Saint-Siège, l'un paysan, l'autre diplomate de l'école la moins moderne, aux yeux duquel l'empire austro-hongrois est une institution divine, ne sont pas aptes à ressusciter le prestige ancien de l'Église.

La grande guerre mûrit les Slovènes. Krek n'a jamais dissimulé son ardent nationalisme. Il sait bien que l'idée yougoslave est enracinée dans le cœur de la nation entière et que seule elle peut préserver les Slovènes de la mort nationale. Il le dit dans un opuscule écrit en allemand (1) qui fut, peu après sa publication, saisi parce qu'il préconisait l'union de tous les Yougoslaves. D'ailleurs le sociologue et le penseur qu'est Krek est bien convaincu que l'Autriche-Hongrie ne peut exister que comme puissance autocratique. La démocratie, c'est pour elle la mort, par le démembrement. Sa politique devient antiautrichienne et il accepte les principes de l'Entente. Indépendance yougoslave complète, union des Slovènes et Croates catholiques avec les Serbes orthodoxes, voilà le cri de guerre d'un prêtre catholique. Pendant la guerre il est devenu un irrédentiste convaincu. « Notre ferme

(1) *Kroaten und Slovenen. Zwei Darstellungen* von Andreas Mikinovic und Johanne Krek (Eugen Diedrich, Iéna 1916). La partie de cet ouvrage relative aux Slovènes, et qui est due à la plume de Krek, a été traduite en français.

volonté », disait-il encore en septembre dernier, à Spljet, « est de nous unir à nos frères du Sud et aussi de nous débarrasser des chaînes nationales et féodales austro-magyares dont nous sommes si impitoyablement les victimes. Celui qui compte s'opposer à cette union est un traître ». La *Reichspost* de Vienne, dans son numéro du 10 décembre 1917, décerne involontairement à Krek un éloge précieux: « L'importance du problème yougoslave et la propagande serbe rendaient plus ardent le nationalisme politique de cet homme plein de tempérament. L'unité des Slovènes et Croates et particulièrement les aspirations nationales serbes furent soutenues par Krek... Il devenait de jour en jour plus radical. »

Ce n'est pas là seulement l'évolution d'un homme remarquable, c'est l'évolution d'une nation. Le changement est profond et radical. La méfiance réciproque entre État et nation ne peut avoir d'autre issue que la catastrophe finale. Les hommes d'État qui refusent de démembrer l'Autriche, par ignorance des grands courants sociologiques et historiques, ne sauveront pas la criminelle Monarchie. L'âme de la nation yougoslave, l'esprit des hommes politiques les plus avisés éviteront au monde entier le danger que constituerait le maintien de cet empire anachronique.

Les Slovènes n'oublieront pas Krek. Dans les années où se déroulait une formidable crise politique et économique il a montré à sa nation — dans son *Socialisme*, le premier traité de sociologie paru parmi les Yougoslaves — les vrais fondements de la vie des nations. Il a été l'organisateur pratique des coopératives slovènes. S'il n'a pas été le promoteur du mouvement coopératif parmi les Slovènes, il lui a du moins donné sa base démocratique. Comme politique, le destin semblait lui réserver la grande tâche de devenir un des hommes les plus puissants de l'avenir yougoslave, un de ceux qui devaient poser les fondations de la Cité nouvelle. — Il est mort, mais l'impérissable souvenir de ce penseur clair et énergique se dresse d'outre-tombe, et la voix de son esprit remplit tous les cœurs yougoslaves, du Triglav jusqu'à l'Adriatique et à la Macédoine, d'une inébranlable, d'une éternelle confiance dans la création de l'État yougoslave. Cette voix répète les belles paroles qu'il écrivait naguère dans le premier numéro de la *Hrvatska Drzava*, et qui sont le véritable testament politique du noble apôtre de la Yougoslavie : « Les Serbes, Croates et Slovènes doivent s'unir et travailler, de toutes leurs forces

concentrées, à l'union de tous leurs pays en un seul État indépendant. C'est de cette manière seulement que nous pourrons déployer toutes nos forces spirituelles et matérielles, élever notre pays à la hauteur qui lui est dûe et en tirer la richesse inappréciable que Dieu lui a donnée. Peuple, tu as des ennemis, mais console-toi, ce sont justement ceux qui ont réussi à se faire détester par le monde entier. Ils veulent te tenir divisé et te maintenir en esclavage. Ne fléchis pas, mon peuple. Tu n'es pas traître quand tu désires la liberté, la justice, ton bien et celui de l'humanité. La haute trahison, c'est l'esclavage, car il trahit l'homme, la famille et le peuple. Ne te préoccupe pas de ceux qui te crient que tu suis la politique de l'Entente parce que tu revendiques ton unité en un État libre. Peuple, ne perds pas la foi dans la victoire de la vérité et de la justice.

« Aujourd'hui, alors que nous nous préparons à édifier la tour de la liberté, il ne doit exister qu'un parti, fort par le nombre, grand par sa foi et son espoir, inébranlable dans son travail honnête, dans l'accord et la discipline, un parti d'hommes solides et clairvoyants qui brisent les chaînes et ne se querellent pas pour savoir ce que fera demain l'esclave affranchi, mais qui ont foi dans le soleil brillant par lequel seront dissipées les ténèbres et guéris les sceptiques et les lâches. »

Le nom de ce prêtre, mort sur le chemin qui mène à Chanaan, restera gravé dans l'âme de la nation qui renaît.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Les cinq dernières semaines ont été pauvres en faits de politique internationale. Si les campagnes pacifistes n'ont cessé de poursuivre leur cours souterrain, elles ne se sont plus manifestées par aucun geste éclatant. On ne saurait rien voir de tel dans les réponses faites par la Turquie et la Bulgarie à la note du Pape, réponses connues tout au commencement d'octobre et qui suent la même hypocrisie que celles des Empires du Centre dont elles sont inspirées. Le tsar Ferdinand, dont on connaît la loyale politique, et la Turquie, dont l'humanité a été si bien démontrée par les massacres d'Arméniens, de Nestoriens, de Syriens et de Grecs attendent avec respect du Saint-Père qu'il les aide à conclure leur paix. Ce sont des victimes provoquées par l'Entente, qui veulent s'associer au Pape pour créer une société des nations dans laquelle la force cèdera au droit.. Cette fausse musique n'est que l'écho de celle dont nous avons reproduit quelques notes dans notre dernière chronique en citant les réponses adressées au Pape par Berlin et Vienne qui parlaient d'arbitrage, de désarmement, et reniaient toute la religion de force que la diplomatie allemande avait opposée aux tentatives des Conférences de La Haye.

Il y a là une manœuvre qui ne change rien aux dispositions de nos ennemis et dont le Pape, entraîné sans doute par des rêveries désuètes sur le rôle du Saint-Siège, est l'associé et aussi la dupe. Nous en reparlerons plus loin. Si la politique des Empires du Centre reste la même, celle de l'Entente n'a révélé aucune modification dans ces dernières semaines. La France a changé de ministre des Affaires étrangères, M. Ribot a été « débarqué », mais pour des raisons purement parlementaires, et son successeur, M. Barthou, a déclaré exactement la même politique que lui. Parlant, le 25 octobre, à la Chambre, le nouveau ministre des Affaires étrangères a dit qu'il était impossible à la France de faire aucune différence entre l'Alsace-Lorraine et les territoires français envahis pendant la présente guerre : « La France peut-elle faire quelque concession que ce soit à l'Allemagne en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine ? Non, jamais, jamais. » En Italie, il s'est fait un changement de ministère dont nous parlerons plus loin ; mais,

opéré sous la menace de l'invasion, il a été une coalition d'hommes décidés à défendre le pays. La politique n'a donc apporté aucun élément nouveau pendant le dernier mois, elle ne nous a donné que quelques nouvelles hypocrisies allemandes. Et c'est tout à la fin de cette période que l'aggravation de la crise russe et l'invasion de l'Italie sont venues changer la situation et, sans doute, préparer matériellement le terrain à quelque nouvelle manœuvre pacifiste des Empires du Centre.

*
**

Pendant tout le mois d'octobre, le front allemand de Belgique et de France a continué à être ébranlé. Les troupes britanniques, aidées d'une armée française, n'ont cessé de progresser dans la région d'Ypres et elles ont réussi à chasser les Allemands de presque toutes les hauteurs où ils pouvaient hiverner dans de bonnes conditions. L'ennemi a été rejeté dans les plaines où les pluies d'hiver transforment en fossés pleins d'eau les tranchées. De nombreux prisonniers ont été faits et de nombreuses divisions allemandes épuisées dans cette lutte. Le 23 octobre, les troupes françaises attaquant dans le Laonnais exécutaient une opération très remarquable et chassaient l'ennemi jusqu'à la ligne de l'Ailette en lui prenant plus de onze mille prisonniers et cent vingt canons.

Ajoutons que sur les fronts lointains d'Asie l'Entente a encore remporté d'autres succès. Le 28 septembre, les troupes anglo-indiennes du général Maude avaient infligé une défaite aux Turcs, à Ramadieh sur l'Euphrate, leur faisant près de quatre mille prisonniers. Au commencement de novembre, le front turc de Palestine a été tourné et percé, Berchéba a été prise ainsi que Gaza et le mouvement rapide en avant des troupes britanniques du général Allenby, qui talonnent les Turcs en retraite, fait espérer une occupation prochaine de Jérusalem.

Mais par contre les Allemands, obligés peu à peu de céder le terrain là où ils rencontraient des adversaires résolus, remportaient en même temps des succès marqués sur les fronts où ils ont affaire à des ennemis moins solides. Le mois d'octobre a vu la conquête par l'Allemagne des îles possédées par la Russie dans la mer Baltique. Des bases ont été ainsi fournies aux Allemands pour une prochaine campagne d'été contre l'Esthonie et même Petrograd. Le 12 octobre, l'île d'Oesel, qui garde l'entrée du golfe de Riga, était attaquée et conquise en grande partie. Le 19, c'était le tour de l'île de Dago; les autres petites îles ont été occupées vers le même moment et des débarquements allemands ont même eu lieu sur la terre ferme.

Ces succès n'ont pas été une surprise, étant donné l'impression qui ne cesse de se confirmer sur l'état où les folies commises depuis la révolution ont mis l'armée russe.

Malheureusement, le 24 octobre, c'est-à-dire le lendemain même de la jolie victoire remportée par les Français dans le Laonnais, un fait beaucoup plus inattendu s'est produit : le front italien était enfoncé sur le Haut-Isonzo dans la région de Tolmino. Immédiatement, la plaine du Frioul commençait à être envahie et dès le 29 une première ville italienne importante, Udine, était occupée. Bientôt après commençait à courir la rumeur, confirmée depuis par un discours de M. Lloyd George, de la capture de 200.000 prisonniers et de plus de 2.000 canons. Nous n'avons pas à essayer ici d'exposer les opérations militaires qui, depuis ce moment jusqu'à l'heure où nous mettons sous presse, ont conduit les Austro-Allemands de la vallée de l'Isonzo et du Carso jusque sur la Piave et aux portes de Venise. Il est impossible cependant de ne pas faire observer que ces événements sont d'une rapidité et d'une ampleur qui contrastent d'une manière trop frappante avec ce que cette guerre nous a révélé des possibilités de l'offensive pour que l'on puisse les attribuer à des causes purement militaires. Le 24 octobre, l'armée italienne très nombreuse, était formidablement retranchée dans la vallée de l'Isonzo et sur le Carso, sur des positions organisées depuis très longtemps, et quelques-unes, surtout dans la région de Tolmino, où s'est produite la catastrophe, depuis plus de deux ans. Il n'a fallu que trente heures aux Italiens pour perdre ce qui leur avait demandé trente mois à conquérir ou à organiser. On a parlé d'une attaque en masses énormes avec des moyens matériels formidables et inusités, et cependant les renseignements militaires les plus probants n'ont pas pu découvrir dans la vallée de l'Isonzo plus de huit à dix divisions allemandes. Des causes morales ont donc certainement aidé les moyens militaires à enfoncer le front italien. On sait malheureusement que la propagande pacifiste avait été menée en Italie avec une certaine vigueur et que le parti socialiste officiel, dont l'organe est l'*Avanti,* n'a cessé de combattre la guerre dans un esprit qui ne déparerait pas les discours du soviet de Petrograd. Cette propagande a été d'ailleurs aidée par les délégués de ce soviet, auxquels on a permis de recevoir en Italie un accueil qui ne pouvait manquer de démoraliser certains éléments. C'est ainsi que l'anarchie russe n'a pas seulement aidé directement les Allemands à remporter leur victoire en Italie en leur permettant de retirer des divisions du front oriental, mais encore en contribuant à la démoralisation d'une partie de l'armée italienne. La propagande ennemie, au front, sur les troupes, a été aussi acharnée que possible. Pendant ces derniers temps, les aéroplanes austro-allemands lançaient des manifestes aux troupes italiennes leur annonçant que le gouvernement de Rome avait fait venir à Turin et à Milan des troupes françaises et anglaises pour mitrailler le peuple qui voulait la paix. Cela va avec une proclamation affichée par l'envahisseur à Udine, quali-

fiée de première ville libérée du joug anglais par les Allemands qui se dévouent à délivrer l'Italie et la France de la tyrannie britannique.

Quoi qu'il en soit, l'effondrement du front italien est résulté surtout de l'état moral de la deuxième armée, qui occupait la région de Tolmino et qui a été presque entièrement capturée avec son matériel Le général Cadorna, lui-même, l'a reconnu dans des communiqués parlant de résistance insuffisante après avoir, dit-on, employé des mots beaucoup plus forts et qu'il retira de son texte sur l'ordre du gouvernement italien.

On se demande même si l'ampleur du résultat n'a pas pris de court l'état-major ennemi, qui ne pensait peut-être d'abord qu'à obtenir un succès local en délogeant les Italiens du territoire autrichien. Si l'on avait conçu contre l'Italie une entreprise décisive, il est à croire qu'une offensive par le Trentin se serait prononcée presqu'immédiatement après celle qui rompait le front italien de l'Isonzo. Or ce n'est que le 10 novembre que l'on a appris une attaque autrichienne sur le plateau des Sept-Communes, comme s'il avait fallu tout ce temps aux Austro-Allemands pour amener là des troupes et chercher à élargir le succès remporté dès le 24 octobre sur l'Isonzo.

Il n'est pas contestable que ces événements créent une situation très grave. Nous ne saurions ici faire aucune prévision militaire. Mais il n'est malheureusement pas douteux que l'état de la Russie permet aux Austro-Allemands de prélever sur leur front oriental des effectifs de plus en plus nombreux pour s'efforcer d'annihiler l'armée italienne, malgré le secours que lui ont envoyé les Français et les Anglais.

Quant aux conséquences politiques, elles ne semblent pas tout d'abord devoir être mauvaises. Si les Allemands ont escompté une révolution à Rome, comme le feraient croire certaines paroles imprudentes échappées même dans l'entourage du Vatican, ils ont dû éprouver une déception à voir comment s'est résolue la crise italienne ouverte le 25 octobre. A cette date, le cabinet Boselli s'était vu refuser un ordre du jour de confiance par 314 voix contre 96. Cette crise semble avoir été déterminée d'une part par l'usure du cabinet, de l'autre, par l'agitation des milieux parlementaires sourdement travaillés par des neutralistes inavoués. Mais, dès l'on connut le désastre de l'Isonzo, il devint évident que M. Orlando, un des ministres les plus patriotes du précédent gouvernement, serait appelé à constituer le nouveau cabinet, et, le 30, on annonçait que celui-ci était formé : il comprenait dix ministres du cabinet précédent; M. Sonnino, notamment, conservait les Affaires étrangères; rien n'était changé à la politique du gouvernement italien. Tous les partis, sauf les socialistes les plus avancés de la nuance de l'*Avanti,* dont l'attitude est restée déplorable, ont promis leur concours au nouveau gouvernement. Quatre cents députés ont adressé au pays un manifeste proclamant la

nécessité de la résistance et écartant toute idée d'une paix honteuse: l'offensive austro-allemande a donc clarifié l'atmosphère politique de l'Italie qui était devenue singulièrement confuse au cours des dernières semaines. Les données du problème sont trop claires pour que l'on s'y trompe en Italie: la défaite de l'Isonzo ne fait que préciser matériellement la menace que les Empires du Centre faisaient peser sur l'Italie avant même la guerre. Neutre aussi bien qu'associée l'Italie aurait été vaincue en même temps que l'Entente: elle ne peut conserver son indépendance que si l'Entente mâte l'impérialisme germanique. Il n'est pas pour elle de salut par la soumission à l'ennemi.

⁂

Tandis que ce mélange d'ignorance, d'idéologie et de trahison que l'on appelle maintenant « Léninisme » produisait de tels effets en Italie, il aggravait la situation en Russie même. Les maximalistes s'emparaient du gouvernement à Petrograd et y constituaient un pouvoir dont on ne sait encore s'il sera une Commune locale ou un élément de discorde et de dissolution irrémédiable dans toute la Russie. Il est trop clair pour l'observateur qu'à mesure que s'éloigne le souvenir des disciplines anciennes que l'on n'a su encore remplacer par aucune discipline nouvelle la situation n'a cessé de s'aggraver en Russie.

Ce grand pays, en proie à l'anarchie moléculaire dont nous avons déjà parlé, ressemble de plus en plus à une foule confuse et de moins en moins à une nation organisée. Les éléments qui se manifestent partout lorsque le pouvoir fléchit commencent à troubler gravement le pays, et l'anarchie paisible qui marqua, grâce à la bonhomie du peuple russe, toute la première période de la révolution, fait peu à peu place à l'autre, surtout dans le sud : dans toute la Russie méridionale, on signale des arrêts de trains par des bandes de brigands, des pillages de maisons de grands propriétaires et d'usines, l'enlèvement des stocks de spiritueux par des bandes de soldats qui se livrent à de formidables scènes d'ivrognerie. On signale même des pogroms qui ont été dénoncés par l'intermédiaire du bureau juif de Stockholm. En ce moment, les chefs de l'armée déclarent que sa valeur guerrière n'existe plus et qu'il en sera de même tant que le régime des soviets militaires n'aura pas été aboli. Le haut commandement a une telle conscience de cet état de choses que le général Alexeiev a décliné l'offre de venir représenter l'armée russe à la Conférence interalliée, craignant de s'y trouver dans une situation trop vaine et trop humiliante.

Quant à l'effort pour remédier à cette situation, il a été singulièrement confus et difficile à suivre : comme le mois dernier, nous ne pouvons entrer dans le dédale des faits diffus et contradictoires de la révolution russe. Une conférence démocratique

avait été réunie au commencement d'octobre à Petrograd, et elle ne sortit pas du désordre ni de la contradiction. C'est ainsi que le 2 octobre, s'étant prononcée par 766 voix contre 688 en faveur d'un gouvernement de coalition, elle reprenait peu après son vote par 813 voix contre 680. Cependant, M. Kerenski constituait, le 7 octobre, un gouvernement de coalition, unissant des socialistes et des représentants des partis « bourgeois », mais qui ne put gouverner le moins du monde. M. Kerenski décida alors de réunir un Pré-Parlement: on y entendit un certain nombre de paroles excellentes comme celles que prononça, le 29 octobre, le ministre des Affaires étrangères, M. Terescenko, déclarant que la Russie ne ferait pas une paix humiliante ou capable d'affecter ses intérêts vitaux. Mais que pouvaient de pareilles déclarations faite par un gouvernement impuissant et dans un pays en proie aux passions d'individus qui n'ont aucun sens des nécessités dont s'inspirait l'éloquence de M. Terescenko? Plus on va et plus on a le sentiment que la Russie ne pourra sortir d'une pareille crise que par l'effort d'un gouvernement décidé à se faire obéir : ce n'est pas que les arguments soient sans effet sur ce peuple très préoccupé de justice et de bon droit et soucieux du côté moral des choses, comme l'a prouvé par exemple le programme de paix du Conseil des Délégués des paysans qui, au commencement de novembre, a énuméré tout une série de conditions singulièrement contraires à l'esprit dominateur des Empires germaniques. Il ne serait même sans doute pas impossible de faire comprendre certaines vérités au peuple russe, comme par exemple aux gens de l'Ukraine la nécessité d'une politique des Détroits plus voisine de celle que l'ancien régime avait adoptée dans cette guerre que du désintéressement complet affecté par les maximalistes russes: le paysan de la Russie méridionale n'est pas sans doute incapable de se rendre compte de ce qui importe au commerce des blés. On pourrait peut-être aussi lui faire saisir tout ce qu'il y a de dangereux dans l'organisation, entre les mains d'une puissance comme l'Allemagne, de toute l'Europe sud-orientale et de l'Empire ottoman. Mais les nécessités sont plus urgentes qu'une pareille propagande ne peut être rapidement efficace. Il faut donc un gouvernement qui comprenne, en attendant que la nation ait appris, et qui d'ailleurs, par sa décision même, s'il avait quelques bonnes raisons à donner au peuple, se ferait des partisans de plus en plus nombreux.

Malheureusement, jusqu'au dernier moment, M. Kerenski s'est montré fort peu capable d'organiser un gouvernement de ce genre. Il n'a cessé de vaciller d'une résolution à l'autre. On a annoncé, par exemple, après les progrès de l'attaque allemande dans la Baltique, que le gouvernement quitterait Petrograd pour se rendre à Moscou où l'Assemblée Constituante serait convoquée. Le Soviet a mal accueilli cette décision et, quelques jours après, le gouvernement s'apercevait que le danger n'était pas

assez imminent pour exiger son départ. Au lieu de s'affranchir du Soviet il s'est de plus en plus incliné devant lui jusqu'au moment où il allait être dévoré par lui. M. Kerenski, avec des intentions très droites sans aucun doute, a été constamment arrêté par des incertitudes de doctrine et de volonté. Virtuose de la parole, il a eu l'illusion qu'ont tous ses pareils : celle de pouvoir tout obtenir par la conviction, illusion que renforcent chez de tels hommes non seulement la vanité, mais encore une certaine volupté d'orateur qui jouit de dominer les foules par le verbe. M. Kerenski ne semble pas moins victime de ses théories que de son tempérament. Comme révolutionnaire écarté de la vie pratique, il a trop longtemps cru à la bonté essentielle de la nature humaine; de là son idée qu'en touchant la corde sensible on pouvait mener par l'argumentation les foules au bien; et, si l'on ajoute à cette tendance la répugnance naturelle que semblent avoir les Russes pour toute répression, on s'expliquera que, dans une pareille crise, M. Kerenski n'ait jamais semblé vouloir comprendre que les sociétés doivent elles aussi enfanter dans la douleur et qu'il faut se défendre contre la méchanceté de quelques-uns et l'ignorance de gens plus nombreux pour assurer le salut de tous.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir du Soviet de Petrograd n'a cessé de manger celui de M. Kerenski depuis l'échec de l'aventure du général Kornilov. L'accident qui s'est produit dans la soirée du 6 novembre n'a été que le dernier terme d'une évolution qui s'accentuait depuis deux mois. A cette date, les forces du Soviet ont levé la tête, elles ont occupé certains points stratégiques de Petrograd et ont pris possession de la capitale presque sans combats, sauf autour du Palais d'Hiver défendu par les cadets des écoles militaires et par un bataillon de femmes. Lénine a reparu à Petrograd, il a repris la domination du Soviet, il a déclaré qu'il déposait le gouvernement provisoire et a adressé au pays une proclamation dans laquelle il résumait le but de son gouvernement dans ces deux formules: l'offre d'une paix démocratique et la terre aux paysans. Ces deux idées peuvent lui faire beaucoup de partisans; mais l'une, du moins, ne lui aurait pas dû être laissée. Il est regrettable que l'on ait si fort ajourné la reconnaissance d'un état de choses inévitable et que l'on n'ait pas compris qu'il fallait donner la terre aux paysans sans plus attendre, de manière à pouvoir régler les conditions de cet abandon et rallier la masse rurale du peuple russe à un gouvernement capable de prendre les mesures nécessaires au maintien de la Patrie.

A priori, personne ne pouvait croire qu'un tel gouvernement pût se constituer sous la direction de Lénine, et l'événement a presque immédiatement démontré que l'état-major maximaliste, qui veut régner avec lui, ne sert pas seulement l'Allemagne par l'anarchie spontanée de ses doctrines, mais sans doute encore par

une collaboration moins indirecte et beaucoup moins avouable. A peine maîtres de Petrograd, tous ces personnages, dont Bourtzev avait d'ailleurs, en dépouillant les papiers de l'Okhrana, démontré les relations avec les agents de l'Allemagne, et qui ont dissimulé des noms presque tous germaniques sous des vocables russes destinés à tromper le peuple, ont proclamé des conditions de paix qui semblent avoir été dictées de Berlin. Ils ont adressé, pour les séparer de leurs gouvernements, aux « travailleurs » de France, d'Angleterre et d'Allemagne un appel dont les dirigeants de Berlin attendent sans doute beaucoup plus d'avantages dans les pays démocratiques qu'ils combattent que d'inconvénients dans le pays autocratique qu'ils mènent. Ces mêmes « conditions » de paix contiennent une phrase sur le respect de chaque nationalité « quels que soient son degré de civilisation et sa position géographique en Europe ou dans un pays d'outre-mer », qui ressemble singulièrement à une tentative pour mettre sur le même plan les résultats déjà anciens de la politique coloniale anglaise et française dans les pays barbares et l'oppression des nationalités civilisées que l'impériaalisme germanique a déjà conquises ou se propose de conquérir comme résultat de cette guerre. Il n'est pas jusqu'à l'unité même de la Patrie russe que ces idéologues ou ces traîtres ne mettent en cause en parlant de la nécessité de revenir sur les traités qui maintiennent ou augmentent « les annexions faites par les Grands Russes ». S'ils avaient seulement le souci de l'autonomie et de la liberté de culture des nationalités réunies dans l'empire des tsars, les maximalistes de Petrograd ne tiendraient pas ce langage, ils feraient de la fédération et non pas de la dispersion de la terre russe. Il est certain que l'attitude des pays d'Occident en présence d'un pareil document doit être une abstention complète. Si les maximalistes veulent voir si le terrain est favorable à une paix du droit, qu'au lieu de confondre les Alliés, qui ont fait la guerre à l'appel de la Russie, avec leurs ennemis, ils commencent donc par demander à l'Austro-Allemagne ce qu'elle compte faire pour l'indépendance de la Pologne, de la Courlande, de la Lithuanie, sans compter les populations déjà anciennement opprimées par l'impérialisme germano-magyar.

Il est d'ailleurs fort possible que l'Entente n'ait pas longtemps à lutter avec des tentatives de ce genre. Les maximalistes sont jusqu'à présent maîtres du télégraphe — ce qui ne nous permet pas de juger le degré de succès qu'ils ont remporté en Russie. D'après certaines rumeurs qui, malgré tout parviennent en Europe, une opposition s'organiserait contre eux. Elle reposerait sur certains éléments sains de l'armée et en particulier sur les cosaques. M. Kerenski en aurait pris la direction. Que ce soit d'ailleurs lui ou un autre, il est clair qu'une épreuve de force doit être faite entre les gens qui travaillent à détruire la Patrie russe et l'indépendance de l'Europe et les éléments qui peuvent

assurer la victoire de l'Entente et du droit. Le coup de force du Soviet de Petrograd a clos l'ère des discours, même pour ceux qui s'y attardaient le plus; et, étant donné les traditions de discipline et de dévouement qui se trouvent encore si profondes dans la nation russe, il est permis d'espérer qu'un gouvernement pourra ressaisir sérieusement le pays s'il y a des groupes ou des hommes pour vouloir fermement. Ajoutons que, dans cette crise décisive, les puissances de l'Entente, aidées par l'Amérique, ne doivent pas s'abstenir, lésiner, temporiser, ménager autant les mauvais éléments que les bons comme elles l'ont fait jusqu'ici. Si on n'aide pas promptement, même avec une certaine autorité, à s'organiser la Russie, dont les villes et l'armée sont menacées de la famine, on la verra accepter l'aide de l'ennemi pour sortir de l'anarchie à laquelle elle n'échapperait alors que pour sombrer dans une servitude fatale même à la liberté de l'Occident.

***

C'est la question de demain. Pour aujourd'hui, la tournure de plus en plus fâcheuse que prend la révolution russe et les événements italiens — qui sont, dans une large mesure, sa conséquence — ont continué à avoir une action très visible sur la politique allemande. Le gouvernement impérial, dont la manière semble devenir plus subtile et plus souple avec M. de Kühlmann, le nouveau ministre des affaires étrangères, cherche à concilier le maintien d'un impérialisme qui n'aura d'autre doctrine que celle de profiter de toutes les chances, avec un respect apparent des idées de politique intérieure qui ont inspiré la déclaration du Reichstag le 19 juillet. On sait que celle-ci comprenait la demande de l'élargissement du rôle du Reichstag dans la politique allemande, avec celle d'une paix de conciliation. Nous assistons dans ce moment à l'octroi de certains avantages, au moins apparents et provisoires, aux parlementaires, et ce camouflage de l'Allemagne impériale en pays libéral s'accompagne de certains préparatifs pour en tirer parti en lançant une nouvelle tentative de paix allemande. Ces jours derniers, aux parlementaires dont nous avons signalé dans notre précédente chronique l'accession au gouvernement, a été joint M. Friedberg, nommé vice-président du conseil des ministres de Prusse; en même temps, le chef du parti progressiste, M. von Payer, devenait vice-chancelier en remplacement de M. Helfferich, mal vu du Reichstag et sacrifié le 9 novembre par le Kaiser. Ces changements avaient été précédés par une décision beaaucoup plus intéressante. Le 2 novembre, M. Michaelis, qui s'était surtout distingué par ses contradictions maladroites et par une sorte de patauderie générale depuis sa nomination le 14 juillet en remplacement de M. de Bethmann-Hollweg, cédait la place au comte Hertling, chef du

parti du centre depuis la mort du docteur Lieber et, depuis 1912, ministre-président de Bavière. L'explication de ce choix se trouve sans aucun doute dans ce fait que le comte Hertling a été pendant des années le représentant officieux de l'Allemagne près du Vatican. En le faisant chancelier, le gouvernement du Kaiser a mis en bonne place et fortifié un instrument destiné à faire servir l'autorité du Saint-Siège à la préparation d'une paix allemande. On ne peut manquer de trouver qu'un tel choix, venant au moment où les résultats de l'offensive austro-allemande contre l'Italie dépassent sans doute tous les espoirs qu'elle avait d'abord inspirés, a tout l'air d'une mesure préliminaire à l'exploitation de ces événements militaires en vue d'une nouvelle tentative de paix. On a dit que le nouveau ministre des affaires étrangères, M. de Kühlmann, qui apporte, comme on le sait, un esprit fort ingénieux à la conduite de la campagne pacifiste, s'est beaucoup appliqué à faire nommer le comte Hertling. Ce seul fait suffirait à nous donner idée du sens réel de sa nomination.

Celle-ci, quoi qu'on puisse penser de l'arrivée au pouvoir d'un personnage bavarois, ne révèle, sans aucun doute, aucune tendance de l'Allemagne à chercher un terrain sincère de conciliation avec ses ennemis : les esprits ne sont pas encore outre-Rhin au point voulu pour une pareille recherche. Pour s'en rendre compte, il a suffi de lire les dépêches résumant les débats du Congrès que les socialistes allemands ont tenu en octobre à Wurzbourg, se réunissant pour la première fois depuis la guerre. Les motions des socialistes extrêmes et doctrinaires ont été rejetées à d'énormes majorités et le Congrès a, au contraire, voté celle qui déclarait que l'Alsace-Lorraine devait être maintenue dans l'Empire. L'idée même du plébiscite des Alsaciens-Lorrains a été écartée. La majorité des orateurs a répété les mensonges de l'Allemagne officielle sur les origines de la guerre et sur le cas de légitime défense où se trouvaient les innocents empires germaniques attaqués. Certains d'entre eux sont allés non seulement jusqu'à se rallier ainsi à la politique du gouvernement mais encore jusqu'à en déclarer cyniquement les moyens en disant que l'Allemagne devait amener ses adversaires à la paix qui lui convient par une combinaison de pressions militaires et pacifistes comme celle que les Allemands comptaient exercer à Stockholm. Il faudrait d'ailleurs une belle dose de naïveté pour s'imaginer qu'au moment où la Russie semble tomber de plus en plus en déliquescence les Allemands, même socialistes, vont rien abandonner de l'impérialisme qui est le fond de leur tempérament !

Tout concourt à bien mettre à leur vraie place, dans les rouages de la machination politique allemande, la nomination du comte Hertling et la pseudo-parlementarisation du gouvernement de l'Empire. L'Allemagne va, dit-on, dévoiler ses projets d'annexions par procuration : elle va créer une Courlande et une Lituanie qu'elle s'incorporerait sous forme d'une union personnelle sous la

souveraineté de l'empereur, tandis que la Pologne du Congrès, d'ailleurs rognée au nord où elle s'arrêterait aux rives de la Narev, serait en même temps rattachée à l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne déclarera qu'elle veut sauvegarder des nationalités, elle combinerait ainsi la politique d'annexions avec la paix de conciliation qu'elle a toujours sur les lèvres pour piper ses adversaires. Si le Pape pouvait donner sa bénédiction à une telle formule, il serait encore plus facile de la faire adopter à la lassitude d'ennemis découragés par l'effacement de la Russie et par la défaillance italienne. Quant à la nomination de parlementaires, il est bien impossible d'y voir un changement profond et durable du régime politique de l'Empire allemand. Ce n'est pas sous la dictature Hindenburg-Ludendorf, plus au pouvoir que jamais, qu'on accepterait le bouleversement de tout le vieux système prussien dont la conservation est une des raisons de l'acharnement avec lequel on n'a cessé de poursuivre à Berlin une paix que l'on pourrait exploiter aux yeux des masses comme la justification du système gouvernemental de l'Empire. Mais un gouvernement soi-disant parlementaire répondrait assez aux méthodes de M. de Kühlmann, si soucieux, comme il l'a avoué lui-même, de la psychologie des pays ennemis. Sa constitution servirait à rétrécir le fossé qui sépare l'Allemagne de ses ennemis démocratiques, comme l'autonomie des pays qu'elle veut s'incorporer servirait de voile à ses annexions, et la parlementarisation apparente du gouvernement de l'Empire pourrait en particulier s'opposer au *non possumus* formulé par M. Wilson dans sa réponse au Pape.

***

Il est clair que sur ce dernier point l'Allemagne n'obtiendra aucun résultat : l'Amérique est entièrement entrée dans les voies de la guerre. Encore toute fraîche dans la lutte, elle n'est nullement disposée à s'arrêter à mi-chemin et, pendant tout le mois d'octobre, son attitude a apporté aux alliés des satisfactions capables de faire, dans une assez large mesure, contrepoids aux inquiétudes inspirées par la Russie, puis par l'Italie. Tous les télégrammes montrent que l'esprit de guerre se développe très vigoureusement en Amérique. On en a d'ailleurs eu une preuve tangible dans le succès du second emprunt de la Liberté émis aux Etats-Unis et qui, d'après les résultats publiés à la fin d'octobre, a produit plus de vingt-cinq milliards de francs. En même temps, le recrutement, les constructions navales et la fabrication du matériel de guerre se continuent avec la plus grande énergie. Le gouvernement américain va d'ailleurs se préparer à participer en connaissance de cause à l'établissement de la paix qu'il travaille à donner à l'Europe dans les meilleures conditions possibles, et il veut réunir les informations et former le personnel nécessaire à une telle tâche. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter la

nomination annoncée le 30 septembre, du colonel House, ami personnel du Président Wilson, à la tête d'une mission chargée d'étudier et de rechercher tous les documents sur les problèmes qui se posent à propos de la future paix. Dans une interview, le colonel House a déclaré que sa nomination n'indiquait pas du tout que la paix fût prochaine, mais qu'on n'avait pas voulu que les Etats-Unis fussent désarmés diplomatiquement ni historiquement comme ils ont pu être désarmés militairement quand le conflit avec l'Allemagne a éclaté, et, dans l'énumération des questions qu'il veut étudier, le colonel House n'a oublié aucun des problèmes à résoudre non seulement en Europe, mais même dans l'Asie occidentale. Il vient d'ailleurs d'arriver en Europe à la tête de la Délégation américaine à la Conférence interalliée.

Les préparatifs américains ont, pour la première fois, abouti à une intervention militaire sur le front d'Occident. Le 25 octobre, le premier communiqué de l'état-major du Corps expéditionnaire américain en France annonçait très modestement que des troupes américaines, mêlées à un personnel français entraîné, commençaient à occuper des tranchées de première ligne et que le premier coup de canon avait été tiré par elles sur les positions allemandes.

En même temps, l'Amérique continue à accentuer sa pression sur l'Allemagne par le moyen du blocus. Le 15 octobre, l'ambassade des Etats-Unis à Londres publiait une note très ferme déclarant que le gouvernement de Washington interdirait tout exportation vers les pays neutres du nord aussi longtemps qu'ils continueraient à approvisionner l'Allemagne et à ne pas spécifier les quantités de vivres qui leur étaient vraiment nécessaires pour leur consommation propre. Le gouvernement américain faisait observer qu'il lui était impossible de satisfaire aux demandes d'exportations que lui faisaient des pays qui ne voulaient même pas répondre à la question qui leur a été adressée dès le mois de juillet de fixer la quantité de denrées d'origine américaine dont ils avaient besoin pour vivre. Comme le disait la note de l'ambassade de Londres, la politique d'interdiction américaine sera maintenue, même pour des articles qui peuvent indirectement nourrir l'Allemagne, comme par exemple le pétrole servant pour les moteurs des bateaux de pêche qui vendent du poisson aux Allemands, les graisses utilisées dans les usines qui travaillent en pays neutres pour l'Allemagne et le fourrage qui, tout en restant dans ces pays, est transformé en laitage à exporter par eux vers les Empires du Centre.

Les Etats-Unis, par leur politique à l'égard de la Hollande et des pays scandinaves qui ont si fort aidé l'Allemagne à durer malgré le blocus, montrent une volonté rigoureuse et méthodique d'employer de la manière la plus complète l'arme économique, en attendant que l'arme militaire américaine puisse se faire sentir sur la ligne de front. Notons d'ailleurs, à ce propos, que le

gouvernement britannique a dû, lui aussi, rendre sa politique plus rigoureuse à l'égard de la Hollande. Celle-ci n'a cessé de prêter ses canaux au transit du sable des graviers et des métaux venant d'Allemagne à destination de Belgique où ces matériaux servent à la consolidation des lignes allemandes. Le 11 octobre, l'Angleterre a interrompu les communications télégraphiques de la Hollande par les câbles anglais, en déclarant qu'elle maintiendrait cette interruption jusqu'à l'arrêt du transit dont elle a à se plaindre.

L'évolution de l'Amérique du Sud vers la solidarité avec les Etats-Unis, c'est-à-dire vers la guerre, continue à se prononcer. Le 26 octobre, l'existence de l'état de guerre était proclamée entre le Brésil et l'Allemagne à la suite du torpillage de nouveaux navires brésiliens. Dans une proclamation, le Président de la République brésilienne, M. Wenceslao Braz, faisait connaître les motifs de son gouvernement, et il constatait que le Brésil est entré dans la guerre « pour défendre des droits sacrés, en se plaçant aux côtés des peuples qui depuis trois ans se battent pour les conquêtes de la civilisation et pour les droits de l'humanité ». Quelques jours plus tôt, le gouvernement de Washington avait d'ailleurs continué, par une nouvelle pièce probante, la publication des documents allemands qui montrent que même les Etats de l'Amérique du Sud n'étaient pas à l'abri des projets universels de l'impérialisme allemand. M. Lansing livrait à la publicité deux nouveaux messages du comte Luxbourg qui déclarait que la politique trop conciliante était un danger avec les Sud-Américains qui, sous un « léger vernis » ne sont que des Indiens, et suggérait l'envoi d'une flotille de sous-marins, sous prétexte de saluer à Buenos-Ayres le Président Irigoyen; ce procédé aurait, d'après lui, un excellent effet de propagande et d'intimidation dans les Etats de l'Amérique du Sud. Dans un de ces télégrammes, on lisait cette phrase : « Je suis convaincu que nous pourrons mener à bien nos projets politiques dans le sud de l'Amérique, maintenir le marché argentin ouvert et réorganiser le sud du Brésil avec ou sans le consentement de l'Argentine ». L'aveu de ce projet de main-mise allemande sur la région du Brésil où les colonies germaniques sont déjà nombreuses, ne pouvait être plus flagrant, et rien ne pouvait donner une justification plus nette à la décision prise par le gouvernement brésilien.

Il n'est pas douteux que toute l'Amérique du Sud, dont plusieurs des grands Etats ont déjà rompu avec l'Allemagne, évolue vers la guerre. Cette évolution ira jusqu'au bout si les événements militaires d'Europe ne découragent pas l'opinion dans les Républiques latines. C'est une raison de plus pour l'Allemagne de chercher à frapper un grand coup en Italie, d'exploiter par sa propagande les défaillances de la Russie et de chercher à réaliser sa paix. Elle a les meilleurs motifs de le faire avant que l'extension de la guerre à de nouvelles Républiques américaines

ne fournisse de nouveaux « gages économiques » à l'Entente et avant qu'une longue période d'animosité ne résulte d'une intervention militaire étendue des Etats-Unis en Europe et des pertes inévitables de vies américaines qui s'ensuivraient. Le gouvernement de Berlin serait sans doute heureux de déconsidérer aux yeux de l'Amérique les puissances de l'Entente en leur faisant conclure une paix aussi prochaine que possible, qui rendrait vains et légèrement ridicules les immenses préparatifs de guerre qui s'accomplissent aux Etats-Unis.

*
**

Il n'y a pas à se dissimuler que les événements du dernier mois sont de nature à faire espérer à l'Allemagne un succès de ce genre. Sa plus grande faiblesse était la fatigue de l'Autriche, son découragement, si éclatant au moment de l'offensive russe de juillet, et peut-être même une secrète tendance du « brillant second » à chercher ses propres moyens de se tirer de l'aventure. Par la victoire de Vénétie, l'Allemagne regonfle, pour ainsi dire, l'Autriche, elle lui donne de nouvelles raisons de rester fidèle à une alliance qui vient de lui assurer de grands succès, et, en même temps, elle prend hypothèque sur l'armée autrichienne du front italien, la seule qui fût libre jusqu'ici de toute emprise allemande. Elle se rend plus facile une continuation de la guerre par cette mainmise plus étendue sur les forces de l'allié, et aussi en obligeant la France et l'Angleterre à diminuer leur pression sur les fronts de Belgique et de France pour venir au secours de l'Italie et se battre en Vénétie contre des Autrichiens, des Bulgares et des Turcs. De plus, si l'armée italienne perdait de sa force combative, on pourrait, au printemps, reporter une partie des divisions autrichiennes, bulgares et turques qui ont été envoyées en Italie contre Salonique ou même contre le front franco-britannique. Elles rejoindraient de nouvelles divisions allemandes tirées de Russie et, quoique toutes ces forces ne puissent enfoncer un front comme le nôtre, elles suffiraient, les Allemands l'espèrent, à nous interdire tout progrès, même local, à nous user par une guerre très dure, à contrebalancer et bien au delà l'appoint des forces américaines qui se préparent à venir combattre avec nous.

L'Allemagne espère nous incliner par là à des négociations que la prise d'un nouveau gage territorial par l'ennemi aux dépens de l'Italie nous rendrait plus difficiles. Elle compte sans doute aussi pour cela sur les effets du mouvement maximaliste en Russie, qu'elle orientera autant que possible, sinon vers une paix séparée, du moins vers une trêve qu'elle emploierait à essayer de trouver quelques ravitaillements à l'est et aussi à faire pénétrer en Russie des hommes qui commenceraient l'œuvre sournoise

d'invasion, de sujétion économique contre laquelle tous les Alliés devront s'employer de concert pour défendre l'indépendance de la jeune République russe.

Au milieu de toutes ces causes de découragement, M. de Hertling ferait, de nouveau, surgir le Pape avec un rameau d'olivier. Tout fait croire que le Saint-Père a dans l'arrière-pensée une politique à laquelle l'Austro-Allemagne, en parlant de désarmement et d'arbitrage dans ses réponses à la note de Benoît XV, s'est efforcée de préparer les voies. Ce n'est pas outrepasser les convenances ni méconnaître la vérité que de dire que le Pape a, dans toute cette grande crise de l'humanité, conçu pour le Saint-Siège un rôle beaucoup plus politique que moral. Se réservant avec un soin jaloux pour l'office de médiateur, Benoît XV s'est bien gardé d'émettre le moindre jugement; il a même cherché à donner à chacun sa part de torts pour pouvoir ensuite départager des adversaires également fautifs. Cette tactique s'est révélée à la manière dont certains organes inspirés par le Vatican ont parlé de la malheureuse Belgique elle-même ; iis ont sous entendu qu'elle avait bien pu, dans ses tractations des dernières années avec l'Angleterre, sortir quelque peu des règles de la stricte neutralité. Et c'est peut-être ce désir de n'avoir pas à condamner des coupables, mais à départager des gens également responsables, de tenir quelque compte d'une accusation allemande et de préparer les hypothèques que l'Allemagne veut prendre sur l'indépendance de la Belgique, qui a inspiré cette phrase de la note du Pape aux belligérants, phrase superflue, et singulièrement pénible et choquante par son impartialité entre les violateurs et les défenseurs de la neutralité belge, qui demandait que l'indédance politique, militaire et économique de la Belgique soit assurée à l'égard de « toutes puissances quelles qu'elles soient ».

Cette médiation en vue de laquelle le Pape ménage son personnage en se tenant dans une impartialité pénible pour notre conscience entre les agresseurs et les victimes, devait, du moins à en juger par certains indices, aboutir à une paix qui laisserait au Saint-Siège une magistrature politique à laquelle il avait à peu près renoncé depuis le moyen-âge. Cette « société des nations » dont Mgr Gasparri a parlé avec plus d'obstination que, semble-t-il, de bonheur, constituerait un régime international de droit auquel le Pape pourrait présider. Les hommes qui ont suivi de près la politique du Vatican pendant la guerre ont pu relever successivement de nombreux indices d'une telle pensée. Sans doute une société des nations résultant d'une paix de compromis avec l'impérialisme allemand servirait à consacrer la servitude de beaucoup de nationalités opprimées par l'Austro-Allemagne et à permettre de présenter comme des ennemis de l'ordre et de la pacification du monde les peuples et les gouvernements qui, pour cette raison, refuseraient d'y entrer. Mais cela, on ne veut pas le voir ou, tout simplement, on ne le voit pas au Vatican.

On y a le goût traditionnel et trop unique de la politique, on y est plus préoccupé, par exemple, de la réunion de l'Église orientale que des progrès moraux de l'Église d'Occident, et si cet esprit peut, dans une crise qui remue si profondément les âmes, nuire à la religion, il est certainement de nature à nuire à la cause des pays de l'Entente en apportant un appui dangereux au pacifisme très spécial de l'Austro-Allemagne.

Ce sont des réflexions qu'on ne peut manquer de faire au moment où l'on voit le choix du comte Hertling coïncider avec les événements matériels qui sont récemment venus obscurcir l'horizon pour les Alliés. Et il est bon de montrer quel peut être le rôle du Saint-Siège au moment où se prépare peut-être quelque nouvelle intervention de Benoît XV dans un domaine où le plus croyant des catholiques a d'ailleurs toute liberté de la discuter.

En attendant, les puissances alliées font ce qu'elles auraient dû faire dès le début, elles cherchent à réaliser enfin cette unité de front dont on a tant, mais si vainement parlé. Une sorte de directoire militaire interallié va entrer en fonctions. Mais surtout un esprit nouveau est créé par le péril de l'Italie; on sent enfin que le particularisme des efforts deviendrait mortel. Sans doute on ne peut facilement réparer l'effet de certaines erreurs, comme ce manque prodigieux d'imagination militaire et politique qui fit considérer en 1915 la Serbie comme un théâtre secondaire et qui permit à l'ennemi de s'ouvrir le chemin de Constantinople et de tirer parti de tout l'Orient contre nous. Les conséquences de cette faute ont été incalculables. Mais ce serait encore à l'heure actuelle beaucoup que tous les Alliés, grossis maintenant de l'Amérique, tirent au même collier, que l'Italie cesse de faire dans son coin sa guerre particulière, sa demi-guerre, serait-on tenté de dire, et que, en présence du péril et de l'aide prompte de la France et de l'Angleterre elle voie, et que ses alliés voient clairement, l'ensemble du problème dont aucune partie ne peut se détacher.

A cet égard, le courageux et véridique discours prononcé à Paris le 12 novembre par M. Lloyd George est un symptôme intéressant et, nous l'espérons, le commencement d'efforts plus approfondis et plus coordonnés, que nous espérons avoir à résumer dans nos prochaines chroniques.

Robert de Caix.

Bibliographie.

Louis Leger: *Le Panslavisme et l'Intérêt français.* (Bibliothèque de Philosophie scientifique). Flammarion, 1917, 360 p.

M. Leger est le maître reconnu des études slaves en France, et le poids des ans n'a ni affaibli son ardeur ni diminué sa verve. Voilà pourtant bien près d'un demi-siècle qu'il donnait droit de cité aux Slaves en Sorbonne par ses deux thèses sur la *Chronique dite de Nestor et Cyrille et Méthode.* Depuis lors, sans interruption et sans relâche, il a poursuivi son infatigable propagande, et, si l'on classait par ordre alphabétique les renseignements que nous fournissent ses nombreux volumes, on y découvrirait les éléments d'une véritable encyclopédie slave.

Quelles sont les questions qu'il n'a pas abordées? Ethnographie, préhistoire, folk-lore, géographie, statistique, poésie populaire, histoire politique et littéraire, questions de grammaire, que sais-je encore? les sujets les plus divers sollicitent également sa curiosité, et son érudition souriante s'y trouve partout à l'aise. Pendant près de vingt ans, il est resté presque seul sur la brèche, et il n'est pas un slavisant actuel qui n'ait subi son influence ou dont il n'ait suscité la vocation. Quelle que soit l'autorité légitime dont il jouit, je ne suis pas sûr que ses admirateurs mêmes mesurent complètement l'immensité des services qu'il a rendus et les difficultés qu'il lui a fallu surmonter. Pénible et dur est le rôle du pionnier; les voyageurs qui s'engagent après lui dans la voie qu'il a frayée ne songent pas toujours assez au précurseur qui leur a facilité la route. Encore aujourd'hui, nous sommes assez mal outillés en France pour l'étude de l'Europe orientale : nos bibliothèques sont médiocrement pourvues et les ouvrages les plus importants y manquent trop souvent; leurs collections de revues sont incomplètes; les livres sont très dispersés; le travail difficilement terminé, il faut encore triompher de la timidité des éditeurs qui ne publient pas volontiers des études sur des sujets qui effrayent le commun des lecteurs. Au moment où M. Leger a commencé son apostolat, les obstacles auxquels nous nous heurtons étaient infiniment plus gênants et tels qu'ils paraissaient de nature à lasser les plus intrépides courages : il

a fallu qu'il commençât par faire lui-même la grammaire des langues qu'il lui était nécessaire de connaître, qu'il s'orientât à travers une bibliographie abondante et dispersée, qu'il rassemblât à grand peine des collections coûteuses; il a dû ensuite gagner la confiance des libraires, vaincre la routinière paresse du public, intéresser les journalistes. Rude besogne, dont nous profitons aujourd'hui.

Si M. Leger a pu assumer une semblable tâche et soutenir plus d'un demi-siècle un effort aussi écrasant, c'est que la nature l'avait doué de qualités qui ne se trouvent pas souvent réunies; d'abord une mémoire prodigieuse, puis une conviction et une bonne humeur que ne décourage aucun scepticisme et que ne rebute aucune ignorance, et enfin une ouverture d'esprit singulière et une vivacité d'émotion que les années n'ont pas amortie et que n'a pas épuisée la complexe opposition des spectacles les plus divers.

Il a montré que l'érudition pure ne l'effrayait pas en traduisant la chronique dite de Nestor (1890) et en publiant l'Évangéliaire slave de Reims (1899). Mais il était trop vivant et trop vibrant pour se renfermer dans l'étude du passé, et son goût particulier le porte visiblement vers la réalité contemporaine. Grand amateur de livres, il leur préfère les choses et les hommes; il croit qu'une conversation n'est pas moins révélatrice qu'une chronique et qu'un paysage est gros d'enseignement. Il a visité à plusieurs reprises les divers pays slaves; il y a fait de longs et nombreux séjours; il a été en relations suivies avec les écrivains, les savants, les chefs de partis. Il a le don, si rare chez les hommes de science, d'ouvrir les yeux au spectacle du monde; ses impressions sont intenses et il n'a pas besoin d'effort pour les communiquer à ses lecteurs. Qu'il nous décrive les merveilles artistiques de Prague ou qu'il nous entraîne à sa suite le long de la Drave et de la Save chez les Croates et les Serbes, qu'il nous promène avec Mickiewicz dans les forêts de Lituanie ou qu'il nous raconte les luttes de Kollar et de Palacky contre les Allemands, il nous captive par la spontanéité de l'expression, la rapidité et la verve du récit, la sincérité directe du témoignage. Ardent, agile, l'œil ouvert, la parole sonore et le geste prompt, sans cesse en action, ce globe-trotter de l'esprit, toujours inassouvi de connaissances et incapable de lassitude, nous entraîne allégrement à sa suite. Sous sa plume, les sujets les plus abstraits s'animent et les questions les plus obscures se débrouillent et s'arrangent. Il ne s'ennuie jamais, ce qui est encore le meilleur moyen de ne pas ennuyer les autres. Son érudition est bonne fille et elle ne nous choque pas, si parfois elle s'étale. Dédaigneux du respect humain, il rappelle sans fausse modestie les titres qu'il possède à notre reconnaissance et nous lui savons gré d'une franchise qui conserve une candeur juvénile ; les sots en sourient; que lui importe? il a assez de confiance en lui pour ne pas

s'attarder à de vaines critiques et trop de verdeur d'imagination pour s'arrêter à des réserves stériles. Il sait qu'un grain de pédantisme ne messied pas à un vieux professeur et il met de la coquetterie à ne pas dissimuler l'âge de ses méthodes. Ceux qui sont venus après lui et qui sentent déjà plus lourdement que leur maître le poids des années s'effarent par moment de la tranquille audace avec laquelle il effleure les problèmes les plus redoutables, et leur prudence timorée s'étonne de son humeur un peu aventureuse. Pourquoi modifierait-il sa manière, puisqu'elle lui a valu la reconnaissance respectueuse de ses élèves et la faveur persistante du public?

Dans le cours de ses erreurs à travers le monde, — je l'entends au sens classique, — M. Leger a laissé sur sa route d'assez nombreuses illusions. Il a gardé du moins les deux vertus essentielles qui composent son viatique : une ardente et sincère sympathie pour les Slaves et une chaude et lumineuse foi patriotique.

Même aujourd'hui, quand nous avons eu l'occasion de voir les Allemands à l'œuvre chez nous, je demeure assez disposé à croire que, pour les comprendre vraiment, et haïr, comme il convient, leur orgueil implacable, leur grossièreté native, et tout cet ensemble de défauts et de vices qui font d'eux une race inférieure, il est nécessaire d'avoir vécu avec eux dans les pays où ils se regardent comme les maîtres et où ils imposent leur autorité avec cette lourdeur et cette brutalité pédantesque qui sont le fond même de leur tempérament. Quiconque ne les a pas vus à Strasbourg, à Metz, à Prague ou même à Petrograd, ne soupçonnera jamais le degré de massive sottise et d'outrecuidance agressive où ils arrivent et à quelle perfection ils poussent l'art de rendre intolérables même leurs qualités. M. Leger a dû à ses séjours en Autriche d'avoir constamment échappé au mirage germanique qu'ont subi tant de Français. Bien longtemps avant la guerre, alors que trop de libéraux chez nous s'obstinaient à ne voir chez nos voisins que des métaphysiciens perdus dans les spéculation de la raison pure, ou des sentimentaux dont les amples et somptueuses harmonies de Wagner satisfaisaient les mystiques ardeurs, il a dénoncé leur soif de conquête, leur insatiable volonté de domination, la persistance de leurs rancunes et la haine furibonde dont ils nous poursuivaient. Au lendemain de Sadowa, il avait compris que la passion d'unité qui dévorait l'Allemagne avait pour mobile essentiel le désir d'écraser la France et que la liberté qu'elle réclamait, c'était celle de dépouiller et d'opprimer ses voisins. Avec plus de constance que de succès, il s'est efforcé d'instruire l'ignorance des ministres, d'avertir la légèreté insouciante de la foule et d'ouvrir les yeux aux innocents qui répondaient aux armements de la Prusse en convoquant le Congrès de la paix à Genève et en y proclamant la Société des nations.

On est sans cesse étonné de la lenteur avec laquelle les idées les plus évidentes pénètrent dans les esprits. Puisque l'Allemagne n'a cessé de menacer et de rançonner les peuples que leur mauvaise fortune a placés sur ses frontières de l'Est et de l'Ouest, pourquoi ne se sont-ils pas réunis pour s'opposer à ses brigandages et pour défendre contre elle leur indépendance et leur sécurité? Par quelle étrange aberration avons-nous persisté à ne pas faire la différence entre nos amis naturels et nos ennemis avérés? Comment a-t-il fallu près de deux siècles pour que l'alliance russe, que Pierre le Grand offrait déjà au Régent, fût paraphée par les chancelleries, et comment expliquer que, même après l'échange officiel des signatures et au milieu du fracas des télégrammes pathétiques et des toasts retentissants, cette alliance, si péniblement conclue, n'ait été le plus souvent qu'une source de déboires et d'erreurs, parce qu'elle a été aussitôt faussée et annihilée par les préjugés indéracinables, les timidités ridicules ou les arrière-pensées inavouables des cabinets de Pétersbourg et de Paris? La cause principale de ces erreurs de tactique dont les conséquences ont été si cruelles, il convient avant tout de la chercher dans notre ignorance du monde slave.

*
**

M. Leger, qui a été un des premiers à comprendre et à prêcher la nécessité d'un rapprochement entre la France et la Russie, en avait signalé aussi les difficultés et la fragilité. En même temps que la puissance massive des Slaves, sur laquelle s'amortissent les coups les mieux assénés, il avait aperçu les faiblesses qui paralysaient leur action et l'emprise que les Allemands conservaient sur eux.

Dès le moment où ils entrent dans l'histoire, les annalistes grecs et latins nous parlent de leurs tendances anarchiques et des divisions intestines qui les déchirent. Depuis les origines, leurs destinées sont déterminées par deux forces contradictoires qui les sollicitent en sens opposé: rapprochés par le sentiment obscur de leur unité primitive, ils sont en même temps travaillés par d'inexpiables rivalités qui épuisent leurs forces et les livrent sans défense à l'invasion étrangère.

La nation slave et la nation russe sont une, lisons-nous dans la chronique dite de Nestor, et, d'autre part, l'historien polonais Gallus écrit : *Polonia pars est Sclavoniae*, et vers l'ouest, cette Sclavonie s'étend au nord jusqu'à la Bavière et au sud à l'Epire et aux frontières de la Thessalie. Depuis le début du XII[e] siècle, où les plus anciens annalistes ont conservé un souvenir si net et si vivant de leur commune origine, le sentiment et le regret de cette antique fraternité ne se sont jamais complètement effacés chez les divers peuples slaves et ils ont survécu

aux plus sanglantes querelles. On les retrouve chez les poètes comme chez les historiens; ils inspirent les philologues aussi bien que les théologiens. A certaines époques, l'idée de solidarité slave se traduit dans les faits et elle devient alors un des éléments actifs de l'histoire; au XV[e] siècle, par exemple, où elle réunit et groupe contre les Chevaliers teutoniques les représentants de la plupart des tribus slaves, et où elle trouve une expression si émouvante et si vigoureuse dans les lettres de Zizka ou les appels des communes de Prague; au XIX[e] siècle, il n'est pas douteux qu'elle a soutenu les Tchèques, les Croates et les Slovaques dans leurs luttes contre le centralisme germanisateur des Habsbourgs et qu'elle a plus d'une fois entraîné les décisions de la diplomatie russe. On a prétendu quelquefois n'y voir que l'invention factice des chancelleries ou le produit de l'exaltation de quelques écrivains, idolâtres d'un passé mal compris et sommairement connu. Jamais cependant leurs prédications n'auraient trouvé dans l'âme des peuples un écho aussi rapide et aussi prolongé, si elles n'avaient pas touché une des fibres vitales de leur âme et atteint leurs centres nerveux. Le Panslavisme ne saurait en aucune manière être comparé au Panlatinisme qui est une création savante et factice, et n'a poussé jusqu'ici aucune racine dans les masses et il est infiniment plus ancien et plus réel que le Pangermanisme.

Il est également dangereux d'en nier et d'en exagérer la puissance; l'intention du livre de M. Leger est précisément d'en établir la réalité, d'en suivre le développement, d'en tracer les étapes et d'en fixer les limites. A ce point de vue le *Panslavisme* peut être considéré comme la suite et le complément du livre de Niederle, la *Race slave*, dont M. Leger nous a donné déjà une si utile traduction.

L'idée de la solidarité slave fait songer à ces fleuves qui, pendant de longs espaces, se perdent sous le sol et reparaissent ensuite brusquement à la surface. Au moyen-âge, elle sourd brusquement chez nombre de chroniqueurs et de poètes et, à de lointains intervalles, elle est invoquée par les souverains et les politiques, sans exercer une action bien réelle sur les événements. Au XVII[e] siècle, elle trouve son prophète et son martyr dans cet étonnant prêtre croate, Georges Krizanic, qui part pour la Russie afin de décider Alexis Mikhaïlovic, le père de Pierre le Grand, à se mettre à la tête d'une croisade qui libérerait tous les Slaves; il voulait qu'il se débarrassât des Allemands, qui infestaient la Russie, et « veillât sur les peuples slaves comme un bon père prend soin de ses enfants dispersés »; le médiocre Alexis n'était pas homme à comprendre son appel, et il se débarrassa de l'apôtre importun en l'envoyant en Sibérie, dont les glaces calmeraient ses dangereuses ardeurs. La prédiction de Krizanic ne resta pas sans effet et on en retrouve l'écho dans les manifestes que Pierre le Grand adressa aux Yougoslaves. Catherine II, si peu mystique, ne dédaigne pas de faire appel à l'instinct panslave,

comme elle se sert des doctrines des Encyclopédistes. Le partage de la Pologne, qui crée entre les deux plus puissants peuples slaves un abîme de larmes et de sang, rend, par un retour imprévu, une force inattendue au panslavisme; Czartoryski y aperçoit le moyen de rendre l'indépendance à son pays et il y convertit un moment l'âme incertaine et flottante d'Alexandre Ier. Au début du XIXe siècle, sous l'influence de Herder et du romantisme, il inspire des chantres éloquents et il se coordonne en système dans les œuvres des Tchèques Kollar et Safarik, du Slovaque Louis Stur et du Croate Louis Gaj, dont les idées domineront la vie entière de l'illustre évêque de Diakovo, Strossmayer.

Les Panslavistes n'ont pas eu à se louer de la fortune. On les a mal compris et ils ont été très calomniés; on leur a attribué les plus sombres complots, alors qu'ils n'étaient que d'inoffensifs patriotes. Ils vivaient dans l'avenir et connaissaient assez mal leur temps; leur action a été faible et lente. Nous les jugeons aujourd'hui avec plus d'indulgence parce que nous sommes en communion plus intime avec eux. La détresse de leur peuple leur a arraché des sanglots émouvants et ils ont montré une singulière clairvoyance à dénoncer les ambitions tudesques. Au lendemain des traités de Westphalie, quand l'Allemagne gisait sur le sol, démantelée et ruinée, Krizanic dans une vision prophétique, mettait le Tsar en garde contre les sinistres desseins des Germains et leurs sournoises ambitions : — « Les Allemands ont soumis à leur pouvoir tous les royaumes de l'Europe, les uns par la ruse, les autres par la force. *Là même où l'on croit qu'ils ne règnent pas, ils sont les maîtres.* Sous prétexte de prendre du service, d'exercer le commerce et l'industrie, ils ont envahi maints pays... Ils feignent d'apporter les arts de la paix et de la guerre pour venir s'établir chez nous avec leurs femmes, et ils oublient le chemin du retour... Une fois installés dans un endroit, ils s'y multiplient et supplantent les véritables habitants. *Ils se glissent dans les familles des souverains ;* aussi les chefs qui aiment leur peuple devraient s'engager à n'épouser que des filles de leur peuple. »

Pauvre Krizanic! Il eut le temps, dans son long et triste exil à Tobolsk, de méditer sur l'avenir de sa race et l'intelligence des Tsars. Il n'y fut pas trop malheureux parce qu'il avait emporté avec lui une assez riche bibliothèque et qu'il était soutenu par ses rêves prestigieux ; il ne semble même pas que la déportation ait modifié ses convictions ou affaibli sa foi. Que de slavophiles de Bohême, de Croatie ou de Serbie ont connu des désillusions analogues ! Combien ont souffert de même la dure épreuve de l'indifférence des Russes, du particularisme irascible et dédaigneux des Polonais ou de la trahison bulgare sans perdre courage, et ont continué à espérer contre toute espérance que le jour luirait qui réconcilierait les frères ennemis contre l'adversaire commun de leur race! « Nous souffrons, nous jetons au ciel

un cri de détresse, écrivait Henri Heine, jusqu'au jour où l'on nous ferme la bouche avec une poignée de terre; mais est-ce là une réponse? » — Est-ce une raison pour ne plus chercher? L'heure ne sonnera-t-elle pas où les yeux s'ouvriront à la lumière de la vérité? Les prophètes ont quelquefois raison contre les sages et il arrive que les sentiments triomphent des obstacles les plus puissants.

Jusqu'à présent, l'idée panslave n'a exercé qu'une assez médiocre influence sur les événements, et je ne vois pas une seule période historique où elle ait sensiblement modifié le cours des choses; tout au plus pourrait-on prétendre que la guerre de 1877 n'aurait pas éclaté sans la pression des Slavophiles ; l'opinion publique qui réclamait l'affranchissement des chrétiens balkaniques a forcé la main à Alexandre II qui désirait certainement éviter une rupture avec la Turquie. Même dans ce cas cependant, si la propagande des comités slavophiles a fini par contraindre le tsar, elle n'a triomphé de sa prudence que parce qu'elle se rencontrait avec les ambitieux calculs du cabinet, les traditions d'une diplomatie conquérante et le fanatisme religieux.

On pourrait dire sans paradoxe que ce sont surtout les ambitions germaniques qui ont été favorisées par la prédication slavophile. Dans la pensée de ses inspirateurs, elle ne visait qu'à un rapprochement intellectuel et moral des divers peuples slaves, qui conserveraient leur pleine indépendance politique, mais qui, fortifiés par l'union, cesseraient d'être les victimes ou les complices de l'infiltration et de la domination étrangères. Par ignorance ou par mauvaise foi, on a dénaturé leurs intentions et on les a impliqués dans un immense procès de tendance; ils étaient tous fort attachés à leur autonomie, très jaloux de leurs traditions particularistes et partisans sincères de la liberté; on les a dénoncés comme les mercenaires de Nicolas Ier et les séides de l'autocratie moscovite. Il serait intéressant de retracer l'histoire de la campagne russophobe qui, organisée vers 1830 par la presse allemande, a été imprudemment servie par l'émigration polonaise; c'est que les Polonais ont eu le tort de ne jamais vouloir comprendre que leur cause et celle de la Russie sont inséparables, et que la restauration de leur liberté a pour condition l'organisation du monde slave tout entier. En Occident et particulièrement en Angleterre s'est créé un courant de défiance et de soupçon contre la Russie, dont les Hohenzollern ont habilement profité. — M. Leger n'avait pas à nous raconter l'histoire de cette croisade antislave; on trouvera cependant çà et là dans son livre des renseignements extrêmement curieux à ce sujet et les anecdotes qu'il nous rapporte sur les discussions provoquées par la fondation de la chaire de langue et littérature slave au Collège de France, en 1840, seraient amusantes, si elles n'étaient pas si profondément tristes. Les hommes qui en avaient pris l'initiative n'avaient eu d'autre pensée que d'assurer une situation honorable à un illustre

poète, Adam Mickiewicz; Salvandy et Cousin, qui n'avaient pas la moindre idée de la question, durent être fort étonnés des accusations dont ils se virent l'objet. Étrangère aux problèmes slaves, écrivait Cyprien Robert, qui n'était certes pas un panslaviste, la presse française reproduisait fidèlement les délations des journaux d'outre-Rhin, et les idées les plus fausses s'emparaient des esprits. — Les préjugés ont la vie dure. Encore en 1873, comme M. Scheffer, administrateur de l'École des langues orientales, avait obtenu la création d'un cours de langue serbe, M. Leger qui était allé remercier le ministre de sa générosité — 1.500 francs par an — reçut de M. Batbie, avec les compliments que cet aimable ministre de l'Ordre moral prodiguait même aux professeurs qu'il révoquait, des conseils de prudence : « Surtout n'enseignez pas le panslavisme! » — 1873 : les Allemands étaient encore à Verdun. M. Thiers était en coquetterie réglée avec Gortchakov, qui d'ailleurs lui accordait plus de bonnes paroles qu'il ne lui apportait d'aide efficace; le général Leflo, notre ambassadeur à Pétersbourg, luttait péniblement contre les sympathies prussiennes de cet Alexandre II, que M. Chuquet appelle plaisamment « le neveu de son oncle ». — Qui se fût figuré que M. Batbie, dont le patriotisme ne fait pas de doute, aurait dans de pareilles circonstances, deux ans après la paix de Francfort, tremblé devant le spectre du panslavisme?

Même Nicolas Ier, dont on apercevait partout les sinistres complots, était en fait plutôt hostile aux Slavophiles qu'il accusait de connivence avec la Révolution, et, quand on écrira une histoire sérieuse de la politique russe, on s'apercevra aisément que les tsars, à l'exception peut-être de Pierre-le-Grand, n'ont jamais prêté au mouvement slave qu'une attention des plus distraites et qu'ils n'en ont jamais compris le sens. C'est que toute l'histoire slave a été faussée du jour où, au XIIIe siècle, les rois de Pologne ont renoncé à défendre l'Oder contre les Empereurs et les margraves du Nord et ont dirigé leurs ambitions du côté de leurs frontières orientales. L'événement immédiat a paru leur donner raison et ils ont obtenu dans la Russie rouge et en Ukraine de rapides et brillants succès. Malheureusement leurs conquêtes vers l'est les ont mis aux prises avec les Moscovites et ont provoqué entre les deux grands peuples voisins une rivalité qui a longtemps arrêté les progrès de la Russie et qui s'est terminée par la ruine de la Pologne. Cette lutte séculaire a laissé dans les âmes d'invincibles rancunes et rendu presque impossible la réconciliation des divers groupes slaves. Depuis l'époque des grandes migrations, ils avaient évolué sous des influences divergentes et dans des sens opposés; tandis en effet que les tribus orientales recevaient leur culture et leur civilisation de Byzance et que, victimes de leur situation géographique et exposées au premier choc des invasions asiatiques, elles subissaient la longue domination des Mongols, les Slaves occidentaux, qui

s'étaient rattachés à l'Église romaine, entraient en contact étroit avec l'Europe latine et participaient à sa rapide évolution intellectuelle et morale. De là, entre les nations sœurs, trop longtemps séparées et qui ne sont pas au même stade de développement, un contraste profond et une impuissance mutuelle à se comprendre, qui ont été jusqu'à présent plus puissants que la voix du sang et les exhortations des Slavophiles.

La guerre actuelle effacera-t-elle le souvenir des anciennes discordes et marquera-t-elle pour les Slaves l'aurore d'une ère nouvelle? En mettant en pleine lumière les ambitions germaniques, leur apprendra-t-elle « à ne jamais confondre le blanc et le noir, le frère et l'ennemi »? L'œuvre de réconciliation avait été préparée par le *néo-slavisme* dont Kramar avait pris la direction et qui avait rencontré de nombreuses et ardentes adhésions. Il était l'aboutissement du sourd et lent travail qui s'accomplissait dans les âmes sous l'action à la fois de la menace allemande, de la diffusion des idées d'humanité et de justice et des progrès matériels qui rendaient les voyages plus faciles et les relations plus fréquentes. Kollar est devenu un auteur classique en Bohême, ce qui signifie qu'on ne le lit plus guère d'un bout à l'autre et que les idées qu'il représente sont devenues une parcelle de l'âme nationale. — Que de jeunes cœurs ont battu, que de vocations se sont éveillées en écoutant son célèbre sonnet: « Nous avons tout, croyez-moi, chers amis, tout ce qui peut nous placer parmi les grands peuples, les peuples adultes de l'humanité. La terre et la mer s'étendent sous nos pieds ; nous avons l'or, l'argent, les mains habiles, un langage et des chants joyeux; il ne nous manque que la concorde et la science. Donnez-les nous; donnez-nous l'esprit panslave et vous verrez un peuple tel qu'il n'y en eut jamais dans le passé. »

Cet esprit panslave a été étouffé jusqu'ici par les rivalités des princes et les intrigues égoïstes des dynasties étrangères ; les Habsbourgs disparus, Ferdinand de Cobourg rentré dans son régiment, les Hohenzollern muselés, la démocratie victorieuse, la parole restera aux peuples, et il semble que le sentiment de l'unité ethnique est plus fort chez eux que chez les souverains ou les chefs de partis.

Il est à craindre cependant que d'autres difficultés ne surgissent, en partie créées par cette Révolution russe, dont l'aurore avait été saluée avec tant d'enthousiasme et de joie. La politique des Romanov et des Zerbst a été trop souvent peu intelligente et, sauf d'assez rares exceptions, ils ont été les instruments de la Prusse. En dépit de leurs fautes, ils avaient maintenu le prestige de la Russie, et l'ombre seule de sa grandeur était pour les autres Slaves une protection et un appui moral; ils savaient que l'opinion publique russe, dont les révoltes étaient redoutées même par les autocrates les plus jaloux de leur autorité, interdisait aux souverains certaines capitulations, et, garantis par l'amitié latente

du géant moscovite qu'ils sentaient derrière eux, ils soutenaient sans faiblir la poussée germanique. La lutte était difficile et le combat inégal; ils étaient sûrs au moins que la grande sœur n'assisterait pas indifférente à leur défaite définitive.

Que sera la Russie de demain? — L'unité, péniblement constituée depuis le XIV[e] siècle par les rassembleurs des terres russes, triomphera-t-elle des tendances séparatistes, et les chefs du mouvement sauront-ils concilier la large autonomie que réclament les races diverses avec les nécessités politiques d'un État solide et respecté ? Les démocrates sauront-ils mieux que les tsars se dégager de la pénétration germanique, ou les socialistes seront-ils les dupes de Karl Marx comme les autocrates l'ont été de Bismarck? — Le livre de M. Leger était sans doute déjà terminé au moment où l'autocratie a été renversée et il ne fait aucune allusion à la situation créée par la chute de Nicolas II. Peut-être le tableau qu'il nous a tracé du monde slave en eût-il été quelque peu modifié. Dans les éditions postérieures que son livre ne saurait manquer d'avoir, il aura sans doute l'occasion de nous indiquer les réflexions que les événements récents lui ont certainement suggérées; nulle opinion ne saurait nous être plus précieuse.

Nous ne saurions naturellement préjuger les conclusions auxquelles arriveront son expérience et sa science. Nous avons du moins la ferme conviction que, si les incidents actuels peuvent lui causer quelque tristesse, ni son patriotisme n'en sera effrayé ni sa confiance dans l'avenir des Slaves n'en sera ébranlée. Kerenski, me racontait-on ces jours derniers, connaît lui aussi des heures de doute et d'angoisse; elles ne durent pas longtemps et il reprend vite courage : la Russie, disait-il naguère à un interlocuteur qui lui exprimait ses inquiétudes, n'en est pas moins un grand pays. — Il a raison et, pas plus que lui, nous n'éprouvons aucune incertitude sur les chances heureuses de l'avenir; la folie d'un jour ne détruit pas l'œuvre des siècles et un peuple immense ne disparaît pas parce que quelques milliers de dévoyés se laissent duper par les socialistes du Kaiser.

Les Slaves représentent une masse compacte de 160 millions d'hommes; malgré leurs divisions et leurs fautes, ils n'ont perdu depuis cinq cents ans qu'une superficie insignifiante de territoire à l'ouest et ils ont conquis d'immenses provinces vers le sud et vers l'est. Peu à peu, ils sont arrivés à une idée plus claire de leurs besoins, de leurs ressources et des périls qui les guettent. L'avenir leur appartient.

*
**

Il est naturel que dans une œuvre aussi étendue que celle que nous donne aujourd'hui M. Leger et qui aborde de si nombreuses

questions, souvent particulièrement délicates et controversées, nous ne partagions pas sur tous les points les opinions de l'auteur. Sur certaines parties, j'aimerais lui présenter quelques objections. J'aurais aussi quelques réserves à faire sur les proportions des diverses parties. J'aurais désiré par exemple que la part faite aux apôtres Cyrille et Méthode fût moins parcimonieusement mesurée, que la Pologne reçût une place plus importante ou que le mouvement slavophile russe fût plus largement traité. Nous aurons d'ailleurs bien souvent l'occasion de revenir sur le Panslavisme et de nous expliquer sur les divergences qui nous séparent.

Aujourd'hui, je tiens seulement à dire qu'il m'est absolument impossible d'admettre avec M. Leger que la Macédoine est un pays bulgare. La question est délicate et complexe, et il me paraît inutile de la traiter ici en détail, d'autant plus que j'ai eu l'occasion d'en parler dans une autre partie de ce numéro et que nous y reviendrons à diverses reprises. J'ai toujours quelque peine à comprendre l'indulgence singulière qu'éprouvent encore quelques Slavophiles pour un peuple qui, après avoir été affranchi du joug ottoman par l'éloquence de Gladstone et l'héroïsme de Gourko et de Skobelev, s'est tourné aussitôt contre ses libérateurs pour faire le jeu de l'Autriche et de l'Allemagne qui s'étaient opposées de toute leur énergie et de toute leur ruse à son affranchissement. La Slavie libérée ne saurait avoir de pires ennemis que les souverains ou les groupes qui prétendent y introduire les idées d'hégémonie brutale et de domination qu'incarnent les Germains et que Ferdinand de Cobourg a inoculées à ses sujets. Il est bien curieux — et symptomatique — que, dans la longue liste de Slavophiles qu'a dressée M. Leger et où figurent en abondance des représentants de tous les groupes slaves, des Russes, des Polonais, des Tchèques, des Slovènes, des Slovaques, des Serbes et des Croates, il n'ait pu citer aucun Bulgare. « L'Allemagne moderne, — écrivait Thiers, dans une lettre que reproduit M. Leger et qui mérite d'être méditée, bien que la forme en soit assez peu correcte, — tend avec son bras gauche vers la Baltique, avec sa main droite vers l'Adriatique et avec toute son âme et son corps vers la mer Noire; partout elle trouve le monde slave opposé à ses tendances et à ses convoitises. Quelle puissance peut empêcher un grand conflit tôt ou tard entre l'élément teutonique et l'élément slave? » Le jour où le conflit que Thiers prévoyait a éclaté, un peuple s'est levé, un seul, pour trahir sa race et faire le jeu de l'étranger, c'est le peuple bulgare. La Bulgarie se repentira, et, après avoir subi la juste punition de sa scélérate sottise, elle reprendra un jour sa véritable place, mais à condition qu'elle se débarrasse du virus teuton et qu'elle se retrempe dans l'esprit slave qui est un esprit de justice et d'humanité. Ses amis lui rendent un mauvais ser-

vice en l'encourageant dans la voie déplorable où elle s'est engagée et en approuvant ses ambitions malsaines et sa funeste mégalomanie.

E. Denis.

F.-W. Foerster, professeur à l'Université de Munich. — *Das oesterreischische Problem vom ethischen und staatspaedagogischen Standpunkte.* — 2e édition, augmentée. — Vienne, 1916.

Ce qui donne un intérêt tout particulier à cette brochure, c'est que sa première édition a paru avant la guerre, et que les chapitres que l'auteur y a ajoutés depuis contiennent les réponses qu'il a cru devoir faire à certaines critiques. C'est donc une mise au point en temps de guerre de théories émises en temps de paix, et non l'exposé d'un système né des circonstances. Or la thèse que soutient le Dr Fœrster est que l'Autriche, si elle veut vivre, doit être non pas un État centraliste dans lequel dominerait une nationalité, mais un État fédéraliste où chaque nationalité aurait son autonomie propre et se développerait selon son idéal particulier dans une fraternité mutuelle avec ses voisins d'autre race. En un mot à la lutte des nationalités toujours âpre et agressive, le Dr Fœrster oppose une entente basée sur le respect des droits de chacune d'elles. Evidemment c'est là un très beau et très noble programme : mais n'est-il pas un peu idyllique ? Quand on a fini de lire cette brochure on est frappé de l'élévation des sentiments qu'elle renferme, mais elle n'est pas assez réaliste pour notre époque si cruellement positive et où, hélas, les arguments si peu philosophiques de la force brutale l'emportent trop souvent sur ceux de la justice et du droit.

Nous craignons que les temps soient trop troubles, les passions trop violemment excitées, et aussi que M. Foerster soit trop peu positif pour que ses idées aient quelque chance de succès en ce moment. Il est cependant intéressant — et reposant — d'entendre au milieu même de la mêlée la voix d'un Allemand repoussant en toute sincérité les théories prédominantes dans les empires centraux et réclamant en faveur du droit des peuples.

M. Fœrster constate avec chagrin qu'il n'y a pas à proprement parler de patriotisme autrichien. Il y a un patriotisme allemand chez les Allemands d'Autriche. (Aussi ceux-ci chantaient-ils dès avant la guerre, la *Wacht am Rhein,* ce qui a amené une vigoureuse protestation du professeur Fœrster.) Il y a un patriotisme tchèque, polonais, hongrois, etc., mais nulle part on ne trouve un sentiment national commun. Le professeur Fœrster voudrait que l'Autriche ne fût pas seulement une expression géographique, mais une personnalité morale réelle, comme cela existe en

Suisse par exemple. Malheureusement il n'indique pas le point autour duquel pourrait se cristalliser ce sentimçnt national. Il prononce bien les mots de patrie autrichienne, de monarchie autrichienne, mais que représentent ces mots pour les peuples divers de l'Autriche? La patrie allemande, la patrie française sont des réalités qui parlent au cœur et à la raison des Allemands et des Français, mais pour les Autrichiens ? Tous les événements de ces dernières années sont là pour montrer que ce sentiment commun de solidarité nationale n'existe guère. La monarchie, dira-t-on? Il fut en effet un temps où par fidélité, pour les Habsbourgs les Croates ont sauvé leur trône. Comment en ont-ils été récompensés? Il n'est pas étonnant qu'après cela le loyalisme ait décru dans de fortes proportions en Autriche et qu'on ait suivi en ces pays le mouvement général qui sépare les trônes des peuples. Les souverains d'Autriche n'ont rien fait pour affermir leur prestige. Pour remonter un pareil courant il ne suffit pas de quelques bonnes intentions qu'on ne peut même pas mettre à exécution.

De belles paroles de conciliation, des appels à la concorde et à l'entente ne suffisent pas pour régler des situations aussi difficiles que celles où se débat l'Autriche. Il faut des solutions pratiques et concrètes. Aussi reprocherons-nous au Dr Fœrster d'être resté dans le vague; il plane dans l'azur et n'entre pas assez dans les détails des problèmes complexes qui se posent dans toutes les régions de l'Autriche. Car il n'y a pas seulement un problème autrichien, il y a des problèmes particuliers qui peuvent exiger des solutions de détail différentes, M. Fœrster compte trop pour les résoudre sur la bonne volonté mutuelle, à laquelle il ne cesse de faire appel. C'est le langage d'un idéaliste, non d'un politique.

Mais une fois ces réserves formulées, il convient de noter combien l'auteur a souvent raison lorsqu'il critique certaines tendances en faveur en Autriche. Lui qui est Allemand, se montre réellement impartial et sait distribuer également le blâme à ses amis et à ses adversaires. Il souligne le mal qu'ont fait la propagande en faveur de « l'Autriche allemande » et les allures de domination et de supériorité des Allemands. Il reconnaît que si les Allemands se plaignent qu'il y ait des « excitateurs slaves » (*slavische Hetzer*), il y avait des « excitateurs allemands » (*deutsche Hetzer*) et il met en note (p. 15) que, si durant la guerre il y eut des trahisons de la part des Tchèques « les Allemands d'Autriche ont leur part de responsabilités ». Il espère que cela s'améliorera « si on ne fait pas de nouvelles bêtises », et il pose la question en ces termes qui nous intéresseront doublement (p. 35) : « Pourquoi la culture allemande serait-elle moins capable de s'attacher les populations non-allemandes d'Autriche que la culture française l'a été de s'attacher la population essen-

tiellement germanique (*die urdeutsche Bevoelkerung*) de l'Alsace ? »

On ne peut que souhaiter une chose, c'est que le professeur Foerster fasse beaucoup d'adeptes en Autriche, car évidemment si ses idées prédominaient dans le gouvernement, un grand pas serait fait en faveur de la paix intérieure de l'Autriche et même de la paix générale. On dit qu'un certain courant d'opinions se dessine dans ce sens, et la réunion provoquée à Vienne le 17 juillet dernier par M. Foerster lui-même avec le concours du professeur Lammasch, du Dr Redlich, etc., semble l'indiquer. On dit aussi que l'empereur Charles y serait personnellement favorable et la mesure d'amnistie qu'il a prise *proprio motu* peut être considérée comme un indice favorable. Mais, par contre, bien d'autres faits prouvent qu'il n'y a pas grand'chose de changé en Autriche. Si maintenant les Slaves se montrent intransigeants, n'est-ce pas parce que, comme le reconnaît le Dr Foerster, on a excité leur sens de la défensive et que souvent trompés, ils n'ont pas confiance?

Comte Begouen.

Grégoire Yakchitch, *L'Europe et la Résurrection de la Serbie*. (2e édition, Hachette, 1917, X-528 p.).

On nous fera l'honneur, j'espère, de penser que nous jugeons utile et bonne l'œuvre de propagande que nous avons entreprise, puisque nous y apportons tant de persévérance et d'obstination. En dépit des obscurités et des tristesses de l'heure présente, nous croyons à l'avenir des Slaves et nous sommes persuadés que, pour museler définitivement les ambitions allemandes, le plus sûr et peut-être le seul moyen est de sceller avec eux une solide et loyale alliance. Elle ne sera sérieuse et durable que si les préjugés ou les ignorances qui règnent encore à leur sujet sont dissipés et si les demi-lumières, plus dangereuses peut-être, font place à des connaissances précises.

Combien notre effort de vulgarisation serait vain cependant et vite arrêté s'il n'était nourri par des travaux originaux et des recherches de première main qui, en mettant au jour des documents inconnus ou négligés jusque-là, nous permettent de mieux comprendre le sens des événements et de pénétrer plus avant dans l'âme des peuples! *L'Europe et la Résurrection de la Serbie* de M. Yakchitch mérite d'être placée au premier rang de ces livres de fondation qui marquent une date dans le progrès de notre connaissance des pays yougoslaves.

La guerre induit aux examens de conscience et très loyalement nous avons fait notre *mea culpa*. Oserais-je dire que notre humilité dépasse parfois la mesure et que les jugements que nous

portons sur nous-mêmes sont souvent d'une rigueur quelque peu excessive? Combien de gens parmi nous répètent avec une entière bonne foi et une componction touchante que les Français ne savent pas la géographie et que de parti-pris, ils se détournent des questions étrangères! — Une sottise a beau être classique, elle n'en est pas moins sotte pour cela. — Parcourez la bibliographie que M. Seton-Wetson a jointe à son récent et remarquable livre, *The rise of nationality in the Balkans*. Vous y trouverez la preuve que, sans que je veuille diminuer en rien la compétence et le talent des publicistes étrangers, la France, avec MM. Victor Bérard, René Pichon, Ch. Loiseau, Chéradame, — j'en passe et des meilleurs, — occupe certainement dans ce genre une place d'honneur. Les manuels de M. W. Miller, *The Balkans* et *The ottoman empire*, 1913, sont excellents, clairs, sérieusement documentés, et je les consulte souvent avec un très sérieux profit. Mais n'avons-nous pas des travaux analogues qui, au point de vue de la richesse et de la sûreté de l'information, de la rigueur de la méthode et du talent d'exposition, ne redoutent aucune comparaison? Il suffit pour le prouver de rappeler l'*Histoire de l'Autriche-Hongrie* de M. L. Leger, l'*Histoire de l'empire ottoman* du vicomte de La Jonquière, ou *la Question d'Orient depuis ses origines* de M. Driault. — Parmi les œuvres d'un caractère plus strictement scientifique, c'est-à-dire fondées sur l'étude immédiate de documents originaux, n'est-ce pas M. Emile Picot qui a vraiment révélé au monde l'existence et les luttes des Serbes de Hongrie? Voilà plus d'un demi-siècle qu'a paru son travail, et il reste le livre de chevet de tous ceux qui s'occupent de ces questions. Je reviendrai souvent sur cette injustice, parce que les préjugés ont la vie dure : les snobs sont nombreux qui éprouvent une craintive déférence pour les érudits à perruques et les savantasses qui s'empêtrent dans leurs notes et brouillent leurs feuillets. Que d'innocents se laissent prendre au fouillis des notes entassées au bas des pages! Que de professeurs, à qui on pourrait souhaiter plus d'esprit critique, se sont faits à ce point de vue les naïfs complices de la pénétration allemande! La clarté, la discrétion, le goût, l'élégance ont été pendant trop longtemps considérés comme une faiblesse et une marque de frivolité. Il faudrait établir en principe au contraire que tout livre ennuyeux est un livre manqué et que, quand un écrivain ne réussit pas à se faire entendre du public, la faute en est à lui et non pas aux lecteurs.

M. Yakchitch n'est pas un Français d'origine; c'est un Serbe, et même un bon Serbe, mais son livre est français et je ne crois commettre aucune usurpation en l'annexant à notre bibliographie historique. Il nous en donne aujourd'hui une seconde édition, — ce qui prouve d'abord que les éditeurs ont tort de se défier si souvent des ouvrages qu'on leur apporte sur des questions un peu lointaines. Quand ils ont une valeur durable, c'est-à-dire quand ils reposent sur un dépouillement étendu et consciencieux des

textes et qu'ils sont éclairés par une large intelligence historique, ils forcent peu à peu l'indifférence et s'ouvrent leur chemin vers les bibliothèques, sans que la réclame s'en mêle; les véritables renommées sont celles qui se créent lentement et qui ont pour origine l'estime réfléchie et la reconnaissance du lecteur.

L'Europe et la Résurrection de la Serbie a été d'abord présentée à la Sorbonne en 1907 comme thèse de doctorat de l'Université de Paris. — Encore un calomnié, ce doctorat, et comme toujours, beaucoup de professeurs français se font sur ce point les instruments naïfs de la jalousie et de l'intrigue allemandes. Ils vous confient volontiers à l'oreille : Notre doctorat d'Université est discrédité ; il n'attire pas les étrangers. Si nous voulons rendre à nos Facultés la clientèle du monde, il faut offrir à nos hôtes un parchemin moins décrié. — Vraiment? — Je ne ferai pourtant pas à nos thèses d'Université l'injure de les comparer aux pauvres compilations par lesquelles s'obtient à peu de frais le doctorat allemand. Naturellement elles ne sont pas toutes d'égale valeur. J'en connais bon nombre du moins qui, en dépit de leurs imperfections, — et où n'en trouve-t-on pas? — sont des travaux remarquables; pour ne pas sortir du monde slave, celles de Mlle Tourtzer sur Louis Stur, de Mme Lipinska sur la domination prussienne dans le Grand-Duché de Posen, de M. Zélazowski sur la commission d'éducation en Pologne, — et il serait facile d'allonger la liste, — sont des œuvres solides et marquent un réel progrès dans nos connaissances.

Aucune d'elles cependant ne saurait être rapprochée du livre de M. Yakchitch qui se place tout à fait au premier rang et hors de pair, à la fois par l'importance du sujet, l'étendue des recherches, la maîtrise de la méthode, l'agrément de la forme et la richesse des résultats nouveaux; dans les langues familières aux lecteurs occidentaux, je ne vois rien sur les questions yougoslaves qui mérite de lui être comparé, sauf l'*Histoire de la Serbie*, de M. Constantin Jirecek, le grand érudit tchèque qui continue avec éclat l'illustre tradition de son grand-père Safarik et de son père Joseph Jirecek.

M. Yakchitch réunit des qualités que l'on ne trouve pas souvent rassemblées. Brillant publiciste et polémiste redouté, passionné sans jamais cesser d'être maître de lui, alerte et ardent dans l'offensive et y gardant le souci constant de ne pas se découvrir, il aperçoit du premier regard le point essentiel du débat et y concentre son effort; quand son adversaire rompt les chiens, il le ramène sans pitié à la question et ne lui laisse aucun répit qu'il n'ait avoué son erreur ou révélé son parti-pris. Très répandu, l'œil aux aguets et l'oreille fine, nul ne suit avec une attention plus avertie l'évolution des événements contemporains et ne les juge avec plus de perspicacité; sans grandes illusions sur les hommes, il n'est ni pessimiste ni morose, parce qu'il croit à l'avenir de son pays. Ses amis lui reprochent de disperser un

peu son effort et regrettent qu'il ne soit encore que l'homme d'un seul livre; c'est qu'il a l'esprit curieux et ouvert et que le journaliste qui prend sa tâche au sérieux et suit de près le cours de la politique ne trouve guère les loisirs et le calme nécessaires aux œuvres de longue haleine.

Ses préférences intimes le portent pourtant vers les travaux de l'érudition. Il en a le goût parce qu'il en a le don. Très au courant des travaux de ses devanciers, il ne les accepte que sous bénéfice d'inventaire; les noms les plus justement réputés ne lui en imposent pas et il ne se croit pas dispensé de passer au crible les opinions les mieux accréditées; il suspend son jugement tant qu'il n'a pas recueilli des pièces probantes et confronté les témoignages; il n'en retient que les données qui ne laissent place à aucune discussion et il sait ne pas conclure quand des textes sûrs et contrôlés ne lui permettent pas d'apporter la preuve de ses hypothèses. La chance le favorise dans ses recherches, mais la chance ne sert que ceux qui le méritent; il a trouvé dans des archives que bien d'autres avaient fouillées avant lui des pièces qu'ils n'avaient pas aperçues ou dont ils n'avaient pas pressenti l'importance. Les historiens qui avaient raconté avant lui les luttes de Kara-Georges et de Milos Obrénovic — même Ranke dans son livre célèbre et Saint René Taillandier qui s'est directetement inspiré de l'écrivain allemand — avaient écrit la légende de l'insurrection serbe; M. Yakchitch nous en donne l'histoire. Sans perdre son caractère héroïque, elle devient plus intelligible en prenant la place qui lui appartient dans le cadre de la politique générale, et l'intérêt qu'elle avait pour nous s'accroît de ses rapports avec l'épopée napoléonienne.

*
**

Comme le remarque très justement M. Haumant dans sa préface, les événements présents sont venus donner au livre de M. Yakchitch une singulière actualité, en révélant aux plus distraits l'importance décisive de la situation de la Serbie dans la péninsule balkanique. L'Autriche qu'il nous montre est déjà aussi avide au début du XIX^{e} siècle qu'elle le sera au XX^{e}; et la politique de François I^{er} n'est ni moins féroce ni moins hypocrite que celle de François-Joseph ou de Charles I^{er}. Dès ce moment, la Serbie est une pièce maîtresse sur l'échiquier de l'Orient; Vienne et Petrograd se disputent âprement l'influence à Belgrade, et si leur rivalité est quelquefois voilée par les exigences de leur lutte commune contre la France, elle n'est jamais interrompue.

La diplomatie russe n'est pas toujours très heureuse ni très loyale; dans l'ensemble cependant, elle est moins égoïste et moins inhumaine que la diplomatie habsbourgeoise. Alexandre I^{er} n'était pas uniquement le byzantin ambitieux et retors que nous présentent la plupart des historiens; quelque bonne volonté qu'il en eût,

il ne s'est jamais complètement dégagé du mysticisme slave, et, comme tous les politiques de Pétersbourg, il ne s'est jamais résigné sans arrière-pensée à livrer aux convoitises allemandes les insurgés du Danube; il se sentait lié à eux par la communauté de foi et de race. Même quand elle semblait soutenir les chrétiens révoltés, l'Autriche s'alarmait de leurs succès et était prête à les trahir, pour peu qu'elle y aperçût son avantage; quand ils jugeaient indispensable d'acheter la connivence de Vienne par l'abandon des Serbes, les Tsars rougissaient de leur faiblesse, et, dès que l'occasion s'offrait, ils étendaient de nouveau leur main protectrice sur les petits frères des Balkans. Ceux-ci leur étaient reconnaissants de leur sympathie, bien qu'elle fût trop souvent intermittente et platonique; ils ne leur gardaient pas rigueur de leurs défaillances et de leurs variations. Un instinct obscur les mettait en garde contre les sollicitations suspectes des Habsbourgs; le profit eût été plus que mince à troquer le joug des Turcs contre la domination allemande et magyare, qui aurait menacé, non seulement l'indépendance politique du pays, mais l'existence nationale du peuple.

Malgré les fluctuations des desseins de Pétersbourg, tous ses succès, la Serbie les a dûs, après l'héroïsme de ses soldats, à l'intervention d'Alexandre et de Nicolas. En 1806 et 1807, au moment des combats triomphants par lesquels elle a véritablement conquis sa liberté, au lendemain des victoires de Michar et de Déligrad et de la prise des forteresses de Belgrade et de Sabac, les troupes russes s'unissent aux bandes de Kara-Georges. Dans les négociations qui s'engagent après Tilsit entre Alexandre et Napoléon, le chancelier Roumiantsov et le Tsar plaident chaleureusement auprès de Caulaincourt la cause de la Serbie. — « Les Serviens, écrit Roumiantsov, sont un peuple belliqueux, et cette qualité, qui commande toujours l'estime, doit inspirer le désir de bien arrêter leur destinée... Sa Majesté ne cherche pas des acquisitions qui pourraient entraver la paix... Elle propose par conséquent d'ériger la Serbie en royaume indépendant » (18 mars 1808). — Pour prouver son désintéressement, Alexandre va jusqu'à admettre que le nouveau royaume soit donné à un archiduc, pourvu qu'il ne puisse pas être réuni à l'Autriche. — Les destinées de l'Orient et du Monde auraient été profondément modifiées si Napoléon à ce moment se fût plus franchement dégagé des traditions de la vieille politique française en Orient et surtout si Alexandre n'eût pas apporté tant d'arrière-pensées et de réticences dans l'alliance que les événements l'avaient contraint d'aaccepter et qu'il n'avait conclue qu'avec toutes sortes de restrictions mentales. Lamentable drame moral, qui se répétera plus tard: la Russie, quand elle a contracté avec nous un mariage de raison, n'a jamais pu se dégager du grapin qu'avait jeté sur elle sa vieille maîtresse, la Prusse, qui a toujours réussi à ramener les Romanov dans ses filets. La question polonaise n'a pas eu

peut-être dans la rupture entre Alexandre et Napoléon autant de place que le suppose Vandal; à Erfurt, Napoléon s'était convaincu que le Tsar n'avait pas définitivement rompu avec ses amis de Berlin; comment aurait-il livré l'Orient à un souverain qui demeurait secrètement attaché à ses ennemis? — La Serbie fut sacrifiée aux beaux yeux de la reine Louise.

En 1812, le rapprochement de la Russie avec la Prusse et l'Autriche, qui était la conséquence fatale des affections germanophiles du Tsar, laissait la Serbie isolée en face de la Turquie. La lutte était trop inégale, et Kara-Georges, quelle que fût l'intrépidité de son âme, renonça à un combat dont l'issue était fatale. Malgré les efforts d'Italinski, ministre de Russie auprès de la Porte, qui conjurait Mahmoud de ne pas se montrer implacable et offrait de s'entremettre « pour ramener les Serbes à l'obéissance sans mettre en danger leur sûreté » (12 août 1813), la Turquie profita de l'impuissance de la Russie, dont toutes les armées étaient engagées en Allemagne, afin d'écraser l'insolente nation. — Les Turcs, écrivait Kara-Georges à la Porte, ont un padicha sur la puissance duquel ils comptent: les Serbes ont un Dieu en qui ils mettent toutes leurs espérances. — Il ne leur restait plus en effet de secours à attendre que du Ciel.

Au milieu du fracas où s'écroulaient le trône de Napoléon et la puissance de la France, l'invasion de la Serbie par les Turcs, l'occupation de Belgrade par Redjeb-pacha et la débâcle des bandes de Kara-Georges qui parvint à grand'peine à se réfugier en Russie, passèrent inaperçues. A Constantinople, la défaite de la Serbie, reconquise après dix ans de luttes acharnées, provoqua un enthousiasme universel. Pendant trois jours, toutes les batteries de Stamboul et du Bosphore célébrèrent la victoire du padicha et la restauration de l'empire turc. Merveilleusement située au confluent du Danube et de la Save, Belgrade est un des bastions qui commandent l'Orient; au moment de l'invasion musulmane, elle avait pendant un siècle arrêté la marche des sultans, et, quand elle avait succombé en 1521, leurs fureurs dévastatrices s'étaient répandues sans obstacle sur les plaines de Hongrie et jusqu'aux portes de Vienne; depuis, prise et reperdue plusieurs fois, elle était le donjon sur lequel s'appuyait la résistance des Ottomans et ils demeuraient maîtres de la péninsule tant qu'ils en gardaient la clef.

Les Serbes étaient épuisés par dix ans de combats incessants, le pays était désolé par la peste, la résistance avait été désorganisée par les discordes intérieures ; elle s'effondra dans un de ces brusques écroulements nerveux qui suivent les efforts excessifs; par dizaines de mille, pour échapper aux vengeances turques, ils se précipitèrent vers l'exil : 9.000 familles, estime l'historien autrichien Beer; 24.000, affirme le correspondant du *Moniteur de Zemoun* (Semlin).

Le premier désarroi passé, les vaincus songèrent à s'organiser pour reprendre le combat; les Turcs, inquiets de la résistance sourde de la population, prétendirent l'étouffer par des mesures de rigueur. Leur régime fut dur, infiniment moins féroce cependant que le régime autrichien actuel. Surtout, il fut moins méthodique, n'atteignit guère d'habitude les centres importants, laissa subsister dans l'intérieur quelque autonomie; bientôt une nouvelle insurrection se prépara, et les meneurs cherchèrent une complicité au dehors.

A qui s'adresser? — A l'Autriche? — Ils savaient depuis longtemps avec quelle désinvolture elle oublie ses engagements ; en 1737 et en 1788, après avoir appelé les Serbes à la révolte, elle les avait tranquillement abandonnés à la Porte. L'attitude qu'elle avait suivie pendant le cours des derniers événements ne lui avait ramené aucune sympathie. Elle n'avait eu qu'une pensée: éloigner les Serbes de la Russie, sans leur accorder aucun secours effectif, et exploiter leur misère ; ses agents de propagande étaient en même temps des faiseurs d'affaires qui repassaient aux insurgés avec un honnête bénéfice les vieux fusils que le ministère de la guerre leur laissait à bon compte; au moment même où, confite en promesses, elle offrait ses bons offices aux insurgés, elle pensait à enlever Belgrade par un coup de main et à incorporer la Serbie dans la monarchie ; pour les gagner à ses plans, elle leur garantirait les mêmes privilèges qu'à ceux de leurs compatriotes qui, en 1690, s'étaient établis sur son territoire. Le bon billet ! Les chartes les plus formelles n'avaient pas protégé les immigrés contre la tyrannie magyare ou les empiètements de la Chancellerie aulique, et leur exemple n'avait rien de tentant pour leurs compatriotes. Mais la cour de Vienne oubliait vite ses torts et elle se flattait de reprendre les Serbes aux mêmes pièges. En 1809, elle avait profité de leur détresse pour commencer ses aguicheries. En même temps qu'il les invitait à solliciter sa protection, François Ier méditait de les amener à revenir sous la domination ottomane à des conditions qui assureraient pour l'avenir la tranquillité de la péninsule : « Il faut éviter, écrivait le comte de Bellegarde au maréchal Simbschen, tout ce qui pourrait être contraire aux relations amicales avec la Porte. » — Les sentiments chrétiens des souverains apostoliques ne leur ont jamais inspiré un enthousiasme bien impétueux pour l'émancipation des raïas.

En 1813, quand des milliers de fugitifs se présentèrent à la frontière, les autorités autrichiennes leur imposèrent une longue et dure quarantaine : « Ce fut un spectacle lamentable. Les émigrés étaient pour la plupart dans des embarcations ouvertes et, comme le temps était pluvieux, les hommes et les femmes étaient contraints de rester dans l'eau jusqu'aux genoux, en tenant leurs enfants sur leurs bras afin qu'ils ne se noyassent pas. Un grand nombre d'enfants périrent, tués par le froid et l'humidité. » Ces

procédés sont familiers aux Césars de Vienne ; les Serbes leur ont fourni leurs plus vaillants soldats, et ils les ont récompensés de leurs sacrifices en poursuivant l'extermination de leur race. Quant aux chefs, on leur demanda s'ils voulaient vivre en Autriche ou en Russie : — En Russie, répondirent-ils. Imprudent aveu dont les autorités de la frontière se vengèrent; elles retinrent en captivité à Zemoun la famille de Kara-Georges et son secrétaire après les avoir complètement dépouillés: — « Voilà quelles humiliations vous vaut la Russie, dit le chef de la police à la femme de Kara-Georges; si vous vous étiez tenus de notre côté, vous ne seriez pas traités de cette façon déshonorante. » — Lorsque les capitaines insurgés reçurent enfin l'autorisation de passer en Russie, « ils laissèrent tous leurs biens entre les mains des autorités ». L'internonce Stürmer n'avait pas volé la tabatière ornée de brillants que lui offrit Mahmoud, « une tabatière trempée dans le sang des victimes serbes », écrit Italinski, le ministre russe à Constantinople.

Pendant le congrès de Vienne, l'envoyé serbe Nenadovic supplia Metternich et François de venir au secours de ses malheureux compatriotes pantelants sous la tyrannie turque. Il ne recueillit que des récriminations et de vaines exhortations : — J'ai été votre ami, dit François à Nenadovic, et je le suis encore ; je vous ai aidés en vous donnant de la poudre, du plomb, des canons (!), des vivres, de bons conseils; j'ai fait en paroles et en actions tout ce qui est en mon pouvoir; la meilleure preuve est que je vous ai reçus dans mes États et protégés. — Il lui promit d'intercéder près du sultan. — Je ne peux pas répondre que le sultan m'écoutera ; toutefois, je crois qu'il m'écoutera plutôt qu'un autre souverain. Quant à vous recommander à lui de la part du Congrès, je ne le trouve pas opportun pour le moment; il penserait que nous avons l'intention de lui donner des ordres. — Andrassy tenait le même langage pendant l'insurrection bosniaque de 1875 et Goluchowski ou d'Aehrenthal opposaient les mêmes arguments au cabinet de Londres, quand l'Europe s'indignait des massacres d'Arménie et de Macédoine.

La Russie assistait avec moins de quiétude aux cruautés turques : Alexandre déclara « qu'il ne pouvait plus tolérer que le peuple serbe, qui était de la même religion que lui et placé sous sa protection, fût exterminé d'une façon si tyrannique ». Le Congrès venait de prohiber la traite des nègres; le Tsar saisit l'occasion de rappeler que le sort des chrétiens en Turquie n'était pas moins triste que celui des esclaves et sollicita pour eux la protection de l'Europe. Il adressa aux puissances une circulaire qui a été publiée dans le recueil bien connu de Martens (*Traités de la Russie*, III, p. 177) et dont il ne saurait être inutile de rappeler les principales considérations :

« Les motifs communs à tous les États d'Europe, disait le gouvernement russe, sont la religion, la voix de la nature, le cri

de l'humanité... Il existe en Europe un code du droit des gens qui a force de loi, en temps de paix comme en temps de guerre. Ce palladium de l'ordre politique est, sans contredit, le fruit le plus précieux de l'état de civilisation. En vertu de ce droit universellement adopté, l'individu pris les armes à la main ne devient pas, pour toute sa vie, la propriété de son vainqueur; les droits de conquête sont mitigés; les nations se respectent l'une l'autre ; toute cruauté gratuite et arbitraire est bannie des rapports entre les peuples. C'est en vertu de ce code auguste qu'une parité de droit est reconnue pour toutes les races d'homme. C'est en se fondant sur ce qu'il statue pour le bien de l'espèce humaine que la cause des nègres a été porté au tribunal des souverains; c'est en invoquant les mêmes principes que les chefs de la famille européenne ont le droit d'exiger de la Porte la cessation de tant d'atrocités ».

Formules élevées et généreuses où flotte le parfum de cette philosophie du XVIII[e] siècle que nos écrivains avaient portée en Russie et que Laharpe avait enseignée à son élève. Je sais bien que la Russie a trop souvent violé elle-même les principes qu'elle proclamait et qu'Alexandre n'y a pas toujours conformé sa propre conduite; qui oserait affirmer qu'au moment où il les exprimait, quelque calcul égoïste ne se mêlait pas à sa profession de foi? — L'homme est ondoyant et complexe et les peuples les meilleurs, après avoir dressé des autels à la vertu, sont portés à voiler l'image de la déesse dont ils se déclarent les adorateurs ; mais leurs apostasies ne la détrônent pas de son piédestal et certaines déclarations, même si elles restent un temps lettre morte, sont des actes qui préparent l'avenir. On a quelque peine à s'imaginer un roi de Prusse ou un Habsbourg écrivant une circulaire semblable à celle que signait Alexandre, et de nos jours Guillaume II et François-Joseph l'auraient méditée avec fruit, dans l'intérêt de l'humanité, et même pour leur propre avantage.

Frédéric-Guillaume III et Metternich, très irrités de l'intempestive sortie de l'impénitent idéologue que restait leur ondoyant collègue, étouffèrent la discussion. Mais Alexandre n'abandonna pas la partie et, maintenant qu'il avait les mains libres, Mahmoud jugea plus prudent de ne pas le pousser à bout. Plutôt que de s'exposer à une intervention de la Russie, il reconnut Milos Obrenovic chef suprême du pays (novembre 1815). Le premier pas était fait vers la création d'un État serbe indépendant.

Metternich réussit bientôt à remettre la main sur le tsar, qui, malade et désabusé, incapable de réaliser les réformes qu'il désirait et effrayé du progrès des idées révolutionnaires dont il se sentait en partie responsable, assistait morne et incertain à l'écroulement de ses espoirs. Sous l'influence néfaste de quelques thaumaturges ou d'Arakceiev, il se détourna des chrétiens d'Orient et ne prêta plus à leurs demandes qu'une oreille distraite.

Quand il mourut, en 1825, Nicolas Ier, dont l'esprit était moins friand que celui de son frère des idées aventureuses, mais en qui subsistait encore l'ardeur de la jeunesse, poussa la Porte l'épée dans les reins et, sous la menace d'un ultimatum, il obtint d'elle la convention d'Akerman (1826), par laquelle elle s'engageait à observer les clauses de l'article 8 du traité de Bucarest (1812) qui accordait aux Serbes une indépendance à peu près complète. Suivant sa procédure habituelle, la Turquie souleva toute sorte d'objections de détail, traîna en longueur les négociations, et la question en était toujours au même point quand éclata la guerre russo-turque de 1828-29. Au mois d'août 1829, Diebitch franchissait les Balkans et les Russes campaient aux portes de Constantinople. La paix d'Andrinople confirma les stipulations d'Akerman, qui durent être exécutées ponctuellement et sans délai. Comme Diebitch ne devait pas évacuer le territoire turc tant que la promesse du sultan ne serait pas tenue, Mahmoud signa le hatti-chérif du 30 septembre 1829, qui est l'acte constitutionnel de la nouvelle Serbie : elle recevait une administration intérieure indépendante et le droit de choisir ses chefs; il fut complété par le hatti-chérif du 29 août 1830 qui reconnaissait Milos Obrenovic grand Knez héréditaire de la nation serbe.

Il avait été entendu que les Turcs rendraient aux Serbes les districts du sud et de l'est qu'ils avaient occupés après 1813 et qui n'avaient pas été reconquis par Milos ; ils essayèrent une fois de plus d'éluder leur promesse; mais, en 1833, une révolte en Bosnie leur prouva la nécessité de s'assurer la fidélité de Milos. Mahmoud, menacé par Méhémet-Ali, avait d'ailleurs besoin de l'appui du tsar; il reconnut l'autorité du Knez sur Négotin, la vallée du Timok, Aleksinac, Krusevac, ainsi que sur la partie de Novi-Bazar connue sous le nom du Brvenik et la région de Drina, composée de Jadar et de Radjévina. — Les frontières de la Serbie ne devaient plus varier jusqu'en 1878.

« Par le hatti-chérif de 1830 et celui de 1833, qui en était le complément, — écrit M. Yakchitch en terminant, — la Serbie qui, au XVe siècle, était tombée sous les coups des Turcs pour devenir un simple pachalik, ressuscitait à une vie nouvelle après trente ans d'efforts héroïques. Elle restait tributaire de la Porte, mais elle devenait une principauté héréditaire et jouissait de son autonomie intérieure... Elle n'avait plus qu'à attendre son heure pour se débarrasser des garnisons turques, d'ailleurs insignifiantes, et reconquérir son indépendance totale et ses frontières d'autrefois. »

A lire cette conclusion, on comprend jusqu'à quel point M. Yakchitch s'est identifié avec les combattants dont il nous raconte les combats. Après une si dure épopée, il éprouve l'impression de détente que ressentit sans doute Milos quand il eut enfin arraché au sultan la convention de 1833. On était débarrassé des

Turcs; le pays était riche, le peuple vaillant et vigoureux ; les fondateurs du nouvel État contemplèrent leur œuvre et jugèrent qu'elle était bonne. Le ciel était clair; la Russie, dont le crédit était alors incontesté en Europe, était intéressée à protéger l'enfance du peuple qu'elle avait aidé à naître; l'Autriche somnolait sous la houlette de Metternich vieillissant; elle cherchait auprès du tsar un appui contre ses faiblesses intérieures et, assez occupée par ses difficultés d'Allemagne ou d'Italie, n'osait guère contrecarrer les desseins de Nicolas en Orient. Cet heureux concours de circonstances laissa à la Serbie un répit assez long, grâce auquel elle rattrapa tant bien que mal les siècles qu'elle avait perdus sous la tyrannie ottomane; mais ses progrès mêmes la désignaient à la haine des Habsbourgs. Après 1859 et 1866, chassés de leurs possessions occidentales, ils se retournèrent vers l'est. Dans leur marche vers l'Égée et l'Adriatique, ils rencontraient la Serbie. Dès lors le conflit devenait presque fatal : il fallait, pour que l'Autriche dominât la péninsule, que la Serbie fût absorbée ou détruite.

*
**

Depuis le moment où s'arrête le récit de M. Yakchitch, nous n'avons sur l'histoire serbe que des récits sommaires et, si la lumière est faite sur quelques points essentiels, que d'obscurités demeurent et d'incertitude ! M. Yakchitch nous donnera-t-il le tableau complet qui nous manque et qui nous serait si utile? — Je voudrais qu'il ne se laissât pas devancer par M. C. Jirecek. Non pas que je n'aie une entière confiance et une réelle admiration pour l'illustre savant tchèque avec qui il m'est arrivé, il y a près d'un demi-siècle, de parcourir les magnifiques forêts de la Sumava. Non pas aussi que je lui conteste la finesse et l'impartialité nécessaires pour se débrouiller au milieu du tissu compliquées des intrigues de la Hofburg. Mais les hommes trop voisins de nous ne l'intéressent pas beaucoup et il a pris si complètement ses habitudes dans le Moyen-Age qu'il ne fraye pas volontiers avec ses contemporains. Il lui manque aussi un peu de chaleur d'imagination et une sympathie assez vibrante ; ce Tchèque a trop vécu à Vienne, en contact immédiat avec les Allemands.

Je devine bien les raisons qui ont empêché jusqu'à présent M. Yakchitch de donner une suite à son ouvrage. A mesure que nous nous rapprochons de l'époque immédiatement contemporaine, les témoignages deviennent plus rares, moins accessibles et moins sûrs, et il est presque impossible, sinon de découvrir la vérité, du moins de l'établir scientifiquement. Il aurait tort de se laisser arrêter par de semblables scrupules. Dès maintenant, il est certainement en mesure de fixer les grandes lignes de la politique serbe et de dévoiler les manœuvres de l'Autriche; en le faisant, il rendra un signalé service à l'histoire, à la Serbie et à l'Europe.

E. Denis.

Bain et Miladinovitch : *Précis d'histoire serbe* (Delagrave, Paris, 1917). XXVII — 101 p.

Ce livre est né de la collaboration fortuite créée entre un professeur du lycée de Bitoljé (Monastir) et un inspecteur primaire français par la fondation à Jausiers (Basses-Alpes) d'une école où avaient été réunis 300 jeunes Serbes. Il a pour objet à la fois de répandre chez nous la connaissance des faits principaux de l'histoire serbe et de maintenir chez les réfugiés le souvenir et l'amour de la patrie. Le récit lui-même est précédé d'une préface des plus instructives de M. Jean Brunhes, professeur au Collège de France.

M. Brunhes a eu l'idée fort heureuse de publier deux lettres qu'il adressait le 2 novembre 1912 et le 13 mai 1913 à M. Millerand, ministre de la Guerre, et à M. Stéphen Pichon, ministre des Affaires étrangères. De retour d'une excursion dans la nouvelle Serbie, son patriotisme clairvoyant lui avait dicté le devoir d'attirer l'attention de nos politiques sur les symptômes qu'il avait constatés; avec une perspicacité prophétique, il leur signalait l'instabilité de la situation dans l'Europe orientale, les inquiétudes et les manœuvres menaçantes de l'Autriche déçue dans ses ambitions et irritée par les triomphes des armées serbes, l'ardent désir d'unité qui agitait les populations yougoslaves, les intrigues de la Bulgarie et les rivalités balkaniques qui rendaient plus que problématique le maintien de la coalition qui avait écrasé la Turquie.

Le précis de MM. Bain et Miladinovitch me paraît répondre très heureusement au but qu'il se proposait. La division est claire, le récit renferme tout ce qui est essentiel et, ce qui était plus difficile, les auteurs ont évité les énumérations encombrantes; pas trop de noms; les faits principaux nettement mis en relief; la volonté constante de dégager les points capitaux et de nous donner une idée sommaire, mais précise, de la marche de la civilisation.

L'ouvrage est agréablement présenté et orné d'illustrations intéressantes. Je désirerais que dans les éditions futures, on prît soin d'indiquer les sources où on les a puisées et que l'on nous donnât la date de la construction des divers monuments reproduits. Je remplacerais volontiers le portrait d'Alexandre Karageorgevic par celui de Vuk Karadzic qui me paraît avoir été, presque au même titre que Kara Georges, le fondateur de la Serbie nouvelle et dont l'action a été certainement plus profonde que celle du souverain assez médiocre qu'a été Alexandre.

Les cartes ont le mérite d'être claires; elles sont vraiment trop incomplètes. Il me semblerait indispensable qu'on y trouvât les divisions classiques du pays: la Rascie, la Zéta, la Métochia, etc. A-t-on aussi le droit de supprimer les montagnes? Je sais avec quelle activité intelligente les grands éditeurs parisiens se préoccupent d'étendre au dehors la vente des livres français; il

est extrêmement important que nos manuels et nos ouvrages scolaires reconquièrent les marchés qu'avaient peu à peu envahis les livres allemands. S'ils veulent obtenir la faveur durable de la clientèle, ils feront bien de ne pas reculer devant certaines améliorations matérielles, dussent-ils relever un peu leurs prix de vente; des cartes en couleur sont naturellement un peu plus difficiles à établir, elles donnent seules une idée complète et exacte d'un pays.

J'ai été quelque peu scandalisé de retrouver dans les cartes d'un précis serbe la nomenclature allemande. Passe encore, si l'on y tient absolument, pour Raguse; — mais Laibach, et Agram! Les noms ont plus d'importance en ces matières qu'on ne l'admet souvent. Supprimons ces souvenirs de la domination germanique et supprimons de même le Montenegro, qui n'a vraiment plus de raison d'être.

E. Denis.

Le Gérant : François Jackl.

Imprimerie Slave, 182, rue du Faubourg St.-Martin, Paris.

La Révolution russe et la France.

Le crime est accompli. Les extrémistes russes ont signé avec nos ennemis un armistice, qui sera bientôt suivi d'une paix définitive. Les hommes qui, pour aujourd'hui, représentent la Russie, ont flétri l'honneur de leur peuple en violant ses engagements les plus solennels.

Pendant quelques jours, ils ont hésité. L'eussent-ils sérieusement voulu, il leur eût été impossible de revenir en arrière. Pour s'emparer du pouvoir, ils avaient annoncé la paix immédiate à leurs adhérents. S'ils n'avaient pas tenu leurs engagements, ils auraient été balayés par la colère des foules qu'ils avaient saoulées de promesses empoisonnées et qu'emporte un ouragan de débâcle. Pour conserver le pouvoir et pour sauver leur vie, ils n'avaient d'autre moyen que de traiter avec l'Allemagne, à quelque prix que ce fût. Entraîneront-ils dans leur défaillance la Russie tout entière? Des résistances, qui se dessinent çà et là, réussiront-elles à s'organiser? Les hommes que désole l'atteinte portée à l'honneur national parviendront-ils à grouper autour d'eux des forces suffisantes et à se mettre au travail de réorganisation ? — Nous n'en savons absolument rien. Le métier de prophète est toujours fort périlleux. Ici, nous sommes en présence de forces infiniment complexes dont il est impossible de calculer les réactions.

En présence des incertitudes de l'avenir et des sombres perspectives qu'il annonce, il est essentiel que nous gardions tout notre sang-froid, et que nous n'aggravions pas les difficultés avec lesquelles sont aux prises

nos amis de Russie, par des intempérances de langage et des fautes de tactique. Il est tout à fait naturel que, sous le coup immédiat qui nous atteint dans notre confiance et dans notre affection, nous soyons tentés de juger sans ménagement les événements qui s'accomplissent, et de porter un verdict implacable contre les hommes qui ont conquis le pouvoir à Petrograd. Tenons-nous en garde contre la colère: elle trouble le regard, et nous avons plus que jamais besoin d'y voir clair. Essayons d'examiner froidement les faits et d'en comprendre le sens réel et les causes. On ne guérit pas toutes les maladies, mais, quelquefois, la définition exacte du mal suggère le remède.

Parmi les meneurs qui ont désorganisé l'armée russe et signé la trève actuelle, l'Allemagne compte d'assez nombreux complices, il serait puéril de le nier. Sont-ils aussi nombreux qu'on nous l'affirme? Je suis convaincu du contraire. C'est un procédé assez sommaire et peu scientifique que de voir un émissaire de Guillaume II dans tout homme dont le nom a une résonnance germanique. La seule conclusion qu'il soit permis de tirer avec une certaine vraisemblance de l'abondance des noms allemands dans l'état-major de Lénine, c'est que les Juifs sont nombreux parmi les extrémistes. Comment nous en étonner, et surtout pourquoi en serions-nous effrayés? Les Juifs étaient les adversaires irréductibles du tsarisme, et leurs colères étaient pleinement légitimes. En conclurons-nous qu'ils sont les ennemis de la Russie nouvelle? — Quelques-uns d'entre eux font le jeu de la Wilhelmstrasse. — C'est probable, mais le fameux *ex uno disce omnes* n'a jamais passé pour un adage juridique. En matière de procès, évitons les amalgames et les condamnations en bloc: elles ne servent qu'à nos ennemis, et feraient aussi peu d'honneur à notre raison qu'à notre cœur.

Quand, en 1891, Alexandre III après de longues tergiversations, et sans ombre d'enthousiasme, s'est décidé à se rapprocher de la République française, qu'il n'aimait pas, il n'a pas obéi à un entraînement sentimental, mais à d'impérieuses nécessités politiques. La chûte

de Bismarck et la politique personnelle du jeune Guillaume II l'inquiétaient, et il redoutait un coup de tête de l'Allemagne : il tendit à la France le bout des doigts, elle lui saisit la main avec une joie frénétique. Les hommes qui dirigeaient à ce moment les affaires, MM. Ribot et de Freycinet, s'effrayèrent de cette explosion d'enthousiasme et s'efforcèrent d'en modérer les tumultueuses manifestations. Peut-être eurent-ils le tort de ne pas parler assez clairement : ils craignaient de compromettre l'alliance en en révélant la portée et les limites étroites. Peut-être aussi, par une vanité fort excusable, ne voulurent-ils pas diminuer l'importance du succès très réel qu'ils avaient obtenu. De là, un peu par la faute des hommes et beaucoup par suite des circonstances, entre la Russie et la France, un malentendu initial qui a toujours gêné et compromis leurs relations. Le moment est venu de remettre les choses à leur place réelle.

On ne nous accusera pas, j'espère, d'indifférence et de froideur pour les Slaves. Mais nous avons toujours déclaré — cyniquement si l'on veut — qu'ils ne nous intéressent qu'en fonction de la France. En matières internationales, les effusions de tendresse ne servent qu'à préparer les ruptures les plus bruyantes. Au moment où les souverains de Petrograd s'éloignent de nous, nous n'avons pas le moindre désir de leur faire une scène de jalousie. Nous ne leur crions pas : « Aimez-moi ou je meurs ! ». Nous nous plaçons sur un terrain plus solide : « Vous êtes liés », leur disons-nous, « par un pacte solennel et précis. Ce pacte, vous prétendez qu'il ne vous engage pas parce qu'il a été conclu par le gouvernement déchu. Avez-vous réfléchi aux conséquences possibles de votre doctrine ? En admettant même que l'honneur du pays vous laisse indifférents, avez-vous un intérêt sérieux à violer le traité qui vous unit à nous ? Ne risquez-vous pas de compromettre votre avenir ? Et nous entendons par-là non seulement l'avenir de l'État russe que vous affirmez vous être indifférent, mais celui des idées que vous représentez et que vous avez la volonté inflexible de faire triompher ? »

Quelles étaient les clauses de l'alliance de 1894 ? Nous l'ignorons. M. Pierre Albin, qui paraît avoir reçu les confidences de quelques diplomates bien renseignés, et qui a serré la question de très près, pense que les gouvernements de Paris et de Petrograd s'étaient promis de maintenir la paix et l'équilibre européen et de repousser toute attaque de l'Allemagne qui les mettrait en péril. Ces conclusions sont infiniment vraisemblables et elles sont confirmées par l'étude des événements postérieurs.

La convention de 1894 laissait à chacun des contractants la pleine liberté d'apprécier les événements, et elle n'obligeait aucune des deux parties à soutenir aveuglément la politique de son alliée, elle n'impliquait en rien une politique systématique d'hostilité contre l'Allemagne. Nicolas II n'avait nullement cru manquer à ses promesses quand, en 1905, il négociait avec Guillaume II ou quand il signait l'accord de Potsdam, et de même M. Stephen Pichon, quand, en 1909, il prévoyait la collaboration des Allemands et des Français au Maroc et dans l'Afrique centrale.

En somme, et c'est par là même que le pacte de 1894 est devenu durable, la France et la Russie, bien loin de poursuivre les moindres visées ambitieuses, s'étaient rapprochées avec l'intention de garantir à l'Europe la stabilité et la paix. Elles ne songeaient en aucune manière à menacer les intérêts de l'Allemagne ou à arrêter son développement légitime. Elles lui demandaient uniquement de respecter leur indépendance. Quels que pussent être leurs justes griefs, elles ne poursuivaient pas la révision de traités antérieurs; mais elles ne consentaient pas à ce que les Hohenzollern étendissent sur le monde leur influence exclusive et absolue.

Les bolcheviki commettent une erreur radicale — et cette méprise est une des causes premières de leur funeste politique — en attribuant à l'alliance de 1894 un sens qui était aussi éloigné que possible de la pensée de ses auteurs et qu'elle n'a jamais pris par la suite. La France n'aurait qu'à ouvrir ses archives pour le dé-

montrer, et elle aurait raison de le faire, sans se laisser arrêter par des scrupules surannés. Cette publication qui, dans l'état actuel des choses, ne saurait avoir aucun inconvénient, montrerait aux plus sceptiques que, si nous avons pris les armes en 1914, nous y avons été contraints par la volonté réfléchie de nos adversaires.

L'alliance de 1894, et c'est un des griefs des extrémistes, a été malheureusement faussée dans l'application ; mais les erreurs même de conduite qu'elle a déterminées démontrent qu'elle ne visait en rien l'Allemagne. En France, elle a produit un résultat immédiat d'une inappréciable valeur, et tel que nous conserverons toujours une profonde reconnaissance pour les diplomates qui l'ont signée : elle nous a délivrés du cauchemar de l'invasion qui nous opprimait depuis 1871. En nous tirant de l'isolement hostile où nous étions parqués, elle nous a rendu confiance dans l'avenir, et elle a préparé une génération plus vivante et plus capable d'action. Les médecins constatent que les tristesses et l'inquiétude usent plus vite que la fatigue et l'effort. Un peuple qui vit sous le couteau s'anémie très rapidement. L'homme a un besoin absolu de joie et il ne travaille que s'il a le droit de compter qu'il lui sera permis de recueillir le fruit de son labeur. Mais cette sorte de renaissance morale, si elle nous préparait aux vertus civiques qui nous ont mérité l'admiration du monde, en ouvrant au pays des perspectives plus heureuses, l'éloignait des souvenirs du passé, et rejetait dans une pénombre de plus en plus indécise la pensée de la revanche. Si les maximalistes sont, comme ils l'affirment et comme je le crois pour beaucoup d'entre eux, des partisans sincères d'une Société des nations, leur programme ne leur impose-t-il pas de maintenir une alliance qui avait pour objet de garantir l'indépendance des peuples ? La Russie ne s'était pas unie à nous pour nous aider à conquérir certains territoires, mais pour garantir l'Europe contre la folie des pangermanistes. Les radicaux de Petrograd seraient-ils moins prévoyants et moins soucieux de l'avenir que les Romanov ?

La formule *Do ut des*, malgré l'abus immoral qui en a été fait souvent, n'en est pas moins dans son principe parfaitement raisonnable. Elle traduit en termes concrets la doctrine de la solidarité sociale et de la division du travail. La France est un vieux pays, dont l'outillage économique est assez avancé pour qu'elle puisse mettre au service d'autres peuples d'importantes disponibilités financières. Elle était dans son rôle en fournissant à la Russie les capitaux dont celle-ci avait besoin. On nous reproche l'emploi qui en a été fait, et qui n'a pas toujours été très heureux. En bonne foi, sommes-nous responsables des erreurs qui ont pu être commises? des dilapidations et des gaspillages? Dans quelle mesure aurions-nous pu contrôler l'emploi de nos avances? En pareilles matières, la limite n'est pas facile à fixer, et nous aurions vite froissé la légitime fierté de nos amis si nous nous fussions avisés de nous immiscer dans leurs affaires intérieures. La Russie a trop de ressources et elle a devant elle un trop grand avenir pour qu'on la place sous tutelle. Nous lui offrions les ressources qui lui étaient indispensables, à elle d'en tirer le meilleur parti possible.

Est-ce à dire que nous prétendions aujourd'hui en prendre avantage sur la jeune République? Pas le moins du monde, et nous ne nous présentons nullement comme des créanciers qui réclament leur dû. Nos ennemis sont savants en calomnies et ils nous accusent sournoisement de réclamer des hommes en échange de l'or que nous avons donné. Ces insinuations sont aussi absurdes qu'odieuses. Il y a eu un pays où ce trafic de mercenaires s'est longtemps conservé, mais ce pays n'est pas la France, et les successeurs de Frédéric-Guillaume I^er^ ou du landgrave de Hesse-Cassel le savent bien. Ce n'est pas du tout dans ces termes que la question se pose.

Parmi les extrémistes, les social-démocrates sont nombreux, et ils n'ignorent pas que, pour améliorer le sort des prolétaires, la condition indispensable est d'augmenter le rendement général et d'activer la production. En vain l'on perfectionnerait la répartition

et la distribution des richesses, la masse du peuple continuera à végéter dans une noire misère si on ne relève pas le rendement du sol et si on n'exploite pas les trésors latents du sous-sol. L'industrialisation de la Russie est à peine commencée; elle a coïncidé avec l'apport des capitaux français, et grâce à eux la première étape a pu être rapidement franchie. Les émissaires de Guillaume II répandent le bruit que la bourgeoisie française a servi le despotisme tsarien en fournissant à Nicolas II les moyens d'écraser la révolution. En réalité, cette révolution n'est devenue possible que par la formation d'une classe ouvrière qui, sans nous, ne se serait pas constituée de longtemps. Non sans doute que M. de Witte ou les bourgeois français qui souscrivaient aux emprunts aient le moins du monde désiré et prévu la chûte de l'ancien régime. Ils n'en ont pas moins préparé les conditions qui ont rendu cette chûte nécessaire et inéluctable.

« Nous ne vous devons aucune reconnaissance », nous disent les extrémistes, « puisque le changement qui s'est produit, vous n'y avez travaillé que sans le vouloir. » — Aussi n'en réclamons-nous aucune. Nous leur demandons seulement de ne pas nous garder rancune pour une politique qui, quel qu'en fût le mobile, n'en devait pas moins tourner à leur avantage, et de ne pas nous accuser d'une sorte de préférence sentimentale pour le tsarisme, qui ne nous a jamais inspiré ni confiance ni sympathie.

Quand nous avons souscrit les emprunts russes, c'est que nous y voyions un emploi convenablement rémunérateur de nos capitaux et que, sans nous dissimuler les risques de l'affaire, les ressources virtuelles du pays nous semblaient une garantie suffisante. Le contrat que nous acceptions n'avait rien de dolosif ni de léonin, il devait profiter aux deux partenaires et, en fait, la Russie en a tiré de sérieux avantages. Nous ne dépassons pas la mesure en demandant à la classe ouvrière russe de se rappeler que, tandis que l'Allemagne s'efforçait par ses tarifs douaniers de la maintenir

dans un état de servage économique, nous l'avons aidée à s'émanciper.

Dans la crise de 1914, des considérations analogues nous ont décidés à prendre parti à côté de la Russie, dès la première heure, et sans l'ombre d'une hésitation. Ni le gouvernement ni le peuple ne se sont même posé la question de savoir si nous nous séparerions de notre alliée. Nous ne voulions pas la guerre et, suivant les instructions du ministère, notre ambassadeur à Pétersbourg, M. Paléologue, a travaillé par tous les moyens et jusqu'à la dernière minute à trouver un terrain de conciliation; il a, d'accord avec l'ambassadeur d'Angleterre, conseillé instamment à M. Sazonov la modération et le calme; il a évité avec le plus grand soin toute démarche qui aurait pu avoir une apparence de provocation. Mais il a très nettement indiqué que, si l'Allemagne se montrait intraitable, la France entrerait aussitôt dans la lutte. — Y était-elle contrainte par les clauses des traités antérieurs ? — Nous n'en savons rien, et, en fait, cela n'a aucune importance. L'opinion publique, qui ne connaissait pas la teneur des conventions, n'a pas eu une seconde d'incertitude, paarce que l'ultimatum insolent de l'Autriche à la Serbie et l'attitude du cabinet de Berlin avaient révélé aux plus sceptiques et aux plus pacifistes les intentions du Kaiser et du parti militaire allemand. La dépêche de M. Sazonov à M. de Benckendorf, son ambassadeur à Londres, résume dans sa concision tout ce qu'a pensé la France et tout ce qu'il était nécessaire en effet de savoir. « Dans le cas où la situation actuelle viendrait à s'aggraver, de manière à provoquer une action correspondante des grandes puissances, nous comptons que l'Angleterre n'hésitera pas à se mettre nettement à côté de la Russie et de la France pour maintenir l'équilibre de l'Europe, dont elle a été sans cesse la gardienne, et qui serait incontestablement détruit dans le cas du triomphe de l'Autriche ». (12/25 juillet 1914, *Livre orange,* p. 20, n° 17.)

Ici encore, nous ne réclamons de la Russie aucune reconnaissance. Quelques personnes crient aux bolche-

viki: « Nous sommes partis en guerre pour vous défendre contre l'Allemagne, et vous allez nous abandonner! » Leur indignation s'explique, mais elle porte à faux. Un ministère français qui accepterait la guerre pour les beaux yeux d'une puissance quelconque devrait être immédiatement mis en accusation. Nous avons mobilisé parce que notre abstention eût permis à l'Allemagne d'établir sa domination sur toute l'Europe du centre et de l'est, et que nous n'aurions plus été que ses prisonniers ou ses vassaux. — La Russie n'est donc pas notre obligée, puisque nous ne sommes intervenus que parce que notre sécurité l'exigeait. Mais, du moment où nous étions engagés dans un conflit commun, il était inévitable que les liens qui nous unissaient devinssent plus étroits, et notre collaboration militaire a eu pour résultat immédiat la signature du traité de Londres (5 septembre 1914) : « Les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre. — Les mêmes gouvernements conviennent que lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

Les termes sont formels et lumineux, le gouvernement qui renie sa promesse et viole des engagements aussi solennels met son pays en fâcheuse posture, et surtout il crée en Europe un état de défiance générale qui n'est guère de nature à faciliter les rapports des peuples. Est-ce par un parjure que Lénine et ses amis espèrent inaugurer cette paix perpétuelle et cette Société des nations dont ils se donnent comme les partisans?

Non pas que je prétende le moins du monde que les révolutionnaires soient tenus d'accepter sans réserves les engagements du tsarisme. La guerre favorise le pharisaïsme, et jamais on n'affecte autant de respect pour le droit qu'à une époque où on viole le plus cyniquement les principes élémentaires de la morale. Tout est variable ici-bas, et il est parfaitement légitime que

les termes des traités qui, sortis d'un état de choses déterminé, enregistrent la situation à un moment donné soient examinés de nouveau et modifiés quand les circonstances le commandent. Si les contrats signés par les ministres de Nicolas II sont manifestement contraires aux intérêts du peuple russe ou aux principes essentiels de la démocratie, les bolcheviki sont parfaitement autorisés à en poursuivre la révision. Du moins sont-ils tenus à ne pas procéder par surprise, à indiquer clairement leurs intentions, et à convaincre leurs alliés de la nécessité des modifications qu'ils désirent. A négliger ces précautions élémentaires et à violer délibérément des promesses qui ont été données au nom de leur nation par un gouvernement régulier, ils descendent au niveau des Bethmann-Hollweg, ils détruisent l'œuvre de la civilisation, et ils nous ramènent à la barbarie primitive.

I

Ces vérités sont si évidentes que nous ne nous expliquons pas comment les extrémistes de Petrograd ne les ont pas immédiatement aperçues, et que nous ne trouvons d'autre explication à leur aveuglement que dans les intrigues de l'Allemagne et la pluie d'or qu'elle a répandue. Que ces intrigues aient joué un rôle considérable dans les événements, il serait naïf de le contester. Les résolutions du Soviet s'expliquent cependant par des causes beaucoup plus générales et complexes, et, si abondants qu'aient coulé les ruisseaux de marks venus de Berlin, ils n'auraient pas suffi à submerger le peuple entier.

Tout d'abord, nous oublions beaucoup trop les terribles épreuves auxquelles l'autocratie avait condamné le pays. Nous ne connaissons pas exactement le chiffre des pertes subies par la Russie depuis 1914: les évaluations les plus modérées sont de dix à douze millions d'hommes, tués sur les champs de bataille, morts de maladies, mutilés, prisonniers de guerre. La moyenne de la vie humaine est basse en Russie, les familles y sont

nombreuses, et la proportion des enfants est considérable. Tenons-nous en garde contre les formules. Les Russes sont fatalistes et résignés; soit. Ils saignent cependant quand on les frappe, et, s'ils supportent stoïquement la douleur, ils n'en ressentent pas moins l'aiguillon. Si du moins ces souffrances et ces pertes effroyables avaient abouti à une victoire ! — L'héroïsme le plus magnifique a été gaspillé de parti pris; les erreurs ou les crimes de la bureaucratie ont anéanti les espoirs les plus légitimes et transformé en désastres les campagnes ouvertes sous les plus glorieux auspices. Une armée, si solide qu'on la suppose, ne résiste pas à trois ans de trahison et d'incurie. Les vieux soldats et les officiers éprouvés sont tombés; ce qui demeure, ce sont surtout des épaves, dont la valeur physique et morale a été peu à peu rongée par le flot qui les a roulées des neiges des Carpathes aux déserts de l'Asie mineure ou aux boues de la Dvina. — Pour combler les vides, les ministres ont appelé à l'aventure de nouvelles masses de conscrits; après les avoir arrachés à leurs foyers, ils les ont abandonnés à eux-mêmes. Nous savons qu'en France même, tout n'a pas été parfait et que l'expérience de trois années de guerre n'a pas corrigé nos bureaux de tous leurs préjugés: que de forces perdues! que d'hommes dont les bonnes volontés sont incomplètement utilisées ! que de plaintes aussi et de récriminations, d'autant plus dangereuses qu'elles sont justifiées! — Je n'accuse personne : certaines erreurs sont inévitables. La guerre nationale, qui appelle sur les champs de bataille des millions de soldats, impose à n'importe quelle administration une tâche surhumaine. Que l'on songe cependant aux abus et au désordre, au gaspillage et à l'anarchie que la mobilisation générale a dû produire en Russie! Les difficultés y sont décuplées par la distance, l'insuffisance des voies ferrées, la proportion énorme des illettrés, la difficulté de recruter les sous-officiers, la corruption de la bureaucratie, la négligence et le nonchaloir universels. Le résultat, c'est une désorganisation générale. Des foules innombrables errent dans les villes sans

direction, sans tâche régulière, anémiées par des souffrances et des privations intenses, rongées par une sombre détresse, dévorées par la nostalgie et tourmentées par l'angoisse de la misère des familles restées au village, privées de l'appui moral qu'elles trouvaient dans le travail journalier et le milieu social accoutumé. Il n'est guère besoin de propagandistes étrangers pour que, de cette masse en liquéfaction, se dégage une fermentation spontanée, un irrésistible besoin de paix. Aujourd'hui, nous disait un des hommes qui connaissent le mieux la Russie, 80 % de la population n'ont qu'une pensée, en finir avec la guerre. — Dans n'importe quel pays soumis aux mêmes épreuves et placé dans des conditions analogues, le même phénomène se produirait avec une incoercible puissance.

Les Slaves, dans leur ensemble, ne sont pas une race conquérante et belliqueuse. Sans doute la brillante bravoure des cavaliers polonais est justement célèbre, et les Serbo-Croates ont longtemps fourni à l'Autriche ses plus vaillants soldats. Ces exceptions s'expliquent par des conditions particulières. Les conquêtes polonaises ont été l'œuvre d'une noblesse féodale, et les Serbo-Croates des Confins militaires, comme les Cosaques, n'étaient qu'une élite de soldats chez qui le goût de la guerre et de l'aventure était entretenu par la tradition et le régime politique. La masse des Slaves est hospitalière, douce, résignée, peu capable d'une longue tension de volonté. Très plastique, absolument indifférente aux suggestions de l'orgueil, elle ne tient pas à dominer. Rien de plus caractéristique à cet égard que l'opposition radicale qui sépare les Slavophiles et les Pangermanistes. On cite sans cesse, pour prouver l'ambition moscovite, Danilevski et Leontiev, qui ont en effet nourri des rêves d'usurpation. Combien leur influence a été passagère cependant et superficielle ! Comment comparer leurs voix isolées, et qui depuis longtemps se seraient évanouies sans écho si leur souvenir n'était sans cesse invoqué par les ennemis de la Russie, aux tonitruants orchestres des innombrables mégalomanes teutons ! Ils n'ont jamais été que

des chefs sans soldats et des apôtres sans disciples.

Les Russes en particulier sont fortement mâtinés de Finnois chez qui les qualités guerrières sont encore plus faibles. Comme tous les peuples, ils peuvent être soulevés par la houle des passions furieuses, et les jacqueries sanglantes sont fréquentes dans leurs annales. En dehors de ces crises de folie, ils ont une horreur instinctive de la violence. Les prédications de Tolstoï n'auraient jamais eu un si extraordinaire retentissement si elles n'avaient pas répondu aux tendances innées de la race. Nulle part la doctrine chrétienne n'a pénétré plus profondément les âmes, sans doute parce qu'elle s'adaptait mieux à leurs tendances instinctives. — Or, toute révolution, par cela même qu'elle brise les formes conventionnelles et qu'elle supprime les idées adventices et occasionnelles, fait reparaître l'homme dans sa nudité paradisiaque. Les Bourbons disparus, la France s'est retrouvée classique, rationaliste et militaire; les Romanov renversés, la Russie s'est révélée anarchique, mystique et pacifiste. Anacharsis Cloots, qui était une sorte de Kerenski, n'aurait jamais fait école dans un pays de légistes et de soldats; Danton, si, par miracle, il en surgissait un en Russie, aurait infiniment de peine à constituer un parti, parce qu'il ne trouverait pas pour l'appuyer l'assentiment préconçu des esprits.

On s'expose à mal comprendre les événements de Russie si on les juge de façon trop grossière et qu'on les attribue à des mobiles uniquement égoïstes et matériels. Les déserteurs russes obéissent naturellement, d'abord, au désir de fuir les privations, le danger et la mort, et une invincible attraction les ramène vers leur village, parce qu'ils ont peur de n'être pas présents le jour du partage des terres. S'ils n'essayent pas, cependant de résister à leurs penchants, et si les officiers qui veulent les retenir dans les rangs ne sont pas écoutés, c'est que les « permissionnaires volontaires » ont le vague sentiment que leur devoir est conforme à leur penchant. Ils réclament la paix parce qu'elle flatte leur pusillanimité, et aussi pour obéir au Seigneur qui re-

commande à ses fidèles de s'aimer les uns les autres. Ils seraient évidemment incapables de traduire avec précision les mobiles qui les animent: ils n'en sont pas moins, au fond, des âmes modelées par de longs siècles de foi mystique et de résignation. On a évidemment abusé de l'idéalisme russe: on tomberait dans une erreur grossière en le niant. Le moujik le plus avide et le plus ignorant cache toujours en lui un apôtre. C'était un profond philosophe que cet ivrogne qui, mélancoliquement penché sur son camarade couché dans le ruisseau, murmurait: « Voilà donc comme je serai demain! » Pour juger sainement la conduite, sinon des meneurs, du moins de la masse du peuple, qui, par son adhésion avouée ou tacite, assure leur domination, il est nécessaire de se remémorer jusqu'à quel point les individus et les nations peuvent être ébranlées par une crise épileptiforme. Les révolutions — j'entends celles qui méritent leur nom — veulent toutes être œcuméniques, et elles partent du dogme de la bonté de la nature humaine et de l'omnipotence de la raison. De là, nécessairement, leurs tendances pacifistes.

M. Eisenmann, avec qui je discutais il y a quelques jours sur ces idées, me faisait remarquer que les révolutions en Allemagne — aussi bien la Réforme luthérienne que la crise de 1848 — avaient été, au contraire, dès le début, nettement xénophobes et nationalistes. Son objection est parfaitement exacte, et elle est très suggestive. L'individualisme germanique est si exigeant et si exclusif, qu'il n'est pas atténué par les commotions les plus violentes; il ne comprend la conversion de ses voisins que sous la forme de conquête. Les missionnaires allemands n'ont jamais été des apôtres, mais des croisés qui pénétraient chez leurs voisins l'épée au poing, et pour qui l'Évangile consistait surtout à dépouiller les vaincus. On ne trouverait chez eux ni un Boniface, ni un Cyrille ou un Méthode.

Si Lénine et ses disciples immédiats, tout comme les Hohenzollern, admettent la nécessité de la violence, ils n'y voient du moins qu'un moyen transitoire. Ils traverseront, s'il le faut, la mer Rouge, mais pour péné-

trer dans la Terre promise où l'on ne connaitra plus l'inégalité et l'injustice, et où tous les hommes régénérés vivront dans une paix éternelle et une joie élyséenne. Est-il sincère? Nous n'en savons rien, et il serait au moins téméraire de l'affirmer. La foule qui le suit croit en lui, et il tire sa force de cette foi populaire.

Jusqu'à la guerre, son nom était à peu près inconnu en dehors de quelques groupes socialistes; même parmi eux, il n'avait quelque notoriété que depuis le congrès de Stockholm, en 1903, où il s'est séparé de Plekhanov dont il avait été d'abord l'élève et ensuite le collaborateur dans l'*Étincelle* (*Iskra*). C'est à ce congrès de Stockholm que la scission se produisit entre les majoritaires (bolcheviki) que dirigeait Lénine et les minoritaires qui, sous la conduite de Plekhanov, combattaient sa devise « d'action purement révolutionnaire sans aucun compromis avec les partis bourgeois ». Depuis lors, il est resté le chef des intransigeants les plus farouches. A-t-il reçu de l'argent de l'Allemagne? C'est parfaitement possible. Les extrémistes ont l'esprit large; ils dédaignent la morale courante, et ce qu'ils nomment des préjugés de petits bourgeois. A toutes les époques, les fanatiques ont toujours eu pour axiôme que la fin justifie les moyens. Ils acceptent les subsides sans vendre leur conscience, et les gouvernements qui les payent font d'habitude un mauvais calcul. Le programme de Lénine, celui du moins qu'il affiche, et qui seul nous importe parce qu'il explique sa puissance, qui est incalculable, consiste dans une sorte de propagande par le fait qui gagnera de proche en proche et entrainera dans l'univers entier la chute du capitalisme. Affranchis des maitres, nobles ou bourgeois, qui les conduisent à l'abattoir et qui les excitent les uns contre les autres pour exploiter leur commune misère, les peuples se réconcilieront dans une éternelle fraternité, et sur les ruines du monde ancien naitra une humanité nouvelle, dépouillée de ses tares et guérie de ses plaies.

Ce fut le rêve des premiers Taborites, et il survécut aux hussites, puisqu'il a été transmis par Chelcicky à l'Unité des Frères bohêmes. Ce fut aussi l'espoir des Constituants. Ils y avaient été préparés par un siècle de prédications pacifistes: depuis Vauban et l'abbé de Saint-Pierre jusqu'à Voltaire et Raynal, les philosophes prêchaient à leurs disciples que la vaniteuse folie des princes s'opposait seule à l'embrassement fraternel des nations. De là, l'empressement enthousiaste avec lequel l'assemblée répudie toute pensée de conquête, l'extrême indifférence avec laquelle elle assiste à la désorganisation de l'armée, le sans-gêne de son attitude vis-à-vis de l'Espagne à qui nous lient des engagemnts précis et une vieille alliance, et la longanimité dont elle fait preuve dans ses relations avec l'Empire. Robespierre, le plus docile élève de Rousseau, ne se résignera à la guerre que malgré lui, au dernier moment, quand il aura reconnu comme définitivement impossible de résister au courant unanime qui emporte le pays.

II

En France, cette vague pacifiste fut vite arrêtée par la révolte de l'instinct national, moins vite pourtant que nous ne l'imaginions aujourd'hui. Il fallut trois ans au pays pour se reprendre, et la révolution russe ne date que de quelques mois. Avons-nous le droit de supposer qu'une réaction analogue à celle qui se marque des Feuillants aux Girondins se produira en Russie, et qu'aux effusions sentimentales de 89 succèdera le soulèvement patriotique de 92?

Il serait d'une suprême imprudence de jouer notre fortune sur cette carte. L'histoire, affirme-t-on, est un perpétuel recommencement. Sans doute, à condition qu'on m'accorde qu'elle se plaît aux variantes ; et la Russie de 1917 est très différente de la France de Louis XVI. Elle est infiniment plus vaste, si bien que la menace de l'invasion y est moins vite et moins directement ressentie; elle est peuplée par une série de races

diverses, souvent divisées par des rancunes séculaires et des préjugés redoutables et qui ont trop souffert de la centralisation tsarienne pour désirer bien vivement le maintien de l'unité politique de l'État. Enfin, — et c'est un point qu'il convient de ne pas oublier —, la connexité du triomphe de l'étranger et de la victoire de la réaction à l'intérieur, bien qu'elle soit certaine, n'est pas aussi perceptible aux Russes qu'elle l'était aux Français de 92. Si l'armée allemande contenait un corps d'émigrés tsariens et qu'ils dictassent à Guillaume II un nouveau manifeste de Brunswick, le réveil russe serait beaucoup plus sûr et plus instantané.

Guillaume II ne renouvellera pas la sottise de Frédéric-Guillaume II. Mais le but qu'il se propose est le même: la restauration de l'ancien régime, et, quelque prudence qu'il observe, ses intentions percent à la surface. Les journaux nous ont appris qu'à son arrivée à Riga il a envoyé à la potence les membres du Soviet et qu'il a ordonné de rétablir dans les prières les noms du tsar et de la famille impériale. Symptômes significatifs, et qu'il convient de signaler aux extrémistes de Petrograd qui, perdus dans leurs rêves d'optimisme, risquent de se réveiller brusquement ligotés dans le garrot du pangermanisme. N'y apportons d'ailleurs aucune hâte imprudente et irréfléchie. Au début d'août 1914, l'un des premiers jours de la mobilisation, je faisais queue aux guichets de la Société Générale et j'écoutais les propos qui s'échangeaient. Au milieu de l'angoisse qui étreignait les cœurs, mes voisins calculaient les périls qui nous menaçaient et se rassuraient en rassemblant les chances qui nous étaient favorables: « Comment pourrions-nous être vaincus, disaient-ils, en énumérant nos alliés: l'Angleterre, la Serbie, la Belgique, la Russie.»—A côté de moi, un vieillard avec, à la boutonnière, la médaille militaire, dit simplement: « Et puis, messieurs, il y a la France. » Heureusement, il y avait la France, et elle est restée debout ; mutilée, saignante, ses forces ne sont pas épuisées et son courage est intact, la France de Denain et la France de Fleurus, la France de la Marne et la France

de Verdun. Nous avons montré que nous n'étions pas gens à fléchir sous l'ouragan et nous avons porté à l'ennemi des coups assez rudes pour que nous envisagions l'avenir sans terreur.

Ne nous forgeons pas d'imaginaires soucis. Soyons sur nos gardes, la prudence l'exige, sans nous figurer que nous allons être tout d'un coup submergés par une avalanche de troupes, prélevées du front oriental. Il y a beau temps que l'Allemagne avait rappelé de l'Est les divisions capables d'un effort sérieux; les régiments qu'elle y retient ne sont plus que des squelettes d'où elle a retiré les éléments jeunes et actifs. Les troupes dont elle dispose encore en face des Russes, ne deviendront pas disponibles du jour au lendemain. Il faudra bien que Guillaume II maintienne un cordon au moins suffisant pour arrêter la propagande socialiste. Il ne sera pas non plus si facile de rapatrier les prisonniers, et l'Allemagne a probablement plus à perdre qu'à gagner à un échange qu'elle ne saurait cependant refuser.

Après avoir exagéré jusqu'au ridicule la puissance de l'armée tsarienne, ne nous épouvantons pas avec la même légèreté des embarras que nous causerait une paix séparée de la Russie. Ayons confiance dans nous-mêmes et dans nos soldats; c'est le plus sûr moyen d'éviter les démarches prématurées ou irréfléchies et les manœuvres imprudentes. Elles seraient infiniment dangereuses. N'oublions jamais que nous avons affaire à une grande nation, à qui nous sommes attachés par une amitié sincère et qui a droit à notre respect, même quand elle nous paraît s'égarer. Essayer de forcer sa volonté serait la plus absurde des folies; en recourant à des méthodes louches et à des procédés suspects, nous nous abaisserions sans profit. Noblesse oblige; et,quand on s'appelle la France, on ne se sert pas des armes d'un Guillaume II. Nous en avons de meilleures et de plus sûres. Nous pouvons convaincre et ramener ceux qui pour le moment semblent s'être éloignés de nous.

⁂

Si pressés par le besoin de paix que soient les Allemands, quand il s'agira de fixer les bases d'un traité définitif, il n'est pas sûr que des difficultés graves ne prolongent les négociations. Il est visible déjà que, dès les premières rencontres, leurs généraux ne se sont abouchés avec les envoyés de Lénine qu'avec une visible répugnance; ils se demandaient si les avantages précaires qu'ils retireraient d'un traité immédiat ne seraient pas largement compensés par les dangers qu'il contiendrait en germe. Il aurait pour résultat immédiat de fortifier le parti de Liebknecht et des socialistes minoritaires, et peut-être de jeter dans ses rangs la foule innombrable des mécontents que les Junkers ne contiennent que par la terreur. Les militaires ne consentiront à braver ce péril que pour des avantages considérables, tels par exemple que l'abandon de la Lituanie et des provinces baltiques. Les bolcheviki iront-ils jusque-là? Ne seront-ils pas arrêtés, à défaut du droit des peuples dont ils n'ont cure, par la crainte de faire ainsi le jeu de la bourgeoisie capitaliste et d'implanter à leurs portes la tyrannie impérialiste? Ne verront-ils pas qu'une paix qui laisserait ses conquêtes à l'Allemagne renforcerait pour une période indéterminée le régime actuel, c'est-à-dire rendrait impossible pour plusieurs générations la révolution universelle qu'ils appellent avec une impatience morbide?

Il n'y a en somme aucune invraisemblance encore aujourd'hui à supposer que le contact direct des Allemands et des extrémistes, en démontrant à ceux-ci l'incompatibilité radicale des deux systèmes en présence, provoquera chez les plus sincères d'entre eux des réflexions qui pourraient les ramener vers nous.

Un général, qui revenait de Petrograd nous racontait dernièrement qu'il avait assisté à une séance du Soviet. Reconnu, on l'avait prié de prendre la parole. « Ce n'est guère mon métier de pérorer », ajoutait-il en souriant; « comme il n'y avait pas moyen de me dérober, je leur parlai du secours qu'attendaient d'eux leurs camarades de France; mon éloquence leur plut, et ils me portèrent en triomphe. » Comme nous le féli-

citions de son succès oratoire: « Le malheur », reprit-il, « c'est qu'un quart d'heure plus tard ils accordaient le même honneur aux soldats qui réclamaient la paix immédiate. » — Les foules sont instables et décevantes, parce qu'elles sont moins guidées par leur raison que par leur cœur. Les idées seules sont solides et permanentes, les sentiments sont mobiles et fugaces. La maîtrise de soi et la discipline qui sont le fruit de l'expérience, nous habituent précisément à tenir en bride nos émotions passagères, pour n'obéir qu'aux règles que nous dicte notre volonté réfléchie. Notre tâche essentielle doit être, en Russie, de réveiller la raison du peuple, d'éclairer ses sentiments et de leur donner assez de solidité et de consistance pour qu'ils deviennent la règle de sa conduite.

La seule chance d'y réussir est d'aborder de front les questions essentielles en y apportant une entière simplicité et une parfaite bonne foi, en évitant surtout de prendre le ton de pédagogues ou de directeurs de conscience. Edmond Stapfer me disait une fois en me parlant d'un pasteur qui avait jeté la robe aux orties et était devenu un farouche laïcisateur: « il a cessé d'être chrétien, mais il est demeuré protestant ». Il n'est pas rare de rencontrer des internationalistes chauvins. Les Russes, même quand ils se proclament patriotes, sont très vains de leur pays, et leur orgueil est d'autant plus susceptible qu'ils traversent une phase plus douloureuse. Nous ne les gagnerons que par une sympathie qu'ils sentirent sincère. Elevons-nous au-dessus des rancœurs de l'heure présente, et rappelons-nous les souvenirs qui créent entre nous des liens indestructibles. Souvenons-nous que la victoire de la Marne a été facilitée par leur offensive dans la Prusse orientale et que, puisque l'offensive ennemie a été brisée ce jour-là, même s'ils nous abandonnaient aujourd'hui, nous leur devrions en partie notre succès définitif. Le passé est le garant de l'avenir. La persistance de notre reconnaissance fera comprendre aux Russes que les services qu'ils nous ont rendus les obligent envers nous; après nous avoir accordé sans compter leur gé-

néreuse et rapide intervention, par quelle aberration iraient-ils au dernier moment favoriser la contre-attaque de nos adversaires communs?

Lénine et les quelques illuminés qui se sont attachés à sa fortune affectent de comprendre dans le même anathème les Junker prussiens et les républicains français. Mais l'absurdité de ce rapprochement frappe beaucoup de ses adhérents les plus sûrs. Ils savent bien que, si la guerre a éclaté en 1914, la faute n'en est pas à nos financiers, et que, si nos socialistes eussent siégé au Reichstag, ils n'auraient jamais toléré une déclaration de guerre fondée uniquement sur un raid d'avions que personne n'a jamais aperçus et dont l'invention même était d'un ridicule achevé.

Que veulent les maximalistes? La paix? Nous aussi, et comme eux nous demandons une paix durable, définitive, établie sur des bases indestructibles, qui garantisse à jamais le monde de catastrophes analogues à celle qu'ont déchaînée les militaristes de Berlin. Pour cela ils désirent l'abolition du militarisme. Nous la réclamons depuis le début des hostilités. Bien avant la guerre, nous avons donné des preuves multiples et péremptoires de nos intentions pacifiques. Nous avons essayé à diverses reprises et par tous les moyens de prévenir le cataclysme actuel. Contre qui nos efforts se sont-ils brisés, sinon contre la volonté inflexible d'agression de l'Allemagne? La conférence de la Haye a essayé de limiter les armements ; Guillaume II n'a même pas permis qu'on posât la question. Les États-Unis ont voulu faciliter et répandre l'arbitrage. — Toute leur bonne volonté s'est heurtée à l'opposition intransigeante du Kaiser. — En 1914, la Serbie, après avoir accepté les conditions les plus humiliantes, a offert de soumettre à un tribunal international les demandes de l'Autriche : l'ambassadeur de François-Joseph n'a même pas daigné lire les propositions du gouvernement de Belgrade. Une seconde fois, le tsar a proposé de déférer le litige à la Cour de la Haye; le Kaiser n'a même pas répondu à cette invitation.

« La Russie vous est indifférente », dirons-nous aux bolcheviki. « Soit. Mais vos idées vous sont chères. Les trahirez-vous? Pour les défendre, vous avez bravé les prisons et la potence. Est-ce pour fonder un despotisme cent fois plus redoutable que celui que vous avez renversé? Vous êtes citoyens du monde, et vous forgez à l'humanité des chaines qu'elle traînera pendant des siècles. Vous apportez un Évangile nouveau, l'Évangile du libre esprit et de l'amour. Comment prouvez-vous votre foi? En vous agenouillant aux pieds de l'Antechrist. Les démocrates du monde entier ont acclamé votre triomphe comme l'aurore d'un siècle nouveau, et, à la place du flambeau qui devait les guider vers la terre promise, ils n'aperçoivent plus que la lueur du poignard dont vous frappez vos frères dans le dos. — Quand vous avez demandé au général Hoffmann la permission de répandre parmi les troupes allemandes les écrits où vous exposiez vos doctrines, n'a-t-il pas sans discussion et avec une ironie sarcastique, repoussé votre proposition? La question des frontières vous intéresse peu, et, pour obtenir un traité immédiat, vous laisseriez volontiers aux Allemands les territoires qu'ils convoitent. Leurs habitants cependant, qui ne veulent à aucun prix de la domination tudesque, les livrerez-vous de gaieté de cœur à un joug qui les épouvante? Que leur répugnance soit absurde, c'est possible. Elle existe. Pour les mater, l'Allemagne sera forcée d'entretenir une armée redoutable et une bureaucratie despotique. Est-ce ainsi que vous amorcez la libération du monde? Avez-vous déjà oublié comment s'est fondé le despotisme tsarien, et qu'il est né de la conquête et de la nécessité de surveiller les allogènes qu'il avait soumis? »

⁂

Dans une de nos récentes réunions franco-slaves, comme quelqu'un s'étonnait de la rapide disparition des sentiments slavophiles qui avaient jadis paru exercer une action prépondérante sur la politique des tsars:

« C'est que », a déclaré M. Paul Boyer, « ces sentiments slavophiles ont toujours été en réalité très faibles, et que, s'ils ont jamais existé, ils ont complètement disparu depuis ce que la Russie a appelé l'ingratitude bulgare. »

L'autorité de l'éminent directeur de l'École des Langues orientales est grande en pareille matière, et j'aurais à peine osé contester une affirmation aussi catégorique, si je n'avais remarqué l'étonnement et presque le scandale qu'elle a provoqué chez plusieurs des Slaves présents. Dans sa conférence à la Sorbonne du 13 décembre, M. Joseph Reinach rappelait une phrase de Tolstoï où il compare l'âme humaine à un fleuve qui reste toujours le même, bien qu'il soit tantôt large et tantôt resserré, qu'il roule des eaux boueuses ou azurées. Les Russes, comme les Français, ont leurs heures d'égoïsme; comme les Français aussi, ils ont d'habitude l'âme largement ouverte aux tristesses humaines. Leur mysticisme se rencontre avec notre nationalisme dans une haine commune de l'injustice et de la violence. Il serait vraiment étrange que les souffrances des nations qui leur sont unies par le sang, la parenté des dialectes, l'affinité des caractères et souvent la communauté de foi ne leur inspirassent aucune pitié. Nous avons longtemps été séparés des Italiens par de graves malentendus, et il serait aventureux de fonder une doctrine politique sur le panlatanisme: qui donc, chez nous, dans les heures les plus troubles, a jamais sérieusement envisagé l'éventualité d'une guerre avec nos voisins d'au-delà des Alpes? Les moins italophiles auraient repoussé avec horreur un pareil fratricide. — M. L. Leger, dans un récent volume, a parfaitement montré que le panslavisme était, si j'ose parler ainsi, un sentiment à éclipses: quand on n'en aperçoit pas la lueur, cela ne veut pas dire qu'il soit éteint. En 1908, au moment de l'ennexion de la Bosnie par l'Autriche, n'est-ce pas l'opinion publique qui a obligé le ministre Izvolski, qui n'y songeait guère, à prendre une attitude plus énergique? En 1914, l'union des âmes au-

rait-elle été aussi complète s'il ne s'était agi de secourir une nation sœur?

Que représentent, pour la masse des moujiks, les Tchèques, les Slovènes, les Croates et même les Serbes? Certainement rien de bien précis, j'y consens, et ils seraient fort embarrassés pour désigner le point du globe qu'habitent ces peuples. Est-il bien sûr que les ouvriers parisiens qui, oublieux de leurs rancunes républicaines, acclamaient Napoléon III au moment de son départ pour la campagne de 1859, sussent bien exactement où étaient Milan et Venise? Ce que les Russes n'ignorent pas, c'est que, quelque part dans le vaste monde, des millions d'hommes gémissent dans l'esclavage parce qu'ils appartiennent à leur famille et qu'ils descendent des mêmes ancêtres. Ces peuples, depuis des siècles, ils supportent les outrages et les persécutions pour ne pas trahir leur race. Dans leur lutte inégale, ils ont toujours tendu vers la Russie leurs mains suppliantes. La Russie affranchie osera-t-elle commettre le crime devant lequel ont reculé les tsars? Le premier usage qu'elle fera de sa liberté reconquise sera-t-il une parole de reniement? Quand ses frères brament vers elle et implorent un geste de compassion, détournera-t-elle dédaigneusement la tête? Esaü a vendu son droit d'ainesse pour un plat de lentilles ; pauvre marché, dont il se repentit vite. Encore si les lentilles qu'offrent les Allemands étaient nourrissantes! Elles sont creuses, et remplies de vers.

⁂

La Russie a été cruellement éprouvée par la guerre, et son sang coule à flots par mille blessures. Elle a le droit de songer d'abord à elle-même et de se retirer d'une lutte épuisante. Que gagnera-t-elle à sortir trop vite du combat? — Les extrémistes se sont indignés des négociations relatives à Constantinople, et ils ont renversé Miljukov, coupable de poursuivre la politique impérialiste de Nicolas II et de Sazonov. Il n'est évidemment pas nécessaire que la Russie soit maîtresse

des Déroits. Mais peut-elle laisser son exportation à la merci d'une puissance ennemie? — Quand la Turquie, au moment où elle était en guerre avec l'Italie ou avec les États balkaniques, a fermé les Dardanelles, les paysans russes, privés de leurs débouchés naturels, ont été durement atteints. Ces paysans, qui forment les 80 % de la population, et dont les ressources sont infiniment limitées, les livrera-t-on sans protection à la malveillance d'un État qui n'est plus libre de ses destinées et qui obéira aux suggestions jalouses de l'Allemagne?

Au lendemain de la paix, même si elle est complètement victorieuse, l'Allemagne sera aux prises avec les plus redoutables difficultés financières. Pour reconstituer ses capitaux, elle n'aura d'autre moyen que d'augmenter ses exportations, et elle jettera en Russie, non seulement ses produits manufacturés, mais encore ses céréales. En 1904, elle a cyniquement exploité les affaires japonaises pour imposer à sa voisine un véritable vasselage économique. Grâce à ses tarifs de chemins de fer, à sa méthode de *dumping* et à ses droits différentiels, quelques années lui ont suffi pour s'emparer d'une part énorme du commerce russe; en moins de dix ans, elle avait augmenté ses exportations de plus de 1.300 millions de francs ; les taxes élevées qu'elle prélevait sur les matières premières russes, le blé en particulier, représentaient de 100 à 150 millions de francs chaque année. Dans un pays où les capitaux sont rares, un semblable tribut annuel a un déplorable retentissement sur l'économie sociale. Les masses rurales n'ont pas sans doute une intelligence bien exacte des répercussions directes qu'entraîne sur leur condition un régime économique. Elles n'en paieront pas moins les fautes des négociations imprudentes. Quand elles vendront mal leurs céréales, à qui s'en prendront-elles, sinon aux hommes qui n'auront pas su défendre leurs intérêts? D'autant plus que la décadence de l'industrie russe que déterminera la concurrence allemande jettera sur le pavé des foules d'ouvriers qui reflueront sur les campagnes et augmenteront ainsi la

pénurie des terres dont se plaint très justement la population rurale. Qu'ont promis les socialistes, et quel but se proposent-ils, sinon de relever le niveau moyen de la vie des humbles et des déshérités? Si, au lieu du pain qu'ils annoncent, ils ne leur donnent qu'une pierre, la république sera emportée par un de ces irrésistibles mouvements de réaction qui punissent les politiques imprévoyantes et incapables.

III

Les arguments les plus décisifs ne pénètrent que lentement les esprits, et on n'arrête pas par des syllogismes les passions déchaînées. Innombrables cependant sont en Russie, même parmi les révolutionnaires, les hommes qui sont accessibles à des raisons sérieuses. Autour des organisations municipales et provinciales, dans les coopératives qui groupent, dit-on, 25 millions de membres, dans les usines et les chemins de fer, des multitudes se sont élevées à des habitudes de réflexion. Ces forces d'organisation ont été submergées jusqu'à présent par le flot révolutionnaire; quand elles apercevront l'abîme où on les entraîne, n'est-il pas permis d'espérer qu'elles reviendront à la raison, qu'il se créera peu à peu des îlots de résistance à l'anarchie, et qu'autour d'eux la nation et l'État se reconstitueront?

Œuvre de longue haleine, qui sera retardée sans doute par plus d'une rechute dangereuse. Notre soin doit être de préparer et de soutenir cette lente et pénible convalescence. Notre intervention ne sera efficace que si nous n'essayons pas de doubler les étapes, et si nous donnons aux Russes l'impression que nous ne sommes pas guidés par des préoccupations égoïstes. Un médecin prudent se borne à observer la nature, et à l'aider dans son œuvre réparatrice. A vouloir précipiter l'évolution de la maladie, il en aggrave les crises. Diverses factions se disputent actuellement l'autorité en Russie; nous n'avons pas à prendre parti entre elles; notre rôle doit se borner à répéter sans nous lasser quelques vérités évidentes et à avertir affectueu-

sement les groupes, quels qu'ils soient, qui arriveront au pouvoir qu'à violer certaines lois inéluctables les peuples risquent leur avenir et les partis compromettent et ruinent leurs programmes.

Pour remporter la victoire, en Russie comme ailleurs, deux vertus nous sont nécessaires, une volonté droite et une constance inébranlable. Les démocraties sont mal inspirées qui se hasardent à pratiquer les méthodes traditionnelles de la diplomatie. Elles sont maladroites aux manœuvres secrètes et aux combinaisons machiavéliques; elles s'y compromettent sans profit. A quoi bon d'ailleurs nous engager sur ce terrain scabreux, quand nous avons des armes infiniment plus sûres, qui sont la franchise, la vérité et l'amour?

Je ne dirai pas que le rôle que la Russie jouera désormais dans les événements militaires nous importe relativement assez peu. Si elle avait pu jeter dans la lutte les forces immenses qu'elle renferme encore, l'écrasement de l'Allemagne eût été plus facile et de dures journées d'angoisse et de larmes nous auraient été épargnées. Mais nous avons tous accompli notre sacrifice, sans restriction et sans réserve, et nous subirons sans plainte les transes et les affres par lesquelles nous achetons l'affranchissement du genre humain. Haletants sous notre croix et les genoux en sang, nous gravissons notre Golgotha, les yeux ravis dans l'aurore radieuse qui baigne déjà notre front dégouttant de sueur et de sang. La seule déception qui nous atteindrait serait que la victoire, que nous touchons déjà de nos mains tremblantes de douleur, de joie et d'orgueil ne fût pas définitive et complète. Or, sinon le succès immédiat qui est virtuellement acquis, du moins les conséquences durables de notre triomphe seraient compromises, si la Russie acceptait la tutelle des Hohenzollern.

Au lendemain de la paix, l'Allemagne sera dans une situation terrible. Elle le sait depuis longtemps; elle a beau plastronner, elle cache mal l'épouvante qui la tient à la gorge. En admettant même, contre toute vraisemblance, qu'on lui accorde libre pratique dans

le monde des nations honnêtes et que les gouvernements alliés ne la gardent pas au ban de l'humanité, elle se heurtera à l'hostilité universelle des peuples.

Des siècles s'écouleront avant que les Belges, les Serbes, les Italiens, les Anglais, — je ne parle même pas de nous, qui ne leur pardonnerons jamais l'infamie de leurs procédés —, oublient les crimes dont elle s'est souillée. Que d'années lui seront nécessaires pour reconquérir dans l'Amérique du Nord, au Japon ou en Chine, dans les Républiques latines ou dans le Pacifique les positions qu'elle avait rapidement enlevées ! Même les neutres qui la ménagent aujourd'hui, parce qu'ils redoutent les convulsions de son agonie, s'éloigneront d'elle avec dégoût et horreur.

Une seule voie pourrait lui demeurer ouverte, c'est l'Orient, si par des imprudences de tactique ou de langage nous nous aliénions les Russes. La paix signée, elle fusillerait quelques milliers de socialistes et de radicaux, et rétablirait sur le trône un Romanov quelconque, qui servirait de paravent à sa domination. Elle le lierait à sa fortune par un traité d'alliance perpétuel, et elle asservirait le peuple par un traité de commerce léonin. Elle reprendrait en Russie, dans des proportions infiniment plus vastes, la politique qu'elle a suivie depuis le XII[e] siècle en Bohème et chez les Yougoslaves ; elle inonderait le pays de ses bureaucrates, de ses professeurs, de ses ingénieurs, et de ses contremaîtres, pour exploiter le travail de la foule misérreuse, qui ne serait plus qu'une masse taillable et corvéable à merci. Comme au moyen-âge, slave serait synonyme d'esclave. Son despotisme, plus lourd et massif que celui des anciens tsars, serait plus intelligent, et par conséquent moins fragile et plus dangereux ; elle organiserait le pays, mettrait en exploitation ses immenses ressources naturelles, s'en servirait pour reprendre contre l'univers le pari monstrueux qu'elle a perdu dans la guerre actuelle.

Le péril réel en Russie n'est pas dans le présent. Il est dans l'avenir. A nous de ne pas faire le jeu des Hohenzollern.

Les ressources qui seront indispensables à nos amis pour panser leurs blessures et compléter ou refaire leur outillage économique, ils les trouveront chez nous plus abondantes et plus faciles que chez nos adversaires. Certes la guerre nous a causé de lourdes pertes, mais notre fortune était si ancienne et notre situation si saine que nous réparerons rapidement les brèches les plus larges. La France a traversé à plusieurs reprises des crises économiques plus longues et plus dures que celle d'aujourd'hui; il lui a toujours suffi d'un laps de temps extrêmement court pour reprendre son élan. « Aucun peuple », a écrit M. de Bülow, que l'on ne soupçonnera pas d'une tendresse excessive pour nous, « n'a chaque fois réparé aussi vite que la France les suites d'une catastrophe nationale, aucun n'a retrouvé avec la même aisance le ressort, la confiance en soi et l'esprit d'entreprise après de cruels mécomptes et des défaites qui semblaient irréparables. Plus d'une fois, la France a paru définitivement abattue par des ennemis extérieurs ou ébranlée jusque dans ses fondements par des ennemis intérieurs... Chaque fois, elle se redressait devant l'Europe, en un très court délai, avec sa vigueur d'autrefois et des forces accrues. » Quel incomparable regain d'ardeur, d'entrain et d'énergie ne devra-t-elle pas à la victoire?

Avant 1914, elle s'était un peu endormie, dans une molle nonchalance. Dès qu'elle a entendu sonner l'appel du clairon, elle a secoué son sommeil, et la vieille valeur de la race s'est révélée intacte; les siècles qui l'ont illustrée l'ont assagie, ils ne l'ont ni lassée ni épuisée. Elle n'a rien perdu des qualités des aïeux: le goût du travail, l'esprit d'initiative, l'audace corrigée et ordonnée par l'expérience, la passion de la justice, et l'instinct d'humanité.

Nous ne songeons certes à imposer à la Russie ni nos habitudes ni nos méthodes; nous tenons trop à nos mœurs pour ne pas respecter la liberté d'autrui. Nous n'envions non plus à personne, Anglais, Américains, Tchèques, Yougoslaves, la part qui leur revient dans le relèvement de la Russie: le soleil luit pour tout le

monde, et la moisson est assez abondante pour que les ouvriers soient jamais trop nombreux, à condition qu'ils ne prétendent pas dépouiller de ses biens le légitime propriétaire et qu'ils ne méditent pas d'employer une fortune mal acquise à une œuvre d'asservissement et d'exiguité.

Nous ne nous présentons aux Russes ni en protecteurs ni en maîtres. Nous leur disons: « Ecoutez vos amis. Grâce à la faveur des circonstances, nous avons conquis à la sueur de notre front une expérience un peu plus poussée; nous vous offrons notre appui. Ou plutôt, nous vous proposons de nous entr'aider mutuellement. Quelle main vous sera tendue avec une cordialité plus complète? Avec quel peuple vous sera-t-il plus facile et plus avantageux de vous entendre? Ne sommes-nous pas rapprochés les uns des autres par une communauté de qualités et même de défauts, — et la ressemblance des défauts est un des liens les plus puissants qui rapprochent les hommes. Vos paysans sont durs à la fatigue, tenaces, patients, comme les nôtres; vos ouvriers sont ingénieux, adroits, et le travail ne leur plaît qu'à demi s'ils n'ajoutent à leur tâche mécanique une part d'invention et comme leur marque individuelle. Vous avez comme nous horreur de la violence, et votre pitié déborde sur les déshérités, les humbles et même les coupables: n'est-ce pas chez nous que vous avez appris la religion de la misère humaine? On nous accuse de fatuité, parce que nous aimons qu'on nous aime. Vaut-il mieux mettre sa gloire, comme l'Allemagne, à rassembler sur soi la conjuration des haines et des colères, et êtes-vous bien assurés de ne pas partager notre défaut naturel? N'avez-vous pas aussi soif de sympathie et d'admiration? Comme nous, vous vous passionnez pour les idées, et, comme nous, vous vous laissez parfois griser par elles; on vous reproche comme à nous vos enthousiasmes brusques et vos découragements imprévus, votre inconstance et votre légèreté. Nous nous sommes en partie corrigés de ces défauts. Pourquoi ne vous mettrions-nous pas en garde contre des fautes qui nous ont coûté cher? Nous nous sommes

peu à peu adaptés à la vie moderne, nous avons reconnu la nécessité de la méthode, de la discipline et de la science, et nous tenons en bride notre imagination. Nous ne l'avons pas supprimée, et si elle nous entraîne parfois encore à quelques folies que les sages nous reprochent, nous ne lui en tenons pas rigueur, parce que ces folies sont généreuses et qu'elles embellissent la vie. L'argent est nécessaire, et les affaires ont leur poésie et leur grandeur. Il y en a d'autres à côté, que nous ne consentons pas à retrancher de notre existence. Que serait la terre sans le rêve, sans le sentiment et sans la foi?

« Les Allemands vous ont rendu quelques services qu'ils vous ont fait payer cher. Nous avons enrichi et alimenté votre âme. C'est Paris qui a enseigné à Radicev et à Novikov la honte et l'horreur du servage, et c'est dans Voltaire et nos encyclopédistes que Pouchkine a puisé l'enthousiasme de la liberté. Proudhon, Fourier, Pierre Leroux, Victor Hugo, George Sand ont été les maîtres de vos premiers socialistes. C'est à Paris ou en terre française que se sont formés vos penseurs les plus illustres, depuis Tourguenev, dont les *Récits d'un Chasseur* ont préparé l'émancipation des serfs, jusqu'à Plekhanov. Quand, pendant plus de deux siècles, deux peuples ont vécu dans une étroite communion d'âme, en dépit de tous les obstacles, matériels et moraux, qui les séparaient, n'est-il pas permis d'en conclure qu'ils sont attirés l'un vers l'autre par une affinité fondamentale? Vous aurez beau vous efforcer de remplacer notre amitié éprouvée par celle de l'Allemagne, vous n'y parviendrez pas, et votre imprudence condamnera le monde à de longues convulsions. »

La France de 1789 et la démocratie russe de 1917 sont sorties des mêmes origines, elles s'inspirent des mêmes programmes, elles ont la même mission, qui est de museler la guerre et d'introduire plus de justice et de douceur dans les relations des hommes et des peu-

ples. Si elles se séparaient, un grand cri de détresse traverserait la terre, et le voile du temple de l'avenir se déchirerait.

E. Denis.

31 *décembre* 1917.

L'Intervention Roumaine dans la Guerre Mondiale

Dans le programme publié en tête du *Monde Slave,* MM. Denis et de Caix ont consacré au peuple roumain une page inspirée des sentiments les plus nobles et les plus bienveillants. Comme l'Histoire universelle, ils font dans leur revue, aux Latins du Danube, une place dans l'orient de l'Europe au milieu du monde slave. Les Roumains tâcheront d'être toujours des voisins loyaux et pacifiques pour tous les peuples slaves.

Maintenant qu'est tombé le tsarisme qui fut souvent un danger et toujours une menace pour l'indépendance de la Roumanie, la sympathie, la confiance réciproque et la solidarité entre Latins et Slaves d'Orient ne feront que grandir et se consolider. Par la faute du tsarisme, dans le passé, le slavisme prenait souvent la couleur d'un panslavisme dangereux et redoutable. Nombre des malheurs qui accablent actuellement la Roumanie tirent leur origine, précisément, de l'expérience historique que nous fîmes du tsarisme.

I

LES ORIGINES DE LA POLITIQUE ALLEMANDE EN ROUMANIE.

Le dénouement de la guerre russo-turque, en 1878, a pesé lourdement sur la politique extérieure de la Roumanie et en a déterminé l'orientation ultérieure, dont nous supportons aujourd'hui les conséquences néfastes. Comme on sait, le gouvernement tsariste, après avoir

sollicité et obtenu le concours de l'amée roumaine, grâce à laquelle il évita un désastre devant Plevna, et gagna la victoire, récompensa la Roumanie en annexant en 1878 la Bessarabie qui était roumaine, et en offrant en échange à la Roumanie la Dobrodgea. Bien qu'habitée par une population en majorité roumaine, la Dobrodgea pouvait faire l'objet de futures revendications bulgares, à cause d'un certain nombre de Bulgares qui s'y rencontrait. Les Bulgares, protégés des Russes, nous en voulurent donc, bien à tort, à cause de la Dobrodgea, et en même temps les Russes, qui nous avaient pris la Bessarabie, nous restèrent hostiles, à cause des protestations que nous élevâmes au Congrès de Berlin contre cette spoliation. Dans ces conditions, devant la réelle inimitié que leur montraient, en parfait accord, leur puissant voisin russe du Nord-Est et son protégé bulgare au Sud, les Roumains ont dû se considérer comme en danger. Autant ils avaient, depuis de longs siècles, vécu en bons rapports avec le peuple russe, autant le tsarisme s'était toujours montré un ennemi dangereux pour l'indépendance politique de leur pays. Pour parer à ce danger, les hommes politiques roumains, Jean Bratiano surtout, partisan et admirateur enthousiaste de la démocratie et de la civilisation françaises, s'adressèrent à la France, pour qu'elle s'entremit entre la Russie et la Roumanie et qu'elle usât en notre faveur de son influence auprès des Russes. Or, à ce moment, vers 1883, la France, préoccupée de guérir ses propres blessures, ne pouvait pas accorder une attention suffisante aux souffrances des autres et, elle-même menacée, se charger de garantir la Roumanie contre d'autres menaces. C'est alors que les Roumains, sous l'impulsion du roi Carol, — impulsion naturelle et inévitable, — se tournèrent du côté de l'Autriche-Hongrie et se jetèrent dans les bras de l'Allemagne. Il est certain que les Allemands firent de leur mieux pour entretenir et développer leurs appréhensions contre les Russes. D'un côté ils avaient tacitement encouragé le tsar à nous prendre la Bessarabie, de l'autre ils attisaient chez nous les sentiments anti-russes, et ils exagéraient le danger que le tsarisme pouvait nous faire courir.

Ils se présentèrent alors comme des sauveurs. Un traité d'alliance fut conclu d'abord avec l'Autriche-Hongrie, et ensuite avec l'Allemagne. Pour la garantir du danger russe, ils conseillèrent à la Roumanie des travaux de fortifications très coûteux autour de Bucarest et sur la ligne du Sireth. Du même coup, sans aucun sacrifice de leur part, ils nous donnaient un sentiment de sécurité et gagnaient des commandes très importantes pour la maison Krupp. Au point de vue économique, pendant les trente ans que dura l'alliance conclue par le roi Carol, la Roumanie fut mieux qu'une colonie austro-allemande, elle offrit à l'industrie allemande un débouché très important et sûr, un vrai monopole. Les importations industrielles de la Roumanie dépassaient de beaucoup ses exportations de céréales. Pour rétablir la balance financière, nos rapports avec les empires centraux se soldèrent par une série d'emprunts qui firent de la Roumanie un tributaire docile des grandes banques de Berlin.

En même temps, l'influence intellectuelle de l'Allemagne commença à se faire sentir de plus en plus parmi les jeunes générations. Les jeunes gens, qui, auparavant, ne connaissaient que l'Université de Paris, apprirent le chemin de Berlin et de Leipzig. L'enseignement technique et économique de l'Allemagne recrutait toujours plus de disciples parmi les étudiants roumains. Quant à l'éducation militaire et à la préparation des officiers, les écoles allemandes, lorsque fut connue l'alliance avec l'Allemagne, se substituèrent aux écoles françaises qui, à juste titre, se méfiaient des nouveaux alliés des Allemands. Naturellement, comme l'Allemagne assurait la préparation de nos officiers, l'industrie de guerre allemande devait nous procurer tout notre matériel militaire. Fusils, canons, mitrailleuses, obusiers, obus, tout nous vint des usines d'Essen. Dans ce domaine, le monopole de l'Allemagne en Roumanie fut absolu.

Mais avec l'emprise industrielle et militaire germanique devait se produire aussi la mainmise financière de Berlin sur le marché roumain. Les grandes banques

allemandes et autrichiennes créèrent bientôt des succursales à Bucarest et dans les principales villes roumaines. Telles furent la Banque générale, la Banque agricole, la Banque de Crédit roumaine. A la suite des banques, les entreprises et les grandes sociétés d'exploitation pétrolifères et industrielles allemandes, comme, par exemple, la « Steaua Romana », les sociétés forestières « Lotru » et « Gœtz », affluèrent en Roumanie et accaparèrent les affaires les plus importantes que le sol riche du pays offrait en abondance. En un mot, la Roumanie fut et devint pour l'Allemagne une colonie idéale, à portée de la main, qui, sans exiger aucun sacrifice, rapportait des bénéfices considérables à la finance et à l'industrie germaniques.

C'est dans ces conditions que la guerre balkanique et ensuite la guerre mondiale surprirent la Roumanie.

Déjà, pendant la guerre balkanique, la politique de duplicité de l'Autriche avait contribué à dessiller les yeux de nos hommes d'État les plus clairvoyants. Dès ce moment la Roumanie se vit obligée de changer l'orientation de ses relations internationales. Un rapprochement avec la France et avec la Russie s'imposait, le spectre du danger russe hantait moins les consciences roumaines. Une simple visite du tsar à Constanza, où le roi Carol se sentit très flatté de le recevoir, changea du tout au tout l'axe de la politique extérieure de la Roumanie. Seulement cette visite et ce changement se produisirent à la veille même de la guerre mondiale. Le temps nécessaire pour se soustraire à l'emprise militaire et économique de l'Allemagne manqua aux hommes d'État et aux armées de la Roumanie.

II

L'hésitation de la Roumanie et les difficultés militaires.

On comprendra, dans ces conditions, quelle fut la perplexité du gouvernement roumain lorsque, le lendemain de la déclaration de guerre, l'Allemagne lui rap-

pela le traité d'alliance qui, depuis trente ans, rivait la Roumanie à la politique impérialiste de Berlin. La réponse que l'Italie, dans les mêmes conditions, avait donnée à la demande allemande, fut d'un grand soulagement pour M. Jean Bratiano, auquel le roi Carol n'hésita pas à faire valoir les exigences allemandes. M. Bratiano se prévalut de l'attitude et des arguments de l'Italie et obtint du roi Carol que la Roumanie se rangeât à la neutralité. Porter la Roumanie contre la France eût été un parricide; lutter à côté des oppresseurs de nos frères subjugués en Hongrie, fortifier ainsi la tyrannie magyare et préparer la tombe des Roumains de Transylvanie, un fraticide. Comment la Roumanie en eût-elle été capable? Même la neutralité lui pesait, et sa décision fut pour une neutralité armée.

Entre temps, le roi Carol mourut, peu après l'échec de l'Allemagne sur la Marne. Très ému déjà du traitement que les Allemands avaient infligé à la Belgique et au roi Albert, son neveu, il eut de la Marne l'impression que la puissance de l'Allemagne allait s'effondrer et que son pays adoptif ne pourrait rester neutre. La perspective d'avoir à prendre les armes contre sa patrie et ses parents l'épouvantait. On avait parlé d'abdication. La mort vint à temps pour lui épargner de plus grandes amertumes.

Dès l'automne de 1914, M. Bratiano, pensant comme tout le monde que la guerre ne durerait que quelques mois, se mit en contact avec les puissances de l'Entente, et en particulier avec la Russie, et conclut avec elles une convention où, en échange de sa neutralité, précieuse pour la Russie, la Roumanie faisait reconnaître ses droits sur la Transylvanie et la Bukovine.

Mais l'hiver et le printemps suivant prouvèrent que la guerre se prolongerait et que le militarisme allemand avait la vie dure. Il devint de plus en plus évident pour M. Bratiano, comme pour les autres hommes d'État roumains, que la neutralité ne suffisait pas, que la Roumanie devait prendre parti et que son honneur exigeait enfin qu'elle se mit du côté des nations qui, en luttant pour la justice et la liberté en général, luttaient pour la

liberté de petites nations et la justice envers les peuples opprimés. Mais alors, pour le ministre et pour le peuple, la situation devint tragique et déchirante. Leurs sentiments et leur juste cause se trouvaient dans l'un des camps, et, par la mainmise allemande sur la Roumanie, presque toute la force militaire et économique du pays se trouvait au pouvoir du camp adverse.

Voici, en résumé, les considérations qui pesaient alors dans la balance des décisions de la Roumanie.

L'organisation économique, militaire et financière du pays, depuis trente ans, s'était faite avec le concours de l'Allemagne: elle était donc en bonne partie conçue et dirigée par des Allemands et orientée dans leur sens et en leur faveur. Pour prendre parti contre l'Allemagne, il nous fallait, du jour au lendemain, transformer toute notre situation économique et les bases mêmes de notre organisation militaire, défaire et refaire en quelques mois tout le travail de trente années. C'était chose non pas même malaisée, mais proprement impossible. La Roumanie, pays agricole, dépourvu de mines de charbon, de fer et d'autres métaux, était dans l'impossibilité absolue d'improviser une industrie de guerre à elle. Elle était donc réduite dans cette guerre, qui se montrait avant tout guerre d'industrie militaire, à avoir recours à l'industrie des belligérants ; seuls les Allemands pouvaient lui procurer en abondance le matériel nécessaire, et disposaient de communications assez commodes et courtes pour le lui livrer où le besoin s'en ferait sentir. La voie du Danube et un réseau de chemins de fer très développés s'offraient aux transports. Par contre l'Angleterre et la France, les plus industrielles parmi les puissances alliées, n'avaient pu étendre leur production de canons et de munitions jusqu'à se suffire à elles-mêmes. Quant aux moyens de transports, excepté la voie de Salonique, desservie par une seule ligne de chemin de fer, médiocre et mal pourvue de matériel roulant, à peine suffisante pour approvisionner la Serbie, il ne restait que le Transsibérien et la voie d'Arkhangel.

Bientôt la voie de Salonique, après l'écrasement de

la Serbie, fut coupée. Toute coopération de la Roumanie avec les Alliés se trouvait donc, pour le moment, exclue. Seule, la Russie voisine aurait pu communiquer facilement avec nous, nous venir en aide, conduire une action commune avec nous. Mais elle manquait elle-même de munitions et d'armement, et ce fut la cause des revers qu'elle subit par la suite à plusieurs reprises.

La situation de la Roumanie était telle que, si elle se décidait à intervenir à côté des puissances centrales, elle voyait ses forces militaires augmenter considérablement, en raison de la profusion de munitions, canons, fusils, engins guerriers de toute sorte qu'elle recevrait, tandis que, si elle devait intervenir en faveur des Alliés, les distances, la pénurie des moyens de transport, son isolement presque complet, réduisaient sa force militaire jusqu'à la rendre presque négligeable. Un million de soldats, armés jusqu'aux dents, pourvus de munitions à satiété et commandés par des Allemands, auraient sans doute contribué à écraser la Russie et — indirectement — la France, et avec elle la cause de la liberté et de la justice. Le même million de soldats, réduits aux moyens que la Roumanie avait pu obtenir des Allemands ou arracher aux Autrichiens, ne valait pas plus de 200.000 hommes. Insuffisamment approvisionnée par les Alliés, l'armée roumaine perdait en tous les cas 70 % de sa valeur et l'appui qu'elle apportait à la cause commune était loin d'être en proportion de ses sacrifices.

Tout le temps de notre neutralité, l'Allemagne n'a pas cessé un moment de faire valoir devant les hommes politiques roumains toute la force de ces raisons, qui n'étaient point négligeables. Les diplomates allemands, en même temps, s'efforcèrent de procurer à la Roumanie d'autres motifs encore de pencher de leur côté. Ils nous promettaient, non seulement la Bessarabie et les régions roumaines d'outre Dnjestr, mais aussi la Bukovine, et se faisaient forts d'obtenir des Magyars, sous la garantie de l'Allemagne, certains droits et certaines libertés pour les Roumains de Hongrie. A tout cela s'ajoutaient encore les avertissements décourageants

que des amis politiques de M. Bratiano ne cessaient de lui donner sur l'état des choses en Russie et sur les éventualités qui devaient s'y produire. Entre autres, M. C. Stere et MM. Arbore et Nour, mais le premier surtout, dans des études sérieuses, solidement documentées, avaient démontré que la Russie était minée par des tendances séparatistes, à peine contenues par la scandaleuse oppression tsariste. M. Stere avait laissé entrevoir à M. Bratiano que la puissance tsarienne pouvait un jour ou l'autre s'effondrer sous les coups de la Révolution et qu'alors la Roumanie, isolée, à la merci des Allemands, serait irrémédiablement perdue.

Toutes ces considérations, plus graves les unes que les autres, auraient rendu hésitant tout homme politique roumain, et n'étaient pas de nature à faciliter la prompte décision de M. Bratiano. Mais une impression plus forte était produite sur son esprit par la crainte que le hasard d'un brusque changement politique ne jetât le million de soldats roumains, avec leurs armes et leurs munitions allemandes, dans le camp des empires centraux, et ne déterminât ainsi le désastre de la France et des Alliés, champions de la justice et de la liberté des peuples. Lorsqu'il eut la vision nette de ce risque, il en fut épouvanté et, pour empêcher pareille catastrophe, il prit son parti. Sachant bien que la neutralité ne pouvait pas durer, il se décida définitivement et inébranlablement pour la France et les Alliés. Après tout, la Roumanie devait à la France sa vie et son indépendance: quoi qu'il arrivât, il était juste qu'elle les lui sacrifiât.

Un Jean Bratiano pouvait-il d'ailleurs agir autrement? Fils de Jean Bratiano, le grand patriote, créateur de la Roumanie moderne et ami enthousiaste de la France et de la démocratie française, il se sentait, lui aussi, irrésistiblement poussé vers la France par la double tradition de sa famille: compléter l'œuvre nationale que son père avait si bien commencée et, comme son père, s'appuyer dans sa politique sur le généreux concours des Français libéraux et démocrates. Comme son père, il a fait ses études à Paris; élève de l'École cen-

trale, il a passé les années de sa jeunesse dans ce Quartier Latin qui fut toujours le berceau de la pensée et de l'intellectualité roumaines. Ami de la France, mais sans parade, plutôt discret et d'autant plus tenace, c'est ainsi que l'ont toujours connu les hommes d'État français. Il a donné plus d'une preuve de son attachement à la France et de son peu de sympathie pour l'Allemagne, en dépit des sentiments contraires de M. Stourdza qui fut longtemps son chef politique et du déplaisir qu'en pouvait avoir le roi Carol. Devenu à son tour le chef écouté du plus grand et du mieux organisé des partis politiques en Roumanie, il est peu populaire en France. Même dans son pays, d'ailleurs, il n'a rien fait pour cultiver sa popularité. Il défend la juste cause des masses, mais n'en tire ni profit ni vanité. Il fut toujours en Roumanie le meilleur ami de la France, sans que beaucoup de Français s'en doutassent. Dans notre époque de démocratie et de démagogie, il est un paradoxe. La réclame tapageuse, même la réclame modeste, lui répugne souverainement, et la réclame à l'étranger plus encore que dans le pays. C'est pourquoi, en France, on était peu édifié sur son compte, et c'est ce qui lui valut à plusieurs reprises des ironies sanglantes qu'il était loin de mériter, et au moment même où il les méritait le moins.

C'est peut-être qu'à son retour en Roumanie il se voua trop exclusivement à l'étude des grands problèmes qui se posaient dans son pays et qu'il s'identifia trop complètement avec les intérêts de sa patrie. Plus qu'aucun autre homme politique roumain, il épousa les aspirations de son peuple, s'y donna tout entier, et elles absorbèrent toute son attention. Tandis que ses émules, souvent, regardaient au delà la frontière, il s'enferma dans le cercle des questions sociales intérieures et poussa ses racines uniquement dans le sol national. Et c'est par un sens approfondi des intérêts de la Roumanie, solidaires de ceux de la France, qu'il se décida à suivre la voix de son penchant personnel, la voix de la tradition qui avait été celle de la Roumanie sous la direction éclairée de son père.

L'histoire ne se répète pas. Mais, si les circonstances favorisent jusqu'à la fin l'action et la carrière politique de M. Bratiano, on verra se reproduire en Roumanie, avec les deux Bratiano, le père et le fils, ce qui s'est produit en Angleterre avec les deux Pitt. De même qu'à la prospérité incomparable de l'Angleterre est attaché le nom des deux Pitt, la résurrection, la création et l'unité prospère de la race roumaine resteront à jamais liées au nom de Bratiano. Il y a plus d'un trait commun entre ces deux filiations politiques et les destinées de ces deux familles.

La vision des véritables intérêts de la Roumanie, qui sont immuablement solidaires de ceux de la France, fut ce qui décida la politique de M. Bratiano.

III

La préparation de la Roumanie.

Dès l'automne de 1914, M. Bratiano commença les préparatifs militaires de la Roumanie pour une intervention prochaine. Et tout d'abord il n'hésita pas à se départir en faveur des Alliés de la stricte neutralité, en interdisant la vente et le transport des céréales pour les Empires centraux. Plus tard, quand la Turquie entra en guerre, il empêcha les transports d'hommes et de matériel de guerre que les Allemands voulaient effectuer par les chemins de fer roumains, et qu'ils cachaient et déguisaient par les ruses les plus ingénieuses. A l'exception de quelques rares détachements d'hommes habillés d'ailleurs en civils et munis de passeports individuels, et de quelques insignifiants envois de matériel, qui passèrent en fraude, les Allemands ne réussirent pas à approvisionner et à renforcer leurs vassaux de Constantinople. Mais ces actes de neutralité bienveillante aux Alliés ne furent pas sans quelques désavantages pour la Roumanie. Les munitions, l'armement et le matériel de guerre commandés en Autriche et en Allemagne et déjà partiellement payés furent retenus.

Le gouvernement roumain, pour parer ce coup, envoya en Italie, en France, en Angleterre et même en Amérique des commissions chargées de faire d'importantes commandes de canons et de munitions. En même temps, le général Iliesco, en qualité de secrétaire général du ministère de la guerre, s'occupa à augmenter, à préparer et à entraîner les effectifs. De 300.000 combattants qu'elle comptait pendant la campagne de Bulgarie en 1913, l'armée roumaine passa, vers la fin de 1915, à plus de 600.000. Les concentrations et les exercices militaires prolongés des classes de réserve accrurent leur esprit combatif et habituèrent le soldat roumain aux mouvements tactiques de la guerre contemporaine.

Officier éminent, intelligence exceptionnelle, brillant artilleur, le général Iliesco a été le camarade de collège et l'ami de jeunesse de M. Bratiano. Celui-ci, devenu chef du gouvernement avec le portefeuille de la guerre, l'appela au secrétariat général de ce ministère. Le connaissant et l'appréciant depuis longtemps, il lui confia non seulement la direction administrative de ce ministère, mais aussi l'organisation de l'armée. Dans les conditions si défavorables où se trouvait le pays et avec les ressources si restreintes dont il disposait, le général fit de véritables prodiges pour préparer l'armée et rendre possible au point de vue technique l'intervention de la Roumanie. Comme M. Bratiano, il a fait en France de brillantes études, à l'École Polytechnique et à l'École d'application de Fontainebleau; comme lui, il est un admirateur fervent du génie militaire français. Soutenu par cette ardeur et par son patriotisme, il put réaliser une tâche ardue dont on a peine à mesurer, de loin, la difficulté: en deux ans, changer complètement la direction de la préparation militaire d'une armée qui avait été destinée à lutter aux côtés des Allemands contre les Russes, et la mettre en état de lutter aux côtés des Russes contre les Allemands, alors que toutes ses ressources d'armements et de munitions étaient entre les mains des Allemands. Il lui a fallu mener une lutte de tous les instants pour parvenir à contrebalancer toute

l'influence allemande qui s'exerçait encore sur l'armée comme sur le pays et déjouer les intrigues que les agents de la propagande allemande n'ont jamais cessé de diriger contre lui.

Pour fournir autant que possible au besoin de munitions, il transforma, pendant les deux ans de la neutralité, tous les ateliers et les usines qui se trouvaient dans le pays et les mit en état de fabriquer des obus. Au manque des matières premières nécessaires, on suppléa par l'emploi de vieilles ferrailles et de machines de toutes sortes mises hors d'usage. Comme les fortifications et l'artillerie qu'elles contenaient ne devaient plus servir contre les Russes, le général Iliesco en retira les gros canons, dont il modifia le mécanisme de façon à constituer quelques régiments d'artillerie lourde. En même temps, des travaux coûteux et pénibles furent entrepris sur la frontière autrichienne, pour se garantir d'une attaque brusquée que l'on craignait de la part des Empires centraux, et aussi pour créer des routes au bord des précipices des Carpathes, par où les troupes roumaines devaient pénétrer en Transylvanie. Et, afin de porter au maximum le nombre des hommes aptes au service, une révision des dispensés des vingt dernières classes donna quelques centaines de milliers de nouveaux mobilisables. Par une préparation militaire périodique, on obtint ainsi un chiffre d'un million d'hommes, ou même 1.200.000, instruits et prêts à combattre pour la réalisation du séculaire idéal national,

IV

Les difficultés de la situation intérieure et extérieure.

A la veille de la déclaration de la guerre européenne, la Roumanie se trouvait sur le point de réaliser deux grandes réformes, destinées à asseoir sa vie politique et économique sur des bases nouvelles et largement démocratiques: la réforme électorale et la réforme

agraire. Le Parlement roumain, élu pour cette mission, était une Constituante. Le projet de réformes de M. Bratiano avait été violemment combattu par ses ennemis politiques, MM. Filipesco et Al. Marghiloman, chefs du vieux parti conservateur. Par contre, M. Take Jonesco, chef du parti conservateur-démocrate, y avait donné son adhésion, sous quelques réserves seulement au sujet de la réforme électorale. L'opinion publique était donc assez agitée et divisée au moment où la guerre éclata. La conflagration générale offrit au peuple roumain une occasion inespérée de réaliser son unité nationale. Mais elle nous surprenait dans un moment de transformation intérieure radicale. Les classes populaires, rurales surtout, peu satisfaites par les réformes partielles réalisées antérieurement, attendaient de la Constituante leur complète émancipation économique et politique. La grande masse des paysans roumains possédait à peine la moitié du sol national, tandis que l'autre moitié appartenait à quelques milliers de familles. C'est à cet état de choses inique que la réforme agraire devait remédier. Le projet de M. Bratiano, devenu loi aujourd'hui, accorde aux paysans 82 % du sol cultivable, et le suffrage universel sous la forme la plus démocratique.

Si la guerre avait éclaté quelques années plus tard, à un moment où la loi agraire aurait eu le temps de porter ses fruits, la situation intérieure de la Roumanie eut été mieux adaptée à l'effort que le pays devait fournir. Mais, en 1914, les paysans étaient dans l'attente, avec toutes les hésitations que comporte cet état d'esprit. En même temps, les grands propriétaires et les classes dirigeantes, mais surtout les grands propriétaires ruraux, inspirés et dirigés par MM. Marghiloman et Filipesco, adversaires des réformes, faisaient une vigoureuse opposition à la politique réformatrice de M. Bratiano.

Cependant la conséquence immédiate de la guerre fut de modifier le groupement des forces intérieures du pays. M. Filipesco et ses partisans vieux-conservateurs se rapprochèrent du groupe de M. T. Jonesco; et

M. Marghiloman, suivi de quelques personnalités politiques marquantes, alla vers MM. Carp et Maioresco, deux hommes politiques éminents qui se tenaient isolés. Ce regroupement se fit sur la politique extérieure : ce fut la sympathie pour les Alliés, la résolution d'orienter en leur faveur la politique étrangère du pays qui réunit M. Filipesco et M. T. Jonesco, jusque-là adversaires irréductibles ; par contre, M. Marghiloman, leur rival à tous deux, et redoutable, pour le poste alors vacant de chef du parti conservateur, se rallia à la politique extérieure de MM. Carp et Maioresco, qui était favorable à l'Allemagne.

La position qu'il prit dans les questions internationales entraîna M. Filipesco à adhérer, lui aussi, aux réformes de M. Bratiano. Sa popularité, son caractère vigoureusement combatif, et la considération dont il jouissait parmi les grands propriétaires apportèrent une grande force à la cause des réformes, non moins qu'à l'unité morale indispensable au pays en un pareil moment. Patriote éclairé et actif, il avait été de tout temps un ami de la France et de la civilisation française, dont il avait largement subi l'influence. Descendant d'une illustre famille d'authentiques boyars de la Valachie, il conciliait un culte vraiment religieux de la patrie avec une doctrine politique purement conservatrice. Bien qu'il poussât la vigueur de l'action jusqu'à la brutalité, il savait cependant sérier et ordonner les problèmes. En sacrifiant les intérêts de sa classe à ceux de son pays, il contribua à l'apaisement intérieur et à l'union des esprits si nécessaire dans les heures graves. Car, avec son tempérament passionné et impulsif, il aurait pu singulièrement augmenter le trouble de la situation intérieure, s'il avait mené contre les projets de réformes une lutte vive et acerbe.

M. Marghiloman, au contraire, pour évincer ses rivaux et devenir le chef du parti conservateur, exploita le mécontentement des propriétaires-ruraux, dont les intérêts devaient être lésés par la réforme agraire, et prit position pour une neutralité favorable aux Allemands. Les mesures de M. Bratiano, interdiction de

l'exportation des céréales en Allemagne, taxes considérables sur l'exportation du pétrole et de l'essence, trouvèrent en lui un critique acharné et un adversaire implacable. Ces mesures lésaient en première ligne sa clientèle politique de gros propriétaires ruraux et les grandes exploitations pétrolifères: il renforçait donc, par son opposition, sa situation politique, et se trouvait malgré lui poussé vers une politique germanophile. Malgré lui — car personne peut être moins que lui n'était, par ses penchants, porté vers le germanisme. Comme tous les Roumains de sa classe et de sa génération, il fait ses études en France; sa tenue et ses manières sont d'un parfait gentleman anglais, et son anglomanie d'ailleurs est notoire. Il ne connaît l'Allemagne et la culture germanique que de loin et indirectement. Mais il est un passionné des courses ; son écurie est fameuse dans le pays et à l'étranger, et ses couleurs ont souvent triomphé. Il a trop considéré la politique, l'intérieure et surtout l'extérieure, en amateur de courses. Dans la course à la victoire et à la liberté qu'est la guerre mondiale actuelle, il a cru que c'était le cheval germanique qui devait gagner: les précédents l'indiquaient. Aussi, sans plus consulter ses sympathies personnelles et ses affections, pourtant acquises à la France et à l'Angleterre, il a joué sur lui. Les obstacles qu'il a tâché de mettre à la politique ententophile de M. Bratiano ont été très nombreux et souvent très difficiles à surmonter (1).

Sous la pression de M. Marghiloman et des grands propriétaires, dont les récoltes étaient immobilisées par l'interdiction des exportations en Allemagne et en Autriche, le gouvernement de M. Bratiano dut céder aux empires du Centre et conclure avec eux un contrat pour 50.000 vagons de céréales. Ce contrat, qui facilitait à la Roumanie l'acquisition des produits industriels allemands dont elle avait un si instant besoin, fut mal interprété et âprement critiqué dans les pays de l'Entente. Pour parer à la situation et nous ve-

(1) D'ailleurs son attitude, ces derniers temps, est devenue quasi-criminelle contre la patrie et la dynastie.

nir en aide, la Grande-Bretagne passa à son tour un contrat avec le gouvernement roumain, pour 80.000 vagons de blé, livrables six mois après la conclusion de la paix. M. Marghiloman alors se dressa pour se faire l'écho des reproches germaniques. Son attitude et son action, d'accord avec celle des grands propriétaires ruraux qui ne trouvaient plus pour une troisième récolte de place dans les greniers improvisés, imposèrent au gouvernement un nouveau contrat avec les Centraux. M. Bratiano consentit à ce nouveau marché pour éviter un conflit prématuré avec les Allemands, qui devenaient chaque jour plus exigeants et plus menaçants. Conclu presque à la veille de l'intervention roumaine, non sans provoquer d'amères critiques dans les pays de l'Entente, ce dernier contrat n'eut plus le temps d'être mis à exécution.

Lorsque, profitant de ce que les Autrichiens, pour préparer leur attaque contre la Serbie, avaient amené des troupes près de la frontière roumaine, M. Bratiano porta les régiments roumains près de la frontière hongroise, en vue de faire une démonstration contre le projet austro-allemand, il se trouva aux prises avec des difficultés des plus graves, que les partisans de la politique allemande en Roumanie, tels que MM. Marghiloman et Carp, ne manquaient pas de souligner et de compliquer à plaisir. Plus d'une fois, des actes du gouvernement, qui devaient rester ignorés de l'Allemagne, lui furent révélés par les critiques de l'opposition, de M. Marghiloman et de ses partisans.

Pendant qu'il avait à lutter avec ces difficultés, suscitées par les partisans de la politique allemande, le gouvernement de M. Bratiano n'était pas plus heureux avec les amis de l'Entente, avec lesquels, cependant, il eût dû être d'accord, aussi bien dans les questions intérieures que dans la politique extérieure.

Impatients, avec la grande majorité des Roumains, de voir la Roumanie engagée aux côtés des Alliés, affranchis des responsabilités du pouvoir et ainsi complètement libres de leur action, MM. T. Jonesco et Filipesco et leurs nombreux amis allèrent fréquemment

jusqu'à accuser le gouvernement de M. Bratiano de tergiverser ou de suivre une politique favorable à l'Allemagne. Souvent même, ils purent faire croire aux Alliés que l'Entente n'avait pas en M. Bratiano un ami sincère : opinion, on l'a vu depuis, fort éloignée de la vérité, mais qui ne facilitait guère la tâche extrêmement délicate du gouvernement roumain. Il est vrai que, par contre, ces accusations contribuaient à endormir les soupçons de l'Allemagne, sans cesse tenus en éveil par les germanophiles de Roumanie. Mais elles n'étaient pas, en fin de compte, sans nuire aux intérêts roumains, à la fois dans l'opinion française et dans l'opinion roumaine, peu renseignée sur la politique qui engageait formellement le gouvernement du côté des Alliés. M. T. Jonesco fut, avec M. Filipesco, l'âme des différentes organisations qui surgirent pour prêcher l'intervention et pour combattre la propagande allemande. A chaque événement politique ou militaire de quelque importance, les ligues et fédérations nationales convoquaient le public à des réunions retentissantes où le gouvernement était bafoué et pris à partie. Lors de l'intervention italienne, de la prise de Lemberg, de l'attaque et de l'écrasement de la Serbie, l'action des interventionnistes roumains fut d'une énergie embarrassante. Sans doute, elle mettait en échec la propagande allemande qui se faisait sentir surtout parmi les classes ouvrières, travaillées par les idées pacifistes de Racowski, et elle contribuait aussi à tenir en éveil le sentiment national et à le préserver de l'influence corruptrice de l'Allemagne : celle-ci, en même temps que par une presse créée ou achetée *ad hoc,* s'exerçait par la tentation des affaires, trop fructueuses pour les Roumains, que les Allemands, contraints par leur situation économique, concluaient dans le pays. Mais, bienfaisante si elle s'était bornée à ce rôle utile, l'action interventionniste allait souvent au-delà, et devenait alors nuisible. Car tout en provoquant les soupçons des Allemands, elle semait dans les pays de l'Entente le germe du doute. Tandis que l'Allemagne reprochait à M. Bratiano d'avoir transporté des régiments rou-

mains sur la frontière autrichienne, l'opposition roumaine et l'opinion publique des Alliés ne voulaient ni tenir compte de ce fait, ni remarquer que, sur la frontière russe, il n'y avait pas un soldat roumain et pas une tranchée roumaine. Toutes les apparentes concessions faites aux Allemands, visaient à leur faire accepter cette singulière forme de la neutralité roumaine. Lorsque nos interventionnistes d'opposition demandaient au gouvernement de rompre avec les Empires centraux, ils n'avaient pas examiné tous les éléments d'une situation qui pourtant ne leur était ni inconnue ni indéchiffrable dans sa complexité.

Peut-être était-ce par l'effet du caractère et du tempérament des chefs de l'opposition. M. Filipesco était un tempérament brusque et emporté, M. T. Jonesco une intelligence brillante, toute de finesse et de nuances, servie par un talent oratoire sans égal et par un art suprême d'avocat. Dans leur collaboration, M. Filipesco fournissait le thème, le fond du débat, et M. T. Jonesco apportait les arguments. L'intervention à tout prix, sans considération du lieu, du temps, et des moyens, était devenue son idée dominante. L'une des plus libres intelligences roumaines, le chef actuel du parti conservateur se distingue de M. Bratiano et de M. Filipesco en ce que, moins qu'eux, il se sent lié aux intérêts égoïstes de sa race. Sa mentalité a une souplesse notoire; un certain désintéressement intellectuel le rendent plus maniable que bien d'autres.

C'est là le fond de la différence entre les deux hommes d'État qui conduisent aujourd'hui la Roumanie, et c'est pourquoi l'intervention italienne, qui suffisait à l'un pour vouloir que la Roumanie entrât aussitôt dans la guerre, paraissait à l'autre insuffisante encore, aussi longtemps que les conditions et les buts de l'intervention roumaine n'étaient pas clairement établis et garantis par les puissances alliées. Et si, lors de la campagne bulgaro-allemande qui écrasa la Serbie, M. Bratiano crut faire assez de placer les troupes roumaines sur la frontière hongroise pour immobiliser une partie

des troupes autrichiennes, M. T. Jonesco aurait voulu déclarer immédiatement la guerre à l'Allemagne, malgré l'échec récent des Russes, l'évacuation de toute la Pologne, de la Bukovine et de presque toute la Galicie, leur recul de plus de mille kilomètres, la perte de leur artillerie et de leurs armements. A ce moment, l'action que la Roumanie aurait dû engager eût été une action séparée, coupée comme elle l'était de tout contact avec les armées russes: or, M. Bratiano avait toujours tenu à éviter semblable situation, car il n'avait jamais cru son pays en état de lutter seul contre les Empires centraux. M. T. Jonesco oubliait encore que les Alliés manquaient eux-mêmes de canons et surtout d'artillerie lourde et que donc, même s'ils l'avaient voulu, ils n'auraient pu en procurer aux Roumains.

V

L'intervention roumaine

Lorsque la situation militaire des Alliés fut modifiée de telle manière que, raisonnablement, les circonstances parurent propices à l'action de la Roumanie, le roi Ferdinand et M. Bratiano n'hésitèrent pas un moment à prendre devant le pays et devant la race roumaine la responsabilité de déclarer la guerre. Le résultat encourageant de l'offensive de Brusilov rétablissait le contact de l'armée roumaine avec l'armée russe: une action commune avec la Russie devenait donc possible, et la Roumanie n'était plus isolée. Les progrès de leurs industries de guerre permettaient à la France et à l'Angleterre de procurer à l'armée roumaine le matériel qui lui était indispensable: déjà des trains de munitions et d'armements commençaient à arriver par la voie de la Russie. Enfin les négociations diplomatiques aboutissaient. De même qu'elle avait longtemps hésité avec l'Italie, la Russie avait fort tardé avant de reconnaître indispensable l'intervention roumaine. Le gouvernement du tsar, qui avait son arrière-pensée, croyait pouvoir s'en passer: c'est pour-

quoi il refusait d'admettre les justes revendications de la Roumanie sur le Banat et sur la Bukovine. Pour le Banat, il objectait qu'on ne pouvait pas sacrifier les intérêts des Serbes qui habitent la partie occidentale de ce pays, ni livrer aux Roumains la rive du Danube qui fait face à Belgrade et mettre ainsi la capitale serbe sous une constante menace roumaine. En Bukovine, pays roumain ravi par l'Autriche, la Russie alléguait l'existence d'un élément ruthène assez important. M. Bratiano savait parfaitement que c'étaient là des prétextes, comme il vient d'être avéré par la publication de la note Polivanov. Aux Serbes du Banat, il voulait faire un traitement d'amis. Quant à la menace roumaine contre Belgrade, les Serbes et les Roumains, voisins depuis tant de siècles, n'ont jamais été en guerre: est-ce dans l'avenir, serrés de près, comme ils le seront, par leurs ennemis communs, les Magyars et les Bulgares, qu'ils songeraient à se combattre ou même à se menacer?

Dans les premiers jours d'août 1916, Sturmer et le gouvernement tsariste, malgré les succès de Brusilov, changèrent d'avis et commencèrent à trouver l'intervention roumaine indispensable et même urgente. Les objections qu'ils avaient jusque-là opposées aux revendications roumaines dans le Banat et la Bukovine disparurent comme par enchantement. La convention qui reconnaissait à la Roumanie tous les territoires revendiqués par elle fut signée par le gouvernement russe, approuvée et contresignée par les autres Alliés.

Immédiatement après, un Conseil de la couronne fut convoqué à Bucarest pour prendre la décision finale qui s'imposait. Dans ce conseil, le roi Ferdinand eut une attitude admirable, que les Roumains n'oublieront jamais. Conscient de la grande responsabilité qu'il assumait, — car nul mieux que lui n'était à même de connaître la formidable puissance militaire de l'Allemagne et toutes les forces de résistance et d'attaque dont elle disposait encore; loin de les lui cacher, on les lui montrait même avec ostentation — le roi tra-

versa alors le moment le plus pénible de la vie d'un homme, celui où il déchire le réseau des mille liens immatériels qui l'attachent à son pays d'origine pour tourner les armes contre son ancienne patrie. Il subit l'épreuve noblement et vaillamment. Le devoir catégorique que lui imposait l'avenir du peuple dont il conduisait les destins, il l'accepta et l'accomplit avec un courage qui paraît plus grand encore en regard du cynisme de son impérial parent de Berlin, violateur des traités internationaux et oppresseur des droits des peuples. Dans la personnalité du roi Ferdinand, on rencontre, outre les incontestables qualités des Hohenzollern, certains aspects moraux qui manquent complètement dans la branche impériale et dont il est sans doute redevable à l'hérédité française qui a fortement nuancé son caractère germanique. La loyauté, la noble franchise, le courage rehaussé par une bonne grâce et une bonté d'âme dont l'empreinte se lit facilement sur son visage, sont les traits de ce roi héroïque, martyr pour son peuple.

Sans aucune réserve et sans hésitation, il se mit à la tête de son armée et engagea le grand duel, la lutte inégale de son petit pays adoptif avec le grand pays de ses ancêtres. Il savait bien que les troupes austro-hongroises n'étaient qu'un rideau — encore qu'assez épais — derrière lequel s'accumulaient les divisions de Falkenhayn, avec les formidables ressources militaires, artillerie lourde, mitrailleuses, automobiles blindées et autres, qui, précisément, nous faisaient défaut.

Pendant un mois, l'armée roumaine réussit non seulement à couvrir une frontière de 1.600 kilomètres, plus longue même que le long front russe, mais à franchir les défilés des Carpathes, solidement fortifiés et défendus par des troupes qui, moins nombreuses que les nôtres, étaient d'autant mieux armées. Au prix de durs sacrifices, dans les gorges et les vallées des Carpathes, l'armée roumaine s'empara en moins d'un mois presque du tiers de la Transylvanie, malgré la défense obstinée des troupes austro-hongroises, assez nombreuses même pour se permettre de temps en temps

certains retours offensifs et de vigoureuses contre-attaques. On voulait au plus vite raccourcir le front septentrional, en substituant à l'angle que forment les Carpathes la ligne droite qui en est l'hypoténuse.

Malheureusement, l'action de l'armée roumaine resta presque isolée. L'offensive de Brusilov avait cessé à la veille de la déclaration de guerre de la Roumanie. Le front de Salonique, lourdement éprouvé par les maladies, ne fit qu'un simulacre d'offensive, qui cessa bientôt. Sur le front occidental et dans les Alpes italiennes, des offensives partielles furent également de courte durée. Les Allemands purent ainsi constituer une réserve stratégique, forte de vingt divisions, qu'ils lancèrent contre l'armée roumaine.

Le premier coup fut porté par Mackensen, au sud, dans la Dobroudja. La prise de Turtucaïa et de Silistrie marqua le commencement de nos revers. La Russie, prisonnière de son illusion bulgare, n'avait consenti, malgré les instances de M. Bratiano, qu'à envoyer deux divisions et insuffisamment armées. Les Bulgaro-Allemands n'ayant rien à craindre sur le front de Salonique, purent lancer de gros effectifs contre le front russo-roumain de Dobrodgea, et le rompre. Le commandement roumain dut prendre quelques divisions sur le front transylvain pour les porter au secours de l'armée de Dobrodgea. A peine leur déplacement signalé, Falkenhayn s'empressa de lancer ses divisions fraîches, massées en Transylvanie, contre les forces roumaines de Petroshani. Les différents secteurs de ce front furent attaqués l'un après l'autre, avec le gros des forces germaniques, formidablement outillées. Surprises et accablées par la supériorité du nombre et de l'armement, les troupes roumaines reculèrent avec de grosses pertes d'hommes et de matériel.

Nous ne ferons pas ici l'historique de la défaite roumaine. Rappelons seulement que, malgré toutes les pertes subies, l'infériorité de son armement et de ses moyens techniques, l'armée roumaine, pendant deux longs mois, s'accrocha aux montagnes, aux défilés des Carpathes, et résista aux assauts furieux des meilleu-

res troupes bavaroises et prussiennes. En même temps, elle infligea aux troupes de Mackensen, en Dobrodgea, des échecs sanglants, et plus d'une fois les fit reculer. Mais, après ces deux mois de combats acharnés, épuisés par la fatigue, accablés par le nombre, les régiments roumains qui, depuis trois mois, ne connaissaient ni la relève ni le repos, furent débordés. Le front étant trop long, l'ennemi trouvait toujours des endroits par où s'infiltrer. Une brèche fut faite dans le secteur de Tirgu-Jiului, seul endroit où la résistance roumaine fut brisée, malgré une brillante victoire remportée la veille sur les troupes bavaroises. Par cette brèche les divisions de cavalerie de Falkenhayn envahirent la plaine de la Petite-Valachie et commencèrent la poursuite de l'armée roumaine, qui se retirait vers Bucarest. Elles menaçaient de couper les lignes de retraite des troupes roumaines qui luttaient victorieusement dans les autres secteurs des Carpathes: aussi ces troupes durent-elles faire retraite pour ne pas être enveloppées. A la suite de ce succès allemand en Valachie, les troupes bulgaro-turco-allemandes de Mackensen passèrent le Danube et donnèrent la main aux troupes germano-magyares de Falkenhayn. Avec des chances alternantes, la lutte se poursuivit avant et après la chute de Bucarest. Les forces russes étant, enfin, arrivées en nombre suffisant, l'avance allemande fut ralentie et définitivement arrêtée devant Galatz et sur la ligne du Sireth.

Ainsi fut perdu en quelques mois le fruit du travail de plusieurs générations. Toute la prospérité d'un pays riche et florissant fut détruite et consumée par le feu. Un hiver d'une rigueur inouïe accentua le désastre et les calamités générales. Cependant, avec les premiers rayons du soleil printanier, et grâce au concours de la mission militaire française, l'armée roumaine se refit, se réorganisa, et un nouvel espoir l'anima pour de nouvelles luttes et pour la revanche. En juillet dernier, un commencement d'offensive lui valut une avance en profondeur de presque 20 kilomètres, quelques milliers de prisonniers, un butin considérable et la capture d'à

peu près 80 canons. Si le désastre russe en Galicie n'était pas survenu, la Valachie, ou tout au moins la région jusqu'à Bucarest, serait probablement aujourd'hui libérée. Quelques semaines plus tard, cette même armée, soutenue par les divisions russes voisines, infligea à Mackensen un nouvel échec, et l'obligea de renoncer à une offensive qu'il avait dirigée contre Marashesti avec des forces de beaucoup supérieures en nombre et en moyens techniques.

Aujourd'hui l'armée roumaine et le peuple roumain tout entier se trouvent aux prises non seulement avec les attaques menaçantes de l'ennemi, mais avec l'anarchie qui s'est déchaînée en Russie. Si cette anarchie se prolonge, les troupes roumaines risquent d'être faites prisonnières par les Germano-Bulgares ou de mourir de faim. Leur situation est la plus tragique de toute cette guerre: c'est le calvaire inévitable qui doit précéder la rédemption de toute une race; le prix dont elle paie la réalisation d'un idéal séculaire.

D. Draghicesco.

Les organisations politiques polonaises.

I

Les manifestations de la vie politique des Polonais sont fort compliquées. Rien de plus aisé que de s'y perdre et de s'en rebuter. Les impatients leur en savent mauvais gré et parlent d'anarchie, — cette anarchie fameuse qui a fait la ruine de l'ancienne République. Cet état de choses s'explique par toute une série de causes qu'il est équitable de se représenter.

Il existait en Pologne, avant les partages, de profondes divergences d'opinions, des « orientations » opposées. La Pologne, par sa situation géographique, était comme un carrefour où se heurtaient les influenes des pays voisins. De là résultait une très grande instabilité de la vie publique, aggravée par le principe de l'éligibilité des souverains. Depuis les partages, ou plutôt depuis le Congrès de Vienne, une sorte de tassement s'était produit. La guerre actuelle a ranimé à la fois toutes les anciennes tendances contradictoires. La Pologne s'est remise à tourbillonner dans une sorte de confluent du germanisme, du slavisme et de l'occidentalisme. Ce sont les conditions fondamentales de son existence, les données premières et permanentes de sa vie morale, c'est-à-dire politique. Conditions exceptionnelles, sans doute uniques, qui expliquent déjà bien des choses dans toute l'histoire du pays et dans la confusion apparente de sa vie actuelle.

La situation en Pologne est affectée et oscille quand il se produit à l'extérieur quelque grande manifestation, un message de M. Wilson, une proclamation

russe, un débat politique à la Chambre des Communes, ou au Palais-Bourbon. Mais elle se modifie aussi selon que, par exemple, en Allemagne, l'anglophobie ou la russophobie est en hausse, et en Autriche le centralisme ou le fédéralisme. La Pologne écoute les bruits de tous les Parlements, parce qu'elle sait qu'il s'agit toujours d'elle, même quand son nom n'est pas prononcé. Varsovie enregistre les variations qui se produisent à Berlin, à Vienne et à Petrograd, comme à Londres, à Washington et à Paris. Cette sensibilité n'est pas due seulement à la nervosité d'une race surmenée par le malheur, elle s'explique surtout par la multiplicité des points de contact qui existent encore elle et tous les pays qui l'entourent. La Pologne a trop d'intérêts vitaux dans tous les sens. Les Polonais voient sans cesse surgir des données nouvelles, auxquelles ils doivent rapidement s'adapter. De là des flottements continuels, des secousses, des courants contraires, qui ne permettent pas à l'opinion de revêtir les formes équilibrées et définies auxquelles nous sommes habitués.

Et puis, on ne doit pas oublier que la vie politique des Polonais manque de centre, parce que leur nation manque d'une capitale. Ils sont un peuple, non un État. A la base de tout est le fait même des partages, événement historique unique. Depuis près d'un siècle et demi, ils sont moralement écartelés, tirés en trois directions contraires. Malgré un effort prodigieux pour maintenir quand même leur unité spirituelle, ils devaient à la longue en arriver à créer des centres secondaires d'action. Ce n'était pas seulement une nécessité artificiellement imposée par la politique des copartageants, c'était une condition de leur effort national et de son efficacité. Irrédentistes ou opportunistes, ils devaient dans les deux cas, à Posen, à Varsovie et à Cracovie, approprier leurs méthodes de résistance ou de conciliation aux dangers spéciaux qui les menaçaient ou aux avantages spéciaux qu'ils escomptaient. A elle seule, cette situation rendait exceptionnellement difficile l'homogénéité de l'effort polonais. Elle devait être infiniment aggravée du jour où disparut la solidarité

des copartageants et où les Polonais se trouvèrent scindés entre les deux camps de belligérants.

Des millions de Polonais vivent en dehors des trois tronçons de leur patrie. Etablis à l'étranger, ils y subissent les influences de milieux divers. Il est difficile que leurs conceptions demeurent tout à fait semblables quand ils ont séjourné pendant des années à Odessa, à San-Francisco, à Paris, à Zurich et à Liverpool. Depuis la guerre surtout, cette dispersion rend très malaisées les communications indispensables pour la coordination des programmes et la réduction des antagonistes. L'Allemagne et l'Autriche ont tout fait non seulement pour empêcher leurs Polonais d'entrer en contact avec les compatriotes qu'ils ont au dehors, mais encore pour établir des cloisons étanches entre les divers tronçons du pays. Le résultat se devine. Les représentants d'un même parti, séparés depuis longtemps ou privés de rapports réguliers, finissent par n'être plus sur le même plan. Des dénominations identiques, héritage d'un passé récent, recouvrent des différences, et des étiquettes différentes s'appliquent à des groupes tout semblables. Les social-démocrates de Galicie sont patriotes, les social-démocrates de Russie font du bolchevisme intégral. Les démocrates de gauche, dans le Royaume, réclament la république, mais en Russie, ils ont fait confiance au Conseil d'État monarchiste, et, en Galicie, ils sont les soutiens fidèles des Habsbourgs. Les socialistes antimilitaristes des Etats-Unis vont la main dans la main avec les magnats galiciens et font campagne pour les Légions. Tout le monde se dit « indépendantiste », et tout le monde est patriote. Chacun l'est d'ailleurs à sa manière (1). Et qui oserait dire qu'il n'est pas démocrate? Mais il se trouve des démocrates purs qui s'accommodent d'une couronne, et des partis catalogués réaction-

(1) Il va de soi qu'à notre point de vue français il ne nous appartient pas d'établir à cet égard des différences entre les partis. Nous n'apprécions dans la présente étude que les *méthodes* employées pour atteindre un but commun à tous les Polonais. Est-il besoin de dire que ces méthodes nous intéressent exclusivement en tant qu'elles servent ou desservent la cause des Alliés?

naires qui réclament une Diète nationale.

Une dernière cause de complexité est le caractère relativement récent de la vie politique chez les Polonais. Elle n'avait de fondements solides qu'en Allemagne, où le danger immédiat et constant du germanisme imposait une stricte discipline nationale, et en Autriche où la collaboration aux affaires de l'État permettait aux Polonais d'atteindre un haut degré de développement parlementaire. Dans le Royaume, les associations politique étaient interdites, et les habitants ne jouissaient même pas de l'autonomie municipale. Quand la guerre a éclaté, ou plutôt quand les armées russes, en 1915, ont évacué le Royaume, il a fallu superposer hâtivement des organisations nouvelles aux formes plus ou moins rudimentaires qui existaient antérieurement. En Russie, où les évacués et émigrés volontaires affluèrent par centaines de mille, il a fallu également faire face à une situation imprévue. Enfin, la même improvisation s'imposait aux diverses colonies polonaises dispersées à travers le monde, dont le plus grand nombre n'avaient que des organisations à caractère social, religieux ou culturel. En quelques mois, des millions de Polonais qui avaient été jusque-là privés de l'exercice normal des droits nationaux et civiques ont été ainsi obligés de constituer des cadres politiques qui dans les autres pays étaient préparés depuis longtemps et qui se trouvaient exactement adaptés à leur rôle éventuel.

Doit-on s'étonner, dans ces conditions, que la vie politique des Polonais ne soit pas ordonnée, homogène et limpide?

II

Les particularités qui la caractérisent procèdent toutes de cette situation anormale. Les questions principales qui divisent l'opinion polonaise et sur lesquelles s'établissent les programmes respectifs sont les suivantes: L'intérêt national est-il de se solidariser avec les Empires centraux ou avec l'Entente? Doit-on rom-

pre définitivement avec la Russie? Doit-on accepter une collaboration provisoire avec les Austro-Allemands et entreprendre dès aujourd'hui l'organisation d'un État? Les autorités polonaises constituées à Varsovie, sous le contrôle et avec la sanction de l'occupant, peuvent-elles être considérées comme une représentation du pays? L'ensemble de la politique polonaise doit-il être subordonné aux directives du pays lui-même? Convient-il de s'associer à l'effort militaire des Alliés en constituant à l'étranger des armées polonaises?

Sur tous ces points s'accusent des divergences profondes dans les principes et la méthode. Les systèmes extrêmes, c'est-à-dire représentant un corps de doctrine tout à fait net, se ramènent à trois types purs: neutralistes, ententophiles intégraux, austro-germanophiles intégraux.

Les doctrinaires du neutralisme sont en nombre infime. Ce sont les social-démocrates internationalistes du Royaume et de Russie, qui subissent depuis longtemps l'influence des théories allemandes et qui, en dernier lieu, ont noué d'étroits rapports avec les bolcheviki. Ils veulent poursuivre exclusivement une politique de classe et affectent d'être complètement indifférents à la question polonaise en tant que question nationale. Le problème, selon eux, ne peut être résolu, comme tous les autres, que par le triomphe du prolétariat international.

L'immense majorité des Polonais cherchent un appui dans l'un ou l'autre camp des belligérants. Ce sont d'abord les ententophiles intégraux, qui sont hors des prises des Austro-Allemands et ont les moyens d'exprimer leurs convictions sans détours. Leurs adversaires les appellent les « Maximalistes ». Ils partent de ce principe que les intérêts vitaux des Polonais sont radicalement incompatibles avec les intérêts allemands, donc aussi, étant donnée la vassalité des Habsbourgs, avec les intérêts autrichiens. Ils adhèrent avec enthousiasme aux devises des démocraties occidentales et de la République américaine, et ils pensent que

l'heure est venue de la liberté des peuples et de la réparation des partages. Ils veulent une Pologne rétablie dans sa pleine souveraineté et formée de tous les territoires nettement polonais au point de vue ethnique ou culturel, y compris les bouches de la Vistule. Ils se refusent à admettre qu'une autorité créée actuellement en Pologne, sous la surveillance directe de l'ennemi héréditaire, puisse avoir qualité d'authentique gouvernement. Le pays se trouvant dans l'impossibilité d'exprimer librement ses pensées, ils estiment que les Polonais de l'étranger, dont beaucoup d'ailleurs étaient hier encore dans leur patrie, ont le droit de parler et de prendre des initiatives en concordance avec la volonté tacite des territoires occupés. Pour aider au triomphe de la cause commune des Alliés, condition indispensable du succès des revendications nationales (1), ils travaillent à mettre toutes les forces polonaises à la disposition de l'Entente, et leur ambition est de créer une grande armée qui puisse le plus tôt possible coopérer à son action militaire.

Les foyers principaux de l'ententophilisme intégral sont en Russie, où les Polonais sont plus de deux millions, et aux États-Unis, où leur contingent dépasse le chiffre de quatre millions. En Galicie et en Pologne prussienne, une grande majorité de Polonais, sans déserter leurs devoirs de loyalisme, sont sur le même plan d'idées, en ce sens que leur programme d'indépendance et d'unification concorde avec celui des Alliés. Il en va de même pour la plupart des habitants du Royaume. Les ententophiles, à qui leurs adversaires ont donné le nom de passivistes, admettent qu'à la rigueur l'État polonais s'organise dès maintenant, mais à la condition que son gouvernement garde un caractère strictement administratif et élude tout arrangement politique, économique, ou militaire avec les Austro-Allemands qui serait de nature à engager l'avenir du pays. Pour justifier ce neutralisme, ils font principalement valoir

(1) Ils ont soin en toute occasion de marquer que la solidarité de la cause polonaise et de la caues des Alliés n'est pas une préférence sentimentale ni une conception théorique, mais un pur et simple état de fait.

que la question polonaise a été reconnue comme internationale et qu'elle ne saurait donc recevoir une solution unilatérale avant le Congrès de la paix.

L'austro-germanophilisme intégral, ou «activisme» pur, est la doctrine d'une minorité numériquement faible, mais soutenue avec vigueur, qui cherche l'appui des Empires centraux. Les germanophiles ne sont qu'une poignée d'hommes, dans le Royaume et en Pologne prussiennes. Les autres, qui sont surtout ou exclusivement austrophiles, ont leur centre en Galicie.

Les austro-germanophiles partent du principe que les intérêts de la Pologne et ceux de la Russie sont naturellement incompatibles. Ils considèrent que l'Entente n'a jamais fait à la Pologne que des promesses, et constatent que les États du Centre sont les maîtres effectifs de leur pays. Il leur paraît donc indispensable de créer tout de suite des « faits accomplis » qui s'imposeront au Congrès futur et pèseront naturellement dans la balance de ses décisions. Sur la base des Patentes impériales du 5 novembre 1916 et du 12 septembre 1917, les Polonais doivent se hâter de créer l'armature de leur État. Le pays seul a le droit de régler ses destins, et les autorités constituées en vertu des Patentes ont seules qualité pour le représenter. Embarrassés par la question des territoires polonais de Prusse et d'Autriche, ils insistent avant tout sur les intérêts du polonisme en Lituanie, en Ruthénie Blanche, en Volhynie, en Ukraine, pour détourner l'attention de la Silésie, de Posen, de Thorn et de Danzig. En général, ils désirent la fusion de la Galicie et du Royaume, auxquels serait rattachée la Lituanie avec une partie de la Ruthénie Blanche. Ce système serait incorporé à la monarchie des Habsbourgs, ou tout au moins graviterait autour des Empires centraux. Pour assurer le succès de ce plan, ils réclament la prompte organisation d'une armée; les plus avancés voudraient qu'elle combatte le plus tôt possible en liaison avec celles des Austro-Allemands, et qu'elle se fixe comme mission particulière de tracer les frontières orientales du nouvel État.

De même que l'activisme antigermanique des Polonais émigrés prend au pays la forme du passivisme, de même l'activisme austrophile ou germanophile du pays prend volontiers à l'étranger les formes discrètes du neutralisme. Ce neutralisme, professé en général par la minorité dite « démocrate » que l'on rencontre dans les différents pays de l'Entente, est tantôt l'expression d'une doctrine sincère, tantôt un moyen de dissimuler une hostilité plus ou moins vive à la cause des Alliés. Les neutralistes se plaisent à souligner les incertitudes de la politique polonaise de l'Entente, le vague de ses engagements, les mobiles égoïstes qui l'inspirent. Ses formules et ses promesses leur paraissent une garantie moins sûre pour le Congrès de la paix que la réalité des « faits accomplis ». Ils ne se bornent donc pas, comme les autres Polonais, à s'incliner devant la simple autorité morale des organes constitués dans le pays par les Austro-Allemands, ils poussent de tous leurs efforts à l'édification rapide de l'État nouveau. Leur ambition principale est d'obtenir des chancelleries alliées qu'elles reconnaissent dès maintenant l'indépendance du royaume de Pologne, c'est-à-dire *de ce qui était hier la Pologne russe:* on devine quelles pourraient être les conséquences redoutables d'un semblable acte. Ils considèrent donc comme une « usurpation » les efforts entrepris par les émigrés pour constituer une représentation régulière qui assure le contact de leur nation avec les Alliés. De même, ils combattent avec la dernière énergie l'organisation de forces armées polonaises en dehors du pays, et affirment que le facteur militaire ne saurait avoir d'influence sur le règlement prochain de la question polonaise. Ils prêchent l'inertie à l'étranger et l'action en Pologne. Sur la nature et les limites de cette action, il y a de grandes divergences selon les milieux et les individus, et les programmes se nuancent depuis l'opportunisme le plus modéré jusqu'à un activisme qui confine à l'ententophobie.

En face de ces trois doctrines tranchées, certaines formes mixtes de la pensée politique polonaise jouent

ou auront à jouer un rôle important. Les partis de gauche et d'extrême-gauche dans le Royaume et en Galicie — radicaux et socialistes — bien que fortement impressionnés par la révolution russe et instinctivement séduits par les devises démocratiques des Alliés, n'ont pas nettement pris position dans les questions de politique extérieure. Leur sympathie pour l'Entente est plus morale que politique. Avant tout, ils sont indépendantistes, et leur antigermanisme, assez mitigé au début de la guerre, s'est fort accentué et a pris la place de leur haine du tsarisme. Ils ne refusent pas par principe de participer à l'organisation d'un État polonais, et ils ont pendant plusieurs mois prêté leur appui au Conseil d'État. Mais ils répudient tout opportunisme et réclament une autorité à la fois nationale et démocratique, c'est-à-dire issue du libre suffrage de la antion. La plupart d'entre eux se sont expressément prononcés pour le régime républicain. Quant à l'organisation d'une armée, ils n'y sont pas hostiles, mais ils entendent qu'elle serve uniquement aux fins nationales et qu'elle soit soustraite à la tutelle des états-majors austro-allemands. Ce sont ces partis, étroitement surveillés par les autorités d'occupation, qui ont constitué l' « Organisation militaire polonaise », ligue secrète patronnée par le fameux général Pilsudski et depuis plusieurs mois traquée par la police allemande.

A une date toute récente s'est développée, dans le pays même, une forme d'activisme qui n'implique aucune malveillance à l'égard de l'Entente. Comme le dénouement de la guerre recule, comme les ruines de la Pologne s'accumulent, comme il devient d'une nécessité absolument vitale pour le pays exploité jusqu'aux moelles de sortir d'une situation provisoire désastreuse et indéfiniment prolongée, un certain nombre de Polonais, après avoir longtemps patienté, croient devoir utiliser les concessions que leur offre l'ennemi, pour soustraire le pays à la condition de pure et simple occupation. En accordant le minimum de gages indispensables, de façon à ne pas décourager les espérances de

Berlin et de Vienne, ils pensent pouvoir créer un régime à peu près supportable, qui permettra de prolonger l'attente sans engager l'avenir. Telle est, semble-t-il, la nature du Conseil de Régence nommé le 15 octobre et qui est entré en fonctions le 27. Un avenir très prochain nous fera connaitre les résultats de cette tactique et l'accueil que les divers partis réservent à son application.

III

Cette institution nouvelle d'un Conseil de Régence, suivie de la désignation d'un premier ministère polonais, a naturellement exercé une forte influence sur la situation politique dans le Royaume. Nous sommes dans une période de transition, où il est malaisé de fixer l'attitude définitive des partis (1). Il est néanmoins possible d'indiquer les grandes lignes de leurs programmes.

Les partis du Royaume se répartissent en trois groupes: droite, gauche, centre, auxquels il faut joindre un certain nombre de fractions indépendantes ou hésitantes.

I. Partis de droite. — On donne assez improprement le nom de « Fédération des droites » à un groupement de partis qui renferment à vrai dire une proportion notable d'éléments conservateurs et capitalistes, mais où les forces de démocratie nationaliste et de petite bourgeoise occupent une large place. D'ailleurs, contrairement au centre opportuniste, qui veut instaurer dès aujourd'hui un régime de monarchie catholique, ils n'ont cessé de déclarer qu'une Diète nationale a seule qualité pour fixer la forme de l'État nouveau. Ils ont refusé de collaborer aux travaux du Conseil d'État et représentent dans le pays l'ententophilie pure.

Les droites se sont constituées au mois d'octobre 1915 en un « Cercle des Partis » qui, après divers remaniements, comprend aujourd'hui six groupes.

(1) Cet exposé présente la situation telle qu'elle apparaissait vers le milieu de novembre 1917.

1. *Parti national-démocrate.* — Il a pour leader incontesté, dans le pays et à l'étranger, M. Roman Dmowski. Comme il ressort de ses programmes de 1897 et 1903, c'est le seul parti polonais qui ait élaboré une doctrine d'ensemble, applicable à la fois aux trois fractions de la Pologne. Aussi exprime-t-il par excellence les aspirations générales de la nation. Ses ennemis raillent son *panpolonisme*, et l'accusent d'esprit réactionnaire. En fait, il associe indissolublement les deux tendances dominantes du pays : nationalisme intégral et large esprit démocratique (1). Il est également accusé d'opportunisme, pour s'être rallié à la Russie dès les premiers jours de la guerre, empêchant ainsi une défection du Royaume qui aurait eu de désastreuses conséquences pour la cause des Alliés. La diversion russe improvisée au moment de la bataille de la Marne aurait-elle été possible avec une insurrection polonaise? Le parti national-démocrate, qui connaissait et combattait les abus du tsarisme, a eu la force, à l'heure décisive, de faire abstraction des éléments sentimentaux : dans l'intérêt suprême du pays, il a voulu voir en la Russie non pas l'oppresseur traditionnel, mais l'allié de la démocratie française ; il nous a par là rendu un service que l'histoire appréciera. Pour le discréditer, on a dénoncé encore son antisémitisme. Ce grief a été surtout un article d'exportation (2). — En réalité, la raison de l'animosité spéciale dont les nationaux-démocrates sont l'objet, et qui a réussi plus d'une fois à créer des équivoques dans les pays alliés, doit être

(1) « La nation polonaise, sans égard au partage politique, a le sentiment de son homogénéité; elle a ses intérêts généraux, distincts de ceux des autres nations. Quelque privée de l'indépendance, elle est, dans toute la force du terme, une nation politique... Le principal but, qui résulte de la situation de notre nation, est d'obtenir l'indépendance et la création d'un État polonais distinct. » (*Programme de* 1903). — « Le principe base de notre développement est le progrès intellectuel et politique qui s'opère rapidement dans nos masses populaires... Les intérêts du peuple et la cause de son progrès à tous égards coïncident aujourd'hui avec les intérêts de la nation. Dans le conflit des aspirations sociales opposées, la primauté doit donc appartenir aux intérêts des classes populaires polonaises. » (*Programme de* 1903.)

(2) Sur ce point, qui intéresse si gravement la question de la propagande antipolonaise à l'étranger, des explications définitives seraient nécessaires. L' « antisémitisme » polonais est essentiellement de caractère économique. Il est né voici une trentaine d'années, quand le tsarisme se mit à transformer systématiquement la Pologne en un désert d'Israélites russes. De là une perturbation sociale et économique d'autant plus grave que la moyenne bourgeoisie polonaise était précisément en pleine crise de croissance. Le parti national-démocrate n'a fait que traduire la réaction spontanée de la démocratie indigène. Le rétablissement d'une situation normale éliminera toute cause de malentendu.

cherchée dans la vitalité même et dans l'influence du parti qui est comme le pilier de la politique polonaise ententophile.

2. *Parti de la politique réaliste.* — Ce groupe, dont le chef moral est M. Erasme Piltz, avait jusqu'à la guerre un champ d'action sensiblement moins large. Il se proposait spécialement la tâche difficile d'obtenir un accord entre la Russie et la Pologne. Il est formé en majorité d'éléments conservateurs et terriens. Ses tendances et ses méthodes, modérées au point de vue politique et social, le mettaient en conflit avec le parti national-démocrate, mais la guerre a établi l'accord entre les deux groupes, dont beaucoup de représentants ont quitté le Royaume en 1915 afin de poursuivre en pleine liberté une politique pro-alliée.

3. *Parti polonais progressiste.* — Groupe intellectuel qui, avec une autre fraction plus avancée, a fortement subi l'influence d'un brillant sociologue et publiciste positiviste, Alexandre Swientochowski. Tendances assez semblables à celles des partis radicaux et libre-penseurs d'occident.

4. *Union de l'indépendance économique.* — Association des grands industriels du Royaume hostiles au rattachement économique à l'Europe centrale. A sa tête sont les rois de la manufacture de Lodz.

5. *Parti démocrate chrétien.* — Organisation très active et très patriote, étroitement surveillée par les Allemands. Plusieurs de ses chefs sont internés en Allemagne.

6. *Fédération nationale.* — Son influence, qui est forte, s'exerce surtout en province. Elle a énergiquement combattu dans les régions populeuses l'influence des doctrines d'indépendantisme extrémiste.

Par son crédit moral et le nombre de ses adhérents, le « Cercle des Partis » est l'arbitre de la situation en Pologne occupée. Sa réserve hostile a rendu intenable la position du Conseil d'État. Quand une combinaison nouvelle a été annoncée, il a exigé qu'aucun membre de ce Conseil ne figurât dans le Conseil de Régence. Il

a obtenu satisfaction. Certains groupes du « Cercle », tels les nationaux-démocrates, paraissent résolus à demeurer dans la réserve. D'autres, comme le parti réaliste, auquel appartenait le Régent Ostrowski, inclinent à l'activisme modéré. Mais les réalistes, dans une résolution du 28 octobre, ont fait connaître qu'ils considéraient comme « prématuré de participer au gouvernement », et que ce gouvernement devait « être composé de personnalités qualifiées par leurs aptitudes professionnelles, et étrangères à tous les partis politiques du pays. » En d'autres termes, ils persistent à jeter l'interdit sur toute autorité polonaise qui songerait à orienter politiquement le pays du côté des Empires centraux.

II. Partis de gauche. — Les éléments de gauche et d'extrême gauche se sont prêtés à l'expérience activiste, et ont eu leurs représentants au Conseil d'État. Attachés à l'indépendantisme pur, ils ont vite été rebutés par les prétentions allemandes, et par la méthode opportuniste. La révolution russe a fait le reste. A la fin de juin, ils rappelaient leurs représentants au Conseil d'État. En juillet, leur chef moral, Pilsudski, était arrêté. Depuis lors, ils se refusent à toute collaboration avec l'occupant.

Une fédération des gauches avait été créée en décembre 1915 sous le nom de « Comité Central National ». Hétéroclite, et d'ailleurs minée par les intrigues des opportunistes, elle a fini par disparaître cette année même. A sa place s'est constituée en juin dernier une « Union démocratique », qui opère par l'intermédiaire d'une « Commission d'entente des partis de gauche », et dont l'organisation laisse un certain jeu aux éléments qui la composent. Elle est nettement républicaine, et réclame la convocation d'une Diète nationale.

Le bloc des gauches comprend quatre groupes principaux :

1. *Parti polonais socialiste* (fraction de droite). — Ses origines précises remontent au Congrès de Paris de 1892. Après avoir subi une forte éclipse entre la révolution de 1905 et la guerre, il a repris un rôle im-

portant en associant les revendications nationales aux revendications de classe. Dans son treizième Congrès, en juin dernier, il a demandé une Pologne indépendante et intégralement reconstituée, avec un régime républicain comme seul moyen de garantir l'État polonais « contre l'influence que les États voisins exerceraient par l'intermédiaire d'un roi ».

2. *Parti populiste polonais.* — Il a été constitué en décembre 1915 par la fusion de trois organisations paysannes. C'est un parti de démocratie rurale avancée. Il a tenu à Varsovie, dans les premiers jours de juillet, un Congrès où il a voté des résolutions identiques aux précédentes.

3. *Parti de l'indépendance nationale.* — Il ne date que de décembre 1916, et réunit également les éléments d'organisations antérieures. Il représente la forme intellectuelle du patriotisme radical, avec des leaders comme le grand romancier Sieroszewki. D'abord très hostile à la Russie, ce qui lui valait les attentions de l'Allemagne; il a changé complètement d'attitude depuis la révolution russe et l'arrestation de Pilsudski, dont il subit fortement l'ascendant.

4. *Fédération des partis démocratiques.* — Elle existe depuis le 24 janvier dernier, et présente une physionomie analogue à celle du parti précédent. Elle réunit trois groupes antérieurs qui offraient diverses nuances de radicalisme national: Union progressiste polonaise, parti des radicaux-nationaux, groupe de l'Action Nationale.

Le processus de cristallisation des gauches, dont l'évolution normale avait été particulièrement entravée par le tsarisme, n'est visiblement pas achevé. Mais leur cohésion s'affirme de plus en plus. Elles ont toutes refusé de prendre part officiellement à la cérémonie d'installation des Régents, qui a eu lieu le 27 octobre. Elles ne veulent collaborer aux affaires publiques que si elles reçoivent préalablement satisfaction sur des points d'intérêt capital: libération de Pilsudski, suppression

de la ligne qui partage le Royaume en une zone allemande et une zone autrichienne, convocation d'une Diète.

III. Partis du centre. — Entre les droites neutralistes et les gauches qui ne voulaient travailler qu'à la réalisation d'un programme d'indépendance intégrale se sont formés de toutes pièces des groupes moyens dont il faut chercher l'origine principalement du côté des opportunistes galiciens.

1. Peu de temps après l'occupation du Royaume apparut une *Ligue pour la constitution de l'État polonais* ou L. P. P., qui réunissait des éléments intellectuels et bourgeois hétéroclites, liés surtout par la haine de la Russie. A sa tête se trouvait un député à la Douma, Michel Lempicki. Elle entretenait d'étroits rapports avec le grand comité austrophile de Cracovie, dont il sera question plus loin. Elle devait être le principal soutien du Conseil d'État institué en janvier dernier.

2. Pour étendre son influence, la L. P. P. constitua des groupements artificiels qui n'étaient guère que des filiales. Un certain Mlynarski, austrophile galicien, très actif, vint fonder à Varsovie, en janvier 1917, un *Parti de la démocratie polonaise* destiné à disputer la petite bourgeoisie aux influences des droites et des gauches. Il utilisa d'ailleurs à cet effet des éléments de groupes déjà existants.

3. Le mois suivant, sous des influences analogues, et pour agir sur le prolétariat rural, fut lancée une *Fédération populiste* à caractère catholique très accusé.

4. Enfin il existait sous le nom de *Parti national* un groupe composé de certains éléments de noblesse terrienne, qui s'était détaché en octobre 1916 de la Fédération des Droites, avec l'ambition de jouer un rôle d'équilibre. La masse du parti hésitait, mais plusieurs de ses leaders, comme le comte Ronikier, s'orientaient de plus en plus nettement vers l'activisme.

En mai, la L. P. P., le Parti de la démocratie nationale, la Fédération populiste, et une fraction du Parti national ont constitué un bloc qui a reçu le nom

de « Centre national ». La présidence de la section exécutive a été donnée au prince Alexandre Drucki-Lubecki, et la vice-présidence au comte Ronikier. Sous l'influence de ses chefs, le Centre national s'est rapidement prononcé pour l'activisme intégral, en inspirant au Conseil d'État une politique qui ne devait pas tarder à le jeter dans un discrédit complet. A la fin de juillet, la L. P. P. alarmée par ces tendances extrémistes, a rappelé ses délégués au comité du Centre national. Une partie des membres de la L. P. P., à leur tête Lempicki, ont démissionné pour se rallier au Centre national, en prenant le nom de « Groupe activiste ». Le Centre a décidé de soutenir le Conseil de Régence, mais à la condition qu'il mette sur pied sans délai, une armée destinée à combattre la Russie.

IV. Fractions diverses. — Plusieurs groupes doivent être mentionnés à part, soit parce qu'ils se réservent systématiquement, soit parce qu'ils hésitent dans leur tactique.

1. Le *Bloc national* est une organisation récente, formée par un certain nombre de personnalités indépendantes qui, jusqu'au milieu de cette année, gardaient une attitude expectante devant les expériences d'activisme. En juillet, le Bloc s'est prononcé formellement contre le Conseil d'État et s'est rapproché de la Fédération des Droites. A ce groupe appartenait le prince Zdzislaw Lubomirski, bourgmestre de Varsovie, avant d'accepter la dignité de Régent.

2. *L'Union nationale ouvrière* est la rivale des socialistes, dont elle partage les convictions patriotiques, mais dont elle combat certaines théories sociales. Elle ne veut être ni russophile, ni austrophile, ni germanophile. De là ses flottements. En août, elle sommait son représentant au Conseil d'État de démissionner, mais en septembre elle adhérait à la politique du centre, ce qui a d'ailleurs provoqué un affaiblissement considérable du parti.

3. Le *Club des partisans de l'État polonais* ou K. P. R., date de juillet 1916. Studnicki en est l'un des

représentants. Sa germanophilie affichée l'a complètement discrédité.

4. Le *Parti polonais socialiste* (fraction de gauche), est internationaliste et pacifiste. Son rôle est médiocre.

5. Le *Parti social-démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie* est également internationaliste et pacifiste. Il combat aussi âprement la « bourgeoisie polonaise » que l'administration austro-allemande. Stimulé par la révolution russe, il a essayé d'agir, mais ses tentatives ont été violemment réprimées. Le nombre de ses adeptes est faible. Il subit fortement l'influence du prolétariat israélite.

Si l'on fait abstraction des éléments extrémistes, on voit qu'entre les deux masses compactes des droites et des gauches, dans le Royaume, s'étend une zone mouvante de partis, qui se composent et se décomposent, cherchant l'équilibre qui leur manque. Là est le facteur inconnu dans l'avenir politique immédiat. On saisit une tendance manifeste à éliminer les formes excessives de l'activisme pour constituer une large organisation d'activisme modéré. C'est sur ce terrain que semble devoir se placer une *Ligue de la Politique nationale* dont la fondation était, vers le milieu de novembre, annoncée comme prochaine. Elle comprendrait la L. P. P., l'Union nationale polonaise, et le gros du Parti national.

IV

Lorsque la guerre a éclaté, le gouvernement de Vienne était assuré d'une majorité loyaliste dans la représentation parlementaire des Polonais d'Autriche. Les conservateurs dominaient, appuyés surtout par les démocrates cracoviens. Sur la base d'une haine commune de la Russie, il se fit un rapprochement entre ces éléments opportunistes et les éléments de radicalisme national. Ainsi naquit en août 1914 une fédération qui prit le nom de « Conseil national suprême » (N. K. N.). Le N. K. N. a été le grand centre de l'activisme austrophile en Pologne et à l'étranger.

Son plan était d'obtenir la fusion de la Galicie et du Royaume. Les excès de l'opportunisme pratiqué par ses dirigeants, les désillusions éprouvées du côté de l'Allemagne et de l'Autriche, les déclarations des Alliés, la révolution russe enfin, ont profondément bouleversé l'opinion galicienne. En mai dernier, une crise très grave a éclaté au sein du *Kolo,* ou club des députés polonais au Reichsrat. Son président, le conservateur Bilinski, a dû se retirer. Le 16 du même mois, une majorité nouvelle surgissait, et passait à l'opposition contre le cabinet de Vienne. Le 28, elle adoptait des résolutions fameuses, affirmation éclatante de « maximalisme » ; elle y demandait une Pologne indépendante, formée des trois tronçons et ayant un débouché maritime naturel. En octobre, le N. K. N. a disparu.

Le porte-paroles ordinaire de la nouvelle majorité nationale devant le Reichsrat est l'ancien ministre Glombinski, député national-démocrate. Cette majorité ne peut pas s'accuser officiellement avec sa force véritable, pour la raison que la représentation parlementaire polonaise est issue d'élections antérieures à la guerre, et qu'elle est loin de traduire exactement, par le rapport numérique des groupes, l'état nouveau de l'opinion. L'expression de la volonté nationale est également faussée par l'existence d'une Chambre des Seigneurs où la couronne, encore tout dernièrement, a fait entre des Polonais de son choix.

Avec le concours des droites du Royaume, les groupes patriotes et indépendantistes de Galicie ont constitué, en juillet dernier, sur le modèle du Cercle des partis de Varsovie, une *Union des Partis.* Elle comprend :

1° Le *Parti national-démocrate,* identique à celui du Royaume ;

2° le puissant *Parti populiste,* dont les vingt députés au *Kolo* représentent les intérêts de la clause rurale ;

3° la *Fédération nationale,* formée dans les premiers jours de juillet par un grand nombre de savants, artistes et professeurs d'Universités, auxquels se sont joints des conservateurs de la Galicie orientale ;

4° l'*Union de l'indépendance économique*, créée également en juillet dernier, avec le concours des représentants de la grande industrie du Royaume;

5° deux députés de la Silésie autrichienne

Ne font pas partie de l'Union des partis, mais sont de la majorité nationale quelques groupes secondaires comme le *Parti populiste paysan*, présidé par Stapinski, le *Parti populiste catholique* créé en octobre et présidé par le député Potoczek, la *Ligue pour l'indépendance de la Pologne*, fraction de démocratie radicale, présidée par Hippolyte Sliwinski.

Le *parti social-démocrate de Galicie et de Silésie*, qui est très actif et très vivant, avait adopté dès le début de la guerre une attitude de radicalisme national, et encouragé de tout son pouvoir l'entreprise des Légions. Son austrophilie, due à la fois à sa russophobie et à des considérations de tactique, est aujourd'hui fort éclipsée par sa haine de l'Allemagne. Quoiqu'ils aient bruyamment abandonné le N. K. N., qu'ils combattent avec une franchise redoutable la minorité opportuniste, et qu'ils aient voté avec enthousiasme les résolutions du 28 mai, les social-démocrates ne veulent pas s'engager dans un pacte formel avec la majorité nationale, et cela surtout à cause d'anciennes querelles de partis. Tout en soutenant la majorité dans les questions d'intérêt national général, ils essaient de pratiquer une politique de bascule au bénéfice de leur doctrine. Il en résulte de continuels à-coups dans la situation, d'autant plus que leur attitude en face de l'Autriche est mal définie. Leur leader, Ignace Daszynski, est un modéré, mais les tendances radicales ont dans le parti des représentants énergiques.

Deux fractions constituent en Galicie la minorité opportuniste: les conservateurs, qui disposent de dix-huit mandats au *Kolo*, et les démocrates, qui en ont treize. En octobre, elles ont créé une organisation nouvelle destinée à poursuivre l'œuvre du N. K. N. liquidé, en faisant appel au concours de tous les éléments « modérés » contre ce que le manifeste de l'organisation

appelle le « maximalisme stérile ». Cette organisation qui porte le nom de *Groupe de l'Action Nationale*, a de très forts appuis à Vienne et dispose de grandes ressources financières. Elle se propose de rétablir les traditions de loyalisme du *Kolo* à l'égard du gouvernement, et de combattre le programme de politique générale formulé par les résolutions de Cracovie du 28 mai.

Le *Parti conservateur* comprend lui-même plusieurs fractions: parti conservateur cracovien ou *Droite nationale*, actuellement présidé par le comte Zdzislaw Tarnowski, *Centristes, Conservateurs de Galicie orientale*. Son homogénéité, d'ailleurs toute relative, a été fortement menacée au moment de la crise du *Kolo*. Elle s'est à peu près reconstituée depuis que la révolution russe a pris une forme anarchique, mais un certain antagonisme persiste entre les conservateurs de la Galicie occidentale et ceux de la Galicie orientale. Plusieurs conservateurs, dans ces derniers mois, ont passé à des groupes nationalistes.

Le *Parti démocrate* réunit des éléments bourgeois, intellectuels et israélites. Il a pour chef le docteur Leo, bourgmestre de Cracovie. Son attitude est souvent indécise. Deux tendances s'y combattent, l'une modérée, l'autre avancée. Dans la plupart des cas, il obéit aux suggestions de la Droite nationale.

V

En Pologne prussienne, la situation est simple. Les organisations politiques y ont une densité remarquable. La menace quotidienne et systématique du germanisme soumet les théories à la rude épreuve des faits. On rencontre peu de socialistes. L'activité politique est canalisée dans quelques organisations très disciplinées, dont les principales sont le *Conseil national* et le *Comité électoral central*.

Perpétuellement avivé par la lutte, le patriotisme polonais est admirablement résistant en Pologne prus-

sienne, et l'immense majorité adhère aux organisations patriotes antiallemandes. Ici encore, comme dans le Royaume et en Galicie, c'est le *Parti national-démocrate* qui a le rôle de protagoniste, et c'est lui qui inspire la politique officielle des Polonais au Reichstag et dans les deux Chambres prussiennes.

Il est appuyé dans son action par les intellectuels et le jeune clergé patriote, par les masses laborieuses de la ville et des champs, et par un certain nombre des aristocrates conservateurs groupés dans le *Club des propriétaires fonciers*. De même, il est soutenu par l'importante organisation de terriens connue sous le nom de *Centre polonais*. Le Centre polonais a des tendances sociales plus modérées, mais il souscrit sans réserves au programme national de la majorité. En toute occasion, les leaders de cette majorité, comme Ladislas Seyda, Trompczynski, Korfanty, affirment au Reichstag ou à la Diète de Prusse les droits imprescriptibles des peuples et le principe des nationalités. L'irrédentisme des provinces dont ils sont les interprètes s'est attesté le 15 octobre dans les grandioses cérémonies en l'honneur de Kosciuzko.

Les tendances opportunistes sont déjà anciennes en Pologne prussienne. Elles ont eu leur belle époque après Bismarck, au temps du chancelier Caprivi. Jamais d'ailleurs elles n'ont été populaires. La politique de Bülow semblait les avoir définitivement déconsidérées, mais l'Allemagne, en créant un « État polonais », avait un intérêt si essentiel à affermir sa domination en Pologne prussienne qu'elle a appliqué tous ses efforts à y ranimer l'opportunisme. Elle a essayé d'utiliser le catholicisme comme moyen d'action. Après une patiente préparation d'intrigues et de publicité, un parti d'opportunisme catholique a été constitué en janvier dernier. C'est le *Groupe de l'Action Nationale*, dont l'organe officiel est la *Gazeta Narodowa* de Posen. Il comprend un certain nombre d'aristocrates appartenant au Club des propriétaires fonciers. Il soutient les « activistes » de Varsovie. Un type caractérisé de ces ralliés est fourni par le prince Xavier Drucki-Lubecki,

ruiné par le jeu, puis marié à une riche bourgeoise allemande, et récemment nommé par le Kaiser membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse. Malgré ses ressources financières, le Groupe de l'Action Nationale demeure sans crédit. Le grand agent de publicité du catholicisme rallié, un nommé Napieralski, jouit du mépris général.

VI

Avant la guerre, la politique polonaise officielle en Russie était représentée par les députés du Royaume et par ceux de Lituanie et de Ruthénie à la Douma et au Conseil d'Empire. Il y avait ainsi quatre clubs ou *Kolos* distincts, mais qui agissaient solidairement et qui pratiquaient en commun une opposition modérée au gouvernement. Dès le commencement des hostilités, un autre organe fut créé à Varsovie, le *Comité national*, qui comprenait, outre les membres des *Kolos*, un certain nombre de personnalités politiques favorables à la cause des Alliés.

En dehors de ces organisations, une partie des Polonais de Russie poursuivaient une activité politique clandestine. Groupés en organisations politiques plus ou moins lâches, les uns étaient des intellectuels radicaux, qui s'appelaient indépendantistes, les autres, fortement influencés par l'Internationale, entretenaient d'étroits rapports avec le prolétariat révolutionnaire de Russie.

Jusqu'aux premiers mois de cette année, les doctrinaires indépendantistes et socialistes attaquaient en toute occasion, comme réactionnaires et opportunistes, les représentants polonais chargés de la tâche ingrate de défendre les intérêts de la cause nationale auprès du tsarisme et de Sturmer. Néanmoins, l'antagonisme des deux camps était fortement atténué dans ses manifestations extérieures par la censure russe. Les actes austro-allemands du 5 novembre 1916 qui instituaient un État polonais mirent en grande effervescence les par-

tis de gauche. Mécontents de l'inertie du gouvernement russe et des Alliés, ils manifestèrent en termes prudents leurs sympathies pour l'expérience entreprise au pays par les opportunistes. La révolution russe, en permettant la libre expression des opinions, vint accuser en plein les divergences d'opinions, et une lutte violente commença immédiatement. En quelques semaines, d'innombrables organisations politiques surgirent sur tous les points de la Russie. En voici, sommairement caractérisés, les groupes principaux.

Ils se distribuent naturellement en deux grandes catégories, majorité nationale et minorité activiste. Deux expériences ont permis d'en déterminer approximativemnt l'importance respective. En juin, les 700.000 militaires polonais de l'armée russe ont organisé à Petrograd un Congrès général où ils ont demandé d'être constitués en unités distinctes pour conbattre les Empires centraux. Sur 350 à 400 délégués, 83 « démocrates » et « socialistes » ont refusé d'adhérer aux résolutions adoptées. En août a été convoqué à Moscou un Congrès politique auquel étaient invités tous les partis polonais sans exception. Edifiés par le précédent congrès, les démocrates et socialistes ont refusé de faire figure de minorité, et ils n'ont pas participé au congrès.

Collectivement ou séparément, les groupes de la majorité, dénoncés comme réactionnaires et imbus de tendances contre-révolutionnaires, ont maintes fois affirmé, dans leurs déclarations officielles, leurs sympathies ardentes pour la révolution russe et les formules démocratiques des Alliés. Ils représentent, avec des nuances diverses de programme, l'ententophilie intégrale. Ils travaillent principalement à obtenir l'organisation en unités distinctes des éléments polonais de l'armée russe, et ils ont à cet effet élu au mois de juin un « Comité militaire suprême ». Le Gouvernement provisoire n'a pas consenti à le reconnaître.

Les éléments principaux de la majorité sont :

1° Le *Parti national-démocrate*, dont quelques-uns des principaux leaders sont en Russie depuis deux ans;

2° *Le Parti de la politique réaliste* représenté en particulier à Petrograd par le comte Wielopolski;

3° La *Confédération des Polonais de Grande-Pologne*, créée à Moscou en juin, et qui groupe les Polonais des provinces prussiennes;

4° Le *Parti de la démocratie chrétienne*, créé à Moscou en juin, et qui correspond exactement à celui du Royaume;

5° L'*Union nationale ouvrière* qui, contrairement à l'organisation correspondante du Royaume, a adopté une attitude nettement pro-alliée, comme en témoignent les résolutions qu'elle a votées en août dans un congrès général du parti;

6° L'*Union pour l'unification et l'indépendance de la Pologne*, fondée en juin, et qui s'est formellement prononcée pour le régime républicain;

7° Le *Comité exécutif polonais de Petite-Russie*, qui a été fondé en mars pour représenter toutes les organisations polonaises d'Ukraine (il a tenu en juin un congrès où sont venus 557 délégués; une minorité de gauche, représentée par 52 délégués, s'est retirée au cours des débats).

Sur l'initiative de la majorité, un congrès général et solennel de tous les partis polonais de Russie a siégé à Moscou du 3 au 9 août. Il a élu un *Conseil polonais de l'union des partis*, présidé par Stanislas Wojciechowski, ancien membre du Parti socialiste polonais.

Un nombre réduit de Polonais, dont la plupart appartiennent à l'élément polonais stable de Russie et ont par là même perdu contact avec la Pologne, n'ont pas voulu se solidariser avec les organisations ententophiles. Ils portent le nom d' « indépendantistes » et de « démocrates ». Leurs adversaires les appellent aussi quelquefois « novembristes », à cause de l'approbation qu'ils ont donnée à l'acte austro-allemand du 5 novembre 1916. L'influence de cette minorité est sérieuse, et

disproportionnée à sa force numérique. Elle le doit à ses rapports déjà anciens avec les éléments démocratiques avancés de Russie, qui lui ont permis de bénéficier directement de leur appui quand la révolution les a portés au pouvoir. Grâce à ses relations personnelles avec M. Kerenski, un avocat d'origine polonaise, M. Lednicki, établi en Russie depuis fort longtemps, membre du parti cadet jusqu'en octobre 1916, et qui a représenté la population russe à la Douma, a été nommé dès le mois de mars président d'une « Commission de liquidation des affaires polonaises » avec les prérogatives d'un ministre. « Démocrate », la minorité a approuvé la nomination d'un compatriote à une fonction officielle. « Indépendantiste », elle a accepté que cette nomination fût faite par un gouvernement étranger. M. Lednicki et ses amis ont soutenu de tout leur pouvoir le Conseil d'État monarchiste nommé par les Austro-Allemands, et ils ont essayé de le faire reconnaître par le gouvernement russe. Ils poursuivent une campagne des plus âpres contre une coopération militaire des Polonais avec les Alliés. Aux « Clubs nationaux » de la majorité, ils opposent dans la plupart des localités des « Clubs démocratiques », en contact avec les organisations révolutionnaires russes.

Les groupements principaux de la minorité sont :

1° La *Fédération indépendantiste,* qui a son siège à Petrograd ;

2° Le *Parti des radicaux polonais,* qui vient de se créer en octobre, et qui ne se distingue en rien du groupe précédent ;

3° Le *Parti national-conservateur,* également créé en octobre, catholique et conservateur, champion du principe de la propriété individuelle. Il réunit des éléments polonais fixés depuis longtemps dans les confins, c'est-à-dire sur les territoires actuellement russes qui ont appartenu à la République polonaise.

4° Le *Parti de l'Action Nationale,* qui est né en Ukraine au mois de septembre. Il représente, lui aussi, certains éléments polonais des confins, et s'est soudé

avec le précédent. Il a d'abord adhéré à la majorité nationale, mais ses derniers actes le rattachent aux minoritaires.

Les « Démocrates », avec l'appui de ces deux derniers partis, ont tenu à Petrograd, du 19 au 24 octobre, un congrès général qui a constitué un *Comité démocratique suprême* de 25 membres, et un *Conseil politique* de 50 membres. La présidence du Comité démocratique suprême a été confiée à Alexandre Wienckowski.

Les tendances maximalistes et défaitistes qui animent plus ou moins certains groupes de la minorité trouvent leur pleine expression, en nuances diverses, dans les milieux du *Parti polonais socialiste*, et surtout du *Parti social-démocrate*. C'est ainsi qu'il s'est fondé à Moscou en avril une *Ligue populaire polonaise*, qui réclame l'expropriation totale de la terre, et dans la même ville, en mars, un *Club révolutionnaire polonais*, qui fait appel au prolétariat international pour abattre le miltarisme des belligérants.

VII

Les émigrés polonais des États-Unis, dont le chiffre dépasse quatre millions, ont été longtemps absorbés par le souci de leurs intérêts immédiats d'ordre matériel et moral. Unanimes dans leurs sentiments patriotiques, les organisations avaient principalement un caractère mutualiste. Les conflits étaient parfois vifs entre elles, sans prendre les formes caractérisées des luttes de partis politiques. En décembre 1912, au moment des guerres balkaniques, elles se rapprochèrent pour constituer un *Comité de Défense nationale*, destiné à recueillir un fonds commun que l'on comptait employer, dans le conflit européen prévu, à la défense de la cause polonaise.

Cependant des germes de divisions existaient. La plupart des émigrés détestaient la Russie tsariste, mais beaucoup, originaires des provinces prussiennes persé-

cutées par le gouvernement de Bülow, détestaient surtout l'Allemagne. D'autre part, certains austrophiles de Galicie essayaient d'influencer la colonie et de la rallier à leur programme. Les divergences latentes, qui s'accusaient nettement dès l'année 1912, ont été mises en pleine lumière par la guerre. En Amérique, comme ailleurs, une majorité nationale et une minorité activiste sont en présence.

Les patriotes ententophiles, répartis en un grand nombre d'organisations, se sont progressivement fédérés. En novembre 1914, ils créaient le *Comité central polonais de secours*, dont la mission officielle était de soulager la détresse des Polonais d'Europe, mais qui visait aussi à la défense de la cause polonaise. Malgré de fortes préventions contre la Russie, et malgré les devoirs de neutralité qu'il entendait respecter en terre américaine, ce Comité associait déjà tacitement la cause polonaise à celle des Alliés. Un peu composite et hésitant dans son action, il a été fortifié en août 1916 par la création d'un *Comité national*, qui s'est immédiatement mis en rapports avec les autorités américaines et les organisations pro-alliées du Continent. Dans une protestation solennelle, il a dénoncé comme « une violation du droit des gens et des droits de l'homme » les Patentes austro-allemandes du 5 novembre 1916, dans lesquelles il a vu une simple manœuvre pour obtenir le concours militaire du Royaume.

Secondée par l'action du grand artiste Paderewski, la majorité nationale prépare avec ardeur la coopération militaire des Polonais d'Amérique avec les armées alliées. Les éléments qui la constituent sont tous indubitablement démocratiques. On les trouve répartis dans des organisations soit purement nationalistes, comme la puissante *Ligue nationale polonaise*, fondée en 1880, soit catholiques, comme le non moins puissant *Conseil national polonais*, créé en juin 1913. Quantité de groupements comme la *Ligue des Sokols* et la *Ligue des Polonaises* gravitent autour de ces fédérations.

La minorité activiste représente de 5 à 8 % de la colonie. Essentiellement russophobe et austrophile, elle

n'a pas modifié son attitude depuis les messages de M. Wilson ni depuis la révolution russe.

Le *Comité de défense nationale* (K. O. N), fondé en 1912, réunissait les éléments les plus divers de l'émigration. Au bout de quelques mois, on s'aperçut que les fonds recueillis par lui étaient expédiés aux organisations socialistes et indépendantistes de Galicie. Les catholiques et les patriotes se retirèrent, ne laissant plus dans le K. N. O. que deux ou trois organisations médiocres, telles que la *Ligue des socialistes polonais* et la *Ligue de la Jeunesse*. Le K. O. N. socialiste a végété jusqu'au moment où, la guerre ayant éclaté, les austrophiles de Galicie lui ont expédié deux propagandistes des plus actifs. Avec son organe officiel, les *Wici*, et un bon nombre d'organes locaux richement dotés, il n'a cessé, tout en affirmant son indépendantisme intégral, d'attaquer les Alliés et spécialement la Russie. Il a fait en faveur des Légions galiciennes une campagne si tumultueuse, en dépit de son antimilitarisme, que les socialistes américains ont dû exclure de leurs organisations, en mars 1916, leurs camarades polonais. De même, des incidents tout à fait violents se sont, dans certaines localités, produits entre ces éléments et les habitants, lorsque les États-Unis se sont rangés aux côtés des Alliés. — En juin dernier, les « Démocrates » et « Indépendantistes » du K. O. N. ont tenu à Chicago un congrès de presse. Ils y ont décidé de créer pour toutes leurs publications un bureau unique d'informations alimenté par les austrophiles du « Comité national suprême » (N. K. N.) de Galicie, et de fournir au gouvernement des États-Unis des informations sérieuses et systématiques sur la Pologne ». Ils se sont promis encore une fois de « rester fidèles aux directives et indications fournies par les autorités publiques en formation dans le Royaume, c'est-à-dire par le Conseil d'État de Varsovie ».

VIII

Si l'on fait abstraction des variétés secondaires, on

voit que les organisations politiques des Polonais, au pays et à l'étranger, se distribuent en deux groupes. Les uns, ententophiles déterminés ou indépendantistes purs, sont hostiles à l'activisme en ce sens qu'ils n'admettent pas que les autorités polonaises établies en pays occupé et sanctionnées par les Austro-Allemands puissent être considérées comme investies des attributs de la souveraineté. C'est la doctrine professée dans le Royaume par la fédération des droites ou *Cercle des Partis*, et par la fédération des gauches ou *Union démocratique;* en Galicie par l'*Union des partis*, et par les social-démocrates ; en Posnanie, en Russie, en Amérique, par tous les groupements de majorité nationale.

Les autres sont activistes et admettent qu'un gouvernement régulier et qualifié peut être constitué au pays, ce qui a pour conséquence d'interdire toute initiative politique ou militaire à l'émigration. Cette doctrine, suivant les cas, est inspirée tantôt par une austrophilie ou même par une germanophilie avérée, tantôt par un opportunisme qui a sa source dans une défiance plus ou moins prononcée à l'égard des Alliés. Elle est soutenue, sous des formes diverses, par toutes les minorités : *Centre* du Royaume, *Groupe de l'Action nationale* en Galicie, *Groupe de l'Action nationale* en Posnanie, *Démocrates* en Russie, *Comité de Défense nationale* (K. O. N.) aux États-Unis.

Il va sans dire que ces tendances diverses sont représentées dans toutes les colonies polonaises, en Suisse, en Angleterre, en France, en Italie, en Suède, etc. C'est ainsi, par exemple, que la majorité est représentée à Paris par une *Union nationale polonaise,* organisée en juillet, et dont le programme est défendu par la revue *Polonia,* tandis que la minorité est représentée par le *Groupe de la démocratie polonaise*, fondé en mai, et dont les idées, d'ailleurs nettement francophiles, sont interprétées par plusieurs organes comme le *Glos Polski* et l'*Echo Polonais.*

Que les étrangers aient quelque peine à s'orienter en tout cela, on le conçoit aisément. Une des princi-

pales causes de confusion est le nom de « démocrates » que se sont donné la plupart des éléments minoritaires, ce qui porte à penser que leurs adversaires ne le sont pas. Abstraction faite ici du contenu des doctrines, et en ne considérant que les méthodes, on constate que cette division ne peut être maintenue. Le noyau résistant de l'activisme, on l'a vu dans les énumérations qui précèdent, est composé d'éléments conservateurs et monarchistes affichant leur catholicisme, en Galicie comme en Posnanie et dans le Royaume; les démocrates des colonies étrangères, pour des raisons de tactique, se sont solidarisés avec ces éléments, et on ne trouve derrière eux des groupes populaires un peu consistants que dans certains milieux de Russie et dans la poignée des socialistes d'Amérique. Le Centre, dans le Royaume, est pauvre en éléments ouvriers et ruraux. En revanche, que les chefs de la majorité soient ou non d'authentiques démocrates, il suffit aux Alliés de constater qu'ils ont partout derrière eux les masses de la nation, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, le petit commerce, les ouvriers et les paysans. S'il en était autrement, il y a longtemps que les entreprises austro-allemandes en Pologne auraient atteint leur but. Quoiqu'ils n'aient pas conclu de pacte formel avec les autres groupes de la majorité, les social-démocrates de Galicie et les radicaux républicains du Royaume poursuivent une politique parallèle à celle de ces groupes, et leur presse flétrit chaque jour l'esprit réactionnaire et « bourgeois » de la minorité activiste. En fait, les « démocrates » qui entrent dans cette minorité, et qui sont associés aux conservateurs, sont dans beaucoup de cas des intellectuels doctrinaires représentant assez bien le type du socialisme bourgeois.

IX

Pour atténuer les effets de leur inévitable dispersion, et aussi pour assurer la diffusion de leurs programmes respectifs, les Polonais se sont appliqués à organiser hors du pays de vastes fédérations à carac-

tère international. En raison de circonstances diverses que l'on ne peut ici énumérer, ce sont les activistes qui, les premiers, ont fait un effort sérieux en ce sens. Ils avaient un centre tout désigné, le N. K. N. ou *Comité national suprême* de Galicie.

Disposant de grandes ressources financières, le N. K. N. a publié depuis le début de la guerre une énorme quantité de tracts, brochures et ouvrages divers en toutes langues, et fondé ou subventionné un grand nombre de revues et de journaux en tous lieux. Sa préoccupation principale a été de fonder dans certaines capitales des agences qui tiennent à la fois du consulat et du bureau de presse, et qui n'ont cessé d'alimenter la presse neutre hostile à l'Entente ou encore, à l'occasion, la presse alliée mal informée de la situation. On trouve des institutions de ce genre à Berlin (avec la revue *Polnische Blaetter*), à Vienne (avec la revue *Polen*), à Budapest, à Sofia, à Constantinople, à La Haye, à Stockholm, etc. La minorité d'Amérique, comme on l'a vu, a mis sa presse en rapports réguliers avec les services d'information du N. K. N. S'il en faut croire un journal activiste de Petrograd, la *Polish Review* de Londres représente en Angleterre les intérêts de cette organisation.

Avec Stockholm, c'est la Suisse qui a été choisie par les activistes comme foyer principal de propagande internationale. Sur ce terrain, l'inspirateur de toute l'action politique a été M. Simon Askenazi, professeur à l'Université de Lwow (Lemberg). En 1914 et en 1915, un *Bureau polonais de presse* a fonctionnné à Rapperswil. Réorganisé et élargi, il est devenu l'*Agence polonaise de presse de Berne*, qui est elle-même subordonnée à la *Mission polonaise de Berne*. Le chef de cette *Mission* est un ancien élève de l'École des sciences politiques, M. Michel Rostworowski, frère du comte Adalbert Rostworowski, lequel a été à Varsovie directeur des affaires politiques de l'ex-Conseil d'État. Les organisations activistes de Suisse sont en relations avec les journaux suisses, soit anti-alliés, comme le *Bund*, soit neutres, comme la *Neue Zürcher Zeitung*.

Les opportunistes de Galicie et du Royaume attachent le plus grand prix à ce réseau d'agences. Ils ont fait maints efforts pour qu'il fût permis au Conseil d'État d'en hériter pour les transformer immédiatement en consulats: mais les Empires centraux n'ont jamais voulu concéder à « l'État polonais » le droit de se faire représenter à l'étranger. Les opportunistes n'ont pas perdu l'espoir d'obtenir satisfaction sur ce point, malgré les stipulations expresses des Patentes du 12 septembre.

Un autre essai remarquable de coordination a été fait par les éléments « démocratiques » des émigrations polonaises. L'initiative en a été prise en août dernier par les groupes de France et de Suisse. Réunis en congrès à Rapperswil, ils y ont jeté les bases d'une *Fédération démocratique polonaise à l'étranger*. La déclaration qu'ils ont votée porte la signature de M. Gasztowtt, du professeur Laskowski et du docteur Motz. Les principales dispositions sont les suivantes: « Après l'acte du 5 novembre 1916, par lequel l'Autriche et l'Allemagne ont proclamé l'indépendance du Royaume de Pologne, après sa reconnaissance par la révolution russe, comme aussi par l'Italie, la France et l'Angleterre, qui se sont sloidarisées avec les déclarations du gouvernement russe, la question de l'indépendance du Royaume de Pologne est réglée en principe... La réunion des terres polonaises dépend aujourd'hui entièrement de l'ensemble des conjonctures militaires et diplomatiques, et à aucun degré de la possession d'une armée polonaise plus ou moins forte... Actuellement la tâche essentielle dans le Royaume est de prendre possession des services publics et de convoquer une Diète le plus rapidement possible... La conséquence naturelle de la forme nouvelle qu'ont prise nos aspirations à l'indépendance et à l'unification est la proclamation par notre gouvernement de l'entière neutralité de la Pologne dans la période actuelle de la guerre ».

En vue de combattre l'influence des activistes, et surtout de leurs nombreuses organisations en Suisse, les Polonais ententophiles ont fondé, dans l'automne

de 1915, l'*Agence polonaise centrale de Lausanne*. L'initiative en a été prise par M. Erasme Piltz, leader du parti réaliste; M. Maryan Seyda, en assure la direction avec le concours de M. Etienne Natanson et de M. Jean Rozwadowski. L'Agence de Lausanne s'est donné pour tâche d'informer les gouvernements de l'Entente et la presse, d'instruire le pays lui-même des événements d'Occident, et de prendre contact avec les milieux politiques que la question polonaise intéresse. Elle a noué d'étroits rapports avec les agences polonaises de presse de Paris et de Rome et avec les organisations d'Angleterre et d'Amérique.

Après le manifeste russe proclamant l'indépendance de la Pologne, les députés polonais à la Douma ont résigné un mandat qui n'avait plus d'objet et qui perdait sa validité. De la sorte, les millions de Polonais qui vivent actuellement hors de leur pays se trouvent privés de toute représentation régulière dans les différents États qui les ont accueillis. Leurs compatriotes asservis peuvent seuls élever publiquement la voix au Reichstag et au Reichsrat. Il a semblé à la majorité polonaise que cet état de choses portait un préjudice considérable aux intérêts généraux du pays, surtout au moment où la question polonaise était universellement reconnue comme internationale. Les Empires centraux refusant obstinément à l' « État polonais » de communiquer officiellement avec les puissances (1), les Polonais émigrés pouvaient-ils, comme les « démocrates » leur en faisaient un devoir, s'abstenir de toutes relations officielles avec ces puissances? Comment la cause polonaise, définitivement internationalisée après la révolution russe, pouvait-elle être défendue devant le tribunal du monde si les Polonais du pays, de par la loi de l'occupant, et les Polonais de l'étranger, de par la sommation d'une minorité activiste, étaient dans l'im-

(1) Les Patentes de septembre précisent formellement cette restriction capitale : « Le droit d'assurer la représentation internationale du Royaume de Pologne, et celui de conclure des accords internationaux, ne pourront être reconnus à l'autorité polonaise qu'après la fin de l'occupation. » (Article 5 du Statut organique publié le 15 septembre par les gouverneurs généraux.)

possibilité de causer avec les ennemis des Austro-Allemands, c'est-à-dire avec les trois quarts du globe?

Les deux grands centres d'émigration, celui des États-Unis et celui de Russie, ont pris simultanément l'initiative de remédier à cette situation, au moment où disparaissaient, avec l'écroulement du Conseil d'État de Varsovie, les apparences mêmes de ce que les activistes appelaient le gouvernement polonais. Dans les premiers jours d'août, M. Paderewski télégraphiait aux organisations de Russie pour leur proposer d'établir en Suisse, une *Commission nationale exécutive*. Au même moment, les Polonais de Russie tenaient à Moscou le grand congrès auquel étaient conviées indistinctement toutes les organisations. Le résultat de ses débats fut, comme on l'a vu plus haut, l'élection d'un *Conseil polonais de l'Union des partis*, composé de 75 membres, qui devaient eux-mêmes être représentés en permanence par un comité exécutif.

Tandis que cette organisation se proposait spécialement d'entrer en rapports avec le gouvernement provisoire russe, il s'en créait une autre en Suisse, pour entrer en rapports avec les puissances occidentales et l'Amérique. Avec l'approbation de la majorité nationale du pays, de Russie et d'Amérique, elle s'est établie à Paris en septembre, sous le nom de *Comité national polonais*. Le Comité a été officiellement reconnu par les gouvernements de Paris, de Londres, de Rome et de Washington. Il est présidé par M. Roman Dmowski. Ses fondés de pouvoirs officiels sont à Londres M. Sobanski, à Rome M. Skirmunt, à Washington M. Paderewski.

La minorité veut bien reconnaître l'autorité d'un « gouvernement » nommé dans le pays par l'occupant, et elle considère comme le représentant des Polonais en Russie M. Lednicki, nommé par le gouvernement russe. Mais elle n'admet pas que soient qualifiés pour des initiatives quelconques des Polonais qui s'appuient sur une majorité certaine. Les « Démocrates » de Russie, qui ont refusé de participer au congrès de Moscou,ont entrepris une campagne extrêmement vive,

soutenue par toute la presse austrophile ou germanophile du pays, et par la presse démocratique des diverses émigrations. Tous ont en commun dénoncé les « intrigues néfastes » des « usurpateurs » qui constituaient un « gouvernement » à l'étranger, « au moment où un gouvernement national », comme l'écrivait à Moscou l'organe de M. Lednicki, « va se constituer à Varsovie ».

Le *Conseil polonais de l'union des partis* institué par le congrès de Moscou a publié sur ce point, à la fin de septembre, un communiqué officiel dont il est nécessaire de reproduire ici les dispositions en raison de son importance.

« I. Nulle part à l'étranger un gouvernement polonais n'est en voie de formation, étant donné qu'un gouvernement polonais national ne pourrait se constituer qu'en libre territoire polonais, c'est-à-dire en aucun cas ni à l'étranger ni sous le régime d'occupation de puissances copartageantes qui n'ont pas abandonné les tronçons qu'elles détiennent. Il existe en effet deux attributs indispensables de tout gouvernement national, qui sont la liberté de ses actes et dispositions, et le droit incontesté d'interpréter la volonté générale. Le premier de ces attributs fait défaut à tout corps dirigeant institué sous un régime d'occupation militaire, quelles que soient les compétences qui peuvent lui être concédées dans l'ordre législatif et exécutif. Le second attribut fait défaut à tout corps dirigeant institué à l'étranger, quel que soit le degré de son autorité politique et quel que soit son crédit moral auprès de la collectivité nationale, à l'étranger et dans le pays... Il ne peut être créé, dans le pays et à l'étranger, que les éléments de la reconstitution de l'État polonais indépendant, ainsi que des corps politiques dirigeant l'activité de la nation en vue de réaliser l'indépendance et l'unification de la Pologne.

II. A Paris s'est constitué un *Comité national polonais* qui a l'appui moral de la majorité de l'opinion et qui comprend des représentants des trois parties de la Pologne. Le *Conseil polonais* (de Russie) a reconnu les membres du *Comité national polonais* comme ses représentants dans les États de l'Europe occidentale. Le *Comité national polonais* est également entré en

rapports réguliers avec le *Comité national* de Chicago. Le *Comité national* siégeant à Paris se propose : 1° de représenter devant les puissances alliées l'aspiration de la nation polonaise à l'indépendance et à l'unification avec accès direct à la mer; 2° de traiter les questions politiques intéressant l'armée polonaise qui combat sur le front français contre les Empires centraux; 3° d'organiser l'assistance civile pour les Polonais, y compris les prisonniers de guerre, qui se trouvent dans les États alliés.

III. Dans les conditions actuelles, comme les Puissances centrales seules gardent les tronçons de la Pologne et maintiennent dans la servitude la nation polonaise, une armée polonaise combattant pour l'indépendance du pays, et d'ailleurs aussi indispensable comme facteur de libre organisation d'un État que l'administration du pays, la justice, l'enseignement et les institutions législatives, ne peut se constituer qu'en dehors des territoires occupés par les Austro-Allemands.

En contribuant ainsi à la création d'un État, le *Comité national* de Paris, de même que le *Conseil polonais* de Petrograd, et le Comité national de Chicago, ne paralyse en rien l'œuvre que dans d'autres conditions le Conseil de Régence peut accomplir dans le pays. Un conflit ne pourrait se produire entre le corps dirigeant qui représente devant les Alliés la politique polonaise et les organes d'autorité polonaise créés dans le Royaume que dans le cas où ces derniers prétendraient déterminer la nation à renoncer à la pleine indépendance et à la complète unification, et la faire adhérer ouvertement ou tacitement à une solution allemande de la question polonaise. Or, l'opinion du pays s'est prononcée assez nettement pour qu'il n'y ait pas lieu d'appréhender un conflit de cette nature. »

Ce jugement sur l'opinion du pays est-il conforme à la réalité des choses? Il est clair que la question est d'intérêt capital, car les initiatives de la majorité des Polonais émigrés seraient inadmissibles et odieusement arbitraires si elles n'interprétaient pas la volonté d'une majorité correspondante au pays même. Une réponse à cette question a été fournie dans la seconde quinzaine de septembre par M. Lednicki, le chef des activistes de Russie. Revenant de Stockholm, où il avait reçu des informations directes, il a reconnu pu-

bliquement que les Polonais du Royaume étaient résolument hostiles à l'Allemagne dans une proportion de 95 %. Aussi longtemps que l'Autriche restera domestiquée par son alliée, cela signifiera sans doute que 95 % des Polonais du pays ne veulent pas d'une solution de la question polonaise combinée par les Empires centraux.

Si, d'une part, il existe au pays une majorité de cette force et de cette nature, et si, d'autre part, il existe à l'étranger des organisations élues qui peuvent se flatter d'en être les interprètes fidèles, les conditions semblent suffisantes pour que les Polonais passent outre aux interdictions austro-allemandes et aux scrupules des minoritaires. Moins encore que tout autre nation, la Pologne ne peut attendre pour agir d'avoir réalisé l'unanimité des pensées. Le *Liberum veto* ne saurait être ressuscité. Il n'est pas compatible avec le système démocratique en vertu duquel la direction des affaires revient aux représentants d'une majorité incontestable. Les minoritaires polonais, souvent avec sincérité, et non sans raisons, se plaignent beaucoup des chancelleries alliées, qu'ils trouvent inertes et tâtonnantes. La condition première pour être écouté d'elles et pour les déterminer à une action décisive est de leur donner la certitude qu'il y a la Pologne, au lieu de leur donner l'impression qu'il y a seulement des Polonais.

Henri Grappin.

Le Monténégro et ses tendances nationales.

Bien que la question balkanique cause depuis longtemps des difficultés et des ennuis à l'Europe entière, et bien qu'elle ait hâté, dans une certaine mesure, l'explosion de cet immense carnage qui l'ensanglante aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'elle soit encore suffisamment connue de la majorité de l'opinion publique et même des hommes d'État de l'Europe.

La malheureuse théorie des sphères d'influences fut la cause de l'antagonisme des puissances dans les Balkans. Sous l'influence de cette politique, les petits États balkaniques devinrent les enfants gâtés soit de l'une soit de l'autre d'entre elles. Aux fautes politiques qui se renouvelèrent sans cesse pendant plusieurs décades, il faut ajouter une connaissance insuffisante des peuples balkaniques, de leur mentalité et des hommes qui les dirigent. Ce fut la raison pour laquelle, au moment décisif, la politique des Alliés dans les Balkans se trouva en présence d'une situation difficile.

Si l'on avait tenu compte des sincères conseils de la Serbie, fondés sur la connaissance profonde de ses voisins, la trahison de la Bulgarie ne se serait peut-être pas produite; en tout cas on aurait empêché la douloureuse catastrophe de la Serbie et du Monténégro, les amis des Alliés dans les Balkans.

Une politique de justice et d'énergie est seule efficace dans les Balkans: nous en avons la preuve dans la récente solution du problème grec. La manière dont furent écartés du pouvoir le roi Constantin et ses partisans marque le début d'une politique aussi salutaire pour le prestige et les intérêts des Alliés que pour le

bien de la Grèce elle-même. C'est un avertissement pour d'autres qui, à l'exemple des souverains balkaniques et de Constantin en particulier, ont préféré leurs intérêts personnels et ceux des puissances étrangères aux intérêts de leur peuple. La réorganisation de l'Europe ne pourra se faire avec succès que si la Conférence de la paix prend pour point de départ de ses délibérations les véritables intérêts et les droits des peuples, en repoussant avec énergie les convoitises des seigneurs grands ou petits, couronnés ou sans couronne. L'organisation des États nationaux dans les Balkans, selon le principe des nationalités, sera le meilleur fondement de la paix dans les Balkans et en Europe.

Parmi les peuples balkaniques qui ne sont pas parvenus encore à réaliser leur union nationale, le peuple serbe occupe le premier rang. Partagé en deux royaumes, la Serbie et le Monténégro, il occupe de plus, avec ses frères, Croates et Slovènes, toute la partie méridionale de l'actuelle monarchie austro-hongroise.

En Occident, on commet souvent l'erreur de confondre l'État avec la nation. Certains milieux sont encore enclins à supposer que le royaume de Monténégro est habité par un peuple à part, simplement parent des Serbes du royaume de Serbie. On tient les Monténégrins pour aussi différents des Serbes de Serbie que les Irlandais et les Ecossais des Anglais. Cette opinion est tout à fait fausse. Le Monténégro n'est qu'une conception géographique et dynastique, et les Monténégrins sont des Serbes de race. Malgré les fréquents changements de domination et les influences étrangères qu'il a subies, malgré aussi les différences qui existent entre les contrées qu'il habite, aucun peuple n'est aussi homogène que le peuple serbe. Les Serbes du Monténégro, ceux de la Serbie et ceux qui habitent les autres provinces serbes ne sont pas plus éloignés les uns des autres que les habitants des villes d'une grande province de France, d'Angleterre ou d'Italie. La diversité de langue et de coutumes est plus forte entre les habitants de la Romagne et de la Toscane qu'entre les Serbes et les Croates, entre les Romains

et les Siciliens qu'entre les Serbes et les Slovènes. Ces diversités ne portent aucun préjudice à l'admirable harmonie de l'unité italienne : nous autres Yougoslaves, qui formons une seule nation de treize millions et demi d'âmes, dont huit millions environ de Serbes, nous refusera-t-on notre droit à l'unité nationale, sous le seul prétexte de diversités secondaires et locales ?

De religion, nous sommes divers, mais non divisés. Il n'y a point d'intolérance dans la nation serbe. Ses sentiments à ce sujet s'expriment dans un vers connu d'une de ses chansons : « J'aime mon frère, de quelque religion qu'il soit. » Dans les moments décisifs que traverse actuellement notre peuple, nous voyons que l'union sacrée dans la seule idée de l'unité nationale domine toutes les divergences. L'Autriche-Hongrie, il est vrai, avait essayé d'exploiter la différence de religion pour semer la discorde parmi les Serbes ; mais elle y avait échoué complètement, comme l'a prouvé la formation de la coalition serbo-croate en Croatie, Slavonie et Dalmatie.

L'action pour l'unité que mènent actuellement au Parlement de Vienne, en un parfait accord, tous les députés yougoslaves montre avec évidence que la question yougoslave est mûre, et fournit en même temps la preuve de l'entière solidarité des Serbes, Croates et Slovènes.

Dans le peuple yougoslave, l'esprit d'unité nationale a été réveillé par Napoléon I^er^, lorsqu'il a créé l'Illyrie. Mais, chez les Serbes, il ne s'était jamais assoupi. De la chûte de l'Empire serbe, à la bataille de Kosovo (1389), jusqu'à nos jours, l'idée de l'unité de la nation serbe avait été entretenue et transmise de génération en génération par les chants nationaux. La poésie nationale et ses interprètes, les guslars, furent dans la nation serbe, jusqu'au XVIII^e^ et au XIX^e^ siècles, comme une littérature vivante. Ensuite, aux temps modernes, ce furent les écrivains qui devinrent les hérauts de l'idée nationale.

Les Serbes sont arrivés dans les Balkans au VI^e^ siècle, venant de la Russie méridionale. Ils y menèrent

une vie patriarcale, disséminés en divers pays. Les contrées maritimes, éloignées des Grecs et des Bulgares, eurent le moins de difficultés à se développer : et c'est ainsi que, dès le XI[e] siècle, on voit, dans la région où est aujourd'hui le Monténégro, se former un État serbe très prospère, qui, au temps du roi Michel, fut érigé en un royaume dont la capitale était Scutari. Mais sa position et la nature de son territoire ne lui permettaient point de devenir le centre de tous les pays serbes. Ce rôle fut dévolu aux régions dont l'influence s'étendait sur les vallées du Vardar et de la Morava. C'est ainsi que nous voyons l'État de *Raska* (Rascia) prédominer au XII[e] siècle, et dès cette époque, depuis le règne d'Etienne Nemania, l'actuel Monténégro a fait partie intégrante de l'État serbe jusqu'à la mort du tsar Uros, fils de Dusan le Puissant (1371).

La province qui depuis est devenue le Monténégro était, à cette époque brillante de l'histoire serbe, ce que le Dauphiné était à la France ou le pays de Galles à l'Angleterre. Les héritiers de la couronne serbe avaient leur résidence à Scutari, et cet état de choses se prolongea même après la bataille de Kosovo. Ce fut dans sa résidence de Scutari que Georges Brankovic reçut la nouvelle de la mort d'Etienne le Grand, et ce fut de là qu'il partit pour la Serbie afin de recueillir l'héritage du trône serbe.

Après le démembrement de l'État serbe, la condition des pays serbes s'aggrava de plus en plus. Reculant devant la poussée des Turcs, une partie des Serbes de la vieille Serbie (c'est-à-dire les habitants des environs d'Ipek et de Djakovica) ainsi que de ceux de l'Albanie centrale cherchèrent un refuge dans la contrée du Monténégro actuel, se sentant plus à l'abri de l'invasion dans ces montagnes, au pied desquelles habitaient depuis des siècles leurs frères de race. Certains se fixèrent dans les montagnes mêmes qui dominent la vallée de la Zeta, et d'où provient la double dénomination géographique de cette contrée : *Crna Gora* et *Brda*, la Forêt Noire et les montagnes. Ce nom de Crna Gora vient de l'aspect sombre du pays ;

certains pourtant le dérivent du nom de la dynastie des Cernojevic, qui gouverna le pays de 1424 à 1496.

Dans la désorganisation de l'empire serbe, le gouverneur de la Zeta, Balcic, se fit proclamer prince indépendant; sa famille régna en Zeta de 1367 à 1421. Quand elle s'éteignit, la couronne de Zeta revint pour trois ans aux souverains serbes; puis la famille des Cernojevic établit son pouvoir dans le pays. Les Turcs ayant conquis la capitale, Scutari, ainsi que la vallée de la Zeta, tout l'État se réduisait à la partie du territoire située autour de Cetinje, jusqu'alors connue uniquement par ses pâturages.

La disparition du dernier Cernojevic marque le début des jours sombres. Le monastère de Cetinje devint alors le centre autour duquel vinrent se grouper les chefs du peuple. Ce fut l'origine du Monténégro actuel. Le peuple continua à mener une vie patriarcale, groupé en tribus dont les chefs se réunissaient en conseil autour du Vladika de Cetinje, pour délibérer ensemble sur les affaires d'intérêt commun. La dignité de Vladika était élective, et le Monténégro de cette époque avait les apparences d'une République *sui generis*.

Bien que le Monténégro n'ait été reconnu comme État par la Turquie qu'à moitié vers 1859, et définitivement en 1878, les Monténégrins ne cessèrent jamais de lutter contre les Turcs, particulièrement depuis l'échec du siège de Vienne en 1683. Les Vladikas de Cetinje et les chefs de tribus entrèrent en négociation et conclurent des accords avec la République de Venise, avec la Russie et l'Autriche. Le premier Vladika de la dynastie Petrovic-Niegos, Danilo, qui était un homme de haute valeur, entama des relations avec la Russie en 1711.

Au commencement du XIX[e] siècle se fonda le nouvel État serbe, qui prit le nom de Serbie. L'idée de la résurrection et de l'union nationale a été de tout temps vivante dans les deux foyers de la liberté serbe. Le grand Karageorges, le libérateur de la Serbie, envoya

ses voïvodes délivrer du joug turc les pays qui se trouvaient entre la Serbie et le Monténégro; il entra en relations directes avec le Vladika Pierre Ier de Monténégro, que distinguaient de rares qualités morales et un grand patriotisme. L'héritier de Pierre Ier, le Vladika Pierre II (1830-1851), un des plus grands poètes serbes, introduisit des réformes dans le pays, institua l'autorité centrale, établit l'impôt et désigna lui-même son héritier. C'était le premier évêque qui s'arrogeait ce droit. Car jusque-là les chefs de tribus avaient toujours élu l'évêque; mais, depuis l'élection du premier évêque de la maison des Petrovic (1696), la dignité épiscopale était restée dans cette famille; chaque évêque savait se préparer un successeur et le proposer au vote. Il n'y eut que deux interruptions dans la succession des Petrovic, la première à l'époque du faux tsar Etienne, la seconde à celle de l'évêque Arsenijé Plamenac.

Avec le règne de Pierre II se terminent les trois siècles du pouvoir des Vladikas. Son héritier Danilo prit le titre de prince en 1851, et institua dans le pays le pouvoir temporel absolu. Il continua la politique nationale serbe de son prédécesseur, avec plus d'ardeur encore. Son patriotisme et son désintéressement sont prouvés par ces paroles fameuses : « Je monterais la garde devant la tente du prince Michel, pourvu que la nation serbe fût libérée et unie ».

En la personne du prince Michel de Serbie (1860-1868), l'idée de l'union nationale sur la base la plus large trouva en effet un apôtre ardent, puissamment secondé par son collaborateur, le grand homme d'État Ilija Garasanin. En automne 1866, un premier traité fut conclu entre la Serbie et le Monténégro. C'est, aux yeux de M. Vesnic (*Le prince Michel Obrenovic, ses idées sur la Confédération balkanique*) l'événement le plus considérable de l'histoire du peuple serbe durant la seconde moitié du XIXe siècle. Ce traité prévoyait une union réelle et complète du Monténégro avec la Serbie. D'après ses clauses, le jeune prince Nicolas promettait de renoncer au trône du Monténégro au

profit du prince Michel; et celui-ci s'engageait à prendre pour héritier et successeur le prince Nicolas, au cas où il n'aurait pas de descendance directe.

Après la mort du prince Michel, cette politique fut abandonnée, et les tendances séparatistes et l'antagonisme dynastique se donnèrent cours. Mais, malgré cette politique néfaste, le sentiment de la solidarité nationale l'emporta sur les divergences purement dynastiques, et la Serbie et le Monténégro luttèrent ensemble pour l'indépendance nationale en 1876-1878 et pour la délivrance de leurs frères opprimés en 1912-1913.

La grande guerre actuelle les trouva de nouveau unis contre l'ennemi commun.

⁂

Pendant toute cette période, en dépit des besoins des temps modernes, les Monténégrins avaient conservé leur organisation patriarcale, fondée sur la division des clans. La vie de cette population guerrière présentait plutôt l'aspect d'un camp. Dans les guerres de 1876 à 1878, les Monténégrins se montrèrent de nouveau à la hauteur de leur glorieux passé. Leurs faits d'armes arrachèrent au grand Gladstone ces paroles d'admiration : « L'indépendance du Monténégro et ses exploits héroïques ont surpassé même les traditions des glorieux Thermopyles et de Marathon ».

Les victoires sur le champ de bataille furent suivies d'une défaite diplomatique. La Bosnie et l'Herzégovine furent remises à l'Autriche-Hongrie, pour être occupées et administrées. L'armée serbe d'Herzégovine fut livrée par le prince Nicolas au général autrichien, et, au lieu d'obtenir la jonction de leurs frontières, les deux États serbes, Serbie et Monténégro, furent séparés par le couloir de Novi-Bazar.

Le régime autocratique sous lequel continuaient à vivre les Monténégrins rendait impossibles tout progrès et tout développement normal. Mais l'appui que la Russie prodigua au prince Nicolas, surtout les sym-

pathies sincères que lui témoigna le tsar Alexandre III, ainsi que les unions de familles qui s'en suivirent, firent qu'une grande partie des Serbes et en général des Yougoslaves restés sous la domination étrangère tournèrent leurs regards vers le souverain du Monténégro, d'autant plus que le roi Milan, lui, s'appuyait sur Vienne.

Les difficultés intérieures, longtemps cachées par ces apparences, se manifestèrent de façon éclatante par l'exode d'un certain nombre d'hommes politiques et surtout par l'émigration de la main-d'œuvre en Amérique. Une bonne moitié de la population quitta ainsi le pays. Ni les réformes introduites en 1903, ni l'octroi d'une Constitution en 1906 ne purent enrayer le mal; car, au fond, le souverain ne voulait point renoncer aux coutumes qui dataient du moyen-âge. Il a avoué lui-même n'avoir octroyé la Constitution qu'en vue de l'étranger, notamment pour y trouver du crédit, et aussi pour assurer légalement la stabilité de sa dynastie, dont le prestige dans la nation serbe avait considérablement diminué depuis le retour de la dynastie des Karageorgevic sur le trône de Serbie.

Le régime de l'arbitraire continuait donc avec beaucoup de rigueur, malgré la Constitution octroyée. Le parti national, qui lui fit une opposition acharnée, réclamant la collaboration la plus étroite avec la Serbie, fut soupçonné et persécuté (affaire des bombes, 1907). Cetinje et Vienne étaient d'accord et travaillaient en commun dans cette œuvre : on le vit bien dans l'affaire Nastic et au procès de haute trahison d'Agram.

La Constitution, qui n'existait que sur le papier, fut si bien appliquée que les partis politiques furent interdits sous ce prétexte que leur formation ne servirait qu'à diviser le peuple. La liberté de la presse fut tout simplement supprimée; en dehors du *Journal officiel* et d'une autre feuille demi-officielle, aucun journal ne parut au Monténégro depuis qu'en 1907 les imprimeries furent détruites par ordre. Le système de terreur ne comportait pas seulement l'exil et la réclusion, mais toutes sortes de violences.

Ce régime réactionnaire supprima toute initiative: même l'organisation de l'armée fut complètement délaissée. On négligea de préparer en vue des guerres modernes les officiers et les généraux. Cette négligence fut cause que pendant les guerres de 1912 à 1915 on put voir le frappant contraste de l'héroïsme légendaire du soldat monténégrin avec le manque d'instruction de ses chefs et en particulier des officiers supérieurs. Un armement et un équipement modernes faisaient également défaut à l'armée monténégrine.

***

A l'avènement du roi Pierre I^er^, une transformation radicale s'opéra en Serbie. Les Serbes d'outre-frontière tournèrent leurs regards vers Belgrade qui devint le centre de la politique nationale serbe. Les espérances de la cour du Monténégro s'évanouirent. Mais l'Autriche dédommagea le prince par une attention toute particulière et des marques répétées de sa bienveillance. C'est ainsi que se fit la proclamation du prince Nicolas comme roi, en 1910.

Mais à mesure que cette particulière bienveillance de l'Autriche s'accentuait, le peuple commençait à concevoir des soupçons. D'autre part, la Russie se montrait de plus en plus froide dans ses relations avec le Monténégro officiel; pour lui prouver son mécontentement, elle lui retira, en 1912, la subvention militaire habituelle.

Après la guerre balkanique, les deux États serbes obtinrent la frontière commune que leur avait refusée le traité de Berlin. Le vœu unanime du peuple serbe s'élevait en faveur de l'union. Le gouvernement monténégrin, sur une résolution de la Skouptchina de Cetinje, se vit obligé de chercher à résoudre les problèmes qu'elle posait. Des négociations s'engagèrent avec la Serbie pour l'union financière, militaire et diplomatique des deux États. Le *principe de l'union était adopté par tous les groupements politiques du Montenegro ;*

mais la crainte que l'Autriche n'intervint dans les affaires intérieures des deux royaumes fit écarter des propositions d'action plus énergiques. — Cette crainte n'était pas vaine, on ne le vit que trop au cours des guerres balkaniques.

La guerre européenne, que le peuple serbe était loin de désirer, car il avait besoin de se recueillir et de se reposer, mit en question la solution du problème serbe et yougoslave. Les séances de la Chambre monténégrine étant suspendues pendant la guerre, la question nationale, qui était en rapports si étroits avec la guerre, ne put être discutée. Convoquée à la veille de la catastrophe, la Chambre ne put qu'exprimer le vœu que le Monténégro se conformât à l'exemple de la Serbie. Contrairement à cette résolution, les négociations de paix qui devaient aboutir à la capitulation furent entamées. Victimes de machinations ténébreuses, les éternels défenseurs de la liberté furent désarmés et livrés à l'ennemi. Mais, malgré tout, ni leur dévouement envers les Alliés ni leur esprit de sacrifice pour la cause de l'union n'ont jamais été en défaut. Les luttes de guérillas qui se produisent encore contre l'ennemi, dans la patrie envahie, le démontrent irréfutablement.

La famille royale, accompagnée d'un ministre et de quelques gardes, abandonna le pays, y laissant le prince Mirko, les autres membres du gouvernement et les députés de la Skouptchina. Le peuple y fut retenu par force. Si cette catastrophe n'avait pas eu d'autres causes que le manque de munitions et de ravitaillement, elle aurait été semblable à la glorieuse défaite de la Serbie, digne du passé de l'héroïque peuple monténégrin. Malheureusement elle eut d'autres causes. Les intérêts personnels de la dynastie monténégrine l'emportèrent sur l'honneur du peuple et l'idéal sacré de toute la nation. La possibilité de la victoire des empires centraux était constamment présente aux yeux de la famille royale. D'ailleurs, depuis dix bonnes années, on ne cachait guère à Cetinje les sympathies qu'on avait pour Vienne et Sofia.

« Est-il prêt, le seigneur de Cetinje, à s'incliner,

comme devant le signe de Dieu, devant le vieux titre de grand-voïvode serbe que porte François-Joseph, pour que sa soumission soit utile aux Monténégrins et à leur chef? » C'est en ces termes que M. Maximilien Harden apostrophait le roi de Monténégro, un mois avant la catastrophe. Les pourparlers secrets de Budua entre le prince Pierre, le plus jeune fils du roi, et Hupka, l'ancien attaché militaire autrichien, et les négociations entreprises plus tard par un agent du prince héritier Danilo en Suisse avec le comte Bernsdorf, de la Deutsche Bank, envoyé spécial de l'Allemagne, éclairent d'un jour particulier les dépêches que le roi Nicolas adressa à François-Joseph et à son ministre Burian. — Toutes ces négociations aboutirent à la terrible catastrophe du Monténégro.

***

Après tout ces événements, il apparait clairement que notre situation a besoin d'être bien définie, pour deux raisons: d'abord, l'idée de l'union nationale l'exige; ensuite, les fautes récentes doivent être réparées, et des mesures doivent être prises pour nous donner des garanties pour l'avenir.

Bien que, dans la situation actuelle, le Monténégro ne soit pas en mesure de prendre part à l'action militaire comme il le devrait aux Alliés, et de prêter un concours effectif à l'union nationale, son gouvernement et son souverain sont placés en face de cette question inévitable, qui concerne l'avenir du peuple serbe et des Yougoslaves en général.

Les deux États serbes doivent se rendre compte de leurs devoirs nationaux actuels et aussi de ce que doit être l'avenir de notre race. En dehors des buts de guerre qui s'accordent avec l'œuvre poursuivie par nos grands alliés, nous avons, nous autres Serbes, nos buts intimes qui ne peuvent et ne doivent être fixés que par notre patriotisme et notre conscience naionale.

Pénétrés de ce sentiment, nous avons soumis au roi

Nicolas des propositions formelles en vue de l'union nationale.

En effet, le cabinet que j'avais l'honneur de présider soumit en août 1916 à l'approbation du roi un projet de fusion des deux dynasties apparentées. Le roi Nicolas eût abdiqué au profit de son petit-fils, le fils de sa fille, le prince-régent Alexandre. Et d'après un second projet datant du mois de janvier 1917, j'ai sollicité une déclaration nette du roi Nicolas en faveur de l'union nationale. Les différentes questions, dynastiques et autres, devaient être réglées d'un commun accord avec la Serbie, et en cas de besoin, par l'arbitrage de la Russie. Les deux projets en question prévoyaient que les décisions prises seraient, après la libération, soumises à un plébiscite, dont le résultat ne fait point de doute. Bien que ces propositions représentassent les vrais buts de guerre du Monténégro, elles furent rejetées par le roi. Après que mon cabinet eut démissionné, le gouvernement fut confié à trois personnes: un colonel-brigadier accepta la présidence du conseil, un officier d'ordonnance devint ministre des affaires étrangères, et un avocat, Serbe de Croatie qui se trouvait depuis peu au Monténégro, fut également nommé ministre.

Ce ministère, presque militaire, n'évita pas la question pressante de notre union nationale. Le cabinet de M. Matanovic soumit aussi au roi un projet qui devait servir de base à des pourparlers avec la Serbie. Un des membres du gouvernement déclara que le roi Nicolas aurait dû abdiquer, pour lui et toute la dynastie, pour des raisons d'ordre national, d'ordre politique et de famille. — Bien entendu, le roi refusa de nouveau, et le gouvernement dut démissionnner. Cette conduite de gens qui n'avaient jusque-là jamais été en désaccord avec le roi suffit à prouver aux quelques trop crédules amis du Monténégro que l'action contre le séparatisme du Monténégro ne provient point d'un désir de vengeance, mais est inspirée par les intérêts certains de la nation.

Le 11 juin était formé un nouveau ministère, simple cabinet de fonctionnaires, avec une simple appa-

rence de programme. — Toutes ces crises ministérielles n'ont qu'une origine et qu'un but : le maintien de l'individualité du Monténégro. Elles signifient très clairement que le roi ne veut sous aucune forme l'union nationale ; bien au contraire, il exige pour lui et pour sa famille l'indépendance et l'agrandissement du Monténégro.

Pour nous, il est incontestable que le séparatisme du Monténégro est absolument opposé à la volonté du peuple monténégrin et contraire à l'idéal et aux sentiments de toute la nation serbe. Si le roi Nicolas parvenait à réaliser son programme personnel et dynastique, ce serait un coup funeste pour le peuple monténégrin et pour la sécurité politique de l'État des Serbes et des autres Yougoslaves.

Il ressort de ces faits que la dynastie cherche à contrecarrer l'accomplissement des idéals nationaux et à abjurer le legs du passé de notre peuple. Quoiqu'il puisse survenir, il est facile de se convaincre que la dynastie monténégrine aura le dessous dans cette lutte.

Sans doute, l'absence de la Skouptchina facilite toutes ces machinations. Malgré sa composition actuelle, nous sommes persuadés que cette assemblée aurait exprimé les purs sentiments du peuple, et n'aurait pas permis que l'on joue ainsi avec les intérêts de la nation. Ses membres auraient exprimé leur volonté d'autant plus facilement qu'ils n'auraient pas eu à craindre les persécutions qui, en d'autres temps, n'auraient pas manqué de se produire au Monténégro, même pour des questions moins gênantes pour la Couronne. La Chambre monténégrine aurait tendu la main à la Chambre serbe, et l'œuvre nationale s'en serait trouvée facilitée.

***

Dans ces conditions, l'attitude du roi Nicolas provoqua la formation du Comité monténégrin pour l'union nationale. Le Comité, convaincu qu'il est le

fidèle interprète des sentiments du peuple, demande que la légitime et incontestable pensée nationale fondée sur les traditions du Monténégro, le véritable désir du peuple monténégrin, ne puissent désormais plus être faussés.

L'union du Monténégro à la Serbie, de même qu'aux autres frères serbes, croates et slovènes, ne supprime point le Monténégro, mais bien au contraire elle couronne la lutte de cinq siècles soutenue par ces montagnards contre l'ennemi et réalise le rêve d'une longue suite de générations. Quelle que soit l'issue de cette grande guerre, tout notre peuple, lorsqu'il sera libéré de l'oppression ennemie, doit constituer un seul État. Après tant de luttes, après tant de pertes cruelles, nous ne pouvons pas permettre le morcellement de nos forces nationales. Demander la séparation de n'importe laquelle de nos terres historiques serait en contradiction avec l'idée nationale, avec son inspiration traditionnelle, et remettrait en question la sécurité du peuple.

L'union du Monténégro avec la Serbie et les autres pays de notre race n'est pas justifiée seulement par les qualités — négatives — du régime monténégrin. Nous la réclamerions même si le roi Nicolas, au lieu de faire capituler son armée, était parti avec elle, et se trouvait maintenant à sa tête à Salonique. — La question n'est donc qu'une simple question de famille,— d'une famille qui a oublié son origine et sa raison d'être. Un des ministres les plus réactionnaires du roi Nicolas, M. Jovan Plamenac, a déclaré à un rédacteur de la *Bosnische Post*, le 5 avril 1916 : « Le roi Nicolas n'a pas fait la retraite avec son armée à l'exemple du roi Pierre ou du roi Albert ; il est disparu, et on peut le considérer comme n'existant plus. »

L'union du Monténégro avec la Serbie ne dépend pas uniquement de l'issue favorable de la guerre. Même si la guerre finissait par le simple rétablissement du *statu quo* — ce que nous ne pouvons pas admettre, mais ce que les puissances centrales accepteraient volontiers dès à présent, surtout l'Autriche-Hongrie, dont

les représentants socialistes vont jusqu'à reconnaître le droit du Monténégro de s'unir avec la Serbie, — cette union s'imposerait encore plus impérieusement : les besoins les plus essentiels de leur vie et l'amour d'une complète indépendance les y obligeraient. Ce serait pour eux une question d'existence.

Bien qu'il s'agisse d'une affaire intérieure qui regarde surtout les Serbes du Monténégro et ceux de Serbie, il faut que la question soit bien connue de l'opinion publique et particulièrement des hommes d'État alliés: car cette union formera la base d'un nouvel État qui, englobant tous les Serbes, Croates et Slovènes, opposera un rempart puissant à la poussée germanique vers l'Orient.

Les représentants du peuple yougoslave en Autriche se sont prononcés ouvertement pour cette union. Le gouvernement serbe et le Comité yougoslave en sont les champions. L'idée de l'union a déjà trouvé son expression concrète dans la Déclaration de Corfou, charte fondamentale de notre futur État; seul, le roi Nicolas ne veut pas y adhérer et réclame l'individualité du Monténégro. C'est la raison pour laquelle, sur la déclaration de Corfou, à côté de la signature des représentants de la Serbie et du Comité yougoslave, manque celle d'un représentant du Monténégro.

Pour des raisons toutes particulières, le Comité monténégrin n'a pas pris une part active à cet acte, qu'il a ensuite accepté entièrement. La jeunesse monténégrine à l'étranger s'est montrée solidaire de l'action du Comité, et les Monténégrins d'Europe, ceux d'Amérique aussi, où notre organisation s'opère également, nous envoient leur adhésion à la Déclaration de Corfou.

Notre action a trouvé un accueil favorable auprès des Alliés. En Italie seulement, certains milieux politiques, comme ils avaient mal compris l'action du Comité yougoslave, ont mal compris la question du Monténégro. A ce propos, M. Arthur Labriola, le député bien connu, dans son article « Le Monténégro et l'Italie »

du *Lavoro* (14 août), dit entre autres : « On aperçoit en Italie un mouvement (je me demande s'il est inspiré), pour soutenir non les Monténégrins dans la Yougoslavie dont ils sont partisans, mais la dynastie Petrovic, qui sait très bien que l'union yougoslave se fera sans elle. Vouloir soutenir les tendances des Petrovic, cela équivaut à contrecarrer non seulement le plan de l'unité yougoslave, mais la volonté expresse des Monténégrins. Le roi Nicolas voudrait conserver un Monténégro indépendant, mais ses sujets s'opposent à un tel projet, de même que les hommes politiques les plus influents et les plus intelligents du Monténégro. Encourager la politique personnelle du roi de Monténégro serait pour l'Italie une faute très grave. »

Le rétablissement par les Alliés d'un Monténégro indépendant, provoquerait sans doute des luttes intérieures dont la conséquence serait comme partout la victoire du peuple. La dynastie qui ne chercherait comme dans le passé son appui qu'à Vienne et à Berlin, sortirait vaincue de ce duel.

Quiconque veut le malheur du Monténégro n'a qu'à désirer son individualité. En effet, que peut-on attendre de lui, après tout ce qui s'est passé? Le Monténégro n'a jamais pu exister et vivre par ses propres moyens. Le déficit était la règle de son budget. Il n'aurait plus, désormais, l'appui et les subsides de la Russie. Les eût-il, d'ailleurs, qu'il ne pourrait même plus ainsi subsister à l'avenir. Si le souverain était habitué à recevoir des subsides en ne considérant que ses intérêts personnels, le peuple qui, comme partout, désire rester son propre maître, ne pourrait supporter un tel état de choses.

Nous demandons l'union, non seulement parce que nous sommes un peuple homogène, et qui veut être uni, mais parce qu'elle nous est imposée d'une manière impérieuse par des raisons économiques vitales, et parce qu'elle est la condition indispensable de notre liberté et du triomphe des principes démocratiques.

Un état anormal doit faire place à un état naturel. Le rôle du Monténégro est terminé. Il ne peut plus

exister pour l'unique plaisir de quelques amateurs d'antiquités et d'une dynastie qui place au-dessus de tout ses intérêts propres et ses ambitions. Dans le futur État des Serbes, Croates et Slovènes, les Monténégrins ne veulent point être une république de Saint-Marin.

Tous les Monténégrins sont pour l'union; seuls, la Cour et ses acolytes s'opposent à cet irrésistible élan national. Nul homme de bon sens ne peut nous faire un grief de placer le bien du peuple au-dessus des intérêts et des ambitions personnelles. Pour nous, comme pour nos frères du Monténégro et de la Serbie, l'essentiel, c'est l'union.

Dans la lutte séculaire pour la liberté de la nation serbe, les Monténégrins ont toujours porté haut le drapeau national. Demain, rentrés dans la grande patrie, ils désirent, dans la paix, être également dignes de leurs ancêtres montagnards, qui ont fourni à la nation serbe même des écrivains célèbres.

Je conclus par ces mots empruntés à notre programme :

Séparer les Monténégrins de leurs frères de sang auxquels ils sont rattachés par les peines, les souffrances, les traditions communes, serait fouler aux pieds leurs idéals, ne pas réaliser les rêves des générations disparues et, enfin, infliger un châtiment inouï au plus grand martyr d'une race de martyrs !

Andriya Radovitch,

Président du Comité monténégrin pour l'Union nationale, ancien président du Conseil des ministres du Monténégro, ancien ministre des affaires étrangères.

L'Armée Tchèque.

Le *Journal officiel* a publié le décret suivant :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de la Guerre

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre et du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les Tchécoslovaques organisés en armée autonome et reconnaissant au point de vue militaire l'autorité supérieure du haut commandement français combattront sous leur propre drapeau contre les Empires centraux.

Article 2. — Cette armée nationale est placée, au point de vue politique, sous la direction du Conseil national des pays tchèques et slovaques, dont le siège central se trouve à Paris.

Article 3. — La mise sur pied de l'armée tchécoslovaque, ainsi que son fonctionnement ultérieur, sont assurées par le gouvernement français.

Article 4. — Les dispositions en vigueur dans l'armée française concernant l'organisation, la hiérarchie, l'administration, la justice militaire, sont applicables à l'armée tchécoslovaque.

Article 5. — L'armée tchécoslovaque autonome se recrute :

1° parmi les Tchécoslovaques servant actuellement dans l'armée française;

2° parmi les Tchécoslovaques d'autre provenance, admis à passer dans l'armée tchécoslovaque ou à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre au titre de cette armée.

Article 6. — Des instructions ministérielles ultérieures règleront l'application du présent décret.

Article 7. — Le président du conseil, ministre de la guerre, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 16 décembre 1917.

POINCARÉ.

Par le Président de la République,

Le président du conseil, ministre de la guerre,
CLEMENCEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
PICHON.

***

Au milieu de la tristesse profonde que nous cause l'attitude des bolcheviki russes, nous saluons avec une joyeuse émotion l'entrée en ligne d'un nouvel allié.

L'hégémonie allemande, que l'univers a tant de peine à secouer, a ses origines immédiates dans la convention russo-prussienne de 1863, par laquelle Bismarck a empêché le rapprochement qui avait commencé à se produire entre la France et la Russie et s'est attaché Alexandre II. De cette convention sont sortis le démembrement du Danemark, la formation de l'Empire allemand, la défaite de la France et la lourde domination que les Hohenzollern ont depuis lors imposée à l'Europe. Cette convention de 1863 n'était elle-même que l'aboutissement d'un effort séculaire de l'Allemagne pour asservir les Slaves occidentaux; ses suc-

cès décisifs avaient été marqués et par la bataille de la Montagne Blanche qui avait ruiné l'indépendance de la Bohême et livré les Tchèques au despotisme des Habsbourgs, et par les partages de la Pologne. Par deux fois, en 1620 et en 1772, le gouvernement français, par faiblesse et impéritie, avait laissé écraser ses alliés naturels et préparé les triomphes de nos éternels ennemis.

Nos défaillances nous ont coûté cher, et les fautes des pères ont cruellement retombé sur les enfants. La leçon nous servira. La race germanique, rapace et orgueilleuse, fait depuis vingt siècles la preuve qu'elle est décidément incapable de respecter les droits d'autrui. Sa mégalomanie conquérante est une perpétuelle menace pour ses voisins. Nous ne serons à l'abri de ses fureurs dévastatrices que si nous l'enfermons dans des digues infranchissables. Il faut que nous aidions les Slaves de la Bohême, de la Pologne et de la Yougoslavie à constituer une ligne de défense insurmontable, qui donnera à la Russie le temps de se reformer et d'échapper à la crise de folie dont elle est actuellement victime.

***

Dans cette ligne de défense, la Bohême est à la fois le bastion avancé et le noyau de la résistance. S'il fléchissait, tout le système serait ébranlé. Tant qu'il est debout et intact, les succès partiels et momentanés de l'Allemagne n'ont qu'une importance secondaire. Il est en bonnes mains, et depuis dix siècles il supporte sans fléchir les assauts de l'océan germanique. Dans le combat décisif qui a rassemblé l'humanité libre contre le despotisme niveleur des Teutons, voici que viennent à nous les descendants de ces Hussites qui ont déjà une première fois, à l'aube des temps modernes, brisé l'élan ennemi au nom de l'indépendance des nations et de l'affranchissement des âmes. Comme au XV[e] siècle, ils ont entendu l'appel du Dieu de justice et de vérité, qui n'a pas créé de peuples esclaves; et ils accourent au combat.

« Ce Dieu vous ordonne de dédaigner ceux qui ne peuvent tuer que le corps, il vous ordonne de donner votre vie pour l'amour de votre prochain. Courage, et fortifiez vos cœurs. Si vous souffrez, le Christ vous récompensera au centuple. Quiconque donne sa vie pour lui recevra la vie éternelle. Heureux celui qui meurt pour la vérité! »

Heureux les hommes qui souffrent et meurent pour préparer aux générations futures un meilleur avenir! Gloire aux combattants qui ne comptent pas le nombre de leurs ennemis et qui, les yeux fixés sur le drapeau, préfèrent le péril à la servitude! A côté des Français de 89 et des Italiens du Risorgimento, à côté des Polonais de Kosciuszko et des Serbes de Marko Kraljevic et de Kara-George, à côté des fils des puritains de la libre Angleterre et des Américains de Washington et de Lincoln, une place demeurait vide. Elle est maintenant occupée. Notre armée est complète, l'armée de l'avenir et de la paix définitive, qui aura pour devise : libre concorde et fraternelle collaboration.

***

Plusieurs années avant la guerre, les Tchèques nous avaient annoncé l'orage qui se formait à Berlin et à Vienne. Jusqu'au dernier moment, ils ont multiplié leurs efforts pour l'éloigner de nos têtes. Tenaces, méthodiques, réalistes, ils ne renonçaient à aucune de leurs aspirations, mais ils préféraient reconquérir leur indépendance sans conflit sanglant, par étapes successives; ils n'avaient aucune hâte, parce que, chaque année, leur situation s'améliorait et que le moment approchait où le gouvernement serait forcé de céder à leurs légitimes exigences. Ils s'enrichissaient, et, plus qu'aucun autre peuple de l'Europe, ils mesuraient exactement la lourdeur des sacrifices et des pertes qu'exigerait une explication définitive avec l'Allemagne. Ils la connaissaient de près, savaient ses ressources immenses; un frisson d'épouvante et de pitié secouait leur âme à la pensée du prodigieux ébranlement nécessaire pour dé-

raciner le monstrueux édifice de la puissance germanique et des monceaux de victimes qu'écraserait son écroulement.

Au moment de la crise de l'annexion de la Bosnie, et plus tard, en 1913, quand l'Autriche préparait déjà son offensive contre la Serbie, leur opposition menaçante avait effrayé le parti militaire de Vienne et de Budapest; en face d'une insurrection presque ouverte, la cour et ses complices avaient reculé l'imprudence du crime qu'ils préméditaient.

Les éléments germaniques, que les progrès ininterrompus des Tchèques maintiennent dans un état de démence épileptique, en avaient conclu qu'avant de déchaîner les hostilités il fallait mettre les Slaves hors d'état de s'opposer à leurs desseins. Ils avaient d'abord fait voter, le 20 décembre 1912, une loi qui soumettait à la discipline militaire et à la juridiction des conseils de guerre les hommes de dix-sept à cinquante ans, même dégagés de toute obligation militaire. Un peu plus tard, le 16 juillet 1913, la Diète de Bohême était dissoute et le Conseil exécutif du Royaume remplacé par une commission administrative purement bureaucratique. Enfin le Reichsrat était ajourné. En même temps, la police, qui reste le pouvoir principal de la monarchie habsbourgeoise, suscitait une série de procès et de scandales dans l'intention manifeste de démoraliser l'opinion et de jeter la discorde entre les partis.

Après avoir ainsi déblayé le terrain, le gouvernement austro-hongrois, persuadé qu'il avait désorganisé l'opposition slave, se tint prêt à mettre le feu aux poudres. Le meurtre de Serajevo lui fournit le prétexte qu'il recherchait: à défaut de celui-là, il en aurait inventé un autre, violation des frontières, question des chemins de fer orientaux, conflit avec l'Albanie, etc.— Qui veut tuer son chien l'accuse d'être enragé.

Au mois d'août 1914, au début des hostilités, les Tchèques se trouvèrent dans la situation la plus difficile. Le Parlement et la Diète étaient fermés, la presse muselée par la censure. Une insurrection immédiate

n'aurait eu pour effet que d'amener l'extermination des éléments les plus énergiques de la population. Ils se servirent du seul moyen qui leur avait été laissé : désorganiser l'armée. Ils s'y appliquèrent par les procédés les plus divers et les plus hardis, et ils obtinrent des résultats presque inattendus. Sans les fautes prodigieuses du gouvernement tsariste, l'Autriche, que leurs manœuvres avaient atteinte dans ses œuvres vives, se fût effondrée dès 1915.

Nous ne connaissons encore que d'une manière fort incomplète les incidents de cette lutte, soutenue pendant de longs mois avec une inflexible vigueur. Les détails qu'a laissé transpirer la censure autrichienne nous ont révélé cependant la persévérance du dessein, l'énergie de volonté et l'unanimité de haine contre l'Allemagne avec lesquels fut conduite cette admirable campagne. Il est possible qu'aujourd'hui, dans certains régiments tchèques du front, l'ardeur patriotique des premiers jours se soit quelque peu amortie, et que quelques hommes acceptent leur destin avec une résignation morne. Rares sont les âmes assez bien trempées pour résister à trois ans de campagne; les meilleurs sont tombés; ceux qui restent sont les débiles, les malades, qui désespèrent de la victoire et qui renoncent à lutter contre la fatalité. Au début, ces pusillanimes étaient emportés par le flot général et élevés au-dessus d'eux-mêmes par l'enthousiasme universel. Il suffira d'un rayon d'espoir et d'un appel de la nation pour que les cœurs qui ont un moment fléchi retrouvent l'élan des premiers jours.

Le gouvernement de Vienne, bien qu'il connût les Tchèques, leurs sentiments et leur obstination, n'avait pas prévu une pareille conjuration d'un peuple et, surpris par cette insurrection unanime des âmes, il tomba d'abord dans un marasme atone, perdit la tête et assista à l'effritement de la monarchie dans une sorte de désespoir inerte coupé de brusques sursauts de fureur. Ses violences spasmodiques exaspèrent les haines et convainquirent définitivement le peuple tchèque qu'aucune réconciliation n'était possible avec la dynastie.

Nous avons, à de nombreuses reprises, dans la *Nation Tchèque,* signalé les épisodes les plus saillants de la résistance des Slaves de Bohême, à mesure que les nouvelles nous en arrivaient. Elle débute avec les premières opérations de la mobilisation: un peu partout, des manifestations violentes contre la guerre se produisent; les réservistes ne répondent pas à l'appel, menacent leurs officiers, poussent des cris séditieux. En septembre 1914, au moment du départ du 8e régiment de landwehr, des rixes graves ensanglantent Prague : l'attitude des réservistes devient si menaçante que l'autorité juge nécessaire de les faire accompagner aux gares par des soldats allemands et magyars.

Arrivés au front, les Tchèques y apportent tous la même pensée: préparer la défaite de l'Allemagne. Ils sèment l'indiscipline, répandent la panique, paralysent l'exécution des ordres, avertissent l'adversaire des mouvements qui se préparent, refusent de marcher. Surtout, dès que l'occasion se présente, ils passent à l'ennemi. Héroïques défections, pendant lesquelles ils sont exposés au feu croisé des Autrichiens et des Russes ! Qui dira jamais combien de ces magnanimes transfuges ont sacrifié leur vie au triomphe de l'idée slave ! Le 36e régiment (Mlada Boleslav) se mutine et est massacré; dans les Karpates, le 88e, au moment où il tente de se rendre aux Russes, est décimé par les mitrailleuses de la garde prussienne et des Magyars; le 35e (Plzen) arrive presqu'au complet dans les tranchées russes. Le cas du 28e (Prague) est célèbre : le 3 avril 1915, 2.000 hommes se rendent à l'ennemi avec armes et bagages, y compris la musique, et, à peine arrivés dans le camp russe, demandent à combattre les Allemands. L'affaire avait été si publique que le commandement militaire ne jugea pas possible de la cacher. François-Joseph, dans un ordre du jour à l'armée, ordonna la dissolution du régiment et lui retira son drapeau. Quelques mois plus tard, le régiment était reformé, et, par un de ces raffinements de vengeance qui sont familiers aux Habsbourgs, l'état-major l'exposait volontairement au feu des Italiens. Sur 1.000

jeunes gens, 18 revinrent de ce guet-apens prémédité. L'histoire ne connaît pas de crime plus abominable que l'ignoble calcul de ce souverain qui envoie cyniquement ses sujets à une mort inutile et qui essaye ensuite de donner le change au monde et vante leur splendide fidélité.

L'histoire du 28e régiment a été très commentée. Peut-être le ministère n'était-il pas fâché que l'attention se concentrât sur un point pour la détourner des dizaines d'épisodes analogues qui se produisaient sans cesse sur tout le front.

Au début de la guerre, le nombre des Tchécoslovaques dans l'armée autrichienne ne dépassait pas 600.000 hommes. Or, de ces 600.000 hommes, plus de 350.000 se sont volontairement rendus aux Serbes et aux Russes. Après dix mois d'efforts, ils avaient produit dans l'armée autrichienne une démoralisation si complète qu'il eût suffi d'une poussée un peu énergique des Russes pour que le trône des Habsbourgs s'écroulât dans la boue et le sang. La fureur des Magyars et des Allemands contre les Tchèques prouve d'ailleurs assez clairement la gravité des coups qu'ils ont portés à la monarchie. Au Parlement de Budapest d'abord, puis plus récemment au Reichsrat quand il a été convoqué après trois ans de suspension, leurs voix haineuses ont dénoncé la perfidie slave, et réclamé les mesures les plus rigoureuses contre les Tchèques, « coupables de tant de trahisons ». De son côté, le parti progressiste allemand de Bohême a demandé « les sanctions les plus sévères contre les députés qui ont osé parler ouvertement à la tribune du démembrement de l'État autrichien et se sont solidarisés avec la propagande séparatiste poursuivie à l'étranger, depuis le début de la guerre, par des émigrés. » Il a rappelé avec indignation « les actes criminels qui, pendant la guerre, ont menacé l'honneur de la Monarchie, l'ont affaiblie, amoindrie et désorganisée, et ont ruiné sa puissance militaire. »

Glorieuses accusations, dont le peuple tchèque a le droit d'être fier. Si l'empire des Habsbourgs tient encore debout, la faute ne lui en revient certainement

pas. Les suppôts de l'Allemagne parlent volontiers de plébiscite. — Quel plébiscite plus catégorique et plus émouvant que cet inexorable refus d'un peuple qui, malgré les menaces et les supplices, se redresse sous la botte de l'étranger pour lui crier sa haine et son dégoût? Quelle preuve plus admirable de dévouement et de foi que la révolte de ces soldats qui bravent les conseils de guerre qui les guettent et les mitrailleuses pointées sur eux pour courir vers les Alliés et faciliter leur assaut?

***

Vers le milieu de 1915, les Allemands, effrayés de ces mouvements populaires, ont éliminé les autorités austro-hongroises, se sont emparés du commandement et ont aussitôt noyé les soldats slaves dans des régiments éprouvés. Ils n'ont pas éliminé ni vaincu l'opposition, mais elle a été contrainte d'adopter des formes nouvelles. Espionnés, traqués, terrorisés, privés aussi de leurs chefs les plus audacieux, le patriotisme des soldats tchèques ne pouvait plus se manifester que par des actes isolés de moindre portée et qu'il était relativement facile de dissimuler au monde. L'irritation populaire ne cessait cependant de s'accroître; en attendant le jour où une occasion surgirait de manifester les sentiments qui gonflaient son cœur, la Bohême fut représentée au dehors par les volontaires que, dès le début des hostilités, ses colonies avaient offerts à la France et à la Russie.

A Paris, 700 Tchécoslovaques s'étaient aussitôt enrôlés dans la Légion étrangère, 60 % de tous les Tchèques établis en France. Le 9 mars 1915, ils prenaient une part glorieuse à l'offensive d'Artois, et depuis lors, à Souchez, à Moronvilliers, à Forgues et au bois des Corbeaux, ils ont toujours été au premier rang. Hélas ! combien en reste-t-il aujourd'hui, de nos amis, de ces soldats du premier ban? Combien dorment leur dernier sommeil dans cette terre hospitalière de France qu'ils ont couverte de leurs poitrines et qui se confon-

dait pour eux avec la terre de la liberté! Ces 700 volontaires ont reçu une croix de la Légion d'honneur, 12 médailles militaires, 110 croix de guerre; le 14 juillet 1917, leur régiment a mérité la fourragère rouge.

En Russie, au premier appel, 20.000 s'étaient présentés, et jusqu'au dernier jour, ils ont donné l'exemple de la fermeté et de la discipline. Lors de la récente offensive de Brusilov, qui a pour un moment ramené la confiance et la joie dans nos cœurs angoissés, ils ont entraîné par leur élan leurs camarades ébranlés par la propagande défaitiste. Le communiqué officiel du 3 juillet 1917, félicitait « la brigade tchécoslovaque qui avait capturé 3.150 soldats, 62 officiers, 15 canons, et beaucoup de mitrailleuses qu'elle avait immédiatement tournées contre l'ennemi. »

Dans la Dobroudja, unis aux Yougoslaves, et malgré l'inégalité prodigieuse des forces, ils ont arrêté le choc des Bulgares et, à plusieurs reprises, balancé la victoire.

Quand, après une courte offensive, l'armée russe, désorganisée et émasculée, lâcha pied devant les Allemands, les Tchécoslovaques, immunisés par leur instruction supérieure et leur patriotisme plus réfléchi contre la contagion des sophismes délétères, sont demeurés fermes et intrépides au milieu de la débandade universelle. Le général Brusilov leur a donné un éclatant témoignage: « Abandonnés à Tarnopol par notre infanterie », disait-il dans un de ses ordres du jour, « ils ont combattu de telle sorte que le monde devrait tomber à genoux devant eux. » Dans ces jours de détresse et de honte, les troupes bohèmes n'ont pas seulement tenu d'une main vigoureuse et intrépide le drapeau national; elles ont sauvé l'honneur de la démocratie compromis par les Soviets. Impolluées au milieu des orgies d'une démagogie qui souille son triomphe et ses principes par les plus lamentables défaillances, elles ont démontré que des âmes vigoureuses et soutenues par des convictions lentement mûries sont à l'épreuve des plus cruelles déceptions et des surprises les plus effarantes. Dans la désagrégation momenta-

née de la Russie, les Tchèques opposent une inébranlable résistance à l'intrigue germanique. Ils n'ont pas à prendre parti pour tel ou tel groupe politique, et ils ont le devoir d'observer une extrême réserve dans les affaires intérieures du pays; mais ils demeurent irréductibles dans leur volonté d'émancipation et leur présence seule rappelle à la grande nation moscovite ses devoirs envers ses frères slaves et aux révolutionnaires leurs obligations vis-à-vis des principes démocratiques qu'ils semblent oublier.

***

Il est dur pour des soldats de ne pas pouvoir, à l'heure du combat, lever les yeux vers l'étendard sacré qui est la personnification de la Patrie. Les Tchèques, depuis les premiers jours de la guerre, nourrissaient l'ardent désir de se grouper autour de leur drapeau national. Au mois de novembre 1916, les volontaires de Russie écrivaient à leurs compatriotes engagés dans la Légion étrangère une lettre qui traduisait avec une gravité et une simplicité émouvantes les aspirations de leur âme. « Nous formons le cadre de la future armée tchèque; nous avons pris pour modèle les Hussites et le héros de notre race. Notre régiment porte le nom de Jean Zizka de Trocnov. L'instruction se poursuit dans un esprit purement national. Avec l'aide de Dieu, nous formerons une armée dont la Patrie pourra justement être fidèle. Nous n'oublierons pas de vous tenir au courant des événements importants qui se produiront dans notre régiment, de façon à fortifier et à sceller l'union morale qui nous rassemble. Nous vivons dans un petit village russe, à quelque distance du front; sur nos têtes flotte le drapeau hussite, noir, avec le calice doré; dans nos cœurs brûle la conviction inébranlable qu'à ceux qui ont la ferme résolution d'atteindre un but, et s'y efforcent avec une généreuse énergie, le Ciel ne refuse pas le triomphe. »

Ce triomphe, que les volontaires tchèques attendaient avec une entière confiance, ils en saluent au-

jourd'hui l'aurore et nous nous unissons à eux dans une même espérance.

Le Conseil national, qui représente à l'étranger tous les partis nationaux et qui a derrière lui l'ensemble du pays, s'était préoccupé, dès le début, de rassembler l'action des Tchèques dans un effort commun, et, pour cela, il s'était appliqué à préparer la formation d'une armée autonome. L'œuvre était difficile et délicate, et elle soulevait de très graves questions, qui n'ont été résolues qu'après de longues négociations. Depuis la douloureuse année où les Tchèques de Bohême eurent l'idée malencontreuse d'élire pour souverain le frère de Charles-Quint, Ferdinand d'Autriche (1526), c'est-à-dire depuis près de quatre cents ans, la Bohême, le royaume de Saint-Venceslas, avait peu à peu disparu de l'horizon des diplomates: et ils éprouvent toujours quelques scrupules à reconnaître les créations populaires. Les républiques ne sont pas toujours plus accueillantes en pareille matière et plus audacieuses que les monarchies légitimes. Les demandes du Comité national avaient aussitôt rencontré partout une sincère sympathie; mais il a fallu des semaines et des mois pour qu'on écartât les fins de non-recevoir qui s'enveloppaient sous la courtoisie des compliments et des sourires. Heureusement, les Tchèques ne sont pas faciles à décourager, ils savent ce qu'ils veulent, et ils veulent bien.

A mesure d'ailleurs que les hostilités se prolongeaient, le jour se faisait dans les esprits, et le vrai sens de la guerre était aperçu par les cerveaux les plus timides et les plus rebelles. On comprenait qu'il ne s'agissait pas d'un conflit d'ancien régime qui se terminerait par le déplacement de quelques bornes-frontières. Deux mondes étaient aux prises, deux doctrines se disputaient l'empire. Qui l'emportera, de l'Allemagne, qui incarne l'insolence de la force, l'écrasement des nationalités, le militarisme brutal, tout cet ensemble de pratiques immorales et de conceptions surannées que les historiens entendent par la politique de cabinet et que les démocraties contemporaines flétrissent du

nom de diplomatie secrète, — ou bien les idées modernes, l'émancipation des peuples, l'équilibre du monde fondé sur le respect des droits primordiaux des individus et garanti par la révision des injustices antérieures? D'un côté, les Hohenzollern et les Habsbourgs, les tribunaux prévaricateurs, les mouchards et les procès de lèse-majesté, les castes exclusives, les élections frelatées, toute la défroque de l'ancien régime. De l'autre, 1789, et, accourus à l'appel de nos philosophes et de nos légions, les représentants des idées modernes et les défenseurs d'un idéal supérieur.

Les Alliés sont ainsi amenés à sonder leurs cœurs et leurs reins, et ils ont senti le devoir de proclamer plus hardiment leurs desseins.

Tour à tour, la France, l'Angleterre, les États-Unis ont reconnu la nécessité d'une réorganisation complète du monde sur des bases plus rationnelles et plus équitables, et ils ont annoncé leur résolution de ne plus tolérer le système qui condamnait à la servitude les Polonais, les Yougoslaves, les Arméniens, les Tchécoslovaques.

Au Congrès de Vienne, Talleyrand, pour contenir la fringale des vainqueurs de Napoléon, avait inventé le principe de légitimité. Médiocre idole et pauvre couverture que cette pseudo-légitimité, tirant son origine de traités dolosifs et d'usurpations sanglantes! La légitimité véritable, celle dont les Alliés se réclament, elle a pour base la volonté populaire, pour garantie la destruction de l'hégémonie germanique, pour sanction la mise au ban du monde civilisé de quiconque essayerait de fouler aux pieds les lois de l'humanité et de la justice. Elle exige que les opprimés soient rétablis dans leurs droits. Comment dans cette œuvre de restauration les Tchécoslovaques auraient-ils été oubliés ? Il est certain que l'évolution de l'opinion publique a été favorisée et hâtée par la patriotique activité du Conseil national. Masaryk à Londres, le commandant Stefanik aux États-Unis, Benes à Paris et à Rome, avec autant de ténacité que de prudence, répondaient aux objec-

tions, écartaient les difficultés, indiquaient les moyens pratiques de réalisation.

Le décret du 16 décembre est la récompense de leurs persévérants efforts.

Avec cette généreuse confiance qui est la suprême qualité quand on sait choisir ses amis, ils n'ont pas posé de conditions. Ils savent que la situation que la fortune leur a faite ne leur permet pas de négocier d'égal à égal. Ils n'ont exigé ni promesses ni garanties. Ils ont simplement lié leur sort à la fortune de l'Entente. Ils ont eu raison.

Dans la bataille suprême qui est engagée, les intérêts de tous les combattants sont indissolubles. Nos ennemis ne distinguent pas entre nous, et, plus que par notre volonté même, nous sommes liés ensemble par la haine commune où ils nous englobent et par leur volonté implacable de domination. Si nous succombons, les mêmes fers nous attendent. Vainqueurs, toutes les chaînes tomberont.

*
**

Quelle sera la force de la nouvelle armée tchèque? Il est, pour le moment, impossible de le prévoir. La Russie lui aurait envoyé des volontaires par dizaines de mille: réussiront-ils à rejoindre leurs camarades? Une politique bien entendue n'exige-t-elle pas que nous ne les rappelions pas et que nous les laissions à la place qu'ils occupent aujourd'hui? Il n'est pas sûr que le gouvernement qui domine actuellement à Petrograd doive conserver longtemps le pouvoir, et il faut prévoir un revirement prochain. Sous quelle forme? dans quelles conditions? Nous l'ignorons. — Pour que l'ordre renaisse en Russie et que le patriotisme reprenne quelque consistance, il semble désirable que les quelques centaines de mille Tchèques qui s'y trouvent actuellement continuent d'y demeurer. Ils formeront des îlots de résistance autour desquels se grouperont les éléments les plus intelligents et les plus énergiques du peuple.

En Amérique, les émigrés de Bohême et de Slovaquie sont fort nombreux. Beaucoup d'entre eux sont déjà naturalisés citoyens américains et entrent à ce titre dans l'armée des États-Unis. Beaucoup d'autres, arrivés depuis peu, ne sont pas soumis à la conscription, et leurs volontaires constitueront le gros de l'armée tchèque. Ces émigrés ont déjà rendu à notre cause des services qui ne sont pas aussi connus qu'ils le mériteraient. Ils ont envoyé à leurs amis d'Europe de très larges subsides, ils remplissent les usines de guerre; surtout, ils ont travaillé par tous les moyens à dénoncer les complots des Allemands et à éclairer l'opinion. Aujourd'hui, un devoir nouveau les appelle. Les renseignements qui nous arrivent d'au delà de l'Atlantique nous prouvent qu'ils ne reculeront pas devant lui. En somme, nous avons le droit d'espérer que la jeune armée tchécoslovaque représentera une force sérieuse. Nous sommes sûrs que ces volontaires qui, avec les Yougoslaves et les Polonais, sentent qu'ils ont le lourd devoir de relever l'honneur du nom slave, apporteront dans la bataille cette obstination héroïque et cette résolution de sacrifice qui forcent la victoire.

Ils savent que de leur courage dépend la liberté de la nation, et ils ont de qui tenir. La renaissance tchèque au XIX[e] siècle est un des plus magnifiques exemples de la puissance de la force morale dans le monde. Il est extraordinaire qu'un peuple dont toutes les classes supérieures avaient été anéanties, dont les fils les plus vaillants avaient été dispersés sur les routes de l'exil et qui depuis trois siècles croupissait dans une servitude dégradante, ait pu conserver intact le souvenir de son indépendance. Il est prodigieux qu'il ait eu même l'idée de commencer la lutte contre les puissances ennemies coalisées pour prévenir la plus inoffensive velléité d'opposition. Les quelques patriotes qui ont ouvert ce combat avaient contre eux la dynastie, une bureaucratie savante, une police soupçonneuse, sans parler de l'indifférence sceptique de la noblesse et de l'hostilité gouailleuse de l'immense majorité de la bourgeoisie; ces forces hostiles avaient pour soutien la

masse énorme de l'Allemagne qui surveillait avec une jalouse inquiétude le plus léger réveil de la pensée slave. Si, dans des conditions aussi défavorables, les Tchèques ont pu soutenir le combat, et rester maitres du terrain, c'est qu'ils avaient derrière eux le souvenir de Hus et des Taborites qui, au XV[e] siècle, avaient renouvelé l'art de la guerre et promené à travers l'Allemagne épouvantée le calice révolutionnaire. — Comme alors, ils prennent aujourd'hui les armes pour l'honneur du nom slave et l'émancipation de la conscience humaine.

Le grand poète tchèque, Machar, dans une heure noire, a écrit un poème admirable et poignant, *Le Golgotha*. Pendant que le Christ est sur la croix, Satan lui rappelle qu'il lui a offert le sceptre du monde, s'il tombait à ses pieds et reconnaissait sa puissance. « Tu es parti pour prêcher aux pauvres, aux faibles, le futur royaume de Dieu, tu as offert aux cœurs purs des trésors qui ne périssent pas, tu as voulu conduire les cœurs simples vers la gloire de ton père et effacer du front des générations la malédiction d'Adam... Pourquoi n'as-tu pas accepté alors les royaumes que je t'offrais et la gloire du monde? La vie m'appartient; c'est moi qui suis la vie; je suis le maître tout-puissant, et, pour les siècles des siècles, je possède les cœurs et les âmes... Satan déploya ses noires ailes de chauve-souris sur le Golgotha et sur la ville, sur les montagnes et les forêts, sur le pays entier et les eaux bleues des lacs de Galilée; au loin, sur les vastes mondes et les mers, la sombre nuée étendit ses voiles. Sous le manteau de ténèbres, la terre trembla. — Jésus jeta un regard éteint autour de lui, et un cri terrible s'échappa de sa gorge: *Éloi, Éloi, Lama sabachtani!* — Et il rendit l'âme. »

A ce cri de désespoir, les *combattants de Dieu* répondent par un cri d'espérance:

« Quand le monde serait plein de démons, un démon pour chaque homme, Dieu est avec nous », et Dieu a vaincu la mort.

Par une singulière coïncidence, la poésie de Machar est dédiée à Masaryk, c'est-à-dire à l'homme qui, dans

cette crise effroyable où l'humanité enfante dans la douleur et le sang le monde de demain, a retrouvé en lui l'âme des grands apôtres de son peuple. — Après la Passion, les cloches joyeusement sonnent la Pâque divine; de la mort, la vie va renaître.

« La France », dit le président du conseil, dans le rapport qui précède le décret, « a toujours soutenu de tout son pouvoir les revendications nationales des Tchèques et des Slovaques. Il est juste de donner à ces nationalités les moyens de défendre sous leur drapeau, côte à côte avec nous, la cause du droit et de la liberté des peuples, et il sera conforme aux traditions françaises de concourir à l'organisation d'une armée tchécoslovaque autonome. »

« Un peuple moderne », écrivait dans le *Journal des Débats*, du 20 décembre, M. Pierre de Quirielle, « pénétré profondément d'esprit démocratique et progressif, l'un des plus avancés pour le développement économique, tient à envoyer les meilleurs de ses fils combattre à nos côtés sous ses couleurs nationales. Appuyer énergiquement les espoirs de ces peuples, ce n'est pas chevalerie de notre part; c'est, en établissant contre l'élément ennemi, une barrière solide, servir efficacement dans l'avenir les plus clairs et les plus vrais intérêts français. »

La gloire de la France est que son intérêt a toujours coïncidé avec l'intérêt du monde et, par une rare bonne fortune, l'égoïsme, chez elle, n'est qu'une forme de la chevalerie. Quand l'Allemagne a essayé de se mettre à son école, elle a fait de ses chevaliers des brigands, les *Raubritter*.

Ce sont les descendants de ces *Raubritter* qui ont fondé la puissance des Hohenzollern et des Habsbourgs, et c'est leur esprit qui animait Bismarck, ce *toller Junker*, le coureur d'aventures et le forban de génie. L'heure de ces pirates est passée. L'armée tchèque nous aidera à refouler dans leurs cavernes ces revenants du moyen-âge.

E. Denis.

VARIÉTÉS ET DOCUMENTS.

Le discours du comte Czernin à la Délégation hongroise.

L'organisation constitutionnelle de la monarchie austro-hongroise ne donne au ministre commun des affaires étrangères chaque année qu'une occasion officielle de faire connaître aux Parlements et à l'opinion les principes et les résultats de sa politique: la réunion annuelle des Délégations. Interrompue par la guerre, la périodicité légale de ces sessions n'a été reprise que dans les premiers jours de ce mois : il a fallu les victoires allemandes de Riga et de l'Isonzo pour donner à l'Autriche-Hongrie le courage de convoquer son Ersatz *de Parlement commun.*

Le rite consacré veut que l'exposé du ministre soit prononcé devant la commission des affaires extérieures de celle des deux Délégations qui est l'hôte de l'autre. C'est ainsi que, cette fois, la Délégation hongroise a eu la primeur des déclarations du comte Czernin.

La presse française en a reproduit presque exclusivement le passage sur la question d'Alsace-Lorraine. Si instructif qu'il soit pour nous, ce n'est peut-être pas le plus caractéristique du discours. Il est bon, certes, de le rapprocher de toutes les déclarations de sympathie et presque d'amour que Vienne et même Budapest nous ont, depuis tantôt un an, fait susurrer par des émissaires plus ou moins huppés. Mais ce passage sur l'Alsace-Lorraine n'est qu'une conséquence logique de l'idée maîtresse du discours. C'est la thèse du comte Czernin sur le droit des peuples qu'il nous faut méditer. Voilà la pure doctrine allemande de l'État, la doctrine des Junker, Junker *prussiens comme Bismarck,* Junker *magyars comme Tisza. Entre cette doctrine et celle de nos démocraties d'Occident, le fossé est infranchissable. On ne peut se faire d'illusions là-dessus — et encore — qu'à Brest-Litowski.*

La traduction qui suit a été faite sur le texte donné par la Neue Freie Presse, *édition du matin, du 7 décembre.*

Si je me permets de vous adresser quelques paroles, je dois tout d'abord compter sur la bienveillance et l'indulgence de cha-

cun de vous. Comme je ne possède pas la langue hongroise, il serait possible que mes explications reposassent en partie sur des malentendus. Le cas échéant, je vous serais obligé de les éclaircir. Mais j'ai à cœur, dès le moment actuel de vos délibérations d'exposer très brièvement mon opinion sur une matière importante, parce que d'éminents chefs de parti de la Hongrie ont pris la parole ici et m'ont posé des questions, auxquelles je désire autant que possible répondre immédiatement.

Accord parfait avec l'Allemagne pour les buts de guerre. — Le comte Andrassy a parlé de l'alliance allemande avec la chaleur qu'on attendait de lui, et m'a demandé si et dans quelle mesure nous sommes d'accord avec l'Allemagne pour les buts de guerre. Je puis répondre par l'affirmative. Nous sommes d'accord avec l'Allemagne sur la base qui vaut pour l'Allemagne et pour l'Autriche-Hongrie, la base de la guerre défensive. Cette base a rencontré ici dans cette haute assemblée une approbation unanime; elle a été, au Reichstag allemand, prise comme directive des buts de guerre; et le secrétaire d'État von Kühlmann l'a, à mon avis, très clairement et nettement précisé dans un de ses derniers discours, lorsqu'il a dit: « Il n'y a point d'autre obstacle à la paix que l'Alsace-Lorraine ». Il est vrai que, si nous comparons notre situation à celle de notre allié allemand, il y a une chose que nous ne devons pas oublier : nous sommes, à un certain point de vue, en meilleure situation que lui. Nous avons, on peut dire tout notre territoire en notre possession, alors que les colonies allemandes se trouvent aujourd'hui aux mains de l'ennemi. Or, il est évident que l'Allemagne ne voudra ni ne pourra conclure la paix avant d'être sûre de recouvrer ses colonies.

On me reproche de divers côtés que « la faiblesse de ma politique, qui est à la remorque de l'Allemagne » — on exprime cela encore par d'autres formules — que cette politique nous oblige à poursuivre la guerre plus longuement que nous ne le devrions autrement, voire que nous sommes forcés de combattre pour des conquêtes allemandes. A ces arguments, j'oppose un « non » catégorique. Nous luttons pour la défense de l'Allemagne exactement comme l'Allemagne lutte pour la nôtre. A cet égard, je ne connais point de frontières territoriales. Si quelqu'un demande: « Combattons-nous pour l'Alsace-Lorraine? », je réponds: « Oui, nous combattons pour l'Alsace-Lorraine tout

comme l'Allemagne combat pour nous et a combattu pour Lemberg et Trieste. Je ne connais point là de différence entre Strasbourg et Trieste. »

Si dans le tableau général de la guerre européenne devaient se produire d'autres constellations, ce qui ne paraît pas impossible, et si sur d'autres fronts devaient surgir de grands événements, je dis franchement, et je me sens là-dessus d'accord avec le comte Tisza, que je saluerais avec joie (1) l'heure où nous devrions combattre sur les autres fronts aussi aux côtés de nos alliés. Si, après cette explication nette sur la direction où nous nous sommes engagés depuis le début de la guerre et où nous marchons en plein accord avec l'immense majorité tant de l'Autriche que de la Hongrie, il y a encore, dans l'Entente, des gens qui vivent dans l'idée qu'ils pourront nous séparer de nos alliés, je ne puis dire que ceci: Ceux qui croient cela sont de mauvais psychologues et des enfants (2).

L'attitude de l'Italie. — Le comte Andrassy m'a posé au sujet de l'Italie une question à laquelle je voudrais répondre très ouvertement. Depuis le début de la guerre, la politique italienne descend une pente glissante (3). Vous savez qu'avant la guerre l'Italie aurait pu causer avec nous, car nous avions un puissant intérêt à éviter cette guerre superflue. L'Italie aurait pu obtenir un arrangement qu'aujourd'hui elle ne saurait plus espérer même dans ses rêves les plus audacieux. Depuis lors, l'Italie a perdu douze batailles et des centaines de milliers de morts, elle a subi des pertes dont la valeur se chiffre par milliards, et des parties importantes de son sol sont actuellement en nos mains. Aujourd'hui elle peut, dans le cas le plus favorable, compter revenir au *statu quo* d'avant la guerre. Mais je suis forcé d'aller plus loin et j'arrive ainsi à ce qu'a dit le comte Karolyi. Si je l'ai bien compris, il m'a, à la fin de ses développements, donné à entendre que je devrais être dans tous les cas un pacifiste « à outrance (4) ». Il a, à ce propos, consacré quelques paroles bienveillantes à mon discours de Budapest, mais, à mon étonnement, pour sa première partie seulement, tandis qu'il passait sous silence la seconde. Or, cette seconde partie change tout le ca-

(1) *Lebhaft begrüssen.*
(2) *Kindische Gemüter.*
(3) *Bewegt sich auf einer schiefen Ebene nach abwarts.*
(4) En français dans le texte.

ractère du discours. Ce que le comte Karolyi me demande, c'est de me prêter à assurer en quelque sorte l'aventure italienne.

Dans l'idée de Karolyi, je devrais déclarer aujourd'hui à l'Italie: « Continuez la guerre, tant que vous voudrez, attaquez-nous tant qu'il vous plaira, prolongez la guerre à votre gré — nous vous garantissons qu'il ne vous arrivera rien. » Eh bien, Messieurs, je suis très éloigné de ce point de vue. Je le dis très carrément, et pour qu'on l'entende à Rome: Si l'Italie, de gaîté de cœur, poursuit la guerre, la paix qu'elle obtiendra plus tard sera plus mauvaise. C'est notre devoir envers nos troupes et l'arrière. Que le comte Karolyi le sache: j'ai un but, et c'est d'obtenir le plus tôt possible une paix pleine d'honneur (1). Je me refuse donc à offrir à nos ennemis des primes pour la prolongation des hostilités.

Les effets de la guerre sous-marine. — En ce qui concerne les sous-marins, je puis entièrement confirmer ce qu'a dit le comte Tisza. Il faut remettre à plus tard la publication des données exactes. Mais je puis assurer le comte Karolyi que les autorités militaires en Allemagne comme chez nous expriment la conviction qu'on a mis à l'arrivage des munitions sur le front oriental et occidental des obstacles tels qu'il en est résulté une action considérable sur la marche de la guerre. Nous savons pertinemment que nos adversaires en souffrent très fortement.

La trahison de l'Italie et de la Roumanie. — Je suis encore tout à fait d'accord avec le comte Tisza sur un autre point: c'est sa réponse à l'observation du comte Karolyi, d'après qui ç'aurait été la faute de notre diplomatie si l'Italie et la Roumanie sont passées à l'adversaire. En une seule phrase, mon opinion est que la Roumanie et l'Italie ont fait un faux calcul de force (2), lorsqu'elles se sont jointes à nos ennemis. Et alors je demande: comment un diplomate aurait-il pu ruiner les idées qu'on avait insufflées au peuple italien et au peuple roumain sur la faiblesse intérieure de l'Autriche-Hongrie? Des raisons, dont notre diplomatie était complètement innocente, devant lesquelles elle était impuissante, ont donné naissance à cette estimation erronée de nos forces. Le bonheur est que cette estimation de la puissance austro-hongroise se soit trouvée fausse.

(1) *Eines ehrenvollen Friedens.*
(2) *Falsche Machtspekulation.*

La possibilité d'une déclaration de guerre de l'Amérique. — Un de vous, Messieurs, a eu l'amabilité de me demander ce que je pense de la déclaration de guerre de l'Amérique. Des informations non confirmées laissent ouverte la possibilité que l'Amérique nous déclare la guerre ainsi qu'à nos deux alliées, la Turquie et la Bulgarie. Je ne dis pas que cela sera, je dis seulement que cela pourrait être. Mais, même si cette éventualité s'accomplissait, nous ne pourrions rien regretter de ce que nous avons fait dans le passé. A cause de notre fidèle alliance avec l'Allemagne nous avons dû compter avec l'hostilité de l'Amérique. Si l'Amérique tire ces conséquences, ce sera douloureux, je l'avoue, à cause des Autrichiens et des Hongrois qui sont en Amérique et qui vont se trouver dans la plus poignante situation. Cependant cela ne modifiera en rien le résultat de la guerre.

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». — A propos de l'Amérique, je voudrais appeler votre attention sur le discours d'aujourd'hui du président Wilson, qui, sous certains rapports, est incompréhensible et obscur, mais qui dans une certaine direction marque un progrès très intéressant dans la manière de voir du président. Parlant de notre situation intérieure, il dit: « Nous tenons à déclarer cependant que nous ne voulons aucunement nuire à l'Autriche-Hongrie et que ce n'est point notre affaire de nous occuper des institutions des peuples. Nous ne songeons pas à leur prescrire leur conduite, mais nous souhaitons qu'ils mettent eux-mêmes en ordre leurs affaires, grandes et petites ». Si l'on compare cette manière de voir avec celle que l'Entente a jetée dans la monarchie et que l'on désigne par la formule: « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ce droit devant se réaliser à une conférence de la paix avec l'aide de l'Entente, je trouve dans l'opinion actuelle du président des États-Unis un grand, un important progrès, que nous reconnaissons et que nous avons un vif intérêt à marquer. S'il m'est permis de saisir l'occasion de dire encore un mot sur cette question, sur cette formule du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », voici comment je voudrais préciser mon point de vue:

L'expression « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est apparue assez tardivement pendant cette guerre, dans le cadre des discussions sur les buts de guerre. En donner une définition universellement valable est impossible, car chacun des hommes d'État qui l'emploient part d'une notion fondamen-

tale différente, de sorte qu'on peut dire qu'il y a autant de définitions de ce terme qu'il y a de bouches qui l'ont prononcé. Si nous recherchons l'origine de cette formule, nous constatons qu'elle se rattache au but de guerre que l'Entente a prétexté depuis le commencement de la guerre, « la protection des petites nations ». Les « petites nations », c'étaient les petits États soi-disant violentés par les puissances centrales; c'étaient la Serbie, le Monténégro, etc., pour la sauvegarde et la délivrance desquels l'Entente prétendait avoir pris les armes. C'était cela le droit des petits États à disposer d'eux-mêmes. Dans sa note aux belligérants, du 18 décembre 1916, le président Wilson indiquait encore comme un des principaux buts de paix celui « d'assurer les droits et privilèges des petits États ». Dans leur réponse du 12 janvier 1917 à cette note, les puissances de l'Entente ont complété la phrase de M. Wilson par la brutale formule: qu'elles font la guerre aussi pour délivrer les Italiens, Slaves, Roumains, Tchèques et Slovaques de la domination étrangère. La protection des petits États passait à l'arrière-plan, la séparation violente de certaines différentes nationalités d'avec la monarchie venait au premier, leur séparation violente sans concession du droit de disposer d'elles-mêmes soit aux nationalités soit à la mère-patrie (1). Dans son message au Sénat du 22 janvier 1917, le président Wilson s'est jusqu'à un certain point rapproché des vues de l'Entente, en réclamant des réformes intérieures dans les divers États: il soumettait ainsi la politique intérieure des différents États à la discussion internationale; mais, en même temps, il déclarait qu'il n'existe point de droit « de céder les peuples de domination à domination, comme s'ils étaient une propriété » (2). Ce message du président exprime donc l'idée que la cession de parties du territoire d'un État à un autre État ne doit pas être imposée par voie de contrainte, et exige un « consentement des gouvernés à leur gouvernement » (3).

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est donc ici déjà un *mixtum compositum* assez compliqué: au point de vue territorial, le droit de l'État de déterminer sa consistance territoriale, mais, en même temps, la reconnaissance aux nationalités, sous garantie internationale, du droit de contribuer à déterminer leur situation à l'intérieur de l'État. Le 11 avril 1917, le

(1) *Mutterstaat.*
(2) *Von Machthabern zu Machthabern abzutreten.*
(3) *Zustimmung der Regierten zur Regierung.*

gouvernement prussien déclarait repousser toute idée de dominer sur d'autres peuples et leur enlever leur patrimoine national; il revendiquait pour les États belligérants le droit de déterminer eux-mêmes le sort de leurs populations lors de la conclusion de la paix. C'est le droit des États de disposer eux-mêmes de leurs nations. Ainsi tantôt les États, tantôt les nationalités sont les sujets, puis de nouveau les objets du « droit de disposer de soi-même »; de ce droit qui poursuit des buts très variables, oscillant entre une autonomie obtenue par voie constitutionnelle et une indépendance d'État conférée dans un congrès européen. Exploitant cette confusion d'idées, les hommes d'État de l'Entente ont, dans leurs discours, petit à petit donné à ce « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » une forme plus précise. Il est devenu le manteau dont se couvre la brutale prétention qu'a l'Entente de détacher violemment de l'Autriche-Hongrie certaines de ses parties. Il cache maintenant l'exigence que la monarchie renonce à son droit de déterminer sa consistance territoriale, qu'elle renonce à son droit de régler elle-même le rapport des nationalités entre elles et avec l'État. C'est la négation de toute souveraineté d'État, la prétention de soumettre la consistance territoriale et les conditions politiques intérieures de l'Autriche-Hongrie au vote d'un congrès européen ou à un plébiscite. De la façon dont le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été défini dans ces tout derniers temps, où l'on a conféré une importance internationale à des assemblées populaires, à des décisions de partis, voire même à quelques manifestations de journaux, il conduit à la pure anarchie, à la macération (1) du concept de l'État, à la reconnaissance d'un régionalisme qui va presque jusqu'à prendre en considération chaque individu isolément.

C'est tout cela, Messieurs, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », et c'est avec cette notion ou, plus exactement, avec cette formule que nous devons agir et faire de la politique sérieuse? Ajoutez que l'Entente n'admet le droit des peuples, dans toutes ces versions, que contre ses adversaires, mais, pour elle-même, trouve toujours prétexte à en écarter l'application. Là où elle éprouve le besoin d'annexer ou de désannexer, elle ne reconnaît naturellement pas à l'État qui en doit souffrir (2),

(1) *Mazeration.*
(2) *Des zu schmaelernden Staates.*

le droit de décider lui-même, ou même aux populations à annexer le droit de dire leur mot sur cette amputation. Lorsque les francs-maçons à Paris laissèrent percer la pensée qu'il convenait de soumettre au plébiscite des habitants le sort des régions revendiquées par l'Italie, une tempête d'indignation se leva en Italie; et, de même, on a rejeté en France l'idée d'un plébiscite en Alsace-Lorraine, car il ne s'agissait là, disait-on, que de réparer une ancienne injustice. Les prétextes n'ont jamais manqué à l'Entente pour se refuser à s'appliquer à elle-même en ce sens le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si je prends position maintenant sur cette question : dans quelle mesure je reconnais un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, je ne puis, dans le cadre de mes attributions, me prononcer là-dessus que pour autant que la question a un caractère international. Le droit de l'État à disposer de sa consistance territoriale est hors de doute. Il n'est pas moins hors de doute qu'un État étranger ne peut s'arroger le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays. Telles sont, du point de vue international, les limites du droit des États à disposer d'eux-mêmes.

S'il s'agit de la manière dont, à l'intérieur des différents États, les nationalités ont à régler leurs rapports entre elles et avec l'État, ce n'est donc pas une question internationale, mais une affaire intérieure. Dans cette direction, je n'ai le droit de m'exprimer en ce qui concerne la monarchie austro-hongroise que dans la limite où ces questions peuvent influer sur la politique extérieure. Je n'hésite pas à déclarer que, dans le cadre de ce droit qui m'appartient, je repousse absolument tout exercice d'influence étrangère sur le développement de nos affaires intérieures, de même qu'à l'inverse je repousse tout aussi énergiquement l'idée que certaines questions politiques intérieures doivent recevoir une solution internationale. Le rapport des deux États de la monarchie austro-hongroise l'un à l'autre a ses bases légales. La possibilité de les modifier est prévue par des dispositions constitutionnelles. Si le désir de pareilles modifications apparaît, elles doivent être faites par voie constitutionnelle avec la collaboration du corps législatif, qui précisément garantit dans le cadre de l'État le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». A l'intérieur des deux États de la monarchie austro-hon-

groise, les diverses nationalités ont également, par des institutions constitutionnelles, toute possibilité de régler leurs relations. Il m'est impossible de reconnaître d'autres possibilités de solution.

CHRONIQUE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le mois qui vient de s'écouler restera marqué dans l'histoire de la guerre comme celui de la défection de la Russie. Il convient de prononcer ce mot sans irritation superflue, en psychologue qui discerne les causes et en politique qui calcule les effets; mais la chose n'en reste pas moins: l'effacement, l'émiettement graduels de la force russe, qui dominaient depuis des mois déjà toute la situation sont devenus, par la conclusion d'un armistice et demain selon toute vraisemblance par celle d'une paix séparée, une défection complète et formelle. Et, si la constance des Alliés n'en a pas été abattue, leurs calculs, ceux de l'ennemi et son état d'esprit n'ont pu manquer d'en être profondément affectés.

***

La défection devait être l'aboutissement logique de la révolution russe telle que nous la voyions évoluer, sans autre frein ni direction que le gouvernement purement oratoire de M. Kerenski. Le coup d'état de Petrograd, qui a chassé ce tribun le 6 novembre, et dont nous avons parlé dans notre dernière chronique, a mis au pouvoir des hommes que leurs illusions, leurs ambitions, et peut-être, chez certains, des mobiles moins avouables, devaient porter à satisfaire les deux appétits qui n'ont cessé de grandir depuis le début de la révolution, celui de la terre et celui de la paix. Il en est résulté pour leur pouvoir beaucoup plus de solidité qu'on l'aurait cru au premier moment; ils l'ont d'ailleurs affermi avec une énergie fanatique, dont avaient totalement manqué les gouvernants verbeux qu'ils ont remplacés.

Trotski et Lénine se sont empressés de proclamer les conditions de paix résumées dans notre dernière chronique, qui méconnaissaient intégralement les données profondes des problèmes que pose la guerre et les devoirs contractés par la Russie envers ses alliés.

Le pouvoir des maximalistes s'est rapidement étendu à une grande partie de la Russie, et notamment à Moscou. Et immédiatement ils se sont efforcés de le justifier en réalisant leur promesse de paix.

Vers le 20 novembre, un message sans fil provenant des postes du gouvernement russe annonçait l'offre à toutes les nations d'un armistice sur tous les fronts en vue de l'ouverture immédiate de pourparlers pour la conclusion de la « paix démocratique ». Le « citoyen commandant en chef » était invité à commencer les pourparlers avec les autorités des armées ennemies. Cette manière publique de procéder devait, en excitant les soldats, paralyser la résistance que les généraux pourraient vouloir opposer à un tel ordre. D'ailleurs l'exécution de celui-ci fut confié à l'enseigne Krylenko, nommé généralissime en remplacement du général Dukhonin, qui refusait d'obtempérer aux ordres des « Commissaires du peuple », que le coup d'État venait de mettre au pouvoir, et dont les principaux sont Lénine et Trotski.

Pendant un certain temps, il sembla que l'autorité de Krylenko, dont beaucoup sentaient le caractère dérisoire, ne pourrait s'établir. Les bons éléments résistaient encore, et la masse n'osait peut-être pas encore. L'incohérence des attitudes sur le front russe apparaissaient à d'étranges communiqués comme celui du 25 novembre où l'on lisait: « *Front Ouest :* Fusillades. Au sud du lac Narotch, des fraternisations ont eu lieu. » Puis le régime qui favorisait les instincts de la masse gagna peu à peu du nord vers le sud. Krylenko s'empara du quartier général le 4 décembre. Le général Dukhonin, proclamé ennemi du peuple et abandonné par son entourage avec la plus honteuse pleutrerie, fut assassiné. Krylenko flétrit cet excès des passions révolutionnaires dans un manifeste qui commence par cette phrase, où l'on voit clairement comment les maximalistes ont exploité, auprès de la masse des soldats, l'idée de paix : « Camarades, je suis entré aujourd'hui à Mohilev à la tête des troupes révolutionnaires. Le quartier général a été pris sans combat. Le dernier obstacle à la cause de la paix est tombé. » Le pacifisme était présenté comme une manière de croisade héroïque: c'est l'idéalisation des appétits qui caractérise toujours la démagogie.

Avant même d'être maître du Grand Quartier, le « généralissime » Krylenko avait annoncé le 28 novembre, par un « ordre » à l'armée, que les trois délégués qu'il avait envoyés dans les lignes ennemies sur le front de Dvinsk étaient revenus avec l'acceptation par les autorités allemandes de négociations pour la conclusion d'un armistice. Notons, pour bien préciser le caractère de ces événements, que ces trois délégués étaient des personnages ridiculement infimes, et que l'un d'eux — qui portait un nom allemand — fut reconnu quelques jours après pour un ancien espion de l'Okhrana et incarcéré dans la forteresse Pierre et Paul.

Les négociations s'ouvrirent à Brest-Litovsk, conduites, du côté allemand, par le général Hoffmann, chef d'état-major du

prince Léopold de Bavière. Dès le 3 décembre une trêve de dix jours était conclue, et, dès le 8, on apprenait que le général Cerbacev avait dû admettre que cet armistice s'étendît au front russe du sud et même à l'armée roumaine.

Les Russes essayèrent d'engager à Brest-Litovsk une palabre sur leurs buts démocratiques de guerre; mais les militaires allemands, tout en évitant de les rudoyer, maintinrent strictement la discussion sur le terrain de l'armistice. Les Russes déclarèrent qu'ils voulaient négocier un armistice sur tous les fronts, en vue d'une paix générale; mais les Allemands répondirent « évasivement », comme le constatent les communiqués russes eux-mêmes, sans d'ailleurs décourager des partenaires qui ne posaient sans doute guère leurs conditions que pour la forme. Les Allemands, auxquels se joignirent bientôt des délégués de leurs alliés, se bornèrent strictement à discuter les conditions d'un armistice sur le front de la Baltique à la mer Noire. Ils refusèrent d'accorder aux Russes ce que ceux-ci avaient commencé par affecter de poser comme une condition *sine qua non:* l'évacuation des îles du détroit de Moon, au nord du golfe de Riga. Néanmoins on signait le 15 décembre une convention d'armistice valable du 17 décembre au 14 janvier, mais avec renouvellement automatique si elle n'est pas dénoncée. Les Russes ont cru ou affecté de croire qu'ils donnaient une garantie à leurs alliés en faisant insérer dans le texte une clause ainsi conçue : « Les contractants s'engagent à ne procéder à aucun déplacement de troupes sur le front de la mer Noire à la Baltique jusqu'au 14 janvier 1918, à moins que ces déplacements n'aient été en cours au moment de la signature de l'armistice. » On juge ce que peut valoir ce « chiffon de papier » avec une telle restriction: la *Gazette de Cologne* laissait entendre quelques jours plus tard que celle-ci laissait toute liberté au commandement allemand; et de plus qu'arrivera-t-il après le 14 janvier, lorsque l'armistice aura été continué par tacite reconduction?

L'accord ne devait, par ses clauses maritimes, servir que les puissances centrales, puisque la Russie n'avait aucune navigation sur la Baltique et dominait complètement la mer Noire. On juge donc à qui devait profiter une stipulation comme celle-ci : « Le commerce et la navigation de commerce sont autorisés dans les zones maritimes précisées... » Peu après on apprenait que les Turcs, qui ont si peu de voies de communication en Asie-Mineure, recommençaient à user de la mer Noire.

L'armistice était conçu de manière à permettre aux Allemands de commencer immédiatement leur pénétration en Russie. Il autorisait la reprise d'échanges postaux et « la vente et l'échange de marchandises d'un usage journalier dans des bureaux de vente ».

Enfin l'article 9 stipulait l'ouverture immédiate de négociations de paix.

Il est très difficile de juger la part qu'il faut faire dans la politique maximaliste aux illusions et à la comédie que Lénine et Trotski se donnaient à eux-mêmes et aux masses russes. Ils ont déclaré que la Russie révolutionnaire faisait la guerre à tous les impérialismes, et, comme nous le verrons plus loin, ils ont parlé d'une manière violente et comminatoire de celui qu'ils attribuent aux Alliés. Trotski a affecté de voir dans l'ouverture des négociations de paix une victoire de l'esprit révolutionnaire russe sur l'impérialisme allemand; il a déclaré au Congrès des Paysans: « L'Allemagne a été contrainte contre sa volonté d'entrer en négociations avec nous... Je n'oublierai jamais la nuit pendant laquelle nous avons appris que les Allemands refusaient nos demandes. Nous n'hésitâmes pas un instant; nous envoyâmes un ultimatum à l'Allemagne et gagnâmes notre point de vue. »

On ignore par quelles formes l'Allemagne put laisser ou ne pas laisser à Trotski l'illusion d'un tel succès; mais le fait est qu'elle se prêta mal chez elle à cette explosion révolutionnaire universelle qui, d'après les bolcheviki, doit être le résultat de leur paix. Ces apôtres voulaient des fraternisations sur le front, pour répandre la bonne parole parmi les troupiers allemands ; les autorités du Kaiser ont, par les stipulations de l'armistice, réglementé ces effusions de manière à ce qu'elles puissent contaminer encore un peu plus les Russes, mais non atteindre les guerriers allemands: les fraternisations ne doivent avoir lieu qu'en des points peu nombreux, strictement déterminés, et où vingt-cinq soldats seulement pourront se trouver à la fois. Ce sont les conditions voulues pour que seules les équipes spéciales de fraternisation organisées par les Austro-Allemands puissent donner. Les Allemands ont fourni d'autres preuves encore de leur volonté d'empêcher chez eux toute propagande maximaliste; c'est ainsi qu'ils ont annoncé que tout aviateur russe allant jeter dans les lignes des papiers de propagande dans les lignes allemandes serait fusillé dès qu'on le prendrait ; l'appel bolchevik à la paix, dont nous avons parlé plus haut, n'a jamais été intégralement publié en Allemagne comme le socialiste minoritaine Stroebel l'a révélé au Reichstag. Si, dans ces conditions, les chefs bolcheviki sont dupes des chances qu'a l'œuvre de propagande qu'ils prétendent mener dans les Empires du Centre, c'est qu'ils ont la foi chevillée à l'âme, à moins que ce ne soit la mauvaise foi de gens qui se trompent eux-mêmes et trompent la masse de leurs compatriotes en appelant victoire révolutionnaire la capitulation à laquelle aspirait l'armée russe démoralisée et dont les bolcheviki ont voulu s'assurer l'avantage pour se faire accepter par la masse de la population russe.

Les bolcheviki, malgré toutes les déceptions, ont cru devoir se livrer à des manifestations que le gouvernement allemand rendait vaines, et leur politique semble avoir singulièrement ressemblé à celle du Chinois qui, tout en acceptant les faits les plus contraires à ses principes, ne cesse de poser ces derniers

pour « sauver la face ». C'est ainsi que le 23 décembre l'agence télégraphique (bolchevik) de Petrograd annonçait que le gouvernement avait adressé à M. de Kühlmann une lettre protestant contre le refus de passeports aux socialistes minoritaires allemands, Haase, Ledebour et Kautsky, qui voulaient aller à Stockholm pour « prendre des informations sur la révolution russe ». Les bolcheviki faisaient observer qu'une telle attitude à l'égard d'un gouvernement qui désirait avant tout la paix entre les peuples pourrait être un gros obstacle aux négociations. Il faut d'ailleurs noter qu'en même temps M. Scheidemann, le chef des socialistes majoritaires allemands, était à Stockholm, et s'y livrait à tout un tripotage diplomatique favorable à l'Empire. Fait caractéristique : il a été à peine question d'une reprise du projet de conférence de Stockholm. Celle-ci était admirable tant que l'Allemagne avait besoin d'influencer la révolution russe en faveur de la paix séparée; mais elle est devenue plutôt superflue depuis que cette paix est virtuellement obtenue et que toute étude publique des causes de la guerre et du caractère démocratique de la paix pourrait — au point où en sont les choses — être plus gênante pour l'Allemagne et ses alliés que pour ses ennemis. La diplomatie secrète de M. Scheidemann a d'ailleurs été fort mal vue par les socialistes de bonne foi qui avaient désiré il y a quelques mois la conférence de Stockholm; et le *Socialdemokraten*, l'organe de M. Branting, a publié un article où l'on lisait la condamnation suivante des tripatouillages avec le représentant des bolcheviki: « M. Lénine a exposé avec diplomatiques du chef des socialistes impérialistes allemands fracas sa volonté de parler au peuple allemand par-dessus la tête de l'empereur Guillaume, et il a proclamé que toutes les paroles échangées à Brest-Litovsk et que toutes les clauses de l'accord que l'on réaliserait seraient publiées immédiatement jusqu'aux extrémités de la terre. La diplomatie secrète était morte. Oui, morte à Brest-Litovsk, mais ressuscitée à Stockholm. Au moment même où les pourparlers publics s'ouvraient à Brest-Litovsk, les négociations privées étaient engagées à Stockholm. »

Et d'ailleurs, dans cette ville, l'envoyé des maximalistes, M. Orlovski, montrait par son attitude quelles sont les relations étroites entre son parti et la socialdémocratie allemande. Ne pouvant envoyer de dépêches chiffrées par le télégraphe suédois, (car la Suède ne reconnaissait pas son caractère diplomatique), ce personnage employait des courriers qui se rendaient à Tornéo, courriers aussi souvent allemands que russes, et presque invariablement juifs. D'ailleurs, notons que lorsque les bolcheviki se sont emparés du télégraphe ils ont pris comme représentants pour examiner les dépêches deux journalistes dont l'un était un Autrichien et l'autre un Allemand, naguère correspondant de la *Gazette de Francfort*.

On ne s'étonnera pas que dans ces conditions les bolcheviki se soient bornés à des manifestations platoniques pour réclamer

contre le refus de passeports aux socialistes minoritaires allemands. Le contact avec M. Scheidemann à Stockholm leur suffisait sans doute, et rien dans l'attitude du gouvernement allemand, pas même son opposition absolue et hautaine à toute propagande en Allemagne, n'a pu décourager ces farouches révolutionnaires de continuer à négocier avec des pouvoirs dont l'essence même est contradictoire avec toutes les idées que proclament les maximalistes.

⁂

Dans un autre domaine que celui de la propagande révolutionnaire, où ils se heurtent à la volonté arrêtée des autorités allemandes, les bolcheviki vont avoir à montrer leur sincérité. Avant l'ouverture des négociations de paix, qui a eu lieu le 22 décembre à Brest-Litovsk, Trotski a déclaré que la délégation russe ne serait pas dupe d'une adhésion purement verbale des Empires du Centre au principe de la « paix sans annexions ni indemnités » et « du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ». Il a annoncé que des précisions seraient exigées, et l'organe maximaliste, la *Pravda*, parlant avec méfiance des socialistes a la Scheidemann et du gouvernement allemand qui opprime les Polonais et les Danois, a mis les points sur les i en écrivant que la Pologne, la Courlande et la Lithuanie devront « discuter sur la question de leur dépendance ou de leur indépendance, et le gouvernement allemand ne se mêler en rien à leur résolution ni plaider leur cause. Il ne faudrait pas que sous le prétexte d'assurer le libre développement de ces nations l'Allemagne n'ait en vue que d'en faire les vassales de l'impérialisme allemand. »

Trotski a même lancé la menace d'une rupture des négociations si l'Allemagne se refusait à la paix démocratique. Célébrant la conclusion de l'armistice, il a déclaré, la veille de l'ouverture des pourparlers de paix de Brest-Litovsk : « Si on nous propose des conditions inacceptables, contraires aux principes de notre révolution, nous soumettrons ces conditions à l'Assemblée constituante et nous lui dirons: « Décidez ». Si l'Assemblée constituante les accepte, alors le parti maximaliste la quittera et lui dira: « Trouvez un autre parti pour signer. Nous appelons tous à la guerre sainte contre l'impérialisme de tous les pays. »

Et les conditions de paix proposées par les délégués russes aux conférences de Brest-Litovsk, qui s'ouvrirent le 22 décembre, et où l'Allemagne et l'Autriche étaient représentées par leurs ministres des affaires étrangères, M. de Kühlmann et le comte Czernin, contenaient au moins une revendication verbale des principes des maximalistes. Sans doute on n'y trouvait plus les demandes si nettes du Conseil des délégués paysans qui, le 3 novembre, avait publié des conditions de paix où l'on pouvait lire: « Le territoire de l'État russe reste inviolable. Toutes les nationalités qui le peuplent jouiront d'une autonomie complète.

La Pologne russe est proclamée indépendante... » Les conditions maximalistes présentées à Brest-Litovsk le 22 décembre étaient rédigées d'une manière assez relâchée, et leurs clauses relatives au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes étaient ainsi conçues :

1° Aucun territoire conquis pendant la guerre actuelle ne pourra être annexé de vive force, et les troupes occupant ces territoires devront en être évacuées aussitôt.
2° Sera complètement rétablie l'indépendance politique des peuples qui la perdirent durant cette guerre.
3° Les groupes nationaux qui ne jouissaient pas de cette indépendance décideront eux-mêmes, par voie de referendum, la question de leur indépendance politique ou celle de l'État auquel ils voudraient appartenir. Ce referendum devra avoir pour base la liberté complète de vote pour toute la population, y compris les émigrés et les réfugiés.
4° Sur les territoires habités par plusieurs nationalités, les droits de la minorité seront protégés par des lois spéciales assurant à ces nationalités leur autonomie nationale et, si les conditions politiques le permettent, leur autonomie administrative.

Tout le travail des Allemands a tendu à éluder toute précision en ce qui concerne le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et à donner, sans se compromettre, des satisfactions purement verbales à des gens portés à se trouver beaucoup de raisons de s'en contenter. Cette œuvre de conciliation dans les mots de tendances radicalement contradictoires dans les faits est apparue dès le début, dans le discours prononcé par M. de Kühlmann le jour de l'ouverture des pourparlers. Eviter toute précision, assurer la reprise des relations, surtout économiques, avec les pays russes, sans rien fixer en ce qui concerne la disposition des populations et territoires enlevés à la Russie par les armées des Empires du Centre, tel a été le système qui inspirait toute l'allocution du ministre allemand des affaires étrangères, très préoccupé, comme on le sait par ses propres déclarations, du soin de ménager la psychologie des adversaires de l'Allemagne.

« En raison de la situation », a-t-il dit, « il ne peut pas être question de préparer au cours des délibérations qui sont maintenant ouvertes un instrument de paix poussé jusqu'aux petits détails. Ce que j'ai dans l'esprit, c'est de fixer les principes et les conditions les plus importants selon lesquels des relations de voisinage pacifiques, spécialement en ce qui concerne la culture intellectuelle et la vie économique, pourront être rapidement rétablies, et de décider des meilleurs moyens pour guérir les blessures de la guerre. Nos négociations doivent être guidées par un esprit d'humanité miséricordieuse et d'estime mutuelle. Elles doivent prendre en considération ce qui est devenu historique pour ne pas perdre, comme notre base solide, des faits, mais, d'autre part, elles doivent être inspirées par le grand motif directeur qui nous a réunis ici. » M. de Kühlmann terminait avec

attendrissement en constatant que ces négociations se faisaient sous les auspices de la fête qui depuis des siècles promet la paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.

Tout le monde, sauf des maximalistes, devait comprendre du premier coup le sens de ce langage. M. de Kühlmann ne désire pas risquer de se heurter à une difficulté qui pourrait retarder ou même empêcher l'accord en cherchant à régler dans le détail les questions territoriales qui se posent, comme celles de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande. Il compte les escamoter sous des phrases acceptables pour les maximalistes et que les puissances centrales interprèteront plus tard selon la situation où elles seront au moment de conclure la paix générale. Déjà cependant il est fort clair qu'elles veulent se réserver la possibilité d'incorporer les pays que leurs troupes occupent, et ce n'est pas autrement qu'on peut interpréter les mots de M. de Kühlmann disant qu'il faut tenir compte de « ce qui est devenu historique ». Ce que l'Allemagne veut, c'est être assurée de n'avoir plus d'hostilité à craindre sur le front oriental et de pouvoir immédiatement trouver quelques ressources en Russie et y commencer une œuvre de pénétration, d'exploitation et de corruption dont elle attend des résultats immenses: M. de Kühlmann ne l'a pas laissé ignorer en ajournant les questions épineuses tout en demandant la reprise immédiate des relations intellectuelles et économiques.

C'est exactement la même tactique qui a inspiré la réponse faite le 26 décembre par le comte Czernin, parlant au nom des puissances centrales des conditions de paix qu'avaient annoncées trois jours plus tôt les délégués russes. « Les délégations de la Quadruplice », a-t-il dit, « se déclarent pour la paix immédiate et générale sans acquisitions territoriales opérées par la force et sans indemnités de guerre. » Sur aucun point cette réponse ne donnait la moindre précision en ce qui concerne ce que la Quadruplice appelle acquérir des territoires par la force; c'est-à-dire que les maximalistes ne voient poindre aucune garantie que les puissances centrales ne chercheront pas à tourner cette belle déclaration pour mettre la main sur les provinces baltiques et la Pologne, sans parler de la Serbie et d'une partie de la Roumanie que l'Autriche et surtout la Bulgarie réclament. Voici en effet les phrases systématiquement vagues qui ont été servies par le comte Czernin à ses auditeurs maximalistes.

1° L'appropriation par la force de territoires qui furent occupés pendant la guerre n'est pas dans les intentions des gouvernements alliés. Une décision au sujet des troupes actuellement dans les territoires occupés sera prise dans le traité de paix, dans la mesure où leur retrait sur certains points n'aura pas déjà auparavant fait l'objet d'un accord.

2° Les alliés n'ont pas l'intention de ravir leur indépendance aux peuples qui perdirent leur indépendance politique pendant cette guerre.

Notons d'ailleurs que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était poliment mais complètement écarté en ce qui concerne les populations appartenant déjà avant la guerre aux empires du Centre. «La question doit, là où elle se présente», déclarait le comte Czernin, «être réglée indépendamment par chaque Etat avec ses peuples par la voie constitutionnelle». On sait ce que cela veut dire pour les allogènes des deux Empires germaniques. Et quant au droit des minorités nationales, dont les maximalistes avaient parlé dans leurs offres, le comte Czernin se contentit de dire: « Les gouvernements alliés mettent partout ce principe en vigueur en tant qu'il paraît pratiquement réalisable. » On sait à que point les Allemands trouvent ce principe pratiquement réalisable dans les pays de leur empire habités notamment par des Danois et des Polonais.

Cette dérision méprisante — dans le fond, sinon dans la forme — de la réponse des Empires du Centre aux maximalistes avec lesquels M. de Kühlmann affecte malgré tout de parler de « mutuelle estime » était d'ailleurs attendue. La réponse du comte Czernin contenait quelque chose de plus intéressant: une manœuvre et une sorte de chantage à l'adresse de l'Entente. La vertueuse adhésion de l'Austro-Allemagne au principe de paix des bolcheviki y est subordonnée à un engagement « dans un délai convenable » de toutes les puissances belligérantes d'observer les conditions « liant tous les peuples ». Cette phrase a certainement moins pour objet d'entraîner les puissances de l'Entente dans les négociations de Brest-Litovsk que d'essayer de les compromettre aux yeux des Russes, de leurs propres peuples et peut-être des peuples des pays occupés et dont le sort est en jeu, si elles ne font pas une déclaration dans laquelle elles se reconnaîtraient engagées par ce qui a été dit entre les Russes et l'ennemi. Peut-être aussi les Austro-Allemands calculaient-ils que certains des gouvernements de l'Entente voudraient faire cette déclaration et les autres pas, ce qui pourrait amener entre eux des brouilles. Il est vrai que le jeu est risqué: avec un peu d'union et de prévoyance, les nations de l'Entente pourraient opposer à cette botte une parade singulièrement embarrassante pour l'ennemi. — On ne la voit malheureusement pas encore se dessiner.

Tels étaient les points les plus intéressants de la réponse des puissances centrales à l'énoncé des conditions russes. Signalons cependant en passant une jolie calembredaine qu'elle contenait. Les Allemands ont demandé la restitution de leurs colonies sans plébiscite, et on ne saurait les blâmer d'écarter la consultation des Hottentots et des nègres plus ou moins variés qui habitent l'Afrique allemande, quoique ces populations n'aient pas eu beaucoup à se louer de la tendresse que leur manifestaient les représentants du Kaiser. Mais, si les Allemands n'ont pas besoin de plébiscite, c'est parce que les nègres « sont restés fidèles à la vie et à la mort à leurs amis allemands », ce qui est « une preuve de leur dévouement et de leur résolution de rester en

toute circonstance aux côtés de l'Allemagne ». Voilà un plébiscite prestement escamoté. Il sera facile aux Alliés de retourner cette fidélité de leurs colonies contre toute prétention qu'auraient les Allemands de demander à l'Inde ou au Maroc de déclarer si oui ou non ils veulent rester des dépendances et protectorats de la France et de l'Angleterre.

L'attitude des délégués russes en présence de ce document caractéristique est restée conforme à toutes les illusions ou à tout l'aveuglement systématique des bolcheviki dans cette affaire. Le chef de la délégation a pris comme argent comptant les bonnes paroles du comte Czernin, et a constaté avec satisfaction que la réponse des délégations alliées avait accepté les principes d'une paix générale démocratique et sans annexions. Quelques réserves étaient cependant formulées en ce qui concerne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais les délégués bolcheviki se sont associés à la manœuvre esquissée par les puissances centrales à l'adresse des puissances de l'Entente; leur réponse comprenait cette phrase: « la délégation russe estime que, malgré les divergences d'opinion signalées, la franche déclaration contenue dans la réponse des puissances centrales qu'elles n'ont aucune intention agressive offre une réelle possibilité de procéder de suite aux négociations en vue d'une paix générale entre les États belligérants », et ils proposaient une suspension de dix jours, jusqu'au 4 janvier 1918, « afin que les peuples et les gouvernements qui ne se sont pas encore joints aux négociations en vue d'une paix générale aient la possibilité de connaître les principes maintenant exposés d'une telle paix ». C'était visiblement s'adresser aux peuples de l'Entente par dessus leurs gouvernements, et ainsi les maximalistes, auxquels les autorités militaires allemandes refusent tout moyen de propagande dans les Empires du Centre, se font les agents d'une propagande destinée à séparer les gouvernements des peuples de l'Entente et à pousser ainsi les nations occidentales dans le piège austro-allemand.

⁂

Les événements de Russie ont naturellement eu une très grande répercussion dans l'attitude de l'opinion allemande. La satisfaction a été prudemment contenue dans le langage officiel: c'est ainsi que MM. de Hertling et de Kühlmann parlant le premier le 28 novembre au Reichstag et le second le 30 à la « commission générale » de cette assemblée ont tenu un langage conçu de manière à ménager le personnage des bolcheviki tout en exploitant la défection de la Russie pour entamer les puissances occidentales.

M. de Hertling, après avoir manifesté sa sympathie pour le peuple russe et déclaré qu'il était prêt à entrer en négociations, escamotait la question des territoires occupés pour satisfaire à

la fois aux nécessités de la politique impérialiste allemande et à celles des chefs bolcheviki: « Nous ne désirons rien de plus, en ce qui concerne la Russie, que de reprendre nos vieilles relations de voisinage, particulièrement dans le domaine économique. En ce qui concerne les pays jusqu'ici soumis au sceptre du tsar, la Pologne, la Lithuanie et la Courlande, nous respectons le droit de leurs peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous espérons qu'ils se donneront des formes constitutionnelles correspondant aux conditions de leur pays et aux tendances de leur culture. Dans cette matière cependant, tout est encore dans l'imprécision... » La précision, quand elle viendra, sera une annexion à l'Allemagne.

Le comte de Hertling a joué la comédie en déclarant que la publication par Trotski des traités secrets prouvait que l'impérialisme n'était pas du côté allemand. Il a manifesté le peu de considération que l'Allemagne a au fond pour ses amis de Petrograd en restant très évasif sur les réformes démocratiques de l'Allemagne: le paragraphe qu'il leur consacrait commençait par ces paroles caractéristiques: « rien ne peut être ni ne sera changé aux conditions de notre Constitution impériale ». Pour le reste, le nouveau chancelier de l'Empire proclamait à la fois l'innocence de la vertueuse Allemagne et sa certitude de terrasser ses adversaires.

Quand à M. de Kühlmann, il a été d'une hypocrisie encore plus raffinée. Il accusait la France et l'Angleterre de s'acheminer vers la dictature, tandis que l'Allemagne a déjà presque atteint la démocratie. Il accablait de sa sympathie méprisante l'Italie vaincue et, parlant des négociations avec la Russie, il disait des paroles aussi vagues que M. de Hertling sur la manière dont les pays occupés par les troupes austro-allemandes seraient appelés à exercer le droit de disposer d'eux-mêmes, auquel il s'empressait d'ailleurs de donner une de ces adhésions imprécises et générales qui n'ont jamais rien coûté aux hommes d'État positifs et retors.

Mais, tandis que l'on tenait en Allemagne ce langage officiel, les journaux réclamaient partout des annexions et des indemnités: annexions en Afrique, incorporation de la Belgique, prise de possession du bassin de Briey, tout le tempérament impérialiste de la politique allemande n'a cessé de se révéler. L'empereur lui-même prononçait des discours d'un mysticisme guerrier en déclarant à ses troupes qu'elles devaient aller à la victoire avec l'alliance invariable de Dieu. Le petit vernis d'hypocrisie qui devait servir à recouvrir la négociation avec les bolcheviki craquait de toutes parts pour des yeux attentifs, bien que les socialistes eux-mêmes s'attachassent à l'épaissir de quelques coups de leur pinceau, et que le *Vorwærts*, faisant chorus avec M. de Hertling et M. de Kühlmann, déclarât que l'Allema-

gne était arrivée au régime démocratique et qu'aucun pays du monde n'avait rien à lui envier à cet égard.

*
**

En Autriche-Hongrie, l'ouverture des négociations de paix avec les maximalistes a provoqué à la fois une nouvelle tentative des nationalités opprimées pour se faire entendre et, de la part des gouvernements et des deux races au pouvoir, une affirmation plus violente que jamais de leur volonté de ne pas tenir le moindre compte de ces revendications. La victoire du Frioul sur les troupes italiennes a fourni au gouvernement austro-hongrois une occasion de réunir les Délégations qu'on n'avait pas encore osé convoquer depuis le début de la guerre. Les populations slaves en ont profité pour proclamer leurs griefs. Des hommes comme le docteur Kramar et MM. Klofac et Stanek pour les Tchécoslovaques, Korosec pour les Yougoslaves ont demandé que l'on appliquât aux peuples de l'Autriche-Hongrie le droit de disposer d'eux-mêmes revendiqué pour toutes les nations par les maximalistes. Ils ont demandé que les nationalités de la double monarchie fussent représentées dans les négociations avec la Russie. Leurs clameurs étaient gênantes et déplaisantes pour les bénéficiaires du régime actuel de la monarchie de Habsbourg. Elles l'ont été d'autant plus qu'elles ont trouvé un appui chez les socialistes allemands d'Autriche dont l'organe, la *Arbeiter Zeitung*, les a approuvées. Mais les gouvernements austro-hongrois se sont raidis et ont péremptoirement écarté toute idée d'admettre une discussion de la Constitution de l'Empire. D'ailleurs la victoire du Frioul et la fin de la menace russe ont raffermi l'alliance austro-allemande. Il est possible que plus tard la double monarchie, débarrassée du péril qu'elle trouvait à l'est et dont ses entreprises balkaniques étaient d'ailleurs la cause la plus grave, s'inquiète de la prépotance allemande dans l'Europe centrale. Mais nous n'en sommes pas là; il ne s'agit pas encore d'inquiétudes et de rivalité, mais seulement de complicité. On a assuré qu'un accord avait été enfin conclu sur la question polonaise entre l'Autriche et l'Allemagne, la première gardant le Royaume de Pologne, tandis que la seconde s'incorporerait — sous les formes variées et efficaces que permet la vie politique et économique de notre temps — la Lituanie, la Courlande et peut-être même l'Esthonie. Le prix dont l'Autriche paierait cet accord serait, d'après certains, l'acceptation si longtemps retardée d'entrer dans le *Mitteleuropa* économique. Ce serait en tous cas une solidarité complète dans la guerre avec l'Empire allemand, solidarité qui irait jusqu'à l'envoi de troupes austro-hongroises sur le front occidental. C'est ce que ferait croire le discours (1) prononcé par le comte Czernin au comité

(1) Traduit dans les *Documents* de ce numéro, voir pages 906-914.

des affaires étrangères de la Délégation hongroise: « Nous luttons pour la défense de l'Allemagne exactement comme l'Allemagne lutte pour la nôtre. A cet égard je ne connais pas de frontière territoriale... Je ne connais point de différence entre Strasbourg et Trieste... Si... sur d'autres fronts devaient surgir de grands événements je saluerais avec joie l'heure où nous devrions combattre sur les autres fronts aussi aux côtés de nos alliés. » Et le comte Czernin ajoutait quelques impertinences à l'adresse de l'Italie en lui faisant espérer, si elle faisait la paix tout de suite, le rétablissement du *statu quo ante bellum*, qu'elle ne pourra plus obtenir si elle s'entête dans la guerre. Telle est, jusqu'à présent, l'attitude de l'Autriche. Il est bon de l'avoir en vue et de ne pas se faire d'illusions. Quoi que certains attendent de l'avenir, il est évident qu'il n'y a pour l'instant aucune apparence que la monarchie dualiste puisse se séparer de l'Allemagne, surtout tant qu'elle aura pour ministre des affaires étrangères le comte Czernin, qui est absolument sous l'influence de la dictature Hindenburg-Ludendorff.

***

Si la Russie, en faisant banqueroute à tous ses engagements et à tous ses intérêts nationaux, a raffermi le moral de l'Allemagne et plus encore de l'Autriche-Hongrie, qui avait encore plus besoin d'un réconfort, elle n'a pas abattu l'opinion publique des pays auxquels elle manquait. Les Alliés n'ont tiré des événements d'autre conclusion que de continuer plus énergiquement leur guerre; s'ils ont manifesté du flottement, cela a seulement été en ce qui concerne les objets que pouvait encore avoir et les moyens que devait employer leur politique à l'égard de la Russie.

Leur situation n'a pas encore été affectée matériellement d'une manière bien sensible par la défection russe. Le front italien n'a plus changé depuis qu'il s'est fixé sur le Piave, à la fin de la débâcle de l'Isonzo. Les petits échecs qu'y ont subi les Alliés ont été compensés par des succès d'une importance sensiblement égale. Le moral de la nation italienne s'est maintenu, malgré une propagande allemande qui continue à employer tous les moyens, comme la fabrication de pseudo-exemplaires des grands journaux de Milan et de Rome annonçant que les troupes françaises et anglaises ont noyé dans le sang, à Milan et ailleurs, des mouvements révolutionnaires pacifistes. A la fin de la session de la Chambre, M. Giolitti a répudié le « caillautisme » qu'on lui jetait à la face comme l'équivalent français du giolittisme en Italie. Le chef du gouvernement, M. Orlando, a obtenu un vote de confiance après avoir déclaré qu'il n'y avait pas de paix socialiste à attendre. Résumant très exactement les événements de Russie, il a déclaré : « On aurait compris que

Lénine se rencontrât avec Liebknecht ou avec Haase, mais il se rencontra avec un général allemand. Ce n'est donc pas le cas de parler d'une paix socialiste, qui d'ailleurs est une invention allemande, tout comme les gaz asphyxiants. »

***

On a pu craindre un instant des événements regrettables au moins moralement dans un des petits États alliés. Une révolution s'est produite le 5 décembre à Lisbonne. Il n'est pas contestable qu'elle a été causée en grande partie par la guerre et spécialement par les privations que celle-ci impose au peuple portugais. De plus, une certaine propagande allemande s'est sans doute exercée en Portugal, où l'on a vu des journaux dénoncer comme « vraiment colossal » l'effort militaire des Portugais, qui ont maintenant une quarantaine de mille hommes sur le front occidental, sans parler des troupes qui opèrent dans les colonies. Cette dénonciation ignorait d'ailleurs que les journaux allemands ne cessent de parler de la création dans l'Afrique tropicale d'un empire allemand qui s'érigerait sur les ruines des colonies portugaises. Quelles que soient les causes du mouvement, il a abouti à l'expulsion du président Bernardino Machado, qui était venu récemment en France. Mais, si les révolutionnaires ont exploité la guerre contre le gouvernement, la force des choses s'est imposée à eux et les nouveaux maîtres du Portugal n'ont pas pu changer la politique des hommes qu'ils chassaient du pouvoir. Dès que celui-ci a été entre leurs mains, les révolutionnaires ont envoyé aux représentants des puissances alliées une dépêche qui déclarait: « Le respect de l'ordre constituera la base de la République qui maintiendra fidèlement les engagements internationaux au nom de la nation et respectera l'alliance séculaire avec l'Angleterre comme le principe essentiel de la vie du pays. »

***

Sur les théâtres extérieurs d'opérations, il s'est produit des événements que nous ne saurions manquer de signaler à l'actif des Alliés. Les troupes britanniques du général Allenby, aidées de petits contingents français et italiens, ont fait le 11 décembre leur entrée à Jérusalem. Cet événement a eu dans le monde entier une répercussion intéressante, et il a, en particulier, provoqué un grand émoi dans tous les milieux juifs, qui y ont vu la condition et le prélude de la restauration de Sion. Cet espoir séculaire ne peut se réaliser que par la victoire des Alliés, et c'est là une force que ceux-ci devraient savoir exploiter dans tous les pays auprès d'éléments qui ont une influence très sensible, notamment sur les groupes révolutionnaires. Peut-être même pourrait-on en faire quelque usage jusqu'en Russie.

Plus loin, en Afrique, les Alliés ont remporté un autre succès. Le 27 novembre, le gros des forces de l'Afrique orientale allemande capitulait près de la frontière du Mozambique portugais. Une dernière colonne se réfugiait sur le territoire de cette colonie: l'Afrique orientale allemande était complètement aux mains des troupes anglaises, belges et portugaises. Ainsi la dernière colonie allemande est tombée, et désormais tout l'empire colonial de l'Allemagne constitue une conquête ou tout au moins un gage dont les Alliés pourront faire usage lorsque le moment sera venu de traiter de la paix. C'est sans doute uniquement pour empêcher cette situation que les Allemands avaient prolongé une résistance désespérée dans l'Afrique orientale : s'ils ont incontestablement eu là le mérite d'un effort d'une remarquable obstination, l'effet politique en est maintenant effacé.

Il faut encore signaler comme un indice favorable aux Alliés le fait que, dans l'ensemble, les pertes causées par les sous-marins allemands ont tendance à diminuer. Les constructions navales augmentent tandis que les destructions ne s'aggravent pas. D'autre part des accords avec le Japon et surtout avec le Brésil sont venus augmenter le tonnage à la disposition des Alliés. Le gouvernement brésilien, moyennant un arrangement pour la vente de ses cafés sur le marché français, a consenti à faire servir au ravitaillement de la France 250.000 tonnes de navires allemands réquisitionnés.

La question du tonnage est d'autant plus importante qu'avec la défaillance russe l'aide américaine devient plus nécessaire. Constatons d'ailleurs que cette aide est donnée avec une entière générosité. Les Américains comprennent à la fois qu'ils doivent agir de toutes leurs forces et agir vite. C'est sans doute pour manifester leur volonté et aussi peut-être pour apporter un réconfort à l'Italie dans l'épreuve qu'elle subit depuis la débâcle de l'Isonzo, que, le 7 décembre, le Sénat a voté à l'unanimité et la Chambre des Représentants par 363 voix contre 1, la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Autriche-Hongrie, déclaration demandée par le Président Wilson et qui est devenue effective le soir même. Les Américains sont amenés de plus en plus à intervenir dans toute la conduite de la guerre. Nous avons signalé dans notre dernière chronique leur première participation à une conférence interalliée, celle de Paris, à la fin de novembre. Ils sont favorables à l'unité de commandement, et semblent même disposés à faire à ce système si nécessaire des concessions qu'aucun des autres alliés ne paraissait jusqu'ici disposé à imposer à son amour-propre. L'unanimité de l'opinion américaine est frappante. On ne constate rien en Amérique qui ressemble à ce pacifisme socialiste inspiré par des credos politiques si étrangers aux réalités de la situation européenne. Le président Wilson a obtenu l'entière approbation de la Fédération américaine du travail, dont le président, M. Gompers, a fait le discours le plus net contre un certain pacifisme: « Dans

cette guerre, a-t-il dit, je ne suis pas neutre. Toute ma vie j'ai été pacifiste; mais, quand je vois une bande d'assassins menacer la civilisation, si je ne défends pas mes enfants, je ne suis plus un pacifiste, je suis un lâche. Je mets toutes mes forces vives au service de l'Amérique et de nos alliés, et je m'engage à faire tout ce que je pourrai pour assurer — et même en Allemagne — le triomphe de la démocratie. »

Au milieu de tous ces événements, l'attitude des gouvernements alliés à l'égard de la guerre n'a pas changé. L'Italie, comme nous l'avons vu, s'est raidie. La France, sous le ministère Clemenceau, dont la raison d'être même est de combattre le « défaitisme », ne pouvait modifier en rien son attitude. En Angleterre on a pu signaler quelques flottements, mais dans l'ensemble la ligne de conduite du gouvernement britannique n'a pas varié d'autant que la fidélité aux Alliés est un de ses dogmes les plus absolus.

Aux Etats-Unis, un message de M. Wilson, lu au Congrès le 3 décembre, a renouvelé sans changement appréciable les précédentes déclarations du président sur les buts de guerre. Il s'agit toujours de modifier les dispositions de l'Allemagne ou de prendre entre nations ayant un autre idéal que celui du militarisme prussien des précautions contre elle si elle reste ce qu'elle a été et si elle conserve les tendances qui ont causé la guerre. Pour cela il faut avant tout la victoire: « Qu'il n'y ait pas de malentendu: » a dit le président Wilson, « notre tâche présente et immédiate est de gagner la guerre, et rien ne nous en détournera jusqu'à ce que nous l'ayons accomplie... Nous considérerons que la guerre a été gagnée quand le peuple allemand nous dira, par l'intermédiaire de représentants dûment accrédités, qu'il est prêt à accepter un règlement basé sur la justice et sur la réparation des maux que ses gouvernants ont causés... — La paix que nous ferons doit remédier à ces maux. Elle doit pour jamais délivrer les peuples autrefois heureux de Belgique et du Nord de la France de la conquête et de la menace prussiennes, mais elle doit aussi délivrer de la domination étrangère les peuples de l'Autriche-Hongrie, les peuples des Balkans, les peuples de Turquie, aussi bien en Asie qu'en Europe, asservis par l'aristocratie militaire et commerciale prussiennes. Nous nous devons cependant à nous-mêmes de dire que nous ne souhaitons pas de nous mêler des affaires intérieures de l'Empire austro-hongrois et de le réorganiser. Ce n'est pas notre affaire de mener sa vie soit industriellement soit politiquement. »

Demandant une déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Autriche-Hongrie, le président a exprimé l'avis qu'il était embarrassant pour l'Amérique d'être en guerre avec l'Allemagne, mais point avec son principal allié. « L'Autriche-Hongrie est pour le moment non sa propre maîtresse, mais simplement vassale du gouvernement allemand. Nous devons envisager les faits tels qu'ils sont... »

Si l'Allemagne ne modifie pas ses tendances et son attitude, M. Wilson estime qu'elle devra être tenue à part de la vie économique et politique de la Société des Nations, qu'il a dans son dernier message esquissée encore une fois avec la nuance de mysticisme politique qui le caractérise. « Le pire qui puisse arriver au détriment du peuple allemand est qu'après la guerre, s'il est obligé de vivre sous des maîtres ambitieux et intrigants intéressés à troubler la paix du monde ou sous des classes d'hommes en qui les autres nations du monde ne puissent avoir confiance, il puisse être impossible de l'admettre dans la Société des Nations qui doit dorénavant garantir la paix universelle. Cette société doit être une société de peuples et non de gouvernements. Il pourrait être impossible dans ces malheureuses circonstances d'admettre l'Allemagne à la vie économique commune qui doit inévitablement sortir de l'association pour une véritable paix. » Enfin, parlant de la Russie, le président a dit : « Le peuple russe a été empoisonné par les mêmes mensonges qui ont maintenu le peuple allemand dans l'aveuglement, et le poison a été administré par les mêmes mains. Le seul antidote est la vérité... »

*
**

Faire connaître la vérité aux masses de la nation russe, en ce moment maîtresses de perdre leur pays, est une tâche d'ailleurs singulièrement difficile, et qui ne peut être accomplie avant que les problèmes de la guerre n'aient été en grande partie résolus. La politique des Alliés à l'égard de la Russie est donc extrêmement ardue à définir et à mener, et elle a marqué des hésitations que les circonstances expliquent et justifient, mais qui peut-être sont allées au-delà de cette justification.

La première tendance des Alliés a été d'ignorer le gouvernement des maximalistes, dont l'attitude était d'ailleurs si déplaisante, on peut même dire si venimeuse, qu'elle ajoutait au ressentiment que créait inévitablement dans les pays d'Occident la banqueroute militaire et diplomatique de la Russie. Toute la tendance de Lénine et surtout de Trotski a été de considérer et de travailler à faire considérer par la population russe les pays alliés comme des bourgeoisies aussi impérialistes et aussi haïssables que les Empires allemands. Pour faciliter cette propagande particulièrement pénible et choquante, Trotski a publié à la fin de novembre les traités secrets passés entre le gouvernement de l'ancien régime russe et les Alliés. Ces traités n'ont rien appris à aucune personne ayant quelque connaissance de la politique internationale des dernières années. Dans tous les milieux le moins du monde informés, on savait d'ailleurs que ces traités, dont les principaux avaient trait à l'Orient, avaient été imposés aux Alliés par la politique du gouvernement des tchinovniki, aussi impérialiste dans ses objets qu'elle était incapable

et faible dans ses moyens. C'est parce que la Russie a demandé Constantinople et fait prévoir ainsi un changement complet de la situation en Orient que la France et l'Angleterre ont été amenées à se faire reconnaître des sphères d'influence dans l'Asie occidentale, mais la politique traditionnelle de l'une et de l'autre était de maintenir l'Empire ottoman. Si elles en sont sorties, cela n'a pas été seulement par les fautes de cet Empire lui-même, mais par suite de l'impérialisme que leur imposait la politique du Pont-aux-Chantres. De même, si elles ont été obligées de reconnaître, comme elles l'ont fait dans les traités secrets publiés, que la question polonaise relevait de la politique intérieure de la Russie, c'est parce que, si elles avaient prétendu autre chose, elles se seraient exposées à une défection de l'Empire russe, comme des menaces à peine voilées ne leur permettaient pas de l'ignorer. En publiant ces traités sans en exposer ainsi les causes, les chefs maximalistes ont donc commis non seulement une félonie, mais encore une sorte d'imposture : c'était tromper la naïveté des masses que de leur livrer de pareils documents non seulement sans les explications historiques qui en déterminaient le caractère, mais encore avec des commentaires systématiquement injustes et injurieux pour les Alliés.

Mais de plus Lénine et Trotski ont affecté de mettre ceux-ci sur le même pied, sinon même plus bas, que les gouvernements impérialistes du Centre avec lesquels ils s'empressaient de traiter. Aussitôt que les négociations pour l'armistice ont commencé, Trotski s'est efforcé d'y entraîner les Alliés par des menaces. Nous avons déjà parlé de la note du 6 décembre que lancèrent les stations russes de télégraphie sans fil. Trostki annonçait que les négociations temporairement interrompues reprendraient le 12 décembre, et il ajoutait: « Ce délai est, même par ce temps de communications difficiles, amplement suffisant pour donner aux gouvernements alliés le temps de définir leur attitude en ce qui concerne les négociations de paix, c'est-à-dire leur acceptation ou leur refus de participer à ces négociations. En cas de refus, ils doivent déclarer clairement et définitivement devant tout le genre humain les objets pour lesquels les peuples de l'Europe auraient à verser leur sang pendant une quatrième année de guerre. » Et immédiatement des injures à l'égard des Alliés paraissaient dans les journaux inspirés par les maximalistes, qui déclaraient sans ambages que si les Alliés continuaient leur « sabotage » en ce qui concerne la paix, la Russie s'entendrait séparément avec les Empires du Centre.

Cette attitude et ce ton, et le parti pris certain qu'ils révélaient de s'arranger quoi qu'il arrivât avec l'ennemi, détermina les Alliés à considérer qu'il n'y avait absolument rien à faire avec les bolcheviki, et que le mieux était de les boycotter. On avait d'ailleurs une tendance à penser que leur régime, considéré comme absurde, ne durerait pas longtemps. Le gouvernement

maximaliste semblait destiné à disparaître bientôt sous l'empire des nécessités économiques qui exigeraient un ordre meilleur. C'était ignorer la passivilité du peuple russe et aussi le parti que tiraient les maximalistes de l'idée de paix, celle qui était la plus agréable aux masses quel que pût être le caractère de cette paix.

On eut chez les Alliés la pensée que peut-être il y aurait quelque chose de meilleur à attendre de la réunion de l'Assemblée constituante, d'abord annoncée pour le 11 décembre. Mais il devint bientôt évident que la Constituante ne serait qu'une comédie, si même elle arrivait à se réunir. Les maximalistes se réservaient de reviser les élections si elles leur étaient contraires. Trotski déclara que l'activité de la Constituante serait maximaliste ou que l'Assemblée serait dissoute. Il commença par opérer un grand nombre d'arrestations de cadets, pour éliminer de la future assemblée les éléments modérés. Lénine et lui firent faire par un de leurs amis aux députés qui essayaient de se réunir une déclaration ainsi conçue: « Nous considérons toute assemblée faisant opposition à nos idées comme une organiation arbitraire, à disperser le plus tôt possible. » Les fanatiques qui sont à la tête de la révolution tenaient pour nulle et non avenue toute consultation nationale qui ne leur donnerait pas raison. En fait cette consultation leur fut contraire : on annonça que les socialistes révolutionnaires, qui représentent, comme on le sait, l'élément paysan, avaient une majorité énorme dans la future Constituante. On vit même le Congrès général des paysans voter une résolution protestant contre le traitement fait par les bolcheviki à cette assemblée, demandant l'ouverture de celle-ci et l'appui de l'armée et de la flotte pour cette représentation nationale. Mais tout cela n'était que palabres, et, jusqu'au moment où nous écrivons, les maximalistes ne manifestent aucune intention de s'effacer devant une assemblée représentant la volonté nationale, et il n'apparaît pas que celle-ci ait ni les moyens ni la fermeté de se faire prévaloir. D'ailleurs, en ce qui concerne la paix, Trotski a déclaré nettement que le gouvernement maximaliste mettrait la Constituante en présence du fait accompli

Les Alliés ont songé dans cette période de terribles épreuves à trouver contre la politique maximaliste un appui dans les organismes qui se dessinent çà et là en Russie. Tous ne seront certainement pas utilisables pour rétablir quelque cohésion dans le pays. C'est ainsi que la Finlande, justement exaspérée d'ailleurs par les excès de la soldatesque russe qui croyait appliquer les idées maximalistes en pillant et en tuant, s'est déclarée indépendante au commencement de décembre, et a demandé aux puissances de reconnaître son indépendance. La question est encore en suspens. Mais il est clair que la Finlande ne peut avoir aucune action sur le désordre russe, et c'est seulement plus tard qu'il sera possible à une politique intelligente de l'Entente de chercher à rapprocher le grand-duché des divers pays de Russie. Parmi ces derniers, la Russie Blanche a également dé-

claré son indépendance; mais ce mouvement, sur lequel nous avons peu de renseignements, ne semble pas très fortement organisé. Par contre, dans le Sud, il s'est créé des centres politiques beaucoup plus vivaces. C'est ainsi que la Rada de l'Ukraine, qui siège à Kiev, a établi son autorité sur une grande partie de la Russie méridionale et que, plus à l'Est, sur le Don, les cosaques de Kalédine ont constitué un État qui défie les ordres des bolcheviki.

Un conflit s'est élevé entre ceux-ci et la Rada de l'Ukraine. Il ne semble d'ailleurs pas que ce soit tant sur l'autonomie du Sud-Ouest que porte ce conflit que sur l'esprit qui règne dans le gouvernement de Kiev. Dans cette ville se trouvent nombre de Russes qui ne sont pas ukrainiens, mais simplement partisans du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de leur pays. A Kiev, comme auprès du gouvernement cosaque du Don, on trouve des hommes tels que M. Rodzianko, le général Alexiev, etc..., qui ne peuvent partager les idées des maîtres actuels de Petrograd. Ce que ceux-ci reprochent à la Rada, c'est d'être plus ou moins d'accord avec les cosaques de Kalédine, d'avoir de la sympathie pour les partis modérés et particulièrement pour les Cadets, et de désarmer sur son territoire les forces qui représentent proprement le maximalisme. Vers le 20 décembre, on a annoncé qu'une correspondance diplomatique des plus aigres était engagée entre Kiev et Petrograd. On crut un instant que les deux partis allaient en venir aux mains. Jusqu'ici un conflit a été ajourné, sans doute seulement parce que le Nord n'est pas en état de s'imposer au Sud, car on ne voit pas du tout que la Rada de l'Ukraine se soit conformée en rien aux injonctions qu'elle recevait de Petrograd. Pour être prête à se défendre aussi bien contre l'ennemi que contre les troupes maximalistes, elle a décrété la mobilisation des forces ukrainiennes, et les a confiées au général Cerbacev, qui les commande, ainsi que l'armée roumaine. La Rada a fait désarmer sur son territoire les « gardes rouges ». Ce n'est d'ailleurs pas qu'elle soit un gouvernement conservateur: elle a pris des décrets pour le partage des grandes propriétés entre les paysans. Mais il semble qu'elle ait beaucoup plus d'esprit national et politique que les maximalistes: elle donne à la révolution ce qu'il faut pour pouvoir en contenir les excès. Elle s'appuie sur une population de petits propriétaires qui étaient aliénés au mouvement maximaliste par la perspective d'un partage des terres, fort déplaisante pour les Ukrainiens qui se seraient vus menacés d'avoir à céder une partie de leur sol fertile à des Moscovites moins bien dotés et maintenus dans la pauvreté par le régime communautaire du *Mir*. Il en résulte une organisation qui semble capable de vivre, sans d'ailleurs vouloir rompre avec le Nord, car les Ukrainiens, peut-être sous l'influence des hommes conscients de la nécessité de maintenir l'unité russe dont nous parlons plus haut, aspirent à

l'autonomie, mais dans un fédéralisme qui sauvegarderait la cohésion de toutes les terres russes.

C'est surtout sur l'Ukraine et sur les Cosaques de Kalédine que se sont portés certains espoirs des Alliés. Mais la politique des puissances de l'Entente ne saurait, sans s'exposer à des catastrophes, s'engager à fond sur les gouvernements locaux qui ont surgi dans le chaos russe. Pour s'en rendre compte, il suffit de faire ce par où les Alliés auraient dû commencer dès le coup d'État de novembre, ou même plus tôt encore dans le cours de la révolution russe: se demander ce que l'on peut encore à l'heure actuelle, et, par conséquent, ce que l'on doit demander à la Russie. Les données les plus évidentes du problème nous montrent que les masses russes, absolument dépourvues d'éducation politique, ne veulent plus de la guerre. C'est même ce qui fait le fond du succès des maximalistes. Il aurait donc été parfaitement vain de se mettre en travers de ce désir général de paix: la seule chance que nous eussions de le voir avorter était non pas dans la force de notre opposition ni de nos réprimandes, mais dans une démonstration trop éclatante, par la politique allemande elle-même, de la contradiction radicale qui oppose l'impérialisme des monarchies du Centre à tout l'idéal de la révolution russe.

Il eut été fou, dans ces conditions, d'espérer que des Ukrainiens ou des Cosaques voulussent faire la guerre à tout le reste de la Russie pour la contraindre à la guerre ou que, s'ils avaient été amenés à le vouloir, ils réussiraient à imposer leur volonté. Toute tentative de ce genre devait aboutir à un lamentable fiasco et même à quelque chose de pis: à déterminer les maximalistes, qui n'ont aucun esprit national, qui exècrent tout autant leurs opposants russes que l'Allemand, qui ne croient pas ce dernier plus impérialiste que le Français ou l'Anglais, citoyens de pays libres, à accepter une aide allemande pour imposer leur révolution bolchevik à toute la Russie. Bref, une politique qui eût cherché à obtenir la continuation de la guerre par l'autorité des Cosaques ou d'un gouvernement ukrainien ne pouvait aboutir qu'à un échec complet ou même à la conquête de la Russie par les Allemands sous le couvert du gouvernement maximaliste de Petrograd, qui aurait été un peu plus tard balayé par les nouveaux maîtres qu'il aurait donnés aux terres russes.

Ce sont choses dont il faut bien se convaincre, car la première condition de succès d'une politique est la claire intelligence de ses possibilités. Lénine, Trotski et leurs frères n'ont aucun sentiment national. On n'a pas besoin pour expliquer cette indifférence d'invoquer les séductions des subsides allemands, bien que certains chefs maximalistes soient sans conteste suspects de vénalité. Il ne suffit même pas, pour en dégager la cause, de dire que beaucoup de bolcheviki sont des Juifs et que, pour des raisons trop faciles à comprendre, nombre de Juifs de Russie ne se sentent pas le moins du monde des

Russes. Le mysticisme révolutionnaire explique que les doctrinaires maximalistes planent au-dessus des médiocres contingences nationales. Lénine et Trotski, par exemple, ont le plus profond mépris pour le républicanisme bourgeois de l'Occident, où ils ont vécu sans désarmer leur fanatisme et sans prendre le sens du relatif qui s'acquiert peu à peu dans les pays à éducation politique plus avancée. Ils exècrent les milieux qui ont passé de la théorie de la révolution à une longue pratique de ses conquêtes politiques, et dont l'idéalisme a été assagi par l'expérience. Ils les comprennent peu: pour Trotski, l'Angleterre ne fait la guerre que dans un dessein de conquête ; les Etats-Unis n'y sont entrés que pour ruiner complètement l'Europe et élever sur ses ruines leur prépondérance économique; quant à la France, elle a bravé la Russie en constituant le ministère Clemenceau au moment même où la révolution maximaliste appelait le monde à la paix. Les bolcheviki détestent peut-être plus encore les démocraties occidentales que les Empires du Centre, parce qu'ils sont animés contre elles du sentiment désagréable de leur propre tort, celui d'avoir violé tous les engagements pris par l'ancien régime envers les Alliés. Il est instinctif de chercher dans le mépris et dans la haine la justification de ses fautes. En outre, les démocraties occidentales paraissent aux maximalistes comme une perversion et un affadissement de leurs idées, c'est-à-dire un danger pire pour l'idéal révolutionnaire que des autocraties à peine déguisées, avec lesquelles on n'a pas à craindre de ces accommodements qui corrompent les purs. C'est cette mentalité qui rend tout au moins plausible ce que l'on a dit de Lénine, qui considèrerait qu'une extension de l'impérialisme allemand à la Russie et peut-être même au reste de l'Europe ne serait sans doute pas, après tout, un mal, puisque grâce à cette unification il n'y aurait plus qu'un seul gouvernement anti-révolutionnaire à détruire. Dans cette unité supprimant les frontières, on se trouverait en commun avec les camarades allemands, et ceci nous ramène au prestige que le socialisme de l'Allemagne, pays où fut prêchée la doctrine marxiste, a pour les bolcheviki russes qui sont les plus avancés des social-démocrates de Russie. Cette communauté semble aux élèves de Marx la meilleure condition de l'organisation d'un régime socialiste. On a prétendu que Lénine compare la situation actuelle à celle du monde au moment de la venue du Christ, et qu'il estime que si l'unité de l'Empire romain fut la condition nécessaire de la diffusion du christianisme à tout le monde connu de l'antiquité, la soumission de l'Europe à un impérialisme unique constituerait un milieu propice à l'expansion rapide de l'évangile socialiste dont les bolcheviki sont les croyants.

Même si l'on a trop systématisé en présentant ainsi les idées de Lénine et de Trotski, il n'en reste pas moins vrai que les maximalistes ne répugneraient pas à accepter l'aide allemande, la croyant un mal temporaire, pour subjuguer les autres parties

de la Russie si celles-ci les combattaient trop violemment. Quant à l'Allemagne, elle est parfaitement capable de se servir pour un temps de tels partenaires. Sa chimie politique sait tourner en matières utilisables les pires ingrédients. N'oublions pas comment, au lendemain de la chute d'Abd ul Hamid qui faisait disparaître les bases de sa politique corruptrice en Turquie, l'Allemagne sut mettre la main sur le comité Union et Progrès et acheminer peu à peu l'Empire ottoman vers la présente guerre. Aujourd'hui avec les maximalistes, demain avec un tsar, l'Allemagne peut vouloir rétablir à son profit une sorte d'unité russe et se présenter comme le soutien des bolcheviki ou du tsarisme contre les rebelles. Comme le disait le *Temps* le 24 décembre, « le gouvernement de Berlin apparaîtrait comme le champion de la réorganisation et même de l'unité nationale en Russie. Ce serait un paradoxe effronté, mais l'effronterie ne dépare point la diplomatie allemande, et aucun paradoxe n'est irréalisable dans la position privilégiée où se trouvent nos ennemis... La politique des Alliés en Russie ne saurait s'appuyer exclusivement sur des forces centrifuges. »

C'est ce que les gouvernements d'Occident, après un moment d'incertitude et peut-être de tentation dangereuse, ont fini par comprendre, et c'est ce qui leur a inspiré les déclarations faites à la fin de décembre à Petrograd par les ambassadeurs de France et d'Angleterre qui, sans accepter la défection de la Russie et la violation par elle de sa parole du 5 septembre 1914, ont cependant dit que les Alliés n'interviendraient pas dans les affaires intérieures des Russes et souhaitaient seulement le salut et le maintien de l'indépendance de la Russie.

C'est en effet non pas une politique de guerre, mais une politique de sauvetage que nous devons maintenant faire en Russie. Il s'agit d'empêcher, non plus que ce pays cesse de nous aider dans la lutte actuelle, mais qu'il tombe entre les mains des Allemands, et qu'il serve rapidement à les ravitailler pendant cette guerre en attendant que, dans quelques années, il donne à leur impérialisme des moyens d'actions irrésistibles. Pour cela, il est sans doute bon de soutenir les pouvoirs qui se créent çà et là et qui sont capables de maintenir l'ordre. Il est donc légitime, et d'ailleurs conforme aux proclamations de la révolution russe elle-même, qui se déclare respectueuse du droit des nationalités, de prendre contact avec les gouvernements ukrainien et cosaque sans parler de ceux qui pourraient surgir dans la Transcaucasie et la Sibérie, et de les aider à maintenir l'ordre dans la région de la Russie sur laquelle ils s'établissent naturellement. Mais de là à vouloir les imposer au reste et surtout imposer par eux la guerre, il y a très loin. Notre politique doit se borner, en ce qui les concerne, à cette action locale et, si elle veut exercer une action générale sur la Russie, ce doit être pour concilier ces gouvernements entre eux, pour tâcher de les rapprocher et de leur montrer leurs intérêts communs, et cela conseille un con-

tact avec les maximalistes eux-mêmes. Si on sortait de ces limites, on arriverait à allier l'Allemagne avec les révolutionnaires de Petrograd et de Moscou, à donner aux Allemands des arguments pour se faire accepter de ceux-ci comme des aides pour conquérir les blés et les charbons du Sud. Et l'on se demande comment nous pourrions aider nos clients du Sud contre la Russie du Nord aidée de l'Allemagne, alors que celle-ci est en contact avec les Russes sur un front immense, tandis que nous ne pouvons actuellement envoyer en Russie qu'un certain nombre de personnes, mais pas de matériel et pas non plus de ces marchandises dont le besoin est si grand qu'elles sont un des plus grands moyens de séduction des Allemands sur les Russes, prêts à acheter de toutes mains ce qui leur fait défaut. On signalait d'ailleurs dans les derniers jours de l'année une concentration des troupes austro-allemandes sur la frontière ukrainienne, sans doute pour briser au besoin la résistance du Sud si ce dernier ne conforme pas, dans la question de la paix, son attitude à celle du Nord.

La diplomatie des Alliés ne saurait obtenir quelque chose des maximalistes que par beaucoup de réserve. Si nous pouvons espérer qu'ils changent d'attitude envers l'Allemagne, c'est par l'effet de l'impossibilité où sera le crocodile allemand de cacher sa vraie nature, et non pas par suite de nos objurgations. Les chefs bolcheviki seraient d'ailleurs fort en peine de contraindre la Russie à reprendre la guerre. Inconscients du danger, peut-être travaillés par certains d'entre eux qui étaient devenus des agents de l'Allemagne, ils ont négocié avec cette puissance à un moment où ils avaient achevé de détruire, en complétant la désorganisation de l'armée, tout moyen de lui résister. A la nouvelle de l'armistice, les désertions de l'armée russe, qui étaient déjà si nombreuses depuis le commencement de la révolution, se sont précipitées. Certaines parties du front ont été si dégarnies que le « généralissime » Krylenko a écrit à Trotski pour lui demander des troupes capables de garnir les tranchées, troupes dont les maximalistes ne disposaient d'ailleurs pas. Lorsque Trotski a parlé de la nécessité de commencer une guerre révolutionnaire farouche si les Empires du Centre avaient des exigences contraires à l'idéal de la révolution, il n'a soulevé aucun enthousiasme: la masse russe ne comprend pas grand chose aux idées des bolcheviki, mais elle a compris qu'ils voulaient la paix plus nettement que Kerenski, et elles les supporterait avec beaucoup moins de facilité s'ils changeaient de politique à cet égard. Au cas où ils seraient amenés à réasister à l'Allemagne, ils se verraient donc exposés à un désastre militaire, et peut-être à la saisie par l'ennemi d'une grande partie du matériel d'artillerie du front qui doit être en ce moment abandonné par la plupart des hommes qui auraient dû normalement le garder. Les maximalistes n'ont en réalité que bien peu d'hommes pour faire la guerre: ils semblent ne même pas en avoir

pour se battre à fond contre Kalédine et la Rada de l'Ukraine. C'est pour nous une raison de plus de tâcher de concilier les différentes parties de la Russie et d'essayer de créer de l'harmonie là où l'ennemi a tout intérêt à faire naître des conflits qui lui permettraient de mettre la main sur l'ensemble des terres russes en s'associant au parti qui lui est le moins défavorable.

Les choses peuvent-elles changer? Il serait imprudent de trop y compter. Cependant la situation fausse des maximalistes dans les pourparlers avec les Allemands et la contradiction radicale de leurs conceptions en ce qui concerne le droit de la Pologne, de la Lituanie et des pays lettons de disposer d'eux-mêmes avec les ambitions de l'Austro-Allemagne pourraient entraver les négociations entre bolcheviki et Allemands. Sans doute, dans les derniers jours de l'année, on n'a annoncé que des capitulations des maximalistes: c'est ainsi que les négociateurs autrichiens se sont vantés d'avoir fait prévaloir à Brest-Litovsk leur point de vue en ce qui concerne les groupes nationaux situés à l'intérieur d'un État, dont les revendications ne devraient être considérées que comme une question de politique intérieure de cet État. Néanmoins il n'est pas impossible que des frictions se produisent. Alors il y aurait peut-être plus à attendre d'hommes violents comme Lénine et Trotski, qui se sont montrés capables de réprimer, que d'un personnage verbeux et dispersé comme Kerenski.

Il ne faut certes pas s'exagérer un tel espoir; mais on peut le concevoir jusqu'à un certain point et agir de manière à bien convaincre ce qu'il y a de sincère parmi les maximalistes russes qu'après tout, et malgré tout ce qu'ils reprochent aux démocraties occidentales, elles sont plus près d'eux par les idées qu'ils ne sont près des Empires du Centre, et que ceux-ci les menacent tandis que les Alliés de l'Ouest les soutiennent à une heure où les libertés de la Russie sont si fort en danger. Jusqu'à présent, malheureusement, les puissances de l'Entente ont paru absolument incapables de prendre des offensives diplomatiques et de faire au moment opportun les déclarations voulues.

Il y a déjà longtemps que la révolution russe donnait aux Alliés l'occasion et leur créait peut-être l'obligation de faire une proclamation nouvelle de leurs buts de guerre et de les libérer de tout ce qui y avait été introduit par suite des exigences du Pont-aux-Chantres. Cependant leur silence n'a pas été rompu, et on peut même se demander si, à cet égard, la façon dont notre ministre des affaires étrangères a écarté le 27 décembre, dans sa déclaration à la Chambre, la demande adressée par les Russes aux Alliés de participer aux négociations de Brest-Litovsk était l'attitude la plus heureuse et la plus politique que pût prendre le gouvernement français. Assurément il ne saurait être question de participer aux négociations entre l'Allemagne et les maximalistes: les gouvernements de l'Entente doivent absolument éviter d'entrer dans les traquenards du pacifisme allemand. S'ils ont à

tenir compte de l'opinion russe, ils ont aussi à se préoccuper de maintenir le moral des pays occidentaux et d'éviter de propager dans les nations de l'Entente l'illusion que, grâce à des palabres entre maximalistes et impérialistes allemands, la paix soit virtuellement conclue et que l'on puisse desserrer les ceinturons. Mais il serait sans doute politique de répondre aux paroles qui se prononcent à Brest-Litovsk par une déclaration montrant quelle est la politique de l'Entente et que cette politique n'est que la revendication du droit des peuples civilisés à disposer d'eux-mêmes. Si une telle politique était affirmée avec des précisions en ce qui concerne les principales populations litigieuses, il en résulterait certainement un embarras pour les Austro-Allemands, une invite très forte aux pacifistes d'Occident de se rallier à la politique de guerre de leurs gouvernements et une chance de donner indirectement un avis utile à tout ce qu'il y a de sincère et de véritablement idéaliste dans la révolution russe. Le président Wilson a fort justement dit que la vérité était le seul antidote du poison que l'Allemagne installe à la Russie. Mais encore faut-il prendre tous les moyens d'administrer cet antidote, et il n'apparaît pas que la diplomatie de l'Entente ait su se décider à le faire jusqu'ici.

Robert de Caix.

CHRONIQUE YOUGOSLAVE

Les revers italiens et les Yougoslaves. — Les journaux français ont signalé un incident caractéristique qui s'est produit à la Chambre autrichienne dans les premiers jours du mois de novembre dernier, lors de l'annonce de la victoire austro-allemande en Italie. Au moment où le président du Parlement, M. Gross, dans un discours pathétique, glorifiait les succès que les armées des Empires centraux venaient de remporter dans la plaine frioulaine, et pendant que les députés allemands se livraient à de bruyantes manifestations de joie, les députés slaves restèrent muets. Le journal allemand *Bohemia* du 7 novembre, relatant cette scène, ajoutait mélancoliquement : « Même sur les bancs des Yougoslaves, dont le pays venait d'être délivré, se manifestait une profonde apathie ».

Le journal du « Casino » allemand de Prague aurait été encore plus dans le vrai s'il avait usé, pour exprimer l'état d'esprit des hommes politiques yougoslaves en cette occasion, du mot « tristesse » au lieu d' « apathie ». Oui, les Yougoslaves, malgré leur opposition à la politique de conquête de l'Italie, ont éprouvé un profond regret en apprenant les revers douloureux de leur voisine de l'Ouest. Et pour cause. « L'offensive réussie contre l'Italie », écrit le *Slovenski Narod* (« Le Peuple slovène ») du 6 novembre « a ravivé de nouveau l'espoir des chauvins pangermanistes; de nouveau ils lèvent la tête, et ils préparent déjà des plans pour mater les Tchèques et les Yougoslaves. Comme prélude à tout cela, on laisse prévoir de nouvelles persécutions : des internements, des prisons et des potences ».

« Les Allemands se comportent comme si ces victoires avaient été remportées sur les Yougoslaves » — a déclaré au correspondant du même journal une personnalité croate « très haut placée ».

En effet, les députés allemands, enivrés par la facile victoire obtenue grâce à l'appui des léninistes italiens — rouges et noirs —, avaient repris leur attitude provocatrice d'antan envers les députés slaves si bien qu'un journal catholique croate, le *Hrvatski Dnevnik*, de Sarajevo, s'est vu obligé de leur adresser les paroles suivantes :

« Si ces messieurs croient qu'à la suite de la nouvelle offensive nous nous trouvons plus éloignés de notre but politique que les Italiens de Vienne, ils se trompent grossièrement. Les offensives durent peu, comme on l'a déjà vu. Mais notre idée subsistera tant qu'elle n'aura pas trouvé sa complète réalisation. »

En face de l'enthousiasme débordant des Allemands et des Magyars, les Yougoslaves ont gardé une attitude pleine de réserve et de dignité. Point de pavoisement, point de manifestations « patriotiques ». Un journal qui, dans les pays yougoslaves, sert les intérêts de l'état-major austro-hongrois, la *Hrvatska* de Zagreb, le constate avec amertume. « Les grandes et les petites villes de la monarchie et de l'Allemagne », écrit la *Hrvatska* du 3 novembre « ont pavoisé. Vienne, Budapest, Graz, Varsovie, Berlin, Munich, Dresde, Sofia et Constantinople ont hissé tous leurs drapeaux en signe de joie. Nous lisons dans différents journaux les comptes-rendus de ces solennités. A vrai dire, nous admirons tous ceux qui, *en dehors des frontières de notre patrie*, donnent des signes de joie si visibles pour un événement militaire si rare ». La phrase « en dehors des frontières de notre patrie » est à retenir. C'est elle qui contient le fait que le porte-voix de l'autorité militaire autrichienne tenait à souligner. Dans la prose du journal frankiste, il y a du dépit et de la délation, comme il sied à un organe officieux.

D'autre part, les *Novosti* du 3 novembre relatent cette histoire amusante et caractéristique:

« Il y a quelques jours, la jeunesse scolaire magyare de Rjeka (Fiume) avait organisé une manifestation à l'occasion des victoires remportées sur l'Isonzo et en Italie. Le cortège traversa les rues de la ville en chantant l'hymne magyar. Les étudiants croates qui, de loin, regardaient les manifestants furent, à un moment donné, attaqués par la police sous prétexte qu'ils n'avaient pas ôté leurs chapeaux au moment où l'on chantait l'hymne magyar ».

Cependant cette attitude n'a pas découragé le gouvernement autrichien. Il a tenté un coup politique fort habile. On sait que sur le territoire de Goritz et du Carso reconquis vit une population slovène qui, à la suite de l'invasion italienne, a dû abandonner ses foyers. Depuis, elle a vécu misérablement en Bohême et en Moravie dans des baraquements pour évacués. Il va sans dire que cette malheureuse population a accueilli avec satisfaction la nouvelle de la retraite italienne, puisqu'elle mettait fin à sa vie dans les baraquements et lui permettait de rentrer chez elle.

Or le gouvernement autrichien a voulu exploiter cet état d'esprit tout naturel de la population yougoslave des régions limitrophes pour servir sa politique impérialiste. Le lendemain des victoires sur l'armée italienne, la presse officieuse et officielle de Vienne a commencé à montrer un intérêt tout à fait inaccoutumé pour la « nationalité » ladine ou frioulaine. On pouvait lire dans ces articles que le brave peuple ladin, intelligent et travailleur, était « négligé » jusqu'à présent par les autorités de la monarchie jusqu'au point d'être confondu avec les Italiens, dont la langue lui a été imposée. Cependant les Ladins sont un peuple distinct des Italiens, avec qui ils n'ont rien de commun. Puisqu'avec l'occupation du Frioul italien tout le territoire sur lequel vit ce peu-

ple se trouvait entre les mains de l'Autriche-Hongrie, il fallait réunir le peuple ladin et lui permettre de se constituer en unité politique particulière. En d'autres termes, il s'agissait de trouver un prétexte pour annexer, au nom du principe des nationalités, un lambeau de territoire italien.

D'autre part, la presse allemande a annoncé que le député slovène de Trieste, M. Rybar, aurait fait visite au gouverneur, le baron Fries-Skene, pour demander l'annexion par l'Autriche de la partie de la Vénétie où habitent des Slovènes.

Le plan autrichien était habilement conçu: la partie nord-est de l'Italie occupée devrait revenir à l'Autriche parce qu'elle est habitée par des Slovènes; la partie sud-est (c'est-à-dire le Frioul), parce qu'elle est peuplée de Ladins.

Mais les Yougoslaves ne se sont pas prêtés à ce jeu. L'organe des Slovènes de Trieste, *Edinost*, s'est empressé de démentir la nouvelle de l'intervention du député Rybar, la qualifiant de « canard allemand ». Le député Rybar, de son côté, parlant au Reichsrat, a rappelé au gouvernement autrichien une dure vérité: « Les Slovènes habitant la province d'Udine ont, en 1867, par voie de plébiscite, choisi pour patrie l'Italie, à la place de l'Autriche. Quoique l'Italie n'ait pas satisfait leurs besoins nationaux et intellectuels, ils n'ont jamais eu la moindre sympathie pour l'Autriche. Je dois déclarer ouvertement qu'aucun Slave du Littoral ne revendique et ne désire des terres italiennes. Bien plus, nous protestons avec la plus grande fermeté contre de pareilles intentions ».

De son côté, le journal croate *Hrvatska Drzava* s'est insurgé contre les tentatives faites pour créer une nouvelle nationalité frioulaine. « On dit que le comte Czernin est officiellement contre les annexions. Cependant on juge utile de créer un nouveau mouvement « national » et de proclamer du jour au lendemain les Frioulains un peuple à part, pour restaurer le « duché » frioulain. Toutes ces tentatives ne peuvent pas empêcher le cours des grands événements de cette guerre. On ne peut que s'étonner que, pour de telles expériences, on trouve encore des hommes et du papier. »

Une attitude aussi nette et loyale de la part de la population et des milieux politiques yougoslaves à l'occasion de la défaite italienne est d'autant plus digne d'éloges que les Yougoslaves de la monarchie avaient des raisons de nourrir quelques ressentiments à l'égard de la politique italienne. « Il faut tenir compte », a déclaré le député Rybar dans une interview publiée par l'*Edinost* de Trieste, « de la pénible impression qu'a faite sur notre peuple le traité du 27 avril 1915 (entre l'Italie et les Alliés), traité par lequel cette partie vivante et saine du territoire yougoslave a été détachée de son ensemble et donnée à l'étranger ».

Une politique italienne plus conforme aux idées généreuses du *Risorgimento* à l'égard des Yougoslaves aurait pu transformer

l'hostilité de la population yougoslave envers le gouvernement austro-hongrois en une sympathie agissante pour l'Italie. Qui sait même si, dans ce cas, la catastrophe de Caporetto, et aussi celle d'Asiago en 1916 n'auraient pas pu être évitées?

La lutte contre le gouvernement. — « Les événements sur le front italien ne peuvent influencer d'une façon quelconque la politique des Yougoslaves et encore moins la politique du Club yougoslave au point que leurs principes fondamentaux en puissent être changés. » C'est par ces paroles que le député Rybar avait terminé sa déclaration dans l'*Edinost*. Et comme le gouvernement austro-hongrois, escomptant un changement d'attitude chez les Yougoslaves et les Tchèques à la suite des victoires remportées par les armées des Empires Centraux en Italie, avait décidé de convoquer les Délégations, le *Slovenski Narod,* organe du parti libéral slovène, écrivit : « Le gouvernement n'est-il donc pas encore convaincu que nous n'abandonnerons pas le moindre iota de nos revendications et que nous conserverons notre attitude résolue ?»

Les Yougoslaves ont tenu parole. Dès le 6 novembre, les députés yougoslaves, d'accord avec les députés tchèques et soutenus aussi par les Ukrainiens et par les socialistes, ont interpellé le président du conseil au sujet de la « solution autrichienne » de la question polonaise, préparée entre Vienne et Berlin. Au cours des débats qui se sont engagés, les députés yougoslaves ont trouvé le moyen et d'exprimer leurs sympathies fraternelles au peuple polonais et de protester contre une solution bâtarde qui, sans apporter aux Polonais l'indépendance et l'unité, livrerait les Tchèques et les Yougoslaves aux Allemands, devenus désormais, après le détachement de la Galicie, la majorité au Parlement. « Nous éprouvons le besoin» a déclaré le président du Club yougoslave, M. Korosec, «d'affirmer au peuple polonais que les Yougoslaves, tant par leur sentiment que par leur sympathie — malheureusement ils ne peuvent aujourd'hui rien offrir de plus — sont complètement du côté du peuple polonais, auquel ils souhaitent une patrie libre et indivisible. Nous souhaitons au peuple polonais ce que nous souhaitons pour nous-même: l'indépendance et l'affranchissement du joug étranger. Nous voulons la solution de la question polonaise, mais en même temps que la solution des questions yougoslave, ukrainienne et tchèque et conjointement avec elle. » Le député libéral slovène de Ljubljana, M. Ravnihar, a tenu le même langage: « Nos protestations sont dirigées, avant tout, contre la manière dont on se propose de résoudre la question polonaise, et contre le moment choisi pour lui donner une solution. Dans une période de liberté et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on veut, par décret, imposer une forme d'État au peuple polonais; par décret, on donne un roi à ces mêmes Polonais, qui, de tout de temps, ont choisi leurs rois parmi eux-mêmes. A un point de vue plus étroit, nous devons nous opposer à toute

solution par étapes du problème des nationalités de cette monarchie. On veut appliquer une fois de plus le vieux principe de tout l'art politique autrichien: *divide et impera*. Ce plan a pour but, non pas de satisfaire les Polonais, mais de venir au secours du germanisme autrichien, pour renforcer l'hégémonie allemande et lui fournir une base solide. Nous voulons qu'en connexion avec la question polonaise on résolve en même temps les autres problèmes des nationalités, notamment les problèmes yougoslave, tchèque et ukrainien, selon le vœu de chacun de ces peuples. »

Les débats sur le renouvellement du Compromis entre l'Autriche et la Hongrie ont donné aux députés yougoslaves une nouvelle occasion de manifester leur hostilité à l'égard des Allemands et des Magyars. Le député croate de l'Istrie, M. Spincic, a, le 3 décembre, prononcé à ce sujet un discours qui a fait quelque sensation dans les milieux officieux de la monarchie, étant donné l'intime amitié de ce député — qui est prêtre catholique — avec l'archevêque de Zagreb, Mgr Bauer. « Nous désirons tous la paix », a déclaré le député Spincic: « la seule condition que nous mettrons à la conclusion de la paix est l'application du principe d'après lequel les nations doivent disposer d'elles-mêmes. Ce principe devrait triompher partout, et il va de soi que ce n'est pas à ce Parlement, où sont réunis plusieurs peuples, à décider de son application: ici certains peuples pourraient être mis en minorité par d'autres. Pour arriver à la paix, il faudrait que chaque nation séparément, dans ses assemblées distinctes, composées uniquement de ses propres représentants, pût décider de son sort... Les milieux compétents de l'Autriche ont qualifié cette guerre de guerre entre le germanisme et le slavisme, tandis que les politiciens magyars affirmaient qu'il s'agissait d'une guerre contre les Slaves. Et, en effet, des millions de Slaves ont été forcés de combattre pour l'Allemagne et pour la cause de la maison régnante. Pendant cette guerre, le peuple yougoslave s'est renforcé dans sa conviction qu'il n'a que du mal à attendre des Allemands et des Magyars, et que le système dualiste aujourd'hui en vigueur lui est néfaste. Le peuple yougoslave doit s'en délivrer. Nous demandons une patrie croato-serbo-slovène libre et indépendante de tout État étranger ».

Pour montrer qu'ils sont décidés à poursuivre énergiquement la lutte contre le gouvernement, les Yougoslaves ont envoyé aux Délégations des députés dont l'hostilité envers le gouvernement autrichien est bien connue. Ce sont le président du club yougoslave, M. Korosec, pour la Carniole; le député Fon, pour la province de Goritz; le député Cingrija, pour la Dalmatie. Pour l'Istrie, le vice-président du Club yougoslave, M. Matko Laginja, a été élu en remplacement d'un député italien qui n'était pas présent à la Chambre. Le député Sustersic, connu par ses sentiments austrophiles, a été écarté malgré l'injonction formelle du comité exécutif du parti populaire slovène dont il est le président.

Pour se préparer à la campagne dans les Délégations, le club yougoslave a lancé un appel au public yougoslave en le priant de lui signaler toutes les persécutions, violences et abus dont les Yougoslaves ont été victimes de la part des autorités austro-hongroises au cours de cette guerre, afin de les porter à la tribune des Délégations. Aux Délégations, les représentants yougoslaves agissent en plein accord avec les représentants tchèques, et dès que les propositions de paix maximalistes ont été connues, ils n'ont pas manqué de réclamer pour leur peuple le droit de décider librement de son sort.

Les intrigues du gouvernement. — L'opposition des représentants politiques des Yougoslaves devenant de plus en plus gênante et périlleuse, les gouvernants de la monarchie dualiste essaient de la rendre inoffensive en divisant le faisceau national. Pour le moment, ils n'ont pu gagner à leur jeu que le président du Comité exécutif de la Diète de Carniole, M. Sustersic, et l'archevêque catholique de Sarajevo, Mgr Stadler. Le député Sustersic, sous prétexte qu'il a été battu dans l'élection aux Délégations, a donné sa démission du club yougoslave, puis il a essayé de diviser le parti populaire slovène dont il était jusque là le président. Cependant sa tentative a complètement échoué, et il n'a été suivi que par un seul député, M. Jaklic. Le prince-évêque de Ljubljana, Mgr Jeglic lui-même, s'est insurgé contre sa tentative, et, par une lettre pastorale, a invité le clergé slovène à combattre la politique antinationale de l'ancien président du parti populaire. — L'arachevêque Stadler, qui avait donné son adhésion à la déclaration du club yougoslave de Vienne, a, tout d'un coup, changé d'opinion et a publié dans le *Hrvatski Dnevnik* du 20 novembre une déclaration dans laquelle il demande la solution du problème yougoslave sur la base de l'exclusivisme croate, en laissant de côté les Slovènes. En même temps son organe, le *Hrvatski Dnevnik,* qui jusqu'ici défendait le programme yougoslave, changeait de ton. Aussitôt la rédaction donna sa démission, et la direction du journal passa aux mains de deux officiers de l'armée autrichienne, MM. Pilar et Pavisic. Contre cette transformation toutes les personnalités en vue du monde catholique de Bosnie-Herzégovine et en tout premier lieu Mgr Charles Cankar, le secrétaire de l'archevêque et son collaborateur intime, ont vivement protesté. Comme le député Sustersic, l'archevêque Stadler reste isolé.

La séance plénière du Comité Yougoslave à Londres. — Dans les premiers jours de décembre, le Comité Yougoslave de Londres a tenu sa séance plénière sous la présidence de M. Ante Trumbic. M. Jovan Jovanovic, ministre de Serbie à Londres, y assistait. Dans le communiqué publié à la suite de la réunion, on lit ceci: « Le Comité Yougoslave a constaté avec la plus grande satisfaction que la Déclaration de Corfou, en tant que programme poli-

tique de la nation entière, a été accueillie par tous les milieux serbes, croates et slovènes d'Europe et d'Amérique avec la plus complète approbation et le plus vif enthousiasme. Le Comité a apprécié avec une satisfaction toute particulière la réponse faite le 28 novembre, à la Chambre des Communes, par Lord Robert Cecil, à une question touchant la Déclaration de Corfou. Lord Cecil a dit que le gouvernement serbe avait communiqué le texte de cette Déclaration au gouvernement britannique, et que celui-ci avait accueilli les grandes lignes de ce document avec un grand intérêt et une grande sympathie.

« Le Comité a adopté diverses résolutions relatives à l'organisation et au développement de l'action des émigrés yougoslaves et de leurs colonies à l'étranger, dans l'intérêt de la cause commune. Il s'est également occupé d'une façon toute particulière des mesures à prendre pour rendre plus efficace encore le recrutement en Amérique et en Russie de volontaires yougoslaves destinés au front serbe.

« Le Comité a fait, dans les différents camps où elle était alors cantonnée, une visite officielle à la division des volontaires yougoslaves. Il a remarqué avec satisfaction le moral élevé et l'esprit combattif de ces troupes, qui ont déjà prouvé leur valeur en combattant pour la cause des Alliés et pour la libération et l'unification de leur nation.

« La déclaration de guerre des États-Unis à l'Autriche-Hongrie a été accueillie par le Comité Yougoslave avec le plus grand enthousiasme. Pour exprimer ses sentiments, le Comité a envoyé une députation à M. Page, ambassadeur des États-Unis à Londres, et a adressé en même temps un télégramme au président Wilson. Le Comité Yougoslave a constaté en cette occasion la nécessité d'éclairer d'une façon plus complète et plus précise l'opinion publique des pays alliés sur les problèmes austro-hongrois, et de montrer qu'il est dans l'intérêt de la paix future de délivrer la nation yougoslave et les autres nations opprimées de la tyrannique domination austro-hongroise. »

Le Comité Yougoslave s'est accru d'un nouveau membre : M. Veljko Petrovic, jeune poète de grand talent, qui est en même temps un brillant journaliste. M. Petrovic est originaire de Sombor en Hongrie.

Paris, le 20 décembre 1917.

Frano Cvjetisa.

Bibliographie.

SIDNEY WHITMAN: *Things I remember: The recollections of a political writer in the capitals of Europe.* (London, Cassel, 1916). 8°, VIII. 268 p.

M. Sidney Whitman, auteur connu, journaliste réputé, nous offre un volume de souvenirs qui aurait pu être précieux. En rapports souvent intimes avec la plupart des grands hommes politiques du monde anglo-saxon et germanique pendant ces vingt-cinq ou trente dernières années, il a particulièrement connu Sir Charles Dilke, Herzl, Bismarck, le prince de Bülow, le comte de Benckendorf, W. T. Stead, Gordon Bennett et autres personnages de premier plan. Correspondant du tout puissant *New-York Herald* durant de longues années, il a vécu en Allemagne pendant des période critiques (mort de Bismarck, guerre hispano-américaine, conférence d'Algésiras), il était à Salonique lors de la guerre gréco-turque, il a visité l'Arménie après les massacres, il fut témoin des sanglantes journées de Moscou en décembre 1905. Il a certainement envoyé à son journal des récits pittoresques, des informations inédites, des interviews sensationnelles; sans doute est-ce parce qu'il estime la tâche faite qu'il nous prive dans ces mémoires de presque tout ce qui pourrait avoir un réel intérêt historique, qu'il ne pense guère qu'à nous présenter, avec des photographies ornées de flatteuses dédicaces, le catalogue de ses belles relations, à nous énumérer les témoignages d'estime qu'il reçut de maint puissant personnage ou grand seigneur de haut bord.

De ces 268 pages, il n'y a guère à retenir qu'un récit assez coloré des journées révolutionnaires de Varsovie et de Moscou en 1905. M. S. Whitman a passé à Moscou tout le tragique mois de décembre; il a, dit-il, approché les hommes représentatifs de toutes les opinions, depuis les meneurs des grèves jusqu'aux soldats chargés de la répression, mais il faut bien avouer qu'il n'en a pas tiré grand profit. On ne trouve en son récit qu'une sorte de vue cinématographique de la ville pendant les troubles; la portée véritable des événements lui échappe complètement. « Le fait est », écrit-il, « que quelques avocats, journalistes, ingénieurs, médecins, instituteurs, et surtout des étudiants, se mirent soudainement en tête, après avoir ainsi que leurs ancêtres attendu une nouvelle Constitution pendant plus de cent

ans, qu'ils ne pouvaient pas attendre quatre semaines de plus... Par des proclamations, par la distribution gratuite de pamphlets et de manifestes, ils réussirent à agir sur la crédulité des masses, à dominer et terroriser une cité de plus d'un million d'habitants. » Comme c'est simple ! — Il est vrai qu'il ajoute plus loin — le volume est paru en septembre 1916 — que le tsar a trouvé son salut dans l'amour de son peuple et que son étoile monte (pages 235-236).

Il serait injuste de laisser le lecteur sur cette impression. Si M. S. Whitman n'a pas compris grand'chose à la Russie, il connaît bien l'Allemagne, et la juge de façon équitable et raisonnable. Un portrait de Delbrück (p. 85-86), quelques conversations avec Bismarck, un jugement du prince de Bülow sur Moltke — le Moltke de 1914 — ne sont pas sans intérêt. C'est à peu près tout ce qu'il y a à glaner dans ce volume. Un index bien fait facilitera le travail de ceux qui voudront y chercher autre chose.

Charles Ballot.

[Charles Ballot.

La guerre est dure. La courte notice bibliographique que nous publions ci-dessus m'avait été envoyée par un jeune historien, Charles Ballot. Je venais d'en corriger les épreuves quand j'ai appris qu'il venait d'être tué. Il n'est pas de pire souffrance pour un vieillard que de voir ainsi disparaître en pleine jeunesse les hommes sur lesquels il comptait pour travailler après lui.

Charles Ballot avait été un de mes élèves les plus chers et il était devenu mon ami. Il m'avait été envoyé, il y a une douzaine d'années, par mon camarade Jallifier, le professeur de Condorcet, dont l'enseignement a éveillé tant de vocations historiques. J'avais été tout de suite frappé par sa clarté de vues, par son goût de la précision, par la délicatesse aussi et la finesse de son esprit. Réservé d'allures, un peu distant au début, il ne se livrait pas facilement. Peu à peu, il avait senti la sympathie qui m'attirait vers lui, et il s'était montré tel qu'il était, simple, confiant, loyal.

Les qualités de son cœur, il les apportait dans ses travaux. Il avait le sens inné de la méthode, un respect scrupuleux de la vérité, l'horreur de la banalité et du vague. Son diplôme d'études sur les négociations de Lille était déjà remarquable par l'étendue des recherches et la nouveauté des résultats. Il l'a complété depuis pour le publier, et, dès lors, il était permis de lui prédire un brillant avenir d'historien.

Il se plaisait aux recherches d'archives sans s'y renfermer. La vie l'attirait, et il étudiait avec une intelligente curiosité le spectacle des sociétés diverses; son activité physique et morale se plaisait aux voyages lointains. Il a parcouru ainsi tour à tour l'Egypte et la Scandinavie.

Ces deux passions de l'étude et de la réalité, il les avait conciliées en prenant pour sujet de thèse: « L'évolution économique de la France sous le premier Empire. » Nous en avons souvent causé; il me disait ses recherches, ses découvertes, ses doutes, nous discutions ensemble les points qui lui paraissaient obscurs. C'était une joie pour moi de voir chaque fois son esprit se développer et sa méthode devenir plus sûre et plus large. Il avait réuni une masse énorme de documents, et il a publié dans diverses revues des études qui devaient former les solides assises de son monument.

La guerre ne surprit pas plus son courage qu'elle n'étonna son esprit. Du premier jour, comme tous ses camarades, il fut à la hauteur de son devoir. Depuis le mois d'août 1914, *je n'ai aperçu chez lui ni trouble ni fatigue. Il m'écrivait souvent, me disait ses impressions, me parlait de ses hommes, qu'il aimait et qui l'aimaient. — « Vraiment », me disait-il vers la fin de* 1914, *« nous n'avons pas de chance, nous passons toujours près des grandes batailles sans y prendre réellement part. » Il eut bientôt sa revanche. Quelque temps plus tard, il menait sa section à l'attaque et tombait le bras fracassé. La convalescence fut longue et douloureuse. Je le vis plusieurs fois pendant qu'il était à l'ambulance. Il supportait ses souffrances, qui étaient vives, avec une sérénité souriante, et il ne se plaignait de sa blessure que parce qu'elle l'éloignait de son régiment. Dès qu'il le put, avant même d'être guéri, il demanda à retourner au front.*

Il y a plusieurs semaines, — c'est la dernière fois que je l'ai revu — je lui demandai timidement s'il ne croyait pas qu'il rendrait d'aussi réels services en instruisant les troupes américaines, puisqu'il parlait couramment anglais. Il se mit à rire: « Non, je ne me sépare pas de mes soldats, nous sommes unis à la vie, à la mort. Tout ce que je puis faire pour vous, c'est de vous offrir de collaborer au Monde Slave. *Envoyez-moi des volumes anglais, cela me distraira de vous écrire des comptes rendus. » J'avais sur ma table les* Souvenirs *de Whitman, il les emporta. « Nous sommes dans les tranchées », me disait-il dans sa dernière lettre, « plus longtemps que nous ne le pensions; les hommes grognent, et moi aussi. Un peu de soleil, une bonne attaque, et nous n'y penserons plus. » Je lui répondis aussitôt. Ma lettre ne l'a plus trouvé vivant.*

Heureux ceux qui tombent en pleine jeunesse pour la France et la libération du monde! Pour ceux qui demeurent, quelle angoisse et quel déchirement! Comment paierons-nous la dette que nous avons envers vous, vous tous, nos amis, nos enfants, la pensée de notre pensée, la fleur de notre déclin ? Vous avez emporté avec vous tout ce qui nous restait encore de joie, il ne nous reste qu'à suivre votre exemple. Tant que nous ne tomberons pas à notre tour, mutilés et saignants, nous combattrons pour que votre mémoire soit sainte et votre souvenir fécond.

Dans Ballot, la science perd une des jeunes forces sur lesquelles elle avait le plus le droit de compter, la France perd un de ses fils les plus généreux et les plus solides. Serrons les rangs.

E. Denis.]

**

Les dangers mortels de la Révolution russe (Paris, Payot, 1917. In-12°, 246 p.).

Les événements qui s'accomplissent en Russie causent à tous les Français une profonde tristesse. On aurait tort de croire que cette tristesse provient uniquement d'un retour égoïste sur nous-mêmes et sur les conséquences que peut entraîner la trahison des maximalistes. Sans doute, nous sommes douloureusement émus par la perspective de la prolongation des hostilités, et nous n'ignorons pas que la défection du gouvernement russe nous impose de nouveaux sacrifices. Ils ne sont pas au-dessus de notre courage. L'Allemagne est atteinte dans ses œuvres vives, et ses complices de Petrograd ne la sauveront pas de la punition qui la guette.

Il nous est plus cruel de penser que le peuple russe, à qui la guerre a infligé de si lourdes épreuves et qui a connu tant de misères, risque d'être privé par l'erreur de quelques misérables de la gloire réservée aux vainqueurs de la barbarie germanique. Il a été à la peine, Lénine et Trotski ne veulent pas qu'il soit à l'honneur.

Nous songeons avec tristesse aussi au parti que, dans tous les pays, la réaction va tirer des fautes des extrémistes. Je demeure convaincu que la plupart de ceux-ci ne sont ni des traîtres ni des lâches; beaucoup ont donné des preuves admirables de courage, de constance et de dévouement. Par quelle incroyable aberration ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils compromettent les principes pour lesquels ils sont prêts à sacrifier leur vie? — N'entendent-ils pas les ricanements de leurs adversaires? Ne lisent-ils pas dans les yeux et sur les lèvres des indifférents et des sceptiques la cruelle sentence : Après tout, mieux valait encore le tsarisme?

Je ne conseillerais pas aux neurasthéniques et aux pusillanimes la lecture des *Dangers mortels de la Révolution russe*. Ils achèveraient d'y perdre le sommeil. Pour l'aborder, un cœur intrépide est nécessaire et, bien que je me fusse prémuni d'une large dose d'optimisme, quand l'ouvrage m'est tombé des mains, j'avais le cœur serré par une inexprimable angoisse. — C'est que nous n'avons pas affaire ici aux vagues déclarations d'un théoricien ou aux fugitives impressions d'un dilettante. L'auteur connaît la Russie, non pas par de rapides voyages, mais par un contact prolongé. Pendant des années, il a été mêlé aux événements; il a suivi de près l'évolution des esprits; il nous apporte

le témoignage d'un homme dont le jugement est le produit d'une vie entière d'observations et de réflexions. Ces observations sont tristes et ces réflexions sévères. Elles méritent d'autant plus d'être méditées qu'elles reposent sur des études sérieuses et qu'elles témoignent de la plus précise compétence. A ce titre, il serait bon qu'elles fussent très largement répandues. A défaut de joie, on y trouvera un incontestable profit. Quoi qu'en aient trop longtemps pensé nos gouvernements, les Français aiment la vérité, et beaucoup parmi eux sont assez braves pour la supporter.

Des quatre études que renferme le volume, les deux premières sont les plus fouillées et les plus instructives. La troisième, *Le principe électif*, a plutôt le caractère d'une discussion théorique, et les renseignements sommaires qu'elle nous apporte sur les premiers résultats de la Révolution sont évidemment insuffisants pour permettre une conclusion générale. La *Crise de l'orthodoxie* n'est aussi qu'une esquisse rapide, où la question si grave de l'avenir de l'Église orientale en Russie est à peine abordée. Les quelques documents publiés en appendice semblent avoir été choisis un peu au hasard, et ils n'ajoutent pas grand chose aux renseignements que nous trouvons chaque jour dans les journaux. Dans l'ensemble, on a l'impression que l'auteur a travaillé un peu à la hâte pour compléter la matière d'un volume, et qu'il s'est plus préoccupé d'arriver rapidement que de nous donner un livre méthodiquement composé. Comme cependant ses connaissances sont multiples, sa vue pénétrante et son esprit aigu et clair, même les pages un peu lâchées et improvisées de la dernière partie du volume ne sont ni sans intérêt ni sans moelle et, si elles ne nous satisfont pas pleinement, elles nous laissent le désir qu'elles soient reprises plus à loisir.

La substance du volume se trouve cependant dans la première partie, *La question agraire*, et *Fédéralisme ou autonomie*.

Bien que les ouvriers aient joué le principal rôle dans la révolution du 15 mars, personne n'ignore que les deux difficultés essentielles où se heurte la Russie sont les convoitises des paysans et les aspirations des diverses nationalités. — Malgré les travaux très solides et très clairs qui ont été publiés en France sur la question rurale en Russie, la grande masse du public n'est pas encore arrivée à avoir une opinion claire sur ce point, parce que, depuis des siècles, nous sommes habitués au régime de la propriété individuelle et qu'il nous est presque impossible de nous mettre dans l'état d'esprit que détermine et maintient le régime communautaire. « L'acte du 19 février 1861, qui a supprimé le servage et la corvée, est loin » comme le constate l'auteur, « de mériter les épithètes grandiloquentes et les éloges superlatifs dont les publicistes d'occident se sont plu à le couvrir depuis plus d'un demi-siècle ». En Russie, depuis l'origine, il a été l'objet des critiques les plus acerbes et les mieux fondées. Depuis lors et surtout dans les années qui ont précédé la guerre,

les grandes revues, en particulier la *Ruskaïa Starina*, ont publié, à l'occasion du cinquantenaire de l'abolition du servage, des documents singulièrement instructifs, qui nous permettent de mieux comprendre les défectuosités de la loi du 19 février, parce qu'ils nous montrent les déformations graduelles de la pensée d'Alexandre II. Plus j'étudie l'histoire de la Russie, plus je me convaincs que les tsars, que nous sommes habitués à considérer comme des despotes inflexibles et formidables, ont été surtout des monarques débiles qui ont bien rarement su ce qu'ils voulaient et n'ont presque jamais réussi à faire triompher leurs résolutions. Leurs ordres étaient absolus, mais ils hésitaient des dizaines d'années avant de les donner, et, quand ils s'y décidaient, on ne les exécutait pas.

Nicolas Ier, dont un froncement de sourcils ébranlait l'Europe, a passé sa vie à réunir commissions sur commissions pour étudier la question du servage. Aucune d'elles, disait-on, n'était stérile, puisque chacune en enfantait une autre. Leur labeur obstiné aboutit à quelques décrets qui ne modifièrent en rien la situation.

Le gouvernement russe, par la plus folle imprévoyance, n'a jamais cessé de susciter dans les masses les plus larges espérances sans jamais satisfaire leurs plus modestes réclamations. Il est imprudent de mettre un gigot sous le nez d'un dogue, pour lui refuser ensuite même l'os le plus dépouillé.

Alexandre II, comme tous les tsars, était arrivé au trône avec les plus généreuses intentions et, comme les autres, ses velléités furent vite domptées par les sourdes résistances de la bureaucratie et des grands propriétaires. L'acte du 19 février, timide et mal conçu, devait laisser dans les campagnes plus de rancunes que de reconnaissance. Il est juste de convenir que la faute n'en fut uniquement ni à l'Empereur, ni même aux fonctionnaires, mais aussi aux Slavophiles et aux premiers socialistes. Herzen et beaucoup de ses contemporains étaient férus de communisme, et ils étaient persuadés que la Russie fournirait au monde l'exemple d'une société nouvelle, qui ne connaîtrait pas les injustices et les misères du prolétariat occidental. La loi maintint ainsi la propriété rurale communautaire ; en affranchissant le paysan de l'autorité des seigneurs, elle le soumit à celle du *mir* et le parqua dans sa caste, qui eut ses lois propres, ses tribunaux distincts, son administration particulière. Alexandre II songea-t-il, « en soustrayant jalousement les paysans au contact des autres classes et en entretenant leurs jalousies, ... à assurer le régime autocratique contre toute entreprise des classes intelligentes, que cette masse pourrait écraser sur un signe d'en haut? » En dépit de l'autorité de l'auteur, je n'en crois rien, et Alexandre n'avait ni de si noirs desseins ni de si lointaines prévoyances. Il allait au plus pressé, et il vivait d'expédients. L'organisation d'une administration locale eût coûté cher au Trésor, et il n'était pas aisé d'en recruter le personnel ; pour

éviter ces embarras, il parut plus commode de laisser subsister de l'ancien système tout ce qui sembla possible, et on s'en remit au Dieu moscovite du soin d'arranger les choses un jour ou l'autre. — *Avos.* — On verra plus tard.

Malheureusement le vieux Perkoun est aussi négligent qu'un bon propriétaire de Kostroma ou d'Orel et, par la force même des choses, chaque année aggrava le mal. Les tenures qu'avaient reçues les paysans étaient déjà trop restreintes; comme la population croissait rapidement, elle souffrit bientôt d'une véritable disette de terres.

Nous crierions volontiers au paradoxe parce que nous jugeons les hommes en gros. Quelle est la densité moyenne de la population en Russie? 20 habitants au kilomètre carré, 25 tout au plus; si nous laissons de côté les toundras marécageuses et glacées de la région arctique, le tiers à peine de la population de la France, qui n'est certainement pas surpeuplée, le dixième de certaines régions de la Belgique et de l'Europe centrale. Dans ces conditions, comment parler de disette de terres? C'est que les moyennes ne signifient rien; les statistiques sont bonnes filles et elles servent surtout à tromper les badauds et à justifier les fantaisies des sociologues. En Russie, les seules statistiques qui ne trompent pas, ce sont les famines de plus en plus fréquentes qui s'abattent sur des étendues de territoire toujours plus vastes. Il est certain que, depuis le milieu du XIX[e] siècle, la condition moyenne du paysan n'a pas cessé d'empirer; il mange son fonds avec son revenu. De là cette fermentation sourde et continue qui se traduit par des explosions de fureur, chaque fois que le pouvoir lâche les rènes. Les révolutionnaires, par conviction et par calcul, exploitaient les souffrances et les haines des populations rurales. Ils ont pris pour devise: terre et liberté; elles traduisent: liberté de prendre la terre.

Après la jacquerie de 1906 où, en quelques mois, 3.000 exploitations furent pillées et dévastées, Stolypine fit voter, non sans peine, la loi de 1906 qui avait pour objet de supprimer le *mir* et de remplacer la propriété communale par la propriété individuelle. J'ai rompu pas mal de lances à ce propos avec le savant russe bien connu Kovalevski. Kovalevski était un esprit fort distingué et un libéral très sincère; il n'avait guère le goût des idées claires et, bien qu'il s'en défendît, il avait la superstition des traditions nationales. La suppression plus ou moins lointaine du *mir* lui déplaisait, et il soupçonnait le ministre des plus sombres desseins. J'étais persuadé, — et mon opinion n'a pas changé, — que la mesure de Stolypine, quelles que fussent d'ailleurs ses imperfections de détail, marquait un immense progrès. Quels ont été, dans la réalité, les effets de la loi Stolypine? Les avis sont très partagés. Elle a certainement été faussée souvent par l'application, et, surtout, elle n'a pas eu le temps de produire les résultats qu'il désirait. A la longue, elle eût donné à la Russie la stabilité qui lui manque en fondant sur des bases

solides une démocratie rurale, qui eût joué un rôle analogue à celui de nos petits et de nos moyens propriétaires.

Au moment où la guerre a éclaté, la situation de la masse rurale continuait à être mauvaise. Depuis le début des hostilités ses souffrances ont été lourdement aggravées par les erreurs administratives, la désorganisation des transports, l'arrêt de l'exportation, la répartition défectueuse des réquisitions, le gaspillage et les exactions des fonctionnaires. En même temps le relâchement de la surveillance favorisait la propagande des extrémistes. Les paysans se souciaient assez peu des doctrines qu'on leur prêchait; ils n'en retenaient qu'un point : la terre appartient à celui qui la cultive. Quand la révolution a triomphé, ils se sont précipités à la curée. Leurs convoitises étaient si effrénées et leur conviction si enracinée que même les modérés n'ont pas osé leur opposer une question de principe. Tous d'ailleurs, sous l'influence à la fois des philosophes étrangers et des traditions nationales, étaient plus ou moins pénétrés des doctrines socialistes; les plus timides étaient des disciples de Rousseau et de Robespierre, qui voyaient dans la richesse un péché et une cause de corruption et avaient pour idéal une société où chaque citoyen vivrait sur son domaine du travail de ses mains. Les Cadets proposaient ainsi de ne laisser aux possesseurs actuels qu'un maximum de terres, qu'ils ont fixé successivement de 500 à 150 hectares, sans qu'on voie d'ailleurs les raisons de ces chiffres arbitraires. Avec le surplus on constituerait un fonds national qui serait réparti entre les communes les plus déshéritées. Ce projet était à la fois illogique et inapplicable. Il en eût été de lui comme des décrets de l'Assemblée constituante, quand elle essaya de distinguer entre les divers droits féodaux, en supprima quelques-uns et ordonna le rachat des autres. Les foules sont simplistes. Du moment où l'on contestait la validité des titres des seigneurs, en vertu de quelle raison leur accordait-on une indemnité? Les paysans ne la payèrent pas, et aucune force ne les y aurait contraints. — Les idées des socialistes révolutionnaires étaient plus claires, et leur voix fut plus facilement entendue: toute la *terre utile* russe constituera un fonds commun qui sera réparti proportionnellement aux facultés de travail de chaque famille. Dans la pratique, l'opération qu'ils projettent présente de telles difficultés qu'elle doit aboutir à un gâchis universel: *bellum omunium contra omnes*, dit très justement l'auteur, et elle donnera lieu aux plus extravagantes iniquités. Mais les paysans s'inquiètent peu de l'avenir et, dans leur logique directe, ils ont vu dans la doctrine des socialistes révolutionnaires une invitation à saisir les propriétés qui leur convenaient. Aussitôt après la chute de l'ancien Régime, Cernov les y a encouragés, et la liquidation a commencé. Les propriétaires nobles relativement peu nombreux, isolés, énervés par les longues terreurs antérieures, ont accepté leur destin avec la passivité orientale qui est un des traits du caractère russe.

Les quelques millions de paysans propriétaires qui s'étaient constitué un domaine plus ou moins important se sont défendus. Une anarchie noire s'est abattue sur le pays.

⁂

Elle a été aggravée par les rivalités ethniques qui ont brusquement révélé à l'Europe distraite les divisions qui couvaient sous l'autocratie uniforme des tsars. Les avertissements ne nous avaient pas manqué: Anatole Leroy-Beaulieu, Paul Boyer, et bien d'autres après eux, avaient signalé la gravité de la question des *allogènes*.

La Russie est victime de sa géographie, qui n'a marqué aucune limite à son expansion. Tandis que les montagnes de l'ancienne Grèce s'opposaient à la formation d'une unité nationale et, en favorisant l'indépendance des clans, entretenaient la division et les guerres fratricides, dans les steppes sans limites où courent la Volga, le Don et le Dnjepr, les rassembleurs de la terre russe ont suivi le fil des eaux et la pente des terres; ils ont peu à peu aggloméré sous leurs lois des dizaines de populations différentes, de toute origine, de toute langue et de toute foi. Le plus souvent, leur pouvoir a été accepté sans révolte, parce qu'ils apportaient en somme un régime relativement supérieur ou que les vaincus n'étaient pas encore éveillés à l'idée de l'indépendance nationale. Vers l'Ouest seulement, en Finlande, dans les provinces baltiques et surtout en Pologne, ils se sont heurtés à de sérieuses résistances qui les ont surpris et déconcertés. Au lieu d'étudier les causes des difficultés nouvelles où ils se heurtaient et de chercher un compromis qui, au début, n'eût peut-être pas été absolument impossible à imaginer, les fonctionnaires moscovites, par paresse, par cupidité ou par orgueil, s'en sont tenus aux méthodes de violence qui leur avaient suffi jusque-là. Ils avaient conquis; ils n'ont pas su assimiler, et, de ce jour, le seul titre qui aurait pu justifier leur domination s'est trouvé périmé.

Catherine citait volontiers l'*Esprit des Lois*. Elle lisait beaucoup, mais elle lisait vite; elle ne comprenait pas toujours, et elle ne retenait que ce qui flattait ses passions. « La conquête », écrit Montesquieu, « est une acquisition ; l'esprit d'acquisition porte avec lui l'esprit de conservation et d'usage, et non pas celui de destruction... Le conquérant qui réduit un peuple en servitude doit toujours se réserver les moyens (et ces moyens sont sans nombre) de l'en faire sortir... Une monarchie ne doit conquérir que dans les limites naturelles à son gouvernement. La prudence veut qu'elle s'arrête dès qu'elle passe ces limites. Lorsque la monarchie a étendu ses limites par la conquête de quelques provinces voisines, il faut qu'elle les traite avec une grande douceur. Dans une monarchie qui a travaillé longtemps à acquérir, les provinces de son ancien domaine seront ordinai-

rement très foulées. Or, si, après avoir conquis autour de ce domaine, on traitait les peuples vaincus comme on fait ses anciens sujets, l'État serait perdu. Les peuples seraient mal affectionnés... Dans ces conquêtes, il ne suffit pas de laisser à la nation vaincue ses lois; il est peut-être plus nécessaire de lui laisser ses mœurs, parce qu'un peuple connaît, aime et défend toujours plus ses mœurs que ses lois. »

La citation est un peu longue, mais il n'est jamais mauvais de citer nos philosophes du XVIII[e] siècle. Les Russes de la nouvelle école ont été mal inspirés quand ils les ont négligés pour se mette à la suite de Hegel ou de Karl Marx. Depuis Nicolas I[er], sous l'influence du romantisme germanique, ils ont cru fortifier l'État en soumettant à un même niveau les allogènes, qui avaient subi avec résignation la domination étrangère, tant qu'on ne s'était pas mis en tête de les convertir ou de leur enlever leur langue et leurs traditions. Le fameux rouleau compresseur a pesé si lourdement sur les nationalités vaincues qu'il s'est trouvé hors d'usage quand on a songé à l'employer au dehors.

L'idée de soumettre l'immense empire des tsars à une implacable centralisation, — une foi, une loi, un roi, — était d'autant plus malheureuse que Pierre-le-Grand, en se transportant à Petersbourg, avait donné à l'État une capitale excentrique, qui n'exerçait aucune attraction sur les provinces, et que la bureaucratie corrompue et paresseuse soulevait une opposition presque universelle. L'État, qui exigeait des peuples de très lourdes redevances et qui s'acquittait mal ou ne s'acquittait pas du tout de ses fonctions essentielles, n'apparut plus que comme l'ennemi, et le patriotisme s'anémia parce qu'il s'incarnait dans une administration exécrée.

Pendant longtemps les dangers de séparatisme que créait cet état d'esprit des populations demeurèrent faibles, parce que, sauf en Pologne et, dans une certaine mesure, en Finlande, les diverses nationalités soumises aux Romanov n'avaient jamais eu qu'une existence précaire, et que les désirs sporadiques d'indépendance ne s'appuyaient pas sur des traditions historiques continues. Jusqu'à la veille de la guerre, les Ukrainiens, par exemple, même dans leurs rêves les plus audacieux, n'aspiraient qu'à des concessions très modestes. Peu à peu, cependant, les vexations ridicules auxquelles ils étaient également soumis développaient parmi les allogènes une aigreur universelle, qui, sans se cristalliser en programme précis, se manifestait par une hostilité grandissante contre l'autorité centrale.

Dès l'apparition des groupes d'opposition radicale, Alexandre II avait suivi une politique insensée. Pour la plus légère peccadille, les étudiants étaient chassés des Universités et internés dans des villes de province ou des districts éloignés. Réduits à la misère et arrachés à leurs occupations régulières, ils se transformaient en agents révolutionnaires, et propageaient autour

d'eux les doctrines subversives. La même tactique fut appliquée aux allogènes. Quiconque s'intéressait aux traditions locales, ou rassemblait les documents de l'histoire nationale, était aussitôt suspect et exposé aux plus absurdes persécutions. Naturellement, la souffrance fortifiait et exagérait les convictions, et les condamnations augmentaient le nombre des intransigeants. Beaucoup d'entre eux se réfugiaient à l'étranger; ils y tombaient au milieu d'autodidactes et de romantiques fumeux, qui appliquaient à tort et à travers les principes de la Révolution française, qu'ils comprenaient mal, et qu'ils interprétaient à contresens.

Les Slavophiles, bien que la plupart d'entre eux fussent de très ardents et très sincères patriotes russes, avaient préparé les chefs des mouvements particularistes à subir dans ces questions l'influence des doctrines de l'Allemagne, d'abord, parce qu'ils étaient presque tous les disciples de Herder et de Hegel, et ensuite parce qu'ils voyaient dans la langue le critérium exclusif de la nationalité. Le gouvernement, de son côté, dans l'espoir d'affaiblir les groupes qui lui paraissaient les plus redoutables, comme les Polonais, encouragea, quand il ne les créa pas artificiellement, la renaissance des tribus qui n'avaient jamais eu d'existence propre. Tour à tour émergèrent ainsi sur la scène du monde les Lituaniens, les Esthes, les Lettons, les Russes blancs, les Tatares, les Iméréthiens, les Mingréliens, etc. Sous son rigide et pesant linceul d'uniformité, l'Empire tendait à se disperser en une sorte de féodalité démocratique.

Les tsars n'ont jamais compris que la liberté est encore le seul moyen de retenir dans un même organisme des peuples d'origines différentes et de langues distinctes. On demandait à Solon si les lois qu'il avait données aux Athéniens étaient les meilleures. « Je leur ai donné », répondit-il, « les meilleures de celles qu'ils pouvaient souffrir ». En dehors des délégués des peuples, qui fixera la limite que le législateur ne franchira pas sans péril? A mesure que la vie se complique et que l'État est amené à étendre son intervention, son ingérence devient intolérable, si elle ne répond pas aux besoins et aux désirs des habitants.

Quelque paradoxale que paraisse cette affirmation, les abus de la centralisation ont été accrus en Russie par l'introduction d'une Constitution pseudo-parlementaire. Jusque-là, les affaires provinciales dépendaient en fait d'un ministre qui, par la force des choses, se contentait le plus souvent de sanctionner les propositions des fonctionnaires locaux; les administrateurs provinciaux souvent cupides, ignorants et bornés avaient du moins une idée sommaire des besoins et des habitudes de leur région. La Douma, par conscience et parce qu'elle ne voulait pas laisser diminuer sa compétence, étudiait les affaires, et les tranchait en vertu de principes généraux, dont le moindre défaut était de ne pas s'appliquer à la réalité. Il était évidemment absurde de soumettre à des règlements uniformes les habitants de Vladivostok,

de Tiflis et de Varsovie. Le bon sens le plus élémentaire eût prescrit l'organisation de Diètes régionales, dont les délégués, réunis dans un Parlement central, auraient discuté seulement les questions d'ordre général. Malheureusement, cette solution rationnelle était aussi antipathique à la Douma qu'à la bureaucratie et au souverain. Députés, fonctionnaires et monarque y voyaient une limitation de leur pouvoir, et les assemblées ne sont pas moins jalouses de leurs attributions que les princes les plus absolus. L'avènement d'un régime relativement libéral eut ainsi pour résultat d'accroître le mécontentement universel et de grossir les forces centrifuges. L'Empire n'était plus maintenu que par une armature extérieure qui ne pouvait pas remplacer éternellement le consentement moral des peuples. Du jour où elle s'écroula sous les coups de l'émeute, la Russie se désagrégea. Par un phénomène d'anarchie spontanée qui ne surprit que ceux qui jugent exclusivement sur les apparences, l'Empire le plus centralisé qu'ait jamais connu l'histoire se disloqua et s'émietta; sur ses ruines, des unités nouvelles essayèrent de se constituer, depuis l'Ukraine jusqu'aux républiques de Cronstadt et de Stavropol.

⁂

Le malade ne trouve évidemment qu'une consolation médiocre dans la science du médecin qui lui explique son cas. Le tableau de la dissolution actuelle de la Russie n'est pas moins mélancolique parce que nous en apercevons les causes lointaines et profondes. Peut-être même nos inquiétudes en sont-elles accrues, parce que le mal nous apparaît comme plus invétéré et, par conséquent, moins facile à guérir. Il serait puéril de nous dissimuler que l'avenir est extrêmement sombre; et bien hardi qui oserait prédire l'heure où finira le chaos actuel, et ce qui en sortira! La domination des Lénine et Cie ne durera pas longtemps; leur désastreux intérim n'en aura pas moins entassé les ruines. On ne refait pas un État en quelques semaines ou en quelques mois. Combien de temps faudra-t-il pour que la Russie redevienne maîtresse de ses destinées? A elle seule, elle ne réussira pas à se réorganiser. A qui demandera-t-elle les secours qui lui seront indispensables? — A l'Allemagne? — Dans ce cas, pour des siècles, elle sera privée de son indépendance et elle deviendra la complice et l'instrument des Hohenzollern.

La pensée d'un relèvement prochain de la Russie paraît évidemment fort invraisemblable à l'auteur des *Dangers de la Révolution russe*.

Entre parenthèses, il est décidément bien incommode, quand on résume la pensée d'un écrivain ou quand on discute avec lui, d'être obligé de le désigner par une périphrase. Il est admis qu'une lettre anonyme doit être dédaigneusement écartée: pourquoi l'anonymat serait-il davantage permis quand on s'adresse au public? Passe encore quand un écrivain courait le risque

d'être enfermé à Saint-Pierre et Saint-Paul ou d'être condamné à un long séjour en Sibérie. Dans le cas actuel, l'excessive discrétion de notre auteur est d'autant plus singulière que, parmi tous ceux qui s'occupent des questions slaves, il n'est absolument personne qui, après avoir lu dix pages de son volume, ait conservé l'ombre d'un doute sur sa personnalité.

Mais enfin, ne soulevons pas d'une main impudique le voile transparent sous lequel se dissimule la modestie de M. K. M. ou X., et respectons son incognito. Il ne nous cache pas qu'il ne fait pas grand fond sur l'avenir du peuple russe. Il n'a pas donné de conclusions à son étude, probablement parce qu'elles ressortent assez clairement des pages antérieures. Elles tiendraient en deux mots: *De Profundis*. Il appliquerait volontiers à la Russie le cri que la légende prête à Kosciuszko pour la Pologne: *Finis Rossiae!* Je ne dirai pas qu'il se réjouit de ce lugubre dénouement; mais enfin il se fait une raison et, puisque les choses ne sauraient tourner autrement, il en prend gaillardement son parti. Quand les gens sont morts, que reste-t-il à faire, sinon à les enterrer? — « C'est, dit-il, un cadavre; ôtons-nous, car il sent ». Il met tant d'empressement à le porter en terre qu'on le soupçonne presque d'agir au nom et lieu d'un héritier.

Peut-être va-t-il un peu vite! Certes, nous serions mal venus à reprendre dans le cas actuel la parole du poète: « Les gens que vous tuez se portent assez bien ». — Le cas est grave, et le malade est touché de l'oiseau, mais certains clients démentent les diagnostics des meilleurs confidents d'Esculape. M. X. est un clinicien excellent, et il décrit à merveille les phénomènes morbides dont souffre le patient; on est un peu scandalisé, non de la gravité de son pronostic, mais de la sérénité avec laquelle il le prononce. Comme beaucoup de médecins, l'étude des beaux cas qu'il observe étouffe en lui la sympathie. Pas un mot de regret, pas une parole de pitié, pas une émotion dans la voix. La mort sans phrases.

L'auteur nous permettra-t-il pas de ne pas nous résigner aussi vite? Le proverbe dit: « Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir »; et, quelques pénibles que soient nos déconvenues, nous demeurons fidèles à la Russie — même malgré elle. — Si elle nous a plusieurs fois déçus même avant l'heure d'aujourd'hui, nous ne nous souvenons que des services qu'elle nous a rendus et de l'affection qu'elle nous a souvent témoignée. Le croquis que nous trace M. X. du paysan russe (p. 45) est fort spirituel; il sait aussi bien que moi que ce n'est qu'une caricature. Que l'âme russe actuelle soit faite « d'insouciance de l'avenir, de répulsion pour l'effort méthodique et par suite d'engouement pour les solutions simplistes ou extrémistes », (p. 13), l'événement semble le prouver. Mais est-il équitable de juger un peuple sur une heure de folie? Toutes les nations ont connu des crises de démence. Les vices de caractère que nous signale

l'auteur chez les Russes sont-ils indélébiles, et ne suffit-il pas, pour les expliquer, de rappeler les siècles de mauvais gouvernement auxquels ils ont été condamnés? Le tableau sans nuances qui nous est présenté n'est-il pas poussé au noir? M. Ermolov, qui fut longtemps ministre de l'agriculture et que M. X. cite à plusieurs reprises, n'était pas si pessimiste et, si Ivan s'était toujours contenté de se croiser les bras en s'en remettant à la clémence de Dieu, aurait-il accompli l'œuvre immense et splendide de colonisation qu'il a menée à bien?

« Or Dieu mit des degrés aux fortunes humaines;
Les uns vont tout courbés sous le fardeau des peines. »

Le peuple russe a été maltraité par le destin: il a eu à lutter contre les invasions asiatiques et il doit combattre contre un climat terrible; il a été mal gouverné. Ses fautes ne sont pas sans excuses, ni sa défaillance sans retour. Si, ce qui ne me paraît pas probable, en dépit des consultations et des pronostics, il venait à disparaître, l'humanité perdrait en lui un de ses plus nobles espoirs, et la France une de ses plus sûres garanties.

E. Denis.

**

Claude Anet: *La Révolution russe. — A Petrograd et aux armées.* — (Paris, Payot, 1917). In-12, 329 p.

Quel dommage que, par les jours qui courent, nous n'ayons ni le goût ni le temps de nous arrêter aux préoccupations littéraires! Il serait amusant d'écrire un parallèle entre les *Dangers mortels de la Révolution russe* et le livre de M. C. Anet. D'un côté, une étude philosophico-ethnologico-politique; de l'autre, un album d'instantanés. Là, un sociologue, depuis longtemps familier avec les plus graves problèmes économiques; ici, un essayiste qui ne s'est occupé de la Russie que par occasion et à bâtons rompus, mais l'esprit clair, les yeux ouverts, la mémoire sûre et la parole alerte. Le premier assiste aux évènements avec un calme olympien; le second souffre dans les fibres les plus intimes de son âme, à la pensée des avantages que les événements de Petrograd menacent de procurer à l'ennemi. Celui-là est plus érudit, celui-ci est plus vivant. — Il serait puéril d'établir des rangs entre deux ouvrages qui diffèrent par le but qu'ils se proposent, leur caractère, et les conditions où ils ont été écrits. Disons seulement qu'ils se complètent, s'éclairent et, dans une certaine mesure, se corrigent mutuellement.

Nous nous plaignons souvent de notre presse et il est vrai qu'elle poursuit trop le succès immédiat et qu'elle flatte les goûts du public au lieu de les diriger. Elle donne aux lecteurs ce qu'ils désirent, tandis qu'elle devrait leur imposer ce qu'ils ont le devoir de connaître. Dans ma jeunesse, où l'on abusait un

peu des termes pompeux, on parlait avec emphase du sacerdoce du journalisme; je doute que le mot revienne souvent aujourd'hui dans les salles de rédaction, si ce n'est pour railler la candeur des vieilles barbes. En dépit de l'ironie, les anciens étaient dans le vrai, et les journaux manquent à leur rôle qui consacrent leurs colonnes les plus en vue aux nouvelles du jour et qui, même en temps de guerre, taillent aux questions étrangères une portion si congrue.

Nos journaux se trompent en nous prêtant des goûts trop frivoles, et leur timidité est d'autant moins concevable que le grand reportage convient merveilleusement à l'intelligence française, alerte et débrouillarde, et qu'il peut devenir un de nos genres nationaux, comme jadis les recueils de lettres ou les mémoires. Un bon correspondant de journal doit posséder le flair de l'orientation, qui lui permet de se reconnaître dans les parages inconnus et de retrouver sa route dans le dédale des situations embrouillées, le tact subtil qui distingue sous les protestations d'apparat le vrai sens d'une poignée de main et qui interprète avec finesse les paroles et même les silences, le don de se créer des amis et de ne pas les décevoir sans être jamais leur dupe; ces qualités, qui ne courent pas les rues, lui seraient inutiles s'il n'y joignait l'acuité de l'intelligence qui saisit les traits distinctifs d'une physionomie et le point essentiel d'un débat, la rapidité de la vue et le sens du pittoresque; je ne parle pas de l'activité et du courage, qui sont les vertus courantes du métier.

Parmi les courriéristes français, M. Cl. Anet occupe certainement une place des plus distinguées; et son livre est, d'après moi, le meilleur que nous possédions sur la Révolution russe. Ne lui demandez pas ce qu'il n'a pas songé à vous donner, des explications *ex professo;* il ne commente pas, il raconte. Il se garde de généraliser. Il n'écrit pas doctoralement: « La Russie pense », ou « Le peuple veut ». Il voit défiler les troupes ameutées: il assiste aux délibérations du Soviet; il salue le cortège des victimes de mars; il accompagne Kerenski et Albert Thomas aux réunions publiques et sur le front. Il ne tire pas de ses observations des conclusions générales et il laisse à son lecteur seul le soin de grouper les faits, de concilier les données contradictoires et de vaticiner, s'il en éprouve le besoin.

Son récit nous permet de suivre jour par jour les grandes phases du drame qui s'est accompli à Petrograd à la fin de l'hiver dernier.

Tout d'abord, l'effondrement du tsarisme. Stupeur générale, sensation terrifiante d'une sorte de vide atmosphérique, mélange trouble d'enthousiasme mystique et d'épouvante, volonté d'espérer en dépit des symptômes les plus alarmants, désarroi des âmes tenaillées entre la haine du passé et la terreur du lendemain. Tocqueville nous a décrit dans une page inoubliable les émotions multiples et complexes qui l'assaillirent, quand, le len-

demain du 24 février, il sortit de son appartement et descendit dans la rue: ni armée, ni police, les appuis traditionnels de la vieille société gisant en débris sur le sol; les rares passants frôlaient les murailles et jetaient autour d'eux des regards effarés, semblables à des voyageurs qu'un tremblement de terre vient de secouer et qui s'avancent avec défiance sur un sol à la solidité duquel ils ne croient plus.

Dans ces heures incertaines, où le destin hésite, la difficulté n'est pas de saisir le pouvoir, mais de le conserver. Les Cadets, en qui nous prévoyions les héritiers naturels du tsarisme, ont-ils manqué de promptitude et de résolution? On le leur a reproché. Si un Machiavel écrivait un jour la théorie des révolutions, il établirait peut-être comme principe que le premier soin des révolutionnaires modérés, aussitôt après leur triomphe, doit être de faire fusiller quelques dizaines des radicaux qui les ont portés au pouvoir. L'embarras est de trouver le peloton d'exécution. « Qui t'a fait duc? » demandait Hugues Capet à un seigneur. « Qui t'a fait roi? », répondit le seigneur. Le prince Lvov et le gouvernement provisoire qu'il présidait ont commis une faute irréparable en laissant se constituer à côté d'eux le Soviet des députés ouvriers et soldats. Mais à quel titre se seraient-ils opposés à ses usurpations? Et surtout avec quelles forces?

Comme Lamartine en 1848, Kerenski, après la disparition des Cadets, a exercé un moment la dictature du cœur et de l'éloquence. M. Cl. Anet a été épris de lui. S'il s'est trompé, l'Europe entière a partagé son erreur. Il nous trace de lui un portrait singulièrement vivant:

« Un homme de taille moyenne, jeune, le visage rasé, les cheveux blonds taillés courts en brosse, le nez long et charnu, le teint pâle et, dans la fatigue, presque de cendre, les yeux bleus, très bleus, de myope, clignotants, qui vous regardent bien droit, des yeux sans ruse, mais non sans gaîté, un sourire ouvert, confiant, joyeux, quelque chose de franc, de généreux dans l'expression, quelque chose aussi de courageux, de va droit son chemin... Et enfin quelque chose de juvénile, de frais, de spontané, qui vous prend comme par surprise et vous charme par l'inattendu de le trouver chez un homme que l'on s'attendait à voir accablé sous le poids de la responsabilité.

« Il est de santé faible. Il a subi une grave opération... Il porte la main droite enveloppée, attachée sur la poitrine... Ni le désordre ni l'anarchie ne lui font peur. Il sait que l'accouchement formidable de la jeune liberté russe n'ira pas sans quelques accès de fièvre dont un organisme sain saura triompher. Il fait confiance aux forces jeunes du peuple et à son bon sens, à la générosité inépuisable de son cœur. »

Les Girondins sont la grâce et le sourire des révolutions, les Jacobins — j'emploie les mots dans leur sens populaire — les sauvent. Kerenski avait une foi candide et touchante dans la bonté de la nature humaine : « Je ne veux pas », disait-il,

« que la révolution soit ensanglantée ». Hélas ! que de milliers, peut-être que de millions de victimes auraient sauvées quelques condamnations nécessaires!

La gageure paradoxale qu'avait risquée Kerenski, il a failli la gagner. Les quelques discours que j'ai lus de lui ne m'ont inspiré aucune admiration; ils m'ont paru creux, monotones et poncifs. C'est qu'ils nous sont arrivés trop tard, après que les événements nous en avaient révélé l'inanité. Et puis, je les ai lus dans mon cabinet, sans cette contagion d'enthousiasme qui soulève les foules et qui supprime la réflexion et l'examen. « Kerenski sait parler à des hommes assemblés et se faire écouter d'eux, les enflammer de sa propre passion, leur faire adopter ses idées. Il procède par petites phrases hachées, directes... Les deux raisons de son succès prodigieux sur les masses, je crois les avoir comprises pendant les quelques jours que j'ai passés avec lui. D'abord, il est courageux; il n'esquive pas les difficultés et fonce sur l'adversaire. Le courage! rien ne plaît davantage aux foules. Sa seconde qualité, c'est le don de soi, absolu, sans réserve, l'élan de l'âme auquel un auditoire, surtout de simples soldats, ne peut résister. »

Le voyage sur le front pendant lequel il fut accompagné et secondé par M. Albert Thomas et qui aboutit à la tentative d'offensive de Brusilov est peut-être le plus extraordinaire triomphe que l'éloquence révolutionnaire ait jamais remporté. Nous savons trop que l'enthousiasme ne remplace ni la discipline ni l'organisation. Peut-être même pourrait-on dire qu'il prépare les défaillances, en arrachant les âmes à leur équilibre normal. Les volontaires sont de fort médiocres soldats, s'ils ne sont pas encadrés par des troupes éprouvées, et la fièvre de l'héroïsme est un feu de paille, si elle n'est pas alimentée par l'habitude et par la conviction réfléchie.

« A chaque gare, il faut qu'Albert Thomas adresse un petit discours aux délégations qui viennent le saluer... Les soldats qui l'écoutent, — combien y a-t-il parmi eux de permissionnaires volontaires? — l'applaudissent; puis, le train part, ils recommencent à cracher des graines de tournesol sur le quai, tout en poursuivant leurs vagues rêves pacifistes ».

Le livre de M. Cl. Anet se termine ainsi sur une note de tristesse et de doute que les événements suivants n'ont que trop justifiée. Il ne nous laisse pas cependant une impression de désespoir. La Russie court aujourd'hui après le mirage d'une vision millénaire, et elle espère atteindre le royaume de Dieu, la main dans la main de l'Allemagne. N'apercevra-t-elle pas sa folie avant qu'il soit trop tard? N'arrachera-t-elle pas leur masque aux faux prophètes qui l'entraînent à sa ruine? Oubliera-t-elle ce qu'elle doit à ses alliés, aux Slaves qui comptent sur elle, à l'avenir qu'elle compromet en s'abandonnant? Sacrifiera-t-elle définitivement les apôtres pour suivre les traîtres?

E. Denis.

523285

P
HSlav Monde Slave.
M 1(1917)

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED